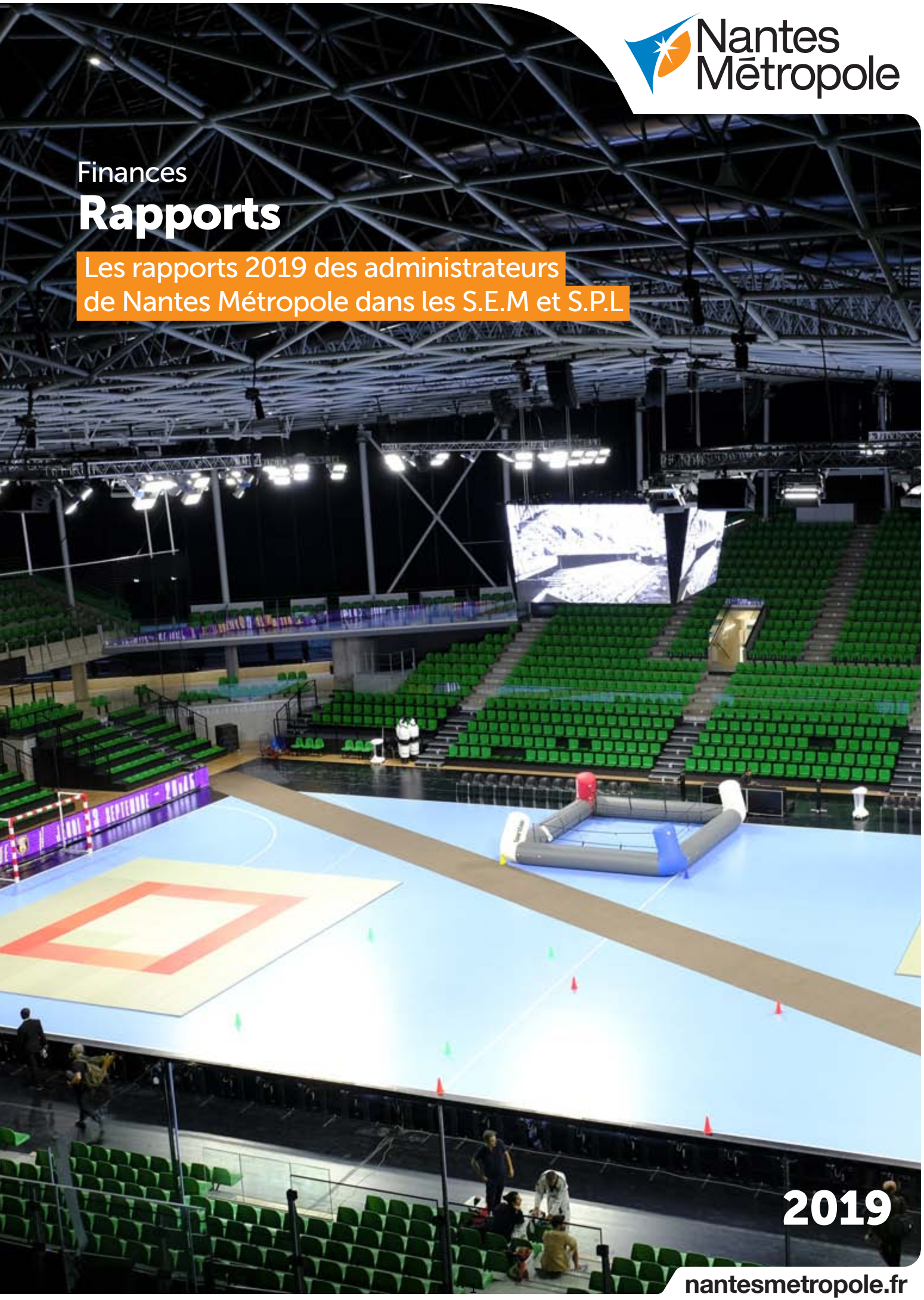
Nantes Métropole

Finances

Rapports

Les rapports 2019 des administrateurs de Nantes Métropole dans les S.E.M et S.P.L



2019

nantesmetropole.fr

Nantes Métropole

Les rapports des administrateurs de Nantes Métropole dans les SAEM et SPL(A)

Exercice 2019

Sommaire

SPL CITE INTERNATIONALE DES CONGRES	5
SPL NANTES METROPOLE AMENAGEMENT	82
SAEM NANTES METROPOLE GESTION EQUIPEMENTS (NGE)	173
SPL NANTES METROPOLE GESTION SERVICES (NMGS)	225
SPL LE VOYAGE A NANTES	271
SPL SOCIETE D'AMENAGEMENT DE LA METROPOLE OUEST ATLANTIQUE (SAMOA)	376
SPL LOIRE ATLANTIQUE DEVELOPPEMENT	466
SAEM LOIRE ATLANTIQUE DEVELOPPEMENT – SELA	590
SAEM LOIRE OCEAN DEVELOPPEMENT	706
SPLA LOIRE OCEAN METROPOLE AMENAGEMENT	818
SAEM TRANSPORTS EN COMMUN DE L'AGGLOMERATION NANTAISE (SEMITAN)	910
SAEM MARCHE D'INTERET NATIONAL DE NANTES	1028
SPL REGIONALE DES PAYS DE LA LOIRE	1112
SAS MIN A WATT	1195
SCIC ATLANTIQUE ACCESSION SOLIDAIRE	1234

Nantes Métropole

www.nantesmetropole.fr

EXTRAIT

SPL CITÉ INTERNATIONALE DES CONGRES



RAPPORT DES ADMINISTRATEURS

DE NANTES METROPOLE AU SEIN DE LA SPL

2019

SPL CITE INTERNATIONALE DES CONGRES

**Rapport au Conseil métropolitain de Nantes Métropole actionnaire,
des représentants de Nantes Métropole désignés comme administrateurs au sein de la SPL,
en application de l'article L.1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales**

EXERCICE 2019

FICHE SIGNALETIQUE

ETAT CIVIL	
Société Publique Locale La Cité Internationale des Congrès	
Siège social :	5 rue de Valmy - BP 24102 - 44041 Nantes Cedex 1 Tél. 02 51 88 20 00 / Fax 02 51 88 20 20
Adresse administrative :	Idem siège social
N° RCS :	Nantes 381 053 768 00028 (code NAF : 748 J)
Date de création :	15 janvier 1991
Secteur d'activité :	Tourisme
Objet social :	Exploitation, gestion, entretien et mise en valeur des équipements constituant la Cité Internationale des Congrès
Président(e) :	Rachel BOCHER
Directeur Général :	Denis CAILLE
Commissaire aux comptes :	PG&A
Nombre de salariés fin 2019 :	74

ACTIONNARIAT			
Capital social de 3 810 000€			
Actionnaires	Nombre d'actions détenues	Capital	% du capital
COLLECTIVITES LOCALES			**100,00 %**
Nantes Métropole	197 500	3 009 900,00 €	79,00 %
Ville de Nantes	25 000	381 000,00 €	10,00 %
Département de la Loire Atlantique	25 000	381 000,00 €	10,00 %
Région Pays de La Loire	2 500	38 100,00 €	1,00 %
AUTRES ACTIONNAIRES			**0,00 %**
TOTAL	**250 000**	**3 810 000,00 €**	**100,00 %**
Nombre total d'administrateurs :	11		
- dont représentant de la Ville de Nantes :	Rachel Bocher		
- dont représentant de Nantes Métropole :	*8 (F. Trichet, F. Roussel, G. Allard, J. Sotter, PY Lebrun, L. Beslier, AS Guerra, A. Vey)*		

JURIDIQUE	
Conventions conclues avec Nantes Métropole :	DSP - Gestion et Exploitation du Palais des Congrès (01/01/2012-31/12/2027)
Conventions conclues avec la Ville de Nantes :	Partenariat culturel : Saison baroque , Utopiales

FINANCIER	
Financement apporté par Nantes Métropole en 2019	2 636 077 € Net de taxe
Financement apporté par la Ville de Nantes en 2019	131 750 € TTC
Dernier résultat net comptable connu :	76 787 € *Au 31/12/2019*
Garanties d'emprunt Nantes Métropole	0 € (encours au 31/12/19)
Garanties d'emprunt Ville de Nantes	0 € (encours au 31/12/19)

Cité Internationale des Congrès Nantes Métropole

Comptes annuels au 31 décembre 2019

Bilan simplifié

ACTIF	€uro	PASSIF	€uro
Immobilisations incorporelles	99 030	Capital social	3 810 000
Immobilisations corporelles	5 065 303	Réserves	13 681
Immobilisations financières	5 550	Report à nouveau	638 295
		Résultat de l'exercice	76 787
Total Actif immobilisé (I)	**5 169 883**	Autres subventions d'investissement	1 197 472
Stocks et en-cours	44 497	**Capitaux propres (I)**	**5 736 235**
Créances d'exploitation	1 480 474		
Autres créances	1 284 983	**Autres fonds propres (II)**	**182 963**
Total Actif Circulant (II)	**2 809 954**	**Provisions pour risques et charges (III)**	**70 574**
Valeurs mobilières de placement	2 101 250	Emprunts et dettes	968 297
Disponibilités	1 547 868	Fournisseurs et comptes rattachés	2 174 031
		Dettes fiscales et sociales	1 345 889
Total Trésorerie (III)	**3 649 118**	Autres dettes	48 079
		Avances et acomptes reçus	0
		Total Dettes (IV)	**4 536 296**
Comptes de régularisation (IV)	**258 051**	**Comptes de régularisation (V)**	**1 360 938**
TOTAL GENERAL (I + II + III+IV)	**11 887 006**	**TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)**	**11 887 006**

Compte de Résultat

POSTES	€uro
Total des produits d'exploitation	13 729 966
Total des charges d'exploitation	13 740 919
dont charges de personnel	5 748 866
RESULTAT D'EXPLOITATION	**-10 953**
Total des produits financiers	7 930
Total des charges financières	453
RESULTAT FINANCIER	**7 477**
Total des produits exceptionnels	140 644
Total des charges exceptionnelles	57 606
RESULTAT EXCEPTIONNEL	**83 038**
Participation des salariés aux résultats	0
Impôts sur les bénéfices	2 775
Perte supportée ou bénéfice transféré (-)	0
BENEFICE OU PERTE	**76 787**

<u>Important</u> : Les chiffres ci-dessus sont communiqués sous réserve d'être approuvés lors de l'Assemblée Générale de la SPL

SYNTHESE DES POSITIONS PRISES PAR LES ADMINISTRATEURS DE LA SPL CITE DES CONGRES AU COURS DE L'ANNEE 2019

Administrateurs Nantes Métropole

- F. TRICHET
- F. ROUSSEL
- G. ALLARD
- J. SOTTER
- PY. LE BRUN
- L. BESLIER
- A.S GUERRA
- A. VEY

Administrateurs Ville de Nantes

- Rachel BOCHER - Présidente

Décisions marquantes prises lors des Conseils d'Administration

- ***Conseil d'Administration du 7 mai 2019 :***

- Adoption du procès-verbal du CA du 11 décembre 2018
- Comité Stratégique : suivi du plan 2016-2019
- Préparation de l'Assemblée Générale Ordinaire
  - Approbation du rapport de gestion 2018 et arrêté des comptes de l'exercice clos au 31/12/2018
  - Adoption des projets de résolution pour l'Assemblée Générale Ordinaire
  - Proposition de l'ordre du jour et fixation de la date d'Assemblée Générale
- Autorisation de conventions réglementées
- Questions diverses

- ***Conseil d'Administration du 10 décembre 2019 :***

- Accueil d'un nouveau représentant du Département Loire-Atlantique
- Adoption du procès-verbal du CA du 7 mai 2019
- Suivi du plan stratégique 2016 à 2019
- Bilan et perspectives : vie de l'entreprise : perspectives et investissements à venir, atterrissage prévisionnel 2019, budget prévisionnel 2020, tarifs 2020, affectation du compte conventionnel
- Autorisation de conventions réglementées
- Questions diverses

Taux de participation des administrateurs mandataires de Nantes Métropole : 62,5%

Taux de participation des administrateurs mandataires de la Ville de Nantes : 100%

Jetons de présence pour Nantes Métropole : néant

Jetons de présence pour la Ville de Nantes : néant

SYNTHESE DES CONTROLES EFFECTUES SUR LA SPL LA CITE DES CONGRES AU COURS DE L'EXERCICE 2019

Contrôles sur exercice 2019 : Néant

ANNEXES

Important : L'ensemble des documents joints en annexe du présent rapport sont fournis sous réserve d'être approuvés par l'Assemblée Générale de la SPL

Comptes annuels 2019

Rapport de gestion provisoire du Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale - exercice 2019

Annexe Financière

Exercice 2019



Rencontres professionnelles

Événements culturels

Manifestations sociétales

La Cité CONGRÈS / NANTES

Sommaire

1 Faits caractéristiques de l'exercice 4
Compte conventionnel 4
Investissements 2019 4
Digitalisation 5
2 Bilan 6
Actif 6
Passif 9
3 Compte de résultat 11
Produits d'exploitation 11
Charges d'exploitation 13
Résultat financier 15
Résultat exceptionnel 15
Détermination du résultat fiscal – Calcul de l'Impôt Société 15
4 Evénements intervenus depuis le 31 décembre 2019 27

Société Publique Locale
La Cité Le Centre Des Congrès de Nantes
au Capital de 3.810.000 Euros

N° SIRET : 381 053 768 00028 Code NAF : 8230Z

5, rue de Valmy
BP 24102
44041 NANTES Cedex 1

ARRETE DES COMPTES ANNUELS

(Article 123-12 du Code du Commerce)

Les comptes annuels de l'exercice couvrant la période du 1er janvier au 31 décembre 2019 et comportant :

- Le BILAN avant répartition dont le total est de : **11 887 007.51 €**

- Le COMPTE DE RESULTAT de l'exercice, présenté sous forme de liste, et faisant apparaître un bénéfice de : **76 787.23 €**

- L'ANNEXE à ces comptes

ont été arrêtés par nous, Conseil d'Administration, conformément aux règles édictées par le Code de Commerce et le Plan Comptable.

Fait à NANTES, le lundi 15 juin 2020

P/le Conseil d'Administration

La Présidente

Annexe légale – Exercice 2019

Principes, Règles et Méthodes comptables

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes,
- Indépendance des exercices.

L'évaluation des éléments inscrits en comptabilité a été pratiquée par référence à la méthode dite des coûts historiques. Plus particulièrement, les modes et méthodes d'évaluation décrits ci-après ont été retenus pour les divers postes des comptes annuels.

1 Faits caractéristiques de l'exercice

Compte conventionnel

La contribution forfaitaire annuelle attribuée par Nantes Métropole au titre du fonctionnement est instituée par l'article 22 du contrat de délégation de service public.
Le montant de référence fixé au contrat initial a successivement été diminué du montant des démarches performances votées par la collectivité.
Pour l'année 2019, le montant de référence s'est ainsi établi à 3 108 077 €. Réduit de 150 000 € dans le cadre de la démarche performance 2019, il s'est finalement porté à 2 958 077 €.
Le versement réellement effectué à la structure s'est élevé à 2 320 077 €, le compte conventionnel dégagé en 2018 ayant été imputé en diminution du paiement soit 638 000€.

Investissements 2019

Au cours de l'été 2016, un inventaire complet (matériel technique, informatique, mobilier...) avait été réalisé afin de mettre en place à l'automne et pour les années 2017 à 2019, un plan pluriannuel d'investissement (PPI). Pour l'année 2019, de nombreux chantiers ont ainsi été identifiés tels que le renouvellement de matériel technique, la réorganisation du magasin...

Le montant des investissements 2019 de La Cité s'élève à 1 376 K€. Ces derniers sont répartis de la manière suivante : 320 K€ de biens propres et 1 056 K€ de biens de reprise.
Les investissements les plus significatifs de l'année sont les suivants :

- Changement du système de pilotage des porteuses vitesses variables « perches » du Grand Auditorium — 321 K€
- Matériel vidéo : vidéoprojecteurs laser — 191 K€
- Réorganisation du magasin — 177 K€
- Renouvellement de matériel informatique : serveurs, PC — 147 K€
- Matériel plateau : draperie, chanvre, toile de projection — 63 K€

A noter/ Un point spécifique concernant la valeur nette comptable (VNC) des immobilisations :

- Le contrat actuel de la DSP prévoit la remise des biens à Nantes Métropole pour une valeur à zéro (article 26) via la mise en place d'amortissements de caducité
- Or, la VNC des investissements réalisés jusqu'au 31 décembre 2019 s'élève à 787 K€ à la date du 31 décembre 2027, date de fin du contrat. Elle se répartit ainsi :
    - Auditorium 800 264 K€
        - Une délibération a déjà été adoptée en décembre 2011 sur la reprise de la VNC par le délégataire à la fin du précédent contrat
    - Club de l'Atlantique 159 K€
    - Perches Grand Auditorium 155 K€
    - Dépôt 104 K€
    - Bar 800 32 K€
    - Travaux 32 K€
    - Matériel technique et Mobilier 25 K€
    - Nacelle 15 K€
    - Autres travaux 2 K€

Les discussions sont actuellement en cours dans le cadre de la reprise de cette VNC.
La mise en place d'une politique affirmée à ce sujet paraît d'autant plus importante que la Cité prévoit, comme l'impose le contrat de DSP, de continuer à investir d'ici à fin 2027. La VNC à la fin du contrat pourrait, de ce fait, atteindre près de 2 M€.

Digitalisation

Intervenant sur un champ concurrentiel fort, La Cité des Congrès de Nantes a mené une étude pour se réinterroger sur son positionnement en matière de digital et de numérique, afin d'offrir à ses clients les standards de qualité actuels, des services innovants et au-delà de cela, une expérience différenciante par rapport à la concurrence.

Dans un contexte très dynamique, et conscient de la nécessité d'une transformation numérique devant lui permettre de s'ouvrir à des nouvelles opportunités digitales et porteuses d'amélioration de son efficacité, la Cité a défini un portefeuille de projets dans le cadre d'un schéma directeur. La structure, sur cette base, obtenu auprès de Nantes Métropole un budget de 7 M€ pour la période 2020-2025.

La Cité a été mandatée (via un marché de mandat) par Nantes Métropole dans le cadre de la réalisation desdits investissements, qui resteront leur propriété mais seront mis à disposition de la SPL.

2 Bilan

Actif

Immobilisations incorporelles

Les logiciels informatiques sont amortis généralement sur une durée d'un à quatre ans.
Les progiciels, ERP, outils décisionnels sont amortis sur une durée de 10 ans, selon leur durée de vie économique probable.
La licence IV n'est pas amortie.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles de l'établissement sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires). Les amortissements pour dépréciation sont calculés sur le mode linéaire en fonction de la durée de vie estimée pour chaque bien :

*	Agencements et installations générales …….	5, 8 et 10 ans
*	Aménagements ……	3 à 5 ans
*	Matériel technique ……	5 à 8 ans
*	Véhicules ……..	4 et 5 ans
*	Matériel de bureau ……..	4 ans
*	Matériel informatique ……	3 et 4 ans
*	Mobilier de bureau ……..	5 à 6 ans

Une distinction est opérée entre 3 types de biens :

- Les biens de retour : biens appartenant Nantes Métropole et mis à disposition de la Cité pour assurer l'exploitation du site, au 1er janvier 2012, selon l'article 25-2 de la Convention de Gestion. Ils sont évalués à 7.350 K€, et 182 K€ en valeur résiduelle, au 31 décembre 2019.

- Les biens de reprise : biens acquis depuis le 1er janvier 2012, par la Cité et qui seront rendus à la fin de la délégation de service public (DSP) à Nantes Métropole. Ces immobilisations sont enregistrées dans des comptes 225x (*) et font l'objet d'un amortissement conforme aux règles décrites ci-dessus.

Il est à noter que l'article 25-3 de la convention de gestion, qualifie les biens, acquis ou réalisés, par le délégataire, depuis le 1er janvier 2012 de biens de reprise.
Comme indiqué dans les faits marquants, l'article 26 de cette convention de gestion stipule que les biens financés par le délégant, pendant la durée du contrat, sont considérés comme des biens de reprise et donc soumis à l'amortissement de caducité.
Il convient également de s'interroger sur les modalités de reprise de tout ou partie de ces biens au terme du contrat.
Ce point est en cours d'analyse par les équipes de Nantes Métropole. Il est sans incidence sur les comptes 2019.

- Les biens propres : biens acquis par La Cité pour son fonctionnement structurel. Ces immobilisations sont enregistrées dans les comptes du plan comptable général. Leur amortissement répond aux règles générales.

(*) plan comptable spécifique aux concessions de service public.

Immobilisations financières

Ce poste est constitué d'actions et de parts sociales détenues par la SPL, dans le capital de la SAEM Folle Journée.

Stocks

Différents stocks de pièces et fournitures ont fait l'objet d'un inventaire physique et sont valorisés au dernier prix d'achat connu :

- sont comptabilisées en stock, des pièces de maintenance et des lampes techniques.
- sont comptabilisés en charges constatées d'avance, les cadeaux, le fuel, les fournitures administratives et les produits bar.

Créances

Les créances varient de +398 K€ sur la période, variation expliquée en partie par l'augmentation des créances clients de 151 K€. À contrario, les factures à établir diminuent de 6 K€.

Les créances sont évaluées à leur valeur nominale et sont, le cas échéant, dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles sont susceptibles de donner lieu.

Plus précisément les taux de dépréciation utilisés par la société sont les suivants :

* dépôt de bilan	100 %
* risque majeur d'impayé/avoir quasi certain	100 %
* difficultés de recouvrement très fortes (injonction de payer)	95 %
* difficultés de recouvrement fortes	75 %
* échéancier accepté, présentant un certain risque ou difficultés de recouvrement moyennes	50 %
* échéancier accepté, présentant un risque faible ou difficultés de recouvrement faibles	25 %

En ce qui concerne les créances douteuses inférieures à 150 €, elles ne sont pas, compte tenu de leurs montants, provisionnées mais comptabilisées en créances irrécouvrables après 2 ans.

Les délais de règlements 2019 sont les suivants :

	Factures émises non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu					
	0 jour (indicatif)	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)
(A) Tranches de retard de paiement						
Nombre de factures concernées	98,00					94,00
Montant total des factures concernées TTC	999 813	279 127	71 511	7 200	33 630	391 467
Pourcentage du montant total des achats de l'exercice TTC						
Pourcentage du chiffre d'affaires de l'exercice TTC	8%	2%	1%	0%	0%	
(B) Factures exclues du (A) relatives à des dettes et créances litigieuses ou non comptabilisées						
Nombre des factures exclues						
Montant total des factures exclues TTC						
(C) Délais de paiement de référence utilisé (contractuel ou délai légal – article L 441-6 ou article L 443-1 du Code de Commerce)						
Délais de paiement utilisés pour le calcul des retards de paiement	~ Délais contractuels : *20 jours*					

Les autres créances sont principalement constituées de crédits d'impôts (dont le Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi à hauteur de 330 K€ et le crédit d'impôt Mécénat à hauteur de 87 K€ ; le solde étant composé des acomptes d'impôt sur les sociétés réglés sur l'exercice), des comptes de TVA (pour 427 K€), des comptes de produits à recevoir constitués de subventions pour 33 K€ (25 K€ pour les Utopiales et 8 K€ pour la Digital Week), d'indemnités de fin de carrière chargées pour 50 K€ et de 16 K€ pour les IJSS.

Disponibilités

À fin décembre, la totalité des placements est constitué de comptes à terme. Les placements représentent un montant total de 2 101 K€ au 31 décembre 2019.

Les liquidités disponibles en banque sont évaluées pour leur valeur nominale après rapprochement avec les extraits de comptes reçus des banques.

Ce poste s'élève à 1 548 K€.

Charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance augmentent de 80 K€ en 2019.
Cette variation s'explique notamment par :

- Le virement de l'acompte du partenariat 2020 pour la Folle Journée (25 K€)
- Le paiement de la Responsabilité Civile sur cet exercice (30 K€),
- Les licences Sophos antivirus (+14 K€)
- La maintenance du nouveau logiciel d'inventaire (+7 K€)

Passif

Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques inscrites dans ce poste peuvent correspondre à :
- une provision pour risque (sans mention détaillée pour cause de confidentialité).

Les provisions pour charges inscrites dans ce poste peuvent correspondre à :
- des provisions sur des travaux de gros entretien de la Cité.
- une provision IFC (sans mention détaillée pour cause de confidentialité).

Emprunts et dettes financières

Ce poste est principalement composé du compte conventionnel de Nantes Métropole, soit une dette de 650 K€ en diminution de 356 K€ par rapport à 2018.
La Cité a également contracté cette année auprès du CIC un emprunt à hauteur de 300 K€ permettant de couvrir l'investissement du nouveau système de pilotage des porteuses à vitesse variable (système de gestion des perches du plateau du Grand Auditorium).

Dettes fournisseurs et comptes rattachés

Les dettes sont évaluées à leur valeur nominale.
Ce poste est en augmentation de 160 K€ par rapport à l'exercice 2018. Les fournisseurs sont réglés à 30 jours fin de mois pour la majorité.

	Factures reçues non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu					
	0 jour (Indicatif)	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)
(A) Tranches de retard de paiement						
Nombre de factures concernées	295,00					139,00
Montant total des factures concernées TTC	1 112 216,00	331 718,27	6 955,28	1 674,25	8 301,52	348 649,32
Pourcentage du montant total des achats de l'exercice TTC	12%	3%	0%	0%	0%	
Pourcentage du chiffre d'affaires de l'exercice HT						
(B) Factures exclues du (A) relatives à des dettes et créances litigieuses ou non comptabilisées						
Nombre des factures exclues	0					
Montant total des factures exclues TTC						
(C) Délais de paiement de référence utilisé (contractuel ou délai légal – article L 441-6 ou article L 443-1 du Code de Commerce)						
Délais de paiement utilisés pour le calcul des retards de paiement	Délais légaux : *45 jours*					

Dettes fiscales et sociales

Des charges fiscales et sociales, sur congés à payer, jours « RTT » et heures de repos compensateur, sont comptabilisées dans les comptes "Charges à payer".

Opérations de mandat

Pour certaines manifestations, la SPL intervient en tant que mandataire pour le compte de l'organisateur. Les opérations se traduisent par des mouvements sur un compte bancaire spécifique ouvert au nom, et pour le compte de l'organisateur. Les opérations enregistrées à ce titre figurent au bilan :
Pas de mandat en cours n'est à noter au 31 décembre 2019.

Autres dettes

Ce poste s'élève à 48 K€, il est en diminution de 58 K€ par rapport à 2018.
Il s'agit d'avoirs à établir pour 16 K€, de versement d'acomptes de clients pour 12 K€ et de charges à payer pour 20 K€.

3 Compte de résultat

Produits d'exploitation

Chiffre d'affaires

Le Chiffre d'Affaires de la Cité (9 998 K€) diminue de 415 K€ sur la période 2018/2019.
Cette variation s'explique principalement par les éléments cités ci-après :

- Une activité Mice en 2019 en retrait par rapport à 2018, année exceptionnelle,
- Une activité de productions économiques stable (concerne exclusivement la Nantes Digital Week),
- Des activités d'accueil culturel en progression entre 2018 et 2019, notamment avec l'activité Tourneurs qui dégage son plus fort niveau de Chiffre d'Affaires depuis l'ouverture du site,
- Des productions culturelles en progression, notamment grâce au festival des Utopiales,
- Des « autres produits – espace Entreprises » en augmentation raison de la modification de traitement des soutiens apportés aux manifestations, auparavant traités sous forme de remise, dorénavant traité grâce à une facturation distincte de la part de la Cité mais également du partenaire,

Le tableau ci-dessous résume les écarts par activité :

Activité	2019	2018	Ecart 2019-2018
Mice	6 328 348	7 172 337	(843 989)
Productions Economiques	110 930	111 200	(270)
Accueil culturel (Tourneurs, ONPL, Folle Journée)	2 596 243	2 358 017	238 226
Productions culturelles	660 367	576 912	83 456
Espace Entreprises - autres - soutiens	301 725	194 121	107 604
Total Chiffre d'affaires	**9 997 614**	**10 412 587**	**(414 973)**

Contribution financière au titre du fonctionnement

En application du contrat d'exploitation et de gestion de La Cité, Le Centre des Congrès de Nantes, approuvé lors du Conseil Communautaire du 9 décembre 2011, une contribution financière de Nantes Métropole est attribuée au titre du fonctionnement de la SPL.

Cette contribution est destinée à compenser les contraintes de service public mises à la charge de La Cité.

Entre autres, elle permet :

- Le soutien à la production d'événements structurellement déficitaires
- D'assurer la qualité de l'entretien et du renouvellement du bâtiment, dans le respect de la configuration d'origine de celui-ci
- Le choix d'un niveau élevé d'équipements techniques qui contraint à se doter d'une équipe technique interne.
- D'assurer une maintenance sur l'ensemble du bâtiment (avenant n°2 du 21 décembre 2012).

Courant 2012, un rescrit a été adressé à l'administration fiscale pour valider le nouveau régime fiscal de la subvention de Nantes Métropole. Début 2013, l'administration fiscale a donné un avis favorable sur le non-assujettissement à la TVA de cette contribution financière. En contrepartie, la taxe sur les salaires a été mise en place.

La subvention versée par Nantes Métropole au titre de 2019 est de 2 320 K€. Cette redevance a été complétée par un versement exceptionnel de 638 K€ en provenance du compte conventionnel. (Cf. Faits marquants).

Autres subventions

D'autres subventions peuvent être perçues par la SPL, pour le soutien de manifestations produites ou coproduites par la société.
Au titre de l'exercice, La Cité a perçu des subventions à hauteur de 559 K€ pour les manifestations produites ou co-produites suivantes :

- Festival les Utopiales
- La Saison Baroque
- Digital Week
- Atlantide

Reprises sur amortissements et provisions, transfert de charges et autres produits

Ce poste concerne essentiellement des remboursements d'indemnités journalières (IJSS) pour les salariés, des reprises de provisions pour risques et charges (sans mention détaillée pour cause de confidentialité).

Charges d'exploitation

Les postes « charges externes » et « charges de personnel » sont commentés dans le rapport d'activité.

Autres charges d'exploitation

S'agissant des provisions indemnité fin de carrière, les montants ont été souscrits sous forme d'abondement à une société externe ; soit 175 K€ versé sur cet exercice.
L'évaluation globale de ces engagements est précisée sur l'annexe "Renseignements complémentaires sociaux".

Charges externes

Ce poste regroupe une part importante des charges de structure de la Cité, des travaux d'entretien, ainsi que les charges directement liées à l'activité de la société.

Ce poste se décompose de la manière suivante :
- Achats et services liés aux manifestations : 3 453 K€
- Achats et services de structure : 3 020 K€

L'augmentation de ce poste (+109 k€) constatée en 2019 s'explique principalement par :

- Une progression des achats et services liés aux manifestations (+55 K€) expliquée par l'augmentation des activités Tourneurs et de productions culturelles

  - L'augmentation des achats de structure (+55 K€) s'explique essentiellement par :
    - Un versement au titre des indemnités de fin de carrière,
    - Des dépenses d'entretien du bâtiment qui continuent de progresser, en lien avec le vieillissement du bâtiment,
    - L'externalisation de la paye entrainant des dépenses de frais de traitement,
    - Le recours à des cabinets de recrutement suite à des mouvements de personnel et à la mise en place du projet « Digitalisation ».

    Cela est compensé par :
    - Une forte diminution du poste honoraires : en 2018 des audits financiers et juridiques avaient été réalisés dans le cadre du projet d'extension,
    - Une diminution des dépenses d'énergie : le 1er semestre de l'année 2018 avait été particulièrement élevé.

Les honoraires du Commissaire aux Comptes, au titre de l'exercice 2019, portés au compte de charges s'élèvent à 20 K€.

Charges de personnel

Ce poste est composé des rémunérations versées aux salariés de l'entreprise et aux intermittents recrutés dans le cadre de l'activité de la SPL, ainsi que des charges sociales correspondantes.

La diminution de 525 K€ des salaires et traitements entre 2019 et 2018 s'explique principalement par les éléments suivants :

- Des départs non remplacés,
- Une diminution globale du recours à l'intermittence, impact notamment du retrait de l'activité Mice,
- Une diminution de la provision pour congés payés et jours RTT.

Dotations aux amortissements et provisions

Le poste dotation d'exploitation augmente de 112 K€ ; cela provient essentiellement du poste dotations aux amortissement, impact de la mise en œuvre d'un plan pluriannuel d'investissements ambitieux depuis 2017.

Autres charges

Le poste diminue de 285 K€ par rapport à 2018.
Cela s'explique principalement par le montant de la redevance en compte conventionnel dû à Nantes Métropole pour l'année 2019 de 318 K€ (contre 638 K€ en 2018).

Opérations réalisées en commun

Dans le cadre de sa politique de développement, la SPL coproduit des manifestations avec des acteurs institutionnels. Le résultat figure dans le poste « Opérations en commun ».

Résultat financier

Le résultat financier résulte essentiellement du placement de la trésorerie disponible.
Le résultat est en diminution par rapport à l'exercice 2018, impact de l'effet conjugué de la baisse des taux de placement et de notre niveau de trésorerie.

Résultat exceptionnel

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de la SPL.

En 2019, ce poste est essentiellement composé :
- Des produits de cessions d'immobilisations,
- Des dédits sur ventes,
- Des impacts d'opérations initiés lors des exercices antérieurs mais soldés sur 2019.

Détermination du résultat fiscal – Calcul de l'Impôt Société

Le résultat fiscal 2019, compte tenu des réintégrations et produits non imposables, s'élève à 131 K€.

Les opérations de mécénats, dont le don au Fonds de Dotation de la Folle Journée, ont généré une réduction d'impôt de 29 K€, imputable sur les 5 prochains exercices.

Pour information, sauf modification des dispositions légales dans le cadre de soutiens spécifiques en cette période de pandémie, la demande de remboursement du CICE 2017 sera effectuée en 2021 et celle du CICE 2018 en 2022. Ce crédit d'impôt en cette forme passée n'existant plus à compter du premier janvier 2019, la créance sur l'Etat sera alors soldée.

Annexe

Compléments d'informations comptables relatifs au Bilan et Compte de résultat

RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES
SUR LES COMPTES DE L'ACTIF

CLIENTS, CLIENTS FACTURES A ETABLIR (TTC)	1 469 K€
AUTRES CREANCES	1 285 K€
Dont principalement :	
• Crédit Impôt Compétitivité Emploi à reporter	330 K€
• Créances de Taxe sur la Valeur Ajoutée	427 K€
• Produits à recevoir Contribution Économique Territoriale	38 K€
• Crédit Mécénat	87 K€
• Produits à recevoir	99 K€
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	258 K€
Dont :	
• Licences USI	44 K€
• Inventaires (fournitures, bar…)	50 K€
• Assurance multirisques bâtiment	30 K€
• Maintenance Wifi	14 K€

RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES SUR LES COMPTES DU PASSIF

CHARGES À PAYER :

Dont :

- Fournisseurs factures non parvenues (TTC)…… 713 K€
- Personnel et comptes rattachés …….. 407 K€
  dont congés à payer : 249 K€
- Organismes sociaux et comptes rattachés ……. 178 K€
  dont congés à payer : 111 K€
- Etat et autres collectivités publiques …….. 47 K€
  dont congés à payer : 4 K€
- Autres charges à payer ……. 20 K€

CLIENTS AVOIRS A ETABLIR ET AUTRES AVOIRS : 28 K€

PRODUITS CONSTATES D'AVANCE : 1 361 K€

Dont factures d'avance aux clients (*) 1 329 K€

Autres produits 32 K€

(*) Le travail de commercialisation effectué par les équipes de La Cité a généré au 31 décembre 2019 la signature de 107 contrats pour un montant total de 3 526 K€.
Cette contractualisation a entraîné l'émission de factures d'acompte pour un montant de 1 329 K€ HT comptabilisées en produits constatés d'avance.
Les contrats signés au 31 décembre 2019 correspondent à des manifestations à horizon 2020-2022.

Il est à noter qu'aucun de ces contrats ne dépasse l'échéance de la nouvelle DSP, soit le 31 décembre 2027.

RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES SOCIAUX

EFFECTIF MOYEN

	Exercice 2019	Exercice 2018	Exercice 2017	Exercice 2016	Exercice 2015
Cadres	37	30.2	29.5	26.5	25
Non Cadres	39	45.9	47.6	45.5	47
Total personnel sous CDI	**76**	**76.1**	**77.1**	**72**	**72**
Personnel sous CDD*	17	23.5	22.9	20	21
Total personnel salarié	**93**	**99.6**	**100**	**92**	**93**
Intérimaires	10	10.3	10.2	10	11
Total personnel employé	**103**	**109.9**	**110.2**	**102**	**104**

**Dont CDD de remplacement et hors apprentis et contrat de professionnalisation*

Indemnités de fin de carrière : elles sont désormais indiquées en engagements financiers

Annexe légale

Engagements financiers

COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL

Différentes catégories de titres	Valeur nominale	Nombre de titres			
		Au début de l'exercice	Créés pendant l'exercice	Remboursés pendant l'exercice	En fin d'exercice
Actions	15,24 €	250 000	-	-	250 000

Montant du capital libéré en totalité à la fin de l'exercice : 3 810 000,00 €

ACTIONNAIRES	% DU CAPITAL	CAPITAL SOUSCRIT EN €UROS	CAPITAL LIBERE EN €UROS	NBRE D'ACTIONS	NBRE DE SIEGES D'ADM.	NBRE DE SIEGES DE CENSEURS
I - Collectivités Locales						
Communauté Urbaine de Nantes	79,00 %	3 009 900	3 009 900	197 500	8	2
Ville de Nantes	10,00 %	381 000	381 000	25 000	1	1
Département de Loire-Atlantique	10,00 %	381 000	381 000	25 000	1	1
Région Pays de la Loire	1.00%	38 100	38 100	2 500	1	0
TOTAL	**100 %**	**3 810 000**	**3 810 000**	**250 000**	**10**	**4**

ACCROISSEMENTS ET ALLEGEMENTS DE LA DETTE FUTURE IMPOTS

NATURE DES DIFFERENCES TEMPORAIRES	ASSIETTE	IMPOT 33 1/3% + Contribution 3%
ACCROISSEMENTS Provisions réglementées - Amortissements dérogatoires Autres	---------- -	
TOTAL DES ACROISSEMENTS DE LA DETTE FUTURE D'IMPOTS		

ALLEGEMENTS Provisions non déductibles l'année de comptabilisation - Contribution sociale de solidarité Autres - Provisions pour risques/FAR - Provision retraite - Plus-values latentes sur OPCVM		
TOTAL DES ALLEGEMENTS DE LA DETTE FUTURE D'IMPOTS		

Amortissements réputés différés Déficits reportables cumulés Moins-value à long terme Créance sur l'État (report en arrière des déficits)	

Transactions avec les parties liées : les transactions significatives, avec des parties liées, ont été conclues aux conditions normales du marché.

Ces transactions ont fait l'objet, dans la majorité des cas, de conventions réglementées qui ont été validées en Conseil d'Administration. Elles sont par ailleurs listées dans le rapport spécial du commissaire aux comptes.

Le tableau ci-dessous identifie les principales parties liées correspondant à ces transactions.

Nom	Transactions	Montant
Communauté Urbaine	- Contribution financière - Subventions manifestations	Eléments portés dans le rapport du CAC
Ville de Nantes	- Subventions manifestations	
SAEM Folle Journée	- Partenariat édition Folle Journée - Marché Folle Journée	693 K€

(*) Entité avec participation au capital de La Cité ou prise de participation de La Cité au capital de l'entité.

Engagements contractuels au 31/12/2019

Les montants des engagements hors bilan : sont inscrits dans le tableau ci-dessous.
Ils concernent 11 marchés de prestations qui ont des échéances réparties de 2021 à 2023.

INTITULE MARCHE PUBLIC	PRISE EFFET	DATE D'ECHEANCE	2019	2020	2021	2022	2023
MAINTENANCE MULTI TECH - COFELY-SPIE	01/03/2013	28/02/2021	473 388,00	503 402,76	_	_	_
COMMISSAIRES AUX COMPTES - PGA	02/06/2015	2021	18 130,00	18 130,00	18 130,00	_	_
FOURNITURE ET ACHEMINEMENT D'ELECTRICITE - EDF-ENERGEM-GAZ DE PARIS-ENALP	01/01/2020	31/12/2023	276 904,00	296 287,50	296 287,50	_	_
BUREAUX DE CONTRÔLE - VERITAS/DEKRA	06/10/2019	05/10/2023	20 021,25	8 459,39	8 459,39	8 459,39	8 459,39
MAINTENANCE ASCENSEURS ET ESCALIERS MECANIQUES PORTES AUTOMATIQUES - KONE	01/01/2020	31/12/2023	39 739,00	29 655,00	29 655,00	29 655,00	29 655,00
TELEPHONIE FIXE ET MOBILE (hors fibre) - SFR/ VD COM	19/12/2019	18/12/2023	FIXE : 5318 MOBILE : 13942	FIXE : 28 539 MOBILE : 19659	FIXE : 28 539 MOBILE : 19659	FIXE : 28 539 MOBILE : 19659	FIXE : 28 539 MOBILE : 19659
PHOTOCOPIEURS - QUADRA	01/10/2017	30/09/2021	10 872,00	11 772,00	11 772,00	_	_
SECURITE INCENDIE + SERVICE D'ORDRE - CHALLANCIN/OPTIMUM	01/01/2017	09/11/2021	258 161,88	262 944,60	262 944,60	_	_
ASSURANCES - GRAS SAVOYE/BRETEUIL/SMV/DEVORSINE/SNAS/SARRE ET MOSELLE	01/01/2018	31/12/2022	47 662,61	48 980,00	48 980,00	48 980,00	_
NETTOYAGE - IMPLANTATION - GUESNEAU	02/03/2018	01/03/2022	528 083,00	537 629,64	537 629,64	537 629,64	_
PLANTES- DECORATION FLORALE- JARDINS DE GALLY	10/06/2018	09/06/2022	4 668,00	4 668,00	4 668,00	4 668,00	_

Engagements financiers au 31 décembre 2019

À la clôture des comptes il n'existe pas d'engagements (avals, cautions, dettes garanties par des suretés réelles) ou d'autres opérations hors bilan.

RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES SOCIAUX

Indemnités de fin de carrière

Depuis 2006, la Cité a externalisé la gestion des indemnités de fin de carrière. Cette externalisation permet de traiter le versement annuel comme une charge fiscalement déductible.

Au 31 décembre 2019, le passif social de la Cité est estimé à 625 K€.
Le bulletin de situation annuel indique une valorisation de notre contrat au 31 décembre 2019 égale à 546 K€.

Les indemnités de fin de carrière pour départs à la retraite à 62 ans, sur les 7 prochaines années, sont couvertes par les montants versés à ce jour.

Dirigeants

La rémunération des organes de direction n'est pas communiquée, car elle conduirait indirectement à donner une rémunération individuelle.

4 Evénements intervenus depuis le 31 décembre 2019

Sans impact sur l'exercice 2019, il faut noter que la Cité reste, et depuis le début du mois de mars 2020, très lourdement impactée par les effets de la pandémie (l'établissement étant officiellement fermé au public depuis le 14 mars et pour une durée encore inconnue au jour de la rédaction de ce document).

Il est impossible de présenter des perspectives fiables d'atterrissage budgétaire pour l'exercice à venir mais il paraît malheureusement certain qu'aucune de ses activités ne sera épargnée.

La Cité travaille à mettre en œuvre l'ensemble des leviers et modalités de soutiens offertes par le gouvernement dans le cadre de la gestion de cette crise financière (décalage de paiements d'impôts, recours à des financements garantis par l'Etat, mise en place d'activité partielle).

Des séquences d'information seront faites aux administrateurs avant l'été sur le sujet.

Pour information les deux premiers mois d'activité laissaient présager, avant l'arrivée de la pandémie, une bonne année 2020 en termes d'activité…

Secteur « Congrès, conventions, salons … »

…Avec d'importants événements accueillis sur les mois de janvier et de février :

- Les Biennales Internationales du Spectacle sur lesquelles sont venus 14 602 participants (+ 8 % par rapport à 2018) et 449 exposants,
- La convention Miko a rassemblé 700 participants,
- Plusieurs cérémonies de vœux de Nantes Métropole, du Département de Loire Atlantique, du Crédit Agricole.

Productions d'événements

…Des productions d'événements à forte valeur ajoutée culturelle :

- La coréalisation avec le Lieu Unique d'une soirée en février, avec le Ballet de Lorraine et ses 21 danseurs.
- La 8e édition du Festival des littératures *Atlantide, Les Mots du Monde à Nantes* (du 5 au 8 mars 2020)

Folle Journée 2020

…Une 26ème édition proposant un « *véritable marathon* », autour de l'œuvre du compositeur allemand, Beethoven. 271 concerts ont réuni en tout 1 800 artistes pour le festival.

Annexes : Tableaux

Bilan

Compte de résultat

Immobilisations

Amortissements

Provisions inscrites au Bilan

État des échéances des créances et dettes

Résultats et autres éléments

caractéristiques de la société au cours des

cinq derniers exercices

Bilan Actif

LA CITE CENTRE CONGRES DE NANTES

Période du 01/01/19 au 31/12/19
Edition du 07/05/20

RUBRIQUES	BRUT	Amortissements	Net (N) 31/12/2019	Net (N-1) 31/12/2018
CAPITAL SOUSCRIT NON APPELÉ				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concession, brevets et droits similaires	14 559		14 559	14 559
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	750 145	665 673	84 471	36 735
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
TOTAL immobilisations incorporelles :	**764 703**	**665 673**	**99 030**	**51 294**
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriel	5 298	3 270	2 028	2 688
Autres immobilisations corporelles	15 235 887	10 172 612	5 063 275	4 673 980
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
TOTAL immobilisations corporelles :	**15 241 185**	**10 175 882**	**5 065 303**	**4 676 668**
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES				
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés	3 000		3 000	3 000
Prêts				
Autres immobilisations financières	2 550		2 550	2 550
TOTAL immobilisations financières :	**5 550**		**5 550**	**5 550**
ACTIF IMMOBILISÉ	**16 011 438**	**10 841 555**	**5 169 883**	**4 733 512**
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières et approvisionnement	44 497		44 497	42 927
Stocks d'en-cours de production de biens				
Stocks d'en-cours production de services				
Stocks produits intermédiaires et finis				
Stocks de marchandises				
TOTAL stocks et en-cours :	**44 497**		**44 497**	**42 927**
CRÉANCES				
Avances, acomptes versés sur commandes	11 745		11 745	5 689
Créances clients et comptes rattachés	1 475 833	7 104	1 468 729	1 302 759
Autres créances	1 284 983		1 284 983	1 050 537
Capital souscrit et appelé, non versé				
TOTAL créances :	**2 772 561**	**7 104**	**2 765 457**	**2 358 985**
DISPONIBILITÉS ET DIVERS				
Valeurs mobilières de placement	2 101 250		2 101 250	2 223 564
Disponibilités	1 547 868		1 547 868	1 999 651
Charges constatées d'avance	258 051		258 051	177 932
TOTAL disponibilités et divers :	**3 907 170**		**3 907 170**	**4 401 146**
ACTIF CIRCULANT	**6 724 228**	**7 104**	**6 717 124**	**6 803 058**
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes remboursement des obligations				
Écarts de conversion actif				
TOTAL GÉNÉRAL	**22 735 666**	**10 848 658**	**11 887 008**	**11 536 570**

Bilan Passif

LA CITE CENTRE CONGRES DE NANTES

Période du 01/01/19 au 31/12/19
Edition du 07/05/20

RUBRIQUES			Net (N) 31/12/2019	Net (N-1) 31/12/2018
SITUATION NETTE				
Capital social ou individuel	dont versé	3 810 000	3 810 000	3 810 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...				
Écarts de réévaluation	dont écart d'équivalence			
Réserve légale			13 681	13 681
Réserves statutaires ou contractuelles				
Réserves réglementées				
Autres réserves				
Report à nouveau			638 295	461 056
Résultat de l'exercice			76 787	177 239
		TOTAL situation nette :	**4 538 764**	**4 461 976**
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT			1 197 472	1 354 536
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES			1 020	19 224
		CAPITAUX PROPRES	**5 737 256**	**5 835 737**
Produits des émissions de titres participatifs				
Avances conditionnées			181 943	289 171
		AUTRES FONDS PROPRES	**181 943**	**289 171**
Provisions pour risques			23 830	33 680
Provisions pour charges			46 744	48 411
		PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	**70 574**	**82 091**
DETTES FINANCIÈRES				
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			296 407	1 477
Emprunts et dettes financières divers			671 890	1 027 490
		TOTAL dettes financières :	**968 297**	**1 028 968**
AVANCES ET ACOMPTES RECUS SUR COMMANDES EN COURS				
DETTES DIVERSES				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés			2 174 031	2 014 116
Dettes fiscales et sociales			1 345 889	1 096 118
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes			48 079	105 667
		TOTAL dettes diverses :	**3 568 000**	**3 215 901**
PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCES			1 360 938	1 084 702
		DETTES	**5 897 234**	**5 329 571**
Ecarts de conversion passif				
		TOTAL GÉNÉRAL	**11 887 008**	**11 536 570**

Compte de Résultat (Première Partie)

LA CITE CENTRE CONGRES DE NANTES

Période du 01/01/19 au 31/12/19
Edition du 07/05/20

RUBRIQUES	France	Export	Net (N) 31/12/2019	Net (N-1) 31/12/2018
Ventes de marchandises				
Production vendue de biens				
Production vendue de services	9 997 614		9 997 614	10 412 587
Chiffres d'affaires nets	**9 997 614**		**9 997 614**	**10 412 587**
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation			3 517 313	3 570 024
Reprises sur amortissements et provisions, transfert de charges			214 608	459 588
Autres produits			432	157
PRODUITS D'EXPLOITATION			**13 729 966**	**14 442 355**
CHARGES EXTERNES				
Achats de marchandises [et droits de douane]				
Variation de stock de marchandises				
Achats de matières premières et autres approvisionnement			4 906	8 979
Variation de stock [matières premières et approvisionnement]			(1 571)	3 704
Autres achats et charges externes			6 473 784	6 365 083
TOTAL charges externes :			**6 477 120**	**6 377 766**
IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILÉS			483 841	553 719
CHARGES DE PERSONNEL				
Salaires et traitements			3 912 499	4 286 244
Charges sociales			1 836 368	1 987 601
TOTAL charges de personnel :			**5 748 866**	**6 273 846**
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Dotations aux amortissements sur immobilisations			583 844	471 346
Dotations aux provisions sur immobilisations				
Dotations aux provisions sur actif circulant				1 090
Dotations aux provisions pour risques et charges			26 667	26 667
TOTAL dotations d'exploitation :			**610 511**	**499 102**
AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION			420 581	705 620
CHARGES D'EXPLOITATION			**13 740 919**	**14 410 053**
RÉSULTAT D'EXPLOITATION			**(10 953)**	**32 302**

Compte de Résultat (Seconde Partie)

LA CITE CENTRE CONGRES DE NANTES

Période du 01/01/19 au 31/12/19
Edition du 07/05/20

RUBRIQUES	Net (N) 31/12/2019	Net (N-1) 31/12/2018
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	**(10 953)**	**32 302**
Bénéfice attribué ou perte transférée		
Perte supportée ou bénéfice transféré		
PRODUITS FINANCIERS		
Produits financiers de participation		
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	7 781	25 339
Reprises sur provisions et transferts de charges		
Différences positives de change	148	62
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	7 930	**25 401**
CHARGES FINANCIÈRES		
Dotations financières aux amortissements et provisions		
Intérêts et charges assimilées	73	
Différences négatives de change	380	144
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	453	**144**
RÉSULTAT FINANCIER	**7 477**	**25 257**
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPOTS	**(3 476)**	**57 559**
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	50 946	51 090
Produits exceptionnels sur opérations en capital	60 639	30 003
Reprises sur provisions et transferts de charges	29 059	59 046
	140 644	**140 139**
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	327	4 856
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	56 274	28 805
Dotations exceptionelles aux amortissements et provisions	1 005	4 528
	57 606	**38 189**
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	**83 038**	**101 950**
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices	2 775	(17 730)
TOTAL DES PRODUITS	**13 878 540**	**14 607 894**
TOTAL DES CHARGES	**13 801 753**	**14 430 655**
BÉNÉFICE OU PERTE	**76 787**	**177 239**

Immobilisations

LA CITE CENTRE CONGRES DE NANTES

Période du 01/01/19 au 31/12/19
Edition du 07/05/20

RUBRIQUES	Valeur brute début exercice	Augmentations par réévaluation	Acquisitions apports, création virements
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
Frais d'établissement et de développement			
Autres immobilisations incorporelles	701 250		72 175
TOTAL immobilisations incorporelles :	**701 250**		**72 175**
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Terrains			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Constructions installations générales			
Installations techniques et outillage industriel	5 298		
Installations générales, agencements et divers	2 000		
Matériel de transport	73 336		82 430
Matériel de bureau, informatique et mobilier	331 930		165 397
Emballages récupérables et divers	13 903 026		1 071 607
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
TOTAL immobilisations corporelles :	**14 315 591**		**1 319 434**
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES			
Participations évaluées par mises en équivalence			
Autres participations			
Autres titres immobilisés	3 000		
Prêts et autres immobilisations financières	2 550		
TOTAL immobilisations financières :	**5 550**		
TOTAL GÉNÉRAL	**15 022 391**		**1 391 609**

RUBRIQUES	Diminutions par virement	Diminutions par cessions mises hors service	Valeur brute fin d'exercice	Réévaluations légales
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'étab. et de développement				
Autres immobilisations incorporelles		8 722	764 703	
TOTAL immobilisations incorporelles :		**8 722**	**764 703**	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales				
Install. techn., matériel et out. industriels			5 298	
Inst. générales, agencements et divers			2 000	
Matériel de transport		73 336	82 430	
Mat. de bureau, informatique et mobil.		81 395	415 932	
Emballages récupérables et divers		239 108	14 735 525	
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
TOTAL immobilisations corporelles :		**393 839**	**15 241 185**	
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES				
Participations mises en équivalence				
Autres participations				
Autres titres immobilisés			3 000	
Prêts et autres immo. financières			2 550	
TOTAL immobilisations financières :			**5 550**	
TOTAL GÉNÉRAL		**402 561**	**16 011 438**	

Amortissements

LA CITE CENTRE CONGRES DE NANTES

Période du 01/01/19 au 31/12/19
Edition du 07/05/20

SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE				
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	**Montant début exercice**	**Augmentations dotations**	**Diminutions reprises**	**Montant fin exercice**
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'étab. et de développement.				
Autres immobilisations incorporelles	649 957	24 439	8 722	665 673
TOTAL immobilisations incorporelles :	**649 957**	**24 439**	**8 722**	**665 673**
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales				
Installations techn. et outillage industriel	2 610	660		3 270
Inst. générales, agencements et divers				
Matériel de transport	44 442	15 571	45 493	14 521
Mat. de bureau, informatique et mobil.	282 166	62 212	80 707	263 672
Emballages récupérables et divers	9 309 704	796 081	211 366	9 894 419
TOTAL immobilisations corporelles :	**9 638 923**	**874 524**	**337 566**	**10 175 882**
TOTAL GÉNÉRAL	**10 288 879**	**898 963**	**346 288**	**10 841 555**

VENTILATIONS DES DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE			
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	**Amortissements linéaires**	**Amortissements dégressifs**	**Amortissements exceptionnels**
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
Frais d'établissement et de développement			
Autres immobilisations incorporelles			
TOTAL immobilisations incorporelles :			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Terrains			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Constructions installations générales			
Installations techniques et outillage industriel			
Installations générales, agencements et divers			
Matériel de transport	755		
Matériel de bureau, informatique et mobilier			
Emballages récupérables et divers	250		
TOTAL immobilisations corporelles :	**1 005**		
TOTAL GÉNÉRAL	**1 005**		

Provisions Inscrites au Bilan

LA CITE CENTRE CONGRES DE NANTES

Période du 01/01/19 au 31/12/19
Edition du 07/05/20
Devise d'édition EURO

RUBRIQUES	Montant début exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin exercice
Prov. pour reconstitution des gisements Provisions pour investissement Provisions pour hausse des prix Amortissements dérogatoires Dont majorations exceptionnelles de 30% Provisions pour prêts d'installation Autres provisions réglementées	19 224	21 094	39 298	1 020
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES	**19 224**	**21 094**	**39 298**	**1 020**
Provisions pour litiges	33 680		9 850	23 830
Prov. pour garant. données aux clients				
Prov. pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Prov. pour pensions et obligat. simil.				
Provisions pour impôts				
Prov. pour renouvellement des immo.				
Provisions pour gros entretien et grandes révisions	48 411		1 667	46 744
Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres prov. pour risques et charges				
PROV. POUR RISQUES ET CHARGES	**82 091**		**11 517**	**70 574**
Prov. sur immobilisations incorporelles				
Prov. sur immobilisations corporelles				
Prov. sur immo. titres mis en équival.				
Prov. sur immo. titres de participation				
Prov. sur autres immo. financières				
Provisions sur stocks et en cours				
Provisions sur comptes clients	28 894		21 791	7 104
Autres provisions pour dépréciation				
PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATION	**28 894**		**21 791**	**7 104**
TOTAL GÉNÉRAL	**130 210**	**21 094**	**72 606**	**78 698**

© Sage

État des Échéances des Créances et Dettes

LA CITE CENTRE CONGRES DE NANTES

Période du 01/01/19 au 31/12/19
Edition du 07/05/20

ÉTAT DES CRÉANCES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
DE L'ACTIF IMMOBILISÉ			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	2 550		2 550
TOTAL de l'actif immobilisé :	**2 550**		**2 550**
DE L'ACTIF CIRCULANT			
Clients douteux ou litigieux	8 525		8 525
Autres créances clients	1 467 308	1 467 308	
Créance représent. de titres prêtés ou remis en garantie			
Personnel et comptes rattachés	7 562	7 562	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
État - Impôts sur les bénéfices	388 171	388 171	
État - Taxe sur la valeur ajoutée	427 439	427 439	
État - Autres impôts, taxes et versements assimilés	41 074	41 074	
État - Divers			
Groupe et associés			
Débiteurs divers	420 737	420 737	
TOTAL de l'actif circulant :	**2 760 816**	**2 752 291**	**8 525**
CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE	258 051	258 051	
TOTAL GÉNÉRAL	**3 021 417**	**3 010 342**	**11 075**

ÉTAT DES DETTES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Auprès des établissements de crédit :				
- à 1 an maximum à l'origine				
- à plus d' 1 an à l'origine	296 407	1 365	295 042	
Emprunts et dettes financières divers	21 846		21 846	
Fournisseurs et comptes rattachés	2 174 031	2 174 031		
Personnel et comptes rattachés	456 118	456 118		
Sécurité sociale et autres organismes	474 782	474 782		
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée	340 529	340 529		
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	74 460	74 460		
Dettes sur immo. et comptes ratachés				
Groupe et associés	650 044	650 044		
Autres dettes	48 079	48 079		
Dette représentat. de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	1 360 938	1 360 938		
TOTAL GÉNÉRAL	**5 897 234**	**5 580 347**	**316 888**	

Résultats et autres éléments significatifs des 5 derniers exercices

LA CITE CENTRE CONGRES DE NANTES

Période du 01/01/19 au 31/12/19
Edition du 07/05/20

NATURES DES INDICATIONS \ EXERCICES	31/12/2019	31/12/2018	31/12/2017	31/12/2016	31/12/2015
Capital social en fin d'exercice					
Capital social	3 810 000	3 810 000	3 810 000	3 810 000	3 810 000
Nombre des actions :					
-ordinaires existantes	25000	250000	250000	250000	250000
-à dividende prioritaire existantes (sans droit de vote)					
Nombre maximal d'actions futures à créer :					
-par conversion d'obligations					
-par exercice de droits de souscription					
Opérations et résultats de l'exercice					
Chiffres d'affaires hors taxes	9 997 614	10 412 587	10 311 124	9 555 517	10 777 522
Résultat avant impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	130 933	56 951	129 656	191 070	433 037
Impôts sur les bénéfices	2 775	(17 730)	(26 568)	(13 924)	37 829
Participation des salariés due au titre de l'exercice					
Résultat après impôts, participation des salariés, et dotations aux amortissements et provisions	76 787	177 239	89 306	135 157	242 687
Résultat distribué					
Résultat par action					
Résultat après impôts, participation des salriés, mais avant dotations aux amortissements et provisions	5	0		1	2
Résultat après impôts, participation des salariés, et dotations aux amortissements et provisions	3	1	0	1	1
Dividende attribué à chaque action					
Effectif					
Effectif moyen des salariés employés durant l'exercice	103	102	100	92	93
Montant de la masse salariale de l'exercice	3 912 499	4 286 244	4 151 364	3 764 975	3 722 638
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (Sécurité sociale, oeuvres sociales...)	1 699 451	1 987 601	1 777 914	1 716 290	1 650 694

Rapport de gestion

Exercice 2019



Rencontres professionnelles

Événements culturels

Manifestations sociétales

La Cité CONGRÈS / NANTES

SOMMAIRE

1 Informations économiques 5

1 Activité - DSP Cité 5
1 Secteur de la Rencontre Professionnelle – MICE (Meeting Incentive Congress Exhibitions) 7
- Manifestations économiques Accueil 7
- Productions et ingénierie de manifestations 8
2 Secteur culturel 9
- Tourneurs et autres acteurs locaux 9
- Partenaires culturels 10
- La Cité : Acteur de la politique culturelle 10
3 Autres activités 11
4 Soutiens aux manifestations 11
5 Indicateurs globaux d'activité 14
2 Charges de structure – Autres Postes 16
1 Maintenance du bâtiment et Energie 16
2 Promotion – Communication 16
3 Autres achats 17
4 Personnel 17
5 Impôts et taxes 17
6 Amortissements 17
7 Participation Nantes Métropole 17
8 Compte Conventionnel 18
9 Impôts - Crédit d'impôts 18
10 Résultat 18
3 Patrimoine 20
1 Investissements réalisés par La Cité 20
2 Investissements réalisés par Nantes Métropole 22
4 Budget Prévisionnel 2020 23
5 Evénements intervenus depuis le 31 décembre 2019 24
6 Activité en matière de recherche et développement 24
7 Indicateurs de performance - Pilotage du Plan stratégique 25
Axe 1 : Développer l'International 25
Axe 2 : Consolider la performance, la qualité et l'innovation 26
Axe 3 : Renforcer nos partenariats 28
Axe 4 : Intensifier la politique RSE 30

2 Informations juridiques 32

1 Sociétés contrôlées 32
2 Participation des salariés au capital 32
3 Présentation des comptes annuels 32
4 Affectation du résultat 32
5 Rappel des dividendes distribués 32
6 Observations du comité d'entreprise 32
7 Charges fiscalement non déductibles et charges réintégrées suite à un redressement fiscal 32
8 Prises de participation ou de contrôle 32
9 Contrôle du commissaire aux comptes 33
10 Tableau des résultats financiers de la société au cours de chacun des cinq derniers exercices 33

3 Informations Sociales, sociétales et environnementales 33

1 Informations liées à l'exercice d'une activité dangereuse 33

4 Informations Diverses 33

1 Délais de paiement clients et fournisseurs 33
2 Montant des prêts inter-entreprises consentis dans le cadre de l'article L. 511-6 3 bis du code monétaire et financier 34

RAPPORT DE GESTION SUR LES OPERATIONS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2019

Chers actionnaires,

Nous vous avons réunis en assemblée générale ordinaire annuelle en application des statuts et des dispositions du Code de Commerce pour vous rendre compte de l'activité de la Société au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019, des résultats de cette activité, des perspectives d'avenir et soumettre à votre approbation le bilan et les comptes annuels dudit exercice.
Ces comptes sont joints au présent rapport.
Les convocations prescrites par la loi vous ont été régulièrement adressées et tous les documents et pièces prévus par la réglementation en vigueur ont été tenus à votre disposition dans les délais impartis.

1 Informations économiques

1 Activité - DSP Cité

Synthèse du compte de résultat

Montants en milliers d'€uro HT	2018 Bilan	2019 Budget Voté	2019 Bilan 2019	2019 Ecart Bilan/Budget
Chiffre d'Affaires				
Secteur Economique	**7 569**	**6 837**	**6 756**	**(81)**
Sous total Mice Accueil	**7 172**	**6 467**	**6 328**	**(139)**
Congrès, conventions, salons	4 899	3 826	3 404	(422)
Evénements d'entreprises	1 454	1 550	1 910	360
Salons - showroom	463	651	559	(92)
Evénements Institutionnels	357	439	456	16
dont Affectation compte conventionnel				
Manifestations Institutionnelles & Sociétales	**397**	**370**	**427**	**57**
dont Affectation compte conventionnel				
Secteur Culturel	**4 003**	**3 836**	**4 227**	**391**
Locations Culturelles : tourneurs	1 143	1 109	1 304	195
Partenaires Culturels : ONPL,Opéra, Folle Journée	1 215	1 152	1 292	140
Productions Culturelles	1 645	1 575	1 631	56
dont Affectation compte conventionnel				
Espace Entreprises et divers	**303**	**270**	**300**	**31**
TOTAL Chiffre d'affaires	**11 875**	**10 943**	**11 284**	**341**
Soutien aux manifestations	(1 012)	(905)	(901)	4
dont Affectation compte conventionnel				
Couts directs Manifestations (Mice - Tourneurs - ONPL - FJ)	(3 020)	(2 693)	(2 832)	(140)
Couts Espace Entreprises	(49)	(47)	(46)	1
Couts directs productions institutionnelles et sociétales	(385)	(370)	(406)	(36)
Couts directs productions culturelles	(1 075)	(1 080)	(1 105)	(25)
Marge brute	**6 335**	**5 848**	**5 993**	**145**
Charges de structure	**(8 640)**	**(8 881)**	**(8 460)**	**421**
Maintenance du Bâtiment - Energie	*(1 755)*	*(1 722)*	*(1 775)*	*(54)*
Promotion et Communication	*(240)*	*(251)*	*(266)*	*(15)*
Autres Achats et services extérieurs	*(764)*	*(821)*	*(673)*	*148*
Personnel	*(5 083)*	*(4 957)*	*(4 861)*	*96*
CICE - impact en diminution de charges patronales en 2019	*157*			
Personnel non affecté sur projets	*(26)*			
Autres Impots & Taxes	*(398)*	*(451)*	*(378)*	*73*
Dotations aux amortissements - net de subvention et compte conv.	*(461)*	*(659)*	*(575)*	*84*
Dotations aux provisions - reprises - autres charges	*(69)*	*(20)*	*69*	*89*

Montants en milliers d'€uro HT	2018	2019	2019	2019
	Bilan	Budget Voté	Bilan 2019	Ecart Bilan/Budget
Résultat Exploitation (hors redevance Nantes Métropole)	**(2 305)**	**(3 033)**	**(2 467)**	**567**
Redevance Nantes Métropole	2 837	3 108	2 470	(638)
Efficience Nantes Métropole		(150)	(150)	
Affectation compte conventionnel	219		638	638
Résultat financier	26	36	9	(27)
Résultat exceptionnel / Exercice antérieur	20	50	(103)	(154)
RESULTAT DSP	**798**	**11**	**398**	**386**
Compte conventionnel	**(638)**	**(9)**	**(318)**	**(309)**
RESULTAT	**160**	**2**	**80**	**77**
Impot Société **Crédit d'impôts**	**18**		**(32)** **29**	**(32)** **29**
RESULTAT CONSOLIDE	**177**	**2**	**77**	**75**

Rappel : Le budget 2019 a été établi en tenant compte d'une part, des contraintes d'efficience imposées par Nantes Métropole, et d'autre part, des objectifs du plan stratégique 2016-2019

La très belle performance de l'activité Tourneurs (année record en 2019) a permis de compenser le retrait de l'activité Mice (par rapport au budget ambitieux voté) pour atteindre, finalement et au global, les objectifs fixés.

1 Secteur de la Rencontre Professionnelle – MICE (Meeting Incentive Congress Exhibitions)

- **Manifestations économiques Accueil**

L'activité du secteur de la Rencontre Professionnelle de l'année 2019 se situe en retrait par rapport au budget. Le chiffre d'affaires est inférieur de 139 K€ par rapport à l'objectif : 6 328 K€ pour un budget à 6 467 K€.

Les chiffres clés de l'année 2019 sont :

- Un revenu moyen qui reste à un niveau élevé de 48 K€, nettement supérieur à l'objectif fixé au plan (34 K€)
- Sur le plan International, 24 manifestations ont été accueillies, supérieur à l'objectif de 18, dont 13 critères ICCA
- Un nombre élevé de très gros porteurs : 4 manifestations au Chiffre d'Affaires supérieur à 200 K€ (la Convention USF, l'Assemblée Générale de la MAIF, le congrès « World Conference On Titanium » et la « 36th IASP World Conference ») ; ces événements représentent plus de 17% du Chiffre d'affaires du secteur Mice

Ce retrait (de 139 K€) s'explique principalement par :

- Des annulations sur des évènements confirmés budgétés pour 122 K€
- Un taux de concrétisation des manifestations en option inférieur au budget
- Un léger retrait sur les « affaires minutes »

Il faut cependant noter, dans ce contexte difficile, l'excellente performance des ventes additionnelles sur les nouveaux clients générant un Chiffre d'Affaires complémentaire de 287 K€ (soit un taux de 37%), avec par exemple :

- La Convention USF : le chiffre d'affaires initial a évolué +50% par rapport au budget
- La Convention EDF dont le Chiffre d'Affaires budgété a quasiment triplé

La marge brute budgétée à 4 462 K€, atteint 4 362 K€, soit une variation de - 100 K€, impact principalement de la diminution de l'activité.

L'activité des événements d'entreprises se renforce entre l'année 2018 et 2019, avec une progression de 31% et un niveau jamais atteint dont un événement majeur sur ce secteur en 2019, l'Assemblée Générale MAIF qui a généré un chiffre d'affaires de 312 K€.
Le taux des manifestations récurrentes a dépassé l'objectif fixé à 22% pour atteindre 29% en 2019.

131 manifestations ont été accueillies en 2019, en retrait par rapport à l'année exceptionnelle de 2018 (142 évènements). Le niveau de manifestations au Chiffre d'Affaires inférieur à 7,5 K€ reste assez faible (21 évènements en 2019 contre 25 en 2018) et permet de maintenir le revenu moyen à 48 K€ (cf. tableau page 19).

Six manifestations ont dégagé un chiffre d'affaires supérieur à 175 K€, proche de l'objectif fixé à sept :

- la Convention USF 2019	334 K€
- l'Assemblée Générale MAIF	312 K€
- World Conference On Titanium	239 K€
- 36th IASP World Conference	209 K€
- le 19ème Congrès du Collège National Des Généralistes Enseignants	182 K€
- la Convention Kriss-Laure	178 K€

Ces manifestations ont réalisé près de 23% du Chiffre d'Affaires du secteur Mice en 2019.

Ces résultats ne doivent pour autant pas masquer des situations d'exploitation qui se répètent d'année en année à savoir :

- Un niveau d'activité élevé, qui entraine des périodes d'exploitation tendues, notamment sur les successions de montages et démontages
- Des refus liés à la concentration de l'activité de septembre à mi- décembre (période sur laquelle sont planifiés de nombreux événements récurrents), entrainant une impossibilité de planification
- La configuration du site ne permettant pas d'accueillir des événements majeurs : la cohabitation Grande Halle / Mezzanine s'avérant compliquée
- Des refus liés à un manque d'espace polyvalent d'au moins 500 m2 permettant de proposer des aménagements scéniques dynamiques

Synthèse pour l'année 2019

	2016	2017	2018	2019
Nombre de Manifestations	**152**	**137**	**142**	**131**
Plus de 75 K€ de CA	20	26	28	24
CA. compris 26 et 75 K€	46	39	49	42
CA. compris 7.5 et 26 K€	48	51	40	44
CA inférieur à 7.5 K€	38	21	25	21
Revenu moyen	**39K€**	**48K€**	**51K€**	**48K€**
Chiffre d'affaires total (en K€ ht)	**5 916K€**	**6 532K€**	**7 172K€**	**6 328K€**

- **Productions et ingénierie de manifestations**

La Cité continue la production d'événements économiques en lien avec les enjeux du territoire : le numérique. L'objectif est de positionner Nantes comme une destination événementielle à l'échelle nationale et internationale et d'accroître la promotion de l'écosystème nantais sur cette filière porteuse de l'excellence du territoire.

En synthèse pour 2019 :

Productions / Ingénierie	2016	2017	2018	2019
Nombre de Manifestations	2	1	1	1
Chiffre d'affaires total (en K€ ht)	1 343 K€	335 K€	397 K€	427 K€

2 Secteur culturel

En 2019, le Chiffre d'Affaires de l'activité culturelle atteint 4 227 K€, supérieur de 391 K€ par rapport au budget grâce à une progression de toutes les activités du secteur :

- L'activité « tourneurs » en très forte progression et supérieure au budget de 195 K€
- Une activité avec l'ONPL supérieure au budget de 52 K€
- Les productions en progression également : +56 K€
- Un montant de marge brute supérieur au budget : +187 K€
- Une fréquentation toujours élevée pour l'édition 2019 des Utopiales à 100 000 participants

- Tourneurs et autres acteurs locaux

L'activité « tourneurs » poursuit une belle progression depuis quelques années et atteint en 2019 un niveau de chiffre d'affaires jamais obtenu : 1 304 K€, qui représente une progression par rapport à 2018 de plus de 14%. Ce niveau est également supérieur au montant budgété qui s'élevait à 1 109 K€.

La stratégie mise en place par les équipes de la Cité porte ainsi ses fruits avec :

- L'intégration de la prestation du système son dans le tarif de location de l'Auditorium 800 afin de répondre à une demande sur l'humour et la variété ;
- La proposition d'un système son performant dans le Grand Auditorium, offre adaptée à la demande de nos tourneurs et qui connait un succès de plus en plus grand auprès de ces derniers ;
- Une stratégie commerciale de fidélisation et de suivi du planning, développée par l'équipe commerciale auprès des tourneurs permettant le maintien du fort niveau de commercialisation généré depuis 2016 ;
- Une stratégie tarifaire sur les prestations techniques assurant l'optimisation de l'utilisation du parc de matériel.

La marge brute est également supérieure au prévisionnel de 84 K€ (871 K€ pour 787 K€ budgété).

Activité Tourneurs et autres	2015	2016	2017	2018	2019
Nombre de spectacles	82	95	92	89	95
Nombre de représentations	91	99	100	101	112
Nombre de spectateurs	133 689	137 084	140 494	152 094	159 634
Chiffre d'affaires total (en K€ ht)	**968 K€**	**1 067 K€**	**1 089 K€**	**1 143 K€**	**1 304 K€**

Le Grand Auditorium reste le principal lieu d'accueil de l'activité culturelle avec plus de 80 % du CA du secteur.

Le nombre de spectacle se tenant dans l'Auditorium 800 ne cesse également d'augmenter depuis 2018, avec une très forte prépondérance sur le registre de l'humour :

- Plus de 60% des spectacles et toujours en augmentation : +7 dates entre 2019 et 2018
- S'agissant bien souvent de jeunes artistes émergents, issus des réseaux sociaux, tel que YouTube
- Un auditorium dont la taille se trouve en adéquation avec le public attendu

Les secteurs de l'humour et de la variété continuent leur progression (respectivement +22 % et +5%).
Le théâtre, qui avait émergé en 2016, a très légèrement progressé en 2019 avec 7 pièces jouées contre 5 en 2018.

Ce secteur émergent reste fragile compte tenu du prix moyen de billet qui se situe autour de 55/60€ et un cahier des charges technique bien souvent plus lourd en province qu'à Paris.

- **Partenaires culturels**

ONPL

L'activité avec l'ONPL est supérieure à l'objectif fixé (480 K€ à comparer à 469 K€), s'expliquant notamment par un budget volontairement prudent suite à une année 2018 en demi-teinte (réduction des jauges et du nombre de concerts).
La marge brute est également supérieure au budget de 15 K€.

Opéra

Aucun Opéra ne s'est déroulé à la Cité au cours de l'année 2019.

La Folle Journée

Le thème de cette 25ème édition « Carnets de voyage » a rendu hommage aux plus grands compositeurs classiques inspirés par la culture de l'Autre, comme Liszt, Mendelssohn ou Berlioz qui ont parcouru l'Europe à différentes époques.

Quelques chiffres pour cette édition, qui s'est déroulée du 30 janvier au 3 février 2019 :
- 50 000 personnes par jour le week-end
- 10 000 scolaires
- 132 100 billets délivrés
- 2 500 artistes
- Un taux de remplissage de 95%
- 317 concerts de 45 min

La Cité a été partenaire en 2019 à hauteur de 50 K€ de la Folle Journée. Comme l'année précédente, elle participe également pour 10 K€ au fonds de dotation pour le développement culturel créé par la Ville de Nantes et la Folle Journée. Ces sommes apparaissent dans une ligne spécifique « Soutiens aux manifestations ».

- **La Cité : Acteur de la politique culturelle**

Cette activité réunit pour l'année 2019 plusieurs manifestations produites ou co-réalisées par La Cité.
Elle est composée de :
- Deux festivals : Les Utopiales et Atlantide
- Trois saisons musicales : Jazz en Phase, Baroque en Scène et Eclats francophones
- D'événements ponctuels : le concert du musicien Chilly Gonzales en co-réalisation avec le LU

Ces événements, soutenus par La Cité, s'inscrivent dans le cadre de sa stratégie de développement en accompagnant les politiques publiques et en soutenant les acteurs culturels locaux.

En synthèse :

Cette activité a permis d'accueillir sur l'année 2019, 135 869 visiteurs et spectateurs :
- 108 156 visiteurs à la Cité
- 27 713 visiteurs à l'extérieur de la Cité

La Cité pour tous – Culture Solidaire
Tout au long de l'année, La Cité travaille en proximité avec les associations du territoire : Le Secours Populaire, Les Restos du Cœur, Le restaurant social Pierre Landais, L'association Benoit Labre, L'association Vivre Libre 44, La Bibliothèque Emilienne Leroux gérée par l'association Lire située aux Dervallières, L'Orpan, L'association CSF des Dervallières etc.

6 200 personnes ont bénéficié de ce dispositif en 2019 avec :

- Des programmes spécifiques en direction du public scolaire grâce aux Utopiales, à Atlantide et à la Saison Baroque en Scène
- Un tarif solidaire à 2 euros
- Un accueil spécifique pour le public sourd et malentendants notamment sur les Utopiales
- Un accueil spécifique des migrants mineurs notamment sur Atlantide
- Des actions hors les murs à l'hôpital, au restaurant social Pierre Landais ou au Centre de détention

Par ailleurs, La Cité soutient, en étant partenaire, **L'Orchestre National des Pays de la Loire**, **La Folle Journée de Nantes**.

3 Autres activités

Dans le cadre de son contrat d'affermage, la gestion de l'Espace Entreprises, immeuble de bureaux situé face au Novotel, est confiée à la SPL La Cité.

Les occupants sont :

- L'Orchestre National des Pays de la Loire, au 1er niveau
- Le pôle d'Evaluation des Politiques Publiques (Ville de Nantes et Nantes Métropole) occupe le niveau 2
- L'intégralité du niveau 3 est occupée par les équipes de la Cité.
- La Direction du Cycle de l'Eau de Nantes Métropole occupe le niveau 4

Cette activité a dégagé en 2019 un Chiffre d'Affaires de 241 K€ (y compris refacturation de charges locatives).
A cela s'ajoute des produits annexes pour 59 K€ (redevance de téléphonie, copieurs, affranchissement, commissions…). Le Chiffre d'Affaires de ce poste s'élève à 300 K€ au 31 décembre 2019.

4 Soutiens aux manifestations

Depuis l'élaboration budgétaire 2009, une ligne spécifique nommée « soutiens aux manifestations » a été mise en place afin de mettre en évidence le soutien financier apporté par La Cité sur certaines manifestations.
Cette ligne vient en déduction de la marge brute, afin de permettre une lecture cohérente du niveau d'activité.
En contrepartie, les prestations de La Cité sont entièrement valorisées.

Pour l'année 2019, ces soutiens sont très proches du niveau budgété pour l'année 2019 (901 K€ à comparer à 905 K€).
Ces soutiens concernent essentiellement l'activité de productions culturelles, avec notamment :

- Des soutiens accordés aux deux festivals « Utopiales » et « Atlantide » pour respectivement 525 K€ et 27 K€.
- Des soutiens apportés à des spectacles accueillis à la Cité suite aux travaux de la salle Paul Fort
- Un soutien apporté au concert de Chilly Gonzales (coréalisation avec le lieu unique) à hauteur de 14 K€.

Par ailleurs, dans le cadre de l'activité Mice, des manifestations ont également été soutenues :

- Des événements récurrents tels que la Nuit du Jazz, le Salon des entrepreneurs, le Salon des métiers d'art
- La Folle Journée, par le biais d'une part, du partenariat avec la Cité à hauteur de 50 K€ et d'autre part, du fonds de dotation pour 10 K€
- Dans le cadre des 10 ans de l'Institut d'Etudes Avancées de Nantes, un soutien sous la forme d'un mécénat pour 30 K€ à la Fondation portant le même nom.

La synthèse des soutiens est la suivante :

	Budget 2019				Bilan 2019				
Nom	CA Production	Soutien / partenariat	Marge	impact coûts directs	CA Production	Soutien / partenariat	Marge	impact coûts directs	Ecart / Impact financier Réalisé Budget
Digital week	370				427		22	22	22
Productions économiques	370				427		22	22	22
2 Festivals									
Atlantide	158	71		(71)	143	27	1	(26)	45
Utopiales	1 030	498	388	(110)	1 155	525	406	(119)	(9)
3 saisons									
Parcours Jazz en Phase - Art of Chicago	83	39	26	(13)	69	22	17	(5)	8
Parcours Jazz Esquif					2	2	0	(2)	(2)
Parcours Jazz V Peirani							(2)	(2)	(2)
Saison baroque - sem1	175	91	51	(40)	106	53	38	(15)	25
Saison baroque - sem2					50	20	11	(9)	(9)
Eclats francophone 2em sem					17	13	2	(11)	(11)
Eclats francophone 1ers sem	36	31		(31)	16	16	3	(13)	17
Autres									
Chilly Gonzales					23	14	16	2	2
C'est pourtant simple avec Marion Game					8	5	6	1	1
Coup de griffe avec Noelle Perna					14	11	10	(0)	(0)
Renan Luce					11	11	10	(1)	(1)
Academie des savoirs	15	*15*	*5*	(10)					10
Autres	30	*17*	*10*	(7)					7
Projet avec LU - 4eme trim 2019	15	*8*		(8)					8
Autres Grand T	33	36	16	(20)					20
Urban voice					16		8	8	8
Productions culturelles	**1 575**	**806**	**495**	**(311)**	**1 631**	**720**	**526**	**(194)**	**117**
Métiers d'art		16				16			
Nuit du Jazz		21				21			
Atao transfert interets financiers - placements du Credit municipal						2			
Crédit municipal Sonantes						5			
Soutien programme Ambassadeurs		1				1			
Mécénat IEA						30			
social change						5			
projet lu						30			
Partenariat FJ		40				50			
Fonds de dotation FJ		10				10			
Salon des entrepreneurs		12				12			
Autres soutiens		99				181			
Budget pluriannuel	1 945	905	495	(311)	2 059	901	548	(172)	139

Synthèse de l'activité – Chiffre d'affaires et Marge Brute

	2018	2019		
	Bilan	Budget Voté	Bilan 2019	Ecart Réalisé - Budget
Manifestations économiques	***7 569***	***6 837***	***6 756***	***(81)***
Accueil Mice	***7 172***	***6 467***	***6 328***	***(139)***
- Congrès, Congrès expos	4 899	3 826	3 404	(422)
- Evénements d'entreprises	1 454	1 550	1 910	360
- Salons, showroom	463	651	559	(92)
- Evénements institutionnels	357	439	456	16
Production & Ingénierie de manifestations	***397***	***370***	***427***	***57***
Manifestations culturelles	***4 003***	***3 836***	***4 227***	***391***
- Locations culturelles : tourneurs	1 143	1 109	1 304	195
- Locations culturelles : Opéra	0	0	0	0
- Locations culturelles : ONPL	420	428	480	52
- Folle journée	794	724	812	88
- Productions culturelles	1 645	1 575	1 631	56
Espace Entreprises & divers	***303***	***270***	***300***	***31***
TOTAL	***11 875***	***10 943***	***11 284***	***341***
TOTAL COUTS DIRECTS	*(4 529)*	*(4 189)*	*(4 389)*	*(200)*
TOTAL MARGE BRUTE - dont soutien	***7 346***	***6 753***	***6 894***	***141***
Soutiens aux manifestations (y compris affectation compte conventionnel)	***(1 012)***	***(905)***	***(901)***	***4***
TOTAL MARGE BRUTE	***6 335***	***5 848***	***5 993***	***145***

En K€ ht	2018	2019		
	Bilan	Budget Voté	Bilan 2019	Ecart Réalisé - Budget
Manifestations économiques	***4 927***	***4 462***	***4 384***	***(78)***
Accueil Mice	***4 915***	***4 462***	***4 362***	***(100)***
- Congrès, Congrès expos	3 340	2 640	2 330	(310)
- Evénements d'entreprises	1 019	1 070	1 348	278
- Salons, showroom	335	449	399	(50)
- Evénements institutionnels	221	303	285	(18)
- Production & Ingénierie de manifestations	12	0	22	22
Manifestations culturelles	***2 165***	***2 069***	***2 256***	***187***
- Locations culturelles : tourneurs	780	787	871	84
- Locations culturelles : Opéra	0	0	0	0
- Locations culturelles : ONPL	319	321	336	15
- Folle journée	497	465	523	58
- Productions culturelles	570	495	526	31
Espace Entreprises & divers	***254***	***223***	***254***	***31***
TOTAL MARGE BRUTE - dont soutien	***7 346***	***6 753***	***6 894***	***141***
Soutiens aux manifestations	***(1 012)***	***(905)***	***(901)***	***4***
TOTAL MARGE BRUTE totale	***6 335***	***5 848***	***5 993***	***145***

Le chiffre d'affaires se situe à un niveau supérieur à celui budgété (11 284 K€ pour un budget de 10 943 K€), résultat d'une très belle année sur le plan de l'activité Tourneurs -année record en 2019- qui permet de compenser le retrait de l'activité Mice.

Ainsi le niveau de marge brute est supérieur de 145 K€ par rapport au budget (5 993 K€ à comparer à 5 848 K€).

5 Indicateurs globaux d'activité

Journées-congressistes et spectateurs en 2019

La Cité a accueilli près de 160 000 journées-congressistes en 2019, en retrait par rapport à l'année 2018 (183 300). Cela s'explique notamment par un nombre de congrès / congrès expos et de salons moins élevé en 2019, type d'événements fortement générateurs en termes de nombre de participants.

Le nombre de spectateurs pour l'ensemble de l'activité culturelle se situe à 475 350, en progression par rapport à celui de l'année 2018 (444 540), progression principalement expliquée par :

- Une augmentation de l'activité Tourneurs
- La progression des visiteurs sur le festival des Utopiales
- Une augmentation des spectateurs sur les concerts de l'ONPL, leur nombre ayant progressé entre 2018 et 2019

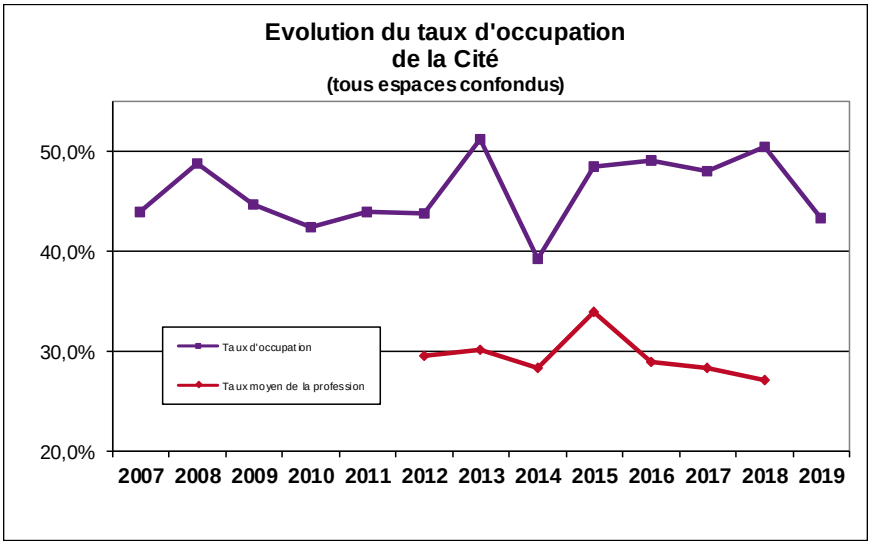
A noter : ce chiffre ne tient pas compte des visiteurs du Festival Atlantide au lieu unique : 13 157

Évolution du taux d'occupation de La Cité

Le graphique ci-dessous montre l'évolution du taux d'occupation, toutes activités confondues, de La Cité de 2007 à 2019. Le taux d'occupation de 2019 se situe à 43.3% en retrait par rapport à 2018 (50.4%) (2018 : année record d'activité à la Cité), variation expliquée par :

- Concernant le secteur Mice, un retrait de Chiffre d'Affaires se traduisant sur l'occupation des espaces de la Cité ;
- Une globale stabilité sur l'activité « Tourneurs », malgré la forte progression du Chiffre d'Affaires ; stabilité due à la compensation : de la progression de l'occupation de l'Auditorium 800 (+10 spectacles), compensée par la diminution des besoins d'espaces en termes de montage et démontage pour les spectacles se tenant dans le Grand Auditorium ;
- Concernant l'ONPL, en 2018, certains concerts avaient nécessité des jours de montage, ainsi qu'un enregistrement dans le Grand Auditorium => opérations non reconduites en 2019 ;
- Pour les productions culturelles, une légère diminution par rapport à 2018 expliquée par : la coréalisation l'an passé d'événements occupant de nombreux espaces, tels que le Roméo et Juliette, non reconduits sur cet exercice ; tout comme la réduction des surfaces de la saison baroque.

A noter : La Cité dispose néanmoins d'un taux d'occupation très élevé au regard de la moyenne des sites de congrès/expositions en France.



Retombées économiques

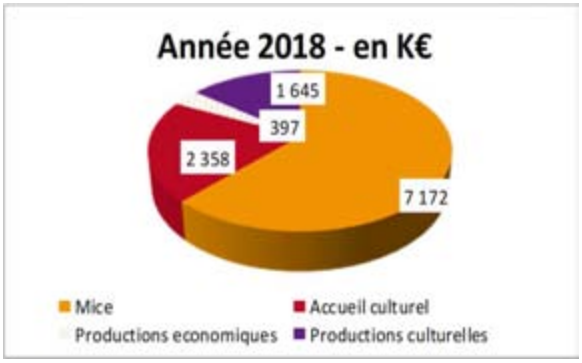
Les retombées économiques se calculent en deux temps :

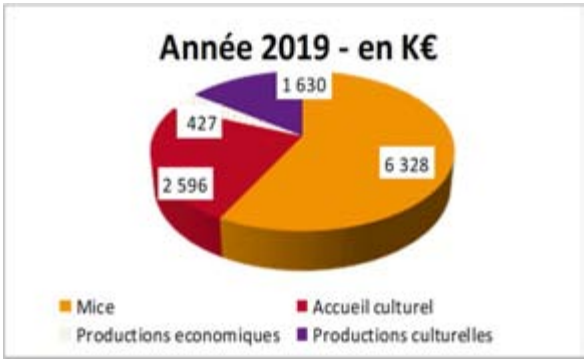
- L'impact économique direct qui dépend complètement de l'ensemble des achats et investissements réalisés par La Cité :
  - Stable par rapport à l'année 2018, impact notamment du fort niveau des investissements réalisés à la Cité, compensé par un niveau d'activité en retrait par rapport à l'an passé, année exceptionnelle

- L'impact économique indirect calculé à partir des dépenses effectuées par les congressistes, en baisse par rapport à 2018 (-6 M€)
  - - 2 M€ : impact de la diminution du nombre de journées congressistes à l'international entre 2019 et 2018. En 2019, ce niveau se situe autour de 29 000 journées congressistes (35 000 en 2018)
  - - 4 M€ : impact également de la forte diminution sur l'audience nationale, avec une baisse de 22 000 journées congressistes sur cette audience (- 21 événement entre 2019 et 2018)

Le montant des retombées économiques, selon le calcul de France Congrès, de l'activité de La Cité s'élève à 94 M€ pour l'année 2019 et représente un nombre d'emplois induits de 881 personnes.

Répartition du Chiffre d'affaires en 2018 et 2019





2 Charges de structure – Autres Postes

La maitrise des charges de structure reste un objectif permanent pour la Cité. Pour l'année 2019, cet objectif est largement atteint malgré une année d'activité soutenue, notamment sur le second semestre.

Le décalage des investissements sur la fin de l'année, voire le report sur l'exercice suivant, a également généré des écarts sur les dotations aux amortissements.

Au total 421 K€ d'économies ont été réalisées par rapport au budget.

1 Maintenance du bâtiment et Energie

Ce poste « maintenance du bâtiment et énergie » est supérieur de 54 K€ par rapport au budget et s'élève à 1 775 K€. Cette variation est le fait de surcouts et de dépenses supplémentaires engagées en 2019 :

- Afin de préparer la mise en œuvre du projet « Digitalisation », des travaux de dépollution « courants faibles » ont été effectués au cours de l'été ;
- Des dépenses ont été engagées en fin d'année dans le cadre de la virtualisation des serveurs de sécurité et de la maintenance des détecteurs volumétriques de sécurité ;
- La Cité continue d'engager d'importantes dépenses d'entretien du bâtiment afin de le maintenir à niveau : travaux de dépoussiérage de plafonds (Grand Auditorium, Grande Halle), traitement des fissures du sol de la Grande Halle
- Ces travaux sont en partie compensés par des dépenses d'énergie moins élevées que budgétées, notamment sur l'électricité (l'année 2018 avait été particulièrement élevée)

2 Promotion – Communication

Ce poste est supérieur à l'enveloppe budgétée pour 2019 : 266 K€ à comparer au budget 251 K€.
Cela résulte notamment de nouveaux postes budgétaires engagés dans le cadre de la mise en œuvre de la nouvelle organisation, compensés en partie par des reports/annulations d'actions.

Les nouvelles dépenses engagées :

- Dans le cadre de l'expérience client : achats de goodies à destination de nos clients, mise en place de nouveaux services (ventes de boissons dans les coursives du Grand Auditorium lors de concerts)
- Nouveau film de promotion sur l'activité Mice
- Evolution du site internet de la Cité

Les économies, reports :

- Les dépenses engagées pour l'Eductour Folle journée ont été moins élevées que budgétées
- Participation annulée au workshop Icca à Dubaï
- Des opérations de relations publiques reportées en 2020 (opération avec le VAN), voire annulées (match de football PSG - Nantes)

Les principales actions menées au cours de l'année 2019 se sont principalement orientées sur le secteur de la rencontre professionnelle et institutionnelle :

- Des présences sur salons : Heavent Meetings Sud – Cannes en collaboration avec le Convention Bureau Nantes-Saint Nazaire et Expo Nantes ; IMEX à Francfort, IBTM à Barcelone
- Des présences sur workshop initiés par les réseaux professionnels : Anvers
- L'achat d'espaces institutionnels et culturels
- Deux Eductours (Nuit du Jazz et Folle journée)
- Le rapport annuel (création, édition...)
- Une présence aux Rendez-vous de l'Erdre
- Des insertions dans la presse professionnelle (Bedouk, Voyages affaires, Meet and Travel Mag, …)
- Des présences et interventions au sein des réseaux du secteur MICE (AIVFC, AIPC)
- En décembre, une soirée avec nos Ambassadeurs au Musée des Arts

3 Autres achats

Le poste est très inférieur au niveau budgété (gain de 148 K€).
Cela est principalement dû à des économies réalisées sur les dépenses d'honoraires. En effet :

- Des audits avaient été budgétés et ont été reportés
- Les dépenses budgétées pour des AMO ont été moins élevées que prévu
- Un moindre recours à des consultations d'avocats

Auxquelles se rajoutent, des économies sur les frais de déplacement et des enveloppes budgétées pour des mises à niveau de licences informatiques, reportées en 2020.
Les autres postes budgétaires se situent dans les enveloppes budgétées.

4 Personnel

Le poste Personnel se situe à niveau inférieur à celui budgété (4 861 K€ contre un budget à 4 957 K€, soit une économie de 96 K€). Cela s'explique notamment par des arrêts maladies non remplacés et des décalages dans le temps d'embauches.
Le CICE est dorénavant affecté sur ce poste et se traduit par une diminution des charges patronales.
Ces économies réalisées malgré un niveau d'activité soutenu prouvent l'engagement de la Cité dans le cadre du respect des ressources qui lui sont accordées.

5 Impôts et taxes

Ce poste est en-dessous du niveau budgété avec un réel de 378 K€ pour un budget à 451 K€.
Cela s'explique notamment par des niveaux moindres en réel qu'au budget pour la taxe sur les salaires et pour la Contribution Economique Territoriale. Les autres postes sont globalement au niveau des enveloppes budgétées.

6 Amortissements

Un plan pluriannuel d'investissement (PPI) a été élaboré pour l'année 2019. De nombreux projets ont été menés au cours de l'année et auto-financés, parmi lesquels :

- Le changement du système de pilotage des porteuses vitesses variables " Perches " du Grand Auditorium 2000 pour plus de 300 K€ ;
- Des investissements techniques, avec le renouvellement de vidéoprojecteurs nouvelle technologie Laser
- La réorganisation du magasin

L'écart des dotations avec le budget provient notamment de reports/ décalages dans le temps dans la mise en œuvre de certains investissements (marché draperie, mise à jour du logiciel de gestion des temps, implémentation du logiciel de GMAO…).
A noter : les montants sont exprimés nets de subvention d'investissement et d'affectation de compte conventionnel
Les investissements réalisés sont décrits au paragraphe 3 Patrimoine.

7 Participation Nantes Métropole

La subvention versée par Nantes Métropole au titre de 2019 est de 2 320 K€. Cette redevance a été complétée par un versement exceptionnel de 638 K€ en provenance du compte conventionnel – correspondant au compte-conventionnel dégagé au titre de l'exercice 2018-. A noter au titre de l'exercice 2019, une nouvelle diminution de – 150 K€ de la redevance allouée à la structure liée au plan démarche performance initié par Nantes Métropole.

8 Compte Conventionnel

Rappel :
Le délégataire détermine, à l'issue de l'exercice comptable, son résultat de l'exercice avant impôt et hors compte conventionnel.

Dans le cas où ce résultat présenterait un solde positif, 80% de ce résultat excédentaire constitue un ajustement de la contribution prévue pour Nantes Métropole. Il est alors affecté sur un compte conventionnel et constitue une créance du délégant sur le délégataire. Cette charge est intégrée dans les comptes du délégataire pour permettre de déterminer le résultat définitif.
Lors de chaque comité de suivi, il est proposé une répartition de ce compte conventionnel selon les affectations suivantes (contrat de DSP) :

- Le soutien apporté à des manifestations économiques ou culturelles produites, cofinancées ou parrainées par le délégataire,
- Le financement d'investissements réalisés sous maîtrise d'ouvrages du délégataire,
- Le paiement total ou partiel de la contribution financière de Nantes Métropole attribuée au titre de N+1,
- Le maintien sur le compte conventionnel.

Solde compte conventionnel à fin Décembre 2017	**299K€**
Affectations 2018	
Travaux non pris en compte par la PPI de Nantes Métropole	-80K€
Solde disponible au 31 décembre 2017	**219K€**
Complément de contribution/redevance 2018	-219K€
Compte conventionnel dégagé en 2018	638K€
Solde disponible au 31 décembre 2018	**638K€**
Complément de contribution/redevance 2019	-638K€
Compte conventionnel dégagé en 2019	318K€
Solde disponible au 31 décembre 2019	**318K€**

Compte tenu du résultat dégagé en 2019, une somme de 318 K€* a été affectée en compte conventionnel.

** sous réserve de l'approbation des comptes 2019*

9 Impôts - Crédit d'impôts

Le résultat fiscal 2019, compte tenu des réintégrations et produits non imposables, s'élève à 131 K€.
Les opérations de mécénats dont le don au Fonds de Dotation de la Folle Journée, ont généré une réduction d'impôt de 29K€, imputable sur les 5 prochains exercices.
Le CICE se traduit désormais par une réduction des charges patronales

10 Résultat

Le résultat net de La Cité après compte-conventionnel est donc un bénéfice de 77 K€.

Synthèse financière

L'année 2019 a été marquée par plusieurs éléments forts :

- **Une activité Mice encore très élevée**
- **Une activité Tourneurs qui continue de progresser et qui atteint un niveau record en 2019**
- **Des charges de structure nettement inférieures au montant budgété**

Ainsi,

- **Sur le plan du Chiffre d'Affaires : 11 284 K€ pour un budget établi à 10 943 K€**
- **Un nombre d'événements d'audience internationale ayant largement dépassé les objectifs : 24 dont 13 ICCA (objectif fixé à 18)**
- **Une marge brute de 5 993 K€ pour un budget de 5 848 k€**
- **Une affectation de 318 K€ au compte conventionnel**

Après imputation de ces éléments, un bénéfice de 77 K€ est dégagé se répartissant de la manière suivante :

- **Un résultat de la DSP avant affectation au compte conventionnel Cité de 398 K€**
- **Une affectation de 318 K€ en compte conventionnel**
- **Un montant net d'impôt de 3 K€ (impôts sur les sociétés déduction faite des crédits d'impôts)**

Grace à une activité culturelle en progression en 2019 et à une maitrise des charges de structure, l'année 2019 aura permis de dépasser les objectifs fixés et de réaliser un résultat excédentaire.

3 Patrimoine

1 Investissements réalisés par La Cité

Au cours de l'été 2016, un inventaire complet (matériel technique, informatique, mobilier) avait été réalisé afin de mettre en place un plan pluriannuel d'investissement (PPI) pour les années 2016 à 2019. Ce plan fait ressortir un montant total d'investissements (hors investissements structurants allant au-delà des obligations contractuelles de la DSP) de plus de 10 M€.

Ces investissements portent principalement sur le renouvellement du matériel technique de La Cité pour 5 M€, sur des investissements bâti et mobiliers pour 3 M€ et sur la mise à jour des installations informatiques existantes pour 2 M€.

Le montant des investissements réalisés par La Cité en 2019, s'élève à 1 376 K€ et sont répartis en deux catégories de biens (cf détail ci-après) :

- Des biens propres (principalement des biens liés à l'informatique)
- Des biens de reprise (travaux, matériel technique)

Biens propres : 320 K€

- Informatique : matériel serveurs, PC…	147 K€
- Véhicules	82 K€
- Informatique : licences et logiciel	72 K€
- Mobilier de bureau	18 K€

Biens de reprise : 1 056 K€

- Changement du système de pilotage des porteuses vitesses variables " Perches " du Grand Auditorium 2000	321 K€
- Matériel vidéo : vidéoprojecteurs laser	191 K€
- Réorganisation du magasin	177 K€
- Matériel plateau : draperie, chanvres, toile de projection	63 K€
- Totems signalétiques mobiles	42 K€
- Travaux électriques	38 K€
- Travaux d'aménagements bureaux – salle VIP - accueil	34 K€
- Matériel son (système son Club Atlantique, micros, …)	32 K€
- Collecteurs	25 K€
- Totems numériques	23 K€
- Chaises de restauration	22 K€
- Site internet des Utopiales	16 K€
- Couverture pompier (complément 2018)	12 K€
- Rénovation de portes coupe-feu	11 K€
- PC clients	11 K€
- Appareil de mesure RJ45	10 K€
- Autres petits travaux - équipements	10 K€
- Equipement pour les offices – bar	9 K€
- Complément de Relamping Foyer bas	9 K€



Totem numérique
Entrée Grande Halle

Accueil Grande Halle





Alcôves de la Grande Halle



Loge du Chef d'orchestre

A noter : s'agissant de la valeur nette comptable (VNC) :

- Le contrat actuel de la DSP prévoit la remise des biens à Nantes Métropole pour une valeur à zéro (article 26)
- Or, la VNC des investissements réalisés jusqu'au 31 décembre 2019 sera de 787 K€ à la date du 31 décembre 2027, date de fin du contrat.

Soit une valeur nette comptable à la fin du contrat, incluant de nouveaux investissements pour les années 2020 à 2027, évaluée à près de 2,3 M€.

2 Investissements réalisés par Nantes Métropole

Réalisations Année 2019 : Montant 2 076 000 € TTC, pour les travaux portants sur :

- Rénovation des terrasses Bâtiments AB et Salle 2000 (au-dessus des loges en 2019) restera à effectuer ceux de la toiture terrasse de la S2000 en 2020
- Mise en œuvre d'une centrale photovoltaïque sur les deux bâtiments AB et salle 2000 pour autoconsommation programmée en 2020
- Remplacement d'une CTA bâtiment R
- Remplacement d'automates (7 STL)
- Remplacement des canalisations entre les groupes froids sous-sol et les Dry en toiture bâtiment R
- Divers travaux et diagnostics

4 Budget Prévisionnel 2020

Le montage budgétaire 2020 s'est fait dans un contexte doublement particulier puisque :

- Traité non plus comme la première année du nouveau plan stratégique 2020/2023 mais comme la continuité du plan actuel 2016/2019, Nantes Métropole ayant décidé, par voie d'avenant à la Convention pour la gestion et l'exploitation de La Cité des Congrès de Nantes, de prolonger d'une année ce dernier plan ;
- Voté avant la pandémie de Covid-19 arrivée sur le territoire français entre janvier et mars 2020.

Ces chiffres peuvent être détaillés mais ne peuvent plus aujourd'hui servir de base à l'analyse de l'exercice à venir, l'impact de la pandémie sur le secteur de l'événementiel – et pas uniquement – allant totalement modifier les résultats de la structure.

Pour rappel, ce budget prenait en compte les éléments suivants :

Produits

- Sur le secteur Mice, un objectif ambitieux budgété au regard du portefeuille actif.
  Il met notamment l'accent sur les affaires « minutes » et les ventes additionnelles sur les dossiers confirmés.
  Mais d'ores et déjà, des événements majeurs sont confirmés :
  - Les Biennales Internationales du spectacle – en janvier
  - 19th European Conference on Composite Materials - ECCM19 – en juin*/ Covid19 : en cours de report sur 2021 ou 2022*
  - Le Congrès de La Société Française d'Hygiène Hospitalière - Sf2h – en juin également / *Covid19 : en cours de report sur 2021*
  - Le congrès de la Société Nationale des Groupements Techniques Vétérinaires – SNGTV - en mai / *Covid19 : Annulé*
  - Le congrès du sommeil – en novembre / *Covid19 : Pas de mouvement à ce jour*
- La production de la 7ème édition de la Digital Week
- L'impact des productions de manifestations culturelles telles qu'Utopiales, Atlantide évènement littéraire, Saison Baroque ou Jazz en phase
- Un plan d'investissements ambitieux, perçu comme une nécessité dans ce contexte de bâtiment vieillissant et de concurrence accrue

Soit un chiffre d'Affaires de la société qui devait se situer à 10 978 K€.

La subvention versée par Nantes métropole était quant à elle budgétée à hauteur de 2 852 K€.
-> *A noter :* l'effort complémentaire de 150 K€ de diminution de redevance demandé par Nantes Métropole dans le cadre de sa Démarche Performance 2020, que la Cité a intégré en alertant sa collectivité mère sur les risques de ne pas pouvoir atteindre cet objectif.

A cela s'ajoutait un résultat exceptionnel et le résultat financier pour finalement atteindre un total de produits de 13 906 K€ HT en 2020.

Charges

Avec une volonté permanente de maîtriser l'ensemble des charges de structure, le total des charges avait été budgété à 13 905 K€ pour l'année 2020, incluant des charges liées à l'activité de la Cité, ainsi que des charges de fonctionnement (personnel de structure, charges liées au bâtiment, communication ..).

Résultat net

Le résultat, prenant en compte l'ensemble de ces éléments, devrait être à l'équilibre pour 2020.

5 Evénements intervenus depuis le 31 décembre 2019

Sans impact sur l'exercice 2019, il faut noter que la Cité reste, et depuis le début du mois de mars 2020, très lourdement impactée par les effets de la pandémie (l'établissement étant officiellement fermé au public depuis le 14 mars et pour une durée encore inconnue au jour de la rédaction de ce document).
Il est impossible de présenter des perspectives fiables d'atterrissage budgétaire pour l'exercice à venir mais il paraît malheureusement certain qu'aucune de ses activités ne sera épargnée.
La Cité travaille à mettre en œuvre l'ensemble des leviers et modalités de soutiens offertes par le gouvernement dans le cadre de la gestion de cette crise financière (décalage de paiements d'impôts, recours à des financements garantis par l'Etat, mise en place d'activité partielle).
Des séquences d'information seront faites aux administrateurs avant l'été sur le sujet.

Pour information les deux premiers mois d'activité laissaient présager, avant l'arrivée de la pandémie, une bonne année 2020 en termes d'activité…

Secteur « Congrès, conventions, salons … »

…Avec d'importants événements accueillis sur les mois de janvier et de février :

- Les Biennales Internationales du Spectacle sur lesquelles sont venus 14 602 participants (+ 8 % par rapport à 2018) et 449 exposants,
- La convention Miko a rassemblé 700 participants,
- Plusieurs cérémonies de vœux de Nantes Métropole, du Département de Loire Atlantique, du Crédit Agricole.

Productions d'événements

…Des productions d'événements à forte valeur ajoutée culturelle :
- La coréalisation avec le Lieu Unique d'une soirée en février, avec le Ballet de Lorraine et ses 21 danseurs.
- La 8e édition du Festival des littératures *Atlantide, Les Mots du Monde à Nantes* (du 5 au 8 mars 2020)

Folle Journée 2020

…Une 26ème édition proposant un « *véritable marathon* », autour de l'œuvre du compositeur allemand, Beethoven. 271 concerts ont réuni en tout 1 800 artistes pour le festival.

6 Activité en matière de recherche et développement

Il est précisé en application de l'article L 232-1 du Code de commerce, que la Société n'a effectué aucune activité de recherche et de développement au cours de l'exercice écoulé

7 Indicateurs de performance - Pilotage du Plan stratégique

Axe 1 : Développer l'International

La volonté première du pacte métropolitain est « l'accession au rang de métropole européenne ».

D'un point de vue économique les manifestations à audience internationale sont les événements :

- Les plus porteurs pour La Cité,
- Les plus porteurs pour le territoire en termes de :
  - de retombées économiques et sociales,
  - de reconnaissance des filières d'excellence,
  - de retombées médiatiques.

Sur le secteur Mice

En complément du Programme Ambassadeurs dédié à l'accompagnement dans l'organisation et l'accueil d'événements nationaux et internationaux, la Cité des Congrès de Nantes a structuré en 2019, un programme annuel d'animations et de contenus, au sein du « Club des Ambassadeurs », destiné à tous les porteurs de projets, prescripteurs et ambassadeurs d'une des 15 structures partenaires.
Parallèlement, plusieurs opérations ont eu lieu en 2019 permettant à la Cité de dialoguer et d'envisager des collaborations avec des donneurs d'ordre internationaux. Ce fut le cas lors des salons IMEX et IBTM, du M&I Forum mais aussi à travers quelques opérations organisées en lien avec Atout France à Bruxelles.

En 2019, la Cité maintient ses résultats avec la réception de 13 manifestations ICCA, 21 congrès internationaux accueillis, représentant près de 49% des 43 congrès accueillis sur l'année. La Cité conforte ainsi l'international comme axe fort pour faire rayonner la recherche et l'excellence de nos filières du territoire au-delà de l'Hexagone.

Au niveau de la destination nantaise, la restructuration du Bureau des Congrès et les moyens additionnels associés doivent nous permettre de consolider et d'accroître notre présence et notre visibilité à l'international notamment sur le marché UK pour le segment Corporate et Belge pour le segment Associatif.

Dans le domaine culturel

Sur le plan international, les productions culturelles sont un très bon levier de valorisation de la destination, de l'entreprise et de la manifestation.

Actions à l'international

Chine
L'année 2019 a été marqué par une présence des Utopiales en Chine à Shenzhen. En novembre dernier, La Science & Fantasy Growth Foundation (SGF) a invité deux artistes nantais (Guillaume Lavenant et Eric Sagot) pour une résidence d'artiste de 3 semaines.

Québec
Sur le champ du spectacle vivant, La Cité poursuit avec la Bouche d'Air la valorisation des talents du territoire en montant des résidences Outre-Atlantique et des échanges d'expériences professionnelles. Isla s'est ainsi rendue en Gaspésie pour une résidence d'écriture en août 2019.

De plus, la Cité des Congrès de Nantes s'est associée à Musicaction et à la Sodec à travailler sur la production de la soirée Côte à Côte dans le cadre des Biennales Internationales du Spectacle. Dans ce cadre des échanges avec le Québec, un partenariat avec Trempolino a été mis en place pour organiser une résidence entre des artistes nantais et des artistes québécois.

La Cité des Congrès de Nantes poursuit ses collaborations avec les festivals de Granby, Rideau, Petite Vallée, Coups de Cœur francophones.

Internationalité des programmations

L'internationalité des programmations est l'un des objectifs de La Cité. Il s'agit bien sûr proposer au plus grand nombre et à des tarifs accessibles, des artistes de renommée internationale. La saison les Eclats Francophones ainsi que le festival Atlantide, Les Mots du Monde à Nantes nourrissent particulièrement cet indicateur.

Leviers d'action	Indicateurs	Plan 2019	Bilan 2019
	Développer l'International		
Accueillir des manifestations d'audience internationale à court et moyen terme.	Evénements accueillis	18	24
	Dossiers confirmés pour le futur	20	16
Accroître la reconnaissance internationale de la destination Nantes	Manifestations ICCA - accueillies ou produites	8	13
Consolider l'internationalité des programmations artistiques sur nos événements culturels	Taux d'artistes étrangers accueillis sur l'activité de production culturelle (artistes - intervenants)	30%	25%

Axe 2 : Consolider la performance, la qualité et l'innovation

Les enjeux de compétition sur nos marchés, de renouvellement de nos équipements, d'innovation et de rénovation du bâtiment sont tels qu'il semble indispensable d'associer performance avec qualité et innovation.

Dans cette période d'attention renforcée sur l'efficience dans l'usage des fonds publics, la Cité des Congrès de Nantes poursuit sa démarche d'amélioration via notamment :

- La concentration sur des évènements à plus forte valeur ajoutée grâce au déploiement de nouveaux outils d'aide à la vente, et d'un travail minutieux des équipes afin de valoriser le plus possible les prestations de la Cité :
  - ⇨ Le Chiffre d'Affaires moyen par manifestation MICE de 48 K€, niveau au-delà des objectifs fixés, est la résultante de ces actions,
  - ⇨ La Cité continue d'accueillir des manifestations au chiffre d'affaires supérieur à 175 K€ (6 en 2019) ; elles représentent 23% du chiffre d 'affaires du secteur Mice.

- La pérennisation de la politique de croissance tarifaire de la Cité et la traçabilité des remises effectuées, lui permettant une plus grande performance tout en restant adaptée aux conditions du marché

Parallèlement à ces démarches, la Cité continue à investir dans son outil avec notamment :

- La poursuite du projet « Digitalisation », avec des investissements portants sur des équipements innovants, tels que les totems numériques
- Le remplacement de vidéoprojecteurs nouvelle technologie Laser

Depuis plus de 20 ans, la Cité est engagée dans une démarche qualité, plaçant ainsi au cœur de ses préoccupations la satisfaction de ses clients et des besoins et attentes de ses parties prenantes.
Parallèlement à cela, en tant qu'outil de rayonnement d'un territoire très fortement engagé dans des problématiques liés au développement durable, La Cité a décidé d'initier une démarche RSE dès 2009.

En 2019, ces engagements forts sont affirmés et reconnus par l'obtention des certifications suivantes :



La note globale de satisfaction client (8.89/10 pour l'année 2019) reflète l'équilibre réalisé par les équipes de la Cité entre la demande client et les objectifs financiers fixés.

Leviers d'action	Indicateurs	Plan 2019	Bilan 2019
Consolider la Performance, la Qualité et l'Innovation			
Cibler les événements d'envergure à forte valeur ajoutée	Revenu moyen des manifestations Mice - Accueil (en k€)	34	48
	Manifestations accueillies dont le CA final est > 175k€	7	6
Renforcer la performance économique de notre organisation interne	Taux de marge brute sur activité d'accueil (Mice et culturel)	71,01%	68,26%
Maintenir l'activité d'accueil culturel	CA sur l'activité culturelle (accueil : tourneurs, ONPL, Folle Journée)	2 338	2 596
Garantir le développement des productions et stabiliser le besoin de fonds publics	Impact financier sur productions Economiques (CA - dépenses)	47	22
	Impact financier sur productions culturelles (CA - dépenses)	(291)	(194)
Maintenir l'excellence de nos services et fournir une offre innovante auprès de nos clients	Taux de satisfaction client (note sur 10)	>8,5/10	8,89
Conforter la Cité comme outil culturel important sur la destination à la fois sur son équipement et sur le territoire grâce aux partenariats	Spectateurs accueillis à la cité	395 000	475 350
	Spectateurs accueillis en dehors de la cité dans le cadre de contrat de partenariat (baroque, parcours jazz..)	10 000	27 713
Mettre l'efficience au service de la rénovation et de l'innovation sur notre bâtiment et sur nos équipements	Compte conventionnel affecté sur les investissements structurants - en K€	393	36

Axe 3 : Renforcer nos partenariats

Depuis 2006, pour valoriser les expertises locales et la Destination Nantes notamment à travers l'organisation d'événements, La Cité des Congrès de Nantes a noué des partenariats avec les structures d'excellence du territoire :

- Université de Nantes
- CHU de Nantes
- Ecole Centrale de Nantes
- IMT Atlantique (Ecole Mines – Télécom)
- Institut de Cancérologie de l'Ouest
- Novabuild
- Pôle EMC²-IRT Jules Verne
- Pôle Mer Bretagne Atlantique
- IFSTTAR
- Pôle Images et Réseaux
- Audencia Business School
- Oniris
- Atlanpole
- IFREMER
- INRA Angers-Nante

Ces partenariats constituent un véritable atout pour la Cité et son développement économique ; ils contribuent pour près de 25% du chiffre d'affaires du secteur Mice, pour l'année 2019

Retour sur la 7ème Soirée des Ambassadeurs 2019



Le 18 décembre dernier, ce sont 24 scientifiques, enseignants et chercheurs nantais des 14 structures partenaires qui ont été honorés pour l'organisation de leur congrès à La Cité et remerciés pour leur forte contribution au rayonnement international et à l'attractivité de notre territoire.

Ces événements représentent 58 jours de congrès sur l'année 2019 et 32 614 journées/congressistes.

Parmi les événements récompensés :

– 36ème Congrès Mondial de l'IASP (International Association of Science Parks and Areas of Innovation) – porté par Jean-François Balducchi Délégué Général – Atlanpole

– 19ème Congrès Annuel de la SFGM-TC Société Française de Greffe de Mœlle et de Thérapie Cellulaire – porté par Patrice Chevallier Professeur des Universités, Praticien hospitalier, Spécialiste en hématologie – CHU de Nantes

– 14th World Conference on Titanium – portée par Patrick Villechaise Directeur de recherche CNRS – ISAE – ENSMA – Université de Poitiers – Institut PPrime CNRS

– 52nd Annual Meeting of the French Society for Immunology – SFI – porté par Lætitia Gautreau Rolland Enseignante-Chercheure en Immunologie – CRCINA (centre de recherche en cancérologie et immunologie Nantes-Angers)

En 2019, La Cité des Congrès a accueilli 43 congrès/expo (sur 131 manifestations MICE) dont 18 portés par des Ambassadeurs. Parmi les 43 congrès, 21 sont des congrès internationaux dont 13 ICCA.

Les Partenaires Culturels

La Cité a inscrit la dimension culturelle dans sa stratégie. Elle accompagne ainsi la politique culturelle de la Ville de Nantes et de Nantes Métropole. Elle est aujourd'hui reconnue comme un acteur culturel incontournable de Nantes Métropole, dotée de capacités fédératrices des acteurs culturels du territoire et identifiée sur le plan national et international.

Elle a en effet renforcé au fil du temps ses collaborations et ses partenariats avec les autres structures culturelles de la Métropole.
Le partage et la coopération sont au cœur des ambitions de la Cité et essentiels pour proposer et offrir au plus grand nombre un programme riche et diversifié, composé d'événements de dimensions nationales et internationales, de propositions régionales exigeantes et de diffusion de talents émergents ou confirmés.

En 2019, La Cité a ainsi engagé 30 partenariats, notamment dans le domaine de la filière du livre avec Atlantide et les Utopiales. Dans le domaine du spectacle vivant, le Grand T, le lieu unique, scène nationale de Nantes, la Soufflerie de Rezé et la Bouche d'Air de Nantes et aujourd'hui Angers Nantes Opéra représentent des partenaires fidèles et indispensables au montage des trois saisons musicales : Jazz en Phase, Baroque en Scène et Eclats Francophones.

Leviers d'action	Indicateurs	Plan 2019	Bilan 2019
	Renforcer nos partenariats		
Développer la visibilité événementielle des acteurs du territoire au bénéfice de la destination et de l'excellence de ses filières	Evénements accueillis pour le compte de nos partenaires	20	23
	Candidatures/Projets confirmés pour le compte de nos partenaires pour le futur	20	19
Rentrer dans une logique partenariale et pluriannuelle avec les grands événements accueillis	% de CA réalisé sur manifestations récurrentes sur le MICE	22%	29,4%
Rentrer dans une logique partenariale réciproque avec nos partenaires culturels au local, au national et à l'international	Nombre de chartes de partenariats signées avec des acteurs culturels	25	30
Prendre part à la chaîne de valeur territoriale et renforcer notre impact économique au bénéfice des acteurs du territoire	Retombées économiques - méthode France Congrès (en M€) (**)	83	94 M€

(**) lié au montant des investissements faits par la Cité

Axe 4 : Intensifier la politique RSE

La Cité toujours en pole position des centres de congrès écoresponsables

Pionnière dans ce domaine, La Cité est engagée dans la Qualité et la RSE depuis 16 ans. Ces valeurs sont ancrées dans l'ADN des équipes de La Cité, reconnues pour leurs valeurs humaines et leur professionnalisme.

Animée d'une profonde culture de développement durable, La Cité s'inscrit dans une démarche de gestion responsable de son bâtiment et multiplie ses efforts et initiatives pour minimiser l'impact environnemental de ses activités grâce à :

- La gestion optimisée de son infrastructure : Gestion performante des fluides grâce à la Gestion Technique Centralisée (GTC), 100 % d'énergie verte, chauffage urbain à vapeur par incinération des déchets, consommation d'eau maitrisée, panneaux photovoltaïques au printemps …
- Tri des déchets optimisé, dons à des associations, clauses développement durable dans les contrats de référencement, achats responsables ….

Mais surtout, La Cité encourage la tenue d'événements écoresponsables afin de réduire l'empreinte écologique des manifestations grâce à l'accompagnement de ses clients dans la démarche. Elle propose des produits biologiques et issus de circuits courts, une réduction du gaspillage alimentaire, un tri des déchets accompagné ou une redistribution à des associations, travail à la sensibilisation des exposants sur l'extinction des coffrets électriques sur stands pendant la nuit, l'utilisation des transports en communs…

La Cité est certifiée ISO 20121, ISO 9001**,** Charte Qualité et Développement Durable de France Congrès et unique palais des congrès français, parmi 30 au monde, à avoir obtenu l'AIPC (Association Internationale des Palais des Congrès) Quality Standards niveau « Or ».

La Cité est ancrée dans un territoire où le développement durable est une ligne directrice forte. 1ère ville française élue Capitale verte de l'Europe, 1ère ville d'Europe en nombre d'hôtels éco-certifiés, 1ère ville de France référencée au Global Destination Sustainability Index (seul organisme de veille dédié à la filière mondiale de l'événementiel durable), Nantes se classe parmi les premières éco-destinations urbaines en France.

Nantes fait partie des 9 destinations engagées dans le programme « Destinations Internationales Responsables » # ISO 20121.

La Cité pour Tous – Culture Solidaire

L'accès à la culture facilité
Pour les personnes, les familles les plus fragilisées, l'accès à la culture est un levier majeur d'inclusion et de cohésion sociale. Notre dispositif « La Cité pour tous - Culture Solidaire » a pour ambition de favoriser l'accès à la culture pour tous en facilitant l'accessibilité économique, physique et symbolique de l'offre artistique et culturelle.

En proposant un tarif solidaire, La Cité permet ainsi à des publics éloignés de la culture d'assister à des concerts, à des spectacles que la Cité produit et/ou accueille dans ses murs et hors les murs.

La Cité s'inscrit dans le dispositif Carte Blanche mis en place par la Ville de Nantes.

Tout au long de l'année, La Cité travaille en proximité avec les associations du territoire : Le Secours Populaire, Les Restos du Cœur, Le restaurant social Pierre Landais, L'association Benoit Labre, L'association Vivre Libre 44, La Bibliothèque Emilienne Leroux gérée par l'association Lire située aux Dervallières, L'Orpan, L'association CSF des Dervallières etc.

6 200 personnes ont bénéficié de ce dispositif en 2019 avec :

- Des programmes spécifiques en direction du public scolaire grâce aux Utopiales, à Atlantide et à la Saison Baroque en Scène
- Un tarif solidaire à 2 euros
- Un accueil spécifique pour le public sourd et malentendants notamment sur les Utopiales
- Un accueil spécifique des migrants mineurs notamment sur Atlantide
- Des actions hors les murs à l'hôpital, au restaurant social Pierre Landais ou au Centre de détention

Actions sociétales

Mobilisation du personnel de la Cité

La Cité a organisé en fin d'année le Noël solidaire. Afin que personne ne soit oublié, en lien avec les restos du cœur, une collecte de jouets, vêtements et chaussures a été mise en place en interne et de nombreux salariés ont offert jouets, vêtements, chaussures etc.

La mise aux enchères de l'affiche des Utopiales

Tous les ans, La Cité met aux enchères la reproduction en très grand format de l'affiche des Utopiales de l'année en cours. En 2019, 800 € ont été versés au Secours Populaire.

Leviers d'action	Indicateurs	Plan 2019	Bilan 2019
	Intensifier la politique RSE		
Intensifier notre politique RSE par l'ouverture citoyenne	Personnes venues à la Cité dans le cadre de "La Cité pour tous".	3 000	6 200
	Evénements soutenus par la Cité ayant donné un accès privilégié aux citoyens(culture, CST, sociétal)	30	30
Favoriser la mobilisation des salariés	Absentéisme (maladie et AT, hors maternité et paternité)	<3%	3,10%
	Micro-absentéisme	<0,3%	0,35%
Développer les compétences des salariés	% formation / masse salariale	>2,5%	2,50%
Limiter notre impact environnemental	% de tri des déchets	18%	En cours
Inciter et développer l'éco-conception des événements dans une approche globale	Evénements avec calculateur de performance globale (Unimev) version 1 au minimum	15	/

A noter : le taux d'absentéisme est principalement dû à des absences pour causes de longues maladies.

2 Informations juridiques

1 Sociétés contrôlées

Nous vous rappelons que notre Société ne contrôle aucune autre société au sens de l'article L.233-3 du Code de commerce.

2 Participation des salariés au capital

Conformément aux dispositions de l'article L.225-211, al.2 du Code de commerce, est rendu compte de l'état de la participation des salariés au capital de la société au dernier jour de l'exercice, soit le 31 décembre 2019 : néant.

3 Présentation des comptes annuels

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2019 que nous soumettons à votre approbation ont été établis conformément aux règles de présentation et aux méthodes d'évaluation prévues par la règlementation en vigueur.

4 Affectation du résultat

Nous vous proposons d'affecter le bénéfice de l'exercice s'élevant à 76 787 € de la manière suivante :

Origine	Résultat bénéficiaire de l'exercice	76 787 €
Affectation		
	Report à nouveau	72 948 €
	Réserve	3 839 €

5 Rappel des dividendes distribués

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, nous vous rappelons qu'il n'a pas été procédé à une distribution de dividendes au titre des trois précédents exercices.

6 Observations du comité d'entreprise

Le Comité d'Entreprise n'a émis aucune observation en application des dispositions de l'article L.2312-18 du Code du travail.

7 Charges fiscalement non déductibles et charges réintégrées suite à un redressement fiscal

Conformément aux dispositions des articles 223 quater et 223 quinquies du Code général des impôts, nous vous signalons que les comptes de l'exercice écoulé prennent en charge une somme de 2 759 €, correspondant à des dépenses non déductibles fiscalement.

8 Prises de participation ou de contrôle

Néant.

9 Contrôle du commissaire aux comptes

Conformément aux dispositions législatives et réglementaires, nous tenons à votre disposition les rapports de notre commissaire aux comptes.

10 Tableau des résultats financiers de la société au cours de chacun des cinq derniers exercices

Cf. annexe.

3 Informations Sociales, sociétales et environnementales

1 Informations liées à l'exercice d'une activité dangereuse

Néant.

4 Informations Diverses

1 Délais de paiement clients et fournisseurs

En application des dispositions du Code de commerce, nous vous indiquons la décomposition, conformément aux modèles établis par l'arrêté du 20 mars 2017 des délais de paiement de nos fournisseurs et clients, faisant apparaître les factures reçues et émises non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu.

	Factures émises non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu					
	0 jour (indicatif)	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)
(A) Tranches de retard de paiement						
Nombre de factures concernées	98,00					94,00
Montant total des factures concernées TTC	999 813	279 127	71 511	7 200	33 630	391 467
Pourcentage du montant total des achats de l'exercice TTC						
Pourcentage du chiffre d'affaires de l'exercice TTC	8%	2%	1%	0%	0%	
(B) Factures exclues du (A) relatives à des dettes et créances litigieuses ou non comptabilisées						
Nombre des factures exclues						
Montant total des factures exclues TTC						
(C) Délais de paiement de référence utilisé (contractuel ou délai légal – article L 441-6 ou article L 443-1 du Code de Commerce)						
Délais de paiement utilisés pour le calcul des retards de paiement	~ Délais contractuels : *20 jours*					

	Factures reçues non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu					
	0 jour (Indicatif)	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)
(A) Tranches de retard de paiement						
Nombre de factures concernées	295,00					139,00
Montant total des factures concernées TTC	1 112 216,00	331 718,27	6 955,28	1 674,25	8 301,52	348 649,32
Pourcentage du montant total des achats de l'exercice TTC	12%	3%	0%	0%	0%	
Pourcentage du chiffre d'affaires de l'exercice HT						
(B) Factures exclues du (A) relatives à des dettes et créances litigieuses ou non comptabilisées						
Nombre des factures exclues	0					
Montant total des factures exclues TTC						
(C) Délais de paiement de référence utilisé (contractuel ou délai légal – article L 441-6 ou article L 443-1 du Code de Commerce)						
Délais de paiement utilisés pour le calcul des retards de paiement	Délais légaux : *45 jours*					

2 Montant des prêts inter-entreprises consentis dans le cadre de l'article L. 511-6 3 bis du code monétaire et financier

La société n'a consenti aucun prêt à moins de deux ans, à titre accessoire à son activité principale, à des microentreprises, des PME ou à des entreprises de taille intermédiaire avec lesquelles elle entretient des liens économiques le justifiant.

Nantes Métropole

www.nantesmetropole.fr

EXTRAIT

SPL NANTES METROPOLE AMENAGEMENT



RAPPORT DES ADMINISTRATEURS DE NANTES METROPOLE AU SEIN DE LA SPL

2019

SPL NANTES METROPOLE AMENAGEMENT

Rapport au Conseil métropolitain de Nantes Métropole actionnaire, des représentants de Nantes Métropole désignés comme administrateurs au sein de la SPL, en application de l'article L.1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales

EXERCICE 2019

FICHE SIGNALETIQUE

ETAT CIVIL

Société Publique Locale NANTES METROPOLE AMENAGEMENT

Siège social :	2 avenue Carnot - BP 50906 - 44009 Nantes cedex 1 Tél. 02 40 41 01 30 / Fax 02 40 41 01 40
Adresse administrative :	Idem siège social
N° RCS :	Nantes B 345 002 281 - 00045
Date de création :	21 mars 1988 (Atlanpole Développement, devenu Nantes Aménagement en 1992)
Secteur d'activité :	Aménagement
Objet social :	La réalisation d'opérations d'aménagement La réalisation d'opérations de construction L'exploitation de SPIC ou de toute autre activité d'intérêt général permettant d'accompagner les actionnaires dans le domaine de leur politique de développement économique et immobiliè
Présidente :	**Pascale Chiron**
Directeur Général :	**Hassen Bouflim**
Commissaire aux comptes :	Béatrice Jestin (KPMG)
Nombre de salariés fin 2019 :	45,7 ETP

ACTIONNARIAT

Capital social de 1 782 000 €

Actionnaires	Nombre d'actions détenues	Capital	% du capital
COLLECTIVITES			**100%**
Nantes Métropole	29 773	982509 €	55,14%
Nantes	13 165	434445 €	24,38%
Saint Herblain	2051	67683 €	3,80%
Rezé	1743	57519 €	3,23%
Orvault	1121	36993 €	2,08%
Couëron	864	28512 €	1,60%
Carquefou	799	26367 €	1,48%
Bouguenais	766	25278 €	1,42%
La Chapelle-sur-Erdre	752	24816 €	1,39%
Sainte Luce-sur-Loire	575	18975 €	1,06%
Les Sorinières	339	11187 €	0,63%
Thouaré sur Loire	337	11121 €	0,62%
Sautron	318	10494 €	0,59%
La Montagne	279	9207 €	0,52%
Bouaye	257	8481 €	0,48%
Saint Jean de Boiseau	216	7128 €	0,40%
Le Pellerin	192	6336 €	0,36%
Indre	172	5676 €	0,32%
Saint Aignan de Grand Lieu	163	5379 €	0,30%
Brains	118	3894 €	0,22%
TOTAL	**54 000**	**1782000 €**	**100%**

Nombre total d'administrateurs :	18
- dont représentants Nantes Métropole :	*10 (Pascale Chiron, Pascal Pras, Alain Robert, Gérard Allard, Pierre Hay, Jocelyn Bureau, Ghislaine Rodriguez, Isabelle Mérand, Véronique Dubettier-Grenier et Michel Lucas)*
- dont représentant Ville de Nantes	*1 (Thomas Quero)*
Censeurs :	14
- dont censeur ville de Nantes :	1 *(Benoit Stekr-Ridel)*
- dont censeurs Nantes Métropole :	*3 (Marc Denis, Matthieu Annereau et François Fedini)*

JURIDIQUE

Contrats conclus avec Nantes Métropole :	DSP d'affermage pour la gestion du patrimoine économique communautaire (2012-2020) Marché de gestion, commercialisation et mandat de maintenance du patrimoine immobilier économique métropolitain (2017-2020) 1 contrat cadre décliné en conventions particulières visant à confier la maintenance et l'exploitation de différents immeubles (2012-2026) 23 Concessions d'aménagement 1 Mandat d'études et 1 mandat de réalisation 1 concession d'exploitation d'immeubles
Contrats conclus avec la ville de Nantes :	6 Concessions d'aménagement

FINANCIER

Financement apporté par Nantes Métropole :	9 123 813 € TTC en 2019
Financement apporté par la Ville de Nantes :	447 799 € TTC en 2019
Dernier résultat net comptable connu :	134 024 € en 2019
Garanties d'emprunt ville de Nantes :	0 (encours au 31/12/2019)
Garanties d'emprunt NM :	62 775 961 (encours au 31/12/2019)

Nantes Métropole Aménagement

Comptes annuels au 31 décembre 2019

Bilan simplifié

ACTIF	€uro
Immobilisations incorporelles	1 233
Immobilisations corporelles	18 074 574
Immobilisations financières	3 826
Total Actif immobilisé (I)	**18 079 633**
Stocks et en-cours	71 256 497
Créances d'exploitation	8 407 742
Autres créances	7 467 875
Total Actif Circulant (II)	**87 132 114**
Valeurs mobilières de placement	15
Disponibilités	38 692 881
Total Trésorerie (III)	**38 692 896**
Comptes de régularisation (IV)	**2 079 620**
TOTAL GENERAL (I + II + III+IV)	**145 984 263**

PASSIF	€uro
Capital social	1 782 000
Réserves	1 319 067
Report à nouveau	0
Résultat de l'exercice	134 024
Autres subventions d'investissement	1 070 665
Capitaux propres (I)	**4 305 756**
Autres fonds propres (II)	**0**
Provisions pour risques et charges (III)	**18 105 853**
Emprunts et dettes	94 257 378
Fournisseurs et comptes rattachés	1 601 786
Dettes fiscales et sociales	2 991 245
Autres dettes	4 285 678
Total Dettes (IV)	**103 136 087**
Comptes de régularisation (V)	**20 436 568**
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	**145 984 263**

Compte de Résultat

POSTES	€uro
Total des produits d'exploitation	66 329 861
Total des charges d'exploitation	68 521 123
dont charges de personnel	2 881 214
RESULTAT D'EXPLOITATION	**-2 191 262**
Total des produits financiers	28
Total des charges financières	258 980
RESULTAT FINANCIER	**-258 952**
Total des produits exceptionnels	8 102 274
Total des charges exceptionnelles	5 464 042
RESULTAT EXCEPTIONNEL	**2 638 232**
Participation des salariés aux résultats	0
Impôts sur les bénéfices	53 994
BENEFICE OU PERTE	**134 024**

Important : Les chiffres ci-dessus sont communiqués sous réserve des observations des Commissaires aux Comptes et sous réserve d'être approuvés lors de l'Assemblée Générale de la SPL

SYNTHESE DES POSITIONS PRISES PAR LES ADMINISTRATEURS AU COURS DE L'ANNEE 2019

ADMINISTRATEURS NANTES METROPOLE

- Mme Pascale CHIRON, Présidente
- M. PRAS
- M. ROBERT
- M. ALLARD
- M. HAY
- Mme RODRIGUEZ
- Mme MERAND
- M. LUCAS
- Mme DUBETTIER-GRENIER
- M. BUREAU

Décisions marquantes prises lors des Conseils d'Administration de 2019

Conseil d'Administration du 26 mars 2019 :

- Point sur le marché du logement
- Présentation des opérations Pirmil les Iles & Champ de Manoeuvre
- Approbation du procès-verbal du 18/12/2018
- Acquisitions foncières

Conseil d'Administration du 28 mai 2019 :

- Approbation du PV du 26 mars 2019
- Point sur l'activité 2018 – Perspectives 2019 & Présentation des comptes annuels à la Collectivité
- Préparation de l'Assemblée Générale Ordinaire
- Convention réglementée – avenant à la DSP
- Information sur les conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales (art L225-39 du Code de Commerce)

Conseil d'Administration du 10 décembre 2019 :

- Approbation du PV du 28 mai 2019
- Résultat probable 2019 – budget prévisionnel 2020
- Information sur les consultations bancaires
- Répartition des jetons de présence
- Acquisitions foncières
- Information sur les conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales (art L225-39 du Code de Commerce)

Taux de participation des administrateurs mandataires de la collectivité en 2019 : 73%

Jetons de présence pour 2019 : 5 060 € distribués aux élus représentants Nantes Métropole.

SYNTHESE DES CONTROLES EFFECTUES SUR LA SPL NANTES METROPOLE AMENAGEMENT AU COURS DE L'EXERCICE 2019

Contrôles sur exercice 2019 :

Controles Ville de Nantes & Nantes Metropole :

La SPL fournit régulièrement ses prévisions sur opérations et Société et échange dans des cadres multiples avec la Direction du Contrôle de Gestion de Nantes Métropole / Ville de Nantes, ainsi qu'avec les Directions opérationnelles concernées par les sujets.
En 2019, les CRACL 2018 et PRD 2019 ont été présentés aux DGA concernées de la Ville de Nantes / Nantes Métropole, ainsi qu'à leurs collaborateurs, lors de la séance dite de « groupe technique » puis en « réunion d'arbitrage ».

RAPPORT ADMINISTRATEURS **SPL NANTES METROPOLE AMENAGEMENT** 2019

ANNEXES

Important : L'ensemble des documents joints en annexe du présent rapport sont fournis sous réserve d'être approuvés par l'Assemblée Générale de la SPL

Comptes annuels 2019

Rapport de gestion provisoire du Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale - exercice 2019



Comptes annuels

2019

- SOMMAIRE -

Bilan - Compte de Résultat

Bilan - Actif — 3
Bilan - Passif — 4
Bilan - Actif par nature — 5
Bilan - Passif par nature — 6
Compte de résultat — 7
Compte de résultat par nature — 9

Annexe

Fiche signalétique — 12
Liste des opérations — 13
Faits caractéristiques de l'exercice — 15
Règles et méthodes 2019 — 15
Immobilisations — 20
Amortissements — 21
En-cours des conventions d'aménagement 2019 — 22
Provisions et dépréciations — 23
Créances et dettes — 24
Etat des emprunts en cours — 25
Garantie reçue sur emprunt — 26
Concours bancaires — 27
Charges à payer — 28
Produits à recevoir — 29
Charges et produits constatés d'avance — 30
Charges et produits exceptionnels — 31
Transfert de charges — 32
Ventilation du chiffre d'affaires 2019 — 33
Effectif moyen — 34
Composition du capital social — 35
Variation des capitaux propres — 36
Détermination du résultat fiscal — 37
Engagements hors bilan 2019 — 38

Bilan

et

Compte de résultat

Bilan - Actif

Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	31/12/2019	31/12/2018
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	178 962	177 729	1 233	26 292
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains	1 181 696		1 181 696	1 552 046
Constructions	25 641 012	10 454 668	15 186 344	21 133 024
Installations techniques, matériel, outillage	106 343	59 499	46 844	61 286
Autres immobilisations corporelles	4 545 938	2 892 181	1 653 757	1 190 931
Immobilisations en cours	5 935		5 935	20 856
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations	2 000		2 000	2 000
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	1 826		1 826	1 826
ACTIF IMMOBILISE	**31 663 713**	**13 584 077**	**18 079 635**	**23 988 261**
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements				
En-cours de production de biens	70 346 870		70 346 870	55 871 574
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes	909 628		909 628	667 601
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	8 618 579	210 837	8 407 743	10 682 497
Autres créances	7 467 875		7 467 875	13 442 860
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement	15		15	15
(dont actions propres :)				
Disponibilités	38 692 882		38 692 882	33 128 076
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	2 079 616		2 079 616	2 038 170
ACTIF CIRCULANT	**128 115 465**	**210 837**	**127 904 628**	**115 830 793**
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecarts de conversion actif				
TOTAL GENERAL	**159 779 178**	**13 794 914**	**145 984 264**	**139 819 054**

Bilan - Passif

Rubriques			31/12/2019	31/12/2018
Capital social ou individuel	(dont versé :	1 782 000)	1 782 000	1 782 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport				
Ecarts de réévaluation	(dont écart d'équivalence :	)		
Réserve légale			113 929	107 684
Réserves statutaires ou contractuelles				
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours		)		
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes		)	1 205 140	1 086 487
Report à nouveau				
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)			134 024	124 898
Subventions d'investissement			1 070 666	1 162 868
Provisions réglementées				
CAPITAUX PROPRES			**4 305 759**	**4 263 936**
Produits des émissions de titres participatifs				
Avances conditionnées				
AUTRES FONDS PROPRES				
Provisions pour risques				
Provisions pour charges			18 105 853	22 435 425
PROVISIONS			**18 105 853**	**22 435 425**
DETTES FINANCIERES				
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			87 006 146	83 084 340
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs		)	6 219 147	6 142 680
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			1 032 086	1 554 569
DETTES D'EXPLOITATION				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés			1 601 786	2 414 083
Dettes fiscales et sociales			2 991 246	3 225 408
DETTES DIVERSES				
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			309 123	337 504
Autres dettes			3 976 547	2 404 378
COMPTES DE REGULARISATION				
Produits constatés d'avance			20 436 570	13 956 731
DETTES			**123 572 652**	**113 119 692**
Ecarts de conversion passif				
TOTAL GENERAL			**145 984 264**	**139 819 054**

Bilan - Actif par nature

Rubriques	Fonctionnement & Mandats	Concessions d'aménagement	Conventions particulières	Concessions d'exploitation, Affermage	Total au 31/12/2019
Capital souscrit non appelé					
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES					
Frais d'établissement					
Frais de développement					
Concessions, brevets et droits similaires					
Fonds commercial					
Autres immobilisations incorporelles	1 233				1 233
Avances, acomptes sur immo. incorporelles					
IMMOBILISATIONS CORPORELLES					
Terrains	164 348	556 688	460 660		1 181 696
Constructions	700 007	11 615 220	2 776 703	94 415	15 186 344
Installations techniques, matériel, outillage		13 424		33 420	46 844
Autres immobilisations corporelles	330 514	570 207	43 475	709 560	1 653 757
Immobilisations en cours			1 950	3 985	5 935
Avances et acomptes					
IMMOBILISATIONS FINANCIERES					
Participations par mise en équivalence	2 000				2 000
Autres participations					
Créances rattachées à des participations					
Autres titres immobilisés					
Prêts					
Autres immobilisations financières	826	200	200	600	1 826
ACTIF IMMOBILISE	**1 198 928**	**12 755 739**	**3 282 988**	**841 980**	**18 079 635**
STOCKS ET EN-COURS					
Matières premières, approvisionnements					
En-cours de production de biens		70 346 870			70 346 870
En-cours de production de services					
Produits intermédiaires et finis					
Marchandises					
Avances et acomptes versés sur commandes	386 938	518 569	4 121		909 628
CREANCES					
Créances clients et comptes rattachés	754 832	7 355 881	77 067	219 962	8 407 743
Mandants	(1 305 997)				(1 305 997)
Autres créances	310 128	8 454 219	5 033	4 492	8 773 872
Capital souscrit et appelé, non versé					
DIVERS					
Valeurs mobilières de placement		15			15
(dont actions propres :					
Disponibilités	38 692 724	97		62	38 692 882
COMPTES DE REGULARISATION					
Charges constatées d'avance	22 986	36 555	13 028	1 701	74 270
ACTIF CIRCULANT	**38 861 610**	**86 712 207**	**99 250**	**226 216**	**125 899 283**
Frais d'émission d'emprunts à étaler					
Primes de remboursement des obligations					
Ecarts de conversion actif					
Neutralisation du résultat intermédiaire		2 005 346			2 005 346
Compte de liaison	16 852 670	57 396 673	377 305	375 857	75 002 505
TOTAL GENERAL	**56 913 208**	**158 869 965**	**3 759 543**	**1 444 054**	**220 986 770**

Bilan - Passif par nature

Rubriques	Fonctionnement & Mandats	Concessions d'aménagement	Conventions particulières	Concessions d'exploitation, Affermage	Total au 31/12/2019
Capital social ou indi' (dont versé :)	1 782 000				1 782 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport					
Ecarts de réévaluation (dont écart d'équivalence :)					
Réserve légale	113 929				113 929
Réserves statutaires ou contractuelles					
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours)					
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes)	1 205 140				1 205 140
Report à nouveau					
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	(115 067)		79 753	169 338	134 024
Subventions d'investissement			1 070 666		1 070 666
Provisions réglementées					
CAPITAUX PROPRES	**2 986 002**		**1 150 419**	**169 338**	**4 305 759**
Produits des émissions de titres participatifs					
Avances conditionnées					
AUTRES FONDS PROPRES					
Provisions pour risques					
Provisions pour charges	14 884	18 035 624		55 345	18 105 853
PROVISIONS	**14 884**	**18 035 624**		**55 345**	**18 105 853**
DETTES FINANCIERES					
Emprunts obligataires convertibles					
Autres emprunts obligataires					
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	2 706 341	83 083 984	1 215 822		87 006 146
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. Participatifs)		5 939 962	66 716	212 469	6 219 147
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		1 023 499	7 150	1 437	1 032 086
DETTES D'EXPLOITATION					
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	310 456	1 018 497	43 715	229 118	1 601 786
Mandants					
Dettes fiscales et sociales	546 806	2 310 567	43 227	90 646	2 991 246
DETTES DIVERSES					
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	309 123				309 123
Autres dettes	(211 285)	4 142 976	13 294	31 563	3 976 547
COMPTES DE REGULARISATION					
Produits constatés d'avance			328 204		328 204
DETTES	**3 661 441**	**97 519 484**	**1 718 128**	**565 233**	**103 464 286**
Ecarts de conversion passif					
Neutralisation du résultat intermédiaire		20 108 366			20 108 366
Compte de liaison	50 250 881	23 206 491	890 996	654 137	75 002 505
TOTAL GENERAL	**56 913 208**	**158 869 965**	**3 759 543**	**1 444 054**	**220 986 770**

Compte de résultat

Rubriques	France	Exportation	31/12/2019	31/12/2018
Ventes de marchandises	61		61	
Production vendue de biens	26 616 987		26 616 987	53 305 512
Production vendue de services	4 067 830		4 067 830	4 830 542
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	**30 684 879**		**30 684 879**	**58 136 054**
Production stockée			14 475 297	6 928 333
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			21 169 647	25 489 257
Autres produits			39	1
PRODUITS D'EXPLOITATION			**66 329 861**	**90 553 645**
Achats de marchandises (y compris droits de douane)				
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)				
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				
Autres achats et charges externes			45 674 013	62 092 324
Impôts, taxes et versements assimilés			727 747	738 697
Salaires et traitements			1 962 199	1 968 093
Charges sociales			919 016	887 896
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			1 165 487	1 586 681
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			91 317	61 860
Dotations aux provisions			18 035 625	22 363 628
Autres charges			-54 279	195 862
CHARGES D'EXPLOITATION			**68 521 124**	**89 895 040**
RESULTAT D'EXPLOITATION			**-2 191 262**	**658 605**
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations			28	31
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés				
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
PRODUITS FINANCIERS			**28**	**31**
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions				
Intérêts et charges assimilées			258 980	589 413
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			**258 980**	**589 413**
RESULTAT FINANCIER			**-258 952**	**-589 382**
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			**-2 450 215**	**69 223**

Compte de résultat

Rubriques	31/12/2019	31/12/2018
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		4 239
Produits exceptionnels sur opérations en capital	8 102 275	6 433 635
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges		
PRODUITS EXCEPTIONNELS	**8 102 275**	**6 437 874**
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	42 235	72
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	5 421 807	6 351 954
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions		
CHARGES EXCEPTIONNELLES	**5 464 042**	**6 352 025**
RESULTAT EXCEPTIONNEL	**2 638 233**	**85 849**
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices	53 994	30 174
TOTAL DES PRODUITS	**74 432 164**	**96 991 550**
TOTAL DES CHARGES	**74 298 140**	**96 866 652**
BENEFICE OU PERTE	**134 024**	**124 898**

Compte de résultat par nature

Rubriques	Fonctionnement & Mandats	Concessions d'aménagement	Conventions particulières	Concessions d'exploitation, Affermage	Total au 31/12/2019
Ventes de marchandises	61				61
Production vendue de biens		26 616 987			26 616 987
Production vendue de services	189 173	1 400 612	745 298	1 732 747	4 067 830
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	**189 234**	**28 017 599**	**745 298**	**1 732 747**	**30 684 879**
					-
Production stockée		14 475 297			14 475 297
Production immobilisée					
Subventions d'exploitation					
Reprises sur dép., prov. (et amort.), transferts de chg	3 067 583	18 043 444	36 988	21 633	21 169 647
Autres produits			39		39
PRODUITS D'EXPLOITATION	**3 256 817**	**60 536 339**	**782 325**	**1 754 380**	**66 329 861**
Achats de marchandises (y compris droits de douane)					
Variation de stock (marchandises)					
Achats de matières premières et autres approv.					
Variation de stock (matières premières et approv.)					
Autres achats et charges externes	848 453	44 121 632	183 213	520 714	45 674 013
Impôts, taxes et versements assimilés	150 437	311 248	186 244	79 818	727 747
Salaires et traitements	1 401 566		46 792	513 841	1 962 199
Charges sociales	919 016				919 016
DOTATIONS D'EXPLOITATION					
Sur immobilisations : dotations aux amortissements	160 663	655 279	245 057	104 488	1 165 487
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations					
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations		38 554	24 025	28 737	91 317
Dotations aux provisions		18 035 625			18 035 625
Autres charges	(189 336)	(297 664)	90 986	341 735	(54 279)
CHARGES D'EXPLOITATION	**3 290 800**	**62 864 673**	**776 317**	**1 589 334**	**68 521 124**
RESULTAT D'EXPLOITATION	**(33 983)**	**(2 328 334)**	**6 008**	**165 047**	**(2 191 262)**
OPERATIONS EN COMMUN					
Bénéfice attribué ou perte transférée					
Perte supportée ou bénéfice transféré					
PRODUITS FINANCIERS					
Produits financiers de participations	28				28
Produits des autres VM et créances de l'AI					
Autres intérêts et produits assimilés					
Reprises sur dép. et prov., transferts de charges					
Différences positives de change					
Produits nets sur cessions de VMP					
PRODUITS FINANCIERS	**28**				**28**
Dot financières aux amort., dép. et prov.					
Intérêts et charges assimilées	25 148	210 379	23 454		258 980
Différences négatives de change					
Charges nettes sur cessions de VMP					
CHARGES FINANCIERES	**25 148**	**210 379**	**23 454**		**258 980**
RESULTAT FINANCIER	**(25 120)**	**(210 379)**	**(23 454)**		**(258 952)**
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	**(59 103)**	**(2 538 712)**	**(17 446)**	**165 047**	**(2 450 215)**

Compte de résultat par nature suite

	Fonctionnement & Mandats	Concessions d'aménagement	Conventions particulières	Concessions d'exploitation, Affermage	Total au 31/12/2019
Produits exceptionnels sur opérations de gestion					
Produits exceptionnels sur opérations en capital	93	8 000 000	97 192	4 990	8 102 275
Reprises sur dép. et provisions, transferts de charges					
PRODUITS EXCEPTIONNELS	**93**	**8 000 000**	**97 192**	**4 990**	**8 102 275**
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	1 543	40 000	(7)	699	42 235
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	519	5 421 288			5 421 807
Dotations exceptionnelles aux amort., dép et provisions					
CHARGES EXCEPTIONNELLES	**2 063**	**5 461 288**	**(7)**	**699**	**5 464 042**
RESULTAT EXCEPTIONNEL	**(1 970)**	**2 538 712**	**97 199**	**4 292**	**2 638 233**
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise					
Impôts sur les bénéfices	53 994				53 994
TOTAL DES PRODUITS	**3 256 937**	**68 536 339**	**879 517**	**1 759 370**	**74 432 164**
TOTAL DES CHARGES	**3 372 004**	**68 536 339**	**799 764**	**1 590 032**	**74 298 140**
BENEFICE OU PERTE	**(115 067)**		**79 753**	**169 338**	**134 024**

Annexe

Fiche signalétique

SOCIÉTÉ PUBLIQUE LOCALE - NANTES-MÉTROPOLE AMENAGEMENT

Date de constitution :	21 mars 1988	Durée :	99 ans
Siège Social :	2-4 avenue Carnot - NANTES	Registre du Commerce :	Nantes B 345 002 281
Bureaux :	2-4 avenue Carnot - NANTES	N° SIRET :	345 002 281 000 45

ACTIONNAIRES	% DU CAPITAL	CAPITAL SOUSCRIT EN €UROS	CAPITAL LIBERE EN €UROS	NOMBRE D'ACTIONS	NOMBRE DE SIEGES ADMINISTRATEURS	NOMBRE DE SIEGES CENSEURS
I - COLLECTIVITES LOCALES						
Nantes Métropole		982 509	982 509	29 773	10	3
Ville de Nantes		434 445	434 445	13 165	1	1
Ville de Bouaye		8 481	8 481	257	1	
Ville de Bouguenais		25 278	25 278	766	1	
Ville de Brains		3 894	3 894	118	1	
Ville de Carquefou		26 367	26 367	799		1
Ville de Couëron		28 512	28 512	864		1
Ville d'Indre		5 676	5 676	172		1
Ville de La Chapelle sur Erdre		24 816	24 816	752		1
Ville de La Montagne		9 207	9 207	279		1
Ville du Pellerin		6 336	6 336	192		1
Ville des Sorinières		11 187	11 187	339	1	
Ville d'Orvault		36 993	36 993	1 121	1	
Ville de Rezé		57 519	57 519	1 743		1
Ville de St Aignan de Grand Lieu		5 379	5 379	163	1	
Ville de St Herblain		67 683	67 683	2 051		1
Ville de St Jean de Boiseau		7 128	7 128	216		1
Ville de Ste Luce sur Loire		18 975	18 975	575		1
Ville de Sautron		10 494	10 494	318	1	
Ville de Thouaré		11 121	11 121	337		1
TOTAL	100 %	1 782 000	1 782 000	54 000	18	15

CONSEIL D'ADMINISTRATION

REPRESENTANT DE L'ETAT :
M. Le Préfet de la Région des Pays de Loire

ADMINISTRATEURS	MANDAT VENANT A EXPIR. AGO STATUANT	REPRESENTANTS	DATE DE DESIGNATION
I - COLLECTIVITES LOCALES	Mandat Elue	Mme CHIRON	12/06/2014
- Nantes Métropole	Mandat Elu	M. ROBERT	12/06/2014
	Mandat Elue	Mme RODRIGUEZ	12/06/2014
	Mandat Elue	Mme DUBETTIER-GRENIER	12/06/2014
	Mandat Elu	M. LUCAS	10/04/2015
	Mandat Elu	M. HAY	12/06/2014
	Mandat Elu	M. ALLARD	12/06/2014
	Mandat Elu	M. BUREAU	12/06/2014
	Mandat Elu	M. PRAS	12/06/2014
	Mandat Elue	Mme MÉRAND	12/06/2014
- Ville de Nantes	Mandat Elu	M. QUÉRO	12/06/2014
- Ville de Bouaye	Mandat Elu	M. HERVOCHON	12/06/2014
- Ville de Bouguenais	Mandat Elue	Mme LANDREAU	12/06/2014
- Ville de Brains	Mandat Elu	M. HUVELIN	12/06/2014
- Ville des Sorinières	Mandat Elu	Mme SCUOTTO	26/06/2018
- Ville d'Orvault	Mandat Elue	Mme MAISONNEUVE	12/06/2014
- Ville de St Aignan de Grand Lieu	Mandat Elu	M. LEMASSON	12/06/2014
- Ville de Sautron	Mandat Elue	Mme GESSANT	12/06/2014
II - CENSEURS			
- Nantes Métropole	Mandat Elue	M. DENIS	19/10/2015
	Mandat Elu	M. FEDINI	11/12/2014
	Mandat Elu	M. ANNEREAU	11/12/2014
	Mandat Elu	M. STEKR-RIDEL	12/06/2014
- Ville de Nantes	Mandat Elue	Mme COUPAYE	12/06/2014
- Ville de Carquefou	Mandat Elu	M. JOYEUX	25/06/2018
- Ville de Couëron	Mandat Elu	M. DAVID	12/06/2014
- Ville d'Indre	Mandat Elu	M. LE GUEN	12/06/2014
- Ville de La Chapelle sur Erdre	Mandat Elue	Mme GENDRONNEAU	12/06/2014
- Ville de la Montagne	Mandat Elu	M. GAVOUYERE	27/08/2018
- Ville du Pellerin	Mandat Elu	M. VINCE	31/05/2018
- Ville de Rezé	Mandat Elu	M. BOCHER	12/06/2014
- Ville de St Herblain	Mandat Elu	M. CHANU	11/12/2014
- Ville de St Jean de Boiseau	Mandat Elu	M. ALIX	13/12/2016
- Ville de Ste Luce sur Loire	Mandat Elu	M. MOUNIER	12/06/2014
- Ville de Thouaré		M. Anthony BARBIER	26/01/2018
- Caisse des Dépôts & Consignations			

COMMISSAIRES AUX COMPTES

TITULAIRE

KPMG
représenté par Béatrice JESTIN
désigné le 16/04/2018
jusqu'à l'exercice 2023 inclus

SUPPLEANT

Cabinet Salustro Reydel
représenté par Jean-Claude REYDEL
désigné le 16/04/2018
jusqu'à l'exercice 2023 inclus

RENSEIGNEMENTS DIVERS :

Expert-comptable : CIFRALEX, Nantes

DIRECTEUR GENERAL DE LA SOCIETE :
M. Hassan BOUFLIM
nommé à cette fonction le 13/10/2017

PRESIDENTE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION : Mme Pascale CHIRON (désignée le 12/06/2014)
VICE-PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION : M. Pascal PRAS (désigné le 12/06/2014)

AMENAGEMENT

CONCESSIONS D'AMENAGEMENT		
1400	NANTES CHANTRERIE 1	Nantes Métropole
1414	BOUAYE LES ORMEAUX	Nantes Métropole
1423	NANTES BOTTIERE CHENAIE	Nantes Métropole
1424	ORVAULT BOIS CESBRON	Nantes Métropole
1426	ST JEAN DE BOISEAU LE LANDAS	Nantes Métropole
1427	NANTES ERDRE PORTERIE	Nantes Métropole
1428	EURONANTES GARE	Nantes Métropole
1430	ORVAULT LA JALLIERE	Nantes Métropole
1431	NANTES CLOS TOREAU	Ville de Nantes
1432	LE PELLERIN BREHANNERIE	Nantes Métropole
1434	NANTES LES BRUYERES	Ville de Nantes
1435	NANTES VALLON DES DERVALLIERES	Ville de Nantes
1436	ORVAULT VALLON DES GARETTES	Nantes Métropole
1437	NANTES MALAKOFF CENTRE	Nantes Métropole
1438	LES SORINIERES VIGNES	Nantes Métropole
1439	NANTES MADELEINE CHAMP DE MARS	Nantes Métropole
1441	SAUTRON CARROSSERIE	Ville de Sautron
1442	NANTES DESIRE COLOMBE	Ville de Nantes
1443	NANTES PRU BOTTIERE	Ville de Nantes
1444	BRAINS LES COURTILS	Nantes Métropole
1445	LA MONTAGNE GAUDINIERE	Nantes Métropole
1446	NANTES ORI BOUFFAY	Nantes Métropole
1447	SAINT AIGNAN DE GRAND LIEU - LES TREILLES	Ville de Saint Aignan
1448	CHAMP DE MANŒUVRE	Nantes Métropole
1449	TIVOLI	Ville de Nantes
1450	BAS CHANTENAY	Nantes Métropole
1451	DOULON - GOHARDS	Nantes Métropole
1452	CASERNE MELLINET	Nantes Métropole
1453	BOTTIERE PIN SEC	Nantes Métropole
1454	LA SANGLERIE	Ville des Sorinieres
1455	ZAC PIRMIL LES ISLES	Nantes Métropole
1456	PLACE DES DERVALLIERES	Nantes Métropole
3417	NANTES ILOT BOUCHERIE	Ville de Nantes
CONCESSIONS D'AMENAGEMENT - OPERATIONS DE CONSTRUCTION		
3428	ILOT 5B EURONANTES GARE	Nantes Métropole
3428 PEM	PEM EURONANTES GARE	Nantes Métropole
3435	POLE ASSOCIATIF DESIRE COLOMBE (sous opération 1442)	Ville de Nantes
3450	BAS CHANTENAY - BATIMENTS	Nantes Métropole
3452	MELLINET - BATIMENTS	Nantes Métropole
3454	MEDIATHEQUE SANGLERIE	Ville des Sorinieres
MANDATS D'ETUDE		
2502	ETUDES REZE SECTEUR DES ISLES	Nantes Métropole
2504	ETUDES NANTES BAS-CHANTENAY	Nantes Métropole
2505	ETUDES PROJET URBAIN GOHARDS	Nantes Métropole
2510	ETUDES CASERNE MELLINET	Nantes Métropole
2512	ETUDES REZE SECTEUR DES ISLES II	Nantes Métropole
2513	ETUDES ECOLES J.FERRY & J. VERNE	Ville de La Montagne
2514	ETUDES ARBRES AUX HERONS	Nantes Métropole
MANDATS DE REALISATION		
2740	PISCINE MALAKOFF	Ville de Nantes
2764	NANTES HABITAT RESTRUCT BOUT DES LANDES	Nantes Habitat
2765	BIO OUEST ILE DE NANTES 2	Nantes Métropole
2766	MAINTENANCE PATRIMOINE ECONOMIQUE 2013-2016	Nantes Métropole
2767	MAINTENANCE PATRIMOINE ECONOMIQUE 2017-2019	Nantes Métropole
2768	RESTAURANT SCOLAIRE INDRE	Ville d'Indre

IMMOBILIER ECONOMIQUE

AFFERMAGE PATRIMOINE ECONOMIQUE METROPOLITAIN

6801	A0001	NANTES CREATIC
6804	A0004	MALLEVE 1 BUREAUX
6805	A0005	MALLEVE 2
6806	A0006	BIO OUEST - ILE DE NANTES
6807	A0007	LES GRANITS
6808	A0008	CARRE D'ENTREPRISES COUERON
6809	A0009	REZE CREATIC

GESTION DE COPROPRIETE

	M0012	DERVALLIERES 2 COPROPRIETE
	M0015	COUR ARTISANALE COPROPRIETE

CONCESSIONS VILLE DE NANTES

7402	F7402	PETIT PORT
7415	E7415	SUPERETTE DERVALLIERES (ALDI)
7417	E7417	CENTRE COMMERCIAL BOUCHERIE
7453	E7453	CENTRE COMMERCIAL LA BOTTIERE

CONCESSIONS D'AMENAGEMENT - EXPLOITATION BATIMENTS

7428	E7428	GARE SUD
7436	E7436	SUPERETTE D'ORVAULT
7450	E7450	BAS CHANTENAY GESTION LOCATIVE
7452	E7452	MELLINET GESTION LOCATIVE
7434	E7434	HUB CREATIC
7447	E7447	CENTRE COMMERCIAL SAINT AIGNAN

CONVENTIONS PARTICULIERES ET DIVERS

7001	B7001	CARNOT LOCATIF
7810	B7810	POLE ASSERAY
7811	B7811	DERVALLIERES 1
7812	B7812	DERVALLIERES 2
7813	B7813	DERVALLIERES 3 (commerces)
7815	B7815	COUR ARTISANALE BELLEVUE
7822	B7822	CENTRE COMMERCIAL BREIL MALVILLE
7825	B7825	CENTRE COMMERCIAL REZE CHÂTEAU

MARCHE DE PRESTATIONS DE SERVICE 2017-2020 COMMUNAUTE URBAINE (et régie de recettes)

	R0008	CTRE CIAL ST JEAN DE BOISEAU
	R0010	CHEVIRE ERPI NANTES
	R0011	MAISON DE L'EMPLOI BELLEVUE NANTES
	R0012	NANTES BIOTECH
	R0013	LA CHANTRERIE
	R0014	NANTES NORD
	R0015	SAINT AIGNAN
	R0016	COWORK'IN SILLON

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément aux dispositions du règlement n° 2015-06 en date 23 Novembre 2015 de l'Autorité des Normes Comptables, relatif au Plan Comptable Général.

La société publique locale est régie par les dispositions de l'article L.327-1 du Code de l'urbanisme, toutefois la loi comptable du 30 Avril 1983 et son décret d'application 83.1020 du 29 novembre 1983 restent la référence.

Les états financiers joints sont établis conformément à l'avis du Conseil National de la Comptabilité du 12 juillet 1984, complété :

- Par l'avis 99/05 du 18 mars 1999 pour les conventions publiques d'aménagement,
- Par l'avis 93/09 du 08 décembre 1993 pour les autres opérations.

L'ensemble des recommandations énoncées par les guides comptables édités par la FNEPL (Guides comptables professionnels des EPL, activités immobilières et actions, et opérations d'aménagement) a également été respecté.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

IMMOBILISATIONS

Les règlements 2002-10 et 2004-06 du CRC relatifs à la définition, la comptabilisation et l'évaluation des actifs a imposé à partir du 1er janvier 2005 la comptabilisation des immobilisations par composants et la revue des durées d'amortissement. Ces nouvelles règles comptables s'appliquent uniquement pour Nantes Métropole Aménagement au patrimoine immobilier détenu en propre ou en concession, les autres immobilisations étant non significatives.

Toutefois, les immeubles du Petit Port n'ont pas fait l'objet d'une modification de comptabilisation. Ce patrimoine, au contraire des autres immeubles gérés en concession, est un bien de retour pour la collectivité à la clôture de l'opération (les autres sont des biens de reprise). Cette opération de concession est assimilable à une concession de service public, exclue des règlements 2002-10 et 2004-06 du CRC.

La reconstitution des composants bruts a été faite à partir des pièces d'origine, sauf pour l'immeuble Carnot, où la valeur des composants a été déterminée selon la moyenne des ratios déterminés pour une même famille.

LES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition. Elles sont constituées exclusivement de logiciels, amorties de façon linéaire sur une durée de un à cinq ans.

Pas d'évolution significative concernant les immobilisations incorporelles de la société sur 2019.

LES IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisitions des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les biens du domaine concédé, mis dans la concession par le concessionnaire devront être remis au concédant à la fin de celle-ci dans les conditions définies dans la convention de concession.

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée d'utilisation normale.
Les taux les plus couramment pratiqués sont les suivants :

Installations techniques, mat. et outillage	8 à 10 ans
Intall. Générales agencts, aménagts	5 à 10 ans
Matériel de bureau et informatique	3 à 5 ans
Mobilier	8 à 10 ans

En ce qui concerne les constructions, la décomposition retenue et les durées d'amortissement appliquées en mode linéaire ont été déterminées à partir des caractéristiques techniques et des situations notamment géographiques des immeubles.

Gros œuvre	30 à 60 ans
Couverture	25 ans
Menuiseries extérieures	25 ans
Chauffage collectif	25 ans
Etanchéité	15 ans
Ravalement	15 ans
Electricité	25 ans
Plomberie / Sanitaire	25 ans
Ascenseurs	15 ans
Autres (peinture, sols etc…)	15 ans

La possibilité d'incorporer les frais financiers, à partir du commencement de la construction jusqu'à sa date d'achèvement, dans le coût de production des immobilisations corporelles produites a été retenue.

LES PRINCIPAUX MOUVEMENTS D'IMMOBILISATIONS DE L'EXERCICE SONT LES SUIVANTS:

Principales cessions :

L'immeuble Ilot Boucherie a été vendu en janvier 2019 pour un montant de 8 000 000€.
A la date de cession sa VNC était de 5 421 287€.

Principales acquisitions :

Société	Remplacement interphonie siège social	7 745€
Mallève bureau	Travaux électricité	44 372€
	Peinture et sols	79 234€
Carré entr. Couëron	Climatisation	14 000€
Bas Chantenay	Réaménagement bâtiment Cassini	500 430€

PRETS ET AVANCES INTERNES

Les prêts et avances internes faites entre opérations sont retraités afin de ne pas figurer dans les comptes annuels.
Ces mouvements concernent uniquement des avances entre des opérations "mères" et leurs opérations "filles"

PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

PROVISIONS POUR PENSIONS ET OBLIGATIONS SIMILAIRES

La recommandation de CNC n°2003-R.01 a explicitement placé la médaille du travail dans le champ d'application du règlement n°2000-06 sur les passifs pour les comptes clos à compter de 2003. Une provision a été constituée pour la première fois en 2004.
Elle a été calculée, conformément à l'article 52 de l'accord d'entreprise signé le 1er mars 1999, en fonction :

- De la probabilité que les salariés atteignent l'ancienneté requise pour l'octroi d'une médaille du travail (probabilité qui dépend notamment de la dotation du personnel et des tables de mortalités),
- De l'actualisation des montants,
- De la gratification prévue par l'accord d'entreprise,

Au 31 Décembre 2019, le montant provisionné est de 14 884€.

PROVISION POUR CHARGES

Afin de pouvoir respecter la convention d'exploitation, un plan de charges est suivi en prévision des gros travaux d'entretien à effectuer dans les immeubles du site de Petit Port.

Sur l'exercice 2019, aucune reprise de provision n'a été constatée, il reste un montant de provision de 55 345€.

EMPRUNTS

Eu égard au caractère spécifique des opérations de la société et aux règles fixées par le législateur, les collectivités concédantes non mandantes peuvent garantir dans la limite fixée par la loi des emprunts contractés par la société.

Le détail des emprunts et des garanties est donné en pages 25 et 26.

SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENTS

Les subventions d'investissements sont comptabilisées dès la signature de l'accord (convention de subvention) sauf s'il existe des conditions suspensives. Elles servent à financer une immobilisation amortissable. Elles sont rapportées au compte de résultat de l'exercice au rythme de l'amortissement.

Les immeubles faisant désormais l'objet d'une décomposition par composants, les subventions qui ont servi à financer ceux-ci, ont été ventilées proportionnellement entre les différents composants.

Le montant de la quote-part de subvention portée au compte de résultat est de 102 182€

CREANCES CLIENTS

Les créances clients sont valorisées à leur valeur nominale.

Les créances clients sont, le cas échéant, dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles donnent lieu. Les créances clients font l'objet d'une dépréciation à 100% lorsque la société est en liquidation ou en redressement judiciaire. Pour les autres créances, la dépréciation est déterminée au cas par cas.

TRESORERIE

VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

Les excédents de trésorerie sont placés, dans le cadre de mandats conclus avec nos partenaires financiers, sur des produits sécurisés (comptes rémunérés, sicav de trésorerie …).
Les valeurs mobilières de placement sont évaluées à leur coût d'achat suivant la méthode "FIFO". En fin d'exercice, suivant la valorisation de l'établissement bancaire, une moins-value peut être calculée et provisionnée pour dépréciation.

DISPONIBLE :

La disponibilité provenant des opérations conventionnées est de 37 137 544€, tandis que pour la société et les opérations propres l'excédent de trésorerie s'élève à 1 551 237€.

CONCOURS BANCAIRES :

Par ailleurs, les opérations d'aménagement ont eu recours à des lignes de crédit auprès d'établissements financiers pour un montant total de 4 410 000€ dont le détail est annexé à la page 27.

CONCESSIONS D'AMENAGEMENT

Les règles d'évaluation des valeurs d'exploitation appliquées résultent des dispositions recommandées par l'avis CNC n° 99.05. Ainsi, l'impact des concessions sur le compte de résultat est nul.

Le montant qui figure au bilan sous la rubrique en-cours de concessions d'aménagement résulte de la différence entre le cumul des dépenses HT (frais financiers et exceptionnels compris) et le montant des coûts de revient des éléments cédés estimés en fin d'exercice de manière globale, par application au coût de revient prévu par le compte rendu financier de la fraction établie comme suit :

- Au numérateur : le montant des produits réalisés depuis le début de l'opération hors participations reçues ou à recevoir de la collectivité territoriale concédante,
- Au dénominateur : le montant global des produits prévus par le compte rendu financier hors participations reçues ou à recevoir de la collectivité territoriale concédante.

La comptabilité traduit les conventions de concessions d'aménagement sous les rubriques du bilan suivantes :

- Stocks : pour le montant des coûts engagés au cours de l'exercice diminué de celui estimé des éléments cédés.
- Comptes de régularisation actif ou passif : pour la neutralisation du résultat intermédiaire provisoire d'une opération d'aménagement concédée aux risques et profits du concédant.
- Compte de provisions pour risques et charges :
- Pour le montant des charges non encore comptabilisées mais courues à la fin de l'exercice,

- Pour le montant des risques de pertes à terminaison sur les opérations concédées au risque du concessionnaire (Nantes Métropole Aménagement n'ayant pas d'opération de ce type),
- Pour le montant des coûts de liquidation des opérations achevées,
- Dans l'hypothèse où le montant du coût de revient des éléments cédés est supérieur au cumul des charges comptabilisées, il sera constitué une provision pour charges égale au montant de l'écart constaté.
  Pour toutes les opérations de concessions d'aménagement de Nantes Métropole Aménagement il est prévu contractuellement :
- Un retour du boni au concédant,
- L'ajustement du financement apporté par la collectivité concédante à l'opération, lequel se traduira par une participation contractualisée par avenant.

Ainsi, les opérations réalisées sous le contrôle du concédant, sont à leurs risques et profits, sauf faute professionnelle du concessionnaire. Compte tenu de cette garantie et de l'absence totale de risque aujourd'hui sur les opérations concédées, aucune provision sur les concessions présentant un risque de déficit n'a été comptabilisée.

Le tableau page 22 reprend l'ensemble des informations relatives aux en-cours de concessions d'aménagement.

Transfert de charges vers les opérations :

Nantes Métropole Aménagement n'est pas autorisée à imputer ses charges réelles de fonctionnement. Elle impute seulement une quote-part de ses frais généraux sur les opérations de concessions selon les modalités définies par les conventions de concessions (rémunération forfaitaire, proportionnelle, …) par l'intermédiaire de comptes de transfert de charges.
Le montant pour l'exercice 2019 est de 2 857 089€ concernant les concessions d'aménagement et de 200 708€ concernant les concessions d'exploitation de l'immobilier économique.

AUTRES INFORMATIONS

Le montant des honoraires du commissaire aux comptes comptabilisés sur l'exercice est de 26 654€ pour la mission d'arrêté des comptes 2019.

Les transferts de charges de fonctionnement imputables à l'activité Immobilier Economique transitaient sur les exercices antérieurs à 2018 par le compte 791180. A compter de l'exercice 2018, c'est le compte 658200 qui est mouvementé.

Les mesures de confinement prises par le Gouvernement pour lutter contre la propagation du Covid 19 impactent l'activité de la Société depuis mi-mars 2020. La production des comptes annuels a été ralentie du fait de l'activité partielle de certains collaborateurs. De même, le renouvellement des instances de la société prévu dans la foulée du 2nd tour des élections municipales a dû être décalé au mois de septembre 2020. D'ici cette date, nous devrons mesurer les conséquences du confinement et du redémarrage progressif de l'activité sur les comptes 2020.

Immobilisations

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisit., apports
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT			
AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	177 282		1 680
Terrains	1 552 046		
Dont composants			
Constructions sur sol propre	30 865 369		
Constructions sur sol d'autrui	1 922 257		
Const. Install. générales, agenc., aménag.			
Install. techniques, matériel et outillage ind.	115 188		
Installations générales, agenc., aménag.	3 157 570		669 053
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique, mobilier	689 773		22 856
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours	20 856		525 236
Avances et acomptes			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	**38 323 060**		**1 217 145**
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations	2 000		
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	1 826		
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	**3 826**		
TOTAL GENERAL	**38 504 168**		**1 218 824**

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DEVELOPPEMENT				
AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES			178 962	
Terrains		370 350	1 181 696	
Constructions sur sol propre		7 146 614	23 718 755	
Constructions sur sol d'autrui			1 922 257	
Constructions, installations générales, agenc.				
Installations techn.,matériel et outillages ind.	7 361	1 484	106 343	
Installations générales, agencements divers	-7 361		3 833 984	
Matériel de transport				
Matériel de bureau, informatique, mobilier		675	711 955	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours	540 157		5 935	
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	**540 157**	**7 519 123**	**31 480 924**	
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations			2 000	
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières			1 826	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES			**3 826**	
TOTAL GENERAL	**540 157**	**7 519 123**	**31 663 713**	

Amortissements

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
FRAIS D'ÉTABLISSEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT				
AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	150 990	26 738		177 729
Terrains				
Constructions sur sol propre	11 654 602	895 742	2 095 676	10 454 668
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales,agenc.,aménag.				
Installations techniques, matériel et outillage industriels	53 902	5 597		59 499
Installations générales, agenc. et aménag. divers	2 122 282	181 393	966	2 302 709
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique, mobilier	534 131	56 016	675	589 472
Emballages récupérables, divers				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	**14 364 917**	**1 138 749**	**2 097 317**	**13 406 348**
TOTAL GENERAL	**14 515 907**	**1 165 487**	**2 097 317**	**13 584 077**

VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES

Rubriques	Dotations			Reprises			Mouvements amortissements fin exercice
	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	
FRAIS ETBL							
AUT. INC.							
Terrains							
Construct.							
- sol propre							
- sol autrui							
- installations							
Install. Tech.							
Install. Gén.							
Mat. Transp.							
Mat bureau							
Embal récup.							
CORPOREL.							
Acquis. titre							
TOTAL							

Charges réparties sur plusieurs exercices	Début d'exercice	Augmentation	Dotations	Fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				

Nom de l'opération	Collectivité Co-contractante	Date de la Signature de la convention	Date expiration de la convention	Prise en charge résultat (a)	Résultat Prévisionnel Hors Part. Concédant	Participation d'équilibre prévue de la collectivité	Participation d'équilibre de la collectivité comptabilisée	Cumul des charges	Cumul des coûts de revient estimés des lots vendus	Stocks 31-déc	Provisions pour charges prévisionnelles	Neutralisation du résultat intermédiaire	Participatio à recevoir H
CONCESSIONS D'AMENAGEMENT													
1400 ZAC DE LA CHANTRERIE I	N.M.	11/07/1988	31/12/2020	Collectivité	(478 902)	480 000		16 666 397	21 895 667		5 229 270	494 973	480 000
1414 ZAC DES ORMEAUX BOUAYE	N.M.	11/04/1996	31/12/2020	Collectivité	1 626			8 294 190	7 911 545	382 645		(1 491)	
1423 ZAC BOTTIERE CHENAIE	N.M.	11/10/2002	31/12/2020	Collectivité	(2 465 937)	2 466 844	2 466 844	51 820 660	47 844 187	3 976 473		(339 184)	
1424 ZAC ORVAULT BOIS CESBRON	N.M.	27/05/2003	31/12/2019	Collectivité	(156 852)	159 091	159 091	5 613 087	5 613 119		32	(2 239)	
1426 ST JEAN DE BOISEAU LE LANDAS	N.M.	25/06/2003	31/12/2020	Collectivité	(317 010)	317 073	317 073	2 886 496	950 747	1 935 749		(229 647)	
1427 ZAC ERDRE PORTERIE	N.M.	24/10/2003	31/12/2020	Collectivité	(1 711 495)	1 713 037	1 648 387	42 082 512	44 514 419		2 431 907	(337 220)	64 650
1428 ZAC EURONANTES GARE	N.M.	09/03/2004	31/12/2025	Collectivité	(720 350)	729 481	663 121	66 937 853	71 157 720		4 219 867	(171 934)	66 360
1430 ZAC DE LA JALIERE	N.M.	21/01/2004	31/12/2020	Collectivité	3 795			4 005 801	3 722 193	283 608		(2 713)	
1431 CLOS TOREAU	NANTES	20/09/2004	31/12/2019	Collectivité	(1 421 090)	1 842 858	2 077 858	11 136 530	11 151 531		15 001	(656 768)	(235 000
1432 ZAC DE LA BREHANNERIE	N.M.	04/07/2005	31/12/2020	Collectivité	303			1 525 639	1 635 178		109 539	(182)	
1434 LES BRUYERES	NANTES	03/01/2006	31/12/2019	Collectivité	(169 467)	172 618	172 618	9 099 305	9 222 728		123 423	(3 151)	
1435 VALLON DES DERVALLIERES	NANTES	25/01/2006	31/12/2021	Collectivité	(1 299 793)	1 301 600	1 301 600	11 885 159	12 231 188		346 029	(60 147)	
1436 ZAC VALLON DES GARETTES	N.M.	16/10/2006	31/12/2021	Partagé	(734 336)	735 310	1 695 310	26 843 403	27 534 443		691 040	(1 016 124)	(960 000
1437 ZAC MALAKOFF CENTRE	N.M.	21/01/2008	31/10/2022 (*)	Collectivité	(170 055)	170 205	170 205	11 775 744	14 224 607		2 448 863	2 303	
1438 ZAC DES VIGNES	N.M.	24/06/2004	31/12/2024	Collectivité	1 025			15 643 153	15 244 633	398 520		(688)	
1439 ZAC MADELEINE CHAMPS MARS	N.M.	19/01/1993	31/12/2022	Collectivité				56 393 652	52 599 775	3 793 877			
1441 ILOT DE LA CAROSSERIE SAUTRON	SAUTRON	13/01/2011	31/12/2018	Partagé	(2 298 650)	2 386 786	2 386 786	5 886 736	5 934 778		48 042	(88 136)	
1442 DESIRE COLOMBE	NANTES	05/07/2011	31/12/2020	Partagé	(2 123 535)	2 131 550	3 631 550	7 665 756	6 896 733	769 023		(1 754 336)	(1 500 000
1443 P.R.U LA BOTTIERE	NANTES	15/12/2011	31/12/2019	Partagé	(5 003 290)	5 004 380	4 967 380	5 626 724	5 636 885		10 161	35 912	37 000
1444 ZAC DES COURTILS	N.M.	20/02/2012	31/12/2019	Partagé	437			731 396		731 396			
1445 ZAC DE LA GAUDINIERE	N.M.	20/02/2012	31/12/2026	Partagé	1 659			600 157	1 310	598 847			
1446 ORY BOUFFAY	N.M.	07/05/2012	31/12/2019	Partagé	(523 497)	523 500	450 000	783 503	795 896		12 393	43 498	73 500
1447 SAINT AIGNAN LES TREILLES	SAINT AIGNAN	03/12/2012	31/12/2027	Partagé	3 098			96 545		96 545			
1448 ZAC CHAMP DE MANŒUVRE	N.M.	22/07/2015	31/12/2032	Partagé	(5 769 024)	5 770 000		9 888 651	2 136 590	7 752 061		(2 214 733)	5 770 000
1449 TIVOLI	NANTES	02/05/2016	31/12/2022	Partagé	(488 053)	490 000		233 189		233 189			490 000
1450 BAS CHANTENAY	N.M.	24/11/2016	31/12/2034	Partagé	(24 976 005)	24 984 045		12 908 392	6 062 963	6 845 429		1 430 963	24 984 045
1451 DOULON GOHARDS	N.M.	06/01/2017	31/12/2034	Partagé	(10 388 020)	10 388 362	9 191 458	11 650 463	23 023	11 627 440		(9 187 081)	1 196 904
1452 CASERNE MELLINET	N.M.	11/01/2017	31/12/2030	Partagé	4 130			12 332 606	3 411 545	8 921 061		(362)	
1453 BOTTIERE PIN SEC	N.M.	08/02/2019	31/12/2030	Partagé	163			341 933		341 933			
1454 SANGLERIE	LES SORINIERES	12/07/2018	31/12/2025	Partagé	(838 034)	340 000		105 692		105 692			340 000
1455 PIRMIL LES ISLES	N.M.	09/07/2018	31/12/2037	Partagé	(7 948 271)	7 948 934	3 385 823	20 278 399		20 278 399		(3 385 823)	4 563 111
1456 PLACE DES DERVALLIERES	N.M.	12/07/2019	31/12/2027	Partagé	7 835			72 949		72 949			
SOUS TOTAL					**(69 977 595)**	**70 055 674**	**34 685 104**	**431 812 672**	**378 353 403**	**69 144 836**	**15 685 567**	**-17 444 310**	**35 370 57**
OPERATIONS DIRECTES ET PATRIMONIALES													
3428 ILOT 5 B EURONANTES	N.M.	14/09/2015	31/12/2025	Collectivité	85			10 782 524	11 976 763		1 194 239	(77)	
3428 PEM EURONANTES	N.M.	12/07/2017	31/12/2025	Collectivité	1 291			243 585		243 585			
3435 POLE ASSOCIATIF	NANTES	05/07/2011	31/12/2020	Collectivité	648 652			17 282 517	17 890 936		608 419	(658 631)	
3450 EMR IMMEUBLE NAUTISME	N.M.	20/12/2018	31/12/2022	Partagé				695 673		695 673			
3452 MELLINET REHAB BATIMENTS	N.M.	11/01/2017	31/12/2030	Partagé				165 392		165 392			
3453 AMENAGEMENT CENTRAKOR	N.M.	08/02/2019	31/12/2022	Partagé				11 118		11 118			
3454 MEDIATHEQUE SANGLERIE	LES SORINIERES	12/07/2018	31/12/2025	Partagé				84 973		84 973			
SOUS TOTAL					**650 028**	**0**	**0**	**29 265 782**	**29 867 699**	**1 200 741**	**1 802 658**	**-658 708**	
TOTAL GENERAL					**(69 327 567)**	**70 055 674**	**34 685 104**	**461 078 454**	**408 221 102**	**70 345 577**	**17 488 225**	**(18 103 018)**	**35 370 57**

(*) Délibération en cours

(a) Collectivité : dans la limite de la participation de la collectivité prévue dans la convention d'aménagement et ses avenants
Concessionnaire : dans la limite des risques prévus dans la convention d'aménagement
Partagé entre la collectivité et l'aménageur suivant l'origine du résultat de l'opération

Provisions et dépréciations

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions gisements miniers, pétroliers				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Dont majorations exceptionnelles de 30 %				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
PROVISIONS REGLEMENTEES				
Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions, obligations similaires	17 147		2 263	14 884
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement immobilisations				
Provisions pour gros entretiens, grandes révis.				
Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	22 418 278	18 035 625	22 362 933	18 090 969
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	**22 435 425**	**18 035 625**	**22 365 196**	**18 105 853**
Dépréciations immobilisations incorporelles				
Dépréciations immobilisations corporelles				
Dépréciations titres mis en équivalence				
Dépréciations titres de participation				
Dépréciations autres immobilis. financières				
Dépréciations stocks et en cours				
Dépréciations comptes clients	162 372	91 317	42 852	210 837
Autres dépréciations				
DEPRECIATIONS	**162 372**	**91 317**	**42 852**	**210 837**
TOTAL GENERAL	**22 597 798**	**18 126 941**	**22 408 049**	**18 316 690**

Dotations et reprises d'exploitation	18 126 941	22 408 049
Dotations et reprises financières		
Dotations et reprises exceptionnelles		

Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice

Créances et dettes

ETAT DES CREANCES	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	1 826	1 826	
Clients douteux ou litigieux	255 555	255 555	
Autres créances clients	8 363 024	8 363 024	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	12	12	
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux	1 180	1 180	
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices			
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	798 652	798 652	
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés	31 923	31 923	
Etat, autres collectivités : créances diverses	114 037	114 037	
Groupe et associés			
Débiteurs divers	6 522 072	6 522 072	
Charges constatées d'avance	2 079 616	2 079 616	
TOTAL GENERAL	**18 167 896**	**18 167 896**	
Montant des prêts accordés en cours d'exercice			
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice			
Prêts et avances consentis aux associés			

ETAT DES DETTES	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an,-5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine	4 412 450	4 412 450		
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine	82 593 697	19 642 192	52 275 797	10 675 708
Emprunts et dettes financières divers	6 219 147	5 466 147	753 000	
Fournisseurs et comptes rattachés	1 601 786	1 601 786		
Personnel et comptes rattachés	203 027	203 027		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	243 738	243 738		
Etat : impôt sur les bénéfices	53 994	53 994		
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	2 459 586	2 459 586		
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	30 901	30 901		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	309 123	309 123		
Groupe et associés				
Autres dettes	3 976 547	3 976 547		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	20 436 570	20 436 570		
TOTAL GENERAL	**122 540 565**	**58 836 060**	**53 028 797**	**10 675 708**
Emprunts souscrits en cours d'exercice	17 666 131			
Emprunts remboursés en cours d'exercice	11 599 839			
Emprunts, dettes contractés auprès d'associés				

Etat des emprunts en cours

Comptes annuels au 31/12/2019

NOMS DES OPERATIONS	PRETEURS	ANNEE DE REALISATION	MONTANTS EMPRUNTS	CRD au 31/12/2019	A UN AN AU PLUS	DE UN A CINQ ANS	A PLUS DE CINQ ANS	EMPRUNTS SOUSCRITS SUR 2019	EMPRUNTS REMBOURSES SUR 2019 (échéances et par anticipation)	INTERETS COURUS
SOCIETE	Caisse d'Epargne	2014	668 000	476 461	41 070	181 006	254 385		39 522	303
SOCIETE	Crédit Coopératif	2018	230 000	196 804	22 381	91 561	82 862		22 180	322
ZAC BOTTIERES CHENAIE	ARKEA / BCME	2015	3 100 000	3 100 000	3 100 000					91
NANTES ERDRE PORTERIE	Banque Postale	2015	4 300 000	4 300 000	4 300 000					3 797
ZAC EURONANTES	Crédit Mutuel	2015	3 000 000						3 000 000	
LE PELLERIN BREHANNERIE	Crédit Coopératif	2015	400 000	201 144	201 144				198 857	2 174
ZAC DES VIGNES SORINIERES	Crédit Mutuel	2015	3 000 000	1 500 000		1 500 000				
MADELEINE CHAMP DE MARS	Banque Postale	2015	4 000 000	4 000 000		4 000 000				1 976
LA MONTAGNE - LA GAUDINIERE	Crédit Coopératif	2015	700 000	351 845	115 885	235 960				346
CHAMP DE MANŒUVRE	Caisse des Dépôts	2016	6 000 000	6 146 387			6 146 387			82 749
CHAMP DE MANŒUVRE	Caisse d'Epargne	2019	1 500 000							
BAS CHANTENAY	Crédit Mutuel	2017	4 500 000	4 500 000		4 500 000				
BAS CHANTENAY	ARKEA / BCME	2018	7 000 000	7 000 000		7 000 000		7 000 000		2 291
BAS CHANTENAY	Banque Populaire	2018	7 000 000	700 000			700 000	700 000		1 274
BAS CHANTENAY	Crédit Mutuel	2018	6 000 000	6 000 000		4 000 000	2 000 000	6 000 000		
DOULON GOHARDS	Crédit Agricole	2019	4 000 000	2 500 000		2 500 000		2 500 000		442
DOULON GOHARDS	Crédit Coopératif	2019	3 000 000							
CASERNE MELLINET	Crédit Mutuel	2017	2 700 000	2 700 000	900 000	1 800 000				
CASERNE MELLINET	ARKEA / BCME	2017	7 300 000	7 300 000	1 352 357	5 947 643				148
CASERNE MELLINET	Caisse d'Epargne	2019	6 500 000							
SANGLERIE LES SORINIERES	Crédit Coopératif	2018	1 000 000	200 000		200 000		200 000		119
ZAC PIRMIL LES ISLES	Crédit Agricole	2018	13 000 000	13 000 000		13 000 000				3 200
ZAC PIRMIL LES ISLES	Crédit Coopératif	2018	6 000 000	6 000 000		6 000 000		620 000		1 385
PLACE DES DERVALLIERES	Caisse d'Epargne	2019	400 000							
ILOT BOUCHERIE	Caisse d'Epargne	2015	7 000 000						7 000 000	
HUB CREATIC	ARKEA / BCME	2015	11 600 000	9 170 575	9 170 575				526 882	425
CENTRE COMMERCIAL DE ST AIGNAN	Crédit Agricole	2014	1 115 000	522 874	115 982	406 892			111 910	825
IMMEUBLE CASSINI	Caisse d'Epargne	2011	2 200 000	1 409 012	106 112	448 841	854 059		103 779	905
PÖLE DANIEL ASSERAY	Crédit Agricole	2015	572 000	468 215	24 005	104 364	339 846		23 224	3 253
CENTRE COMMERCIAL DU BREIL	Caisse d'Epargne	2005	590 000	275 279	22 052	93 858	159 369		21 514	
CENTRE COMMERCIAL REZE CHÂTEAU	Crédit Agricole	2016	655 000	468 489	64 017	265 673	138 799		63 085	587
TOTAUX			**119 030 000**	**82 487 085**	**19 535 580**	**52 275 798**	**10 675 707**	**17 020 000**	**11 110 953**	**106 612**

Référence	Année de réalisation	Prêteur	% de garantie	Montant initial garanti	Capital restant dû garanti
ZAC BOTTIERE CHENAIE	2015	ARKEA	80%	2 480 000	2 480 000
NANTES ERDRE PORTERIE	2015	Banque Postale	80%	3 440 000	3 440 000
LE PELLERIN BREHANNERIE	2015	Crédit Coopératif	80%	320 000	160 915
ZAC DES VIGNES SORINIERES	2015	Crédit Mutuel	80%	2 400 000	1 200 000
MADELEINE CHAMP DE MARS	2015	Banque Postale	80%	3 200 000	3 200 000
LA MONTAGNE - LA GAUDINIERE	2015	Crédit Coopératif	80%	560 000	281 476
ZAC CHAMP DE MANŒUVRE	2016	Caisse des Dépôts /GAIA	80%	4 800 000	4 917 110
ZAC CHAMP DE MANŒUVRE	2019	Caisse d'Epargne	80%	1 200 000	
ZAC BAS CHANTENAY	2017	Crédit Mutuel	80%	3 600 000	3 600 000
ZAC BAS CHANTENAY	2018	ARKEA	80%	5 600 000	5 600 000
ZAC BAS CHANTENAY	2018	Banque Populaire	80%	5 600 000	560 000
ZAC BAS CHANTENAY	2018	Crédit Mutuel	80%	4 800 000	4 800 000
DOULON GOHARDS	2019	Crédit Agricole	80%	3 200 000	2 000 000
DOULON GOHARDS	2019	Crédit Coopératif	80%	2 400 000	
CASERNE MELLINET	2017	Crédit Mutuel	80%	2 160 000	2 160 000
CASERNE MELLINET	2017	ARKEA	80%	5 840 000	5 840 000
CASERNE MELLINET	2019	Caisse d'Epargne	80%	5 200 000	
ZAC PIRMIL LES ISLES	2018	Crédit Agricole	80%	10 400 000	10 400 000
ZAC PIRMIL LES ISLES	2018	Crédit Coopératif	80%	4 800 000	4 800 000
PLACE DES DERVALLIERES	2019	Caisse d'Epargne	80%	320 000	
IMMEUBLE HUB CREATIC	2012	ARKEA	80%	9 280 000	7 336 460
TOTAL GARANT NANTES METROPOLE				**81 600 000**	**62 775 961**
ZAC CHAMP DE MANŒUVRE	2016	Caisse des Dépôts /GAIA	20%	1 200 000	1 229 277
TOTAL GARANT BANQUE ARKEA				**1 200 000**	**1 229 277**
SANGLERIE LES SORINIERES	2018	Crédit Coopératif	50%	500 000	100 000
TOTAL GARANT COMMUNE DES SORINIERES				**500 000**	

Concours bancaires

NOMS DES OPERATIONS	PRETEURS	ANNEE DE CONTRACTUA-LISATION	MONTANTS CONTRACTUELS	MOBILISATION au 31/12/2019	MOBILISATION A MOINS D'UN AN	MOBILISATION A PLUS D'UN AN	MONTANTS SOUSCRITS SUR 2019	MONTANTS REMBOURSES SUR 2019
ZAC LE LANDAS	Crédit Agricole	2019	1 700 000	1 700 000	1 700 000		1 700 000	
ZAC LE LANDAS	Crédit Agricole	2018	1 700 000					1 700 000
ZAC ORVAULT LA JALLIERE	Crédit Agricole	2019	300 000	290 000	290 000		290 000	
ZAC ORVAULT LA JALLIERE	Crédit Agricole	2018	500 000					280 000
VALLON DES DERVALLIERES	Crédit Agricole	2019	1 000 000	390 000	390 000		390 000	
VALLON DES DERVALLIERES	Crédit Agricole	2018	1 000 000					300 000
TIVOLI - MOUTONNERIE	Caisse d'Epargne	2018	300 000					230 000
DOULON GOHARDS	Crédit Agricole	2018	2 500 000					1 500 000
LIGNE TRESO OPERATTIONNELLE	Banque Postale	2019	3 000 000	2 030 000	2 030 000		2 030 000	
LIGNE TRESO OPERATTIONNELLE	Banque Postale	2018	3 000 000					2 470 000
TOTAUX			**15 000 000**	**4 410 000**	**4 410 000**		**4 410 000**	**6 480 000**

Charges à payer

Compte	Libellé	31/12/2019	31/12/2018	Ecart
CHARGES A PAYER				
EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES				
168840	INTERETS COURUS NON ECHUS SUR EMPRU	106 612	25 834	80 777
TOTAL EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES		**106 612**	**25 834**	**80 777**
DETTES FOURNISSEURS CPTES RATTACH				
408110	FOURNISSEURS FACTURES NON PARVENUES	157 108	164 354	-7 247
TOTAL DETTES FOURNISSEURS CPTES RATTACH		**157 108**	**164 354**	**-7 247**
DETTES SUR IMMOBILISATIONS				
408410	FOURNIS.IMMOB. - FACT. NON PARVENUES	306 419	315 688	-9 269
TOTAL DETTES SUR IMMOBILISATIONS		**306 419**	**315 688**	**-9 269**
AUTRES DETTES				
468600	DIVERSES CHARGES A PAYER	3 790	3 790	
TOTAL AUTRES DETTES		**3 790**	**3 790**	
DETTES FISCALES ET SOCIALES				
428210	DETTES - PROVISIONS CONGES A PAYER	167 521	162 201	5 320
428610	PERSONNEL - CHARGES A PAYER	153	525	-372
428620	PERSONNEL - AUTRES CHARGES A PAYER	32 548	24 194	8 354
438210	DETTES - PROV. CHARG. SOC.CONGES A	77 234	78 904	-1 670
438620	ORGANISMES SOCIAUX - AUTRES CHG A P	15 473	11 813	3 660
448620	TAXE D'APPRENTISSAGE		12 518	-12 518
448640	EFFORT CONSTRUCTION	8 834	8 540	294
448680	TAXE FORMATION	8 192	25 534	-17 343
TOTAL DETTES FISCALES ET SOCIALES		**309 955**	**324 230**	**-14 275**
INTERETS COURUS SUR DECOUVERT				
518640	INTERETS COURUS NON ECHUS S/LIGNE C		468	-468
TOTAL INTERETS COURUS SUR DECOUVERT			**468**	**-468**
TOTAL CHARGES A PAYER		**883 882**	**834 364**	**49 518**

Produits à recevoir

Compte	Libellé	31/12/2019	31/12/2018	Ecart
409810	FOURNISSEURS RRR A OBTENIR	1 152	180	972
418110	CLIENTS FACTURES A ETABLIR	35 865	89 587	-53 723
418510	CLIENTS LOCATAIRES	39 528	97 241	-57 713
428710	PERSONNEL - PRODUIT A RECEVOIR	12		12
438710	IJ A RECEVOIR	599	739	-140
438720	INDEMN - IPSEC	581		581
448700	ETAT PRODUIT A RECEVOIR		-4 990	4 990
448710	ETAT - PRODUITS A RECEVOIR	114 037	207 850	-93 813
468710	DIVERS PRODUITS A RECEVOIR	3 602 077	3 896 831	-294 754
TOTAL		**3 793 850**	**4 287 437**	**-493 588**
TOTAL		**3 793 850**	**4 287 437**	**-493 588**
PRODUITS A RECEVOIR				
CLIENTS ET COMPTES RATTACHES				
418110	CLIENTS FACTURES A ETABLIR	35 865	89 587	-53 723
418510	CLIENTS LOCATAIRES	39 528	97 241	-57 713
TOTAL CLIENTS ET COMPTES RATTACHES		**75 393**	**186 829**	**-111 436**
AUTRES CREANCES				
409810	FOURNISSEURS RRR A OBTENIR	1 152	180	972
428710	PERSONNEL - PRODUIT A RECEVOIR	12		12
438710	IJ A RECEVOIR	599	739	-140
438720	INDEMN - IPSEC	581		581
448700	ETAT PRODUIT A RECEVOIR		-4 990	4 990
448710	ETAT - PRODUITS A RECEVOIR	114 037	207 850	-93 813
468710	DIVERS PRODUITS A RECEVOIR	3 602 077	3 896 831	-294 754
TOTAL AUTRES CREANCES		**3 718 457**	**4 100 609**	**-382 152**
TOTAL PRODUITS A RECEVOIR		**3 793 850**	**4 287 437**	**-493 588**

Charges et produits constatés d'avance

Compte	Libellé	31/12/2019	31/12/2018	Ecart
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE				
482700	NEUTRALISATION RESULTAT INTERMEDIAIRE DES OP D'AMENAGEMENT	2 005 346	1 843 579	161 767
486110	CHARGES D'EXPLOITATION CONSTATEES D'AVANCE	74 270	194 591	-120 322
TOTAL DES CHARGES CONSTATEES D'AVANCE		**2 079 616**	**2 038 170**	**41 446**
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE				
482790	NEUTRALISATION RESULTAT INTERMEDIAIRE DES OP D'AMENAGEMENT	-20 108 366	-13 595 249	-6 513 117
487110	PRODUITS D'EXPLOITATION CONSTATES D'AVANCE	-328 204	-361 482	33 277
TOTAL DES PRODUITS CONSTATES D'AVANCE		**-20 436 570**	**-13 956 731**	**-6 479 840**

Charges et produits exceptionnels

Nature des charges	Montant	Imputation au compte
VNC cession bien immobilier Ilôt Boucherie	5 421 288	675201
Régularisation charges exercices antérieurs	692	672001
Mises au rebus immobilisations	518	675210
Indemnité transctionnelle locataire Innosclae	40 000	671801
Amende stationnement	25	671210
Charges exceptionnelles diverses	1 518	671810
TOTAL	**5 464 041**	

Nature des produits	Montant	Imputation au compte
Produit de cession bien immobilier Ilôt Boucherie	8 000 000	775201
Quote part subvention investissement	102 182	777000
Produit exceptionnel divers	93	778810
TOTAL	**8 102 275**	

Transfert de charges

Nature des transferts	Montant	Imputation au compte
Transfert de charges d'exploitation	24 187	791110
Avantages en nature	6 922	791120
Rémunération coordination opérationnelle	1 995 259	791220
Rémunération de commercialisation	861 830	791230
Rémunération de gestion locative	200 708	791260
TOTAL	**3 088 906**	

Ventilation du chiffre d'affaires 2019

Rubriques	Total 2019	Total 2018
Production vendue de biens	26 617 048	53 305 512
Rémunérations sur opérations de mandat	189 173	179 949
Produits de gestion immobilière	3 878 657	4 650 593
TOTAL	30 684 878	58 136 054

COMMENTAIRES SUR L'EVOLUTION DU CHIFFRE D'AFFAIRES

Le chiffre d'affaires est essentiellement composé des produits de la vente de charges foncières (rubrique production vendue de biens) et des participations /subventions octroyées par les collectivités. Tous ces produits sont réalisés dans le cadre de concessions d'aménagement dont le résultat est au risque du concédant.

Les honoraires sur opérations de mandat sont en légère hausse, ils se composent principalement du mandat de maintenance du patrimoine économique confié par Nantes Métropole, du mandat d'étude de l'Arbre aux Hérons, du mandat de réalisation du restaurant scolaire de la commune d'Indre ainsi que du mandat de régie. Suite à la signature fin 2018 de l'avenant 1 au marché de gestion, commercialisation et au mandat de maintenance du patrimoine économique métropolitain, Nantes Métropole nous a confié trois espaces supplémentaires (deux centres d'affaires de quartier à Nantes et Saint Herblain et un espace industriel à Saint Aignan). Ces trois sites supplémentaires, associés à la commercialisation de l'ensemble de l'immeuble Nantes Biotech, expliquent la hausse de la rémunération de la régie.

L'activité de gestion immobilière a un chiffre d'affaires inférieur à 2018, ceci est principalement dû à la perte des loyers des immeubles cédés courant 2018 et début 2019 (immeuble Le Cambridge en août 2018 et immeuble Îlot Boucherie en janvier 2019).

Effectif moyen

Effectifs	Personnel salarié	Personnel à disposition de l'entreprise
Cadres	23	
Employés, agents de maîtrise	22	
Mandataire social	1	
TOTAL	**46**	

Composition du capital social

Catégories de titres	Nombre de titres			Valeur nominale
	à la clôture de l'exercice	créés pendant l'exercice	remboursés pendant l'exercice	
Actions ordinaires	54 000			33
Actions amorties				
Actions à dividende prioritaire sans droit de vote				
Actions préférentielles				
Parts sociales				
Certificats d'investissements				

Variation des capitaux propres

Situation à l'ouverture de l'exercice	Solde
Capitaux propres avant distributions sur résultats antérieurs	4 263 936
Distributions sur résultats antérieurs	
Capitaux propres après distributions sur résultats antérieurs	4 263 936

Variations en cours d'exercice	En moins	En plus
Variations du capital		
Variations des primes liées au capital		
Variations des réserves		124 898
Variations des subventions d'investissement	92 201	
Variations des provisions réglementées		
Autres variations		
Résultat de l'exercice	124 898	134 024
SOLDE		**41 823**

Situation à la clôture de l'exercice	Solde
Capitaux propres avant répartition	4 305 759

Détermination du résultat fiscal

REINTEGRATIONS		BENEFICE COMPTABLE DE L'EXERCICE		134 024
Rémunération du travail de l'exploitant ou des associés de sociétés soumises à l'impôt sur le revenu				
Avantages personnels non déductibles (sauf amortissements)		Amort. Excédent. (art. 39-4 CGI) et autres amort. non déductibles	4 220	4 791
Autres charges et dépenses somptuaires visées à l'art.39-4 du CGI		Taxe sur les véhicules des sociétés (entreprises à l'IS)	571	
Fraction des loyers à réintégrer (crédit bail immobilier et levée d'option)		Dont part des loyers dispensée de réintégration (art 239 sexies D)		
Provisions et charges à payer non déductibles		Charges à payer liées		25
Amendes et pénalités	25	à des états non coopératifs		
Réintégrations prévues à l'article 155 du CGI		Ch. F. art 39.1.3 & 212 I		
Impôt sur les sociétés				53 994
Quote-part				
Bénéfices réalisés par Sté de person. ou un GIE		Résultat art.209B		
Moins-values nettes à long terme relevant du taux de 15 % ou 19 % (ou 12,8 % : pour l'I.R.)				
Moins-values nettes à long terme relevant du taux de 0 %				
Fraction imposable des plus-values réalisées au cours d'exercices antérieurs		- plus-values nettes à court terme - plus-values soumises au régime des fusions		
Ecarts de valeurs liquidatives sur OPCVM				
Réintégrations diverses	Intérêts excédentaires	Zones entreprises		
Déficit étranger antérieurement déduit par les PME		Quote part PV à taux 0		
Réintégration des charges affectées aux activités éligibles au régime de la taxation au tonnage				
Résultat fiscal afférent à l'activité relevant du régime optionnel au tonnage				
			TOTAL REINTEGRATIONS	192 834

DEDUCTIONS		PERTE COMPTABLE DE L'EXERCICE	
Quote-part dans les pertes subies par une société de personnes ou un GIE			
Provisions et charges à payer non déductibles, antérieurement taxées et réintégrées dans les résultats			
Plus-values nettes à long terme	- imposées au taux de 15 % (ou 12,8 % : entreprises soumises à l'I.R.) - imposées au taux de 0 % - imposées au taux de 19 % - imputées sur les moins-values nettes à long terme antérieures - imputées sur les déficits antérieurs		
Autres plus-values imposées au taux de 19 %			
Fraction des plus-values nettes à court terme de l'exercice dont l'imposition est différée			
Régime stés mères et filiales : produit net actions, parts d'intérêts quote-part à déduire			
Produits de participation inéligibles au régime des sociétés mères déductibles à hauteur de 99%			
Déduction autorisée au titre des investissements réalisés dans les collectivités d'Outre-Mer			
Majoration d'amortissements			
Abattement sur bénéfice et exonérations		Entreprises nouvelles	
	Reprise d'entreprises en difficultés	Pôle de compétitivité	
	Jeunes entreprises innovantes	Restruct. Défense	
	Sociétés investissements immobilier côtées	Bassin emploi à redyn.	
	Zone franche urbaine- TE	Zone franche d'activités	
	Revitalisation rurale	Bass. urbain à dynam.	
	Zone de développement prioritaire		
Ecarts de valeurs liquidatives sur OPCVM			
Déductions diverses	Créance dégagée par le report en arrière du déficit		
Dont déduction exceptionnelle article 39		Déd. except.article 39 A	
Dont déduction exceptionnelle article 39 B		Déd. except.article 39 C	
Dont déduction exceptionnelle article 39 D		Dont simul. conduite	
Déduction des produits affectés aux activités éligibles au régime de la taxation au tonnage			
		TOTAL DEDUCTIONS	

RESULTAT	BENEFICE	DEFICIT
Résultat fiscal avant imputation des déficits reportables	192 834	
Déficit de l'exercice reporté en arrière		
Déficits antérieurs imputés sur les résultats de l'exercice		
RESULTAT FISCAL	192 834	

ASSURANCE INDEMNITE FIN DE CARRIERE

Le montant du capital placé auprès de la société d'assurance Predica s'élève à 564 883€ au 31 Décembre 2019.
La provision simulée à cette même date, valorisée par le cabinet Cifralex s'élève à 595 754€.

Les principales hypothèses retenues pour calculer cette provision sont les suivantes :

- Age de départ : 62 ans
- Table de mortalité : TPRV93
- Taux moyen de charges sociales : 50%
- Taux de croissance des salaires : 1.5%

COMPROMIS DE VENTE SIGNES SUR LES OPERATIONS (en attente de signature d'actes)

ZAC EURONANTES GARE	SCCV NOMADE - IC&O	274 200
	OMNIUM DE CONSTRUCTION	2 299 710
	CIF PROMOTION	1 922 840
ZAC VALLON DES GARETTES	M. et Mme BERNARD	146 213
	GHT COOPERATIVES	273 077
	ATARAXIA	625 065
	LA MOZAIK DES GARETTES	560 000
ZAC DES VIGNES	LOURENCO Carlos M. et Mme	84 368
	M. et Mme AYDIN	94 393
ZAC DU BOIS CESBRON	SCCV BOIS CESBRON	511 000
LOTISSEMENT DU LANDAS	DOBRASZAK	47 500
ZAC ERDRE PORTERIE	CIF COOPERATIVE	986 276
	SCCV VL09 / VILOGIA	2 693 943
ZAC DE LA BREHANNERIE	CADORET - MANIFER	20 020
ZAC DU CHAMPS DE MANŒUVRE	NANTES METROPOLE HABITAT	413 339
	SCCV CHAMPS DE MANŒUVRE	1 453 032

Le total des engagements de cessions se monte à 12 405 K€ au 31/12/2019

Rapport de gestion

2019

Validation du document	Le XXX
Version définitive CA	H. BOUFLIM, Directeur Général

SOMMAIRE

1 SITUATION ET ACTIVITÉ DE LA SOCIÉTÉ AU COURS DE L'EXERCICE 3

1.1 Le portefeuille opérationnel 3
1.1.1 Les opérations d'aménagement 3
1.1.2 Mandats de réalisation 7
1.1.3 Mandats d'études et marchés de prestations intellectuelles 7
1.1.4 Immobilier Economique 8
1.2 Les moyens humains : le bilan social 2019 11
1.2.1 Les effectifs 11
1.2.2 Les mouvements de personnel 12
1.2.3 La formation 12
1.2.4 Les conditions de travail 13
1.2.5 Le dialogue social 14
1.2.6 Le budget 14

2 COMPTES ANNUELS ET RÉSULTAT DE L'ACTIVITÉ 15

2.1 Le chiffre d'opérations 15
2.1.1 Dépenses 15
2.1.2 Recettes 16
2.2 Le résultat de la société 16
2.3 Activité Aménagement 25
2.3.1 Le résultat d'exploitation 25
2.3.2 Les produits d'exploitation 25
2.3.3 Les charges d'exploitation 26
2.3.4 Le résultat financier 27
2.4 Activité Immobilier Economique 27
2.4.1 L'affermage 28
2.4.2 La concession Petit Port 28
2.4.3 Les opérations sous conventions 29
2.4.4 Les autres gestions locatives 29
2.4.5 Les charges non affectables et diverses 29
2.5 Le résultat avant et après impôt 30

3 PROPOSITION D'AFFECTATION DU RÉSULTAT OBTENU 30

4 L'ENDETTEMENT – LES DELAIS DE PAIEMENT 31

4.1 L'endettement 31
4.1.1 Pour les opérations d'aménagement 31
4.1.2 Sur les opérations de concession en phase de gestion locative 32
4.1.3 Sur les conventions particulières et le siège de la société 32
4.1.4 L'encours global et le tableau de financement 33
4.1.5 Garanties d'emprunts 35
4.2 Délais de paiement 36

5 ÉVÉNEMENTS IMPORTANTS SURVENUS ENTRE LA DATE DE CLÔTURE DE L'EXERCICE ET CELLE DU PRÉSENT RAPPORT 37

6 ACTIVITE EN MATIERE DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT 37

7 RESULTAT DES 5 DERNIERS EXERCICES 38

8 EVOLUTION PREVISIBLE ET PERSPECTIVES D'AVENIR 39

ANNEXES 40

ANNEXE 1 : LISTE DES OPERATIONS 41

ANNEXE 2 : ACQUISITIONS 2019 43

ANNEXE 3 : CESSIONS 2019 44

1 SITUATION ET ACTIVITÉ DE LA SOCIÉTÉ AU COURS DE L'EXERCICE

L'année 2019 s'inscrit dans la continuité de 2018 avec des indicateurs satisfaisants sur les deux métiers de la Société. D'une part, le portefeuille Aménagement a été très amplement renouvelé et les opérations peuvent désormais entrer dans une phase opérationnelle. D'autre part, l'activité de l'Immobilier Economique maintient des indicateurs d'occupation élevés, alors qu'il faut préparer le renouvellement des contrats au-delà de 2020.

Comme chaque année, toutes les opérations de concessions, de mandats et d'affermage font l'objet de comptes rendus annuels à la collectivité. Une clé USB reprenant l'ensemble des CRAC est ainsi remise au Conseil d'Administration qui valide les comptes annuels. Ces CRAC sont soumis aux assemblées délibérantes des concédants de juin ou de l'automne.

La liste des opérations au 31 décembre 2019 figure en annexe du présent rapport, avec les listes des acquisitions, et des cessions.

1.1 Le portefeuille opérationnel

1.1.1 Les opérations d'aménagement

Au 31 décembre 2019, Nantes Métropole Aménagement était chargée de 32 Concessions Publiques d'Aménagement, dont :

- 23 opérations confiées par Nantes Métropole
- 6 opérations confiées par la Ville de Nantes
- 1 opération confiée par la Ville de Sautron
- 1 opération confiée par la Ville de Saint-Aignan de Grandlieu
- 1 opération confiée par la Ville des Sorinières.

Deux nouvelles concessions d'aménagement ont été attribuées à NMA en 2019 :

- Le 8 février 2019, la concession d'aménagement de la ZAC Bottière Pin Sec, a été confiée par Nantes Métropole. Ce projet permettra notamment le réaménagement des espaces publics, la réalisation d'environ 250 logements et la création d'environ 1 000 m^2 SP de commerces.

- Le 12 juillet 2019, la concession d'aménagement de la Place des Dervallières a été confiée par Nantes Métropole. Le programme concerne la réalisation d'environ 50 logements et la création de 1 500 m^2 SP de commerces et de locaux tertiaires.

1.1.1.1 Les acquisitions foncières

17 acquisitions foncières ont été réalisées pendant l'année 2019, ce qui correspond à la moyenne constatée depuis 5 ans.
21 hectares de foncier et 9 574 m^2 de bâtiments ont été acquis pour une dépense totale de 11,7 M€ TTC, soit un montant légèrement supérieur à la moyenne annuelle (11,4 M€ TTC).

5 acquisitions ont représenté à elles seules près de 93% des valorisations foncières :
- Les apports en natures pour 4,2 M€ pour les 3,4 ha de la ZAC Doulon Gohards,
- Les apports en natures pour 2,5 M€ pour les 188,3 ha de la ZAC Champ de Manœuvre,
- Le parcotrain situé Gare Sud (6 319 m2 SP) acquis pour 3,2 M€ auprès de SNCF Réseau,
- Deux maisons de 90 et 94 m^2 SP situées sur la ZAC du Champ de Manœuvre et acquises à l'amiable auprès de particuliers pour 940 K€.

Les autres acquisitions ont été réalisées dans le cadre des différentes opérations d'aménagement à Nantes, aux Sorinières, à La Montagne et à Orvault.

		2015	2016	2017	2018	2019	Moyenne 2015-2019
La Montagne	Nb d'acquisitions		2	5	4	1	
	Montant TTC		15 094	43 774	11 416	890	
	Surface acquise en m²		1 133	1 760	829	89	
Le Pellerin	Nb d'acquisitions						
	Montant TTC						
	Surface acquise en m²						
Les Sorinières	Nb d'acquisitions			3	3	5	
	Montant TTC			1 661 453	39 701	48 519	
	Surface acquise en m²			112 193	2 675	2 397	
Nantes	Nb d'acquisitions	11	12	13	9	8	
	Montant TTC	1 790 968	4 688 385	11 466 677	5 037 728	11 535 517	
	Surface acquise en m²	26 806	29 090	369 854	40 132	204 836	
Orvault	Nb d'acquisitions	2	1		1	2	
	Montant TTC	789	263 901		2 248		
	Surface acquise en m²	2 502	2 324		21	44	
Rezé	Nb d'acquisitions				2	1	
	Montant TTC				20 159 726	70 000	
	Surface acquise en m²				128 972	2 994	
TOTAL NOMBRE D'ACQUISITIONS		13	15	21	19	17	17
TOTAL MONTANT TTC		1 791 757	4 967 380	13 171 903	25 250 818	11 654 926	11 367 357
TOTAL SURFACES ACQUISES EN M²		*29 308*	*32 547*	*483 807*	*172 629*	*210 360*	*185 730*

1.1.1.2 Les cessions foncières

Le tableau ci-dessous donne la liste des cessions 2019 dont les détails sont présentés en annexe 3 du présent rapport.

Opération	Maîtrise d'ouvrage	Nb Logements	*dont sociaux*	*dont abordables*	*dont libres*	*dont TAB*	*dont autres*	SP Bureaux	SP Activités	SP Equipements
Champ de Manœuvre		**63**	***0***	***20***	***36***		***7***			**4 068**
BS5a	CIF	63		*20*	*36*		*7*			
Erdre Porterie		**132**	***60***	***19***	***53***					
VL12	CIF	56	*18*	*19*	*19*					
VL13	Habitat 44	19	*19*							
VL5b	Marignan	34			*34*					
VL8	NMH	23	*23*							
Euronantes Gare		**91**		***22***	***69***			**22 450**	**3 908**	
3D	ETPO / Bâti Nantes							6 231	428	
4B	Altarea Cogedim	91		*22*	*69*			16 219	3 480	
Le Landas									**659**	
Lot 1	Ouest Hydraulique								500	
Lot E3	Ets Guitteny								159	
Les Ormeaux		**17**			***17***					
Lot 36 - 37 - 38 -39 -40	Urbatys	17			*17*					
Mellinet										**3 832**
Ecole										3 832
ZAC des Vignes		**54**			***39***	***15***				
Terrains à bâtir	Particuliers	15				*15*				
Lot C		17			*17*					
Lot E	Iceo	22			*22*					
ZAC Vallon des Garettes		**85**	***32***	***23***	***17***	***13***				
Terrains à bâtir	Particuliers	13				*13*				
SJ01	Vilogia	24		*7*	*17*					
SJ03	Aiguillon	48	*32*	*16*						
Total général		**442**	***92***	***84***	***231***	***28***	***7***	**22 450**	**4 567**	**7 900**

47 actes de cessions ont été signés en 2019, représentant un chiffre d'affaires associé de 21,8 M€ TTC environ, assez proche de la moyenne constatée depuis 2015 (22,6 M€ TTC pour 43 actes). Ces cessions permettront la construction de 34 917 m² de SP (59 780 m² en moyenne depuis 2014).

Ville		2015	2016	2017	2018	2019	Moyenne 2015-2019
Bouaye	Nb de cessions	3	2	8	3	1	
	Montant TTC	278 600	183 100	741 759	257 180	447 263	
	Surface foncière en m²	1 197	760	3 085	1 052	2 663	
	En m2 SP	*366*	*202*	*1 430*	*510*		
La Montagne	Nb de cessions				1		
	Montant TTC				1 310		
	Surface foncière en m²				131		
	En m2 SP						
Le Pellerin	Nb de cessions	1	1		2		
	Montant TTC	28 908	65 044		106 771		
	Surface foncière en m²	1 347	3 135		4 996		
	En m2 SP	*400*	*1 550*		*1 415*		
Les Sorinières	Nb de cessions	5	10	4	17	17	
	Montant TTC	1 684 182	1 391 041	372 155	2 510 833	2 692 660	
	Surface foncière en m²	8 971	7 701	1 605	13 636	14 884	
	En m2 SP	*5 580*	*4 159*	*600*	*5 907*		
Nantes	Nb de cessions	11	15	16	19	11	
	Montant TTC	14 971 550	17 468 657	15 663 415	25 602 456	15 189 157	
	Surface foncière en m²	42 375	48 682	56 015	39 485	41 081	
	En m² SP	*37 627*	*61 879*	*62 699*	*55 527*	*34 258*	
Orvault	Nb de cessions	23	9	5	9	16	
	Montant TTC	4 028 677	2 360 812	623 885	1 465 940	3 329 405	
	Surface foncière en m²	18 968	20 661	2 013	12 255	21 591	
	En m² SP	*10 813*	*4 544*	*680*	*3 066*		
Sautron	Nb de cessions	1					
	Montant TTC	1 439 239					
	Surface foncière en m²	2 916					
	En m2 SP	*4 655*					
St Jean de Boiseau	Nb de cessions	2				2	
	Montant TTC	46 980				114 960	
	Surface foncière en m²	1 566				3 838	
	En m2 SP	*374*				*659*	
TOTAL NOMBRE DE CESSIONS		**46**	**37**	**33**	**51**	**47**	**43**
TOTAL MONTANT TTC		**22 478 136**	**21 468 654**	**17 401 215**	**29 944 490**	**21 773 444**	**22 613 188**
TOTAL SURFACE FONCIERE EN M²		**77 340**	**80 939**	**62 718**	**71 555**	**84 057**	**75 322**
TOTAL EN M² SP		***59 815***	***72 335***	***65 409***	***66 425***	***34 917***	***59 780***

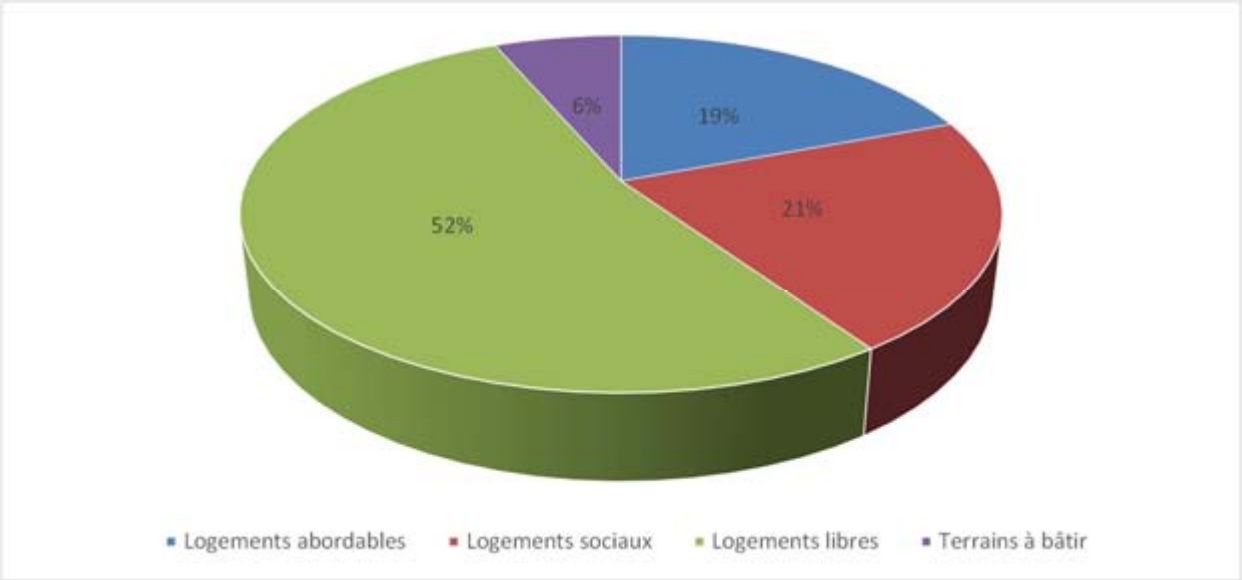
1.1.1.3 Les charges foncières destinées au logement

Les charges foncières cédées en 2019 permettront la création de 442 logements, ce qui est un niveau faible à double égard :

- La moyenne de la période 2015-2019 est de 605 logements,
- Le plan d'affaires 2019-2022 tablait sur 847 logements.

L'écart correspond à des décalages de cessions sur 2020 voire 2021, notamment constatés sur la ZAC du Champ de Manœuvre, la ZAC Erdre Porterie, la ZAC Bottière Pin Sec et la ZAC du Vallon des Garettes.
Les opérations nantaises demeurent les principales productrices de logements avec Erdre Porterie (132 logements), Champ de Manœuvre (63 logements) et Euronantes (91 logements). 85 logements ont en outre été commercialisés à Orvault dans le cadre de la ZAC du Vallon des Garettes (13 terrains à bâtir et 72 logements collectifs), 54 aux Sorinières dans le cadre de la ZAC des Vignes (15 terrains à bâtir et 39 logements collectifs) et 17 terrains à bâtir à Bouaye dans la ZAC des Ormeaux.

La répartition des 442 futurs logements est la suivante :



Depuis 2015, l'évolution est la suivante :

	2015	2016	2017	2018	2019	Moyenne 2015-2019
Nb de Logements	**776**	**776**	**442**	**591**	**442**	**605**
NB de logements abordables	330	150	83	195	84	**168**
NB de logements sociaux	144	103	52	191	92	**116**
NB de logements libres	276	356	196	180	231	**248**
NB de logements autres	0	150	95	0	7	**50**
NB TAB	26	17	16	25	28	**22**

1.1.1.4 Les autres charges foncières

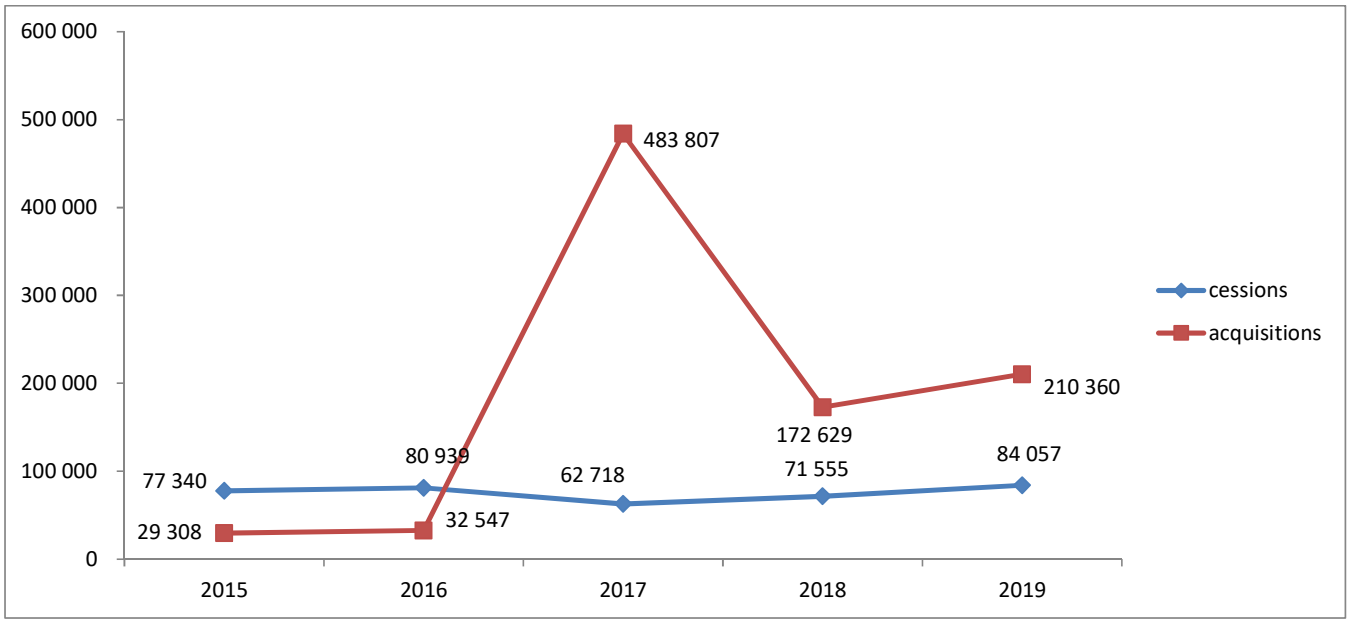
En 2019, les cessions de charges foncières d'activités (tertiaire, commerces et équipements) ont représenté 34 917 m² SP, soit un niveau particulièrement élevé par rapport à la moyenne constatée depuis 5 ans de 24 851 m² SP. Les cessions de charges foncières de bureaux ont été élevées avec deux programmes sur Euronantes (3D ETPO / BâtiNantes et 4B Cogedim). A noter également la cession des charges foncières sur Champ de Manœuvre et Mellinet qui permettront la construction de deux écoles par la Ville de Nantes.

	Tertiaire (Bureaux)					Commerce					Equipement					Autres Activités				
OPERATION	2015 m² SP	2016 m² SP	2017 m² SP	2018 m² SP	2019 m² SP	2015 m² SP	2016 m² SP	2017 m² SP	2018 m² SP	2019 m² SP	2015 m² SP	2016 m² SP	2017 m² SP	2018 m² SP	2019 m² SP	2015 m² SP	2016 m² SP	2017 m² SP	2018 m² SP	2019 m² SP
CHANTRERIE		10 984	15 618																	
BOTTIERE CHENAIE		2 643					4 648												411	
BOIS CESBRON	201					201														
LE LANDAS																374				659
CHAMP DE MANŒUVRE															4 069					
ERDRE PORTERIE							1 119	220	1 500			473	138			839	-71			
MELLINET															3 832					
EURONANTES		3 594	12 325	2 413	22 450			937	230	3 908				15 638		525	1 443			
BREHANNERIE						400											1 550		1 415	
BRUYERES																			3 000	
MALAKOFF			4 451					1 217												
MADELEINE CHAMP DE MARS	250																32			
PRU BOTTIERE													356							
POLE INSERTION DERVALLIERES	264																			
TOTAL	716	17 221	32 394	2 413	22 450	601	5 767	2 374	1 730	3 908		473	494	15 638	7 901	1 738	2 954		4 826	659
MOYENNE PERIODE		15 039					2 876					4 901					2 035			

1.1.1.5 Le stock de foncier

Le stock de foncier augmente à nouveau en 2019 du fait d'un niveau d'acquisitions supérieur aux cessions :

Les courbes suivantes présentes les volumes exprimés en m^2 des acquisitions et cessions depuis 2015 :



1.1.2 Mandats de réalisation

Un nouveau mandat de réalisation a été confié à NMA en juin 2019 par la ville d'Indre concernant la restructuration du restaurant scolaire.

Par ailleurs, le mandat de réalisation confié par Nantes Métropole et qui concerne la construction de Nantes Biotech se poursuit avec la suite des aménagements intérieurs qui accompagnent les prises à bail.

1.1.3 Mandats d'études et marchés de prestations intellectuelles

Un nouveau marché de prestations intellectuelles a été signé en 2019, confié par la ville de Sainte-Luce sur Loire. Il concerne la réflexion sur le renouvellement urbain d'un îlot.

Le mandat d'études relatif à l'Arbre aux Hérons, confié par Nantes Métropole, s'est poursuivi. Un avenant a été signé afin de compléter le programme des études confiées (étude de modélisation du vent, risque incendies, foudre, sécurité et sûreté…).

1.1.4 Immobilier Economique

– ***Portefeuille d'opérations***

Au 31 décembre 2019, le portefeuille d'opérations de l'Immobilier Economique se répartit selon les différents cadres juridiques :

- 10 concessions d'exploitation :
  - Superette Orvault Vallon des Garettes (échéance 2021),
  - Centre Commercial St Aignan de Grandlieu (échéance 2020),
  - Petit Port 1 et 2 (échéance 2020),
  - Hub Créatic (échéance 2020),
  - Cassini au Bas Chantenay (échéance 2034),
  - Commerce Aldi aux Dervallières (échéance 2021),
  - Bâtiments conservés Mellinet (échéance 2030),
  - Commerce Centrakor Bottière PRU (échéance 2019 à transférer dans CPA Bottière Pin Sec),
  - Locaux Marcel Paul Euronantes gare sud (échéance 2025).

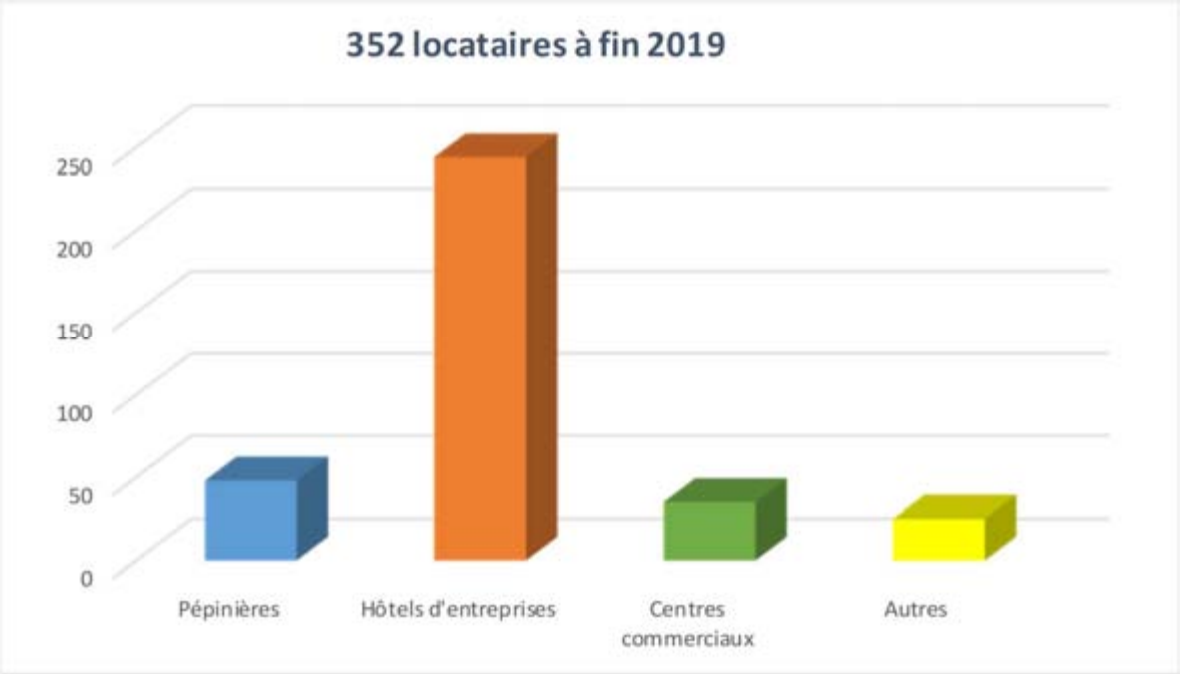
- 1 Affermage confié par Nantes Métropole (7 immeubles, échéance 2020) :
  - Carré de Couëron,
  - Nantes Créatic,
  - Rezé Créatic,
  - Les Granits,
  - Bio Ouest,
  - Mallève Bureaux,
  - Mallève II.

- 1 Marché de prestations de services, contrat confié par Nantes Métropole, qui concerne la gestion, la commercialisation et la maintenance de 8 immeubles pour la période 2017 à 2020 :
  - Cheviré,
  - Maison de l'Emploi de Bellevue,
  - Centre commercial de St Jean de Boiseau,
  - Nantes Biotech,
  - Chantrerie,
  - Centres d'affaires Nantes Nord et Sillon,
  - Ensemble immobilier (atelier et bureaux) de Saint-Aignan de Grandlieu.

- 3 Conventions Particulières (8 immeubles, échéance 2026), en déclinaison du contrat cadre du 23 janvier 2012 attribué par Nantes Métropole :
  - Hôtels d'entreprises (Cour Artisanale et Cambridge, Dervallières 1 et 2) et centre commercial Dervallières 3,
  - Centre commercial du Breil Malville,
  - Centre commercial de Rezé Château,

  Une 4ème convention doit être mise au point concernant le pôle Daniel Asseray.

La surface totale gérée par l'activité Immobilier Economique représente environ 67 020 m² SP, dont 56 451 m² SP de surfaces locatives, avec la gestion de 352 baux, soit +2.3% par rapport à 2018 (344 baux), dans 31 immeubles, ce qui recouvre environ 1 296 emplois.



En 2019, 125 nouvelles entreprises (78 en 2018), dont 22 créations (26 en 2018), ont été hébergées.

L'augmentation du nombre de locataires se poursuit depuis 2013 (+93 locataires ou +36%) :

Nombre de locataires à fin	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Pépinières	57	70	71	79	73	61	48
Hôtels d'entreprises	158	189	191	207	214	229	244
Centres commerciaux	42	34	35	34	40	40	35
Autres	2	6	8	7	10	14	25
TOTAL	**259**	**299**	**305**	**327**	**337**	**344**	**352**

- ***Taux d'occupation***

Le taux d'occupation moyen 2019 des immeubles de la DSP est toujours très satisfaisant à 93,6% (97.7% en 2018).

Dans le détail :

. L'occupation des surfaces « hôtels d'entreprises » est très élevée, avec plusieurs bâtiments avec des taux proches ou à 100% : Mallève 1 et 2 et Bio Ouest.

. L'occupation des pépinières est satisfaisante avec un taux d'occupation moyen de près de 77,6%, qui prend en compte Couëron, Rezé et Nantes Créatic (respectivement à 100%, 77% et 72,4%). A noter un fort turn over sur Rezé et Nantes.

Le taux de remplissage des immeubles des « conventions particulières », autour de à 86,8%, est stable.

Les immeubles du Petit Port ont pour leur part un taux d'occupation à 75,1%, après le départ de plusieurs locataires en 2016 et la re commercialisation en cours.

Le Hub Créatic qui a ouvert en mars 2014, est complet : le taux d'occupation moyen 2019 est de 99%. En décembre 2019, 64 start-ups étaient hébergées.

Les immeubles de la régie de recettes ont un taux d'occupation de 81.9%. A noter la commercialisation à 100% de Nantes Biotech depuis avril 2019.

- ***Loyers***

Les loyers appelés sur la totalité des opérations (opérations à risques ou non) sont de 2,794M€ HT et sont en baisse de 22.6% par rapport à 2018. Cela provient essentiellement de la vente de Cambridge à Nantes Métropole (périmètre conventions particulières), de la sortie de La Géraudière du périmètre DSP et de la vente des commerces Boucherie (concession Boucherie).

Le taux d'impayés est très faible à 1,96% sur le contrat de DSP, 0% sur le Petit Port et les immeubles des conventions particulières en dehors de commerces des Dervallières 3, de la cour artisanale et des centres commerciaux du Breil Malville et de Rezé Château (respectivement 97,83%, 9,37%, 15,65% et 5,74%).

1.2 Les moyens humains : le bilan social 2019

1.2.1 Les effectifs

Articles 1111-2 et 1111-3 du code du travail	Total	Femmes	Hommes
Effectif au 31/12/2019 (personnes physiques)	**47**	**36**	**11**
- cadres	23	14	9
- employés et agents de maîtrise (ETAM)	23	22	1
- mandataire social	1	0	1
- personnel mis à disposition	0	0	0
- CDI	42	33	9
- CDD*	4	3	1
- Mandat social	1	0	1
- Contrat de mise à disposition de personnel	0	0	0
Effectif en ETP au 31/12/2019	**45,7**	**34,7**	**11**
- Cadres	22,6	13,6	9
- Employés et agents de maîtrise (ETAM)	22,1	21,1	1
- Mandataire social	1	0	1
- Personnel mis à disposition	0	0	0
- CDI	40,7	31,7	9
- CDD*	4	3	1
- Mandat social	1	0	1
- Contrat de mise à disposition de personnel	0	0	0
Effectif moyen annuel	**44,58**	**33,43**	**11,15**
- Cadres	22,94	13,81	9,13
- Employés et agents de maîtrise (ETAM)	20,05	19,03	1,02
- Mandataire social	1	0	1
- Personnel mis à disposition (1)	0,59	0,59	0
- CDI	39,60	30,39	9,21
- CDD*	3,39*	2,45*	0,94*
- Mandat social	1	0	1
- Contrat de mise à disposition de personnel (1)	0,59	0,59	0
(1) Personnel intérimaire (hors remplacement).			
* Hors CDD pour remplacement de personnel			

- L'âge moyen du personnel permanent est de 42,93 ans.
- L'ancienneté moyenne du personnel permanent est de 10,82 ans.

1.2.2 Les mouvements de personnel

Au cours de l'exercice, il faut noter les mouvements de personnel suivants :

- 11 entrées de salariés en CDI :
  - 4 cadres : 3 remplacements et 1 création de poste
  - 7 non-cadres : 6 remplacements et 1 création de poste (0,5 ETP)
- 6 entrées de salariés en CDD :
  - 3 cadres en accroissement d'activité
  - 3 non-cadres : un remplacement, un accroissement d'activité et un emploi d'été
- 9 sorties de salariés en CDI
  - 4 cadres
  - 5 non-cadres
- 7 sorties de salariés en CDD
  - 3 cadres (avec poursuite des relations contractuelles en CDI)
  - 4 non-cadres (avec une poursuite contractuelle en CDI)

Le recours aux contrats à durée déterminée correspond à 52,66 mois d'activité (en ETP) :

- 12 mois pour le remplacement de salariés absents,
- 40,66 mois pour faire face à des accroissements d'activité.

Par ailleurs, Nantes Métropole Aménagement a fait appel à des prestations d'intérim représentant 538 journées de travail :

- 395 jours pour assurer le remplacement de personnel permanent absent
- 143 jours pour de l'accroissement temporaire d'activité.

La société a également accueilli une stagiaire de fin d'études au cours de l'année 2019 (5 mois).

1.2.3 La formation

- **Budget**

Le budget consacré à la formation professionnelle continue s'élève pour l'année 2019 à :

- 20 431 euros HT pour les coûts pédagogiques
- 12 512 euros de coûts salariaux
- 3 052 euros de frais de déplacement

Soit un coût global de 35 995 euros.

Les coûts pédagogiques représentent 0,75% de la masse salariale chargée (CDD+CDI).

	Frais pédagogiques HT	Nombre d'actions de formation	Salariés concernés
2017	33 090 €	20	33
2018	21 606 €	26	31
2019	**20 431 €**	**21**	**31**

- **Caractéristiques**

  - 408 heures de formation équivalent à 59 jours.

- **Thématiques :**

  - Aménagement-Urbanisme
  - Métier
  - Outils informatiques
  - Développement personnel et professionnel
  - Sécurité

1.2.4 Les conditions de travail

Personnel permanent au 31/12/2019	Total	Femmes	Hommes
Temps de travail			
- temps plein	36	27	9
- temps partiel	6	6	0
Répartition de l'activité à temps partiel			
- temps de travail ≤ à 50%	0	0	0
- temps de travail > à 50%	6	6	0

- **Absentéisme**

La société recense 799,5 jours d'absence représentant un taux d'absentéisme de **8,62 %** réparti comme suit :

Type d'absence	Nombre de jours	Taux d'absentéisme	Nbre de salariés concernés
- Arrêts maladie	600,50	6,48%	25
- Congé maternité	127	1,37%	1
- Congé paternité	7	0,07%	1
- Accident de travail/maladie professionnelle	0	0%	0
- Jours « ascendants/descendants malades	45	0,48%	19
- Congés exceptionnels »	20	0,22%	9

*Taux d'absentéisme = nombre de jours d'absence / 208 jours travaillés * effectif moyen (44,58)*

- **Accident de travail**

  - Nombre d'accidents de travail déclarés à la CPAM en 2019 : 0

    Dont accident de trajet : 0
    Dont accident de travail : 0

- Nombre de maladies professionnelles déclarées en cours d'année : 0

1.2.5 Le dialogue social

▪ **Réunions Direction/Délégués du personnel au CSE**

7 réunions Direction/DP se sont tenues au cours de l'exercice abordant les principaux thèmes suivants :

- Fin de mandat des élus DP et organisation des élections du CSE
- Installation des nouveaux représentants du personnel au CSE : informations, missions, organisation.
- Activité de la société, résultats 2018 et plan de charge.
- Formation professionnelle : le bilan de l'année 2018 et du 1er semestre 2019 et le prévisionnel 2020,
- Bilan annuel sur les avantages sociaux et participations de l'employeur (titres restaurant, chèques vacances, séjours enfants, transport public…),
- Organisation de la société : bilan social 2018, les mouvements de personnel, l'organisation des locaux du siège, les jours de fermeture 2020.
- Informations annuelles obligatoires (recours à l'intérim et aux CDD, l'utilisation du CICE, les heures supplémentaires effectuées…).

1.2.6 Le budget

▪ **Masse salariale globale** *(brut + charges)* : 3 068 470 €
(CDI + CDD + DG + INTERIM + PMAD)

▪ **Masse salariale du personnel permanent** *(brut + charges)* : 2 723 831 €
(CDI + DG)

▪ **Salaire brut moyen mensuel** *(en ETP sur 12 mois)* : 3 462 € (+0.06%)

- Cadre et DG : 4 494 € (+2.83%)
- Non Cadre : 2 534€ (-2,15%)

2 COMPTES ANNUELS ET RÉSULTAT DE L'ACTIVITÉ

Les comptes annuels de l'exercice, clos le 31 décembre 2019, ont été établis conformément aux règles de présentation et aux méthodes d'évaluation prévues par la réglementation en vigueur.

Les règles appliquées et méthodes utilisées pour l'arrêté des comptes sont constantes par rapport à 2018 (pour le détail, se reporter à la plaquette bilan).

Le compte de résultat est présenté dans la plaquette des comptes annuels.

Le présent rapport de gestion :

- **Commente les principaux indicateurs d'activité** qui déterminent significativement le compte de résultat,
- **Présente de manière synthétique** le compte de résultat 2019 de la société.

2.1 Le chiffre d'opérations

2.1.1 Dépenses sur opérations

L'activité opérationnelle de la société se mesure à partir des dépenses d'investissements constatées sur l'exercice dans le cadre des opérations de concessions, des mandats et des opérations propres.

Ainsi, les dépenses sur opérations de l'exercice 2019 s'élève à 46,635 M€ HT (52,473 M€ TTC).

Ce volume de dépenses, exprimé en euros courants, diminue ainsi de 7,4 M€ HT ou -14% par rapport à l'année 2018. Le niveau 2019 est néanmoins élevé au regard de la moyenne constatée depuis 5 ans (39,8 M€). Le recul par rapport à 2018 évolution trouve sa source :

- Dans des volumes d'acquisitions foncières revus à la baisse de 9,5 M€, après les niveaux très élevés de 2018 notamment tirés par Pirmil les Isles (cf. description des acquisitions réalisées au paragraphes 1.1),
- Dans des travaux réalisés en hausse de 2,5 M€, avec la construction de l'immeuble Viséo sur Euronantes (6,1 M€), la réalisation du jardin extraordinaire dans le Bas Chantenay (3,5 M€), des enveloppes conséquentes de travaux d'espaces publics sur Erdre Porterie (2,2 M€), Euronantes (1,7 M€), Champ de Manœuvre (1,6 M€), Mellinet (1,1 M€) ou de dépenses d'aménagements intérieurs de Nantes Bio Ouest (1 M€).

CO constaté HT en K€	2015	2016	2017	2018	2019
Etudes	1 496	1 671	2 049	3 027	2 479
Acquisitions	7 066	6 295	18 767	24 118	14 629
Travaux	18 267	13 750	16 174	22 224	24 709
Frais Divers	4 963	3 942	3 735	4 686	4 818
TOTAL HT	**31 793**	**25 658**	**40 725**	**54 056**	**46 635**
% Evolution par rapport à N-1	7%	-19%	59%	33%	-14%

2.1.2 Recettes sur opérations

Les recettes sur opérations sont de 34,879 M€ HT en 2019 (39,262 K€ TTC) et sont nettement inférieures aux dépenses sur opérations (46,635 M€ HT). Ce décalage est tout à fait logique du fait du lancement récent des nouvelles opérations d'aménagement.

Recettes constatées K€ HT	2015	2016	2017	2018	2019
Subventions et participations	11 307	14 538	17 082	7 631	13 577
Cessions	19 536	18 070	14 794	25 628	18 693
Produits Divers	784	505	277	247	318
Recettes Mandats	9 589	3 341	1 512	3 861	2 291
TOTAL	**41 216**	**36 454**	**33 665**	**37 367**	**34 879**
% Evolution par rapport à N-1	22%	-12%	-8%	11%	-7%

Les recettes perçues sont de différentes natures :

- Des participations publiques pour 12,8M€, correspondant notamment :
  - Aux apports en nature de Doulon Gohards (4,2M€) et Champ de Manœuvre (2,5M€),
  - Aux participations pour équipements publics perçues sur Bas Chantenay (3,1M€), Chantrerie (862K€) Euronantes (320K€) ou Bréhannerie (175K€),
  - Aux participations d'équilibre perçues sur les opérations Boucherie (326K€) et Ori Bouffay (30K€),

  En outre, les données tiennent compte des reversements à Nantes Métropole (acomptes sur boni ou remboursement de participations) de 500K€ sur le Vallon des Garettes, de 150K€ sur Malakoff, ou de 100K€ sur Bois Cesbron.

- Des participations-constructeurs perçues sur les opérations Chantrerie (2 186K€), Madeleine Champ de Mars (102K€) ou Vallon des Garettes (30K€),

- Des subventions perçues pour 452K€ avec dans le détail 310K€ versés par le CG44 sur Euronantes, 123K€ versés par NMH sur Bruyères et 19K€ versés par l'ANRU sur PRU Bottière.

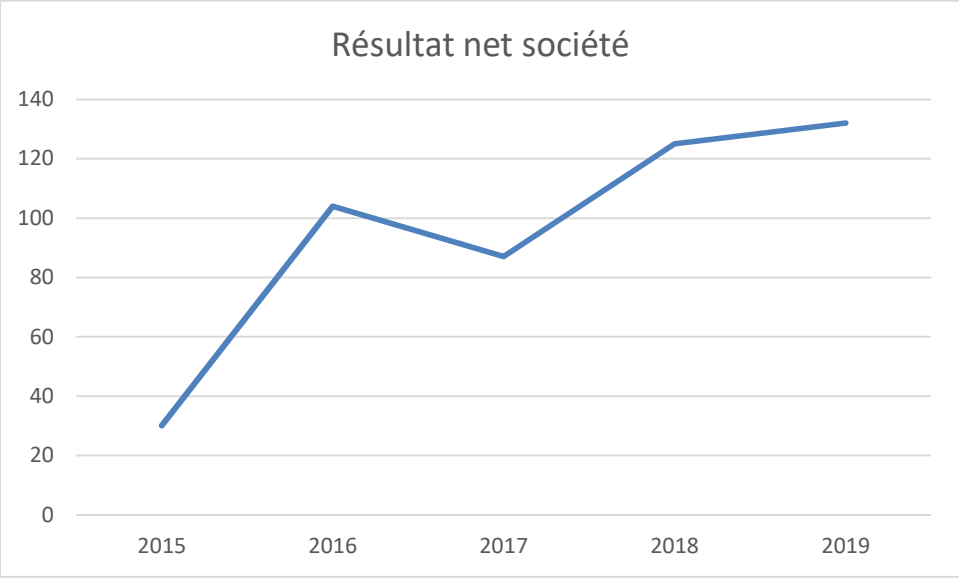
- Des remboursements de dépenses engagées sur les mandats pour 2,29M€. On retrouve dans ces recettes les versements de Nantes Métropole sur le mandat d'études de l'Arbre aux Hérons (1,176M€), sur celui de Nantes Bio Tech (852K€), sur le mandat de maintenance (131K€). On notera également les versements de la Ville d'Indre sur le mandat de restructuration du restaurant scolaire (66K€).

- Des recettes issues des cessions de charges foncières, à hauteur de 18,7M€ avec les cessions enregistrées sur Euronantes (7,6M€ correspondant aux îlots 4B Cogedim et 3D ETPO), Erdre Porterie (3M€), Vallon des Garettes (2,8M€), ZAC des Vignes (2,3M€), Champ de Manœuvre (1,9M€) ou Mellinet (0,6M€).

2.2 Le résultat de la société

L'activité de la société se solde pour le dernier exercice clos au 31 décembre 2019 par un **résultat bénéficiaire de +134 K€,** soit à un niveau proche de celui de 2018 (+125 K€).

Le résultat 2019, sans être très important, est supérieur au niveau généralement constaté (+96 K€ en moyenne depuis 2015).



Les tableaux, annexés pages suivantes, permettent une lecture des résultats de la société avec une analyse des deux activités : l'Aménagement et l'Immobilier Economique.

Soulignons que les éléments des colonnes « IE aux risques du concédant », qui n'ont aucun impact sur le résultat global, ne font pas l'objet d'analyse particulière (à titre d'information, il s'agit de l'exploitation d'activités économiques, sous-opérations des opérations de concessions d'aménagement).

RESULTAT SOCIETE

	AMENAGEMENT		IMMOBILIER ECONOMIQUE		IE aux risques concédant		TOTAL	
	REEL 2018	REEL 2019	REEL 2018	REEL 2019	REEL 2018	REEL 2019	REEL 2018	REEL 2019
PRODUITS D' EXPLOITATION								
Rémunération de conduite opérationnelle sur concessior	1 332	1 582					1 332	1 582
Rémunération de conduite opérationnelle sur mandats	33	39					33	39
Rémunération de commercialisation sur concessions	1 245	862					1 245	862
Rémunération d' études	79	43					79	43
Rémunération de construction immeuble	209	346					209	346
Rémunération de gestion locative	1	1	268	307			269	307
Imputation sur opération propre								
Transferts de charges	471	332			16	8	488	340
Autres produits								
Reprise de provisions								
Loyers			2 325	1 793	1 285	1 001	3 610	2 794
Charges locatives			477	410	342	344	819	754
Services			72	90	55	55	127	145
Subv. Communauté Urbaine								
Reprises de prov.			58	43	10		68	43
Cessions								
Divers				16	700	680	700	695
TOTAL :	**3 370**	**3 205**	**3 201**	**2 659**	**2 408**	**2 086**	**8 979**	**7 950**
CHARGES D' EXPLOITATION								
Achats			140	90	417	2 896	557	2 987
Autres charges externes	949	659	408	399	554	541	1 912	1 599
Impôts et taxes	69	64	227	182	345	302	642	549
Personnel	2 071	2 184	899	881			2 970	3 065
Frais de structure			471	332			471	332
Redevance d'affermage			177	177			177	177
Gros travaux et entretien			85	114			85	114
Dotation amortissements et provisions	157	161	570	350	860	655	1 587	1 166
Dotation provisions travaux et créances douteuses			51	53	11	39	62	91
Dotation pour risques & charges								
Perte sur créances irrécouvrables			13	57			14	57
VNC								
Divers	8	9					8	9
	3 255	**3 077**	**3 042**	**2 636**	**2 188**	**4 433**	**8 485**	**10 146**
RESULTAT D' EXPLOITATION	**115**	**127**	**159**	**23**	**220**	**-2 346**	**494**	**-2 196**
Produits financiers								
Charges financières	38	38	183	24	206	192	427	255
RESULTAT FINANCIER	**-38**	**-38**	**-183**	**-24**	**-206**	**-192**	**-427**	**-255**
RESULTAT COURANT	**77**	**89**	**-24**	**-2**	**14**	**-2 539**	**67**	**-2 451**
Quote part sur subventions			106	102			106	102
Produits exceptionnels	4		6 227		100	8 000	6 332	8 000
Charges exceptionnelles	24	2	6 214	1	114	5 461	6 352	5 464
RESULTAT EXCEPTIONNEL	**-19**	**-2**	**119**	**102**	**-14**	**2 539**	**86**	**2 638**
RESULTAT AVANT IMPOT	**58**	**87**	**96**	**100**			**154**	**188**
IMPOT SUR LES SOCIETES							**29**	**54**
RESULTAT NET	**58**	**87**	**96**	**100**			**124**	**134**

RESULTAT AMENAGEMENT

	REEL 2018	REEL 2019
PRODUITS D' EXPLOITATION		
Rémunération de conduite opérationnelle sur concessions	1 332	1 582
Rémunération de conduite opérationnelle sur mandats	33	39
Rémunération de commercialisation sur concessions	1 245	862
Rémunération d' études	79	43
Rémunération de construction d'immeuble	209	346
Rémunération de gestion locative sur concessions	1	1
imputation sur opération propre		
transfert de charges	471	332
autres produits		
reprise de provisions		
TOTAL :	**3 370**	**3 205**
CHARGES D' EXPLOITATION		
personnel	2 071	2 184
Prestataires RH		
études / sous-traitances / prestations intellectuelles	174	180
logistiques / moyens généraux	483	430
communication	35	41
assurances	257	8
impôt et taxes	69	64
autres charges	8	9
dotations aux amortissements et provisions	157	161
TOTAL :	**3 255**	**3 077**
RESULTAT D' EXPLOITATION	**115**	**127**
Produits financiers		
Charges financières	38	38
RESULTAT FINANCIER	**-38**	**-38**
RESULTAT COURANT	**77**	**89**
Produits exceptionnels	4	
Charges exceptionnelles	24	2
RESULTAT EXCEPTIONNEL	**-19**	**-2**
Impôt Société		
RESULTAT NET	**58**	**87**

PRODUITS AMENAGEMENT	REEL 2018	REEL 2019
REMUNERATION DE CO SUR CONCESSIONS		
OP 1400 ZAC CHANTRERIE I	25	25
OP 1414 ZAC DES ORMEAUX BOUAYE	8	2
OP 1423 ZAC BOTTIERE CHENAIE	11	11
OP 1424 ZAC ORVAULT BOIS CESBRON	23	
OP 1426 LE LANDAS ST JEAN DE BOISEAU	7	7
OP 1427 ZAC ST JOSEPH DE PORTERIE	-260	40
OP 1428 ZAC EURONANTES GARE (DONT GARE SUD)	166	166
OP 1430 ZAC ORVAULT LA JALIERE	6	
OP 1431 CLOS TOREAU JOLIOT CURIE	15	5
OP 1432 LE PELLERIN LA BREHANNERIE	4	4
OP 1435 VALLON DES DERVALLIERES	23	23
OP 1436 ZAC VALLON DES GARETTES	20	20
OP 1437 MALAKOFF CENTRE	40	30
OP 1438 ZAC DES SORINIERES	47	47
OP 1439 ZAC MADELEINE CHAMPS DE MARS	9	
OP 1441 LOTISSEMENT SAUTRON	5	
OP 1442 DESIRE COLOMBE	35	35
OP 1443 PRU BOTTIERE	60	10
OP 1444 BRAINS LES COURTILS	2	2
OP 1445 LA GAUDINIERE	16	16
OP 1446 ORI BOUFFAY	25	10
OP 1447 SAINT AIGNAN DE GRAND LIEU	5	25
OP 1448 CHAMPS DE MANŒVRE	200	82
OP 1449 TIVOLI MOUTONNERIE	35	5
OP 1450 BAS CHANTENAY	260	280
OP 1451 DOGO	230	212
OP 1452 CASERNE MELLINET	80	80
OP 1453 BOTTIERE PIN SEC		150
OP 1454 SANGLERIE	35	35
OP 1455 PIRMIL LES ISLES	200	250
OP 1456 PLACE DERVALLIERE		10
TOTAL	1 332	1 582
REMUNERATION DE MANDAT		
OP 2765 BIOTECH	33	18
OP 2768 RESTRUCTURATION RESTAURANT SCOLAIRE INDRE		21
TOTAL	33	39

PRODUITS AMENAGEMENT	REEL 2018	REEL 2019
REMUNERATION DE COMMERCIALISATION		
OP 1414 ZAC DES ORMEAUX BOUAYE	9	15
OP 1423 ZAC BOTTIERE CHENAIE	1	
OP 1424 ZAC ORVAULT BOIS CESBRON	7	5
OP 1426 LE LANDAS ST JEAN DE BOISEAU		4
OP 1427 ZAC ST JOSEPH DE PORTERIE	550	113
OP 1428 ZAC EURONANTES GARE (DONT GARE SUD)	417	363
OP 1431 CLOS TOREAU JOLIOT CURIE	1	
OP 1432 LE PELLERIN LA BREHANNERIE	4	
OP 1434 LES BRUYERES	4	
OP 1436 ZAC VALLON DES GARETTES	38	107
OP 1438 ZAC DES SORINIERES	143	77
OP 1448 CHAMP DE MANŒVRE		146
OP 1452 CASERNE MELLINET	71	32
TOTAL	1 245	862
REMUNERATION D' ETUDES		
OP 2502 ETUDE REZE SECTEUR DES ILES	14	
OP 2504 ETUDE BAS CHANTENAY		5
OP 2511 MELLINET	6	
OP 2512 ETUDE REZE SECTEUR DES ILES MANDAT 2	7	
OP 2514 ARBRE AUX HERONS	30	27
SANGLERIE LES SORINIERES	6	
ST AIGNAN HAUT DU BOURG	8	
INDRE	9	
SAINTE LUCE		11
TOTAL	79	43
REMUNERATION DE GESTION CONCESSIONS		
OP 1423 ZAC BOTTIERE CHENAIE		
OP 1426 LE LANDAS ST JEAN DE BOISEAU		
OP 1427 ZAC ST JOSEPH DE PORTERIE	1	
OP 1428 ZAC EURONANTES GARE		
OP 1436 ZAC VALLON DES GARETTES		
OP 1438 ZAC DES SORINIERES		
TOTAL	1	1
REMUNERATION DE CONSTRUCTION D' IMMEUBLE SUR CONCESSION		
OP 3415 SUPERETTE DERVALLIERES (ALDI)		
OP 3428 ILOT 5B	68	75
OP 3428 PEM	60	120
OP 3435 POLE ASSOCIATIF	50	
OP 3454 MEDIATHEQUE SANGLERIE	31	31
OP 3450 USINE ELECTRIQUE		100
OP 3452 B19 MELLINET		20
OP 3452 B38 MELLINET		
OP 3452 ECURIES MELLINET		
TOTAL	209	346
TRANSFERT DE CHARGES COMMUNES		
CHARGES COMMUNES	471	332
TOTAL	471	332
AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION		
TOTAL		
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION	3 370	3 205
AUTRES PRODUITS FINANCIERS		
TOTAL PRODUITS FINANCIERS		
DIVERS	4	
AUTRES PRODUITS	4	
TOTAL PRODUITS	3 375	3 205

CHARGES AMENAGEMENT	REEL 2018	REEL 2019
PERSONNEL	2 071	2 184
ETUDES / PRESTATIONS INTELLECTUELLES	174	180
LOGISTIQUE / MOYENS GENERAUX	483	430
Locaux	*76*	*65*
Informatique, téléphonie et autres services	*247*	*202*
Frais de déplacement	*88*	*94*
Autres charges moyens généraux	*71*	*69*
COMMUNICATION	35	41
ASSURANCES	257	8
IMPOTS ET TAXES	69	64
AUTRES CHARGES	8	9
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	157	161
CHARGES FINANCIERES	38	38
CHARGES EXCEPTIONNELLES	24	2
TOTAL	3 317	3 117

RESULTAT
IMMOBILIER ECONOMIQUE

	REEL 2018	REEL 2019
PRODUITS D' EXPLOITATION		
REMUNERATION DE GESTION LOCATIVE		
Copropriété Dervallières II	5	3
OP 2767 Patrimoine économique Régie de recettes	49	81
OP 2767 Patrimoine économique mandat maintenance	15	23
OP 7415 Supérette Dervallières - Aldi	5	6
OP 7417 Gestion Boucherie	5	
OP 7428 Gare Sud	5	5
OP 7434 Hub	160	161
OP 7436 Supérette Vallon des Garettes	3	2
OP 7447 Centre Commercial St Aignan	4	2
OP 7450 Bas Chantenay		3
OP 7452 Mellinet		4
OP 7453 Centre Commercial Bottière	16	16
Location Carnot	3	
TOTAL	**268**	**307**
PRODUITS D' OPERATION LOCATIVE		
Loyers	2 325	1 793
Charges locatives	477	410
Services communs	72	90
Reprise provisions travaux et clients douteux	58	43
Cessions	6 227	
Transfert de charges et Divers		16
TOTAL	**9 161**	**2 352**
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION	**9 429**	**2 659**
CHARGES D' EXPLOITATION		
CHARGES D'OPERATION LOCATIVE		
Achats	140	90
Services extérieurs	334	345
Maintenance corrective	75	55
Impôts et taxes	227	182
Personnel GI affectable	586	561
Personnel GI non affectable net CICE	313	320
Frais de structure affectables	230	199
Frais de structure non affectables	241	134
Redevance d'affermage	177	177
Gros travaux et entretien	85	114
Dotation amortissements	570	350
Dotation provisions travaux et créances douteuses	51	53
Perte sur créances irrécouvrables	13	57
VNC	6 214	
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION	**9 257**	**2 636**
RESULTAT D' EXPLOITATION	**172**	**23**
Produits financiers		
Charges financières	183	24
RESULTAT FINANCIER	**-182**	**-24**
RESULTAT COURANT	**-11**	**-2**
Produits exceptionnels		
Quote part de subvention	106	102
Charges exceptionnelles		1
RESULTAT EXCEPTIONNEL	**106**	**102**
RESULTAT NET	**96**	**100**

RESULTAT IMMOBILIER ECONOMIQUE PAR ACTIVITE

	AFFERMAGE		PETIT PORT		TOTAL AUTRES OPERATIONS	
	REEL 2018	REEL 2019	REEL 2018	REEL 2019	REEL 2018	REEL 2019
PRODUITS D' EXPLOITATION						
Loyers	1 172	1 095	215	215	938	483
Charges locatives remboursées	193	181	50	52	235	178
Prestations de services	72	90				
Subvention d'exploitation						
Reprise provisions travaux et clients douteux	42	6	15		1	37
Cessions					6 227	
Transfert de charges et divers		16				
TOTAL	**1 479**	**1 388**	**280**	**267**	**7 401**	**697**
CHARGES D' EXPLOITATION						
Achats	120	71	10	10	10	9
Services extérieurs	198	205	12	12	124	128
Maintenance corrective et petits travaux	64	47	4	1	7	6
Impôts et taxes	39	36	45	44	143	103
Salaires affectables	490	495	20	19	76	47
Frais de structure affectables	154	155	8	8	67	35
Redevance affermage	177	177				
Gros travaux et entretien	45	74	15		25	40
Dotation amortissements	99	97	7	7	463	245
Dot, provisions travaux et créances douteuses	12	29			39	24
Perte sur créances irrécouvrables	12	1			1	56
VNC Cessions					6 214	
Divers						
TOTAL	**1 410**	**1 388**	**121**	**101**	**7 172**	**692**
RESULTAT D' EXPLOITATION	**69**		**159**	**165**	**230**	**5**
Produits financiers						
Charges financières		1			183	23
RESULTAT FINANCIER		**-1**			**-183**	**-23**
RESULTAT COURANT	**69**	**-1**	**159**	**165**	**48**	**-18**
Produits exceptionnels						
Quote part de subvention	9	5			97	97
Charges exceptionnelles		1				
RESULTAT EXCEPTIONNEL	**9**	**4**			**97**	**97**
RESULTAT NET	**78**	**4**	**159**	**165**	**146**	**79**

2.3 Activité Aménagement

Le résultat avant impôt de l'activité Aménagement est positif à +87K€, en hausse de 29K€ par rapport à 2018. Depuis 2015, le résultat moyen de l'activité est -53K€.
Ce résultat est issu :

- D'un résultat d'exploitation de +127K€,
- D'un résultat financier stable à -38K€,
- D'un résultat exceptionnel de -2K€.

2.3.1 Le résultat d'exploitation

Le résultat d'exploitation 2019 (+127K€) progresse de +12K€ par rapport à celui de 2018 (+115K€). Cette évolution favorable est constatée du fait d'une baisse des produits (-4,9%) inférieure à celle des charges (-5,5%).

2.3.2 Les produits d'exploitation

Ces produits s'élèvent en 2019 à 3 205K€, en baisse de 165K€ par rapport à 2018.

2.4.2.1 Les rémunérations

Les produits de rémunération sur opérations (principalement composés des rémunérations dans le cadre des concessions) atteignent 2 872K€, et sont proches de ceux de 2018 (-26K€) :

En milliers d'€	2015		2016		2017		2018		2019	
Concessions	2 374	89,4%	2 750	96,0%	2 448	95,0%	2 786	96,1%	2 791	97,2%
Mandats	90	3,4%	47	1,6%	76	2,9%	33	1,1%	39	1,4%
Etudes	192	7,2%	67	2,3%	53	2,1%	79	2,7%	43	1,5%
Total	**2 656**	**100,0%**	**2 864**	**100,0%**	**2 577**	**100,0%**	**2 898**	**100,0%**	**2 872**	**100,0%**

Dans le détail, les différentes sources de rémunération varient entre 2018 et 2019 avec une forte hausse des rémunérations forfaitaires et une baisse des rémunérations de commercialisation :

- *Rémunérations de conduite opérationnelle sur concessions (ou rémunérations forfaitaires) = 1 582K€*

  Ces recettes augmentent de 250K€ entre 2018 et 2019 :

  - En lien avec l'abattement exceptionnel de 300 K€ qui avait été pratiqué en 2018 sur la rémunération de la ZAC Erdre Porterie ;
  - En conséquence de l'amoindrissement de rémunérations forfaitaires sur plusieurs opérations, notamment :
    - Champ de Manœuvre (82K€ soit -118K€),
    - PRU Bottière (10K€ soit -50K€).
  - Et en lien avec l'augmentation de rémunérations sur des opérations récentes :
    - Pirmil les Isles (250K€ soit +50K€),
    - Bottière Pin Sec (nouvelle rémunération de 150K€).

- *Rémunérations de commercialisation sur concessions = 862K€*

  Ces recettes, perçues au compromis et à l'acte (au seul acte pour les opérations plus anciennes) diminuent de 383K€ par rapport à 2018 :

  - En lien avec l'année 2018 qui avait été exceptionnelle pour Erdre Porterie (550 K€). Les rémunérations 2019 retrouvent un niveau moyen avec 113 K€ obtenus avec 4 actes de cessions (VL12 CIF, VL13 Habitat 44, VL5b Marignan et VL8 NMH) ;

- De compromis et de cessions également moins nombreux sur la ZAC des Vignes (15 terrains à bâtir et 2 îlots collectifs pour 2019) et sur la ZAC Mellinet (un seul compromis et acte en 2019 : terrain destiné au groupe scolaire cédé à la Ville de Nantes) ;
- De la prise en compte des premières cessions sur la ZAC du Champ de Manœuvre (BS2 concernant le foncier destiné au groupe scolaire, cédé à la Ville de Nantes et BS 5a cédé au CIF) et de 2 compromis (BS 1c NMH et BS 4a Bâti Nantes / ICEO).

➢ *Rémunérations de construction d'immeubles = 346K€*

Cinq opérations concédées génèrent cette recette, en hausse de 137K€ par rapport à 2018 :

. La construction du Pôle d'Echanges Multimodal de la gare (sous-opération de la ZAC Euronantes), pour 120 K€ (+ 60K€) ;

. La construction de l'immeuble Nautisme sur la cale de l'Usine Electrique (sous-opération de la Zac du Bas Chantenay), pour 100K€ (0 en 2018) ;

. La construction de l'îlot « 5B » ou immeuble Viséo (sous-opération ZAC Euronantes), pour 75 K€ (+ 7K€) ;

. La construction de la médiathèque des Sorinières (sous-opération de l'opération Sanglerie), pour 31K€ (stable) ;

. La réhabilitation du bâtiment B19 à Mellinet (sous-opération de la ZAC Mellinet), pour 20K€ (0 en 2018).

➢ *Rémunérations d'études = 43K€*

Ces recettes régressent de 36K€ par rapport à 2018 avec :

. Les études Arbre aux Hérons (27K€),
. Les études Bas-Chantenay (5K€ pour solder le mandat),
. Les études Sainte-Luce-sur-Loire (11K€).

➢ *Rémunérations de conduite opérationnelle sur mandats = 39K€*

Ces rémunérations augmentent de 6 K€ par rapport à 2018. Elles concernent le mandat Nantes Biotech pour 18 K€ et le mandat restaurant scolaire Indre pour 21K€.

2.3.2.2 Le transfert de charges communes

Cette recette d'exploitation pour l'activité Aménagement (332K€) correspond à la « refacturation analytique » de dépenses à l'activité Immobilier Economique. Ce transfert n'a finalement aucune incidence sur le résultat (recette pour l'Aménagement et dépense pour l'Immobilier Economique).

En lien avec les charges de fonctionnement analysées ci-dessous, la refacturation opérée vers l'Immobilier Economique diminue de 139K€ entre 2018 et 2019. Pour mémoire, 2018 était marquée par l'impact du projet de changement de logiciel et par le coût du contrat souscrit pour couvrir les Indemnités de Fin de Carrière.

2.3.3 Les charges d'exploitation

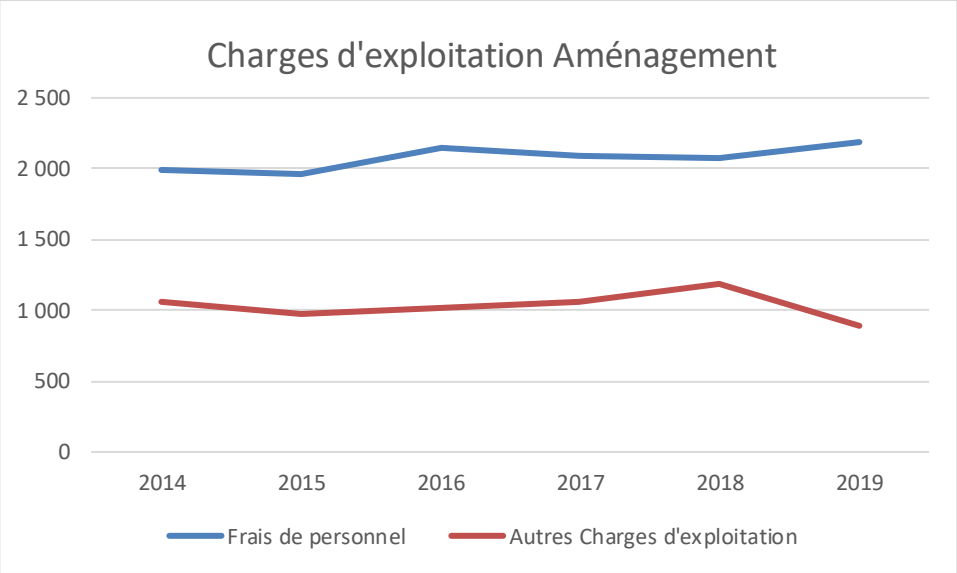
Les charges d'exploitation, de 3 077K€ en 2019, diminuent de 182K€ ou -5,6% par rapport à 2018 avec dans le détail :

➢ Une hausse de 113K€ ou +5.5% des frais de personnel qui s'explique notamment par la création d'un poste de responsable d'opérations en avril 2019 ainsi que d'un ½ poste d'assistanat opérationnel. Des prestations d'intérim ont également été mobilisées dans l'attente de ces nouvelles arrivées.

➢ Une baisse de 295 K€ ou -25% des autres charges d'exploitation :
. Fort impact des assurances limitées à 8 K€ (-249 K€),

- Baisse de 45K€ des dépenses informatiques (impact logiciel IE) ;
- Stabilité des autres postes.

L'évolution des charges, représentée dans le graphique ci-dessous, montre leur maîtrise. Les niveaux de 2019 sont au global de +0,68% supérieurs à ceux de 2014 (+0,13% en moyenne annuelle), soit une baisse de -3,32% hors inflation (-0,66% en moyenne annuelle).



2.3.4 Le résultat financier

En 2019, le déficit du résultat financier est stable à -38K€. Aucun nouveau prêt n'a été contracté en 2019 sur le périmètre de la Société.

2.4 Activité Immobilier Economique

Le résultat avant impôt de l'activité de l'Immobilier Economique, affiché à 100K€, est quasi identique à celui de 2018 (96K€).

L'analyse par périmètre de contrat montre néanmoins des évolutions à la hausse ou à la baisse. Globalement, le taux d'occupation moyen global 2019 est de 87,3% (85,2% en 2018).

En K€ HT	Affermage	Petit Port	Opérations sous conventions *(1)*	Gestion locative	Charges non affectables et divers	Total Immo Eco
2015	-56	+108	+72	+185	-214	+95
2016	+30	+148	+3	+202	-214	+170
2017	+116	+165	+218	+240	-357	+382
2018	+78	+159	+146	+268	-555	+96
2019	+4	+165	+79	+307	-454	+100
Evolution 2018-2019	*-74*	*+6*	*-67*	*+39*	*-101*	*+4*

(1) Anciennement opérations propres

2.4.1 L'affermage

Le contrat d'affermage (2012-2020) a été déficitaire entre 2012 et 2015. Le déficit cumulé 2012-2015 était de -432K€. Il était donc essentiel de solutionner ce problème pour la période résiduelle du contrat.

L'avenant n°2 du 12 janvier 2017 avait donc permis de fixer les conditions du retour à l'équilibre pour les 4 années restantes, 2016 à 2019 : baisse des travaux à réaliser pour 1,3 M€, diminution et de la redevance d'affermage annuelle de 45K€, cette dernière étant exactement compensée, pour Nantes Métropole, par une baisse du loyer Cambridge.

Depuis 2016, le contrat de DSP est revenu à l'équilibre, voire excédentaire.

Le résultat 2019 est tout juste à l'équilibre (+4K€ soit -74K€ par rapport à 2018), avec par immeuble les résultats suivants :

En K€ HT	Résultat affermage	Bio Ouest	Nantes Créatic	La Chantrerie	La Géraudière	Mallève	Granits	Carré Couëron	Rezé Créatic
Cumul 2012 - 2015	**-432**	-72	-437	+2	+243	+218	+502	-116	-335
2016	**+30**	+38	-113	-	+68	-18	+122	+10	-76
2017	**+116**	+54	-83	-	+67	+31	+141	-16	-77
2018	**+78**	+28	-97	-	+22	+41	+146	+18	-80
2019	**+4**	+ 48	-90	-	-	+17	+88	+21	-68

NB : la redevance d'affermage 2019 ayant été maintenue alors même que l'immeuble Géraudière est sorti du périmètre, une charge supplémentaire de 12K€ non affecté aux immeubles restants est constatée.

Dans le détail, on notera :

- L'impact en année pleine de la vente de la Géraudière à son occupant à l'été 2018 qui prive désormais le contrat de cette exploitation excédentaire,
- Le déficit de deux des trois sites qui accueillent des pépinières (Nantes Créatic à -90K€ et Rezé Créatic à -68K€, Carré Couëron étant à +21K€),
- Une stabilisation de la redevance d'affermage versée à Nantes Métropole à 177K€ malgré la fin de l'exploitation de Géraudière,
- Un taux d'occupation global de 87% en 2018 (97,7% en 2017), avec un impact fort d'inoccupations de sites gérés dans le cadre des concessions d'aménagement, donc sans impact sur le résultat de NMA,
- Un taux d'impayés de 1,96% (0,8% en 2018),
- Des frais de personnel et de structure imputés au contrat évoluent de +0,92% par rapport à 2018.

2.4.2 La concession Petit Port

Le résultat de cette concession Ville de Nantes qui court jusqu'en novembre 2020 est de +165K€, en légère progression par rapport au résultat 2018 de 159K€.

Le taux de remplissage global sur les deux immeubles, s'établit en moyenne annuelle à 75,1% pour 2019, contre 76,7% en 2018. Les re commercialisations sont en cours.

2.4.3 Les opérations sous conventions

En K€ HT	Résultat opérations sous conventions	Pôle Daniel Asseray	Dervallières (1, 2 et centre commercial)	Cour artisanale	Cambridge	Cassini	Centre commercial du Breil	Centre commercial Rezé Château	Autres
2015	**+72**	+10	+10	+23	+65	-165	+16	+108	+5
2016	**+3**	+22	+42	+24	+31	-164	+21	+59	-
2017	**+218**	+15	+11	+37	+54	-	+32	+70	-
2018	**+146**	+16	-37	+31	+83	-	+11	+42	-
2019	**+80**	+36	-25	+6	-	-	+11	+52	-

Le résultat de ces opérations diminue de 66K€ en 2019, du fait :
- De l'impact en année pleine de la vente de l'immeuble Cambridge mi-2018 ;
- De la dégradation du taux d'occupation de la Cour artisanale (81,7% en 2019 contre 92% en 2018) a également un impact préjudiciable.

2.4.4 Les autres gestions locatives

La société perçoit des rémunérations, prises sur certaines concessions d'aménagement, afin de couvrir tout ou partie des charges liées à l'exploitation de centre commerciaux ou d'immeubles de bureaux.

Cette ressource de 304K€, qui comprend notamment la rémunération de gestion du Hub Créatic (161K€) et celle du mandat de gestion et de maintenance du patrimoine économique (104K€), dont le périmètre s'est élargi, progresse de 40K€ par rapport à 2018.

Les autres rémunérations, soit 39K€, sont perçues conformément aux clauses des contrats de concession d'aménagement pour afin de rémunérer la gestion immobilière de NMA (CPA Vallon des Dervallières pour la gestion de la supérette Aldi, CPA Vallon des Garettes pour la supérette, CPA Les Treilles pour le centre commercial de Saint-Aignan de Grandlieu, CPA Bottière Pin Sec pour Centrakor, CPA Bas Chantenay pour Cassini, CPA Mellinet pour les bâtiments conservés et loués).

2.4.5 Les charges non affectables et diverses

On retrouve essentiellement ici les charges de personnel et de structure de gestion immobilière qui ne sont pas directement affectées aux comptes d'exploitation des immeubles et qui ont vocation à être couvertes par les recettes de gestion locative précédemment évoquées.

Ces charges sont de 455K€ diminuent de 99K€ par rapport à 2018, année marquée par les charges informatiques et les assurances pour indemnités de fin de carrières.

2.5 Le résultat avant et après impôt

Le résultat avant impôt 2019 est de +188K€, en progression de 34K€ par rapport à 2018.

L'impôt sur les sociétés 2019 est de 54K€.

Le résultat net 2019 est donc de +134K€.

3 PROPOSITION D'AFFECTATION DU RÉSULTAT OBTENU

L'activité de la société se solde, pour l'exercice 2019, par un résultat **bénéficiaire** après IS de **134 024,35 €** que nous vous proposons d'affecter comme suit :

- *A la Réserve légale »* : *6 701,22 €*
- *En « Autres réserves »* : *127 323,13 €*

4 L'ENDETTEMENT – LES DELAIS DE PAIEMENT

4.1 L'endettement

4.1.1 Pour les opérations d'aménagement

L'endettement global progresse à nouveau en 2019 de plus de 11,7M€ notamment du fait de la mise en place de quatre nouveaux prêts, destinés à financer la ZAC Mellinet (prêt de 5,2M€ accordé par la Caisse d'Epargne), la ZAC Doulon Gohards (prêt de 3,2M€ accordé par le Crédit Agricole et de 2,4M€ par le Crédit Coopératif) et l'opération de la place des Dervallière (prêt de 320K€ de la Caisse d'Epargne). Généralement, les contrats de prêts permettent une mobilisation des fonds progressive sur 1 ou 2 ans. Ainsi, les mobilisations sont réalisées en fonction des besoins des opérations.

Les avances de trésorerie sur concessions restent stables avec deux avances perçues : l'une perçue de la Ville de Nantes à hauteur de 2 M€ (concession d'aménagement Boucherie – avance remboursée en janvier 2020) et l'autre de Nantes Métropole à hauteur de 753 K€ (opération de la ZAC des Courtils, en lien avec la suspension opérationnelle prolongée jusqu'à fin 2020 - cf. avenant 3 du 20 décembre 2018).

L'encours qui concerne les mandats est lié à la construction et les aménagements intérieurs de Nantes Biotech, aux études de l'Arbre aux Hérons et au mandat de réalisation de la Ville d'Indre.

Notons également que la société poursuit sa volonté de travailler avec l'ensemble des banques et qu'à ce jour, neuf établissements financent nos opérations (+1 par rapport à 2018).

En EUROS	2015	2016	2017	2018	2019
Emprunts	11 727 467	20 817 467	32 770 000	55 678 232	69 499 376
Comptes opération individualisés et lignes de crédit	19 180 000	6 506 149	5 340 000	6 480 000	4 410 000
Avances de trésorerie Concessions	2 000 000	2 753 000	2 753 000	2 753 000	2 753 000
Avances de trésorerie Mandats	4 705 813	1 461 283	1 464 560	1 772 985	1 749 993
TOTAL	**37 613 280**	**31 537 899**	**42 327 560**	**66 684 217**	**78 412 369**

4.1.2 Sur les opérations de concession en phase de gestion locative

En EUROS	2015	2016	2017	2018	2019
Emprunts et assimilés	19 176 038	20 286 824	19 573 047	18 845 032	11 102 461
Comptes opération individualisés et lignes de crédit	0	0	0	0	0
Avances de trésorerie	0	0	0	0	0
TOTAL	**19 176 038**	**20 286 824**	**19 573 047**	**18 845 032**	**11 102 461**

L'encours constaté au 31 décembre 2019 diminue de 7,7 M€ du fait des remboursements contractuels, mais surtout du remboursement du prêt Boucherie de 7M€ à la Caisse d'Epargne, en conséquence de la vente des commerces en janvier 2019 à un investisseur. L'encours au 31 décembre 2019 concerne donc :

- Le prêt de 10,7 M€ contracté en 2014 pour le financement du Hub Créatic (concession d'aménagement de la Chantrerie),
- Le prêt Cassini pour 1,7 M€ (concession Bas Chantenay),
- Le prêt de 1 M€ contracté en 2014 pour l'acquisition du Centre Commercial de Saint Aignan (concession les Treilles).

4.1.3 Sur les conventions particulières et le siège de la société

En EUROS	2015	2016	2017	2018	2019
Emprunt CARNOT	625 836	590 615	554 016	734 968	673 265
Emprunt Pôle Daniel Asseray	556 677	535 646	513 908	491 439	468 215
Emprunt DERVALLIERES 1	10 363	0	0	0	0
Emprunt DERVALLIERES 2	25 491	12 896	0	0	0
Emprunt COUR ARTISANALE	35 625	18 023	0	0	0
Emprunt IMMEUBLE CAMBRIDGE	6 975 000	6 525 000	6 075 000	0	0
Emprunt LA POSTE CHANTENAY	1 810 640	0	0	0	0
Emprunt Centre Commercial Breil Malville	358 236	338 258	317 781	296 792	275 279
Ligne de crédit Pôle D. Asseray	0	0	0	0	0
Emprunt Centre Commercial Rezé Château		655 000	593 740	531 574	468 489
TOTAL	**10 397 867**	**8 675 438**	**8 054 445**	**2 054 773**	**1 885 248**

L'encours au 31 décembre 2019 diminue de 170K€ par rapport à fin 2018 conformément aux plans d'amortissement prévus. Aucun prêt nouveau n'a été contracté en 2019.

4.1.4 L'encours global et le tableau de financement

L'encours global des dettes financières au 31/12/2019 atteint 91,4 M€ contre 87,6 M€ au 31/12/2018.

En conséquence des différents paramètres analysés précédemment, cet encours global a donc augmenté entre les deux exercices de 3,8 M€.

Le tableau suivant synthétise les variations de l'encours en 2019 et indique la cohérence avec « *le tableau de financement et des flux de trésorerie* » (cf. infra paragraphe).

LES EVOLUTIONS 2019 DES ENCOURS DES DETTES FINANCIERES	
Opérations d'Aménagement	62 158 232
Opérations de concession locative	18 845 032
Opérations Propres	2 054 773
Avances de trésorerie Concessions	2 753 000
Avances de trésorerie Mandats	1 772 985
(a) Encours de la dette au 31/12/2018	**87 584 022**
Remboursement 2019 ligne de Trésorerie	-6 480 000
Remboursement 2019 Emprunt	-11 110 953
Concession : Remboursement avances collectivités	0
Avances de trésorerie Mandats	-545 429
(b) Total Remboursement 2019	**-18 136 382**
Mobilisation 2019 ligne de Trésorerie	4 410 000
Mobilisation 2019 Emprunt	17 020 000
Avances de trésorerie Mandats	522 438
Concession : Mobilisation avances collectivités	0
(c) Total mobilisation 2019	**21 952 438**
(a+b+c) Encours de la dette au 31/12/2019	**91 400 078**
(b+c) - Flux net des dettes financières	**3 816 056**

Le tableau ci-après indique la lecture qu'il convient d'avoir du tableau de financement, pour retrouver le flux net financier 2019 de 3 816 056 € et les éléments de décomposition des variations de trésorerie 2019 à hauteur de 7 632 824 € .

TABLEAU DE FINANCEMENT 2019	
Flux net de financement Emprunts et Dettes Financières	6 066 291
Flux net des dépôts et cautionnements	76 466
Flux net des intérêts courus sur emprunts	80 777
(a) - Flux net de financement [Emprunts]	**5 909 048**
Flux net lignes de crédit 2019	-2 070 000
Flux avance de trésorerie Mandat	-22 992
(b) - Flux net de Trésorerie Ré-affectés	**-2 092 992**
(a+b) - Flux net des dettes financières	**3 816 056**

DECOMPOSITION DE LA VARIATION DE TRESORERIE 2019	
Variation de trésorerie tableau de financement	**7 632 824**
Remboursement lignes de crédit	2 070 000
BANQUES SOCIETE (CCS + CE GI)	-192 848
BANQUES OPERATIONS	5 756 544
ICNE sur lignes de crédit et concours bancaires	468
Caisse/régie d'avance et divers	-1 341
	7 632 824

4.1.5 Garanties d'emprunts

Nantes Métropole, la Ville de Nantes et Arkea Banque ont accordé leur garantie sur des prêts rattachés à des opérations d'aménagement au moment de leur mise au point.

En 2019, quatre nouveaux prêts ont été mis en place pour accompagner les besoins des opérations d'aménagement. Ils sont tous garantis par Nantes Métropole à hauteur de 80% :

Référence	Année de réalisation	Prêteur	% de garantie	Montant initial garanti	Capital restant dû garanti
ZAC BOTTIERE CHENAIE	2015	ARKEA	80%	2 480 000	2 480 000
NANTES ERDRE PORTERIE	2015	Banque Postale	80%	3 440 000	3 440 000
LE PELLERIN BREHANNERIE	2015	Crédit Coopératif	80%	320 000	160 915
ZAC DES VIGNES SORINIERES	2015	Crédit Mutuel	80%	2 400 000	1 200 000
MADELEINE CHAMP DE MARS	2015	Banque Postale	80%	3 200 000	3 200 000
LA MONTAGNE - LA GAUDINIERE	2015	Crédit Coopératif	80%	560 000	281 476
ZAC CHAMP DE MANŒUVRE	2016	Caisse des Dépôts /GAIA	80%	4 800 000	4 917 110
ZAC CHAMP DE MANŒUVRE	2019	Caisse d'Epargne	80%	1 200 000	
ZAC BAS CHANTENAY	2017	Crédit Mutuel	80%	3 600 000	3 600 000
ZAC BAS CHANTENAY	2018	ARKEA	80%	5 600 000	5 600 000
ZAC BAS CHANTENAY	2018	Banque Populaire	80%	5 600 000	560 000
ZAC BAS CHANTENAY	2018	Crédit Mutuel	80%	4 800 000	4 800 000
DOULON GOHARDS	2019	Crédit Agricole	80%	3 200 000	2 000 000
DOULON GOHARDS	2019	Crédit Coopératif	80%	2 400 000	
CASERNE MELLINET	2017	Crédit Mutuel	80%	2 160 000	2 160 000
CASERNE MELLINET	2017	ARKEA	80%	5 840 000	5 840 000
CASERNE MELLINET	2019	Caisse d'Epargne	80%	5 200 000	
ZAC PIRMIL LES ISLES	2018	Crédit Agricole	80%	10 400 000	10 400 000
ZAC PIRMIL LES ISLES	2018	Crédit Coopératif	80%	4 800 000	4 800 000
PLACE DES DERVALLIERES	2019	Caisse d'Epargne	80%	320 000	
IMMEUBLE HUB CREATIC	2012	ARKEA	80%	9 280 000	7 336 460
TOTAL GARANT NANTES METROPOLE				**81 600 000**	**62 775 961**
ZAC CHAMP DE MANŒUVRE	2016	Caisse des Dépôts /GAIA	20%	1 200 000	1 229 277
TOTAL GARANT BANQUE ARKEA				**1 200 000**	**1 229 277**
SANGLERIE LES SORINIERES	2018	Crédit Coopératif	50%	500 000	100 000
TOTAL GARANT COMMUNE DES SORINIERES				**500 000**	

4.2 Délais de paiement

En conformité avec l'article L.441-6-1 du Code du Commerce et le Décret 2017-350 du 20 Mars 2017, les informations relatives aux délais de paiement des fournisseurs et des clients sont les suivantes :

	Article D. 441 I.-1° : Factures reçues non réglées à la date de clôture dont le terme est échu					
	0 jour	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)
(A) Tranches de retard de paiement						
Nombre de factures concernées	320					12
Montant total des factures concernées TTC	1 126 199,38 €		4 659,48 €	264,00 €	1 762,82 €	6 686,30 €
Pourcentage du montant des achats de l'exercice TTC	2,32%	0,00%	0,01%	0,00%	0,00%	0,01%
Pourcentage du chiffre d'affaires de l'exercice TTC						
(B) Factures exclues du (A) relatives à des dettes et créances litigieuses ou non comptabilisées						
Nombre de factures exclues						
Montant total des factures exclues TTC						
(C) Délais de paiement de référence utilisés (contractuel ou délai légal - article L441-6 ou article L443-1 du code de commerce)						
Délais de paiement utilisés pour le calcul des retards de paiement	- Délais contractuels : 30 jours à réception de facture sur opération de mandat - Délais contractuels : 45 jours à réception de facture chez maître d'œuvres sur autres opérations					

	Article D. 441 I.-2° : Factures émises non réglées à la date de clôture dont le terme est échu					
	0 jour	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)
(A) Tranches de retard de paiement						
Nombre de factures concernées	306					143
Montant total des factures concernées TTC	4 787 537,08 €	32 285,93 €	13 972,24 €	17 902,41 €	3 691 488,34 €	3 755 648,92 €
Pourcentage du montant des achats de l'exercice TTC						
Pourcentage du chiffre d'affaires de l'exercice TTC	13,52%	0,09%	0,04%	0,05%	10,42%	10,60%
(B) Factures exclues du (A) relatives à des dettes et créances litigieuses ou non comptabilisées						
Nombre de factures exclues						
Montant total des factures exclues TTC						
(C) Délais de paiement de référence utilisés (contractuel ou délai légal - article L441-6 ou article L443-1 du code de commerce)						
Délais de paiement utilisés pour le calcul des retards de paiement	- Délais légaux : 60 jours net date de facture					

5 ÉVÉNEMENTS IMPORTANTS SURVENUS ENTRE LA DATE DE CLÔTURE DE L'EXERCICE ET CELLE DU PRÉSENT RAPPORT

Les mesures de confinement prises par le Gouvernement pour lutter contre la propagation du Covid 19 impactent l'activité de la Société depuis mi-mars 2020. La production des comptes annuels a été ralentie du fait de l'activité partielle de certains collaborateurs. De même, le renouvellement des instances de la société prévu dans la foulée du 2nd tour des élections municipales a dû être décalé au mois de septembre 2020. D'ici cette date, nous devrons mesurer les conséquences du confinement et du redémarrage progressif de l'activité sur les comptes 2020.

6 ACTIVITE EN MATIERE DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT

Néant.

7 RESULTAT DES 5 DERNIERS EXERCICES

Exprimé en €

Date d'arrêté	31/12/2019	31/12/2018	31/12/2017	31/12/2016	31/12/2015
Durée de l'exercice (mois)	12	12	12	12	12
CAPITAL EN FIN D'EXERCICE					
Capital social	1 782 000	1 782 000	1 782 000	1 782 000	1 782 000
Nombre d'actions					
- ordinaires	54 000,	54 000,	54 000,	54 000,	54 000,
- à dividende prioritaire					
Nombre maximum d'actions à créer					
- par conversion d'obligations					
- par droit de souscription					
OPERATIONS ET RESULTATS					
Chiffre d'affaires hors taxes	30 684 879	58 136 054	28 929 987	37 654 458	36 385 010
Résultat avant impôt, participation, dot. amortissements et provisions	(2 927 602)	10 327 228	6 544 145	3 367 551	6 024 088
Impôts sur les bénéfices	53 994	30 174	12 574		
Participation des salariés					
Dot. Amortissements et provisions	(3 115 621)	10 172 156	6 444 377	3 259 429	5 994 681
Résultat net	134 025	124 898	87 194	108 122	29 407
Résultat distribué					
RESULTAT PAR ACTION					
Résultat après impôt, participation, avant dot.amortissements, provisions	-55,21	190,69	120,96		
Résultat après impôt, participation dot. amortissements et provisions	2,48	2,31	1,61		
Dividende attribué					
PERSONNEL					
Effectif moyen des salariés	47	43	43		
Masse salariale	1 962 199	1 968 093	1 855 786	1 830 366	1 714 832
Sommes versées en avantages sociaux (sécurité sociale, œuvres sociales...)	919 016	887 896	921 258	901 148	862 568

8 EVOLUTION PREVISIBLE ET PERSPECTIVES D'AVENIR

Nantes Métropole Aménagement participe au développement de l'agglomération nantaise en remplissant les missions qui lui sont confiées sur les deux volets de son activité.

Sur l'Aménagement, le renouvellement du portefeuille des opérations, opéré depuis 2015, est désormais abouti. Sans oublier la poursuite des opérations « historiques » de la Société (citons Euronantes, Erdre Porterie, Madeleine Champ de Mars, Bottière Chênaie, ZAC des Vignes, Vallon des Garettes ainsi que l'ensemble des opérations économique), les opérations d'aménagement suivantes (présentées dans l'ordre chronologique de leur obtention) constituent donc le portefeuille d'activité des 10 à 15 ans à venir : Champ de Manœuvre, Bas Chantenay, Doulon-Gohards, Mellinet, Pirmil les Isles, Sanglerie, Bottière Pin Sec et Place des Dervallières.

Dès lors, les attentes sont importantes tant du point de vue quantitatif, avec notamment un objectif de plus de 1 000 logements par an à partir de 2020, que qualitative avec des enjeux forts de maintien de la qualité, de maîtrise des prix et d'un développement de nouvelles formes d'habiter (habitat participatif, individuel / collectif…).

Sur l'Immobilier Economique, les taux d'occupations sont toujours très bons et tout l'enjeu est de maintenir le cap avec de nouvelles opérations qui s'inscrivent en cohérence avec les projets d'aménagement. A titre d'illustration, mi-2021, NMA deviendra ainsi gestionnaire de l'immeuble dédié aux activités du Nautisme et des Energies Marines Renouvelables construit dans le cadre de la concession du Bas Chantenay, sur le site de l'ancienne usine électrique.

Mais l'année 2020 est surtout une année charnière pour l'Immobilier Economique avec la construction du nouveau contrat de Délégation de Service Public, la préparation de la reconduction du mandat de maintenance, mais aussi la fin de la concession Petit Port. Ces paramètres modifient les équilibres économiques, qui devront aussi et surtout tenir compte de l'onde de choc provoquée par la crise sanitaire du Covid 19. Si la Métropole a décidé, dès mars 2020, de soutenir l'activité économique en prononçant des exonérations de loyers valables pendant la phase de confinement, ainsi que des reports de charges locatives, NMA, gestionnaire du patrimoine économique métropolitain, doit mesurer les impacts sur ses comptes 2020 et sur porter attention à sa gestion de trésorerie. Des compensations lui seront versées par la Métropole mais toute la question sera alors de mesurer la capacité des acteurs économiques à maintenir leur activité. La plus grande prudence est donc de mise sur 2020 mais aussi sur 2021 voire 2022. Sur le volet Aménagement, les chantiers ont tous stoppé pendant le confinement et ont redémarré avec des retards que nous sommes en train de mesurer.

NMA, comme toute société, s'est adaptée pendant la crise sanitaire en poursuivant l'activité grâce au télétravail. Néanmoins, des mesures d'activité partielle ont dû être prises. Au total, la société a pu maintenir en activité 32 salariés (totalement ou partiellement) soit 65% de l'effectif.

Tous ces éléments de contexte devront nécessairement réinterroger le plan d'affaires de la Société tel qu'adopté par le Conseil d'Administration de décembre 2018. Les nouvelles instances seront installées en septembre 2020, elles permettront, à la lumière des programmes politiques, d'ajuster la feuille de route du mandat 2020-2026.

ANNEXES

ANNEXE 1 : LISTE DES OPERATIONS

AMENAGEMENT		
CONCESSIONS D'AMENAGEMENT		
1400	NANTES CHANTRERIE 1	Nantes Métropole
1414	BOUAYE LES ORMEAUX	Nantes Métropole
1423	NANTES BOTTIERE CHENAIE	Nantes Métropole
1424	ORVAULT BOIS CESBRON	Nantes Métropole
1426	ST JEAN DE BOISEAU LE LANDAS	Nantes Métropole
1427	NANTES ERDRE PORTERIE	Nantes Métropole
1428	EURONANTES GARE	Nantes Métropole
1430	ORVAULT LA JALLIERE	Nantes Métropole
1431	NANTES CLOS TOREAU	Ville de Nantes
1432	LE PELLERIN BREHANNERIE	Nantes Métropole
1434	NANTES LES BRUYERES	Ville de Nantes
1435	NANTES VALLON DES DERVALLIERES	Ville de Nantes
1436	ORVAULT VALLON DES GARETTES	Nantes Métropole
1437	NANTES MALAKOFF CENTRE	Nantes Métropole
1438	LES SORINIERES VIGNES	Nantes Métropole
1439	NANTES MADELEINE CHAMP DE MARS	Nantes Métropole
1441	SAUTRON CARROSSERIE	Ville de Sautron
1442	NANTES DESIRE COLOMBE	Ville de Nantes
1443	NANTES PRU BOTTIERE	Ville de Nantes
1444	BRAINS LES COURTILS	Nantes Métropole
1445	LA MONTAGNE GAUDINIERE	Nantes Métropole
1446	NANTES ORIL BOUFFAY	Nantes Métropole
1447	SAINT AIGNAN DE GRAND LIEU - LES TREILLES	Ville de Saint Aignan
1448	CHAMP DE MANŒUVRE	Nantes Métropole
1449	TIVOLI	Ville de Nantes
1450	BAS CHANTENAY	Nantes Métropole
1451	DOULON - GOHARDS	Nantes Métropole
1452	CASERNE MELLINET	Nantes Métropole
1453	BOTTIERE PIN SEC	Nantes Métropole
1454	LA SANGLERIE	Ville des Sorinieres
1455	ZAC PIRMIL LES ISLES	Nantes Métropole
1456	PLACE DES DERVALLIERES	Nantes Métropole
3417	NANTES ILOT BOUCHERIE	Ville de Nantes
CONCESSIONS D'AMENAGEMENT - OPERATIONS DE CONSTRUCTION		
3428	ILOT 5B EURONANTES GARE	Nantes Métropole
3428 PEM	PEM EURONANTES GARE	Nantes Métropole
3435	POLE ASSOCIATIF DESIRE COLOMBE (sous opération 1442)	Ville de Nantes
3450	BAS CHANTENAY - BATIMENTS	Nantes Métropole
3452	MELLINET - BATIMENTS	Nantes Métropole
3454	MEDIATHEQUE SANGLERIE	Ville des Sorinieres
MANDATS D'ETUDE		
2502	ETUDES REZE SECTEUR DES ISLES	Nantes Métropole
2504	ETUDES NANTES BAS-CHANTENAY	Nantes Métropole
2505	ETUDES PROJET URBAIN GOHARDS	Nantes Métropole
2510	ETUDES CASERNE MELLINET	Nantes Métropole
2512	ETUDES REZE SECTEUR DES ISLES II	Nantes Métropole
2513	ETUDES ECOLES J.FERRY & J. VERNE	Ville de La Montagne
2514	ETUDES ARBRES AUX HERONS	Nantes Métropole
MANDATS DE REALISATION		
2740	PISCINE MALAKOFF	Ville de Nantes
2764	NANTES HABITAT RESTRUCT BOUT DES LANDES	Nantes Habitat
2765	BIO OUEST ILE DE NANTES 2	Nantes Métropole
2766	MAINTENANCE PATRIMOINE ECONOMIQUE 2013-2016	Nantes Métropole
2767	MAINTENANCE PATRIMOINE ECONOMIQUE 2017-2019	Nantes Métropole
2768	RESTAURANT SCOLAIRE INDRE	Ville d'Indre

IMMOBILIER ECONOMIQUE		
AFFERMAGE PATRIMOINE ECONOMIQUE METROPOLITAIN		
6801	A0001	NANTES CREATIC
6804	A0004	MALLEVE 1 BUREAUX
6805	A0005	MALLEVE 2
6806	A0006	BIO OUEST - ILE DE NANTES
6807	A0007	LES GRANITS
6808	A0008	CARRE D'ENTREPRISES COUERON
6809	A0009	REZE CREATIC
GESTION DE COPROPRIETE		
	M0012	DERVALLIERES 2 COPROPRIETE
	M0015	COUR ARTISANALE COPROPRIETE
CONCESSIONS VILLE DE NANTES		
7402	F7402	PETIT PORT
7415	E7415	SUPERETTE DERVALLIERES (ALDI)
7417	E7417	CENTRE COMMERCIAL BOUCHERIE
7453	E7453	CENTRE COMMERCIAL LA BOTTIERE
CONCESSIONS D'AMENAGEMENT - EXPLOITATION BATIMENTS		
7428	E7428	GARE SUD
7436	E7436	SUPERETTE D'ORVAULT
7450	E7450	BAS CHANTENAY GESTION LOCATIVE
7452	E7452	MELLINET GESTION LOCATIVE
7434	E7434	HUB CREATIC
7447	E7447	CENTRE COMMERCIAL SAINT AIGNAN
CONVENTIONS PARTICULIERES ET DIVERS		
7001	B7001	CARNOT LOCATIF
7810	B7810	POLE ASSERAY
7811	B7811	DERVALLIERES 1
7812	B7812	DERVALLIERES 2
7813	B7813	DERVALLIERES 3 (commerces)
7815	B7815	COUR ARTISANALE BELLEVUE
7822	B7822	CENTRE COMMERCIAL BREIL MALVILLE
7825	B7825	CENTRE COMMERCIAL REZE CHÂTEAU
MARCHE DE PRESTATIONS DE SERVICE 2017-2020 COMMUNAUTE URBAINE (et ré		
	R0008	CTRE CIAL ST JEAN DE BOISEAU
	R0010	CHEVIRE ERPI NANTES
	R0011	MAISON DE L'EMPLOI BELLEVUE NANTES
	R0012	NANTES BIOTECH
	R0013	LA CHANTRERIE
	R0014	NANTES NORD
	R0015	SAINT AIGNAN
	R0016	COVORK'IN SILLON

ANNEXE 2 : ACQUISITIONS 2019

ANNEE	DATE ACTE	OPÉ	NOM DE L'OPÉRATION	ACTIONNAIRE CONCÉDANT	VENDEUR	TYPE DE BIEN	ADRESSE DU BIEN		REFERENCES		SURFACE CADASTRALE EN M²	SURFACE BATIE EN M²	CONDITIONS DE LA TRANSACTION	MONTANT en Euros HT	MONTANT en Euros TTC
							RUE	VILLE	SECTION	NUMERO					
2019	11/12/2019	1456	PLACE DES DERVALIERE	Nantes Métropole	SCI CLAUD'EVE	Parts Sci		Nantes						59 000,00	59 000,00
2019	18/11/2019	1450	BAS CHANTENAY	Nantes Métropole	UNION INVIVO	Terrain	1 impasse du belem	Nantes	IX	16-22	5 578	2 974	Amiable	278 350,00	278 350,00
2019	14/11/2019	1428	GARE SUD	Nantes Métropole	SNCF RESEAU	Terrain	Rue de Lourmel	Nantes	WZ	191	1 387	6 319	Amiable	3 198 350,00	3 198 350,00
2019	17/09/2019	1438	ZAC DES VIGNES	Nantes Métropole	LECHAT YVON ET BOURGEOIS ARLETTE	Terrain	Le Patis	Les Sorinières	AL	212	430		Amiable	7 667,50	7 667,50
2019	17/09/2019	1438	ZAC DES VIGNES	Nantes Métropole	BOURGEOIS ARLETTE	Terrain	ZAC des vignes	Les Sorinières	AL	563	309		Amiable	7 440,00	7 440,00
2019	30/08/2019	1448	CHAMP DE MANŒUVRE	Nantes Metropole	SUREAU Jean	Bâti	51, bis rue du bêle	Nantes	VX	36	1 017	90	Amiable	420 000,00	420 000,00
2019	26/07/2019	1448	CHAMP DE MANŒUVRE	Nantes Metropole	MAZUREAU Maurice	Bati	76 route de carquefou	Nantes	VX	34	3 586	94	Amiable	520 000,00	520 000,00
2019	28/06/2019	1455	PIRMIL LES ISLES	Nantes Métropole	SCI VOLTAIRE SEILLIERS	Terrain	110 Rue de la Basse Ile	Rezé	AL	166	2 994		Amiable	70 000,00	70 000,00
2019	06/05/2019	1438	ZAC DES VIGNES	Nantes Métropole	CONSORTS MESLIN	Terrain	ZAC des vignes	Les Sorinières	AL	253	1 023		Amiable	17 880,00	17 880,00
2019	15/04/2019	1445	LA MONTAGNE	Nantes Métropole	MALGOURIS	Terrain	43 Route de Bouguenais	La Montagne	AE	412	89		Amiable	890,00	890,00
2019	29/03/2019	1436	VALLON DES GARETTES	Nantes Métropole	LEPAROUX	Terrain	16 Chemin du Vieux Manoir	Orvault	CC	403	4		Echange		
2019	29/03/2019	1436	VALLON DES GARETTES	Nantes Métropole	CONSORTS LEPAROUX	Terrain	17 Chemin du Vieux Manoir	Orvault	CC	205	40		Gratuite		
2019	20/03/2019	1448	CHAMP DE MANŒUVRE	Nantes Métropole	BLANDEAU	Bati	72 Route de carquefou	Nantes	VX	32	1 644	97	Amiable	358 166,00	358 166,00
2019	14/02/2019	1438	ZAC DES VIGNES	Nantes Métropole	MAIDON	Terrain	Rue de la guindonnière	Les Sorinières	AH	118	596		Amiable	10 531,00	10 531,00
2019	14/02/2019	1438	ZAC DES VIGNES	Nantes Métropole	HERVE-MAIDON	Terrain	Rue de la guindonnière	Les Sorinières	AH	156	39		Amiable	5 000,00	5 000,00
2019	29/01/2019	1451	DOULON-GOHARDS	Nantes Métropole	NANTES METROPOLE	Terrain		Nantes	AV ET AT	334- 523-525-527-529	3 354		Apport en nature		
2019	29/01/2019	1448	CHAMP DE MANŒUVRE	Nantes Métropole	NANTES METROPOLE	Terrain		Nantes	VX	67	188 270		Apport en nature		

ANNEXE 3 : CESSIONS 2019

DATE SIGNATURE	OPÉ	NOM DE L'OPÉRATION	ACTIONNAIRE CONCÉDANT	ACQUEREUR	REFERENCES CADASTRALES				SURFACE PLANCHER DETAIL (en m²)						NOMBRE DE LOGEMENTS CEDES						MONTANT en Euros HT	MONTANT en Euros TTC
					Codification de parcelle	N° de parcelle	SURFACE CADASTRALE EN M²	SURFACE BATIE EN M²	SURFACE PLANCHER EN M²	BUREAUX	COMMERCES	AUTRES ACTIVITES	EQUIPEMENTS	TOTAL SP LOGEMENT	LOGEMENT ABORDABLE	LOGEMENT SOCIAL	LOGEMENT SPECIFIQUE	LOGEMENT LIBRE	TERRAINS A BATIR	TOTAL LOGEMENTS		
08/01/2019	1436	VALLON DES GARETTES	Nantes Métropole	PORODO	CC	457	469		170					170					1	1	148 416,67 €	178 100,00 €
17/01/2019	1438	ZAC DES VIGNES	Nantes Métropole	CORNIL HAUBOIS	AH	414	332		150					150					1	1	75 666,67 €	90 800,00 €
22/01/2019	1438	ZAC DES VIGNES	Nantes Métropole	ABIDA ELOI	AH	435	350		150					150					1	1	79 833,33 €	95 800,00 €
28/01/2019	1436	VALLON DES GARETTES	Nantes Métropole	M. et Mme OZER Atilgan	CC	90p	324		170					170					1	1	91 666,67 €	110 000,00 €
29/01/2019	1438	ZAC DES VIGNES	Nantes Métropole	Mme HERVE Brigitte	AH	114p-145p-146p-147p-154p	394		150					150					1	1	92 666,67 €	109 873,80 €
30/01/2019	1436	VALLON DES GARETTES	Nantes Métropole	M. et Mme SHAIKH Azharuddin	CC	391p	333		150					150					1	1	105 416,67 €	126 500,00 €
08/02/2019	1436	VALLON DES GARETTES	Nantes Métropole	BARCET BERTHOU	CC	391P	370		200					200					1	1	117 083,33 €	140 500,00 €
11/02/2019	1436	VALLON DES GARETTES	Nantes Métropole	Mme YILDIRIM Hélène	CC	91p	317		170					170					1	1	90 833,00 €	109 000,00 €
11/02/2019	1436	VALLON DES GARETTES	Nantes Métropole	QUINTIN GAUTIER	CC	90p-91p	382		170					170					1	1	120 916,67 €	145 100,00 €
27/02/2019	1436	VALLON DES GARETTES	Nantes Métropole	M. GUERY Maël et Mme CONAN Gaëlle	CC	91p	417		150					150					1	1	130 083,33 €	154 727,53 €
28/02/2019	1436	VALLON DES GARETTES	Nantes Métropole	M. Mme PINEAU Teddy	CC	391p	329		150					150					1	1	104 166,67 €	125 000,00 €
07/03/2019	1438	ZAC DES VIGNES	Nantes Métropole	Mme DOSSO - M. TONNELIER	AH	437	305		150					150					1	1	69 500,00 €	83 400,00 €
11/03/2019	1438	ZAC DES VIGNES	Nantes Métropole	HAMADOUCHE	AH	434	350		150					150					1	1	79 833,33 €	95 800,00 €
19/03/2019	1436	VALLON DES GARETTES	Nantes Métropole	Mme VEILLERETTE Anne	CC	391p	448		170					170					1	1	141 833,33 €	168 788,67 €
30/04/2019	1438	ZAC DES VIGNES	Nantes Métropole	KHOKHAR	AH	423	473		150					150					1	1	102 083,33 €	122 500,00 €
30/04/2019	1427	ERDRE PORTERIE	Nantes Métropole	NANTES METROPOPLE HABITAT	SY	800	3 089		1 530					1 530		23				23	306 000,00 €	323 176,94 €
03/05/2019	1436	VALLON DES GARETTES	Nantes Métropole	OREAL Julien	CC	468	320		170					170					1	1	101 250,00 €	121 500,00 €
06/05/2019	1436	VALLON DES GARETTES	Nantes Métropole	AIGUILLON CONSTRUCTION	CC	471	6 233		3 216					3 216	16	32				48	668 541,50 €	720 318,99 €
09/05/2019	1426	LE LANDAS	Nantes Métropole	GPM	ZB	247	2 260		159			159		0					0	0	56 475,00 €	67 770,00 €
28/05/2019	1438	ZAC DES VIGNES	Nantes Métropole	GOUIN DE ROUMIGNY	AH	420-412	341		150					150					1	1	77 750,00 €	93 300,00 €
28/05/2019	1436	VALLON DES GARETTES	Nantes Métropole	VILOGIA	CC	473	3 186		1 789					1 789	7			17		24	571 235,00 €	620 652,06 €

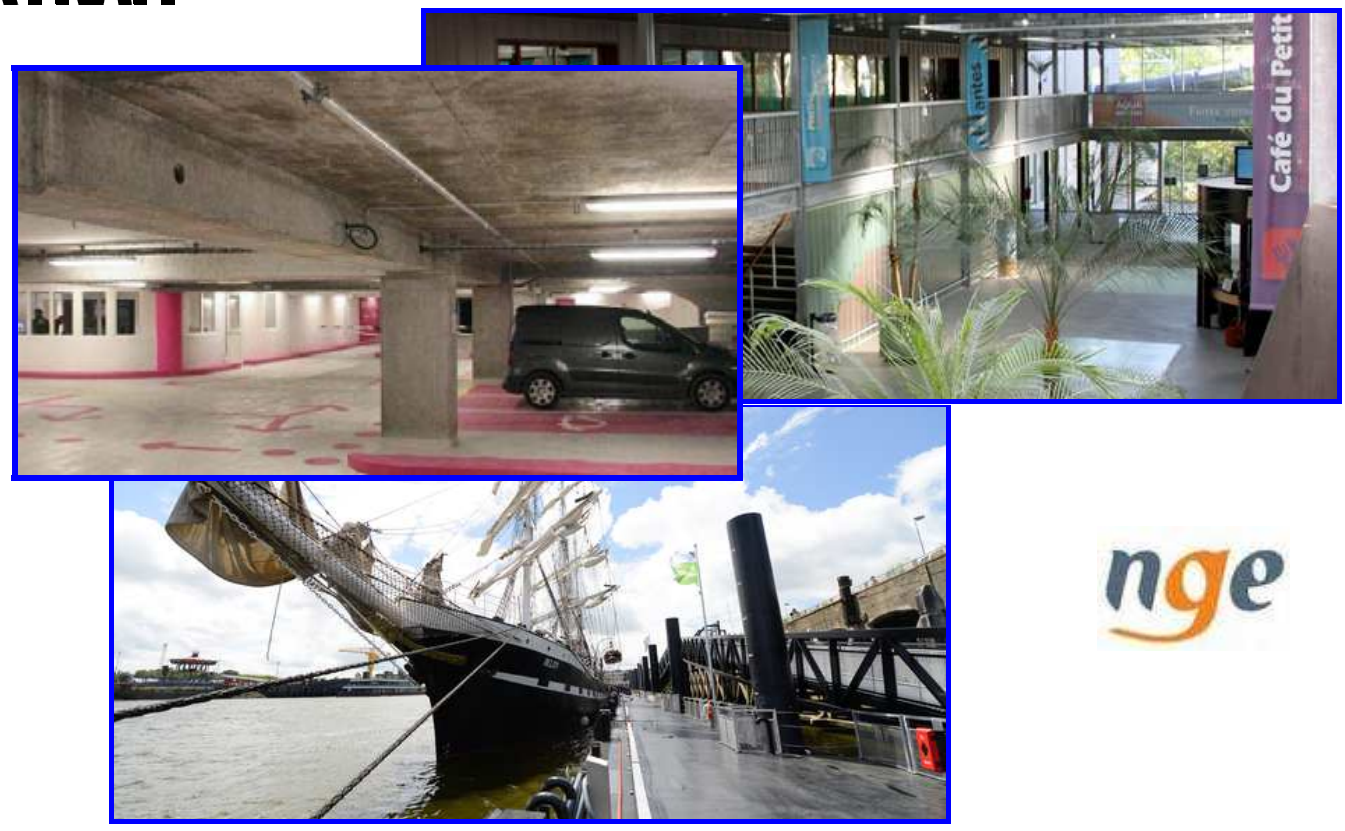
DATE SIGNATURE	OPÉ	NOM DE L'OPÉRATION	ACTIONNAIRE CONCÉDANT	ACQUEREUR	REFERENCES CADASTRALES				SURFACE PLANCHER DETAIL (en m²)						NOMBRE DE LOGEMENTS CEDES						MONTANT en Euros HT	MONTANT en Euros TTC
					Codification de parcelle	N° de parcelle	SURFACE CADASTRALE EN M²	SURFACE BATIE EN M²	SURFACE PLANCHER EN M²	BUREAUX	COMMERCES	AUTRES ACTIVITES	EQUIPEMENTS	TOTAL SP LOGEMENT	LOGEMENT ABORDABLE	LOGEMENT SOCIAL	LOGEMENT SPECIFIQUE	LOGEMENT LIBRE	TERRAINS A BATIR	TOTAL LOGEMENTS		
11/06/2019	1436	VALLON DES GARETTES	Nantes Métropole	M. et Mme PRAPEAU Yoan	CC	469	345		150					150					1	1	109 166,67 €	124 420,73 €
12/06/2019	1436	VALLON DES GARETTES	Nantes Métropole	[redacted]	CC	456	500		190					190					1	1	154 166,67 €	185 000,00 €
18/06/2019	1438	ZAC DES VIGNES	Nantes Métropole	Mme LE MEUR Marion et M. MARTIN Gino	AH	440p-118p	334		150					150					1	1	79 194,84 €	93 400,00 €
21/06/2019	1428	EURONANTES GARE	Nantes Métropole	BATINANTES - ETPO	WZ	162-164-168-185-186-187-188	1 912		6 659	6 231	428			0						0	1 703 972,26 €	2 044 766,71 €
24/06/2019	1438	ZAC DES VIGNES	Nantes Métropole	M. et Mme DUGAST Mathieu	AH	467-461-462	498		180					180					1	1	109 030,04 €	128 400,00 €
25/06/2019	1424	BOIS CESBRON	Nantes Métropole	Nantes Métropole	BO	363	2 974							0						0	124 908,00 €	141 796,65 €
27/06/2019	1438	ZAC DES VIGNES	Nantes Métropole	PINEAU	AH	426	382		150					150					1	1	87 083,33 €	104 500,00 €
05/07/2019	1424	BOIS CESBRON	Nantes Métropole	Nantes Métropole	BN	96-97-136-137	4 223							0						0		
08/07/2019	1438	ZAC DES VIGNES	Nantes Métropole	M. GENTILINI et Mme DELMAS	AH	465-459	358		150					150					1	1	84 486,78 €	100 100,00 €
09/07/2019	1438	ZAC DES VIGNES	Nantes Métropole	IC&O	AH	443	4 412		1 663					1 663				22		22	498 900,00 €	583 979,63 €
24/07/2019	1414	BOUAYES LES ORMEAUX	Nantes Métropole	LE CLOS DES ORMEAUX	ZC	527 à 531	2 663		1 147					1 147				17		17	375 000,00 €	447 262,56 €
26/07/2019	1427	NANTES ERDRE PORTERIE	Nantes Métropole	SCCV NANTES ERDRE ET PARC Acte complementaire	VY	219 - 220 - 221			993					993						0	99 289,00 €	119 146,80 €
30/08/2019	1436	VALLON DES GARETTES	Nantes Métropole	M. et Mme CLAPIER Terry	CC	499-503	421		200					200					1	1	132 835,43 €	158 000,00 €
17/09/2019	1438	ZAC DES VIGNES	Nantes Métropole	Mme CHARLES et M. LEMONNIER	AH	433	385		150					150					1	1	88 829,93 €	105 300,00 €
02/10/2019	1438	ZAC DES VIGNES	Nantes Métropole	Mme NYECERONT et M. FOUGERAY	AH	440p-118p	382		150					150					1	1	90 070,12 €	106 800,00 €
14/10/2019	1448	CHAMP DE MANŒUVRE	Nantes Métropole	Ville de Nantes	VX	75	6 959		4 069				4 069							0	610 200,00 €	732 240,00 €
16/10/2019	1438	ZAC DES VIGNES	Nantes Métropole	PERES Aurélie	AH	427	400		150					150					1	1	93 416,67 €	112 100,00 €
17/10/2019	1438	ZAC DES VIGNES	Nantes Métropole	M. et Mme SAVOV Svetoslav	AH	114p-145p-146p-147p-154p	495		170					170					1	1	104 750,00 €	125 700,00 €
25/11/2019	1427	ERDRE PORTERIE	Nantes Métropole	MARIGNAN RESIDENCES	SY	SY 798- SY 804	2 284		2 742					2 742				34		34	987 120,00 €	1 164 694,03 €
03/12/2019	1452	CASERNE MELLINET	Nantes Métropole	Ville de Nantes	CD	396	5 937		3 832				3 832	0						0	574 800,00 €	689 760,00 €
16/12/2019	1438	ZAC DES VIGNES	Nantes Métropole	SOCOBRET	AH	468P-98P-99P-100P-101P	4 693		1 530					1 530				17		17	459 300,00 €	540 906,41 €
17/12/2019	1427	ERDRE PORTERIE	Nantes Métropole	CIF COOPERATIVE	SY	799	5 861		3 838					3 838	19	18		19		56	1 229 295,40 €	1 326 756,32 €
17/12/2019	1427	ERDRE PORTERIE	Nantes Métropole	HABITAT 44	SY	805	1 487		1 210					1 210		19				19	242 000,00 €	259 738,33 €
18/12/2019	1426	LE LANDAS	Nantes Métropole	M. AMIMI Redouane	ZB	246	1 578		500			500		0					0	0	39 325,00 €	47 190,00 €
19/12/2019	1448	CHAMPS DE MANŒUVRE	Nantes Métropole	CIF COOPERATIVE	VX	77	3 681		3 795					3 795	20		7	36		63	1 264 845,00 €	1 391 329,50 €
20/12/2019	1427	ERDRE PORTERIE	Nantes Métropole	SCCV PSLA ERDRE RIVE GAUCHE - Acte complementaire Compl.prix du 21/12/18	VT	241-243-245-247			1 142					1 142							102 780,00 €	123 336,00 €
30/12/2019	1428	EURONANTES GARE	Nantes Métropole	ALTAREA COGEDIM REGIONS	CP	571	9 871		25 499	16 219	3 480			5 800	22			69		91	5 917 389,94 €	7 014 212,48 €

Nantes Métropole

www.nantesmetropole.fr

SAEM NANTES METROPOLE GESTION EQUIPEMENTS (NGE)

EXTRAIT



nge

RAPPORT DES ADMINISTRATEURS DE NANTES METROPOLE AU SEIN DE LA SAEM

2019

SAEM NANTES METROPOLE GESTION EQUIPEMENTS

Rapport au Conseil métropolitain de Nantes Métropole actionnaire, des représentants de Nantes Métropole désignés comme administrateurs au sein de la SAEM, en application de l'article L.1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales

EXERCICE 2019

FICHE SIGNALETIQUE

ETAT CIVIL	
Société Anonyme d'Economie Mixte Nantes métropole Gestion Equipements (NGE)	
Siège social	14-16 rue Racine – BP 20707 – 44007 Nantes cedex 1
Adresse administrative	14-16, rue Racine - BP 20707 – 44007 Nantes cedex 1
	Tél : 02 51 84 94 51
N° SIRET :	76B 357 - 308 128 354 00104
Date de création :	28 septembre 1976
Objet social :	Réalisation et gestion d'équipements publics à caractère industriel et commercial. Etude et constructions de parcs de stationnement, salles de congrès et réunions, activités de loisirs, énergies renouvelables...
Président :	Catherine CHOQUET (représentant la Ville de Nantes)
Vice-présidents :	Julie LAERNOES et Eric BUQUEN
Directeur Général :	Richard CANTIN
Commissaire aux comptes :	Alexis LEVASSEUR (Deloitte)
Nombre de salariés :	51 ETP (équivalents temps plein) en 2019

ACTIONNARIAT			
Actionnaires	Nombre d'actions détenues	Capital	% du capital
COLLECTIVITES LOCALES			
Ville de Nantes	16 523	1 189 656 €	38,031%
Nantes Métropole	16 523	1 189 656 €	38,031%
AUTRES ACTIONNAIRES			
Caisse des Dépôts et Consignations	5 560	400 320 €	12,797%
Caisse d'Epargne des Pays de la Loire	1 920	138 240 €	4,419%
Dexia Crédit Local de France	1 200	86 400 €	2,762%
Caisse Fédérale Crédit Mutuel de Loire-Atlantique	960	69 120 €	2,210%
CCI de Nantes Saint-Nazaire	400	28 800 €	0,921%
Banque Bopulaire Bretagne Atlantique	360	25 920 €	0,829%
TOTAL	**43 446**	**3 128 112 €**	**100 %**

Nombre total d'administrateurs :	12
- dont représentant de Nantes Métropole	4 (Liliane NGENDAHAYO, Eric BUQUEN, Julie LAERNOES, Philippe RIOUX)
- dont représentant de la Ville de Nantes	4 (Catherine CHOQUET, Alain ROBERT, Jean-Jacques MOREAU, Pascal BOLO)
Nombre total de censeurs :	2
- dont représentant de la Ville de Nantes	1 (Guillaume RICHARD)
- dont représentant de Nantes Métropole	1 (Julien BAINVEL)

JURIDIQUE	
Contrats conclus avec Nantes Métropole :	- Convention de DSP construction et exploitation du Parking Cathédrale (2005-2031) - Convention de DSP exploitation de la Gare fluviale (1992-2023) '- Marché public pour l'exploitation de la Patinoire de Rezé - 3 BEA (Pôle échange Haluchère, Stade d'athlétisme, OPC Janvraie)
Contrats conclus avec la Ville de Nantes :	- Convention de DSP construction et exploitation du Centre de Loisirs du Petit Port (jusqu'en 2026) - BEA Camping (2010-2035) - BEA Gymnase Bottière Chênaie (2013-2032) - Convention de mise à disposition parking du Petit Port (2003-2026)

FINANCIER	
Financement apporté par Nantes Métropole pour 2019 :	**1 732 k€ HT** (DSP Cathédrale: 69,7 K€, Patinoires : 1 661,8 K€)
Financement apporté par la Ville de Nantes pour 2019 :	**3 339 k€ HT** (Piscine et salles sportives CLPP)
Résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2019 :	**83 k€**
- résultat DSP "Parking Cathédrale" :	*26 k€ après redevance versée à la collectivité de 32 k€*
- résultat DSP "Gare fluviale" :	*0 € après redevance versée à la collectivité de 72 k€*
- résultat DSP "Centre de Loisirs du Petit Port" :	*-87 k€ après redevance versée à la collectivité de 66 k€*
- résultat hors DSP Nantes Métropole / Ville de Nantes	*144 k€ après redevances versées aux collectivités de 10 k€*
Garanties d'emprunt par Nantes Métropole :	Néant
Garanties d'emprunt par la Ville de Nantes :	A hauteur de 2 820 037 € (encours au 31/12/2019)

Nantes Métropole Gestion Equipements

Comptes annuels au 31 décembre 2019

Bilan simplifié

ACTIF	€uro	PASSIF	€uro
Immobilisations incorporelles	483 811	Capital social	3 128 112
Immobilisations corporelles	35 072 306	Réserves	286 360
Immobilisations financières	9 622	Report à nouveau	436 137
		Résultat de l'exercice	83 236
Total Actif immobilisé (I)	**35 565 739**	Subventions d'investissement	9 425 860
		Provisions réglementées	0
Stocks et en-cours	4 693	**Capitaux propres (I)**	**13 359 705**
Créances d'exploitation	774 807		
Autres créances	1 827 977	**Autres fonds propres (II)**	**0**
Total Actif Circulant (II)	**2 607 477**	**Provisions pour risques et charges (III)**	**12 378 131**
Valeurs mobilières de placement	0	Emprunts et dettes (long et court terme)	13 179 191
Disponibilités	5 060 788	Fournisseurs et comptes rattachés	1 201 184
		Dettes fiscales et sociales	696 634
Total Trésorerie (III)	**5 060 788**	Autres dettes	2 316 116
		Total Dettes (IV)	**17 393 125**
Comptes de régularisation (IV)	**35 386**	**Comptes de régularisation (V)**	**138 428**
TOTAL GENERAL (I + II + III+IV)	**43 269 390**	TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	**43 269 390**

Compte de Résultat

POSTES	€uro
Total des produits d'exploitation	10 219 822
Total des charges d'exploitation	9 833 167
dont charges de personnel	2 410 218
RESULTAT D'EXPLOITATION	**386 655**
Total des produits financiers	12 803
Total des charges financières	455 687
RESULTAT FINANCIER	**-442 884**
Total des produits exceptionnels	191 986
Total des charges exceptionnelles	52 521
RESULTAT EXCEPTIONNEL	**139 465**
Bénéfice transféré	
Perte transférée	
Impôts sur les bénéfices	
BENEFICE OU PERTE	**83 236**

Important : Les chiffres ci-dessus sont communiqués sous réserve d'être approuvés lors de l'Assemblée Générale de la SAEM

SYNTHESE DES POSITIONS PRISES PAR LES ADMINISTRATEURS AU COURS DE L'ANNEE 2019

Administrateurs Nantes Métropole

- Mme Julie LAERNOES, Vice-présidente
- M. Eric BUQUEN, Vice-président
- M. Philippe RIOUX
- Mme Liliane NGENDAHAYO

Administrateurs Ville de Nantes

- Mme Catherine CHOQUET, Présidente
- M. Alain ROBERT,
- M. Pascal BOLO,
- M. Jean-Jacques MOREAU

Décisions marquantes prises lors des Conseils d'Administration de 2019

- ***Conseil d'Administration du 11 mars 2019 :***

1. Approbation du procès-verbal du Conseil d'Administration du 10 décembre 2018
2. GIE NGE
   - Approbation PV d'AG du 10 décembre 2018
   - Résultats probables 2018
   - Proposition de budget 2019
3. Résultats financiers de NGE (probable 2018 et budget 2019)
4. Projet stratégique et organisationnel de NGE
   - Construction du nouveau modèle social
5. Action en faveur de l'insertion au sein du "groupe NGE"
6. Réaménagement des locaux du siège rue Racine
7. Développement
   - Camping « La Belle Rivière »
   - 8.2 Parking Ilot A1
8. Points divers

- ***Conseil d'Administration du 22 mai 2019 :***

1. Approbation du procès-verbal du Conseil d'Administration du 11 mars 2019
2. GIE NGE
   - Approbation PV d'AG du 11 mars 2019
   - Résultats financiers du groupement
3. Arrêté des comptes de l'exercice 2018
4. Plan à moyen terme
5. Projet stratégique et organisationnel de NGE
   - Construction du nouveau modèle social
6. Actualité sociale
   - Action en faveur de l'insertion au sein du "groupe NGE"
   - Démarche RPS
7. Développement
8. Conventions et marchés
   - Réexamen des conventions réglementées
9. Organisation d'une Assemblée Générale Ordinaire
10. Points divers
    - Adoption du nouveau règlement interne des procédures achats

- ***Conseil d'Administration du 4 décembre 2019 :***

1. Approbation du procès-verbal du Conseil d'Administration du 22 mai 2019
2. GIE NGE
   - Approbation des PV d'AG des 22 mai et 25 juin 2019
3. Mise en oeuvre du projet stratégique et organisationnel de NGE
   - Entrée en vigueur d'un nouvel accord au 1er juin 2019
   - Poursuite de la co-construction du modèle social de l'UES
4. Tendance Activité 2019 – Prospective 2020
5. Développement
   - Camping 5*
6. Points divers
   - Adoption du nouveau règlement interne des procédures achats

<u>Taux de participation des administrateurs mandataires de la Ville de Nantes</u> : 83%

<u>Taux de participation des administrateurs mandataires de Nantes Métropole</u> : 83%

<u>Jetons de présence des administrateurs Ville de Nantes</u> : 2 300 €

<u>Jetons de présence des administrateurs Nantes Métropole</u> : 2 300 €

SYNTHESE DES CONTROLES EFFECTUES SUR LA SAEM NANTES METROPOLE GESTION EQUIPEMENTS AU COURS DE L'EXERCICE 2019

<u>Contrôle sur exercice 2019</u> : Contrôle fiscal

RAPPORT ADMINISTRATEURS **SAEM NANTES METROPOLE GESTION EQUIPEMENTS** 2019

ANNEXES

Comptes annuels 2019

Rapport de gestion du Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale - exercice 2019

PROJET

LE BILAN

LE COMPTE DE RÉSULTAT

L'ANNEXE

AU 31 DÉCEMBRE 2019

LE BILAN
LE COMPTE DE RÉSULTAT
AU 31 DÉCEMBRE 2019

Bilan Actif

Exprimé en €

Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	31/12/2019	31/12/2018
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	67 009	42 735	24 274	34 019
Fonds commercial	2 256		2 256	2 256
Autres immobilisations incorporelles	665 085	207 804	457 281	491 452
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions	11 201 146	6 034 074	5 167 072	5 702 528
Installations techniques, matériel, outillage	611 165	418 930	192 235	179 457
Autres immobilisations corporelles	30 180 476	497 071	29 683 405	29 654 089
Immobilisations en cours	29 595		29 595	4 900
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés	7 052		7 052	7 052
Prêts				
Autres immobilisations financières	2 570		2 570	3 516
ACTIF IMMOBILISE	**42 766 354**	**7 200 614**	**35 565 739**	**36 079 270**
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements				
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises	4 693		4 693	2 990
Avances et acomptes versés sur commandes	10 890		10 890	10 780
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	768 569	4 653	763 917	1 912 230
Autres créances	1 827 977		1 827 977	2 962 416
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement				1 813 532
(dont actions propres :)				
Disponibilités	5 060 788		5 060 788	5 055 253
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	35 386		35 386	42 697
ACTIF CIRCULANT	**7 708 303**	**4 653**	**7 703 651**	**11 799 898**
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecarts de conversion actif				
TOTAL GENERAL	**50 474 657**	**7 205 267**	**43 269 390**	**47 879 168**

Bilan Passif

Exprimé en €

Rubriques			31/12/2019	31/12/2018
Capital social ou individuel	(dont versé :	3 128 112)	3 128 112	3 128 112
Primes d'émission, de fusion, d'apport				
Ecarts de réévaluation	(dont écart d'équivalence :	)		
Réserve légale			135 209	120 058
Réserves statutaires ou contractuelles				
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours		)		
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes		)	151 151	151 151
Report à nouveau			436 137	148 274
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)			83 236	303 014
Subventions d'investissement			9 425 860	9 429 134
Provisions réglementées				
CAPITAUX PROPRES			**13 359 705**	**13 279 743**
Produits des émissions de titres participatifs				
Avances conditionnées				
AUTRES FONDS PROPRES				
Provisions pour risques			379 399	406 802
Provisions pour charges			11 998 731	11 166 168
PROVISIONS			**12 378 131**	**11 572 970**
DETTES FINANCIERES				
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			13 166 591	14 538 413
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs		)	12 600	43 104
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			12 148	521
DETTES D'EXPLOITATION				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés			987 266	2 183 419
Dettes fiscales et sociales			696 634	1 101 309
DETTES DIVERSES				
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			201 772	116 267
Autres dettes			2 316 116	4 911 721
COMPTES DE REGULARISATION				
Produits constatés d'avance			138 428	131 700
DETTES			**17 531 555**	**23 026 455**
Ecarts de conversion passif				
TOTAL GENERAL			**43 269 390**	**47 879 168**

Compte de résultat

Exprimé en €

Rubriques	France	Exportation	31/12/2019	31/12/2018
Ventes de marchandises	35 752		35 752	76 368
Production vendue de biens				
Production vendue de services	4 596 451		4 596 451	12 920 233
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	**4 632 203**		**4 632 203**	**12 996 601**
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation			1 870	49 011
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			1 002 716	2 398 192
Autres produits			4 583 032	4 914 815
PRODUITS D'EXPLOITATION			**10 219 821**	**20 358 620**
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			31 072	69 664
Variation de stock (marchandises)			(1 703)	6 320
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)				
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				
Autres achats et charges externes			4 372 605	8 919 105
Impôts, taxes et versements assimilés			378 292	627 160
Salaires et traitements			1 693 131	2 614 101
Charges sociales			717 087	1 135 035
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			781 063	1 082 012
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			1 692	26 834
Dotations aux provisions			577 987	699 698
Autres charges			1 281 940	4 619 932
CHARGES D'EXPLOITATION			**9 833 166**	**19 799 861**
RESULTAT D'EXPLOITATION			**386 655**	**558 759**
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				62
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations				
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés			12 803	15 597
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
PRODUITS FINANCIERS			**12 803**	**15 597**
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions				
Intérêts et charges assimilées			455 687	524 647
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			**455 687**	**524 647**
RESULTAT FINANCIER			**(442 885)**	**(509 050)**
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			**(56 229)**	**49 647**

Compte de résultat (suite)

Exprimé en €

Rubriques	31/12/2019	31/12/2018
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	27 395	96 048
Produits exceptionnels sur opérations en capital	98 546	521 874
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges	66 045	76 815
PRODUITS EXCEPTIONNELS	**191 986**	**694 737**
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	17 431	210 674
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	35 090	201 696
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions		29 000
CHARGES EXCEPTIONNELLES	**52 521**	**441 370**
RESULTAT EXCEPTIONNEL	**139 465**	**253 367**
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices		
TOTAL DES PRODUITS	**10 424 610**	**21 068 954**
TOTAL DES CHARGES	**10 341 374**	**20 765 940**
BENEFICE OU PERTE	**83 236**	**303 014**

PROJET

Résultat des 5 derniers exercices

Exprimé en €

Date d'arrêté	31/12/2019	31/12/2018	31/12/2017	31/12/2016	31/12/2015
Durée de l'exercice (mois)	**12**	**12**	**12**	**12**	**12**
CAPITAL EN FIN D'EXERCICE					
Capital social	3 128 112	3 128 112	3 128 112	3 128 112	3 128 112
Nombre d'actions					
- ordinaires	43 446,	43 446,	43 446,	43 446,	43 446,
- à dividende prioritaire					
Nombre maximum d'actions à créer					
- par conversion d'obligations					
- par droit de souscription					
OPERATIONS ET RESULTATS					
Chiffre d'affaires hors taxes	4 632 203	12 996 601	17 312 342	17 303 741	16 357 368
Résultat avant impôt, participation, dot. amortissements et provisions	1 534 269	1 565 487	3 871 600	4 365 136	3 401 844
Impôts sur les bénéfices					
Participation des salariés					
Dot. Amortissements et provisions	1 451 033	1 262 473	3 732 277	4 136 495	3 045 473
Résultat net	83 236	303 014	139 323	228 641	356 371
Résultat distribué					
RESULTAT PAR ACTION					
Résultat après impôt, participation, avant dot.amortissements, provisions	35,31	36,03	89,11	100,47	78,3
Résultat après impôt, participation dot. amortissements et provisions	1,92	6,97	3,21	5,26	8,2
Dividende attribué					
PERSONNEL					
Effectif moyen des salariés	51	80	151	147	148
Masse salariale	1 693 131	2 614 101	5 249 812	4 967 128	5 001 724
Sommes versées en avantages sociaux (sécurité sociale, œuvres sociales...)	717 087	1 135 035	2 534 275	2 439 896	2 476 263

PRO

L'ANNEXE

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 2019

1. / PRÉSENTATION DE L'ACTIVITÉ - EXERCICE 2019 8

1.1 / RAPPEL OBJET SOCIAL 8
1.2 / ACTIVITÉ 9
1.3 / FAITS CARACTÉRISTIQUES DE L'EXERCICE 11
1.4 / RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES 11
1.5 / EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE 11

2. / NOTES SUR LE BILAN 13

2.1 / L'ACTIF 13
2.1.1 / ACTIF IMMOBILISÉ 13
2.1.2 / ACTIF CIRCULANT 16
2.2 / LE PASSIF 18
2.2.1 / CAPITAUX PROPRES 18
2.2.2 / PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES 19
2.2.3 / DETTES 20

3. / NOTES SUR LE COMPTE DE RÉSULTAT 22

3.1 / LES PRODUITS 22
3.1.1 / CHIFFRE D'AFFAIRES 4 632 203 € 22
3.1.2 / AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION 5 587 619 € 22
3.2 / LES RÉSULTATS 23
3.2.1 / RÉSULTAT COMPTABLE 23
3.2.2 / RÉSULTAT FINANCIER - 442 884 € 23
3.2.3 / RÉSULTAT EXCEPTIONNEL 139 465 € 23
3.3 / LE RÉSULTAT FISCAL 23

4. / AUTRES NOTES 24

4.1 / ENGAGEMENTS HORS BILAN 24
4.1.1 / ENGAGEMENT RETRAITE (INDEMNITÉS FIN DE CARRIÈRE) NEANT 24
4.1.2 / ENGAGEMENTS FINANCIERS 2 820 037 € 24
4.2 / AUTRES INFORMATIONS 24
4.2.1 / EFFECTIFS 24
4.2.2 / CICE 25

PROJET

PROJET

1. / PRÉSENTATION DE L'ACTIVITÉ - EXERCICE 2019

1.1 / RAPPEL OBJET SOCIAL

NANTES-METROPOLE GESTION EQUIPEMENTS (NGE) est une Société Anonyme d'Economie Mixte Locale, au capital de 3 128 112 €, associant la Ville de Nantes à raison de 38,031 %, Nantes Métropole à raison également de 38,031% et des partenaires privés (CDC - Dexia - Caisse d'Epargne - Crédit Mutuel - BPA - CCI pour les 23,938 % autres).

En utilisant des techniques commerciales propres aux entreprises privées, dans le respect de l'intérêt public, NGE se trouve être un outil au service des collectivités locales (Nantes Métropole, villes de Nantes, Rezé), chargée dans le cadre de ses statuts, de :

- *la réalisation d'études, le financement, la construction , la gestion, l'exploitation et l'entretien, directement ou indirectement, pour son compte ou pour celui d'autrui, d'équipements publics ou privés susceptibles d'une exploitation commerciale, étendue à toutes installations qui pourraient y être rattachées, dont notamment :*
  - *des parcs de stationnement, en ouvrage ou aériens,*
  - *les dispositifs de stationnement sur la voie publique,*
  - *des équipements de sports,*
  - *des équipements de loisirs,*
  - *des équipements et infrastructures liées au développement des énergies renouvelables et à l'utilisation rationnelle de l'énergie…*
- *toute mission d'étude ou d'assistance auprès des collectivités territoriales, leurs groupements et leurs partenaires.*
- *la réalisation d'opérations immobilières pour son propre compte.*
- *toute autre activité d'intérêt général.*

Elle intervient pour le compte de ses délégants, dans le cadre juridique de conventions :

- de délégation de service public : concession, affermage,
- de prestations de service,
- de mandat,
- de régie.

Mais aussi en investissements propres dans le cadre, notamment, de baux emphytéotiques administratifs.

PROJET

1.2 / ACTIVITÉ

Durant l'année 2019, la Société a assuré pour l'essentiel la gestion des équipements et des services suivants :

Stationnement / mobilité

- Parking public silos : Cathédrale
- 1 parking privé silo
- 64 horodateurs de la Ville de Rezé

Loisirs, sports, culture, tourisme

- Centre du Petit Port : Patinoire, Piscine, salles sportives
- Nantes Camping
- Patinoire de Rezé

Energies renouvelables

- Installations photovoltaïques : 12 centrales

Divers

- Gare Fluviale sur l'Erdre

NGE assure aussi ponctuellement des missions d'expertise et de conseil. Cela n'a pas été le cas en 2019

PROJET

Rappel des caractéristiques particulières des conventions

Les types de conventions les plus utilisées par la Société sont :

La concession

C'est un contrat par lequel une collectivité publique confie à une personne privée, l'exécution d'un ouvrage ou d'un service public, sachant que l'exploitation se fait au risque et péril du concessionnaire, dont la rémunération est composée de redevances perçues sur les usagers.

- La Délégation de Service Public (DSP)

Spécificité française, la DSP est une forme de concession. Elle est caractérisée par le fait que la collectivité confie à la Société une activité de service public dont la rémunération est substantiellement assurée par les recettes perçues auprès des usagers du service. Ainsi, les aléas économiques sont, au moins partiellement, assumés par la Société.

- **L'affermage**

L'affermage, qui est une forme particulière de DSP, est caractérisé par le fait que le bien investi est réalisé par la collectivité locale sur un montage financier qui lui est propre. Le fermier agit à ses risques et périls et se rémunère grâce aux redevances versées par les usagers (recettes d'exploitation), complétées si besoin par l'intervention du délégant au titre de contraintes de service public (subvention d'exploitation, recette garantie, compensation tarifaire). .

La Société a la pleine jouissance du bien pendant toute la durée de l'affermage. Elle en assure la gestion et l'entretien courant dans le cadre des obligations prévues à la convention, afin de rendre le bien dans un parfait état de fonctionnement à la fin de la convention (redevances, garanties, comptabilité, durée, responsabilité, etc…).

De plus, depuis le 1er janvier 1994, la Ville de Nantes a intégré les programmes de grosses réparations dans les charges incombant au fermier, sur l'ensemble des exploitations affermées. Cette obligation a été maintenue pour les exploitations passées sous le contrôle de Nantes Métropole. Le programme des travaux est décidé en accord avec les collectivités et fait l'objet de la constitution de provisions.

Le Bail Emphytéotique Administratif (BEA)

Contrat de longue durée par lequel la collectivité va louer un bien immobilier du domaine public/privé à la Société, en vue de l'accomplissement, pour le compte de cette dernière, d'une mission de service public ou d'intérêt général relevant de sa compétence. La Société dispose de droits à construire et à exploiter l'équipement pour son propre compte, à ses risques et périls. La redevance est symbolique/modique. De plus, la Société dispose d'un droit réel sur le bien, qu'elle peut hypothéquer.

Le marché public

C'est un contrat par lequel la collectivité achète les services de la Société par le paiement d'un prix, afin de répondre à un besoin de service public, notamment en lui confiant la gestion et l'exploitation d'un service public. A contrario de la concession ou DSP, la Société n'exploite pas le bien à ses risques et périls. Elle en assure la gestion et l'entretien courant dans le cadre des obligations prévues à la convention, afin de rendre le bien dans un parfait état de fonctionnement à la fin de la convention. Etant dans le cadre d'un marché public, les grosses réparations ne sont pas transférées à la Société et demeurent sous la responsabilité de la collectivité.

1.3 / FAITS CARACTÉRISTIQUES DE L'EXERCICE

Les événements essentiels ayant marqué l'activité de la Société durant l'exercice 2019 peuvent être résumés comme suit :

- La réduction sensible du périmètre d'activité suite à la fin d'exploitation des parkings de centre-ville à l'échéance de la DSP avec Nantes Métropole, le 31 décembre 2018.

- La réduction de la capacité d'accueil de la piscine. A l'issue de la dépose du plafond suspendu qui s'était détérioré anormalement, il a été constaté un accroissement du niveau sonore. L'absence des dalles de faux plafond a entraîné une détérioration de la qualité acoustique sur la halle bassins. Tant pour le confort des clients que pour respecter la réglementation liée à l'intensité sonore maximum autorisée dans le milieu du travail, la FMI (fréquentation maximale instantanée) a été réduite de moitié (250 au lieu de 500) et tous les jeux aquatiques (toboggans, cols de signe, geysers…) ont été fermés.

- L'incendie ayant détruit une partie de la centrale photovoltaïque installée en toiture de l'école Georges Brassens de Carquefou en juillet.

Les éléments précités rendent difficiles la comparaison des comptes 2018 et 2019.

1.4 / RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de bases et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels, aux dispositions du code de commerce et aux règles et principes comptables généralement admis en France selon le règlement ANC n°2014-03 relatif au PCG, modifié par le règlement ANC n°2015-06 du 23 novembre 2015, par le règlement ANC n°2016-07 du 4 novembre 2016, par les règlements 2018-01 et 2018-02 du 20 avril 2018 et par le règlement 2018-07 du 10 décembre 2018 :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices.

Conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels, la méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les créances et dettes sont comptabilisées à leur valeur nominale. Les créances sont dépréciées lorsque la valeur recouvrable est inférieure à la valeur comptable.

1.5 / EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Entre le 31 décembre 2019, date de clôture de l'exercice, et la date d'arrêté des comptes, est survenue la crise sanitaire évolutive du Covid-19. En France, les mesures de confinement ont amené l'arrêt ou et le ralentissement des activités de la Société à compter de mi-mars 2020, dont principalement la fermeture totale du centre de loisirs du Petit Port. Ces évènements étant postérieurs au 31 décembre 2019, ils n'ont pas donné lieu à des ajustements des montants comptabilisés.

PROJET

NGE s'attend à un impact négatif sur ses comptes en 2020 mais n'est pas, à ce jour, en capacité d'en apprécier l'impact final.

La Société a procédé à une mise à jour de ses prévisions de trésorerie pour l'année 2020 en intégrant ce nouveau contexte, au mieux des informations disponibles à date, sur la base d'hypothèses portant notamment sur la durée de l'arrêt d'activité et la prise en compte du dispositif gouvernemental d'activité partielle dont NGE a demandé à bénéficier.

Sur cette base, la direction estime que l'application du principe comptable de continuité d'exploitation pour l'arrêté des comptes du 31 décembre 2019 reste appropriée.

PROJET

2. / NOTES SUR LE BILAN

2.1 / L'ACTIF

D'une valeur brute de **50 474 657 €**

2.1.1/ ACTIF IMMOBILISÉ

D'un montant net de **35 565 739 €**

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou à leur coût de production.

Les amortissements économiques sont calculés en fonction de la durée de vie prévue :

- Etude 3 à 10 ans
- Agencements, aménagements et installations 5 à 10 ans
- Matériel et outillage 4 à 10 ans
- Matériel de transport 5 ans
- Matériel et mobilier de bureau 3 à 8 ans
- Matériel informatique et logiciels 3 à 5 ans
- Equipements spécialisés mis en concession 5 à 10 / 12 ans
- Constructions et aménagements sur sol d'autrui 20 à 30 ans

Les conditions de certains contrats peuvent amener à déroger à cette règle en calculant l'amortissement économique sur la durée restant à courir jusqu'à la fin du contrat. Cette disposition s'applique aux biens qualifiés de retour.

Au cours de l'exercice, la société NGE a réalisé des investissements pour les besoins de ces activités, notamment le camping et le Petit Port, pour un montant total de **206 999 €.**

Les cessions concernent essentiellement des mises au rebut du camping et des ventes de véhicules pour **89 653 €.**

La ligne "Emballages récupérables et divers" correspond aux constructions et équipements en concession.

L'amortissement de caducité des investissements en concession, de caractère financier, est analysé dans les provisions au bilan.

PROJET

Immobilisations

Exprimé en €

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisit., apports
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT			
AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	737 715		
Terrains			
Dont composants			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui	3 052 655		
Const. Install. générales, agenc., aménag.	8 091 109		74 446
Install. techniques, matériel et outillage ind.	580 236		63 533
Installations générales, agenc., aménag.			
Matériel de transport	179 292		
Matériel de bureau, informatique, mobilier	186 127		43 426
Emballages récupérables et divers	29 810 718		
Immobilisations corporelles en cours	4 900		25 594
Avances et acomptes			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	**41 905 035**		**206 999**
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations			
Autres titres immobilisés	7 052		
Prêts et autres immobilisations financières	3 516		2 054
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	**10 568**		**2 054**
TOTAL GENERAL	**42 653 319**		**209 053**

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DEVELOPPEMENT				
AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES		3 365	734 350	
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui			3 052 655	
Constructions, installations générales, agenc.		17 063	8 148 491	
Installations techn.,matériel et outillages ind.		32 603	611 165	
Installations générales, agencements divers				
Matériel de transport		32 206	147 085	
Matériel de bureau, informatique, mobilier		6 881	222 673	
Emballages récupérables et divers			29 810 718	
Immobilisations corporelles en cours		899	29 595	
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES		**89 653**	**42 022 382**	
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations				
Autres titres immobilisés			7 052	
Prêts et autres immobilisations financières		3 000	2 570	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES		**3 000**	**9 622**	
TOTAL GENERAL		**96 018**	**42 766 354**	

Amortissements

Exprimé en €

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
FRAIS D'ÉTABLISSEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT				
AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	209 988	43 916	3 365	250 539
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui	988 717	131 750		1 120 467
Constructions installations générales,agenc.,aménag.	4 063 280	540 531	13 398	4 590 413
Installations techniques, matériel et outillage industriels	400 779	50 755	32 603	418 930
Installations générales, agenc. et aménag. divers				
Matériel de transport	170 093	4 394	32 206	142 280
Matériel de bureau et informatique, mobilier	143 681	9 717	6 881	146 518
Emballages récupérables, divers	208 273			208 273
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	**5 974 823**	**737 147**	**85 088**	**6 626 882**
TOTAL GENERAL	**6 184 811**	**781 063**	**88 453**	**6 877 421**

Au 31 décembre 2019, **les provisions pour dépréciation d'actifs** s'élèvent à **323 193** € et concernent l'activité du spa.

Cette provision, d'un montant initial de **719 587 €,** a été calculée en prenant en compte la valeur nette comptable des aménagements du spa encore exploitables à la date d'arrêt de l'activité en propre, en décembre 2014, minorée des loyers pouvant raisonnablement être perçus auprès d'un nouvel exploitant jusqu'au 30 juin 2026 (fin de la DSP). La valeur retenue pour les loyers est la valeur la plus basse parmi les estimations fournies par 4 agences immobilières spécialisées dans les négociations de surfaces commerciales.

La provision prend également en compte l'engagement de la ville de Nantes (article 5 de l'avenant n°5 du 03/09/12) de reprendre les aménagements qui ne seront pas totalement amortis au terme de la délégation à leur valeur nette comptable.

A la fin de l'exercice 2015, une proposition jugée sérieuse avait été faite par un candidat à la location des locaux. Cette proposition inférieure aux premières estimations avait amené la constitution d'un complément de provision pour dépréciation des actifs à hauteur de 50 500 €.

Une convention d'occupation précaire, courant du 1er septembre 2016 au 30 juin 2026, a effectivement été conclue.

Chaque année, une quote-part de la provision est reprise à hauteur des amortissements pratiqués.

A fin 2018, l'exploitant du spa nous a fait part de soucis de trésorerie conjoncturels. En février 2019, un moratoire sur le versement des loyers de l'exercice a été conclu pour prendre en compte ces difficultés. Les 29 000 € de loyer dus au titre de 2019 ont été étalés sur les 6,5 années de la convention restant à courir. Un complément de provision avait été constitué à fin 2018 pour couvrir ces 29 000 €.

PROJET

2.1.2/ ACTIF CIRCULANT

D'un montant net de **7 703 650 €**

Stocks de marchandises : 4 692 €

Les marchandises des boutiques ont été inventoriées physiquement au 31 décembre 2019 et valorisées à leur coût d'achat. Le stock ne concerne plus que la boutique du camping.

Créances clients : 793 916 €

Constituées principalement par les comptes suivants :

- Ville de Nantes 285 470 €
- Nantes Métropole 152 063 €
- Ville de Rezé 36 347 €
- Mélissa 37 500 €

Les créances douteuses ont été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Ces provisions cumulées de **70 838 €/HT** sont constituées et justifiées créance par créance.

Autres créances : 1 827 977 €

Au 31 décembre 2019, les autres créances sont constituées principalement :

- De créances à recevoir de la Sécurité Sociale pour **66 549 €**
- De créances acquises sur l'Etat pour **1 422 011 €**, dont :
  - CICE à hauteur de 674 473 €
  - Solde de CET à recevoir pour 273 542 €
- Des opérations faites en commun pour **149 904 €,** constitué pour partie d'avances en compte courant au groupement GIE NGE.
- De créances sur débiteurs divers pour **179 853 €**, dont :
  - Créances sur assurances pour indemnisation de sinistres 84 003 €
  - Contributions des collectivités sur contrats 90 198 €

Valeurs mobilières de placement : 0 €

Les dépôts à terme sont arrivés à échéance au 26/10/2019.

Disponibilités : 5 060 788 €

Dont 4 840 495 € sur comptes courants rémunérés

Charges constatées d'avance : 35 386 €

Essentiellement constituées de tickets et cartes d'abonnements, de contrats d'entretien et de frais de communication.

PROJET

L'échéance des créances au 31 décembre 2019 se ventile comme suit :

Créances et dettes

Exprimé en €

ETAT DES CREANCES	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	2 570	2 570	
Clients douteux ou litigieux	11 300	10 019	1 281
Autres créances clients	757 269	757 269	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	22	22	
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux	66 549	66 549	
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices	674 473	207 707	446 766
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	473 996	473 996	
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés			
Etat, autres collectivités : créances diverses	273 542	273 542	
Groupe et associés	149 904	149 904	
Débiteurs divers	189 491	189 491	
Charges constatées d'avance	35 386	35 386	
TOTAL GENERAL	**2 634 503**	**2 633 222**	**1 281**
Montant des prêts accordés en cours d'exercice			
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice			
Prêts et avances consentis aux associés			

PRO

2.2 / LE PASSIF

D'une valeur brute de **43 269 390 €**

2.2.1/ CAPITAUX PROPRES

Pour un montant de **13 359 704 €**

Le capital social de 3 128 112 € est composé de 43 446 actions de 72 €, dont 16 523 détenues par la Ville de Nantes, et 16 523 par Nantes Métropole.

Les capitaux propres se détaillent comme suit :

	Solde début	Augmentation	Diminution	Solde fin
Capital social	3 128 112			3 128 112
Primes d'émission	0			0
Réserve légale	120 058	15 151		135 209
Réserves spéciales	0			0
Autres réserves	151 151			151 151
Report AN créditeur	148 274	287 863		436 137
Report AN débiteur	0			0
Résultat exercice	303 014	83 235	303 014	83 235
Subvention d'équipement net	9 429 134			9 425 860
TOTAL	**13 279 743**	**386 249**	**303 014**	**13 359 704**

L'exercice 2019 se solde par un résultat bénéficiaire de 83 235 €.

Les subventions d'équipement, d'un montant brut de **9 448 778 €,** sont principalement affectées au financement des concessions.

Pour mémoire, ces subventions resteront inscrites en capitaux permanents, jusqu'au terme des concessions, sauf le cas particulier de réduction du périmètre (pm : Gare Fluviale en 2008, sortie de la passerelle d'accès).

- Parking Cathédrale (Nantes Métropole – 2006/07) 4 847 918 €
- Centre du Petit Port (Ville / Département -2007/09) 1 472 680 €
- Centre du Petit Port (Région PDL-2007/09) 1 702 719 €
- Gare Fluviale (Nantes Métropole - 1993) 1 351 461 €

Compte tenu de leurs spécificités, certaines subventions sont reprises au résultat au même rythme que l'amortissement des biens qu'elles ont financés :

- Camping (Région - 2012) 51 082 €

PROJET

2.2.2/ PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Pour un montant de **12 378 130 €**

Provisions

Exprimé en €

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions gisements miniers, pétroliers				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Dont majorations exceptionnelles de 30 %				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
PROVISIONS REGLEMENTEES				
Provisions pour litiges	406 802	37 204	64 607	379 399
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions, obligations similaires				
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement immobilisations				
Provisions pour gros entretiens, grandes révis.	788 392	540 783	733 955	595 220
Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	10 377 776	1 025 735		11 403 511
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	**11 572 970**	**1 603 723**	**798 562**	**12 378 131**

Provisions pour risques/litiges: 379 399 €

Se détaillant en :

- Indemnités médaille du Travail pour 13 394 €
- Travaux suite désordres au Petit Port pour 324 812 €
- Travaux suite désordres à la Trocardière pour 17 193 €
- Installation photovoltaïque Stalder pour 24 000 €

Provisions pour charges : 11 998 731 €

D'une part, **les provisions pour grosses réparations**, **d'un montant de 595 220** €, concernent les équipements en concession et affermage (Petit Port et parkings principalement). Les dotations sont faites sur la base d'un plan prévisionnel de travaux réactualisé régulièrement.

D'autre part, **l'amortissement de caducité d'un montant de 11 403 511 €**, pratiqué au titre des équipements en concession tels que :

- Le parking Cathédrale pour 2 004 315 €
- La Gare Fluviale pour 1 496 632 €
- Le Centre du Petit Port pour 7 902 564 €

2.2.3/ DETTES

Pour un montant de **17 531 555 €**

Dettes financières : 13 191 339 €

Elles correspondent aux capitaux restants dus sur emprunts et aux intérêts courus non échus pour 13 166 591 €,

dont Emprunts LT	11 569 037 €
dont Emprunts CT	1 395 980 €
dont Intérêts courus	201 574 €

Les divers dépôts et cautionnements reçus s'élèvent à 12 600 €.

Dettes d'exploitation : 1 683 899 €

Les dettes à l'égard des fournisseurs :

- Factures reçues pour 771 924 €
- Factures non parvenues pour 215 341 €

Les dettes fiscales et sociales :

- Dues au personnel pour 211 179 €
- Dues aux organismes sociaux pour 297 800 €
- Dues à l'Etat pour 187 656 €

Dettes diverses : 2 517 887 €

Au 31 décembre 2019, les autres dettes sont constituées principalement de :

Dettes sur fournisseurs d'immobilisations pour 201 710 €

Dettes sur créditeurs divers pour 1 169 839 €, dont

- Collectivités (principalement des redevances) pour 608 342 €
- NMGS et GIE pour solde sur les transferts exploitation pour 551 150 €

Dettes diverses à payer pour 1 129 853 €, dont

- Nantes Métropole (principalement redevances et intéressement) pour 954 423 €
- Ville de Nantes (principalement intéressement) pour 139 967 €

Produits constatés d'avance : 138 428 €

Ils correspondent aux abonnements, leçons et billetterie vendus d'avance sur le pôle Loisirs du Petit Port et le parking Cathédrale.

PROJET

L'échéance des dettes au 31 décembre 2019 est arrêtée comme suit :

ETAT DES DETTES	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an,-5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine				
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine	13 166 591	1 597 554	6 013 153	5 555 884
Emprunts et dettes financières divers	12 600	12 600		
Fournisseurs et comptes rattachés	987 266	987 266		
Personnel et comptes rattachés	211 179	211 179		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	297 800	297 800		
Etat : impôt sur les bénéfices				
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	127 592	127 592		
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	60 063	60 063		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	201 772	201 772		
Groupe et associés				
Autres dettes	2 316 116	2 316 116		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	138 428	138 428		
TOTAL GENERAL	**17 519 407**	**5 950 370**	**6 013 153**	**5 555 884**
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice	1 355 031			
Emprunts, dettes contractés auprès d'associés				

Nota : Les dettes d'acomptes reçues sur clients ne sont pas reprises dans la ventilation de cet état.

PROJ

3. / NOTES SUR LE COMPTE DE RÉSULTAT

3.1 / LES PRODUITS

3.1.1/ CHIFFRE D'AFFAIRES 4 632 203 €

La ventilation du chiffre d'affaires par activité, contractant et type de contrat peut être synthétisée comme suit :

Ventilation du chiffre d'affaires

en k€	Ville de Nantes	Nantes Métropole	Activités en propre	Total 31/12/2019	%
Parking Cathédrale		862,7		862,7	18,6 %
Parking privés et divers stationnement			40,7	40,7	0,9 %
Horodateurs Rezé			65,7	65,7	1,4 %
Centre de Loisirs Petit-Port	848,4	648,9		1 497,2	32,3 %
Salles Petit Port			24,3	24,3	0,5 %
Spa Aqua Bien Etre			36,6	36,6	0,8 %
Nantes Camping			1 577,7	1 577,7	34,0 %
Patinoire de Rezé			117,1	117,1	2,5 %
Photovoltaïque			274,2	274,2	5,9 %
Gare Fluviale		120,7		120,7	2,6 %
Divers société			24,1	24,1	0,5 %
				-	
TOTAL	848,4 €	1 632,2 €		4 641,2 €	100,0%

Ce tableau prend en compte 8 k€ de prestations internes entre Nantes Camping et le centre de loisirs du Petit Port

3.1.2/ AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION 5 587 619 €

Reprises sur provisions et transfert de charges : 1 002 716 €

La reprise de provisions sur grosses réparations s'élève à 733 955 €.

Les transferts de charges d'un montant de 133 316 € concernent des refacturations de charges communes au GIE et à NMGS.

Autres produits : 4 583 032 €

Ce poste correspond principalement aux subventions d'exploitation pour sujétion de service public versées par les collectivités, réparties comme suit :

- Parking Cathédrale pour 69 728 €
- Centre de Loisir du Petit Port pour 4 512 017 €

3.2 / LES RÉSULTATS

3.2.1/ RÉSULTAT COMPTABLE

D'une valeur de **83 235 €**

3.2.2/ RÉSULTAT FINANCIER **- 442 884 €**

Les produits financiers s'élèvent à 12 802 € issus de la rémunération de comptes courants et dépôts à terme.

Les charges financières relatives aux intérêts payés et courus sur emprunts et à divers frais bancaires (essentiellement commissions/transactions par cartes bancaires) s'élèvent à 455 687 €.

3.2.3/ RÉSULTAT EXCEPTIONNEL **139 465 €**

Il est constitué des éléments suivants :

Libellé	Charges exceptionnelles	Produits exceptionnels
Cessions d'actifs immobilisés	3 665,80	1 100,00
Pénalités et amendes	585,64	
Sinistres et franchises	48 269,22	27 394,93
Reprise subventions et cautions		97 446,00
Provision dépréciation d'actif		66 045,00

3.3 / LE RÉSULTAT FISCAL

D'un montant imposable de **0 €**

RESULTAT COMPTABLE	**83 235,91**
REINTEGRATIONS	**4 853,14**
DEDUCTIONS	**-48 284,36**
RESULTAT FISCAL avant imputation	**39 804,69**
DEFICIT RESTANT A REPORTER	-1 326 819,00
DEFICIT IMPUTE	-39 804,69
RESULTAT FISCAL après imputation	**0,00**

Suite à la notification du contrôle fiscal portant sur les exercices 2016 et 2017, le déficit fiscal reportable au 01/01/2019 a été ramené à 1 326 819 € au lieu 1 375 103 €.

Cette réintégration extra-comptable de 48 284 € a été neutralisée dans le résultat fiscal de 2019 suite aux corrections.

Le total des déficits restant à reporter au 31/12/2019 s'élève à 1 287 014 €.

4. / AUTRES NOTES

4.1 / ENGAGEMENTS HORS BILAN

4.1.1/ ENGAGEMENT RETRAITE (INDEMNITÉS FIN DE CARRIÈRE)

Néant

Le passif social au titre des indemnités de fin de carrière acquises par le personnel à la date du 31 décembre 2019, calculé selon les prescriptions de la convention collective de rattachement, et les critères de probabilité communément admis (turn-over, mortalité, …) a fait l'objet d'une évaluation précise par BNP Paribas, département Epargne & Retraites Entreprises, dans le cadre de la convention d'assurance souscrite par la Société.

Le rapport actuariel correspondant établit ainsi le passif social, à la somme de **72 815 €** (montant brut + charges au taux de 47 %).

La valorisation de l'épargne constituée au 31 décembre 2019, nette des frais annuels de gestion, s'élève à **250 584 €**.

Au 31 décembre 2019, la société n'a donc pas d'engagement hors bilan au titre des IFC.

L'étude actuarielle fait l'objet d'une réactualisation annuelle, pour tenir compte à la fois :

- de l'évolution des effectifs permanents et des droits acquis,
- des règlements par BNP Paribas (liquidation des droits acquis),
- de l'évolution de la réglementation et des dispositions conventionnelles.

4.1.2/ ENGAGEMENTS FINANCIERS **2 820 037 €**

- **Garanties données par la Ville de Nantes :**

Emprunt	*Date*	*Garantie d'origine*	*Durée*	*Garantie au 31/12/2019*	*Taux*
Financement Petit-Port / Dexia (repris par Crédit Coopératif le 02/07/19)	01/12/07	2 500 000 € soit 50 %	18,5 ans	1 084 407 €	3,85 % (fixe)
Financement Petit-Port / Caisse d'Epargne	25/01/08	3 920 564 € soit 50 %	18 ans	1 735 630 €	3,88 % (fixe)
		6 420 564 €		**2 820 037 €**	

4.2 / AUTRES INFORMATIONS

4.2.1/ EFFECTIFS

L'effectif moyen de l'exercice 2019 est de 50,47 salariés.

PROJET

4.2.2/ CICE

Le Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE) a été supprimé au 01/01/2019

Toutefois, il reste une créance sur l'Etat de **674 473 €** correspondant au CICE comptabilisé de 2016 à 2018 et qui fait l'objet d'une demande de remboursement chaque année, au terme des 4 ans.

Conformément à l'article 244 quater c du Code Général des Impôts, il n'a financé ni une hausse de la part des bénéfices distribués, ni une augmentation des rémunérations des personnes exerçant des fonctions de direction dans l'entreprise. Le CICE a contribué à diminuer le besoin en fonds de roulement de la Société.

PROJET

RAPPORT DE GESTION

RAPPORT SUR LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

établis par le Conseil d'Administration
et présentés à l'Assemblée Générale
du xx juin 2020

PROJET

1ère partie - RAPPORT DE GESTION 4
1. OBJET DE LA REUNION 4
2. ACTIVITE DE LA SOCIETE 4
2.1. Signature d'un accord de performance collective 4
2.2. Faits marquants de l'activité : 5
2.3. Aspects contractuels : 5
2.4. Contrôle fiscal 5
3. ANALYSE GLOBALE DES DONNEES FINANCIERES DE L'EXERCICE 2019 5
3.1. Les produits 5
3.2. Les charges 8
3.3. Les délais de paiement 9
3.4. Les résultats 10
4. INFORMATIONS JURIDIQUES ET FISCALES 12
4.1. Structure du capital social 12
4.2. Participation des salariés au capital 12
4.3. Dépenses non déductibles fiscalement 12
4.4. Pratique anticoncurrentielle 12
4.5. Contrôle fiscal 12
5. PROPOSITION D'AFFECTATION DU RESULTAT 12
6. LES INDICATEURS DE STRUCTURE FINANCIERE 13
6.1. Evolution du besoin en fonds de roulement (BFR) 13
6.2. Evolution du fonds de roulement net global (FRNG) 13
6.3. Evolution de la trésorerie (T) 13
6.4. La capacité d'autofinancement (CAF) 14
7. LES EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE 14
7.1. Effets de la pandémie liée au coronavirus 14

PROJET

2ème partie - RAPPORT SUR LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE 15

8. ACTIVITE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION 15

9. REMUNERATION ET MANDATS DES MANDATAIRES SOCIAUX 16

10. CONVENTIONS VISEES A L'ARTICLE L 225-38 DU CODE DE COMMERCE 18

11. CONVENTIONS CONCLUES ENTRE UN DIRIGEANT OU UN ACTIONNAIRE SIGNIFICATIF ET UNE FILIALE 18

12. DELEGATIONS EN MATIERE D'AUGMENTATION DE CAPITAL 18

13. MODE D'ORGANISATION DE LA SOCIETE 19

14. ADMINISTRATION ET CONTROLE DE LA SOCIETE 19

PROJET

1ère partie - RAPPORT DE GESTION

1. OBJET DE LA REUNION

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

Nous vous avons réunis en Assemblée Générale, conformément à la loi et aux statuts, afin de vous rendre compte de la situation de l'activité de notre Société durant l'exercice clos le 31 décembre 2019, et de soumettre à votre approbation les comptes annuels dudit exercice.

Pour votre information, nous avons tenu à votre disposition dans les conditions légales, tous les documents prescrits par la loi, à savoir :

- L'inventaire, le bilan, le compte de résultat, et l'annexe ;
- Le présent rapport de gestion du conseil d'administration ;
- Les rapports de délégataire comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution des Délégations de Service Public, et une analyse de la qualité de service ;
- Le rapport général et les rapports spéciaux du commissaire aux comptes ;
- Le texte des résolutions soumises à votre approbation ;
- La liste des actionnaires et des administrateurs.

2. ACTIVITE DE LA SOCIETE

Les événements essentiels ayant marqué l'activité de la Société durant l'exercice 2019 peuvent être résumés comme suit :

2.1. Signature d'un accord de performance collective

Le souci de rester compétitif dans un contexte de concurrence accrue, tout en répondant aux attentes de ses clients usagers, de ses donneurs d'ordres et de ses actionnaires a conduit la direction à engager un vaste programme de négociations avec les instances représentatives du personnel. L'objectif de cette démarche, lancée en février 2018, était de définir les conditions sociales et organisationnelles préparant le « groupe NGE » à ses enjeux de demain.

A l'issue de 10 réunions de négociations, le 23 avril 2019, la direction et une organisation syndicale ont signé un accord d'entreprise (« accord de performance collective ») qui définit pour chaque thème de l'accord les mesures retenues dont les éléments principaux suivants :

- Durée du travail : une durée unique du travail fixée à 35 heures par semaine (employés et agents de maitrise) et 212 jours par an (cadres) ;

- Planification : la ré-affirmation de l'annualisation et de la modulation du temps de travail ;

- Congés et absences : des congés d'ancienneté revus en faveur des salariés, la création d'un congé pour âge pour les plus de 55 ans, une refonte du Compte Epargne Temps permettant de transformer de l'argent en temps ;

PROJET

- Compensations à 100 % des jours et heures travaillées en plus, revalorisation de la compensation des horaires atypiques du dimanche, de la nuit et reconnaissance de la contrainte du travail le samedi ;

La signature d'une seule organisation syndicale ne suffisant pas pour emporter la validité de l'accord, un référendum auprès de tous les salariés de l'UES NGE a été organisé le 29 mai 2019 au cours duquel 70% des salariés ont adopté le nouvel accord d'entreprise (taux de participation : 89%). Cet accord est entré en vigueur dès le 1er juin 2019.

2.2. Faits marquants de l'activité :

- ✓ La réduction de la capacité d'accueil de la piscine. A l'issue de la dépose du plafond suspendu qui s'était détérioré anormalement, il a été constaté un accroissement du niveau sonore. L'absence des dalles de faux plafond a entraîné une détérioration de la qualité acoustique sur la halle bassins. Tant pour le confort des clients que pour respecter la réglementation liée à l'intensité sonore maximum autorisée dans le milieu du travail, la FMI (fréquentation maximale instantanée) a été réduite de moitié (250 au lieu de 500) et tous les jeux aquatiques (toboggans, cols de signe, geysers…) ont été fermés.

- ✓ L'impact notable des perturbations en centre-ville depuis le dernier trimestre 2018 (manifestations, travaux en voirie) sur la fréquentation du parking Cathédrale.

2.3. Aspects contractuels :

- ✓ Néant

2.4. Contrôle fiscal

La Société a fait l'objet d'un contrôle fiscal portant sur ses exercices 2016 et 2017. La DGFIP a transmis ses conclusions en novembre 2019, soit en synthèse :

- ✓ Aucune anomalie n'a été relevée en matière de :
  - TVA collectée
  - TVA déductible
  - Modalités de comptabilisation des amortissements de caducité

- ✓ Propositions de réintégration pour :
  - Provision pour dépréciation d'une créance : 21 k€
  - Charges à immobiliser : 27 k€

Après échanges avec l'administration fiscale et production de justificatifs, la Société a accepté ces réintégrations qui n'ont pas de conséquences économiques ni fiscales.

3. ANALYSE GLOBALE DES DONNEES FINANCIERES DE L'EXERCICE 2019

3.1. Les produits

Le chiffre d'affaires analytique **s'est** élevé à 4 641 k€/HT pour 13 016 k€/HT en 2018.

Soit une baisse globale de -8 375 k€/HT (-64%) essentiellement liée aux fins de marchés et DSP et pour lesquels les nouveaux contrats sont signés avec la SPL NMGS.

en K€ / HT	2017	2018	2019	19/18	%
C.A. Total	**17 385**	**13 016**	**4 641**	-8 374	-48,2%
Activité stationnement					
Stationnement silos	8 750	8 333	863	-7470	-85%
Parking Feydeau	309	0	0	0	0%
Stat. Voirie / Horod., enclos, aires piét., ZTL	1 195	244	66	-178	-15%
Sce Voirie (pr le cpte du GIE)	350	0	0	0	0%
PCC et parking privés	100	62	41	-21	-21%
Divers	67	31	0	-31	-46%
Activité loisirs et Ports					
Centre de Loisirs Petit-Port	3 356	1 665	1 497	-168	-5,0%
Spa Aqua Bien Etre	28	35	37	2	5,5%
Salles Petit Port	26	29	24	-5	-18,9%
Patinoire de Rezé	95	103	117	14	15,2%
Camping	1 346	1 382	1 578	196	14,5%
Ports	476	328	0	-328	-69,0%
Activité gestion de salles et immobilière					
Halle Trocardière	740	376	0	-376	-50,9%
Gare Fluviale	115	117	121	4	3,3%
Autres activités diverses					
ENR, Rés. Ch. & Photov.	285	280	274	-6	-2%
Missions d'expertise	27	3	0	-3	-11%
Divers	120	27	24	-3	-2%

PROJET

- -7 701 k€ au titre de l'activité Stationnement et Mobilité (-88,4 %), dont :

  - - 6 547 k€ au titre de la DSP "Parkings Centre-ville" qui a pris fin le 31 décembre 2019 (ces parkings, hormis Médiathèque et Cité des Congrès, sont depuis gérés par la SPL NMGS dans le cadre de la DSP « Cœur de Ville »),

  - - 926 k€ au titre du parking Commerce dont la DSP concession avait perduré jusqu'au 30 septembre 2018 (ce parking est depuis géré par la SPL NMGS dans le cadre de la DSP « Cœur de Ville »),

  - - 178 k€ au titre de la gestion des contrôles d'accès aux aires piétonnes dont le marché avait perduré jusqu'au 31 août 2018. Ce marché a depuis été confié à la SPL NMGS,

  - - 30 k€ au titre de l'activité Métropole à Vélo

  - + 8 k€ au titre du Parking Cathédrale, essentiellement liés à la hausse tarifaire du stationnement horaire

- <u>- 289 k€</u> au titre des Loisirs et Ports (-8,2 %), dont :

    - - 328 k€ au titre de la gestion des ports de Nantes Métropole dont la DSP avait perduré jusqu'au 31 août 2018,

    - - 168 k€ au titre des activités du centre de loisirs du Petit Port. La limitation de la FMI (Fréquentation maximale instantanée) à la piscine liée aux nuisances engendrées par la dépose du faux plafond ayant engendré une baisse de chiffre d'affaires de -207 k€. La patinoire ayant conforté son chiffre d'affaires de +16 k€,

    Pertes de chiffre d'affaires partiellement compensées par :
    - + 196 k€ (+14,5%) à Nantes Camping. L'équipement poursuit sa montée en puissance avec la refonte de sa politique tarifaire et l'augmentation de son parc locatif (75 en moyenne mensuelle sur 2019 contre 70 en 2018) ayant permis d'améliorer sensiblement le chiffre d'affaires à l'emplacement.

- <u>-376 k€</u> au titre de la gestion de la Halle de la Trocardière dont la DSP avait perduré jusqu'au 30 septembre 2018

- <u>- 6 K€</u> (-1,53 %) au titre de la production d'électricité photovoltaïque, essentiellement liés à des incidents techniques dont l'arrêt de production de la centrale sur l'école G. Brassens à Carquefou suite à l'incendie de juillet 2019.

Les autres produits totalisent la somme de 5 588 K**€/HT** pour 7 356 K€/HT en 2018,

Soit une baisse de - 1 768 K€/HT

<u>Dont</u> :

- <u>- 328 **K€**</u> de contributions des mandants, collectivités locales, pour sujétions de fonctionnement aux différents contrats (4 582 K€ en 2019 pour 4 909 K€ en 2018), dont :
    - - 219 k€ de contribution forfaitaire de la Ville de Rezé pour la Halle de la Trocardière,

    - - 173 k€ de contribution forfaitaire de Nantes Métropole pour la DSP des Ports

    - + 111 k€ de subvention pour sujétion pour service public au Petit Port, dont
      + 40 k€ de taxe sur les salaires

    - - 46 k€ de subvention pour le parking Cathédrale

- <u>- 749 **K€**</u> de reprises de provisions (869 K€ en 2019 pour 1 607 K€ en 2018), dont :
    - - 620 k€ pour grosses réparations

    - - 189 k€ pour risques et charges

    - + 60 k€ pour dépréciation de créances

- <u>- 647 **k€**</u> de transferts de charges relatifs aux débours engagés pour le compte de NMGS et du groupement GIE NGE,

- <u>- 47 **K€**</u> au titre d'aides à l'emploi.

PROJET

3.2. Les charges

Les charges d'exploitation, après régularisation analytique des transferts de charges, s'élèvent à la somme de 8 812 k€/HT pour 17 648 k€/HT en 2018.

Soit une baisse globale de – 8 836 k€/HT (- 15%) essentiellement liée, comme pour les produits, aux fins de marchés et DSP avec les collectivités.

Le solde des frais de société non imputables directement aux exploitations, principalement :

- Quote-part de résultat du groupement GIE NGE,
- mandat social, et jetons de présence,
- honoraires commissaire aux comptes,
- abonnement, adhésions et cotisations diverses,
- frais administratifs, de greffe…

s'est élevé à 90 k€ au cours de l'exercice pour 197 k€ en 2018.
A l'occasion de la réorganisation juridique amenant notamment la création du GIE en 2017, ces frais sont dorénavant répartis analytiquement et pèsent sur toutes les exploitations au prorata du total de leurs produits d'activité (chiffre d'affaires et contribution des collectivités).

Les principales variations de charges d'exploitation par rapport à l'exercice 2018 peuvent s'exprimer comme suit :

- - 7 950 **k€** au titre de l'activité Stationnement et Mobilité (-92%), dont :
  - - 6 707 k€ au titre des parkings de la DSP Centre-ville, dont le contrat a pris fin le 31 décembre 2018 (ces parkings, hormis Médiathèque et Cité des Congrès, sont depuis gérés par la SPL NMGS),
  - - 1 052 k€ au titre du parking Commerce dont la DSP concession avait perduré jusqu'au 30 septembre 2018 (ce parking est depuis géré par la SPL NMGS),
  - - 169 k€ au titre de la gestion des contrôles d'accès aux aires piétonnes dont le marché avait perduré jusqu'au 31 août 2018. Ce marché a depuis été confié à la SPL NMGS,
  - -13 k€ au titre du parking Cathédrale, dont – 17 k€ de variation de redevance versée à la collectivité,
  - - 9 k€ au titre parkings privés.

- - 360 **k€** au titre des Loisirs et Ports (-4,6 %), dont :
  - - 517 k€ liés à l'échéance de la DSP des Ports, dont le contrat avait perduré jusqu'au 31 août 2018,
  - + 140 k€ au centre de loisirs du Petit Port, dont +57 K€ sur le poste électricité, +49 K€ sur les frais de personnel piscine liés aux mouvements sociaux, +33 k€ d'imputation de frais de GIE,
  - +19 k€ à la patinoire de Rezé, essentiellement lié au surcoût de maintenance des installations techniques (+ 10 k€),
  - + 9 k€ au titre de Nantes Camping

PROJET

- <u>- 582 **k€**</u> au titre de l'activité gestion des salles et immobilière, dont :
  - - 587 k€ liés à la fin de la DSP de la halle de la Trocardière, dont le contrat avait perduré jusqu'au le 1er juillet 2018,
  - + 4 k€ à la Gare Fluviale,
- <u>- 23 **k€**</u> au titre des centrales photovoltaïques, liés à une baisse des interventions de maintenance.
- <u>+ 76 **k€**</u> au titre des frais de société, dont 59 k€ liés à l'abandon du CICE (quote-part transférée du groupement GIENGE en 2018).

3.3. <u>Les délais de paiement</u>

Le nombre et le montant des factures fournisseurs reçues et non réglées à la date de la clôture dont le terme est échu (c. commerce art. L.441-6-1) s'expriment comme suit :

Délais de paiements	Factures non réglées au 31/12/19					
Par tranche de retard de paiement	Non échues	1 / 29 jours	30 / 59 jours	60 / 90 jours	Bloquées (3)	Totaux
Fournisseurs exploitation TTC (1)	431 885	0	1 982	1 530	11 679	447 076
En nombre de factures	*222*	*0*	*6*	*9*	*7*	*244*
Fournisseurs "groupe" TTC (2)	306 638					306 638
En nombre de factures	*8*					*8*
Fournisseurs retenue de garantie TTC	6 786					6 786
En nombre de factures	*2*					*2*
Fournisseurs honoraires TTC	4 374				*3 300*	7 674
En nombre de factures	*3*				*1*	*4*
Fournisseurs d'immobilisations TTC	201 710				62	201 772
En nombre de factures	*10*				*1*	*11*
TOTAL Fournisseurs TTC	951 394	0	1 982	1 530	15 041	969 947
% des Achats TTC	16,35%	0,00%	0,03%	0,03%	0,26%	16,67%
Délais de paiement de référence utilisés						
Délais contractuels	30 jours fin de mois					
Délais légaux	30 jours ou 45 jours fin de mois					

(1) Fournisseurs débiteurs et créditeurs confondus

(2) GIE NGE et NMGS

(3) Factures en litige avec les fournisseurs

PROJET

Le nombre et le montant des factures clients émises et non réglées à la date de la clôture dont le terme est échu (c. commerce art. L.441-6-1) s'expriment comme suit :

Délais de paiements	Factures non réglées au 31/12/19					
Par tranche de retard de paiement	Non échues	1 / 29 jours	30 / 59 jours	60 / 90 jours	> 90 jours	Totaux
Clients exploitation TTC (1)	110 864	5 868	5 536	233 856	224 226	580 349
En nombre de factures	*30*	*32*	*23*	*9*	*13*	*107*
% du CA TTC	2,08%	0,11%	0,10%	4,38%	4,20%	10,88%
Clients "groupe" TTC (2)	135 138	0	0	0	0	135 138
En nombre de factures	*8*	*0*	*0*	*0*	*0*	*8*
% du CA TTC	2,53%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	2,53%
Factures relatives à des créances litigieuses (exclues des clients exploitation)						
Clients douteux TTC						11 300
Délais de paiement de référence utilisés						
Délais contractuels	Comptant pour clients particuliers/ 30 jours pour clients professionnels					
Délais légaux	30 jours					

(1) Clients débiteurs et créditeurs confondus

(2) GIE NGE et NMGS

3.4. Les résultats

Le résultat d'exploitation est bénéficiaire de ..... 386,6 k€ pour 558,8 k€ en 2018

Le résultat financier est négatif à hauteur de - 442,8 k€ pour - 509,0 k€ en 2018, soit une variation de + 66,2 K€ essentiellement due à l'amortissement des emprunts en cours,

Le résultat exceptionnel est positif à hauteur de ..... 139,5 k€

Le résultat comptable net se traduit par un bénéfice de 83,2 k€ pour 303,0 k€ en 2018, dont la répartition par activités s'établit comme suit :

PROJET

	Réalisé 2017	Réalisé 2018	Réalisé 2019
Activités pôle stationnement	**546 385**	**215 311**	**62 187**
DSP parkings affermage (contrat échu à fin 2018)	0	139 175	0
DSP parkings concessions	111 122	17 107	26 279
Marché parking (Feydeau) (contrat échu à fin 2017)	-102 653	0	0
dont activité parkings silos	8 468	156 282	26 279
Marchés privés stationnement / PCC / Sces Gaux Pkgs	294 190	23 572	11 164
Voirie	30 958	20 694	24 744
Aires piétonnes / ZTL / Sanisettes / Cyclotan	132 926	14 762	0
Parcs en enclos (contrat échu à fin 2017)	79 843	0	0
Activités loisirs, tourisme et sport	**73 651**	**85 648**	**-26 609**
dont activité Spa Aqua Bien Etre	-2 052	-30 165	708
DSP Petit Port (piscine-patinoire-salles sportives)	137 363	92 359	-145 099
Autre Petit Port (Restaurant, salles…)	-50 297	121 142	57 002
Camping	-77 196	-85 552	58 639
Marché Patinoire de Rezé	10 283	8 210	2 140
DSP Ports (contrat échu à fin 08/2018)	55 549	-20 345	0
Activités gestion de salles et immobilière	**-177 204**	**-22 064**	**0**
DSP Trocardière (contrat échu à fin 06/2018)	-177 204	-22 064	0
Concession Gare Fluviale	0	0	0
Autres activités	**-303 509**	**24 119**	**47 658**
Energies renouvelables	39 988	34 389	51 900
Siège / mission d'expertise / divers	-343 498	-10 270	-4 242
Résultat Consolidé NGE	**139 323**	**303 014**	**83 236**

Le résultat fiscal de l'exercice, avant imputation des déficits antérieurs, est bénéficiaire à hauteur de + 88,1 k€.
Après imputation du résultat de l'exercice, les déficits fiscaux reportables sur les exercices suivants s'élèvent à 1 287 k€.

PROJET

4. INFORMATIONS JURIDIQUES ET FISCALES

4.1. Structure du capital social

Le capital social de la Société est fixé à 3 128 3112 euros, divisé en 43 446 actions d'une même catégorie de 72 euros chacune, souscrites en numéraire et libérées intégralement.

4.2. Participation des salariés au capital

Conformément à l'article L225.129-6 du code du commerce, nous vous informons que les salariés n'ont pas de participation dans le capital de la société. La dernière résolution en ce sens proposée à l'AGM réunie le 23 juin 2017, a été rejetée à l'unanimité.

4.3. Dépenses non déductibles fiscalement

Nous avons constaté des charges non déductibles fiscalement, pour un montant total de 5 k€.
Il s'agit principalement de :

- 4 k€ de taxe sur véhicules de société.

4.4. Pratique anticoncurrentielle

La Société n'a fait l'objet d'aucune injonction ou sanction pécuniaire prononcée par l'autorité de la concurrence pour pratique anticoncurrentielle au cours de l'exercice.

4.5. Contrôle fiscal

La Société a fait l'objet d'un contrôle fiscal portant sur les exercices 2016 et 2017. Il en est résulté des réintégrations pouvant être résumées comme suit :

- 27 k€ au titre de charges requalifiées en immobilisations,
- 21 k€ de provision pour un client douteux indument constituée.

5. PROPOSITION D'AFFECTATION DU RESULTAT

Le résultat net bénéficiaire de l'exercice s'élevant à 83 235,91 €, il est proposé de l'affecter selon les dispositions ci-après :

- Dotation à la réserve légale 5%	4 161,80 €
- Affectation au compte report à nouveau	79 074,11 €

A l'issue de cette affectation, le montant total des réserves légales dûment constituées, s'élèvera ainsi à la somme de 139 370,44 €
et le report à nouveau créditeur, à la somme de..... 515 211,29 €

Au 31 décembre 2019, et hors subventions d'investissement et provisions règlementées, les capitaux propres de la Société s'établissent à la somme de 3 933 844,95 €, dont 3 128 112,00 € de capital social.

Enfin, nous vous confirmons l'absence de tout versement de dividendes.

PROJET

6. LES INDICATEURS DE STRUCTURE FINANCIERE

6.1. Evolution du besoin en fonds de roulement (BFR)

Besoin complémentaire de financement stable lié à l'exploitation et au décalage des flux financiers (Actif circulant - Passif circulant).

Le BFR est structurellement négatif, du fait des dispositions en matière de perception des recettes d'exploitation en instantané, voire d'avance (abonnements), ainsi que des compensations tarifaires et subventions pour sujétions de service public.

	2017	2018	2019
stocks	9	3	5
créances…	4 355	4 885	2 638
créances / investisst.	-500		
dettes…	-6 719	-8 445	-4 365
BFR	-2 854	-3 557	-1 722

L'encours des dettes, autres qu'emprunts, en fin d'exercice représente pour l'essentiel celles envers :

	A fin 2018 (en K€)	A fin 2019 (en K€)
• les organismes fiscaux & sociaux	1 101	697
• les fournisseurs exploitation	2 183	987
• les fournisseurs investissements	116	202
• autres dettes (charges à payer, créditeurs divers, …)	4 890	2 316
• Produits constatés d'avance	131	138

6.2. Evolution du fonds de roulement net global (FRNG)

Excédent des ressources stables destiné au financement du cycle d'exploitation (Capitaux permanents - Actif Immobilisé).

	2017	2018	2019
Capital social (appelé et versé)	3 128	3 128	3 128
Réserv. & RAN	419	722	806
Subvent. Invest.	9 534	9 429	9 426
Subv. Inv. à recevoir	-500	0	0
Emprunts LMT	16 222	14 538	13 167
Cap. Permanents	28 804	27 818	26 526
Actif brut immo.	60 200	42 648	42 737
Immo. En cours	34	5	30
Amort. actif	-14 379	-6 574	-7 201
Amort. passif	-18 284	-10 378	-11 404
Act. Net immo.	27 571	25 701	24 162
FRNG	1 232	2 117	2 364

6.3. Evolution de la trésorerie (T)

La trésorerie est la résultante de l'équilibre entre fonds de roulement et besoin en fonds de roulement (T= FR-BFR). Pour ce qui concerne NGE, il convient de retenir l'existence d'un niveau permanent de

PROJET

provisions pour risques & charges, résultant des obligations contractuelles de mise en œuvre des grosses réparations sur plusieurs d'équipements gérés dans le cadre des DSP.

	2017	2018	2019
FRNG	1 232	2 117	2 364
Prov. Risq. & ch.	2 103	1 195	975
BFR	-2 854	-3 557	-1 722
T = FRNG-BFR+Prov.	6 190	6 868	5 061

6.4. La capacité d'autofinancement (CAF)

L'EBE est déterminé hors l'impact du coût des grosses réparations réalisées au titre de chaque exercice, dans la mesure où les dépenses réelles à ce titre sont couvertes à due concurrence par des reprises de provisions. En 2019, ce montant neutralisé s'élève à 734 k€.

	2017	2018	2019
C.A.	17 312	12 997	4 596
% évolut.	5,84%	-24,89%	-73,45%
EBE (exc. Brut expl.)	3 299	796	-1 822
Autres produits & transf charges	3 249	5 695	4 716
Autres charges	-3 308	-4 620	-1 282
Résultat financier	582	-509	-443
Résult. except. Op. gest.	0	-115	10
Participation	0	0	0
Impôts sur les bénéfices	0	0	0
CAF	3 822	1 247	1 179
% CAF / C.A.	22,08%	9,60%	25,65%

7. LES EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

7.1. Effets de la pandémie liée au coronavirus

Entre le 31 décembre 2019, date de clôture de l'exercice, et la date d'arrêté des comptes, est survenue la crise sanitaire évolutive du Covid-19. En France, les mesures de confinement ont amené l'arrêt ou et le ralentissement des activités de la Société à compter de mi-mars 2020, dont principalement la fermeture totale du centre de loisirs du Petit Port.

NGE s'attend à un impact négatif sur ses comptes en 2020 mais n'est pas, à ce jour, en capacité d'en apprécier l'impact final.
La Société a procédé à une mise à jour de ses prévisions de trésorerie pour l'année 2020 en intégrant ce nouveau contexte, au mieux des informations disponibles à date, sur la base d'hypothèses portant notamment sur la durée de l'arrêt d'activité et la prise en compte du dispositif gouvernemental d'activité partielle dont NGE a demandé à bénéficier.

Sur cette base, la direction estime que l'application du principe comptable de continuité d'exploitation pour l'arrêté des comptes du 31 décembre 2019 reste appropriée.

PROJET

2ème partie - RAPPORT SUR LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

8. ACTIVITE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Au cours de l'exercice 2019, le Conseil d'administration s'est réuni 3 fois.

Le 11 mars, l'ordre du jour étant le suivant :

1. Approbation du procès-verbal du Conseil d'Administration du 10 décembre 2018
2. GIE NGE
    - Approbation PV d'AG du 10 décembre 2018
    - Résultats probables 2018
    - Proposition de budget 2019
3. Résultats financiers de NGE (probable 2018 et budget 2019)
4. Projet stratégique et organisationnel de NGE
    - Construction du nouveau modèle social
5. Action en faveur de l'insertion au sein du "groupe NGE"
6. Réaménagement des locaux du siège rue Racine
7. Développement
    - Camping « La Belle Rivière »
    - 8.2 Parking Ilot A1
8. Points divers

Le 22 mai, l'ordre du jour étant le suivant :

1. Approbation du procès-verbal du Conseil d'Administration du 11 mars 2019
2. GIE NGE
    - Approbation PV d'AG du 11 mars 2019
    - Résultats financiers du groupement
3. Arrêté des comptes de l'exercice 2018
4. Plan à moyen terme
5. Projet stratégique et organisationnel de NGE
    - Construction du nouveau modèle social
6. Actualité sociale
    - Action en faveur de l'insertion au sein du "groupe NGE"
    - Démarche RPS
7. Développement
8. Conventions et marchés
    - Réexamen des conventions réglementées
9. Organisation d'une Assemblée Générale Ordinaire
10. Points divers
    - Adoption du nouveau règlement interne des procédures achats

Le 04 décembre, l'ordre du jour étant le suivant :

1. Approbation du procès-verbal du Conseil d'Administration du 22 mai 2019
2. GIE NGE
    - Approbation des PV d'AG des 22 mai et 25 juin 2019
3. Mise en œuvre du projet stratégique et organisationnel de NGE
    - Entrée en vigueur d'un nouvel accord au 1er juin 2019
    - Poursuite de la co-construction du modèle social de l'UES
4. Tendance Activité 2019 – Prospective 2020
5. Développement

PROJET

- Camping 5*

6. Points divers
   - Adoption du nouveau règlement interne des procédures achats

9. REMUNERATION ET MANDATS DES MANDATAIRES SOCIAUX

En application des dispositions de l'article L225-102-1 du Code de Commerce, nous vous rendons compte de la rémunération totale et des avantages de toute nature versés au cours de l'exercice écoulé à chacun des mandataires sociaux de la société, ainsi que des mandats et fonctions exercés par ces derniers dans toute société durant l'exercice.

- Madame Catherine CHOQUET, Présidente du Conseil d'Administration, représentant la Ville de Nantes a perçu les sommes suivantes :
  - Jetons de présence : 690,00 €

  Autres fonctions et mandats :
  - Présidente du Conseil d'Administration de NMGS
  - Censeur de la SPL la Cité, centre des congrès de Nantes
  - Administratrice au sein du Syndicat Mixte Angers-Nantes Opéra

- Monsieur Richard CANTIN, Directeur Général de la société depuis le 1er juin 2016, a perçu les sommes suivantes (montants bruts) :
  - Mandat social : 58 983,92 €
  - Avantages en nature : 2 742,12 € (véhicule de fonction et assurance perte d'emploi)

  Autres fonctions et mandats :
  - Directeur Général de NMGS
  - Directeur, co-administrateur représentant NGE, du groupement GIE NGE

- Monsieur Nicolas TRAVEL, Directeur Général Délégué depuis le 1er janvier 2013, a perçu les sommes suivantes (montants bruts) :
  - Indemnités de fonction : 1 264,56 €
  - Avantages en nature : néant

  Autres fonctions et mandats :
  - Directeur Général délégué de NMGS
  - co-administrateur représentant NMGS, du groupement GIE NGE

- Monsieur Pascal BOLO, administrateur représentant la Ville de Nantes, a perçu les sommes suivantes :
  - Jetons de présence : 690,00 €

  Autres fonctions et mandats :
  - Président du Conseil d'Administration de la SEMITAN
  - Président Directeur Général de la SEMMINN
  - Administrateur au sein de NMGS
  - Administrateur au sein de la SAMOA
  - Administrateur au sein de LOMA

- Monsieur Alain ROBERT, administrateur représentant la Ville de Nantes, a perçu les sommes suivantes :
  - Jetons de présence : 460,00 €

PROJET

Autres fonctions et mandats :
- Président de NANTES METROPOLE HABITAT
- Administrateur au sein de NMGS
- Administrateur au sein de la SAMOA
- Administrateur au sein de LOIRE ATLANTIQUE DEVELOPPEMENT SELA
- Administrateur au sein de NANTES METROPOLE AMENAGEMENT
- Administrateur au sein de la NANTAISE d'HABITATION

- Monsieur Jean-Jacques MOREAU, administrateur représentant la Ville de Nantes, a perçu les sommes suivantes :
  - Jetons de présence : 460,00 €

  Autres fonctions et mandats :
  - Administrateur au sein de NMGS
  - Administrateur au sein de la SEMITAN

- Madame Julie LAERNOES, administratrice représentant Nantes Métropole, a perçu les sommes suivantes :
  - Jetons de présence : 230,00 €

  Autres fonctions et mandats :
  - Vice-Présidente de AIR PAYS DE LA LOIRE
  - Administratrice au sein de NMGS
  - Administratrice au sein de AMORCE
  - Administratrice au sein de CLIMATE ALLIANCE
  - Administratrice au sein de la MAISON DE L'EUROPE

- Madame Liliane NGENDAHAYO, administratrice représentant Nantes Métropole, a perçu les sommes suivantes :
  - Jetons de présence : 690,00 €

  Autres fonctions et mandats :
  - Administratrice au sein de NMGS

- Monsieur Eric BUQUEN, administrateur représentant Nantes Métropole, a perçu les sommes suivantes :
  - Jetons de présence : 690,00 €

  Autres fonctions et mandats :
  - Administrateur au sein de NMGS
  - Administrateur de la SEMITAN
  - Administrateur de la SEMMINN

- Monsieur Philippe RIOUX, administrateur représentant Nantes Métropole, a perçu les sommes suivantes :
  - Jetons de présence : 690,00 €

  Autres fonctions et mandats :
  - Administrateur au sein de NMGS

- Madame Chantal NONNOTTE, administrateur représentant la Caisse des Dépôts & consignations a perçu les sommes suivantes :
  - Jetons de présence : 460,00 € (versés à la Caisse des Dépôts & consignations)

  Autres fonctions et mandats : néant

PROJET

- Monsieur Christian FOUCHARD, administrateur représentant la Caisse Fédérale de Crédit Mutuel de Loire Atlantique et du Centre Ouest, a perçu les sommes suivantes :
  - Jetons de présence : néant

  Autres fonctions et mandats : Non communiqué

- Madame Morgane LOUVET, Administrateur représentant la Caisse d'Epargne et de Prévoyance des Pays de la Loire a perçu les sommes suivantes :
  - Jetons de présence : 690,00 €

  Autres fonctions et mandats :
  ↳ Administrateur au sein de LOIRE ATLANTIQUE DEVELOPPEMENT - SELA
  ↳ Administrateur au sein de la SEMITAN
  ↳ Administrateur au sein de la NANTAISE D'HABITATION
  ↳ Administrateur au sein de la RESIDENCE DU TRAICT (mandat ayant pris fin le 28/01/19)
  ↳ Administrateur au sein de ANJOU ATLANTIQUE ACCESSION (mandat ayant pris fin le 28/01/19)
  ↳ Administrateur au sein de PODELIHA ACCESSION (mandat ayant pris fin le 28/01/19)

- Monsieur Ludovic LEBRETON administrateur représentant la Banque Populaire Grand Ouest a perçu les sommes suivantes :
  - Jetons de présence : 690,00 € (versés à la BPGO)

  Autres fonctions et mandats :
  ↳ Administrateur au sein de LOIRE ATLANTIQUE DEVELOPPEMENT - SELA

10. CONVENTIONS VISEES A L'ARTICLE L 225-38 DU CODE DE COMMERCE

Nous vous demandons d'approuver les conventions réglementées, visées par l'article L225-38 du Code de Commerce, et conclues au cours de l'exercice écoulé.

Ces conventions réglementées ont été autorisées par votre Conseil d'Administration, et votre Commissaire aux Comptes en a été dûment avisé. Il les a décrites dans son rapport spécial, de même que celles antérieurement autorisées et conclues, dont l'exécution s'est poursuivie au cours du dernier exercice.

Par ailleurs, et conformément à l'article 7 de l'ordonnance n°2014-863 du 31 juillet 2014, votre Conseil d'Administration, lors de sa tenue du 25 mai 2020, a procédé au réexamen des conventions conclues et autorisées au cours d'exercices antérieures et dont l'exécution s'est poursuivie au cours du dernier exercice.

11. CONVENTIONS CONCLUES ENTRE UN DIRIGEANT OU UN ACTIONNAIRE SIGNIFICATIF ET UNE FILIALE

Conformément aux dispositions de l'article L.225-37-4 2° du Code de commerce, nous vous informons qu'aucune convention mentionnée au présent article n'est intervenue au cours de l'exercice.

12. DELEGATIONS EN MATIERE D'AUGMENTATION DE CAPITAL

En vertu de l'article L225-37-4 3° du Code de commerce : néant.

PROJET

13. MODE D'ORGANISATION DE LA SOCIETE

Depuis la modification des statuts intervenue lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 19 février 2003, le Conseil d'administration réuni le même jour, s'était prononcé à l'unanimité, pour la distinction des fonctions de Directeur Général et de Président du Conseil d'Administration. Cette organisation avait de nouveau été confirmée par le C.A. réuni le 12 mai 2014, pour la mise en place des nouveaux représentants des collectivités suite aux élections municipales. Ainsi :

- La présidence du Conseil d'Administration est assurée par Madame Catherine CHOQUET représentante de la Ville de Nantes après vote des administrateurs.
- La direction générale est confiée à Monsieur Richard CANTIN, mandataire social, nommé par le Conseil d'Administration du 11 mai 2016.

De plus, sur proposition de la Présidente et du Directeur Général, votre Conseil d'Administration a validé la nomination dans la fonction de Directeur Général Délégué de Monsieur Nicolas TRAVEL.

14. ADMINISTRATION ET CONTROLE DE LA SOCIETE

Votre conseil vous invite, après la lecture des rapports présentés par votre Commissaire aux Comptes, à adopter les résolutions qu'il soumet à votre vote.

Le Conseil d'Administration

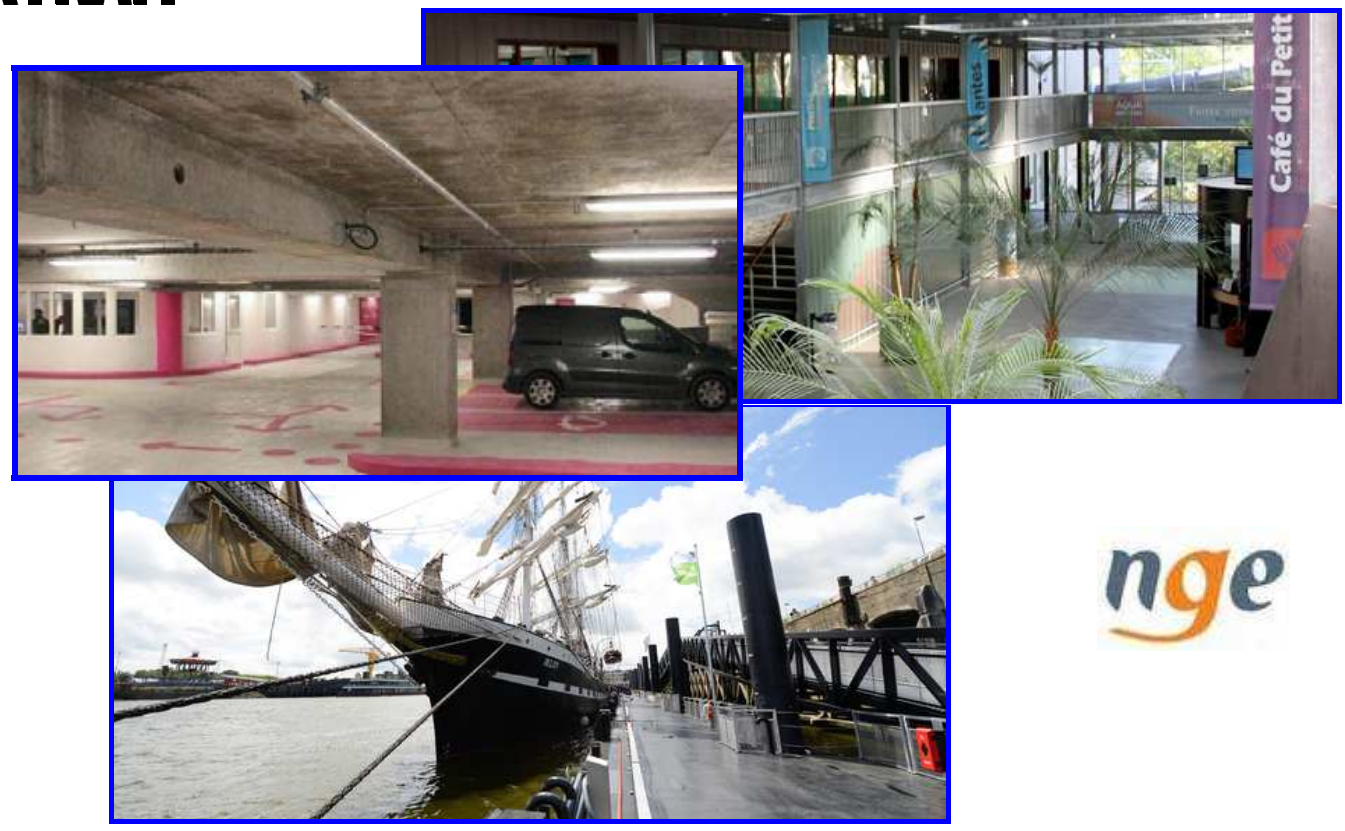
PROJET

Nantes Métropole

www.nantesmetropole.fr

SPL NANTES METROPOLE GESTION SERVICES (NMGS)

EXTRAIT



nge

RAPPORT DES ADMINISTRATEURS DE NANTES METROPOLE AU SEIN DE LA SPL

2019

SPL NANTES METROPOLE GESTION SERVICES

Rapport au Conseil métropolitain de Nantes Métropole actionnaire, des représentants de Nantes Métropole désignés comme administrateurs au sein de la SPL, en application de l'article L.1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales

EXERCICE 2019

FICHE SIGNALETIQUE

ETAT CIVIL

Société Publique Locale Nantes Métropole Gestion Services (NMGS)

Siège social	14-16 rue Racine, BP 20707 - 44007 NANTES cedex 1
Adresse administrative	14-16, rue Racine - BP 20707 - 44 007 Nantes cedex 1
	Tél : 02 51 84 94 51
N° SIRET :	829 770 916 00015
Date de création :	10 mai 2017
Objet social :	Exclusivement pour le compte de ses collectivités actionnaires : Réalisation d'études, le financement, la construction, la gestion, l'exploitation et l'entretien d'équipements publics, étendus à toutes installations et prestations qui pourraient y être rattachées, dont notamment : - des parcs de stationnement - les dispositifs de stationnement sur la voie publique - tous équipements liés à la mobilité - des équipements portuaires et fluviaux
Président :	Catherine CHOQUET (représentant la Ville de Nantes)
Vice-présidents :	Julie LAERNOES et Eric BUQUEN
Directeur Général :	Richard CANTIN
Commissaire aux comptes :	Alexis LEVASSEUR (Deloitte)
Nombre de salariés :	22 ETP (équivalents temps plein) en 2019

ACTIONNARIAT

Actionnaires	Nombre d'actions détenues	Capital	% du capital
COLLECTIVITES LOCALES			
Ville de Nantes	185	18 500 €	50,000%
Nantes Métropole	185	18 500 €	50,000%
TOTAL	**370**	**37 000 €**	**100 %**

Nombre total d'administrateurs :	8
- dont représentant de Nantes Métropole	4 (Liliane NGENDAHAYO, Eric BUQUEN, Julie LAERNOES, Philippe RIOUX)
- dont représentant de la Ville de Nantes	4 (Catherine CHOQUET, Alain ROBERT, Jean-Jacques MOREAU, Pascal BOLO)
Nombre total de censeurs :	2
- dont représentant de la Ville de Nantes	1 (Guillaume RICHARD)
- dont représentant de Nantes Métropole	1 (Julien BAINVEL)

JURIDIQUE

Contrats conclus avec Nantes Métropole :	- Convention de DSP exploitation des Parkings "Coeur de Ville" (2018-2022) - Marché public exploitation parkings relais P+R (2018-2022) - Marché public exploitation parking centre commercial Pont E. Tabarly (2017-2019) - Marché public exploitation parcs en enclos (2018-2022) - Marché public contrôle d'accès aux aires piétonnes et gestion badges ZTL (2018-2022) - Convention de DSP exploitation des Ports de plaisance (2018-2022) - Mandat pour la réalisation de 2 pontons de Loire (2018-2020)
Contrats conclus avec la Ville de Nantes :	- Marché public stationnement sur voirie et gestion des résidents (2017-2021)

FINANCIER

Financement apporté par Nantes Métropole pour 2019 :	**3 097 k€ HT** (Stationnement marchés : 2 541,8 K€ (marchés ZTL, Tabarly, P+R, Enclos), Ports de plaisance : 370,3 K€, Pontons : 184,6 K€)
Financement apporté par la Ville de Nantes pour 2019 :	**867 k€ HT** Stationnement sur voirie
Résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2019 :	**-10 k€**
- résultat DSP "Parkings Cœur de Ville" :	*0 € après redevance versée à la collectivité de 2 700 k€*
- résultat marché "parkings P+R" :	*-31 k€*
- résultat marché "Parcs en enclos" :	*-10 k€*
- résultat marché "Parking Tabarly" :	*8 k€*
- résultat marché "Aires piétonnes" :	*17 k€*
- résultat marché "Stationnement sur voirie" :	*21 k€*
- résultat DSP "Ports" :	*-27 k€*
- résultat mandat "Pontons" :	*13 k€*
Garanties d'emprunt par Nantes Métropole :	Néant
Garanties d'emprunt par la Ville de Nantes :	Néant

Nantes Métropole Gestion Services

Comptes annuels au 31 décembre 2019

Bilan simplifié

ACTIF	€uro	PASSIF	€uro
Immobilisations incorporelles		Capital social	37 000
Immobilisations corporelles	641 945	Réserves	4 208
Immobilisations financières	827	Report à nouveau	79 944
		Résultat de l'exercice	-9 937
Total Actif immobilisé (I)	**642 772**	Subventions d'investissement	
		Provisions réglementées	0
Stocks et en-cours	4 556	**Capitaux propres (I)**	**111 216**
Créances d'exploitation	1 610 970		
Autres créances	1 581 666	**Autres fonds propres (II)**	**0**
Total Actif Circulant (II)	**3 197 192**	**Provisions pour risques et charges (III)**	**255 141**
Valeurs mobilières de placement		Emprunts et dettes (long et court terme)	8 970
Disponibilités	3 305 568	Fournisseurs et comptes rattachés	2 688 802
		Dettes fiscales et sociales	580 719
Total Trésorerie (III)	**3 305 568**	Autres dettes	2 526 904
		Total Dettes (IV)	**5 805 395**
Comptes de régularisation (IV)	**57 135**	**Comptes de régularisation (V)**	**1 030 916**
TOTAL GENERAL (I + II + III+IV)	**7 202 667**	TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	**7 202 667**

Compte de Résultat

POSTES	€uro
Total des produits d'exploitation	13 867 022
Total des charges d'exploitation	13 922 629
dont charges de personnel	1 028 479
RESULTAT D'EXPLOITATION	**-55 607**
Total des produits financiers	1 728
Total des charges financières	21 053
RESULTAT FINANCIER	**-19 326**
Total des produits exceptionnels	197 112
Total des charges exceptionnelles	132 115
RESULTAT EXCEPTIONNEL	**64 996**
Bénéfice transféré	
Perte transférée	
Impôts sur les bénéfices	
BENEFICE OU PERTE	**-9 937**

Important : Les chiffres ci-dessus sont communiqués sous réserve d'être approuvés lors de l'Assemblée Générale de la SPL

SYNTHESE DES POSITIONS PRISES PAR LES ADMINISTRATEURS AU COURS DE L'ANNEE 2019

Administrateurs Nantes Métropole

- Mme Julie LAERNOES, Vice-présidente
- M. Eric BUQUEN, Vice-président
- M. Philippe RIOUX
- Mme Liliane NGENDAHAYO

Administrateurs Ville de Nantes

- Mme Catherine CHOQUET, Présidente
- M. Alain ROBERT,
- M. Pascal BOLO,
- M. Jean-Jacques MOREAU

Décisions marquantes prises lors des Conseils d'Administration de 2019

- ***Conseil d'Administration du 11 mars 2019 :***

1. Approbation du procès-verbal du Conseil d'Administration du 10 décembre 2018
2. GIE NGE
    - Approbation PV d'AG du 10 décembre 2018
    - Résultats probables 2018
    - Proposition de budget 2019
3. Résultats financiers de NMGS (probable 2018 et budget 2019)
4. Projet stratégique et organisationnel de NMGS
    - Construction du nouveau modèle social
5. Action en faveur de l'insertion au sein du "groupe NGE"
6. Réaménagement des locaux du siège rue Racine
7. Développement
    - Parking Commerce
    - Pontons navettes fluviales
8. Points divers

- ***Conseil d'Administration du 22 mai 2019 :***

1. Approbation du procès-verbal du Conseil d'Administration du 11 mars 2019
2. GIE NGE
    - Approbation PV d'AG du 11 mars 2019
    - Résultats financiers du groupement
3. Arrêté des comptes de l'exercice 2018
4. Plan à moyen terme
5. Projet stratégique et organisationnel de NMGS
    - Construction du nouveau modèle social
6. Actualité sociale
    - Action en faveur de l'insertion au sein du "groupe NGE"
    - Démarche RPS
7. Conventions et marchés
    - Réexamen des conventions réglementées
8. Organisation d'une Assemblée Générale Ordinaire
9. Points divers
    - Adoption du nouveau règlement interne des procédures achats
    - Pontons navettes fluviales
    - Parking Cathédrale

- ***Conseil d'Administration du 4 décembre 2019 :***

1. Approbation du procès-verbal du Conseil d'Administration du 22 mai 2019
2. GIE NGE
   - Approbation des PV d'AG des 22 mai et 25 juin 2019
3. Mise en oeuvre du projet stratégique et organisationnel de NMGS
   - Entrée en vigueur d'un nouvel accord au 1er juin 2019
   - Poursuite de la co-construction du modèle social de l'UES
4. Actualités
   - Actualité sociale
   - Projet d'avenant DSP Coeur de Ville lié aux travaux du parking Commerce
   - Projet avenant P+R lié à la livraison à venir des parkings Porte de Vertou et Neustrie
   - Pontons et Projet d'avenant « Navette fluviale
5. Tendance Activité 2019 – Prospective 2020
6. Points divers
   - Adoption du nouveau règlement interne des procédures achats

<u>Taux de participation des administrateurs mandataires de la Ville de Nantes</u> : 67%

<u>Taux de participation des administrateurs mandataires de Nantes Métropole</u> : 83%

<u>Jetons de présence des administrateurs Ville de Nantes</u> : Néant

<u>Jetons de présence des administrateurs Nantes Métropole</u> : Néant

SYNTHESE DES CONTROLES EFFECTUES SUR LA SPL NANTES METROPOLE GESTION SERVICES AU COURS DE L'EXERCICE 2019

<u>Contrôles sur exercice 2019</u> : Contrôle DRFIP (régie)

RAPPORT ADMINISTRATEURS **SPL NANTES METROPOLE GESTION SERVICES** 2019

ANNEXES

Comptes annuels 2019

Rapport de gestion du Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale - exercice 2019

LE BILAN

LE COMPTE DE RESULTAT

L'ANNEXE

AU 31 DECEMBRE 2019

PROJET

PROJET

LE BILAN

LE COMPTE DE RESULTAT

AU 31 DECEMBRE 2019

PROJET

Bilan Actif

Exprimé en €

Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	31/12/2019	31/12/2018
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions	197 102	11 196	185 906	
Installations techniques, matériel, outillage		522	(522)	82 265
Autres immobilisations corporelles	3 505	1 524	1 981	1 766
Immobilisations en cours	454 580		454 580	28 838
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	827		827	814
ACTIF IMMOBILISE	**656 014**	**13 242**	**642 772**	**113 683**
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements				
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises	4 556		4 556	8 005
Avances et acomptes versés sur commandes				529
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	1 613 003	2 033	1 610 970	1 550 971
Autres créances	1 581 666		1 581 666	2 142 537
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement				
(dont actions propres :)				
Disponibilités	3 305 568		3 305 568	766 434
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	57 135		57 135	33 227
ACTIF CIRCULANT	**6 561 928**	**2 033**	**6 559 895**	**4 501 703**
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecarts de conversion actif				
TOTAL GENERAL	**7 217 941**	**15 275**	**7 202 666**	**4 615 386**

PROJET

Bilan Passif

Exprimé en €

Rubriques			31/12/2019	31/12/2018
Capital social ou individuel	(dont versé :	37 000)	37 000	37 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport				
Ecarts de réévaluation	(dont écart d'équivalence :	)		
Réserve légale			4 208	
Réserves statutaires ou contractuelles				
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours		)		
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes		)		
Report à nouveau			79 944	(5 065)
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)			(9 937)	89 216
Subventions d'investissement				
Provisions réglementées				
CAPITAUX PROPRES			**111 215**	**121 152**
Produits des émissions de titres participatifs				
Avances conditionnées				
AUTRES FONDS PROPRES				
Provisions pour risques				
Provisions pour charges			255 141	
PROVISIONS			**255 141**	
DETTES FINANCIERES				
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit				
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs		)	8 970	7 683
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			722	
DETTES D'EXPLOITATION				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés			2 333 044	2 330 059
Dettes fiscales et sociales			580 719	702 869
DETTES DIVERSES				
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			355 036	124 087
Autres dettes			2 526 904	256 530
COMPTES DE REGULARISATION				
Produits constatés d'avance			1 030 916	1 073 007
DETTES			**6 836 311**	**4 494 234**
Ecarts de conversion passif				
TOTAL GENERAL			**7 202 666**	**4 615 386**

Compte de résultat

Exprimé en €

Rubriques	France	Exportation	31/12/2019	31/12/2018
Ventes de marchandises	39 803		39 803	12 601
Production vendue de biens				
Production vendue de services	12 429 657		12 429 657	6 797 811
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	**12 469 460**		**12 469 460**	**6 810 412**
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation			189 948	
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			1 027 183	78 910
Autres produits			180 431	87 884
PRODUITS D'EXPLOITATION			**13 867 022**	**6 977 206**
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			37 180	11 617
Variation de stock (marchandises)			3 449	493
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)				
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				
Autres achats et charges externes			8 600 500	5 873 305
Impôts, taxes et versements assimilés			344 568	41 969
Salaires et traitements			730 031	617 043
Charges sociales			298 448	213 953
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			12 503	1 150
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			2 033	
Dotations aux provisions			1 192 043	
Autres charges			2 701 875	125 397
CHARGES D'EXPLOITATION			**13 922 631**	**6 884 926**
RESULTAT D'EXPLOITATION			**(55 609)**	**92 280**
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations				
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés			1 729	254
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
PRODUITS FINANCIERS			**1 729**	**254**
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions				
Intérêts et charges assimilées			21 054	1 980
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			**21 054**	**1 980**
RESULTAT FINANCIER			**(19 325)**	**(1 727)**
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			**(74 934)**	**90 553**

Compte de résultat (suite)

Exprimé en €

Rubriques	31/12/2019	31/12/2018
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	109 990	483
Produits exceptionnels sur opérations en capital	87 122	
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges		
PRODUITS EXCEPTIONNELS	**197 112**	**483**
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	29 505	407
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	102 610	1 412
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions		
CHARGES EXCEPTIONNELLES	**132 115**	**1 819**
RESULTAT EXCEPTIONNEL	**64 997**	**(1 337)**
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices		
TOTAL DES PRODUITS	**14 065 863**	**6 977 942**
TOTAL DES CHARGES	**14 075 800**	**6 888 726**
BENEFICE OU PERTE	**(9 937)**	**89 216**

Résultat des 5 derniers exercices

Exprimé en €

Date d'arrêté	31/12/2019	31/12/2018	31/12/2017		
Durée de l'exercice (mois)	12	12	7	0	0
CAPITAL EN FIN D'EXERCICE					
Capital social	37 000	37 000	37 000		
Nombre d'actions					
- ordinaires	370,	370,	370,		
- à dividende prioritaire					
Nombre maximum d'actions à créer					
- par conversion d'obligations					
- par droit de souscription					
OPERATIONS ET RESULTATS					
Chiffre d'affaires hors taxes	12 469 460	6 810 412	432 235		
Résultat avant impôt, participation, dot. amortissements et provisions	259 741	90 366	(5 065)		
Impôts sur les bénéfices					
Participation des salariés					
Dot. Amortissements et provisions	269 678	1 150			
Résultat net	(9 937)	89 216	(5 065)		
Résultat distribué					
RESULTAT PAR ACTION					
Résultat après impôt, participation, avant dot.amortissements, provisions	702,	244,23	-13,69		
Résultat après impôt, participation dot. amortissements et provisions	-26,86	241,13	-13,69		
Dividende attribué					
PERSONNEL					
Effectif moyen des salariés	22	18			
Masse salariale	730 031	617 043	2 488		
Sommes versées en avantages sociaux (sécurité sociale, œuvres sociales...)	298 448	213 953	926		

BILAN AU 31 DECEMBRE 2019

L'ANNEXE

PROJET

SOMMAIRE

1. PRESENTATION DE L'ACTIVITE - EXERCICE 2019 7

1.1. RAPPEL OBJET SOCIAL 7

1.2. ACTIVITE 8

1.3. FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE 9

1.4. REGLES ET METHODES COMPTABLES 9

1.5 EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE 9

2. NOTES SUR LE BILAN 11

2.1. L'ACTIF 11

2.1.1. Actif immobilisé 11

2.1.2. Actif circulant 13

2.2. LE PASSIF 15

2.2.1. Capitaux propres 15

2.2.2. Provisions pour risques et charges 15

2.2.3. Dettes 15

3. NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT 17

3.1. LE RESULTAT COMPTABLE 17

3.1.1. Chiffre d'affaires 17

3.1.2. Autres produits d'exploitation 17

3.1.3. Résultat financier 17

3.1.4. Résultat exceptionnel 18

3.2. LE RESULTAT FISCAL 18

4. AUTRES NOTES 19

4.1. ENGAGEMENTS HORS BILAN 19

4.1.1. Indemnités fin de carrière 19

4.1.2. Engagements financiers 19

4.2. AUTRES INFORMATIONS 19

4.2.1. Effectifs 19

4.2.2. CICE 19

PROJET

L'ANNEXE

1. PRESENTATION DE L'ACTIVITE - EXERCICE 2019

1.1. RAPPEL OBJET SOCIAL

NANTES-METROPOLE GESTION SERVICES (NMGS) est une Société Anonyme Publique Locale (SAEPL) constituée le 18 mai 2017, au capital de 37 000 €, associant à parts égales Nantes Métropole et la Ville de Nantes. Elle est régie par le code de commerce et son capital social est obligatoirement détenu par des actionnaires de droit public.

L'intérêt de cet outil tient notamment au fait que les collectivités peuvent solliciter son concours pour réaliser des opérations relevant de leurs compétences sans qu'il soit besoin d'organiser au préalable une procédure de publicité ou de mise en concurrence et ceci qu'il s'agisse d'un marché public, d'une délégation de service public ou d'une autre forme de dévolution contractuelle.

Cette exemption ne peut toutefois être mise en œuvre qu'à la stricte condition que les collectivités actionnaires exercent sur leur outil SPL un contrôle analogue à celui qu'elles exercent sur leurs propres services. Une "Charte du contrôle analogue" recense les dispositifs mis en place pour :

- maîtriser les décisions ayant des impacts stratégiques pour la SPL, ses actionnaires ou ses usagers,
- optimiser les relations entre la SPL et ses actionnaires,
- mettre en cohérence l'action de la SPL avec les politiques publiques des collectivités.

Cette charte a été adoptée par le Conseil d'Administration qui s'est tenu le 10 mai 2017.

En utilisant des techniques commerciales propres aux entreprises privées, dans le respect de l'intérêt public, NMGS a pour objet :

- *la réalisation d'études, le financement, la construction, la gestion, l'exploitation et l'entretien, d'équipements publics étendus à toutes installations et prestations qui pourraient y être rattachées, dont notamment :*
  - *des parcs de stationnement, en ouvrage ou aériens,*
  - *les dispositifs de stationnement sur la voie publique,*
  - *tous équipements liés à la mobilité,*
  - *des équipements portuaires et fluviaux*

- *toute autre activité d'intérêt général se rapportant aux activités précitées.*

Elle intervient pour le compte de ses délégants, dans le cadre juridique de conventions :

- de délégation de service public : affermage,
- de prestations de services,
- de mandat,
- de régie.

PROJET

1.2. ACTIVITE

Durant l'année 2019, la Société a assuré pour l'essentiel la gestion des équipements et des services suivants :

Stationnement / mobilité

- Parkings publics silos : Bretagne, Graslin, Commerce, Talensac, Decré-Bouffay et Cathédrale
- Stationnement sur voirie & gestion des résidents de la Ville de Nantes,
- Parking centre commercial Pont E. Tabarly,
- Parkings relais P+R,
- Parcs en enclos publics,
- Contrôle d'accès des aires piétonnes, et diffusion des macarons de la Zone à Trafic Limité (ZTL).

Portuaires et fluvial

- Ports de Nantes Métropole et pontons de Loire,
- Réalisation de deux pontons sur les rives de la Loire.

Le transfert d'exploitation des parkings de centre-ville entre la SEM NGE et La SPL NMGS, conformément à la stratégie des collectivités donneuses d'ordres, s'est finalisé au 1er janvier 2019.
Le périmètre d'activité de la Société s'est donc de nouveau accru en 2019 par rapport à l'exercice précédent.

Rappel des caractéristiques particulières des conventions

Les conventions passées par la Société sont de type :

- **Délégation de Service Public (DSP)**

Spécificité française, la DSP est une forme de concession. Elle est caractérisée par le fait que la collectivité confie à la Société une activité de service public dont la rémunération est substantiellement assurée par les recettes perçues auprès des usagers du service. Ainsi, les aléas économiques sont, au moins partiellement, assumés par la Société.

- **L'affermage**

L'affermage, qui est une forme particulière de DSP, est caractérisé par le fait que le bien investi est réalisé par la collectivité locale sur un montage financier qui lui est propre. Le fermier agit à ses risques et périls et se rémunère grâce aux redevances versées par les usagers (recettes d'exploitation), complétées si besoin par l'intervention du délégant au titre de contraintes de service public (subvention d'exploitation, recette garantie, compensation tarifaire).
.
La Société a la pleine jouissance du bien pendant toute la durée de l'affermage. Elle en assure la gestion et l'entretien courant dans le cadre des obligations prévues à la convention, afin de rendre le bien dans un parfait état de fonctionnement à la fin de la convention (redevances, garanties, comptabilité, durée, responsabilité, etc…).
De plus, depuis le 1er janvier 1994, la Ville de Nantes a intégré les programmes de grosses réparations dans les charges incombant au fermier, sur l'ensemble des exploitations affermées. Cette obligation a été maintenue pour les exploitations passées sous le contrôle de Nantes Métropole. Le programme des travaux est décidé en accord avec les collectivités et fait l'objet de la constitution de provisions.

- **Marché public passé en quasi-régie**

Un marché public est un contrat par lequel la collectivité achète les services de la Société par le paiement d'un prix, afin de répondre à un besoin de service public, notamment en lui confiant la gestion et l'exploitation d'un service public. A contrario de la concession ou DSP, la Société n'exploite pas le bien à ses risques et périls. Elle en assure la gestion et l'entretien courant dans le cadre des obligations prévues à la convention, afin de rendre le bien dans un parfait état de fonctionnement à la fin de la convention. Etant dans le cadre d'un marché public, les grosses réparations ne sont pas transférées à la Société et demeurent sous la responsabilité de la collectivité.
Les contrats de quasi-régie, ou « in house » sont des marchés publics dont la procédure de passation est exclue du champ d'application de l'ordonnance 2015-899 et du décret 2016-360, c'est-à-dire qui n'ont pas fait l'objet d'une mise en concurrence avant attribution. Cependant, cette exception n'est possible, notamment, que lorsque la Société :

PROJET

- est soumise à un contrôle analogue à celui que la collectivité exerce sur ses propres services,
- ne comporte pas de participation directe de capitaux privés.

1.3. FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Les événements essentiels ayant marqué l'activité de la Société durant l'exercice 2019 peuvent être résumés comme suit :

- L'exploitation, à compter du 1er janvier 2019, de la DSP parkings "Cœur de Ville" sur son périmètre complet soit :
  - Parking Tour Bretagne
  - Parking Graslin
  - Parking Commerce
  - Parking Talensac
  - Parking Decré-Bouffay
  - Parking Feydeau
  - Parc en enclos Bellamy

  En 2018, seul le parking Commerce était exploité depuis le 1er octobre.

- L'exploitation en année pleine des parkings P+R,

- L'exploitation en année pleine des aires piétonnes et ZTL,

- Contrats et avenants :

  - Parkings Cœur de Ville

  Conclusion d'un avenant au contrat de DSP avec Nantes Métropole actant notamment un nouveau compte d'exploitation prévisionnel. Ce dernier intègre des travaux de rénovation du parking Commerce (accessibilité PMR) et l'impact des travaux de réaménagement du secteur Feydeau-Commerce sur l'activité du parking.

1.4. REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de bases et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels, aux dispositions du code de commerce et aux règles et principes comptables généralement admis en France selon le règlement ANC n°2014-03 relatif au PCG, modifié par le règlement ANC n°2015-06 du 23 novembre 2015, par le règlement ANC n°2016-07 du 4 novembre 2016, par les règlements 2018-01 et 2018-02 du 20 avril 2018 et par le règlement 2018-07 du 10 décembre 2018 :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices.

Conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels, la méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les créances et dettes sont comptabilisées à leur valeur nominale. Les créances sont dépréciées lorsque la valeur recouvrable est inférieure à la valeur comptable

1.5 EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Entre le 31 décembre 2019, date de clôture de l'exercice, et la date d'arrêté des comptes, est survenue la crise sanitaire évolutive du Covid-19. En France, les mesures de confinement ont amené l'arrêt ou et le ralentissement des activités de la Société à compter de mi-mars 2020, impactant principalement la fréquentation des parkings. Ces évènements étant postérieurs au 31 décembre 2019, ils n'ont pas donné lieu à des ajustements des montants comptabilisés.

PROJET

NMGS s'attend à un impact négatif sur ses comptes en 2020 mais n'est pas, à ce jour, en capacité d'en apprécier l'impact final.

La Société a procédé à une mise à jour de ses prévisions de trésorerie pour l'année 2020 en intégrant ce nouveau contexte, au mieux des informations disponibles à date, sur la base d'hypothèses portant notamment sur la durée de l'arrêt d'activité et la prise en compte du dispositif gouvernemental d'activité partielle dont NMGS a demandé à bénéficier.

Sur cette base, la direction estime que l'application du principe comptable de continuité d'exploitation pour l'arrêté des comptes du 31 décembre 2019 reste appropriée.

PROJET

2. NOTES SUR LE BILAN

2.1. L'ACTIF

D'une valeur brute de ***7 217 941 €***

2.1.1. Actif immobilisé

D'un montant net de **642 772 €**

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou à leur coût de production.

Les amortissements économiques sont calculés en fonction de la durée de vie prévue :

♦ Etudes	3 à 10 ans
♦ Agencements, aménagements et installations	5 à 10 ans
♦ Matériel et outillage	4 à 10 ans
♦ Matériel de transport	5 ans
♦ Matériel et mobilier de bureau	3 à 8 ans
♦ Matériel informatique et logiciels	3 à 5 ans

Les conditions de certains contrats amènent à déroger à cette règle en calculant l'amortissement économique sur la durée restant à courir jusqu'à la fin du contrat. Cette disposition peut s'appliquer aux biens qualifiés de retour.

Au cours de l'exercice, la société NMGS a réalisé des investissements pour les besoins de ces activités, notamment le stationnement et les ports, pour un montant total de **210 358 €.**

Les cessions concernent le transfert de matériel de nettoyage des parkings vers les services communs du GIE NGE pour **87 122 €.**

Dans le cadre de l'aménagement des exploitations, le montant des immobilisations en cours s'élève à un total de **454 580 €** soit :

Parkings DSP Cœur de Ville	376 132 €
Ports de Nantes Métropole	8 874 €
Etudes extension parking Cathédrale	69 574 €

PROJET

Immobilisations

Exprimé en €

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisit., apports
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT			
AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
Terrains			
Dont composants			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Const. Install. générales, agenc., aménag.			197 102
Install. techniques, matériel et outillage ind.	83 151		11 781
Installations générales, agenc., aménag.			
Matériel de transport			1 475
Matériel de bureau, informatique, mobilier	2 030		
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours	28 838		580 507
Avances et acomptes			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	**114 018**		**790 865**
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations			
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	814		12
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	**814**		**12**
TOTAL GENERAL	**114 833**		**790 878**

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DEVELOPPEMENT				
AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions, installations générales, agenc.			197 102	
Installations techn.,matériel et outillages ind.	7 810	87 122		
Installations générales, agencements divers				
Matériel de transport			1 475	
Matériel de bureau, informatique, mobilier			2 030	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours		154 765	454 580	
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	**7 810**	**241 887**	**655 187**	
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières			827	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES			**827**	
TOTAL GENERAL	**7 810**	**241 887**	**656 014**	

Amortissements

Exprimé en €

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
FRAIS D'ÉTABLISSEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT				
AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales,agenc.,aménag.		11 196		11 196
Installations techniques, matériel et outillage industriels	886	48	412	522
Installations générales, agenc. et aménag. divers				
Matériel de transport		245		245
Matériel de bureau et informatique, mobilier	264	1 015		1 279
Emballages récupérables, divers				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	**1 150**	**12 503**	**412**	**13 242**
TOTAL GENERAL	**1 150**	**12 503**	**412**	**13 242**

2.1.2. Actif circulant

D'un montant net de **6 559 895 €**

Stocks de marchandises : 4 556 €

Les marchandises des exploitations ont été inventoriées physiquement au 31 décembre 2019 et valorisées à leur coût d'achat. Le stock concerne la capitainerie des ports (boutique et carburants).

Créances clients : 1 610 970 €

Constituées principalement par les comptes suivants :

- Nantes Métropole pour 886 130 €
- Nantes Mairie pour 177 834 €
- GIE NGE pour 233 704 €

A la fin de l'exercice, le montant des créances douteuses s'élève à 2 917 € et concerne des litiges avec des clients des Ports.

Autres créances : 1 581 666 €

Au 31 décembre 2019, les autres créances sont constituées principalement :

- De créances acquises sur l'Etat pour **910 432 €,** dont le CICE à hauteur de 86 856 €
- Des opérations faites en commun pour **190 000 €,** représentant des avances en compte courant auprès groupement GIE NGE
- De créances sur débiteurs divers pour **463 161 €**, dont 456 770 € de solde sur transferts avec NGE

Disponibilités : 3 305 568 €

dont 2 545 021 € sur comptes courants rémunérés

Charges constatées d'avance : 57 135 €

essentiellement constituées de cartes d'abonnements et de contrats d'entretien.

PROJET

L'échéance des créances au 31 décembre 2019 est arrêtée comme suit :

Exprimé en €

ETAT DES CREANCES	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	827	827	
Clients douteux ou litigieux	2 917		2 917
Autres créances clients	1 610 085	1 610 085	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	700	700	
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux	9 549	9 549	
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices	86 856	86 856	
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	693 577	693 577	
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés			
Etat, autres collectivités : créances diverses	129 999	129 999	
Groupe et associés	190 000	190 000	
Débiteurs divers	470 985	470 985	
Charges constatées d'avance	57 135	57 135	
TOTAL GENERAL	**3 252 630**	**3 249 713**	**2 917**
Montant des prêts accordés en cours d'exercice			
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice			
Prêts et avances consentis aux associés			

Nota : l'échéance de créance au titre du CICE, pour un montant de 86 856 €, en l'absence de certitude quant à la date de son utilisation, n'a pas été retenue dans la catégorie à plus d'un an.

PROJET

2.2. LE PASSIF

D'une valeur brute de **7 202 666 €**

2.2.1. Capitaux propres

Pour un montant de **111 215 €**

Le capital social de 37 000 € est composé de 370 actions de 100 €, dont 185 détenues par la Ville de Nantes, et 185 par Nantes Métropole.

Capitaux propres	Solde début	Augmentation	Diminution	Solde fin
Capital social	37 000			37 000
Primes d'émission	-			-
Réserve légale	-	4 208		4 208
Réserves spéciales	-			-
Autres réserves	-			-
Report Anouveaux	- 5 065	85 009		79 944
Résultat exercice	89 216	- 9 937	89 216	- 9 937
TOTAL	**121 152**	**79 279**	**89 216**	**111 215**

L'exercice 2019 se solde par un résultat déficitaire de – 9 937 €.

2.2.2. Provisions pour risques et charges

Pour un montant de **255 141 €**

Elles concernent des provisions pour grosses réparations des exploitations en DSP (parkings et ports). Les dotations sont calculées sur la base du budget contractuel de travaux.

2.2.3. Dettes

Pour un montant de **6 836 311 €**

Dettes financières : 9 692 €

Elles correspondent aux divers dépôts et cautionnements reçus des clients.

Dettes d'exploitation : 2 913 763 €

Les dettes à l'égard des fournisseurs :

- Factures reçues pour 2 150 679 €
- Factures non parvenues pour 182 365 €

Les dettes fiscales et sociales :

- Dues au personnel pour 79 924 €
- Dues aux organismes sociaux pour 102 925 €
- Dues à l'Etat pour 397 871 €

Dettes diverses : 2 881 940 €

Au 31 décembre 2019, les autres dettes sont constituées principalement de :

Dettes sur fournisseurs d'immobilisations pour 355 036 €
Dettes sur créditeurs divers pour 516 864 €
Dettes diverses à payer pour 2 009 923 €, principalement des redevances à Nantes Métropole

PROJET

Produits constatés d'avance : 1 030 916 €

Ils correspondent principalement aux abonnements de stationnement vendus d'avance.

L'échéance des dettes au 31 décembre 2019 est arrêtée comme suit :

ETAT DES DETTES	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an,-5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine				
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers	8 970		8 970	
Fournisseurs et comptes rattachés	2 333 044	2 333 044		
Personnel et comptes rattachés	79 924	79 924		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	102 925	102 925		
Etat : impôt sur les bénéfices				
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	296 750	296 750		
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	101 121	101 121		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	355 036	355 036		
Groupe et associés				
Autres dettes	2 526 904	2 526 904		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	1 030 916	462 904	170 694	397 317
TOTAL GENERAL	**6 835 589**	**6 258 607**	**179 664**	**397 317**
Emprunts souscrits en cours d'exercice	1 472			
Emprunts remboursés en cours d'exercice	185			
Emprunts, dettes contractés auprès d'associés				

PROJET

3. NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

3.1. LE RESULTAT COMPTABLE

D'une valeur de **- 9 937 €**

3.1.1. Chiffre d'affaires **12 469 460 €**

La ventilation du chiffre d'affaires par contrat et délégant peut être synthétisée comme suit :

Ventilation du chiffre d'affaires

en k€	Ville de Nantes	Nantes Métropole	Total 31/12/2019	%
DSP parkings Cœur de Ville		8 296,6	8 296,6	66,53 %
Parking centre commercial Pont Tabarly		27,8	27,8	0,22 %
Marché parking relais P+R		1 898,5	1 898,5	15,22 %
Marché stationnement sur voirie	859,4		859,4	6,89 %
Marché aires piétonnes & ZTL		307,2	307,2	2,46 %
Marché parcs en enclos		308,8	308,8	2,48 %
DSP des ports		586,9	586,9	4,71 %
Mandat 2 pontons Loire		184,6	184,6	1,48 %
TOTAL	859 €	11 610 €	12 470 €	100,00%

3.1.2. Autres produits d'exploitation **1 397 563 €**

Subvention d'exploitation : 189 948 €

Ce poste correspond aux subventions d'investissement versées par la collectivité dans le cadre de la DSP des ports.

Reprise sur provision et transfert de charges : 1 027 183 €

La reprise de provisions sur grosses réparations s'élève à 936 902 €.

Les transferts de charges d'un montant de 90 281 € concernent des refacturations au GIE pour des transferts de personnel, matériel et contrats.

Autres produits : 180 362 €

Ce poste correspond aux subventions d'exploitation pour sujétion de service public versées par la collectivité, et concerne pour cet exercice l'activité des ports.

3.1.3. Résultat financier **- 19 325 €**

Les produits financiers s'élèvent à 1 729 € et proviennent de la rémunération de comptes courants.

Les charges financières s'élèvent à 21 054 € et concernent des intérêts débiteurs et commissions sur opérations bancaires (dont transactions par cartes bancaires).

PROJ

3.1.4. Résultat exceptionnel - 64 997 €

Il est constitué des éléments suivants :

Libellé	Charges exceptionnelles	Produits exceptionnels
Cessions d'actifs immobilisés	86 710,16	87 121,73
Amendes et pénalités sur facturations	346,66	
Sinistres et franchises	45 058,36	109 990,48

3.2. LE RESULTAT FISCAL

D'un montant imposable de **0 €**

RESULTAT COMPTABLE	**-9 937,00 €**
REINTEGRATIONS	**770,50 €**
DEDUCTIONS	**0,00 €**
RESULTAT FISCAL avant imputation	**-9 166,50 €**
Déficit à reporter	-2 703,00 €
Déficit imputé	
RESULTAT FISCAL après imputation	**-9 166,50 €**

Le total des déficits restant à reporter au 31/12/2019 s'élève à 11 870 €

PROJET

4. AUTRES NOTES

4.1. ENGAGEMENTS HORS BILAN

4.1.1. Indemnités fin de carrière **20 477 €**

Le passif social au titre des indemnités de fin de carrière acquises par le personnel à la date du 31 décembre 2019, calculé selon les prescriptions de la convention collective de rattachement, et les critères de probabilité communément admis (turn-over, mortalité, …) a fait l'objet d'une évaluation précise par BNP Paribas, département Epargne & Retraites Entreprises, dans le cadre de la convention d'assurance souscrite par la Société.

Le rapport actuariel correspondant établit ainsi le passif social, à la somme de **24 160 €** (montant brut + charges au taux de 47 %)

La valorisation de l'épargne constituée au 31 décembre 2019, nette des frais annuels de gestion, s'élève à **3 683 €**.

Au 31 décembre 2018, la Société conserve donc, hors bilan, des engagements à hauteur de 20 477 €

L'étude actuarielle fait l'objet d'une réactualisation annuelle, pour tenir compte à la fois :

- de l'évolution des effectifs permanents et des droits acquis,
- des règlements par BNP Paribas (liquidation des droits acquis),
- de l'évolution de la réglementation et des dispositions conventionnelles.

4.1.2. Engagements financiers **Néant**

4.2. AUTRES INFORMATIONS

4.2.1. Effectifs

L'effectif moyen de l'exercice 2019 est de 21,77 salariés.

4.2.2. CICE

Le Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE) a été supprimé au 01/01/2019.

Toutefois, il reste une créance sur l'Etat de **86 856 €** correspondant au CICE comptabilisé en 2018 (dont 58 124 € transférés du groupement GIE NGE) et qui fera l'objet d'une demande de remboursement au terme des 4 ans.

Conformément à l'article 244 quater c du Code Général des Impôts, il n'a financé ni une hausse de la part des bénéfices distribués, ni une augmentation des rémunérations des personnes exerçant des fonctions de direction dans l'entreprise. Le CICE a contribué à diminuer le besoin en fonds de roulement de la Société.

✧✧✧✧✧✧✧✧✧✧✧✧✧✧✧✧✧✧✧✧

PROJET

RAPPORT DE GESTION

RAPPORT SUR LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

établis par le Conseil d'Administration
et présentés à l'Assemblée Générale
du xx juin 2020

PROJET

1ère partie - RAPPORT DE GESTION 4

1. OBJET DE LA REUNION 4

2. ACTIVITE DE LA SOCIETE 4

2.1. Signature d'un accord de performance collective 4

2.2. Faits marquants de l'activité : 5

2.3. Aspects contractuels : 5

3. ANALYSE GLOBALE DES DONNEES FINANCIERES DE L'EXERCICE 2019 6

3.1. Les produits 6

3.2. Les charges 7

3.3. Les délais de paiement 8

3.4. Les résultats 9

4. INFORMATIONS JURIDIQUES ET FISCALES 10

4.1. Structure du capital social 10

4.2. Participation des salariés au capital 10

4.3. Dépenses non déductibles fiscalement 10

4.4. Pratique anticoncurrentielle 10

5. PROPOSITION D'AFFECTATION DU RESULTAT 11

6. LES INDICATEURS DE STRUCTURE FINANCIERE 12

6.1. Evolution du besoin en fonds de roulement (BFR) 12

6.2. Evolution du fonds de roulement net global (FRNG) 12

6.3. Evolution de la trésorerie (T) 12

6.4. La capacité d'autofinancement (CAF) 13

7. LES EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE 13

7.1. Effets de la pandémie liée au coronavirus 13

PROJET

2ème partie - RAPPORT SUR LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE 14

8. ACTIVITE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION 14

9. REMUNERATION ET MANDATS DES MANDATAIRES SOCIAUX 15

10. CONVENTIONS VISEES A L'ARTICLE L 225-38 DU CODE DE COMMERCE 17

11. CONVENTIONS CONCLUES ENTRE UN DIRIGEANT OU UN ACTIONNAIRE SIGNIFICATIF ET UNE FILIALE 17

12. DELEGATIONS EN MATIERE D'AUGMENTATION DE CAPITAL 17

13. MODE D'ORGANISATION DE LA SOCIETE 17

14. ADMINISTRATION ET CONTROLE DE LA SOCIETE 17

PROJET

1ère partie - RAPPORT DE GESTION

1. OBJET DE LA REUNION

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

Nous vous avons réunis en Assemblée Générale, conformément à la loi et aux statuts, afin de vous rendre compte de la situation de l'activité de notre Société durant l'exercice clos le 31 décembre 2019, et de soumettre à votre approbation les comptes annuels dudit exercice.

2. ACTIVITE DE LA SOCIETE

Les événements essentiels ayant marqué l'activité de la Société durant l'exercice 2019 peuvent être résumés comme suit :

2.1. Signature d'un accord de performance collective

Le souci de rester compétitif dans un contexte de concurrence accrue, tout en répondant aux attentes de ses clients usagers, de ses donneurs d'ordres et de ses actionnaires a conduit la direction à engager un vaste programme de négociations avec les instances représentatives du personnel. L'objectif de cette démarche, lancée en février 2018, était de définir les conditions sociales et organisationnelles préparant le « groupe NGE » à ses enjeux de demain.

A l'issue de 10 réunions de négociations, le 23 avril 2019, la direction et une organisation syndicale ont signé un accord d'entreprise (« accord de performance collective ») qui définit pour chaque thème de l'accord les mesures retenues dont les éléments principaux suivants :

- Durée du travail : une durée unique du travail fixée à 35 heures par semaine (employés et agents de maitrise) et 212 jours par an (cadres) ;
- Planification : la ré-affirmation de l'annualisation et de la modulation du temps de travail ;
- Congés et absences : des congés d'ancienneté revus en faveur des salariés, la création d'un congé pour âge pour les plus de 55 ans, une refonte du Compte Epargne Temps permettant de transformer de l'argent en temps ;
- Compensations à 100 % des jours et heures travaillées en plus, revalorisation de la compensation des horaires atypiques du dimanche, de la nuit et reconnaissance de la contrainte du travail le samedi ;

La signature d'une seule organisation syndicale ne suffisant pas pour emporter la validité de l'accord, un référendum auprès de tous les salariés de l'UES NGE a été organisé le 29 mai 2019 au cours duquel 70% des salariés ont adopté le nouvel accord d'entreprise (taux de participation : 89%). Cet accord est entré en vigueur dès le 1er juin 2019.

PROJET

2.2. Faits marquants de l'activité :

- ✓ L'exploitation, à compter du 1er janvier 2019, de la DSP parkings "Cœur de Ville" sur son périmètre complet soit :
  - o Parking Tour Bretagne
  - o Parking Graslin
  - o Parking Commerce
  - o Parking Talensac
  - o Parking Decré-Bouffay
  - o Parking Feydeau
  - o Parc en enclos Bellamy

  En 2018, seul le parking Commerce était exploité depuis le 1er octobre.

- ✓ L'exploitation en année pleine des parkings P+R,

- ✓ L'exploitation en année pleine des aires piétonnes et ZTL,

- ✓ La fréquentation des parkings impactée par les manifestations répétitives en centre-ville,

- ✓ L'exploitation en année pleine des ports de la Métropole

- ✓ La réalisation des études et le lancement des travaux de dragage sur le port de Trentemoult

2.3. Aspects contractuels :

- ✓ Parkings Cœur de Ville
  Conclusion d'un avenant au contrat de DSP avec Nantes Métropole actant notamment un nouveau compte d'exploitation prévisionnel. Ce dernier intègre des travaux de rénovation du parking Commerce (accessibilité PMR) et l'impact des travaux de réaménagement du secteur Feydeau-Commerce sur l'activité du parking.

PROJET

3. ANALYSE GLOBALE DES DONNEES FINANCIERES DE L'EXERCICE 2019

Le transfert d'exploitation des parkings de centre-ville entre la SEM NGE et La SPL NMGS, conformément à la stratégie des collectivités donneuses d'ordres, s'est finalisé au 1er janvier 2019.
Le périmètre d'activité de la Société s'est donc de nouveau accru en 2019 par rapport à l'exercice précédent.
Compte tenu de ces éléments, la variation des comptes de la SPL entre 2019 et 2018 peut être complexe à analyser.

3.1. Les produits

Le chiffre d'affaires analytique **s'est élevé à** 12 470 k€/HT pour 6 810 k€/HT en 2018.

Soit une hausse globale de 5 659 k€ essentiellement liée aux débuts d'exploitation des parkings de la DSP Cœur de Ville et à l'effet année plein de certains contrats.

en K€ / HT	2017	2018	2019	19/18	%
C.A. Total	**432**	**6 810**	**12 470**	5 659	83,1%
Activité stationnement					
Parkings DSP "Cœur de Ville"	-	353	8 297	7 944	
Parking Feydeau (marché public en 2018)		496		- 496	
Enclos		353	309	- 44	-12,5%
Parkings P+R	-	4 405	1 898	- 2 506	-56,9%
Aires piét., ZTL	-	125	307	182	144,8%
Horodateurs Nantes	426	862	859	- 2	-0,3%
Parking Tabarly	6	28	28	- 0	0,0%
Activité portuaire					
Ports	-	150	587	437	290,4%
Mandant Pontons de Loire		39	185	146	377,9%
Autres activités diverses					
Divers	0	0	0	0	

Dont :

- + 5 077 **k€** au titre de l'activité Stationnement et Mobilité (+ 76,7%), dont :
  - + 7 944 k€ au titre de la DSP Cœur de Ville, 7 parkings en année pleine alors que seul le parking Commerce était en exploitation durant 3 mois en 2018,
  - - 496 k€ au titre du marché parking Feydeau. Le parking a intégré le périmètre de la DSP Cœur de Ville au 1er janvier 2019,
  - - 2 506 k€ au titre du marché des parkings relais P+R essentiellement lié à la variation de refacturation d'aménagements et équipements (- 2 123 k€) et à la prise en compte de la baisse des charges issue de la supervision à distance des parkings silos à compter de décembre 1998 (-384 k€),
  - + 182 k€ au titre du marché « Contrôle des accès aux aires piétonnes, effet année pleine contre 5 mois d'exploitation en 2018,

PROJET

- + 583 **k€** au titre de l'activité portuaire.

    - + 437 k€ au titre de la DSP des Ports, effet année pleine contre 4 mois d'exploitation en 2018,

    - + 146 k€ au titre du mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée pour la réalisation de 2 pontons en Loire. Les prestations pour ce mandat avaient débuté au cours du 2ème semestre 2018.

3.2. Les charges

Les charges d'exploitation, après régularisation analytique des transferts de charges, s'élèvent à 12 893 k€ pour 6 791 k€ en 2018. Soit une hausse globale de 6 103 k€ essentiellement liée, comme pour les produits, aux débuts d'exploitation des parkings de la DSP Cœur de Ville.

Le solde des frais de société non imputables directement aux exploitations, principalement :

- Quote-part de résultat du groupement GIE NGE,
- mandat social,
- honoraires commissaire aux comptes,
- abonnements, adhésions et cotisations diverses,
- frais administratifs, de greffe…

s'est élevé à 533 k€ au cours de l'exercice pour 165 k€ en 2018. Ces frais sont répartis analytiquement et pèsent sur toutes les exploitations au prorata du total de leurs produits d'activité (chiffre d'affaires et contribution des collectivités).

Les principales variations de charges d'exploitation par rapport à l'exercice 2018 peuvent s'exprimer comme suit :

- + 5 219 k€ au titre de l'activité Stationnement et Mobilité, dont :

    - + 7 901 k€ au titre de la DSP Cœur de Ville, 7 parkings en année pleine alors que seul le parking Commerce était en exploitation durant 3 mois en 2018,

    - - 510 k€ au titre du marché parking Feydeau. Le parking a intégré le périmètre de la DSP Cœur de Ville au 1er janvier 2019,

    - - 2 320 k€ au titre du marché des parkings relais P+R essentiellement lié à la variation de refacturation d'aménagements et équipements (- 2 123 k€) et à la baisse des charges de personnel mis en place temporairement dans les parkings silos en attendant la mise en service de la supervision à distance des parkings à compter de décembre 1998 (-465 k€),

    - + 173 k€ au titre du marché « Contrôle des accès aux aires piétonnes, effet année pleine contre 5 mois d'exploitation en 2018.

- + 873 **k€** au titre de l'activité portuaire.

    - + 741 k€ au titre de la DSP des Ports, effet année pleine contre 4 mois d'exploitation en 2018,

    - + 132 k€ au titre du mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée pour la réalisation de 2 pontons en Loire.

PROJET

3.3. Les délais de paiement

Le nombre et le montant des factures fournisseurs reçues et non réglées à la date de la clôture dont le terme est échu (c. commerce art. L.441-6-1) s'expriment comme suit :

Délais de paiements	Factures non réglées au 31/12/19					
Par tranche de retard de paiement	Non échues	1 / 29 jours	30 / 59 jours	60 / 90 jours	Bloquées (3)	Totaux
Fournisseurs exploitation TTC (1)	733 283	6 920	28 415	40	1 143	769 801
En nombre de factures	*222*	*3*	*4*	*4*	*3*	*236*
Fournisseurs "groupe" TTC (2)	1 380 200					1 380 200
En nombre de factures	*9*					*9*
Fournisseurs honoraires TTC (1)						0
En nombre de factures						*0*
Fournisseurs d'immobilisations TTC (1)	348 952			6 083		355 035
En nombre de factures	*41*			*1*		*42*
TOTAL Fournisseurs TTC	2 462 435	6 920	28 415	6 123	1 143	2 505 037
% des Achats TTC	22,36%	0,06%	0,26%	0,06%	0,01%	22,74%
Délais de paiement de référence utilisés						
Délais contractuels	30 jours fin de mois					
Délais légaux	30 jours ou 45 jours fin de mois					

(1) Fournisseurs débiteurs et créditeurs confondus

(2) GIE NGE et NGE

(3) Factures en litige avec les fournisseurs

PROJET

Le nombre et le montant des factures clients émises et non réglées à la date de la clôture dont le terme est échu (c. commerce art. L.441-6-1) s'expriment comme suit :

Délais de paiements	Factures non réglées au 31/12/19					
Par tranche de retard de paiement	Non échues	1 / 29 jours	30 / 59 jours	60 / 90 jours	>90 jours	Totaux
Clients exploitation TTC (1)	705 718	26 392	6 816	514 291	625	1 253 842
En nombre de factures	66	14,00	6,00	9,00	2,00	97
% du CA TTC	4,71%	0,18%	0,05%	3,43%	0,00%	8,36%
Clients "groupe" TTC (2)	234 018					234 018
En nombre de factures	6					6
% du CA TTC	1,56%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	1,56%
Factures relatives à des créances litigieuses (exclues des clients exploitation)						
Clients douteux TTC						2 917
Délais de paiement de référence utilisés						
Délais contractuels	Comptant pour clients particuliers/ 30 jours pour clients professionnels					
Délais légaux	30 jours					

(1) clients débiteurs et créditeurs confondus

(2) GIE NGE et NGE

3.4. Les résultats

Le résultat d'exploitation est déficitaire à hauteur de -55,6 k€ pour un résultat bénéficiaire de 92,2 k€ en 2018.

Le résultat financier, essentiellement constitué de commissions sur transactions par cartes bancaires, est négatif à hauteur de **- 19,3 k€** pour - 1,7 k€ en 2018.

Le résultat exceptionnel est bénéficiaire de **+ 65,0 k€**, pour 0,5 k€ en 2018,

Le résultat comptable net se traduit par une perte de - 9,9 **k€** pour un bénéfice de + 89,2 k€ en 2018, avec une répartition par activités comme suit :

PROJET

en K€ / HT	2017	2018	2019
Résultat Consolidé NMGS	- 5,1	89,2	- 9,9
Activités pôle stationnement	- 5,1	95,3	4,9
Parkings DSP "Cœur de Ville"	-	- 1,8	-
Parking Feydeau (marché public en 2018)	-	- 28,8	
P+R	-	56,7	- 30,8
Enclos	-	25,9	- 9,6
Aires piétonnes / ZTL	-	8,2	17,2
Horodateurs Nantes	- 9,5	28,1	20,3
Parking Tabarly	4,4	6,9	7,8
Activités loisirs, tourisme et sport	-	- 6,1	- 14,8
DSP Ports	-	- 5,2	- 27,4
Mandant Pontons de Loire	-	- 0,9	12,6
Autres activités	-	-	-
Siège / mission d'expertise / divers	-	-	-

Le résultat fiscal de l'exercice est déficitaire à hauteur de – 9,2 k€.
Après imputation du résultat de l'exercice, les déficits fiscaux reportables sur les exercices suivants s'élèvent à – 11,9 k€.

4. INFORMATIONS JURIDIQUES ET FISCALES

4.1. Structure du capital social

Le capital social de la Société est fixé à 37 000 euros, divisé en 370 actions d'une même catégorie de 100 euros chacune, souscrites en numéraire et libérées intégralement.

4.2. Participation des salariés au capital

La forme juridique de la Société n'autorise pas la participation des salariés au capital.

4.3. Dépenses non déductibles fiscalement

Nous avons constaté des charges non déductibles fiscalement, pour un montant total de 0,7 k€.

4.4. Pratique anticoncurrentielle

La Société n'a fait l'objet d'aucune injonction ou sanction pécuniaire prononcée par l'autorité de la concurrence pour pratique anticoncurrentielle au cours de l'exercice.

PROJET

5. PROPOSITION D'AFFECTATION DU RESULTAT

Le résultat net déficitaire de l'exercice s'élevant à - 9 937,10 € il est proposé de l'affecter au compte report à nouveau.

A l'issue de cette affectation, le report à nouveau créditeur, s'élèvera ainsi à la somme de 70 006,85 € et, le montant total des réserves légales dûment constituées à 4 207,58 €.

Au 31 décembre 2019, et hors subventions d'investissement et provisions règlementées, les capitaux propres de la Société s'établissent à la somme de 111 214,43 €, dont 37 000,00 € de capital social.

Enfin, nous vous confirmons l'absence de tout versement de dividendes.

PROJET

6. LES INDICATEURS DE STRUCTURE FINANCIERE

6.1. Evolution du besoin en fonds de roulement (BFR)

Besoin complémentaire de financement stable lié à l'exploitation et au décalage des flux financiers (Actif circulant – Passif circulant).

	2017	2018	2019
stocks	-	8	5
créances…	717	3 694	3 250
créances / investisst.			
dettes…	- 782	- 4 487	- 6 836
BFR	- 65	- 785	- 3 582

L'encours des dettes, autres qu'emprunts, en fin d'exercice représente pour l'essentiel celles envers :

	A fin 2018 (en K€)	A fin 2019 (en K€)
• les organismes fiscaux & sociaux	703	581
• les fournisseurs exploitation	2 330	2 330
• les fournisseurs investissements	124	355
• autres dettes (charges à payer, créditeurs divers, …)	257	2 527
• Produits constatés d'avance	1 073	1 031

6.2. Evolution du fonds de roulement net global (FRNG)

Excédent des ressources stables destiné au financement du cycle d'exploitation (Capitaux permanents – Actif Immobilisé).

	2017	2018	2019
Capital social (appelé et versé)	37	37	37
Réserv. & RAN	- 5	84	74
Subvent. Invest.			
Emprunts LMT			
Cap. Permanents	32	121	111
Actif brut immo.	-	86	201
Immo. En cours	-	29	455
Amort. actif	-	- 1	- 13
Amort. passif	-	-	-
Act. Net immo.	-	114	643
FRNG	32	7	- 532

6.3. Evolution de la trésorerie (T)

La trésorerie est la résultante de l'équilibre entre fonds de roulement et besoin en fonds de roulement (T= FR-BFR).

PROJET

	2017	2018	2019
FRNG	32	7	- 532
Prov. Risq. & ch.	-	-	255
BFR	- 65	- 785	- 3 582
T = FRNG-BFR+Prov.	97	792	3 306

6.4. La capacité d'autofinancement (CAF)

	2017	2018	2019
C.A.	432	6 810	12 469
% évolut.	0,00%	1476%	83%
EBE (exc. Brut expl.)	-5	52	3 582
Autres produits & transf charges	0	167	1 117
Autres charges	0	-125	-1 192
Résultat financier	0	-2	-19
Résult. except. Op. gest.	0	0	80
Participation	0	0	0
Impôts sur les bénéfices	0	0	0
CAF	-5	92	3 569
% CAF / C.A.	-1,17%	1,35%	28,62%

7. LES EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

7.1. Effets de la pandémie liée au coronavirus

Entre le 31 décembre 2019, date de clôture de l'exercice, et la date d'arrêté des comptes, est survenue la crise sanitaire évolutive du Covid-19. En France, les mesures de confinement ont amené le ralentissement des activités de la Société à compter de mi-mars 2020, impactant principalement la fréquentation des parkings.

NMGS s'attend à un impact négatif sur ses comptes en 2020 mais n'est pas, à ce jour, en capacité d'en apprécier l'impact final.
La Société a procédé à une mise à jour de ses prévisions de trésorerie pour l'année 2020 en intégrant ce nouveau contexte, au mieux des informations disponibles à date, sur la base d'hypothèses portant notamment sur la durée de l'arrêt d'activité et la prise en compte du dispositif gouvernemental d'activité partielle dont NMGS a demandé à bénéficier.

Sur cette base, la direction estime que l'application du principe comptable de continuité d'exploitation pour l'arrêté des comptes du 31 décembre 2019 reste appropriée.

PROJET

2ème partie - RAPPORT SUR LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

8. ACTIVITE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Au cours de l'exercice 2019, le Conseil d'administration s'est réuni 3 fois.

Le 11 mars, l'ordre du jour étant le suivant :

1. Approbation du procès-verbal du Conseil d'Administration du 10 décembre 2018
2. GIE NGE
    - Approbation PV d'AG du 10 décembre 2018
    - Résultats probables 2018
    - Proposition de budget 2019
3. Résultats financiers de NMGS (probable 2018 et budget 2019)
4. Projet stratégique et organisationnel de NMGS
    - Construction du nouveau modèle social
5. Action en faveur de l'insertion au sein du "groupe NGE"
6. Réaménagement des locaux du siège rue Racine
7. Développement
    - Parking Commerce
    - Pontons navettes fluviales
8. Points divers

Le 22 mai, l'ordre du jour étant le suivant :

1. Approbation du procès-verbal du Conseil d'Administration du 11 mars 2019
2. GIE NGE
    - Approbation PV d'AG du 11 mars 2019
    - Résultats financiers du groupement
3. Arrêté des comptes de l'exercice 2018
4. Plan à moyen terme
5. Projet stratégique et organisationnel de NMGS
    - Construction du nouveau modèle social
6. Actualité sociale
    - Action en faveur de l'insertion au sein du "groupe NGE"
    - Démarche RPS
7. Conventions et marchés
    - Réexamen des conventions réglementées
8. Organisation d'une Assemblée Générale Ordinaire
9. Points divers
    - Adoption du nouveau règlement interne des procédures achats
    - Pontons navettes fluviales
    - Parking Cathédrale

Le 04 décembre, l'ordre du jour étant le suivant :

1. Approbation du procès-verbal du Conseil d'Administration du 22 mai 2019
2. GIE NGE
    - Approbation des PV d'AG des 22 mai et 25 juin 2019
3. Mise en œuvre du projet stratégique et organisationnel de NMGS
    - Entrée en vigueur d'un nouvel accord au 1er juin 2019
    - Poursuite de la co-construction du modèle social de l'UES

PROJET

4. Actualités
    - Actualité sociale
    - Projet d'avenant DSP Cœur de Ville lié aux travaux du parking Commerce
    - Projet avenant P+R lié à la livraison à venir des parkings Porte de Vertou et Neustrie
    - Pontons et Projet d'avenant « Navette fluviale
5. Tendance Activité 2019 – Prospective 2020
6. Points divers
    - Adoption du nouveau règlement interne des procédures achats

9. REMUNERATION ET MANDATS DES MANDATAIRES SOCIAUX

En application des dispositions de l'article L225-102-1 du Code de Commerce, nous vous rendons compte de la rémunération totale et des avantages de toute nature versés au cours de l'exercice écoulé à chacun des mandataires sociaux de la société, ainsi que des mandats et fonctions exercés par ces derniers dans toute société durant l'exercice.

- Madame Catherine CHOQUET, Présidente du Conseil d'Administration, nommée le 10 mai 2017, représentant la Ville de Nantes a perçu les sommes suivantes :
    - Jetons de présence : néant

  Autres fonctions et mandats :
  ↳ Présidente du Conseil d'Administration de NGE
  ↳ Censeur de la SPL la Cité, centre des congrès de Nantes
  ↳ Administratrice au sein du Syndicat Mixte Angers-Nantes Opéra

- Monsieur Richard CANTIN, Directeur Général de la société, nommé le 10 mai 2017, a perçu les sommes suivantes (montants bruts) :
    - Indemnités de fonction : 59 882,96 €
    - Avantages en nature : 1 091,04 €

  Autres fonctions et mandats :
  ↳ Directeur Général de NGE
  ↳ Directeur, co-administrateur représentant NGE, du groupement GIE NGE

- Monsieur Nicolas TRAVEL, Directeur Général Délégué, nommé le 10 mai 2017, a perçu les sommes suivantes (montants bruts) :
    - Indemnités de fonction : 1 264,56 €
    - Avantages en nature : néant

  Autres fonctions et mandats :
  ↳ Directeur Général délégué de NGE
  ↳ co-administrateur représentant NMGS, du groupement GIE NGE

- Monsieur Pascal BOLO, administrateur représentant la Ville de Nantes, a perçu les sommes suivantes :
    - Jetons de présence : néant

  Autres fonctions et mandats :
  ↳ Président du Conseil d'Administration de la SEMITAN
  ↳ Président Directeur Général de la SEMMINN
  ↳ Administrateur au sein de NGE
  ↳ Administrateur au sein de la SAMOA
  ↳ Administrateur au sein de LOMA

PROJET

- Monsieur Alain ROBERT, administrateur représentant la Ville de Nantes, a perçu les sommes suivantes :
    - Jetons de présence : néant

  Autres fonctions et mandats :
  ↳ Président de NANTES METROPOLE HABITAT
  ↳ Administrateur au sein de NGE
  ↳ Administrateur au sein de la SAMOA
  ↳ Administrateur au sein de LOIRE ATLANTIQUE DEVELOPPEMENT SELA
  ↳ Administrateur au sein de NANTES METROPOLE AMENAGEMENT
  ↳ Administrateur au sein de la NANTAISE d'HABITATION

- Monsieur Jean-Jacques MOREAU, administrateur représentant la Ville de Nantes, a perçu les sommes suivantes :
    - Jetons de présence : néant

  Autres fonctions et mandats :
  ↳ Administrateur au sein de NGE
  ↳ Administrateur au sein de la SEMITAN

- Madame Julie LAERNOES, administratrice représentant Nantes Métropole, a perçu les sommes suivantes :
    - Jetons de présence : néant

  Autres fonctions et mandats :
  ↳ Vice-Présidente de AIR PAYS DE LA LOIRE
  ↳ Administratrice au sein de NGE
  ↳ Administratrice au sein de AMORCE
  ↳ Administratrice au sein de CLIMATE ALLIANCE
  ↳ Administratrice au sein de la MAISON DE L'EUROPE

- Madame Liliane NGENDAHAYO, administratrice représentant Nantes Métropole, a perçu les sommes suivantes :
    - Jetons de présence : néant

  Autres fonctions et mandats :
  ↳ Administratrice au sein de NGE

- Monsieur Eric BUQUEN, administrateur représentant Nantes Métropole, a perçu les sommes suivantes :
    - Jetons de présence : néant

  Autres fonctions et mandats :
  ↳ Administrateur au sein de NGE
  ↳ Administrateur de la SEMITAN
  ↳ Administrateur de la SEMMINN

- Monsieur Philippe RIOUX, administrateur représentant Nantes Métropole, a perçu les sommes suivantes :
    - Jetons de présence : néant

  Autres fonctions et mandats :
  ↳ Administrateur au sein de NGE

PROJET

10. **CONVENTIONS VISEES A L'ARTICLE L** 225-38 DU CODE DE COMMERCE

Nous vous demandons d'approuver les conventions réglementées, visées par l'article L225-38 du Code de Commerce, et conclues au cours de l'exercice écoulé.

Ces conventions réglementées ont été autorisées par votre Conseil d'Administration, et votre Commissaire aux Comptes en a été dûment avisé.

11. CONVENTIONS CONCLUES ENTRE UN DIRIGEANT OU UN ACTIONNAIRE SIGNIFICATIF ET UNE FILIALE

Conformément aux dispositions de l'article L.225-37-4 2° du Code de commerce, nous vous informons qu'aucune convention mentionnée au présent article n'est intervenue au cours de l'exercice.

12. DELEGATIONS EN MATIERE D'AUGMENTATION DE CAPITAL

En vertu de l'article L225-37-4 3° du Code de commerce : néant.

13. **MODE D'ORGANISATION DE LA SOCIETE**

Le Conseil d'administration réuni le 10 mai 2017, s'est prononcé à l'unanimité, pour la distinction des fonctions de Directeur Général et de Président du Conseil d'Administration.
Ainsi :

- La présidence du Conseil d'Administration est assurée par Madame Catherine CHOQUET représentante de la Ville de Nantes après vote des administrateurs.
- La direction générale est confiée à Monsieur Richard CANTIN, mandataire social.

De plus, sur proposition du Directeur Général, le même Conseil d'Administration du 10 mai 2017 a validé la nomination dans la fonction de Directeur Général Délégué de Monsieur Nicolas TRAVEL.

14. ADMINISTRATION ET CONTROLE DE LA SOCIETE

Votre conseil vous invite, après la lecture des rapports présentés par votre Commissaire aux Comptes, à adopter les résolutions qu'il soumet à votre vote.

Le Conseil d'Administration

PROJET

Nantes Métropole

www.nantesmetropole.fr

SPL LE VOYAGE A NANTES







RAPPORT DES ADMINISTRATEURS DE NANTES METROPOLE AU SEIN DE LA SPL

EXTRAIT

2019

SPL LE VOYAGE A NANTES

Rapport au Conseil métropolitain de Nantes Métropole actionnaire, des représentants de Nantes Métropole désignés comme administrateurs au sein de la SPL, en application de l'article L.1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales

EXERCICE 2019

FICHE SIGNALETIQUE

ETAT CIVIL	
Société Publique Locale Le Voyage à Nantes	
Siège social :	1-3 rue Crucy - BP 92 211 – 44022 Nantes Cedex 1 Tél. 02 51 17 48 50 / Fax 02 40 89 11 99
Adresse administrative :	Idem siège social
N° RCS :	482 414 216 RCS Nantes
Date de création :	18 janvier 2011
Secteur d'activité :	Tourisme
Objet social :	un projet culturel pour la promotion de la destination Nantes métropole - gestion des sites par délégations de service Public (Château des ducs de Bretagne- Machines de l'île) – Parcours Estuaire Nantes <> Saint-Nazaire – Activité de l'Office de tourisme
Président(e) :	Fabrice ROUSSEL
Directeur Général :	Jean BLAISE
Commissaire aux comptes :	Cabinet Guillet – Bouju
Nombre de salariés fin 2019 :	270,8

ACTIONNARIAT			
Capital social de 1 000 000€			
Actionnaires	Nombre d'actions détenues	Capital	% du capital
COLLECTIVITES LOCALES			**100,00%**
Nantes Métropole	34 000	680 000,00 €	68,00%
Ville de Nantes	8 500	170 000,00 €	17,00%
Département de la Loire Atlantique	2 500	50 000,00 €	5,00%
Région Pays de La Loire	2 500	50 000,00 €	5,00%
Ville de St Nazaire	1 500	30 000,00 €	3,00%
Assemblée spéciales des actionnaires minoritaires	1000	20 000,00 €	2,00%
AUTRES ACTIONNAIRES			**0,00%**
TOTAL	**50 000**	**1 000 000,00 €**	**100,00%**
Nombre total d'administrateurs :	18		
- dont représentants de la Ville de Nantes :	Olivier CHATEAU, David MARTINEAU		
- dont représentants de Nantes Métropole :	Fabrice ROUSSEL, Rachel BOCHER, Jean-Claude LEMASSON, Pierre-Emmanuel MARAIS, Benjamin MAUDUIT, Aymeric SEASSAU, Pierre-Yves LE BRUN, Anne-Sophie GUERRA, Michèle LE STER, Sandra IMPERIALE		

JURIDIQUE	
Conventions conclues avec Nantes Métropole :	DSP - Gestion et Exploitation des Machines de l'île (13/07/2010-31/12/2025) DSP - Gestion et Exploitation du Château des Ducs de Bretagne (01/01/2014-31/12/2019 prolongée au 31/12/2021) DSP - Gestion de la Politique Turistique Communautaire (01/03/2015-31/12/2020 prolongée au 31/12/2021)
Conventions conclues avec la Ville de Nantes :	néant

FINANCIER	
Financement apporté par Nantes Métropole en 2019	17 673 490 € TTC
Financement apporté par la Ville de Nantes en 2019	- € TTC
Dernier résultat net comptable connu :	105 018 € *Au 31/12/2019*
Garanties d'emprunt Nantes Métropole	100 000 € (encours au 31/12/19)
Garanties d'emprunt Ville de Nantes	0 € (encours au 31/12/19)

Voyage à Nantes

Comptes annuels au 31 décembre 2019

Bilan simplifié

ACTIF	€uro	PASSIF	€uro
Immobilisations incorporelles	139 445	Capital social	1 000 000
Immobilisations corporelles	11 347 552	Réserves	100 000
Immobilisations financières	162 058	Report à nouveau	-97 011
		Résultat de l'exercice	105 018
Total Actif immobilisé (I)	**11 649 054**	Autres subventions d'investissement	7 022 906
Stocks et en-cours	833 367	**Capitaux propres (I)**	**8 130 913**
Créances d'exploitation	783 033		
Autres créances	2 080 826	**Autres fonds propres (II)**	**1 997 869**
Total Actif Circulant (II)	**3 697 226**	**Provisions pour risques et charges(III)**	**3 469 740**
Valeurs mobilières de placement	0	Emprunts et dettes	204 787
Disponibilités	5 101 333	Fournisseurs et comptes rattachés	3 080 794
		Dettes fiscales et sociales	1 276 471
Total Trésorerie (III)	**5 101 333**	Autres dettes	2 055 387
		Total Dettes (IV)	**6 617 439**
Comptes de régularisation (IV)	**361 323**	**Comptes de régularisation (V)**	**592 976**
TOTAL GENERAL (I + II + III+IV)	**20 808 936**	**TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)**	**20 808 936**

Compte de résultat

POSTES	€uro
Total des produits d'exploitation	32 966 203
dont subvention d'exploitation	17 547 072
Total des charges d'exploitation	32 927 751
dont charges de personnel	12 760 746
RESULTAT D'EXPLOITATION	**38 452**
Total des produits financiers	541
Total des charges financières	2 097
RESULTAT FINANCIER	**-1 557**
Total des produits exceptionnels	90 267
Total des charges exceptionnelles	22 144
RESULTAT EXCEPTIONNEL	**68 123**
Bénéfice transféré	0
Participation des salariés aux résultats	0
Impôts sur les bénéfices	
BENEFICE OU PERTE	**105 018**

Ces données sont sous réserve de leur approbation lors de l'Assemblée Générale Ordinaire de la SPL

SYNTHESE DES POSITIONS PRISES PAR LES ADMINISTRATEURS AU COURS DE L'ANNEE 2019

Administrateurs Nantes Metropole

- M.Fabrice Roussel, Président de la SPL
- Mme Rachel BOCHER
- M.Jean-Claude LEMASSON
- M. Pierre-Emmanuel MARAIS
- M. Benjamin MAUDUIT
- Mme Michèle LE STER
- M. Aymeric SEASSAU
- M.Pierre-Yves LE BRUN
- Mme Anne-Sophie GUERRA
- Mme Sandra IMPERIALE

Administrateurs Ville de Nantes

- M. Olivier CHATEAU
- M. David MARTINEAU

Décisions et faits marquants des Conseils d'Administration

- **Conseil d'Administration du 30 janvier 2019 :**
  - Adoption du procès verbal de la réunion du 31 Octobre 2018
  - Point d'avancement *Traversée Moderne d'un Vieux Pays*
  - Information sur les branches Vignoble et Loire Amont
  - Atterrissage 2018
  - Budget 2019
  - Autorisation de conventions réglementées

- **Conseil d'Administration du 5 juin 2019** :
  - Adoption du procès verbal de la réunion du 30 Janvier 2019
  - Rapport de gestion de l'exercice 2018
  - Arrêté des comptes 2018
  - Projet de résolutions présentées à l'AGO annuelle
  - Présentation du Voyage permanent et du Voyage à Nantes 2019
  - Désignation du nouveau représentant de la CCI Nantes Saint Nazaire
  - Autorisation de nouvelles conventions réglementées

- **Conseil d'Administration du 19 novembre 2019** :
  - Adoption du procès verbal de la réunion du 5 Juin 2019
  - Bilan du Voyage à Nantes 2019
  - Projets 2020 du Voyage dans le Vignoble
  - Présentation de l'événement Rendez-Vous en France
  - Autorisation de nouvelles conventions réglementées

Taux de participation des administrateurs mandataires de la Ville de Nantes : 67 %

Taux de participation des administrateurs mandataires de Nantes Métropole : 40 %

Jetons de présence des administrateurs Ville de Nantes : néant

Jetons de présence des administrateurs Nantes Métropole : néant

SYNTHESE DES CONTROLES EFFECTUES SUR LA SPL LE VOYAGE A NANTES AU COURS DE L'EXERCICE 2019

Contrôles sur exercice 2019 : néant

ANNEXES

Comptes annuels 2019

Rapport de gestion du Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale - exercice 2019

LE VOYAGE A NANTES

www.levoyageanantes.fr

COMPTES ANNUELS 2019

SPL Le Voyage à Nantes
Comptes annuels 2019

INDEX

ARRETE DES COMPTES ANNUELS 5

COMPTES ANNUELS
BILAN ACTIF 6
BILAN PASSIF 7
COMPTE DE RESULTAT – PREMIERE PARTIE 8
COMPTE DE RESULTAT – DEUXIEME PARTIE 9

ANNEXE 11

FAITS CARACTERISITIQUES DE L'EXERCICE 12
PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES 13
NOTES SUR LES COMPTES DE BILAN 17
IMMOBILISATIONS
AMORTISSEMENTS
PROVISIONS
ÉTAT DES CREANCES ET DES DETTES
PRODUITS A RECEVOIR ET CHARGES A PAYER
PRODUITS ET CHARGES CONSTATES D'AVANCE
COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL
VARIATION DES CAPITAUX PROPRES
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT
NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT 25
SUBVENTIONS D'EXPLOITATION
REMUNERATION DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION
CHARGES ET PRODUITS EXCEPTIONNELS
IMPOTS SUR LES BENEFICES
EFFECTIF MOYEN 28
UTILISATION DU CICE 28
ENGAGEMENTS HORS BILAN 29
AUTRES INFORMATIONS NON INSCRITES AU BILAN 30

SPL Le Voyage à Nantes
Comptes annuels 2019

Le Voyage à Nantes
Société Publique Locale
Au capital de 1 000 000 Euros
Siège social : 1-3, rue Crucy BP 92211- 44 022 Nantes Cedex 1
N° SIRET : 482 414 216 00044
Code APE 9103 Z

ARRETE DES COMPTES ANNUELS

(Article L123-12 du Code de Commerce)

Les comptes annuels de l'exercice couvrant la période du 1er Janvier au 31 décembre 2019 et comportant :

- le BILAN avant répartition dont le total net est de **20 808 936 €**
- le COMPTE DE RESULTAT de l'exercice, présenté sous forme de liste et faisant apparaître un bénéfice de **105 018 €**
- l'ANNEXE à ces comptes

ont été arrêtés par nous, Conseil d'Administration, conformément aux règles édictées par le Code du Commerce et le Plan Comptable.

Fait à Nantes, le 18 juin 2020

P/ le Conseil d'Administration

Le Président :

Bilan Actif

LE VOYAGE A NANTES

Période du 01/01/19 au 31/12/19
Edition du 21/04/20
Devise d'édition EUR

RUBRIQUES	BRUT	Amortissements	Net (N) 31/12/2019	Net (N-1) 31/12/2018
CAPITAL SOUSCRIT NON APPELÉ				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concession, brevets et droits similaires	546 689	464 585	82 104	50 596
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	107 935	50 594	57 341	43 041
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
TOTAL immobilisations incorporelles :	**654 624**	**515 179**	**139 445**	**93 636**
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriel	678 121	439 079	239 042	298 119
Autres immobilisations corporelles	36 003 229	25 068 474	10 934 754	12 227 872
Immobilisations en cours	173 755		173 755	88 094
Avances et acomptes				
TOTAL immobilisations corporelles :	**36 855 105**	**25 507 553**	**11 347 552**	**12 614 086**
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES				
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres participations	182		182	182
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés	8		8	8
Prêts				
Autres immobilisations financières	161 868		161 868	158 719
TOTAL immobilisations financières :	**162 058**		**162 058**	**158 909**
ACTIF IMMOBILISÉ	**37 671 787**	**26 022 733**	**11 649 054**	**12 866 631**
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières et approvisionnement	97 653		97 653	94 451
Stocks d'en-cours de production de biens				
Stocks d'en-cours production de services				
Stocks produits intermédiaires et finis	294 482		294 482	274 182
Stocks de marchandises	626 564	185 334	441 231	408 424
TOTAL stocks et en-cours :	**1 018 700**	**185 334**	**833 367**	**777 057**
CRÉANCES				
Avances, acomptes versés sur commandes	34 348		34 348	33 423
Créances clients et comptes rattachés	779 511	30 826	748 685	863 187
Autres créances	2 080 826		2 080 826	2 503 608
Capital souscrit et appelé, non versé				
TOTAL créances :	**2 894 685**	**30 826**	**2 863 859**	**3 400 218**
DISPONIBILITÉS ET DIVERS				
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	5 101 333		5 101 333	3 375 137
Charges constatées d'avance	361 323		361 323	365 533
TOTAL disponibilités et divers :	**5 462 656**		**5 462 656**	**3 740 670**
ACTIF CIRCULANT	**9 376 041**	**216 160**	**9 159 882**	**7 917 945**
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes remboursement des obligations				
Écarts de conversion actif				
TOTAL GÉNÉRAL	**47 047 828**	**26 238 892**	**20 808 936**	**20 784 576**

Sage

Bilan Passif

LE VOYAGE A NANTES

Période du 01/01/19 au 31/12/19
Edition du 21/04/20
Devise d'édition EUR

RUBRIQUES			Net (N) 31/12/2019	Net (N-1) 31/12/2018
SITUATION NETTE				
Capital social ou individuel	dont versé	1 000 000	1 000 000	1 000 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...				
Écarts de réévaluation	dont écart d'équivalence			
Réserve légale			100 000	100 000
Réserves statutaires ou contractuelles				
Réserves réglementées				
Autres réserves				
Report à nouveau			(97 011)	(106 367)
Résultat de l'exercice			105 018	9 356
		TOTAL situation nette :	**1 108 007**	**1 002 989**
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT			7 022 906	8 306 976
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES				
		CAPITAUX PROPRES	**8 130 913**	**9 309 965**
Produits des émissions de titres participatifs				
Avances conditionnées			1 997 869	1 839 473
		AUTRES FONDS PROPRES	**1 997 869**	**1 839 473**
Provisions pour risques			20 165	19 702
Provisions pour charges			3 449 576	2 827 746
		PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	**3 469 740**	**2 847 448**
DETTES FINANCIÈRES				
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			200 399	300 334
Emprunts et dettes financières divers			4 389	4 389
		TOTAL dettes financières :	**204 787**	**304 723**
AVANCES ET ACOMPTES RECUS SUR COMMANDES EN COURS			156 259	107 243
DETTES DIVERSES				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés			2 924 535	2 818 945
Dettes fiscales et sociales			1 276 471	1 400 947
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			194 859	180 991
Autres dettes			1 860 528	1 695 379
		TOTAL dettes diverses :	**6 256 392**	**6 096 261**
PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE			592 976	279 463
		DETTES	**7 210 414**	**6 787 690**
Ecarts de conversion passif				
		TOTAL GÉNÉRAL	**20 808 936**	**20 784 576**

Sage

Compte de Résultat (Première Partie)

LE VOYAGE A NANTES

Période du 01/01/19 au 31/12/19
Edition du 21/04/20
Devise d'édition EUR

RUBRIQUES	France	Export	Net (N) 31/12/2019	Net (N-1) 31/12/2018
Ventes de marchandises	3 015 129		3 015 129	2 756 631
Production vendue de biens	368 407		368 407	356 138
Production vendue de services	9 605 833		9 605 833	9 175 876
Chiffres d'affaires nets	**12 989 369**		**12 989 369**	**12 288 645**
Production stockée			20 301	5 126
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation			17 547 072	17 172 974
Reprises sur amortissements et provisions, transfert de charges			957 163	1 162 724
Autres produits			1 452 299	1 480 368
PRODUITS D'EXPLOITATION			**32 966 203**	**32 109 836**
CHARGES EXTERNES				
Achats de marchandises [et droits de douane]			2 931 774	2 516 016
Variation de stock de marchandises			(26 277)	1 769
Achats de matières premières et autres approvisionnements			201 966	14 077
Variation de stock [matières premières et approvisionnements]			(3 202)	11 388
Autres achats et charges externes			12 020 169	12 962 421
TOTAL charges externes :			**15 124 430**	**15 505 670**
IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILÉS			825 686	887 205
CHARGES DE PERSONNEL				
Salaires et traitements			9 129 245	8 964 818
Charges sociales			3 631 501	4 021 282
TOTAL charges de personnel :			**12 760 746**	**12 986 100**
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Dotations aux amortissements sur immobilisations			274 958	272 593
Dotations aux provisions sur immobilisations				
Dotations aux provisions sur actif circulant			42 213	11 094
Dotations aux provisions pour risques et charges			1 503 999	627 051
TOTAL dotations d'exploitation :			**1 821 171**	**910 738**
AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION			2 395 719	2 304 581
CHARGES D'EXPLOITATION			**32 927 751**	**32 594 295**
RÉSULTAT D'EXPLOITATION			**38 452**	**(484 459)**

Sage

Compte de Résultat (Seconde Partie)

LE VOYAGE A NANTES

Période du 01/01/19 au 31/12/19
Edition du 21/04/20
Devise d'édition EUR

RUBRIQUES	Net (N) 31/12/2019	Net (N-1) 31/12/2018
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	**38 452**	**(484 459)**
Bénéfice attribué ou perte transférée		
Perte supportée ou bénéfice transféré		
PRODUITS FINANCIERS		
Produits financiers de participation		
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	353	1 130
Reprises sur provisions et transferts de charges		
Différences positives de change	188	164
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	541	**1 295**
CHARGES FINANCIÈRES		
Dotations financières aux amortissements et provisions		
Intérêts et charges assimilées	1 125	2 022
Différences négatives de change	972	208
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	2 097	**2 230**
RÉSULTAT FINANCIER	**(1 557)**	**(935)**
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPOTS	**36 896**	**(485 394)**
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	85 184	103 071
Produits exceptionnels sur opérations en capital	5 083	1 286
Reprises sur provisions et transferts de charges		
	90 267	**104 356**
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	21 918	20 573
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	227	1 691
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions		
	22 144	**22 263**
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	**68 123**	**82 093**
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices		(412 657)
TOTAL DES PRODUITS	**33 057 011**	**32 215 487**
TOTAL DES CHARGES	**32 951 993**	**32 206 132**
BÉNÉFICE OU PERTE	**105 018**	**9 356**

Sage

ANNEXE

EXERCICE 2019

FAITS CARACTÉRISTIQUES DE L'EXERCICE

DSP Château :

L'avenant n°6 en date du 31/07/2019 prévoit une prolongation de 2 ans de l'actuelle convention de délégation de service public pour la gestion du site du Château des Ducs de Bretagne, intégrant la gestion du Mémorial de l'abolition de l'esclavage et la gestion des Cryptes de la Cathédrale portant son terme au 31/12/2021.
Ce même avenant détermine également la participation financière de Nantes Métropole pour les exercices 2019, 2020 et 2021 ; modifie les termes de l'assurance « dommage et biens » et proroge les dispositions concernant le personnel de Nantes Métropole mis à disposition.

En juin 2018, l'avenant n°5, rendait potentiellement éligibles les projets du Château dans le dispositif du fonds de dotation à vocation culturelle pour les projets dédiés aux patrimoines constitué par la ville de Nantes et Nantes métropole avec des entreprises. En 2019, les projets d'investissement inscrits dans ce dispositif ont été la création du tableau animé (Groupe Launay) et la maquette 3D du monument (LNA Santé).

DSP Machines de l'Ile de Nantes :

L'avenant n°8 en date du 27/12/2019 modifie le montant des subventions d'exploitations au titre des exercices 2019 et 2020. Cet avenant précise également les modalités d'exposition de la nouvelle œuvre exposée dans la Galerie (« parade amoureuse des oiseaux de paradis » par le biais d'une mise à disposition. Cet élément destiné à rejoindre la collection prévue pour le projet d'Arbre aux Hérons sera visible à la réouverture du site en février 2020.

DSP Tourisme (Nantes.Tourisme, Estuaire et la collection d'œuvres urbaines, l'évènement estival, le quai des Antilles, la programmation culinaire, le vignoble, les branches et Traversée Moderne d'un Vieux Pays) :

L'avenant n° 8 à la convention de délégation de service public pour la gestion de la politique touristique de la métropole nantaise en date du 16/09/2019 prolonge la durée du contrat d'un an, portant son échéance au 31/12/2021.
L'avenant précise la contribution annuelle de fonctionnement de la métropole pour 2019 et 2020. En sus de cette subvention de fonctionnement, une enveloppe annuelle de 200 K€ est prévus pour ces mêmes exercices, versée sur la section d'investissement afin de soutenir la dimension patrimoniale de la DSP.

Deux opérations exceptionnelles de 2020 sont également prévues avec des versements d'avances dès 2019 : l'une en fonctionnement, pour l'accompagnement de l'évènement « Rendez-vous en France » et l'autre, en investissement destinée à financer un dispositif d'accueil et de promotion dans la nouvelle gare de Nantes.

Pour mémoire, en 2018, « Traversée Moderne d'un Vieux Pays » et l'opération annuelle de promotion culinaire avaient été intégrés à la subvention globale et forfaitaire.

L'exercice 2019 présente un montant net total du bilan de 20 808 936 €, des produits d'exploitation de 32 966 203 €, le résultat d'exploitation s'élève à 38 452 €, le résultat financier une perte de 1 557 € laissant apparaitre un résultat courant avant impôt bénéficiaire de 36 896 €, le résultat exceptionnel est de 68 123 €. Ainsi le résultat de l'exercice après impôt est un bénéfice de 105 018 €.

PRINCIPES, RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base, indépendance des exercices, continuité d'exploitation, permanence des méthodes et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

Immobilisations incorporelles et corporelles

Catégories de biens

En application des principes comptables et des contrats de Délégation de Service Public, différentes catégories de biens ont été identifiées :

- **Les biens de Retour**
  Ces biens sont réputés appartenir au délégant.
  Ils sont, soit mis à disposition du délégataire par le délégant en début de contrat, soit acquis ou renouvelés par le délégataire sur les comptes de la délégation.

- **Les biens de Reprise**
  Ces biens sont entièrement dédiés à la délégation. En fin de délégation, le délégant choisit soit de les reprendre à la valeur nette comptable, soit de les laisser à l'usage du délégataire.

- **Les biens Propres**
  Ces biens sont ceux qui resteront la propriété de la SPL Le Voyage à Nantes et correspondent principalement aux biens nécessaires aux services centraux ou dont l'usage peut être partagé entre les différents équipements gérés.

Les biens de retour mis à disposition de la SPL à l'origine des contrats de délégation de service public par les collectivités délégantes figurent à l'actif du bilan, leur contrepartie étant portée au passif en « autres fonds propres ». Les amortissements de ces biens sont déduits des mêmes postes.

Les immobilisations corporelles (biens de retour acquis par la SPL, biens de reprise et biens propres) sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Le tableau ci-dessous indique les classifications et mode d'amortissement :

TYPE DE BIENS	Mode d'amortissement	Durée d'amortissement
GENERALITES		
Logiciel	Linéaire	de 2 à 5 ans
Site internet	Linéaire	3 ans
Matériel informatique	Dégressif	3 ans
Matériel technique	Linéaire	4 ans
Matériel de transport	Linéaire	de 2 à 4 ans
Installations générales agencements	Linéaire	de 6 ans 2/3 à 10 ans
Mobilier	Linéaire	10 ans
Scénographie	Linéaire	de 10 à 15 ans
EXCEPTIONS/PARTICULARITES		
Installations générales batiments (Carrousel, Cité des Machines, Bar de la Branche)	Linéaire	sur la durée de la DSP Machines
Signalétique	Linéaire	5 ans
Programmes des bornes multimédia	Linéaire	3 à 4 ans
Matériel informatique de guidage (audio, visio-guides,…)	Linéaire	3 ans
Numérisation du monument	Linéaire	10 ans
Matériels de sécurité	Dégressif	3 ans
Matériels accueil des publics	Linéaire	6 ans
Mobilier du multimédia	Linéaire	4 ans
Travaux branche et eléphant	Linéaire	de 5 à 10 ans
Installations générales agencements-Hab Galerie	Linéaire	5 ans
Bateau	Linéaire	10 ans
Film promotionnel	Linéaire	en fonction de sa durée de diffusion
La Cantine du Voyage	Linéaire	3 ans
Œuvres ou installations artistiques pérenisées (1)	Linéaire	de 1 à 10 ans en fonction de leur nature
Œuvres Estuaire (2)	Linéaire	voir ci-dessous

Biens repris de la convention de sucesseur OT, durée d'amortissement générale mais calculée à partir de la date d'acquisition par l'OTNM.
Bateau repris par la convention de sucesseur Estuaire amorti sur 10 ans à compter de la date d'acquisition par le CRDC.

(1) : Œuvres ou installations artistiques pérennisées au 31/12/2019

œuvres issues de la programmation évènementielle estivale	
SCOOTER TATZU NISHI	10 ans
FEYDBALL	4 ans
ON VA MARCHER SUR LA LUNE	1 ans
PING PONG PARK	10 ans
COURS A TRAVERS	4 ans
MES TRIPES SONT DES POISSONS D'ARGENT (piscine Gloriette)	4ans
EXTENSION CANTINE	4 ans
PAYSAGE GLISSE	4 ans
MOBILIER "CULINAIRE"	4 ans
BAC A CHAINES	4 ans
PAS DE CÔTE	10 ans
JUNGLE INTERIEURE	10 ans
ELOGE DE LA TRANSGRESSION	10 ans

(2) : Particularités d'amortissement des œuvres Estuaire :

La règle générale d'amortissement des œuvres Estuaire, appliquée historiquement dans l'entreprise, est basée sur une durée d'amortissement correspondant à la durée de vie économique du bien depuis sa date de mise en service.

Il avait été cependant prévu, pour les œuvres fragilisées par leur nature ou leur milieu d'implantation, ainsi que pour les œuvres pour lesquelles la société ne détenait pas au 31/12/2012 d'autorisation légale d'occupation du territoire, que ces œuvres soient intégralement amorties à l'issue de l'année de leur mise en place.

œuvres Estuaire	
ANNEAUX BUREN	absence d'AOT
JARDIN ETOILE	œuvre végétale
JARDIN TIERS PAYSAGE	œuvre végétale
OBSERVATOIRE KAWAMATA	œuvre d'eau
FABRICE HYBER (arbres bateaux)	œuvre d'eau
SERPENT D'OCEAN HUANG YONG PING	œuvre d'eau

Stocks et en-cours

Les stocks de produits et de marchandises sont évalués selon la méthode du « premier entré-premier sorti ».
La valeur brute des marchandises comprend le prix d'achat et les frais accessoires à l'exception de toute valeur ajoutée. Les stocks de produits finis sont valorisés au prix de revient à l'exclusion des coûts de stockage.
Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur de réalisation est inférieure à la valeur d'inventaire.

Créances, dettes et disponibilités

Les créances, dettes et disponibilités sont valorisées à leur valeur nominale. Pour les créances, une provision pour dépréciation est constituée lorsque leur valeur d'inventaire est inférieure à leur valeur comptable.

Provisions pour engagements de fin de carrière

Les engagements de retraite font l'objet d'une évaluation actuarielle annuelle par un organisme extérieur. Le montant du passif social ainsi calculé s'élève à 399 373 € (dette actuarielle) au 31 décembre 2019.
Les versements effectués sur un fonds, intérêts inclus, rémunérés à un taux de rendement de 2,05 % en 2019, s'élèvent à 266 734 € (cf. page 29)
Le **différentiel est provisionné** au passif du bilan pour un montant total de **132 639 €** portant ainsi la couverture du passif social à 100%.

Provisions pour gros entretien et renouvellement

Au titre des obligations spécifiques des Délégations de Service Public, au sens des nouvelles normes, eu égard à la vétusté, ou aux décisions prises, la SPL poursuit sur l'ensemble des biens attachés à ses activités :

- Un programme pluriannuel de gros entretien,
- Un programme pluriannuel de renouvellement des immobilisations,

ces plans conduisent à la comptabilisation de provisions pour gros entretiens et pour renouvellement.

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

En raison des mesures de confinement décidées par le Gouvernement à compter du 17 mars 2020, la société se trouve impactée par un arrêt partiel d'activité.
Dans ce contexte, la société met en œuvre les différentes mesures mises à disposition sur le plan réglementaire et financier permettant d'assurer la continuité de l'exploitation.
Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration le 18/06/2020 sur la base des éléments disponibles à cette date dans le contexte évolutif de crise sanitaire liée au covid-19.

La propagation ultérieure du virus et son identification en tant que nouveau Covid-19 (« Covid-2019 ») ne fournissent pas d'éléments complémentaires d'appréciation de la situation qui existait au 31 décembre 2019. Ce sont des éléments nouveaux apparus en janvier 2020. Il s'agit donc d'événements non liés à des conditions existant à la date de clôture qui ne sont pas de nature à nécessiter un ajustement des comptes.

CHANGEMENT DE METHODE

Pas de changement de méthode au cours de l'exercice.

NOTES SUR LES COMPTES DE BILAN

Immobilisations

LE VOYAGE A NANTES

Période du 01/01/19 au 31/12/19
Edition du 21/04/20
Devise d'édition EUR

RUBRIQUES	Valeur brute début exercice	Augmentations par réévaluation	Acquisitions apports, création virements
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
Frais d'établissement et de développement			
Autres immobilisations incorporelles	573 056		99 940
TOTAL immobilisations incorporelles :	**573 056**		**99 940**
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Terrains			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Constructions installations générales			
Installations techniques et outillage industriel	659 544		52 491
Installations générales, agencements et divers	2 854 465		80 198
Matériel de transport	101 333		27 500
Matériel de bureau, informatique et mobilier	1 247 767		142 763
Emballages récupérables et divers	30 617 272		1 304 426
Immobilisations corporelles en cours	88 094		95 110
Avances et acomptes			
TOTAL immobilisations corporelles :	**35 568 475**		**1 702 488**
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES			
Participations évaluées par mises en équivalence			
Autres participations	182		
Autres titres immobilisés	8		
Prêts et autres immobilisations financières	158 719		7 261
TOTAL immobilisations financières :	**158 909**		**7 261**
TOTAL GÉNÉRAL	**36 300 440**		**1 809 689**

RUBRIQUES	Diminutions par virement	Diminutions par cessions mises hors service	Valeur brute fin d'exercice	Réévaluations légales
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établ. et de développement				
Autres immobilisations incorporelles		18 372	654 624	
TOTAL immobilisations incorporelles :		**18 372**	**654 624**	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales				
Install. techn., matériel et out. industriels	33 914		678 121	
Inst. générales, agencements et divers	158 464	7 574	2 768 623	
Matériel de transport	9 802		119 031	
Mat. de bureau, informatique et mobil.	144 607	1 258	1 244 666	
Emballages récupérables et divers		50 790	31 870 908	
Immobilisations corporelles en cours	9 449		173 755	
Avances et acomptes				
TOTAL immobilisations corporelles :	**356 236**	**59 622**	**36 855 105**	
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES				
Participations mises en équivalence				
Autres participations			182	
Autres titres immobilisés			8	
Prêts et autres immo. financières		4 112	161 868	
TOTAL immobilisations financières :		**4 112**	**162 058**	
TOTAL GÉNÉRAL	**356 236**	**82 106**	**37 671 787**	

© Sage

Il est à noter que les variations de l'exercice sont notamment constituées des acquisitions pour un montant de 1 462 903 € et un reclassement des immobilisations des DSP Château, Machines et Mondes marins et Tourisme en biens mis à disposition pour 346 786 €.

Les acquisitions de l'exercice se répartissent ainsi :
99 940 € en immobilisations incorporelles (logiciels, sites internet,…), 1 355 702 € en immobilisations corporelles et 7 261 € en immobilisations financières.

Les acquisitions de l'exercice en immobilisations corporelles correspondent principalement :

- Sur la DSP Château, à des remplacements de matériels multimédia dans les salles d'exposition du musée et à la fin des travaux de rénovation du Harnachement et de la Tour de Fer à Cheval, ainsi qu'à divers travaux d'amélioration du musée.
- Sur la DSP Machines, au renouvellement du contenu de la Galerie et au développement d'une application d'aide à la visite, à des aménagements et acquisitions logicielles au Café de la Branche, à l'agencement divers des locaux, et à du matériel divers d'exploitation.
- Sur la DSP Tourisme, à la pérennisation d'œuvres urbaines (« Eloge de la Transgression », située Cours Cambronne) ainsi qu'au renouvellement complet des bandes lumineuses de l'œuvre « Les Anneaux » située Quai des Antilles et au remplacement du mobilier extérieur du Parc des Chantiers (« Les Meules »).
- Au siège, à du matériel informatique et du mobilier

Le poste « Immobilisations corporelles en cours » fait apparaître une valeur brute de fin d'exercice de 173 755 € à la clôture de l'exercice. Ces en-cours correspondent essentiellement aux coûts de production de projets d'installations en cours sur le territoire métropolitain, ainsi que d'une nouvelle œuvre du parcours Estuaire à Saint-Nazaire.

Amortissements

LE VOYAGE A NANTES

Période du 01/01/19 au 31/12/19
Edition du 23/04/20
Devise d'édition EUR

SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE				
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	**Montant début exercice**	**Augmentations dotations**	**Diminutions reprises**	**Montant fin exercice**
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'étab. et de développement.				
Autres immobilisations incorporelles	479 419	35 760		515 179
TOTAL immobilisations incorporelles :	**479 419**	**35 760**		**515 179**
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales				
Installations techn. et outillage industriel	361 426	111 568	33 914	439 079
Inst. générales, agencements et divers	1 824 773	269 325	166 039	1 928 059
Matériel de transport	60 212	21 224	9 802	71 635
Mat. de bureau, informatique et mobil.	910 555	135 335	145 638	900 252
Emballages récupérables et divers	19 797 425	2 427 753	56 650	22 168 528
TOTAL immobilisations corporelles :	**22 954 390**	**2 965 206**	**412 042**	**25 507 553**
TOTAL GÉNÉRAL	**23 433 809**	**3 000 965**	**412 042**	**26 022 733**

VENTILATIONS DES DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE			
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	**Amortissements linéaires**	**Amortissements dégressifs**	**Amortissements exceptionnels**
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
Frais d'établissement et de développement			
Autres immobilisations incorporelles	35 760		
TOTAL immobilisations incorporelles :	**35 760**		
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Terrains			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Constructions installations générales			
Installations techniques et outillage industriel	111 568		
Installations générales, agencements et divers	269 325		
Matériel de transport	21 224		
Matériel de bureau, informatique et mobilier	88 341	46 994	
Emballages récupérables et divers	2 045 156	35 811	
TOTAL immobilisations corporelles :	**2 535 614**	**82 805**	
Frais d'acquisition de titres de participations			
TOTAL GÉNÉRAL	**2 571 374**	**82 805**	

© Sage

Provisions Inscrites au Bilan

LE VOYAGE A NANTES

Période du 01/01/19 au 31/12/19
Edition du 21/04/20
Devise d'édition EUR

RUBRIQUES	Montant début exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin exercice
Prov. pour reconstitution des gisements				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Dont majorations exceptionnelles de 30%				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES				
Provisions pour litiges	19 702	462		20 165
Prov. pour garant. données aux clients				
Prov. pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Prov. pour pensions et obligat. simil.	118 732	13 907		132 639
Provisions pour impôts				
Prov. pour renouvellement des immo.	1 146 143	442 127	590 258	998 012
Provisions pour gros entretien et grandes révisions	1 560 601	1 047 502	291 450	2 316 654
Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres prov. pour risques et charges	2 270			2 270
PROV. POUR RISQUES ET CHARGES	**2 847 448**	**1 503 999**	**881 707**	**3 469 740**
Prov. sur immobilisations incorporelles				
Prov. sur immobilisations corporelles				
Prov. sur immo. titres mis en équival.				
Prov. sur immo. titres de participation				
Prov. sur autres immo. financières				
Provisions sur stocks et en cours	191 863	17 226	23 756	185 334
Provisions sur comptes clients	11 879	24 987	6 040	30 826
Autres provisions pour dépréciation				
PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATION	**203 742**	**42 213**	**29 796**	**216 160**
TOTAL GÉNÉRAL	**3 051 191**	**1 546 212**	**911 503**	**3 685 900**

© Sage

Provision pour litiges : 20 K€ pour les procédures judiciaires sur une œuvre Estuaire 2007 (Canard) dont la gestion a été transférée à la SPL par la convention de successeur CRDC / Estuaire.

État des Échéances des Créances et Dettes

LE VOYAGE A NANTES

Période du 01/01/19 au 31/12/19
Edition du 21/04/20
Devise d'édition EUR

ÉTAT DES CRÉANCES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
DE L'ACTIF IMMOBILISÉ			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	161 868		161 868
TOTAL de l'actif immobilisé :	**161 868**		**161 868**
DE L'ACTIF CIRCULANT			
Clients douteux ou litigieux	33 285		33 285
Autres créances clients	746 226	746 226	
Créance représent. de titres prêtés ou remis en garantie			
Personnel et comptes rattachés	29 743	29 743	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
État - Impôts sur les bénéfices	1 225 826	365 306	860 520
État - Taxe sur la valeur ajoutée	486 662	486 662	
État - Autres impôts, taxes et versements assimilés			
État - Divers	106 287	106 287	
Groupe et associés			
Débiteurs divers	232 308	232 308	
TOTAL de l'actif circulant :	**2 860 337**	**1 966 532**	**893 805**
CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE	361 323	361 323	
TOTAL GÉNÉRAL	**3 383 528**	**2 327 855**	**1 055 672**

ÉTAT DES DETTES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Auprès des établissements de crédit :				
- à 1 an maximum à l'origine				
- à plus d' 1 an à l'origine	200 399	100 399	100 000	
Emprunts et dettes financières divers	4 389		4 389	
Fournisseurs et comptes rattachés	2 924 535	2 924 535		
Personnel et comptes rattachés	365 682	365 682		
Sécurité sociale et autres organismes	816 406	816 406		
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée	40 285	40 285		
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	54 098	54 098		
Dettes sur immo. et comptes rattachés	194 859	194 859		
Groupe et associés				
Autres dettes	1 860 528	223 582	1 636 945	
Dette représentat. de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	592 976	592 976		
TOTAL GÉNÉRAL	**7 054 155**	**5 312 821**	**1 741 334**	

© Sage

Le poste « Autres dettes » correspond principalement à des indemnités liées à la procédure en cours sur l'œuvre « l'Observatoire » de Kawamata à Lavau. Les sommes ont été

encaissées en 2018 et sont enregistrées en compte d'attente, pendant la durée de la procédure (appel en cours).

Charges et Produits Constatés d'Avance

LE VOYAGE A NANTES

Période du	01/01/19	au 31/12/19
Edition du	21/04/20	
Devise d'édition	EUR	

RUBRIQUES	Charges	Produits
Charges ou produits d'exploitation	361 323	592 976
Charges ou produits financiers		
Charges ou produits exceptionnels		
TOTAL	**361 323**	**592 976**

Les charges constatées d'avances sont essentiellement constituées de contrats couvrant une période à échoir en 2020 (maintenance exploitation et informatique, locations mobilières et immobilières, …)

Les produits perçus correspondent principalement à des subventions perçues en 2019 concernant des projets en cours et dont la réalisation est prévue en 2020, ainsi qu'au chiffre d'affaires des contremarques de billetterie vendues sur l'exercice mais non consommées.

Produits à Recevoir

LE VOYAGE A NANTES

Période du 01/01/19 au 31/12/19
Edition du 21/04/20
Devise d'édition EUR

MONTANT DES PRODUITS À RECEVOIR INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	Montant
Immobilisations financières	
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
Créances	
Créances clients et comptes rattachés	195 401
Personnel	29 243
Organismes sociaux	
État	1 332 113
Divers, produits à recevoir	3 952
Autres créances	
Valeurs Mobilières de Placement	
Disponibilités	
TOTAL	**1 560 710**

Composition du capital social

Différentes catégories de titres	Valeur nominale	Nombre de titres			
		Au début de l'exercice	Créés pendant l'exercice	Remboursés pendant l'exercice	En fin d'exercice
Actions	20 euros	50 000			50 000

Variation des capitaux propres

Situation à l'ouverture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant distribution sur résultat antérieurs		9 309 965
Capitaux propres après distribution sur résultat antérieurs		9 309 965
Variation en cours d'exercice	En moins	En plus
Autres variations		
résultat exercice 2019		105 018
Subventions d'investissement	1 688 070	404 000
Solde	1 688 070	509 018
Situation à la clôture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant répartition		8 130 913

Subventions d'investissement figurant en capitaux propres :

Les subventions d'investissement sont inscrites au bilan pour un total de 7 022 906 €. Ce total correspond au montant net des subventions reçues, déduction faite des quotes-parts reprises au compte de résultat au rythme des amortissements constatés sur les biens correspondants pour les projets dont l'achèvement est antérieur au 31/12/2019.

Les subventions d'investissement perçues au cours de l'exercice 2019 s'élèvent à 404 000 €.

Subventions d'investissement en € HT	CHÂTEAU	MACHINES	TOURISME	TOTAL
Nantes Métropole			300 000	300 000
Autres	4 000		100 000	104 000
TOTAL	**4 000**	**-**	**400 000**	**404 000**

Pour la DSP Tourisme, les subventions d'investissements perçues de Nantes Métropole concernent le financement d'installations diverses sur le territoire métropolitain et notamment d'un dispositif d'accueil et de promotion de la destination dans la nouvelle Gare de Nantes.
Par ailleurs, la SPL a perçu 100 000 € de la part du Ministère de la Culture pour le financement nouvelle œuvre du parcours Estuaire à Saint-Nazaire.

Au titre de l'exercice 2019, la quote-part de subvention d'investissement reprise au compte de résultat est de 1 447 163 €.

Subventions d'investissement figurant en autres fonds propres :

Les avances conditionnées sont inscrites au bilan pour un total de 1 997 869 €. Ce total correspond au solde des subventions d'investissement sur des biens reclassés en « biens mis à disposition » car acquis au cours des premiers contrats de DSP et couverts en totalité par une subvention d'investissement.

NOTES SUR LES COMPTES DE RESULTAT

Subventions d'exploitation (présentation analytique)

Subvention d'exploitation en € HT	CHÂTEAU	MEMORIAL	MACHINES	NEFS	TOURISME	QUAI DES ANTILLES	ESTUAIRE & ŒUVRES PERENNES	LE VOYAGE A NANTES	PROGRAMMATION CULINAIRE	LE VOYAGE DANS LE VIGNOBLE	BRANCHE LOIRE AMONT	Traversée Moderne d'un Vieux Pays	TOTAL
Nantes Métropole	7 664 490	100 000	1 131 818	550 000	3 482 400	900 000	802 400	2 034 200	150 000	110 000	22 000	158 000	17 105 308
Drac / Ministère de la Culture	8 500												8 500
Fonds dotation à vocation cult.pour Nantes et NM							60 667						60 667
Département de Loire Atlantique							60 000			80 000			140 000
Région Pays de la Loire									80 000				80 000
Ville de Saint Nazaire							40 000					17 000	57 000
Communautés com.Sud Estuaire, Estuaire et Sillon							10 000						10 000
ADEME									60 000				60 000
AGEFIPH	10 879		6 143	384	6 271	1 280	256	256		128			25 597
TOTAL	**7 683 869**	**100 000**	**1 137 962**	**550 384**	**3 488 671**	**901 280**	**973 323**	**2 034 456**	**290 000**	**190 128**	**22 000**	**175 000**	**17 547 072**

Le montant total des participations financières concernant l'exercice est de 17 547 072 € (17 172 974 € en 2018).

- DSP Château : Nantes Métropole a versé une subvention globale et forfaitaire de **7 750 000 € net de taxe** pour la gestion du Château des Ducs de Bretagne et du Mémorial de l'abolition de l'esclavage intégré au contrat de DSP.
  À cela s'ajoutent **14 490 €** versés par Nantes Métropole au titre du financement d'études en vue de travaux à réaliser, **8 500 €** versés par la Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC) au titre de diverses activités du Château des ducs de Bretagne, et **10 879 €** de subvention AGEFIPH pour la mise en œuvre d'une politique d'emploi en faveur des personnes en situation de handicap au sein de la SPL.

- DSP Machines : Nantes Métropole a versé une subvention totale de **1 131 818 € HT** pour l'exploitation de l'Éléphant, de la Galerie et des Mondes Marin. L'exploitation des Nefs, classées ERP a bénéficié d'un montant de **550 000 € HT**.
  A cela s'ajoutent **6 527 €** de subvention AGEFIPH répartie entre les trois DSP (cf. supra).

- DSP Tourisme intégrant l'évènement, Nantes tourisme, les œuvres patrimoniales (Estuaire et la collection urbaine), les activités du Quai des Antilles (HAB Galerie, Cantine et Chantiers), la programmation culinaire, le Vignoble et la branche Loire amont, ainsi que Traversée Moderne d'un vieux Pays.
  - La contribution globale et forfaitaire de Nantes Métropole s'est élevée à **7 659 000 €** nets de taxe.
  - Ce montant inclut les 150 000 € pour l'édition des « Tables de Nantes – l'Evènement » (ex-Nantes Food Forum), auxquels se sont ajoutés **80 000 €** de la Région et **60 000 €** de l'ADEME.
  - Ce montant inclut également les 158 000 € pour le projet « Traversée Moderne d'un Vieux Pays », auxquels se sont ajoutés **17 000 €** de la Carène (Métropole de Saint Nazaire).
  - Sur Estuaire : sont venues s'ajouter les contributions du département de Loire Atlantique (**60 000 €**), de la Ville de Saint Nazaire (**40 000 €**) et de la communauté de communes Sud Estuaire (**10 000 €**).
  - Le département de Loire Atlantique a accordé à la SPL une subvention de **80 000 €** en soutien au projet de Cornelia Konrads dans le Parc de la Garenne-Lemot.
  - Enfin, la DSP bénéficie de **8 191 €** de subvention AGEFIPH.

Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges

Ce poste s'élève à 957 163 € et comprend principalement :

- les reprises sur provisions : pour gros entretien et réparations à hauteur de 291 450 €, et pour dépréciation de stocks et créances clients à hauteur de 29 795 €,
- les transferts de charges d'exploitation pour un montant de 635 918 €, et répartis comme suit :

Nature des produits	Montant	Imputation au compte
Transferts de charges - non soumis	63 640	79100000
Transferts de charges - exonéré	41 301	79100001
Transferts de charges - 5,5%	34	79100005
Transferts de charges - Refacturation 20%	9 476	79100009
Transferts de charges - 10%	6 000	79100010
Transferts de charges - 20%	191 680	79100020
Transferts de charges de personnel	47 248	79110000
Transferts de charges - Indemnités Journalières	276 538	79112000
Total	**635 918**	

Rémunération des Commissaires aux comptes

Le montant des honoraires du Commissaire aux comptes est de 20 000 € pour la mission de contrôle légal annuel des comptes.

Autres charges d'exploitation

Ce poste s'élève à 2 395 719 € et comprend principalement :

- les dotations aux amortissements des immobilisations acquises sur les fonds des comptes de délégation par le délégataire et qui constituent des biens de retour ou de reprise pour un montant de 568 936 €,
- les dotations aux amortissements des immobilisations acquises avec une subvention d'investissement par le délégataire et qui constituent des biens de retour ou de reprise pour un montant de 1 380 972 €,

Charges et produits exceptionnels

Nature des produits	Montant	Imputation au compte
Reprise de factures à recevoir des exercices antérieurs	5 209	77200000
Reprise sur charges diverses antérieures	37 805	77200000
Produits divers sur exercices antérieurs	42 169	77200000
Produits de cession éléments de l'actif	5 083	77500000
Total	**90 267**	

Nature des charges	Montant	Imputation au compte
Autres charges exceptionnelles/exercices antérieurs	21 571	67200000
Valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés	227	67500000
Pénalités amendes fiscales-pénales	346	67120000
Total	**22 144**	

EFFECTIF MOYEN

Catégories	2019	2018	2017	2016
Cadres	57,58	56,80	55,52	57,58
Non cadres	237,27	241,12	228,38	222,50
TOTAL	**294,84**	**297,91**	**283,90**	**280,08**

UTILISATION DU CICE

La SPL a bénéficié du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi au titre des exercices 2013 (257 967 €), 2014 (376 594 €), 2015 (359 228 €), 2016 (365 306 €), 2017 (450 530 €) et 2018 (409 985 €). En comptabilité, ces montants ont été comptabilisés à l'actif du Bilan sous la rubrique « autres créances » et sont venus en diminution des charges d'imposition de l'exercice.
Pour information, les créances relatives aux exercices 2013 à 2015 ont été remboursées en 2017, 2018 et 2019.

La direction de la SPL a décidé de consacrer le montant du CICE, à parts égales, en soutien à l'emploi, l'investissement et en réserve dans les fonds propres.

ENGAGEMENTS HORS BILAN

ENGAGEMENTS DONNES

Engagements conventionnels de départ en retraite

Les engagements de retraite font l'objet d'une évaluation actuarielle annuelle par un organisme extérieur. Ce calcul a été établi sur la base des éléments suivants :

- départ volontaire : âge légal
- taux d'évolution des salaires de 2%

Le montant du passif social ainsi calculé s'élève à 399 373 € (dette actuarielle) au 31 décembre 2019.
Les versements effectués sur un fonds, intérêts inclus, rémunérés à un taux de rendement de 2,05 % en 2019, **s'élèvent à 266 734 €**.
Le différentiel est provisionné au passif du bilan pour un montant total de 132 639 € (cf. page 12) portant ainsi la couverture du passif social à 100%.

ENGAGEMENTS RECIPROQUES

Engagements de locations longues durée ou crédit-bail						
Postes du bilan	Redevances payées		Redevances restant à payer			
	de l'exercice	cumulées	jusqu'à 1 an	plus1 an à 5 ans	plus de 5 ans	Total à payer
Locations mobilières longues durées	62 271,10	259 932,34	38 672,47	19 623,18	0,00	58 295,64

ENGAGEMENTS RECUS

Un cautionnement solidaire de Nantes Métropole à 50 % sur un emprunt pour le nouveau bar-restaurant des Machines soit 100 000 € au 31/12/2019.

AUTRES INFORMATIONS NON INSCRITES AU BILAN

La mise en scène du parcours urbain dans Nantes le long de la ligne verte passe aussi par des opérations de partenariat avec d'autres opérateurs. Ces réalisations ne sont pas toutes, in fine, propriétés du Voyage à Nantes et ainsi leur valorisation totale ne se lit pas dans les comptes de la SPL.

Ainsi ces partenariats Arts & Territoire ont permis au 31/12/2019 les réalisations suivantes :

Maitre d'ouvrage / partenaire	Œuvre / installation / lieu	Artiste / créateur	Année(s) de réalisation	Coût de production complet	dont apport VAN	**soit apport partenaire**
SAMOA / Colas	Traverses (bd L.Bureau)	Aurélien Bory	2016	1 020k€	100k€	**920k€**
Cogedim	Oscillation (rue de la T.d'Auvergne)	Atelier Vecteur	2016	75k€	15k€	**60k€**
NGE	Mini-golf du camping de Nantes	Jean Bonichon	2016	78k€	8k€	**70k€**
Mairie de Mauves	Guinguette cale de Mauves	M.I.T.	2016	82k€	42k€	**40k€**
Bouygues Immobilier	Micr'Home	Myrtille Drouet	2017	207k€	12k€	**195k€**
Okko Hôtels	Chambre : 208.923 Heures	Julien Nedelec	2017	17k€	6k€	**11k€**
Hôtel Cambronne	Chambre : Cellule vitale	Simon Thiou	2017	25k€	12k€	**13k€**
Commune de Ste Luce	La Sablière	Talking Things	2017	83k€	45k€	**38k€**
Groupe Launay	Parc des Oblates	Delphine Coindet	2018	125k€	-	**125k€**
Cogedim	Le Passage	Eva Jospin	2018	118k€	6k€	**106k€**
Mercure Nantes Centre	Chambre : Miranda #78981	Elsa Tomkowiak	2018	18k€	8k€	**10k€**
Hotel Amiral	Dream Jungle	Makiko Furuichi	2019	18k€	8k€	**10k€**
Péniche Le D'Ô	amours	Karina Bisch	2019	23k€	10k€	**12k€**
Hotel Océania , Hôtel de France	chambre 107	Justin Weiler	2019	20k€	10k€	**11k€**
Nantes Metropole / Galeo partenaire VAN	Belvédère	Kawamata	2019	1 200k€	75k€	**75k€**
Semitan	e-bus-way	multiples	2019	256k€	-	

RAPPORT DE GESTION 2019

ET RAPPORT SUR LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

A L'ASSEMBLEE GENERALE DES ACTIONNAIRES

.....

Exercice clos le 31 décembre 2019

Société Publique Locale Le Voyage à Nantes

Tél. 0892 464 044 (0,34€/mn) / Fax 02 40 89 11 99
www.levoyageanantes.fr
BP 92 211 – 44022 Nantes Cedex 1 / Bureaux : 1-3 rue Crucy – 44000 Nantes
Un projet culturel pour la promotion de la destination Nantes Métropole – Gestion de sites par délégations de service public (Château des ducs de Bretagne, Machines de l'île...) – Parcours Estuaire Nantes<>Saint-Nazaire.
Société Publique Locale au capital de 1 000 000 € / SIRET : 48241421600044 / Code NAF : 9103Z

nantes.tourisme
Tout sur la destination, votre portail pro et des services de réservation (hébergement, séjour, restauration, billetterie, documentation...) :
www.nantes-tourisme.com

SOMMAIRE

1. ACTIVITE (OFFRES ET SERVICES AU PUBLIC)

1.1. Nantes Tourisme …… 5

1.2. Art et Espace Public, Branches, Culinaire
- 1.2.1 Le Voyage à Nantes estival…… 9
- 1.2.2 Le Voyage Permanent et Estuaire……... 11
- 1.2.3 Les Branches (Vignoble, Loire-amont, Traversée moderne d'un vieux pays) 14
- 1.2.4 Le parc des Chantiers et le quai des Antilles (Cantine, HAB Galerie) 17
- 1.2.5 La promotion culinaire…… 18

1.3. Le Château des ducs de Bretagne et le Mémorial ……..... 20

1.4. Les Machines de l'Ile et les Nefs…… 25

2. ORGANISATION ET MOYENS DE LA SPL

2.1. Ressources de la DSP Tourisme…… 28
2.2. Ressources de la DSP Château……. 30
2.3. Ressources de la DSP Machines……... 32

2.4. Information sur l'activité des services mutualisés…… 34

3. VIE INSTITUTIONNELLE, JURIDIQUE ET SOCIALE

3.1. Rapport sur le gouvernement d'entreprise……... 40

3.2. La vie institutionnelle……..... 43
3.3. Les évolutions contractuelles – conventions réglementées……... 48
3.4. La vie sociale (au sens des ressources humaines) ……. 50

4. EVENEMENTS INTERVENUS DEPUIS LE 31 DECEMBRE 2019 ET PERSPECTIVES ……..... 53

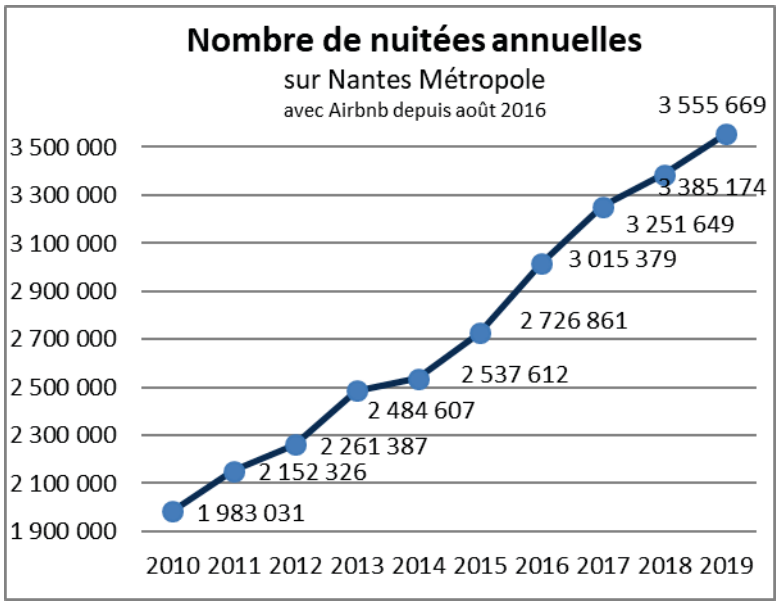
5. AUTRES INFORMATIONS OBLIGATOIRES……..... 56

6. COMMENTAIRES SUR LES COMPTES ANNUELS 2019……. 60

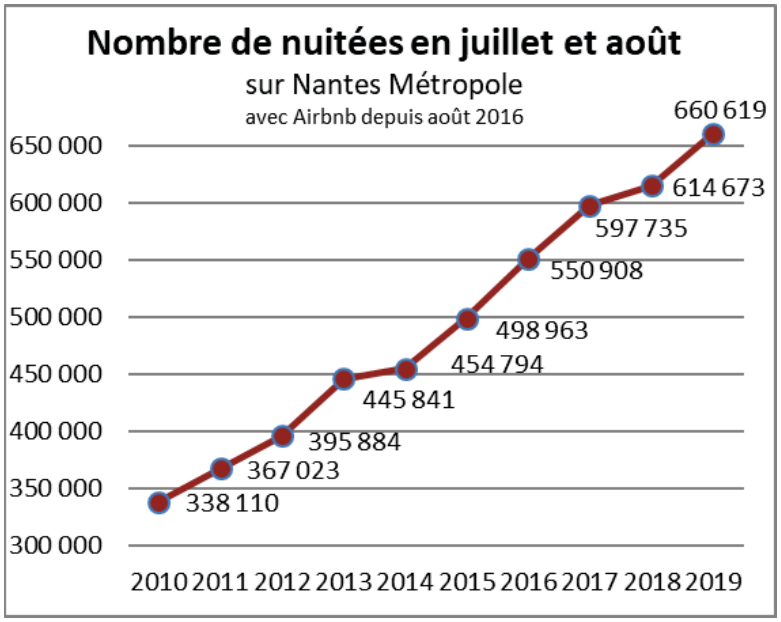
Bilan et compte de résultat de la SPL ……..……..……..…….. 65

QUELQUES ELEMENTS CLES CONCERNANT LES RESULTATS DE LA POLITIQUE PUBLIQUE CONFIEE ET SES RETOMBEES ECONOMIQUES

Evolution du nombre de nuitées en hébergements marchands sur le territoire de Nantes Métropole



+ 79% en 9 ans, soit une moyenne de **+7% par an**



+ 95% sur la période estivale en 9 ans, soit **+8% par an**

Source : Nantes Métropole (données issues de la collecte de la taxe de séjour)

A noter que les données de la page précédente incluent une comptabilisation des nuitées *Airbnb* sur Nantes depuis août 2016, puis sur Nantes Métropole depuis juillet 2018 (niveaux bien plus faibles hors Nantes). Ces nuitées représentent environ **12% du total** en 2019.

Sur la durée d'observation présentée ici, **le périmètre est bien comparable** et la tendance correctement évaluée, puisqu'il n'y avait pas de logements *Airbnb* avant 2012.

Entre 2018 et 2019, le taux de progression du nombre de nuitées sur la Métropole s'est élevé à **+5,0% sur l'année et +7,5% sur l'été**, le mois d'août ayant pour la première fois **dépassé le mois de juin** en fréquentation et devenant le premier de l'année.

Concernant les taux d'occupation des nuitées hôtelières, la tendance reste positive :

- 74,7%, soit +2,9% par rapport à 2018, sur la gamme des 3 à 4*
- 69,2%, soit +3,9% par rapport à 2018, sur la gamme « économique »
- 67,3%, soit +0,9% par rapport à 2018, sur la gamme « super éco »

De plus, le revenu moyen des hôtels par chambre louée est en croissance significative, entre +0,8% et +5,2% selon les segments, pour s'établir entre 52 et 98 €.

Source : Performances Hôtelières en France, Deloitte, octobre 2019

Enquête sur le profil des visiteurs l'été à Nantes

L'agence d'urbanisme de la Métropole (AURAN) **a réalisé pendant l'été 2019 une enquête terrain**, visant à mieux qualifier le visitorat estival de la destination.

Ainsi, les visiteurs de l'été 2019 sont en majorité des touristes (ils passent au moins 1 nuit sur la Métropole, contrairement aux excursionnistes) et **30% viennent de l'étranger**, alors qu'en 2014, date de la précédente enquête, le visitorat était davantage dominé par des excursionnistes de la région. La durée moyenne de séjour se porte à **3,7 nuits**, en légère augmentation.

La destination est toujours familiale, mais elle intéresse de plus en plus les **visiteurs en couple** (1 sur 4). Le niveau de satisfaction est particulièrement bon sur **les offres culturelles et de loisirs**, avec toutefois des axes d'amélioration identifiés sur l'hébergement, la restauration et l'accueil en langues étrangères.

Cette nouvelle enquête permettra également, dans un second temps et pour les prochains rapports, une mise à jour de l'évaluation du nombre de visiteurs estivaux et de leur panier de dépenses moyen.

Achats de la SPL Le Voyage à Nantes réalisés auprès des entreprises du territoire

En 2019, la SPL Le Voyage à Nantes s'est entourée de 1 028 entreprises implantées dans la Région (dont 775 sur Nantes Métropole) pour un volume d'achats de 11,7 M€ TTC (9,6 M€ sur NM), ce qui représente 59% du montant total des achats effectués par la SPL (49% sur NM), en fonctionnement (biens et services) et en investissement.

1. ACTIVITE (OFFRES ET SERVICES AU PUBLIC)

1.1. Nantes Tourisme

Activité confiée dans le cadre de la convention de délégation de service public pour la gestion et la mise en œuvre de la politique touristique avec Nantes Métropole, ayant pris effet le 1er mars 2015 et jusqu'au 31 décembre 2021.

A- Accueil et Services aux visiteurs

Accueil Nantes Tourisme

Sur l'année 2019, **275 673 visiteurs** ont été accueillis sur le site d'accueil et de conseil aux visiteurs principal (office de tourisme), situé rue des Etats, soit **+3%** par rapport à 2018 (ou l'on a décompté 268 008 visiteurs hors *Inquiétable*, 277 517 avec, non décomptés en 2019).

La semaine la plus fréquentée reste celle du 15 août ; on a compté 2 502 visiteurs le vendredi 16 août.
La période estivale représente 35,5% de la fréquentation annuelle, avec une progression de +7% sur les deux mois d'été. Les étrangers représentent **43% des visiteurs** du site à cette saison, soit une progression de +10%.

L'équipe de Nantes Tourisme est aussi présente tout au long de l'année sur les manifestations **grand public** et les manifestations **professionnelles accueillant un public extérieur** (congrès internationaux), dans le cadre d'une charte d'accueil des grands événements. On peut également citer une présence pour les accueils de paquebots, ou encore des événements importants comme *le Marathon de Nantes, la Folle journée* ou le *Web2day*.
Notons en 2019 la **1ère participation de Nantes Tourisme à *l'Autre Marché***, organisé par *les Ecossolies*, à l'occasion de leur semaine culture, du 7 au 13 décembre.

Boutique Nantes Tourisme

Les ventes de la boutique NantesTourisme augmentent plus vite que le visitorat : **+6% par rapport à 2018** :

BOUTIQUE (CA HT en €)

2015	148 000
2016	194 666
2017	238 927
2018	221 714
2019	**234 853**

Le Bazar officiel du Voyage, produits du Voyage à Nantes, représente 87 % de ce chiffre d'affaires, soit 48 000 produits vendus à un prix moyen de 4,5 € HT. Le premier article vendu reste la carte postale.

Centre d'appels

Le service de conseil sur la destination est assuré 7 jours sur 7, avec un nombre de contacts qui augmente de nouveau (37 236 en 2019, soit +4,2%). 35% se font par écrit (emails, chatbox, réseaux sociaux), une tendance toujours en hausse. 45% concernent la destination dans son ensemble, le reste est spécifique aux sites du VAN (Château, Machines, Estuaire).

B- Activité commerciale Nantes Tourisme

Commercialisation de la destination auprès des visiteurs individuels

Dédiée à la clientèle d'individuels (**touristes, excursionnistes, résidents**), la centrale de réservation propose une gamme d'offres et de services qui sont le reflet de l'offre de la destination.

En 2019, l'activité réalise un chiffre d'affaires de 1 044 K€ TTC, soit une baisse de 4% par rapport à 2018, mais sans impact sur la marge totale, la principale baisse portant comme prévu sur l'activité hébergement (arrêt de la centrale de réservation hôtelière en 2018) :

- **Pass Nantes : 523,5 K€ TTC (+24%)** pour 19 137 cartes (+23%), dont 60% de Pass de 48 ou 72 heures, une excellente dynamique ;
- **Billetteries** (croisière *Estuaire* pour 49% du CA, puis *Bateaux Nantais, City Tour* et *Débord de Loire*) : **426 K€** TTC (-5,5%) pour 35 119 billets vendus (+6%), la baisse provient uniquement de la programmation culinaire du Voyage à Nantes, les autres offres progressent toutes ;
- **Hébergement** : -70%, comme convenu, cette activité ne concerne plus que la commercialisation de la *Villa Cheminée* et de *Micr'Home*, il n'y a plus de centrale de réservation hôtelière ;

Les visites guidées (pour individuels) évoluent de -13% et nécessitent un resserrement de la programmation.

Activité commerciale « groupes »

Il s'agit de s'adresser aux associations, professionnels du tourisme, comités d'entreprise et scolaires (ces derniers représentent 28% du nombre total de groupes).

L'activité progresse fortement en 2019 : +15% sur les visites guidées en groupe (de nouvelles thématiques développées et le succès confirmé du dispositif *#monguide,* formule souple pour petits groupes), et +21% sur les programmes packagés, notamment grâce aux *Floralies* et à la forte programmation du tour opérateur américain *Grand Circle Travel.*

Le service facture désormais ses services de manière précise et transparente, notamment en distinguant bien les sous-tarifs concernés et en appliquant des frais de coordination.

Activité commerciale « affaires »

Ici, la mission est d'organiser des **prestations événementielles** : congrès, conventions, séminaires, « incentives » à Nantes. Le service affaires assiste les donneurs d'ordre dans l'organisation complète ou partielle de leur événement et gère également la privatisation des sites Château, Machines et HAB Galerie.

En 2019, le chiffre d'affaires de l'activité est en hausse de 13% par rapport à 2018, malgré de nombreuses annulations en fin d'année en raison des mouvements sociaux.

L'année a été marquée par la **mise en place de nouveaux packages et produits** : soirées à thème autour de l'exposition *Amazonie* ou de l'Open de squash, propositions de journées d'études sur un grand nombre de nos sites (gérés en direct ou non).

C- Marketing et Promotion

Webmarketing et Web social

L'essentiel des moyens marketing sur Internet passe par du référencement, des achats d'espaces, des livetweets et sorties blogueurs, ainsi que des partenariats (sites *Ouigo* et du CRT Bretagne) et bien sûr une forte **animation sur les réseaux sociaux**. Quelques indicateurs de résultat :

- Site de Nantes.Tourisme : 1 656 854 visites (2018 = 1 572 200), soit **+5,4%** ;
- *Facebook* et *Twitter* : des taux de progression des abonnés et followers de +8% *;*
- *Instagram* : à nouveau la plus belle progression (+67%), avec **62 700 abonnés** fin 2019 ;
- Un **retour sur *LinkedIn*** en 2019, un compte bénéficiant de 9 580 abonnés dès la fin de l'année.

A noter la création et l'ouverture du site mobile ***« Rendez-vous à Nantes »*** en 2019, dédié aux personnes en déplacement professionnel pour un événement à Nantes.







Promotion vers les publics individuels

Hors web, le dispositif général envers les individuels a été reconduit (promotion importante et spécifique du ***Pass Nantes***, partenariats SCNF-TER, présence à l'aéroport, guides des offices de tourisme, diffusion de sets de table), avec en 2019 un renforcement de la diffusion de l'ensemble des éditions **en dehors de la période estivale**, à la fois pour les offres Château, Machines, *Estuaire* et Vignoble. Le guide de l'événement a quant à lui été plus largement diffusé afin de remplacer le « document de promotion », qui existait distinctement mais n'a pas été édité en 2019.

Promotion sur la cible « agrément » (groupes, professionnels du tourisme et comités d'entreprise)

Les actions de promotion sur cette cible visent notamment à inspirer les acteurs du secteur pour un **développement de leurs offres** aux touristes. Elle est traitée grâce à la présence du VAN à des salons dédiés, à la production d'éductours, d'un plan média presse, de mailings ciblés et d'éditions « pros » (dont le nouveau *Travel planner)*, ainsi que grâce à des insertions publicitaires, des soirées de lancement, (événement estival), ou encore le dispositif régulier de présentation des offres, les ***Mardis du VAN***.

Promotion sur la cible « affaires »

Outre les actions récurrentes décrites l'année dernière, la promotion sur la cible « affaires » a été concernée en 2019 par les nouveautés suivantes : la réalisation de **films en réalité virtuelle** pour tous les espaces privatisables du Voyage à Nantes, la création d'un document présentant l'ensemble des événements de l'année, ainsi que la réalisation de **supports spécifiques** autour d'*Amazonie*, la soirée *Rita Mitsouko* et le site de *La Frémoire*.



Promotion internationale

Les actions de la SPL **se sont focalisées sur la presse et le grand public** (démarchages, événements, rencontres culturelles, opérations de relations publiques, actions web), avec plus de **60 supports presse accueillis** par le service international en 2019. Pour la première fois, des actions envers le Danemark et la Hongrie ont été entreprises, suite à l'ouverture de nouvelles lignes aériennes vers Copenhague et Budapest. Les marchés lointains sont toujours travaillés dans le cadre du projet *Traversée moderne d'un vieux pays*, en Chine, à Taïwan, Hong-Kong, en Corée, au Japon, ainsi qu'en Amérique du Nord. La SPL participe notamment à chacun des **workshops professionnels d'Atout France** dans ces pays.



1.2. Art et espace public, branches, culinaire

1.2.1 Evénement estival 2019

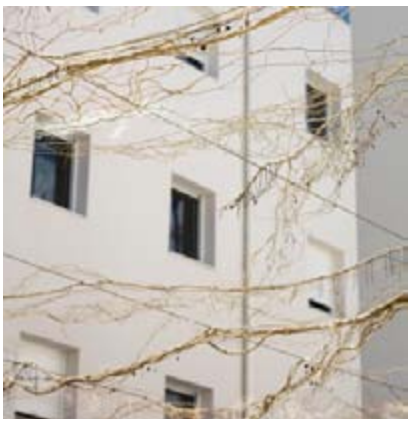
Activité confiée dans le cadre de la convention de délégation de service public pour la gestion et la mise en œuvre de la politique touristique avec Nantes Métropole, ayant pris effet le 1er mars 2015 et jusqu'au 31 décembre 2021.



Le Voyage à Nantes **donne à voir autrement les richesses culturelles et patrimoniales de la ville et invite à une appropriation collective du territoire, au partage et à l'échange entre visiteurs et habitants**. La ligne verte tracée au sol ne nécessite aucune traduction pour être comprise de tous.
L'événement a été relayé de manière significative à l'échelle nationale et internationale et fait de Nantes une ville incontournable en matière de culture et de tourisme. La fréquentation des **touristes étrangers** contribue aujourd'hui indéniablement à cette dynamique ; en 2019, on estime sa croissance à +25%.





Cette 8ème édition s'est tenue du 6 juillet au 1er septembre 2019, désormais calée sur le début des vacances scolaires, toujours de 10h à 19h et 7 jours sur 7.
Les rythmes de la ville ont profondément évolué : les mois de juillet et août sont désormais parmi les plus animés de l'année, notamment avec la présence visible de touristes étrangers.

Elle comptabilisait **une soixantaine d'étapes**, s'étirant pour la première fois cette année de la gare SNCF jusqu'au quartier Chantenay, avec toujours un grand nombre de nouveautés, créations dans l'espace public

ou expositions. Le public a su appréhender de nouveaux lieux, comme le Belvédère de l'Hermitage, le *Blockhaus DY.10* ou la Galerie *Le rayon vert*.

La place Royale – *Reconstituer,* de Stéphane Vigny - a sans aucun doute été un des événements de cette édition 2019, tandis que pour la première fois, des performances étaient proposées sur le parcours, avec *Human Clock*, dont on estime qu'environ 48 000 spectateurs ont pu les découvrir, place Graslin.
Une des plus belles réussites de cette édition est l'extension de la ligne verte avec une nouvelle branche vers **le quartier Chantenay** : *le Belvédère de l'Hermitage* y comptabilise plus de 70 000 visiteurs sur l'été (compteur installé sur site), et ce visitorat a **rayonné sur l'ensemble des établissements** culturels présents à proximité : + 60% pour le Musée Jules Verne, + 117% pour le Planétarium.



En cohérence avec le taux de progression des nuitées décomptées l'été via la taxe de séjour (+7,5%), on estime la fréquentation des principaux sites touristiques et culturels **le long de la ligne verte en juillet et août 2019 à +7,3%**.

On observe une baisse sur certaines étapes comme la *HAB Galerie* (37 000 visiteurs vs 57 000 en 2018) – avec cette exposition de Claire Tabouret, on revient à un chiffre de fréquentation plus traditionnel, après le succès très populaire de Céleste Boursier-Mougenot en 2018. De la même manière, le Passage Sainte-Croix n'a pas pu atteindre les chiffres de l'an dernier, entraînés par le succès de Philippe Ramette (55 000 visiteurs vs 72 000 en 2018).
Mais on assiste à une **très bonne évolution du visitorat sur tous les lieux emblématiques du parcours,** comme le musée permanent du Château, le *lieu Unique*, *Le Nid*, ou encore le Mémorial, les Cryptes et les Machines de l'Ile, entraînant cette croissance totale de plus de 7% de la fréquentation.

1.2.2 *Le Voyage Permanent* et *Estuaire*

En 2019, subvention de Nantes Métropole via la DSP Tourisme, Conventions de subventions du Département, de la Ville de Saint Nazaire et des Communautés de communes Estuaire et Sillon et Sud Estuaire.

ESTUAIRE
NANTES<>SAINT NAZAIRE
LE PAYSAGE, L'ART ET LE FLEUVE

La collection d'œuvres urbaines – Le Voyage Permanent



C'est près d'une soixantaine d'œuvres qui sont **désormais visibles toute l'année** sur la Métropole.

Après de nombreuses nouvelles œuvres pérennes en 2018, la dynamique s'est poursuivie en 2019. Hors *Estuaire*, cette année compte ainsi un enrichissement du parcours permanent avec l'installation des œuvres suivantes :

- ***« Le passage »***, d'Eva Jospin, boulevard de la Tour d'Auvergne,
- ***« Mirer »***, de Stéphane Vigny, au *Katorza*,
- une **nouvelle version de « *Jungle Intérieure »*** (Passage Bouchaud, Evor),
- du nouveau mobilier urbain parc des Chantiers, « ***Les Meules »*** (Collectif Fichtre),
- sans oublier **trois nouvelles chambres d'artistes** signées Makiko Furuichi (*Hôtel Amiral*), Justin Weiler (*Oceania-Hôtel de France*), et Karina Bisch (Péniche *Le d'O*).

Entretien de la collection

Les principales opérations significatives suivantes ont été menées en 2019 :



- *« On va Marcher sur la Lune » :* fabrication d'une nouvelle structure de soutien de la Terre, remplacement des tapis de saut et des ressorts, étude pour une reprise complète de la surface ;

- *« Ping-pong park » :* reprise complète de la peinture des tables et du sol, remplacement du filet de *« loop »* ;

- *« L'arbre à Basket* » : cette œuvre de 2012 a bénéficié du remplacement de l'ensemble des panneaux et arceaux (tous les 4 ans), et d'une remise en peinture des lignes au sol ;



- *« L'Inquiétable » :* la grande table d'accueil du public de l'office du tourisme rue des Etats a connu un renforcement et une modification, afin d'éviter sa déformation en période d'exploitation.

- *« Micr'home » :* il s'est avéré nécessaire de mettre en place un platelage antidérapant et durable sous la structure, au niveau du sol, afin d'assurer la sécurité dans l'espace public ;

- *« Eloge du Pas De Côté »* : son gros entretien en 2019 a consisté en la reprise des joints de pierre du piédestal et de la patine du bronze de la statue.



Estuaire, exemple d'un projet de mise en valeur d'un territoire

Estuaire est une aventure artistique en trois épisodes dont le dernier a eu lieu l'été 2012. Les œuvres ont été réalisées in situ, à Nantes, Saint-Nazaire et sur les 60 km de l'estuaire de la Loire qui les relient.
Chacune des 30 œuvres, sur douze communes, guide vers un lieu atypique ou un site remarquable de l'estuaire. Entre réserves naturelles fragiles et bâtiments industriels gigantesques, l'estuaire de la Loire est un territoire complexe. Tous les sites sont **accessibles librement**, et d'avril à octobre, une **croisière** au départ de Nantes ou de Saint-Nazaire permet également de découvrir le fleuve et ses rives.

De nouvelles installations d'artistes et des aménagements doux – chemins pédestres, gîtes, points de vue… – apparaissent depuis aux côtés des œuvres, du patrimoine bâti et des richesses naturelles : *Le Mètre à ruban,* en 2013, accompagne la dynamique du quartier de la Création, tandis qu'en 2015, *Résolution des forces en présence* s'installe Parc des Chantiers à Nantes.
En 2019, la collection s'enrichit de nouveau, avec l'installation définitive du *Belvédère de l'Hermitage*, signé Tadashi Kawamata, œuvre majeure du parcours nantais, mais aussi ligérien.



Maintenance des œuvres Estuaire

Pour cet ensemble visible toute l'année, certaines implantées depuis 2007 et soumise aux aléas du temps, **la problématique du vieillissement fait de la maintenance et de la préservation une préoccupation quotidienne**. Aux enjeux artistiques s'ajoutent des volontés de **développement durable**. L'inscription de nos actions sur le long terme nécessite une réflexion globale et une planification pluriannuelle des opérations. Nous avons à cœur de faire intervenir systématiquement des entreprises locales (PME pour 80%) et faisons également appel à des associations du **champ social et de la réinsertion**.

En 2019, nous avons porté nos efforts en particulier sur les œuvres suivantes :

- *« Les anneaux »* de Buren à Nantes : relamping complet (bandeau LED et alimentations), reprise des étanchéités de connectique ;



- *« Le Serpent d'Océan »* de W.Y. Ping à Saint-Brévin : remise en place des 6 côtes tombées depuis 2017 et resserrage des éléments urgents présentant le plus de mouvements (17 vertèbres traitées) ;

- *L'Observatoire »* de T. Kawamata à Lavau-sur-Loire : campagne de travaux sur la partie 2009 et la partie 2007, remplacement d'éléments de platelage et de structure secondaires (370 pièces) ;



- *« Misconceivable »* d'Erwin Wurm au Pellerin : année de révision complète et de remise en état (résine de la coque, peinture, accastillage), à l'occasion de la rénovation de l'écluse ;



- *« Nymphéa »* d'Ange Leccia à Nantes : en raison de la démolition de cette partie du tunnel par Nantes Métropole, l'œuvre avait été démontée ; elle a été rénovée complètement afin d'améliorer l'ergonomie et la technologie, notamment pour aider à sa maintenance ;

- *« Le jardin du Tiers-paysage »* de Gilles Clément à Saint-Nazaire : réfection du *canal des Orpins*, (cuvelage repris), remplacement de 15 pieds morts ou dépérissant sur le *Bois des Trembles*, avec agrandissement des bacs, et reprise de l'ensemble de la signalétique.



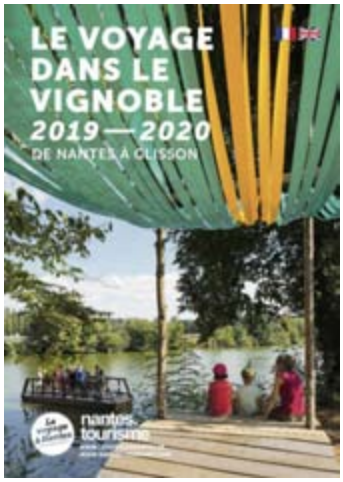




1.2.3 Les Branches touristiques

Activités confiées dans le cadre de la délégation de service public de Nantes Métropole pour la gestion et la mise en œuvre de sa politique touristique (itinérance, œnotourisme, vélotourisme).
Mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée de Clisson, Sèvre et Maine Agglo pour le projet de Château-Thébaud.

A- Le Voyage dans le Vignoble



En 2019, le plan guide a été remplacé par la création d'un **guide plus complet**, autour des **11 étapes** particulièrement mises en valeur par la SPL :

- La Chaussée des moines (Vertou)
- La Frémoire (Vertou)
- Pont Caffino (Château-Thébaud)
- Le Château du Coing (Saint-Fiacre)
- Le Port de la Haye-Fouassière
- Le Musée du vignoble nantais (Le Pallet)
- Le moulin à Papier du Liveau (Gorges)
- Le Domaine de la Garenne Lemot (Gétigné)
- Clisson
- Château de Goulaine (Haute-Goulaine)
- La butte de la Roche (Le Loroux-Bottereau)

La mission de coordination du parcours a aussi concerné le **renouvellement partiel de la signalétique** « *Le Voyage dans le Vignoble* »*,* ainsi que **la mobilisation des acteurs touristiques, viticoles et culturels locaux,** pour la mise en œuvre de projets d'animation et la valorisation de nouvelles offres.

- **Château de *La Frémoire*** : du 1er juin au 29 septembre, 18 week-ends d'ouverture et environ **8 000 personnes** sur la saison. L'année 2019 a vu la pérennisation du bac à chaînes, avec mobilisation de « passeurs de bac » (sécurité, orientation et accueil) et une version augmentée de l'aménagement extérieur. Le site s'installe comme un **lieu « vitrine »** de dégustation des *AOC de Nantes* sur la métropole ; environ 2 500 bouteilles de vin et 1 500 bouteilles de jus de raisin ont été vendues, contre 1 600 et 1 200 en 2018. L'exploitant *« Que manger »,* a doublé son chiffre d'affaires et vendu 1 016 demi-homards bleus.

- **Port de La Haye Fouassière** : les animations ont eu lieu les dimanches du 7 juillet au 8 septembre ; la SPL a assuré de nouveau la coordination de la formule (**petite restauration et mobilisation des vignerons** pour dégustation-vente de leurs produits) ainsi qu'une mission d'accompagnement à la **conception-réalisation d'une aire de jeux**, dont la livraison est prévue pour 2020.

- ***Le Porte-Vue*, à Château-Thébaud** : après un bouclage complet du plan de financement, qui voit la participation de tous les acteurs publics du territoire (de la Commune à l'Europe, en passant par le Département, la Région et l'Etat), l'année 2019 a été celle du lancement des travaux sur site et en atelier, sous maîtrise d'ouvrage de Clisson, Sèvre et Maine Agglo, déléguée à la SPL. Le vertigineux belvédère, dessiné par Emmanuel Ritz, sera livré en 2020.

B- La Loire amont

Conformément au projet décrit dans la DSP Tourisme de Nantes Métropole, il s'agit avec ce parcours de s'inscrire sur le parcours de la ***« Loire à vélo »*** et de contribuer à sa dynamique.

Deux Communes de Nantes Métropole sont déjà concernées :

- Mauves-sur-Loire : pour sa 4ème saison, la guinguette *Mauves Balnéaire* a ouvert du 17 mai au 15 septembre 2019, soit un total de 90 journées d'exploitation, de 12h à 22h, ponctuées de 23 concerts sur l'été (vendredis et samedis), organisés avec des groupes locaux et nantais. Le site a de nouveau été **très fréquenté et en limite de capacité d'accueil**.



- Sainte-Luce-sur-Loire : le Voyage à Nantes a accompagné la troisième version de *La Sablière*, qui a accueilli du public du 15 mars au 15 novembre 2019. La proposition a été enrichie avec un concert tous les vendredis soirs, accompagné d'une proposition de restauration « moules/frites », et plus de **44 000 personnes** s'y sont arrêtées en 2019 (30 000 personnes en 2018, sur une période un peu plus réduite).

Par ailleurs, la Commune de **Saint-Sébastien-sur-Loire**, au sud, a exprimé en 2019 son intention de mener un projet avec le Voyage à Nantes sur l'Ile Forget, pour lequel un montage a été défini.

C- Traversée moderne d'un vieux pays



L'idée fondatrice est que quatre villes de l'Ouest se jouent des frontières régionales et assemblent leur patrimoine historique et contemporain, artistique et gastronomique, architectural et naturel. Cette **collaboration inédite** esquisse un parcours singulier, qui propose en 2019 **12 étapes et 18 sites à visiter**. Un des leviers pour intéresser les touristes itinérants est le rattachement au Mont-Saint-Michel, déjà identifié au niveau international.

Communication, promotion, relation aux professionnels du tourisme

Le parcours bénéficie désormais d'un **site dédié** dont le contenu a été régulièrement enrichi en 2019 : https://voyage-en-bretagne.com. Citons également la mise en ligne **du blog** de *Traversée moderne*.

L'année 2019 a été consacrée à la promotion et à la communication en particulier auprès des marchés chinois, japonais, coréen, et nord-américain, avec des actions soutenues **sur le marché chinois**, grâce à une équipe de deux représentants dédiés et une présence sur deux outils numériques incontournables : *Wechat* (premier réseau social chinois) et *Mafengwo* (plateforme collaborative autour du voyage).

Différents supports de promotion sont développés, en particulier un document 24 pages en 8 langues et une carte au format A3, support pour les agents d'accueil des offices de tourisme et sur les salons, en français et anglais. Surtout, en octobre 2019 a été organisé un **workshop spécifique**, auquel ont participé 23 agences réceptives parisiennes spécialistes des marchés au grand international, ainsi qu'une vingtaine de prestataires touristiques (hôteliers, restaurateurs, lieux de visites et « fournisseurs d'expériences »). **Un éductour** dédié aux agences réceptives locales a également eu lieu, pour leur permettre d'accroître leurs connaissances de nos destinations et d'en être prescripteurs auprès de leurs clientèles.

Si la stratégie de promotion est axée sur les marchés lointains, il n'en reste pas moins que les différents outils, notamment en communication numérique, doivent continuer de vivre **afin d'abonder aussi un public local**. Tout comme *Estuaire* ou *Le Voyage dans le vignoble*, *Traversée moderne d'un vieux pays* fait aussi partie de notre offre en termes de tourisme de proximité.

Ainsi, la production d'un **film de promotion de l'ensemble** du parcours, confié au réalisateur nantais Marc Cortes et à la société de productions *La Main Productions*, a été lancée en 2019.



1.2.4 Le Parc des Chantiers et le quai des Antilles (HAB Galerie et Cantine)

Parc des Chantiers et HAB Galerie : sites dont la gestion a été confiée au Voyage à Nantes par Nantes Métropole depuis le 1er mars 2015 via la convention de DSP de gestion et mise en œuvre de sa politique touristique.
Cantine du Voyage : équipement produit dans le cadre du Voyage à Nantes estival 2013, réinstallé chaque année depuis et donnant lieu à une convention d'occupation avec un exploitant privé.



Le parc des Chantiers

Diverses **manifestations** sont organisées : 26 évènements en 2019, sans compter les *Goutez électroniques* ou *Salsa sur les quais*, qui reviennent plusieurs fois durant l'année. A noter sur l'année des évènements majeurs comme le *Rendez-vous des associations*, le retour du chapiteau du *Grand T* ou *Débord de Loire*.

Le mobilier urbain, autour de barbecues, **a été entièrement renouvelé** en 2019, laissant place à des assises supplémentaires.
La SPL a également accompagné les équipes de la direction de la tranquillité publique de Nantes Métropole dans l'aménagement d'un **lieu pérenne pour accueillir la sécurité civile et les veilleurs de soirées,** lors de leurs présences sur le parc (20 dates par an).

Le plan guide du parc a aussi été mis à jour en 2019, afin d'y faire figurer les récentes mutations du site et du quartier. Un **peu moins de 2 millions de passages** annuels ont été enregistrés. Le lieu le plus fréquenté est celui du pont Anne de Bretagne, avec 1 854 411 passages décomptés.

Enfin, dans le cadre de ses missions de coordination, le Voyage à Nantes a remis à la Métropole une note d'intention quant à **l'évolution du parc et des missions qu'elle pourrait y exercer**, afin de continuer à faire rayonner au sein de la Métropole ce territoire particulièrement attractif et innovant

La HAB Galerie (et sa librairie)

Durant l'année 2019, la HAB Galerie a reçu **3 expositions** :

- celle du FRAC au printemps (de Joséphine Meckseper),
- puis celles du Voyage à Nantes :
    - durant l'évènement estival et jusqu'au 15 septembre, une grande exposition de Claire Tabouret (*If only the sea could sleep*), ayant accueilli quasiment **40 000 visiteurs**,

- et à l'automne l'exposition *Disgusting Food Museum,* dans le cadre des *Tables de Nantes, l'événement.*

Concernant la gestion technique, nous avons remplacé en 2019 l'ensemble des blocs sanitaires suspendus et lancé une étude pour améliorer et mettre aux normes l'accueil du personnel.
Par ailleurs, la salle a été **privatisée à 9 reprises** sur l'année, pour différentes manifestations, salons professionnels, réunions, conférences avec dîner et soirées d'entreprises.

S'agissant de la librairie, qui s'adapte à chaque exposition, une large sélection d'ouvrages autour des thèmes de l'alimentation, la cuisine et l'écologie a notamment été présentée en 2019. Elle a organisé différents évènements comme l'exposition de l'illustratrice Margaux Othats du 8 mai au 2 juin, un atelier de linogravure avec Audrey Caron le 18 mai, ainsi que la mise en place d'une sélection spéciale noël, avec des créatrices et créateurs nantais(es) : «*Noël à la HAB*», du 27 novembre 2019 au 5 janvier 2020.
Le chiffre d'affaires de la librairie est en progression de 14% par rapport à 2018, il a atteint **135 K€**.

La Cantine du Voyage (et sa librairie)
Ce site désormais incontournable a ouvert du 3 avril au 3 novembre 2019. La redevance perçue auprès de l'exploitant du site a de nouveau été augmentée, du fait de la bonne dynamique de fréquentation du site.

On a compté peu de nouveaux investissements en 2019, suite à une année importante en 2018 sur ce plan. Mais ***le Potager de la Cantine*** a poursuivi son développement, accompagné techniquement par la SPL. Au-delà de sa fonction productive, ce site pionnier d'agriculture urbaine a une utilité sociale, à travers la collaboration avec des structures d'insertion, et une mission scientifique, puisque le site fait partie du projet international de recherche sur l'agriculture urbaine *FEW Meter.*

En 2019, la librairie-boutique de la Cantine a **allongé sa période d'ouverture**. La sélection s'est adaptée aux évènements rythmant l'année nantaise : création d'un rayon maritime à l'occasion de *Débord de Loire*, sélection d'ouvrages en lien avec la cuisine, l'alimentation et l'écologie lors des *Tables de Nantes*. Le chiffre d'affaires réalisé s'est élevé à **69,5 K€ HT**, pour 5 243 passages en caisse, soit -1% par rapport à 2018.

1.2.5 La promotion Culinaire

Activité confiée au Voyage à Nantes par Nantes Métropole dans le cadre de la convention de DSP de gestion et mise en œuvre de sa politique touristique.

Les Tables de Nantes, le guide
En 2018, nous avions proposé de n'afficher la sélection qu'au travers du site internet, mais le guide papier a été très largement réclamé par le public et les professionnels. Nous avons donc décidé de le **rééditer en 2019, à 30 000 exemplaires**.



De ce fait, la revue *« Mâche »* n'a pas été renouvelée. En revanche, nous avons lancé une **newsletter mensuelle spécifique**, dont le nombre d'abonnés est actuellement de 850.
Le site internet reste très fréquenté avec **293 000 visiteurs annuels,** dont 59 000 depuis Paris.
A noter également que plus de 50% des connections se font via mobile (+20% par rapport à 2018).

Les Tables de Nantes, l'événement

La réédition du guide papier invitait à la création d'un événement des *Tables de Nantes*. Celui-ci s'inscrit dans la continuité du *Nantes Food Forum*, mêlant des rendez-vous conviviaux à des temps de réflexion et d'analyse ; mais nous avons souhaité lui donner une nouvelle dimension, plus culturelle et globalement plus proche de l'esprit et du savoir-faire du *Voyage à Nantes*.

Cette première édition s'est tenue du 25 au 29 septembre 2019 et a rencontré, malgré le mauvais temps, un public nombreux. **Tous les rendez-vous culinaires ont été pris d'assaut** :

- dîner *Fiskebar* : 350 repas / 250 desserts,
- *Cantine Paysanne* : 525 repas / 250 desserts (le midi), 350 repas / 200 desserts (le soir),
- *Nuit des Tables de Nantes* : plus de **12 000 assiettes** vendues dans 62 restaurants mobilisés,
- *Halle des chefs*, tenue par les 14 « coups de pouce » du guide des tables de Nantes : 5 000 plats salés et 1 300 desserts servis.

L'exposition *Disgusting Food Museum*, qui permet de replacer l'alimentation dans sa dimension culturelle à travers la notion de dégoût, a accueilli 20 000 visiteurs, dont 1 270 aux dégustations payantes et 24 groupes scolaires (500 enfants). Sa couverture médiatique a été exceptionnelle.

Les conférences et rendez-vous de réflexion autour du changement climatique, de l'agriculture paysanne ou encore du *Bien manger* à Nantes ont été **suivies par 1 500 personnes**, sur deux journées et demi, un public plutôt constitué de professionnels et de personnes concernées par ces questions.



Le *Grand marché des Pays de la Loire* avait quant a lui été installé sous les Nefs des Machines de l'île. Les stands d'une quinzaine de producteurs ont dû être démontés en raison des vents violents. Les autres producteurs présents ont, malgré le temps exécrable, bénéficié d'un flux continu de visiteurs.

Le Champ des producteurs

Il s'est tenu le dimanche 7 juillet 2019 au Parc de la Sèvre à Vertou et a été intégré pour la première fois à la programmation du week-end d'ouverture du *Voyage à Nantes* événement.

1.3. Le Château des ducs de Bretagne et le Mémorial de l'abolition de l'esclavage

2ème Convention de délégation de service public pour la gestion du Château des ducs de Bretagne avec la Ville de Nantes, entrée en vigueur le 1er janvier 2014, pour une durée de 6 ans, intégrant l'exploitation du Mémorial de l'abolition de l'esclavage et des cryptes de la Cathédrale. Convention reprise par Nantes Métropole au 1er janvier 2016 suite au transfert de l'équipement dans le cadre du pacte Métropolitain.
Ouverture du Château le 9 février 2007.
Ouverture du Mémorial le 25 mars 2012.

CHÂTEAU DES DUCS DE BRETAGNE
MUSÉE D'HISTOIRE DE NANTES

A- Faits marquants

L'année 2019 a notamment vu les éléments notables suivants :

- **Une très belle fréquentation,** en particulier au Musée permanent, qui progresse par rapport à 2018 malgré l'absence de l'exposition à très grand succès qu'avait été *Vikings* ; les expositions ont d'ailleurs accueilli beaucoup de visiteurs : certes 15% de moins qu'en 2018, mais deux fois plus qu'en 2017 ;

- Des **partenariats toujours plus nombreux**, en particulier dans le cadre de l'exposition *Amazonie*, avec la programmation des *Amazonuits* en collaboration avec le ***Jardin des Plantes***, un parcours autour de la faune amazonienne au ***Muséum d'Histoire Naturelle*** et une sélection d'ouvrages et un atelier d'écriture avec le **réseau des médiathèques** ;

- De nouvelles opérations **à destination des enfants et des familles** : l'adhésion à la charte *Môm'Art* et la création d'un kit de visite pour les familles, les ateliers de « formation » pour les grands-parents, la création de *« l'offre anniversaire »*, le lancement de la carte *Nantado* au château, la création de la *« boîte à manga »,* à destination des adolescents, celle d'un livret jeu *« cap sur l'Amazonie »,* ainsi que la promotion de **médiations courtes**, sans réservation, lors des vacances scolaires et les week-ends ;

- Une proposition nouvelle de **parcours, en 17 étapes, sur l'histoire du château ;**

- Un nouveau **tableau animé** *(« La cale et la machine »*, de François Sablé) ;

- Le lancement d'une **maquette numérique en 3D**, modélisation de l'architecture du château, de sa création à aujourd'hui, qui sera une plus-value majeure pour les visiteurs et leur permettra d'appréhender les évolutions du château ;

- Des évolutions en faveur de l'activité événementielle : **un nouvel espace s'est ouvert à la privatisation**, la salle de l'Edit de Nantes, et les **travaux et aménagements du 2ème étage de la Tour du fer à cheval** ont également été finalisés en 2019, rendant ainsi l'espace exploitable pour des réunions.



B- Expositions et programmation culturelle

Trois grandes expositions temporaires ont été proposées durant l'année 2019 :

- *« Rock ! une histoire nantaise »,* neuf grandes sections chrono-thématiques dessinaient le parcours de l'exposition, des années 1960 à nos jours, dans une scénographie immersive toute en musique ; exceptionnelle par sa durée (début en 2018) et ses partenariats innovants, comme celui avec l'atelier du *Retz-emploi*. Sa scénographie a également été remarquée, avec la mise au point par les équipes d'un système d'écoute original grâce à un gobelet de festival. L'exposition a accueilli **64 905 visiteurs** en 2019 ;



- *« Cimarron »,* exposition photographique proposée du 2 février au 14 avril 2019 : dans un espace géographique s'étendant du sud des États-Unis au Brésil et comprenant quatorze pays, Charles Fréger dresse un inventaire des mascarades pratiquées principalement par les descendants d'esclaves africains, célébrant la mémoire de leurs pairs et leurs cultures singulières.



- *« Amazonie. Le chamane et la pensée de la forêt »*, du 15 juin 2019 au 19 janvier 2020 ; des parures, des armes, des instruments de musique et des objets usuels, la plupart du temps réalisés grâce à de simples éléments organiques, illustrent les arts les plus raffinés d'une quinzaine de populations, parmi lesquelles les Wayana, les Yanomami, les Kayapò et les Shuar. Expression de la symbiose avec le monde de la forêt et des esprits, ces témoins de la culture matérielle permettent d'aborder la pratique du chamanisme, commune à toutes les populations du bassin amazonien.



Par ailleurs, l'exposition « *Tromelin* » a quant à elle **fini son itinéraire national** en 2019, au prestigieux *Musée de l'Homme* à Paris, avec l'accueil de 49 707 visiteurs, portant à **226 311 le nombre cumulé de visites** lors de toutes les présentations de l'exposition depuis 2015.



D'autre part, une vingtaine de croquis et planches originales réalisés par Cédric Tchao, afin de découvrir **l'univers du manga** *« Anne de Bretagne, intriques au château »*, ont été présentés en salle 31 du musée à partir du 3 avril 2019.

Concernant la **programmation artistique et les spectacles**, citons principalement :

- Une programmation innovante **autour de l'exposition *Amazonie, le chamane et l'esprit de la forêt***, inscrite dans la dimension citoyenne de l'exposition : un temps fort, familial, a été imaginé autour des questions environnementales : *Amazonie et forêts d'ici* ; au côté des médiateurs du château, treize partenaires ont proposé au public des informations, des animations pour les sensibiliser aux enjeux de la forêt ; parallèlement, dans le cadre de *Géopolitiques*, organisé par le Lieu unique et l'IRIS, la participation du président de l'association *Aquaverde* a permis de sensibiliser un public adulte aux mêmes enjeux ; enfin, une conférence organisée avec l'Université permanente a rassemblé 300 personnes autour de Boris Wastiau, commissaire de l'exposition.

- Une programmation des ***Nocturnes*** avec un focus plus fort sur le monument, notamment avec *Château à la torche* et *Noël au château* ; dans les deux cas, des partenariats ont été noués avec des associations et l'Université de Nantes, et la fréquentation a bien progressé par rapport à 2018.



- La **5ème édition du calendrier de l'avent**, illustré par les amérindiens imaginaires et poétiques d'Amélie Patin. Pour la première fois s'est opéré un rattachement thématique avec l'exposition temporaire *Amazonie, le chamane et la pensée de la forêt*.



- la poursuite d'autres **rendez-vous annuels réguliers** du Château comme *Voix Bretonnes*, *la Nuit Bretonne*, la participation *Aux heures d'été*, *Eurofonik* ou la *Quinzaine Photographique Nantaise.*

C- Fréquentation

Les **données clés** de fréquentation figurent dans le tableau ci-dessous :

	2017	2018	**2019**
Par site/événement			
Nombre de visiteurs Cour et Remparts	1 471 741	1 553 094	**1 537 369**
Nombre de visiteurs Espaces muséographiques	230 982	332 740	**308 739**
dont Musée permanent	*154 615*	*153 266*	***157 023***
dont Expositions temporaires	*76 367*	*179 474*	***151 716***
Nombre de spectateurs programmation culturelle	34 404	44 890	**33 070***
Nombre de visiteurs Mémorial	231 808	214 269	**221 083**
dont scolaires en visites guidées	*8 835*	*7 880*	***6 683***
Nombre de visiteurs Cryptes	38 896	29 180	**36 229**
Par type de public			
Nombre de visiteurs **individuels** Espaces muséo	186 054	279 966	**255 700**
Nombre de visiteurs **groupes** Espaces muséo.	43 936	52 774	**53 039**
dont groupes scolaires	*35 463*	*35 999*	***40 432***

** avec la fréquentation de la quinzaine photographique nantaise (QPN) en plus, on décompterait 66 614 visites au total en 2019*

En plus, 4 080 personnes ont répondu présentes pour les ateliers et conférences de l'année.

Ainsi, si l'on ajoute les visiteurs des espaces muséographiques, ceux de la programmation culturelle et des ateliers et conférences, on dénombre un total de **345 889 visiteurs** (hors QPN, 379 433 avec), soit -9,5% par rapport à 2018, mais +28% par rapport à 2017.

Les visites **du Mémorial et des Cryptes** ont connu une bonne dynamique en 2019, avec respectivement +3% (malgré les fermetures liées aux mouvements sociaux) et +24% par rapport à l'année précédente.

Les Pass

Les porteurs de Pass Château 12 mois (accès illimité au Château + aux autres musées de la Ville pendant l'été, pour 10 €) et de Pass Intermusées (tous les Musées à l'année) **étaient 11 289 en 2019.** Le premier est en baisse de 13% par rapport à 2018, notamment en raison du succès croissant du second. Les porteurs sont les ambassadeurs de la programmation du musée et bénéficient d'une offre dédiée, avec des rencontres, invitations aux événements et inaugurations.

Nature du visitorat

La **répartition entre groupes et individuels** n'est pas la même entre musée et espaces d'exposition :

- Musée : 25 % en groupe et 75 % en individuel (27% et 73 % en 2018)
- Expositions temporaires : 9 % en groupe et 91 % en individuel (contre 7% et 93% en 2018).

En 2019, 4 343 visiteurs individuels ont fait le choix de la **visite guidée** (5 030 en 2018).

Concernant l'aide à la visite, on a dénombré en 2019 un total de **15 461** audioguides et visioguides distribués, en forte hausse par rapport à 2018, grâce à la mise en place d'un parcours audioguidé en 2 langues qui permettait la découverte de l'exposition *Amazonie*.

Le public scolaire représente une partie importante de la fréquentation et fait l'objet d'accès et d'offres spécifiques. Pour l'année scolaire 2018-2019, le musée a accueilli **40 432 élèves, soit +12%**.

D'autre part, le Château reste très attentif aux **publics éloignés et empêchés** : personnes en situation de handicap, personnes âgées, hospitalisées ou en situation de précarité bénéficient de conditions d'accès et de projets spécifiques. Ainsi, un partenariat avec trois EHPAD du groupe LNA Santé a permis de proposer aux résidents des ateliers et activités de médiation sur site, et hors les murs, et le jumelage avec le quartier des Dervallières s'est renforcé et diversifié avec la mise en place du programme *Connivences*.

Enfin, s'agissant des provenances, le Château a accueilli un **nombre encore croissant d'étrangers**, en particulier l'été. Sur l'année, leur proportion est passée de 10% à **13% en 2019**, pour les espaces muséographiques. Espagnols, italiens, britanniques, allemands et belges représentent toujours le « top 5 » et 56% des touristes internationaux, avec par ailleurs une progression notable des israéliens suite à l'ouverture de la ligne Nantes-Tel Aviv.

D- <u>Activités scientifiques</u>

En complément des activités de commissariat scientifique, le personnel du Château œuvre dans les domaines suivants, avec une organisation stable en 2019 :

- *Conservation* : acquisition d'œuvres et objets (dont le lancement de collectes), restauration et conservation préventive, mouvement des œuvres, récolement des collections ;
- *Documentation* : gestion du centre de documentation et de la bibliothèque, archives et diffusion ;
- *Informatisation des collections* et *photothèque*.

D'autre part, le musée du château a été **présent en Colombie en 2019** : au Musée de l'Or, le plus prestigieux du pays, il y a organisé une exposition sur la Traite des Noirs et de l'esclavage ***« A bord d'un navire négrier, La Marie-Séraphique »,*** afin de permettre le début d'une réflexion muséale sur le sujet. L'exposition a accueilli **58 820 visiteurs** en 5 mois et demi et a permis l'organisation de nombreuses manifestations (conférences, rencontres avec la population afro-descendante, ateliers).
Au terme de l'exposition, un second projet a été construit, proposant une exposition « de synthèse », qui sera montrée durant 5 ans dans plusieurs musées du pays. La première étape, à Cali, du 18 septembre 2019 au 18 janvier 2020, a accueilli **10 961 visiteurs.**

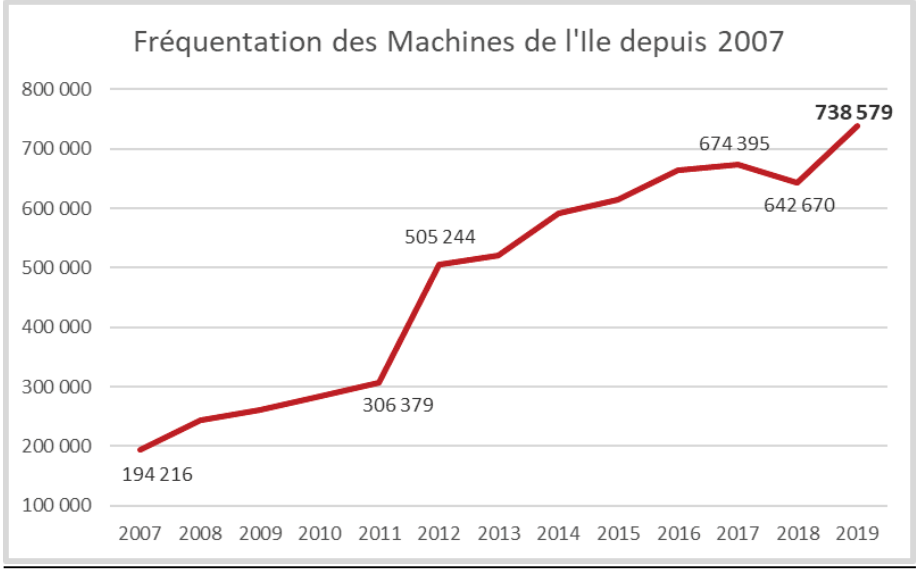


1.4. Les Machines de l'île et les Nefs

2ème convention de délégation de service public pour la construction du Carrousel des Mondes Marins et l'exploitation des Machines de l'Île avec Nantes Métropole, entrée en vigueur le 1er janvier 2011, pour une durée de 15 ans.
Ouverture des Machines de l'Ile le 1er juillet 2007.
Ouverture du Carrousel des Mondes Marins le 15 juillet 2012.
Intégration de la gestion des Nefs au contrat à partir du 1er janvier 2016.

Les Machines de l'Île se sont implantées en 2007 sous les Nefs des anciens chantiers navals. Depuis le 15 juillet 2012, Le Carrousel des Mondes Marins en complète le contenu artistique, il est situé en bord de Loire à 400m des Nefs. Ces implantations s'inscrivent dans le vaste projet de réaménagement de l'île de Nantes et des bords de Loire. Les Machines se trouvent à proximité du centre historique de Nantes, elles sont ouvertes sur la ville et contribuent à accroître l'attractivité de la métropole, tant au plan national qu'international.

Les Machines de l'Ile en 2019 : une année exceptionnelle



La fréquentation totale des Machines de l'île en 2019 s'est élevée à **738 579 visiteurs, soit +15% par rapport à 2018.** A sa réouverture en février 2019, la Galerie a accueilli un nouvel élément, très contributif de ce succès : *le Paresseux*. Un meilleur fonctionnement de l'Eléphant, un visitorat local au rendez-vous, porté par une communication et des services adaptés, une envie du public après une longue période de mouvements sociaux, ainsi que la tendance sur le tourisme à Nantes Métropole, ont aussi contribué à ce résultat.

Provenance des visiteurs

L'augmentation de la fréquentation des étrangers est particulièrement élevée :

ZOOM ACTIVITE 2019

Nouveautés :
L'enrichissement de la Galerie avec ***le Paresseux***, le *Colibri Porte-épée* et des compléments à la maquette de l'Arbre aux hérons.

De nouveaux **services au public** : le développement de la billetterie en ligne et la mise en place d'une application de visite en langues étrangères.

Exposition photo *« La Marche des Géants »*, de S. Duffillot, inaugurée le 9 février 2019

Chiffres de fréquentation :
Eléphant : 97 754
Galerie : 362 042
Carrousel : 275 468
Nantes Maker Campus : 3 315
Total : 738 579
Soit +15%

Provenance :
30,1 % Pays de la Loire
50,8 % Autres Régions
19,1% Pays étrangers

Le Printemps des Nefs
Du 4 au 31 mai 2019
Highlight : le bal *Mobil Dancing*

L'Eté indien aux Nefs
Du 4 au 31 octobre 2019
Highlight : *Catherine Ringer chante les Rita Mitsouko*

Noël aux Nefs
Du 21 décembre au 5 janvier, avec ***Elephant Parade*** ©

+41% sur l'année, soit 141 000 visites au total. Ils représentent désormais **19% du visitorat global**.
Les habitants de Loire-Atlantique sont aussi revenus plus nombreux qu'en 2018 : ils représentent plus de 152 000 entrées, soit +12,5% par rapport à 2018. Concernant les français hors Département, leur nombre s'est porté à près de 445 000, soit une augmentation de +9,3%.

Fréquentation des groupes

La part des visiteurs individuels progresse encore légèrement et se situe à 85%. Toutefois, plus de 90 000 personnes sont venues aux Machines en groupe, dont 64,5% sont des scolaires, mais avec une forte progression (+65,6%) sur les ventes de contremarques aux comités d'entreprise, notamment grâce à un suivi commercial renforcé des grands comptes, ainsi qu'au succès du *Paresseux*.
La plus forte progression concerne **l'activité affaires**, avec des produits issus des événementiels et de la billetterie en hausse de 28%, correspondant à 71 soirées et 17 journées d'étude (à *la Déferlante*). Les locations d'espaces sont particulièrement nombreuses pendant les mois de mai, juin, septembre et octobre.

Visitorat par équipement

Le Grand Eléphant a accueilli 97 754 visiteurs, soit 12 283 de plus qu'en 2018, grâce à un fonctionnement technique stabilisé et un plus grand nombre de créneaux réservables en ligne.



La Galerie des Machines a été fréquentée à son maximum, avec un total de 362 042 billets vendus, soit une hausse de 19,4% par rapport à 2018 et 42% du visitorat total des Machines de l'Ile.

Le Carrousel des Mondes Marins a compté 275 468 visites, avec toujours 90% en mode forain, soit 10% en mode découverte (sans embarquement des visiteurs).

Les Nefs Dubigeon dont le pôle 3

D'une surface d'environ un hectare, le site est considéré comme un ERP unique rassemblant le public et le personnel des *Machines*, de l'Atelier de *La Machine*, mais aussi de *la Fabrique* (bâtiment A seulement) et des rues intérieures des Nefs, dont le Pôle 3. L'accès du public est libre 24h/24 et 365 jours par an.
Les Nefs accueillent un **grand nombre de manifestations** de grande ampleur tout au long de l'année, organisées par différents acteurs institutionnels et associatifs :







Les Machines de l'île s'imposent comme un lieu culturel de spectacle vivant

La réussite et l'image positive des Machines de l'Ile reposent sur un ensemble :

- la qualité artistique de l'offre,
- la part du spectacle dans les médiations,
- le renouvellement de l'offre (le contenu de la Galerie et du Carrousel),
- la programmation culturelle : **Printemps des Nefs, Eté Indien, Noël aux Nefs**, avec un accès le plus souvent gratuit et des programmations ouvertes à tous les types de publics,

Les Machines de l'île sont un acteur de la vie culturelle nantaise : chaque année, des groupes nantais sont programmés sur la scène des Nefs, leur permettant la rencontre d'un public nombreux.



Les autres événements de l'année

Nantes Maker Campus : sa 4ème édition a eu lieu du 5 au 7 juillet, avec une reprise à la hausse de la fréquentation (3 315 entrées payantes). Le lien est fait entre des artistes constructeurs d'univers et les makers (constructeurs, inventeurs, jeunes startups…), innovant dans tous les domaines.

Dans le cadre de *Noël aux Nefs*, les Machines se sont associées à ***Elephant Parade*** ©, magistrale exposition de statues d'éléphanteaux, uniques et décorées par des artistes, dont 3 ont été réalisées sur place. L'événement vise à sensibiliser à la **cause de la sauvegarde des éléphants**, 20% de ses bénéfices sont reversés à différents centres et projets, dont l'association *Des Eléphants & Des Hommes,* que les Machines de l'île soutiennent depuis 2018.



2. ORGANISATION ET MOYENS

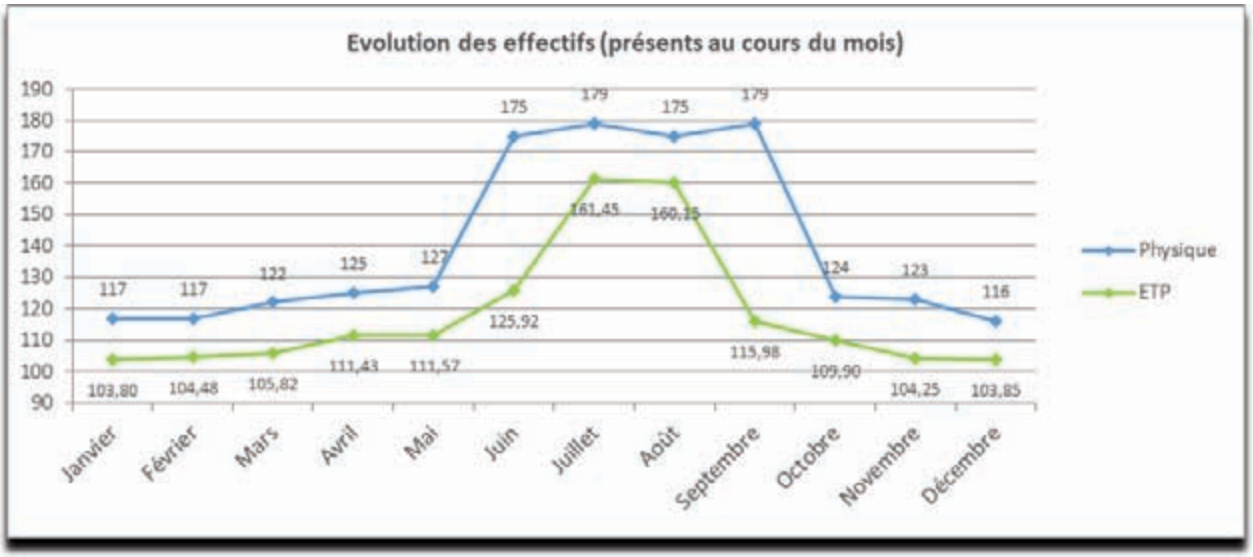
2.1. Ressources de la DSP Tourisme

Le contrat de délégation de service public pour la mise en œuvre de la politique touristique, signé entre Nantes Métropole et la SPL, concerne **toutes les activités faisant l'objet des parties 1.1 et 1.2** du présent rapport.

Ressources humaines

Le périmètre décrit ici correspond, en termes de personnel, au **site dit de « Crucy »**. Celui-ci accueille d'abord deux directions « pilotes » : la direction du **développement touristique** (dont le personnel de l'accueil de l'office de tourisme rue des Etats) et la **direction projets et partenariats** (art et culinaire). D'autre part, y sont également situés des **services mutualisés** de la SPL entre les 3 DSP : transversaux (technique et communication) et supports (DG, DAF, DRH). Ces derniers sont toutefois « financés » par les 3 DSP, le détail de leur périmètre et de leur activité 2019 figure en partie 2.4.

Toutes ces équipes comptent 140 salariés pour **118,22 ETP en moyenne sur 2019** (soit une baisse de 7 ETP, représentant -5,6%) qui s'explique par s'explique par un décalage dans le temps entre les départs de certains salariés en CDI et les arrivées des salariés les remplaçant (pérennisation de certains contrats saisonniers), ainsi qu'une baisse du nombre de recrutements saisonniers liés à l'événement estival (-3,5 %) et du recours aux CDD pour surcroît d'activité (-48 %).



L'adéquation des effectifs aux besoins a d'autre part permis la création d'**1 poste en CDI** au cours de l'année, celui *d'assistant gestion et développement RH* (pérennisation de cette fonction pour répondre aux besoins en suivi de la formation professionnelle, des habilitations sécurité, des tableaux de bord RH, la mise à jour de l'intranet RH, l'appui sur les projets RH handicap, etc.)

Compte de résultat de la délégation

>>> Les données financières présentées ici sont issues de la comptabilité analytique (format dit «de gestion», avec des produits et charges compensés), et non de la comptabilité générale.

Les activités encadrées par la DSP Tourisme de Nantes Métropole donnent lieu à **une contribution financière globale et forfaitaire de la Collectivité**, au titre des sujétions de service public définies au contrat.

Elles regroupent, depuis 2015, toutes les activités de la SPL à l'exception de l'exploitation du Château, du Mémorial, des Machines et des Nefs, soit :

- les activités d'office de tourisme, *Nantes Tourisme* ;
- l'événement estival *Le Voyage à Nantes* (hors œuvres pérennes) ;
- l'ensemble d'œuvres pérennes constitué de la collection *Estuaire*, des œuvres de l'évènement estival pérennisées et des œuvres installées également tout au long de l'année dans le cadre de partenariats, notamment avec le dispositif *Art et Territoire* ;
- les activités Ile de Nantes Ouest, sur le parc des Chantiers et quai des Antilles, en particulier la *HAB Galerie*, la *Cantine du Voyage* et leurs librairies ;
- la programmation culinaire ;
- les branches touristiques
    - dans le Vignoble,
    - sur la Loire-amont,
    - *Traversée moderne d'un vieux pays*.

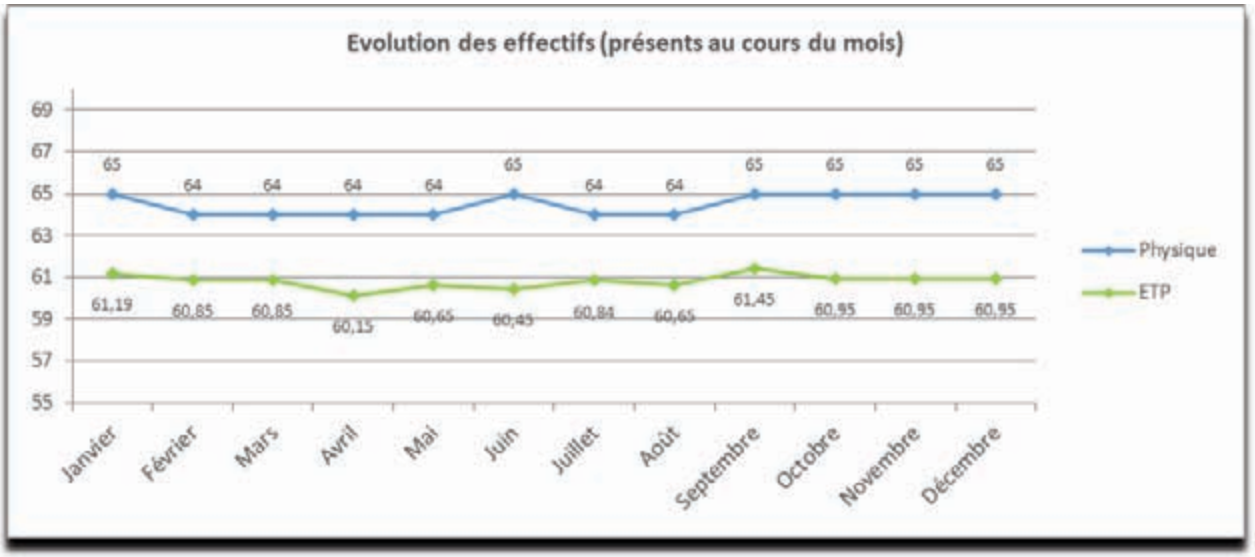
Ainsi, pour toutes ces activités, le budget total de la DSP Politique Touristique s'élève à **11,4 M€ HT** en 2019 (comme en 2018), dont 70% de financements public (69 % en 2018), et le compte de résultat de la DSP dégage un excédent de 46,5 K€ (+189 K€ en 2018).

>>> Pour plus d'informations sur l'activité et les comptes de la délégation, le rapport annuel 2019 du délégataire de service public est consultable auprès du secrétariat de direction du Voyage à Nantes et/ou auprès de la DGDEAI de Nantes Métropole.

2.2. Ressources de la DSP Château

Ressources humaines

L'effectif directement rattaché au Château (Mémorial et Cryptes inclus) est stable et s'établit à **71,75 salariés, représentant 66,62 ETP (équivalent temps plein) en moyenne en 2019**, soit 23 % du nombre moyen des ETP de la SPL.



Au 31 décembre 2019, deux types de statut cohabitent toujours : du personnel **mis à disposition par Nantes Métropole,** dans le cadre d'une convention spécifique, adossée à la délégation de service public (18 personnes), et d'autres personnels, directement salariés par la SPL (47 personnes).

La majorité du personnel affecté au Château bénéficie d'un contrat de travail à durée indéterminée.

Toutefois, compte tenu de la saisonnalité de l'activité ou d'événements temporaires (expositions), des contrats de type CDD de surcroît ou saisonniers sont mis en place, la SPL limitant au maximum le recours à l'intérim ainsi qu'aux heures supplémentaires.

Entre 2018 et 2019, le recours aux contrats saisonniers a augmenté de 1,75 ETP en moyenne annuelle. Cette hausse est compensée par une diminution du nombre des embauches en CDD liées à un surcroît d'activité (- 1,31 ETP entre 2018 et 2019).

Compte de résultat de la délégation

>>> Les données financières présentées ici sont issues de la comptabilité analytique (format dit «de gestion», avec des produits et charges compensés), et non de la comptabilité générale.

Avec un budget total de **9,22 M€ HT** (Château et Mémorial), contre 9,35 M€ en 2018, dont 84% de financements publics (82% en 2018 et 87% en 2017), le compte de résultat de l'activité se trouve **en excédent de 17 K€** en 2019, après deux années de déficit.

La masse salariale totale sur ce contrat s'élève à 4,81 M€ en 2019, dont 3,3 M€ de masse salariale directe (du site, baisse de charges correspondant au CICE comprise) et 1,51 M€ de masse salariale indirecte (de nouveau en baisse), correspondant aux services transversaux et supports de la SPL.

>>> Pour plus d'informations sur l'activité et les comptes de la délégation, le rapport annuel 2019 du délégataire de service public est consultable auprès du secrétariat de direction du Voyage à Nantes et/ou auprès de la DPARC de Nantes Métropole.

2.3. Ressources de la DSP Machines

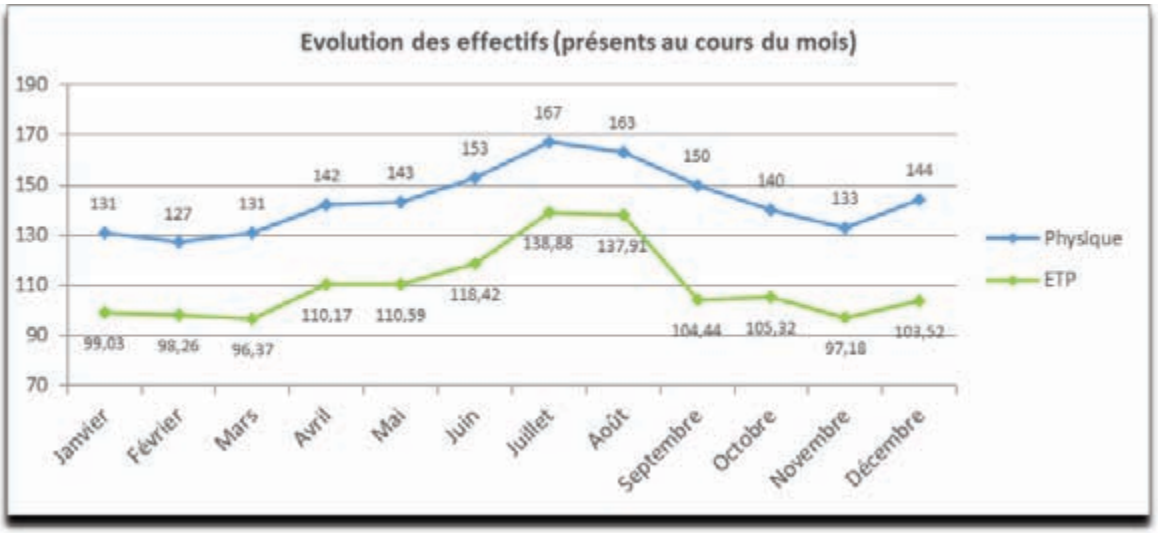
Ressources Humaines

L'effectif moyen directement rattaché aux Machines a augmenté de 3,75 ETP (équivalent temps plein) par rapport à 2018. Il est de 143,67 salariés représentant **110,01 ETP en moyenne en 2019**, soit 37 % des ETP de la SPL (en 2018, 136,75 salariés représentant 106,26 ETP). La saison estivale a engendré une augmentation de 27 % de l'effectif physique, entre les mois de janvier et de juillet.

L'augmentation des effectifs **en CDI** (recrutements de 8 salariés) s'explique par la hausse de l'activité :

- *Au sein du Service relations avec le public et exploitation* :
  - Un poste de chargé de coordination médiateurs-machinistes (1 ETP)
  - Un poste d'assistant planification et administration RH (0,7 ETP)
  - Un poste d'assistant administratif (1 ETP)
  - Trois postes de placier (0,4 ETP chacun)
- *Au sein du service technique* :
  - Un poste de pilote (0,5 ETP)
- *Au sein du service administratif, juridique et financier :*
  - Un poste d'assistant administratif (0,5 ETP)

De plus, les besoins en effectifs supplémentaires ont également été pourvus par des **augmentations de temps de travail** des salariés en poste (+1,75 ETP).



En janvier 2019, un pôle **Evènementiel et Programmation culturelle** a été créé au sein du service technique afin de répondre à l'augmentation du nombre d'évènementiels « affaires » organisés sur le site des Machines. Ce pôle est composé d'un responsable et d'un régisseur événementiel.

La majorité du personnel affecté aux Machines bénéficie d'un contrat de travail à durée indéterminée. Toutefois, compte tenu de la **forte saisonnalité** de l'activité durant les vacances scolaires et surtout pendant l'été, un **nombre important de contrats de type CDD de surcroît ou saisonniers est mis en place**,

sachant en outre que la SPL a fait le choix, comme chaque année, de limiter au maximum le recours à l'intérim ainsi qu'aux heures supplémentaires.
Pour la 5e année consécutive, le recours aux contrats saisonniers entre juin et août a augmenté : **105,67 ETP sur 3 mois** contre 89,08 ETP en 2018.

Compte d'exploitation de la délégation
>>> Les données financières présentées ici sont issues de la comptabilité analytique (au format dit «de gestion», avec des produits et charges compensées), et non de la comptabilité générale.

Avec un budget total en hausse importante, de **9,2 M€ HT** (8,1 M€ en 2018), dont 12% de subvention de fonctionnement (soit une baisse par rapport à 2018), les Machines de l'Ile ***hors Nefs*** affichent un **excédent de 46 K€** en 2019, après deux années de déficit, mais à nouveau sans dotation au compte conventionnel (pour renouvellement de l'offre).

Les Nefs présentent un budget en léger déficit avec une quote-part, stable, de 550 K€ HT affectée sur l'année 2019.

Le détail de ces comptes de résultats figure en annexe (colonnes Machines et Nefs).

>>> Pour plus d'informations sur l'activité et les comptes de la délégation, le rapport annuel 2019 du délégataire de service public est consultable auprès du secrétariat de direction du Voyage à Nantes et/ou auprès de la DGDEAI de Nantes Métropole.

2.4. Informations sur les activités des services mutualisés



Afin de mener à bien l'ensemble des activités de la SPL et objets de 3 DSP de Nantes Métropole, des services **œuvrent de manière mutualisée** au sein du Voyage à Nantes.

Ils sont situés sur le site de la rue Crucy, aux côtés de la direction du développement touristique (directement concernée par l'activité en partie 1.1 du présent rapport) et de la direction projets (déployant les activités décrites en partie 1.2 du présent rapport).

Certains, qualifiés de **services transversaux**, contribuent à la mise en œuvre opérationnelle de tout ou partie des activités confiées à la SPL : la direction production et patrimoine (technique) et la direction de la communication. Les autres, qualifiés de services **supports**, recouvrent les services dits fonctionnels : direction générale, secrétariat général (dont service juridique), direction administrative et financière (dont service informatique) et direction des ressources humaines.

Secrétariat Général

Confié à Morgan Airiau, sa mission générale est de piloter la vie institutionnelle de l'entreprise, la gestion des contrats de DSP et la relation aux Collectivités, ainsi que de coordonner l'organisation, la gestion et le budget de l'entreprise, au service des projets portés par la Direction Générale. Sont également sous la responsabilité directe du Secrétariat général le service juridique et le service moyens généraux.

- **Service Juridique :**

Sous la responsabilité de Nolwenn Gaschignard, il a travaillé en 2019 sur le pilotage des montages juridiques liés à la production des projets, la rédaction des contrats de cessions de droits, marchés et contrats liés à la réalisation des œuvres, les installations et expositions, contrats de partenariats/coproductions, conditions générales de vente, etc.

Le service juridique a continué à assister les services opérationnels pour la mise en œuvre des procédures de mise en concurrence et à piloter toutes les procédures qui nécessitent une publication dans un journal d'annonces légales (hors celles gérées en autonomie par la direction production et patrimoine).

De manière générale, il gère aussi les assurances et contentieux, assure les dépôts et suivis des 21 marques de la SPL (elles étaient 4 à sa création en 2011) et effectue toutes recherches ou conseils juridiques pour la SPL dans son ensemble.

Plus spécifiquement, en 2019, le service a pris en main la **plateforme de dématérialisation** pour la passation de ses marchés et formé l'ensemble des acheteurs pour la SPL, autonomes pour leurs achats ne nécessitant pas de publication. De plus, l'organisation de certains accords-cadres ont été revus et

retravaillés. Dans leur organisation antérieure, la dématérialisation était trop lourde à gérer pour les acheteurs et pour les opérateurs économiques titulaires.

Le travail de mise en conformité au **règlement européen relatif à la protection des données personnelles (RGPD)**, initié en 2018, a été poursuivi en 2019.
Enfin, un important travail a été fourni pour mettre à jour l'ensemble des **conditions générales de vente de la SPL liées à la vente de prestations touristiques**. Il était en effet nécessaire et urgent de prendre en compte les modifications apportées par la Directive européenne 2015/2302 relative aux voyages à forfait et sa transposition dans le droit français (ordonnance et décret en date des 20 et 29 décembre 2017). La notion de voyages à forfait a ainsi été redéfinie et modernisée. Les prestations de voyages liées ont été créées et les obligations d'informations préalables ont été renforcées.

Sur le plan des ressources humaines, le service juridique a procédé au remplacement de deux juristes qui ont quitté l'entreprise en 2019.

Plan de charge du service juridique sur l'année 2019 :

	Activités Transversales	Nantes Tourisme	VAN pérenne (hors événement)	Evénement	Vignoble et Loire amont	Art et Territoire	Estuaire	HAB Galerie (y compris expo VAN)	Château / Mémorial	Machines	TOTAL 2019	TOTAL 2018	TOTAL 2017
Contrats, Marchés et avenants	24	192	80	63	14	2	12	10	17	10	424	431	414
Procédures Commande publique	5	4	2	1	1		1			1	15	21	17
Assurances (déclarations, sinistres et expertises)	4	13	11	56	2				43	38	167	135	70
Contentieux et pré-contentieux		2					3		4		9	6	5
Autres documents (CGV, Dépôts INPI, constats, délégations de signature, etc.)	32	4	1	14					10		61	36	43

(NB_les activités culinaires ainsi que le parc des chantiers figurent dans Nantes.Tourisme)

Direction Production et Patrimoine

La « D2P », sous la responsabilité de François Le Jort, assure de manière centralisée la gestion patrimoniale et la maîtrise d'ouvrage d'opérations au Château (dont la conduite du plan pluriannuel d'investissement confié à la SPL et la participation aux expositions et événements), aux Machines, et sur les sites liés à la DSP Tourisme (locaux de Crucy, d'accueil touristique), ou encore les projets le long de la Sèvre, dans le cadre de mandats, ainsi que la coordination du Parc des Chantiers.

Elle accompagne également les équipes de la métropole intervenant sur les sites gérés par la SPL, ainsi que les équipes techniques des sites, en contribuant à la définition des besoins de maintenance, sécurité et entretien, en mettant en place les contrats associés et en apportant son soutien pour leur suivi.

A noter sur 2019 :

- ***Château*** : Renouvellement des deux marchés de mise en lumière et du marché de contrôle réglementaire. Expertise et alerte de la métropole sur la reprise nécessaire de la cour après constats des conséquences importantes sur les nuisances subies par le produit de sol, inadapté aux usages. Accompagnement des services de la métropole dans les phases de programmation de la rénovation de la Tour du fer à cheval. Initialisation d'un projet d'amélioration de la qualité de la proposition de restauration. Au Mémorial, poursuite de l'accompagnement de la ville pour le remplacement des équipements lumière. Accompagnement dans le renouvellement d'équipements audiovisuels du musée et dans la production des événements dont l'exposition Amazonie.
- ***Machines*** : Renouvellement du marché de sécurité des Nefs, préparation du renouvellement du marché de nettoyage. Mise en place d'un système de brumisation dans la galerie. Préparation de refonte de l'accueil-billetterie de la galerie, dans un souci d'amélioration du confort thermique.
- ***Crucy*** : Renouvellement du marché de nettoyage du site, diagnostic et études de programmation de l'isolation thermique et reprise de la couverture du bâtiment.
- ***Parc des chantiers, Loire-amont et Vignoble*** *:* pilotage ou accompagnement des projets du *Porte-vue,* Belvédère à Château Thébaud, des œuvres de Cornélia Konrads dans le parc de la Garenne Lemot *« La Folie des Folies »*, de la reprise des aménagements en bord de Loire.
- ***Evénement 2019 :*** la D2P a pris en charge la réouverture du projet *« Paysage glissé »* aux côtés du château, les enseignes et la reprise de l'aménagement de l'*Inquiétable* devant Nantes tourisme.
- ***RDV en France :*** production de la soirée inaugurale au château et de la soirée de gala aux machines, pour ce salon professionnel international prévu initialement en mars 2020.

Direction de la Communication

Cette direction, sous la responsabilité de Stéphanie Olivier, définit la stratégie de communication pour la destination, élabore et met en œuvre les **plans de communication pour tous les sites et activités** confiées à la SPL Le Voyage à Nantes. Elle prend en charge les relations presse régionales et la stratégie presse nationale, en lien avec une agence spécialisée, ainsi que les éditions (tous supports), le web, le merchandising et la création de tous outils nécessaires et spécifiques à l'action des autres services (en particulier promotion nationale et internationale, directions projets et sites du château et des Machines).

Au vu de l'analyse de la fréquentation 2018, les axes stratégiques développés en 2019 devaient répondre à trois enjeux :

- Continuer le travail sur nos bassins émetteurs (grandes villes en national et en Europe),
- Remobiliser le local (44 et département limitrophes),
- Faire événement.

Si l'été reste le temps fort de la communication, l'objectif a été de **nous recentrer sur la collection publique permanente :** quasiment dix ans après la création du Voyage à Nantes, c'est près d'une soixantaine d'œuvres qui sont visibles toute l'année, et jusqu'au double au printemps et à l'été, avec la réouverture de la Cantine ou de *Paysage glissé*, l'installation du mobilier urbain, les Enseignes, les nouvelles œuvres de l'événement de l'année, etc. Cette offre unique est accessible librement tout au long de l'année, 7j/7j, répondant à notre souhait initial de faire de la ville « le jardin de tous ».

En termes de communication, cela s'est traduit en 2019 par :

- La **fusion du guide touristique** avec une présentation plus prépondérante **de la collection publique** faisant la singularité de l'offre : ***Le Voyage permanent***. Ce guide s'adresse tout autant aux métropolitains qu'aux visiteurs extérieurs.
- La **diffusion des supports de communication et achats d'espace à chaque période de pré-vacances scolaires**, et non plus seulement l'été, afin de rendre visible l'offre toute l'année, sur les départements de Loire-Atlantique, Morbihan, Ille-et-Vilaine et Vendée.
- La valorisation non pas d'une seule programmation mais de plusieurs, grâce à **des messages incluant parfois les structures non gérées par la SPL,** comme le Musée d'Arts.
- Des actions nombreuses **sur les réseaux sociaux**, afin de multiplier les occasions de donner l'envie de se balader au plus proche de chez soi ; si les retours sur les œuvres sont très bons, il fallait contrebalancer l'impression de *« on connaît déjà »,* qui peut parfois surgir. Le travail a donc été de **rappeler à la mémoire chacune des étapes du parcours par des posts très visuels**, par la valorisation de points de vues extérieurs, en ne postant plus seulement au nom du Voyage à Nantes, mais en « partageant » le plus possible. S'appuyer sur l'offre (nouveaux lieux voire nouveau quartier avec le *Belvédère* de Kawamata) a aussi été une opportunité de remobiliser un public local.
- Marquer un **effort de communication sur la promotion culinaire**, afin de faire exister Nantes en tant que destination gourmande.

L'année 2019 n'a donc pas vu la création d'autres nouveaux supports pour répondre à ces besoins et les dispositifs en place ont été renouvelés : affichage régional et national, dépliant visites guidées, programme de l'événement etc.

Direction Administrative et Financière

Cette direction, sous la responsabilité de Catherine Menant, assure la gestion financière et administrative de la SPL, réalise la comptabilité générale et analytique de l'entreprise, pilote l'élaboration des budgets, en contrôle la mise en œuvre et réalise le contrôle de gestion de l'ensemble de l'entreprise. Elle prend en charge les aspects fiscaux, contrôle les procédures d'achats et gère la trésorerie. Enfin, elle développe, organise et gère les systèmes d'information, les équipements et matériels informatiques et téléphoniques.

En 2019, **12 114 factures fournisseurs** ont été traitées par le service comptable, volume comparable à 2018. D'autre part, **5 583 factures clients** (hors clients individuels) ont été émises, soit une nette diminution par rapport à 2018 (environ 30 000 factures émises), grâce au changement de gestion des réservations en ligne (facturation automatisée en 2019).

- **<u>Service Informatique :</u>**

Le service veille à la bonne intégration des transformations de l'activité avec les solutions des technologies de communication présentes, tout en s'assurant de leur évolutivité. Il s'efforce d'apporter des réponses d'ordre technique, mais aussi méthodologique.

Les activités du service portent sur les infrastructures systèmes et réseau, les postes de travail et logiciels associés, les applications métiers, la téléphonie, la monétique et la sécurité de tous ces domaines.

L'activité support aux utilisateurs a représenté une charge équivalente à 2018 :



Ci-après les principales actions 2019 :

- *projet Kairos* : la solution *Secutix* est en pleine exploitation, les services utilisateurs montent en charge sur l'utilisation de cet outil et le service a poursuivi son accompagnement ;
- *décisionnel* : refonte technique de la solution dédiée à la génération des rapports ;
- *RGPD* : continuité de la veille active ;
- *hébergement des sites internet* : gestion du changement de prestataire ;
- *gestion des contacts* : animation d'un groupe interservices afin d'améliorer les usages ;
- *infrastructures et postes de travail* :
    - poursuite du renouvellement des postes de travail à environ **37% du parc** ;
    - mise à jour de de la solution de messagerie, avec une augmentation significative de l'espace disponible pour les boîtes aux lettres ;
    - préparation du remplacement du serveur de stockage et des procédures de sauvegarde.

<u>Direction des Ressources humaines</u>

Cette direction, sous la responsabilité de Colette Pialat, a réalisé les principales nouvelles missions suivantes en 2019 :

- *gestion des emplois et des compétences* : animation de la démarche handicap interne (2e année de la convention Agefiph), animation et développement de l'intranet RH ;
- *formation professionnelle* : suivi du plan de développement des compétences, accompagnement et mise en place des premières actions dans le cadre du CPF de transition professionnelle en lien avec le FONGECIF, renseignements sur le Conseil en Evolution Professionnel et le Compte Personnel de Formation (monétisé depuis 2019), élaboration du programme et organisation d'ateliers internes ;
- *Hygiène, Sécurité et Conditions de Travail* : mise à jour du livret d'accueil sécurité, du Document Unique et de l'évaluation du risque chimique, mise en place d'un registre de suivi des incivilités du

public, travail sur les risques psychosociaux, mise en place d'un dispositif de protection du travailleur isolé, sensibilisation médicale pour les médiateurs·rices de l'événement estival, nomination de référents harcèlement sexuel, sensibilisation « Diversité, inclusion et non-discrimination » ;

- *relations avec les partenaires sociaux* : commissions paritaires relatives au temps de travail, au suivi de l'accord NAO 2018 sur l'organisation du temps de travail du Café de la branche, aux « missions et à l'organisation du temps de travail » de la Librairie-Boutique des Machines, négociation et signature d'un accord d'entreprise « NAO 2018 » ;
- *recrutement :* uniformisation du modèle d'offre d'emploi, mise en conformité avec le nouveau RGPD concernant les modalités de traitement des candidatures ;
- *suivi administratif des salariés* : mise en place du bulletin de salaire dématérialisé et du prélèvement à la source, dématérialisation des Titres Restaurant, mise en conformité des contrats de travail et de la fiche d'information sur le traitement des données personnelles, mise en place de l'indemnité kilométrique vélo, renouvellement du marché public Mutuelle et Prévoyance ;
- *accompagnement des responsables de service dans leur fonction managériale* : organisation d'une formation dédiée, développement de l'intranet RH, animation de plusieurs réunions en lien avec certains responsables de service et les IRP (aménagement du temps de travail), préparation d'un guide RH à destination des responsables de service.

Quelques indicateurs d'activité de la direction des ressources humaines en 2019 :

Bulletins de salaire et contrats/avenants	**2019**	**2018**	**2017**	**2016**	**2015**	**2014**	**2013**	**2012**	**2011**	**Evolution 2011/2019**
Bulletins de salaire	4539	4541	4347	4232	4079	4046	4145	3879	2940	54%
CDI (embauches)	51	42	45	27	19	23	35	60	44	16%
CDD, CS, CT Alternance	246	276	274	258	228	202	318	620	131	88%
Avenants	95	86	104	72	58	65	67	102	68	40%
Total contrats/avenants	**392**	**404**	**423**	**357**	**305**	**290**	**420**	**782**	**243**	**61%**

3. VIE INSTITUTIONNELLE, JURIDIQUE ET SOCIALE

3.1. Rapport sur le Gouvernement d'entreprise

L'ordonnance n° 2017-1162 du 12 juillet 2017 ainsi que le décret n° 2017-1174 du 18 juillet 2017, portant diverses mesures de simplification et de clarification des obligations d'information à la charge des sociétés, ont instauré un rapport sur le gouvernement d'entreprise. Celui-ci doit être présenté par le conseil d'administration à l'assemblée générale. Il peut s'agir d'une section spécifique du rapport de gestion, voici donc ci-dessous les informations concernées.

Liste des mandats ou fonctions exercées pour l'exercice 2019 par chacun des mandataires sociaux

Egalement en conformité aux dispositions de l'article L.225-102-1 al.3 du Code de Commerce, figure au présent rapport de gestion la liste des mandats et fonctions exercés dans d'autres sociétés par chacun des mandataires sociaux de la SPL *Le Voyage à Nantes* pour l'exercice 2019.

Il s'agit des informations dont la SPL a pu avoir connaissance à la date d'établissement du présent rapport.

Jean BLAISE
- SPL Le Voyage à Nantes, Directeur Général

Fabrice ROUSSEL – Nantes métropole
- SPL Le Voyage à Nantes, Président
- SPL La Cité – Nantes Events Center, Administrateur et Représentant de Nantes Métropole à l'Assemblée générale

Rachel BOCHER – Nantes métropole
- SPL Le Voyage à Nantes, Administratrice
- SPL La Cité – Nantes Events Center, Présidente et Représentante de la Ville de Nantes à l'Assemblée générale
- SAEM Folle Journée, Administratrice

Jean-Claude LEMASSON – Nantes métropole
- SPL Le Voyage à Nantes, Administrateur
- Nantes Métropole Aménagement, Administrateur
- SARL AREA GROUPE, Cogérant
- SARL AREA CONSULTANTS, Gérant
- SARL AREA IMMOBILIER, Gérant
- SAEM SEMMINN, Administrateur et Représentant à l'Assemblée Générale

Pierre-Emmanuel MARAIS – Nantes métropole
- SPL Le Voyage à Nantes, Administrateur

Benjamin MAUDUIT – Nantes métropole
- SPL Le Voyage à Nantes, Administrateur

Aymeric SEASSAU – Nantes Métropole
- SPL Le Voyage à Nantes, Administrateur

Pierre-Yves LE BRUN – Nantes métropole
- SPL Le Voyage à Nantes, Administrateur
- SPL La Cité – Nantes Events Center, Administrateur
- SAEM Folle Journée, Administrateur

Michèle LE STER – Nantes métropole
- SPL Le Voyage à Nantes, Administratrice

Anne-Sophie GUERRA – Nantes métropole
- SPL Le Voyage à Nantes, Administratrice
- SPL La Cité – Nantes Events Center, Administratrice

Sandra IMPERIALE – Nantes métropole
- SPL Le Voyage à Nantes, Administratrice

David MARTINEAU – Ville de Nantes
- SPL Le Voyage à Nantes, Administrateur
- SAEM Folle Journée, Président
- L.N.H., Administrateur
- Grand T, Administrateur
- Loire Atlantique Numérique, Administrateur

Olivier CHATEAU – Ville de Nantes
- SPL Le Voyage à Nantes, Administrateur et Représentant à l'Assemblée Générale

Françoise HAMEON – Département de la Loire Atlantique *(administratrice jusqu'au CA du 5 juin 2019)*
- SPL Le Voyage à Nantes, Administratrice et Représentante à l'Assemblée Générale
- SPL Loire-Atlantique Développement, Administratrice
- SPL La Cité – Nantes Events Center, Administratrice
- SAEM Loire-Atlantique Pêche et Plaisance, Administratrice
- SPL Pornichet, La Destination, Administratrice
- EXPONANTES, Administratrice
- SPL Destination Bretagne Plein Sud, Administratrice
- SPL Saint-Nazaire Agglomération Tourisme, Administratrice

Bernard LEBEAU – Département de la Loire Atlantique *(administrateur à partir du CA du 19 novembre 2019)*
- SPL Le Voyage à Nantes, Administrateur et Représentant à l'Assemblée Générale
- SPL La Cité – Nantes Events Center, Administrateur
- SPL Loire-Atlantique Développement, Administrateur
- SPL La Roche Enfance Jeunesse, Plessé, Administrateur
- SAEM SYDELA, Production d'énergie, Administrateur
- SAEM Ports de Loire-Atlantique, Administrateur

Laurence GARNIER – Région des Pays de la Loire
- SPL Le Voyage à Nantes, Administratrice et Représentante à l'Assemblée Générale
- SAEM Folle Journée, Administratrice
- SPL La Cité – Nantes Events Center, Administratrice
- SPR Abbaye de Fontevraud – SOPRAF, Présidente
- SPL SAMOA, Administratrice

Jean-Jacques LUMEAU – Ville de Saint-Nazaire
- SPL Le Voyage à Nantes, Administrateur et Représentant à l'Assemblée Générale
- SPL Saint Nazaire Agglomération Tourisme, Délégué au Conseil d'administration

Christian BIGUET - **Président de l'Assemblée Spéciale des actionnaires minoritaires jusqu'en juin 2019**

- SPL Le Voyage à Nantes, Administrateur et Représentant à l'Assemblée Générale

Yannick MOREZ - **Président de l'Assemblée Spéciale des actionnaires minoritaires à compter de juillet 2019**

- SPL Le Voyage à Nantes, Administrateur et Représentant à l'Assemblée Générale

Pierre-Yves CHANTREAU - Professionnel du tourisme

- SPL Le Voyage à Nantes, Administrateur
- SAS CHANTREAU Voyage – Directeur Général et Président

François-Xavier de BOÜARD – CCI Nantes Saint-Nazaire *(administrateur jusqu'au CA du 30 janvier 2019)*

- SPL Le Voyage à Nantes, Administrateur

Gilles d'HERMIES – CCI Nantes Saint-Nazaire, administrateur *(administrateur à partir du CA du 5 juin 2019)*

- SPL Le Voyage à Nantes, Administrateur
- GENICADO Ouest, gérant associé
- Financière GDH, Gérant
- LEMER INVESTISSEMENTS, Président du Directoire
- DEJOIE INVESTISSEMENTS, Président du Directoire
- Atlantique Art Sérigraphie, Gérant
- EXPO Nantes, Administrateur

D'autre part, la direction générale de la société est assumée par une autre personne physique que le président du conseil d'administration, qui est nommée par celui-ci et porte le titre de directeur général.

3.2. La vie institutionnelle

Le fonctionnement du conseil d'administration en 2019

Le Conseil d'administration s'est réuni **trois fois** en 2019.

Le 30 janvier 2019, selon l'ordre du jour suivant :

- Point d'avancement de ***Traversée Moderne d'un vieux pays****,* avec l'intervention d'Anne Gallo, Vice-présidente au Tourisme de la Région Bretagne, et échanges sur la **stratégie à l'international**
- Informations sur les branches *Vignoble* et *Loire-amont*
- Présentation de l'atterrissage financier 2018
- Présentation du **budget 2019**
- Autorisation des conventions réglementées (décrites en partie 3.3)

Le 5 juin 2019, selon l'ordre du jour suivant :

- Prise d'acte de la désignation du nouveau représentant de la CCI Nantes Saint-Nazaire
- Présentation du **rapport de gestion 2018** de la SPL Le Voyage à Nantes (et rapport sur le gouvernement d'entreprise) et des **comptes sociaux 2018**
- Arrêté des comptes et établissement du rapport de gestion de l'exercice 2018
- Projet de résolutions présentées à l'Assemblée Générale Ordinaire du 25 juin 2019
- Présentation du ***Voyage à Nantes 2019*** et du ***Voyage Permanent***
- Suivi des **recommandations de la CRC,** suite à son contrôle de 2016-2017
- Autorisation des conventions réglementées (décrites en partie 3.3)

Le 19 novembre 2019, selon l'ordre du jour suivant :

- Information sur le nouveau représentant du Département de Loire-Atlantique
- Bilan du *Voyage à Nantes 2019*
- Projets 2020 du *Voyage dans le Vignoble*
- Présentation de l'événement ***RDV en France* 2020**

- Autorisation des conventions réglementées (décrites en partie 3.3)

Le fonctionnement de l'assemblée spéciale en 2019

L'Assemblée Spéciale **des actionnaires minoritaires**, composée des représentants des Communautés de communes Sud Estuaire et Estuaire et Sillon, ainsi que de la Communauté d'Agglomération Clisson, Sèvre et Maine Agglo, s'est réunie une fois en 2019, dans les locaux du Voyage à Nantes :

- le **7 novembre 2019**, pour la préparation du Conseil d'Administration du 19 novembre 2019 et la revue des projets *Estuaire* et *Voyage dans le Vignoble*.

Le fonctionnement du conseil des acteurs du tourisme (CAT) en 2019

La SPL Le Voyage à Nantes a mis en place dès sa création, en particulier en lien avec son activité d'Office de Tourisme, un Conseil des acteurs du tourisme.

Désormais présidé par Fabrice Roussel, Président de la SPL Le Voyage à Nantes, il a vocation à être un lieu d'échange et de travail sur le développement touristique, regroupant des acteurs majeurs de la profession.

Le bureau du CAT est chargé de définir des axes de travail, qui doivent concourir au développement de la destination, et de préparer les réunions du CAT dans son ensemble. La composition de ce bureau figure à la page suivante.

Le **bureau** s'est réuni le **11 juin 2019** pour organiser les prochaines réunion du Conseil des Acteurs du tourisme.

Composition du Bureau du Conseil des acteurs du tourisme

Monsieur	Fabrice	ROUSSEL	Vice-Président Nantes Métropole, Président du Voyage à Nantes
Monsieur	Nicolas	VISIER	ASSO. CULTURELLE DE L'ETE
Monsieur	Bertrand	ELLOUD	BATEAUX NANTAIS
Monsieur	Pierre-Yves	CHANTREAU	VOYAGES CHANTREAU
Monsieur	Matthieu	DEMONFERRAND	Club hôtelier de Nantes Métropole
Monsieur	Frédéric	DĒFONTAINE	BRASSERIE LA CIGALE
Madame	Olivier	DARDÉ	Association PLEIN CENTRE
Monsieur	Richard	GOURAUD	UNACOD
Monsieur et madame	Guy Myriam	HERREMAN MACÉ	Cté DEPART. RAND. PEDESTRE
Monsieur	Laurent	NOIROT-COSSON	AEROPORTS DU GRAND OUEST
Monsieur et monsieur	Boris David	SITIN MILBEO	COLLECTIF CULTURE BAR-BARS
Monsieur	François-Xavier	De BOUARD	CCI NANTES SAINT-NAZAIRE

Le conseil des acteurs du tourisme s'est réuni à 2 reprises en 2019.

1ère réunion : 25 mars au Lieu Unique

Cette séance était organisée conjointement avec le *Convention Bureau* de Nantes Saint-Nazaire, **en associant les membres du Club MICE de la destination**.

Ordre du jour : **Débat sur le Tourisme à Nantes, bilan des 5 dernières années et perspectives**

En présence de Johanna Rolland, Fabrice Roussel, et Yann Trichard, Président de la CCI de Nantes Saint Nazaire.

Présentation du schéma de développement de l'hébergement touristique par Fabrice Roussel, des grands projets métropolitains par Mathieu Baradeau, Directeur Centralité métropolitaine, et du *Convention Bureau* par Nicolas Debon, Directeur de Nantes Saint-Nazaire Développement.

Annonce de l'accueil à Nantes du Salon *Rendez-Vous France* en mars 2020.

2ème réunion : 20 mai aux Salons Mauduit

Présentation de la **programmation 2019 du Voyage à Nantes estival** par Jean Blaise, Astrid Gingembre, Jenna Dardé et Marie Dupas du Voyage à Nantes, avec Pierre Orefice pour les Machines de l'île.

Le fonctionnement de la Commission des marchés (ou CAO) en 2019

La commission des marchés s'est réunie à **cinq reprises** dans l'année, pour attribuer les marchés suivants (procédures formalisées) :

Type de marché	Site	Titulaires/ attributaires	Montant HT (global sur la durée max du marché)	Date de la commission
Marchés suivis/formalisés par le service juridique				
Marché de services de mutuelle et de prévoyance pour les salariés de la SPL Le Voyage à Nantes	SPL	**Lot n°1 :** Prestations de mutuelle complémentaire santé au bénéfice des salariés de la SPL Le Voyage à Nantes Titulaire : Groupement _ GROUPE VYV et HARMONIE MUTUELLE **Lot n°2 :** Prestations de prévoyance au bénéfice des salariés de la SPL Le Voyage à Nantes Titulaire **:** COLLECTEAM	425 197 €	19/06/2019
Marché de services d'assurances pour la SPL Le Voyage à Nantes	SPL	**Lot n°1** : Assurance dommages aux biens et risques annexes_1ère ligne Titulaire : MAIF **Lot n°2** : Assurance dommages aux biens et risques annexes_2nde ligne Titulaire : Groupement _ MMA et TANVEZ LE VACON **Lot n°3** : Assurance responsabilité civile exploitation et professionnelle y compris responsabilité professionnelle métiers du Tourisme	496 430 €	13/12/2019

		Titulaire : Groupement _VHV ALLGEMAINE VERSICHERUNG AG et ASSURANCES PILLIOT **Lot 4** : Assurance responsabilité civile des mandataires sociaux Titulaire : Groupement _ HISCOX et SARRE&MOSELLE **Lot 5** : Assurance Tous Risques objets d'art et/ou d'exposition Titulaire : Groupement _ XL INSURANCE et GRAS SAVOYE **Lot 6** : Assurance Flotte automobile et Auto Mission Titulaire : MAIF **Lot 7** : Assurance Individuelle accident /missions professionnelles Titulaire : Groupement _ ALBINGIA et SARRE&MOSELLE **Lot 8** : Assurance Dommages aux biens et risques annexes des Installations particulières intérieures et extérieures Titulaire : Groupement _ MS AMLIN MARINE et SARRE&MOSELLE		
Marchés suivis / formalisés par la direction production et patrimoine				
Marché de prestations de maintenance des Installations de scénographie lumière et multimédia – Lot n°2	Château des ducs de Bretagne et Mémorial de l'abolition de l'esclavage	Titulaire : EIFFAGE LOIRE OCEAN	133 698 €	13/05/2019
Marché de prestations de maintenance des Installations de scénographie lumière et multimédia – Lot n°1	Château des ducs de Bretagne et Mémorial de l'abolition de l'esclavage	Titulaire : AXIANS	109 844 €	11/09/2019
Marché de prestations de services de Propreté et d'Hygiène – Lot Crucy	Crucy	Titulaire : ONET	142 326 €	14/10/2019

3.3. Les évolutions contractuelles – conventions encadrées par les articles L225-38 et suivants du Code de commerce

Conventions réglementées avec Nantes Métropole

L'avenant n°6 à la délégation de service public pour l'exploitation du Château des Ducs de Bretagne, relatif à la **prolongation de la DSP jusque fin 2021**, à la contribution 2019 et apportant deux ajustements sur les assurances et la mise à disposition de personnel, approuvé par le Conseil métropolitain du 28 juin 2019.

L'avenant n°8 à la délégation de service public pour l'exploitation des Machines de l'Ile, relatif à la contribution pour les années 2019 et 2020 et à la **mise à disposition par Nantes Métropole de la *Parade Amoureuse***, pour exposition dans la Galerie à la réouverture de février 2020, approuvé au Conseil Métropolitain du 13 décembre 2019.

L'avenant n°8 à la convention de délégation de service public pour la gestion et la mise en œuvre de la politique touristique**,** approuvé par le Conseil métropolitain du 28 juin 2019, relatif à la **prolongation de la DSP jusque fin 2021**, la contribution 2019, incluant la préparation de RDV en France 2020, ainsi qu'un soutien au financement du projet **d'œuvre vidéo dans la future gare** de Nantes.

L'avenant n°9 à la convention de délégation de service public pour la gestion et la mise en œuvre de la politique touristique**,** approuvé par le Conseil Métropolitain du 14 février 2020, relatif au solde du soutien à la contribution de la SPL à l'organisation de ***RDV en France 2020***.

Conventions réglementées avec le Conseil Départemental de Loire Atlantique

La convention, approuvée lors de la commission permanente du Département du 25 avril 2019, octroyant un soutien de 80 000 € au projet de Cornelia Konrads sur le **site de la Garenne-Lemot**, prévue pour une présentation à l'été 2019.

L'avenant n°3 à la convention relative au soutien à l'entretien, le renouvellement et la valorisation touristique des œuvres de la **collection Estuaire 2016-2018, prolongeant celle-ci d'un an** et allouant une subvention de 60 000 € pour l'année 2019, approuvé par la Commission Permanente du Conseil Départemental de Loire-Atlantique du 23 mai 2019.

Convention réglementée avec le Conseil Régional des Pays de la Loire

La convention, approuvée à la Commission Permanente de la Région des Pays de la Loire du 12 juillet 2019, relative au soutien à l'organisation des ***Tables de Nantes, l'événement*** **(Nantes Food Forum) 2019**, à hauteur de 80 000 €.

Convention réglementée avec la Ville de Saint-Nazaire

La convention, approuvée par le conseil municipal de la Ville de Saint-Nazaire du 23 mars 2019, relative au soutien à l'entretien, le renouvellement et la valorisation touristique des œuvres de la **collection Estuaire** pour l'exercice 2019, à hauteur de 40 000 €.

Convention réglementée avec Clisson, Sèvre et Maine Agglomération

L'avenant n°2 à la convention donnant mandat de **maîtrise d'ouvrage déléguée** à la SPL Le Voyage à Nantes pour la réalisation d'un belvédère à Château-Thébaud, approuvé par le Conseil Communautaire du 24 septembre 2019, relative à la mise à jour du budget et du plan de financement.

3.4 La vie sociale (au sens des ressources humaines)

De nombreuses informations et explications économiques, financières et sociales sont délivrées aux partenaires sociaux, notamment lors des **3 consultations annuelles du CSE** : orientations stratégiques / politique sociale / situation économique et financière. Ces informations précises sur le contexte et la situation de l'entreprise favorisent en effet la compréhension de son fonctionnement et la confiance du CSE dans sa gestion, contribuant ainsi au maintien d'un climat social serein.

- Les réunions avec les représentants du personnel ont été les suivantes :
  - Comité Social et Economique : 13 réunions
  - Commission Santé, Sécurité et Conditions de Travail : 5 réunions
  - Commissions IRP : 1 réunion de suivi du temps de travail, 2 réunions de suivi de l'accord NAO 2018 concernant l'organisation du temps de travail du *Café de la branche* des Machines, 1 réunion concernant les missions et l'organisation du temps de travail de la *Librairie-boutique* des Machines

- Plusieurs réunions de concertation et de négociation se sont aussi tenues avec le délégué syndical, dont 5 pour la négociation annuelle sur les rémunérations et le temps de travail (ex-NAO). Les partenaires sociaux ont été informés à l'ouverture du fait que :
  - la situation financière de l'entreprise dépend principalement des subventions de Nantes Métropole, qui devaient progresser, pour les 3 délégations de service public, de maximum +1,2% en un an,
  - les prévisions d'augmentation de la masse salariale dépasseraient largement ce taux, pour atteindre environ +6% ;
  - la volonté de l'employeur restait malgré tout de garantir à chaque salarié un montant d'augmentation au moins égal à celui de l'évolution du coût de la vie, le taux d'évolution de l'indice des prix à la consommation établi par l'INSEE serait alors appliqué, soit +1,5% appliqués au 1er janvier 2020.

- Concernant la démarche handicap, l'animation de la 2e année de convention de partenariat avec l'Agefiph a permis de poursuivre la mise en place de différentes actions durant l'année 2019 :

- *Information et communication :* mise à jour du guide interne "handicap au travail" créé en 2018 ;
- *Sensibilisation et formation :* organisation de plusieurs sensibilisations en avril (massages Amma-assis réalisés par des praticiens déficients visuels auprès de 110 collaborateurs) et en novembre (SEEPH 2019 regroupant 80 participants : jeu digital sur les maladies invalidantes, etc.) / rédaction et diffusion de 6 nouvelles fiches d'information thématique sur le handicap (cœur, vision, Sida-VIH, etc.) / formation des nouveaux membres de la mission handicap interne et visite d'un nouvel ESAT / sensibilisation des membres du CSE animée par le GIRPEH, formation de 21 salariés au recrutement et l'intégration des travailleurs en situation de handicap dispensée par JLO Conseil ;

- *Recrutement et intégration :* recrutement de salariés temporaires en situation de handicap (CDD et intérimaires), accueil de stagiaires en situation de handicap, mise à jour du paragraphe sur la politique diversité de l'entreprise figurant sur les offres d'emploi ;
- *Accompagnement des parcours professionnels des salariés handicapés :* plusieurs rencontres et informations de salariés s'interrogeant sur la reconnaissance du handicap ou nécessitant une intervention de maintien dans l'emploi et accompagnement dans les démarches administratives ;
- *Maintien dans l'emploi :* deux interventions de maintien dans l'emploi (aménagement postes de travail) ;
- *Collaboration avec le Secteur du Travail Protégé et Adapté (STPA) :* réalisation d'un audit interne au 1er trimestre 2019, création d'un annuaire du STPA, visite d'un ESAT, formation aux clauses d'insertion sociale et aux marchés publics suivie par une juriste, partenariat avec des ESAT.

L'animation de cette démarche par la mission handicap a permis de poursuivre l'augmentation du taux d'emploi de travailleurs handicapés à hauteur **de 3,96 %** (contre 3,32 % en 2018 et 2,13 % en 2017). Aussi, le montant de la contribution versée à l'Agefiph diminue de plus de 8 K€ (24 102 € en 2019 contre 32 322 € en 2018 et 53 290 € en 2017).

- S'agissant des <u>actions de formation 2019</u> (plan de développement des compétences, CPF, CPF de transition professionnelle, contrats de professionnalisation, tutorat, etc.), leur coût total s'est élevé à **143,5 K€, représentant 10 889 heures** de formation, suivies par 662 stagiaires dont 711 heures en interne (en 2018, 7 914 heures de formation dispensées au total). La variation d'heures entre 2018 et 2019 est de +38 % et s'explique par :

- le nombre supérieur d'actions de formation de longue durée au titre du CPF de transition professionnelle réalisées en 2019 par rapport à 2018 (2 CPF de transition professionnelle contre 1 CIF en 2018) ;
- la hausse du nombre de contrats de professionnalisation (6 en 2019 contre 3 en 2018).

De plus, 979 heures de formation (sécurité, logiciels, techniques…) ont été financées directement sur les budgets de fonctionnement des services, par 107 stagiaires pour un montant total de 15,6 K€.

En lien avec la démarche handicap, l'entreprise a également organisé une sensibilisation « Diversité, inclusion et non-discrimination » (5 sessions) animée par Arnaud PISSOT (AB Diversité) et suivie par 244 salariés (représentant 732 heures de sensibilisation).

Enfin, 32 directeurs et responsables de service ont suivi une formation au management et à la qualité relationnelle dispensée par l'EPMN (représentant 672 heures de formation).

- Par ailleurs, en 2019, <u>l'effectif moyen</u> de la SPL le Voyage à Nantes était de 355 en nombre de salariés, représentant **294,85 Equivalents Temps Plein** (355 salariés et 297,91 ETP en 2018).

ETP	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Moyenne	Répartitio
Crucy	103,80	104,48	105,82	111,43	111,57	125,92	161,45	160,15	115,98	109,90	104,25	103,85	118,22	40%
Château	65,82	65,65	65,82	65,43	66,33	67,96	71,15	71,86	66,35	65,71	63,95	63,43	66,62	23%
Machines	99,03	98,26	96,37	110,17	110,59	118,42	138,88	137,91	104,44	105,32	97,18	103,52	110,01	37%
TOTAL	**268,65**	**268,39**	**268,01**	**287,03**	**288,49**	**312,30**	**371,48**	**369,92**	**286,77**	**280,93**	**265,38**	**270,80**	**294,85**	**100%**

Entre janvier et décembre 2019, le nombre de salariés permanents a augmenté de 8 (de 288 à 296), représentant +1,55 ETP, avec les mouvements CDI suivants :

- Crucy : 13 départs en cours d'année, 9 recrutements ; à noter 1 création de poste en CDI ;
- Château : 5 départs, 3 recrutements ;
- Machines : 29 départs, 38 recrutements ; à noter 8 créations de poste en CDI au cours de l'année. Les besoins en effectifs supplémentaires ont également été pourvus par des augmentations de temps de travail des salariés en poste (+1,75 ETP).

De plus, 6 contrats de professionnalisation et 2 contrats d'apprentissage ont été réalisés en 2019 sur les sites des Machines (service relations avec le public et exploitation, service technique et *Café de la branche*), du Château (service des relations avec le public) et de Crucy (service informatique).

La répartition des départs pour l'ensemble des sites est la suivante :

- 14 démissions
- 27 ruptures conventionnelles
- 2 départs à la retraite
- 2 ruptures de la période d'essai
- 2 fins de mise à disposition

Comme en 2018, le recrutement du personnel technique saisonnier lié à l'événement estival a été externalisé auprès d'une agence d'intérim.

4. EVENEMENTS INTERVENUS DEPUIS LE 31 DECEMBRE 2019 ET PERSPECTIVES

Elections municipales

2020 verra le renouvellement de nombreux administrateurs de la SPL, suite aux élections municipales, dont le premier tour a eu lieu le 15 mars 2020. Aucun représentant des municipalités actionnaires (Nantes et Saint-Nazaire) n'a été élu au premier tour, et les représentants des EPCI actionnaires de la SPL (Nantes Métropole, Communautés de communes de l'Estuaire et Communauté d'agglomération du Vignoble), ne pourront être désignés qu'après le second tour, une fois élus tous les Maires des Communes qui les composent.

Services administratifs supports

La SPL a initié le projet de dématérialisation des factures fournisseurs, dont l'application doit avoir lieu cette année. Une consultation pour une solution logicielle a été lancée.

Tourisme

Le début de l'année a été marqué par la préparation de l'événement ***« RDV en France »,*** **initialement prévu pour se dérouler à Nantes les 24 et 25 mars 2020.** Il s'agit du plus grand salon du tourisme national, organisé par Atout France, qui rassemble les professionnels du tourisme, avec près de 800 exposants, ainsi que près de 1 000 acheteurs et prescripteurs attendus. La SPL a piloté l'organisation de la soirée d'accueil du 23 mars au Château, soutenue par Nantes Métropole, et obtenu le marché pour l'organisation de la soirée de gala du 24 mars aux Machines.

Promotion Culinaire

La 2ème édition des *Tables de Nantes, l'événement*, a été confirmée et sa préparation s'est poursuivie depuis le début de l'année, avec en particulier l'organisation d'une nuit des Tables de Nantes revisitée et étendue à davantage de restaurateurs.

Concernant la *Cantine du Voyage*, les équipes ont travaillé à sa réouverture tôt dans l'année, avec le renouvellement de sa signalétique et scénographie, ainsi que le projet d'œuvre au sein du *Potager de la Cantine*, avec l'artiste Lilian Bourgeat, qui propose *Bottes – Invendus (2020)*, deux bottes pieds droits dépréciés, de trois mètres de haut.

Les branches touristiques

Concernant le *Porte-Vue*, belvédère de Château-Thébaud, les travaux ayant démarré sur site et en atelier, la préparation de l'inauguration s'est intensifiée début 2020, avec une conférence de presse de « première pierre », organisée avec tous les partenaires financiers, qui s'est tenue sur place le 11 février.
A la Haye-Fouassière, le projet d'aire de jeux, *Embarquement III*, a été lancé par la Commune, accompagnée par la SPL, pour une perspective de livraison au printemps, en bords de Sèvre.

Pour la **Loire-amont**, et pour la première fois au sud, c'est avec la Commune de Saint-Sébastien-sur-Loire que la SPL a travaillé à un projet pour l'été 2020, sur le site de l'Ile Forget.
Concernant Mauves-Balnéaire, en raison de travaux sur le pont, il a été décidé que l'édition 2020 ne se tiendrait pas.

Par ailleurs, les repérages se sont poursuivis **le long de l'Erdre**, notamment sur le site de la Gandonnière à la Chapelle sur Erdre, le collectif *Fichtre* a été retenu pour faire une proposition.

Estuaire, parcours pérenne, HAB Galerie

2020 doit être l'année de livraison de la nouvelle œuvre de la Collection, prévue à Saint-Nazaire sur le site de la « pince de crabe », à l'avant-port. En début d'année, les opérations de fabrication ont démarré, conformément au calendrier, notamment avec la réalisation des moules pour les pièces en béton.

A la HAB Galerie, la SPL devait installer sa **première exposition de printemps**, en remplacement du FRAC, qui n'occupe plus les lieux (une salle dédiée, au Hangar à Bananes, est en projet) : une proposition de Martine Feipel et Jean Beichameil, *Automatic Revolution*, dont le montage a débuté avec l'année et qui devait ouvrir le 19 mars.
Ces derniers sont aussi les auteurs d'une **œuvre pérenne à venir**, produite en partenariat avec Kaufmann&Broad sur le site de *Polaris,* île de Nantes est : *Les Brutalistes*, attendue en 2020.

Le Parfum de Nantes, nouveau projet imaginé en partenariat avec la Ville de Grasse, a vu ses études et sa conception avancer début 2020, pour une prévision de sélection à l'été et de livraison en fin d'année 2020.

Machines de l'île et Nefs

Concernant le renouvellement de l'offre, **le contenu de la Galerie a de nouveau évolué lors de la réouverture de février 2020**, avec l'implantation de *la Parade Amoureuses des Oiseaux de Paradis*, mise à disposition par Nantes Métropole et créée dans le cadre du projet d'Arbre aux Hérons.

En termes de projets, les études pour la refonte de l'accueil-billetterie de la Galerie, dans un souci d'amélioration du confort thermique, ont avancé pour une perspective de livraison sur l'année. A l'occasion des 10 ans du Carrousel, des opérations de grosses réparations devront être réalisées et l'audit de l'équipement a également été lancé en début d'année dans cette perspective.

Château des ducs de Bretagne et Mémorial de l'abolition de l'esclavage

L'exposition *« Amazonie. Le chamane et la pensée de la forêt »* s'est poursuivie jusqu'au 19 janvier 2020.

La première grande exposition de l'année, initialement prévue pour une livraison au mois d'avril, est produite en interne par les équipes du château et s'intitule ***« LU, un siècle d'innovation (1846-1957) »***. Elle sera finalement proposée au public à partir du mois de juin.

COVID-19

L'événement marquant de ce début d'année est évidemment la pandémie de coronavirus, qui **a interrompu l'ensemble de l'activité de la SPL à partir de mi-mars**.

L'annulation de *RDV en France 2020*, ensuite reporté à 2021 à Nantes, avait été le premier impact concret de l'éruption du Sars-CoV-2, dès le mois de février.

Les offres au public de tous nos sites ont ensuite **fermé le dimanche 15 mars 2020** : Château (douves, cour, remparts, musée), mémorial, Machines, Office de Tourisme.

Il a été alors demandé à l'ensemble des personnels de ne pas retourner sur les sites, y compris celui de Crucy, dès le lundi 16 mars 2020, avec une étude des situations au cas par cas, dans une perspective de positionnement de l'ensemble des salariés soit en activité partielle, télétravail ou garde d'enfants. La direction a alors choisi d'assurer un maintien des rémunérations jusque fin avril.

L'exposition de la HAB Galerie et celle au château, qui devaient être inaugurées peu de temps après, n'ont alors pas abouti. La manifestation *Le Printemps des Nefs*, qui devait avoir lieu à partir de fin avril, a aussi immédiatement été annulée.

Au total, 60% du personnel a dû bénéficier du chômage partiel pour la totalité de leurs temps de travail et 30% pour une partie de leurs temps. Même si cela a évolué positivement à partir de début mai, la réouverture de l'ensemble des offres n'est que progressive et devra s'étale jusque début août, hors événementiel et manifestations, encore suspendus au-delà, selon les recommandations sanitaires nationales.

Les programmations d'expositions et événementielles ont globalement été maintenues pour être décalées dans le temps, avec des reports à l'été, à l'automne, voire en 2021.

La décision d'un maintien du *Voyage à Nantes* estival a finalement eu lieu fin avril, avec un positionnement du 8 août au 27 septembre, sur la base d'une programmation assez peu modifiée, mais avec un report des événements (*Nuit du VAN*, *Tables de Nantes l'événement*) au dernier week-end de septembre.

5. AUTRES INFORMATIONS OBLIGATOIRES

Composition du capital social

Différentes catégories de titres	Valeur nominale	Nombre de titres			
		Au début de l'exercice	Créés pendant l'exercice	Remboursés pendant l'exercice	En fin d'exercice
Actions	20 euros	50 000	-	-	50 000

Montant du capital libéré en totalité à la fin de l'exercice : **1 000 000 euros**

Répartition à la fin de l'exercice

Actionnaires	Nombres d'actions	%
Nantes Métropole	34 000	68 %
Ville de Nantes	8 500	17 %
Département de la Loire Atlantique	2 500	5 %
Région des Pays de la Loire	2 500	5 %
Ville de Saint-Nazaire	1 500	3 %
Assemblée spéciale d'actionnaires minoritaires		
- Communauté de communes Estuaire & Sillon	300	0,6%
- Communauté de communes Sud Estuaire	200	0,4%
- Communauté d'agglomération Clisson, Sèvre et Maine	500	1%
TOTAL	50 000	100 %

Situation des mandats des administrateurs

Comme précisé en partie 3.2, deux nouveaux administrateurs ont été désignés en 2019, comme représentants de la CCI et du Département. Les choix de leurs assemblées délibérantes ont été actés respectivement lors des Conseils d'Administration de la SPL le Voyage à Nantes des 5 juin et 19 novembre 2019.

Ainsi :

- **Gilles d'HERMIES** a remplacé François-Xavier de BOUARD, en tant que représentant de la CCI, suite à la décision de celle-ci du 17 mai 2019 ;

- **Bernard LEBEAU** a remplacé Françoise HAMEON, en tant que représentant du Département de Loire-Atlantique, suite à la séance de la commission permanente du conseil départemental du 14 novembre 2019.

Composition du solde des dettes fournisseurs

Conformément aux dispositions des articles L 441-6-1 et D 441-4 du Code de Commerce, le solde des dettes à l'égard des fournisseurs par date d'échéance à la clôture de l'exercice se compose comme suit (en euros) :

Exercices	Solde du compte	Solde non échu	de 1 à 45 jours	de 46 à 60 jours	de 61 à 90 jours	plus de 91 jours
2019	1 351 016	147 945	1 186 632	11 170	-9 850	15 118
2018	1 189 489	246 320	889 898	4 494	-5 188	53 965

	2019	2018
Comptes fournissseurs au passif du bilan	1 206 197	1 121 988
Avoirs fournisseurs à l'actif du bilan	-17 801	-10 728
Comptes fournisseurs immobilisations au passif du bilan	162 620	78 229
Avoirs fournisseurs immobilisations à l'actif du bilan		
TOTAL NET	**1 351 016**	**1 189 489**

Il est à noter que l'accord de branche dans le secteur de l'édition et de la diffusion d'ouvrages autorise des délais de paiements plus longs.

Contrôle des commissaires aux comptes

Nous allons maintenant détailler le rapport général sur les comptes annuels du Commissaire aux comptes et son rapport spécial sur les conventions visées aux articles L.225-38 et suivants du Code de commerce.

OPERATIONS COURANTES CONCLUES A DES CONDITIONS NORMALES AVEC DES ADMINISTRATEURS DE LA SPL LE VOYAGE A NANTES OU DES ACTIONNAIRES DETENANT 10% OU PLUS DES ACTIONS DE LA SOCIETE

CLIENTS

- NANTES METROPOLE	Articles boutique Billetterie Machines + Musée Prestations commerciales (guides-location d'espace-animation-restauration - croisière estuaire) Refacturation de travaux divers
- MAIRIE DE NANTES	Articles boutique Prestations commerciales (restauration - Pass Nantes) Partage des frais liés à la programmation « Et si on chantait ensemble »

FOURNISSEURS

- NANTES METROPOLE	Mise à disposition de personnel du Château des Ducs de Bretagne Eau & Assainissement Taxes foncières et Taxes ordures ménagères Traitement des Déchets Taxe de séjour Articles boutiques
- MAIRIE DE NANTES	Location immobilière & Taxe foncière
- VOYAGES CHANTREAU	Prestations autocariste

Résultats et autres éléments significatifs des 5 derniers exercices

LE VOYAGE A NANTES

Période du 01/01/19 au 31/12/19
Edition du 04/06/20
Devise d'édition EUR

NATURES DES INDICATIONS \ EXERCICES	31/12/2019	31/12/2018	31/12/2017	31/12/2016	31/12/2015
Capital social en fin d'exercice					
Capital social	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000
Nombre des actions :					
-ordinaires existantes	50000	50000	50000		50000
-à dividende prioritaire existantes (sans droit de vote)					
Nombre maximal d'actions futures à créer :					
-par conversion d'obligations					
-par exercice de droits de souscription					
Opérations et résultats de l'exercice					
Chiffres d'affaires hors taxes	12 989 369	12 288 645	11 771 245	11 197 958	11 634 211
Résultat avant impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	1 162 817	(184 039)	140 079	909 558	1 308 709
Impôts sur les bénéfices		(412 657)	(452 797)	(365 834)	(360 300)
Participation des salariés due au titre de l'exercice					
Résultat après impôts, participation des salariés, et dotations aux amortissements et provisions	105 018	9 356	(191 400)	(10 930)	(40 524)
Résultat distribué					
Résultat par action					
Résultat après impôts, participation des salariés, mais avant dotations aux amortissements et provisions	32	11	(6)	11	19
Résultat après impôts, participation des salariés, et dotations aux amortissements et provisions	2	0			
Dividende attribué à chaque action					
Effectif					
Effectif moyen des salariés employés durant l'exercice	294,84	297,63	283,9	275	260,46
Montant de la masse salariale de l'exercice	9 129 245	8 964 818	8 551 998	8 186 849	7 903 030
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (Sécurité sociale, oeuvres sociales...)	3 631 501	4 021 282	3 894 228	3 734 292	3 676 777

6. COMMENTAIRES SUR LES COMPTES ANNUELS 2019

Préambule

Les commentaires sur l'activité de la SPL sont issus des formats analytiques dits « de gestion », qui illustrent financièrement l'activité de la société, présentée en partie 1 du présent rapport, selon ses différentes activités.

*Les comptes sociaux consolidés, **issus de la comptabilité générale et présentés par DSP**, sont portés au vote de l'Assemblée générale et présentés dans le rapport général du Commissaire aux comptes.*

La SPL gère, dans le cadre de trois délégations de service public :

- Le **Château** des Ducs de Bretagne, ainsi que le Mémorial de l'abolition de l'esclavage et les cryptes de la Cathédrale, via un contrat prenant fin au 31/12/2021 ;
- Les **Machines** de l'Ile, ainsi que la gestion des Nefs Dubigeon, via un contrat prenant fin au 31/12/2025 ;
- La **politique touristique** de Nantes Métropole, via un contrat expirant le 31/12/2021, qui comprend les activités suivantes :
    - Nantes Tourisme, l'office de tourisme de la Métropole,
    - le Parc des Chantiers, ainsi que la HAB Galerie, la Cantine et leurs librairies, ces dernières étant regroupées quai des Antilles,
    - La collection d'œuvres pérennes que constituent les œuvres Estuaire et les installations de l'évènement estival pérennisées (contribuant au *Voyage Permanent*),
    - Le *Voyage à Nantes* estival, de nature évènementielle,
    - la programmation culinaire,
    - les branches vignoble, Loire-amont et *Traversée moderne d'un vieux pays.*

Les comptes sociaux, bilan et compte de résultat de la SPL, synthétiques et par DSP, complètent cette partie financière du rapport de gestion.

Le compte d'exploitation « de gestion » de la SPL, détaillé par activité et commenté ci-après **est présenté en annexe.**

Résultats économiques et financiers de la SPL

Le chiffre d'affaires :

En 2019, il s'est élevé au total à **12 796 K€ HT**, contre 12 170 K€ HT en 2018. Ci-après la distinction par DSP et par type de public.

Le chiffre d'affaires réalisé auprès du **grand public** (individuels), en hausse de 7%, atteint **5 623 K€ HT**. Cette hausse se répartit entre les trois DSP :

- Au Château, le chiffre d'affaires des ventes de billetteries aux individuels, à 765 K€, est en baisse de 16%, essentiellement en raison d'une moindre fréquentation des expositions (après l'année exceptionnelle de *Vikings* en 2018) ; celle-ci a entraîné avec elle la baisse du nombre de ventes de Pass. Le ticket moyen est stable à 2,34 € HT.
- Aux Machines, dépassant le précédent record de 2017 et après une année 2018 de plus faible fréquentation (-4,5%), le nombre de visiteurs a fortement progressé en 2019, atteignant 738 579 billets (+15%) pour un chiffre d'affaires de 3 928 K€.
- Pour Nantes Tourisme, le chiffre d'affaires de l'activité individuelle est **stable**, avec un taux de marge en progression : 20% en 2019, 15,6% l'année précédente.

Le chiffre d'affaires réalisé sur le segment **« affaires »** de la SPL s'élève à **1 521 K€ HT**, soit +13% :

- Le chiffre d'affaires de l'activité évènementielle du Château atteint 190 K€, en stabilité par rapport à 2018. La superposition des expositions entraîne une plus faible disponibilité des espaces au Harnachement pour les locations importantes. En revanche, les espaces réaménagés tour du Fer à Cheval répondent à une demande en produits de « journée d'étude » et fonctionnent très bien.
- Aux Machines, le chiffre d'affaires total de l'activité évènementielle atteint 687 K€, en hausse de 17% par rapport à 2018 et dégageant un taux de marge brute de 57%.
- Sur la DSP Tourisme, le CA du service commercial affaires atteint 644 K€ HT, en hausse de 14%, grâce à de nombreux congrès tenus en 2019 et après deux années un peu faibles. Le taux de marge de 23% est en hausse de 5 points.

Le chiffre d'affaires réalisé sur l'activité « **groupes agrément** » est de **973 K€,** contre 812 K€ en 2018, soit une hausse de 20%, notamment grâce aux *Floralies,* qui génèrent un fort chiffre d'affaires sur des packages tous les 5 ans, avec cependant un taux de marge plus faible sur ces dossiers.

Les librairies et boutiques du Château, des Machines, du bureau d'accueil de la rue des États et du quai des Antilles (HAB Galerie et Cantine) réalisent encore cette année de belles performances. Au total, le CA de ces activités croit de 175 K€ HT (+8,7%). Cette augmentation provient surtout du site des Machines, dont la boutique bénéficie d'une nouvelle configuration depuis 2017 et qui réalise un CA de 1 441 K€ HT (+15%).

Les **partenariats privés** (578 K€) baissent de 113 K€ par rapport à 2018 en raison de l'arrivée à leur terme d'une partie des contrats *Art & Territoire* et *Estuaire*. Le financement total ou partiel de la production d'œuvres par les partenaires se développe cependant et ne figure pas systématiquement dans les comptes de la SPL (il est détaillé dans l'annexe des comptes sociaux). Par ailleurs, le remplacement du *Nantes Food Forum* par *les Tables de Nantes, l'événement* n'a pas permis de capter autant de financements privés qu'en 2018, même si ces derniers donnaient lieu à de nombreuses contreparties ou échanges de marchandises. A noter cependant l'arrivée de ***Transavia*** **comme nouveau partenaire** sur la Nuit du VAN et le VAN estival (120 K€). Concernant le Château et les Machines, les partenariats sont stables.

La ligne « **autres produits de gestion courante** » diminue de 184 K€ en 2019. En 2018, les flux étaient « gonflés » par de nombreuses améliorations réalisées sur la Cantine et refacturées à l'exploitant. De plus, nous avions enregistré des produits assez significatifs notamment grâce à la vente de certaines œuvres (*Morse Attacks* et sculptures de Dewar & Giquel).

Les subventions :

Le montant total des **subventions** comptabilisées (et non perçues) s'élève à **17 492 K€ HT,** tous financeurs confondus (17 162 K€ en 2018) et représente 58 % des produits (84% pour la DSP Château, 17 % pour la DSP Machines et 69 % pour la DSP Tourisme). Le montant total des financements perçus de Nantes Métropole s'est élevé à **17 491 K€ HT**, dont 200 K€ HT ont été traités en investissement.

La subvention attribuée pour les missions de la **DSP Château** est de **7 750 K€** nets de taxe, en hausse de 80 K€ par rapport à 2018. 100 K€ HT sont affectés à la gestion du Mémorial.

La contribution globale annuelle versée à la SPL pour la gestion des Machines a été de **1 682 K€ HT** pour 2019, en hausse de 90 K€ par rapport à l'année précédente. Cette somme a été affectée pour 550 K€ à la gestion technique des Nefs.

La contribution totale de Nantes Métropole au titre de la gestion de la politique touristique pour 2019 s'est élevée à **8 059 K€** nets de taxe, dont 200 K€ traités en investissement (60 K€ ne figurent alors pas au compte de résultat et ont été comptabilisés au bilan, ayant servi à financer une œuvre immobilisée). Cette subvention globale et forfaitaire est répartie analytiquement entre les différentes activités couvertes par la DSP, dont *Traversée Moderne d'un Vieux Pays* et *les tables de Nantes – Evènement* depuis 2018.

Outre les financements publics perçus auprès de Nantes Métropole, la SPL a bénéficié du soutien de la DRAC pour le Château, du Département pour une œuvre pérenne à la Garenne-Lemot, de la Région et de l'ADEME sur la promotion culinaire, ainsi que du Département, de la Ville de Saint Nazaire et de la communauté de communes Sud-Estuaire pour la Collection Estuaire.

Les charges d'exploitation :

Le coût d'achat des ventes augmente de 3,6% pour un CA de la SPL en hausse globale de 4,6%, soit une amélioration globale des marges brutes.

Les **charges d'exploitation,** hors coût d'achat des ventes et masse salariale, diminuent de 5,2% (- 490 K€) par rapport à 2018. Cette variation totale se détaille en variations à la hausse ou à la baisse selon les DSP :

- Sur la DSP Château, la baisse des charges d'exploitation (-548 K€) s'explique principalement par la nature des expositions programmées : l'exposition *Rock* lancée en 2018 ne génère plus que des dépenses d'exploitation, *Amazonie* est d'un coût significativement moindre que *Vikings* en 2018, et *Expression(s) Décoloniale(s)* n'est pas enrichi tous les ans.
- Sur la DSP Machines, les charges d'exploitation sont globalement stables.
- Sur la DSP Tourisme, les charges d'exploitation augmentent de 3% (+130 K€). La programmation artistique de l'événement et de la HAB Galerie, ainsi que les œuvres pérennes varient assez sensiblement d'une année sur l'autre. Ainsi, l'exposition estivale de la HAB Galerie de Claire Tabouret a nécessité des moyens financiers réduits, comparés à celle de Céleste Bourcier-Mougenot l'année précédente. A contrario, la direction de projet a investi l'espace public nantais avec des projets de plus grande ampleur qu'en 2018 : *Human Clock* place Graslin, les statues place Royale, les Nids de Kawamata ou l'œuvre de Flora Moscovici rue des Echevins. Ces installations ont aussi nécessité des moyens en gardiennage plus importants.

La masse salariale « nette » (réduction de charges correspondant à l'ancien CICE comprises) à l'échelle de la SPL est en **hausse de 1,1%** par rapport à 2018 (soit +153 K€). Outre les augmentations générales liées aux négociations sur les rémunérations et le temps de travail (ex-NAO), limitées à la hausse du coût de la vie (+1,6% entre 2018 et 2019), cette variation comprend les évolutions d'effectifs, assez différentes d'un site à l'autre, négatives au total SPL.
Au Château, la hausse de 57 K€ correspond pour moitié à la médiation pour l'utilisation de *Paysage glissé* et à des besoins complémentaires en accueil du public.
Aux Machines, la hausse provient du service technique et de besoins plus importants de personnel « placier » au Carrousel.
Enfin, pour le personnel basé rue Crucy, l'évolution à la baisse correspond principalement à des délais de remplacement de personnels ayant quitté l'entreprise, ainsi qu'à de moindres recrutements saisonniers.

Sur le poste **frais généraux**, le fait notable concerne la prise en compte du chiffrage issu des études techniques réalisées fin 2019 pour les travaux nécessaires sur le bâtiment de Crucy (toiture, centrale de traitement d'air). L'impact résultant en charges au compte de résultat est de 240 K€ (en provision, la seule qui n'est pas affectée directement à une activité mais répartie en « frais de siège » sur les 3 DSP confiées au Voyage à Nantes).

S'agissant des **dotations aux amortissements**, la variation à la hausse de ce poste s'explique essentiellement par :

- l'amortissement des compléments de scénographie de la galerie des Machines (*le Paresseux*, le *Colibri porte-épée* et les compléments de la maquette-prototype de l'Arbre aux Hérons et sa végétalisation), ainsi que celui de l'application numérique d'aide à la visite en Galerie ;
- l'amortissement en année pleine des investissements livrés avant l'été 2018 à la Cantine, à savoir de nouvelles cuisines et l'aire de jeu *La Colline*.

En 2018, afin de limiter **l'impact des provisions** sur le résultat de l'exercice, les opérations planifiées sur les prochaines années avaient fait l'objet de réductions ou de reports.
L'exercice 2019 a alors donné lieu à une « remise à plat », par les équipes techniques, des projets et des travaux ou renouvellements nécessaires, afin de les adapter à la qualité attendue des équipements confiés dans le cadre des DSP. En plus des plans à 6 ans de gros entretien et renouvellement des biens mis à disposition au Château et aux Machines, ainsi que pour les deux collections d'œuvres contemporaines dans l'espace public, un nouveau plan a été constitué pour *la Cantine du Voyage*. Les dépenses informatiques sont également provisionnées.

Au total, au titre de l'exercice 2019, les 3 DSP affichent des résultats excédentaires : de 17 K€ HT au Château, de 41 K€ HT aux Machines, et 47 K€ HT sur la DSP Tourisme.

Le résultat global 2019 de la SPL est donc de +105 K€ HT.

Affectation du résultat :

Nous proposons d'affecter l'intégralité du bénéfice de l'exercice, s'élevant à 105 018 €, au compte **report à nouveau**. En raison des affectations de résultat effectuées en 2018 et proposées en 2019, la situation nette de la société s'élève à **1 108 007 €** au 31 décembre 2019 (contre 1 002 989 € au 31 décembre 2018).

Présentation des comptes annuels :

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2019, que nous soumettons à votre approbation, ont été établis conformément aux règles de présentation et aux méthodes d'évaluation prévues par la règlementation en vigueur. Celles retenues pour cet exercice sont identiques à celles de l'exercice précédent.

Le bilan et le compte de résultat de l'exercice figurent ci-après.

COMPTES SOCIAUX 2019

***

Bilan Actif

Période du 01/01/19 au 31/12/19
Edition du 21/04/20
Devise d'édition EUR

LE VOYAGE A NANTES

RUBRIQUES	BRUT	Amortissements	Net (N) 31/12/2019	Net (N-1) 31/12/2018
CAPITAL SOUSCRIT NON APPELÉ				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concession, brevets et droits similaires	546 689	464 585	82 104	50 596
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	107 935	50 594	57 341	43 041
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
TOTAL immobilisations incorporelles :	**654 624**	**515 179**	**139 445**	**93 636**
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriel	678 121	439 079	239 042	298 119
Autres immobilisations corporelles	36 003 229	25 068 474	10 934 754	12 227 872
Immobilisations en cours	173 755		173 755	88 094
Avances et acomptes				
TOTAL immobilisations corporelles :	**36 855 105**	**25 507 553**	**11 347 552**	**12 614 086**
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES				
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres participations	182		182	182
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés	8		8	8
Prêts				
Autres immobilisations financières	161 868		161 868	158 719
TOTAL immobilisations financières :	**162 058**		**162 058**	**158 909**
ACTIF IMMOBILISÉ	**37 671 787**	**26 022 733**	**11 649 054**	**12 866 631**
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières et approvisionnement	97 653		97 653	94 451
Stocks d'en-cours de production de biens				
Stocks d'en-cours production de services				
Stocks produits intermédiaires et finis	294 482		294 482	274 182
Stocks de marchandises	626 564	185 334	441 231	408 424
TOTAL stocks et en-cours :	**1 018 700**	**185 334**	**833 367**	**777 057**
CRÉANCES				
Avances, acomptes versés sur commandes	34 348		34 348	33 423
Créances clients et comptes rattachés	779 511	30 826	748 685	863 187
Autres créances	2 080 826		2 080 826	2 503 608
Capital souscrit et appelé, non versé				
TOTAL créances :	**2 894 685**	**30 826**	**2 863 859**	**3 400 218**
DISPONIBILITÉS ET DIVERS				
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	5 101 333		5 101 333	3 375 137
Charges constatées d'avance	361 323		361 323	365 533
TOTAL disponibilités et divers :	**5 462 656**		**5 462 656**	**3 740 670**
ACTIF CIRCULANT	**9 376 041**	**216 160**	**9 159 882**	**7 917 945**
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes remboursement des obligations				
Écarts de conversion actif				
TOTAL GÉNÉRAL	**47 047 828**	**26 238 892**	**20 808 936**	**20 784 576**

Sage

Bilan Passif

LE VOYAGE A NANTES

Période du 01/01/19 au 31/12/19
Edition du 21/04/20
Devise d'édition EUR

RUBRIQUES			Net (N) 31/12/2019	Net (N-1) 31/12/2018
SITUATION NETTE				
Capital social ou individuel	dont versé	1 000 000	1 000 000	1 000 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...				
Écarts de réévaluation	dont écart d'équivalence			
Réserve légale			100 000	100 000
Réserves statutaires ou contractuelles				
Réserves réglementées				
Autres réserves				
Report à nouveau			(97 011)	(106 367)
Résultat de l'exercice			105 018	9 356
		TOTAL situation nette :	**1 108 007**	**1 002 989**
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT			7 022 906	8 306 976
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES				
		CAPITAUX PROPRES	**8 130 913**	**9 309 965**
Produits des émissions de titres participatifs				
Avances conditionnées			1 997 869	1 839 473
		AUTRES FONDS PROPRES	**1 997 869**	**1 839 473**
Provisions pour risques			20 165	19 702
Provisions pour charges			3 449 576	2 827 746
		PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	**3 469 740**	**2 847 448**
DETTES FINANCIÈRES				
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			200 399	300 334
Emprunts et dettes financières divers			4 389	4 389
		TOTAL dettes financières :	**204 787**	**304 723**
AVANCES ET ACOMPTES RECUS SUR COMMANDES EN COURS			156 259	107 243
DETTES DIVERSES				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés			2 924 535	2 818 945
Dettes fiscales et sociales			1 276 471	1 400 947
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			194 859	180 991
Autres dettes			1 860 528	1 695 379
		TOTAL dettes diverses :	**6 256 392**	**6 096 261**
PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE			592 976	279 463
		DETTES	**7 210 414**	**6 787 690**
Ecarts de conversion passif				
		TOTAL GÉNÉRAL	**20 808 936**	**20 784 576**

Sage

Compte de Résultat (Première Partie)

LE VOYAGE A NANTES

Période du 01/01/19 au 31/12/19
Edition du 21/04/20
Devise d'édition EUR

RUBRIQUES	France	Export	Net (N) 31/12/2019	Net (N-1) 31/12/2018
Ventes de marchandises	3 015 129		3 015 129	2 756 631
Production vendue de biens	368 407		368 407	356 138
Production vendue de services	9 605 833		9 605 833	9 175 876
Chiffres d'affaires nets	**12 989 369**		**12 989 369**	**12 288 645**
Production stockée			20 301	5 126
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation			17 547 072	17 172 974
Reprises sur amortissements et provisions, transfert de charges			957 163	1 162 724
Autres produits			1 452 299	1 480 368
PRODUITS D'EXPLOITATION			**32 966 203**	**32 109 836**
CHARGES EXTERNES				
Achats de marchandises [et droits de douane]			2 931 774	2 516 016
Variation de stock de marchandises			(26 277)	1 769
Achats de matières premières et autres approvisionnements			201 966	14 077
Variation de stock [matières premières et approvisionnements]			(3 202)	11 388
Autres achats et charges externes			12 020 169	12 962 421
TOTAL charges externes :			**15 124 430**	**15 505 670**
IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILÉS			825 686	887 205
CHARGES DE PERSONNEL				
Salaires et traitements			9 129 245	8 964 818
Charges sociales			3 631 501	4 021 282
TOTAL charges de personnel :			**12 760 746**	**12 986 100**
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Dotations aux amortissements sur immobilisations			274 958	272 593
Dotations aux provisions sur immobilisations				
Dotations aux provisions sur actif circulant			42 213	11 094
Dotations aux provisions pour risques et charges			1 503 999	627 051
TOTAL dotations d'exploitation :			**1 821 171**	**910 738**
AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION			2 395 719	2 304 581
CHARGES D'EXPLOITATION			**32 927 751**	**32 594 295**
RÉSULTAT D'EXPLOITATION			**38 452**	**(484 459)**

Sage

Compte de Résultat (Seconde Partie)

LE VOYAGE A NANTES

Période du 01/01/19 au 31/12/19
Edition du 21/04/20
Devise d'édition EUR

RUBRIQUES	Net (N) 31/12/2019	Net (N-1) 31/12/2018
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	**38 452**	**(484 459)**
Bénéfice attribué ou perte transférée		
Perte supportée ou bénéfice transféré		
PRODUITS FINANCIERS		
Produits financiers de participation		
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	353	1 130
Reprises sur provisions et transferts de charges		
Différences positives de change	188	164
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	541	**1 295**
CHARGES FINANCIÈRES		
Dotations financières aux amortissements et provisions		
Intérêts et charges assimilées	1 125	2 022
Différences négatives de change	972	208
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	2 097	**2 230**
RÉSULTAT FINANCIER	**(1 557)**	**(935)**
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPOTS	**36 896**	**(485 394)**
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	85 184	103 071
Produits exceptionnels sur opérations en capital	5 083	1 286
Reprises sur provisions et transferts de charges		
	90 267	**104 356**
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	21 918	20 573
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	227	1 691
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions		
	22 144	**22 263**
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	**68 123**	**82 093**
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices		(412 657)
TOTAL DES PRODUITS	**33 057 011**	**32 215 487**
TOTAL DES CHARGES	**32 951 993**	**32 206 132**
BÉNÉFICE OU PERTE	**105 018**	**9 356**

Sage

Nantes Métropole

www.nantesmetropole.fr

EXTRAIT

SPL SOCIETE D'AMENAGEMENT DE LA METROPOLE OUEST ATLANTIQUE



RAPPORT DES ADMINISTRATEURS

DE NANTES METROPOLE AU SEIN DE LA SPL

2019

SPL SOCIETE D'AMENAGEMENT DE LA METROPOLE OUEST ATLANTIQUE

Rapport au Conseil métropolitain de Nantes Métropole actionnaire, des représentants de Nantes Métropole désignés comme administrateurs au sein de la SPL, en application de l'article L.1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales

EXERCICE 2019

FICHE SIGNALETIQUE

ETAT CIVIL

Société Publique Locale - SA Société d'Aménagement de la Métropole Ouest Atlantique (SAMOA)

Siège social et adresse administrative :	2 ter Quai François Mitterand BP 36311 44263 Nantes cedex 2
	Tél : 02 51 89 72 50 / Fax : 02 51 89 72 51
N° RCS :	450 452 115
Date de création :	2 octobre 2003
Objet social :	Réaliser dans le cadre du développement de la Métropole Nantes Saint Nazaire à titre principal sur le territoire de l'Ile de Nantes, toutes opérations, actions et programmes d'aménagement de renouvellement urbain et de construction
Présidente :	Johanna Rolland
Directeur Général :	Jean-Luc Charles
Commissaire aux comptes :	KPMG Audit Ouest
Nombre de salariés à fin 2019 :	42

ACTIONNARIAT

Capital social de 1 000 000 €

Actionnaires	Nombre d'actions détenues	Capital	% du capital
Nantes Métropole	57 000	570 000 €	57,00 %
Ville de Nantes	18 000	180 000 €	18,00 %
C.A.R.E.N.E.	5 000	50 000 €	5,00 %
Conseil Départemental de Loire Atlantique	5 000	50 000 €	5,00 %
Ville de Rezé	5 000	50 000 €	5,00 %
Syndicat mixte du SCOT Nantes Saint-Nazaire	5 000	50 000 €	5,00 %
Région des Pays de la Loire	5 000	50 000 €	5,00 %
TOTAL	**100 000**	**1 000 000 €**	**100 %**
Nombre total d'administrateurs :	18		
- dont représentants Ville de Nantes	3 (Pascal Bolo, Marie-Annick Benatre, Mounir Belhamiti)		
- dont représentants de Nantes Métropole	10 (Johanna Rolland, Pascale Chiron, Alain Robert, Franckie Trichet, Bertrand Affile, Pascal Pras, Gérard Allard, Cécile Bir, Laurence Garnier, Julien Bainvel)		
Nombre total de censeurs :	2		
- dont censeur Ville de Nantes	1 (Guillaume Richard)		
- dont censeur Nantes Métropole	1 (Stéphanie Houël)		

JURIDIQUE

Contrats conclus avec Nantes Métropole :	- Traité de concession d'aménagement signé en décembre 2015. - Mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée pour la construction de l'atelier galerie des machines et pour le suivi de la construction des machines. - Mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée pour la construction d'une plate-forme de Valorisation Economique et Creative dans les Halles 1 & 2 - Mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée pour la préparation du terrain d'assiette du futur CHU - Marché de délégation de service public pour la Création, l'Animation et le développement du Cluster du Quartier de la Création – Ile de Nantes
Contrat conclu avec la Ville de Nantes :	- Mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée pour la construction de la Fabrique.

FINANCIER

Financements apportés par Nantes Métropole en 2019	11 139K€
Financements apportés par la Ville de Nantes en 2019	0K€
Résultat de l'exercice clos le 31/12/2019 :	-153K€
Garanties d'emprunt Nantes Métropole	21 480K€ (encours au 31/12/2019)
Garanties d'emprunt Ville de Nantes	0K€ (encours au 31/12/2019)

SAMOA

Comptes annuels au 31 décembre 2019

Bilan simplifié

ACTIF	€uro	PASSIF	€uro
Immobilisations incorporelles	13 795	Capital social	1 000 000
Immobilisations corporelles	128 847	Réserves	74 861
Immobilisations financières	91 154	Report à nouveau	1 158 478
		Résultat de l'exercice	-153 019
Total Actif immobilisé (I)	**233 796**	Subventions d'investissement	7 547
		Provisions réglementées	
Stocks et en-cours	27 424 299	**Capitaux propres (I)**	**2 087 868**
Créances d'exploitation	514 689		
Autres créances	1 849 856	**Autres fonds propres (II)**	**0**
Total Actif Circulant (II)	**29 788 844**	**Provisions pour risques et charges (III)**	**178 284**
Valeurs mobilières de placement	0	Emprunts et dettes	27 061 782
Disponibilités	4 457 478	Fournisseurs et comptes rattachés	4 411 187
		Dettes fiscales et sociales	541 687
Total Trésorerie (III)	**4 457 478**	Autres dettes	174 192
		Total Dettes (IV)	**32 188 848**
Comptes de régularisation (IV)	**78 732**	**Comptes de régularisation (V)**	**103 850**
TOTAL GENERAL (I + II + III+IV)	**34 558 850**	**TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)**	**34 558 850**

Compte de Résultat

POSTES	€uro
Total des produits d'exploitation	19 979 977
Total des charges d'exploitation	20 177 263
dont charges de personnel	2 741 510
RESULTAT D'EXPLOITATION	**-197 286**
Total des produits financiers	4 203
Total des charges financières	
RESULTAT FINANCIER	**4 203**
Total des produits exceptionnels	40 064
Total des charges exceptionnelles	
RESULTAT EXCEPTIONNEL	**40 064**
Participation des salariés aux résultats	0
Impôts sur les bénéfices	0
BENEFICE OU PERTE	**-153 019**

Important : Les chiffres ci-dessus sont communiqués sous réserve d'être approuvés lors de l'Assemblée Générale de la SPL

SYNTHESE DES POSITIONS PRISES PAR LES ADMINISTRATEURS AU COURS DE L'ANNEE 2019

Administrateurs Nantes Métropole :

- J. ROLLAND, Présidente
- P. CHIRON
- A. ROBERT
- F. TRICHET
- B. AFFILE
- P. PRAS
- G. ALLARD
- C. BIR
- L. GARNIER
- J. BAINVEL

Administrateurs Ville de Nantes :

- P. BOLO
- M-A. BENATRE
- M. BELHAMITI

Censeur Nantes Métropole :

- S. HOUËL

Censeur Ville de Nantes :

- G. RICHARD

Décisions marquantes prises en Conseils d'Administration tenus en 2019

- ***Conseil d'administration du 28 mai 2019 :***
  - Approbation du Procès-verbal du Conseil d'Administration du 11 décembre 2018
  - Approbation de la modification de la composition de la CAO
  - Information concernant les décisions de la commission d'appel d'offres sur l'attribution des marchés
  - Arrêté des comptes clôturés de l'exercice 2018 et approbation du projet de rapport de gestion du Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale ordinaire pour l'exercice 2018
  - Fixation de la date de l'Assemblée Générale 2019 sur les comptes 2018 et de l'ordre du jour
  - Approbation du plan à moyen terme 2018-2020 actualisé de la SAMOA
  - Approbation de l'avenant N° 1 du mandat de maitrise d'ouvrage pour la construction d'une plateforme de valorisation économique dans les Halles 1 & 2
  - Information portant sur le projet de convention avec la Région des Pays de la Loire pour l'année 2019
  - Information portant sur la convention RFI/OIC passée avec l'Université de Nantes
  - Approbation du guide actualisé des procédures de passation des contrats de travaux, fournitures et services
  - Information sur le rapport RSE 2018 et présentation du manifeste durable
  - Actualité du projet

- ***Conseil d'administration du 12 décembre 2019 :***
  - Approbation du procès-verbal du Conseil d'Administration du 28 mai 2019
  - Information concernant les décisions de la Commission d'Appel d'Offres sur l'attribution des marchés
  - Approbation du compte d'exploitation prévisionnel révisé 2019 de la SAMOA
  - Approbation du compte d'exploitation prévisionnel 2019 de la SAMOA
  - Information portant sur la délégation de service public 2020-2024 pour le développement, l'animation et la promotion des industries culturelles et créatives sur le territoire métropolitain, l'exploitation, la gestion et l'animation des Halles 1&2 sur le quartier de la création confiée par Nantes Métropole à la Samoa

- Information portant sur la convention avec la Région Pays de la Loire relative au plan d'actions 2019 du Pôle Economique
- Information portant sur la demande de financement par l'agence Française de Développement d'un programme de coopération décentralisée entre Nantes et Recife
- Information portant sur la subvention accordée par le ministère de la Culture dans le cadre de l'appel à projets « soutien aux actions professionnelles mises en œuvre par les dispositifs d'accompagnement en direction de l'entrepreneuriat culturel »
- Information portant sur le projet de mise en place d'une plateforme de gestion des terres sur l'île de Nantes
- Information portant sur les avenants n°3 et n°4 du Traité de Concession d'Aménagement île de Nantes.
- Approbation d'une mise à jour du guide des procédures d'achats de la Samoa
- Actualité du projet : Urbanisme temporaire et actualité sur les expérimentations.

Taux de participation des administrateurs mandataires de Nantes Métropole en 2019 : 50%

Taux de participation des administrateurs mandataires de la Ville de Nantes en 2019 : 83%

Jetons de présence des administrateurs mandataires de Nantes Métropole pour 2019 : néant

Jetons de présence des administrateurs mandataires de la Ville de Nantes pour 2019 : néant

SYNTHESE DES CONTROLES EFFECTUES SUR LA SPL SAMOA AU COURS DE L'EXERCICE 2019

Contrôles sur exercice 2019 : **Controle CRC**
Controle fiscal (TVA)

RAPPORT ADMINISTRATEURS **SPL SOCIETE D'AMENAGEMENT DE LA METROPOLE OUEST ATLANTIQUE** 2019

ANNEXES

Important : L'ensemble des documents joints en annexe du présent rapport sont fournis sous réserve d'être approuvés par l'Assemblée Générale de la SPL

Comptes annuels 2019

Rapport de gestion du Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale - exercice 2019

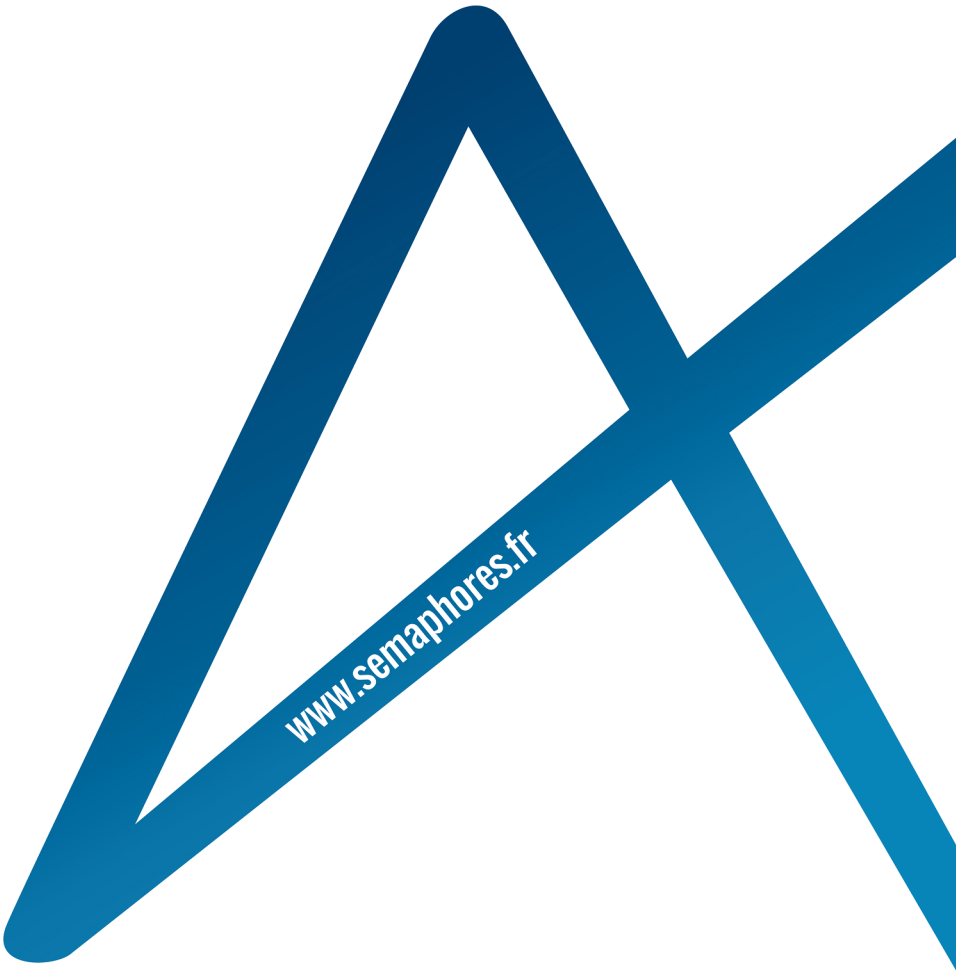
SEMAPHORES
Groupe ALPHA

ETATS FINANCIERS 2019

Période du 01/01/2019 au 31/12/2019

SAMOA

2 Ter quai FRANCOIS MITTERRAND
44200 NANTES



Sommaire

1. Etats de synthèse des comptes **1**

Rapport de présentation des comptes 2

Bilan actif 4

Bilan passif 5

Compte de résultat 6

Compte de résultat (suite) 7

2. Détail des comptes **9**

Bilan détaillé 10

Compte de résultat détaillé 16

Etats de synthèse des comptes



Rapport de présentation des comptes

COMPTE-RENDU DES TRAVAUX DU PROFESSIONNEL DE L'EXPERTISE COMPTABLE

Dans le cadre de la mission de présentation des comptes annuels de la société SA SAMOA relatifs à l'exercice du 01/01/2019 au 31/12/2019 et conformément aux termes de notre lettre de mission en date du 29/09/2018, nous avons effectué les diligences prévues par les normes de présentation définies par l'Ordre des Experts-Comptables.

Ces comptes annuels sont joints au présent compte-rendu ; ils se caractérisent par les données suivantes :

	Montants en euros
Total bilan	34 558 851
Chiffre d'affaires	15 801 676
Résultat net comptable (Perte)	**-153 019**

Ces comptes étant soumis au contrôle légal d'un commissaire aux comptes, ils ne donnent pas lieu à l'émission d'une attestation dans les termes prévus par nos normes professionnelles.

Le lecteur pourra se référer, pour obtenir une opinion sur ces comptes, au rapport émis par le commissaire aux comptes.

Fait à REZE
Le 01/01/1900

Pour SEMAPHORES Expertise
Arnaud LARGIER

Bilan actif

	Brut	Amortissement Dépréciations	Net 31/12/2019	Net 31/12/2018
Capital souscrit non appelé				
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Concessions, brvts, licences, logiciels, drts & val.similaires	132 695	118 900	13 795	14 367
Fonds commercial (1)				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Autres immobilisations corporelles	832 813	703 967	128 847	165 294
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations financières (2)				
Participations (mise en équivalence)				
Autres participations				
Créances rattachées aux participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts	37 834		37 834	29 586
Autres immobilisations financières	53 320		53 320	51 908
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	**1 056 663**	**822 867**	**233 796**	**261 155**
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Matières premières et autres approvisionnements				
En-cours de production (biens et services)	27 377 105	10 084	27 367 020	26 028 349
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes	**57 279**		**57 279**	**49 454**
Créances (3)				
Clients et comptes rattachés	625 577	110 888	514 689	2 210 804
Autres créances	1 849 856		1 849 856	1 351 755
Capital souscrit et appelé, non versé				
Divers				
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	4 457 478		4 457 478	11 322 304
Charges constatées d'avance (3)	78 732		78 732	68 145
TOTAL ACTIF CIRCULANT	**34 446 027**	**120 972**	**34 325 055**	**41 030 810**
Frais d'émission d'emprunt à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecarts de conversion actif				
TOTAL GENERAL	**35 502 690**	**943 839**	**34 558 851**	**41 291 965**
(1) Dont droit au bail				
(2) Dont à moins d'un an (brut)				
(3) Dont à plus d'un an (brut)				*162 599*

Bilan passif

	31/12/2019	31/12/2018
CAPITAUX PROPRES		
Capital	1 000 000	1 000 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...		
Ecart de réévaluation		
Réserve légale	74 861	73 923
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves		
Report à nouveau	1 158 478	1 140 652
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	**-153 019**	**18 765**
Subventions d'investissement	7 547	47 581
Provisions réglementées		
TOTAL CAPITAUX PROPRES	**2 087 868**	**2 280 920**
AUTRES FONDS PROPRES		
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques	136 941	98 070
Provisions pour charges	41 343	
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	**178 284**	**98 070**
DETTES (1)		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)	26 849 395	30 808 119
Emprunts et dettes financières diverses (3)	212 387	133 635
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	41 559	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	4 369 628	3 775 166
Dettes fiscales et sociales	541 687	777 086
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	174 192	3 264 436
Produits constatés d'avance (1)	103 850	154 533
TOTAL DETTES	**32 292 699**	**38 912 975**
Ecarts de conversion passif		
TOTAL GENERAL	**34 558 851**	**41 291 965**
(1) Dont à plus d'un an (a)	23 507 520	26 399 395
(1) Dont à moins d'un an (a)	8 743 619	12 513 580
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque		
(3) Dont emprunts participatifs		
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours		

Compte de résultat

	France	Exportations	31/12/2019	31/12/2018
Produits d'exploitation (1)				
Ventes de marchandises				
Production vendue (biens)	13 900 717		13 900 717	17 024 905
Production vendue (services)	1 900 960		1 900 960	1 879 058
Chiffre d'affaires net	**15 801 676**		**15 801 676**	**18 903 963**
Production stockée			1 338 712	-4 456 499
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation			328 899	583 262
Reprises sur provisions (et amortissements), transferts de charges			2 391 073	2 392 766
Autres produits			119 617	474
Total produits d'exploitation (I)			**19 979 977**	**17 423 967**
Charges d'exploitation (2)				
Achats de marchandises				1 147
Variations de stock				
Achats de matières premières et autres approvisionnements				
Variations de stock				
Autres achats et charges externes (a)			17 164 320	14 365 656
Impôts, taxes et versements assimilés			146 980	254 978
Salaires et traitements			1 866 615	1 819 507
Charges sociales			874 895	872 783
Dotations aux amortissements et dépréciations :				
- Sur immobilisations : dotations aux amortissements			41 974	43 013
- Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
- Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			2 128	954
- Pour risques et charges : dotations aux provisions			80 214	32 690
Autres charges			137	35 263
Total charges d'exploitation (II)			**20 177 263**	**17 425 991**
RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)			**-197 286**	**-2 025**
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun				
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)				
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)				
Produits financiers				
De participation (3)				
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3)				
Autres intérêts et produits assimilés (3)				
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement			4 203	3 686
Total produits financiers (V)			**4 203**	**3 686**
Charges financières				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées (4)				
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total charges financières (VI)				
RESULTAT FINANCIER (V-VI)			**4 203**	**3 686**
RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV+V-VI)			**-193 083**	**1 661**

Compte de résultat (suite)

	31/12/2019	31/12/2018
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital	40 064	16 762
Reprises sur provisions et dépréciation et transferts de charges		341
Total produits exceptionnels (VII)	**40 064**	**17 103**
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Total charges exceptionnelles (VIII)		
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)	**40 064**	**17 103**
Participation des salariés aux résultats (IX)		
Impôts sur les bénéfices (X)		
Total des produits (I+III+V+VII)	**20 024 244**	**17 444 756**
Total des charges (II+IV+VI+VIII+IX+X)	**20 177 263**	**17 425 991**
BENEFICE OU PERTE	**-153 019**	**18 765**
(a) Y compris :		
- Redevances de crédit-bail mobilier		
- Redevances de crédit-bail immobilier		
(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs		
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs		
(3) Dont produits concernant les entités liées		
(4) Dont intérêts concernant les entités liées		

Détail des comptes



Bilan détaillé

ACTIF

	Brut	Amortissement Dépréciations	Net 31/12/2019	Net 31/12/2018
Capital souscrit non appelé				
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Concessions, brvts, licences, logiciels, drts & val.similaires				
205000 - LOGICIELS - LICENCES	118 900,44		118 900,44	118 900,44
205100 - OEUVRES D'ART	13 000,00		13 000,00	13 000,00
205200 - MARQUE	795,00		795,00	795,00
280500 - AMORTISSEMENT DES LOGICIELS		118 900,04	-118 900,04	-118 328,50
	132 695,44	118 900,04	13 795,40	14 366,94
Fonds commercial (1)				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Autres immobilisations corporelles				
218100 - INSTALLATIONS GENERALESE AGENCEMENT	605 720,68		605 720,68	605 720,68
218200 - MATERIEL DE TRANSPORT	1 392,00		1 392,00	1 392,00
218300 - MATERIEL DE BUREAU & INFORMATIQUE	101 550,54		101 550,54	98 550,54
218310 - MATERIEL VIDEO	8 403,07		8 403,07	8 403,07
218400 - MOBILIER DE BUREAU	110 816,99		110 816,99	108 861,79
218800 - AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	4 930,00		4 930,00	4 930,00
281810 - AMORTISSEMENT INSTALLATIONS GENERAL		500 245,91	-500 245,91	-464 381,27
281820 - AMORTIS. MATERIEL DE TRANSPORT		619,63	-619,63	-271,63
281830 - AMORTISSEMENT MATERIEL BUREAU & INF		104 676,12	-104 676,12	-102 139,48
281840 - AMORTISSEMENT MOBILIER DE BUREAU		93 494,98	-93 494,98	-90 841,64
281880 - AMORTISSEMENT DES AUTRES IMMOS CORP		4 930,00	-4 930,00	-4 930,00
	832 813,28	703 966,64	128 846,64	165 294,06
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations financières (2)				
Participations (mise en équivalence)				
Autres participations				
Créances rattachées aux participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
274800 - PRETS AUTRES	37 833,75		37 833,75	29 586,37
	37 833,75		37 833,75	29 586,37
Autres immobilisations financières				
275000 - DEPOTS & CAUTIONNEMENTS VERSES	53 320,27		53 320,27	51 907,54
	53 320,27		53 320,27	51 907,54
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	**1 056 662,74**	**822 866,68**	**233 796,06**	**261 154,91**
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Matières premières et autres approvisionnements				
En-cours de production (biens et services)				
335000 - TVA PERDUE SUR PRORATA	10 084,35		10 084,35	10 084,35
381000 - ETUDES	10 873 764,56		10 873 764,56	9 725 187,85

Bilan détaillé

	Brut	Amortissement Dépréciations	Net 31/12/2019	Net 31/12/2018
382000 - TERRAIN - FRAIS ACQUISITION	1 654 958,24		1 654 958,24	1 475 745,75
382500 - TERRAIN - COUT DU TERRAIN	57 328 758,74		57 328 758,74	54 662 921,74
383000 - TRAVAUX MISE EN ETAT DES SOLS	7 505 572,18		7 505 572,18	6 863 146,33
383200 - HONORAIRES MISE EN ETAT DES SOLS	793 259,92		793 259,92	750 616,92
384000 - TRAVAUX D'AMENAGEMENT	48 175 891,97		48 175 891,97	42 681 438,95
384200 - HONORAIRES SUR TRAVAUX D'AMENAGEMEN	28 051 134,17		28 051 134,17	25 943 544,93
384500 - TRAVAUX BATIMENT	3 272 269,75		3 272 269,75	3 261 544,75
384700 - HONORAIRES TRAVAUX BATIMENT	429 671,11		429 671,11	424 841,11
385000 - TVA PERDUE SUR PRORATA	1 665 573,02		1 665 573,02	1 646 057,02
386000 - FRAIS FINANCIERS COURT TERME	8 363,18		8 363,18	8 363,18
386500 - AUTRES FRAIS FINANCIERS	9 668 163,75		9 668 163,75	9 368 573,63
386501 - INTERETS PRET 15ME CE 8101911	1 267 028,24		1 267 028,24	1 059 712,62
386502 - INTERETS PRET 4ME CE 8134489	27 741,94		27 741,94	27 741,94
386503 - INTERETS PRET 5ME CE-8145594	141 931,13		141 931,13	141 931,13
387000 - REMUNERATION DE L'OPERATEUR	27 708 219,71		27 708 219,71	25 578 219,71
387500 - FRAIS DIVERS	12 337 200,05		12 337 200,05	11 800 681,56
387510 - ECART DE REGLEMENT	23,91		23,91	22,63
388100 - Amortissements des immo. incorporel	-37,54		-37,54	-37,54
388210 - COUT DE REVIENT HT DES OUVRAGES	-26 630 772,24		-26 630 772,24	-26 630 772,24
388400 - PROVISIONS POUR DEPRECIATION DES CR	105 396,94		105 396,94	105 318,68
389100 - COUT DE REVIENT ESTIME DES CESSIONS	-183 647 864,62		-183 647 864,62	-169 497 224,04
389210 - PARTICIPATION HT REMISE D OUVRAGE	26 630 772,24		26 630 772,24	26 630 772,24
395000 - PROV. POUR DEPRECIATION DES STOCKS		10 084,35	-10 084,35	-10 084,35
	27 377 104,70	10 084,35	27 367 020,35	26 028 348,85
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
409100 - FOURNISSEURS - AVANCES & ACOMPTES V	57 279,45		57 279,45	49 454,15
	57 279,45		**57 279,45**	**49 454,15**
Créances (3)				
Clients et comptes rattachés				
411100 - CLIENTS	3 141,56		3 141,56	158 167,99
411102 - CLIENTS - TVA A 5.5%				50,00
411103 - CLIENTS - TVA A 7%				105,02
411104 - CLIENTS - TVA A 20%	325 217,28		325 217,28	1 950 925,50
411109 - CLIENTS - EXONERATION DE TVA	94 698,91		94 698,91	
411204 - LOCATAIRES - TVA A 20%	43 340,07		43 340,07	44 508,66
411209 - LOCATAIRES - LOCAT°-ACCESS° EXO TVA				3 893,90
416100 - LOCATAIRES DOUTEUX OU LITIGIEUX	159 179,43		159 179,43	162 599,24
491000 - PROVISION POUR DEPRECIATION DES COM		110 888,11	-110 888,11	-109 446,80
	625 577,25	110 888,11	514 689,14	2 210 803,51
Autres créances				
409800 - FOURNISSEURS - RABAISE REM.E RIST.				277,00
421000 - PERSONNEL - REMUNERATIONS DUES	231,88		231,88	
425000 - PERSONNEL - AVANCES ET ACOMPTES				250,00
437080 - Compte à créer	0,01		0,01	
437800 - AUTRES ORGANISMES SOCIAUX	6 241,80		6 241,80	6 957,29
437801 - CESU	3 220,00		3 220,00	
437802 - CHEQUES VACANCES	66,92		66,92	11,00
438700 - ORGANISMES SOCIAUX - PRODUITS A REC	714,32		714,32	1 319,55
445660 - TVA DEDUCTIBLE REGLEE	7 040,27		7 040,27	6 066,79
445670 - ETAT - CREDIT DE TVA A REPORTER	328 014,00		328 014,00	81 365,00
445714 - TVA COLLECTEE 20%				7 951,66

Bilan détaillé

	Brut	Amortissement Dépréciations	Net 31/12/2019	Net 31/12/2018
445830 - ETAT - TVA DEMANDE DE REMBOURSEMENT				504,00
445850 - TVA NON ENCORE DEDUCTIBLE	517 122,10		517 122,10	476 123,76
445860 - ETAT - TVA SUR FACTURES NON PARVENU	4 295,49		4 295,49	7 362,68
448700 - ETAT - PRODUITS A RECEVOIR	518 700,60		518 700,60	718 793,01
467650 - CONCEDANT - PARTICIPATIONS DUES				900,00
467668 - MANDATS ACTIFS	459 937,33		459 937,33	43 873,03
468710 - PRODUITS A RECEVOIR - DIVERS	4 271,02		4 271,02	
	1 849 855,74		1 849 855,74	1 351 754,77
Capital souscrit et appelé, non versé				
Divers				
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités				
512101 - CAISSE D'EPARGNE 2382415	2 239 216,93		2 239 216,93	4 872 626,93
512102 - Banque PU - CB	1 631,15		1 631,15	651,16
512201 - BANQUE CPA CAISSE	976 871,93		976 871,93	4 821 085,56
512501 - QDC	1 235 420,67		1 235 420,67	1 622 096,42
512502 - Banque CF - CB	430,72		430,72	322,04
512601 - CREDIT MUTUEL	1 609,65		1 609,65	2 255,00
512701 - CREDIT COOPERATIF	2 113,44		2 113,44	2 828,48
512801 - LA BANQUE POSTALE	69,54		69,54	324,79
531100 - CAISSE EN FRF/EN EUR	113,50		113,50	113,50
	4 457 477,53		4 457 477,53	11 322 303,88
Charges constatées d'avance (3)				
482700 - NEUTRALISATION DU RESULTAT				6 991,03
486000 - CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	78 732,34		78 732,34	61 153,87
	78 732,34		78 732,34	68 144,90
TOTAL ACTIF CIRCULANT	**34 446 027,01**	**120 972,46**	**34 325 054,55**	**41 030 810,06**
Frais d'émission d'emprunt à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecarts de conversion actif				
TOTAL GENERAL	**35 502 689,75**	**943 839,14**	**34 558 850,61**	**41 291 964,97**
(1) Dont droit au bail				
(2) Dont à moins d'un an (brut)				
(3) Dont à plus d'un an (brut)				*162 599,24*

Bilan détaillé

PASSIF

	31/12/2019	31/12/2018
CAPITAUX PROPRES		
Capital		
101300 - CAPITAL SOUSCRIT - APPELE VERSE	1 000 000,00	1 000 000,00
	1 000 000,00	1 000 000,00
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...		
Ecart de réévaluation		
Réserve légale		
106110 - RESERVE LEGALE PROPREMENT DITE	74 861,06	73 922,83
	74 861,06	73 922,83
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves		
Report à nouveau		
110000 - REPORT A NOUVEAU : SOLDE CREDITEUR	1 158 478,05	1 140 651,70
	1 158 478,05	1 140 651,70
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	**-153 018,91**	**18 764,58**
Subventions d'investissement		
131500 - SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT NATIONALES	243 094,00	243 094,00
139150 - SUBVENTIONS D'EQUIPT INSC. AU COMPT	-235 546,70	-195 513,48
	7 547,30	47 580,52
Provisions réglementées		
145000 - AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES	0,04	0,04
	0,04	0,04
TOTAL CAPITAUX PROPRES	**2 087 867,54**	**2 280 919,67**
AUTRES FONDS PROPRES		
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques		
151800 - PROVISIONS POUR RISQUES	136 941,24	98 070,00
	136 941,24	98 070,00
Provisions pour charges		
153000 - PROVISIONS POUR RETRAITE	41 343,22	
	41 343,22	
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	**178 284,46**	**98 070,00**
DETTES (1)		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)		
164101 - PRET CE 15ME N°8101911	3 577 156,31	5 245 761,69
164106 - PRET CE 5.3ME N°85160504	4 681 666,69	5 035 000,01
164107 - CE PRET 85160503	6 000 000,00	6 000 000,00
164201 - EMPRUNT CREDIT MUTUEL 5 ME		714 290,00
164202 - PRET CREDIT MUTUEL 5.3ME	4 552 281,54	4 886 572,42
164301 - EMPRUNT CREDIT COOPERATIF 4.2 ME	1 971 624,28	2 393 161,54
164401 - EMPRUNT LA BANQUE POSTALE 7 ME	6 066 666,66	6 533 333,33
	26 849 395,48	30 808 118,99

Bilan détaillé

	31/12/2019	31/12/2018
Emprunts et dettes financières diverses (3)		
165000 - DEPOTS ET CAUTIONNEMENTS RECUS	142 408,34	56 008,34
168800 - INTERETS COURUS	69 978,75	77 626,27
181100 - COMPTE DE LIAISON REM SOCIETE	-63 910,95	-240 577,69
181200 - COMPTE DE LIAISON REM° CPA	63 910,95	240 577,69
181300 - COMPTE DE LIAISON PU / QDC	-1 089 075,47	-995 672,84
181400 - COMPTE DE LIAISON QDC / PU	1 089 075,47	995 672,84
181500 - COMPTE DE LIAISON QDC/CPA	207 076,67	687 184,72
181600 - COMPTE DE LIAISON CPA/QDC	-207 076,67	-687 184,72
181700 - COMPTE DE LIAISON CPA/PU	26 640,98	26 880,98
181800 - COMPTE DE LIAISON PU/CPA	-26 640,98	-26 880,98
	212 387,09	133 634,61
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
419100 - CLIENTS - ACOMPTES SUR COMMANDES	41 559,00	
	41 559,00	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		
401100 - FOURNISSEURS DE BIENS & SERVICES	4 101 257,85	3 657 494,73
401700 - FOURNISSEURS - RETENUE DE GARANTIE	248 401,61	96 590,26
408100 - FOURNISSEURS D'EXPLOITATION - FACTU	19 968,66	21 081,32
	4 369 628,12	3 775 166,31
Dettes fiscales et sociales		
421000 - PERSONNEL - REMUNERATIONS DUES		249,30
428200 - PERSONNEL - DETTES PROVISIONS POUR	179 982,00	169 499,00
428400 - DETTES PROVIS. PR PARTIC. SALARIES	9 740,32	
431000 - SECURITE SOCIALE	78 955,25	80 501,13
437200 - MUTUELLES	28 622,64	25 761,37
437320 - CAISSES DE RETRAITE CADRES	21 486,69	37 890,33
437330 - CAISSES DE RETRAITE - NON CADRES	4 046,05	7 843,28
437801 - CESU		2 780,00
438200 - PERSONNEL - DETTES PROV. POUR CHARG	86 747,00	84 699,00
438600 - ORGANISMES SOCIAUX - CHARGES A PAYE	17 718,94	130 424,38
438701 - Prévoyance - produits à recevoir	8 583,85	
442100 - Etat - Prélèvement à la source	12 435,59	
445510 - ETAT - TVA A DECAISSER	12 273,00	139 606,00
445810 - ETAT - TVA COLL. NON ENCORE EXIGIBL	79 281,78	93 842,22
447500 - Etat - taxe sur les salaires	7,00	
448600 - ETAT - AUTRES CHARGES A PAYER	1 807,00	3 990,00
	541 687,11	777 086,01
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
411109 - CLIENTS - EXONERATION DE TVA		137 566,07
411200 - LOCATAIRES - LOCATION-ACCESSION	26 121,20	32 198,96
411209 - LOCATAIRES - LOCAT°-ACCESS° EXO TVA	1 043,62	
461290 - REDEVANCE A LA COLLECTIVITE		118 019,66
467680 - DEBITEURS DIVERS	456,00	456,00
467778 - MANDATS PASSIFS	146 562,11	2 928 386,69
467780 - SUBVENTION A REVERSER	9,00	
468710 - PRODUITS A RECEVOIR - DIVERS		47 809,00
	174 191,93	3 264 436,38
Produits constatés d'avance (1)		
482700 - NEUTRALISATION DU RESULTAT	0,01	
487100 - PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	103 849,87	154 533,00
	103 849,88	154 533,00
TOTAL DETTES	**32 292 698,61**	**38 912 975,30**

Bilan détaillé

	31/12/2019	31/12/2018
Ecarts de conversion passif		
TOTAL GENERAL	**34 558 850,61**	**41 291 964,97**
(1) Dont à plus d'un an (a)	23 507 520,46	26 399 395,00
(1) Dont à moins d'un an (a)	8 743 619,15	12 513 580,30
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque		
(3) Dont emprunts participatifs		
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours		

Compte de résultat détaillé

	France	Exportations	31/12/2019	31/12/2018
Produits d'exploitation (1)				
Ventes de marchandises				
Production vendue (biens)				
705104 - CONCES° VTES TERRAIN	3 793 391,61		3 793 391,61	5 445 678,60
705105 - Concesø vtes terrains & droit				1 235 636,00
705320 - CONCESSION LOYERS	102 649,22		102 649,22	111 924,72
705324 - CONCESSION LOYERS TV	47 940,68		47 940,68	19 580,76
705329 - CONCESSION LOYERS EX				-954,08
705400 - Concession subventions taxa	28 667,08		28 667,08	13 329,31
705459 - CONCESSION SUBVENTIO				555 884,00
705510 - CONCESSION PARTICIPATI	9 918 930,00		9 918 930,00	8 000 000,00
705580 - CONCESSION PARTICIPATI	-6 991,04		-6 991,04	711,87
705700 - CONCESSION AUTRES PR	249,36		249,36	20 791,85
705702 - CONCESSION AUTRES PR				375,83
705704 - CONCESSION AUTRES PR	250,00		250,00	1 603 403,00
705709 - CONCESSION AUTRES PR	15 630,00		15 630,00	18 543,40
	13 900 716,91		13 900 716,91	17 024 905,26
Production vendue (services)				
702000 - LOYERS	564 923,99		564 923,99	562 472,15
702009 - Loyers exon,r,s				844,00
703000 - RECUPERATION DE CHAR	12 499,46		12 499,46	3 475,40
703004 - RECUPERATION CHARGES	8 003,86		8 003,86	8 554,82
703009 - Récupération charges locativ	-844,00		-844,00	
706104 - PRESTATIONS DE SERVIC	171 739,91		171 739,91	124 342,27
706109 - PRESTATIONS DE SERVIC	940 271,87		940 271,87	965 977,42
706400 - REMUNERATIONS DE MAN	204 364,47		204 364,47	
706404 - REMUNERATIONS DE MAN				201 300,95
708200 - REFACTURATIONS DE FRA				2 283,38
708800 - AUTRES PRODUITS D'ACTI				9 807,82
	1 900 959,56		1 900 959,56	1 879 058,21
Chiffre d'affaires net	**15 801 676,47**		**15 801 676,47**	**18 903 963,47**

	31/12/2019	31/12/2018
Production stockée		
713880 - VARIATION DES CHARGES SUR CONCESSIO	15 489 352,80	12 803 094,68
713890 - VARIATION DU COUT DE REVIENT DES CE	-14 150 640,58	-17 259 593,99
	1 338 712,22	-4 456 499,31
Production immobilisée		
Subventions d'exploitation		
740000 - SUBVENTIONS D'EXPLOITATION		54 374,02
740004 - Subventions d'exploitation TVA 20%	71 413,61	
740009 - SUBVENTIONS D'EXPLOITATION EXO TVA	257 485,28	528 887,91
	328 898,89	583 261,93
Reprises sur provisions (et amortissements), transferts de charges		
781740 - REPRISE SUR PROVISION POUR DEPRECIA	686,74	283,05
791000 - TRANSFERTS CHARGES D'EXPL - CPA	234 766,99	255 360,55
791100 - TRANSFERTS DE CHARGES SALAIRES	1 827,88	12 174,05
791109 - TRANSFERT CHARGES EXPL EXO - STE	2 134 572,08	2 120 000,00
791110 - Transferts - Rémunération CPA	14 718,94	
791150 - TRANSFERTS CHARGES FAFIEC - TVA 20%	4 500,00	4 948,75
	2 391 072,63	2 392 766,40
Autres produits		
758800 - PRODUITS DIVERS DE GESTION COURANTE	119 616,99	474,08

Compte de résultat détaillé

	31/12/2019	31/12/2018
	119 616,99	474,08
Total produits d'exploitation (I)	**19 979 977,20**	**17 423 966,57**
Charges d'exploitation (2)		
Achats de marchandises		
607000 - ACHATS DE MARCHANDISES		1 147,37
		1 147,37
Variations de stock		
Achats de matières premières et autres approvisionnements		
Variations de stock		
Autres achats et charges externes (a)		
605580 - DOTATION AUX PROVISIONS	78,26	-129,62
605800 - ACHATS DE TRAVAUX, HONORAIRES ET FR	15 489 274,54	12 803 224,30
606100 - FOURNITURES NON STOCKABLES (EAU EN	11 505,97	10 293,78
606120 - CARBURANTSE LUBRIFIANTS	1 001,26	510,14
606300 - FOURNITURES D'ENTRETIEN & PETITS EQ	11 908,96	10 051,00
606400 - FOURNITURES ADMINISTRATIVES	7 749,09	12 968,94
611000 - SOUS-TRAITANCE GENERALE	234 789,45	234 787,33
613200 - LOCATIONS IMMOBILIERES	257 273,75	220 941,34
613500 - LOCATIONS MOBILIERES		33,00
613800 - AUTRES LOCATIONS	71 209,15	77 921,47
614000 - CHARGES LOCATIVES & DE COPROPRIETE	265 092,47	197 088,17
615000 - ENTRETIEN & REPARATIONS SUR BIENS I	37 369,89	35 923,07
615500 - ENTRETIEN & REPARATIONS SUR BIENS M	83 752,62	136 939,33
615600 - MAINTENANCE		412,50
616100 - PRIMES D'ASSURANCES - MULTIRISQUES	4 499,93	3 547,98
616300 - ASSURANCE MATERIEL DE TRANSPORT	822,97	154,69
616400 - ASSURANCE IFC		8 278,00
616800 - PRIMES D'ASSURANCES - AUTRES	13 940,88	13 077,68
618300 - DOCUMENTATION TECHNIQUE	5 860,86	6 837,78
618500 - FRAIS DE COLLOQUES SEMINAIRES CON	8 557,00	4 100,23
618800 - AUTRES FRAIS EXTERNES	14 299,22	15 633,75
621100 - PERSONNEL INTERIMAIRE	24 378,17	
622600 - HONORAIRES	384 330,09	370 876,37
622700 - FRAIS D'ACTES ET DE CONTENTIEUX		437,96
622800 - AUTRES REMUNERATIONS D'INTERMEDIAIR	30 217,24	35 930,50
623100 - ANNONCES & INSERTIONS	46 603,73	38 678,41
623800 - DIVERS (POURBOIRES, DONS COURANTS)	10 000,00	
625100 - VOYAGES & DEPLACEMENTS	55 456,57	37 850,18
625700 - RECEPTIONS	43 980,97	44 124,66
626000 - FRAIS POSTAUX & FRAIS DE TELECOMMUN	31 259,87	31 077,31
627800 - SERVICES BANCAIRES - AUTRES FRAIS E	3 289,30	2 744,40
628100 - COTISATIONS ET CONCOURS DIVERS	10 288,00	10 851,38
628800 - Autres services exterieurs	5 529,32	490,00
	17 164 319,53	14 365 656,03
Impôts, taxes et versements assimilés		
631100 - TAXE SUR LES SALAIRES		77 413,00
633300 - PART. DES EMPLOYEURS A LA FORMATION	18 794,90	16 439,89
633500 - VERSTS LIBERATOIRES DE LA TAXE	-701,39	12 104,29
633800 - AUTRES IMPOTS & TAXES & VERSEMENTS	1 158,75	729,20
635110 - TAXE PROFESSIONNELLE	23 248,00	27 885,00
635120 - TAXES FONCIERES	29 686,04	30 177,99
635130 - AUTRES IMPOTS LOCAUX		1 352,00
635140 - TAXE SUR LES VEHICULES DES SOCIETES	1 207,00	2 086,00
635200 - TAXE SUR LE CHIFFRE D'AFFAIRES NON	73 586,57	86 790,99

Compte de résultat détaillé

	31/12/2019	31/12/2018
	146 979,87	254 978,36
Salaires et traitements		
641100 - SALAIRES ET APPOINTEMENTS	1 854 434,70	1 779 493,76
641220 - CONGES PAYES PROVISIONNES	10 483,00	30 982,00
641410 - Indemnit,s d,part		7 334,08
641700 - AVANTAGES EN NATURE	1 696,80	1 696,80
	1 866 614,50	1 819 506,64
Charges sociales		
645100 - COTISATIONS A L'URSSAF	495 474,51	528 095,24
645200 - COTISATIONS AUX MUTUELLES	65 465,67	58 914,31
645300 - COTISATIONS AUX CAISSES DE RETRAITE	165 474,41	
645310 - COTISATIONS AUX CAISSES DE RETRAITE		135 907,36
645320 - COTISATIONS AUX CAISSES DE RETRAITE		28 260,63
645400 - COTISATIONS AUX ASSEDIC	70 884,04	68 968,47
645500 - CHARGES SUR CONGES PAYES	2 048,00	14 911,00
647120 - PRIME DE TRANSPORT	2 465,78	2 645,30
647130 - PART PATRONALE CANTINE ET TICKETS R	36 909,00	37 594,12
647140 - PART PATRONALE CESU	9 360,00	10 410,00
647170 - PART PATRONALE CHQ VACANCES	4 393,33	4 940,25
647500 - MEDECINE DU TRAVAIL & PHARMACIE	4 925,98	
648000 - AUTRES CHARGES DE PERSONNEL	17 494,58	26 716,07
649000 - CICE		-44 580,00
	874 895,30	872 782,75
Dotations aux amortissements et dépréciations :		
- Sur immobilisations : dotations aux amortissements		
681110 - DOTATION AMORTISSEMENTS INCORPOREL	571,54	1 212,46
681120 - DOTATION AMORTISSEMENTS CORPOREL	41 402,62	41 800,87
	41 974,16	43 013,33
- Sur immobilisations : dotations aux dépréciations		
- Sur actif circulant : dotations aux dépréciations		
681740 - DOTATION AUX PROVISIONS POUR DEPREC	2 128,05	954,14
	2 128,05	954,14
- Pour risques et charges : dotations aux provisions		
681510 - DOTATION AUX PROVISIONS POUR RISQUE	80 214,46	32 690,00
	80 214,46	32 690,00
Autres charges		
651000 - REDEVANCES POUR CONCESSIONE BREVETE		-1,72
651200 - REDEVANCE A LA COLLECTIVITE		35 260,00
658800 - AUTRES CHARGES DIVERSES DE GESTION	137,06	4,57
	137,06	35 262,85
Total charges d'exploitation (II)	**20 177 262,93**	**17 425 991,47**
RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	**-197 285,73**	**-2 024,90**
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun		
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)		
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)		
Produits financiers		
De participation (3)		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3)		
Autres intérêts et produits assimilés (3)		
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
767000 - INTERETS COMPTE COURANT REMUNERE CE	4 203,00	3 686,23
	4 203,00	3 686,23

Compte de résultat détaillé

	31/12/2019	31/12/2018
Total produits financiers (V)	**4 203,00**	**3 686,23**
Charges financières		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées (4)		
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total charges financières (VI)		
RESULTAT FINANCIER (V-VI)	**4 203,00**	**3 686,23**
RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV+V-VI)	**-193 082,73**	**1 661,33**

	31/12/2019	31/12/2018
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
777100 - QUOTE-PART SUBVENTION D'INVESTISSEM	40 033,22	16 762,42
778800 - PRODUITS EXCEPTIONNELS DIVERS	30,60	
	40 063,82	16 762,42
Reprises sur provisions et dépréciation et transferts de charges		
787250 - REPRISE SUR AMORTISSEMENTS DEROGATO		340,83
		340,83
Total produits exceptionnels (VII)	**40 063,82**	**17 103,25**
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Total charges exceptionnelles (VIII)		
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)	**40 063,82**	**17 103,25**
Participation des salariés aux résultats (IX)		
Impôts sur les bénéfices (X)		
Total des produits (I+III+V+VII)	**20 024 244,02**	**17 444 756,05**
Total des charges (II+IV+VI+VIII+IX+X)	**20 177 262,93**	**17 425 991,47**
BENEFICE OU PERTE	**-153 018,91**	**18 764,58**

(a) Y compris :
- Redevances de crédit-bail mobilier
- Redevances de crédit-bail immobilier
(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs
(3) Dont produits concernant les entités liées
(4) Dont intérêts concernant les entités liées

Conseil d'Administration
? mai 2020



SPL-SA SOCIETE D'AMENAGEMENT DE LA METROPOLE OUEST ATLANTIQUE
SPL-SA au capital de 1 000 000 €
Siège social : 2 ter quai François Mitterrand 44200 NANTES

2 ter quai François Mitterrand – BP 36311 – 44263 NANTES CEDEX 2
SIRET : 450 452 115 000 30 – APE : 7490

Point 2 - Information concernant les décisions de la Commission d'Appel d'Offres sur l'attribution des marchés

La Commission d'Appel d'Offres s'est réunie en séance les 18 novembre 2019, 27 janvier et 11 février 2020.

A. Commission d'Appel d'Offres du 18 novembre 2019

1) Attribution de l'accord-cadre pour une mission de suivi des dispositifs de gestion des eaux pluviales sur l'île de Nantes

La Samoa souhaite confier une mission d'assistance relative au suivi des dispositifs de gestion des eaux pluviales mis en œuvre sur son territoire. Cette mission se réalisera en cohérence avec les autorisations au titre de la police de l'eau, définie à l'article L.214-1 et suivant du Code de l'Environnement, des opérations d'aménagement des ZAC « Ile de Nantes » et « Ile de Nantes sud-ouest ».

L'accord-cadre à bons de commande est conclu pour une période initiale d'un an reconductible pendant 3 années.

Le montant maximum de cet accord-cadre en valeur est de 200 000 € HT sur 4 ans.

L'offre économiquement la plus avantageuse a été choisie à l'issue d'un classement, selon les critères suivants pondérés :

Valeur technique de l'offre : 60%

- La note d'intention : 30%
Approche du candidat sur le sujet : 10%
Perception du candidat des enjeux propres au marché : 10%
Description du candidat des moyens généraux : 10%

- La note méthodologique : 30%
Sur les moyens humains dédiés et leur organisation pour chaque mission : 10%
Sur relation au maître d'ouvrage et la disponibilité pour chaque mission : 10%
Sur le respect des délais : 10%

Prix des prestations : 40%

Au vu du rapport d'analyse des offres, les membres de la Commission d'Appel d'Offres ont décidé d'attribuer l'accord-cadre à la société Urban Water pour une durée d'un an renouvelable 3 fois et pour un montant annuel sur la base du détail quantitatif estimatif de **42 775 € HT.**

B. Commission d'Appel d'Offres du 27 janvier 2020

1) Attribution du marché public de fournitures courantes et de services portant sur une prestation de gestion administrative du personnel et de la paie de la Samoa 2020 - 2024

La Samoa a deux activités objet de deux secteurs analytiques distincts :

- L'aménagement urbain de l'île de Nantes (https://www.iledenantes.com/)

- Le développement économique des industries culturelles et créatives (https://www.creativefactory.info/)

Pour accomplir au mieux les missions qui lui sont confiées, il lui est nécessaire d'assembler un certain nombre de compétences conjuguées en plus de celles dont elle dispose en interne.

Elle souhaite bénéficier d'un dispositif d'assistance dans les domaines suivants :

- Les prestations de gestion de la paie ;

- Les prestations d'administration du personnel.

Ces deux prestations incluant une assistance juridique de niveau 1.

Le marché est conclu pour une période initiale d'un an, reconductible annuellement 3 fois.

Le montant du marché est de 20 000 € HT par an soit 80 000 € HT pour 4 ans.

L'offre économiquement la plus avantageuse sera choisie à l'issue d'un classement, selon les critères suivants pondérés :

Prix des prestations : 30%

Valeur technique de l'offre : 70%

- La compréhension du périmètre de la prestation : 50%

- Les compétences et l'organisation de l'équipe affectée à la prestation : 20%

- La méthodologie mise en œuvre : 30%

Au vu du rapport d'analyse des offres, les membres de la Commission d'Appel d'Offres ont décidé d'attribuer le marché à la société Univers Paye / HR Path sur la base du DQE d'un montant total **43 022,40 € HT** sur la durée du marché conformément au détail des prix annexés au marché.

2) Validation de l'avenant n°3 au lot n°2 travaux d'aménagement des espaces publics des anciens sites Alstom sur l'île de Nantes

L'opération de travaux a pour objet la réalisation des espaces publics du site des Halles et la préparation des Halles 1&2, ancien site industriel Alstom qui se situe entre les rues Arthur III, de la Tour d'Auvergne, de la Noue Bras de Fer et le Mail du Front Populaire. Cette opération de travaux est divisée en 3 lots.

- Lot n°1 : Démolition Dépollution : désamiantage, démolition, dépollution.
- Lot n° 2 VRD Espaces Verts : terrassements, assainissement, réseaux divers, voiries, travaux divers (escaliers, tranchée plantée, mobilier urbain…).
- Lot n°3 Couverture / ossature métallique / gros œuvre : études, renforcement, adaptation, protection de charpente, couverture polycarbonate, reprise des eaux de pluie.

Le lot 3 a été notifié le 21 septembre 2016 au groupement COLAS / IDVERDE / BOUYGUES ENERGIES ET SERVICES / SEREA au terme d'une consultation lancée en procédure adaptée au regard de l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 et dans le respect de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015.

Depuis la notification du marché, plusieurs adaptations ont nécessité la validation de différentes modifications en plus et moins-values apportées au marché de travaux du groupement par avenants n°1 et n°2.

L'avenant n°1 notifié le 26/07/2017 portait sur la prise en compte d'une moins-value concernant le béton lisse et sur des travaux supplémentaires : re-compactage du fond de forme, modification remplissage fossé, cornières acier galvanisé, caniveaux grille galvanisés, tranchée pour réseau de chaleur.

L'avenant n°2 notifié le 09/07/2018 portait sur différentes modifications en plus et moins-values concernant l'évacuation des terres polluées, non réutilisables sur site, la mise en œuvre de nouveaux potelets fixes et amovibles en pourtour du site des Halles, endommagés lors des travaux de l'ESBANM et enfin la mise en œuvre du fond de la plateforme des Halles au droit des pollutions complémentaires évacuées et nécessaire à l'accueil des opérations.

L'avenant n°3 a pour objet des compléments d'évacuation de terres polluées, non réutilisables sur site, en surplus de celles réutilisées sous les espaces publics, au regard de leur compatibilité sanitaire avec les usages prévus à termes (ERP – Halles 1&2 – Creative Factory). Ces évolutions de quantitatifs étaient imprévisibles malgré les multiples diagnostics préalables.

Il porte également sur la mise en œuvre de travaux d'ajustement : ajout de voliges bois sur le mail du Front Populaire afin de rester conforme à l'écriture d'origine du Mail, déplacement de zones caillebotis à la demande de l'Université pour s'ajuster aux accès de l'opération immobilière et le dérasement d'un massif béton découvert fortuitement et nécessaire à la mise en œuvre du dallage béton.

Ces travaux complémentaires sont nécessaires au bon fonctionnement des espaces publics aux abords des deux opérations immobilières de la Halle 6 (Université et Hôtel d'entreprises) et de l'ESBANM.

Récapitulatif des incidences financières

Montant initial du marché	1 142 278,82 € HT
Montant de l'avenant n°1 (+0,167%)	1 909,58 € HT
Montant de l'avenant n°2 (+20,88%)	238 615,87 € HT
Montant de l'avenant n°3 (+4,21%)	48 115,20 € HT
Montant total du marché (marché initial + avenants n°1 et 2)	1 430 919,47 € HT
Montant total du marché TTC	1 717 103,36 € TTC

Soit : un million sept cent dix-sept mille cent trois euros et trente-six centimes TTC

Ces avenants traduisent une évolution de +25,27% par rapport au montant initial du marché.

Au vu du rapport d'analyse de présentation de l'avenant, les membres de la Commission d'Appel d'Offres ont décidé d'autoriser la passation de l'avenant n°3 d'un montant de **+48 115,20 € HT** au marché du groupement COLAS / IDVERDE / BOUYGUES ENERGIES ET SERVICES / SEREA.

C. Commission d'Appel d'Offres du 11 février 2020

1) Attribution de l'accord-cadre composite ayant pour objet la réalisation d'un service de prestation d'animation de sites et de « happy manager »

Le Pôle Economique de la Samoa a pour mission l'animation et le développement économique du quartier de la création. Il développe notamment une offre d'immobilier d'activités qui permet d'héberger en un même lieu des porteurs de projets et startups.

A fin 2019, la Samoa gère et anime 9 sites à l'échelle de l'île de Nantes. Certains d'entre eux nécessitant une animation particulière sous la forme d'une mission de "happy manager".

Dans ce contexte, la Samoa souhaite être accompagnée pour l'animation des sites suivants :

- La Centrale, dédiée à la communauté Média ;
- La Creative Care Factory, dédiée à la communauté Care ;
- Le Karting, site généraliste ICC ;
- Halle 6 Est, site généraliste ICC .

Les prestations ont pour objet de favoriser la création de liens professionnels et conviviaux entre les résidents de chaque site pour favoriser les projets collaboratifs.

Il s'agit d'un accord-cadre composite estimé à 200 000 € HT maximum et décomposé en 2 parties distinctes :

Partie I : Programme d'animation et relations avec les résidents : marché ordinaire traité à prix global et forfaitaire.
Partie II : Accompagnement pour la tenue de manifestations diverses : accord-cadre à bons de commande traité à prix unitaires.

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale d'un an, reconductible trois fois pour la même durée.

L'offre économiquement la plus avantageuse a été choisie à l'issue d'un classement, selon les critères suivants pondérés :

Valeur technique de l'offre : 60%

- Compréhension des enjeux d'animation d'un hôtel d'entreprises spécialisé ICC : 25%
- Temps d'animation et dispositions pour la création de liens entre les entreprises et le bien-être au travail sur les sites : 50%
- Compétences du candidat individuel ou de l'équipe dédiée à la réalisation de la mission au travers des CV et références des intervenants : 25%

Prix des prestations : 40 %

- Prix des prestations relatif aux prestations traitées à prix forfaitaire au regard de la DPGF : 75%
- Prix des prestations relatif aux prestations traitées à prix unitaires sur la base du DQE : 25%

Au vu du rapport d'analyse des offres, les membres de la Commission d'Appel d'Offres ont décidé d'attribuer l'accord-cadre à la société Stéphane BONDOU pour un montant de **37 800 € HT** sur la base de la décomposition du prix global et forfaitaire et de **12 960 € HT** sur la base du détail quantitatif estimatif pour la partie exécutée en bons de commande.

2) Attribution de l'accord-cadre pour la conception d'un écosystème digital et développement d'outils web sur l'île de Nantes

L'accord-cadre porte sur une mission d'accompagnement de la Samoa pour l'évolution de son écosystème digital.
La Samoa souhaite retrouver une place centrale et être plus efficiente dans sa communication web, notamment dans la perspective d'un nouvel équipement dans les Halles Alstom réinventées et qui prendra le nom de Creative Factory.

Le site web Creative Factory existant disparaîtra dans sa forme actuelle, ses contenus et fonctionnalités trouveront leur place dans le futur écosystème numérique de la Samoa.

L'accord-cadre estimé à 110 000 € HT maximum est conclu pour une période initiale de 2 ans, reconductible une fois pour la même durée. La durée totale de l'accord-cadre est prévue pour 4 années.

L'offre économiquement la plus avantageuse a été choisie à l'issue d'un classement, selon les critères suivants pondérés :

Valeur technique de l'offre : 70 %

- La bonne compréhension des besoins et enjeux de la Samoa : 20%
- La capacité à accompagner la Samoa dans la mise en place de son nouvel écosystème web : 20%
- Les partis pris proposés et les intentions créatives et/ou ergonomiques :15%
- La méthodologie et le calendrier proposés : 15%
- Les niveaux de service de maintenance corrective, évolutive et adaptative (y compris la période de garantie de maintenance corrective et adaptative) : 15%
- Le profil des intervenants et les références de l'équipe sur des projets similaires : 15%

Prix des prestations : 30 %

Au vu du rapport d'analyse des offres, les membres de la Commission d'Appel d'Offres ont décidé d'attribuer l'accord-cadre à la société Gingerminds pour un montant, après négociation, de **56 887,50 € HT** sur la base de la décomposition du prix global et forfaitaire.

3) Validation de l'avenant n°2 au marché de travaux de terrassement et de dépollution et de mise en sécurité pyrotechnique du site du Triangle des Marchandises sur l'île de Nantes.

L'opération de travaux a pour objet l'exécution de prestations de terrassement, de dépollution et de gestion des déblais, incluant une mise en sécurité pyrotechnique, du Triangle des Marchandises, situé sur l'île de Nantes.
Le marché comporte une tranche ferme et une tranche optionnelle (installation d'une cribleuse sur le site pendant toute la durée des travaux).

Le marché a été notifié le 15 mars 2018 au groupement SECHE ECO SERVICES / CHARIER TP SUD / CHARIER GENIE CIVIL au terme d'une consultation lancée en procédure adaptée au regard de l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 et dans le respect de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015.

Depuis la notification du marché, plusieurs adaptations ont nécessité la validation de différentes modifications en plus et moins-values apportées au marché de travaux du groupement par l'avenant n°1.

L'avenant n°1 notifié le 27 septembre 2018 portait sur la prise en compte d'une plus-value générée par la découverte, après préparation et démarrage des premiers terrassements de la parcelle Triangle des Marchandises de déchets amiantés en surface et dans les terres du site.
Les précédents travaux de démolition ou analyses de ce terrain ne mentionnaient pas la présence de ce type de déchets sur le site.
Afin de repérer ces déchets et de délimiter des périmètres de terres présentant un risque amiante, des diagnostics complémentaires ont été réalisés. Ces diagnostics ont généré un décalage du démarrage des terrassements et une modification de la méthodologie de terrassement des terres.

L'avenant n°2 est rendu nécessaire pour actualiser le montant final d'une prestation correspondant à l'avenant n°1 et pour permettre d'intégrer des prestations non prévisibles lors du lancement de la consultation.

Ainsi dans la continuité de l'avenant n°1, des déchets amiantés supplémentaires ont été découverts, nécessitant de répéter la méthodologie de terrassement intégrant la contrainte pyrotechnique et le ramassage des déchets amiantés.

La découverte d'une pollution au PCB - polychlorobiphényles, ponctuelle et concentrée sur l'emprise d'un futur bâti, a également nécessité de réaliser l'excavation pour traitement hors site des terres présentant un impact en PCB >2000 mg/kg MS sur une profondeur de 3m.

Enfin, au cours des dernières phases d'évacuation de terre, des analyses de contrôle des lots à évacuer ont mis en évidence des natures de terres différentes de celles caractérisées lors des diagnostics initiaux réalisés en 2016 pour la préparation du présent marché.
Ces différences de nature ont requis la réalisation d'analyse de re-caractérisation, impliquant mouvements et stockages de terres non prévus et conduisant à revoir la distribution des volumes prévus pour évacuation ou optimisation sur site. Le bilan final actualisé des volumes donnait un volume de terres à évacuer supérieur à ce que prévoyait le marché initialement.

Par ailleurs, la durée contractuelle du marché est prolongée de 3 semaines avec une fin de travaux incluant la visite des Opérations Préalables à la Réception au 09/11/2018 en raison de la découverte de PCB - polychlorobiphényles en concentrations élevées dans le périmètre travaux (OS n°12).

Récapitulatif des incidences financières

Montant initial du marché	2 162 170,18 € HT
Montant de l'avenant n°1 (+5,51%)	119 114,08 € HT
Montant de l'avenant n°2 (+16,89%)	367 197,89 € HT
Montant total du marché (marché initial + avenants n°1 et 2)	2 648 482,15 € HT
Montant total du marché TTC	3 178 178,58 € TTC

Soit : trois millions cent soixante-dix-huit mille cent soixante-dix-huit euros et cinquante-huit centimes TTC

Ces avenants traduisent une évolution de +22,4% par rapport au montant initial du marché.

Au vu du rapport d'analyse de présentation de l'avenant, les membres de la Commission d'Appel d'Offres ont décidé d'autoriser la passation de l'avenant n°2 d'un montant de **+ 367 197,89 € HT** au marché du groupement SECHE ECO SERVICES / CHARIER TP SUD / CHARIER GENIE CIVIL et de prolonger les délais d'exécution du marché de trois semaines.

Il est demandé au Conseil d'Administration de prendre note de l'information concernant les décisions de la Commission d'Appel d'Offres qui s'est réunie en séance les 18 novembre 2019, 27 janvier et 11 février 2020.

Point 3 – Arrêté des comptes clôturés de l'exercice 2019 et approbation du projet de rapport de gestion du Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale ordinaire pour l'exercice 2019

Cette séance du Conseil d'Administration est l'occasion de vous présenter le projet de rapport de gestion qui sera soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale Ordinaire :

RAPPORT DE GESTION :

Introduction :

« Nous vous avons réunis en Assemblée Générale, conformément aux articles L225-102 et L232.1 et à nos statuts, pour vous exposer la situation de la société, son activité au cours de l'exercice écoulé, les résultats de l'ensemble de la société et vous fournir les autres informations prescrites par la Loi, ainsi que pour soumettre à votre approbation les comptes de cet exercice et l'affectation du résultat qui ressort de ces comptes.

Madame Béatrice JESTIN, Commissaire aux Comptes, vous donnera par ailleurs, lecture du rapport sur les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2019 et de son rapport spécial sur les conventions visées aux articles L225-38 et L225-86 du Code du Commerce.

Tous les documents sociaux, comptes, rapports et autres documents et renseignements s'y rapportant, vous ont été communiqués ou mis à votre disposition dans les conditions et délais prévus par les procédures légales et statutaires. »

PREMIERE PARTIE : LA VIE DE LA SOCIETE ET LA PRESENTATION DES COMPTES DE L'EXERCICE

1. La vie de la société

1.1 L'actionnariat

Aucun changement concernant l'actionnariat n'est intervenu dans l'année.

La Samoa, société d'économie mixte d'aménagement, a été créée en octobre 2003. Son capital était réparti entre actionnaires publics et privés.

Elle a été transformée en Société Publique Locale d'Aménagement suite à la décision des actionnaires prise lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 18 décembre 2008, puis en Société Publique Locale suite à la décision des actionnaires prise lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 27 juin 2011.

La Samoa est composée de 7 actionnaires, 18 administrateurs et 3 censeurs dont 1 nommé par Nantes Métropole et 1 nommé par la Ville de Nantes.

Le tableau ci-dessous récapitule l'actionnariat et la répartition des postes d'administrateurs à la clôture de l'exercice écoulé.

ACTIONNAIRES	**NOMBRE D'ACTIONS**	**REPARTITION DU CAPITAL SOCIAL**	**% ACTIONS**	**NOMBRE D'ADMINISTRATEURS**
Nantes Métropole	57 000	570 000	57%	10
Ville de Nantes	18 000	180 000	18%	3
CARENE	5 000	50 000	5%	1
Conseil Départemental de Loire-Atlantique	5 000	50 000	5%	1
Conseil Régional des Pays de la Loire	5 000	50 000	5%	1
Ville de Rezé	5 000	50 000	5%	1
Pôle Métropolitain Nantes Saint-Nazaire	5 000	50 000	5%	1
TOTAL	**100 000**	**1 000 000**	**100%**	**18**

1.2 Les dirigeants

La Présidente du Conseil d'Administration, Johanna ROLLAND, a été désignée par délibération du Conseil d'Administration du 27 mai 2014 pour la durée de son mandat d'administrateur.

Le Directeur Général, Jean-Luc CHARLES, a été désigné par délibération du Conseil d'Administration du 24 juin 2010 avec prise d'effet au 1er octobre 2010, et renouvelé dans ses fonctions lors du Conseil d'Administration du 27 mai 2014.

Aucune limitation aux pouvoirs n'a été apportée.

1.3 Les administrateurs

Le Conseil d'Administration du 28 mai 2019 a acté le remplacement de Eric BUQUEN par Yann VINCE en qualité de suppléant représentant les membres du Conseil d'Administration au sein de la Commission d'Appel d'Offres de la Samoa.

Le tableau ci-dessous récapitule, au 31 décembre 2019, les mandats des administrateurs et commissaires aux comptes :

ACTIONNAIRES	ADMINISTRATEURS	CENSEURS
Nantes Métropole	Johanna ROLLAND Pascale CHIRON Alain ROBERT Francky TRICHET Bertrand AFFILE Pascal PRAS Gérard ALLARD Cécile BIR Laurence GARNIER Julien BAINVEL	Stéphanie HOUËL
Ville de Nantes	Pascal BOLO Marie-Annick BENATRE Mounir BELHAMITI	Guillaume RICHARD
CARENE	David SAMZUN	
Conseil Départemental de Loire-Atlantique	Bernard GAGNET	
Conseil Régional des Pays de la Loire	Laurent DEJOIE	
Ville de Rezé	Yann VINCE	
Pôle Métropolitain Nantes Saint-Nazaire	Thomas QUERO	

NOMS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	DUREE – MANDAT	DATE DE RENOUVELLEMENT
	STATUTS	AGO
KMPG Audit Ouest (titulaire)	6 ans (exercices 2016-2021)	2022
KPMG Audit Normandie (suppléant)	6 ans (exercices 2016-2021)	2022

Conformément aux dispositions de l'article L1524-5 du code général des collectivités territoriales, le mandat des élus locaux, mandataires des collectivités territoriales et leurs groupements au sein du Conseil d'Administration de la Samoa, est d'une durée maximale de 6 ans équivalente à celle de leur mandat électif. Au vu des dispositions législatives en vigueur au 31/12/2019, les mandats des élus locaux viendront à échéance, de plein droit, au plus tard par la désignation des nouveaux représentants au terme des élections municipales de 2020.

1.4 Le personnel de la société

- **L'évolution globale des effectifs :**

Décomposition des effectifs par catégories socioprofessionnelles :

Au 31 décembre 2019, l'effectif de la Samoa se composait de 42 salariés : 27 femmes et 15 hommes, dont 40 CDI et 2 CDD.

La Samoa a prolongé plusieurs renforts ponctuels déjà présents en 2018, afin de faire face au plan charge élevé de l'année 2019 :

- 1 personne au Pôle Urbain pour les activités de développement et d'études urbaines de l'île de Nantes. Au vu du volume de droits à construire restant à commercialiser sur l'île de Nantes et du rythme important pour la période 2019-2026, cette personne a été confirmée en CDI au 01/04/2019.

- 2 personnes au Pôle Economique, sont maintenues début 2019 dans les effectifs de la Samoa en CDI dit « de chantier » lié pour l'une, à la préparation de l'ouverture des Halles 1&2 et, pour l'autre, en qualité de Chargée de mission dédiée au programme de recherche, formation, innovation RFI OIC.

- 1 personne au Pôle Economique a été prolongée, pour faire face au surcroit de travail lié au projet de financement Européen Smart Grid ainsi que les partenariats en cours avec les villes de Recife et Montréal. Il s'agit d'un CDD englobant l'année 2019. Cette personne était déjà présente dans les effectifs de 2018 en qualité de remplacement du congé parental de la Chef de projet relations internationales. La personne remplacée a repris en 2019 son poste avec un temps partiel pour congés parental à 80%.

- 1 personne au Pôle Urbain a également signé son CDI au 01/04/19. Il s'agit d'un temps partiel à hauteur de 24h par semaine, avec une augmentation de son temps de travail face à la situation de handicap d'une personne du service administratif. En effet, une des personnes de ce service est passée en invalidité à 70% depuis le 01/10/19.

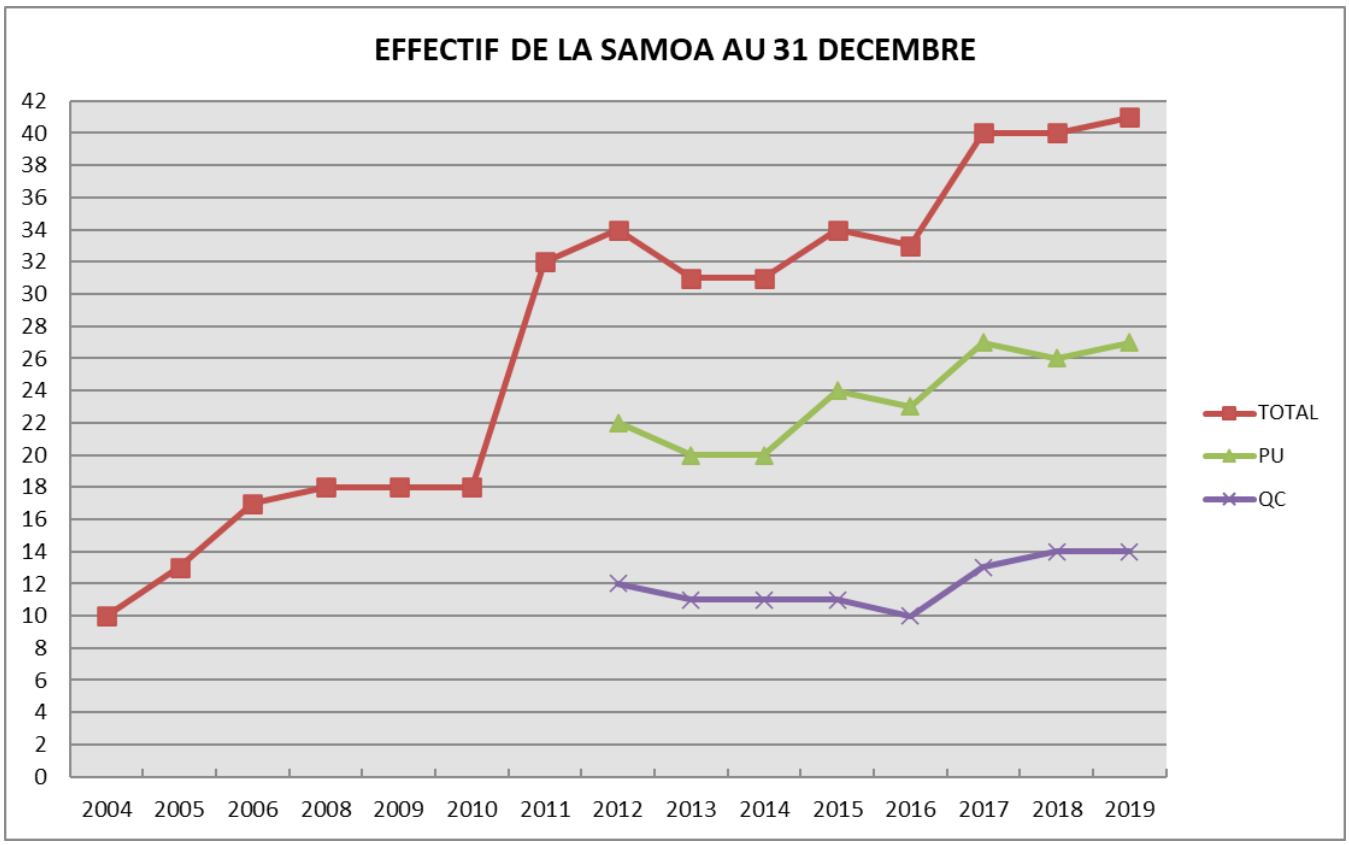
De nouveaux renforts ont été recrutés sur 2019 :

- 1 personne au Pôle Urbain pour faire face aux travaux de dépollution du secteur MIN / République. Il s'agit d'un CDD d'un an, allant du 04/03/19 au 29/02/20.

- 1 personne au Pôle Urbain est maintenue par suite de la création d'un poste complémentaire pour assurer les missions d'Assistante opérationnelle, orienté communication. Elle a signé son CDI au 01/10/19. Elle était déjà présente dans l'équipe en tant que remplaçante d'une Assistante opérationnelle, en congé parental à 100%. La personne qu'elle remplacée a repris son travail à 80% après son congé parental.

- 1 personne au Pôle Urbain pour renforcer le service « marchés » et études juridiques. Ce renfort était nécessaire en raison de l'augmentation du volume des marchés à signer et de la complexité juridique de nos contrats à mieux appréhender. Cette embauche fait suite au contrôle de la chambre régionale des comptes qui s'est déroulée en 2019. Elle a signé un CDI à compter du 02/12/19.

L'effectif global au 31/12/2019 est légèrement supérieur, par rapport à celui de 2018.



En équivalent temps plein (ETP), le nombre de postes cumulés à la Samoa durant l'année 2019 est de 37,31 contre 35,97 en 2018 ; 23,81 ETP (+1) au Pôle Urbain et 13,50 ETP (+0,34) au Pôle Economique.

Le nombre de salariés en équivalent temps plein a augmenté de 1,34 du fait principalement :

De 3 arrivées sur 2019 (+1,16 ETP) :

- La création d'un poste complémentaire au 01/10/2019. Après une réflexion sur une nouvelle organisation du pôle assistanat, nous avons ouvert un poste (+0,25 ETP).

- 1 CDD de renfort sur les missions de dépollution : +0,83 ETP sur 2019 pour 10 mois de présence.

- 1 CDI pour renforcer le service « marchés » : +0,08 ETP sur 2019 pour 1 mois de présence.

Majoration du temps de travail ponctuel (+0,13 ETP) :

- Augmentation du temps de travail pour une personne en comptabilité, à temps partiel (0,69 ETP en 2018 et 0,78 ETP en 2018, soit **+0,10**).

- Durant la période estivale, notre lieu d'exposition, le Hangar 32 est ouvert sur de plus grandes amplitudes horaires. Les 2 médiateurs qui sont en poste ont de ce fait une majoration de leur temps de travail sur cette période (0,20 ETP pour l'un, soit **+0,03**).

Modulation du temps de travail pour maternité (+1,02 ETP) :

- 1 congé parental Pôle Urbain à 100% puis 80% (0,33 ETP sur 2018) puis un retour sur 2019 à 100%, soit **+0,67**.

- 1 congé parental Pôle Urbain à 100% sur 2018 avec un retour à 80% en 09/2019 (0,33 ETP soit +0,27).

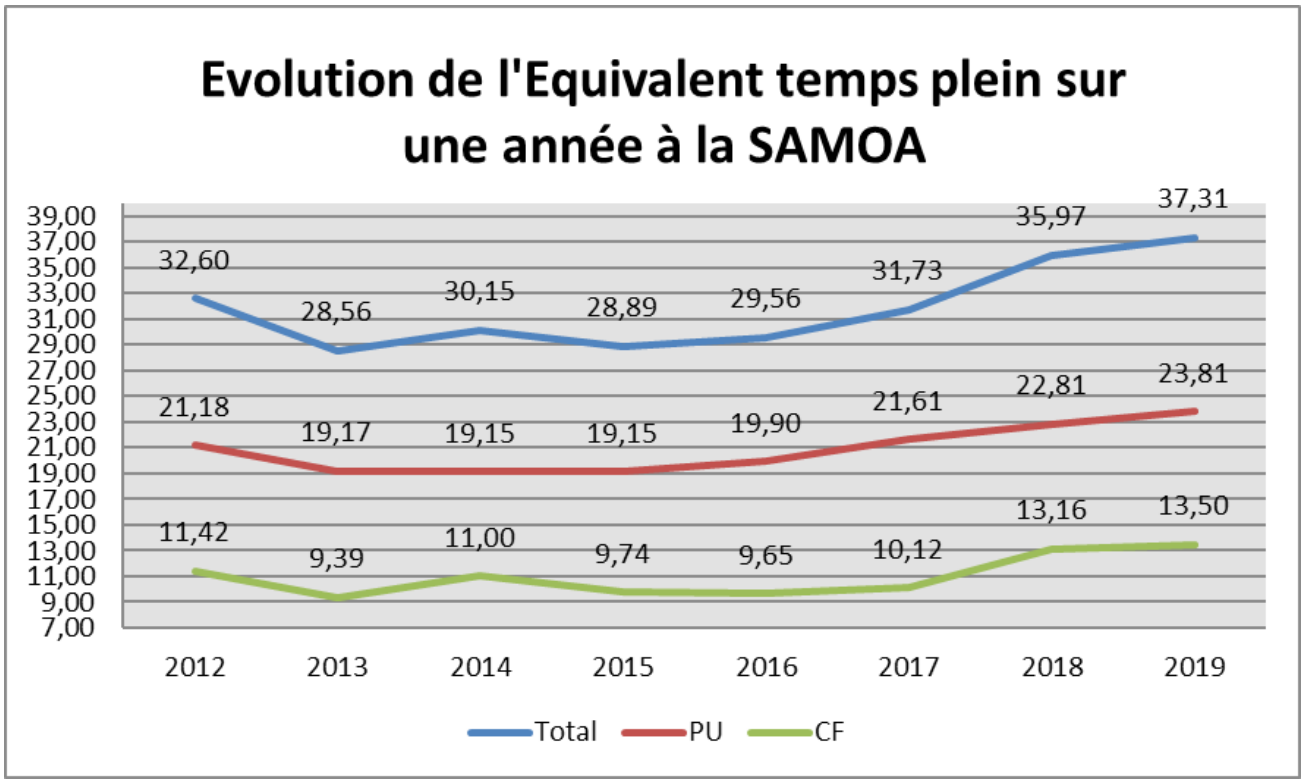
- 1 congé parental au Pôle Economique représentant 72% d'ETP en 2018 puis un retour à 80% en 01/2019 (soit **+0,08**).

De départs courant 2018 induisant une diminution des ETP sur 2019 (-1ETP) :

- 2 fin de CDD renforts parti mi-2018 représentant -1 ETP sur 2019.

Evolution des équivalents temps plein sur les 8 dernières années :

STATISTIQUES SUR L'EFFECTIF GLOBAL AU 31/12/2018



Au 31 décembre 2019, 42 salariés actifs sont inscrits sur les registres du personnel (40 au 31/12/2018).

Sur les 42 salariés, les personnes qui étaient en congé parental en 2018 ont repris leur activité à 100% pour l'une, dès le mois de janvier 2019. La seconde a repris en septembre 2019, en congé parental à 80%. Cette dernière s'inscrit à nouveau dans les effectifs de la Samoa 2019 (CDI).

Le seul départ au cours de cet exercice concerne l'un de nos médiateurs, au sein de notre local d'exposition du Hangar 32, en août 2019. Il a été remplacé par une personne qui a intégré la Samoa en septembre 2019.

Le nombre de salariés en contrat à durée indéterminée est de 40, soit 95% de l'effectif, par rapport à 34 CDI à fin 2018, soit une évolution de 10%.

Cette augmentation de 6 CDI correspond à :

- 3 des renforts ponctuels du Pôle Urbain ont été transformés en CDI dans le courant de l'année 2019, face à l'accroissement de notre activité.

  Il s'agit de :

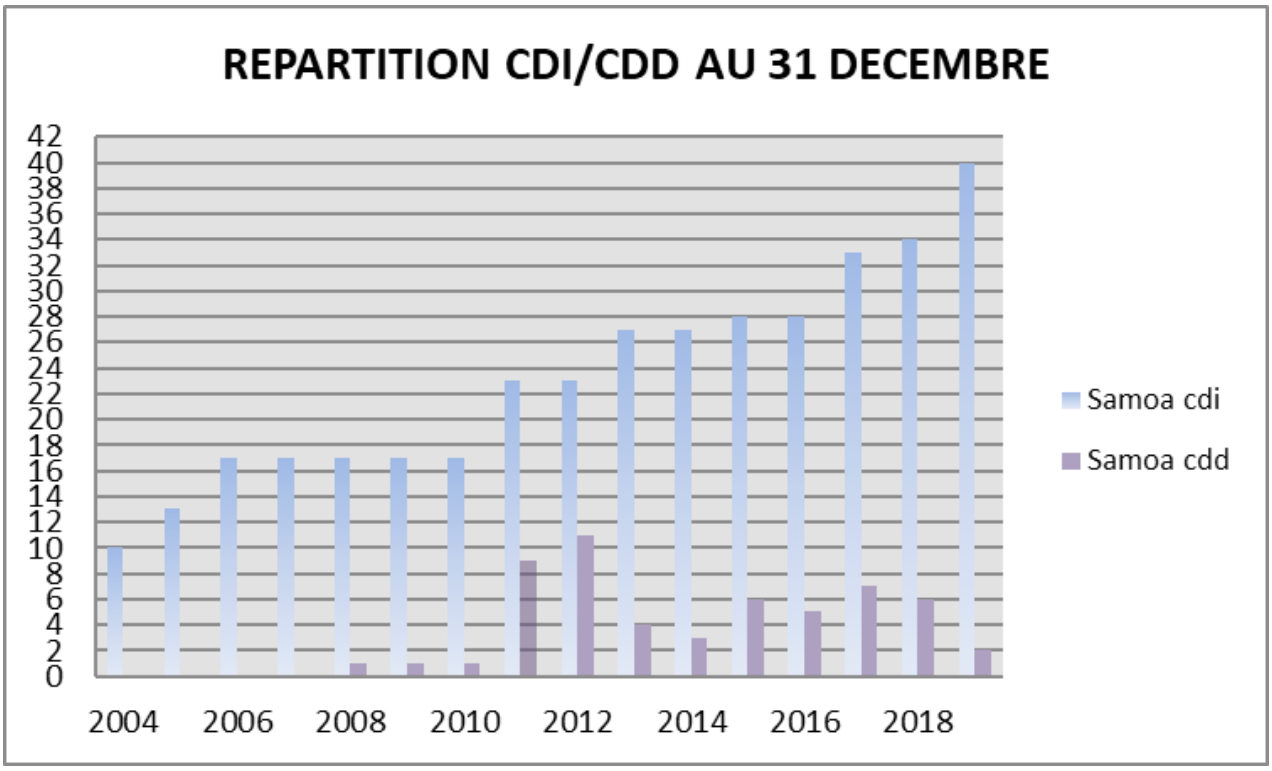
  - Un poste de Chargé de missions pour la commercialisation des droits à construire et les études urbaines.
  - Un poste d'Assistanat opérationnel.
  - Un poste d'Assistanat comptable avec l'augmentation de l'activité de gestion locative au Pôle Economique.

- Les 2 renforts mis en place au Pôle Economique ont été maintenus sur toute l'année 2018 et ont été confirmés en CDI dits « de chantier » début 2019.

- 1 CDI a été recruté pour renforcer le service « marchés » en fin d'année 2019.

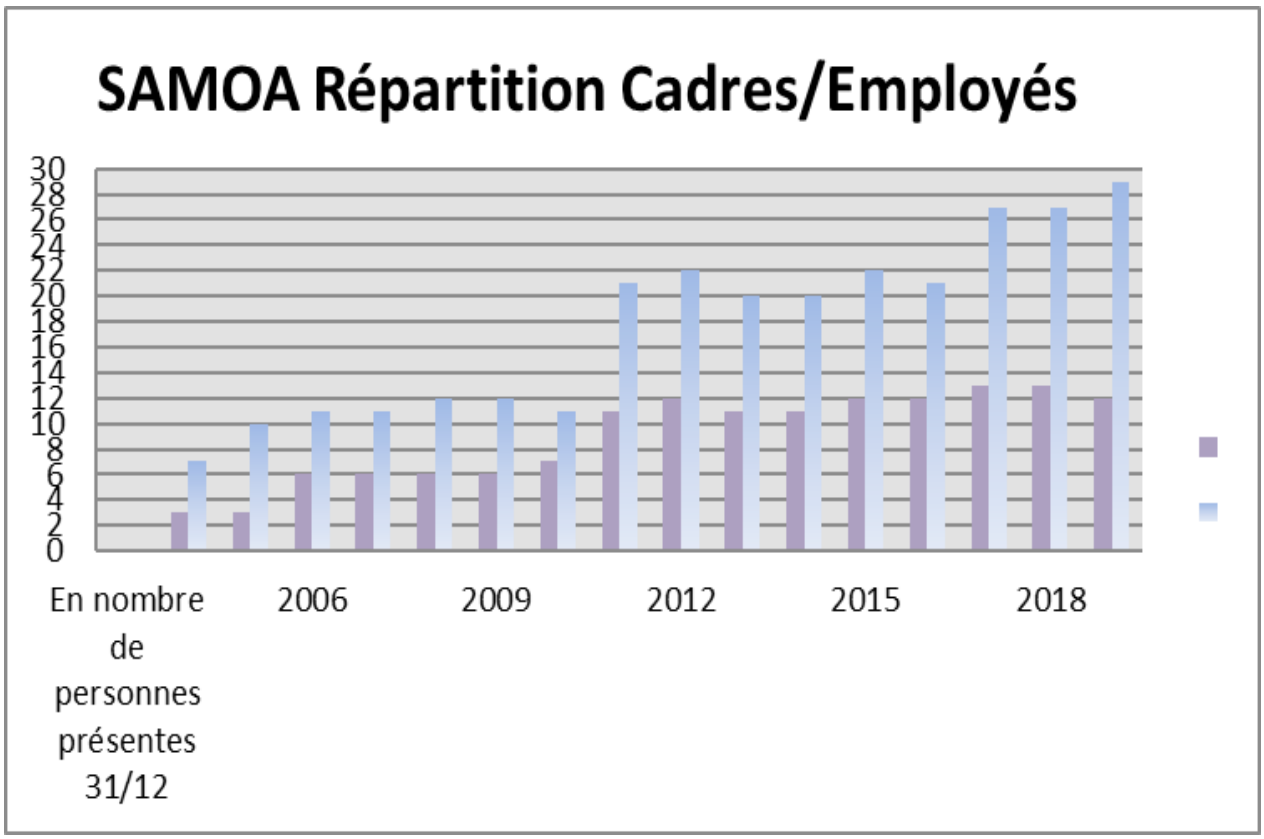
- 2 CDD sont toujours en cours au 31/12/19.

  - Un premier concernait initialement le remplacement pour un congé parental qui s'est achevé en début d'année 2019. Il a été reconduit pour un renfort lié au financement Européen Smart Grid ainsi qu'aux partenariats en cours avec les villes de Recife et de Montréal, jusqu'au 31/12/19. Ce CDD a été confirmé en CDI dit « de chantier » au 01/01/20.
  - Un second CDD concerne le recrutement début mars 2019 pour faire face aux travaux de dépollution du secteur MIN / République.

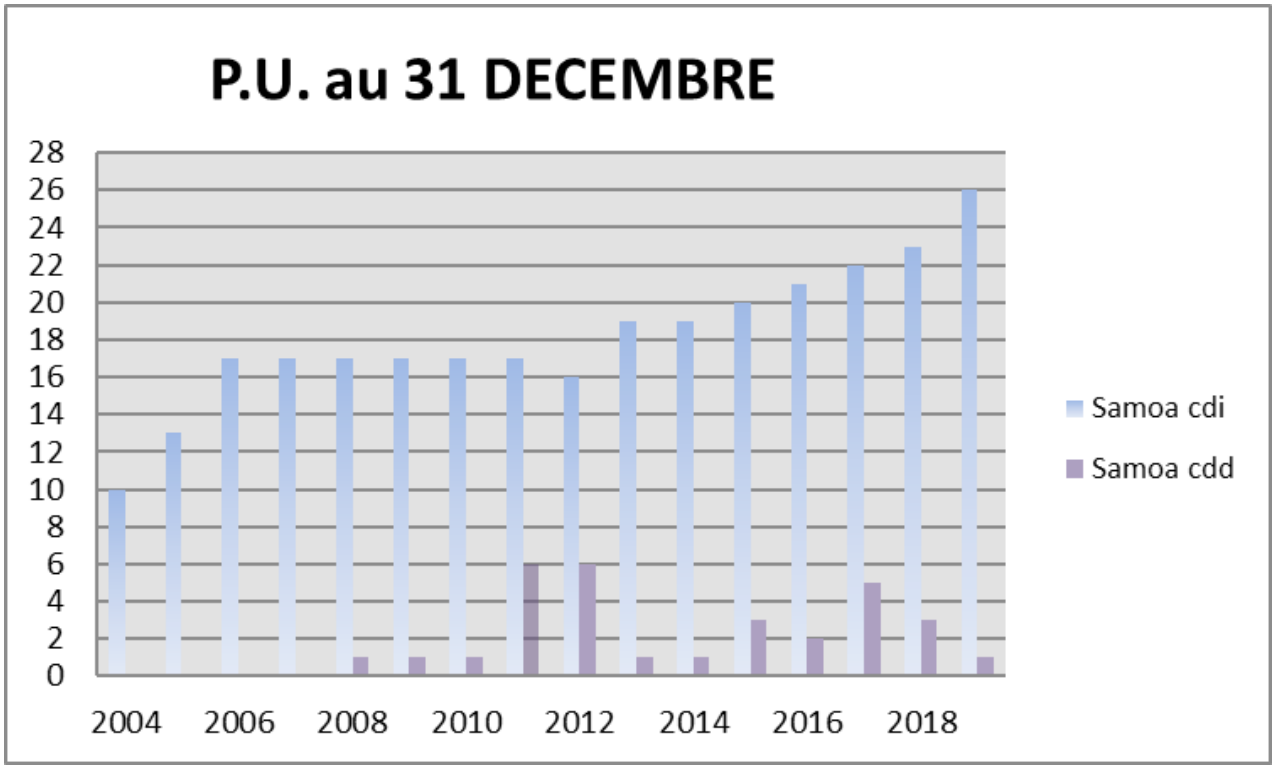


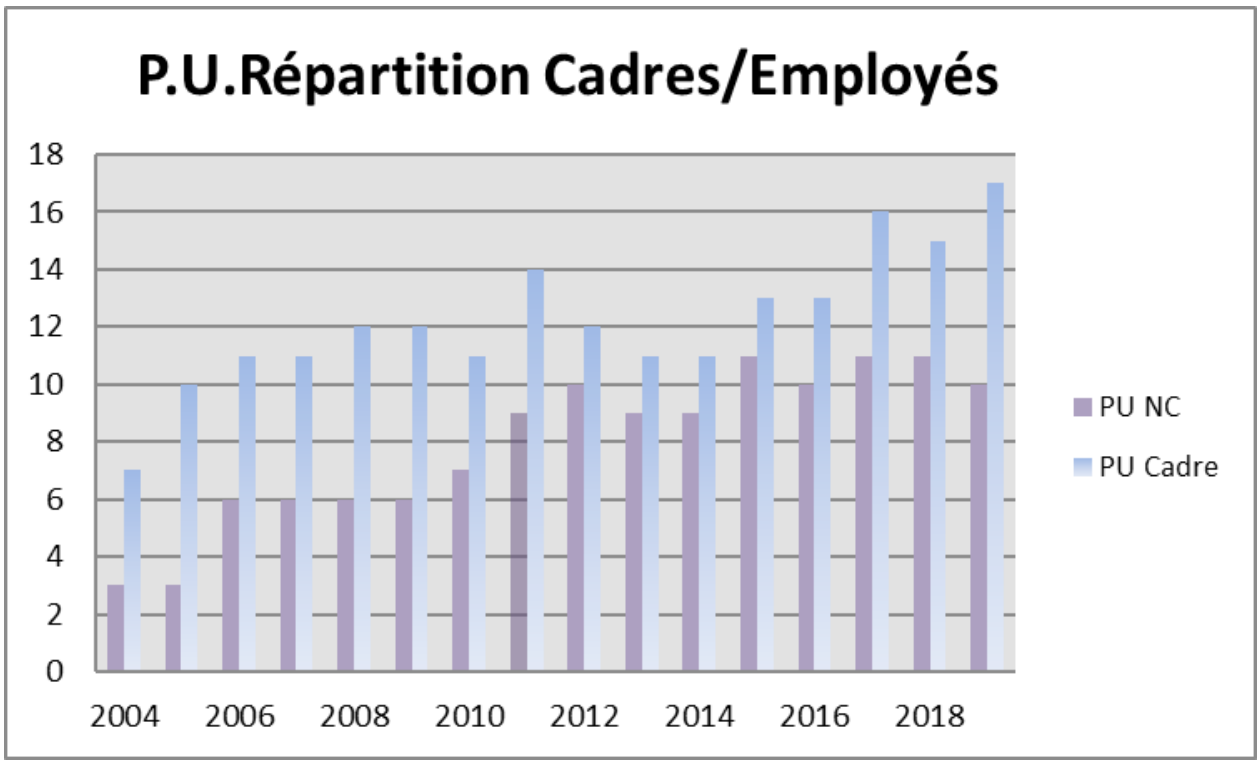
L'effectif au 31 décembre 2019 est constitué à 71% de cadres (30 sur 42 pour cet exercice contre 27 sur 40 au 31/12/18).
Dans le courant de l'année 2019, un passage du statut d'employé à cadre a été validé, ainsi qu'un recrutement cadre pour le service des « marchés » et le maintien du poste en renfort des actions internationales, après le retour de congés parental de la titulaire.

En équivalent temps plein, la proportion remonte à 74,5% (27,80 sur 37,31 pour cet exercice contre 25,89 sur 35,97 au 31/12/18).



*STATISTIQUES SUR L'EFFECTIF DU **POLE URBAIN** AU 31/12/2019*





Au Pôle Urbain, incorporant les fonctions supports pour toutes les activités, les statistiques sociales sont les suivantes :

- L'ancienneté moyenne est de 7 ans et 2 mois.

- L'effectif est composé à 62% par du personnel féminin reparti comme suit : 51% pour les cadres, 49% pour les non-cadres.

- L'ensemble du personnel est composé de 68,5% de cadres et 31,5% de non-cadres.

- L'âge moyen des salariés est de 39 ans et 5 mois.

Au cours de l'exercice 2019, les mouvements de personnel pour l'activité Pôle Urbain sont les suivants :

➢ **En CDI**

- Le poste de médiateur pour le Hangar 32 a enregistré, comme chaque année, un mouvement de personnel. Au cours de l'exercice, un médiateur a démissionné et a été remplacé par un nouveau médiateur. Ces mouvements sont dus au fait que la Samoa recrute des étudiants sur des contrats de 26h par mois, pour assurer les permanences du Hangar 32. Dès l'obtention de leur diplôme, ces étudiants arrêtent leur contrat pour démarrer leur vie professionnelle.

- Les 3 renforts ponctuels du Pôle Urbain ont été transformés en CDI dans le courant de l'année 2019, face à l'accroissement de notre activité. Il s'agit des postes suivants :

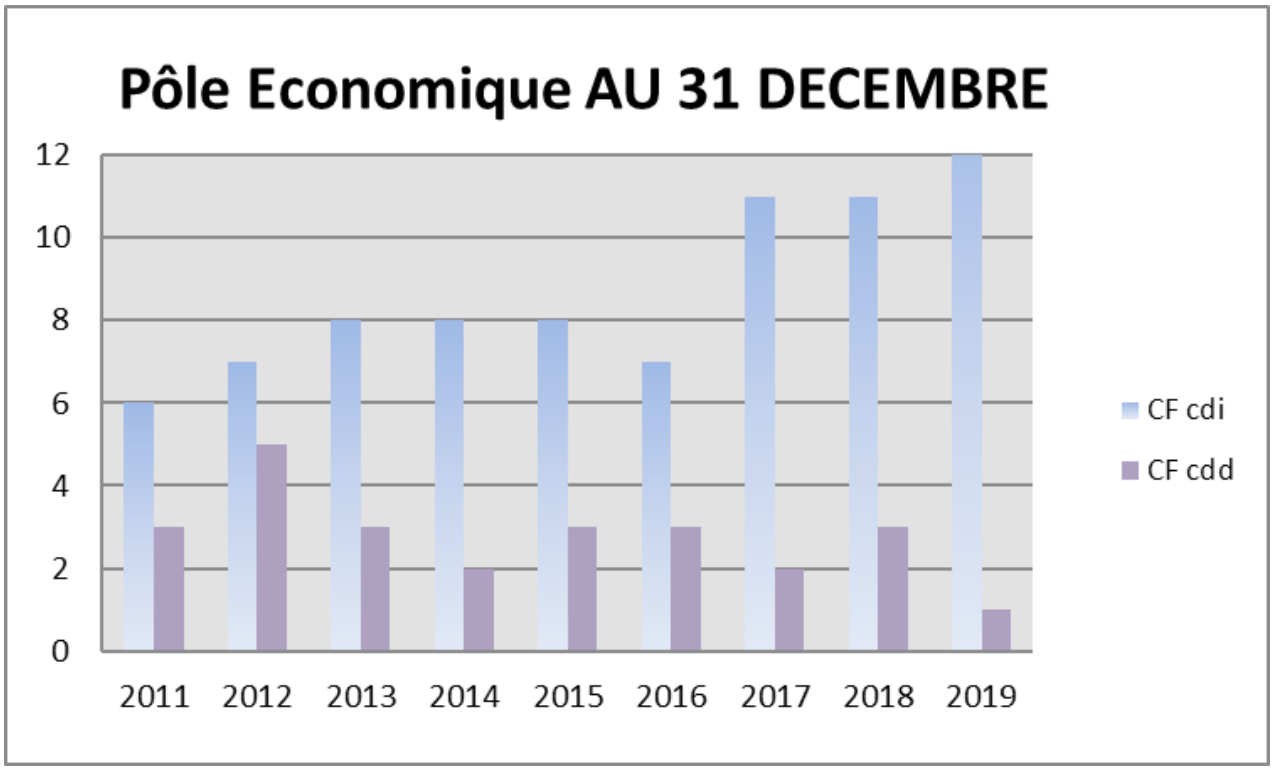
  - Un Chargé de missions pour la commercialisation des droits à construire et les études urbaines.
  - Une Assistante opérationnelle par suite d'un renfort nécessaire du Pôle des assistantes.
  - Une Assistante comptable avec l'augmentation de l'activité de gestion locative au Pôle Economique.

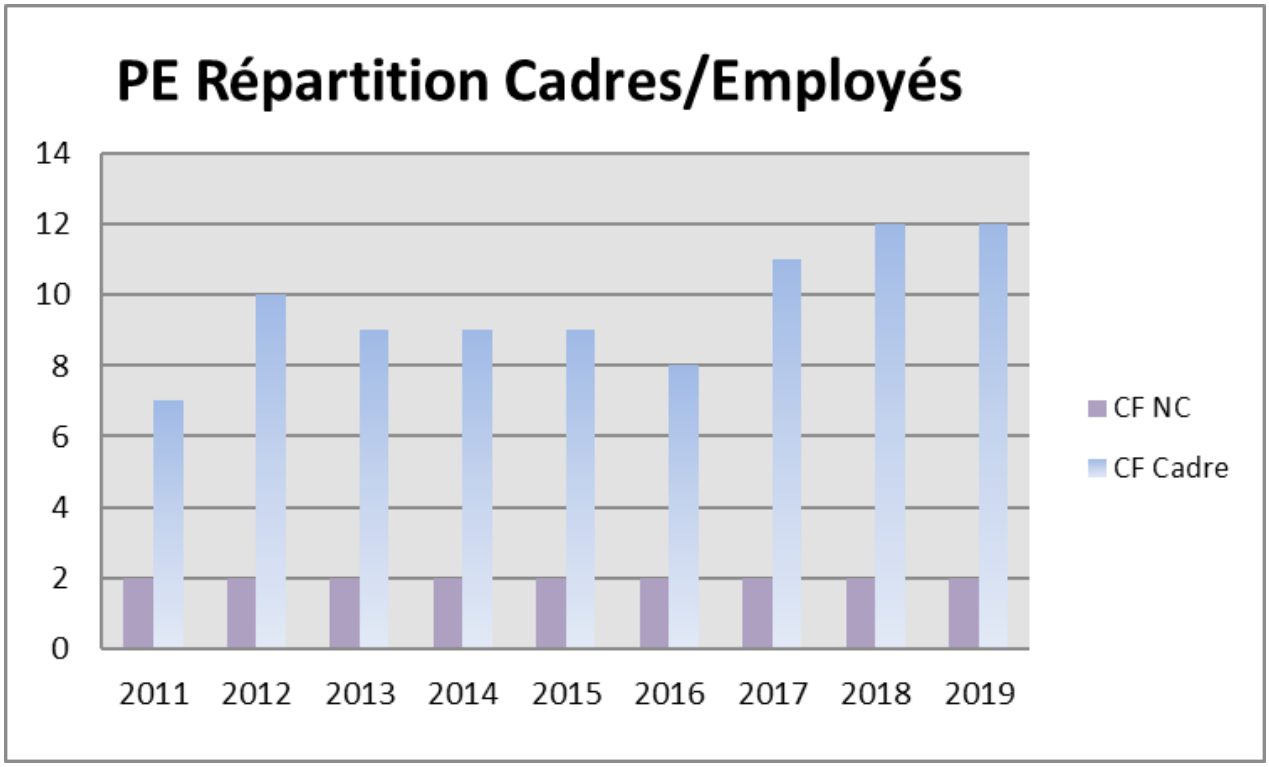
- Le recrutement d'un CDI a été effectué pour renforcer le service « marchés ».

➢ **En CDD**

- Un CDD est en cours au 31/12/19 pour un renfort sur les travaux de dépollution du secteur MIN / République.

STATISTIQUES SUR L'EFFECTIF DU POLE ECONOMIQUE AU 31/12/2019





Pour le Pôle Economique, les statistiques sociales sont les suivantes :

- L'ancienneté moyenne est de 4 ans et 6 mois.
- L'effectif est composé à 63% par du personnel féminin (76% pour les cadres, 24% pour les non-cadres).
- L'ensemble du personnel est composé de 85% de cadres et 15% de non-cadres.
- L'âge moyen des salariés est de 38 ans.

Au cours de l'exercice 2019, les mouvements de personnel pour l'activité de la Creative Factory sont les suivants :

➢ **En CDI**

- Les 2 renforts mis en place au Pôle Economique ont été maintenus sur toute l'année 2018 et ont été confirmés en CDI de chantier début 2019.

➢ **En CDD**

- Nous avons également un CDD en cours au 31/12/19, pour un renfort lié au financement Européen Smart Grid ainsi qu'aux partenariats en cours avec les villes de Recife et de Montréal.

Point sur les stagiaires à la Samoa au cours de l'exercice 2019

La Samoa a accueilli en 2019, 6 stagiaires de longue durée allant de 4 à 6 mois : 3 au Pôle Urbain, 2 au Pôle Economique et un au Service administratif qui ont travaillé sur les sujets suivants :

- Pour le **Pôle Economique** :
  - 1 étudiante en science de la communication (bac +4 chez Audencia) de mars à début juillet 2019.
  - 1 étudiant en licence économie et gestion d'avril à juillet 2019.

- Pour le **Pôle Urbain** :
  - 2 étudiantes de l'Ecole d'architecture de Nantes de février à août 2019 pour l'une, et d'août 2019 à février 2020 pour l'autre.
  - 1 étudiante en Master 2 aménagement, urbanisme, diagnostic et intervention sur les territoires de mai à novembre 2019.

- Pour les **fonctions supports juridiques et marchés de la Samoa**, une étudiante en Master 2 droit public des affaires d'avril à septembre 2019.

La Samoa a aussi pris 1 collégienne pour effectuer son stage de découverte de la vie d'entreprise suite à la mise en place par Nantes Métropole d'une plateforme spécifique destinée à aider les jeunes élèves à trouver une entreprise pour les accueillir.

Fonctionnement interne : la formation du personnel

En 2019, et comme chaque année, la Samoa a élaboré un plan de formation pour l'ensemble de ses collaborateurs après avoir dressé l'inventaire des besoins exprimés et attendus. La Samoa a recherché les organismes de formation adaptés, établi le planning et le budget correspondant.

Pour l'année 2019, le budget total consacré à la formation a été de 51 112 € soit 2,74% de la masse salariale.

Ce budget pour la mise en œuvre de ce plan de formation a permis au personnel de bénéficier d'actions de formation dans les domaines suivants :

- **La continuité d'une formation en management**

Cette formation a été retenue comme prioritaire pour les responsables de pôles et les chefs de projets communication. Cette formation qui a concerné 7 collaborateurs a eu comme objectifs d'aider les personnes à mieux appréhender le rôle d'encadrement et de management des personnes travaillant sous leur

responsabilité, mais aussi, de mieux connaître leur propre style de management et d'identifier les points à conforter et à améliorer.

Cette formation incluait deux volets :

- Des séances de groupe avec l'ensemble des personnes ;
- Une action individuelle avec le coach formateur pour l'identification de leurs forces et faiblesses.

Et pour finir, des ateliers thématiques portant sur les enseignements du volet 2.

Ces sessions qui ont débuté sur le plan de 2018, ont finalement pris fin au 1er trimestre 2019.

- **Formations communes**

La Samoa a principalement mis en place en 2019 des formations de groupe communes au Pôle Economique et au Pôle Urbain, sur différentes thématiques :

- **Formation Santé et Sécurité :**
  - Sauveteur Secouriste du Travail
  - Manipulation des extincteurs, guide-file et serre-file

La Samoa propose un recyclage des formations de santé et sécurité tous les 2 ans.

Sur ce même thème, suite à un souhait de développement des compétences d'une salariée, une formation pour devenir formateur de Santé et Sécurité au Travail a été suivie fin 2019. Une belle opportunité pour que cette salariée soit en mesure de garantir en interne la formation de l'ensemble du personnel sur ce sujet de sécurité dans les années à venir.

- **Formation Techniques pour gérer les projets :**
  - Prise de parole en public
  - Accompagnement de projets culturels
  - S'affirmer en situation professionnelle
  - Gestion de projets

- **Formation pour Accompagner des entreprises** (dans le cadre du développement des missions du Pôle Economique) **:**
  - Impacter sans se faire impacter, la juste posture de l'accompagnateur de dirigeant

- **Formation en Dépollution :**
  - Gestion des sites et sols pollués

- **Formation individuelle :**

Une formation en vidéo mobile : captation, montage et motion design a été suivie par un salarié.

- **Formations par le biais du Compte Professionnel de Formation (CPF) :**

Certains salariés ont souhaité utiliser leur CPF dans le but d'évoluer professionnellement. Ces formations sont de longues durées, donc seront comptabilisées sur plusieurs plans dans le cas de la prise en charge partielle de la Samoa.

- « Executive Directeur Financier » organisé par AUDENCIA d'octobre 2019 à décembre 2020, est financée en partie par le CPF. Le solde intègre les plans de développements des compétences (PDC) de la Samoa 2019 et 2020.

Deux autres formations ont été financées en totalité par le CPF :

- Master 1 Management Double Compétence, de septembre 2019 à juin 2021.
- Certificat d'Université - Option Contrôle de Gestion + UE Calcul et Analyse des Coûts, de novembre 2019 à juillet 2020.

Ces 2 formations sont organisées par l'IAE de Nantes.

Des actions d'accompagnement individuel de coaching ont aussi été réalisées en 2019 pour 5 salariés (dont 4 en continuité des années passées).

1.5 Les locaux et équipements de l'entreprise

La Samoa n'a pas changé de locaux au cours de l'exercice.

1.6 Les contrôles externes

Le contrôle analogue est constitué par le contrôle de la / des collectivité(s) sur les décisions prises par la SPL.

La loi laisse aux collectivités le soin d'organiser les conditions d'exercice d'un contrôle sur la SPL analogue à celui qu'elles exercent sur leurs propres services.

Pour la Samoa, ce contrôle est organisé et effectif suivant les modalités suivantes :

Pour la gestion de la société :

- Par le rôle des administrateurs (CA et AG),

- Par le contrôle des services de Nantes Métropole sur notre gestion :
    - Par la démarche performance, la réunion de synthèse 2019 et détermination des objectifs 2019, réunion tenue le 29 novembre 2019 ;
    - La présentation du bilan de l'exercice 2019 a été effectuée le xx mai 2019 avec un point d'avancement sur la démarche performance.

Pour le Traité de Concession d'Aménagement relatif au projet urbain de l'île de Nantes :

- Par les séances PRD 2019 : les réunions préparatoires ont été tenues les 10 & 15 octobre. La réunion d'arbitrage s'est déroulée le 14 novembre 2019 ;

- Par les séances CRACL au 31/12/2019 : réunions des 8 avril & 4 mai 2019 ;

- Les séances « GT île de Nantes » qui ont lieu tous les mois pour les validations et le suivi des programmes :
    - Pour le Pôle Urbain, cette réunion mensuelle se tient en présence du Directeur Général délégué à la cohérence territoriale de Nantes Métropole, des services concernés et de la Direction Générale de la Samoa, ceci afin de suivre l'ensemble des dossiers relatifs à l'aménagement stratégique et opérationnel de l'île de Nantes.

Pour la Délégation de service public du Pôle Economique :

- En 2019, le suivi financier a été effectué conjointement à l'élaboration du budget 2020-2024 objet de la nouvelle délégation de service public délibérée en décembre 2019 par Nantes Métropole. De nombreuses réunions ont eu lieu : 5 juillet, 5 septembre, 3, 11 et 15 octobre et 5 novembre 2019. Ces réunions ont aussi abordé les points préparatoires à la livraison et la mise en service des Halles 1&2.

- Par les comités techniques mensuels de suivi du Pôle Economique. Une réunion mensuelle se tient en présence de la Direction Générale de la Samoa, du Directeur Général adjoint au développement économique et à l'attractivité internationale de Nantes Métropole et ses services, afin de suivre l'actualité et les actions du Pôle Economique de la Samoa.

Autres Contrôles externes :

- Un contrôle de la Chambre Régionale des Comptes a été notifié le 14 janvier 2019.
  Il porte sur les comptes et la gestion de la Samoa sur la période 2014 à 2018. Plusieurs réunions se sont tenues à la Samoa (21 mars, 2, 5, 19, et 25 avril, 9 et 17 mai 2019, 5, 9, et 18 juillet, 17 octobre). De nombreux échanges par mail et dépôts de documents sur la plateforme sécurisée de la CRC ont été effectués pendant cette période.
  La réunion de clôture s'est tenue le 18 novembre 2019.
  Le rapport provisoire a été reçu à la Samoa le 27 décembre 2019.
  La Direction de la Samoa a envoyé ses observations sur ce rapport provisoire le 24 février 2020.
  Il est rappelé que, conformément aux dispositions légales, les éléments du rapport provisoire sont strictement confidentiels et ne peuvent être communiqués.
  La Samoa reste dans l'attente du rapport définitif qui, lui, sera présenté au premier conseil d'administration suivant sa réception, les délais d'instruction ayant été suspendus par la mise en application de l'Etat d'urgence sanitaire.

- Un contrôle fiscal, principalement axé sur la TVA, a débuté le 19 mars 2019. Ce contrôle a donné lieu à une reprise sur la TVA sur marge d'un acte de 2016. Ce redressement a pu être compensé par un acte complémentaire avec le promoteur concerné. Ce redressement a ainsi été « neutralisé ». La Samoa a aussi eu un complément de taxe sur les salaires au titre de 2018 de 10 828 €. Le contrôle s'est terminé par une réunion le 17 septembre 2019. A l'issue de cette réunion et de cette procédure, l'administration fiscale a procédé à une remise sur les pénalités, considérant ainsi la bonne foi de la Samoa.

1.7 Commissaire aux comptes

Le commissaire aux comptes de la société Samoa est le cabinet KPMG audit Ouest.
Son mandat a été renouvelé lors de l'Assemblée Générale de 2016 et se terminera avec l'arrêté des comptes au 31 décembre 2021.

1. La présentation des comptes annuels

Les comptes annuels de la Samoa font l'objet d'un rapport établi par l'expert-comptable, le cabinet Sémaphores.
Les comptes sont contrôlés et certifiés par les Commissaires aux comptes pour l'approbation par l'Assemblée Générale.

Le rapport de l'Expert-Comptable est annexé au présent dossier.

2.1 Commentaires du bilan - actif de la Samoa

Cf. page 4, du rapport du Cabinet d'expertise comptable Sémaphores.

- **Actif immobilisé : 233 796 €** en valeur nette, c'est-à-dire amortissements déduits.

La variation par rapport au 31/12/2017 (-27 359 €) provient :

Des nouveaux investissements 2019 :
- 3 000 €, acquisition d'un écran interactif au Hangar 32.
- 1 955 € pour l'acquisition de nouveau mobilier de bureau.

- Des amortissements constatés en 2019 :
  - Amortissements réalisés en 2017(-41 974 €).

- De la comptabilité en prêt du 1% « effort construction » versé à action logement pour l'exercice 2019 (+8 248 €),

- D'ajustements de la caution des bureaux quai François Mitterrand et Eureka (+1 413 €).

Détail des immobilisations nettes au 31/12/2019 :

- Immobilisations incorporelles (logiciels) : 13 795 €

- Immobilisations corporelles (mobilier de bureau, agencements des locaux, matériel de bureau et informatique, véhicules) : 123 891 €

- Immobilisations financières (dépôts de garantie versés pour la location des bureaux de la Samoa) : 91 154 €

Il est précisé qu'au 31/12/2019 les aménagements réalisés pour les locaux du Pôle Economique sont amortis en quasi-totalité ainsi que la subvention d'investissement perçue à cet effet.

➢ **Actif circulant : 41 030 810 €**

Plusieurs points importants à signaler :

- Stocks et en-cours de production de biens : 27 367 020 €

Au 31/12/2019, nous retrouvons une somme représentant les dépenses « nettes » liées au projet île de Nantes réalisées dans le cadre du Traité de Concession d'Aménagement signé fin 2015.
Cette somme correspond aux engagements repris de la CPA au 1er janvier 2016 (dépenses nettes réalisées après déductions des remises d'ouvrages réalisées) complétés par le montant des dépenses nettes réalisées au cours de l'exercice 2016 à 2018.
Vous trouverez les détails des charges et recettes constatées sur le traité de concession en deuxième partie au point A « Activité opérationnelle du Pôle Urbain au titre de l'exercice écoulé ».

- Charges constatées d'avance : 78 732 €

- Avance et acompte sur commande fournisseurs : 57 279 €

- Créances clients : 514 689 €

Ce poste a fortement diminué par rapport au 31/12/2019. Il n'y avait plus de créance sur des actes de cessions de droits à construire. Ce montant représente principalement des créances liées aux activités locatives (Pôle Economique et Pôle Urbain).

- Autres créances. Ce poste comprend principalement : 1 849 856€
  - La TVA non encore récupérée auprès de l'Etat (528 K€),
  - Le Crédit de TVA à recouvrir auprès de l'Etat (328 K€),
  - Les subventions accordées et non encore encaissées (total de 519 K€)
    - dont Région pays de la Loire 140 K€
    - dont FEDER 2018 123 K€
    - dont subvention UIA 115 K€
    - dont crédit CICE 123 K€

- Disponibilités au 31/12/19 (comptes débiteurs de banque) dont : 4
  - 1 008 K€ relatif au TCA, 457 478 €

- 1 043 K€ au fonctionnement de la Samoa Pôle Urbain,
- 1 155 K€ d'avances reçues non encore utilisées au titre des mandats,
- 1 250 K€ au Pôle Economique.

Au total, l'actif du bilan de la Samoa s'élève à 34 558 850,61 €.

2.2 Commentaires du bilan - passif de la Samoa

(Cf. page 5 du rapport du Cabinet d'expertise comptable Sémaphores)

- **Capitaux propres : 2 087 868 €**

- Capital social :	1 000 000 €
- Réserve légale :	74 861 €
- Report à nouveau :	1 158 458 €
- Résultat de l'exercice :	**-153 018 €**
- Subventions d'investissement (liées à l'activité Pôle Economique) :	7 547 €

- **Provisions pour risques et charges : 178 284 €**

- **Dettes : 32 292 699 €**

- Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit, ceci correspond aux en-cours d'emprunts au 31/12/2019 majorés des intérêts courus non échus. Au cours de l'exercice 2019, nous n'avons pas contracté de nouvel emprunt. La diminution de poste par rapport au 31/12/2018 correspond aux remboursements constatés en 2019 sur les emprunts en cours (3 958 724 €).	26 849 395 €
- Dettes financières intérêts courus sur emprunts :	69 978 €
- Dettes financières : dépôts et cautionnements reçus :	142 408 €
- Fournisseurs et comptes rattachés (factures fournisseurs comptabilisées fin 2019 et non encore réglées au 31/12/2019) :	4 369 628 €
- Dettes sociales et fiscales (dettes sociales et fiscales TVA comptabilisées fin 2019) :	541 687 €
- Avances et acomptes reçus de clients :	41 559 €
- Autres dettes (dépenses réalisées dans le cadre des mandats) :	174 192 €
- Produits constatés d'avance :	103 850 €

Au total, le passif du bilan de la Samoa s'élève à 34 558 850,61 €.

2.3 Commentaires du compte de résultat de la Samoa

Cf. pages 8 et 9 du rapport du Cabinet d'expertise comptable Sémaphores.

- **Produits d'exploitation**

Le chiffre d'affaires de la Samoa s'élève à **15 801 676 €**.

Pour l'exercice 2018, le chiffre d'affaires était de 18 903 963 €. La différence provient majoritairement de la diminution des cessions de droits à construire (- 2 887 K€).

Pour l'exercice 2019, le chiffre d'affaires se décompose de la manière suivante :

- Recettes réalisées dans le cadre du projet île de Nantes : 13 900 716 €
  (dont cessions de terrains 3 794 K€ (6 681 K€ en 2018), participations de Nantes Métropole 9 918 K€ dont 1 418 K€ d'apports en nature, les autres produits provenant des subventions, et produits des locations constatés en 2019).
  Ce montant est en hausse par rapport à 2017 (+6 168 K€), En 2017, la Samoa n'avait pas encaissé de participation de Nantes Métropole alors qu'au titre de 2018, le concédant a versé 8 000 K€.

- Rémunération de la SPL dans le cadre des mandats de maîtrise d'ouvrage déléguée : 204 364 €

- Recettes pour le Pôle Economique : 1 697 596 €
  (dont 585 K€ au titre de l'activité gestion locative, 940 K€ de participation de Nantes Métropole au titre de la délégation de service public et
  171 K€ de recettes propres à l'activité (partenariat, événements…)
  En 2018, le chiffre d'affaires pour le Pôle Economique était de 1 677 577 €.

Ce chiffre d'affaires n'inclut pas la rémunération pour la gestion du Traité de Concession. Cette « rémunération » liée à la TCA n'est pas considérée comptablement comme une facturation mais comme une imputation de charges et donc enregistrée en « transfert de charges » (cf. points suivants).

La production stockée d'un montant de **+1 338 712 €** correspond à la différence entre la valeur des dépenses constatées et la valeur en coût de revient des cessions réalisées au cours de l'année 2019. Le montant positif s'explique par le fait que nous avons réalisé en 2019, plus de dépenses que de recettes.

Le montant des subventions d'exploitation pour l'exercice 2019 est en baisse (-44%) et s'élève à 328 899 € (583 262€ en 2018).
Ceci est dû au fait que la subvention FEDER espérée au titre des exercices 2019 n'a pu être officiellement attribuée par les services instructeurs. Notre demande déposée fin 2018 était toujours en cours d'analyse au moment de l'établissement du bilan. Les services instructeurs n'ayant pu finir la validation des dépenses objet de la subvention 2018 ils n'ont pu procéder à la présentation du dossier 2019. (Montant attendu de 150 K€ environ).

Le détail des subventions constatées en 2019 est le suivant :

La majeure partie concerne l'activité du Pôle Economique :

- Subvention du Conseil Régional : 140 000 €
- Appel à projet Ministère de la Culture NMcube : 29 650 €
- Accompagnement entrepreneurs culturels - Ministère de la Culture : 10 000 €
- Subventions Financement RFI OIC : 21 355 €
- Quartier Démonstrateur et tiers-lieux créatifs – financement CDC : 71 414 €
- Financement Université de Nantes Chalenges Créatifs : 38 957 €

Les autres subventions perçues concernent l'activité du Pôle Urbain :

- Subvention UIA 5Ponts affectée à l'exercice : 38 506 €

Les reprises sur provisions et transferts de charges, d'un montant de **2 390 396 €** comprennent :

- Rémunérations de la SPL au titre du Traité de Concession île de Nantes : 2 130 000 €

- Remboursements divers sur dépenses de fonctionnement (frais de formation remboursés par l'organisme collecteur de la participation à la formation professionnelle, avantages en nature relatifs à l'usage d'un véhicule de fonction) : 21 047 €

- Transfert de charges locatives Traité de Concession / Gestion locative DSP : 233 766 €

Les autres produits s'élèvent à **119 617 €** dont principalement la reprise de la provision constituée avec les bonis 2017 et 2018 liés à la délégation de service public du Pôle Economique pour 118 019 € et l'amortissement de la subvention d'investissement 2011 pour les aménagements des bureaux du Pôle Economique (40 033€).

La méthode à l'avancement qui reste en vigueur est appliquée au bilan 2018 :

- Aux rémunérations sur mandats en prenant en compte les décalages de planning dans leur réalisation ;
- Aux partenariats privés du Pôle Economique en répartissant les recettes sur la durée de chaque convention ;
- À la subvention perçue pour le projet européen UIA 5Ponts ;
- Aux abonnements perçus par le Pôle Economique.

Au total, les produits d'exploitation 2019 de la Samoa sont de 19 979 977,20 € (17 425 991 € en 2018).

- **Charges d'exploitation**

Les charges d'exploitation s'élèvent à **20 177 262,93 €**.

Poste « autres achats et charges externes » : 17 164 320 €

Il comprend l'ensemble des dépenses réalisées en 2019 concernant le projet île de Nantes (15 489 353 €, montant repris dans le CRACL au 31/12/2019 soit une augmentation de 21% par rapport à l'exercice 2018), nous retrouvons le niveau de dépenses de 2017) :

- Etudes pré-opérationnelles : 934 810 €
- Autres études et communication : 290 146 €
- Acquisitions : 2 845 050 €
- Démolitions, mise en état des sols : 759 009 €
- Travaux d'aménagement et honoraires : 7 032 913 €
- Travaux de superstructure : 509 087 €
- Autres dépenses : 519 168 €
- Rémunération de l'aménageur : 2 130 000 €
- Frais Financiers : 519 246 €
- Dotation aux provisions : 78 €

Les explications concernant ces dépenses sont exposées dans la partie activité opérationnelle du Pôle Urbain au titre de l'exercice écoulé.

Dépenses spécifiques réalisées par la Samoa pour la réalisation des missions de la délégation de service public (930 497 €) :

- Charges de gestion locative du Pôle Economique pour l'exploitation des bâtiments dédiés aux industries culturelles et créatives : 599 994 €
- Charges liées aux plans d'actions mis en place par le Pôle Economique pour les industries culturelles et créatives : 306 493 €
- Etudes de pré-configuration des Halles 1&2 26 010 €

Ce poste comprend également les dépenses propres au fonctionnement de la Samoa (742 469 €) :

- Achats de fournitures non stockables (eau, électricité), carburant, fournitures administratives et autres : 27 141 €
- Loyers des locaux de la Samoa (PU & PE) : 202 965 €
- Locations de matériel informatique, de matériel de bureau, d'un véhicule et de vélos professionnels : 45 604 €
- Entretien et maintenance des locaux : 37 370 €
- Entretien et maintenance du matériel informatique et de bureau, infogérance informatique : 46 464 €
- Mise à disposition de licences et logiciels : 32 616 €
- Assurances : 5 322 €
- Documentation, frais de colloques et autres frais externes : 33 976 €
- Personnel Intérimaire : 24 378 €
- Honoraires : 141 096 €
  Il s'agit d'honoraires payés à la SCET dans le cadre de sa mission d'assistance et de son contrat de réseau, à l'expert-comptable, au commissaire aux comptes, aux prestations juridiques, à la mise en place de la RGPD, à un consultant pour le recrutement de personnel et pour des actions de coaching, au prestataire chargé de l'établissement de la paye.
- Communication : 13 719 €
- Voyages, déplacements et frais de réception : 60 727 €
- Frais postaux et de télécommunication : 31 260 €
- Frais bancaires : 3 289 €
- Autres frais : 36 543 €

Poste « impôts, taxes et versements assimilés » : 146 980 €

Ce poste est en baisse de 110 193 € par rapport à 2018.

Il s'agit de la taxe d'apprentissage, de la contribution économique territoriale (cotisation foncière et cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises), de la taxe foncière, de la taxe sur les véhicules de société et de la taxe Contribution Sociale de Solidarité.

Ce poste enregistre maintenant la TVA déductible non récupérable sur les charges liées au Pôle Economique (hors charges de gestion locative) à savoir 73 587 €. Le taux de récupération de TVA est légèrement supérieur au titre de 2019 ce qui a engendré une économie de 12 K€

Contrairement à l'exercice 2018, nous ne sommes pas redevables au titre de 2019 de la taxe sur les salaires. Ceci explique la baisse par rapport à l'exercice précédent (-77 413 €).

Au titre de l'exercice 2019, nous avons de nouveau un taux réel de 90% donc pas de taxe sur les salaires à payer en 2020.

Poste « salaires et traitements » : 1 866 615 € (+2,6%)

(cf. détail : point 1.4 du présent rapport de gestion.)

Poste « charges sociales » : 874 895 € ; à noter que sur 2019 le crédit d'impôt CICE est supprimé (44 780 € en 2018) mais que les taux de charges sociales ont baissé ce qui fait que ce poste n'augmente que de 2% soit moins que les salaires bruts.

Poste « autres charges » 137 €

Poste « dotations aux amortissements sur immobilisations » : 41 974 €

Poste « dotations aux dépréciations sur actif circulant » : 2 128 €

Poste « dotations aux provisions pour charges » : 80 214 €

Il s'agit des provisions :

- Pour risques liés au poste de mandataire social 38 871 K€.
- Pour indemnités de départ à la retraite (engagement légal de la société) : 41 343 €.
  Il est précisé que cette provision est calculée en tenant compte de l'âge et de l'ancienneté des salariés et par aussi des taux d'actualisation de la dette future. A cet effet, lorsque les taux sont bas, le mécanisme de calcul de l'actualisation des indemnités futures conduit à une augmentation de la dette.

Le résultat d'exploitation s'élève à –197 286 €. Il était de -2 025 € en 2018.

Le résultat financier constitué des produits et charges sur nos comptes courants rémunérés, s'élève à : +4 203 €.

Le résultat courant avant impôts s'établit à : -193 083 €.

Le résultat exceptionnel de 40 064 € est dû principalement :

- En produit, à la quotepart de subventions d'investissement pour le Pôle Economique affectée au résultat 2019 pour 40 033 €.

Le déficit net comptable s'établit à -153 018,91 € (+18 764,58 € en 2018).

Ce déficit important est dû principalement aux faits suivants :

- Tel que signalé dans le paragraphe sur les produits d'exploitation, la subvention FEDER attendue au titre de 2019 pour l'activité du Pôle Economique n'a pu être instruite dans les délais initialement prévu. Nous avions prévu au budget un montant de 200 698 €.

  La non-constatation de cette subvention a été en partie comblée par la reprise du boni réalisé en 2017 et 2018 (118 020 €) et que nous aurions dû reverser à Nantes Métropole à la clôture de la délégation de service public 2016-2019.

  Les discussions en cours avec le service instructeur pour le FEDER nous laisse espérer qu'une subvention de 150 K€ au titre de 2019 nous sera accordée en 2020. Toutefois, comme nous l'expliquerons par ailleurs, les derniers événements liés au COVID 19 ont créé une incertitude sur la perception de cette subvention.

- Pour le Pôle Urbain, nous avions prévu une rémunération à hauteur de 71 051 € dans le cadre du mandat de réalisation des Halles 1&2. Des erreurs d'appréciation dans l'avancement du dossier ainsi que les retards importants pris dans la réalisation des Halles 1&2 liés aux problèmes de défaillance de l'entreprise réalisant la toiture ont fait que cette recette a dû être annulée sur 2019.

  Un avenant va être demandé au mandant pour la prise en compte du surcroit de travail lié à ces problèmes imprévus survenu sur le chantier. Cet avenant pourrait compenser au moins en partie cette perte en 2020.

Les comptes de résultat ventilés par section (PU / PE) et la comparaison avec le compte de résultat prévisionnel présenté au Conseil d'Administration le 12 décembre 2019, sont présentés ci-après :

COMPTE D'EXPLOITATION EXERCICE 2019
(activité "Pôle urbain")

	RESULTAT 2018	BUDGET 2019 CA 11 /12/2018	BUDGET 2019 CA 28/5/2019	BUDGET 2019 ACTUALISE CA 12/12/2019	RESULTAT DEFINITIF 2019
RECETTES					
Rémunération Traite de Concession Ile de Nantes	2 120 000 €	2 130 000 €	2 130 000 €	2 130 000 €	2 130 000 €
Rémunération forfaitaire globale Avenant n°3 du 16/10/2019	*2 120 000 €*	*2 130 000 €*	*2 130 000 €*	*2 130 000 €*	*2 130 000 €*
Rémunération mandat Halles 1 & 2	71 051 €	62 500 €	71 793 €	71 793 €	-1 486 €
Rémunération mandat assiette foncière CHU	130 250 €	205 850 €	205 850 €	205 850 €	205 850 €
Subvention Européenne UIA projet 5 Ponts	24 852 €	27 000 €	26 496 €	26 496 €	38 506 €
Reprise sur provisions	*341 €*	*0 €*	*0 €*	*0 €*	
Produits divers de gestion	5 904 €	1 500 €	1 500 €	1 500 €	10 385 €
TOTAL RECETTES	**2 352 398 €**	**2 426 850 €**	**2 435 639 €**	**2 435 639 €**	**2 383 256 €**
DEPENSES					
Achats et Charges de fonctionnement	480 250 €	487 390 €	487 930 €	538 029 €	539 197 €
Impôts et taxes	52 743 €	78 000 €	67 000 €	61 700 €	51 646 €
Masse Salariale	1 266 316 €	1 287 798 €	1 292 384 €	1 287 220 €	1 279 641 €
Charges Sociales	589 738 €	579 509 €	591 608 €	579 249 €	593 278 €
Charges diverses de personnel	17 352 €	12 000 €	18 000 €	16 000 €	12 045 €
Taxe sur les salaires	25 546 €				
Transfert de charges CF=>PU	-201 066 €	-206 755 €	-213 100 €	-206 321 €	-206 545 €
Transfert de charges PU=>CF	77 203 €	90 904 €	114 277 €	111 502 €	112 692 €
Amortissements sur immobilisations	24 846 €	30 000 €	25 000 €	25 000 €	21 819 €
Provisions charges d'indemnités de fin de carrière	26 331 €	40 000 €	25 000 €	25 000 €	72 639 €
Charges diverses	0 €	2 000 €	2 000 €	1 000 €	7 €
TOTAL DEPENSES	**2 359 259 €**	**2 400 847 €**	**2 410 099 €**	**2 438 380 €**	**2 476 420 €**
RESULTAT D'EXPLOITATION	**-6 861 €**	**26 003 €**	**25 540 €**	**-2 741 €**	**-93 164 €**
Produits financiers /exceptionnels	*3 686 €*	*0 €*	*0 €*	*4 203 €*	*4 203 €*
Charges financières / exceptionnelles	*0 €*	*0 €*	*0 €*	*0 €*	*0 €*
RESULTAT DE L'EXERCICE	**-3 175 €**	**26 003 €**	**25 540 €**	**1 462 €**	**-88 961 €**

Le résultat final de cet exercice 2019 -88 961 € est inférieur à celui présenté le 12 décembre 2019 du fait de l'annulation de la rémunération sur le mandat Halles 1&2 tel que précisé précédemment (71 793 €).

COMPTE D'EXPLOITATION EXERCICE 2019 POLE ECONOMIQUE

	RESULTAT 2018	BUDGET 2019 CA 12/2018	BUDGET 2019 PMT 28/5/2019	BUDGET 2019 ACTUALISE 12/2019	RESULTAT DEFINITIF 2019
RECETTES					
Partenariats Privés	80 583 €	125 000 €	125 000 €	111 767 €	121 971 €
Subventions reçues	1 537 760 €	1 234 379 €	1 384 903 €	1 443 960 €	1 275 201 €
Dont:					
Subvention Nantes métropole DSP	962 588 €	925 000 €	925 000 €	938 875 €	938 875 €
Subvention Région Pays de la Loire	100 000 €	140 000 €	140 000 €	140 000 €	140 000 €
Appel à projet Ministère de la Culture NM 3	34 281 €	39 810 €	39 810 €	39 810 €	29 650 €
Subvention accompagnement entrepreneurs culturels - ministère de la culture	10 000 €	15 000 €	15 000 €	10 000 €	10 000 €
Financement RFI OIC	8 914 €	39 815 €	39 815 €	39 815 €	38 957 €
FNADT Amortissement subvention investissement	16 762 €	16 754 €	16 754 €	16 762 €	40 033 €
Subvention FEDER -	323 586 €	0 €	150 524 €	200 698 €	**0 €**
CDC Quartier démonstrateur	54 374 €	58 000 €	58 000 €	58 000 €	71 414 €
Montreal Quartier des spectacles					3 772 €
Cité du Design					2 500 €
Recettes propres QDC	38 063 €	47 000 €	44 000 €	38 133 €	42 115 €
Abonnement ICC & recettes liées aux animations	17 128 €	25 000 €	22 000 €	18 000 €	18 981 €
Recettes l'Art est aux Nefs	20 935 €	22 000 €	22 000 €	20 133 €	23 133 €
Activité gestion locative	615 257 €	630 659 €	636 559 €	602 780 €	584 441 €
Karting	185 270 €	181 500 €	185 000 €	167 300 €	166 641 €
Chapidoc	12 309 €	12 309 €	12 309 €	11 694 €	11 659 €
La Centrale	130 791 €	128 000 €	130 000 €	138 000 €	125 671 €
Ecossolies	139 257 €	138 500 €	139 250 €	140 240 €	140 240 €
Hangars 20/30 et maison du port	94 020 €	77 000 €	94 000 €	94 715 €	82 513 €
Blockhaus HUB	0 €	2 000 €		0 €	0 €
Harmonie mutuelle	44 878 €	45 000 €	45 000 €	50 831 €	46 865 €
Halle 6 Est		46 350 €	31 000 €	0 €	0 €
Place François II	8 731 €	0 €	0 €	0 €	10 851 €
Divers	3 687 €	5 000 €	5 000 €	4 320 €	5 297 €
TOTAL RECETTES	**2 275 350 €**	**2 042 038 €**	**2 195 462 €**	**2 200 960 €**	**2 029 025 €**

La perte de recette par rapport au budget présenté le 12 décembre 2019 est due à la subvention FEDER 2019 non perçue.

La perte de recette locative a été compensée par des recettes de partenariats et sur L'Art est aux Nefs un peu plus importantes.

COMPTE D'EXPLOITATION EXERCICE 2019 POLE ECONOMIQUE

DEPENSES	RESULTAT 2018	BUDGET 2019 CA 12/2018	BUDGET 2019 PMT 28/5/2019	BUDGET 2019 ACTUALISE 12/2019	RESULTAT DEFINITIF 2019
Achats et charges de fonctionnement	190 535 €	200 045 €	200 109 €	204 138 €	211 353 €
Cout fonctionnement Halles 1 & 2					
Plans d'actions	286 512 €	245 000 €	280 000 €	280 000 €	306 493 €
Accompagnement économique des entreprises	51 785 €	95 000 €	80 000 €	45 000 €	46 548 €
Site internet	15 895 €	0 €	5 000 €	5 000 €	3 031 €
Communication	48 124 €	40 000 €	45 000 €	60 000 €	82 248 €
Animation économique térritoriale	110 327 €	85 000 €	90 000 €	100 000 €	120 055 €
Action à l'international	25 714 €	25 000 €	25 000 €	20 000 €	20 515 €
Dépenses NM3, Quartiers démonstrateurs et Challenge RFI	34 668 €	0 €	35 000 €	50 000 €	34 096 €
Etudes préconfigurations Halles 1 et 2	38 085 €	50 000 €	50 000 €	46 700 €	26 010 €
Activité gestion locative	566 102 €	626 322 €	606 500 €	593 485 €	597 994 €
Karting	120 692 €	120 000 €	121 000 €	125 326 €	126 779 €
Chapidoc	614 €	1 500 €	1 500 €	1 291 €	1 200 €
La Centrale	149 481 €	166 000 €	166 000 €	169 452 €	170 473 €
Ecossolies	151 189 €	143 254 €	143 000 €	152 247 €	151 547 €
Hangars 20/30 et maison du port	87 448 €	97 000 €	90 000 €	91 780 €	92 568 €
Place François II	3 519 €	0 €	2 000 €	0 €	2 837 €
Blockhaus HUB	0 €	1 300 €	0 €	0 €	1 200 €
Harmonie mutuelle	53 159 €	55 000 €	55 000 €	53 391 €	51 391 €
Halle 6 Est		42 268 €	28 000 €	0 €	0 €
Impôts et taxes	13 697 €	26 500 €	26 500 €	27 000 €	17 376 €
TVA non récupérable	86 791 €	81 516 €	89 018 €	92 763 €	73 587 €
Masse Salariale	553 190 €	567 942 €	603 542 €	583 238 €	588 921 €
Charges sociales	275 066 €	255 574 €	271 594 €	262 457 €	262 174 €
Charges diverses de personnel	9 364 €	5 000 €	9 000 €	3 615 €	5 449 €
Taxe sur les salaires	51 867 €	0 €	0 €	0 €	
Transfert de charges PU=>CF	201 066 €	206 755 €	213 100 €	206 321 €	206 545 €
Transfert de charges CF=>PU	-77 203 €	-90 904 €	-114 277 €	-111 502 €	-112 692 €
Amortissements sur immobilisations	18 666 €	26 000 €	20 000 €	20 000 €	20 188 €
Provision charges indemnités fin de carrière	4 410 €	5 000 €	5 000 €	5 000 €	7 575 €
Dette sur boni par rapport au budget inclus dans la DSP signée 12/2015	35 260 €	-165 612 €	-66 020 €	-18 020 €	-118 020 €
Charges diverses	0 €	0 €	0 €	0 €	128 €
TOTAL DEPENSES	**2 253 409 €**	**2 039 139 €**	**2 194 066 €**	**2 195 194 €**	**2 093 083 €**
RESULTAT D'EXPLOITATION	**21 941 €**	**2 899 €**	**1 396 €**	**5 766 €**	**-64 058 €**
Produits financiers /exceptionnels	0 €	0 €	0 €	0 €	
Charges financières / exceptionnelles	0 €	0 €	0 €	0 €	
RESULTAT DE L'EXERCICE	**21 941 €**	**2 899 €**	**1 396 €**	**5 766 €**	**-64 058 €**

Compte tenu des éléments expliqués ci-dessus, le résultat reste final du Pôle Economique est de -64 058 €.

COMPTE D'EXPLOITATION GLOBAL SAMOA EXERCICE 2019

	RESULTAT 2018	BUDGET 2019 CA 11 /12/2018	BUDGET 2019 CA 28/5/2019	BUDGET 2019 CA 12/2019	RESULTAT DEFINITIF 2019
RECETTES					
Rémunération Traite de Concession Ile de Nantes	2 120 000 €	2 130 000 €	2 130 000 €	2 130 000 €	2 130 000 €
Rémunération mandats	201 301 €	268 350 €	277 643 €	277 643 €	204 364 €
Subventions Nantes Métropole Creative Factory	962 588 €	925 000 €	925 000 €	938 875 €	938 875 €
Recettes propres Creative Factory	118 646 €	172 000 €	169 000 €	149 900 €	164 086 €
Recettes locatives	615 257 €	630 659 €	636 559 €	602 780 €	584 441 €
Subventions autres	600 024 €	336 379 €	486 399 €	531 581 €	374 832 €
Produits divers de gestion	9 932 €	6 500 €	6 500 €	5 820 €	15 683 €
TOTAL RECETTES	**4 627 748 €**	**4 468 888 €**	**4 631 101 €**	**4 636 599 €**	**4 412 281 €**
DEPENSES					
Achats et Charges de fonctionnement	670 785 €	687 435 €	688 039 €	742 168 €	750 550 €
Plan d'actions Creative Factory	324 597 €	295 000 €	330 000 €	326 700 €	332 503 €
Charges locatives	566 102 €	626 322 €	606 500 €	593 485 €	597 994 €
Impôts et taxes	153 231 €	186 016 €	182 518 €	181 463 €	142 609 €
Frais de personnel	2 788 439 €	2 707 824 €	2 786 128 €	2 731 778 €	2 741 510 €
Amortissements et provisions	109 513 €	-64 612 €	8 980 €	56 980 €	4 202 €
Charges diverses	0 €	2 000 €	2 000 €	1 000 €	135 €
TOTAL DEPENSES	**4 612 668 €**	**4 439 986 €**	**4 604 165 €**	**4 633 574 €**	**4 569 503 €**
RESULTAT D'EXPLOITATION	**15 080 €**	**28 902 €**	**26 936 €**	**3 025 €**	**-157 222 €**
Produits financiers /exceptionnels	3 686 €	0 €	0 €	4 203 €	4 203 €
Charges financières / exceptionnelles	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
RESULTAT DE L'EXERCICE	**18 766 €**	**28 902 €**	**26 936 €**	**7 228 €**	**-153 019 €**

2.4 Résultat de la société au cours des cinq derniers exercices clos

Résultats financiers de la société au cours des 5 derniers exercices	au 31/12/15	au 31/12/16	au 31/12/17	au 31/12/18	au 31/12/19
1) SITUATION FINANCIERE EN FIN D'EXERCICE					
a) Capital Social	1 000 000 €	1 000 000 €	1 000 000 €	1 000 000 €	1 000 000 €
b) Nombre d'actions émises	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000
c) Nombre d'obligations convertibles en actions	0	0	0	0	0
2) RESULTAT GLOBAL DES OPERATIONS EFFECTIVES					
Produits d'exploitation					
Etudes et prestations de services	943 541 €	1 669 166 €	1 702 125 €	1 677 757 €	1 696 595 €
Mandats	158 380 €	109 307 €	160 090 €	201 301 €	204 364 €
Concessions	52 826 154 €	-7 463 873 €	8 993 347 €	17 024 905 €	13 900 716 €
Total Chiffre d'affaires	***53 928 075 €***	***-5 685 400 €***	***10 855 562 €***	***18 903 963 €***	***15 801 675 €***
Production stockée	-42 615 713 €	21 277 917 €	9 235 336 €	-4 456 499 €	1 338 712 €
Reprises provisions et Transferts de charges	1 998 674 €	2 386 547 €	2 513 479 €	2 392 766 €	2 391 073 €
Autres produits	161 845 €	159 629 €	323 555 €	583 737 €	448 516 €
Total Produits d'exploitation	**13 472 881 €**	**18 138 693 €**	**22 927 932 €**	**17 423 967 €**	**19 979 976 €**
Charges d'exploitation					
Achats traité de concession	10 287 564 €	14 040 504 €	18 462 707 €	12 803 095 €	15 489 353 €
Achats d'études	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Achats et fournitures	32 136 €	33 093 €	32 723 €	34 970 €	32 165 €
Sous-traitances	3 096 €	221 675 €	234 688 €	234 787 €	234 789 €
Autres achats et charges externes	670 635 €	1 140 502 €	1 347 454 €	1 293 951 €	1 408 013 €
Frais de personnel	2 239 697 €	2 403 276 €	2 467 269 €	2 692 290 €	2 741 510 €
Impôts et taxes	97 174 €	167 877 €	144 753 €	254 978 €	146 980 €
Amortissements, provisions et autres charges :	135 141 €	132 588 €	185 357 €	111 921 €	124 453 €
Total Charges d'exploitation	**13 465 443 €**	**18 139 515 €**	**22 874 951 €**	**17 425 992 €**	**20 177 263 €**
RESULTAT D'EXPLOITATION	**7 438 €**	**-822 €**	**52 981 €**	**-2 025 €**	**-197 287 €**
Produits financiers	11 277 €	10 987 €	-1 108 €	3 686 €	4 203 €
Charges financières	0 €	27 €	0 €	0 €	0 €
RESULTAT FINANCIER	**11 277 €**	**10 960 €**	**-1 108 €**	**3 686 €**	**4 203 €**
RESULTAT COURANT avant impôts	**18 715 €**	**10 138 €**	**51 873 €**	**1 661 €**	**-193 084 €**
Produits exceptionnels	112 346 €	17 321 €	17 844 €	17 103 €	40 064 €
Charges exceptionnelles	17 036 €	12 789 €	11 369 €	0 €	0 €
RESULTAT EXCEPTIONNEL	**95 310 €**	**4 532 €**	**6 475 €**	**17 103 €**	**40 064 €**
Impôts sur les bénéfices	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
RESULTAT DE L'EXERCICE	**114 025 €**	**14 670 €**	**58 348 €**	**18 764 €**	**-153 020 €**
3) PERSONNEL					
a) Nombre de salariés au 31/12	30	34	39	38	42
b) Montant de la masse salariale	1 581 306 €	1 500 513 €	1 689 234 €	1 819 507 €	1 866 615 €
c) montant versés au titre des avantages sociaux (sécurité sociale, œuvre, etc…)	739 118 €	763 038 €	778 035 €	872 783 €	874 895 €

2.5 Mention des dépenses non déductibles

Conformément aux dispositions de l'article 223 quater du Code Général des Impôts, nous vous informons qu'il n'y a pas eu, au titre de l'exercice, de dépenses et de charges somptuaires visées à l'article 39.4 du Code Général des Impôts.

Les dépenses non déductibles, liées à l'activité soumise à l'Impôt sur les Sociétés, ayant donné lieu à réintégration sont notamment :

- La taxe sur les véhicules de société : 1 207 €
- La provision pour risque mandataire social : 38 871 €

Compte tenu des reports déficitaires des années précédentes, l'impact de la réintégration de ces charges en termes d'Impôts sur les Sociétés, est nul.

2.6 Evénements importants survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date à laquelle le présent rapport est établi

Les incidences sur la vie sociale :

A ce jour le COVID19 a eu peu d'incidence sur la tenue des instances sociales de la Samoa.

Du fait de notre capacité à travailler à distance, nous avons pu établir l'arrêté des comptes et du rapport de gestion 2019 dans les mêmes délais que les années précédentes.

Les Commissaires aux comptes ont pu réaliser leur mission d'analyse dans leurs locaux avec la transmission préalables des pièces nécessaires. Les séances de synthèse ont pu se dérouler en visio conférence.

Bien que l'Ordonnance du 25 mars 2020 portant notamment sur la tenue des Conseils d'Administration de société le permette nous n'avons pas eu à décaler la séance du Conseil d'Administration sur l'approbation des comptes de l'exercice 2019. (A ajouter au dernier moment si tenu en Visio ou en « réel » dans un lieu adapté)

Par contre, compte tenu des priorités et impératifs de chacun, nous avons décalé, tel que l'ordonnance précité le prévoit, la tenue de l'Assemblée Générale de la Samoa au-delà du 30 juin 2020.

Concernant la Commission d'Appel d'Offres, la séance initialement prévue le 19 mars 2020 a été annulée.
Cette séance a été remplacé par la tenue d'une commission en visio-conférence le 21 avril 2020 avec utilisation d'un outil informatique de transfert sécurisé pour valider les décisions de la CAO avec une signature horodatée des décisions. La séance a été enregistrée.

Les prochaines Commissions d'Appels d'Offres du mois de juin devraient être réalisées selon le même mode opératoire.

Les incidences financières directes et immédiates

La pandémie du COVID 19 a eu des incidences financières directes dès le mois de mars 2020.

Perte de recettes locatives :

Nantes Métropole et la Ville de Nantes ont déployé des mesures de soutien aux entreprises en difficultés du fait du COVID 19.

Parmi ces mesures figurent l'exonération des versements de loyers pour les entreprises hébergées dans le patrimoine public (pépinières, incubateurs, cours artisanales, centres d'affaires de quartiers…).

Les locataires occupant les sites de la Samoa sont concernés par cette mesure :

- Coté Pôle Economique et au titre de la DSP : Le Karting, La Centrale, Creative Care Factory, les Hangars 20 et 30, la maison du Port.

- Au titre du Traité de Concessions : le site de la Bovida, MIN de Rien, le HUB, la Place François II, Wattigny Social Club.

Cette mesure a une incidence financière sur l'activité de l'exercice 2020. Pour le Pôle Economique nous avons pris l'hypothèse d'une période d'exonération des loyers de 3 mois soit **un manque à gagner de 145 K€ au titre de la délégation de service public**, étant entendu que les établissements restent néanmoins accessibles aux entreprises, et que le délégataire supporte donc leur exploitation sans diminution des charges d'exploitation par ailleurs.

Pour le Traité de Concession **le manque à gagner est évalué à 7 K€.**

En complément, compte tenu de la situation et de la nécessité d'accompagner les entreprises en phase de reprise d'activité, il ne nous semble pas opportun de procéder à l'augmentation de 10% de loyer tel que prévu au 01/06/20 par la DSP. Aussi, nous proposons à Nantes Métropole de sursoir l'augmentation des loyers jusqu'au 31/12/20.

Cette mesure représente **une perte de loyer de 22 K€.**

L'incidence totale en termes de perte de recettes locatives est de 174 K€.

Un décalage important dans l'instruction du dossier de demande de subvention FEDER

Fin 2018, la Samoa a déposé une demande de fonds FEDER pour les exercices 2019 et 2020 auprès des services instructeurs de la Région des Pays de la Loire. Ces dossiers sont toujours en cours d'instruction mais restent en l'état actuel sujet à un risque de non prise en considération.

En effet, la crise COVID 19 fait courir un risque sur ces dossiers eu égard à la nécessité potentielle de réorienter les fonds européens non encore consommés en faveurs des entreprises ou des secteurs économiques massivement impactés par la crise économique.

Le risque pour la Samoa est une perte de recettes de 350 K€ pour les exercices 2019 et 2020. La perte sur l'exercice 2019 est abordée dans le rapport de gestion.

Les risques financiers futurs

Défaillances de locataires : **diminution du taux d'occupation, augmentation du risque d'impayé**

L'enquête réalisées par l'équipe du Pôle Economique auprès des entreprises hébergées et accompagnées par la Samoa, met en évidence une baisse très importante de l'activité de la majorité des entreprises de la filière des industries culturelle et créatives.

Nous constatons également de premières demandes de résiliation de convention d'occupation précaires qui représentent à date 6% des entreprises hébergées.

Nous pensons pouvoir limiter l'impact en tablant sur l'arrivée de nouveaux locataires compte tenu des tarifs avantageux proposés par la Samoa.

Nous estimons le risque pour les années 2020 et 2021 à 40 K€, avec un taux d'occupation passant de 98% à 90%.

Décalage dans la perception des recettes immobilières du projet urbain :

Dans un premier temps décalage de quelques échéances d'emprunts et ensuite possibilité de devoir mettre en place des financements intermédiaires (conséquence : cout financier supplémentaire pour le TCA)

La Samoa déploie un programme immobilier extrêmement important sur les exercices 2020 et 2021, notamment sur le quartier République. Les blocs A et B ainsi que les deux premières opérations du bloc G, représentent un volume de près de 55 000 m², permettant d'ici 2022-2023 la production de près de 500 nouveaux logements (libres, sociaux, abordables OFS/PLS), 20 000 m² de bureaux et 3 500 m² de locaux de rez-de-chaussée.

Ces programmes ne représentent pas moins de 10 opérations distinctes réalisées par autant de maîtrises d'ouvrage avec 16 maîtrises d'œuvre différentes. Ces d'opérations doivent donner lieu à la signature d'actes authentiques et versement des charges foncières selon un calendrier établi comme suit :

ILOT	PROGRAMME	SURFACE en m²	PRIX M²	TOTAL en K€	TOTAL ACTE	DATE PREVU ACTE
Quartier République Ilôts A et B						
ADAM	Commerces	400 m²	120 €	48K€	4 002K€	déc-20
	Bureaux	7805 m²	364 €	2 841K€		
	Logements Libres	2715 m²	410 €	1 113K€		
ANNA	Activités	600 m²	80 €	48K€	864K€	mars-21
	Bureaux	3200 m²	255 €	816K€		
ALIX	Activités	120 m²	150 €	18K€	2 303K€	mars-21
	Accessions abordables	1708 m²	240 €	410K€		
	Logements Libres	3172 m²	591 €	1 875K€		
AMIR	Logements sociaux	1662 m²	190 €	316K€	1 995K€	mars-21
	Logements libres	3093 m²	543 €	1 679K€		
ANDY	Commerces	250 m²	135 €	34K€	854K€	juin-21
	Logements sociaux	2568 m²	190 €	488K€		
	Logements abordables	1383 m²	240 €	332K€		
BETY Nantes Métropole Habitat	Commerces	400 m²	135 €	54K€	1 112K€	sept-21
	Logements sociaux	3315 m²	190 €	630K€		
	Logements abordables	1785 m²	240 €	428K€		
BOUL & BILL	Commerces	550 m²	175 €	96K€	4 044K€	sept-21
	Bureaux	2000 m²	340 €	680K€		
	Accessions abordables	2608 m²	240 €	626K€		
	Logements LIbres	4866 m²	543 €	2 642K€		
Quartier République Ilôt G						
GARY (Croix Rouge)	Commerces	500 m²	135 €	68K€	1 051K€	juin-21
	Equipement public	397 m²	200 €	79K€		
	Logements sociaux	2659 m²	190 €	505K€		
	PLS Intermédiaire	1330 m²	300 €	399K€		
GINA Bureaux abordables	Activités ou Commerces	600 m²	135 €	81K€	1 551K€	juin-21
	Bureaux	4900 m²	300 €	1 470K€		
		54586 m²			**17 776K€**	

D'autres opérations devraient rentrer en phase travaux dans les prochains mois, avec des rentrées de recettes pour la Samoa.

ILOT	PROGRAMME	SURFACE en m²	PRIX M²	TOTAL en K€	TOTAL ACTE	DATE PREVU ACTE
Prairie au duc						
ILOT F	Hostel	3200 m²	250 €	800K€	6 873K€	nov-20
	Activités	700 m²	250 €	175K€		
	Bureaux	2400 m²	255 €	612K€		
	Logements libres	4600 m²	950 €	4 370K€		
	Complément taxe aménagement	10900 m²	84 €	916K€		
ILOT M	Commerces	300 m²	135 €	41K€	2 201K€	juin-21
	Logements libres	2700 m²	800 €	2 160K€		
Tripode						
Ilot O	Activités	1199 m²	200 €	240K€	1 345K€	sept-20
	Logements libres	2495 m²	350 €	873K€		
	Logements sociaux	1162 m²	200 €	232K€		
		29656 m²			**10 419K€**	

La Samoa serait en mesure d'absorber un retard de versement des charges foncières sur les années 2020 et 2021, en souscrivant des emprunts court terme adossés aux promesses de vente. L'endettement de la société sera ramené en effet à 26,85 millions d'Euros à la fin du présent exercice, ce qui est faible.

En dehors des incidences liées au COVID 19, les premiers besoins en refinancement pour accompagner les travaux d'aménagement du sud-ouest sont de l'ordre de 12 millions d'Euros. Il est prévu de mobiliser ces emprunts à compter de janvier 2026.

Risque de perte de recettes sur les droits à construire en cas de crise immobilière

Il est prématuré à cette étape d'évoquer la possibilité d'une crise immobilière. Nous devons cependant reconnaître que la sortie de la crise sanitaire et la perspective de devoir affronter une crise sociale et économique, dont on ignore encore tous les contours, nous enjoignent à être très vigilants.

Sans préjuger des dispositifs de soutiens gouvernementaux et locaux qui pourraient être mis en place, les difficultés rencontrées par le marché immobilier et de la construction pourraient être de plusieurs ordres :

- Un durcissement de la conjoncture économique, avec le développement d'une crise forte et durable qui impacterait très largement les capacités d'action et de développement des entreprises et la solvabilité des ménages.

- Une très grande frilosité des investisseurs, ces derniers pouvant adopter une posture attentiste sur le marché immobilier.

- Une augmentation des taux, qui gripperait le marché de l'immobilier de bureau, le marché des propriétaires investisseurs (dont on connait l'importance), mais aussi l'accessibilité au logement pour les propriétaires occupants (logements abordables et logements dit intermédiaires). Des conditions d'octroi de prêts bancaires plus exigeantes pourraient être un frein supplémentaire.

- Un surenchérissement des coûts de la construction, dû à la mise en place de contraintes sanitaires durables sur les chantiers ; afin de répondre aux règles de mise à distance qui perturbent la coactivité des entreprises sur sites, ralentissent les travaux.

- Ces facteurs conjugués pourraient conduire certains promoteurs à remettre en cause leur projet, notamment par absence de fonds propres suffisants, défaut de commercialisation et de fait incapacité d'obtenir des banques une garantie financière d'achèvement.

Cette analyse de risque doit être pondérée des considérations locales. La métropole nantaise, comme l'île de Nantes restent attractives, la demande en logements est toujours aussi importante, et la nécessité de

construire pour offrir des parcours résidentiels diversifiés à tous nos concitoyens reste une priorité métropolitaine. Dans ces conditions, le projet urbain de l'île de Nantes et nos programmes de constructions pourraient faire preuve de « résilience ».

Par ailleurs la Samoa à mis en place en 2019 avec les consultations sur le quartier République, des gardes fous qui devraient lui permettre de conserver des relations de confiances avec les promoteurs qu'elle a retenu.

La conduite des projets est scandée par plusieurs documents contractuels qui lient les parties :

- Protocole d'exclusivité signé après la désignation du lauréat (sous délai d'un à deux mois). A ce stade, il est demandé la fourniture d'une garantie bancaire à première demande égale à 10% des droits à construire au titre d'indemnité de non-réalisation. Cette garantie couvre la durée entre la signature du protocole et celle de l'acte authentique. Le non-respect des délais de réalisation prévus permet à la Samoa d'exiger le versement de ces 10%.
- La PUV (signée au dépôt de permis avec versement obligatoirement en numéraire d'une indemnité d'immobilisation foncière égale à 10% de la valeur des droits à construire. Cette indemnité s'ajoute à la précédente.
- Actes authentiques signés une fois le PC purgé de tous recours.

Risques sur les indemnisations des chantiers arrêtés (gardiennage, cout d'immobilisation des chantiers…)

L'arrêt des chantiers, du fait de la crise sanitaire a gravement perturbé le fonctionnement des entreprises du BTP et des TP qui ont massivement eu recours au chômage technique. Ces entreprises sont fragilisées, faute d'une trésorerie suffisante et doivent faire face à de nouvelles difficultés.

Les conditions de reprises de chantier sont rendues difficiles, du fait des mesures de protections et de distanciation à prendre pour protéger les salariés. Ces mesures ont des effets négatifs sur l'économie générale des chantiers : perte de productivité souvent conséquente, dû à l'impossibilité d'organiser des chantiers avec une forte coactivité ; rallongement des délais d'intervention des compagnons.

Par ailleurs les charges fixes courantes des entreprises de construction ou de travaux publics inhérentes aux chantiers (gardiennage, nettoyage, aménagement des base vie, coût d'immobilisation des engins sur les chantiers), comme les coûts des honoraires des maîtrises d'œuvre, CSPS, OPC, référents COVID mobilisés par la réorganisation des plannings de travaux sont également à prendre en considération.

Ces surcoûts ne peuvent être pris en intégralité sur les marges (souvent déjà très faibles) des entreprises ou des bureaux d'étude. Ils donneront donc lieu à des négociations entre les parties prenantes des opérations.

La Samoa en sa qualité de maîtrise d'ouvrage sur ses chantiers de travaux publics, ou comme mandataire de Nantes Métropole (pour les chantiers de préparation du terrain d'assiette du CHU et de la Halle 1&2) devra prendre à sa charge une partie de ses surcoûts et de ses missions complémentaires, dans des proportions qui restent encore à établir.

Augmentation des prix travaux publics à la reprise pour cause de sur activité des fournisseurs

Une augmentation des prix travaux publics est possible. Cette augmentation des prix serait dû aux effets conjugués d'un pic d'activités de reprises et donc à une suractivité des fournisseurs, mais aussi à la disparition de certaines entreprises.

2.7 Activités en matière de recherche et de développement

Aucun élément n'est à signaler.

2.8 Affectation du résultat

Nous vous proposons l'affectation suivante du bénéfice de l'exercice clos le 31 décembre 2018 :

Résultat déficitaire exercice 2019	-153 018,91 Euros
Montant à affecter	-153 018,91 Euros
Affectation à la réserve légale (5%)	0,00 Euros
Affectation en report à nouveau Créditeur	-153 018,91 Euros
Reste à affecter	0 Euro

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code Général des Impôts, nous vous rappelons qu'aucun dividende n'a été mis en distribution au titre des trois derniers exercices.

2.9 Conventions règlementées

Des conventions réglementées visées aux articles L.225-38 et L.225-86 du Code de commerce ont été conclues et ont perduré durant l'exercice écoulé :

- Traité de concession confié à la Samoa en décembre 2015 avec effet au 01/01/2016. Ce nouveau traité de concession a repris les engagements non soldés de la Convention Publique d'Aménagement.
  Montant de la participation versée pendant l'exercice 2019 : 8 500 000 € HT

- Mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée pour la construction de la Fabrique confié à la Samoa par la Ville de Nantes.
  Montant de l'avance TTC versée pendant l'exercice 2019 : 0 €.
  Montant cumulé des avances versées au 31/12/2019 : 27 451 000 €.

- Mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée pour la construction de l'Atelier / Galerie et le suivi de la construction des Machines confié à la Samoa par Nantes Métropole.
  Montant de l'avance versée pendant l'exercice 2019 : 0 €.

- Mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée pour la Construction d'une Plateforme de Valorisation Economique et Créative dans les Halles 1&2 confié à la Samoa par Nantes Métropole.
  Montant de l'avance versée pendant l'exercice 2019 : 3 913 926 €.
  Montant cumulé des avances versées au 31/12/2019 : 6 849 265 €.

- Premier Mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée pour la métropole pour la préparation du terrain d'assiette du futur CHU confié à la Samoa par Nantes Métropole. Ce mandat « phase 1 » a fait l'objet d'une résiliation en novembre 2016 et les engagements sont repris dans le nouveau mandat accordé en novembre 2016.
  Montant de l'avance versée pendant l'exercice 2019 : 0 €.
  Montant cumulé des avances versées au 31/12/2019 : 1 231 623 €.

- Deuxième Mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée pour la métropole pour la préparation du terrain d'assiette du futur CHU confié à la Samoa par Nantes Métropole. Ce mandat fait suite au premier mandat, résilié en novembre 2016. Il reprend les engagements du mandat « phase 1».
  Montant de l'avance versée pendant l'exercice 2019 : 2 248 893 €.
  Montant cumulé des avances versées au 31/12/2019 : 11 942 544 €.

- Une délégation de service public confiée par Nantes Métropole pour la Création, l'Animation et le Développement du Pôle Economique de la Samoa.
  Montant TTC perçu au titre de l'exercice 2019 : 938 875 € (montant non soumis à TVA).

- Une convention de participation financière signée avec la Région des Pays de la Loire pour l'animation et le développement d'un dispositif d'accompagnement des entreprises dans le cadre du développement du Pôle Economique de la Samoa.

Montant reçu au titre de l'exercice 2019 : 140 000 € (montant non soumis à TVA).

2.10 Autres informations

Toutes les informations complémentaires à cette présentation sont communiquées dans l'annexe « Comptes annuels au 31/12/2019 » établi par l'Expert-Comptable et notamment :

- Les règles et méthodes comptables appliquées (pages 14 et suivantes),
- L'état de l'actif immobilisé de la Samoa et celui des amortissements et provisions (pages 20 et suivantes),
- L'état des emprunts (page 18),
- L'état des créances et dettes avec mention de l'ancienneté (page 26).

2.11 Factures reçues et émises à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu

En application de l'article L. 441-6-1 du code de commerce, les sociétés dont les comptes sont certifiés par un commissaire aux comptes doivent, pour les comptes afférents aux exercices ouverts à compter du 1er juillet 2016, mentionner dans leur rapport de gestion certaines informations sur les délais de paiement de leurs fournisseurs et de leurs clients.

Ces informations sont indiquées dans les tableaux ci-dessous :

Pour les factures reçues :

	Article D. 441 I.-1° : Factures reçues non réglées à la date de clôture dont le terme est échu					
	0 jour	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)
(A) Tranches de retard de paiement						
Nombre de factures concernées	0					70
Montant total des factures concernées TTC	- €	578 587,62 €	43 663,26 €	124,06 €	- 4 197,95 €	618 176,99 €
Pourcentage du montant des achats de l'exercice	0,00%	2,84%	0,21%	0,00%	-0,02%	3,03%
(B) Factures exclues du (A) relatives à des dettes et créances litigieuses on non comptabilisées						
Nombre de factures exclues	pas de factures exclues					
Montant total des factures exclues TTC						
(C) Délais de paiement de référence utilisés (contractuel ou délai légal - article L441-6 ou article L443-1 du code de commerce)						
Délais de paiement utilisés pour le calcul des retards de paiement	- Délais contractuels : 45 jours à réception de facture - Exception pouir les factures concernant les mandats confiés par Nantes Métropole : délai légal de 30 jours à réception de facture					
Pour information						
montants des achats de l'exercice						
HT	17 018 210,40 €					
TTC	20 394 778,28 €					

Les retards de paiement concernent les tranches au-delà de 31 jours soit 0,19% du montant des achats réalisés dans l'exercice.

Pour les factures émises :

	Article D. 441 I.-2° : Factures émises non réglées à la date de clôture dont le terme est échu					
	0 jour	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)
(A) Tranches de retard de paiement						
Nombre de factures concernées	21					200
Montant total des factures concernées TTC	4 255,00 €	21 055,17 €	14 224,00 €	6 286,16 €	94 935,73 €	136 501,06 €
Pourcentage du chiffre d'affaires de l'exercice TTC	0,02%	0,08%	0,06%	0,03%	0,38%	0,55%
(B) Factures exclues du (A) relatives à des dettes et créances litigieuses on non comptabilisées						
Nombre de factures exclues	pas de factures exclues					
Montant total des factures exclues TTC						
(C) Délais de paiement de référence utilisés (contractuel ou délai légal - article L441-6 ou article L443-1 du code de commerce)						
Délais de paiement utilisés pour le calcul des retards de paiement	- Délais légaux : 30 jours					
Pour information						
montants du CA de l'exercice						
HT	21 612 416,36 €					
TTC	24 958 477,18 €					

Les retards de paiement concernent les tranches au-delà de 31 jours soit 0,47% du montant des facturations réalisées dans l'exercice.

2.12 Rapport du président sur le contrôle interne et le gouvernement d'entreprise

- **Liste des mandats et fonctions exercés par chaque administrateur :**

NOM	PRÉNOM	FONCTION	AUTRES MANDAT SOCIAUX DETENUS
		Présidente de la SAMOA	Présidente du conseil d'administration d'Atlanpole (syndicat mixte)
ROLLAND	JOHANNA	Présidente de Nantes Métropole	Présidente du pôle métropolitain Nantes Saint-Nazaire (syndicat mixte)
		Maire de la Ville de Nantes	Vice-présidente du pôle métropolitain Loire-Bretagne (syndicat mixte)
			Présidente du conseil de surveillance du CHU de Nantes (Etablissement public)
			Présidente de Nantes Saint-Nazaire Développement
			Vice-présidente de France urbaine, membre du Bureau et du Conseil d'administration et Co-présidente du collège des Métropoles
			Membre du comité exécutif d'Eurocities
			Membre (CA et AG) de l'Association Française du Conseil des Communes et Régions d'Europe
			Membre du CA de l'Institut d'Etudes Avancées de Nantes et Présidente de la Fondation IEA
			Membre du conseil de surveillance et conseil de développement du grand port maritime Nantes Saint-Nazaire
			Membre du conseil de coordination interportuaire de l'Atlantique
			Membre de l'AURAN
			Membre (CA) de PRO ARTE GRAPHICA - Musée de l'imprimerie
			Membre (CA) EPL CREPS des Pays de la Loire
			Présidente de droit du CCAS
			Présidente de droit du Crédit Municipal
			Membre (CA) ORPAN (Office des Retraités et des Personnes Agées de Nantes)
			Membre (CA) du centre Chorégraphique National de Nantes
			Membre (CA) Association des Amis de la Bibliothèque Municipale
		1ère Vice-présidente de la SAMOA	Présidente de la SPL Nantes Métropole Aménagement
		Vice-présidente de Nantes Métropole	Administratrice Nantes Métropole Habitat (OPH)
CHIRON	PASCALE	Adjointe au Maire de la Ville de Nantes	Administratrice Association Insertion Solidarité Logement / Loi 1901 - ASIL
			Administratrice de l'Agence d'Etudes Urbaines de la Région Nantaise - AURAN
			Présidente de l'ADIL - Loi 1901
			Administratrice de la Maison Régionale de l'Architecture
			Administratrice de la SEMITAN
			Administratrice de l'Agence Foncière Loire Atlantique
			Administratrice de la Société des Marches de l'Ouest - SAMO
			Administratrice de Loire Ocean Développement
		2ème Vice - président de la SAMOA	Président de Nantes Métropole Habitat OPH
ROBERT	ALAIN	Vice-président de Nantes Métropole	Administrateur de la SELA
		Adjoint au Maire de Nantes	Administrateur de NGE
			Membre (CA),SPL NMGS (Nantes Métropole Gestion Services)
			Administrateur Nantes Métropole Aménagement
			Membre (CA et AG) du Club Immobilier Nantes Atlantique (CINA)
			Administrateur SA HLM La Nantaise d'Habitation
		2ème Vice-président de Nantes Métropole	Vice-président de la SEMITAN
AFFILE	BERTRAND	Maire de Saint-Herblain	Administrateur de Loire Océan Développement
		Administrateur de la Samoa	Administrateur de l'ESBANM
			Membre (CA et AG) du GART
			Membre du Pôle Métropolitain Nantes Saint Nazaire
			Censeur Nantes Aménagement
			Membre (CA et AG) Observatoire régional des transports des Pays de la Loire
			Membre du Bureau CIVINET Francophone
			Membre (CA) de l'Ecole Centrale de Nantes
			Titulaire au comité du syndicat mixte SM Audencia école de Management
			Membre Fondateur (CA) Fondation de l'Université de Nantes
			Membre (CA) Ecole université de Nantes
		Vice-président de Nantes Métropole	Administrateur de Nantes Métropole Développement
		Administrateur de la Samoa	Administrateur Nantes Métropole Aménagement
ALLARD	GERARD		Administrateur de la SEM MIN Nantes
			Administrateur SPL LAD Loire Atlantique Développement
			Membre (CA et AG) Association centre de communication de l'Ouest
			Membre (CA et AG) Pôle agronomique de l'Ouest
			Membre (CA et AG) du réseau PALME (Parc d'activités labelisé pour la maîtrise d'environnement)
			Administrateur de L.O.M.A
			Administrateur de la Cité des Congrès de Nantes

BAINVEL	Julien	Conseiller Métropolitain de Nantes Métropole	Membre du Conseil d'Orientation et de surveillance Caisse de Crédit Municipal
		Conseiller Municipal Ville de Nantes	Censeur SPL NM Gestion Services
		Administrateur de la SAMOA	Censeur de Nantes Gestion Equipements
			Titulaire Commission locale d'information et de surveillance des unités de traitement des déchets – Prairie de Mauves
			Suppléant Comité syndical de l'entente pour le développement de l'Erdre navigable et naturelle
			Suppléant Comité local du secteur sauvegarde de Nantes
			Suppléant Air Pays de Loire
			Suppléant Comité du Syndicat Mixte d'Etudes et d'Alerte pour la protection des ressources en eau potable dans le bassin de la Loire Angevine et Atlantique
		Député de Loire Atlantique	
BELHAMITI	MOUNIR	Conseiller Municipal Ville de Nantes	Vice-président Open Data France
		Conseiller Métropolitain	
		Administrateur de la Samoa	
BENATRE	MARIE-ANNICK	Adjointe au Maire Ville de Nantes	Membre du Conseil d'administration d'ICO - ESPIC
		Administratrice de la Samoa	Membre du conseil de surveillance du CH de Maubreuil
			Administratrice de Nantes Métropole Habitat
			Administratrice de Loire Ocean Développement
			Administratrice du CCAS de Nantes
			Administratrice de Crédit Municipal
			Présidente AISL - Association Insertion Solidarité Logement
			Membre (CA) association Sida Info Services
			Membre (CA) Nantes Soins à Domicile Loi 1901
BIR	CECILE	Conseillère Métropolitaine de Nantes Métropole	Administratrice de l'AURAN
		Adjointe au Maire de Nantes	Administratrice de l'ESBANM
		Administratrice de la Samoa	
BOLO	PASCAL	Vice-président de Nantes Métropole	Président Directeur Général de la SEMMIN
		1er Adjoint au Maire Ville de Nantes	Administrateur de LOMA
		Administrateur de la Samoa	Président de la SEMITAN
			Administrateur Orchestre National Pays de la Loire
			Administrateur Syndicat Mixte Nantes Angers Opéra
			Membre (CA) associations "Les Ecossolies"
			Membre (CA & AG) association école de la 2ème chance de l'Estuaire
			Membre (CA) association AUDENCIA Groupe
			Membre (CA) Association centre de communication de l'Ouest
			Membre (CA & AG) Association Alliance Ville Emploi
			Membre (observateur au CA) Nantes 7TV
			SAS MinaWatt (comité de gestion et de pilotage - suppléant)
			Membre (CA) Association Territoriale pour le développement de l'emploi et des compétences de Nantes Métropole
			Membre (CA et AG suppléant) SPL NMGS (Nantes Métropole Gestion services)
			Crédit Municipal (membre du conseil d'orientation et de surveillance)
			Centre Hospitalier de Nantes (membre du conseil d'orientation et de surveillance)
			Membre (CA) de l'association SoNantes
			Trésorier de l'AURAN
			Administrateur de NGE
VINCE	YANN	Adjoint au Maire de Rezé	Administrateur Nantes Métropole Aménagement
		Administrateur de la Samoa	
DEJOIE	LAURENT	Vice-président du Conseil Régional de Loire	Président de l'Association du Notariat Francophone Loi 1901
		Administrateur de la Samoa	Président de l'association CSN International Loi 1901
GAGNET	BERNARD	Vice-président du Conseil Général	Président du CAUE
		Administrateur de la Samoa	Administrateur de la SELA
			Administrateur de la SPL LAD
			Administrateur d'Habitat 44
			Administrateur d'Harmonie Habitat

GARNIER	Laurence	Vice Présidente de la Région des Pays Conseillère Métropolitaine Nantes Métropole Conseillère Municipale Ville de Nantes Administratrice de la SAMOA	Administratrice SPL Cité des Congrès (Région) Administratrice titulaire SAEM La Folle Journée (Région) Administratrice titulaire SPL Le Voyage à Nantes (Région) Présidente SPR Abbaye de Fontrevaud SOPRAF Administratrice SPL Commission consultative des services publics locaux auprès de Nantes Métropole Titulaire Ecole des Beaux-Arts de Nantes Métropole Titulaire Commission d'Appel d'Offres spécifiques Projet Petite Hollande Bords de Loire Membre (CA) SMANO Représentante Comité syndical du pôle métropolitain Nantes St Nazaire Membre du groupe de travail chargé du règlement intérieur du Conseil Municipal de la Ville de Nantes Suppléante- membre du jury- Nantes – Projet global Nantes Nord – Etude projet urbain Suppléante - membre du jury - Feydeau Commerce – Aménagement des espaces publics Titulaire – membre du jury – Construction d'un bâtiment universitaire Santé Rue Bias -
		Vice-président de Nantes Métropole	Président Directeur Général de Loire Océan Développement (LOD)
PRAS	PASCAL	Administrateur de la Samoa	Administrateur SA HLM Atlantique Habitations Administrateur SPLA Loire Ocean Métropole Aménagement (LOMA) Administrateur Nantes Métropole Habitat (NMH) Administrateur SPL Nantes Métropole Aménagement (NMA) Administrateur SAEM d'équipement de la Loire-Atlantique (SELA) Membre (CA et AG) du Club Immobilier Nantes Atlantique (CINA) ESBAN- Ecole des Beau Arts de Nantes ST-Nazaire (CA - Suppléant) Membre (CA et AG) de l'AURAN Administrateur SPR Pays de la Loire
		Représentant du Pôle Métropolitain Nantes St-Nazaire	Censeur Semitan
QUERO	THOMAS	Adjoint au Maire de Nantes Conseiller Métropolitain de Nantes Métropole Administrateur de la Samoa	Administrateur Nantes Métropole Aménagement Délégué SEVRAVAL Représentant EDENN Représentant SYLOA Membre ONIRIS (CA et AG) Ecole Université de Nantes commission recherche (suppléant) et commission Formation et Vie étudiante (suppléant Membre (CA et AG Suppléant) Ecole Supérieure du Bois Association APAJH 44 (Conseil de la vie sociale) Représentant GIP Loire Estuaire
		Président de CARENE	Président ADDRN
SAMZUN	DAVID	Maire de Saint-Nazaire Administrateur de la Samoa	Président SILENE
		Conseiller Métropolitain de nantes Métropole	Administrateur SPL Cité des Congrès de Nantes
TRICHET	FRANCKIE	Adjoint au Maire Ville de Nantes Administrateur de la Samoa	Administrateur Atlanpole Administrateur Nantes St-Nazaire Développement Administrateur Ecole de Design Administrateur Ecole supérieure d'Architecture Membre Association Open Data (CA titulaire) Membre Association SMILE SMART GRIDS Membre GIP Technocampus (bureau et AG) Administrateur Centre de Communication de l'Ouest

Il est précisé que cette liste des mandats des administrateurs de la Samoa a donné lieu à une analyse détaillée lors du contrôle de la Chambre Régionale des Comptes. La conformité des mandats avec l'exercice de la mission d'administrateur de la Samoa a été vérifiée et n'a donné lieu à aucune observation.

- **Liste des conventions intervenues entre l'un des mandataires sociaux ou l'un des actionnaires et une autre société dont la Samoa possède directement ou indirectement plus de la moitié du capital.**

  La Samoa n'est détentrice d'aucune participation dans d'autres sociétés, ce point est sans objet.

- **Rappel du mode gouvernance de la Samoa :**

L'article 20 des statuts prévoit les modalités d'exercice de la Direction Générale de la Samoa.
« Conformément aux dispositions légales, la Direction Générale de la Société est assumée, sous sa responsabilité, par une personne physique, soit par le Président du Conseil d'Administration, soit par une personne nommée par le Conseil d'Administration et portant le titre de Directeur Général.

Depuis sa création, le Conseil d'Administration de la Samoa a effectué le choix de dissocier les fonctions de Président du Conseil d'Administration et de Directeur Général.
Ce même article 20 prévoit aussi :

« En fonction du choix opéré par le Conseil d'Administration, la Direction Générale est assurée soit par le Président, soit par une personne physique nommée par le Conseil d'Administration et portant le titre de Directeur général. Lorsque le Conseil d'Administration choisit la dissociation des fonctions de Président et de Directeur Général, il procède à la nomination du Directeur Général, fixe la durée de son mandat, détermine sa rémunération et, le cas échéant, ses limitations de pouvoirs. »

Monsieur Jean-Luc CHARLES a été désigné Directeur Général par décision du Conseil d'Administration du 24 juin 2010, pour une durée illimitée à compter du 1er octobre 2010, en application des dispositions de l'article L225-51-1 du code de commerce et des articles 20 et 21 des statuts. Il a été reconduit par le Conseil d'Administration du 27 mai 2017 dans ses fonctions de Directeur Général de la société dans les mêmes conditions que lors de sa nomination.

- **Délégations en cours de validité accordées par l'Assemblée Générale des actionnaires dans le domaine des augmentations de capital : NEANT**

Point 6 – Information sur les premiers impacts de la crise du COVID 19 sur l'activité de la Samoa ; information sur la démarche et le calendrier proposé pour établir le Plan à Moyen Terme 2021-2026 de la Samoa.

La pandémie du COVID 19, a conduit la Samoa à modifier son organisation de travail.

Les conséquences comptable et financières directes sont précisées dans l'annexe des comptes au 31/12/2019 ainsi que dans le rapport de gestion au titre des événements postérieurs au 31/12/2019.

Nous informons le Conseil d'Administration sur les actions mises en place par la Samoa pour gérer cet événement et sur les incidences et risques en termes d'activités.

1. La gestion interne de la pandémie COVID 19

1.1. Dès le mois de février, la Samoa a affiché dans l'ensemble des sites les gestes barrières à respecter.

1.2. Le 10 mars la Direction Générale de la Samoa a pris les mesures suivantes :

- Renforcement des mesures liées au nettoyage des locaux par notre prestataire sur tous les sites gérés par la Samoa :
    - Nettoyage régulier les poignées et interrupteurs.
    - Nettoyage renforcé quotidien des bureaux.
- Demande à chaque salarié d'appliquer les consignes suivantes :
    - Mise à disposition dans toutes les salles de réunion de lingettes bactericides : après chaque réunion avec des personnes extrieures à la Samoa , l'organisateur de la réunion devra impérativement appliquer ces lingettes sur les tables de réunions.
    - Aérer impérativement chaque jour les bureaux et les salles de réunion après usage.
- Tous les déplacements en dehors de l'agglomération nantaise sont annulés au moins jusqu'au 12 avril 2020.
- Il est demandé de limiter l'organisation de réunions publiques et nos participations à des réunions réunissant un large public (concertation, visite de délégations…). Seules celles indispensables doivent être maintenues.
- Pour les zones de co-working, pas de décision de fermeture pour l'instant, par contre ces zones devront aussi être équipées de lingettes bactéricides.

1.3. **Les modalités de mise en place d'un télétravail généralisé avec effet immédiat ont été prises au lendemain de l'intervention du Chef de l'Etat du 12 mars 2020**, après avoir réuni en urgence dès 9h les membres du CSE (Comité Social Economique). Par suite nous avons informé les salariés des mesures suivantes :

Déplacements :	Annulés jusqu'à nouvel ordre,
Réunions de travail :	Annulation de tous les événements programmés organisés par la Samoa et non-participation des salariés de la Samoa à des événements accueillant du public,
Réunions de travail internes :	Proscrites. Les conférences par téléphone ou visioconférences via Teams sont privilégiées ; sauf dérogation après accord explicite de la Direction Générale à la demande des organisateurs de la réunion,

Réunions de travail externes : Proscrites, sauf cas exceptionnels recensés et autorisés par la Direction Générale de la Samoa,

Accueil de délégation : Annulés.

Pour ce qui concerne le personnel et le bon fonctionnement de la Samoa :

Régime général :

- Le régime du Télétravail s'impose pour l'ensemble du personnel, et ce jusqu'à nouvel ordre.
- Fermeture du site du Pôle Economique (bâtiment Eureka).
- Regroupement de l'activité de la Samoa sur le site du Pôle Urbain.
- Condition d'accès aux sites Pôle Urbain et Pôle Economique autorisé : uniquement pour récupérer ou déposer des documents, les imprimer ou scanner.
- Possibilité à titre dérogatoire de faire un point avec un collaborateur de la Samoa, après accord de la DG sur un dossier, sur le site unique du Pôle Urbain.

Mesure prises au titre de la permanence d'activité de la Samoa (au Pôle Urbain) :

- Un membre de la DG, sera présent aux heures de travail sur le site.
- Permanence de secrétariat : assurée de 8h30 à 13h00, chaque jour ouvrable et par roulement par les assistantes n'ayant pas de garde d'enfants en bas âge, sur le site du Pôle Urbain.
- Permanence comptable : assurée par roulement, selon un planning pré-établi (pour assurer un suivi de l'activité économique, la comptabilité courante, la clôture des comptes 2019, la paye…).

Mise en place du télétravail avec l'application Microsoft Teams :

Cette mise en télétravail anticipée et rapide était possible car depuis 3 ans la Samoa a souscrit pour tous ces salariés l'abonnement aux licences office 365. Cet abonnement, outre les logiciels bureautique et la messagerie, intègre un outil de visio-conférence : Microsoft team.

L'ensemble des cadres de la Samoa est équipé d'ordinateur portable et tous disposent d'un accès distant à nos données (accès dit VPN).

Tous ces salariés étaient en capacité avant le début de la pandémie de travailler à distance.

1.4. Par suite de l'annonce du confinement débutant officiellement le mardi 17 mars 2020, nous avons annulé les mesures de permanences d'activité de la Samoa et placés les locaux sous alarme permanente.

En complément nous avons permis aux salariés non équipés d'ordinateur portable d'emmener chez eux, s'ils le souhaitaient leur ordinateur professionnel fixe et nous avons étendu les accès VPN à l'ensemble des salariés.

1.5. Régime des salariés à domicile :

Trois catégories possibles de statut pouvaient être retenues :

- Salarié en télétravail.
- Salarié en garde d'enfant, sous le régime arrêt de travail « AMELI » (démarche à faire par l'employeur), pour les parents en charge de garde d'enfants de moins 16 ans.
- Salarié en chômage technique à la demande de l'employeur auprès de la DIRECTE, aucune tâche ne pouvant être effectuée à distance, ou par suite d'une fermeture de site.

La Samoa a pris la décision de maintenir les salaires à 100% en prenant en charge la différence entre les remboursements perçus et les salaires versés.

Sur les 46 personnes employées par la Samoa (44 salariés dont 2 étudiants pour la médiation au Hangar 32 et 2 stagiaires) nous avons pu maintenir en activité totale 85% de l'effectif.

Les personnes qui n'ont pu exercer d'activité sont :

- Une salariée en congés maternité antérieur au 16 mars.
- Une salariée en arrêt maladie antérieur au 16 mars.
- Trois salariés ont demandé à bénéficier du système « arrêt pour motif de garde d'enfants ».
- Seuls les deux médiateurs ont été placés en chômage partiel du fait de l'impossibilité d'exercer leur activité par suite de la fermeture du Hangar 32 et de l'arrêt des visites de délégations.

1.6. Pour les sites locatifs de la Samoa :

Dès le 12 mars et confirmées par note le 16 mars, les décisions suivantes ont été mises en applications :

- Rappel des consignes du gouvernement visant à prioriser le télétravail.
- Fermeture du coworking d'Eureka.
- Fermeture du Hangar 32.
- Fermeture des salles de réunions.
- Annulation immédiate des mises à disposition des salles pour des réunions externes.
- Incitation à annuler tous les rassemblements publics organisés dans les locaux de la Samoa (MIN, Wattignies Social Club…).
- Rappel des consignes de sécurité pour les prestataires propreté et sécurité.

1.7. Mesures prises pour le déconfinement :

Pour la reprise du travail possible à compter du 11 mai 2020, la direction de la Samoa a pris les décisions suivantes :

- Distribution d'un jeu de masques pour chacun des salariés.
- Présence de gel à l'entrée des locaux.
- Les salles de réunions seront équipées de distributeur de gel et de lingettes.
- Des lingettes seront mises à disposition pour les bureaux.
- Fournitures de gants pour un certain nombre d'activités.
- Désignation d'au moins un référent COVID19 par site en charge du suivi du respect de la bonne application des règles de vie interne.
- Préconisation de ne pas utiliser les ascenseurs et interdiction d'être plus de 2 personnes en simultané dans un ascenseur.
- Préconisation sur les modes de déplacements et fournitures de protections adaptées.
- Disposition mise en place pour une bonne distanciation des postes de travail :
    - Sauf exception, une seule personne présente par bureau, transformation provisoire de certaines salles de réunion en bureau.
    - Interdiction d'utilisation des appareils de ventilation / chauffage.
    - Accès restreint aux cuisines (2 personnes max selon les sites).
    - Dispositions spécifiques pour la prise de repas en commun.
- Mise en place de règles strictes pour réduire au maximum les réunions en présentiel :
    - Pour les 4 premières semaines à compter du 11 mai, réunions limitées à 3 salariés de la Samoa maximum.
    - Avec les partenaires extérieurs, utilisation de la visio pour toutes réunions supérieures à 3 personnes.

2. Les incidences sur la vie sociale :

A ce jour le COVID19 a eu peu d'incidence sur la tenue des instances sociales de la Samoa.

Du fait de notre capacité à travailler à distance, nous avons pu établir l'arrêté des comptes et du rapport de gestion 2019 dans les mêmes délais que les années précédentes.

Les Commissaires aux comptes ont pu réaliser leur mission d'analyse dans leurs locaux avec la transmission préalables des pièces nécessaires. Les séances de synthèse ont pu se dérouler en visio conférence.

Bien que l'Ordonnance du 25 mars 2020 portant notamment sur la tenue des Conseils d'Administration de société le permette nous n'avons pas eu à décaler la séance du Conseil d'Administration sur l'approbation des comptes de l'exercice 2019. (A ajouter au dernier moment si tenu en Visio ou en « réel » dans un lieu adapté)

Par contre, compte tenu des priorités et impératifs de chacun, nous avons décalé, tel que l'ordonnance précité le prévoit, la tenue de l'Assemblée Générale de la Samoa au-delà du 30 juin 2020.

Concernant la Commission d'Appel d'Offres, la séance initialement prévue le 19 mars 2020 a été annulée.
Cette séance a été remplacé par la tenue d'une commission en visio-conférence le 21 avril 2020 avec utilisation d'un outil informatique de transfert sécurisé pour valider les décisions de la CAO avec une signature horodatée des décisions. La séance a été enregistrée.

Les prochaines Commissions d'Appels d'Offres du mois de juin devraient être réalisées selon le même mode opératoire.

3. Les incidences financières directes et immédiates

La pandémie du COVID 19 a eu des incidences financières directes dès le mois de mars 2020.

3.1. Perte de recettes locatives :

Nantes Métropole et la Ville de Nantes ont déployé des mesures de soutien aux entreprises en difficultés du fait du COVID 19.

Parmi ces mesures figurent l'exonération des versements de loyers pour les entreprises hébergées dans le patrimoine public (pépinières, incubateurs, cours artisanales, centres d'affaires de quartiers…).

Les locataires occupant les sites de la Samoa sont concernés par cette mesure :

- Coté Pôle Economique et au titre de la DSP : Le Karting, La Centrale, Creative Care Factory, les Hangars 20 et 30, la maison du Port.

- Au titre du Traité de Concessions : le site de la Bovida, MIN de Rien, le HUB, la Place François II, Wattigny Social Club.

Cette mesure a une incidence financière sur l'activité de l'exercice 2020. Pour le Pôle Economique nous avons pris l'hypothèse d'une période d'exonération des loyers de 3 mois soit **un manque à gagner de 145 K€ au titre de la délégation de service public**, étant entendu que les établissements restent néanmoins accessibles aux entreprises, et que le délégataire supporte donc leur exploitation sans diminution des charges d'exploitation par ailleurs.

Pour le Traité de Concession **le manque à gagner est évalué à 7 K€.**

En complément, compte tenu de la situation et de la nécessité d'accompagner les entreprises en phase de reprise d'activité, il ne nous semble pas opportun de procéder à l'augmentation de 10% de loyer tel que prévu au 01/06/20 par la DSP. Aussi, nous proposons à Nantes Métropole de sursoir l'augmentation des loyers jusqu'au 31/12/20.

Cette mesure représente **une perte de loyer de 22 K€.**

L'incidence totale en termes de perte de recettes locatives est de 174 K€.

3.2. Un décalage important dans l'instruction du dossier de demande de subvention FEDER

Fin 2018, la Samoa a déposé une demande de fonds FEDER pour les exercices 2019 et 2020 auprès des services instructeurs de la Région des Pays de la Loire. Ces dossiers sont toujours en cours d'instruction mais restent en l'état actuel sujet à un risque de non prise en considération.

En effet, la crise COVID 19 fait courir un risque sur ces dossiers eu égard à la nécessité potentielle de réorienter les fonds européens non encore consommés en faveurs des entreprises ou des secteurs massivement impactés par la crise économique.

Le risque pour la Samoa est une perte de recettes de 350 K€ pour les exercices 2019 et 2020. La perte sur l'exercice 2019 est abordée dans le rapport de gestion.

4. Les risques financiers futurs

4.1. **Défaillances de locataires** : diminution du taux d'occupation et augmentation du risque d'impayé en sortie de crise

L'enquête réalisées par l'équipe du Pôle Economique auprès des entreprises hébergées et accompagnées par la Samoa, met en évidence une baisse très importante de l'activité de la majorité des entreprises de la filière des industries culturelle et créatives.

Nous constatons également de premières demandes de résiliation de convention d'occupation précaires qui représentent à date 6% des entreprises hébergées.

Nous pensons pouvoir limiter l'impact en tablant sur l'arrivée de nouveaux locataires compte tenu des tarifs avantageux proposés par la Samoa.

Nous estimons le risque pour les années 2020 et 2021 à 40 K€, avec un taux d'occupation passant de 98% à 90%.

4.2. **Décalage dans la perception des recettes immobilières du projet urbain** :

4.2.1. Dans un premier temps décalage de quelques échéances d'emprunts et ensuite possibilité de devoir mettre en place des financements intermédiaires (conséquence : cout financier supplémentaire pour le TCA)

La Samoa déploie un programme immobilier extrêmement important sur les exercices 2020 et 2021, notamment sur le quartier République. Les blocs A et B ainsi que les deux premières opérations du bloc G, représentent un volume de près de 55 000 m², permettant d'ici 2022-2023 la production de près de 500 nouveaux logements (libres, sociaux, abordables OFS/PLS), 20 000 m² de bureaux et 3 500 m² de locaux de rez-de-chaussée. Ces programmes ne représentent pas moins de 10 opérations distinctes réalisées par autant de maîtrises d'ouvrage avec 16 maîtrises d'œuvre différentes.

Ces d'opérations doivent donner lieu à la signature d'actes authentiques et versement des charges foncières selon un calendrier établi comme suit :

ILOT	PROGRAMME	SURFACE en m²	PRIX M²	TOTAL en K€	TOTAL ACTE	DATE PREVU ACTE
Quartier République Ilôts A et B						
ADAM	Commerces	400 m²	120 €	48K€	4 002K€	déc-20
	Bureaux	7805 m²	364 €	2 841K€		
	Logements Libres	2715 m²	410 €	1 113K€		
ANNA	Activités	600 m²	80 €	48K€	864K€	mars-21
	Bureaux	3200 m²	255 €	816K€		
ALIX	Activités	120 m²	150 €	18K€	2 303K€	mars-21
	Accessions abordables	1708 m²	240 €	410K€		
	Logements Libres	3172 m²	591 €	1 875K€		
AMIR	Logements sociaux	1662 m²	190 €	316K€	1 995K€	mars-21
	Logements libres	3093 m²	543 €	1 679K€		
ANDY	Commerces	250 m²	135 €	34K€	854K€	juin-21
	Logements sociaux	2568 m²	190 €	488K€		
	Logements abordables	1383 m²	240 €	332K€		
BETY Nantes Métropole Habitat	Commerces	400 m²	135 €	54K€	1 112K€	sept-21
	Logements sociaux	3315 m²	190 €	630K€		
	Logements abordables	1785 m²	240 €	428K€		
BOUL & BILL	Commerces	550 m²	175 €	96K€	4 044K€	sept-21
	Bureaux	2000 m²	340 €	680K€		
	Accessions abordables	2608 m²	240 €	626K€		
	Logements LIbres	4866 m²	543 €	2 642K€		
Quartier République Ilôt G						
GARY (Croix Rouge)	Commerces	500 m²	135 €	68K€	1 051K€	juin-21
	Equipement public	397 m²	200 €	79K€		
	Logements sociaux	2659 m²	190 €	505K€		
	PLS Intermédiaire	1330 m²	300 €	399K€		
GINA Bureaux abordables	Activités ou Commerces	600 m²	135 €	81K€	1 551K€	juin-21
	Bureaux	4900 m²	300 €	1 470K€		
		54586 m²			**17 776K€**	

D'autres opérations devraient rentrer en phase travaux dans les prochains mois, avec des rentrées de recettes pour la Samoa.

ILOT	PROGRAMME	SURFACE en m²	PRIX M²	TOTAL en K€	TOTAL ACTE	DATE PREVU ACTE
Prairie au duc						
ILOT F	Hostel	3200 m²	250 €	800K€	6 873K€	nov-20
	Activités	700 m²	250 €	175K€		
	Bureaux	2400 m²	255 €	612K€		
	Logements libres	4600 m²	950 €	4 370K€		
	Complément taxe aménagement	10900 m²	84 €	916K€		
ILOT M	Commerces	300 m²	135 €	41K€	2 201K€	juin-21
	Logements libres	2700 m²	800 €	2 160K€		
Tripode						
Ilot O	Activités	1199 m²	200 €	240K€	1 345K€	sept-20
	Logements libres	2495 m²	350 €	873K€		
	Logements sociaux	1162 m²	200 €	232K€		
		29656 m²			**10 419K€**	

La Samoa serait en mesure d'absorber un retard de versement des charges foncières sur les années 2020 et 2021, en souscrivant des emprunts court terme adossés aux promesses de vente. L'endettement de la société sera ramené en effet à 26,85 millions d'Euros à la fin du présent exercice, ce qui est faible.

En dehors des incidences liées au COVID 19, les premiers besoins en refinancement pour accompagner les travaux d'aménagement du sud-ouest sont de l'ordre de 12 millions d'Euros. Il est prévu de mobiliser ces emprunts à compter de janvier 2026.

4.3. Risque de pertes de recettes sur les droits à construire en cas de crise immobilière liée à une récession

Il est prématuré à cette étape d'évoquer la possibilité d'une crise immobilière. Nous devons cependant reconnaître que la sortie de la crise sanitaire et la perspective de devoir affronter une crise sociale et économique, dont on ignore encore tous les contours, nous enjoignent à être très vigilants.

Sans préjuger des dispositifs de soutiens gouvernementaux et locaux qui pourraient être mis en place, les difficultés rencontrées par le marché immobilier et de la construction pourraient être de plusieurs ordres :

- Un durcissement de la conjoncture économique, avec le développement d'une crise forte et durable qui impacterait très largement les capacités d'action et de développement des entreprises et la solvabilité des ménages.

- Une très grande frilosité des investisseurs, ces derniers pouvant adopter une posture attentiste sur le marché immobilier.

- Une augmentation des taux, qui gripperait le marché de l'immobilier de bureau, le marché des propriétaires investisseurs (dont on connait l'importance), mais aussi l'accessibilité au logement pour les propriétaires occupants (logements abordables et logements dit intermédiaires). Des conditions d'octroi de prêts bancaires plus exigeantes pourraient être un frein supplémentaire.

- Un surenchérissement des coûts de la construction, dû à la mise en place de contraintes sanitaires durables sur les chantiers ; afin de répondre aux règles de mise à distance qui perturbent la coactivité des entreprises sur sites, ralentissent les travaux.

- Ces facteurs conjugués pourraient conduire certains promoteurs à remettre en cause leur projet, notamment par absence de fonds propres suffisants, défaut de commercialisation et de fait incapacité d'obtenir des banques une garantie financière d'achèvement.

Cette analyse de risque doit être pondérée par des considérations locales. La métropole nantaise, comme l'île de Nantes restent attractives, la demande en logements sur Nantes est toujours aussi importante, et la nécessité de construire pour offrir des parcours résidentiels diversifiés à tous nos concitoyens reste une priorité métropolitaine. Dans ces conditions, le projet urbain de l'île de Nantes et nos programmes de constructions pourraient faire preuve de « résilience ».

Par ailleurs la Samoa à mis en place en 2019 avec les consultations sur le quartier République, des gardes fous qui devraient lui permettre de conserver des relations de confiances avec les promoteurs qu'elle a retenu.
La conduite des projets est scandée par plusieurs documents contractuels qui lient les parties :

- Protocole d'exclusivité signé après la désignation du lauréat (sous délai d'un à deux mois). A ce stade, il est demandé la fourniture d'une garantie bancaire à première demande égale à 10% des droits à construire au titre d'indemnité de non-réalisation. Cette garantie couvre la durée entre la signature du protocole et celle de l'acte authentique. Le non-respect des délais de réalisation prévus permet à la Samoa d'exiger le versement de ces 10%.

- La PUV (signée au dépôt de permis avec versement obligatoirement en numéraire d'une indemnité d'immobilisation foncière égale à 10% de la valeur des droits à construire. Cette indemnité s'ajoute à la précédente.

- Actes authentiques signés une fois le PC purgé de tous recours.

4.4. Risques sur les indemnisations des chantiers arrêtés (gardiennage, cout d'immobilisation des chantiers…)

L'arrêt des chantiers, du fait de la crise sanitaire a gravement perturbé le fonctionnement des entreprises du BTP et des TP qui ont massivement eu recours au chômage technique. Ces entreprises sont fragilisées, faute d'une trésorerie suffisante et doivent faire face à de nouvelles difficultés.

Les conditions de reprises de chantier sont rendues difficiles, du fait des mesures de protections et de distanciation à prendre pour protéger les salariés. Ces mesures ont des effets négatifs sur l'économie générale des chantiers : perte de productivité souvent conséquente, dû à l'impossibilité d'organiser des chantiers avec une forte coactivité ; rallongement des délais d'intervention des compagnons.

Par ailleurs les charges fixes courantes des entreprises de construction ou de travaux publics inhérentes aux chantiers (gardiennage, nettoyage, aménagement des base vie, coût d'immobilisation des engins sur les chantiers), comme les coûts des honoraires des maîtrises d'œuvre, CSPS, OPC, référents COVID mobilisés par la réorganisation des plannings de travaux sont également à prendre en considération.

Ces surcoûts ne peuvent être pris en intégralité sur les marges (souvent déjà très faibles) des entreprises ou des bureaux d'étude. Ils donneront donc lieu à des négociations entre les parties prenantes des opérations.

La Samoa en sa qualité de maîtrise d'ouvrage sur ses chantiers de travaux publics, ou comme mandataire de Nantes Métropole (pour les chantiers de préparation du terrain d'assiette du CHU et de la Halle 1&2) devra prendre à sa charge une partie de ses surcoûts et de ses missions complémentaires, dans des proportions qui restent encore à établir.

4.5. Augmentation des prix travaux publics à la reprise pour cause de sur activité des fournisseurs

Une augmentation des prix travaux publics est possible. Cette augmentation des prix serait dû aux effets conjugués d'un pic d'activités de reprises et donc à une suractivité des fournisseurs, mais aussi à la disparition de certaines entreprises.

5. Sur l'établissement d'un nouveau Plan de Moyen Terme 2021-2026

Par une délibération de son Conseil d'Administration en date du 22 mai 2018 la Samoa s'est dotée d'un Plan de Moyen Terme (PMT) triennal couvrant la période 2018-2020. Une version actualisée de ce PMT a été présentée lors du Conseil d'Administration du 28 mai 2019.

Il convient de préparer et adopter un nouveau PMT, dans les prochains mois, afin que les actionnaires disposent d'une vision à moyen et long terme de la stratégie déployée par l'entreprise, apprécient les risques et les opportunités relatives aux deux principales missions qui sont les siennes :

- Aménager l'île de Nantes, en conduisant un projet urbain métropolitain à l'horizon 2037 ;
- Animer la filière des entreprises créatives et culturelles à l'échelle métropolitaine.

Il est proposé que ce PMT couvre la période 2021-2026, ceci afin de s'adosser au prochain mandat métropolitain, mais aussi à l'échéance majeure que constitue la livraison attendue du CHU, avec la mise en activité du Pont Anne de Bretagne, des lignes de tramway, la livraison du Parc de Prairie-au-duc et l'activation du quartier République.

Ce PMT s'adosserait bien évidemment sur les deux principaux contrats qui lie la Samoa à son actionnaire majoritaire, Nantes Métropole : d'une part le Traité de Concession d'Aménagement de l'île de Nantes, et d'autre part la délégation de service public portant sur le développement, l'animation et la promotion des industries culturelles et créatives (ICC) sur le territoire métropolitain, et l'exploitation, la gestion et l'animation des Halles 1&2.

L'élaboration de ce PMT nécessite un travail interne avec les équipes du Pôle Urbain et du Pôle Economique de la Samoa, mais aussi un travail conséquent avec les services de Nantes Métropole.

Ce travail portera :

- Sur une remise en perspective du projet urbain, avec un ajustement des programmes, des équipements à réaliser et des projets à conduire sur la période.

- Sur une actualisation de la DSP qui doit prendre en compte un retard dans la livraison des Halles 1&2 dû à la défaillance de l'entreprise de couverture. Cet impondérable à des conséquences non négligeables sur l'économie générale de la DSP.

Aussi il vous est proposé que ce PMT soit proposé à l'approbation d'un prochain Conseil d'Administration de la Samoa qui se tiendra en décembre 2020 ou juin 2021.

Il est demandé au Conseil d'Administration de prendre acte de l'information sur les premiers impacts de la crise du COVID 19 sur l'activité de la Samoa, et de l'information sur la démarche et le calendrier proposé pour établir le Plan à Moyen Terme 2021-2026 de la Samoa

Point 7 – Approbation du budget actualisé 2020 de la Samoa

Une première version du budget 2020 vous a été présentée lors du Conseil d'Administration du 12 décembre 2019.

Comme chaque année, nous vous présentons lors du Conseil d'Administration d'approbation des comptes de l'exercice écoulé, une version actualisée de ce budget 2020.

L'année 2019 ne s'est pas terminée sur les résultats escomptés tel que vous avez pu le constater à la lecture du rapport de gestion.
Coté Pôle Urbain, la rémunération sur le mandat des Halles 1&2, compte tenu des aléas subit doit être réajustée.
Coté Pôle Economique, l'incertitude reste concernant l'attribution de la subvention FEDER 2019-2020.
D'une manière générale nous restons en attente d'une réponse de l'administration fiscale suite à notre demande de dégrèvement de la taxe sur salaires 2018.
Tous ces éléments, tel qu'expliqué au point 6, sont aussi impactés par la crise sanitaire du COVID 19.

I – Budget prévisionnel 2020 de l'activité « Pôle Urbain »

Les hypothèses qui ont servi de base à l'établissement du budget 2020, sont celles issues de nos contrats avec Nantes Métropole :

- du Traité de Concession 2016-2037 et de ses avenants n°3 & 4 ;
- du mandat « Halles 1&2 » ;
- du mandat « préparation du terrain d'assiette pour l'arrivée du CHU ».

1 - Les recettes de la société pour l'exercice 2020 sont estimées à 2 572 K€ pour 2 522 K€ au titre du budget prévisionnel 2020 initial présenté en décembre dernier

Les produits prévisionnels pour l'exercice 2020 sont :

- **Au titre de la concession d'aménagement** : 2 354 K€.
  Ce forfait a été déterminé en cours d'année pour la période 2020-2026 et a fait l'objet de l'avenant n°3 approuvé par le Conseil Métropolitain le 4 octobre 2019.

  Il est complété par l'avenant n°4 spécifique à la nouvelle mission de mise en place d'une plateforme de gestion des terres sur l'Île de Nantes.

- **Au titre de la rémunération liée aux mandats** : 201 K€.
  La réalisation des deux mandats signés en 2015 se poursuit sur l'exercice 2020 générant la facturation d'honoraires suivante :

  - 97 305 € pour le mandat de préparation de « l'assiette foncière du CHU ».
  - 53 845 € pour le mandat de réalisation des Halles Alstom 1&2 ;
  - 50 000 € de rémunération complémentaire à finaliser pour le mandat de réalisation des Halles Alstom 1&2 :

En complément, tel qu'indiqué dans le rapport de gestion, le mandat Halles 1&2, l'avancement du dossier ainsi que les retards importants pris dans la réalisation liés aux problèmes de défaillance de l'entreprise réalisant la toiture ont pour incidence importante sur la charge de travail des équipes de la Samoa. La durée du mandat va devoir être prolongée d'au moins 19 mois. Un avenant va être demandé au mandant pour la prise en compte du surcroît de travail lié à ces problèmes imprévus survenus sur le chantier. Le budget tient compte du complément de rémunération évalué pour l'année 2020 à 50 K€.

- **La quote-part de la subvention Européenne UIA « 5Ponts »** rapportée à l'exercice 2020 de 15 916 €.

PRODUITS DU COMPTE D'EXPLOITATION PREVISIONNEL ACTUALISE 2020
(activité « Pôle Urbain »)

	RESULTAT 2018	RESULTAT DEFINITIF 2019	BUDGET 2020 ACTUALISE CA 12/2019	BUDGET 2020 ACTUALISE CA 05/2020
RECETTES				
Rémunération Traite de Concession Ile de Nantes	2 120 000 €	2 130 000 €	2 353 733 €	2 353 733 €
Rémunération forfaitaire globale Avenant n°3 du 16/10/2019	*2 120 000 €*	*2 130 000 €*	*2 330 400 €*	*2 330 400 €*
Rémunération avenant 4, plateforme gestion des terres			*23 333 €*	*23 333 €*
Rémunération mandat Halles 1 & 2	71 051 €	-1 486 €	53 845 €	53 845 €
Complément rémunération Halles 1 & 2 à négocier				*50 000 €*
Rémunération mandat assiette foncière CHU	130 250 €	205 850 €	97 305 €	97 305 €
Rémunération avenant 2019	*130 250 €*	*205 850 €*	*147 305 €*	*147 305 €*
avancement (décalage rémunération confortement des quais)			*-50 000 €*	*-50 000 €*
Subvention Européenne UIA projet 5 Ponts	24 852 €	38 506 €	15 916 €	15 916 €
Reprise sur provisions	*341 €*			
Produits divers de gestion	5 904 €	10 385 €	1 500 €	1 500 €
TOTAL RECETTES	**2 352 398 €**	**2 383 256 €**	**2 522 299 €**	**2 572 299 €**

2 - Les charges d'exploitation pour l'exercice 2020 sont estimées à : +2 529 K€ soit une augmentation de 14 K€ par rapport à l'estimation du budget initial (2 515 K€).

L'augmentation est due essentiellement à une mise à jour des transferts de charges avec le Pôle Economique (+20 K€) :

- L'unification du service Communication (service maintenant commun pour toute la Samoa) a neutralisé les échanges de prestations entre les deux pôles.
- Le développement des activités de gestion locatives pour le compte du Traité de Concession a augmenté le transfert de charges en faveur du Pôle Economique.

Il est précisé que ces transferts ont une incidence sur la répartition analytique entre les pôles de la Samoa mais sont sans influence sur le résultat global de la société.

Pour l'analyse par poste d'exploitation :
Le montant prévisionnel global des achats et charges de fonctionnement pour 2020, s'établit à 468 K€ (inchangé par rapport au budget initial).

Il est rappelé que les charges de fonctionnement du Pôle Urbain s'établissaient, lors de notre engagement d'optimisation en 2015 à 525 K€.

Salaires et charges sociales, hors refacturations internes : 2 050 K€ contre 2 054 K€ pour le budget initial.
Avec les refacturations internes ce poste est de 1 971 K€ contre 1 955 K€ au budget initial.

Impôts et taxes : 58 K€. Il est précisé que, par prudence, la demande de dégrèvement effectuée au titre de la taxe des salaires 2018 n'a pas été prise en compte dans ce budget actualisé.

Dotation aux amortissements et provisions : 32 K€.

DEPENSES DU COMPTE D'EXPLOITATION PREVISIONNEL ACTUALISE 2020
(activité « Pôle Urbain »)

BUDGET PREVISIONNEL 2020
(activité "Pôle urbain")

	RESULTAT 2018	RESULTAT DEFINITIF 2019	BUDGET 2020 ACTUALISE CA 12/2019	BUDGET 2020 ACTUALISE CA 05/2020
DEPENSES				
Achats et Charges de fonctionnement	480 250 €	539 197 €	462 600 €	468 559 €
SOUS-TRAITANCE MANDATS	0 €		0 €	0 €
Impôts et taxes	52 743 €	51 646 €	62 000 €	57 500 €
Masse Salariale	1 266 316 €	1 279 641 €	1 405 959 €	1 405 639 €
Charges Sociales	589 738 €	593 278 €	632 681 €	632 538 €
Charges diverses de personnel	17 352 €	12 045 €	16 000 €	12 000 €
Taxe sur les salaires	25 546 €			
Transfert de charges CF=>PU	-201 066 €	-206 545 €	-204 924 €	-178 222 €
Transfert de charges PU=>CF	77 203 €	112 692 €	105 332 €	98 530 €
Amortissements sur immobilisations	24 846 €	21 819 €	25 000 €	22 000 €
Provisions charges d'indemnités de fin de carrière	26 331 €	72 639 €	10 000 €	10 000 €
Charges diverses	0 €	7 €	1 000 €	1 000 €
TOTAL DEPENSES	**2 359 259 €**	**2 476 420 €**	**2 515 648 €**	**2 529 545 €**
RESULTAT D'EXPLOITATION	**-6 861 €**	**-93 164 €**	**6 651 €**	**42 754 €**
Produits financiers /exceptionnels	*3 686 €*	*4 203 €*	*0 €*	*0 €*
Charges financières / exceptionnelles	*0 €*	*0 €*	*0 €*	*0 €*
RESULTAT DE L'EXERCICE	**-3 175 €**	**-88 961 €**	**6 651 €**	**42 754 €**

Avec ce prévisionnel actualisé nous avons toujours pour objectif de récupérer une partie des pertes constatées en 2019. **Le résultat prévisionnel actualisé de l'exercice 2020 pour cette activité est de : + 42 754 €.**

II – Budget prévisionnel 2020 de l'activité « Pôle Economique »

Le budget initial pour l'année 2020 avait été établi dans le cadre des négociations de la nouvelle délégation de service public qui a été confiée à la Samoa pour la période 2020-2024.

Les recettes de subvention du Conseil Régional et les charges afférentes ont été ensuite intégrées afin d'obtenir le budget global du Pôle Economique pour l'année 2020.

Le budget actualisé tel que nous le présentons a dû prendre en compte trois événements majeurs :

- Le décalage de près de deux ans de l'ouverture de la future Creative Factory (bâtiment des Halles 1&2) tel que cela a été exposé dans le rapport de gestion.
- Le décalage d'un an ½ dans l'ouverture de la Halles 6 Est.

- Les impacts de la pandémie du COVID 19 tel qu'exposés au point 6 du présent Conseil d'Administration.

Un budget complet réactualisé est en cours de réalisation dans le cadre de la DSP 2020-2024. Ce nouveau budget intègrera des reports d'actions afin de compenser les pertes de recettes liées au décalage de l'ouverture de la Creative Factory.

1 - Les recettes pour cette activité pour l'exercice 2020 sont estimées à 2 278 K€ alors qu'elles étaient estimées à 2 669 K€ au budget initial.

Cette diminution de 390 K€ est due :

- Aux impacts directs dus au COVID 19 en termes d'exonération de loyer, d'annulation des augmentations prévues en 2020 et de risques liés aux départs d'entreprises : - 207 K€.

- A l'annulation des recettes Halles 6 Est : - 87 K€.

- A l'annulation par prudence de toute subvention FEDER au titre de 2020 : -34 K€.

- A l'annulation de recettes d'actions pour décalage sur les années futures : -8 K€.

- Au réajustement des loyers des sites du Karting et de La Centrale : -40 K€.

Pour 2020 les recettes sont réparties de la manière suivante :

La subvention liée à la DSP reste inchangée en 2020 : 1 539 K€. Il est précisé que sur cette année 2020, il n'est pas intégré de compensation des pertes de recettes liées aux décisions prises par le délégant au titre du COVID 19. Ces compensations sont discutées dans le cadre du budget révisé de la DSP et seront intégrées au budget 2021.

- Au titre des partenariats privés initiés : 125 K€ ; soit au même niveau que le budget prévisionnel 2020.

- Au titre de la subvention de la Région Pays de la Loire : 140 K€ HT.

- Au titre de l'activité gestion locative : 580 K€. Le montant intègre le report d'ouverture du nouveau site, la Halle 6 Est, dédié aux activités du secteur numérique et créatif sur 2021. La Samoa a pris à bail 400 m² de bureaux de petites tailles, destinés à de jeunes startups créatives en se positionnant sur un marché immobilier qui ne prend pas en compte ce type de d'offres.

- Les autres subventions 57 K€ dont :

  - La Subvention Caisse des Dépôts et Consignations pour le projet Quartier Démonstrateur : 27 K€.

  - Le pilotage du projet Recife financé dans le cadre du FICOL : 30 K€.

  Les produits directement liés à l'activité du Pôle Economique représentent 22 K€ pour l'essentiel liées à l'événement « L'Art est aux Nefs ». Il est aussi précisé que cette manifestation est pour l'instant encore inscrite au budget, mais qu'il existe un risque fort de transformation de son format ou d'annulation.

Pour 2020, ce budget n'intègre pas encore de recettes liées à l'exploitation des Halles 1& 2 (ouverture prévue fin 2022).

PRODUITS DU COMPTE D'EXPLOITATION PREVISIONNEL INITIAL 2020
(activité « Pôle Economique »)

	RESULTAT 2018	RESULTAT DEFINITIF 2019	BUDGET 2020 ACTUALISE CA 12/2019	BUDGET 2020 ACTUALISE CA 05/2020
RECETTES				
Partenariats Privés	80 583 €	121 971 €	125 000 €	125 000 €
Subventions reçues	1 537 760 €	1 275 201 €	1 781 215 €	1 736 033 €
Subvention Nantes métropole DSP	962 588 €	938 875 €	1 539 233 €	1 539 233 €
Subvention Région Pays de la Loire	100 000 €	140 000 €	140 000 €	140 000 €
Appel à projet Ministère de la Culture NM 3	34 281 €	29 650 €		
Subvention accompagnement entrepreneurs culturels - ministère de la culture	10 000 €	10 000 €		
Financement RFI OIC	8 914 €	38 957 €	29 861 €	0 €
FNADT Amortissement subvention investissement	16 762 €	40 033 €		
Subvention FEDER -	323 586 €	**0 €**	34 121 €	**0 €**
Partenariat Université de nantes mission entrepeunariat	5 900 €			
Subvention Européenne REFILL et Break in the desk	21 355 €			
CDC Quartier démonstrateur	54 374 €	71 414 €	38 000 €	26 800 €
Montreal Quartier des spectacles		3 772 €		
Autres subventions (FICOL, ..)		2 500 €		30 000 €
Recettes propres QDC	38 063 €	42 115 €	51 500 €	42 000 €
Abonnement ICC & recettes liées aux animations	17 128 €	18 981 €	22 000 €	20 000 €
Recettes manifestation évènement Osez			7 500 €	
Recettes l'Art est aux Nefs	20 935 €	23 133 €	22 000 €	22 000 €
Activité gestion locative	615 257 €	584 441 €	708 619 €	579 774 €
Karting	185 270 €	166 641 €	194 250 €	165 000 €
Chapidoc	12 309 €	11 659 €	12 924 €	12 924 €
La Centrale	130 791 €	125 671 €	134 400 €	128 000 €
Ecossolies	139 257 €	140 240 €	145 425 €	141 000 €
Hangars 20/30 et maison du port	94 020 €	82 513 €	87 850 €	87 850 €
Harmonie mutuelle	44 878 €	46 865 €	47 250 €	45 000 €
Halle 6 Est		0 €	86 520 €	0 €
Place François II	8 731 €	10 851 €	0 €	0 €
Impacts COVID19 sur activité locative dont :				-206 882 €
3 mois d'exonération de loyer				-144 944 €
Gel des loyers sur 2020 et 2021 (pas d'augmentation de 10% prévue à la DSP)				-21 939 €
résiliation, impayé et turn over en hausse				-40 000 €
Divers	3 687 €	5 297 €	2 500 €	2 500 €
TOTAL RECETTES	**2 275 350 €**	**2 029 025 €**	**2 668 834 €**	**2 278 425 €**

2 - Les charges d'exploitation pour l'exercice 2020 sont estimées à : 2 234 K€ alors qu'elles étaient estimées à 2 630 K€ au budget initial.

Cette diminution de 395 K€ est due :

- Au report des embauches prévues pour l'ouverture de la Creative Factory : -208 K€.
- A l'annulation des charges Halles 6 Est : -89 K€.
- A l'annulation d'actions initialement prévues (liée au report de l'ouverture de la Creative Factory et reportée sur l'années futures) : -105 K€
-

On distingue cinq grandes catégories de dépenses :

Les dépenses liées à la réalisation du plan d'actions : 306 K€ mobilisés pour 2020 (contre 431 K€ au budget initial).

Ce budget d'actions est détaillé selon les missions demandées par le délégant Nantes Métropole au titre de la DSP.

Les dépenses liées à l'activité de gestion locative : 575 K€. Comme pour les produits**, la diminution** est due au report d'exploitation du nouveau site Halle 6 Est sur 2021.

Cette activité de gestion locative fait ressortir une marge brute de 5 K€ n'incluant pas la participation à ce titre par Harmonie Mutuelle et classée en participation privée.

Les dépenses de fonctionnement hors frais de personnel : **342 K€, les montants sont équivalents au budget initial :**

Cette catégorie regroupe :

- Les achats et charges externes pour 210 K€.
- Les impôts et taxes pour 121 K€.
- Les amortissement et provisions : 12 K€.

Les dépenses de frais de personnel : 951 K€ (1 159 K€ au budget initial) :

Les embauches des postes de Responsable commercial et Responsable technique sont pour l'instant décalées début 2022.

Les dépenses liées au lancement de l'exploitation des Halles 1&2 : 60 K€ :

Le budget 2020 intègre aussi la fin des études pour l'exploitation des Halles 1&2 à hauteur de 20 K€ et les premières dépenses d'exploitation couvrant la période entre la livraison du bâtiment et la mise en exploitation. Bien que l'ouverture soit décalée, ces études déjà engagées seront achevées en 2020, cela concerne la préparation des futurs appels d'offres et la définition d'un nouvel outil de gestion.

DEPENSES DU COMPTE D'EXPLOITATION PREVISIONNEL ACTUALISE 2020
(activité « Pôle Economique »)

DEPENSES	RESULTAT 2018	RESULTAT DEFINITIF 2019	BUDGET 2020 ACTUALISE CA 12/2019	BUDGET 2020 ACTUALISE CA 05/2020
Achats et charges de fonctionnement	190 535 €	211 353 €	223 095 €	209 580 €
Cout fonctionnement Halles 1 & 2			34 320 €	
Plans d'actions	286 512 €	306 493 €	401 000 €	306 000 €
Notice 1Accompagnement économique			21 000 €	6 000 €
Notice 2Dispositif accélération à haut potentiel			30 000 €	30 000 €
Notice 3Dispositif accélération culture et média			30 000 €	30 000 €
Notice 4Développement autres accélérateurs			30 000 €	30 000 €
Notice 5Structuration filières image			0 €	0 €
Notice 5Fond de Dotation CNC			0 €	0 €
Notice 6Structuration de la filière design			0 €	0 €
Notice 8Dispositif d'innovation croisée			65 000 €	65 000 €
Notice 9Animation et promotion (+ régisseur art est au nef)			160 000 €	145 000 €
Notice 13Acceuil des publics			0 €	0 €
Notice 14Stratégie de commercialisation de la Galerie			40 000 €	0 €
Notice 14honoraire broker			0 €	0 €
Notice 15Outil de communication et commercialisation			25 000 €	0 €
Notice 16Stratégie de promotion et de com des Halles 1&2			0 €	0 €
Etudes préconfigurations Halles 1 et 2	38 085 €	26 010 €	20 000 €	60 120 €
Activité gestion locative	566 102 €	597 994 €	663 724 €	574 884 €
Karting	120 692 €	126 779 €	120 000 €	120 000 €
Chapidoc	614 €	1 200 €	1 500 €	1 500 €
La Centrale	149 481 €	170 473 €	166 000 €	166 000 €
Ecossolies	151 189 €	151 547 €	145 175 €	145 175 €
Hangars 20/30 et maison du port	87 448 €	92 568 €	87 209 €	87 209 €
Place François II	3 519 €	2 837 €		0 €
Blockhaus HUB	0 €	1 200 €		0 €
Harmonie mutuelle	53 159 €	51 391 €	55 000 €	55 000 €
Halle 6 Est		0 €	88 840 €	0 €
Impôts et taxes	13 697 €	17 376 €	32 800 €	24 950 €
TVA non récupérable	86 791 €	73 587 €	90 112 €	96 144 €
Masse Salariale	553 190 €	588 921 €	724 329 €	594 463 €
Charges sociales	275 066 €	262 174 €	325 948 €	267 508 €
Charges diverses de personnel	9 364 €	5 449 €	9 000 €	9 000 €
Taxe sur les salaires	51 867 €		0 €	0 €
Transfert de charges PU=>CF	201 066 €	206 545 €	204 924 €	178 222 €
Transfert de charges CF=>PU	-77 203 €	-112 692 €	-105 332 €	-98 530 €
Amortissements sur immobilisations	18 666 €	20 188 €	1 050 €	6 700 €
Provision charges indemnités fin de carrière	4 410 €	7 575 €	5 000 €	5 000 €
Dette sur boni par rapport au budget inclus dans la DSP signée 12/2015	35 260 €	-118 020 €	0 €	0 €
Charges diverses	0 €	128 €	0 €	0 €
TOTAL DEPENSES	**2 253 409 €**	**2 093 083 €**	**2 629 969 €**	**2 234 040 €**
RESULTAT D'EXPLOITATION	**21 941 €**	**-64 058 €**	**38 865 €**	**44 385 €**

Le budget prévisionnel de l'exercice 2020, pour le Pôle Economique, est présenté avec un résultat de 44 385 €. Ce résultat permet de compenser en grande partie le déficit 2019 et ce sans intégrer de subvention FEDER et en absorbant sur l'année l'impact COVID 19.

III – Résultat prévisionnel 2020 consolidé de la Samoa

La consolidation des deux activités, Pôle Urbain et Pôle Economique, donne le compte de résultat global de la Samoa pour l'année 2020.

PREVISION BUDGETAIRE ACTUALISE 2020
TOUTES ACTIVITES CONSOLIDEES

	RESULTAT 2018	RESULTAT DEFINITIF 2019	BUDGET INITIAL 2020 CA 12/2019	BUDGET 2020 ACTUALISE
RECETTES				
Rémunération Traite de Concession Ile de Nantes	2 120 000 €	2 130 000 €	2 353 733 €	2 353 733 €
Rémunération mandats	201 301 €	204 364 €	151 150 €	201 150 €
Subventions Nantes Métropole Creative Factory	962 588 €	938 875 €	1 539 233 €	1 539 233 €
Recettes propres Creative Factory	118 646 €	164 086 €	176 500 €	167 000 €
Recettes locatives	*615 257 €*	*584 441 €*	708 619 €	*579 774 €*
Impact CODIV 19			0 €	*-206 882 €*
Subventions autres	600 024 €	374 832 €	257 898 €	212 716 €
Produits divers de gestion	9 932 €	15 683 €	4 000 €	4 000 €
TOTAL RECETTES	***4 627 748 €***	***4 412 281 €***	***5 191 134 €***	***4 850 724 €***
DEPENSES				
Achats et Charges de fonctionnement	670 785 €	750 550 €	685 695 €	678 139 €
Plan d'actions Creative Factory	324 597 €	332 503 €	421 000 €	366 120 €
Charges locatives	566 102 €	597 994 €	663 724 €	574 884 €
Coût de fonctionnement Halles 1 & 2			34 320 €	
Impôts et taxes	153 231 €	142 609 €	184 912 €	178 594 €
Frais de personnel	2 788 439 €	2 741 510 €	3 113 916 €	2 921 148 €
Amortissements et provisions	109 513 €	4 202 €	41 050 €	43 700 €
Charges diverses	0 €	135 €	1 000 €	1 000 €
TOTAL DEPENSES	***4 612 668 €***	***4 569 503 €***	***5 145 617 €***	***4 763 585 €***
RESULTAT D'EXPLOITATION	***15 080 €***	***-157 222 €***	***45 516 €***	***87 139 €***
Produits financiers /exceptionnels	*3 686 €*	*4 203 €*	0 €	*0 €*
Charges financières / exceptionnelles	*0 €*	*0 €*	0 €	*0 €*
RESULTAT DE L'EXERCICE	***18 766 €***	***-153 019 €***	***45 516 €***	***87 139 €***

Ce compte d'exploitation global fait apparaître un résultat prévisionnel positif de 87 139 €

Nantes Métropole

www.nantesmetropole.fr

EXTRAIT

SPL LOIRE ATLANTIQUE DEVELOPPEMENT

RAPPORT DES ADMINISTRATEURS

DE NANTES METROPOLE AU SEIN DE LA SPL

2019

SPL LOIRE ATLANTIQUE DEVELOPPEMENT

Rapport au Conseil métropolitain de Nantes Métropole actionnaire, des représentants de Nantes Métropole désignés comme administrateurs au sein de la SPL, en application de l'article L.1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales

EXERCICE 2019

FICHE SIGNALETIQUE

ETAT CIVIL	
Loire-Atlantique Développement - SPL	
Siège social :	2 boulevard de l'Estuaire 44200 NANTES Tel : 02.40.20.20.44
Adresse administrative :	2, boulevard de l'Estuaire - CS 96201 - 44262 NANTES Cedex 2
N° RCS :	793 866 443
Date de création :	13 juin 2013
Secteur d'activité :	Développement touristique et économique, Aménagement et construction d'équipement public
Objet social :	Apporter une offre globale de services auprès des collectivités territoriales en termes de développement économique, touristiques et de loisirs, d'aménagement, d'urbanisme et d'environnement, d'accompagnement dans la transition énergétique, réaliser des opérations d'aménagement et de construction, assurer entretien et gestion d'équipements publics
Président :	Philippe GROSVALET
Directeur Général :	Olivier BESSIN
Directeur général délégué	
Commissaire aux comptes :	Béatrice JESTIN - Cabinet KPMG
Effectif moyen 2019 :	32,38 ETP (Equivalent Temps Plein)

ACTIONNARIAT

Capital social de 600 000 €

Actionnaires	Nombre d'actions détenues	Capital	% du capital
COLLECTIVITES LOCALES			
Département de la Loire Atlantique	2 635	263 500	43,92
Région des Pays de la Loire	334	33 400	5,57
Nantes Métropole	334	33 400	5,57
CARENE	334	33 400	5,57
CAP ATLANTIQUE	334	33 400	5,57
CC ERDRE ET GESVRES	334	33 400	5,57
CC PAYS DE REDON	334	33 400	5,57
CC PAYS D'ANCENIS	334	33 400	5,57
CC CHATEAUBRIAND/DERVAL	98	9 800	1,63
CC PORNIC / PAYS DE RETZ	98	9 800	1,63
CLISSON / SEVRE ET MAINE AGGLO	98	9 800	1,63
CC SEVRE ET LOIRE	98	9 800	1,63
CC SUD RETZ ATLANTIQUE	98	9 800	1,63
CC ESTUAIRE ET SILLON	49	4 900	0,82
CC REGION DE NOZAY	49	4 900	0,82
CC REGION BLAIN	49	4 900	0,82
CC PAYS PONCHATEAU/SAINT GILDAS DES BOIS	49	4 900	0,82
CC SUD ESTUAIRE	49	4 900	0,82
CC GRAND LIEU	49	4 900	0,82
Communes et Groupements de communes	243	24 300	4,05
TOTAL	**6 000**	**600 000,00 €**	**100,0**
Nombre total d'administrateurs : *- dont représentant de Nantes Métropole :*	18 *1 (M. Allard)*		

JURIDIQUE

Conventions conclues avec Nantes Métropole :	1	Concession ZAC Haute Forêt / Maison Neuve2

FINANCIER

Financement apporté par Nantes Métropole en 2019	
Dernier résultat net comptable connu :	-249 697 € *(au 31/12/2019)*
Garanties d'emprunt Nantes Métropole	*Néant*

Loire-Atlantique Développement - SPL

Comptes annuels au 31 décembre 2019

Bilan simplifié

ACTIF	Euro	PASSIF	Euro
Immobilisations incorporelles	57 501	Capital social et prime d'émission	600 000
Immobilisations corporelles	100 418	Réserves	457 034
Immobilisations financières		Report à nouveau	0
		Résultat de l'exercice	-249 697
Total Actif immobilisé.....(I)	**157 919**	Autres subventions d'investissement	
Stocks et en-cours	2 785 472	**Capitaux propres.....(I)**	**807 337**
Créances d'exploitation	1 232 046		
Autres créances	1 460 882	**Autres fonds propres.....(II)**	**0**
Total Actif Circulant.....(II)	**5 478 401**	**Provisions pour risques et charges.(III)**	**288 179**
Valeurs mobilières de placement	1 000 000	Emprunts et dettes	2 527 609
Disponibilités	4 315 589	Fournisseurs et comptes rattachés	2 498 695
		Dettes fiscales et sociales	554 336
Total Trésorerie.....(III)	**5 315 589**	Autres dettes	3 382 570
		Total Dettes.....(IV)	**8 963 210**
Comptes de régularisation.....(IV)	**41 776**	**Comptes de régularisation.....(V)**	**934 958**
TOTAL GENERAL (I + II + III+IV)	**10 993 684**	TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	**10 993 684**

Compte de résultat

POSTES	Euro
Total des produits d'exploitation	6 959 166
Total des charges d'exploitation	7 377 347
dont charges de personnel	1 780 262
RESULTAT D'EXPLOITATION	**-418 181**
Total des produits financiers	30 343
Total des charges financières	5 206
RESULTAT FINANCIER	**25 137**
Total des produits exceptionnels	223 629
Total des charges exceptionnelles	80 282
RESULTAT EXCEPTIONNEL	**143 347**
Participation des salariés aux résultats	0
Impôts sur les bénéfices	0
BENEFICE OU PERTE	**-249 697**

Important : Les chiffres ci-dessus sont communiqués sous réserve d'être approuvés lors de l'Assemblée Générale de la SPL

SYNTHESE DES POSITIONS PRISES PAR LES ADMINISTRATEURS AU COURS DE L'ANNEE 2019

Décisions marquantes prises durant les Conseils d'Administration s'étant tenus en 2019

- ***Conseil d'Administration du 24 mai 2019 :***
  1. Approbation du procès-verbal du Conseil d'Administration du 7 décembre 2018
  2. Approbation du rapport sur le gouvernement de l'entreprise et des conventions réglementées
  3. Approbation de l'arrêté des comptes LAD-GIE 2018
  4. Approbation du rapport de gestion, arrêt des comptes 2018 et proposition d'affectation du résultat
  5. Préparation d'une Assemblée Générale Ordinaire
  6. Point d'information sur l'activité au 1er trimestre 2019
  7. Autorisation de financements
  8. Approbation des contrats de concession
  9. Point d'information sur les adhésions des communes et groupements à LAD SPL
  10. Questions diverses

- ***Conseil d'Administration du 21 juin 2019 :***
  1. Accueil des nouveaux représentants communs de l'Assemblée Spéciale siégeant au sein du Conseil d'Administration
  2. Approbation du procès-verbal du Conseil d'Administration du 24 mai 2019
  3. Point d'information sur l'activité du 1er semestre 2019
  4. Point sur les adhésions des communes et des groupements de collectivités
  5. Questions diverses

- ***Conseil d'Administration du 15 novembre 2019 :***
  1. Approbation du procès-verbal du Conseil d'Administration du 21 juin 2019
  2. Information sur l'activité opérationnelle 2019 et prévisionnelle 2020
  3. Budget actualisé 2019 et budget initial 2020 de LAD GIE
  4. Budget actualisé 2019 et budget initial 2020 de LAD SPL
  5. Autorisation de financement
  6. Approbation de convention de concession
  7. Approbation des conventions réglementées
  8. Information sur l'ouverture du capital de LAD SPL aux communes et groupements de communes
  9. Questions diverses

Taux de participation de l'administrateur mandataire de Nantes Métropole en 2019 : 0%

Jetons de présence perçus par l'administrateur mandataire de Nantes Métropole en 2019 : Néant

SYNTHÈSE DES CONTRÔLES EFFECTUES SUR LA SPL LOIRE-ATLANTIQUE DÉVELOPPEMENT AU COURS DE L'EXERCICE 2019

Contrôle sur exercice 2019 : Contrôle fiscal

RAPPORT ADMINISTRATEURS **SPL LOIRE ATLANTIQUE DEVELOPPEMENT** 2019

ANNEXES

Important : **L'ensemble des documents joints en annexe du présent rapport sont fournis sous réserve d'être approuvés par l'Assemblée Générale de la SPL**

Comptes annuels 2019

Rapport de gestion du Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale - exercice 2019

Crowe

Cifralex

LOIRE ATLANTIQUE DEVELOPPEMENT SPL

2 Boulevard de l'Estuaire
CS 96201
44262 NANTES CEDEX 2

ÉTATS FINANCIERS
31 décembre 2019

Exercice du 01/01/2019 au 31/12/2019

Laval	Le Mans	Nantes	Paris
laval@crowe-cifralex.fr	lemans@crowe-cifralex.fr	nantes@crowe-cifralex.fr	paris@crowe-cifralex.fr

Cifralex - Société Anonyme au capital de 549 400 € - 392 097 226 RCS Laval - TVA intracommunautaire FR 44 392 097 226
Société inscrite au tableau de l'Ordre des Experts-Comptables de la Région des Pays de Loire - Membre de la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes d'Angers
Siège social : 92, avenue Robert Buron - CS 86112 - 53062 Laval cedex 9

Sommaire

Attestation de présentation des comptes	1
COMPTES ANNUELS	2
Bilan actif	3
Bilan passif	4
Bilan actif par activité	5
Bilan passif par activité	6
Compte de résultat	7
Compte de résultat (suite)	8
Compte de résultat par activité	9
Compte de résultat par activité (suite)	10
Règles et méthodes comptables	11
En-cours de concessions	15
Immobilisations	16
Amortissements	17
Provisions	18
Créances et dettes	19
Produits à recevoir	20
Charges à payer	21
Charges constatées d'avance	22
Produits constatés d'avance	23
Effectif moyen	24
Capital	25
Mandats	26
DETAIL DES COMPTES	27
Détail de l'actif	28
Détail du passif	30
Détail du compte de résultat	32
GESTION	36
Soldes intermédiaires de gestion	37

Attestation de présentation des comptes

Dans le cadre de la mission de Présentation des comptes annuels de l'entité :

LOIRE ATLANTIQUE DEVELOPPEMENT SPL
Pour l'exercice du 01/01/2019 au 31/12/2019

et conformément à nos accords, nous avons effectué les diligences prévues par les normes de Présentation définies par l'Ordre des Experts Comptables.

A la date de nos travaux qui ne constituent pas un audit et à l'issue de ceux-ci, nous n'avons pas relevé d'éléments remettant en cause la cohérence et la vraisemblance des comptes annuels pris dans leur ensemble.

Les comptes annuels ci-joints, paginés conformément au sommaire figurant en tête du présent document, se caractérisent par les données suivantes :

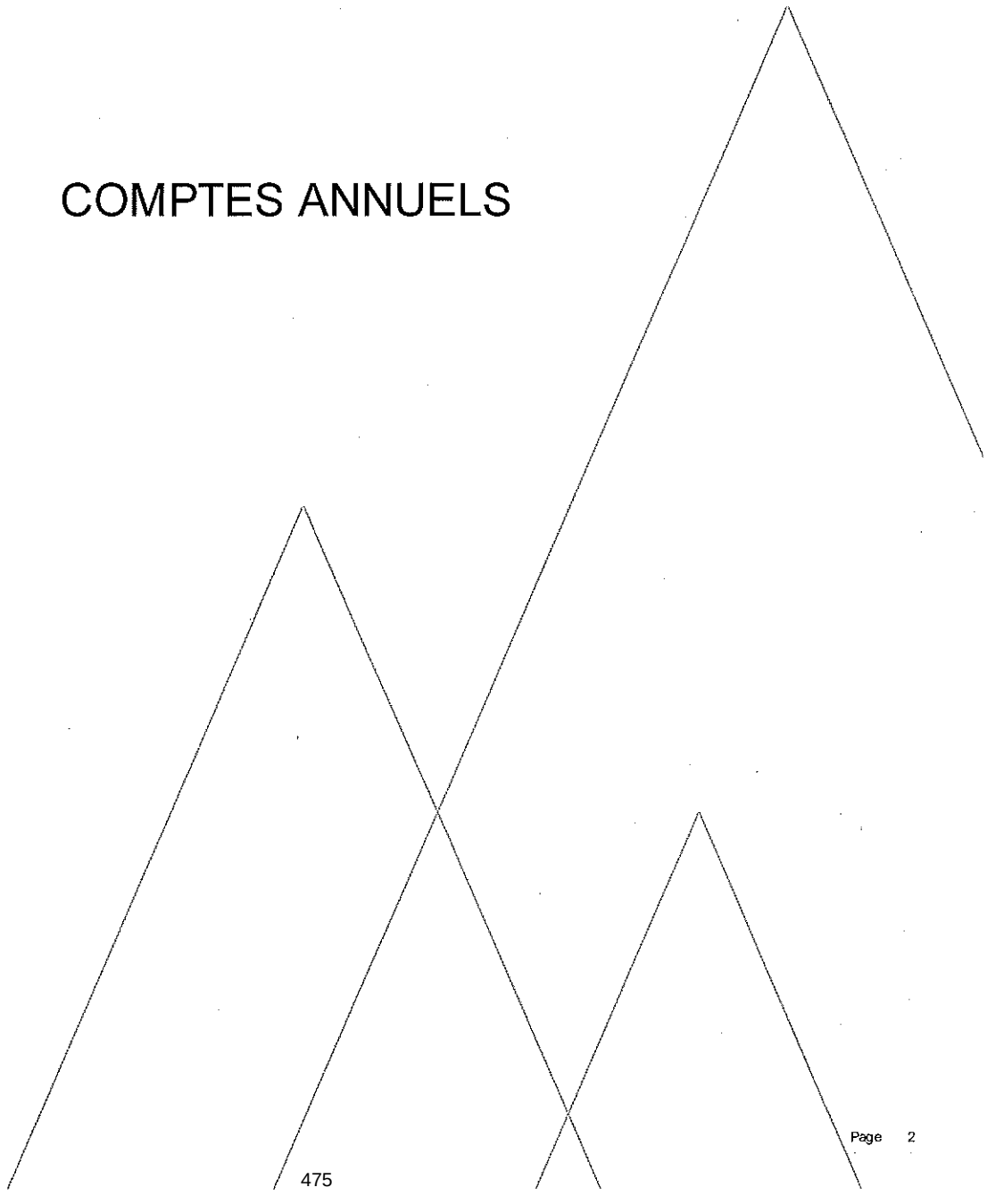
Total du bilan :	**10 995 029 euros**
Chiffre d'affaires :	**1 773 672 euros**
Résultat net comptable :	**-248 697 euros**

Fait à REZE, le 11/06/2020

Pour CIFRALEX

Sébastien FRANCHI
Expert Comptable Diplomé
Associé

COMPTES ANNUELS



Bilan Actif

		31/12/2019			31/12/2018
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
	Capital souscrit non appelé (I)				
ACTIF IMMOBILISE	**IMMOBILISATIONS INCORPORELLES**				
	Frais d'établissement				
	Frais de développement				
	Concessions brevets droits similaires	272 938	215 437	57 501	72 319
	Fonds commercial (1)				
	Autres immobilisations incorporelles				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
	Constructions	2 404	2 404		
	Installations techniques,mat. et outillage indus.	176 304	97 218	79 086	77 252
	Autres immobilisations corporelles	173 400	157 084	16 315	28 468
	Immobilisations en cours	5 017		5 017	
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations				
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Autres immobilisations financières				
	TOTAL (II)	**630 063**	**472 144**	**157 919**	**178 039**
ACTIF CIRCULANT	**STOCKS ET EN-COURS**				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens	2 770 215		2 770 215	1 255 883
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises	15 257		15 257	8 943
	Avances et Acomptes versés sur commandes	67 880		67 880	41
	CREANCES (3)				
	Créances clients et comptes rattachés	1 164 166		1 164 166	684 540
	Autres créances	1 462 227		1 462 227	1 133 250
	Capital souscrit appelé, non versé				
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	1 000 000		1 000 000	1 000 000
	DISPONIBILITES	4 315 589		4 315 589	3 836 534
COMPTES DE REGULARISATION	Charges constatées d'avance	41 776		41 776	70 768
	TOTAL (III)	**10 837 111**		**10 837 111**	**7 989 960**
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)				
	Primes de remboursement des obligations (V)				
	Ecarts de conversion actif (VI)				
	TOTAL ACTIF (I à VI)	**11 467 174**	**472 144**	**10 995 029**	**8 167 999**

(1) dont droit au bail
(2) dont immobilisations financières à moins d'un an
(3) dont créances à plus d'un an

Bilan Passif

		31/12/2019	31/12/2018
Capitaux Propres	Capital social ou individuel	600 000	600 000
	Primes d' émission, de fusion, d' apport ...		
	Ecarts de réévaluation		
	RESERVES		
	Réserve légale	28 654	26 640
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves réglementées		
	Autres réserves	428 381	390 122
	Report à nouveau		
	Résultat de l'exercice	**(248 697)**	**40 273**
	Subventions d'investissement		1 826
	Provisions réglementées		
	Total des capitaux propres	**808 337**	**1 058 860**
Autres fonds propres	Produits des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
	Total des autres fonds propres		
Provisions	Provisions pour risques	284 120	100 120
	Provisions pour charges	188 059	162 061
	Total des provisions	**472 179**	**262 181**
DETTES (1)	**DETTES FINANCIERES**		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	564 137	882 000
	Emprunts et dettes financières divers	1 963 472	87 550
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	50 704	19 793
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 447 991	2 737 420
	Dettes fiscales et sociales	555 681	439 851
	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	333	2 596
	Autres dettes	3 382 237	2 232 125
	Produits constatés d'avance (1)	749 958	445 624
	Total des dettes	**9 714 513**	**6 846 958**
	Ecarts de conversion passif		
	TOTAL PASSIF	**10 995 029**	**8 167 999**

	Résultat de l'exercice exprimé en centimes	(248 697,32)	40 272,84
(1)	Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an	8 022 401	6 265 240
(2)	Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP	2 214	1 104

Bilan actif par activité

		Exercice clos le 31/12/2019 (12 mois)					
		Structure	Aménagem. Construction	Concessions	Mandats	DSP	Total
	Capital souscrit non appelé (I)						
	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES						
	Frais d'établissement						
	Frais de développement						
	Concessions, brevets, droits similaires					57 501	57 501
	Fonds commercial (1)						
	Autres immobilisations incorporelles						
	Avances et acomptes						
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES						
	Terrains						
	Constructions						
	Installations techniques, mat. et outillage indus.					79 086	79 086
	Autres immobilisations corporelles	1 154				15 161	16 315
	Immobilisations en cours					5 017	5 017
	Avances et acomptes						
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)						
	Participations évaluées selon mise en équiv.						
	Autres participations						
	Créances rattachées à des participations						
	Autres titres immobilisés						
	Prêts						
	Autres immobilisations financières						
	TOTAL (II)	**1 154**				**156 765**	**157 919**
ACTIF CIRCULANT	**STOCKS ET EN-COURS**						
	Matières premières, approvisionnements						
	En-cours de production biens			2 770 215			2 770 215
	En-cours de production services						
	Produits intermédiaires et finis						
	Marchandises					15 257	15 257
	Avances et acomptes versés sur commandes	15		28 027	26 654	13 184	67 880
	CREANCES (3)						
	Clients et comptes rattachés	9 124	883 377			271 665	1 164 166
	Mandants				316 848		316 848
	Autres créances	470 675	206 205	107 602	301 074	59 824	1 145 379
	Capital souscrit appelé, non versé						
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	1 000 000					
	DISPONIBILITES	4 315 389				200	4 315 589
	Charges constatées d'avance	9 611		8 397		23 767	41 776
	TOTAL (III)	**5 804 814**	**1 089 582**	**2 914 241**	**644 577**	**383 896**	**10 837 111**
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)						
	Primes de remboursement des obligations (V)						
	Ecarts de conversion actif (VI)						
	SOUS-TOTAL	**5 805 968**	**1 089 582**	**2 914 241**	**644 577**	**540 661**	**10 995 029**
	Compte de liaison (VII)	27 101 356	1 840 913	700 937	3 037 704	25 213 213	57 894 123
	TOTAL ACTIF (0 à VII)	**32 907 325**	**2 930 495**	**3 615 178**	**3 682 281**	**25 753 874**	**68 889 152**
(1) dont droit au bail							
(2) dont immobilisations financières à moins d'un an							
(3) dont créances à plus d'un an							

Bilan passif par activité

		Exercice clos le 31/12/2019 (12 mois)					
		Structure	Aménagem. Construction	Concessions	Mandats	DSP	Total
Capitaux propres	Capital social ou individuel	600 000					600 000
	Primes d'émission, de fusion, d'apport...						
	Ecart de réévaluation						
	RESERVES						
	Réserve légale	28 654					28 654
	Réserves statutaires ou contractuelles						
	Réserves réglementées						
	Autres réserves	428 381					428 381
	Report à nouveau						
	Résultat de l'exercice		(402 594)			153 897	(248 697)
	Subventions d'investissement						
	Provisions réglementées						
	Total des capitaux propres	**1 057 034**	**(402 594)**			**153 897**	**808 337**
Autres fonds propres	Produits des émissions de titres participatifs						
	Avances conditionnées						
	Total des autres fonds propres						
Provisions	Provisions pour risques	100 120				184 000	284 120
	Provisions pour charges	166 189				21 870	188 059
	Total des provisions	**266 309**				**205 870**	**472 179**
DETTES (1)	**DETTES FINANCIERES**						
	Emprunts obligataires convertibles						
	Autres emprunts obligataires						
	Emprunts et dettes auprès des étab. de crédit (2)	2 205		561 924		9	564 137
	Emprunts et dettes financières diverses	563 472		1 400 000			1 963 472
	Avances et acomptes reçus sur commandes			39 316		11 388	50 704
	DETTES D'EXPLOITATION						
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	37 066	1 157 514	79 461	828 538	345 412	2 447 991
	Dettes fiscales et sociales	316 784	148 255			90 643	555 681
	DETTES DIVERSES						
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés					333	333
	Autres dettes		64 458		2 843 673	474 106	3 382 237
	Produits constatés d'avance (1)			400 000		349 958	749 958
	Total des dettes	**919 526**	**1 370 226**	**2 480 700**	**3 672 211**	**1 271 850**	**9 714 513**
	Ecarts de conversion passif						
	SOUS-TOTAL	**2 242 869**	**967 632**	**2 480 700**	**3 672 211**	**1 631 617**	**10 995 029**
	Compte de liaison (XII)	30 664 455	1 962 862	1 134 478	10 070	24 122 257	57 894 123
	TOTAL PASSIF	**32 907 325**	**2 930 495**	**3 615 178**	**3 682 281**	**25 753 874**	**68 889 152**
Résultat de l'exercice exprimé en centimes			(402 593,82)			153 896,50	(248 697,32)
(1) Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an		919 526	1 370 226	799 977	3 672 211	1 260 461	8 022 401
(2) Dont CBC, et soldes créditeurs de banques et CCP		2 205				9	2 214

Compte de résultat

		France	Exportation	31/12/2019 12 mois	31/12/2018 12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises	25 720		25 720	26 418
	Production vendue (Biens)	402		402	4 870 000
	Production vendue (Services et Travaux)	1 747 550		1 747 550	1 457 640
	Montant net du chiffre d'affaires	**1 773 672**		**1 773 672**	**6 354 058**
	Production stockée			1 514 332	(3 662 810)
	Production immobilisée				
	Subventions d'exploitation			3 692 287	3 812 782
	Reprises sur provisions et amortissements, transfert de charges			163 862	271 693
	Autres produits			12	148
	Total des produits d'exploitation (1)			**7 144 166**	**6 775 872**
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises			17 218	16 224
	Variation de stock			(6 314)	2 991
	Achats de matières et autres approvisionnements				
	Variation de stock				
	Autres achats et charges externes			5 205 598	4 400 960
	Impôts, taxes et versements assimilés			142 384	126 941
	Salaires et traitements			1 237 245	1 369 353
	Charges sociales du personnel			543 017	547 735
	Cotisations personnelles de l'exploitant				
	Dotations aux amortissements :				
	- sur immobilisations			82 216	65 851
	- charges d'exploitation à répartir				
	Dotations aux dépréciations :				
	- sur immobilisations				
	- sur actif circulant				
	Dotations aux provisions			210 351	104 892
	Autres charges			129 632	128 506
	Total des charges d'exploitation (2)			**7 561 347**	**6 763 453**
	RESULTAT D'EXPLOITATION			**(417 181)**	**12 418**

Compte de résultat

		31/12/2019	31/12/2018
	RESULTAT D'EXPLOITATION	**(417 181)**	**12 418**
Opéra. comm.	Bénéfice attribué ou perte transférée		
	Perte supportée ou bénéfice transféré		
PRODUITS FINANCIERS	De participations (3)		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé (3)		
	Autres intérêts et produits assimilés (3)	30 343	36 893
	Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	Total des produits financiers	**30 343**	**36 894**
CHARGES FINANCIERES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées (4)	5 206	
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	Total des charges financières	**5 206**	
	RESULTAT FINANCIER	**25 137**	**36 894**
	RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	**(392 044)**	**49 312**
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion	221 804	370
	Sur opérations en capital	1 826	6 349
	Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		70 442
	Total des produits exceptionnels	**223 629**	**77 161**
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion	80 282	72 699
	Sur opérations en capital		24 067
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Total des charges exceptionnelles	**80 282**	**96 766**
	RESULTAT EXCEPTIONNEL	**143 347**	**(19 605)**
	PARTICIPATION DES SALARIES		
	IMPOTS SUR LES BENEFICES		(10 566)
	TOTAL DES PRODUITS	**7 398 138**	**6 889 927**
	TOTAL DES CHARGES	**7 646 835**	**6 849 654**
	RESULTAT DE L'EXERCICE	**(248 697)**	**40 273**

(1) dont produits afférents à des exercices antérieurs
(2) dont charges afférentes à des exercices antérieurs
(3) dont produits concernant les entreprises liées
(4) dont intérêts concernant les entreprises liées

Compte de résultat par activité

		Exercice clos le 31/12/2019 (12 mois)					
		Structure	Aménagem. Construction	Concessions	Mandats	DSP	Total
PRODUITS D'EXPLOITATION	Vente de marchandises					25 720	25 720
	Production vendue (Biens)			402			402
	Production vendue (Services et Travaux)	1 470	820 569			925 511	1 747 550
	Montant net du chiffres d'affaires	**1 470**	**820 569**	**402**		**951 231**	**1 773 672**
	Production stockée			1 514 332			1 514 332
	Production immobilisée						
	Subventions d'exploitation					3 692 287	3 692 287
	Reprises sur amort, et prov.,transfert de charges	5 716	156 530			1 615	163 862
	Autres produits	12				0	12
	Total des produits d'exploitation (1)	**7 199**	**977 099**	**1 514 735**		**4 645 134**	**7 144 166**
OPERATIONS COMMUNES	Achats de marchandises					17 218	17 218
	Variation de stocks					(6 314)	(6 314)
	Achats de matières premières et autres approv.						
	Variation de stocks						
	Autres achats et charges externes	(1 461 814)	1 379 693	1 514 735		3 772 985	5 205 598
	Impôts, taxes et versements assimilés	111 780				30 604	142 384
	Salaires et traitements	944 312				292 933	1 237 245
	Charges sociales du personnel	410 531				132 486	543 017
	Cotisations personnelles de l'exploitant						
	Dotations aux amortissements :						
	- sur immobilisations	6 667				75 550	82 216
	- charges d'exploiation à répartir						
	Dotations aux dépréciations :						
	- sur immobilisations						
	- sur actif circulant						
	Dotations aux provisions	23 735				186 616	210 351
	Autres charges	558				129 074	129 632
	Total des charges d'exploitation (2)	**35 768**	**1 379 693**	**1 514 735**		**4 631 151**	**7 561 347**
	RESULTAT D'EXPLOITATION	**(28 570)**	**(402 594)**			**13 982**	**(417 181)**

Compte de résultat par activité

		Exercice clos le 31/12/2019 (12 mois)					
		Structure	Aménagem.	Concessions	Mandats	DSP	Total
	RESULTAT D'EXPLOITATION	**(28 570)**	**(402 594)**			**13 982**	**(417 181)**
Opéra. Comm.	Bénéfice attribué ou perte transférée Perte supportée ou bénéfice transféré						
PRODUITS FINANCIERS	De participations (3) D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé (3) Autres intérêts et produits assimilés (3) Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges Différences positives de change Produits nets sur cessions de valeurs mobilières placement	30 141				202	30 343
	Total des produits financiers	**30 141**				**202**	**30 343**
CHARGES FINANCIERES	Dotations aux amortissements, aux déprécations et aux provisions Intérêts et charges assimilées (4) Différences négatives de change Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	5 206					5 206
	Total des charges financières	**5 206**					**5 206**
	RESULTAT FINANCIER	**24 935**				**202**	**25 137**
	RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	**(3 635)**	**(402 594)**			**14 184**	**(392 044)**
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges	3 673				218 131 1 826	221 804 1 826
	Total des produits exceptionnels	**3 673**				**219 956**	**223 629**
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Dotations aux amortissements,aux déprécations et aux provisions	38				80 244	80 282
	Total des charges exceptionnelles	**38**				**80 244**	**80 282**
	RESULTAT EXCEPTIONNEL	**3 635**				**139 712**	**143 347**
	PARTICIPATION DES SALARIES IMPOTS SUR LES BENEFICES						
	TOTAL DES PRODUITS	**41 012**	**977 099**	**1 514 735**		**4 865 292**	**7 398 138**
	TOTAL DES CHARGES	**41 012**	**1 379 693**	**1 514 735**		**4 711 395**	**7 646 835**
	RESULTAT DE L'EXERCICE		**(402 594)**			**153 897**	**(248 697)**

Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels de l'exercice ont été établis conformément au règlement de l'ANC n°2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général (PCG), modifié et complété depuis son homologation par des règlements ultérieurs.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Les états financiers joints sont établis conformément à l'avis du Conseil National de la Comptabilité du 12 juillet 1984, complété :

- Par l'avis 99/05 du 18 mars 1999 pour les conventions publiques d'aménagement,-
- Par l'avis 93/09 du 08 décembre 1993 pour les autres opérations.

L'ensemble des recommandations énoncées par les guides comptables édités par la FNEPL (guide comptable professionnels des EPL activités immobilières et actions, et opérations d'aménagement) a également été respecté.

L'exercice considéré débute le 01/01/2019 et finit le 31/12/2019.
Il a une durée de 12 mois.

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition.
Les amortissements pour dépréciation sont calculés en fonction de la durée probable d'utilisation, suivant le mode linéaire :

. Logiciel	2 à 3 ans

Immobilisations corporelles

Modes et méthodes d'évaluation

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Méthodes de calcul des amortissements

Le mode d'amortissement linéaire est considéré comme le plus proche, dans les conditions techniques actuelles, de l'amortissement économique réel.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant la durée de vie prévue.
Les principales durées sont les suivantes :

. Installations et aménagements des constructions	4 ans
. Matériel et outillage industriels, installations techniques	4 à 8 ans
. Mobilier, matériel de bureau informatique	2 à 5 ans
. Installations, agencements, aménagements divers	3 à 8 ans

Dépréciations d'immobilisations

Une provision pour dépréciation est comptabilisée lorsque la valeur d'usage est inférieure à la valeur comptable.

Règles et méthodes comptables

Créances - Dettes

Les créances et dettes figurent au bilan pour les montants de liquidité qui seront reçus ou versés lors de leur règlement.

Une provision pour dépréciation des créances est calculée sur la base de l'analyse du caractère recouvrable des créances effectuée à la date d'arrêté des comptes.

Valeur d'exploitation

La société a opté pour l'incorporation des frais financiers à la valeur des actifs prévu à l'article 38 undecies de l'annexe III du CGI. Par conséquent, les frais financiers afférents aux capitaux empruntés pour financer la construction des éléments stockés ou immobilisés sont incorporés au coût de production.

Les règles d'évaluation des valeurs d'exploitation appliquées résultent des dispositions du Plan Comptable Général. Il existe une exception à ce principe général sur les en-cours de conventions d'aménagement qui font l'objet de l'analyse ci-dessous.

Le montant figurant au bilan sous la rubrique en-cours de conventions d'aménagement résulte de la différence entre le cumul des dépenses HT (frais financiers et frais exceptionnels compris) et le montant des coûts de revient des éléments cédés, estimés en fin d'exercice de manière globale, par application au coût de revient prévu par le compte rendu financier de la fraction établie comme suit :

Au numérateur : Le montant des produits réalisés depuis le début de l'opération hors participations reçues ou à recevoir de la collectivité territoriale co-contractante.

Au dénominateur : Le montant global des produits prévus par le compte rendu financier hors participation reçues ou à recevoir de la collectivité territoriale co-contractante.

La comptabilité traduit les conventions d'aménagement sous les rubriques du bilan suivantes :

a- Stocks :

Pour le montant des coûts engagés au cours de l'exercice diminué de celui estimé des éléments cédés.

b- Comptes de régularisation actif ou passif :

Pour la neutralisation du résultat intermédiaire provisoire d'une opération d'aménagement concédée aux risques et profits du concédant.

c- Compte de provisions pour charges :

- Pour le montant des charges non encore comptabilisée mais courues à la fin de l'exercice,
- Pour le montant des participations de la collectivité à reverser sur les opérations excédentaires.

Dans l'hypothèse où le montant du coût de revient des éléments cédés est supérieur au cumul des charges comptabilisées, il sera constitué une provision pour charges égale au montant de l'écart constaté. En conséquence, la valeur du stock relatif à l'opération concernée inscrite dans les comptes annuels sera nulle.

d- Compte de provisions pour risques :

- Pour le montant des risques de pertes à terminaison sur les opérations concédées aux risques du concessionnaire.
- Pour le montant des participations de la collectivité à reverser sur les opérations excédentaires.

Règles et méthodes comptables

Dans l'ensemble des conventions d'aménagement, le résultat est pris en charge par le concessionnaire. Cette disposition fait l'objet d'un article spécifique au sein de chacune des conventions d'aménagement.

Il convient également de noter que l'application du règlement du CRC n° 99-05 du 23 juin 1999 a été réalisée sur la base des comptes rendus aux Collectivités locales (CRACL) transmis et soumis à délibération ou sur la base des budgets prévisionnels annexés aux contrats de concessions.

Transfert de charges vers les opérations

La société agit en tant que maître d'ouvrage et, de ce fait, impute une quote-part de ses frais de fonctionnement sur les opérations d'aménagement, selon les modalités définies par les conventions d'aménagement. Par l'intermédiaire du poste de transfert de charges, il a été imputé au titre de l'année 2019 la somme de 156.530 euros.

Contrôle de la production stockée

Du fait des schémas comptables retenus, le montant de la production stockée de l'exercice 2019 figurant au compte de résultat est égal à la différence des variations suivantes :

- Compte de production stockée :	1.514.332 euros
- Variation des comptes de travaux en-cours sur concessions n / n-1 :	1.514.332 euros
- Variation des comptes de travaux en-cours sur CPI n / n-1 :	Néant

Provision pour risques et charges

Provision pour engagements sociaux

L'article L 123-13 (al.3) du Code de Commerce et le Plan Comptable Général (art 531-2/9) prescrivent d'indiquer dans l'annexe le montant des engagements de l'entreprise vis-à-vis des membres ou associés de son personnel, ainsi que de ses mandataires sociaux, en ce qui concerne l'ensemble des engagements de retraite : pensions, compléments de retraite, indemnités et allocations en raison du départ à la retraite ou avantages similaires.

Par conséquent, la société a évalué le montant des engagements de retraite en tenant compte des critères suivants :

- effectif et caractéristiques des individus présents : salaire, taux de charges patronales, ancienneté, date de départ à la retraite
- application des coefficients de probabilité de départ de la société avant la retraite : départ vers une autre société, probabilité de décès
- pondération des engagements calculés à la date de départ théorique de chaque individu afin de déterminer l'engagement à la date de clôture.

Les engagements de retraite au 31 décembre 2019 sont inscrits au bilan pour un montant de 188.059 euros, et correspondent à un engagement global de 250.675 euros diminués de la couverture partielle par un contrat d'assurance pour un montant de 62.616 euros.

Provision pour litige relatif aux cotisations retraite

En raison d'un désaccord avec Malakoff Médéric sur le taux des cotisations retraites versées sur la période de 2013 à 2018, une provision a été comptabilisée en 2018 pour 100.120 euros. Ce montant correspond au différentiel de taux entre celui réclamé par Malakoff Médéric et celui versé par la société. Des échanges ont eu lieu au cours de 2019. Le litige étant toujours en cours à la clôture de l'exercice, la provision a été conservée.

Règles et méthodes comptables

Provisions pour risques

Compte tenu des dispositions contractuelles prévues dans la convention de soutien départemental pour les actions de conseil et de développement touristiques, une provision pour risque d'un montant de 180.000 euros est constatée dans les comptes au 31 décembre 2019. Cette provision couvre l'enveloppe des actions non engagées qu'il convient de reverser au délégant compte tenu des dispositions spécifiques du contrat précisant l'absence de résultat d'exploitation.

Dans le cadre de la délégation de service public pour la gestion et la mise en oeuvre de la politique touristique départementale, la société s'est engagée, en cas de résultat d'exploitation positif, à utiliser à minima les deux tiers de ce résultat pour la réalisation d'actions touristiques futures définies en accord avec le département. A la clôture de l'exercice, la société a ainsi provisionné des dépenses futures à hauteur de 4.000 euros.

Maîtrise d'ouvrage déléguée

Dans le cadre de son activité de construction et réalisation d'équipements, la société intervient pour le compte de ses actionnaires dans le cadre de conventions fixant les conditions d'intervention de la société pour le mandant, maître d'ouvrage.

La situation des opérations concernées est la suivante au 31 décembre 2019 :

- Mandats actif : 316.848 euros
- Mandats passif : 2.056.526 euros

Honoraires du Commissaire aux Comptes

Les honoraires facturés au titre du contrôle légal des comptes se sont élevés à 16.812 euros.

Autres informations

LOIRE ATLANTIQUE DEVELOPPEMENT SPL a participé à la création d'un groupement d'intérêt économique gérant les prestations communes aux trois structures juridiques composant LOIRE ATLANTIQUE DEVELOPPEMENT, à savoir :

- La société LOIRE ATLANTIQUE DEVELOPPEMENT – SELA
- La société LOIRE ATLANTIQUE DEVELOPPEMENT – SPL
- Le CONSEIL D'ARCHITECTURE, D'URBANISME ET DE L'ENVIRONNEMENT DE LOIRE ATLANTIQUE (CAUE 44).

La quote-part des charges communes administrées par le GIE, affectée à la société, s'est élevée, au titre de l'année 2019, à 1.502.327 euros.

Evènements poostérieurs à la clôture

A la date du 16 mars 2020, le gouvernement Français a édicté des dispositions strictes relatives à l'épidémie de Covid-19 en cours en Europe. La volonté première de la direction de notre société est de préserver la santé de ses collaborateurs et des mesures ont été prises en ce sens et évolueront avec la situation. L'incertitude inhérente à une crise de cette ampleur ne nous permet pas à ce stade de prévoir l'impact de cette situation sur la marche de nos affaires.

N° OP	Nom de l'opération	Collectivité co-contractante	Prise en charge résultat	Date de signature de la convention	Date expiration de la convention	Résultat prévisionnel hors participation d'équilibre	Participation d'équilibre prévue de la collectivité	Participation d'équilibre de la collectivité comptabilisée HT	Cumul des produits	Cumul des charges	Cumul des coûts de revient estimés des lots vendus	Stocks 31 décembre	Provisions pour charges prévision-nelles	Neutralisation du Résultat Intermédiaire	Participation à recevoir HT
11001	LA BOUCARDIERE	Com. Commune de la région de Machecoul	Concessionnaire	10/07/2014	10/07/2022	(280 154)	280 154		113 161	1 103 864	120 281	983 583		7 120	280 154
11002	ZAC DE LA GUERCHE SUD	Com. Communes du Sud Estuaire	Concessionnaire	19/09/2016	19/09/2028	(1 719 815)	1 719 815	400 000	400 000	862 787		862 787		(400 000)	1 319 815
11004	ALTITUDE / LES FORGES	Commune de Trignac	Collectivité (*)	16/04/2018	31/12/2028	(1 150 000)	1 150 000		1 330	662 605	2 607	659 997		1 277	1 150 000
11005	ZAC DU POULIGO	Com. Agglo. Guérande	Concessionnaire	03/07/2018	03/07/2026	(203 157)	203 157			146 010		146 010			203 157
11006	P.A. CONCHYLICOLES DE LOSCOLO A PENESTIN	Com. Agglo. Guérande	Concessionnaire	08/04/2019	08/04/2029	(91 889)	91 889			98 515		98 515			91 889
11007	ZAC DU PRE GOVELIN HERBIGNAC	Com. Agglo. Guérande	Concessionnaire	23/10/2019	23/10/2029	(295 831)	295 831			3 328		3 328			295 831
11008	ZAC MAISON NEUVE 2 - HTE FORET	Nantes Métropole	Concessionnaire	04/11/2019	31/12/2025					15 994		15 994			
							Totaux	400 000	514 491	2 893 104	122 888	2 770 215		(391 603)	

(*) Dans la limite de la participation de la collectivité prévue dans la convention d'aménagement

Immobilisations

		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2019
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Virt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Autres	244 078		28 860			272 938
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	**244 078**		**28 860**			**272 938**
CORPORELLES	Terrains						
	Constructions sur sol propre						
	sur sol d'autrui						
	instal. agenct aménagement	2 404					2 404
	Instal technique, matériel outillage industriels	149 489		26 815			176 304
	Instal., agencement, aménagement divers	13 408		550			13 958
	Matériel de transport						
	Matériel de bureau, mobilier	141 816		854			142 671
	Emballages récupérables et divers	16 771					16 771
	Immobilisations corporelles en cours			5 017			5 017
	Avances et acomptes						
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	**323 889**		**33 236**			**357 125**
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations						
	Autres titres immobilisés						
	Prêts et autres immobilisations financières						
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES						
	TOTAL	**567 967**		**62 096**			**630 063**

Amortissements

		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2019
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Autres	171 759	43 678		215 437
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	**171 759**	**43 678**		**215 437**
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre				
	sur sol d'autrui				
	instal. agencement aménagement	2 404			2 404
	Instal technique, matériel outillage industriels	72 237	24 981		97 218
	Autres Instal., agencement, aménagement divers	3 943	1 769		5 712
	Matériel de transport				
	Matériel de bureau, mobilier	131 863	7 677		139 540
	Emballages récupérables et divers	7 721	4 110		11 832
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	**218 169**	**38 538**		**256 707**
	TOTAL	**389 928**	**82 216**		**472 144**

	Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires						
	Dotations			Reprises			Mouvement net des amortissement à la fin de l'exercice
	Différentiel de durée et aut	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée et aut	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement et de développement							
Autres immobilisations incorporelles							
TOTAL IMMOB INCORPORELLES							
Terrains							
Constructions sur sol propre							
sur sol d'autrui							
instal, agencement, aménag.							
Instal. technique matériel outillage industriels							
Instal générales Agenct aménagt divers							
Matériel de transport							
Matériel de bureau, informatique, mobilier							
Emballages récupérables, divers							
TOTAL IMMOB CORPORELLES							
Frais d'acquisition de titres de participation							
TOTAL							
TOTAL GENERAL NON VENTILE							

Provisions

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2019
PROVISIONS REGLEMENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
	PROVISIONS REGLEMENTEES				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges				
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires	162 061	26 351	352	188 059
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres	100 120	184 000		284 120
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	**262 181**	**210 351**	**352**	**472 179**
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations : incorporelles				
	Sur immobilisations : corporelles				
	Sur immobilisations : des titres mis en équivalence				
	Sur immobilisations : titres de participation				
	Sur immobilisations : autres immo. financières				
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients				
	Autres				
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION				
	TOTAL GENERAL	**262 181**	**210 351**	**352**	**472 179**
	Dont dotations et reprises : - d'exploitation		210 351	352	
	Dont dotations et reprises : - financières				
	Dont dotations et reprises : - exceptionnelles				

Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.

Créances et Dettes

		31/12/2019	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts (1) (2)			
	Autres immobilisations financières			
	Clients douteux ou litigieux			
	Autres créances clients	1 164 166	1 164 166	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés	1 345	1 345	
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
	Impôts sur les bénéfices	186 346	186 346	
	Taxes sur la valeur ajoutée	527 278	527 278	
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers	24 109	24 109	
	Groupe et associés (2)			
	Débiteurs divers	723 149	723 149	
	Charges constatées d'avances	41 776	41 776	
	TOTAL DES CREANCES	**2 668 169**	**2 668 169**	

(1) Prêts accordés en cours d'exercice
(1) Remboursements obtenus en cours d'exercice
(2) Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)

		31/12/2019	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles (1)				
	Autres emprunts obligataires (1)				
	Emp. dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine (1)	2 214	2 214		
	Emp. dettes ets de crédit à plus 1an à l'origine (1)	561 924	320 516	241 408	
	Emprunts et dettes financières divers (1) (2)	1 400 000			1 400 000
	Fournisseurs et comptes rattachés	2 447 991	2 447 991		
	Personnel et comptes rattachés	163 400	163 400		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	162 393	162 393		
	Impôts sur les bénéfices				
	Taxes sur la valeur ajoutée	180 519	180 519		
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	49 368	49 368		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	333	333		
	Groupe et associés (2)	563 472	563 472		
	Autres dettes	3 382 237	3 382 237		
	Dette représentative de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance	749 958	749 958		
	TOTAL DES DETTES	**9 663 809**	**8 022 401**	**241 408**	**1 400 000**

(1)	Emprunts souscrits en cours d'exercice	
(1)	Emprunts remboursés en cours d'exercice	318 971
(2)	Emprunts dettes associés (personnes physiques)	

Produits à recevoir

	31/12/2019	31/12/2018	Variations	%
Créances rattachées à des participations				
Autres immobilisations financières				
Autres créances clients		39 966	(39 966)	*-100,00*
Autres créances	38 472	12 273	26 200	*213,48*
TOTAL	**38 472**	**52 239**	**(13 766)**	*-26,35*

Charges à payer

	31/12/2019	31/12/2018	Variation	%
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	2 214	1 104	1 110	*100,53*
Emprunts et dettes financières divers				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	315 995	438 575	(122 580)	*-27,95*
Dettes fiscales et sociales	248 831	222 903	25 928	*11,63*
Dettes fournisseurs d'immobilisation				
Autres dettes	704 477	367 398	337 080	*91,75*
TOTAL	**1 271 517**	**1 029 980**	**241 537**	*23,45*

Charges constatées d'avance

	31/12/2019	31/12/2018	Variation	%
Exploitation	41 776	70 768	(28 992)	-40,97
Financières				
Exceptionnelles				
TOTAL	**41 776**	**70 768**	**(28 992)**	-40,97

CCA d'exploitation	33.378 €	62.393 €
CCA sur neutralisation mali de concession	8.398 €	8.375 €

Produits constatés d'avance

	31/12/2019	31/12/2018	Variation	%
Exploitation	749 958	445 624	304 334	*68,29*
Financiers				
Exceptionnels				
TOTAL	**749 958**	**445 624**	**304 334**	*68,29*

PCA sur neutralisation boni de concession	400.000 €	200.000 €
PCA sur ventes de Box	337.085 €	223 750 €
PCA sur rémunération lié au fond de revitalisation	12.873 €	21 873 €

Effectif moyen

		31/12/2019	Interne	Externe
EFFECTIF MOYEN PAR CATEGORIE	Cadres & professions intellectuelles supérieures		21	
	Professions intermédiaires		7	
	Employés		4	
	Ouvriers			
	TOTAL		**32**	

Capital

Siège social : **2, boulevard de l'Estuaire** **44 200 NANTES**	**Durée : 99 ans** **du 13/06/2013 au 12/06/2112**
Siège administratif : **2, boulevard de l'Estuaire** **44 200 NANTES**	**Registre du Commerce : NANTES** **N° Siret : 793 866 443 00047** **Code APE : 82.99B**

Actionnaires	% du capital	Capital souscrit	Nombre d'actions	Sièges d'administrateurs
I - Collectivités locales	**100,00%**			
Département de Loire-Atlantique	43,92%	263 500,00	2 635	7
Région des Payes de la Loire	5,57%	33 400,00	334	1
Nantes Métropole	5,57%	33 400,00	334	1
CARENE	5,57%	33 400,00	334	1
Cap Atlantique	5,57%	33 400,00	334	1
C.C. Erdre et Gesvres	5,57%	33 400,00	334	1
C.C. Pays de Redon	5,57%	33 400,00	334	1
C.C. Pays d'Ancenis	5,57%	33 400,00	334	1
C.C. Châteaubriand Derval	1,63%	9 800,00	98	
C.C. Pornic Agglo Pays de Retz	1,63%	9 800,00	98	
C.C. Sèvre Loire	1,63%	9 800,00	98	
C.A. Clisson Sèvre et Maine Agglo	1,63%	9 800,00	98	
C.C. Sud Retz Atlantique	1,63%	9 800,00	98	
C.C. de la Région de Nozay	0,82%	4 900,00	49	4
C.C. de la Région de Blain	0,82%	4 900,00	49	
C.C. Pays de Pontchâteau / St Gildas des Bois	0,82%	4 900,00	49	
C.C. Sud Estuaire	0,82%	4 900,00	49	
C.C. Grand Lieu	0,82%	4 900,00	49	
C.C. Estuaire et Sillon	0,82%	4 900,00	49	
Communes et groupements de communes	4,05%	24 300,00	243	
	100,00%	600 000,00	6 000	18

Mandats

Conseil d'administration			Représentant de l'Etat : M. Le Préfet d'Ille et Vilaine
Administrateurs	**Représentants permanents**	**Date de désignation**	**Commissaire aux Comptes**
I - Collectivités locales			
Département de Loire-Atlantique	M. MENARD Michel	21/03/2019	
	M. LEBEAU Bernard	21/03/2019	Titulaire :
	M. GAGNET Bernard	21/03/2019	**Cabinet KPMG**
	M. GROSVALET Philippe	21/03/2019	Représenté par
	Mme CORNET Danielle	21/03/2019	Mme Béatrice JESTIN
	M. MOUNIER Serge	21/03/2019	Désigné le 27/06/2016
	M. HERVOCHON Freddy	14/11/2019	Jusqu'à l'exercice 2019 inclus
			Suppléant :
			M. Thierry LEFEVRE
Région des Pays de la Loire	M. PILARD Sébastien	Déc 2015	Désigné le 13/06/2013
Communauté Urbaine de Nantes	M. ALLARD Gérard	25/04/2014	Jusqu'à l'exercice 2019 inclus
CARENE	Mme LEMAITRE Michèle	17/06/2014	
Cap Atlantique	M. METAIREAU Yves	14/05/2014	
C.C. Erdre et Gesvres	M. LERAT Yvon	05/05/2014	
C.C. Pays de Redon	M. MAHE Yvon	08/06/2015	
C.C. Pays d'Ancenis	M. TOBIE Jean-Michel	23/05/2014	
II - Assemblée Spéciale : Représentants communs			
C.C. de la Région de Nozay	Mme THEVENIAU Claire	21/06/2019	
C.C. Pornic Agglo Pays de Retz	M. NICOLEAU Rémy	21/06/2019	
C.C. Estuaire et Sillon	M. MORILLEAU Bernard	21/06/2019	
Commune La Chevallerais	Mme Elisabeth CRUAUD	21/06/2019	

Assemblée Spéciale : CA Pornic Agglo Pays de Retz – CA Clisson Sèvre et Maine Agglo – C.C Châteaubriant Derval – C.C Sud Retz Atlantique – C.C Sèvre Loire – C.C Estuaire et Sillon – C.C Région Nozay – C.C Région de Blain - C.C du Pays Pontchâteau/St Gildas - C.C Sud Estuaire - C.C Grand Lieu - Communes et groupements de communes

Président du Conseil d'administration :	M. Philippe GROSVALET (nomination en date du 13/06/2013)
Directeur Général :	M. Olivier BESSIN (désigné le 23/05/2016 à effet 01/09/2016)

DÉTAIL DES COMPTES

Détail de l'actif

	01/01/2019 31/12/2019 12 mois	01/01/2018 31/12/2018 12 mois	Variations	%
Capital souscrit non appelé				
TOTAL II - Actif Immobilisé NET	**157 918,60**	**178 038,63**	**(20 120,03)**	*-11,30*
Concessions brevets et droits similaires	**57 500,77**	**72 319,06**	**(14 818,29)**	*-20,49*
CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIR	272 938,26	244 078,26	28 860,00	*11,82*
AMORT.CONCESS. DROITS SIMIL.	(215 437,49)	(171 759,20)	(43 678,29)	*-25,43*
Constructions				
INSTALLATIONS GENERALES	2 404,36	2 404,36		
AMORT DES AGENC. & AMENAG. DE	(2 404,36)	(2 404,36)		
Installations techniques, matériel et outillage	**79 085,81**	**77 251,50**	**1 834,31**	*2,37*
INSTALL. TECH. MAT. OUTIL. IND	48 063,76	21 248,33	26 815,43	*126,20*
INSTALL. TECHNIQUES, MATERIELS	128 240,44	128 240,44		
AMORT.INST TECH. MAT. OUT. IND	(14 115,75)	(6 335,39)	(7 780,36)	*-122,81*
AMORT INSTAL. TECHN. MAT OUTIL	(83 102,64)	(65 901,88)	(17 200,76)	*-26,10*
Autres immobilisations corporelles	**16 315,33**	**28 468,07**	**(12 152,74)**	*-42,69*
INSTALL. GENE. AGENC. AMENAG.	13 957,81	13 407,81	550,00	*4,10*
MATERIEL DE BUREAU ET INFORMAT	86 905,02	86 905,02		
MATERIEL INFORMATIQUE VELODYSS	11 664,10	11 664,10		
MOBILIER	40 175,97	39 321,87	854,10	*2,17*
MAT DIVERS VITRINE	3 925,48	3 925,48		
AUTRES IMMOBILISATIONS	16 771,14	16 771,14		
AMORT INSTALLATIONS GENERALES	(5 712,19)	(3 942,98)	(1 769,21)	*-44,87*
AMORT MATERIEL BUREAU & INFORM	(85 564,42)	(83 247,90)	(2 316,52)	*-2,78*
AMORT. MAT. INFO VITRINE	(11 664,10)	(11 664,10)		
AMORT MOBILIER DE BUREAU	(38 386,38)	(33 025,44)	(5 360,94)	*-16,23*
AMORT. MOBILIER VITRINE	(3 925,48)	(3 925,48)		
AMORT DES AUTRES IMMO	(11 831,62)	(7 721,45)	(4 110,17)	*-53,23*
Immobilisations corporelles en cours	**5 016,69**		**5 016,69**	
IMMOBILISAT. CORPORELLES EN CO	5 016,69		5 016,69	
TOTAL III - Actif Circulant NET	**10 837 110,61**	**7 989 960,41**	**2 847 150,20**	*35,63*
En-cours de production de biens	**2 770 215,43**	**1 255 883,02**	**1 514 332,41**	*120,58*
STOCK CONCESSIONS	2 770 215,43	1 319 355,36	1 450 860,07	*109,97*
ETUDES PREOPERATIONNELLES	63 472,34		63 472,34	
TRAVAUX VRD	32 034,04	32 034,04		
TRAVAUX BATIMENT	3 756 631,60	3 756 631,60		
HONORAIRES SUR TRAVAUX	447 629,36	447 629,36		
REMUNERATION DU PROMOTEUR	223 812,00	223 812,00		
FRAIS DIVERS	236 682,24	236 682,24		
COUT DES CESSIONS	(4 760 261,58)	(4 760 261,58)		
Marchandises	**15 257,00**	**8 943,38**	**6 313,62**	*70,60*
MARCHANDISE (OU GROUPE) A	15 257,00	8 943,38	6 313,62	*70,60*
Avances & acomptes versés sur commandes	**67 879,76**	**40,76**	**67 839,00**	*N/S*
FOURNIS. AVANC. & ACOMPT. SUR	67 879,76	40,76	67 839,00	*N/S*
Créances clients et comptes rattachés	**1 164 166,16**	**684 540,38**	**479 625,78**	*70,07*
CLIENTS.VENTES DE BIENS PRESTA	280 788,92	141 256,14	139 532,78	*98,78*
CLIENTS COLLECTIVITES	883 377,24	503 318,24	380 059,00	*75,51*
CLIENTS FACTURES A ETABLIR		39 966,00	(39 966,00)	*-100,00*
Autres créances	**1 462 227,27**	**1 133 250,36**	**328 976,91**	*29,03*

Détail de l'actif

	01/01/2019 31/12/2019 12 mois	01/01/2018 31/12/2018 12 mois	Variations	%
FOURNISSEURS DE BIENS & SERVIC	4 142,45	915,77	3 226,68	352,35
FOURNISSEURS - HONORAIRES	23,16	4,68	18,48	394,87
FOURNISSEURS DE BIENS & SERVIC	893,91	893,91		
RABAIS REMISES RISTOUR. A OBTE	447,26		447,26	
COMITES D'ENTREPRISE, D'ETABLI	1 345,00	515,09	829,91	161,12
PERSONNEL - AVANCES & ACOMPTES		38,37	(38,37)	-100,00
PRODUITS A RECEVOIR		1 183,86	(1 183,86)	-100,00
SUBVENTIONS D'EXPLOITATION	10 000,00		10 000,00	
ETAT - IMPOT SUR LES BENEFICES	186 346,00	256 787,00	(70 441,00)	-27,43
TVA DEDUCTIBLE SUR IMMOS		615,32	(615,32)	-100,00
HISTORIQUE TVA DEDUCTIBLE SUR	1 524,12	5 159,26	(3 635,14)	-70,46
CREDIT DE TVA A REPORTER	58 531,81	71 578,36	(13 046,55)	-18,23
HISTORIQUE TVA COLLECTEE	10 742,98	10 742,98		
ACOMPTES REGIME DU FORFAIT	30,00	132,60	(102,60)	-77,38
REMBOURSEMENT DE TVA DEMANDE	110 000,00	75 000,00	35 000,00	46,67
ETAT - TVA NON ENCORE RECUPERA	297 431,14	209 257,50	88 173,64	42,14
ETAT - TVA SUR FACTURES NON PA	49 018,18	72 535,34	(23 517,16)	-32,42
ETAT - TAXE SUR LES SALAIRES		26 668,00	(26 668,00)	-100,00
PRODUITS A RECEVOIR	14 109,00		14 109,00	
ASSOCIES		50 000,00	(50 000,00)	-100,00
MANDANT ACTIFS	316 848,24	29 232,96	287 615,28	983,87
COLLECTIVITE MANDANTE	36 020,76	318 857,36	(282 836,60)	-88,70
COLLECTIVITES - AVANCES de TRE	263 308,23		263 308,23	
CONCEDANT - PARTICIPATIONS DUE	100 000,00		100 000,00	
DEBITEURS DIVERS	1 367,03	3 132,00	(1 764,97)	-56,35
COMPTE ATTENTE	98,00		98,00	
Valeurs mobilières de placement	**1 000 000,00**	**1 000 000,00**		
VMP SOCIETE CREDIT AGRICOLE	1 000 000,00	1 000 000,00		
Disponibilités	**4 315 589,42**	**3 836 534,46**	**479 054,96**	12,49
CHEQUES A ENCAISSER	29,00	13,00	16,00	123,08
COMPTES EN MONNAIE NATIONALE	2 654 700,10	2 462 233,50	192 466,60	7,82
CREDIT AGRICOLE	546 695,76	95 617,38	451 078,38	471,75
CAISSE EPARGNE	291 406,04	392 869,38	(101 463,34)	-25,83
CIO	333 350,08	333 350,08		
COMPTE PAYPAL	1 248,22	3 726,28	(2 478,06)	-66,50
CA FONDS DE REVITALISATION	469 033,83	536 687,67	(67 653,84)	-12,61
CA MULTI OP AMENAGEMENT	3 846,59		3 846,59	
CA OP 11008	100,00		100,00	
INTERETS COURUS A RECEVOIR	13 916,21	11 088,70	2 827,51	25,50
CAISSE EN MONNAIE NATIONALE	721,39	722,37	(0,98)	-0,14
CAISSE EN MONNAIE LOCALE	17,00	126,00	(109,00)	-86,51
TICKETS RESTAURANT	515,20	80,10	435,10	543,20
CHEQUES VACANCES		10,00	(10,00)	-100,00
CHEQUES CADEAUX	10,00	10,00		
Charges constatées d'avance	**41 775,57**	**70 768,05**	**(28 992,48)**	-40,97
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	33 378,08	70 768,05	(37 389,97)	-52,83
NEUTRALISATION MALI PROVISOIRE CONCESSIONS	8 397,49		8 397,49	
TOTAL DU BILAN ACTIF	**10 995 029,21**	**8 167 999,04**	**2 827 030,17**	34,61

Détail du passif

	01/01/2019 31/12/2019 12 mois	01/01/2018 31/12/2018 12 mois	Variations	%
TOTAL I - Capitaux propres	**808 337,11**	**1 058 860,13**	**(250 523,02)**	*-23,66*
Capital Social ou individuel	**600 000,00**	**600 000,00**		
CAPITAL SOUSCRIT APPELE VERSE	600 000,00	600 000,00		
Réserve légale	**28 653,50**	**26 639,50**	**2 014,00**	*7,56*
RESERVE LEGALE PROPREMENT DITE	28 653,50	26 639,50	2 014,00	*7,56*
Autres réserves	**428 380,93**	**390 122,09**	**38 258,84**	*9,81*
AUTRES RESERVES	428 380,93	390 122,09	38 258,84	*9,81*
Résultat de l'exercice	**(248 697,32)**	**40 272,84**	**(288 970,16)**	*-717,53*
Subventions d'investissement		**1 825,70**	**(1 825,70)**	*-100,00*
COLLECTIVITES PUBLIQUES	309 047,00	309 047,00		
COLLECTIVITES PUBLIQUES	(309 047,00)	(307 221,30)	(1 825,70)	*-0,59*
TOTAL II - Autres fonds propres				
TOTAL III - Total des Provisions	**472 179,15**	**262 180,71**	**209 998,44**	*80,10*
Provisions pour risques	**284 120,11**	**100 120,11**	**184 000,00**	*183,78*
AUTRES PROVISIONS POUR RISQUES	284 120,11	100 120,11	184 000,00	*183,78*
Provisions pour charges	**188 059,04**	**162 060,60**	**25 998,44**	*16,04*
PROVIS. PENSIONS ET OBLIG. SIM	188 059,04	162 060,60	25 998,44	*16,04*
TOTAL IV - Total des dettes	**9 714 512,95**	**6 846 958,20**	**2 867 554,75**	*41,88*
Emprunts et dettes auprès des établissements de c	**564 137,12**	**881 999,66**	**(317 862,54)**	*-36,04*
EMPRUNTS auprès des ETABLISSEM	561 923,60	880 895,83	(318 972,23)	*-36,21*
FRAIS FINANCIERS IMPUTES A PAY	2 213,52	1 103,83	1 109,69	*100,53*
Emprunts et dettes financières divers	**1 963 471,95**	**87 549,72**	**1 875 922,23**	*N/S*
AVANCES COLLECTIVITES	1 400 000,00		1 400 000,00	
ASSOC. OPERAT. EN COMMUN ET EN	563 471,95	87 549,72	475 922,23	*543,60*
Avances et acomptes reçus sur commandes en cou	**50 703,94**	**19 793,25**	**30 910,69**	*156,17*
CLTS AVANC. & ACOMP. RECUS SUR	50 703,94	19 793,25	30 910,69	*156,17*
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	**2 447 991,00**	**2 737 419,88**	**(289 428,88)**	*-10,57*
FOURN.ACHATS DE BIENS PRESTA S	1 854 804,73	2 145 266,98	(290 462,25)	*-13,54*
FOURNISSEURS - HONORAIRES	238 417,78	98 742,10	139 675,68	*141,46*
FOURNISSEURS - RETENUES DE GAR	37 723,47	45 035,71	(7 312,24)	*-16,24*
FOURNISSEURS DE BIENS & SERVIC	1 050,00	9 800,00	(8 750,00)	*-89,29*
FOURNISSEURS	315 995,02	438 575,09	(122 580,07)	*-27,95*
Dettes fiscales et sociales	**555 681,00**	**439 851,34**	**115 829,66**	*26,33*
PERSONNEL AVANCES ET ACOMPTES	272,58	449,19	(176,61)	*-39,32*
DETTES PROVISIO. POUR CONGES P	154 739,00	121 684,00	33 055,00	*27,16*
AUTRES CHARGES A PAYER	8 388,75	6 705,52	1 683,23	*25,10*
SECURITE SOCIALE	46 178,00	46 556,00	(378,00)	*-0,81*
MUTUELLES	14 962,67	12 333,79	2 628,88	*21,31*
CAISSES DE RETRAITE - MALAKOFF	11 275,07	10 736,99	538,08	*5,01*
CAISSES DE RETRAITE - AUTRES	1 630,50	3 584,48	(1 953,98)	*-54,51*
CAISSES DE RETRAITE - DETACHE	413,94		413,94	
CAISSE DE RETRAITE - DETACHE CNRACL	2 229,67		2 229,67	
CHARGES SOCIALES SUR CONGES PA	73 527,13	64 770,72	8 756,41	*13,52*

Détail du passif

	01/01/2019 31/12/2019 12 mois	01/01/2018 31/12/2018 12 mois	Variations	%
AUTRES CHARGES A PAYER	11 593,32	29 742,84	(18 149,52)	-61,02
PRODUITS A RECEVOIR	582,90		582,90	
ETAT - PRELEVEMENT A LA SOURCE	4 287,00		4 287,00	
TVA DEDUCTIBLE SUR IMMOS	960,00		960,00	
HISTORIQUE TVA COLL. EXIGIBLE		4,19	(4,19)	-100,00
TVA COLLECTEE 2.1%		353,98	(353,98)	-100,00
TVA COLLECTEE 5,5 %	5 657,41	18 034,80	(12 377,39)	-68,63
HISTORIQUE TVA COLL. NON ENCOR	173 902,06	99 462,84	74 439,22	74,84
ETAT - TVA SUR FACTURES A ETAB		2 600,00	(2 600,00)	-100,00
ETAT - TAXE SUR LES SALAIRES	45 081,00		45 081,00	
ETAT - AUTRES TAXES & IMPOTS A		22 832,00	(22 832,00)	-100,00
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	**333,30**	**2 595,60**	**(2 262,30)**	-87,16
FOURNISSEURS ACHATS D'IMMOBILI	333,30	2 595,60	(2 262,30)	-87,16
Autres dettes	**3 382 236,75**	**2 232 125,15**	**1 150 111,60**	51,53
CLIENTS AUTRES ACTIVITES	64 457,86	64 457,86		
CLIENT COLLECTIVITES		4 320,00	(4 320,00)	-100,00
COLLECTIVITES MANDATANTES	46 289,72	43 370,19	2 919,53	6,73
COLLECTIVITES - AVANCES de TRE		47 802,15	(47 802,15)	-100,00
COLLECTIVITES AVANCES DE TRESORERIE	36 379,35		36 379,35	
DEBITEURS DIVERS		6 000,00	(6 000,00)	-100,00
MANDANT PASSIF	2 056 526,20	1 189 829,41	866 696,79	72,84
CREDITEURS DIVERS	474 106,24	508 947,90	(34 841,66)	-6,85
CHARGES à PAYER - DIVERS		1 642,00	(1 642,00)	-100,00
REMUNERATION A PAYER	704 477,38	365 755,64	338 721,74	92,61
Produits constatés d'avance	**749 957,89**	**445 623,60**	**304 334,29**	68,29
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	349 957,89	445 623,60	(95 665,71)	-21,47
NEUTRALISATION BONI PROVISOIRE CONCESSIONS	400 000,00		400 000,00	
TOTAL DU BILAN PASSIF	**10 995 029,21**	**8 167 999,04**	**2 827 030,17**	34,61

Détail du compte de résultat

	01/01/2019 31/12/2019 12 mois	01/01/2018 31/12/2018 12 mois	Variations	%
Total des produits d'exploitation	**7 144 165,98**	**6 775 871,50**	**368 294,48**	5,44
Ventes de marchandises	**25 719,71**	**26 417,92**	**(698,21)**	-2,64
Ventes de marchandises FRANCE	**25 719,71**	**26 417,92**	**(698,21)**	-2,64
VENTES DE MARCHANDISES	25 719,71	26 417,92	(698,21)	-2,64
Production vendue Biens	**402,09**	**4 870 000,00**	**(4 869 597,91)**	-99,99
Production vendue Biens FRANCE	**402,09**	**4 870 000,00**	**(4 869 597,91)**	-99,99
VENTES DE PRODUITS FINIS		4 870 000,00	(4 870 000,00)	-100,00
CONCESSIONS PRODUITS	402,09		402,09	
Production vendue Services + Travaux	**1 747 550,47**	**1 457 639,69**	**289 910,78**	19,89
Production vendue Services FRANCE	**1 747 550,47**	**1 457 639,69**	**289 910,78**	19,89
CONCESSION PARTICIPATION DU C		100 000,00	(100 000,00)	-100,00
CONCESSION PARTICIPATION ESTIM		(91 624,98)	91 624,98	100,00
CONCESSION AUTRES PRODUITS		114 111,00	(114 111,00)	-100,00
PRESTATIONS DE SERVICE	366 744,47	235 558,33	131 186,14	55,69
PRESTATIONS BOX	115 774,80	161 773,17	(45 998,37)	-28,43
TOTAL 706111	24 872,78	21 239,30	3 633,48	17,11
PRESTATION GROUPE SCOLAIRE	232 737,73	242 578,18	(9 840,45)	-4,06
PRESTATION SEJOURS	4 566,00	2 808,90	1 757,10	62,55
RESERVATION INGENIE	78 772,34	76 554,88	2 217,46	2,90
AUTRES REMUNERATIONS	590 345,39	324 441,25	265 904,14	81,96
COMMISSIONS ET COURTAGES	90,16	8 081,09	(7 990,93)	-98,88
COMMISSIONS ET COURTAGES	23 755,54		23 755,54	
AUTRES PRODUITS ACTIVITES ANNE	309 891,26	262 118,57	47 772,69	18,23
Montant net du chiffre d'affaires	**1 773 672,27**	**6 354 057,61**	**(4 580 385,34)**	-72,09
Production stockée	**1 514 332,41**	**(3 662 809,52)**	**5 177 141,93**	141,34
VARIATION EN-COURS PRODUC. BIE		748 123,41	(748 123,41)	-100,00
VARIATION STOCKS DE PRODUITS		(4 760 261,58)	4 760 261,58	100,00
VARIATION DES CHARGES SUR CONC	1 514 734,50	471 814,67	1 042 919,83	221,04
VARIATION DU COUT DE REVIENT D	(402,09)	(122 486,02)	122 083,93	99,67
Subventions d'exploitation	**3 692 287,00**	**3 812 782,00**	**(120 495,00)**	-3,16
SUBVENTIONS D'EXPLOITATION	3 692 287,00	3 812 782,00	(120 495,00)	-3,16
Reprises sur amort. & prov., transferts de charges	**163 862,01**	**271 693,37**	**(107 831,36)**	-39,69
REPRISE SUR PROVISION POUR RIS	352,31	167 310,40	(166 958,09)	-99,79
CREANCES		384,23	(384,23)	-100,00
TRANSFERT DE CHARGES EXPLOITAT	6 979,31	9 911,78	(2 932,47)	-29,59
REMUNERATIONS OPERATIONS DE CO	156 530,39	94 086,96	62 443,43	66,37
Autres produits d'exploitation	**12,29**	**148,04**	**(135,75)**	-91,70
PRODUITS DIVERS DE GESTION COU	12,29	148,04	(135,75)	-91,70
Total des charges d'exploitation	**7 561 347,30**	**6 763 453,47**	**797 893,83**	11,80
Achats de marchandises	**17 218,30**	**16 223,97**	**994,33**	6,13
MARCHANDISE (OU GROUPE) A	17 218,30	16 223,97	994,33	6,13
Variation de stocks de marchandises	**(6 313,62)**	**2 991,17**	**(9 304,79)**	-311,08
VARIATION STOCKS DE MARCHANDIS	(6 313,62)	2 991,17	(9 304,79)	-311,08

Détail du compte de résultat

	01/01/2019 31/12/2019 12 mois	01/01/2018 31/12/2018 12 mois	Variations	%
Autres achats et charges externes	**5 205 598,02**	**4 400 960,18**	**804 637,84**	*18,28*
ACHATS ETUDES ET PRESTAT. SERV	2 031,50	5 072,00	(3 040,50)	*-59,95*
ACHATS BOX	127 878,89	141 738,14	(13 859,25)	*-9,78*
ACHAT PRESTATIONS GROUPE	16 000,22	14 910,10	1 090,12	*7,31*
ACHATS GROUPE SCOLAIRE	229 143,27	220 847,91	8 295,36	*3,76*
ACHATS SEJOURS	5 451,81	1 530,43	3 921,38	*256,23*
ACHAT TRAVAUX BATIMENT		494 734,83	(494 734,83)	*-100,00*
ACHAT HONORAIRES SUR TRAVAUX		78 546,88	(78 546,88)	*-100,00*
ACHAT AUTRES FRAIS		144 627,08	(144 627,08)	*-100,00*
ACHAT REMUNERATION		30 214,62	(30 214,62)	*-100,00*
ACHATS DE TRAVAUX, HONORAIRES	1 514 734,50	471 814,67	1 042 919,83	*221,04*
FOURNITURES NON STOCK. EAU, EN	14 569,03	14 041,01	528,02	*3,76*
CARBURANTS, LUBRIFIANTS	862,12	931,97	(69,85)	*-7,49*
FOURNIT. ENTRETIEN & PETIT EQU	13 123,57	14 054,77	(931,20)	*-6,63*
FOURNITURES ADMINISTRATIVES	2 774,50	2 588,45	186,05	*7,19*
SOUS-TRAITANCE GENERALE	19 436,30	10 549,30	8 887,00	*84,24*
SOUS TRAITANCE - GIE	1 502 326,59	1 007 621,67	494 704,92	*49,10*
CHARGES INTERNES SPL LAD	46 523,45		46 523,45	
LOCATIONS MOBILIERES	6 604,93	6 608,15	(3,22)	*-0,05*
AUTRES LOCATIONS	164,89		164,89	
ENTRETIENS ET REPARATIONS	47 907,72	51 269,46	(3 361,74)	*-6,56*
SUR BIENS MOBILIERS	2 377,92	3 878,45	(1 500,53)	*-38,69*
MAINTENANCE	44 662,50	58 210,40	(13 547,90)	*-23,27*
MULTIRISQUES	13 846,01	25 516,63	(11 670,62)	*-45,74*
ASSUR. OBLIGAT. DOMMAGE-CONSTR	5 196,24	12 885,29	(7 689,05)	*-59,67*
PRIMES D'ASSURANCES - AUTRES	4 972,00		4 972,00	
DOCUMENTATION GENERALE	5 652,69	10 048,04	(4 395,35)	*-43,74*
DOCUMENTATION TECHNIQUE	7,44		7,44	
FRAIS DE COLLOQUES, SEMIN., CO	30 973,98	5 194,50	25 779,48	*496,28*
AUTRES FRAIS EXTERNES		39,00	(39,00)	*-100,00*
PERSONNEL INTERIMAIRE	113,08	5 187,33	(5 074,25)	*-97,82*
PERSONNEL DETACHE OU PRETE A L	874 919,00	875 866,00	(947,00)	*-0,11*
COMMISSIONS & COURTAGES SUR VE	242,39	242,50	(0,11)	*-0,05*
HONORAIRES	49 515,81	65 407,73	(15 891,92)	*-24,30*
FRAIS D'ACTES ET DE CONTENTIEU	102,29	632,13	(529,84)	*-83,82*
ANNONCES ET INSERTIONS	135 991,70	134 479,64	1 512,06	*1,12*
FOIRES ET EXPOSITIONS	57,00	30,00	27,00	*90,00*
CADEAUX A LA CLIENTELE	5 727,70	5 518,80	208,90	*3,79*
PUBLICATIONS	133 819,54	162 910,99	(29 091,45)	*-17,86*
DIVERS (POURBOIRES, DONS COURA	285 979,93	258 891,25	27 088,68	*10,46*
TRANSPORTS BIENS & COLLECTIFS	560,32	409,58	150,74	*36,80*
VOYAGES ET DEPLACEMENTS	3 525,93	4 512,05	(986,12)	*-21,86*
MISSIONS	1 999,23	2 338,47	(339,24)	*-14,51*
RECEPTIONS	16 348,27	12 656,81	3 691,46	*29,17*
FRAIS POSTAUX ET DE TELECOMM.	10 090,95	17 799,34	(7 708,39)	*-43,31*
AUTRES FRAIS & COMM. PREST. SE	10 890,48	8 213,48	2 677,00	*32,59*
CONCOURS DIVERS (COTISATIONS,.	16 492,33	14 390,33	2 102,00	*14,61*
FRAIS DE RECRUTEMENT DU PERSON	2 000,00	4 000,00	(2 000,00)	*-50,00*
Impôts, taxes et versements assimilés	**142 384,21**	**126 941,37**	**15 442,84**	*12,17*
TAXE SUR LES SALAIRES	100 031,00	58 759,00	41 272,00	*70,24*
PART. EMPLOY. A FORM. PROF. C	28 738,96	27 445,34	1 293,62	*4,71*
PART. EMPLOY. A EFFORT CONSTRU	5 545,30	5 574,19	(28,89)	*-0,52*
VERS. LIBERAT. A EXONER. TAXE		8 429,11	(8 429,11)	*-100,00*
CONTRIBUTION ECONOMIQUE TERRIT	6 949,00	25 221,00	(18 272,00)	*-72,45*
TAXES DIVERSES	1 119,95	1 512,73	(392,78)	*-25,96*
Salaires et traitements	**1 237 245,02**	**1 369 353,08**	**(132 108,06)**	*-9,65*
SALAIRES APPOINTEMENTS	1 240 743,43	1 242 700,97	(1 957,54)	*-0,16*
CONGES PAYES PROVISIONNES	33 055,00	(15 085,79)	48 140,79	*319,11*
PRIMES PROVISIONNEES	1 683,23	6 705,52	(5 022,29)	*-74,90*

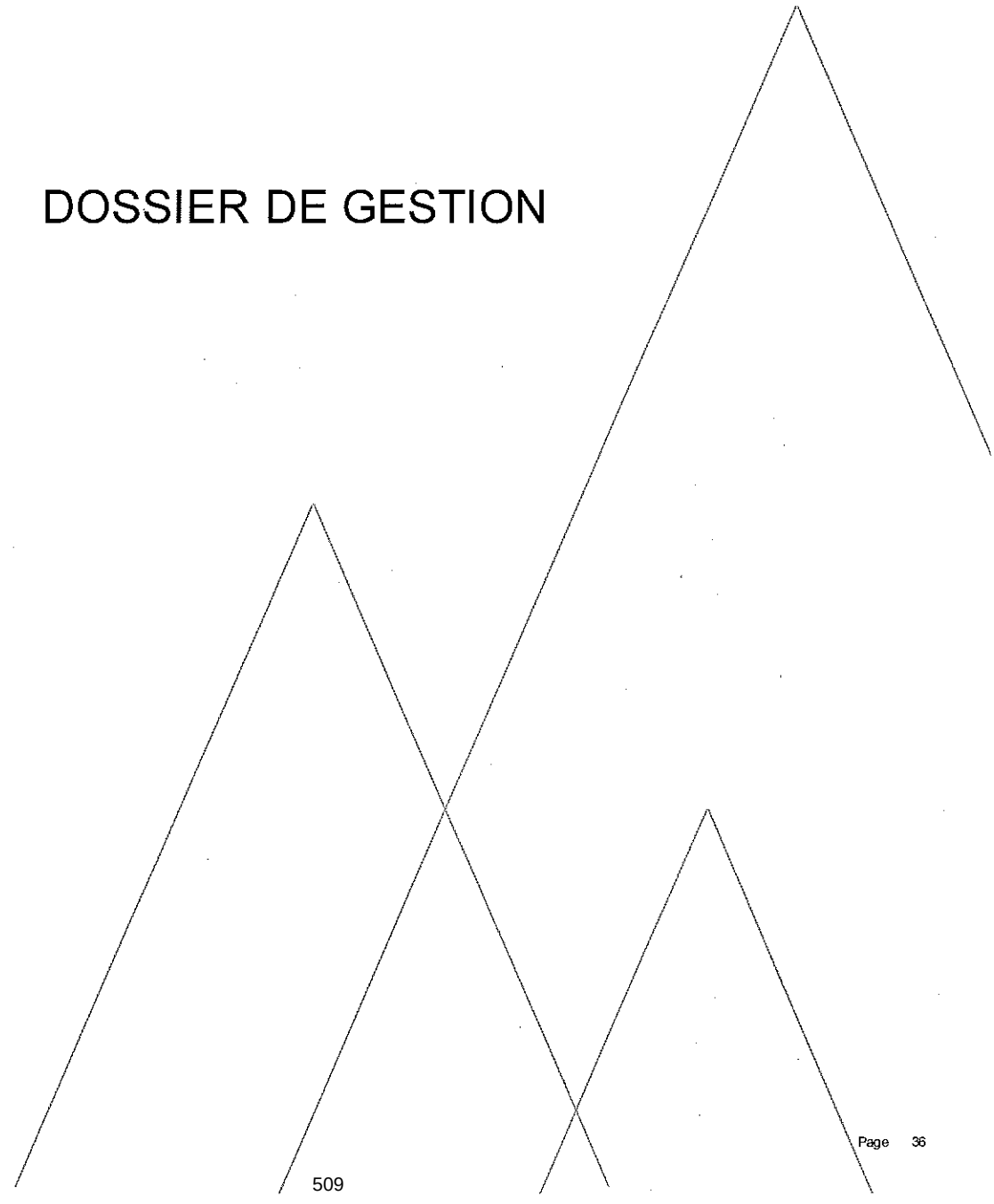
Détail du compte de résultat

	01/01/2019 31/12/2019 12 mois	01/01/2018 31/12/2018 12 mois	Variations	%
INDEMNITES ET AVANTAGES DIVERS	44 915,03	32 861,73	12 053,30	36,68
INDEMNITES & AVANTAGES DIVERS	1 920,66	121 614,97	(119 694,31)	-98,42
INDEMNITES & AVANTAGES DIVERS	7 336,55	5 688,66	1 647,89	28,97
AVANTAGES EN NATURE	4 212,00	2 820,00	1 392,00	49,36
TRANSFERT DE CHARGES INTERNES DE PERSONNEL	(46 523,45)		(46 523,45)	
INDEMNITES RECUES S.S.	(47 506,79)	(20 911,94)	(26 594,85)	-127,18
INDEMNITES RECUES MUTUELLES	(2 590,64)	(7 041,04)	4 450,40	63,21
Charges sociales du personnel	**543 016,83**	**547 734,99**	**(4 718,16)**	-0,86
CHARGES SOCIALES SUR CONGES PA	8 180,70	753,76	7 426,94	985,32
CHARGES SOCIALES SUR PRIMES	575,71	3 382,93	(2 807,22)	-82,98
COTISATIONS URSSAF	346 325,26	398 774,28	(52 449,02)	-13,15
COTISATIONS AUX MUTUELLES	44 390,47	41 002,62	3 387,85	8,26
COTISATIONS CAISSES DE RETRAIT	3 904,23	4 200,09	(295,86)	-7,04
COTISATIONS CAISSES DE RETRAIT	76 828,43	88 877,72	(12 049,29)	-13,56
COTISATIONS CAISSES DE RETRAIT	6 549,51	6 855,04	(305,53)	-4,46
COTISATIONS AUX AUTRES ORG. SO	1 631,17	1 638,19	(7,02)	-0,43
FOURNITURES au PERSONNEL	105,61		105,61	
PART PATRONALE CANTINE & TICKE	35 091,18	33 202,34	1 888,84	5,69
VERS. AUX COMITES D'ETS & D'ET	14 182,00	13 525,63	656,37	4,85
MEDECINE DU TRAVAIL, PHARMACIE	4 412,66	4 230,21	182,45	4,31
AUTRES CHARGES DE PERSONNEL	176,20	1 593,18	(1 416,98)	-88,94
CHARGES S/ TICKETS RESTAURANT	663,70		663,70	
CREDIT IMPOT COMPETITIVITE		(50 301,00)	50 301,00	100,00
Dotation aux amortissements sur immobilisations	**82 216,25**	**65 850,71**	**16 365,54**	24,85
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	43 678,29	39 581,72	4 096,57	10,35
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	38 537,96	26 268,99	12 268,97	46,71
Dotations aux prov. pour risques et charges	**210 350,75**	**104 892,11**	**105 458,64**	100,54
DOTATION AUX PROVISIONS POUR R	210 350,75	104 892,11	105 458,64	100,54
Autres charges de gestion courante	**129 631,54**	**128 505,89**	**1 125,65**	0,88
REDEVANC. CONCESS. BREV. LICEN	29 632,45	27 200,96	2 431,49	8,94
REDEV. CONCESS. BREV, LIC, MAR	100 000,00	100 000,00		
PERTES SUR CREANCES IRRECOUVRA		1 309,26	(1 309,26)	-100,00
AUTRES CHARGES DIVERSES DE GES	(0,91)	(4,33)	3,42	78,98
Résultat d'exploitation	**(417 181,32)**	**12 418,03**	**(429 599,35)**	N/S
Total des produits financiers	**30 342,54**	**36 893,82**	**(6 551,28)**	-17,76
Autres intérêts et produits assimilés	**30 342,54**	**36 893,45**	**(6 550,91)**	-17,76
AUTRES PRODUITS FINANCIERS	30 342,54	36 893,45	(6 550,91)	-17,76
Différences positives de change		**0,37**	**(0,37)**	-100,00
GAINS DE CHANGE		0,37	(0,37)	-100,00
Total des charges financières	**5 205,63**		**5 205,63**	
Intérêts et charges assimilées	**5 205,63**		**5 205,63**	
INTERETS COMPTES COURANTS BANCAIRES	5 205,63		5 205,63	
Résultat financier	**25 136,91**	**36 893,82**	**(11 756,91)**	-31,87
Résultat courant avant impôts	**(392 044,41)**	**49 311,85**	**(441 356,26)**	-895,03

Détail du compte de résultat

	01/01/2019 31/12/2019 12 mois	01/01/2018 31/12/2018 12 mois	Variations	%
Total des produits exceptionnels	**223 629,46**	**77 161,44**	**146 468,02**	*189,82*
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	**221 803,76**	**370,12**	**221 433,64**	*N/S*
AUTRES PROD. EXCEPT. SUR OP. G	221 803,76	370,12	221 433,64	*N/S*
Produits exceptionnels sur opérations en capital	**1 825,70**	**6 349,19**	**(4 523,49)**	*-71,25*
IMMOBILISATIONS CORPORELLES		670,00	(670,00)	*-100,00*
QUOTE-PART SUBVENTION D'INVEST	1 825,70	5 679,19	(3 853,49)	*-67,85*
Reprises sur provisions et transferts de charges		**70 442,13**	**(70 442,13)**	*-100,00*
REPRIS. SUR PROV. EXCEPTIONNEL		70 442,13	(70 442,13)	*-100,00*
Total des charges exceptionnelles	**80 282,37**	**96 766,45**	**(16 484,08)**	*-17,03*
Charges exceptionnelles sur opération de gestion	**80 282,37**	**72 699,00**	**7 583,37**	*10,43*
AUT. CHARG. EXCEP. SUR OPER. G	80 282,37	72 699,00	7 583,37	*10,43*
Charges exceptionnelles sur opération en capital		**24 067,45**	**(24 067,45)**	*-100,00*
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES		1 070,20	(1 070,20)	*-100,00*
CHARGES EXCEPTIONNELLES DIVERS		22 997,25	(22 997,25)	*-100,00*
Résultat exceptionnel	**143 347,09**	**(19 605,01)**	**162 952,10**	*831,18*
Impôts sur les bénéfices		**(10 566,00)**	**10 566,00**	*100,00*
QUOTE PART CICE GIE		(10 566,00)	10 566,00	*100,00*
Résultat de l'exercice	**(248 697,32)**	**40 272,84**	**(288 970,16)**	*-717,53*

DOSSIER DE GESTION



Soldes intermédiaires de gestion

	01/01/2019 31/12/2019	12 mois	01/01/2018 31/12/2018	12 mois	01/01/2017 31/12/2017	12 mois
CHIFFRE D'AFFAIRES	**1 773 672**	*100,00*	**6 354 058**	*100,00*	**1 303 159**	*100,00*
Ventes de marchandises	25 720	*1,45*	26 418	*0,42*	29 675	*2,28*
- Achats de marchandises	17 218	*66,95*	16 224	*61,41*	30 307	*102,13*
- Variation stocks de marchandises	(6 314)	*-24,55*	2 991	*11,32*	(5 256)	*-17,71*
MARGE COMMERCIALE (a)	**14 815**	**57,60**	**7 203**	**27,26**	**4 624**	**15,58**
Production vendue	1 747 953	*98,55*	6 327 640	*99,58*	1 273 485	*97,72*
+ Variation production stockée	1 514 332	*85,38*	(3 662 810)	*-57,65*	3 549 600	*272,38*
+ Production immobilisée						
PRODUCTION DE L'EXERCICE	**3 262 285**	*183,93*	**2 664 830**	*41,94*	**4 823 085**	*370,11*
- Achats stockés approvisionnement						
- Variation des stocks et approvisionnement						
- Achats de sous-traitance directe	1 895 240	*58,10*	1 604 037	*60,19*	3 983 960	*82,60*
MARGE BRUTE PRODUCTION (b)	**1 367 045**	*41,90*	**1 060 794**	*39,81*	**839 125**	*17,40*
MARGES (Commerciale + Production)	**1 381 860**	*77,91*	**1 067 996**	*16,81*	**843 748**	*64,75*
- Achats non stockés (c)	31 329	*1,77*	31 616	*0,50*	41 844	*3,21*
- Autres charges externes (c)	3 279 029	*184,87*	2 765 307	*43,52*	2 295 814	*176,17*
VALEUR AJOUTEE PRODUITE (a+b-c)	**(1 928 498)**	*-108,73*	**(1 728 927)**	*-27,21*	**(1 493 910)**	*-114,64*
+ Subventions d'exploitation	3 692 287	*208,17*	3 812 782	*60,01*	3 626 947	*278,32*
- Impôts, taxes sur rémunérations	134 315	*7,57*	100 208	*1,58*	145 067	*11,13*
- Autres impôts et taxes	8 069	*0,45*	26 734	*0,42*	3 207	*0,25*
- Salaires et traitements	1 237 245	*69,76*	1 369 353	*21,55*	1 239 315	*95,10*
- Charges sociales	543 017	*30,62*	547 735	*8,62*	566 004	*43,43*
EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION	**(158 857)**	*-8,96*	**39 825**	*0,63*	**179 445**	*13,77*
+ Reprises sur amortissements et provisions	352	*0,02*	167 695	*2,64*	9 767	*0,75*
+ Autres produits d'exploitation	12		148		14	
+ Transfert de charges d'exploitation	163 510	*9,22*	103 999	*1,64*	55 338	*4,25*
- Dotations aux amort.,dépréciations et provisions	292 567	*16,49*	170 743	*2,69*	109 738	*8,42*
- Autres charges de gestion courante	129 632	*7,31*	128 506	*2,02*	136 098	*10,44*
RESULTAT EXPLOITATION	**(417 181)**	*-23,52*	**12 418**	*0,20*	**(1 273)**	*-0,10*
Bénéfice-perte sur opérations en commun						
+ Produits financiers	30 343	*1,71*	36 894	*0,58*	30 650	*2,35*
- Charges financières	5 206	*0,29*				
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	**(392 044)**	*-22,10*	**49 312**	*0,78*	**29 378**	*2,25*
Produits exceptionnels	223 629	*12,61*	77 161	*1,21*	149 435	*11,47*
- Charges exceptionnelles	80 282	*4,53*	96 766	*1,52*	70 874	*5,44*
RESULTAT EXCEPTIONNEL	**143 347**	*8,08*	**(19 605)**	*-0,31*	**78 561**	*6,03*
- Participation des salariés						
- Impôts sur les bénéfices			(10 566)	*-0,17*	(11 359)	*-0,87*
RESULTAT DE L'EXERCICE	**(248 697)**	*-14,02*	**40 273**	*0,63*	**119 298**	*9,15*

CONSTRUIRE
ENSEMBLE
LE CADRE DE VIE
DE DEMAIN

LOIRE-ATLANTIQUE DÉVELOPPEMENT-SPL

Rapport de gestion

Exercice 2019

Loire-Atlantique développement
/ tourisme

SOMMAIRE

1. VIE DE LA SOCIETE 6
1.1 POINT D'INFORMATION SUR L'ACTUALITE ET LA VIE SOCIALE 6
1.2 LES MODIFICATIONS STATUTAIRES 7
1.3 L'ACTIONNARIAT - LES ADMINISTRATEURS 8
1.4 LES COMMISSAIRES AUX COMPTES 8
1.5 LE PERSONNEL DE LA SOCIETE 8
1.6 POLITIQUE CONTRACTUELLE 11
1.7 TEMPS DE TRAVAIL 12
1.8 DIALOGUE SOCIAL 12
1.9 ABSENTEISME 13
1.10 FORMATION 13
1.11 LES LOCAUX DE LA SOCIETE 14
1.12 LES CONTROLES EXTERNES 14
1.13 LES CONVENTIONS D'APPUI ET DE PARTENARIATS 14
2. ACTIVITE OPERATIONNELLE DE L'EXERCICE ECOULE 15
2.1 LA DIRECTION ATTRACTIVITE ET ECONOMIE DU TOURISME 15
2.2 BILAN DE FREQUENTATION ET RETOMBEES ECONOMIQUES 2019 15
2.3 L'ACCOMPAGNEMENT ET L'INGENIERIE TOURISTIQUE 18
2.4 L'INCUBATION, LA PROSPECTIVE ET LA DIFFUSION D'IDEES 29
2.5 L'INNOVATION ET L'EXPERIMENTATION AU SERVICE DES TERRITOIRES 30
3. AMENAGEMENT ET CONSTRUCTION 38
4. LA GESTION D'EQUIPEMENTS 58
4.1 DELEGATION SERVICE PUBLIC LA MAISON DU LAC DE GRAND-LIEU 58
4.2 DELEGATION SERVICE PUBLIC CIRCUIT DE LOIRE-ATLANTIQUE 59
5. LA GESTION DU FONDS MUTUALISE DE REVITALISATION DE LOIRE-ATLANTIQUE 64
6. PRESENTATION DES COMPTES ANNUELS 64
7. ANALYSE ECONOMICO-FINANCIERE 64
8. LE COMPTE DE RESULTAT 64
9. LE RESULTAT DE L'EXERCICE 72
10. LE BILAN 73
11. AUTRES INFORMATIONS 76

1. Vie de la société

1.1 Point d'information sur l'actualité et la vie sociale

Une gestion optimale du confinement pour garantir la poursuite d'activités appréciée des salariés de l'UES de LAD.

L'activité opérationnelle du premier trimestre 2020 a été évidemment impactée par la propagation du COVID-19.
Après les deux CSE extraordinaire du 4 et du 13 mars et suite aux annonces du Gouvernement, la Direction générale a décidé par anticipation de « basculer » l'ensemble des salarié.es en télétravail dès le lundi 16 mars afin d'assurer la protection individuelle et collective et éviter la propagation du virus au sein de l'agence.
Durant le confinement, la mise en œuvre du **Plan de Continuités d'Activités** pour chaque entité de l'UES a été rendue possible tant par la robustesse des infrastructures et la mise à dispositions de solutions numériques adaptées par LAD GIE. L'expérience du télétravail occasionnel ou régulier pour près de la moitié des collaborateurs.trices de l'UES depuis plus de deux ans a été un réel atout pour amortir au mieux la décision de l'État d'imposer un confinement strict.

Du 16 mars au 11 mai, **le travail à distance a été la règle** via les visio-conférences internes comme avec les commanditaires, partenaires et porteurs de projets.
En parallèle les dispositions ont été prises dès la fin mars en terme d'achats de masques et de gel hydroalcoolique pour anticiper la reprise de l'activité opérationnelle dans les locaux de LAD et sur le terrain, dans le strict respect des mesures sanitaires avec l'utilisation obligatoire des équipements de protection individuels.
Depuis le 11 mai la reprise de l'activité en présentielle s'est progressivement développée au sein des locaux avec une nouvelle étape du 8 juin au 4 juillet prochain pour permettre la poursuite du travail à distance deux jours par semaine voire plus en fonction de situations particulières liées notamment à la scolarisation des enfants.

Sur l'ensemble de la période le **dialogue social a été très régulier et constructif** pour conjuguer la protection des salariés et la poursuite des activités. Le CSE consulté très régulièrement a validé l'ensemble des mesures proposées par la Direction et tout particulièrement **le plan de reprise d'activités progressif et sécurisé** et le guide opérationnel détaillant l'ensemble des mesures et gestes barrières à respecter dans l'ensemble des locaux des entités de LAD. Un questionnaire interne a été adressé à tous.tes les salarié.es pour recueillir leur ressenti sur cette période et ainsi en tirer des leçons pour l'avenir. **Cette période a été globalement bien vécue par la très grande majorité des salarié.es qui ont apprécié les dispositions annoncées immédiatement comme le maintien des salaires à 100%** tout en inscrivant les entités de l'agence et une partie d'entre eux dans les dispositifs annoncés par l'État notamment l'activité partielle soit pour garde d'enfants soit au regard de la baisse réelle de l'activité ou de l'incapacité technique à assumer leurs missions.

Dans le respect des accords d'entreprise et de la charte du management, la direction générale et l'ensemble de l'équipe managériale ont su adapter l'organisation globale avec souplesse, dans une dynamique encore plus collaborative, basée plus encore sur la confiance, avec de nouvelles délégations de responsabilités. De même des adaptations internes ont permis d'optimiser le suivi et traitement administratif et financier de nos activités pour garantir le paiement dans des délais les plus courts des factures aux prestataires pour les accompagner à supporter au mieux les conséquences immédiates de la crise sanitaire sur leur trésorerie.
Cette période a été propice au développement **d'initiatives de salarié.es notamment avec de nouvelles procédures sécurisées** pour répondre au mieux avec rigueur et professionnalisme à l'ensemble des missions relevant des champs d'intervention des entités de l'agence et ainsi **garantir un travail de qualité dans un mode relativement dégradé**. De même conformément **au plan de développement des compétences des salariées**, cette période a permis la **poursuite de formations internes** notamment en terme de « management » dont tous les salariés volontaires ont pu bénéficier avec des conseils méthodologiques relatifs au travail à distance et ainsi veiller aux risques psychosociaux dans un contexte professionnel et personnel inédit.

Cette période a permis le **renforcement du travail transversal interne** pour :

- finaliser le travail d'actualisation du projet stratégique de l'agence et de chacune de ses entités,
- engager l'arrêt des comptes et la rédaction des rapports d'activités 2019 pour chaque entité de l'UES
- l'élaboration des CRAC 2020 pour LAD SELA/SPL,
- accompagner en réactivité les professionnels de la filière du secteur du tourisme très impactés par les fermetures liées au confinement avec notamment la prise en charge par LAD Tourisme et le Comité Départemental du Tourisme, de sessions d'informations sur les dispositifs et de formations spécifiques prises en charge par LAD Tourisme et le CDT.

Les orientations stratégiques pour faire de LAD, l'agence des transitions à horizon 2030 et les adaptations en terme de gouvernance interne avec les évolutions de l'organisation de LAD feront l'objet d'une présentation lors du Conseil d'Administration de septembre 2020 pour l'installation des nouveaux membres suite au renouvellement des actionnaires/administrateurs après les échéances électorales du 15 mars et 28 juin 2020.

L'impact économique et social de la crise sanitaire sur l'exercice 2020 et les exercices suivants sera réel plus particulièrement sur LAD SELA et la partie « aménagement – construction » de LAD SPL.
Il est difficile d'en mesurer à ce jour les conséquences immédiates et futures précises.
Cependant l'arrêt de l'activité opérationnelle et la reprise opérationnelle « ralentie » compte tenu des mesures « barrières », le report du second tour des élections locales du 22 mars au 28 juin 2020 pourraient entrainer des reports de projets, d'opérations ou de cessions foncières qu'il conviendra d'anticiper pour en atténuer au maximum les effets économiques et sociaux sur les résultats de LAD SELA et LAD SPL.

1.2 Les modifications statutaires

Aucune modification statutaire n'est intervenue au cours de l'exercice 2019.
Le règlement de l'assemblée spéciale a été modifié le 21 juin 2019.

1.3 L'actionnariat - Les administrateurs

SITUATION ADMINISTRATIVE AU 31/12/19 NOUVEAU TABLEAU

Capital de 600 000 euros divisé en 6 000 actions de 100 Euros.

ADM	ACTIONNAIRES – ADMINISTRATEURS	%	Nb actions
7	Département de Loire-Atlantique, représenté au CA par : Mme Danielle CORNET M. Philippe GROSVALET M. Bernard GAGNETM. Freddy HERVOCHON M. Bernard LEBEAU M. Michel MENARD M. Serge MOUNIER Représenté aux AG par M. Philippe GROSVALET	43,92 %	2 635
1	**Région Pays de la Loire**, représentée au CA et AG par M. Sébastien PILARD	5,57 %	334
1	**Nantes Métropole**, représentée au CA et AG par M. Gérard ALLARD	5,57 %	334
1	**CARENE,** représentée au CA et AG par Mme Michèle LEMAITRE	5,57 %	334
1	**Cap Atlantique,** représentée au CA et AG par M. Yves METAIREAU	5,57 %	334
1	**CC Erdre et Gesvres,** représentée au CA et AG par M. Yvon LERAT	5,57 %	334
1	**Redon Agglomération**, représentée au CA par M. Yvon MAHÉ et AG par M. Jean-François MARY	5,57 %	334
1	**CC Pays d'Ancenis**, représentée au CA et AG par M. Jean-Michel TOBIE	5,57 %	334
	CC Châteaubriant/Derval, représentée à AS et AG par M. Alain DUVAL	1,63 %	98
1*	**Pornic Agglo Pays de Retz,** représentée à AS par M. Bernard MORILLEAU et AG par M. Jean-Michel BRARD	1,63 %	98
	Clisson Sèvre et Maine Agglo, représentée à AS et AG par M. Xavier BONNET	1,63 %	98
	CC Sèvre et Loire, représentée à AS par M. Jean TEURNIER et AG par M. Jean-Pierre MARCHAIS	1,63 %	98
	CC Sud Retz Atlantique, représentée à AS par M. Claude NAUD et AG par M. Hervé de VILLEPIN	1,63 %	98
1*	**CC Estuaire et Sillon**, représentée au CA et AG par M. Rémy NICOLEAU	0,82 %	49
1*	**CC de Nozay**, représentée au CA et AG par Mme Claire THEVENIAU	0,82 %	49
	CC Région de Blain, représentée à AS et AG par M. Jean-Michel BUF	0,82 %	49
	CC Pays de Pontchâteau - St Gildas des Bois, représentée AS et à AG par Madame Danièle CORNET	0,82 %	49
	CC Sud Estuaire, représentée à AS et AG par M. Sylvain SCHERER	0,82 %	49
	CC de Grand Lieu, représentée à AS et AG par M. Johann BOBLIN	0,82 %	49
1*	**Communes et groupements de communes** représentées par la commune de La Chevallerais, elle-même représentée par Mme Elisabeth CRUAUD	4,05 %	243
18	* représentants communs de l'Assemblée Spéciale (AS) au CA	100 %	6 000

La société est composée au 31/12/2019 de 100 actionnaires et 18 administrateurs.

1.4 Les commissaires aux comptes

La mission de commissariat aux comptes, actuellement assurée par KPMG, s'achève avec l'exercice 2019. La prochaine assemblée générale sera chargée de nommer un nouveau commissaire aux comptes pour une durée de 6 exercices comptables.

1.5 Le personnel de la société

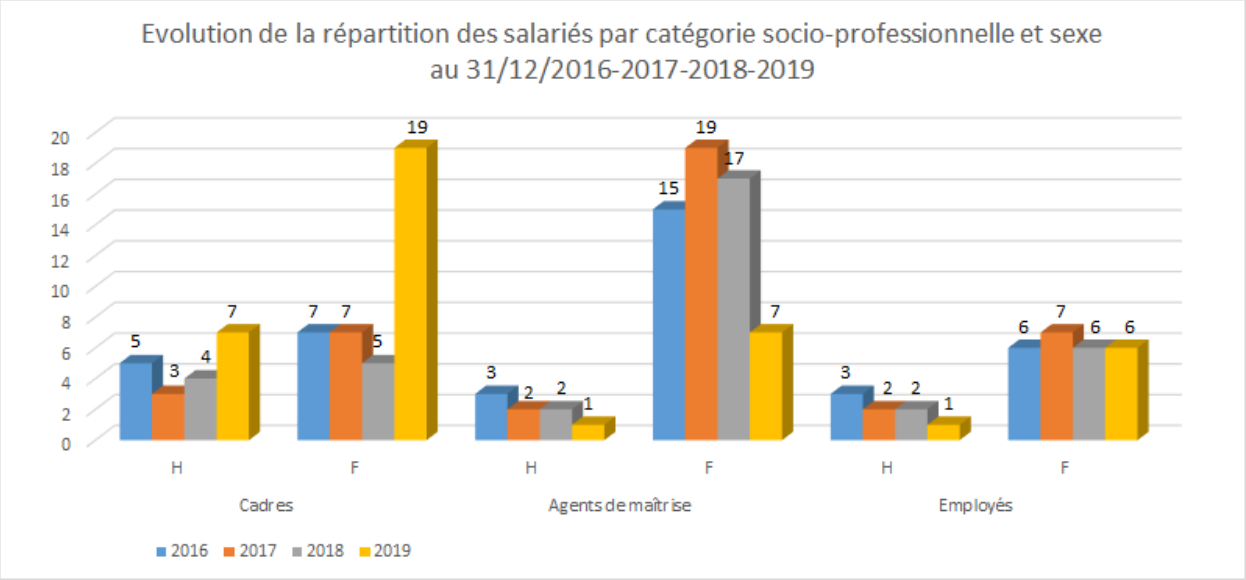
L'effectif au 31/12/2019 s'élevait à 41 salariés, 33 CDI et 8 CDD (dont 3 contrats de professionnalisation), contre 36 au 31/12/2018 (33 CDI et 3 CDD).

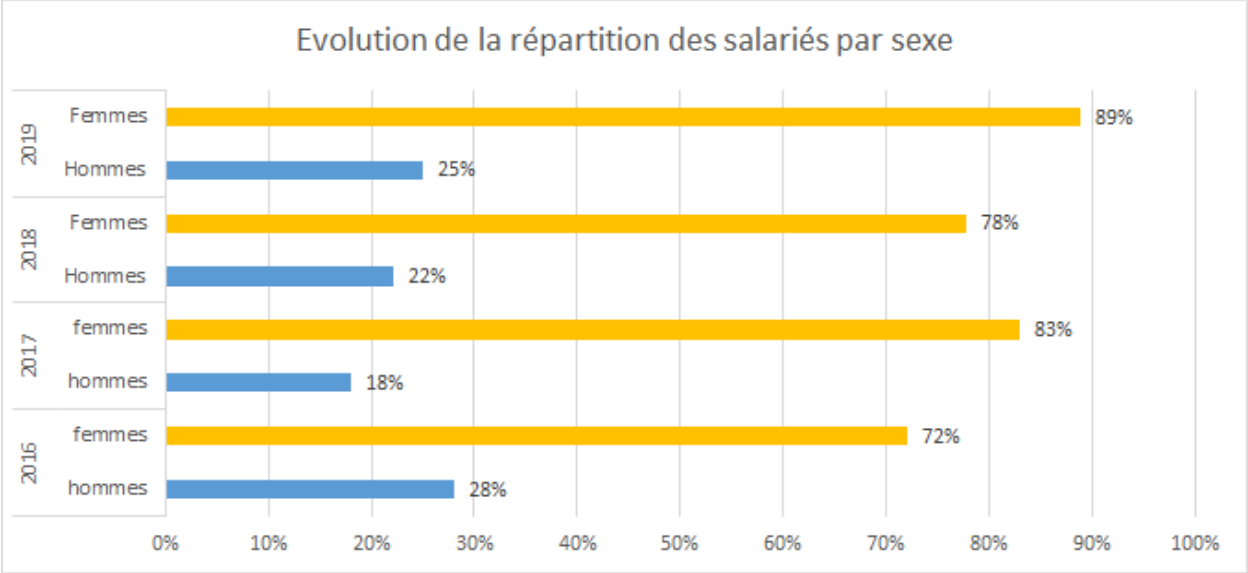
Par ailleurs, la SPL a fait appel à des missions d'intérimaire pour une durée de 23 jours au total pour assurer une mission d'accueil à la Maison du Lac (4 jours) et une mission de collecte et d'organisation de l'information sur l'accessibilité des offres commercialisées (scolaires et coffrets cadeaux) (19 jours).

A - Évolution de l'effectif au cours de l'exercice

- Global et par catégorie socioprofessionnelle présent au 31/12 :

Années	Cadres	Agents maîtrise	Employés	Total au 31/12
2016	12	18	9	39
2017	10	21	7	38
2018	9	19	8	36
2019	26	8	7	41





- Évolution de l'Effectif Temps Plein annuel (ETP) :

2016	2017	2018	2019
41.79	36.54	29.26	32.38

Dont au siège 29.61 (2016), 29.08 (2017), 20.18 (2018) et 22.21 (2019).

- Mouvement du personnel

Les personnels suivants ont été recrutés au cours de l'exercice 2019 :

- Mouvement du personnel

Les personnels suivants ont été recrutés au cours de l'exercice 2019

1 chargée de mission développement territorial et touristique
1 chargé de mission développement territorial et touristique
1 chargée de mission développement en CDD en remplacement de congé maternité
2 chargées de communication en CDD en remplacement de congé maternité
1 chargée de communication en CDD
1 chargée de mission observation du tourisme en CDD
1 chargée de mission en CDD
1 responsable médiation scientifique en CDD en remplacement de congé maternité
1 assistante Evènementiel en CDD
1 chargé de gestion en CDD
1 responsable de piste adjoint en CDI
1 animatrice en CDI étudiant

Par ailleurs, pour compléter les effectifs pendant la période estivale de l'été 2019, l'établissement de la Maison du Lac a recruté 3 animatrices saisonnières dans le cadre de CDD de 2 à 7 mois et 1 animatrice en contrat étudiant en CDI pour le week-end.

Au cours de l'exercice 2019, la SPL a accueilli 7 stagiaires dont 2 stages d'observation.

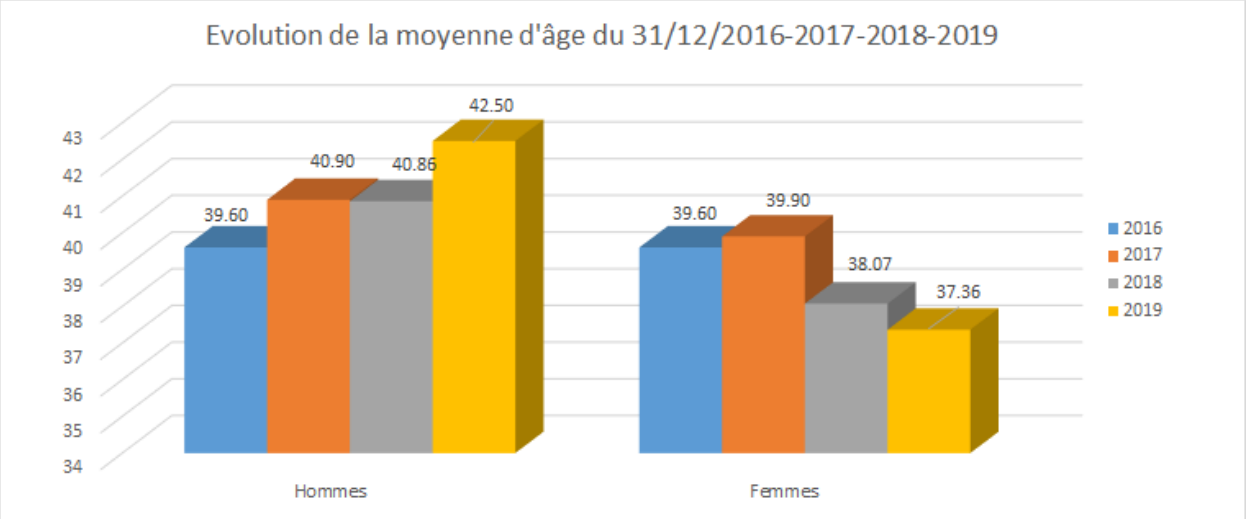
Ont quitté la société en 2019 :

1 chargée de mission développement territorial et touristique

1 chargée de mission développement
1 chargée de communication
1 chargée de mission
1 assistante Evènementiel
1 responsable de piste adjoint en CDI
1 chargé de gestion
1 chargée de commercialisation

- Moyenne d'âge – ancienneté

La moyenne d'âge au 31/12/2019 s'élevait à 38,37 ans, et l'ancienneté moyenne à 7,96 années.



B - Évolution de la masse salariale brute versée de 2016 à 2019, par catégorie socioprofessionnelle

Les salaires bruts versés en 2019 par catégorie socio-professionnelle se répartissent comme suit :

	Cadres	Agents de maîtrise	Employés	Saisonniers	Stagiaires	TOTAL
2019	875 988 €	206 272 €	116 012 €	34 514 €	12 154 €	1 244 940 €
2018	492 280 €	602 459 €	117 124 €	27 646 €	6 011 €	1 245 520 €
2017	607 068 €	480 689 €	129 798 €	41 978 €	2 016 €	1 261 549 €
2016	755 841 €	541 086 €	162 755 €	49 687 €	10 215 €	1 519 584 €

1.6 Politique contractuelle

Depuis la reconnaissance de l'UES, le 19 février 2014, et la mise en place de représentants du personnel, un accord d'harmonisation des conditions de travail a fait l'objet de négociations avec les représentants syndicaux. Le nouvel accord a été signé le 27 janvier 2015 avec une application au 1er février 2015. Il vient en complément de la convention collective Syntec dont la SPL fait application et s'applique à l'ensemble des membres de l'UES Loire-Atlantique développement. Il a porté sur :

- L'organisation et l'aménagement du temps de travail
- Les différents congés octroyés au personnel
- Les composantes de la rémunération du personnel
- Les modalités de rupture du contrat de travail du personnel
- D'autres dispositions diverses.

1.7 Temps de travail

L'accord d'harmonisation précise notamment :

- L'organisation du temps de travail des salariés à temps complet et à temps partiel, non soumis à fluctuation d'activité ; basé sur la durée hebdomadaire moyenne du travail de 35 h. L'horaire hebdomadaire de travail est fixé à 37h30 avec l'octroi de 15 jours de repos dit « RTT », pour un temps complet
- L'organisation du temps de travail des salariés à temps complet et à temps partiel, soumis à fluctuation d'activité ; basé sur la durée hebdomadaire moyenne du travail de 35 h : les salariés disposent d'un contrat de travail avec une durée du travail annualisée de 1 607 h
- L'organisation du temps de travail des salariés soumis à un forfait annuel en jours : la durée annuelle du travail des salariés concernés est fixée à 208 jours, hors congés supplémentaires conventionnels.

1.8 Dialogue social

1.8.1 Négociation Annuelle Obligatoire

Au cours de l'exercice 2019, les négociations avec les représentants syndicaux ont abouti à la signature :

- Accord d'intéressement pour la période 2018 - 2020 signé le 27 juin 2018
- Accord sur le télétravail signé le 29 juin 2019
- Accord sur le fonctionnement du CSE (Comité Social Economique) signé le 19 décembre 2019

1.8.2 Revalorisation salariale

Les parties conviennent d'une augmentation collective de 1 % de la masse salariale brute prévue au budget annuel de chaque structure.

1.8.3 Comité Social Économique

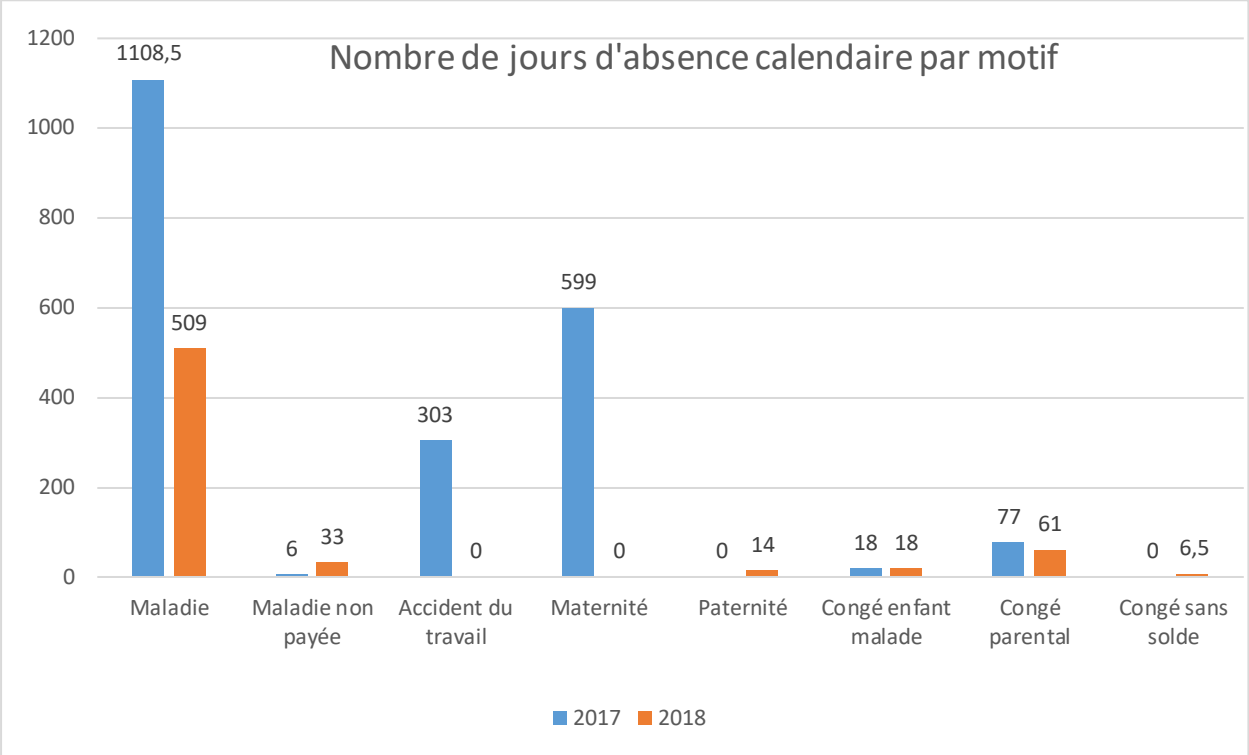
Conformément aux ordonnances MACRON, le Comité d'entreprise, le Comité d'Hygiène de Sécurité et des Conditions de Travail fusionnent pour créer une nouvelle instance : le **COMITÉ SOCIAL ÉCONOMIQUE**.

Des élections ont été organisées le 5 avril 2018 pour élire les nouveaux représentants du personnel.
Le CSE est composé de 12 membres, 6 titulaires et 6 suppléants.

93 % de votants.

Le CSE s'est réuni six fois en 2019.

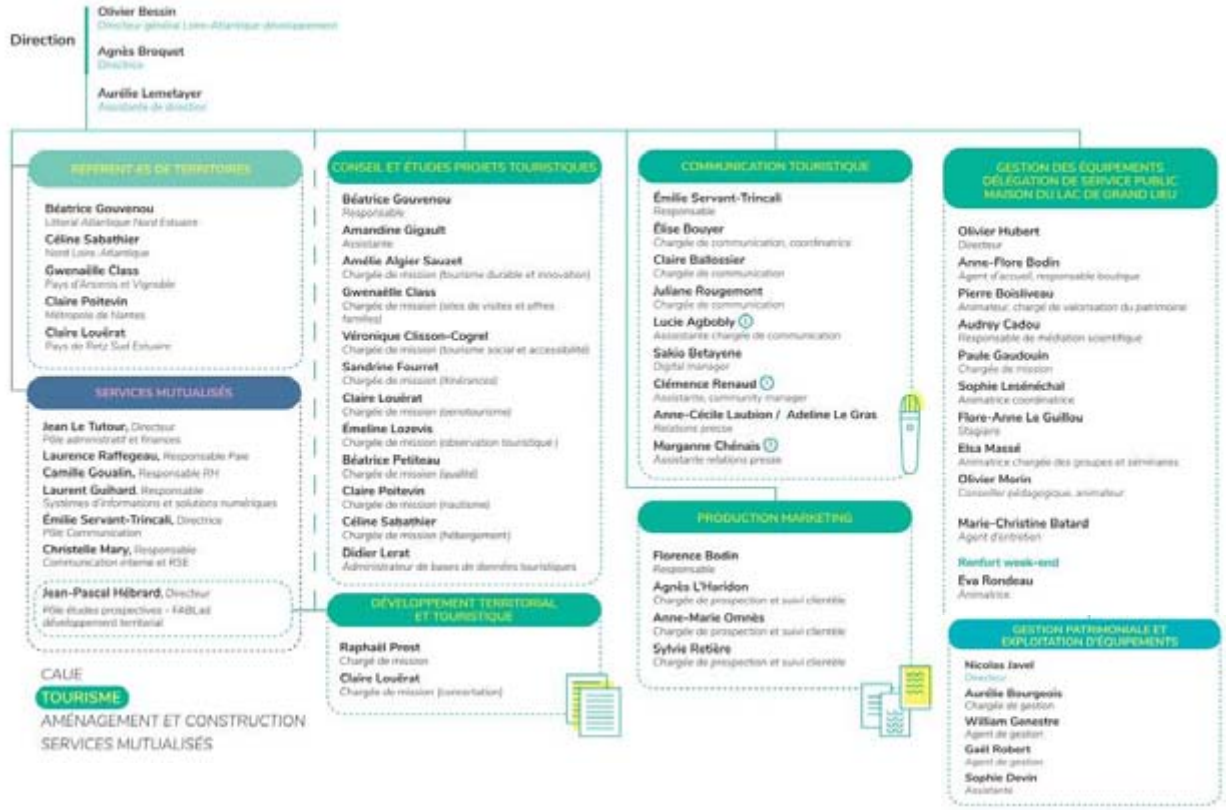
1.9 Absentéisme



1.10 Formation

Des formations individuelles et des formations collectives ont été suivies en 2019 ; elles ont représenté un total de 365 jours et ont concerné 75 salariés. Les dépenses allouées à la formation se sont élevées à 30 817 € HT prises en charge directement par la structure.

Organigramme Loire-Atlantique développement - SPL



1.11 Les locaux de la société

Le bâtiment comprend 5 étages et regroupe l'ensemble des structures de Loire-Atlantique développement.
LAD GIE était, pour le compte de ses membres, locataire du Département de Loire-Atlantique jusqu'au 13 septembre 2019, date à laquelle elle a acquis le bâtiment.
Certains des bureaux le justifiant ont bénéficié de travaux acoustiques.
La majorité des salariés travaille au 2, boulevard de l'Estuaire à Nantes, établissement principal de la SPL ces salariés occupent principalement le 3e étage.
Un établissement secondaire situé à Bouaye accueille les salariés travaillant pour la Maison du Lac de Grand-Lieu (7 salariés permanents).
Des salariés travaillent également sur le circuit de Loire-Atlantique situé à Fay-de-Bretagne.

1.12 Les contrôles externes

LAD SPL a fait l'objet en 2019 d'une vérification de comptabilité sur la période 2016 – 2018 de la part de la DGFIP qui a conduit à une régularisation en matière de taxe sur les salaires et de TVA.

1.13 Les conventions d'appui et de partenariats

Dans le cadre du fonctionnement de la société :

Portées par le Groupement d'Intérêt Economique de Loire-Atlantique développement dans le cadre de la mutualisation des contrats d'assistance externe, les conventions d'appui et de partenariats sont principalement les suivantes :

- Contrat d'expertise comptable avec CIFRALEX.
- Sécurisation juridique : missions confiées auprès de 8 cabinets d'avocats spécialisés choisis en commission d'appel d'offres après lancement d'une consultation
- Convention avec le Réseau national "Tourisme et Territoires" qui regroupe la majorité des départements touristiques de France.
- Adhésion à la fédération des EPL.
- Adhésion à ATOUT-FRANCE, Agence de développement touristique de la France.
- Adhésion à l'Association Professionnelle de Solidarité du Tourisme (APST) régie par la loi du 1er juillet 1901, organisme de garantie collective prévu par le livre II du Code du Tourisme.

Dans le cadre du développement touristique :

- Convention partenariale "*Vignobles et Découvertes*" pour le Vignoble Muscadet Loire Océan afin de promouvoir l'œnotourisme sur le département de la Loire-Atlantique (87 conventions Vignobles & Découvertes) label lancé en 2009 par Atout France pour une durée de 3 ans.
- Conventions *"Accueil Vélo*" signées avec des prestataires touristiques (hébergements, loueurs de vélos, sites de visite et de loisirs, offices de tourisme) : 167 en 2019.
- Membre du "*Tourisme Innovation Lab*" (lancé par la Région) et secrétaire de l'association de préfiguration d'un cluster.
- Convention de partenariat relative à la co-production de données d'informations touristiques (réseau et plateforme e-SPRIT initié par la Région des Pays de la Loire).

Dans le cadre d'opérations mutualisées pour la conquête de clientèles étrangères :

- Convention Contrat Grand Ouest pour développer des actions de promotion pour la re-conquête du marché britannique entre Bretagne/ Normandie/ Pays de la Loire, les Départements correspondants, Brittany Ferries, FROTSI Normandie et Pays de la Loire…
- Convention triennale de partenariat « Destination Côte Atlantique » entre Charente-Maritime Tourisme et les Départements et Régions du 44 au 64 (Charente-Maritime Tourisme (coordonnateur), Agence régionale Pays de la Loire, CRT Aquitaine, CDT Gironde, CDT Landes, CDT Pyrénées-Atlantiques, Vendée Expansion, FDHPA Charente-Maritime, FDHPA Gironde, FDHPA Landes, FDHPA Pyrénées-Atlantiques) sur la conquête du marché allemand, néerlandais et belge. Des partenariats sont noués avec les acteurs locaux : SPL Destination Bretagne Plein Sud, Pornichet-la destination, Saint-Nazaire Agglomération Tourisme, Office de Tourisme Intercommunal de Pornic, les Gîtes de France.

2. Activité opérationnelle de l'exercice écoulé

2.1 La direction attractivité et économie du tourisme

La direction a pour mission principale la gestion et la mise en œuvre de la politique touristique départementale - au travers d'une délégation de service public et le portage d'actions et de conseil en développement touristique – au travers d'une convention de soutien départementale.
Au travers de la feuille de route partagée 2018-2021 de l'agence, la direction de l'Attractivité et de l'Economie du tourisme de Loire-Atlantique développement-SPL oriente son action autour de 3 axes prioritaires :

- L'accompagnement et l'ingénierie touristique
  /// **Accompagner les destinations touristiques** de Loire-Atlantique dans l'accroissement de leur attractivité et de leur performance économique.
  /// **Encourager et faciliter la porosité** des flux touristiques entre les différentes destinations de Loire-Atlantique, afin de maximiser les retombées économiques pour le département et de contribuer à l'équilibre territorial départemental.

- L'incubation, la prospective et la diffusion d'idées
  /// **Intensifier la veille** permanente sur **l'innovation** et l'apport d'éclairages pour les stratégies des acteurs, afin de s'engager dans les bonnes directions, faire les bons choix d'investissement, s'adapter à la transformation numérique, etc.
  /// **Stimuler la créativité et l'imagination**, afin de renouveler l'offre touristique par l'innovation et répondre aux nouvelles aspirations expérientielles et aux nouvelles façons de consommer.

- L'innovation et l'expérimentation au service des territoires
  /// **Concevoir et piloter la mise en tourisme** des « produits » touristiques départementaux (Grand Patrimoine, Espaces naturels, etc).
  /// **Poursuivre la promotion** de manière complémentaire, favoriser le partage d'informations autour de l'innovation, la mise en commun de bonnes pratiques réalisées dans chacune des destinations départementales, et la mise en réseau des acteurs et des professionnels.

2.2 Bilan de fréquentation et retombées économiques 2019

A. Le poids economique du tourisme en Loire-Atlantique – Insee ORT et ses partenaires

Selon cette étude réalisée en 2019 sur l'emploi touristique en Loire-Atlantique (consolidation 2015) :

- En 2015, le tourisme a généré près de **20 000 emplois** touristiques directs, en Loire-Atlantique soit une hausse de **+21%** par rapport à 2009, une augmentation davantage marquée sur les **ailes de saison** (+23%) et sur la **métropole nantaise** (+36%).
- Cette activité économique est portée par Nantes Métropole (11090 emplois) et la CARENE (2000 emplois).
- Le secteur est fortement **saisonnier** avec deux fois plus d'emplois en août qu'en janvier.
- La moitié des emplois touristiques sont issus de **l'hébergement et de la restauration**
- Ce secteur est **jeune** (22% de –25ans) et **féminin** (54% de femmes) et possède des caractéristiques plus **fragiles** que d'autres secteurs (33% de temps partiels, 65% d'employés, 11€ salaire net horaire moyen)

B. Insee ORT et ses partenaires - Frequentation en Hotels et Campings - 2019

En 2019, plus de **2,6 millions de touristes** français et étrangers ont séjourné en hôtels et campings en Loire-Atlantique, ce qui représente plus de **6 millions de nuitées** en 2019, soit une hausse de 3,8% de nuitées par rapport à 2018.

Les touristes sont principalement attirés par notre **littoral** qui, à lui seul capte plus de la moitié des nuitées touristiques départementales en hôtels et campings (59%). La **métropole** totalise quant à elle 56% des nuitées hotellières en 2019.

La durée de séjour est de 1.6j en hôtels et 4.7j en campings.

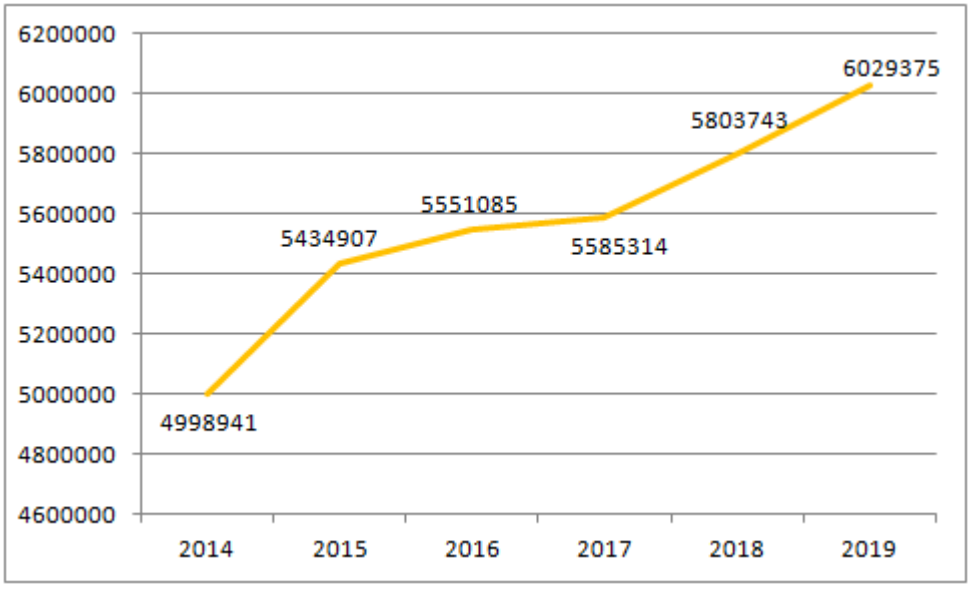
Pour rappel la méthodologie de l'Insee concernant les nuitées hôtelières ayant évolué en 2019, les données des années précédentes ont été rétropolées, ce qui explique des écarts de données avec nos précédents rapports et publications.

Nuitées touristiques en Loire-Atlantique en 2019 :

2019	Nuitées totales	Nuitées françaises	Nuitées étrangères	% étrangers
Loire-Atlantique (Hôtels et campings)	6 029 375	5 285 975	743 399	12,3%
Hôtellerie	3 307 105	2 922 904	384 201	11,6%
Campings	2 722 270	2 363 071	359 198	13,2%

Source : Insee - ORT Pays de la Loire et ses partenaires - *Traitement LAD – Données 2019*

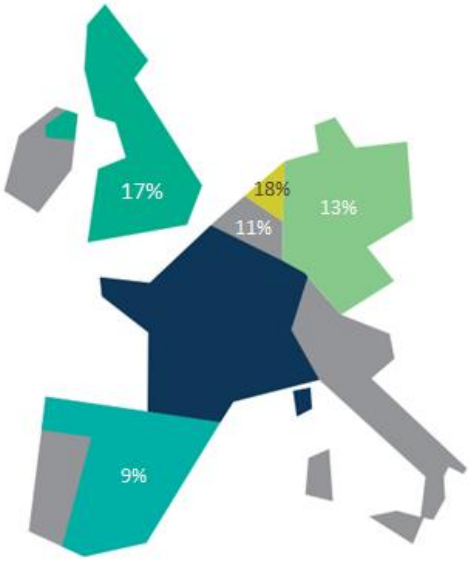
Évolution des nuitées touristiques en hôtels et campings de 2014 à 2019 en Loire-Atlantique



La fréquentation de la Loire-Atlantique est principalement **française,** en effet depuis plusieurs années, on compte 1 touriste sur 10 qui est d'origine étrangère (12,3%). La fréquentation étrangère est largement portée par les pays européens et notamment frontaliers.

TOP 5 des clientèles étrangères en nombre de nuitées

1- Pays-Bas (18%)
2- Royaume-Uni (17%)
3- Allemagne (13%)
4- Belgique (11%)
5- Espagne (9%)



C. LA FREQUENTATION TOURISTIQUE NATIONALE – KANTAR TNS 2019

➢ **Fréquentation nationale**

La Loire-Atlantique passe à la 6e place dans le classement des Départements touristiques en nombre de nuitées françaises (+1 place) avec 22,5 millions de nuitées françaises en 2019 pour 5.2 millions de touristes, tout hébergement confondu.

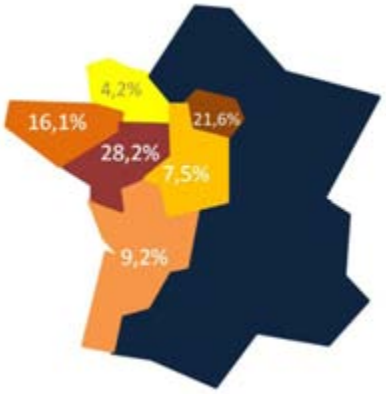
87,4% des nuitées ont été réalisées pour motif personnel, ce qui confirme le poids du tourisme d'agrément en Loire-Atlantique.

62,2% des séjours des français en Loire-Atlantique comprennent 1 à 3 nuitées, une tendance au court séjour portée notamment par la métropole.

- **D'où vient la clientèle touristique nationale ?**

Les touristes français qui fréquentent la Loire-Atlantique proviennent principalement de l'Ouest de la France. Près de 30% d'entre eux sont issus des Pays de La Loire, 16% viennent ensuite de Bretagne et 9,2% de Nouvelle-Aquitaine (nouveauté), suivi par la Région Centre.

La clientèle d'Ile de France reste le deuxième bassin de clientèles avec près d'1 voyage sur 4 réalisé par un francilien (21.6%).



Source : Kantar TNS

- **Qui est la clientèle nationale ?**



D. UNE DESTINATION ACCESSIBLE

La Loire-Atlantique est une destination facile d'accès. Si la majeure partie de la clientèle française vient du Grand Ouest et de la région parisienne, c'est aussi grâce aux axes routiers et ferroviaires. Avoir cette diversité d'offres (city break, mer, vignoble et bords de Loire) à 2h de Paris est un argument qui pèse dans le choix d'un lieu de villégiature. Il en est de même pour la clientèle étrangère, principalement européenne, qui profite des liaisons aériennes directes pour visiter notre région.

Aéroport Nantes Atlantique :

- 1er aéroport du Grand Ouest et 7ème aéroport régional de France
- Plus forte croissance du trafic parmi les aéroports régionaux français
- 7.2M de passagers en 2019, +16.6% par rapport à 2018
- 107 destinations desservies par 26 compagnies aériennes

Gare de Nantes :

- 11 811 037 voyageurs en 2018 (SNCF Open data)

E. LA FREQUENTATION DES SITES DE VISITES EN LOIRE-ATLANTIQUE (ENQUETE EN COURS)

En 2019, la Loire-Atlantique enregistre 5 0534 554 visiteurs sur les 59 sites de visites répondants.

2019	Localisation	Entrées 2019 (gratuites et payantes)
1- Château des ducs de Bretagne – cour du château	Nantes	1 537 370
2 – Les Machines de l'île	Nantes	738 795
3 – Saint-Nazaire renversante : les visites	Saint-Nazaire	342 232

4 - Musée d'histoire de Nantes	Nantes	308 740
5 -		

Source : enquête annuelle Loire-Atlantique développement

2.3 L'accompagnement et l'ingénierie touristique

/// Accompagner les destinations touristiques

A. Mise en tourisme du canal de Nantes à Brest

Cette action s'inscrit dans le cadre du projet stratégique du Département 2015-2021 qui identifie la valorisation du canal comme un objectif prioritaire. Il s'agit de mettre en valeur ce patrimoine en définissant une stratégie départementale coordonnée et partagée avec l'ensemble des acteurs locaux concernés et des territoires voisins, pour construire une destination touristique durable « au fil de l'eau ».



Actions de développement 2019 :

Suivi maisons éclusières :

- Suivi des 4 maisons éclusières (Appels à projets 2016 et 2018) avec visites de bilan annuelles (bilans d'activité et ajustements nécessaires pour le bon fonctionnement)
- Coordination pour les études pré-opérationnelles menées dans les maisons éclusières (mandat d'études pour la rénovation du bâti et des plateaux des maisons éclusières)

Mise en place de la signalétique touristique « services » le long du halage :

- Sélection du prestataire en charge du schéma directeur de signalétique sur le halage
- Adaptation de la charte graphique Canaux de Bretagne pour la partie 44
- Choix des emplacements d'implantation et des mentions présentes sur les panneaux
- Participation à la rédaction du cahier des charges pour la fabrication et la pose de la signalétique touristique et sélection du prestataire,
- Liens avec les communes concernées
- Suivi jusqu'à la pose définitive en août 2019 et ajustements
- Lien avec le schéma de signalisation touristique Erdre canal forêt : suivi pour une complémentarité entre la signalétique implantée sur le halage et celle prévue par le Pays touristique (jalonnement routier)



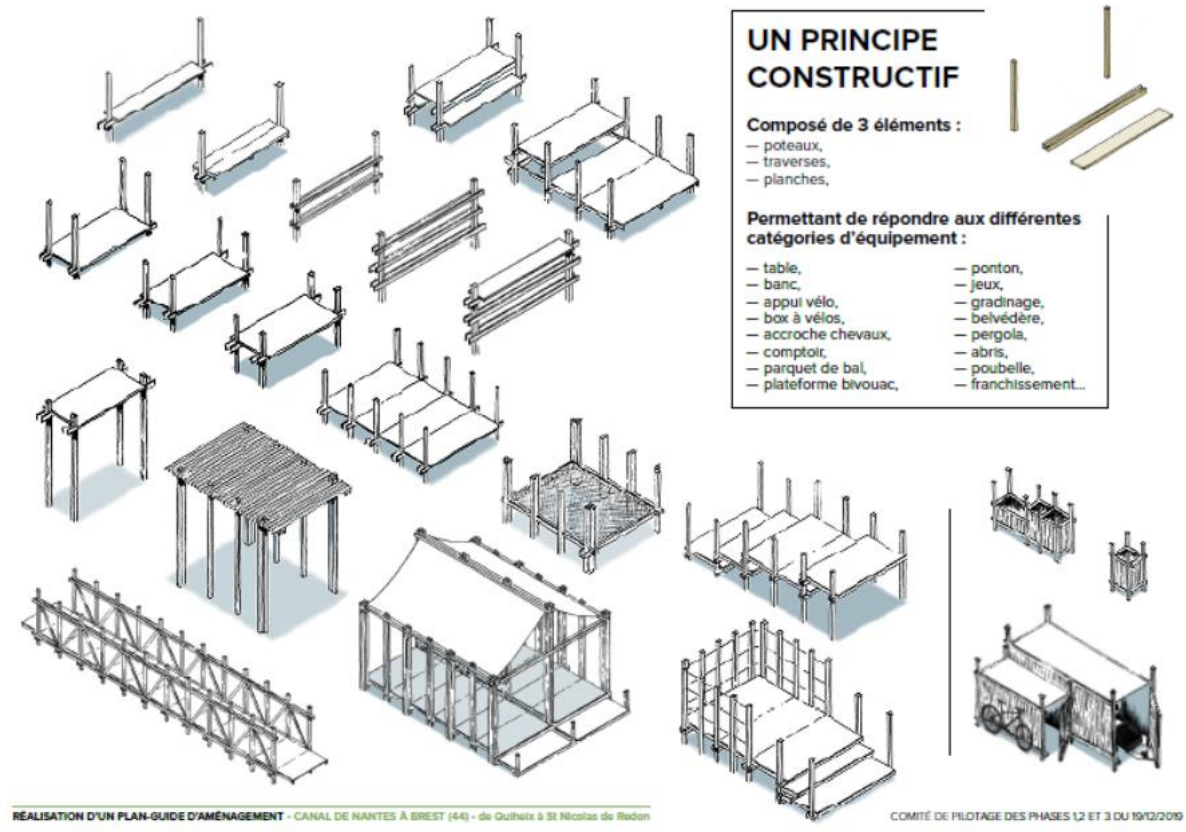


Lancement du plan guide d'aménagement du canal :

- Rédaction des documents de consultation pour le recrutement d'une équipe pluridisciplinaire
- Sélection du groupement (analyse des 12 dossiers et auditions des 3 candidats présélectionnés)
- Organisation des temps d'immersion sur le canal pour l'équipe retenue
- Coordination et suivi de l'étude (réunions techniques du groupe projet, contributions techniques, liens avec les ressources nécessaires, préparation des COTECH…)

- Mise en place de 2 COTECH canal pour restitution du travail auprès des techniciens des communes, communautés de communes et offices de tourisme.
- Participation au COPIL canal du 19/12/19 pour présentation de la restitution des 3 premières phases du plan guide (diagnostic, déploiement des services, mobilier, identité canal et principes d'aménagement)
- Secteur de Blain : participation au comité technique spécifique aux aménagements prévus sur ce secteur en lien avec le canal





Accessibilité du canal pour les personnes en situation de handicap

- Passages de routes dangereuses : test sur site avec une personne bénévole de l'APF sur le secteur de Nort-sur-Erdre permettant de préciser l'aménagement attendu

Développement de l'offre touristique :

- Conseils auprès de 6 porteurs de projets souhaitant s'implanter en bord de canal
- Mise à jour de l'inventaire des services sur le canal de Nantes à Brest (partie 44)

Réalisation du bilan de fréquentation touristique du canal – saison 2019

- 38% des professionnels du tourisme interrogés ont répondu à cette enquête
- Globalement, une saison stable pour ces professionnels. 1/3 ont eu une hausse de leur chiffre d'affaires
- Fréquentation des bateaux en légère baisse et progression des clientèles à vélo et à pied
- Parmi les tendances principales : forte fréquentation des locaux, progression de la clientèle familiale et de l'utilisation du vélo à assistance électrique.

Actions de communication :

- Analyse du système de communication associé à la marque "Canal de Nantes à Brest" en collaboration avec la Bretagne
- Pré-travail pour une communication plus large prévue en 2020
    - Organisation de la distribution des documents touristiques dans les 6 points info tourisme du canal.

B. Mise en tourisme autour du lac de Grand-Lieu

Le lac de Grand-Lieu est un espace naturel singulier de notre département, aux portes de la métropole. Dès novembre 2015, le Département a initié le projet et souhaité réunir l'ensemble des partenaires publics (10 communes et 4 intercommunalités) et privés (avec près de 50 prestataires – hébergeurs, sites de visites, restaurateurs…) pour réfléchir à la mise en valeur de cette zone particulièrement riche pour sa faune et sa flore mais insuffisamment connue du grand public.
En 2017, un plan avec 14 actions, directement issues du travail de concertation mené avec les acteurs touristiques du territoire a été validé. Puis, un travail sur les documents de cadrage (charte, convention…) et la gouvernance (coordination, pilotage…) a été réalisé au travers de 3 comités de pilotage.
En 2019, ce plan est poursuivi.

Axe 1 - Fédérer les acteurs

- 2 matinées découvertes à destination des différents acteurs du tourisme pour découvrir un lieu : en mars, la Maison des pêcheurs de Passay en mars (18 participants) et le Parc de la Meivellière à Bouaye en septembre (14 participants)
- groupe privé Facebook : 48 membres en 2019 réalisé pour permettre aux acteurs de dialoguer plus facilement et de se reconnaître comme membres d'un réseau local dynamique.

Axe 2 - Développer l'offre touristique

- Travail autour de la valorisation des fenêtres pour le commanditaire Département
- Commercialisation du pass Lac de Grand Lieu qui permet aux touristes d'accéder et de découvrir les différents sites touristiques du territoire, : 170 pass vendus + organisation de la communication

Axe 3 - Actions de communication

- Création et lancement du concept : Lzc de Grand Lieu, vous n'avez pas fini d'en faire le tour"
- Plusieurs outils livrés en 2019 : affichage 2m², création d'un site web dédié, campagne sur les réseaux sociaux, impression de sets de table, conférence de presse de lancement, soirée blogueurs à l'abbaye de St Philbert de Grand -Lieu

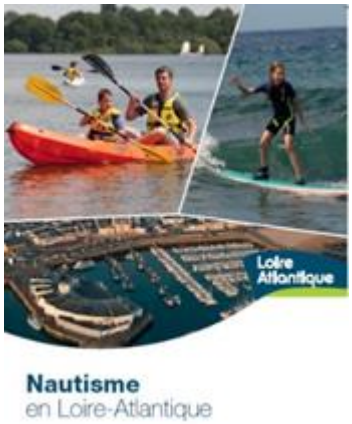
Axe 4 - Gouvernance

- Diffusion et signature en continu de la charte d'engagement des acteurs
- Coordination du projet : 7 comités techniques et 3 comités de pilotage 92,5 jours consacrés au projet,



/// Encourager et faciliter les activités

A. TOURISME ET NAUTISME



Contribution au plan nautisme départemental de Loire-Atlantique

Les actions engagées sur la filière du tourisme nautique par Loire-Atlantique Développement – Tourisme s'inscrivent dans le cadre du projet Nautisme engagé par le département depuis 2015.

En 2019, Loire-Atlantique développement - tourisme a apporté son expertise sur les actions suivantes :

• Fédérer et développer une offre de conseil et d'ingénierie auprès des acteurs du tourisme nautique et sportif

Dans l'objectif de fédérer et d'accompagner les acteurs du tourisme nautique pour répondre à l'émergence des nouvelles pratiques et attentes des usagers mais également de développer les activités nautiques touristiques sur le territoire, nous avons organiser le 31 janvier 2019 à la nouvelle base nautique de Piriac-sur-Mer, la **2ème édition des Instants T #Nautisme**.

Ce sont près de **70 participants** incluant des clubs et bases nautiques de Loire-Atlantique, des institutionnels, des offices de tourisme, des associations de l'univers du maritime, des start ups, des acteurs de l'économie et de l'innovation qui étaient présents lors de cette rencontre. Une matinée consacrée à la **présentation des actions nautiques régionales et départementales**, des ateliers de réflexion, un **temps d'échanges, une visite guidée** du nouvel équipement de base nautique de Piriac-sur-Mer.





Accompagnement

- Accompagnement de 4 porteurs de projets en lien avec le tourisme fluvial et le nautisme.

- **Zoom sur le projet du Port de Piriac-sur-Mer :** comment *dynamiser sa capitainerie pour l'accueil des familles ?*

L'étude coordonnée par LAD a été menée en **4 étapes** (avec un partenariat avec l'université du Tourisme à Angers) :

- **Un benchmark** a été réalisé sur l'accueil et le ciblage des familles dans d'autres destinations françaises.
- **Une étude sur la possibilité de labelliser le port avec le label Famille Plus**, dont profite la commune de Piriac-sur-Mer.
- **Une enquête** afin de connaître **les attentes des familles** qui pratiquent des vacances en bateau.
- **Des préconisations** en réponse à la problématique avec **un rétro planning** afin d'être opérationnel dans le délai imparti par la saison touristique.

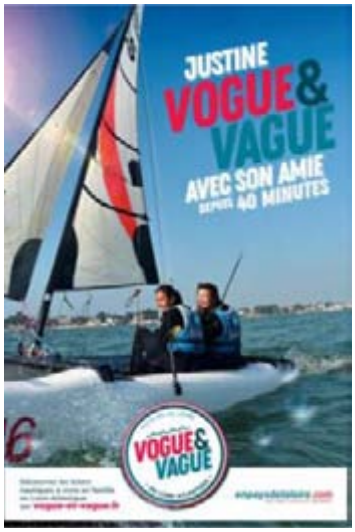
Si elle est validée par le conseil de Gestion en 2020, l'étude permettra au port de plaisance de Piriac-sur-Mer d'être le 1er port de France labellisé Famille plus et à engager des actions en faveur de l'accueil des familles.

- **Zoom sur le partenariat Surfrider**

Au printemps 2019, Loire-Atlantique Développement tourisme a lancé le dispositif de **commande groupée** auprès de l'ensemble des clubs et bases nautiques de Loire-Atlantique pour mettre en diffusion le support **« le livret du Schtroumpfrider »**, aux familles et enfants entre avril et septembre 2019. Ce livret est édité par l'association Surfrider Foundation Europe à destination des enfants entre 6 et 12 ans.

- **Zoom sur l'opération régionale Vogue et Vague dans le cadre du projet tourisme littoral (en lien avec la Région et la Vendée)**

L'agence régionale des Pays de la Loire coordonne une **démarche partenariale autour du tourisme nautique** avec l'ensemble des agences de développement départementales.
Cette nouvelle marque s'est dotée d'un **kit de communication, un reportage photo et une campagne de lancement, une charte d'engagements** qui sera destinée aux clubs nautiques et lieux d'accueils nautiques pour identifier les lieux pour les pratiquants néophytes et familles.



1 reportage photo mutualisé
1 aide à la qualification de l'offre
1 déploiement du dispositif auprès des clubs nautiques lors des Instants T #Nautisme
1 aide à la mise en place de la **charte d'engagement** et au **suivi des candidatures**

Au total ce sont plus d'une vingtaine d'acteurs nautiques et de manifestations qui ont intégré le dispositif en Loire-Atlantique.

Commercialisation

- **Identification et commercialisation de produits touristiques nautiques**

En 2019

7 produits « Nautique » (6 offres activités + 1 offre week-end) sont intégrés dans les supports de commercialisation : coffrets + site internet de vente en ligne



- 3 offres nautiques localisées en littoral
- 4 offres nautiques localisées en retro-littoral

59 contrats de réservation soit 110 personnes qui ont choisi de pratiquer une activité nautique ; cela représente 3,5 % des réservations totales.

• **Mise en marché**

Nous accompagnons les prestataires nautiques dans la mise en marché de leur offre grâce à la coordination départementale de la plateforme régionale de commercialisation Eresa & Addock-Open Expériences.

Une stratégie de communication sur le thème du nautisme

(voir page 39)

Innovation et événementiel

CHATBOT AELA

Pour développer l'innovation, l'agence a souhaité s'engager dans une démarche expérimentale :



la mise en place d'un CHATBOT ou robot conversationnel qui utilise les codes de l'intelligence artificielle afin de répondre au mieux aux besoins des usagers.
Le chatbot, nommé AELA, identifie selon le profil des utilisateurs, les activités, les destinations et les prestataires qui leur correspondent parmi les clubs nautiques référencés.
Il s'agit d'un dispositif inédit pour une destination française, ouvert au public en juin 2018 et prolongé en 2019 avec l'**intégration des prestataires en rétro-littoral.** 155 prestataires en 2019.

Chiffres clés 2019
- **2000** conversations générées
- **2 minutes** par conversation
- **13.000** messages échangés

Accompagnement et valorisation touristiques autour du déploiement des énergies marines renouvelables

- Suivi de l'installation du nouveau site dédié aux énergies renouvelables (EOL à Saint-Nazaire) : participation aux réunions de travail de St-Nazaire Agglomération Tourisme aux côtés du Département et inauguration en février 2019
- Réflexion sur la création d'un lieu dédié aux énergies renouvelables, complémentaire à celui de Saint-Nazaire (EOL) au Croisic. Pour rappel, les deux lieux étaient proposés par le groupement lauréat de l'appel d'offres national sur le parc éolien en mer, dont EDF renouvelables est le pilote.

Accompagnement du Département sur le volet touristique de sa présence sur l'exposition La Mer XXL (du 29 juin au 10 juillet à Nantes)

- 6 conférences et animations avec des acteurs locaux organisées
- Jeu concours avec une dotation de 5 box mis en place pour promouvoir les activités touristiques du département.
- 2 présentations thématiques « Tourisme, Nautisme et Développement Durable »





A. LA DYNAMIQUE « VELO EN LOIRE-ATLANTIQUE »

Les enjeux de la mise en tourisme du vélo en Loire-Atlantique :

- Le développement de la pratique du vélo, auprès des touristes et des habitants de Loire-Atlantique, en valorisant les aménagements et l'offre cyclable,
- La captation de la clientèle touristique pour renforcer raisonnablement la fréquentation des sites et des lieux de visites du département,
- L'évolution des retombées économiques.

Le tourisme à vélo est une filière économique en plein essor.
La France est en deuxième position des destinations mondiales du tourisme à vélo, après l'Allemagne. Les étrangers représenteraient à eux seuls 25 % des touristes ayant recours à ce mode de découverte.
Avec près de 1 000 km de véloroutes et voies vertes aménagées et des itinéraires européens comme la Vélodyssée et La Loire à Vélo, notre département présente des atouts importants sur le marché.

En 2019, il s'agit :

- D'encourager les communautés de communes à mettre en place des services destinés aux touristes à vélo sur leurs territoires : **2 éductours** ont été organisés par Loire–Atlantique développement avec pour objectif de découvrir les services destinés aux touristes à vélo sur l'itinéraire de la Loire à vélo (découverte de l'aire d'Arrêt de Rezé – Trentemoult, co-financé par le Département dans l'appel à projets durables)

- Communiquer les résultats d'une enquête sur les retombées économiques et de fréquentation sur l'itinéraire européen de la Vélodyssée : notamment une rencontre avec les élus de l'office de tourisme intercommunal Erdre Canal Forêt pour les sensibiliser sur l'impact du vélo en matière touristique

De proposer le Circuit Vélo et Fromages :

Le Département, avec l'aide de Loire-Atlantique développement a répondu à un appel à projet national pour un concept d'itinéraires cyclables autour du patrimoine fromager « Vélo et Fromages » afin d'encourager le tourisme à vélo et la découverte de nos producteurs et des savoirs faire de Loire-Atlantique.
Le choix de privilégier un circuit sur le Pays de Retz s'est justifié par :

- Un réseau de gares importants (6 gares desservies),
- L'existence d'hébergements dont certains bénéficiant du label « Accueil vélo »,
- La présence d'itinéraires bénéficiant d'une certaine notoriété,
- La présence d'exploitations en nombre suffisant.

Loire-Atlantique développement a travaillé sur :

- La recherche d'acteurs pouvant intégrer le réseau,
- L'identification d'un parcours touristique
- La mise en réseau des acteurs
- La rédaction d'un outil de promotion.

De créer le circuit du Marais du sel de Baie :

Proposition au Département d'un circuit composé d'une section cyclable empruntant majoritairement l'itinéraire de « La Vélodyssée » et valorisant 5 sauniers (analyse des points forts et argumentation favorable pour un territoire à plus faible maturité touristique et la valorisation d'une agriculture locale et circuits courts.

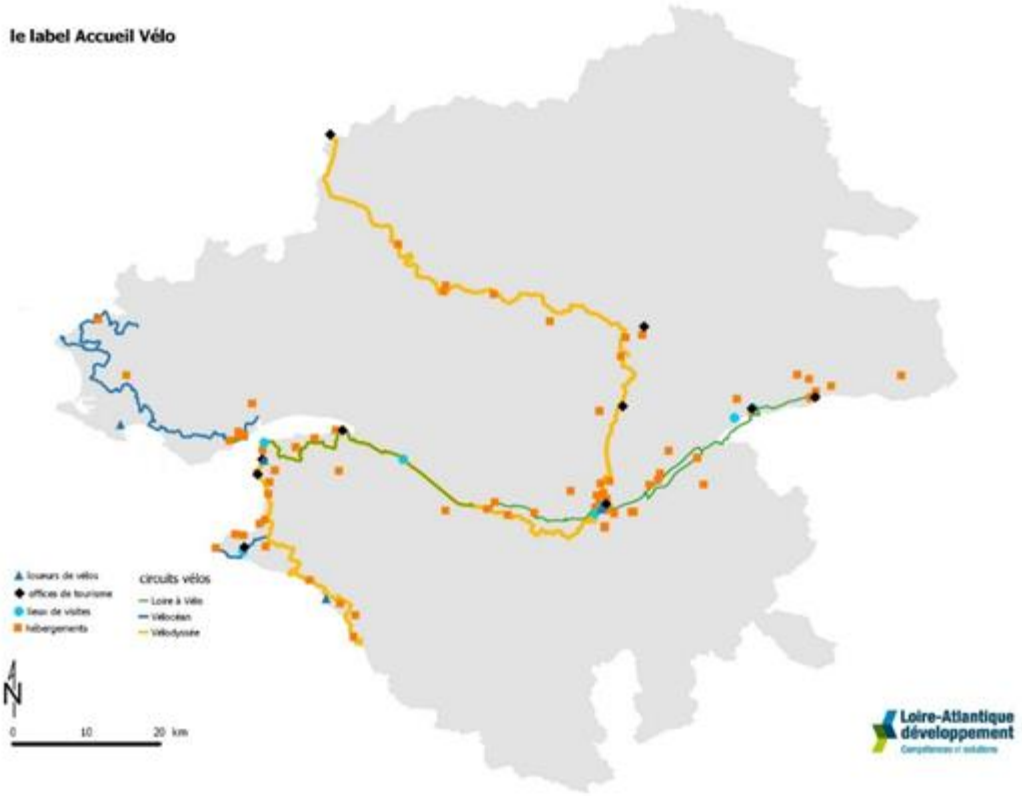
- Préparation d'un éductour avec les Saulniers du Marais Breton le 7 janvier 2020
- **De participer au comité de pilotage sur l'itinéraire cyclable Nantes – le Mont St Michel**
- **De participer aux instances en charge du développement des itinéraires nationaux et européens : Vélodyssée et Loire à Vélo**
- **D'organiser les** Instants T#Vélo : 67 participants (67% d'adhérents à la marque Accueil vélo, 13 % de professionnels du vélo, 20 % institutionnels) en avril pour animer le réseau des acteurs, apporter des réponses lors d'ateliers, restituer l'étude Vélodyssée sur l'impact économique des touristes à vélo.

Label national Accueil Vélo

En Loire-Atlantique, le label national Accueil Vélo est délivré par Loire-Atlantique développement-SPL. Attribué pour une durée de 3 ans, le label Accueil Vélo joue un double rôle de contrôle de l'accueil adapté des touristes à vélo et d'outil marketing pour ce segment de clientèle.
Pour les professionnels, il concrétise l'engagement à proposer un accueil et à fournir des services adaptés aux touristes à vélo.
Pour les touristes à vélo, il permet d'identifier facilement les établissements adaptés à leur pratique et aux besoins spécifiques inhérents à celle-ci.

En 2019 : 167 offres labellisées sur les grands itinéraires cyclables : la Vélodyssée, la Loire à vélo et la Vélocéan.

- 120 hébergements (dont 31 hôtels + 33 chambres d'hôtes + 16 campings + 31 locatifs et résidences + 9 villages vacances), 25 offices ou bureaux de tourisme, 11 sites touristiques, 11 réparateurs ou loueurs de vélo
- 65 prestataires ont renouvelé leur adhésion au réseau accueil vélo sur 69 soit 92,75 % de taux de renouvellement à la marque Accueil vélo (4 prestataires n'ont pas renouvelé leurs adhésions : cessation d'activité, nouveau propriétaire qui ne souhaite pas intégrer le réseau)
- **Nouveaux labellisés en 2019** : 34 nouveaux prestataires soit une augmentation de 21 % par rapport à 2018



A. LA DYNAMIQUE « RANDONNEE EN LOIRE-ATLANTIQUE »

Bilan 2019 :

- Participer à la refonte du site web ""“Rando en Loire-Atlantique” du département

Le site internet est alimenté via le Site d'Informations Touristiques administré conjointement par Loire-Atlantique développement et les offices de tourisme.
La communication digitale implique une mise à jour réactive.

- Coordonner le partenariat avec Dimanche Ouest France sur la valorisation des balades en lien avec les territoires. (voir page 41)

B. LE CONSEIL PERSONNALISE

- Des **conseils** personnalisés (entretiens téléphoniques, rendez-vous conseil ou visites sur site). 68 personnes conseillées en 2019
- 23 participants à la journée de formation de 5 jours sur “créer un gîte ou chambre d'hôtes, permettant de répondre aux nombreuses questions des personnes qui veulent se lancer dans ce type d'activité : juridiques, fiscaux et sociaux de l'activité, accessibilité PMR, rénovation énergétique, mise en marché, enjeux du web, rentabilité, aménagements des extérieurs, sensibilisation à l'architecture locale …).
- Présence au salon des Entrepreneurs de Nantes avec une vingtaine de contacts.

Pour information :

Ce module de formation a permis la professionnalisation de plus de 400 porteurs de projet contribuant à la création de plus de 170 hébergements en Loire-Atlantique depuis 10 ans.

C. POUR UN ACCUEIL D'EXCELLENCE

Le soutien des démarches qualité permet d'aborder la relation clientèle de manière constructive et d'obtenir des certifications reconnues de tous. Il s'agit aujourd'hui d'avoir un niveau d'exigence commun et de bénéficier d'un réseau de recommandations, afin d'en retirer des appréciations positives sur le long terme.

Qualité tourisme pour les offices de tourisme

Action de Loire-Atlantique développement accompagnement de A à Z sur l'intégralité du référentiel national :

- Apprentissage des exigences de la marque,
- Apport d'outils et de méthodologies,
- Relectures documentaires ; manuel qualité, procédures, modèles, modes opératoires…
- Visites sur site,
- Audit blanc.

La durée d'accompagnement est de **16 mois en moyenne** pour une certification initiale.

Bilan 2019 :

Actions engagées

- 2 offices de tourisme marqués ; initial pour l'OT de Pornichet et renouvellement pour Le Croisic
- 1 audit blanc mené et présence en soutien à l'audit de certification pour l'OT de Batz-sur-Mer les 27 et 28/11/2019.
  En attente de la décision de la commission nationale
- 4 suivis annuels obligatoires après attribution de la marque (OT intercommunaux : St-Nazaire agglomération, Vignoble de Nantes, Sud Estuaire et Littoral, Pornic la Destination soit 12 bureaux d'accueil touristique au total).
- Après relance, les offices de tourisme du Pays d'Ancenis et de Pontchâteau/St-Gildas n'ont pas souhaité poursuivre la démarche débutée en 2015 / Relance en cours.

- Au total, 8 OT marqués sur 17 territoires (les 7 situés sur le littoral et le vignoble de Nantes).

Qualité tourisme pour les sites de visites

La démarche QUALITÉ TOURISME™ est pilotée par Loire-Atlantique développement qui assure une mission de conseil, de formation, de planification des audits et qui déclenche l'instruction des dossiers de candidature au niveau national. Les sites de visite sont accompagnés dans :

- Le **diagnostic de l'établissement** à travers une autoévaluation.
- La **demande d'adhésion** au dispositif régional.
- L'**audit** de contrôle externe.
- **L'attribution** de la marque.

Bilan 2019 :

Actions engagées :

- Travail d'accompagnement au printemps en amont de l'audit pour une analyse des critères du référentiel + déplacement de mars à juin
- Une réunion commune pour les autres sites afin de maintenir le niveau de qualité entre les audits : 9 sites présents
- En juillet, **3 nouveaux sites** audités :
    - Audit officiel pour Eol (St Nazaire) et Maison des Pêcheurs de Grand-Lieu (La Chevrolière) et obtention du label
    - Audit blanc pour le Chronographe (Rezé)
- Un comité régional de gestion de la marque en présence d'Anjou Tourisme et Vendée Expansion, le 24 octobre qui donnent un avis sur les dossiers des sites audités
- La rédaction et la diffusion d'un communiqué de presse pour l'annonce des 2 nouveaux labellisés : Eol (St Nazaire) et Maison des Pêcheurs de Grand-Lieu (La Chevrolière) avec 3 retombées presse
- Une démarche de prospection auprès de 2 nouveaux sites : Musée des Arts (Nantes) et Muséum d'histoire naturelle (Nantes) et rencontre avec les responsables qualité (janvier et mai)

Vignobles & Découvertes

Animation du réseau Vignobles & Découvertes

Le label Vignobles & Découvertes est attribué pour une durée de 3 ans par Atout France, après recommandation du Conseil Supérieur de l'œnotourisme, à une **destination à vocation touristique et viticole proposant une offre de produits touristiques** multiples et complémentaires (hébergement, restauration, visite de cave et dégustation, musée, événement) et permettant au client de faciliter l'organisation de son séjour et de l'orienter sur des prestations qualifiées. Le label Vignobles & Découvertes correspond à une marque collective, dont la gestion et la procédure d'attribution sont encadrées par un règlement d'usage.

Le rôle de Loire-Atlantique développement est :

- D'accompagner les professionnels œnotouristiques du département par l'animation d'un réseau de partenaires.
- Faire progresser le réseau et le qualifier en actions.

Bilan 2019 du réseau Vignobles et Découvertes :

87 prestations Vignobles & Découvertes
38 caves touristiques
14 hébergements
4 activités
7 événements
11 restaurants
10 sites de visite
3 structures réceptives et institutionnelles.

Participation événement "Soirée gourmande de la Maison du Lac de Grand Lieu"
Proposer à des viticulteurs de la marque de participer à 8 soirées visite et dégustation au bord du lac, avec mets et vins pour une jauge de 35 personnes.

Prise de parole sur la thématique œnotourisme :

- Formation de la chambre d'agriculture – Intervention prévue sur "Développer un accueil oenotouristique" (annulée – faute de participants)
- Présence à la Table ronde sur l'œnotourisme et le numérique au Tourism Digital Day
- Mini forum œnotourisme lors du congrès des stations vertes (devant 180 congressistes)
- Salon des vins de Loire (avec les Bacchus de l'œnotourisme) – organisé par Anjou Tourisme : membre du jury + promotion en amont
- Vignes, vins et Rando : proposition de produits touristiques proches des boucles rando

Organisation des Instants T#Oenotourisme

23 mai 2019 au Domaine de la Frémoire à Vertou
53 participants comprenant des prestataires Vignobles et Découvertes, des partenaires institutionnels, des acteurs de l'innovation et des prospects possibles au label
1 soirée de présentation des actions œnotourisme, et des tendances

1 élection de la cuvée de Loire-Atlantique 2019 en partenariat avec la Fédération des vins de Nantes. Le gagnant de la cuvée est convié à faire découvrir son Muscadet à l'ensemble de nos événements professionnels tourisme – cela favorise la mise en relation, et les partenariats potentiels
Action presse.

Actions de communication spécifique

- Accueil journalistes // blogueurs avec sollicitation sur les adresses œnotourisme
- 2 accueils presse
  - Un blogueur américain en octobre avec pour thématique principale l'œnotourisme
  - Une journaliste du magazine « Voyager ici et ailleurs » ayant effectué une partie de son séjour dans le vignoble en juillet
- **24 retombées presse au global sur l'année 2019 sur les thématiques vignoble et œnotourisme (avec et hors nos actions)**
- **Actions sur les réseaux sociaux**

Facebook
12 publications mentionnant le vignoble de Nantes
Instagram*
8 publications

Participation au projet de la Route des Vins de Loire (Région)

Pour rappel, la Loire-Atlantique compte 3 routes des vins du Val de Loire revisitées et présentées en numérique en 2017 :

- Voyage dans le vignoble qui reprend cet itinéraire
- Autour du lac de Grand-Lieu
- Panoramas de Loire, à cheval sur les départements de Loire-Atlantique et du Maine-et-Loire.

Bilan 2019 :
En 2019, des demandes ont été formulées à Loire-Atlantique développement par le territoire du vignoble et le Voyage à Nantes pour réfléchir à une pose de signalétique sur la route du vignoble. Cette action pourrait être menée en 2020 si accord du Département.
Premiers travaux de réflexion sur la coordination et la méthodologie en 2019

Tourisme et Handicap



Il s'agit d'accompagner et d'identifier par le biais d'un label d'accessibilité d'excellence « Tourisme et Handicap », les structures touristiques qui sont adaptées pour accueillir des personnes en situation de handicap. Ce label est un label de l'État qui mandate les opérateurs touristiques comme Loire-Atlantique développement pour sa mise en œuvre afin de fiabiliser l'information. Depuis 2018, l'État n'organise plus les commissions locales d'agréement et ne communique plus sur le label.

Notre accompagnement passe par :

- **Un conseil personnalisé** : conseils sur plan pour que l'établissement soit adapté à la Loi sur le Handicap de 2015, visite conseils et d'évaluation sur site et procédure pour l'obtention du label « Tourisme et Handicap ».

- En 2019, **24 porteurs de projet ou prestataires** ont été accompagnés en vue d'une obtention de la marque ou bien de son renouvellement, faisant l'objet de 9 visites sur site.

Conseil sur l'accessibilité : règlementation et qualité d'usage

Notre accompagnement passe par :

- Une **sensibilisation** des prestataires touristiques sur leurs obligations réglementaires. Notre rôle est d'être ici des « facilitateurs », compte-tenu de la complexité de cette loi.
- La **mise à disposition** d'informations techniques (espace dédié sur www.pro.tourisme-loireatlantique.com) où les professionnels peuvent trouver des infos clés telles que le texte sur la loi de l'accessibilité et un guide sur l'accessibilité mis en ligne par Loire-Atlantique développement, en partenariat avec les Départements 49 et 85.
- La sensibilisation sur le développement d'un accueil de qualité à destination des publics-clients porteurs d'un handicap.

2.4 L'incubation, la prospective et la diffusion d'idées

/// Intensifier

A. LES REUNIONS DE TERRITOIRE

L'objectif des réunions territoires est de faciliter les rencontres entre les référents tourisme des 17 destinations touristiques du département.
L'idée est d'échanger sur les plans d'actions respectifs afin de développer des partenariats et des mutualisations et d'échanger sur les bonnes pratiques.
2 réunions Instants#Territoires se sont tenues dans l'année en juin avec l'ensemble des destinations touristiques conviées.

B. LE COMITE DEPARTEMENTAL DU TOURISME

Le Comité Départemental du Tourisme est aujourd'hui une instance de réflexion et d'impulsion des idées au service de la politique touristique départementale.
Les élus, syndicats professionnels et têtes de réseaux de Loire-Atlantique sont conviés deux fois dans l'année afin d'imaginer ensemble le territoire de demain.

/// Stimuler la créativité

A. LES RENDEZ-VOUS DU TOURISME DURABLE



Ce temps fort est organisé par le Département pour la valorisation de l'appel à projet « Inventons le tourisme de demain ».

Comme chaque année Loire-Atlantique développement-SPL s'engage auprès du Département dans l'étude des dossiers. Cet appel à projet permet au Département de soutenir financièrement les porteurs de projet souhaitant développer des projets touristiques durables sur le territoire.

- 18 dossiers ont été étudiés pour établir les préconisations d'acceptabilité.
- La réunion de restitution avec les élus a permis de statuer pour 12 projets un montant global de 192 500 euros.

Les lauréats bénéficient d'un forfait de 3 jours d'accompagnement conseil en développement touristique de la part de LAD et sont inscrits comme détenteurs du Passeport Vert.

B. ACCOMPAGNEMENT DES TERRITOIRES POUR LE DEVELOPPEMENT DU TOURISME DURABLE

La signature en 2018, du 3ème Mémorandum du passeport vert avec l'ONU Environnement réaffirme la volonté de la Loire-Atlantique d'être une destination durable.

3 rencontres thématiques et 1 événement ont ponctué l'année pour informer sur le Durable :

- Les Instants T #œnotourisme
- Les Instants T #nautisme
- Les Instants T #Tourisme
- La Mer XXL

2.5 L'innovation et l'expérimentation au service des territoires

L'innovation et la communication sont au cœur de la démarche afin de développer une offre singulière et maîtrisée. Elle se situe à tous les niveaux de réflexion et d'engagement de nos actions, en direction des clientèles de proximité ou plus éloignées, des acteurs de territoires et des professionnels.

/// Concevoir et innover

D. CHATBOT (VOIR PAGE 25)

E. EXPERIMENTATIONS LOCALES

Dans le cadre du développement touristique sur les questions du Durable, LAD a proposé à 2 start up d'expérimenter leurs solutions sur les territoires afin de les tester et de permettre aux territoires de proposer des services innovants aux touristes et publics

- Polydrone Château de Clisson

Cette expérimentation mise en place en collaboration avec le Grand Patrimoine de LA a eu lieu durant l'été 2019. Elle consistait à réaliser des visites immersives en direct et via un drone. Les visiteurs pouvaient ainsi observer différentes parties du château, en une expérience ludique et unique pendant 10 minutes.

- Utilisation de l'outil Sumwhere à l'office de tourisme de St Brevin les Pins
  Sumwhere est une plateforme numérique de recommandation d'activités qui permet de découvrir les territoires selon ses centres d'intérêts, en navigant parmi des cartes thématiques provenant d'experts de

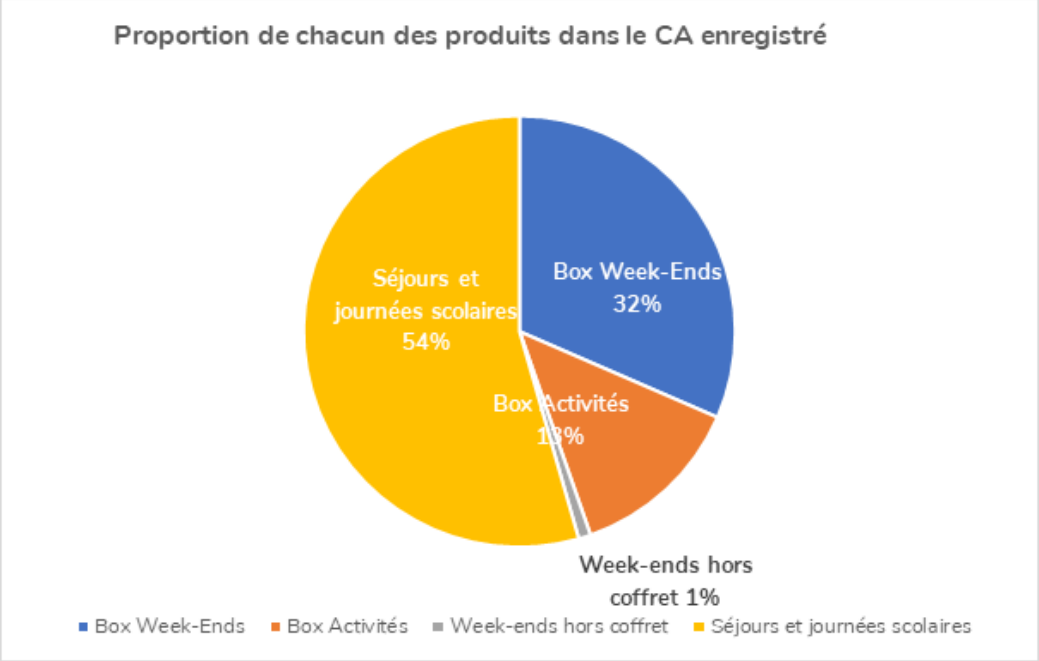
communauté de marques. Cette action est toujours en cours d'expérimentation avec plus de 3000 utilisations sur l"été 2019 avec un bilan prévu en septembre 2020

F. PRODUCTION MARKETING : DES PRODUITS 100% LOIRE-ATLANTIQUE

Il s'agit de concevoir, organiser, négocier, diffuser et promouvoir des produits touristiques sous la forme de "coffrets cadeaux" ou autres séjours à destination du grand public ou des scolaires.

Les chiffres clés de la commercialisation en 2019 :

1- Un chiffre d'affaires global comptabilisé à 518 421 €



2- Évolution du chiffre d'affaires depuis 5 ans

Ces chiffres prennent en compte les ventes de Box / séjours réalisées dont une partie peut ne pas avoir été consommée à la date d'arrêt des comptes.

Pour rappel, les calendriers des saisons de Box sont les suivants :
Box Activités
Saison 7 du 1er avril 2018 au 31 mars 2020
Saison 8 du 1er octobre 2019 au 31 oct. 2021

Box Week –end
Saison 8 du 1er avril 2018 jusqu'au 31 mars 2020
Saison 9 du 1er octobre 2019 au 31 octobre 2021

En·euros¤	2015¤	2016¤	2017¤	2018¤	2019¤
Box·¶ Week-Ends¤	132·127¤	125·458·¤	141·428·¤	171·553·¤	163·380¤
Box· Activités¤	20·770·¤	19·002·¤	24·330·¤	43·626¤	68·149¤
Offres· séjours· hors·coffret¤	1·610¤	499·¤	318¤	2·594¤	4·725¤
Scolaires¤	258·676¤	234·713·¤	234·614·¤	241·370·¤	282·167¤
Adultes¤	68·817¤	83·830·¤	15·492·¤	¤	¤
TOTAL¤	**482·000·¤**	**463·502·¤**	**416·182·¤**	**459·143·¤**	**518·421¤**

Meilleure performance depuis 5 ans avec un chiffre d'affaires qui continue d'évoluer puisque l'on note **entre 2018 et 2019** une augmentation de **13 %** (et ce malgré l'arrêt en 2017 de la commercialisation des groupes adultes fortement génératrice de chiffre d'affaires mais dédiée aux offices de tourisme).
Cette évolution est à mettre en lien avec le développement des ventes des coffrets Activités et une hausse du chiffre d'affaires réalisé sur les scolaires.

¤	2017¤	2018¤	2019¤
Box·¶ Week-Ends· vendues¤	915¤	1·260·¤	1·153¤
Box·Activités· vendues¤	554·¤	973·¤	1·534¤
Scolaires¶ (classes· accueillies)¤	440.50¤	576.50·¤	468.50¤
TOTAL¤	**1°909.50·¤**	**2·809.50·¤**	**3°155.50¤**

Les retombées économiques

	2018		2019			2018		2019	
	Fin saison 7	Saison 8	Fin saison 8	Saison 9		Fin saison 7	Saison 8	Fin saison 8	Saison 9
Box WE	75	380	133	233	Box Activités	47	650	171	1 042
Box WE dématérialisées	180	625	403	384	Box Activités dématérialisées	57	219	177	144
Total des ventes	255	1005	536	617	Total des ventes	104	869	348	1186
	1 260		1 153			973		1534	
Taux de consommation	91%		90%*		Taux de consommation	60%		45%*	
Retombées éco chez les prestataires	193 704 €**		175 306 €**		Retombées éco chez les prestataires	39 553 €**		46 002 €**	

*estimation - validation définitive en mars avec la fin de validité de la Box.
**mode de calcul : taux de consommation des coffrets + 25 % de retombées indirectes pour la Box Week-ends et + 60 % de retombées indirectes pour la Box Activités (consommation sur place en restauration/bar/site de visites, activités…).

On note :

- Un chiffre d'affaires en augmentation de 8.5 %
- Une augmentation très forte des ventes des Box Activités ; produit qui correspond bien à la demande et au budget client. À prendre en compte également une commande conséquente d'un CE (650 Box) pour une action auprès de leurs salariés à Noël.
- La période de Noël reste un temps déterminant dans les ventes à savoir pour 2019, 844 box vendues (pour mémoire 783 box vendues sur Noël 2018)
- Des retombées économiques sur les territoires et dans les structures touristiques évaluées à 221 000 € et ce pour 72 prestataires intégrés dans les offres Box

Les faits marquants en 2019 :

Produits touristiques à destination de la clientèle grand public

Les +

- Un renouvellement permanent de l'offre individuelle pour une valorisation optimale des prestataires répondant aux critères suivants :
  - Innovation / tendance / singularité
  - Représentativité du patrimoine (naturel, bâti, humain, culturel)
  - Engagement dans une démarche environnementale ou qui propose quelque chose de remarquable/différenciant en lien avec l'environnement, inscrite dans son territoire, qui participe à l'économie locale à travers des partenariats ou des implications locales diverses
  - Une offre en lien avec les filières développées par Loire-Atlantique développement.
  - Un taux moyen de renouvellement des offres de 28 %
    - 9 nouveautés sur 32 offres pour la Box Activités = 28 %,
    - 7 nouveautés sur 24 offres pour la Box Week-ends = 29 %.

- Un développement permanent du réseau de distribution :
  - 83 points de vente (75 en 2018) soit 42 Offices de Tourisme + 6 autres revendeurs (MdL + boutique Escal'Atlantic + ABC Terroirs + La Friande + Fit forme + Ora) + 3 Agences de Voyages (Leclerc Voyages Atout Sud, St Nazaire et Ruban Bleu) + 2 Centres LECLERC (Espace Culturel Atout Sud et St Nazaire) + 30 CE.

- Le très bon taux de consommation des Box week-ends (90%) et un retour client excellent.

- La mise en place de 3 éductours internes dans l'année dans l'objectif de mieux connaître l'offre et de créer du lien avec les prestataires partenaires :
  - 28 février 2019 : Nantes : Centre Régional Technique de la Ligue Atlantique de Football, La Toue de Nantes, Nantes sur l'Eau, musée de l'Imprimerie, Nant'escape
  - 25 juin 2019 : Vignoble et Bords de Loire : Cap Sports et Nature, Domaine Jean-Luc Viaud, Le Moulin à Papier du Liveau, Restaurant La Pierre Percée, chambre d'hôtes Il était une fois chez moi, centre La Turmelière

- 19 novembre 2019 : Saint-Nazaire : Restaurant Le Grand Pavois, chambre d'hôtes La Compagnie des 5 Mondes, Les Petits Sabots de Tregonneau.

- Un travail en cours pour le développement d'un nouveau site de vente en ligne répondant aux standards actuels des sites boutiques et donnant en plus la possibilité de proposer des offres hors coffret

- Un lancement de la nouvelle collection marqué par la mise en place d'un événement phare à l'attention des prestataires

Les -

- La baisse des ventes des coffrets week-ends plus générateurs de chiffre d'affaires et donc de retombées économiques
- La faible consommation des coffrets Activités malgré notre procédure de relance.

Le public scolaire, une exclusivité Loire-Atlantique développement avec :

Les +

- Le soutien à la communication du nouveau dispositif d'aides au départ proposé aux cycles 3 et collèges par le Département : valorisation via la création d'un document présentant les modalités d'octroi et envoi en septembre aux 4104 écoles de Loire-Atlantique et des départements limitrophes et aux 83 collèges publics et 57 collèges privés du département
- La réflexion engagée sur la création d'offres et la mise en place d'outils de communication spécifiques à destination des collèges en s'appuyant sur un sondage réalisé auprès des CDI des collèges.
- Un renouvellement des offres avec pour l'année 2019 – 2020, un catalogue présentant 66 offres (19 séjours dont 1 nouveau + 47 journées dont 8 nouveautés) et le site web présentant en plus 27 offres (27 journées dont 6 nouveautés)
- L'accompagnement à l'accueil de scolaires en lien avec la DSDEN de 7 nouvelles structures.

Les -

- Malgré des efforts de communication, les classes rousses (d'automne) ont du mal à décoller
- Même remarque pour les séjours longs ; les enseignants favorisant les séjours de 2 nuits/3 jours
- Malgré le nouveau dispositif favorisant le départ des collèges, aucun résultat notable sur cette cible

G. LE PARTAGE DE DONNEES

Les données sont au cœur du système d'information et sont de plus utilisées et protégées par leurs propriétaires, avec l'accord de l'utilisateur ; 2018 a été l'année de la ma mise en place du règlement général sur la protection des données et à ce titre, l'ensemble des outils utilisant ces services ont été revus et normés.

La sensibilisation

Deux séances d'information proposées sur la veille et l'utilisation des données touristiques publiques.

La gestion du Système d'information touristique e-SPRIT

E-Sprit est né en 2011 d'une volonté partagée entre les 5 départements de la région des Pays de la Loire.

L'objectif est de constituer une base de données unique et mutualisée, recueillant l'ensemble de l'offre touristique à l'échelle régionale.

E-Sprit est un outil à disposition des professionnels du tourisme, des institutionnels et des Offices de tourisme, pour :

- La saisie, la gestion et la mise à jour des offres touristiques ; observation de l'offre
- Un outil métier pour les Offices de tourisme : qualification de l'offre, collecte des demandes d'information des prospects/clients ; statistiques de fréquentation ; e-marketing
- Un outil qui sert à alimenter les supports de diffusion des territoires : Site web, applications mobiles, bornes interactives.

En 2019, l'animation du réseau e-SPRIT s'est poursuivie au travers de plusieurs actions marquantes :

Accompagnement des territoires :

- Harmonisation des bases de données des territoires de Bretagne plein sud, Sud Estuaire et Pornic pour le recueil dans eSPRIT des informations liées aux capacités des hébergements.
- Objectif : exploitation de ces données à des fins d'observation de l'offre touristique départementale.
- Mise en œuvre de flux de données en langues étrangères pour alimenter le site internet de l'Office de tourisme. du Pays d'Ancenis
- Mise à disposition de flux de données pour alimenter une plateforme cartographique des offres touristiques du territoire, accessibles via une borne interactive à l'accueil (Ancenis)
- Mise en place de flux de données des événements du territoire pour alimenter deux écrans dynamiques pour l'Office de tourisme du pays du vignoble de Nantes :
- Intégration des données issues du Wifi public mis en place par le territoire dans la base « Relation client » eSPRIT du Pays touristique Erdre Canal Forêt.

Au sein de Loire-Atlantique développement – SPL :
Mise en place et suivi de l'enquête de fréquentation 2019 lieux de visite : refonte du questionnaire e-SPRIT à destination des professionnels.
Suivi des offres rando pour l'alimentation du site web Randonnées du département,
CHABOT : Extension du flux de données à l'ensemble des offres nautiques du département pour alimenter le CHATBOT.
Optimisation des flux de données destinées à alimenter la carte Canal du département : Commerces, offres hébergement et restauration.

Au niveau régional :
Participation et contribution aux différents groupes de travail au niveau régional :
Evolution de l'outil eSPRIT
Refonte de l'outil d'observation régional eStaRT.

La Place de marché régionale : e-RESA

Historque : En 2017, Loire-Atlantique développement - SPL a signé une convention de partenariat avec l'Agence régionale des Pays de la Loire pour accompagner les territoires et les aider à mobiliser leurs professionnels à intégrer la plateforme de réservation régionale (e-RESA) reliée à e-SPRIT.

L'objectif est de permettre aux professionnels de se doter d'un outil de réservation sur leur site internet et d'augmenter leur visibilité sur les supports web institutionnels intégrant la place de marché régionale.

12 prestataires en Loire-Atlantique sont équipés de l'outil eRESA pour 1287 ventes et un chiffre d'affaire : 118 000,00 Euros.

/// Poursuivre la promotion

Les actions de communication 2019

En 2019, Loire-Atlantique développement Tourisme s'est attaché à faire évoluer et amplifier la dynamique de communication mettant l'accent sur les pratiques, vélo et nautisme, à partir d'un concept prônant la facilité d'accès : "Pas besoin de…"





NAUTISME	VELO
330 affiches diffusées à Nantes, Angers, Le Mans, Saint-Nazaire et en Loire-Atlantique **Habillage du tramway nantais** aux couleurs du nautisme pendant 2 semaines **Insertions presse et publi rédactionnels** dans les magazines et journaux locaux **100 000 sets de table valorisant le chatbot** AELA distribués dans les restaurants nantais Campagne digitale **52 spots** radios sur France Bleu Loire Océan et **42 sur NRJ**	**55 000 exemplaires** de la carte vélo diffusée en Loire-Atlantique **37 000 exemplaires** d'un carnet d'inspiration valorisant 5 boucles cyclables avec encart dans Bretagne Magazine **320 affiches et 250 cartes postales vélo** **65 panneaux digitaux** entre Nantes, Angers et Rennes **Insertions presse et publi rédactionnels** dans magazines et journaux locaux **2 campagnes digital** **1 vidéo** avec Group'AVélo

La Mer en hiver



« Raconte-moi la mer en hiver », c'est la campagne lancée fin 2018 par Loire-Atlantique développement-SPL en partenariat avec les destinations littorales de Loire-Atlantique pour promouvoir le bord de mer hors saison. L'objectif : attirer des touristes sur une période de basse saison en jouant sur les codes des sports d'hiver.

- Un site web dédié

Près de 2 millions de vues et une fréquentation à la hausse pour les vacances d'hiver 2019.

- Affichage en Loire-Atlantique
- Spot vidéo diffusé en digital et dans le réseau des cinémas UGC en décembre

Réseaux sociaux :

82 500 fans sur la page Facebook

14 250 abonnés sur Instagram avec +100% d'augmentation en un an

7 vidéos thématiques valorisants le littoral, le vélo, l'œnotourisme, la randonnée, les savoir-faire, la culture et le patrimoine ou la nature ont été diffusées sur les réseaux sociaux

Travail avec les influenceurs :

- Invitation de nombreux influenceurs voyage dont World Elise, Les Globes Blogueirs, Clo et Clem, Piort – Bien voyager et Lezbroz

- 7 videos réalisées ont généré près de 45000 vues
- Une soirée ambassadeur réunissant 40 blogueurs et influenceurs de Loire-Atlantique a été organisée à l'abbaye de St Philbert de Grand lieu et généré de nombreuses retombées sur les réseaux sociaux.



Site web :
405 000 visiteurs uniques (°27%)
500 000 sessions avec 1min41 en moyenne
1,1 million de pages vues

Autres actions :

- Une newsletter grand public envoyée à plus de 17 000 contacts chaque mois.
- Une newsletter bimestrielle adressée à plus de 4 000 professionnels touristiques de Loire-Atlantique a permis de diffuser l'actualité du secteur.
- 1 campagne de communication pour la BOX sur les paniers des vélos bicloo

Relations presse

- 15 accueils de presse ont été réalisés pendant l'année et ont permis de valoriser le territoire sur des supports variés
- Reportages et prise de parole en plateau : Météo à la carte / Silence ça pousse / Ensemble c'est mieux / Laisse entrer la nature / Télénantes…
- Retombées presse : 311
- 3 conférences de presse organisées : lancement de saison / bilan de saison / InstantsT
- La participation au salon DEPTOUR à Paris a permis de promouvoir les points forts de la Loire-Atlantique auprès de nombreux contacts journalistiques (plus de 30 rendez-vous) pour un suivi des relations médias sur l'année.

Partenariats :

- Un partenariat média renforcé avec France Bleu Loire Océan a permis de valoriser le tourisme en Loire-Atlantique tout au long de l'année et durant une semaine dédiée
- Partenariat initié avec Ouest France : diffusion d'une randonnée par semaine dans OF Dimanche tiré à 50 000 exemplaires soit un potentiel de 150 000 lecteurs pour un retour équivalent à 90 K€ par an / 51 balades diffusées en 2019
- Partenariat initié avec l'émission "Ensemble c'est mieux" sur France 3 Pays de la Loire. Les territoires de Loire-Atlantique y ont été valorisés, avec 5 passages d'émission avec autant de territoires valorisés. 6% de part d'audience soit 11 000 téléspectateurs soit environ 18K€/ an.

Les actions innovantes à destination des clientèles étrangères :

Le dispositif Atlantikküste (Côte Atlantique) : marchés allemand, néerlandais, belge

Depuis 2015, les Départements et Régions du littoral atlantique se sont regroupés pour engager des actions de reconquête de la clientèle allemande. Les objectifs de ce collectif, rassemblé sous la marque Atlantikküste, sont de développer la visibilité et la notoriété de la destination auprès de la clientèle allemande, de se doter d'un volet Observatoire à l'échelle de la destination pour mieux appréhender cette clientèle et d'étendre les actions vers la Belgique et/ou les Pays-Bas.

Le partenariat local est effectif avec SPL Destination Bretagne Plein Sud, Pornichet, la destination, Saint-Nazaire Agglomération Tourisme, Office de Tourisme Intercommunal de Pornic, les Gîtes de France (retrait de l'aéroport après la 1ere phase)

Au dépôt du contrat, l'objectif de clientèle était fixé à 20% et selon l'observation réalisée, le contrat a atteint 23% de part de clientèle sur l'ensemble de la côte.
Recettes du dispositif global : 325 000 € mutualisés, dont 35 000 € financés par la Loire-Atlantique (20K€) et ses destinations partenaires.

- Actions de promotion : accueils presse et blogueurs allemands, site web avec nouvelel version allemande, animation d'une page Facebook dédiée (10 000 abonnés), vidéo 360°, insertion presse, accueil d'influenceurs, workshop en partenariat avec Atout France Allemagne à destination des journalistes allemands.
- Dossier de presse collectif, workshop (co-organisé avec Atout France Allemagne), et visite de journalistes avec retombées médiatiques :
  - Développement des marchés Néerlandais et belges avec campagne video sur le marché belge

3. Aménagement et construction

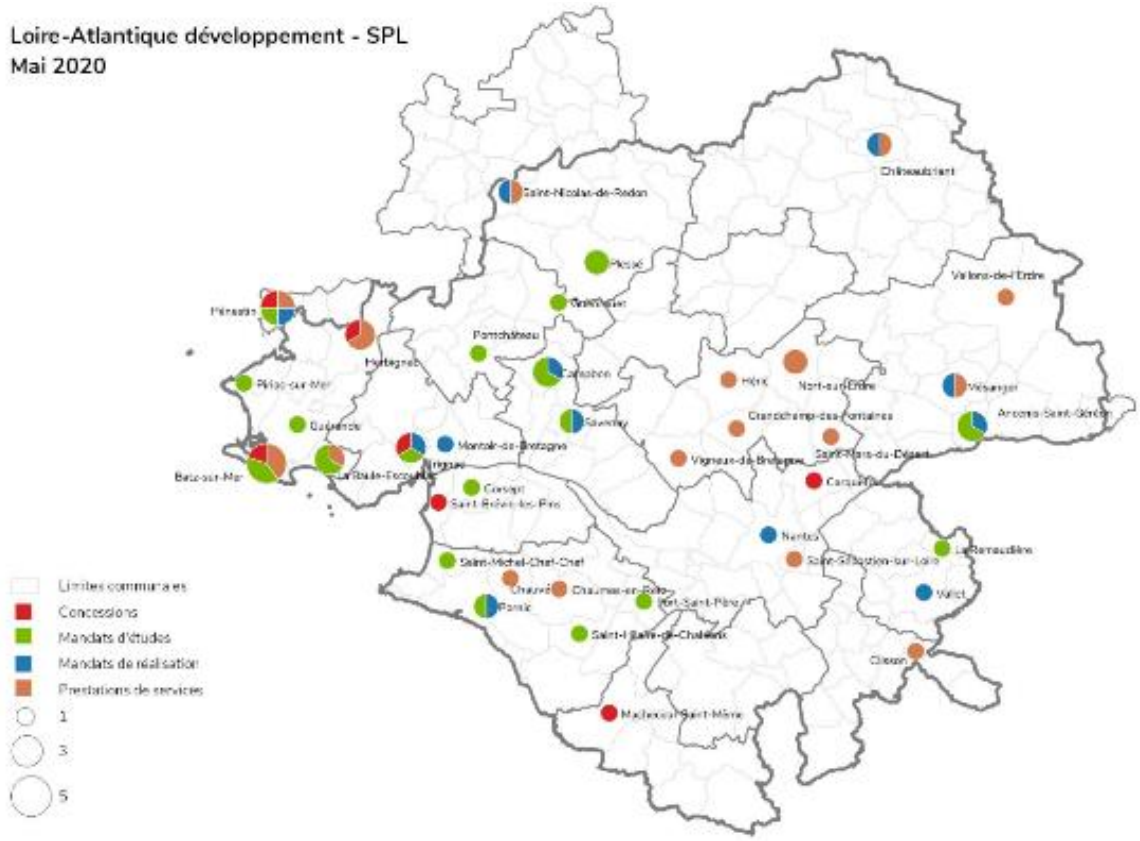
➢ Projet et activité opérationnelle

L'année 2019 a été marquée par :

- Un renforcement du portefeuille opérationnel, notamment par la signature de 28 nouveaux contrats.
- Une structuration du portefeuille encore très majoritairement portée sur des études.
- Les travaux de préparation de l'ouverture du capital à la SPL qui a fortement mobilisé les équipes de direction.

La ventilation du portefeuille opérationnel est donnée ci-après.

➢ Les projets et opérations



A. Concessions

Loire-Atlantique développement-SPL porte 7 opérations de concession d'aménagement.

CONCESSION	Commanditaire	Lieu de réalisation
11001 ZAC DE LA BOUCARDIERE	Communauté de Communes Sud Retz Atlantique	Machecoul
11003 ZAC DE LA GUERCHE SUD	Communauté de Communes Sud Estuaire	Saint Brévin les Pins
11004 Aménagement Altitude/ Le	CARENE	Trignac
11005 ZAC DU POULL'GO	Cap Atlantique	Batz Sur Mer
11006 P.A. CONCHYLICOLES DE LOSCOLO	**Cap Atlantique**	**Penestin**
11007 ZAC DU PRE GOVELIN	**Cap Atlantique**	**Herbignac**
11008 ZAC MAISON NEUVE 2 - HTE FORET	**Nantes Métropole**	**Carquefou-Sainte Luce Sur Loire**

3 nouvelles concessions ont été signées en 2019.

➢ **PARC D'ACTIVITE CONCHYLICOLES DE LOSCOLO à PÉNESTIN (11.006)**

CAP ATLANTIQUE a confié le 16 avril 2019 à LAD-SPL la réalisation de l'aménagement du Parc d'activités conchylicoles de Loscolo à Pénestin.

Le projet d'aménagement concerne :

- la réalisation des opérations d'aménagements du parc d'activités (terrassements, viabilisation, réseaux, gestion des eaux de pluie, etc.) et son accès viaire principal à l'est ;

- la réalisation des opérations visant à l'installation des systèmes de pompage et de rejet de l'eau de mer, des bassins de décantation et de stockage d'eau de mer, des canalisations de transport dédiées à l'eau de mer, y compris de distribution jusqu'à l'entrée des parcelles privatives.



Vocation : **Parc d'activités conchylicoles**
Superficie totale : **8,5 ha dont 5,4ha cessibles environ**
Montant prévisionnel des travaux : **3M € HT**
Durée de la concession : **10 ans**

➢ ZAC du PRÉ GOVELIN à HERBIGNAC (11.007)

CAP ATLANTIQUE a souhaité conférer le 24 octobre 2019 à LAD - SPL l'extension du Parc d'activité du pré-Govelin afin d'y accueillir des activités à vocation artisanale.



Réalisation de 33 lots de surfaces entre 1 200 m² à 4 000m²
Superficie totale : **9,7ha**
Montant du bilan : **3,9 M€HT (dont 2,5 M € HT de travaux)**
Durée de la concession : **10 ans**

➢ ZAC HAUTE FORET et MAISON NEUVE 2 (11.008)

Les zones d'activités économiques de la Haute-Forêt à Carquefou et de Maison Neuve 2 à Sainte-Luce-sur-Loire sont situées de part et d'autre de la route de Paris et le long de l'autoroute A 811.

La poursuite de leurs aménagements a été confié le 16 novembre 2019 via une nouvelle concession signée entre Nantes Métropole et Loire-Atlantique développement-SPL.



A ce jour, 18 ha restent à aménager et à céder à destination des entreprises, avec une typologie très diversifiée de terrains économiques.

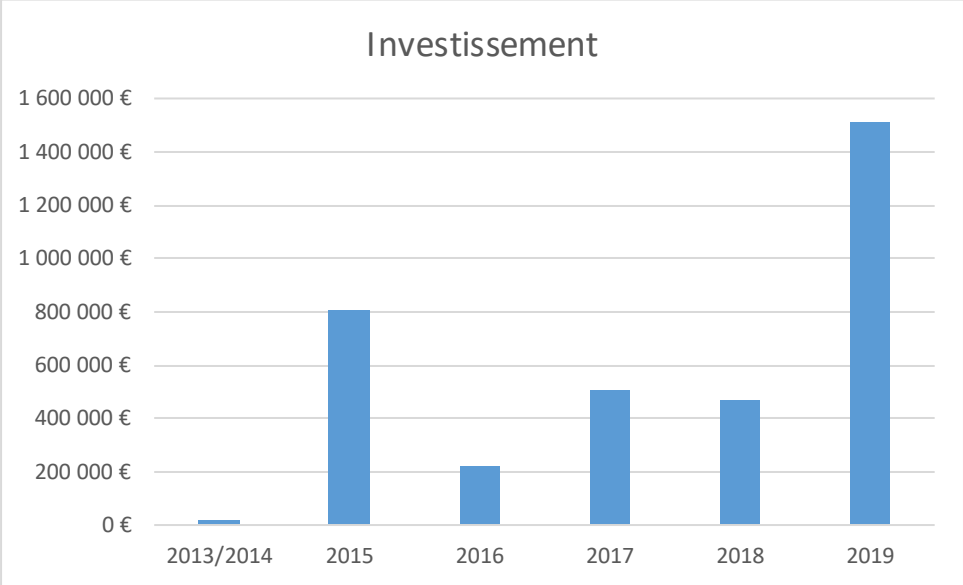
Les objectifs visés par le projet d'aménagement sont de :

- compléter et diversifier l'offre de fonciers économiques
- optimiser davantage le foncier économique ;
- proposer une offre novatrice en matière de formes urbaines et d'aménagement pour répondre aux usages et besoins actuels ;
- inciter les constructeurs à de meilleures performances écologiques ;
- restaurer le milieu écologique du ruisseau du Guette-Loup.

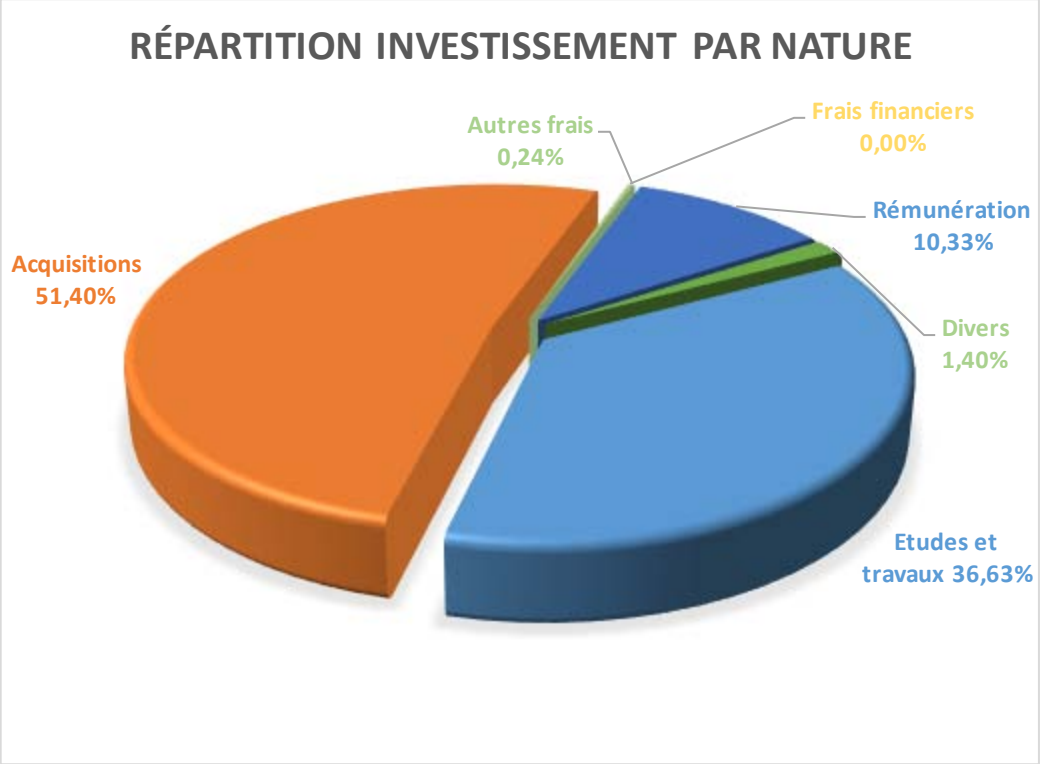
Vocation :
HF : Activités logistiques
MN2 : PME/PMI, activités artisanales et de services aux entreprises
Superficie totale :
HF : 100ha
MN2 : 49ha
Montant prévisionnel des travaux :
HF : 21 M€HT
MN2 : 18M€HT
Durée de la concession : **6 ans**



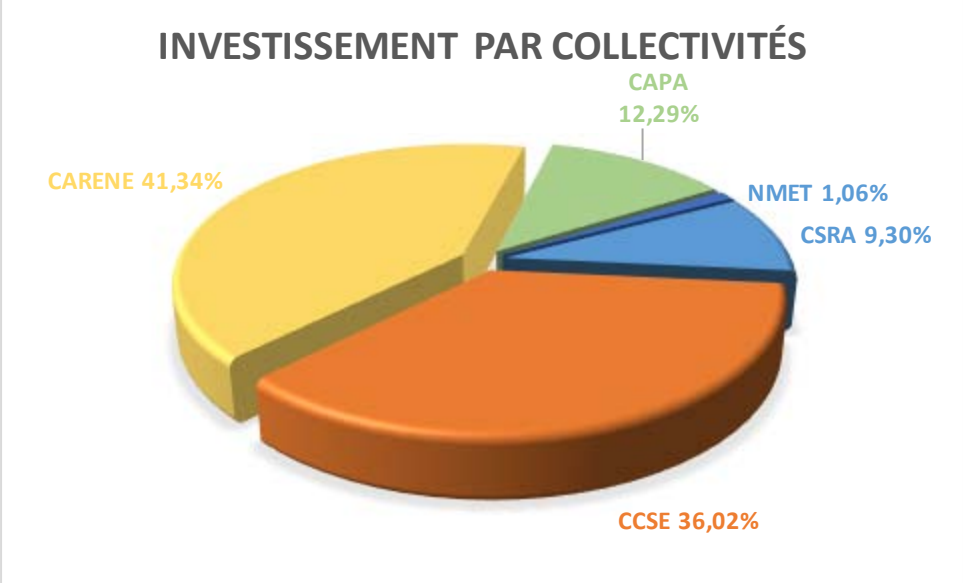
L'investissement total sur l'année 2019 s'établit à 1,5M€ HT, en forte augmentation par rapport à l'année 2018, traduisant l'extension du portefeuille.

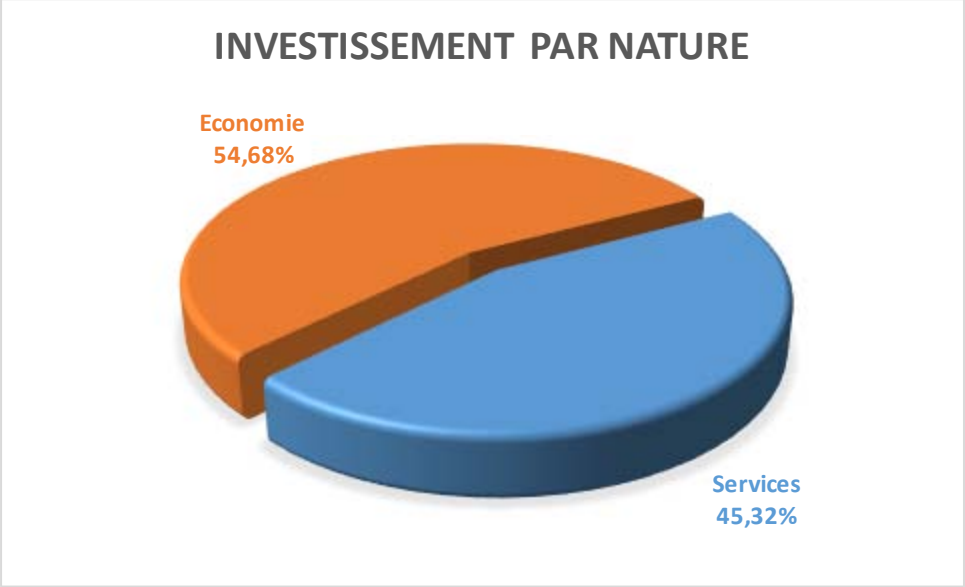


Les dépenses ont essentiellement concerné des acquisitions et des études pré opérationnelles.



Aucune vente n'a encore été enregistrée.





B. Mandats d'études

Le portefeuille se compose de 23 opérations.

MANDAT D'ETUDES	Commanditaire	Lieu de réalisation
12.504 Mandat d'études ZA Porte Estuaire	Communauté de communes Loire et Sillon	Savenay
12.507 Etude grand large	CARENE	Trignac
12.509 Etude PA Loscolo	Cap Atlantique	Penestin
12.510 Etude Pont Béranger	Pornic Agglo Pays de Retz	Saint Hilaire de Chaléons
12.511 Etude Matz justice	Communauté de communes Loire et Sillon	Savenay
12.514 ZA DU PLADREAU	Cap Atlantique	Piriac sur Mer
12.515 ZA BEAUSEJOUR	Pornic Agglo Pays de Retz	Port Saint Père
12.516 ZA PRINCETIERE	Pornic Agglo Pays de Retz	Saint Michel Chef Chef
12.517 ETUDE DURANCERIES	Pornic Agglo Pays de Retz	Pornic
12.518 ETUDE CHPEAU ROUGE ET RELANDIERES	COMPA	Ancenis
12.519 ETUDE PREOPERATIONNELLE PAMI	Cap Atlantique	La Baule
12.520 PETIT SEMINAIRE	Cap Atlantique	Guérande
12.521 CANAL NANTES A BREST	**Département de Loire-Atlantique**	**Nort sur Erdre**
12.522 ALLEE DU BRIVET	**Pontchateau**	**Pontchateau**
12.523 SALLE CORSEPT	**Corsept**	**Corsept**
12.524 MUSEE MOBILITES	**La Baule**	**La Baule**
12.525 AMENAGEMENT PEAN BATZ	**Cap Atlantique**	**Batz sur Mer**
12.526 SALORGE POULL'GO	**Cap Atlantique**	**Le Pouliguen**
12.527 ETUDE SALLE REMAUDIERE	**La Remaudière**	**La Remaudière**
12.528 DOMAINE DE LA ROCHE	**Plessé**	**Plessé**
12.529 CANAL DE NANTES A BREST	**Département de Loire-Atlantique**	**Blain**
12.530 MANDAT PORTE ESTUAIRE	**Communauté de communes Loire et Sillon**	**Savenay**
12.531 ETUDE QUARTIER GARE	**COMPA**	**Ancenis**

11 nouvelles opérations ont été signées en 2019.

➢ **ETUDES LANCEMENT AMENAGEMENT LE LONG DU CANAL DE NANTES à BREST (12.521)**

Le 25 avril 2019, le Conseil Départemental de Loire-Atlantique a mandaté Loire-Atlantique développement-SPL pour l'étude des aménagements le long du canal de Nantes à Brest. Il s'agit de valoriser le domaine public fluvial dans ses aspects touristique, patrimonial, paysager, culturel et économiques.

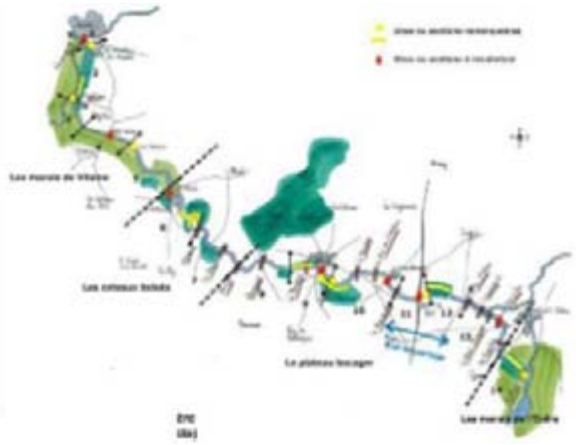
Le périmètre de l'étude s'étend de l'écluse de Quiheix à Nort-Sur-Erdre jusqu'à l'écluse de la Digue à Saint Nicolas de Redon soit sur 73 kilomètres. Aussi, 3 sites, en lien direct avec le canal et identifiés comme stratégiques :

- Pont-Miny à Fégréac
- Le port de Blain
- Les Bellions à Fégréac

+ 4 haltes immersives dans le paysage du canal

En tranches optionnelles :

- L'étang de Bout de Bois à Saffré/Héric



Les missions de LAD-SPL :
La mise en place d'un plan guide d'aménagement sur ces 5 sites permettant de répondre aux besoins des randonneurs, plaisanciers, cyclistes…

Durée : **15 mois**
Montant de l'étude : **50 000€ HT**

➢ ETUDES PRE-PROGRAMMATION EQUIPEMENTS PUBLICS et AMENAGEMENT DE l'ALLEE DU BRIVET (12.522)

La commune de Pont-Château a confié à Loire-Atlantique développement-SPL, le 29 mai 2019, un mandat d'études préalables à la pré-programmation d'équipements publics et à l'aménagement de l'allée du Brivet.
Les missions LAD-SPL :

- Transcrire en esquisse de projet le plan guide Pont-Château 2030
- S'assurer de la faisabilité des équipements projetés : cinéma, pôle solidaire et halle
- Etudier le potentiel de renouvellement urbain de la rue Maurice Sambron
- Définir un parti d'aménagement autour de l'Allée du Brivet, axe majeur des équipements culturels de la Commune



Durée du mandat : **12 mois**
Montant rémunération : **60 975 € HT**
Montant des études : **164 000 € HT**

➢ ETUDES PRE-OPERATIONNELLES POUR LA REHABILITATION DE LA SALLE CLAVIER (12.523)

La commune de Corsept a confié le 11 juin 2019 à Loire-Atlantique développement-SPL un mandat d'études pré-opérationnelles pour la réhabilitation de la salle Clavier.
Cette salle d'environ 2 000 m², a été construite en 1995 et est organisée autour d'un hall central qui dessert un gymnase non chauffé, non isolé, avec ses vestiaires, et une salle socio-culturelle avec son office, qui sert pour des usages multiples. Le gymnase est très utilisé par l'ensemble des associations sportives et locales malgré des problèmes récurrents d'humidité au sol (problèmes d'infiltrations ou de condensation).

Dans ce cadre, LAD-SPL a comme missions :

- Arrêter les enjeux programmatiques,
- Arrêter la programmation technique et détaillée de cette réhabilitation
- Valider les conditions économiques et les modalités opérationnelles de mise en œuvre de l'opération

Durée du mandat : **12 mois**
Montant rémunération : **25 225 € HT**
Montant des études : **45 000 € HT**



➢ ETUDES PRE-OPERATIONNELLES POUR LE MUSEE DES MOBILITES SUR LE SITE DE l'AEROPORT (12.524)

La commune de la Baule-Escoublac a confié le 2 juillet 2019 à Loire-Atlantique développement-SPL un mandat d'études pré-opérationnelles en vue de la réalisation du musée des mobilités, situé sur le site de son aéroport.

Ce musée d'une surface de 2800 m² accueillera notamment :

- Les activités de l'association MAPICA, avec des espaces de restauration et d'exposition d'appareils de valeur patrimoniale.
- Un espace pour accueillir l'école de pilotage.
- Des espaces dédiés aux autres mobilités (automobile, train).


Localisation du projet de Musée des Mobilités sur le site de l'aéroport

Durée du mandat : **8 mois**
Montant des études : **45 000€ HT**
Montant rémunération : **22 550 € HT**

➢ ETUDES AMENAGEMENT SECTEUR PEAN à BATZ-SUR-MER (12.525)

Suite à la validation en 2016 du plan de gestion agro-environnemental, la commune de Batz-Sur-Mer a sollicité le Département de Loire-Atlantique pour intégrer un espace d'environ 125 ha au périmètre de Protection des Espaces Agricoles et Naturels péri-urbains (PEAN). Ce PEAN comprend un périmètre de protection et un programme d'actions validés en juin 2019 par le Département de Loire-Atlantique. Cap Atlantique et la Chambre d'agriculture sont en charge de son animation.

La reconquête du foncier se fera au bénéfice de porteurs de 3 projets agricoles d'une part, l'installation et le développement du bâti agricole d'autre part.

Le 27 juin 2019, Cap Atlantique a confié à Loire-Atlantique développement-SPL, un mandat d'études préalables à l'aménagement de ce secteur.



Missions LAD-SPL :

- Réaliser un diagnostic du site et suivi d'une étude hydraulique
- Etablir un dossier DUP et un dossier d'enquête parcellaire
- Etablir une esquisse d'aménagement
- Suivi des études AVP et des modalités opérationnelles pour la réalisation du projet

Durée du mandat : **18 mois**
Montant des études : **39 000€ HT**
Montant rémunération : **23 625 € HT**

➢ ETUDES AMENAGEMENT SECTEUR SALORGES ZAC DU POULL'GO (12.526)

Depuis 2018 Loire-Atlantique développement-SPL est concessionnaire d'aménagement de la ZAC du Poull'Go à Batz sur mer. CAP Atlantique souhaite conserver la propriété puis viabiliser le foncier situé au Nord de la ZAC pour le réserver à l'accueil des activités salicoles. Le montage envisagé est celui d'un bail à construction.

Le 27 juin 2019, Cap Atlantique a confié à Loire-Atlantique développement-SPL un mandat d'études préalables à la réalisation de ce projet.



Missions LAD-SPL :

- Réaliser la synthèse technique des besoins des porteurs de projet ;
- Désignation des prestataires ; Suivi et pilotage AVP
- Elaboration du calendrier et du bilan prévisionnels ; assurer la faisabilité technique et financière du projet

Durée du mandat : **12 mois**
Montant des études : **25 000€ HT**
Montant rémunération : **18 825€ HT**

➢ ETUDES DU DEVENIR DE LA SALLE POYLVALENTE à la RÉMAUDIERE (12.527)

D'une surface d'environ 1 100m², la salle Polyvalente de la commune de La Remaudière, est inachevée depuis juin 2014, suite à l'annulation des contrats de travaux et de maitrise d'œuvre. Souhaitant déterminer les suites à donner à ce site, la commune de La Remaudière a missionné Loire Atlantique développement-SPL le 29 aout 2019 afin d'étudier les différentes hypothèses du devenir de cette salle.

Missions LAD-SPL :

- Assurer le pilotage de ses études de conception pour le compte de la commune
- Caractériser les opportunités d'exploitation du projet notamment auprès des partenaires institutionnelles et économiques de la commune
- Etablir le(s) montage(s) opérationnel(s) envisageable(s) à l'appui des conclusions des études techniques et des perspectives financiers du cabinet d'audit



La mission est terminée permettant ainsi à la commune de décider du scénario final à retenir.

Durée du mandat : **4 mois**
Montant des études : **32 000€ HT**
Montant rémunération : **14 600€ HT**

➢ ETUDES DU SECTEUR DE LA ROCHE à PLESSÉ (12.528) ð ETUDES TERRITORIALES

Le 2 septembre 2019, la commune de Plessé a mandaté la Loire-Atlantique développement-SPL pour l'étude du secteur de la Roche qui est composé de 4 entités bâties : le centre médical, le ferme, la citadelle et le château. Dotée de qualités paysagères et patrimoniales remarquables, la commune dispose d'un réel potentiel de développement lié aux loisirs et au tourisme, notamment grâce au label Pavillon Bleu pour l'étang de Buhel.

Les missions LAD-SPL :

- Etudes de préprogrammation d'équipements, orientations touristiques et de loisirs et préconisations paysagères, urbaines et architecturales sur le secteur de la Roche
- Réflexions préalables à la construction d'une salle modulable et à l'évolution des bâtiments du site de la Roche



Durée du mandat : **12 mois**
Montant des études : **40 000€ HT**
Montant rémunération : **49 175 € HT**

➢ REHABILITATION DES MAISONS ECLUSIERES DU CANAL DE NANTES A BREST (12.529)

Parallèlement à l'étude des aménagements le long du canal de Nantes à Brest, le Conseil Départemental de Loire-Atlantique a mandaté le 14 novembre 2019 Loire-Atlantique développement-SPL pour la réalisation d'études pré-opérationnelles en vue de la réhabilitation des maisons éclusières sur le territoire de département de la Loire-Atlantique.

Programme porte sur 18 sites : 10 maisons Eclusières habitées, 2 maisons Eclusières non-habitées, 3 maisons Eclusières en appels à projet et 3 maisons ou locaux liés au canal



Missions LAD-SPL :

- Définir les conditions de faisabilité technique, administrative et financière de cette opération,
- Arrêter le programme tant fonctionnel que technique
- Préciser les modalités opérationnelles de mise en œuvre

Durée du mandat : **12 mois**
Montant des études : **170 000€ HT**
Montant rémunération : **64 875 € HT**

➢ ETUDES AMÉNAGEMENT ZONE INDUSTRIELLE DE PORTE ESTUAIRE à SAVENAY (12.530)

Le secteur de la Z.I de Porte Estuaire se compose de la ZAD de la Moëre qui s'est développée de 1994 à 2016. Sur la partie Est de ce secteur, il reste une zone non aménagée d'une superficie d'environ 15 ha.

La Communauté de Communes Estuaire et Sillon a mandaté le 18 octobre 2019 LAD-SPL pour réaliser des études sur ce secteur Est ainsi permettre son développement, régulariser les équipements de gestion des eaux pluviales à l'échelle de la Z.I, et réaliser des missions d'études préalables de diagnostics environnementaux, hydrauliques et de conception.

Durée : **36 mois**
Montant des études (prévisionnel) : **48 360 € HT**
Montant rémunération : **20 226 € HT**



➢ ETUDES AMÉNAGEMENT ZONE INDUSTRIELLE DE PORTE ESTUAIRE à SAVENAY (12.531)

La ville d'Ancenis-St Géréon envisage depuis plusieurs années la reconquête des friches industrielles, autour du Quartier de la Gare. Ce projet de développement inscrit au PLU, représente un enjeu fort du développement de la ville en permettant à la fois une redynamisation du centre-ville, l'accueil de nouvelles activités et la construction de nouveaux logements.
Ce projet de renouvellement urbain répond également pleinement aux objectifs fixés par le SCOT, en limitant ainsi les extensions urbaines en proposant une mutation des usages tels que les friches industrielles.

La ville d'Ancenis-St Géréon a confié le 5 décembre 2019 à Loire-Atlantique développement-SELA un mandat d'étude pour l'aménagement de cette zone industrielle.

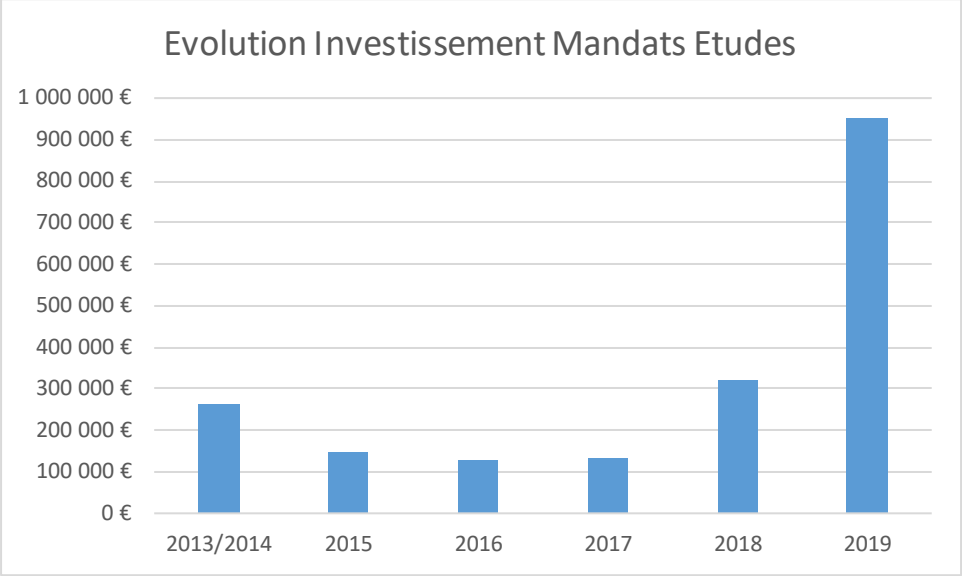
Missions LAD-SPL

- Réaliser l'inventaire technique et l'analyse juridique du dossier de création initial
- Mise à jour de l'esquisse initiale.
- Maîtrise foncière
- Mise en œuvre des dossiers règlementaires.

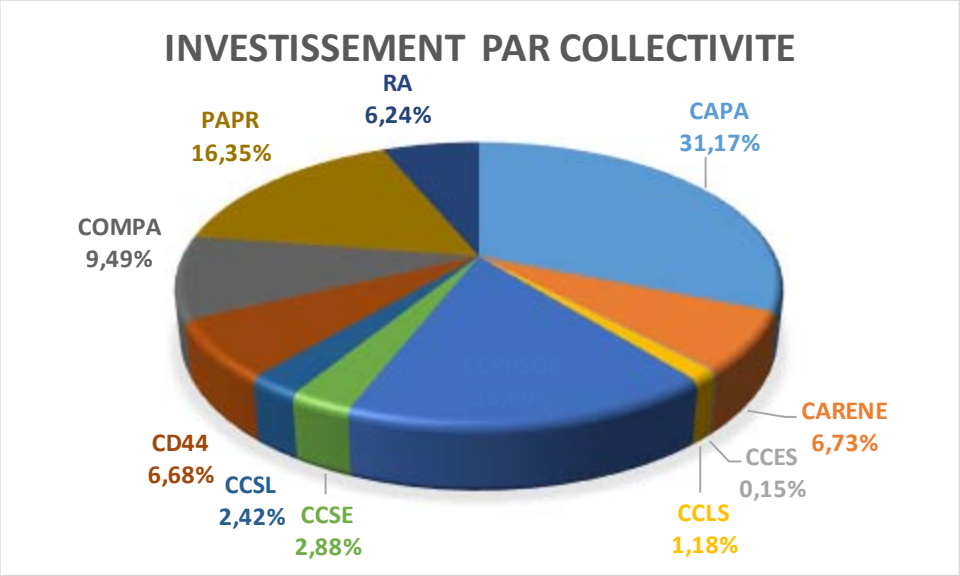
Durée : **24 mois**
Montant des études : **271 000 € HT**
Montant rémunération : **79 450 € HT**

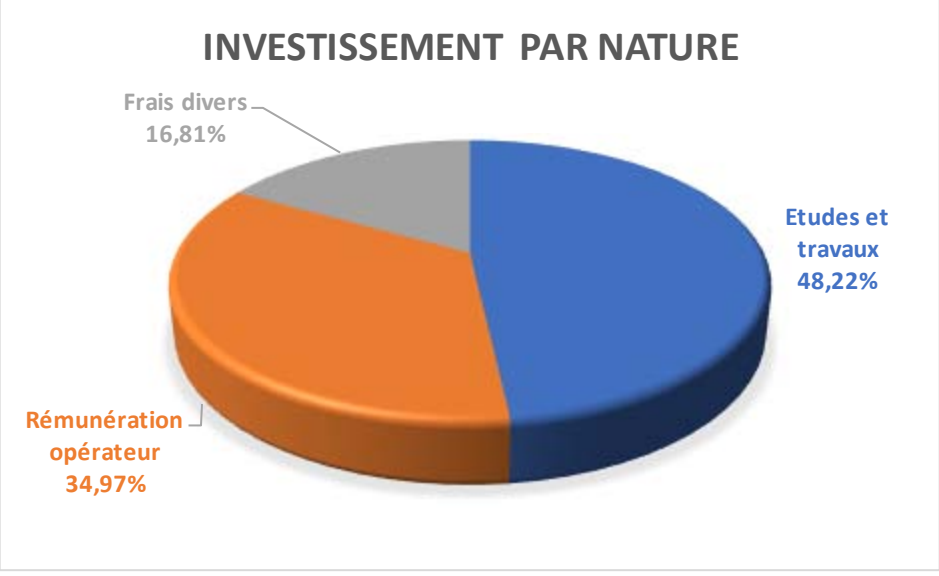


Le niveau d'investissement atteint 950 521€ HT en 2019, en nette progression par rapport à 2018.



Plus de 10 collectivités sont concernées par des dépenses d'étude.





C. Mandats de réalisation

Le portefeuille se compose de 12 opérations.

MANDAT DE REALISATION	Commanditaire	Lieu de réalisation
12.001 Mandat réa Centre Aquatique	Communauté de communes de Châteaubriant-Derval	Chateaubriant
12.003 Mandat CG Dpension du collège de Vallet	Département de Loire-Atlantique	Vallet
12.004 Mandat Réa Collège Savenay	Département de Loire-Atlantique	Savenay
12.005 Mandat réa Cinéma Ancenis	COMPA	Ancenis
12.007 Mandat réalisation Porte Estuaire	Communauté de communes Loire et Sillon	Savenay
12.008 Base Nautique Saint Nicolas de Redon	Redon Agglomération	Redon
12.009 Rue Henri Gauthier	CARENE	Montoir de Bretagne
12.010 Mandat réalisation WIP	Pornic Agglo Pays de Rete	Pornic
12.011 Réalisation T1 du Closo	Cap Atlantique	Penestin
12.012 Réalisation aéropole	**COMPA**	**Ancenis**
12.013 LYCEE VIAL	**Département de Loire-Atlantique**	**Nantes**
12.014 DESSERTE ALTERNATIVE	**CARENE**	**Trignac**

3 nouvelles opérations ont été signées en 2019.

➢ REALISATION ZAC AEROPOLE Secteur Nord (12.012)

La COMPA a confié le 7 janvier 2019 à Loire-Atlantique développement-SPL une mission pour la réalisation de l'extension du secteur Nord de la ZAC de l'aéropole située sur les communes d'Ancenis Saint-Géréon et Mésanger.

L'objectif est de créer une nouvelle offre foncière d'une superficie de 26,7ha pour les futures implantations des entreprises, s'inscrivant dans la continuité de la ZAC de l'aéropôle, actuellement en quasi-totalité commercialisée.

Les missions de LAD-SPL :

Définition des conditions administratives et techniques de l'ouvrage
Préparation du choix des prestataires, notamment de la maîtrise d'œuvre
Études de conception de l'ouvrage
Préparation du choix des entreprises de travaux
Gestion des contrats de maîtrise d'œuvre, des entreprises de travaux …
Faisabilité financière et juridique
Suivi des travaux d'aménagement sur les plans techniques, financiers et administratifs
Réception des ouvrages



En 2019, l'équipe de maitrise d'œuvre a été retenue et a démarré ses missions d'études pré-opérationnelles aboutissant à un plan guide en fin d'année. Les études de conception de la phase AVP ont débuté au 1er trimestre 2020.

Durée : **48 mois**
Montant prévisionnel de l'opération d'aménagement : **4,7M € HT**
Montant de mandat **: 170 000 € HT**

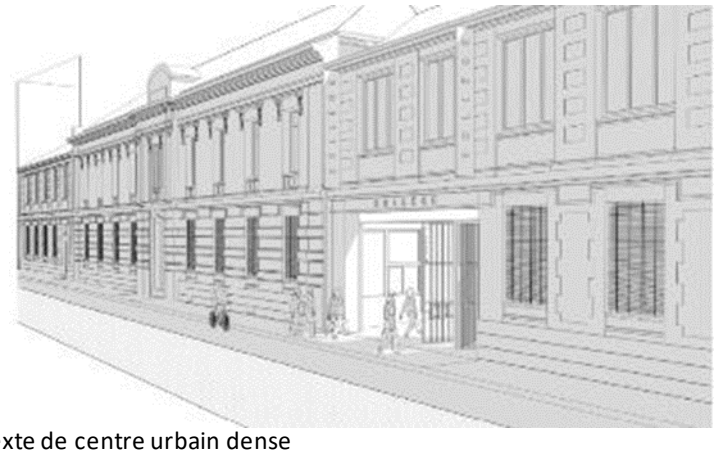
➢ REHABILITATION DE L'ANCIEN LYCEE VIAL (12.013)

A la suite du transfert des élèves du lycée Vial dans le lycée international Nelson Mandela sur l'île de Nantes en septembre 2015, le Département a acquis l'ancien établissement pour y réaliser un nouveau collège « Nantes centre », permettant de regrouper les effectifs de collégiens actuellement présents au sein des établissements Guist'Hau et Jules Verne.

Le Département de Loire-Atlantique a confié le 8 février 2019 à LAD-SPL la réhabilitation de l'ancien Lycée Vial situé dans le centre-ville de Nantes d'environ 8000m² de terrain et 7 800m² de bâtis.

Les objectifs du projet sont :

- Réhabiliter le site en collège 26 divisions (capacité 780 élèves) avec 2 logements de fonction et sans production de repas pour la demi-pension
- Atteindre une performance BBC rénovation par l'amélioration de la qualité de l'enveloppe bâtie, tout en assurant à la fois une bonne qualité de l'air et un bon confort thermique
- Assurer l'accessibilité du site
- Traiter l'aménagement des espaces extérieurs
- Optimiser les délais et minimiser les nuisances lors du chantier dans un contexte de centre urbain dense



Après une importante phase de diagnostic, ayant permis de mettre en évidence les pathologies et les potentialités des bâtiments existants en particulier sur leurs capacités structurelles, les études d'avant-projet en cours se concentrent sur le réaménagement fonctionnel des locaux et les mises aux normes d'accessibilité et de sécurité incendie.

Des travaux intérieurs de curage, désamiantage et déplombage sont programmés dès l'été 2020, parallèlement à la poursuite des études PRO-DCE et à l'instruction du permis de construire.

Démarrage des études de maîtrise d'œuvre : septembre 2019
Démarrage des travaux : juillet 2020
Délai prévisionnel de travaux : 28 mois en 2 phases non consécutives
Réception et mise en service : **rentrée scolaire septembre 2023**
Montant des travaux : **10 M€HT**
Montant de mandat : **416 000 €HT**

➢ AMENAGEMENT DESSERTE ALTERNATIVE TRIGNAC-MONTOIR (12.014)

La CARENE a confié le 9 mai 2019 à Loire-Atlantique développement-SPL un mandat pour la réalisation de la desserte alternative située entre Trignac et Montoir-de-Bretagne. Ce projet de la desserte routière alternative est mené afin d'améliorer et de désenclaver l'accès des zones économiques "Altitude", "Logistiport" et "Les Forges", situées entre le bourg de Trignac et le quartier de Bellevue, à Montoir de-Bretagne.

Ce trafic important entraine des nuisances sonores, de pollution et surtout de sécurité qui viennent contraindre le renouvellement du centre-bourg de Trignac et le quartier Bellevue à Montoir (plus de 140 habitants impactés directement quotidiennement).

La maitrise d'œuvre (SCE) a été choisie en septembre 2019. Un premier travail de rencontre avec les entreprises impactées par la création de la desserte a eu lieu en fin d'année 2019 afin de réfléchir plus globalement sur le plan de circulation de la zone.

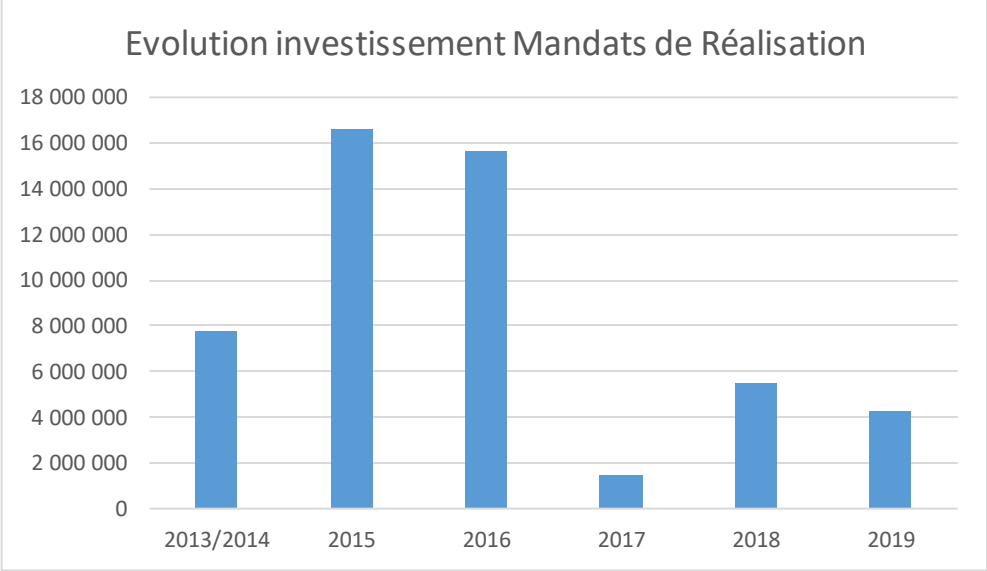
La maitrise d'œuvre travaille actuellement sur l'avant-projet avec un lancement des travaux prévu à fin 2020.

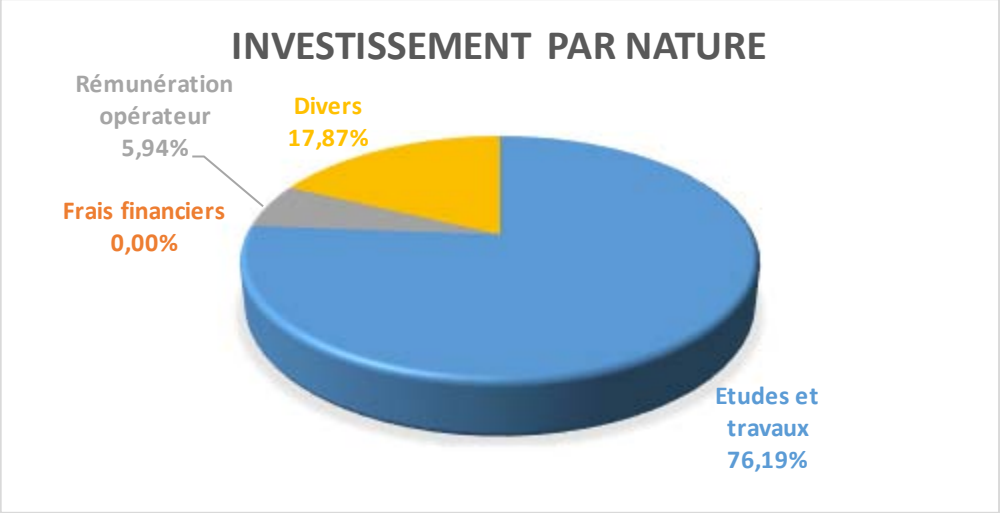
Durée : **66 mois**
Montant prévisionnel des travaux **: 5,6M€ € HT**
Montant de mandat : **289 840 € HT**

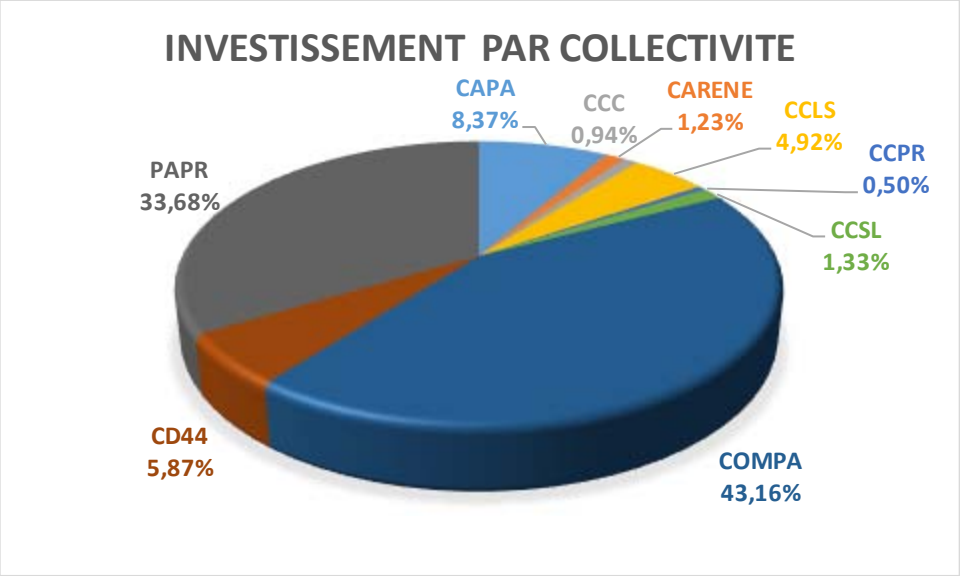


Le linéaire de voirie de cette desserte représente 2,2 km entre le giratoire de l'échangeur de Montoir-de-Bretagne et la rue Jean-Baptiste Marcet à Trignac

Le niveau d'investissement des mandats de réalisation s'élève à 4,26M€, en légère baisse par rapport à 2018.




INVESTISSEMENT PAR NATURE
Rémunération opérateur 5,94%
Divers 17,87%
Frais financiers 0,00%
Etudes et travaux 76,19%


INVESTISSEMENT PAR COLLECTIVITE
CAPA 8,37%
CCC 0,94%
CARENE 1,23%
CCLS 4,92%
CCPR 0,50%
CCSL 1,33%
PAPR 33,68%
CD44 5,87%
COMPA 43,16%

D. Prestations de services

23 opérations sont actives dans le portefeuille de Loire-Atlantique développement-SPL.

PRESTATION DE SERVICES	Commanditaire	Lieu de réalisation
19.005 ASSISTANCE TECHNIQUE BELLE ETOILE	Communauté de communes d'Erdre et Gesvres	Treillières
19.007 AMO PA DU CLOSO ou SON EVOLUTION	Cap Atlantique	Penestin
19.008 AMO POULL GO	Cap Atlantique	Batz sur Mer
19.011 AMO PRE GOVELIN	Cap Atlantique	Herbignac
19.012 CDEF 2	Département de Loire-Atlantique	Saint Sébastien sur Loire
19.013 ETUDE PORT PORNIC 2021	Département de Loire-Atlantique	Pornic
19.014 AMO CENTRALE PV LA COUTUME	COMPA	Mesanger
19.015 FONCIER ET ETUDES ZONE PEAN	Cap Atlantique	Batz sur Mer
19.016 CONFLUENCE 2030 Phase 2	Redon Agglomération	Redon
19.017 ANIMATION PAMI	Cap Atlantique	La Baule
19.018 ETUDE PORNIC 2021	Pornic Agglo Pays de Retz	Pronic
19.019 FINALISATION PRE GOVELIN	Cap Atlantique	Herbignac
19.020 MISSION FONCIERE PRE DE PAS	**Chauvé**	**Chauvé**
19.021 PA DE LA JACOPIERE	**Communauté de communes d'Erdre et Gesvres**	**Saint Mars du Desert**
19.022 PA ERETTE GRAND'HAIE	**Communauté de communes d'Erdre et Gesvres**	**Grandchamp des Fontaines**
19.023 PARC D'ACTIVITES IV NATIONS	**Communauté de communes d'Erdre et Gesvres**	**Vigneux de Bretagne**
19.024 REQUALIFICATION SITE SAMRO	**Communauté de communes d'Erdre et Gesvres**	**Nort sur Erdre**
19.025 AMO FONCIER PRESBYTERE	**Chaume en Retz**	**Chaume en Retz**
19.026 VALLONS DE L'ERDRE	**Vallons de l'Erdre**	**Vallons de l'Erdre**
19.027 ETUDE COMPLEMENTAIRE PORT DE PORNIC	**Département de Loire-Atlantique**	**Pornic**
19.028 AUTOCONSOMMATION NORT SUR ERDRE	**Nort sur Erdre**	**Nort sur Erdre**
19.029 PROSPECTIVE CENTRE VILLE CHATEAUBRIANT	**Chateaubriant**	**Chateaubriant**
19.030 PROSPECTIVE CLISSON CENTRE VILLE	**Clisson**	**Clisson**

11 nouvelles opérations ont été signées en 2019

➢ A.M.O. AMENAGEMENT DU SITE DE LA JACOPIERE (19.021)

La CCEG a confié une mission d'Assistance à Maîtrise d'ouvrage à Loire-Atlantique développement SPL le 28 mars 2019 en vue d'étudier l'aménagement sur site de la Jacopière situé sur les communes de Sucé-Sur-Erdre et Saint-Mars-du-Désert. Le site de 73 ha le long de la RD178 comprend des terres agricoles, des zones humides, des espaces naturels, etc. La CCEG souhaite développer un parc qui s'intègre au mieux dans son environnement et mettre en place une ambition énergétique et environnementale forte

Nos missions :

- Lancement et suivi des études
- Accompagnement à la passation des marchés
- Accompagnement à la création de la ZAC
- Rédaction de l'analyse environnementale de l'urbanisme



La mission s'est terminée en juillet 2019 conformément au contrat. La CCEG a souhaité poursuivre les études en régie et n'a pas affermi la tranche conditionnelle. LAD a rédigé l'AEU (Analyse environnementale de l'urbanisme) et le cahier des charges de MOE.

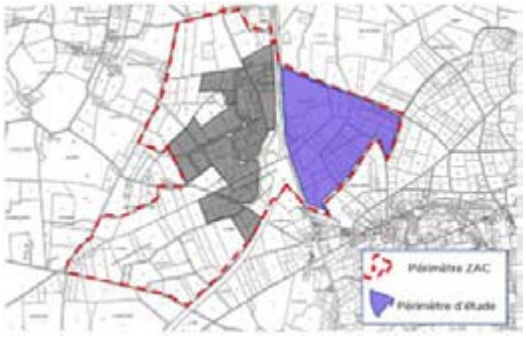
Durée : **5 mois**
Montant rémunération : **16 675 € HT**

➢ A.M.O. AMENAGEMENT DU SECTEUR EST DU PARC D'ACTIVITES ERETTE GRAND'HAIE (19.022)

La CCEG a mandaté le 28 mars 2019 LAD-SPL pour une mission d'Assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'aménagement du secteur Est du parc d'activités Erette Grand'Haie. Sur une superficie d'environ de 46,5 hectares, la CCEG et les communes de Grandchamps des Fontaines et Héric ont décidées de développer ce parc d'activités sur l'axe Nantes-Rennes (RN 137).

Nos missions :

- Lancement et Suivi des études
- Accompagnement à la passation des marchés
- Modification du dossier de réalisation
- Rédaction de l'analyse environnementale de l'urbanisme



La mission s'est terminée en juillet 2019 conformément au contrat. LAD a rédigé l'AEU (Analyse environnementale de l'urbanisme) et le cahier des charges de MOE

Durée : **24 mois**
Montant de la prestation : **17 875€ HT**

➢ A.M.O. EXTENSION DU PARC D'ACTIVITES IV NATIONS (19.023)

La CCEG a mandaté le 28 mars 2019 LAD-SPL pour une mission d'Assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'extension du parc d'Activités des IV nations situé à Vigneux de Bretagne, à environ 10km du périphérique de Nantes, sur l'axe de la mégalopole Nantes/Saint Nazaire, le long de la RN165.

Objet de la mission :

- Analyse du projet
- Cahier des charges pour le diagnostic environnemental.
- Suivi du diagnostic environnemental
- Accompagnement pour la mise en place des procédures réglementaires



La mission de LAD-SELA s'est terminée en juillet 2019 conformément au contrat à la présentation du diagnostic environnemental.

Durée : **5 mois**
Montant de la prestation : **12 540 € HT**

➢ A.M.O. ETUDE REQUALIFICATION SITE INDUSTRIEL PARC D'ACTIVITES DE LA SANGLE (19.024)

La CCEG a mandaté LAD-SPL le 28 mars 2019 pour une mission d'Assistance à maîtrise d'ouvrage d'étude de requalification d'un site industriel de Parc d'activités de la Sangle à Nort-Sur-Erdre. Ce site d'une superficie de 5,8ha est sous exploité et dans le but de ne pas laisser une friche s'installer, la CCEG s'interroge sur la possibilité d'acquérir ce foncier et de l'aménager pour le densifier.

Nos missions :

- Etude de faisabilité de l'aménagement du site
- Consultation pour retenir une maîtrise d'œuvre et un bureau d'étude pollution et suivi des études.
- Accompagnement dans la négociation foncière



A fin 2019, les études de site ont été menées et des études complémentaires doivent être réalisées pour identifier précisément les risques et les couts de travaux à envisager. L'analyse complète permettra ensuite de définir le cout du foncier.

Durée : **8 mois**
Montant de la rémunération : **19 475 € HT**

➢ ETUDE PROPECTIVE COMMUNALE à VALLONS DE L'ERDRE (19.026) ð ETUDES TERRITORIALES

« Vallons-de-l'Erdre demain, imaginons ensemble… »

La Commune nouvelle du Vallons-de-l'Erdre a été créée au 1er janvier 2018. Elle regroupe 6 communes de Loire-Atlantique et du Maine et Loire : Bonnœuvre, Freigné, Maumusson, Saint-Mars-la-Jaille, Saint-Sulpice-des-Landes et Vritz.

Les élus souhaitent, avant la fin du mandat, proposer une vision des enjeux et perspectives pour la commune à long terme, partagée avec les acteurs locaux : habitants, associations, entreprises et collectivités partenaires.

Loire-Atlantique développement SPL a été missionnée le 15 juillet 2019 afin de réaliser une étude de prospective communale participative et ainsi accompagner la commune de Vallons de l'Erdre dans son évolution.

Nos missions :

- Identifier des pistes de développement propres au territoire, dans un contexte de transitions globales et de dynamiques contrastées des territoires ruraux et métropolitains.
- Formaliser un cap lisible et l'illustrer d'actions concrètes, engagées, projetées ou à imaginer (Plan guide)

Durée : **12 mois**
Montant de la rémunération : **24 750 € HT**

➢ ETUDES AMENAGEMENT PORTS LA NOËVEILLARD à PORNIC (19.027)

Le Département de Loire-Atlantique a sollicité le 27 mai 2019 LAD-SPL pour des études préalables à l'aménagement du port de plaisance de La Noëveillard à Pornic.



L'opération de refonte du port de plaisance vise à démolir les bâtiments actuels de commerces de bouche, face au port et à repenser l'aménagement du quai et la place des commerces

Durée : **3 mois**
Montant de la Rémunération LAD-SPL : **9 050 € HT**

➢ A.M.O FAISABILITE POUR LA DEFINITION DE LA FAISABILITE D'UN PROJET SOLAIRE à NORT-SUR-ERDRE (19.028)

Dans le cadre de la future construction du cinéma à Nort sur Erdre, la Commune souhaite connaitre la faisabilité d'une production d'énergies solaires photovoltaïques qui serait positionnée sur le nouveau cinéma et de 20 bâtiments (majoritairement communaux) situés à proximité.

La commune a mandaté LAD-SPL le 24 octobre 2019 pour une mission d'Assistance à maîtrise d'ouvrage pour la définition de la faisabilité d'un projet solaire afin de définir le ou les meilleurs scénarios de développement d'une installation solaire sur le futur cinéma avec un focus particulier sur le montage en autoconsommation collective.

Missions de LAD-SPL



- **Aide à la rédaction du programme** du cinéma sur le volet production d'énergie photovoltaïque ;
- Recueil, analyse des documents et **traitement des données sur les 20 sit**es existants en sus du cinéma ;
- Définition des scénarios sur le futur cinéma / **Etude technico-économique et environnementale sur chacun des 3 scénarios** : **vente directe, autoconsommation individuelle** par le cinéma avec vente de surplus sur le réseau, **autoconsommation collective** avec le périmètre urbain défini avec la ville
- **Rédaction du rapport, présentation de la synthèse, aide au choix du scénario**.

Durée : **2,5 mois**
Montant total du mandat : **8 000 € HT**
Bureau d'étude : Service Energie Environnement de LAD

➢ CHATEAUBRIANT CŒUR DE VILLE : ASSISTANCE STRATEGIQUE ET OPERATIONNELLE – (19.029)

En 2019, dans le cadre d'une convention tripartite, LAD est retenue pour accompagner Châteaubriant et sont intercommunalité dans la réalisation d'actions fléchées à son programme Cœur de Ville. La mission s'articule autour de trois grands enjeux :

- Élaboration d'un diagnostic et d'une stratégie partagés de développement touristique
- Aide à la décision en matière de programmation urbaine et économique dans le cadre des réflexions menées sur le réaménagement des abords du Château
- Préparation, sur la base des préconisations du CAUE auxquelles elle aura contribué, des études pré-opérationnelles nécessaires à la mise en œuvre des actions identifiées



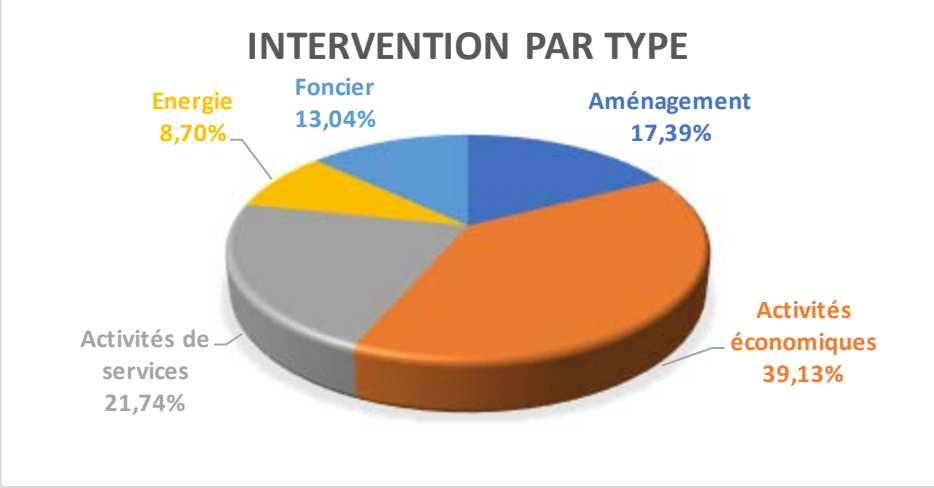
Durée : **12 mois**
Montant de la Rémunération : **58 400 €HT**

➢ **CLISSON 2040 : REALISATION D'UN DIAGNOSTIC-ENJEUX PROSPECTIF – (19.030)**

Non retenue dans le cadre du programme Action Cœur de Ville, les élus de Clisson ont néanmoins souhaité engager un travail sur l'avenir du centre-ville de la commune et les moyens de renforcer son attractivité. LAD est retenue pour accompagner la collectivité dans une démarche prospective. Une équipe projet, composée des Directions Tourisme, Prospective, du CAUE et complétée par des tiers (mobilité et socio-éco) travaille à :

- Faire émerger les préoccupations actuelles et futures, les tensions et les enjeux pour le territoire
- Élaborer une vision globale partagée et mettre en capacité d'agir les acteurs publics, associatifs et privés

Durée : **12 mois**
Montant de la Rémunération: **51 225 € HT**



4. La gestion d'équipements

4.1 Délégation service public la Maison du Lac de Grand-Lieu

Chiffre d'affaires

En 2019, les produits d'exploitation s'élèvent à 664 921 €, dont une contribution départementale de 552 287 € et autres produits (entrée, boutique…) 112 634 € (soit 37K€ en plus /2018). La redevance est de 100 000 €.

Clientèles
Depuis son ouverture en septembre 2014, la Maison du Lac de Grand-Lieu poursuit sa mission de valorisation du lac et de médiation à l'environnement auprès d'un large public.
Fréquentation : 15623 visiteurs en 2019, 14906 visiteurs en 2018. 17 600 visiteurs en 2017, 14 784 visiteurs en 2016, et 13 318 en 2015.
3 238 scolaires ont participé à des activités pédagogiques en 2019 à la Maison du Lac de Grand-Lieu, soit 105 classes
Une soixantaine de groupes adultes en séminaires.

Activités 2019 :

À vocation scientifique



- Lancement national de la journée mondiale des zones humides du 1er février 2019 en partenariat avec l'association nationale Ramsar
- Accueil de 3 expositions temporaires dont une créée par la Maison du Lac sur la thématique du Martin Pêcheur
- Participation et accueil du lancement de l'étude ethnologique "l'homme et l'oiseau"
- La Maison du Lac de Grand-Lieu était représentée à la réunion annuelle du réseau Migratory birds for people (UK)
- Célébration des 5 ans de la Maison du lac avec une conférence de François Lasserre, entomologiste.
- Audrey Cadou a représenté la Maison du Lac en tant que conférencière pour Bretagne vivante sur la thématique des trames vertes, bleues et noires.

À vocation pédagogique

- Participation à la fête de la Science
- Participation à la journée mondiale des oiseaux migrateurs
- En lien avec le concours photos Paysages perçus du CAUE, travail avec une classe de 6e sur les notions de paysages, d'espaces naturels et d'arts plastiques
- Poursuite de l'accompagnement pédagogique du projet de construction de l'éco-quartier La Corbinière au Clion sur Mer

À vocation touristique

- Les Soirées gourmandes, nouvelle formule des *Soirées du lac*, proposent au public de rencontrer des personnes travaillant près du Lac (viticulteurs, pêcheurs…) en croisant d'autres thématiques (algues, culture…)
- Participation au travail de co-construction du projet de mise en tourisme « autour du lac de Grand-Lieu » avec les 4 intercommunalités, 10 communes, acteurs et professionnels du tourisme.
- Evénement "La Fragrance musicale" en fin d'été avec la Ville de Bouaye.

4.2 Délégation service public Circuit de Loire-Atlantique

La gestion, l'exploitation et l'entretien du circuit de Loire-Atlantique situé à Fay de Bretagne a été confiée à Loire-Atlantique développement – SPL depuis le 1er janvier 2016, pour une durée de 6 ans et ce, dans la continuité de Loire-Atlantique développement – SELA, qui était titulaire des précédents contrats de 2002 à 2015.

Pour l'exercice 2019, le circuit de Loire-Atlantique a réalisé un chiffre d'affaires net de 261 182,89 € pour un résultat d'exploitation positif à hauteur de 201,79 €.





29 conventions d'utilisation du Circuit ont été signées en 2019 (même nombre qu'en 2018).

Sur les **273 jours ouvrables** disponibles à la location en 2019 (hors dimanches, jours fériés, congés de fin d'année et travaux), le Circuit a été réservé **269 jours**, soit un **taux d'occupation de 99 %,** se répartissant comme suit entre les différentes activités :

- **123 jours, soit 46 %, pour la Formation au pilotage et à la sécurité routière par les Ecoles de conduite,** dont **1 journée d'action de prévention routière à destination des motards organisée par la Préfecture et la Gendarmerie en partenariat avec le Département de Loire-Atlantique et la CASIM 44**
- **80 jours, soit 30 %, pour la Formation au pilotage par l'Ecole de conduite Police Nationale**
  soit 76 % d'utilisation du circuit pour la formation

- 22 jours, soit 8 %, de trackdays des Ecoles de pilotage (roulages sur circuit de clients avec leur propre véhicule)
- 35 jours, soit 13 % de Clubs Auto à des fins de loisirs, dont 4 jours à des fins humanitaires
- 9 jours, soit 3 % de Clubs Moto à des fins de loisirs et apprentissage avec moniteurs.

Viennent s'intercaler en plus sur ces journées :

- **46 heures de Formation pilotage et sécurité routière** dispensées par l'Ecole Extrême Limite sur des journées de la Police en co-activité (journées partagées entre 2 organisateurs)
- **8 heures d'utilisation développement durable**, sur des créneaux entre 12h et 14h pour les expérimentations de nouvelles technologies de l'Ecole Centrale

 # Renouvellement intégral de la couche de roulement de la piste

Les travaux de réfection de l'enrobé de la piste du Circuit ont été réalisés du 29 juillet au 8 août 2019, sous la maîtrise d'ouvrage du DEPARTEMENT DE LOIRE-ATLANTIQUE, Propriétaire de l'équipement.
La météo plutôt favorable dans l'ensemble, a permis de respecter le planning prévu pour une réouverture du Circuit le lundi 19 août.

Les analyses en laboratoire et sur site du Bureau de Contrôle confirment la qualité des composants de l'enrobé (graviers, sable et liant hydrocarboné) et leur dosage, ainsi que la granulométrie spécifique à l'usage du Circuit (espacement des graviers).

À l'occasion de ces travaux s'est posée la question de conserver ou non les deux boucles de chronométrage ALFANO. Après sondage auprès des principaux Organisateurs concernés, il a été décidé de les supprimer compte tenu de leur faible utilisation et de la quasi-systématisation des GPS.

Rabotage de la piste et application de la sous-couche d'accroche :






Application nouvel enrobé :



L'attention des organisateurs a été attirée, notamment lors des premières journées de roulage, sur les éventuelles légères remontées d'hydrocarbures provenant du liant. Les organisateurs ont ainsi été invités à bien respecter les consignes de sécurité habituelles en matière de reconnaissance préalable de la piste en effectuant au minimum 1 tour à allure modérée.

Boîtier à codes et boucle magnétique de sortie

Compte tenu de la contrainte de fermeture impérative du portail imposée suite aux travaux de renforcement de la clôture réalisés fin 2018, un boîtier à codes a été installé en juillet à l'entrée du Circuit, situé sur le montant gauche du portail. Le portail a également été équipé d'une boucle magnétique de sortie.



Ce nouveau système d'ouverture et fermeture permet ainsi aux organisateurs, et leurs membres ou clients, d'accéder au Circuit et d'en sortir en toute autonomie sur leur(s) journée(s) de roulage.

Un code est attribué et remis à tout Organisateur intéressé sur simple demande auprès du Responsable de Piste, ce code étant valable uniquement le(s) jour(s) de roulage de l'Organisateur, pendant les heures d'ouverture du Circuit. Le prêt de télécommande reste possible.

Il a été rappelé à cette occasion qu'il est interdit de bloquer le portail en position ouverte. En cas de nécessité d'ouverture en continue momentanée, l'Organisateur doit assurer une présence de son personnel au niveau du portail d'entrée.

Homologation du Circuit

Après avis de la CNECV (Commission Nationale d'Examen des Circuits de Vitesse) composée de membres de la FFSA (Fédération Française du Sport Automobile), de la FFM (Fédération Française des Motards), du Ministère des Sports, du Ministère de l'Intérieur, du Ministère des Transports et du Ministère de l'Ecologie, **l'homologation du Circuit** en tant que circuit de vitesse (> 200 km/h) **a été renouvelée suivant arrêté ministériel en date du 11/02/2019**, publié au JO le 21/02/2019.

Marché de location du Circuit avec la POLICE NATIONALE

Le marché accord-cadre avec le Ministère de l'Intérieur, aux fins de réservation du Circuit pour assurer des prestations de formation en techniques de conduite automobile pour les personnels de la Police, a été renouvelé en janvier 2019 pour 4 ans, jusqu'au 31 décembre 2022.

Recrutement d'un second Responsable de Piste

Après avoir étudié les modalités de recrutement afin d'éviter le recours aux contrats à durée déterminée dont le coût avait augmenté depuis 2018, il a été décidé de recruter un second Responsable de Piste, Thierry VAIDIE, lequel a pris ses fonctions début septembre 2019.

Utilisation du Circuit et évènements

- **Journées humanitaires**

11/05/2019 par le ROTARY CLUB AUTO PASSION, Club auto, en soutien d'associations d'aide aux enfants et adolescents en difficulté en région Nantaise
12/10/2019 par CLASSIC & RACING 911, Club auto, en soutien au Téléthon
30-31/08/2019 par CHARITY CLASSIC CAR DAY IN FRANCE, Club auto anglais, en soutien à une association anglaise "Mast cell action" venant en aide aux personnes atteintes du syndrome d'activation des mastocytes

- **Organisation par EXTREME LIMITE avec l'Association Polyjoule, d'un roulage comparatif des véhicules de record énergétique développés par les élèves des Ecoles Polytech et La Joliverie, le 19/04/2019**






- **Journée sécurité routière à destination des motards du 08/06/2019** organisée par la PREFECTURE et la GENDARMERIE de LOIRE-ATLANTIQUE, en partenariat avec le DEPARTEMENT DE LOIRE-ATLANTIQUE, la CASIM 44, le VILLAGE MOTO d'ORVAULT et GROUPAMA.

Cet événement avait pour but, autour d'une passion commune, de revenir sur les fondamentaux et de faire bénéficier à un nombre significatif de personnes, de conseils éclairés de pilotage et plus largement d'un moment de sensibilisation au risque routier.
Au cours de cette journée, les motocyclistes inscrits ont eu l'occasion d'évoluer sur la piste du circuit de Fay-de-Bretagne, encadrés par des professionnels (Gendarmerie et CASIM44). Au programme : maniabilité, étude de trajectoire, freinage d'urgence… un moment unique pour travailler ses gammes avec les gendarmes de l'Escadron Départemental de Sécurité Routière (EDSR).
D'autres ateliers ont également été proposés avec notamment le SDIS (secourisme en cas d'accident moto), la vulnérabilité du motocycliste, les équipements de protection individuelle, le simulateur de retournement (voiture).
Cet événement gratuit pour les participants et ouvert au public s'est terminé par la démonstration d'un cascadeur professionnel, simulant des accidents de voiture et moto avec des piétons et des 2 roues.






- **Tests de panneaux de sécurité routière organisés par le Département le 16/12/2019**

La Direction de la Communication du DEPARTEMENT DE LOIRE-ATLANTIQUE, en sa qualité de Gestionnaire des 4 300 km de routes départementales, étudiait de nouveaux panneaux de sécurité routière, et souhaite, avant de les déployer sur les routes en février 2020, faire des tests de lisibilité et de compréhension des messages inscrits sur ces panneaux avec un panel d'usagers, et ce en situation réelle et en toute sécurité.

Compte tenu des besoins de l'Organisateur et des disponibilités du Circuit, il a été convenu une mise à disposition le lundi 16/12/2019 de 12h00 et 14h00 pour une utilisation de la Piste avec uniquement des véhicules électriques, type Zoé Renault, et ce afin de respecter la tranquillité publique.











Règlement intérieur et conventions d'utilisation

En 2018, Loire-Atlantique développement - SPL a procédé à la refonte des 2 principaux documents contractuels régissant les utilisations du Circuit, à savoir le **Règlement Intérieur** et la **Convention d'Utilisation**, et ce avec l'appui juridique d'un cabinet d'avocats spécialisé en la matière.

Les documents initiaux ont été complétés et précisés sur divers points, essentiellement en matière de sécurité des utilisateurs notamment au vu de l'évolution de la réglementation des sports mécaniques, pour une application à compter de 2019.

En 2019, il s'est avéré nécessaires de procéder à des ajustements et précisions de ces documents contractuels, compte tenu de l'usage et du fait que les activités accueillies sur le Circuit sont variées.

5. La gestion du fonds mutualisé de revitalisation de Loire-Atlantique

Suite à la mise en place d'un Fonds départemental de revitalisation par la Préfecture en mai 2014, le Président du Conseil départemental avait désigné LAD-SPL comme opérateur, au travers d'une convention-cadre signée le 27/10/2015.

2 plans de sauvegarde de l'emploi gérés par Loire-Atlantique développement-SPL :

- La SEITA : Signature de la Convention État-Entreprise entre l'État le 27/11/2015
- SERCEL : Signature de la Convention État-Entreprise entre l'État le 8/11/2016

En 2019, en accord avec la CCI, nouvel opérateur du Fonds depuis 2018, LAD-SPL poursuit la gestion et le suivi administratif et financier du Fonds Mutualisé de Revitalisation pour ces deux plans SEITA et SERCEL et ce jusqu'à la fin des programmes prévue en 2021 pour les deux entreprises assujetties.

Ce suivi consiste désormais à vérifier les engagements pris par les entreprises ayant bénéficié de subventions et à leur verser le solde de ces aides en fonction de l'évolution de leur effectif. Aucun nouveau dossier de demande de subvention n'est pris en considération. Au 31/12/2019, 27% du montant total des subventions attribuables (1,45 M€) reste à verser.

6. Présentation des comptes annuels

Dans cette partie du rapport de gestion sont présentés **les résultats les plus significatifs,** dans les domaines comptables et financiers.

7. Analyse économico-financière

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2019 ont été établis conformément aux règles de présentation et aux méthodes d'évaluation prévues par la réglementation en vigueur.

En vue de donner une vue claire et synthétique de l'activité de la société et de son évolution, les chiffres les plus significatifs sont présentés ci-après.

8. Le compte de résultat

➢ Compte de résultat synthétique

Le compte de résultat synthétique est présenté sous la forme normée et consolidée des différentes activités de la société.
Le résultat, après impôt sur les sociétés, s'élève à un montant déficitaire de - 248 697,32 €.

Compte de résultat

		France	Exportation	31/12/2019 12 mois	31/12/2018 12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises	25 720		25 720	26 418
	Production vendue (Biens)	402		402	4 870 000
	Production vendue (Services et Travaux)	1 747 550		1 747 550	1 457 640
	Montant net du chiffre d'affaires	**1 773 672**		**1 773 672**	**6 354 058**
	Production stockée			1 514 332	(3 662 810)
	Production immobilisée				
	Subventions d'exploitation			3 692 287	3 812 782
	Reprises sur provisions et amortissements, transfert de charges			163 862	271 693
	Autres produits			12	148
	Total des produits d'exploitation (1)			**7 144 166**	**6 775 872**
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises			17 218	16 224
	Variation de stock			(6 314)	2 991
	Achats de matières et autres approvisionnements				
	Variation de stock				
	Autres achats et charges externes			5 205 598	4 400 960
	Impôts, taxes et versements assimilés			142 384	126 941
	Salaires et traitements			1 237 245	1 369 353
	Charges sociales du personnel			543 017	547 735
	Cotisations personnelles de l'exploitant				
	Dotations aux amortissements :				
	- sur immobilisations			82 216	65 851
	- charges d'exploitation à répartir				
	Dotations aux dépréciations :				
	- sur immobilisations				
	- sur actif circulant				
	Dotations aux provisions			210 351	104 892
	Autres charges			129 632	128 506
	Total des charges d'exploitation (2)			**7 561 347**	**6 763 453**
	RESULTAT D'EXPLOITATION			**(417 181)**	**12 418**

Compte de résultat

		31/12/2019	31/12/2018
	RESULTAT D'EXPLOITATION	**(417 181)**	**12 418**
Opéra. comm.	Bénéfice attribué ou perte transférée		
	Perte supportée ou bénéfice transféré		
PRODUITS FINANCIERS	De participations (3)		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé (3)		
	Autres intérêts et produits assimilés (3)	30 343	36 893
	Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	Total des produits financiers	**30 343**	**36 894**
CHARGES FINANCIERES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées (4)	5 206	
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	Total des charges financières	**5 206**	
	RESULTAT FINANCIER	**25 137**	**36 894**
	RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	**(392 044)**	**49 312**
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion	221 804	370
	Sur opérations en capital	1 826	6 349
	Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		70 442
	Total des produits exceptionnels	**223 629**	**77 161**
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion	80 282	72 699
	Sur opérations en capital		24 067
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Total des charges exceptionnelles	**80 282**	**96 766**
	RESULTAT EXCEPTIONNEL	**143 347**	**(19 605)**
	PARTICIPATION DES SALARIES		
	IMPOTS SUR LES BENEFICES		(10 566)
	TOTAL DES PRODUITS	**7 398 138**	**6 889 927**
	TOTAL DES CHARGES	**7 646 835**	**6 849 654**
	RESULTAT DE L'EXERCICE	**(248 697)**	**40 273**

➢ **Compte de résultat ventilé par activité**

Ce compte de résultat analyse, par activité, les produits et les charges dégagés au cours de l'année 2019.

Loire-Atlantique Développement - SPL

EXERCICE 2019

COMPTE DE RESULTAT	Aménagement	Etudes territoriales	D.S.P. Tourisme	Convention d'Objectifs	D.S.P. La Maison du Lac	D.S.P. Circuit de L.A.	TOTAL
PRODUITS D'EXPLOITATION							
Contribution Conseil Départemental			1 200 000	1 930 000	552 287		3 682 287
Produits Séjours et activités (scolaires, groupes, individuels)			401 707				401 707
Rémunérations	848 720	128 379					977 099
Mise en tourisme Lac de Grand-Lieu			68 633				68 633
Gestion Fonds de Revitalisation				9 000			9 000
Produits entrées, boutique et restauration					71 369	260 789	332 158
Autres produits			51 154	58 577	41 264	352	151 347
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION	**848 720**	**128 379**	**1 721 494**	**1 997 577**	**664 920**	**261 141**	**5 622 231**
CHARGES D'EXPLOITATION							
Charges séjours et activités			378 474				378 474
Charges relatives aux actions			177 489	414 683			592 172
Mise en tourisme Lac de Grand-Lieu			23 106				23 106
Achat marchandises revendues					10 905		10 905
Redevance versée au délégant					100 000	20 768	120 768
Autres achats et charges externes	7 228		696	1 252	105 015	77 791	191 982
Frais de gestion LAD SELA - Ressources humaines	805 150					48 692	853 842
Frais de gestion LAD SELA - Moyens matériels	19 647					1 430	21 077
Frais de gestion LAD SPL - Ressources humaines			531 650	645 343	7 796		1 184 789
Frais de gestion LAD SPL - Autres charges			187 214	227 269	8 695		423 178
Fonctions mutualisées - Ressources humaines	81 295	60 222	244 030	296 241	6 219	5 428	693 435
Fonctions mutualisées - Autres charges	406 151		159 909	194 122	12 216	29 719	802 117
Ressources humaines - sur site					393 265	59 481	452 746
Dotations aux amortissements			12 244	29 188	16 286	17 832	75 550
Dotation aux provisions			4 000	180 000	2 616		186 616
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION	**1 319 471**	**60 222**	**1 718 812**	**1 988 098**	**663 013**	**261 141**	**6 010 757**
RESULTAT D'EXPLOITATION	**-470 751**	**68 157**	**2 682**	**9 479**	**1 907**	**0**	**-388 526**
PRODUITS FINANCIERS						202	202
CHARGES FINANCIERES							0
RESULTAT FINANCIER	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**202**	**202**
RESULTAT COURANT	**-470 751**	**68 157**	**2 682**	**9 479**	**1 907**	**202**	**-388 324**
PRODUITS EXCEPTIONNELS/Exerc.			87 887	130 159	1 825		219 871
CHARGES EXCEPTIONNELLES/Exerc.			22 418	41 580	16 246		80 244
RESULTAT EXCEPTIONNEL	**0**	**0**	**65 469**	**88 579**	**-14 421**	**0**	**139 627**
RESULTAT AVANT I.S.	**-470 751**	**68 157**	**68 151**	**98 058**	**-12 514**	**202**	**-248 697**

➢ **Analyse des frais de gestion de la structure**

Les frais de gestion de la structure sont imputés aux différentes activités selon une clé de répartition assise sur le temps réellement passé par chaque salarié.

Ainsi, en 2019, les quotes-parts de charges ont été affectées selon la répartition suivante :

- Quote-part DSP tourisme : 44,87 %
- Quote-part convention d'objectifs : 54,47 %

- Quote-part La Maison du Lac : 0,66 %

Le montant total des charges réimputées s'élève à 2 502 271 €, se décomposant ainsi :

- Frais de ressources humaines : 1 532 090 €
- Frais de gestion mutualisée LAD GIE : 900 243 €
- Autres charges : 69 938 €

Frais de ressources humaines

Ces charges ont diminué d'environ 11 K€ par rapport à 2018 malgré une évolution positive des effectifs qui passent de 29,26 ETP en 2018 à 32,38 ETP en 2019.

Cette stabilité des charges de ressources humaines est cependant la somme des variations significatives suivantes :

- Une diminution des salaires et charges patronales à hauteur de 98 K€ résultant du départ et de l'arrivée d'un certain nombre de salariés sur 2018 et 2019,
- La Progression de la taxe sur les salaires suite aux conclusions du contrôle fiscal intervenu en 2019 qui a considéré que le calcul de cette taxe devait être réalisé par secteur d'activités et non au niveau global de la société LAD SPL. Il en résulte une régularisation au titre des exercices 2016 à 2018 pour un montant total de 63 998 € (en pertes exceptionnelles) et une évolution du calcul mensuel de la taxe se traduisant par une variation de 63 K€ entre 2018 et 2019.
- Une revalorisation de la provision pour indemnités de fin de carrière pour 24 K€

Frais de gestion mutualisée LAD GIE

Les charges de LAD GIE sont ventilées entre les structures selon des clés de répartitions. Elles sont détaillées dans le rapport de l'Administrateur 2019 de LAD GIE.
Ce sont :

- Les équivalents temps plein (ETP) de chaque structure
  - Pour LAD SPL, en 2019 il y a 32,38 ETP dont 8,94 Pour La Maison du Lac et 1,23 pour le circuit de L.A.
  - En 2018, il y avait 29,26 ETP dont 21,3 pour la structure

  Le temps passé par les salariés du GIE sur chaque structure pour les charges de ressources humaines (9,16 % en 2019 contre 9,85 % en 2018 pour la structure LAD SPL)

  La superficie des locaux affectée à chaque structure (8,60 % de la superficie occupée par LAD SPL en 2019 contre 13,01 % en 2018

  L'affectation des véhicules en fonction de l'utilisation effective des salariés de chaque structure (15,15 % pour LAD SPL en 2019 et 16,14 % en 2018)

  L'affectation des places du parking loué à la SAMOA en fonction des réservations réelles (6,90 % en 2019 pour LAD SPL et 6,15 % en 2018)

  Le nombre de bulletins de paie délivré par structure pour le coût du logiciel de paie (35,41 % en 2019 pour LAD SPL contre 32,42 % en 2018)

  L'affectation en fonction de la structure qui a passé commande, pour toute dépense spécifique

Ainsi ventilées, les charges de LAD GIE ont été imputées à hauteur de 900 243 € à la structure LAD SPL. En 2018, elles s'élevaient à 922 109 €.

Il convient donc de noter une grande stabilité de ces charges alors que le nombre d'ETP, principale clé de ventilation a progressé de 10 % en 1 an.

Les dépenses du GIE, ventilées par grande masse, sont les suivantes (il convient de se reporter au rapport de l'Administrateur du GIE pour disposer d'une analyse complète de l'évolution des charges):

- Bâtiment :

Diminution de 7 K€ résultant à la fois de l'acquisition de l'immeuble et de l'évolution de la clé de répartition

- Informatique :
- Accroissement des charges de 12 K€. A noter une augmentation du nombre de licences informatiques au bénéfice spécifique de la SPL afin de réaliser dans les meilleures conditions les prestations attendues et de pouvoir répondre aux exigences du télétravail.
- Déplacements :
  Diminution de 3 K€ principalement due à la baisse du coût des assurances automobiles après mise en concurrence.

- Honoraires :
  Gain de 72 K€ provenant en grande partie de la nette diminution des honoraires juridiques en raison de la fin de divers contentieux d'ordre salarial.

- Relations publiques, communications, …
  Baisse des charges de 12 K€ du fait notamment de l'absence de voyages d'études et la non prise en charge par le GIE pour le compte de la SPL, en 2019, de séminaires d'activités touristiques.

- Fonctionnement mutualisé :

Ces dépenses passent de 89 K€ à 100 K€. L'accroissement porte essentiellement sur 2 postes :

- La taxe CVAE du GIE (+ 3 K€)
- L'amortissement sur les investissements globaux du GIE (+ 9 K€)

Les ressources humaines :

Accroissement de 50 K€ lié :

- À l'évolution du nombre d'ETP de LAD SPL ayant pour effet d'augmenter la part des ressources humaines de fonctionnement du GIE
- A l'intégration dans le GIE de la responsable communication externe produisant en grande partie des missions pour le compte d'activités touristiques.

Autres charges

Elles s'élèvent en 2019 à 70 K€, après déduction de quelques produits tels que les produits financiers (30 K€) ou les transferts de charges (6 K€)

Elles sont principalement constituées de dépenses toujours prises en charge directement par LAD SPL :

- Des frais d'entretien et de maintenance informatiques et copieurs (16 K€),
- Des frais de séminaires et colloques (7 K€)
- Des honoraires (comptabilité, commissaire aux comptes, juridique) pour 38 K€
- Des frais de publications (rapport d'activités, insertion API),
- Des frais de gestion bancaire (10 K€),
- Des cotisations professionnelles (12 K€),
- Des dotations aux amortissements et provisions (7 K€)

➢ Analyse du résultat par activité

- Aménagement et études territoriales

Le montant des produits d'exploitation de l'activité aménagement et études territoriales s'élève à 2 491 833 € ventilé comme suit :

- De la production stockée pour 1 514 332 €
- Des produits divers sur concessions pour 402 €
- Des rémunérations aménagement à hauteur de 848 720 €
- Des rémunérations études territoriales à hauteur de 128 379 €

Au 31/12/2019, l'activité aménagement comprend :

- 9 concessions (4 signées en 2019)
- 21 mandats d'études (11 signés en 2019)

- 12 mandats de réalisation (3 signés en 2019)
- 1 C.P.I
- 1 D.S.P.
- 16 prestations de service (10 signés en 2019)

Les principales charges d'exploitation correspondent à la mise à disposition des salariés de Loire-Atlantique développement – SELA pour mener à bien les différentes opérations d'aménagement qui lui ont été confiées. La facturation du temps passé s'appuie sur la saisie des temps consacré aux activités opérationnelles par chaque salarié

Il convient de noter la conclusion d'une convention de mise à disposition de moyens matériels propres à LAD SELA attachés au personnel opérationnel mis à disposition de LAD SPL par LAD SELA.

Il convient également de préciser que, pour l'exercice 2019, la quote-part de charges communes de LAD GIE, correspondant au temps de ressources humaines mis à disposition par LAD SELA au bénéfice de LAD SPL pour la réalisation des missions d'aménagement, est facturé directement par LAD GIE à LAD SPL, à hauteur de 435 497 €.

En 2019, la première concession d'aménagement conclue par LAD SPL sur le territoire de Machecoul, en 2014, devait constater la vente principale de l'opération pour la réalisation d'un centre commercial. N'ayant pas reçu les accords nécessaires, le report de la cession prive LAD SPL d'une rémunération attendue d'environ 300 000 €. A cela s'ajoute un retard, pour des raisons d'ordre environnemental, dans l'aménagement d'une opération à St Brévin, réduisant les produits espérés de 35 K€.

Ces contretemps se traduisent par une perte d'exploitation sur l'exercice 2019 de 402 594 € (- 470 751 € en aménagement et + 68 157 € en études territoriales)

- D.S.P. Tourisme

En application de la convention de D.S.P. pour la gestion et la mise en œuvre de la politique touristique départementale, la contribution annuelle du Département est de 1 200 000 €. Les actions de mise en tourisme du Lac de Grand-Lieu ont engendré des produits à hauteur de 69 K€ (dont 10 K€ de subvention régionale).

Les produits de ventes de box et d'organisation de séjours touristiques s'établissent à 401 707 € en 2019.

Les participations des partenaires touristiques pour des opérations communes sont arrêtées à 51 K€.

Les charges liées à l'organisation de séjours et à la vente de box sont proportionnelles aux produits dégagés, la SPL s'attachant à conserver le même niveau de marge.

Le chiffre d'affaires issu des actions touristiques représente 30 % du total des produits de la D.S.P.

Les charges relatives aux actions confiées aux tiers, d'un montant de 177 K€ restent au niveau de l'exercice précédent. S'y ajoutent 23 K€ engagées pour la mise en tourisme du Lac de Grand-Lieu.
Les charges de la structure LAD SPL sont imputées à cette D.S.P. au prorata du temps consacrée par les équipes à la réalisation des missions relevant de la convention, soit 44,87 % en 2019. Ces charges se décomposent en :

- Ressources humaines LAD SPL : 531 650 €
- Charges de fonctionnement LAD SPL : 187 214 €
- Ressources humaines LAD GIE : 244 030 €
- Charges de fonctionnement LAD GIE : 159 909 €

Le résultat d'exploitation 2019 s'élève à + 6 682 €, sur lequel est constituée une provision des 2/3, conformément aux termes de l'article 12 de la D.S.P. destinée à la réalisation d'actions touristiques futures, à définir avec le Département.

Le résultat exceptionnel de + 65 K€ provient des régularisations fiscales sur les années 2016 à 2018 appliquées à la suite du contrôle fiscal intervenu en 2019, à savoir :

- Perte exceptionnelle pour régularisation de la taxe sur les salaires : - 22 418 €
- Produit exceptionnel pour régularisation de la récupération de TVA : + 87 887 €

Le résultat net de l'exercice 2019 est, pour cette activité, de + 68 151 €.

- Convention d'Objectifs

En application de la convention de soutien départemental pour les actions de conseil et de développement touristiques portées par LAD SPL, la contribution annuelle du Département est de 1 930 000 €.
La rémunération comptabilisée au titre de la gestion du fonds mutualisé de revitalisation, calée sur l'avancement technique des dossiers étudiés, est de 9 K€ en 2019.

Les participations 2019 des partenaires pour des opérations touristiques communes atteignent 59 K€.

Les charges de prestataires extérieurs relatives aux actions menées tout au long de l'année s'élèvent à 415 K€

Les charges de la structure LAD SPL sont imputées à cette convention au prorata du temps consacrée par les équipes à la réalisation des missions relevant de la convention, soit 54,47 % en 2019. Ces charges se décomposent en :

- Ressources humaines LAD SPL : 645 343 €
- Charges de fonctionnement LAD SPL : 227 269 €
- Ressources humaines LAD GIE : 296 241 €
- Charges de fonctionnement LAD GIE : 194 122 €

Le résultat d'exploitation 2019 s'élève à + 189 479 €, sur lequel est constituée une provision de 180 K€ destinée à la réalisation prochaine d'actions complémentaires de conseil et de développement touristique.

Le résultat exceptionnel de + 89 K€ provient des régularisations fiscales sur les années 2016 à 2018 appliquées à la suite du contrôle fiscal intervenu en 2019, à savoir :

- Perte exceptionnelle pour régularisation de la taxe sur les salaires : - 41 580 €
- Produit exceptionnel pour régularisation de la récupération de TVA : + 130 159 €

Le résultat net de l'exercice 2019 est bénéficiaire de 98 058 K€.

- D.S.P. La Maison du Lac de Grand-Lieu

Si la vente de marchandises et la production vendue en 2019 restent globalement identiques à celle de 2018 (+ 2 %), il convient de noter un accroissement du montant des visites de 13 % venant compenser une baisse des autres ventes de 25 %.

La contribution du Département reste fixée à 552 K€, avec une redevance de 100 K€ conformément aux termes de la convention conclue.

L'organisation de la journée mondiale des zones humides a conduit à une facturation des prestations réalisées auprès de l'association RAMSAR France pour un montant de 6 878 € H.T.

Les charges d'exploitation de La Maison du Lac ont diminué globalement de 15 K€.

Les principales évolutions portent sur :

- Les frais de structure portées directement par le GIE évoluant de 7 354 € en 2018 à 18 435 € en 2019.
- Les frais de publicité et de communication (insertions presse, communication radio, campagnes d'affichage) progressent de 11 K€.
- Progression de la taxe sur les salaires de 9 K€ suite aux conclusions du contrôle fiscal intervenu en 2019
- Baisse des frais de personnel de 33 K€ provenant :
    - D'absences pour congés maternité,
    - Du départ d'une chargée de commercialisation non remplacée immédiatement,
    - De la prise en charge d'une quote-part du salaire du Directeur, à hauteur du temps passé sur diverses interventions au bénéfice de l'ensemble des activités de la S.P.L.

La perte exceptionnelle de - 16 K€ provient de la régularisation fiscale sur les années 2016 à 2018 appliquée à la suite du contrôle fiscal intervenu en 2019, à savoir une régularisation de la taxe sur les salaires. Le produit exceptionnel de 2 K€ correspond à la reprise du solde de la subvention d'investissement relative aux acquisitions initiales. De ce fait, si le résultat d'exploitation est à l'équilibre (+ 2 K€), le résultat net affiche une perte de 12 514 €.

- D.S.P. Circuit de Loire-Atlantique

Les produits d'exploitation du circuit de Loire-Atlantique restent en 2019 au niveau de l'année précédente, malgré une fermeture estivale de plusieurs semaines nécessaire à la réhabilitation de la piste.

Les charges de fonctionnement, intégrant une redevance de 21 K€ due au délégant sont arrêtées à la somme de 261 K€, contre 255 K€ en 2018.
Les 2 principales évolutions portent sur :

- Une augmentation de 5 K€ des frais de personnel suite à la réorganisation de la présence sur site les samedis,
- Un accroissement des amortissements sur investissements de 8 K€ à la suite des travaux de sécurisation du circuit réalisés au 2ème semestre 2018.

Le résultat de l'exercice 2019 est de + 202 €

9. Le résultat de l'exercice

- Résultat

Le résultat global de LAD SPL pour l'exercice 2019 affiche une perte de – 248 697,32 €

- Proposition d'affectation de résultat

Le Conseil d'Administration propose à l'Assemblée Générale l'affectation du résultat déficitaire de l'exercice, de : -248 697,32 € :

- Imputation sur le compte « autres réserves » pour : -248 697,32 €

10. Le bilan

LOIRE ATLANTIQUE DEVELOPPEMENT

ETATS FINANCIERS
Exercice du 01/01/2019 au 31/12/2019

Bilan Actif

		31/12/2019			31/12/2018
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
	Capital souscrit non appelé (I)				
ACTIF IMMOBILISE	**IMMOBILISATIONS INCORPORELLES**				
	Frais d'établissement				
	Frais de développement				
	Concessions brevets droits similaires	272 938	215 437	57 501	72 319
	Fonds commercial (1)				
	Autres immobilisations incorporelles				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
	Constructions	2 404	2 404		
	Installations techniques,mat. et outillage indus.	176 304	97 218	79 086	77 252
	Autres immobilisations corporelles	173 400	157 084	16 315	28 468
	Immobilisations en cours	5 017		5 017	
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations				
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Autres immobilisations financières				
	TOTAL (II)	**630 063**	**472 144**	**157 919**	**178 039**
ACTIF CIRCULANT	**STOCKS ET EN-COURS**				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens	2 770 215		2 770 215	1 255 883
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises	15 257		15 257	8 943
	Avances et Acomptes versés sur commandes	67 880		67 880	41
	CREANCES (3)				
	Créances clients et comptes rattachés	1 164 166		1 164 166	684 540
	Autres créances	1 462 227		1 462 227	1 133 250
	Capital souscrit appelé, non versé				
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	1 000 000		1 000 000	1 000 000
	DISPONIBILITES	4 315 589		4 315 589	3 836 534
COMPTES DE REGULARISATION	Charges constatées d'avance	41 776		41 776	70 768
	TOTAL (III)	**10 837 111**		**10 837 111**	**7 989 960**
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)				
	Primes de remboursement des obligations (V)				
	Ecarts de conversion actif (VI)				
	TOTAL ACTIF (I à VI)	**11 467 174**	**472 144**	**10 995 029**	**8 167 999**

Bilan Passif

		31/12/2019	31/12/2018
Capitaux Propres	Capital social ou individuel	600 000	600 000
	Primes d' émission, de fusion, d' apport ...		
	Ecarts de réévaluation		
	RESERVES		
	Réserve légale	28 654	26 640
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves réglementées		
	Autres réserves	428 381	390 122
	Report à nouveau		
	Résultat de l'exercice	**(248 697)**	**40 273**
	Subventions d'investissement		1 826
	Provisions réglementées		
	Total des capitaux propres	**808 337**	**1 058 860**
Autres fonds propres	Produits des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
	Total des autres fonds propres		
Provisions	Provisions pour risques	284 120	100 120
	Provisions pour charges	188 059	162 061
	Total des provisions	**472 179**	**262 181**
DETTES (1)	**DETTES FINANCIERES**		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	564 137	882 000
	Emprunts et dettes financières divers	1 963 472	87 550
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	50 704	19 793
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 447 991	2 737 420
	Dettes fiscales et sociales	555 681	439 851
	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	333	2 596
	Autres dettes	3 382 237	2 232 125
	Produits constatés d'avance (1)	749 958	445 624
	Total des dettes	**9 714 513**	**6 846 958**
	Ecarts de conversion passif		
	TOTAL PASSIF	**10 995 029**	**8 167 999**

Evènements postérieurs à la clôture

Une gestion optimale du confinement pour garantir la poursuite d'activités appréciée des salariés de l'UES de LAD.

L'activité opérationnelle du premier trimestre 2020 a été évidemment impactée par la propagation du COVID-19.

Après les deux CSE extraordinaire du 4 et du 13 mars et suite aux annonces du Gouvernement, la Direction générale a décidé par anticipation de « basculer » l'ensemble des salarié.es en télétravail dès le lundi 16 mars afin d'assurer la protection individuelle et collective et éviter la propagation du virus au sein de l'agence.

Durant le confinement, la mise en œuvre du **Plan de Continuités d'Activités** pour chaque entité de l'UES a été rendue possible tant par la robustesse des infrastructures et la mise à dispositions de solutions numériques adaptées par LAD GIE. L'expérience du télétravail occasionnel ou régulier pour près de la moitié des collaborateurs.trices de l'UES depuis plus de deux ans a été un réel atout pour amortir au mieux la décision de l'État d'imposer un confinement strict.

Du 16 mars au 11 mai, **le travail à distance a été la règle** via les visio-conférences internes comme avec les commanditaires, partenaires et porteurs de projets.

En parallèle les dispositions ont été prises dès la fin mars en termes d'achats de masques et de gel hydroalcoolique pour anticiper la reprise de l'activité opérationnelle dans les locaux de LAD et sur le terrain, dans le strict respect des mesures sanitaires avec l'utilisation obligatoire des équipements de protection individuels.

Depuis le 11 mai la reprise de l'activité en présentielle s'est progressivement développée au sein des locaux avec une nouvelle étape du 8 juin au 4 juillet prochain pour permettre la poursuite du travail à distance deux jours par semaine voire plus en fonction de situations particulières liées notamment à la scolarisation des enfants.

Sur l'ensemble de la période le **dialogue social a été très régulier et constructif** pour conjuguer la protection des salariés et la poursuite des activités. Le CSE consulté très régulièrement a validé l'ensemble des mesures proposées par la Direction et tout particulièrement **le plan de reprise d'activités progressif et sécurisé** et le guide opérationnel détaillant l'ensemble des mesures et gestes barrières à respecter dans l'ensemble des locaux des entités de LAD. Un questionnaire interne a été adressé à tous.tes les salarié.es pour recueillir leur ressenti sur cette période et ainsi en tirer des leçons pour l'avenir. **Cette période a été globalement bien vécue par la très grande majorité des salarié.es qui ont apprécié les dispositions annoncées immédiatement comme le maintien des salaires à 100%** tout en inscrivant les entités de l'agence et une partie d'entre eux dans les dispositifs annoncés par l'État notamment l'activité partielle soit pour garde d'enfants soit au regard de la baisse réelle de l'activité ou de l'incapacité technique à assumer leurs missions.

Dans le respect des accords d'entreprise et de la charte du management, la direction générale et l'ensemble de l'équipe managériale ont su adapter l'organisation globale avec souplesse, dans une dynamique encore plus collaborative, basée plus encore sur la confiance, avec de nouvelles délégations de responsabilités. De même des adaptations internes ont permis d'optimiser le suivi et traitement administratif et financier de nos activités pour garantir le paiement dans des délais les plus courts des factures aux prestataires pour les accompagner à supporter au mieux les conséquences immédiates de la crise sanitaire sur leur trésorerie.

Cette période a été propice au développement **d'initiatives de salarié.es notamment avec de nouvelles procédures sécurisées** pour répondre au mieux avec rigueur et professionnalisme à l'ensemble des missions relevant des champs d'intervention des entités de l'agence et ainsi **garantir un travail de qualité dans un mode relativement dégradé**. De même conformément **au plan de développement des compétences des salariées**, cette période a permis la **poursuite de formations internes** notamment en termes de « management » dont tous les salariés volontaires ont pu bénéficier avec des conseils méthodologiques relatifs au travail à distance et ainsi veiller aux risques psychosociaux dans un contexte professionnel et personnel inédit.

Cette période a permis le **renforcement du travail transversal interne** pour :

- finaliser le travail d'actualisation du projet stratégique de l'agence et de chacune de ses entités,
- engager l'arrêt des comptes et la rédaction des rapports d'activités 2019 pour chaque entité de l'UES
- l'élaboration des CRAC 2020 pour LAD SELA/SPL,
- accompagner en réactivité les professionnels de la filière du secteur du tourisme très impactés par les fermetures liées au confinement avec notamment la prise en charge par LAD Tourisme et le Comité Départemental du Tourisme, de sessions d'informations sur les dispositifs et de formations spécifiques prises en charge par LAD Tourisme et le CDT.

Les orientations stratégiques pour faire de LAD, l'agence des transitions à horizon 2030 et les adaptations en termes de gouvernance interne avec les évolutions de l'organisation de LAD feront l'objet d'une présentation lors du Conseil d'Administration de septembre 2020 pour l'installation des nouveaux membres suite au renouvellement des actionnaires/administrateurs après les échéances électorales du 15 mars et 28 juin 2020.

L'impact économique et social de la crise sanitaire sur l'exercice 2020 et les exercices suivants sera réel plus particulièrement sur Loire-Atlantique développemnt SELA et la partie « aménagement – construction » de LAD SPL.

Il est difficile d'en mesurer à ce jour les conséquences immédiates et futures précises.

Cependant l'arrêt de l'activité opérationnelle et la reprise opérationnelle « ralentie » compte tenu des mesures « barrières », le report du second tour des élections locales du 22 mars au 28 juin 2020 pourraient entrainer des reports de projets, d'opérations ou de cessions foncières qu'il conviendra d'anticiper pour en atténuer au maximum les effets économiques et sociaux sur les résultats de LAD SELA et LAD SPL.

Contrôle de la Chambre régionale des comptes
Par correspondance du 4 juin 2020, la Chambre régionale des comptes a informé Monsieur le Président de Loire-Atlantique Développement - SPL qu'elle avait décidé de procéder au contrôle des comptes et de la gestion de la société pour la période couvrant l'exercice 2015 jusqu'à la période la plus récente.

11. Autres informations

➢ Approbation des conventions réglementées

Les conventions réglementées sont listées dans le rapport sur le gouvernement d'entreprise joint au présent dossier.

Le Conseil d'Administration est appelé à approuver ces conventions.

➢ Délais de paiement

En application de l'article L.441-6-1, alinéa 1er du Code de Commerce, les sociétés dont les comptes annuels sont certifiés par un commissaire aux comptes ont l'obligation de communiquer dans le rapport de gestion des informations relatives aux délais de paiement de leurs fournisseurs et de leurs clients.

Aussi, la décomposition des dettes et créances à la clôture des comptes 2018 est la suivante.

Factures reçues et émises non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu

	Article D. 441 I.- 1° : Factures reçues non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu						Article D. 441 I.- 2° : Factures émises non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu					
	0 jour (indicatif)	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)	*0 jour (indicatif)*	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)
(A) Tranches de retard de paiement												
Nombre cumulé de factures concernées	518					446	418					349
Montant cumulé des factures concernées TTC	1 087 511,55	737 355,65	87 410,51	25 601,70	151 510,79	1 001 878,65	556 121,71	190 639,21	59 559,23	229 612,89	129 375,38	609 186,71
Pourcentage du montant total des achats de l'exercice TTC	18,06%	12,24%	1,45%	0,43%	2,52%	16,63%						
Pourcentage du chiffre d'affaires de l'exercice TTC							25,67%	8,80%	2,75%	10,60%	5,97%	28,12%
(B) Factures exclues du (A) relatives à des dettes et créances litigieuses ou non comptabilisées												
Nombre des factures exclues												
Montant total des factures exclues												
(C) Délais de paiement de réfrence utilisés (contractuel ou delai légal - article L. 441-6 ou article L.443-1 du code de commerce)												
Délais de paiement de utilisés pour le calcul des retards de paiement	☐ Délais contractuels : (préciser) ☐ Délais légaux : (préciser)						☐ Délais contractuels : (préciser) ☐ Délais légaux : (préciser)					

- **Résultat des cinq derniers exercices**

Tableau des résultats et autres éléments caractéristiques de la société au cours des cinq derniers exercices

(articles R. 225-102 du Code de commerce)

	Etat exprimé en **euros**	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2017	31/12/2018	31/12/2019
CAPITAL en Fin d'exercice	Capital social	600 000	600 000	600 000	600 000	600 000
	Nombre d'actions ordinaires	6 000	6 000	6 000	6 000	6 000
	Nbre d'actions dividende prioritaire sans droit de vote					
	Nombre maximal d'actions à créer :					
	- Par conversion d'obligation					
	- Par droit de souscription					
OPERATIONS et RESULTAT	Chiffre d'affaires (hors taxes)	1 621 106	1 440 171	1 303 159	6 354 058	1 773 672
	Résultat avant impôts, participations dotations aux amorts et prov.	199 839	77 229	278 352	(37 687)	43 517
	Impôts sur les bénéfices	(5 617)	(9 613)	(11 359)	(10 566)	
	Participation des salariés					
	Résultat après impôts, participation, dotations aux amorts et provisions	4 291	(116 017)	119 298	40 273	(248 697)
	Résultat distribué					
RESULTAT PAR ACTION	Résultat après impôts, participation, avant dotations aux amorts et prov.	34	14	48	(5)	7
	Résultat après impôts, participation, dotations aux amorts et provisions	1	(19)	20	7	(41)
	Dividende attribué					
PERSONNEL	Effectif moyen salarié				29	32
	Montant de la masse salariale	1 618 563	1 635 328	1 239 315	1 369 353	1 237 245
	Montant des sommes versées en avantages sociaux	739 658	725 073	566 004	547 735	543 017

- **Montant des charges non fiscalement déductibles**
  En application de l'article 39-4 du CGI

  Quote-part des amortissements excédentaires des véhicules loués par LAD GIE pour le compte de ses membres pour 2 746 €

- **Dividendes distribués au cours des trois exercices précédents**
  - Exercice 2018: 0 €
  - Exercice 2017 : 0 €
  - Exercice 2016 : 0 €
- **Jetons de présence versés au cours de l'exercice 2019**
  Néant

CONSTRUIRE
ENSEMBLE
LE CADRE DE VIE
DE DEMAIN

Loire-Atlantique développement – SPL
2 boulevard de l'Estuaire – CS 96201
44262 Nantes cedex 2
Tél. 02 40 20 20 44
www.loireatlantique-developpement.fr

Loire-Atlantique développement / tourisme

Nantes Métropole

www.nantesmetropole.fr

SAEM LOIRE-ATLANTIQUE DEVELOPPEMENT - SELA

EXTRAIT





RAPPORT DES ADMINISTRATEURS

DE NANTES METROPOLE AU SEIN DE LA SAEM

2019

SAEM LOIRE-ATLANTIQUE DEVELOPPEMENT – SELA

Rapport au Conseil métropolitain de Nantes Métropole actionnaire, des représentants de Nantes Métropole désignés comme administrateurs au sein de la SAEM, en application de l'article L.1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales

EXERCICE 2019

RAPPORT ADMINISTRATEURS **SAEM** LOIRE-ATLANTIQUE DEVELOPPEMENT - SELA 201**9**

FICHE SIGNALETIQUE

ETAT CIVIL	
SAEM Loire-Atlantique Développement - SELA	
Siège social :	2, boulevard de l'Estuaire 44200 NANTES Tél. 02.40.20.20.44
Adresse administrative :	2, boulevard de l'Estuaire - CS 66207 - 44262 NANTES Cedex 2
N° RCS :	B 860 800 077
Date de création :	24 octobre 1959
Secteur d'activité :	Aménagement
Objet social :	Étude et réalisation d'opérations foncières, économiques, touristiques et industrielles en vue du développement économique du département de la Loire-Atlantique.
Président :	Philippe GROSVALET (depuis le 20/04/2015)
Directeur Général :	Olivier BESSIN
Commissaire aux comptes :	Cabinet Deloitte et Associés représenté par Alexis LEVASSEUR
Effectif moyen 2019 :	50,98 ETP (Equivalent Temps Plein)

ACTIONNARIAT			
Capital social de 13 535 337 €			
Actionnaires	Nombre d'actions détenues	Capital	% du capital
COLLECTIVITES LOCALES			**71,00 %**
Département de la Loire Atlantique	11 238	8 207 527,81 €	60,64 %
Nantes Métropole	844	616 404,47 €	4,55 %
Ville de Nantes	324	236 629,21 €	1,75 %
Ville de Saint-Herblain	310	226 404,49 €	1,67 %
Région Pays de la Loire	243	177 472,62 €	1,31 %
CARENE	200	146 067,41 €	1,08 %
AUTRES ACTIONNAIRES			**29,00 %**
Caisse des Dépôts et Consignations	3 894	2 843 932,49 €	21,01 %
Caisse d'Epargne des Pays de la Loire	527	384 887,63 €	2,84 %
C.C.I. de Nantes - St Nazaire	599	437 471,90 €	3,23 %
Autres	354	258 539,30 €	1,92 %
TOTAL	**18 533**	**13 535 337,33 €**	**100,0%**
Nombre total d'administrateurs :	15		
- dont représentant de la Ville de Nantes :	1 (M. Robert)		
- dont représentant de Nantes Métropole :	*1 (M. Pras)*		

JURIDIQUE	
Conventions conclues avec Nantes Métropole :	9 concessions d'aménagement
Conventions conclues avec la Ville de Nantes :	

FINANCIER	
Financement apporté par Nantes Métropole en 2019	946 850 € Avance à ZAC de la Minais 1 200 000 € TTC participation à ZAC Indulgence
Financement apporté par la Ville de Nantes en 2019	Néant TTC
Dernier résultat net comptable connu :	-182 981 € *Au 31/12/2019*
Garanties d'emprunt Nantes Métropole	3 323 943 € (encours au 31/12/2019)
Garanties d'emprunt Ville de Nantes	Néant

Loire-Atlantique Développement - SELA

Comptes annuels au 31 décembre 2019

Bilan simplifié

ACTIF	Euro	PASSIF	Euro
Immobilisations incorporelles	52	Capital social et prime d'émission	14 463 559
Immobilisations corporelles	11 970 283	Réserves	2 171 304
Immobilisations financières	5 913 837	Report à nouveau	0
		Résultat de l'exercice	-182 981
Total Actif immobilisé.....(I)	**17 884 171**	Autres subventions d'investissement	137 530
Stocks et en-cours	97 677 728	**Capitaux propres.....(I)**	**16 589 413**
Créances d'exploitation	4 724 033		
Autres créances	6 341 275	**Autres fonds propres.....(II)**	**0**
Total Actif Circulant.....(II)	**108 743 036**	**Provisions pour risques et charges.(III)**	**7 557 138**
Valeurs mobilières de placement	1 378 054	Emprunts et dettes	82 863 070
Disponibilités	5 243 319	Fournisseurs et comptes rattachés	9 011 067
		Dettes fiscales et sociales	1 945 092
Total Trésorerie.....(III)	**6 621 374**	Autres dettes	3 293 773
		Total Dettes.....(IV)	**97 113 001**
Comptes de régularisation.....(IV)	**3 753 554**	**Comptes de régularisation.....(V)**	**15 742 583**
TOTAL GENERAL (I + II + III+IV)	**137 002 135**	TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	**137 002 135**

Compte de résultat

POSTES	Euro
Total des produits d'exploitation	41 975 555
Total des charges d'exploitation	42 258 347
dont charges de personnel	3 382 892
RESULTAT D'EXPLOITATION	**-282 792**
Total des produits financiers	516 233
Total des charges financières	435 000
RESULTAT FINANCIER	**81 233**
Total des produits exceptionnels	203 176
Total des charges exceptionnelles	184 597
RESULTAT EXCEPTIONNEL	**18 579**
Participation des salariés aux résultats	0
Impôts sur les bénéfices	
BENEFICE OU PERTE	**-182 981**

Important : Les chiffres ci-dessus sont communiqués sous réserve d'être approuvés lors de l'Assemblée Générale de la SAEM

SYNTHESE DES POSITIONS PRISES PAR LES ADMINISTRATEURS AU COURS DE L'ANNEE 2019

Administrateur Nantes Métropole	**Administrateur Ville de Nantes**
- M. PRAS	M. Robert

Décisions marquantes prises durant les Conseils d'Administration s'étant tenus en 2019

- ***Conseil d'Administration du 24 mai 2019 :***
  1. Approbation du procès-verbal du Conseil d'administration du 7 décembre 2018
  2. Approbation du rapport sur le gouvernement de l'entreprise et des conventions réglementées
  3. Approbation de l'arrêté des comptes 2018 de LAD – GIE
  4. Approbation du rapport de gestion, arrêt des comptes 2018 et proposition d'affectation du résultat
  5. Information sur l'ouverture du capital de LAD-SELA à la Région des Pays de la Loire
  6. Préparation d'une Assemblée Générale Ordinaire
  7. Point d'information sur l'activité du 1er trimestre 2019
  8. Informations sur les opérations en compte propre
  9. Autorisation de financements
  10. Questions diverses

- ***Conseil d'Administration du 21 juin 2019 :***
  1. Approbation du procès-verbal du Conseil d'administration du 24 mai 2019
  2. Autorisation de financements
  3. Questions diverses

- ***Conseil d'Administration du 15 novembre 2019 :***
  1. Approbation du procès-verbal du Conseil d'Administration du 21 juin 2019
  2. Information sur l'activité opérationnelle 2019 et prévisionnelle 2020
  3. Partenariats Loire-Atlantique Développement – SELA et Caisse des Dépôts et Consignations
  4. Opérations en compte propre
  5. Budget actualisé 2019 et Budget initial 2020 de LAD GIE
  6. Budget actualisé 2019 et Budget initial 2020 de LAD SELA
  7. Autorisation de financement
  8. Approbation des conventions réglementées
  9. Questions diverses

Taux de participation de l'administrateur mandataire de Nantes Métropole en 2019 : 100%

Taux de participation de l'administrateur mandataire de la Ville de Nantes en 2019 : 33%

Jetons de présence perçus par l'administrateur mandataire de Nantes Métropole en 2019 : 483€

Jetons de présence perçus par l'administrateur mandataire de la Ville de Nantes en 2019 : 161€

SYNTHESE DES CONTROLES EFFECTUES SUR LA SAEM LAD SELA AU COURS DE L'EXERCICE 2019

Contrôle sur exercice 2019 : Néant

RAPPORT ADMINISTRATEURS SAEM LOIRE-ATLANTIQUE DEVELOPPEMENT – SELA 2019

ANNEXES

Important : L'ensemble des documents joints en annexe du présent rapport sont fournis sous réserve d'être approuvés par l'Assemblée Générale de la SAEM

Comptes annuels 2019

Rapport de gestion du Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale - exercice 2019

Crowe

Cifralex

SEM LOIRE ATLANTIQUE DEVELOPPEMENT SELA

2 Bd de l'Estuaire
CS 66207
44262 NANTES CEDEX 2

ÉTATS FINANCIERS
31 décembre 2019

Exercice du 01/01/2019 au 31/12/2019

Laval	Le Mans	Nantes	Paris
laval@crowe-cifralex.fr	lemans@crowe-cifralex.fr	nantes@crowe-cifralex.fr	paris@crowe-cifralex.fr

Cifralex - Société Anonyme au capital de 549 400 € - 392 097 226 RCS Laval - TVA intracommunautaire FR 44 392 097 226
Société inscrite au tableau de l'Ordre des Experts-Comptables de la Région des Pays de Loire - Membre de la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes d'Angers
Siège social : 92, avenue Robert Buron - CS 86112 - 53062 Laval cedex 9

Sommaire

Attestation de présentation des comptes	1
COMPTES ANNUELS	2
Bilan actif	3
Bilan passif	4
Bilan actif par activité	5
Bilan passif par activité	6
Compte de résultat	7
Compte de résultat (suite)	8
Compte de résultat par activité	9
Compte de résultat par activité (suite)	10
Règles et méthodes comptables	11
Avances Inter Opérations	17
En-cours de concessions	18
En-cours de concessions	19
En-cours de concessions	20
Emprunts concessions	21
Emprunts concessions (suite)	22
Emprunts opérations propres	23
Immobilisations	24
Amortissements	25
Provisions	26
Créances et dettes	27
Produits à recevoir	28
Charges à payer	29
Charges constatées d'avance	30
Produits constatés d'avance	31
Filiales et participations	32
Effectif moyen	33
Capital	34
Mandats	35
DETAIL DES COMPTES	36
Détail de l'actif	37
Détail du passif	40
Détail du compte de résultat	42
GESTION	46
Soldes intermédiaires de gestion	47

Attestation de présentation des comptes

Dans le cadre de la mission de Présentation des comptes annuels de l'entité :

SEM LOIRE ATLANTIQUE DEVELOPPEMENT SELA
Pour l'exercice du 01/01/2019 au 31/12/2019

et conformément à nos accords, nous avons effectué les diligences prévues par les normes de Présentation définies par l'Ordre des Experts Comptables.

A la date de nos travaux qui ne constituent pas un audit et à l'issue de ceux-ci, nous n'avons pas relevé d'éléments remettant en cause la cohérence et la vraisemblance des comptes annuels pris dans leur ensemble.

Les comptes annuels ci-joints, paginés conformément au sommaire figurant en tête du présent document, se caractérisent par les données suivantes :

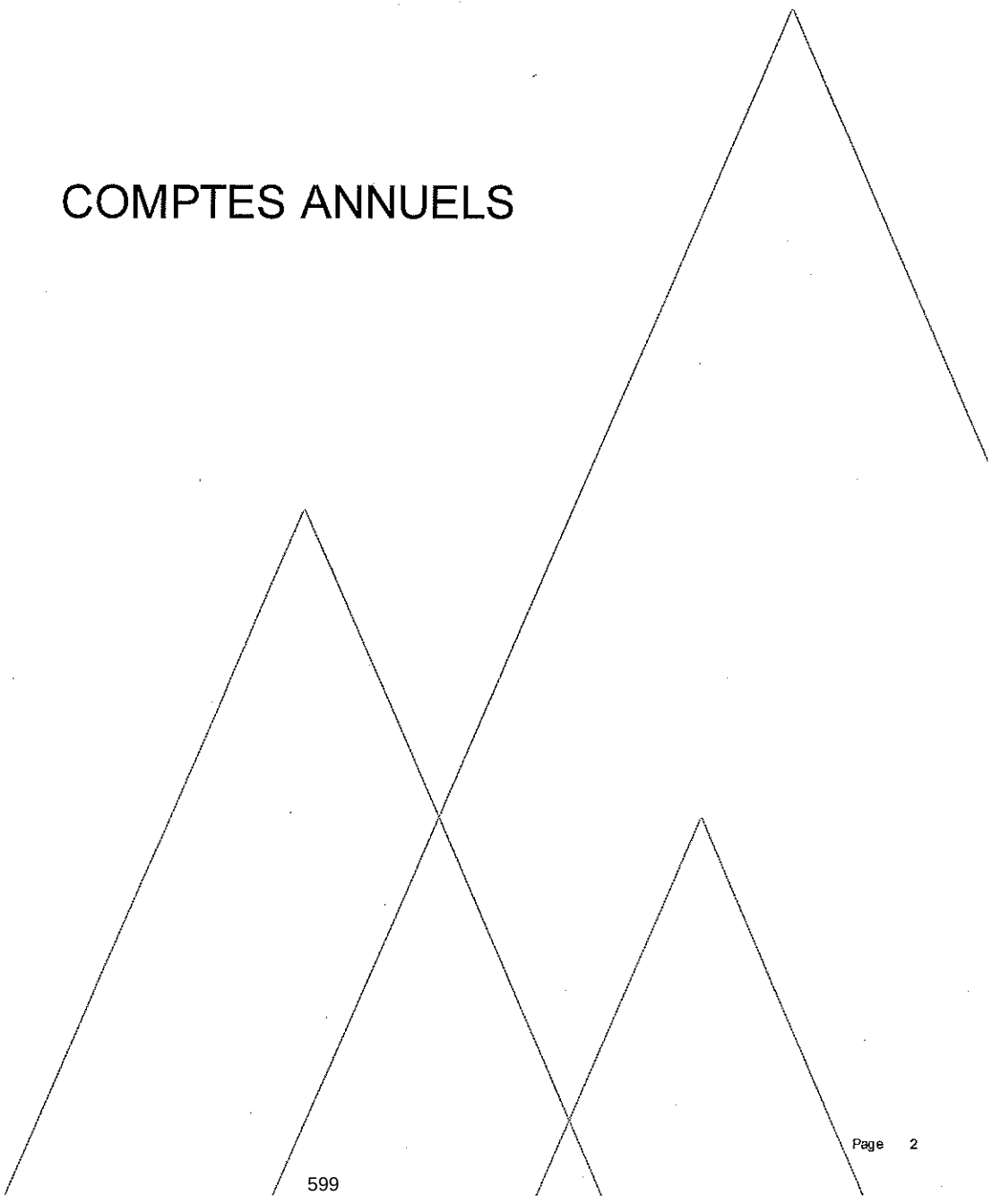
Total du bilan :	**137 002 134 euros**
Chiffre d'affaires :	**26 974 526 euros**
Résultat net comptable :	**-182 981 euros**

Fait à REZE, le 08/06/2020

Pour CIFRALEX

Sébastien FRANCHI
Expert Comptable Diplomé
Associé

COMPTES ANNUELS



Bilan Actif

		31/12/2019			31/12/2018
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
	Capital souscrit non appelé (I)				
ACTIF IMMOBILISE	**IMMOBILISATIONS INCORPORELLES**				
	Frais d'établissement				
	Frais de développement				
	Concessions brevets droits similaires	28 607	28 555	52	38 316
	Fonds commercial (1)				
	Autres immobilisations incorporelles				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains	791 803		791 803	791 803
	Constructions	13 317 428	2 919 139	10 398 289	11 049 184
	Installations techniques,mat. et outillage indus.	985 009	400 834	584 175	634 383
	Autres immobilisations corporelles	442 447	300 657	141 790	161 353
	Immobilisations en cours	54 226		54 226	37 557
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations	1 653 386	45 000	1 608 386	1 606 386
	Créances rattachées à des participations	3 397 973		3 397 973	3 488 835
	Autres titres immobilisés	817 578		817 578	725 409
	Prêts				
	Autres immobilisations financières	89 900		89 900	89 900
	TOTAL (II)	**21 578 356**	**3 694 185**	**17 884 171**	**18 623 125**
ACTIF CIRCULANT	**STOCKS ET EN-COURS**				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens	97 677 728		97 677 728	97 613 951
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	Avances et Acomptes versés sur commandes	331 612		331 612	420 297
	CREANCES (3)				
	Créances clients et comptes rattachés	4 682 859	290 438	4 392 421	8 672 774
	Autres créances	6 341 275		6 341 275	5 058 932
	Capital souscrit appelé, non versé				
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	1 378 054		1 378 054	1 378 054
	DISPONIBILITES	5 243 319		5 243 319	3 959 677
COMPTES DE REGULARISATION	Charges constatées d'avance	3 753 554		3 753 554	4 820 024
	TOTAL (III)	**119 408 401**	**290 438**	**119 117 963**	**121 923 709**
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)				
	Primes de remboursement des obligations (V)				
	Ecarts de conversion actif (VI)				
	TOTAL ACTIF (I à VI)	**140 986 757**	**3 984 623**	**137 002 134**	**140 546 834**

(1) dont droit au bail
(2) dont immobilisations financières à moins d'un an
(3) dont créances à plus d'un an

Bilan Passif

		31/12/2019	31/12/2018
Capitaux Propres	Capital social ou individuel	13 535 337	13 357 865
	Primes d' émission, de fusion, d' apport ...	928 222	855 694
	Ecarts de réévaluation		
	RESERVES		
	Réserve légale	338 526	329 840
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves réglementées		
	Autres réserves	1 832 778	1 667 762
	Report à nouveau		
	Résultat de l'exercice	**(182 981)**	**173 702**
	Subventions d'investissement	137 530	146 356
	Provisions réglementées		
	Total des capitaux propres	**16 589 412**	**16 531 219**
Autres fonds propres	Produits des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
	Total des autres fonds propres		
Provisions	Provisions pour risques	1 039 979	1 045 858
	Provisions pour charges	6 517 159	5 502 453
	Total des provisions	**7 557 138**	**6 548 311**
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	52 702 799	60 337 626
	Emprunts et dettes financières divers	30 160 271	28 798 879
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	1 506 821	1 395 849
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	7 503 017	7 415 068
	Dettes fiscales et sociales	1 945 092	2 190 836
	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	1 984 310	1 994 517
	Autres dettes	1 310 693	1 167 170
	Produits constatés d'avance (1)	15 742 583	14 167 359
	Total des dettes	**112 855 584**	**117 467 304**
	Ecarts de conversion passif		
	TOTAL PASSIF	**137 002 134**	**140 546 834**

	Résultat de l'exercice exprimé en centimes	(182 980,85)	173 702,15
(1)	Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an	65 471 228	72 326 794
(2)	Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP	19 632 676	24 630 456

Bilan actif par activité

		Exercice clos le 31/12/2019 (12 mois)				
		Fonctionnement	Concessions	Mandats	Opérations propres	Total
	Capital souscrit non appelé (I)					
	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES					
	Frais d'établissement					
	Frais de développement					
	Concessions, brevets, droits similaires	52				52
	Fonds commercial (1)					
	Autres immobilisations incorporelles					
	Avances et acomptes					
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES					
	Terrains				791 803	791 803
	Constructions				10 398 289	10 398 289
	Installations techniques, mat. et outillage indus.	1 099			583 077	584 175
	Autres immobilisations corporelles	6 563			135 227	141 790
	Immobilisations en cours				54 226	54 226
	Avances et acomptes					
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)					
	Participations évaluées selon mise en équivalence					
	Autres participations	1 608 386				1 608 386
	Créances rattachées à des participations	3 397 973				3 397 973
	Autres titres immobilisés	783 465	26 772		6 786	817 022
	Prêts					
	Autres immobilisations financières	80 556	2 400		7 500	90 456
	TOTAL (II)	**5 878 093**	**29 172**		**11 976 907**	**17 884 171**
ACTIF CIRCULANT	**STOCKS ET EN-COURS**					
	Matières premières, approvisionnements					
	En-cours de production biens	14 350	94 700 954		2 962 424	97 677 728
	En-cours de production services					
	Produits intermédiaires et finis					
	Marchandises					
	Avances et acomptes versés sur commandes	2 669	325 720	3 223		331 612
	CREANCES (3)					
	Clients et comptes rattachés	1 482 618	2 275 918		633 886	4 392 421
	Mandants			516 035		516 035
	Autres créances	2 050 861	3 382 695	338 201	53 483	5 825 240
	Capital souscrit appelé, non versé					
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	1 378 054				1 378 054
	DISPONIBILITES	5 243 319				5 243 319
	Charges constatées d'avance	47 814	3 665 968		39 772	3 753 554
	TOTAL (III)	**10 219 684**	**104 351 253**	**857 459**	**3 689 566**	**119 117 963**
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)					
	Primes de remboursement des obligations (V)					
	Ecarts de conversion actif (VI)					
	SOUS-TOTAL	**16 097 777**	**104 380 425**	**857 459**	**15 666 473**	**137 002 134**
	Compte de liaison (VII)	35 406 976	23 479 504	946 978	645 840	60 479 299
	TOTAL ACTIF (0 à VII)	**51 504 753**	**127 859 929**	**1 804 438**	**16 312 313**	**197 481 433**

(1) dont droit au bail
(2) dont immobilisations financières à moins d'un an
(3) dont créances à plus d'un an

Bilan passif par activité

		Exercice clos le 31/12/2019 (12 mois)				
		Fonctionnement	Concessions	Mandats	Opérations propres	Total
Capitaux propres	Capital social ou individuel	13 535 337				13 535 337
	Primes d'émission, de fusion, d'apport...	928 222				928 222
	Ecart de réévaluation					
	RESERVES					
	Réserve légale	338 526				338 526
	Réserves statutaires ou contractuelles					
	Réserves réglementées					
	Autres réserves	1 832 778				1 832 778
	Report à nouveau					
	Résultat de l'exercice	(416 680)			233 699	(182 981)
	Subventions d'investissement				137 530	137 530
	Provisions réglementées					
	Total des capitaux propres	**16 218 183**			**371 229**	**16 589 412**
Autres fonds propres	Produits des émissions de titres participatifs					
	Avances conditionnées					
	Total des autres fonds propres					
Provisions	Provisions pour risques	158 919	881 059			1 039 979
	Provisions pour charges	93 827	6 423 332			6 517 159
	Total des provisions	**252 746**	**7 304 392**			**7 557 138**
DETTES (1)	**DETTES FINANCIERES**					
	Emprunts obligataires convertibles					
	Autres emprunts obligataires					
	Emprunts et dettes auprès des étab. de crédit (2)	13 876 211	30 102 114	887	8 723 586	52 702 799
	Emprunts et dettes financières diverses	300 000	29 757 489		102 781	30 160 271
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		1 506 821			1 506 821
	DETTES D'EXPLOITATION					
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	110 074	7 064 811	232 542	95 589	7 503 017
	Dettes fiscales et sociales	945 874	843 634		155 584	1 945 092
	DETTES DIVERSES					
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	100 000			1 884 310	1 984 310
	Autres dettes	40 478	77 477	1 171 740	20 999	1 310 693
	Produits constatés d'avance (1)		15 579 543		163 039	15 742 583
	Total des dettes	**15 372 637**	**84 931 889**	**1 405 169**	**11 145 889**	**112 855 584**
	Ecarts de conversion passif					
	SOUS-TOTAL	**31 843 566**	**92 236 281**	**1 405 169**	**11 517 118**	**137 002 134**
	Compte de liaison (XII)	19 661 187	35 623 648	399 268	4 795 196	60 479 299
	TOTAL PASSIF	**51 504 753**	**127 859 929**	**1 804 438**	**16 312 314**	**197 481 433**
Résultat de l'exercice exprimé en centimes		(416 680,25)			233 699,40	(182 980,85)
(1) Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an		13 792 637	47 082 063	1 405 169	3 191 359	65 471 228
(2) Dont CBC, et soldes créditeurs de banques et CCP		12 276 211	7 355 578	887		19 632 676

Compte de résultat

		France	Exportation	31/12/2019 12 mois	31/12/2018 12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises				
	Production vendue (Biens)	24 310 411		24 310 411	34 599 890
	Production vendue (Services et Travaux)	2 664 115		2 664 115	2 811 399
	Montant net du chiffre d'affaires	**26 974 526**		**26 974 526**	**37 411 289**
	Production stockée			63 778	(9 357 401)
	Production immobilisée			14 300	399 799
	Subventions d'exploitation			73 790	156 703
	Reprises sur provisions et amortissements, transfert de charges			14 777 342	12 989 218
	Autres produits			71 820	234 592
	Total des produits d'exploitation (1)			**41 975 555**	**41 834 199**
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises				
	Variation de stock				
	Achats de matières et autres approvisionnements				
	Variation de stock				
	Autres achats et charges externes			26 151 359	28 156 741
	Impôts, taxes et versements assimilés			239 225	454 104
	Salaires et traitements			2 302 494	2 153 390
	Charges sociales du personnel			1 080 397	970 993
	Cotisations personnelles de l'exploitant				
	Dotations aux amortissements :				
	- sur immobilisations			584 237	610 140
	- charges d'exploitation à répartir				
	Dotations aux dépréciations :				
	- sur immobilisations				
	- sur actif circulant			41 444	41 661
	Dotations aux provisions			6 407 736	5 410 294
	Autres charges			5 451 455	4 033 633
	Total des charges d'exploitation (2)			**42 258 347**	**41 830 955**
	RESULTAT D'EXPLOITATION			**(282 792)**	**3 244**

Compte de résultat

		31/12/2019	31/12/2018
	RESULTAT D'EXPLOITATION	**(282 792)**	**3 244**
Opéra. comm.	Bénéfice attribué ou perte transférée		
	Perte supportée ou bénéfice transféré		
PRODUITS FINANCIERS	De participations (3)	81 159	15 693
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé (3)	99 890	103 620
	Autres intérêts et produits assimilés (3)	333 183	414 573
	Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges	2 000	
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		6 757
	Total des produits financiers	**516 233**	**540 644**
CHARGES FINANCIERES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées (4)	435 000	495 658
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	Total des charges financières	**435 000**	**495 658**
	RESULTAT FINANCIER	**81 233**	**44 986**
	RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	**(201 559)**	**48 230**
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion	222	24 546
	Sur opérations en capital	202 953	483 728
	Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		130 000
	Total des produits exceptionnels	**203 176**	**638 274**
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion	7 182	75 000
	Sur opérations en capital	177 416	394 290
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		59 435
	Total des charges exceptionnelles	**184 597**	**528 725**
	RESULTAT EXCEPTIONNEL	**18 579**	**109 549**
	PARTICIPATION DES SALARIES		
	IMPOTS SUR LES BENEFICES		(15 923)
	TOTAL DES PRODUITS	**42 694 963**	**43 013 117**
	TOTAL DES CHARGES	**42 877 944**	**42 839 415**
	RESULTAT DE L'EXERCICE	**(182 981)**	**173 702**

(1) dont produits afférents à des exercices antérieurs		
(2) dont charges afférentes à des exercices antérieurs		
(3) dont produits concernant les entreprises liées	176 037	114 917
(4) dont intérêts concernant les entreprises liées		

Compte de résultat par activité

		Exercice clos le 31/12/2019 (12 mois)				
		Fonctionnement	Concessions	Mandats	Opérations propres	Total
PRODUITS D'EXPLOITATION	Vente de marchandises					
	Production vendue (Biens)		24 310 411			24 310 411
	Production vendue (Services et Travaux)	1 237 730			1 426 385	2 664 115
	Montant net du chiffres d'affaires	**1 237 730**	**24 310 411**		**1 426 385**	**26 974 526**
	Production stockée		(203 631)		267 409	63 778
	Production immobilisée				14 300	14 300
	Subventions d'exploitation	73 790				73 790
	Reprises sur amort, et prov.,transfert de charges	2 928 078	11 807 490		41 774	14 777 342
	Autres produits	52 206			19 613	71 820
	Total des produits d'exploitation (1)	**4 291 804**	**35 914 270**		**1 769 480**	**41 975 555**
OPERATIONS COMMUNES	Achats de marchandises					
	Variation de stocks					
	Achats de matières premières et autres approvisionnements					
	Variation de stocks					
	Autres achats et charges externes	1 540 030	24 112 659		498 669	26 151 359
	Impôts, taxes et versements assimilés	74 043			165 182	239 225
	Salaires et traitements	2 302 494				2 302 494
	Charges sociales du personnel	1 080 397				1 080 397
	Cotisations personnelles de l'exploitant					
	Dotations aux amortissements :					
	- sur immobilisations	6 691			577 546	584 237
	- charges d'exploiation à répartir					
	Dotations aux dépréciations :					
	- sur immobilisations					
	- sur actif circulant				41 444	41 444
	Dotations aux provisions		6 407 736			6 407 736
	Autres charges	57 580	5 393 875			5 451 455
	Total des charges d'exploitation (2)	**5 061 236**	**35 914 270**		**1 282 841**	**42 258 347**
	RESULTAT D'EXPLOITATION	**(769 432)**			**486 640**	**(282 792)**

Compte de résultat par activité

		Exercice clos le 31/12/2019 (12 mois)				
		Fonctionnement	Concessions	Mandats	Opérations propres	Total
	RESULTAT D'EXPLOITATION	**(769 432)**			**486 640**	**(282 792)**
Opéra. Comm.	Bénéfice attribué ou perte transférée Perte supportée ou bénéfice transféré					
PRODUITS FINANCIERS	De participations (3)	81 159				81 159
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé (3)	99 890				99 890
	Autres intérêts et produits assimilés (3)	333 027			157	333 183
	Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges	2 000				2 000
	Différences positives de change Produits nets sur cessions de valeurs mobilières placement					
	Total des produits financiers	**516 076**			**157**	**516 233**
CHARGES FINANCIERES	Dotations aux amortissements, aux déprécations et aux provisions Intérêts et charges assimilées (4) Différences négatives de change Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	156 842			278 158	435 000
	Total des charges financières	**156 842**			**278 158**	**435 000**
	RESULTAT FINANCIER	**359 234**			**(278 001)**	**81 233**
	RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	**(410 198)**			**208 638**	**(201 559)**
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges	40 37 895			182 165 058	222 202 953
	Total des produits exceptionnels	**37 935**			**165 240**	**203 176**
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Dotations aux amortissements,aux déprécations et aux provisions	4 522 39 895			2 659 137 520	7 182 177 416
	Total des charges exceptionnelles	**44 418**			**140 180**	**184 597**
	RESULTAT EXCEPTIONNEL	**(6 482)**			**25 061**	**18 579**
	PARTICIPATION DES SALARIES					
	IMPOTS SUR LES BENEFICES					
	TOTAL DES PRODUITS	**4 845 816**	**35 914 270**		**1 934 877**	**42 694 963**
	TOTAL DES CHARGES	**5 262 496**	**35 914 270**		**1 701 178**	**42 877 944**
	RESULTAT DE L'EXERCICE	**(416 680)**			**233 699**	**(182 981)**

Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels de l'exercice ont été établis conformément au règlement de l'ANC n°2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général (PCG), modifié et complété depuis son homologation par des règlements ultérieurs.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La loi comptable du 30 avril 1983 et son décret d'application 83.1020 du 29 novembre 1983 s'appliquent de droit aux Société d'Economie Mixte régie par la loi du 7 juillet 1983.

Les états financiers joints sont établis conformément à l'avis du Conseil National de la Comptabilité du 12 juillet 1984, complété :

- Par l'avis 99/05 du 18 mars 1999 pour les conventions publiques d'aménagement,
- Par l'avis 93/09 du 08 décembre 1993 pour les autres opérations.

L'ensemble des recommandations énoncées par les guides comptables édités par la FNEPL (guide comptable professionnels des EPL activités immobilières et actions, et opérations d'aménagement) a également été respecté.

L'exercice considéré débute le 01/01/2019 et finit le 31/12/2019.
Il a une durée de 12 mois.

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition.
Les amortissements pour dépréciation sont calculés en fonction de la durée probable d'utilisation, suivant le mode linéaire :

- Logiciel	3 ans

Immobilisations corporelles

Modes et méthodes d'évaluation

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

En 2005, dans le nouveau cadre règlementaire, la société a opté pour la méthode prospective dite de réallocation des valeurs nettes comptables. Elle consistait à ventiler la valeur nette comptable en différents composants sans impacter les capitaux propres de la société à l'ouverture de l'exercice.

Règles et méthodes comptables

La mise en application de la méthode des amortissements par composants a porté sur les ensembles immobiliers suivants :

En opération patrimoniale

- Un bâtiment de découpe et de transformation de viande
- Un bâtiment situé dans un village d'artisans à Pornic et à Bouaye
- Un ensemble immobilier constitué d'une plateforme bois énergie
- Une installation d'une toiture photovoltaïque ferme bio-marine
- Une installation solaire photovoltaïque de la salle de sport d'Escoublac
- Une installation production photovoltaïque à Carquefou
- Une installation d'une toiture photovoltaïque sur un bâtiment technique municipal sur la commune de Varades.
- Un ensemble immobilier constitué de deux bâtiments industriels « Duquesne »
- Un ensemble immobilier constitué d'un bâtiment industriel « Brais à Saint Nazaire »
- Un ensemble immobilier formant un Pôle social à Nozay.
- Un ensemble immobilier constituant l'ancien siège social de la société.
- Un ensemble immobilier constituant un Hôtel entreprise à Guérande.
- Un ensemble immobilier constituant un Pôle Médical à La Chevrolière

Ces ensembles immobiliers ont été scindés en composants sur la base de l'analyse technique réalisée par les services opérationnels et financiers de la société et le cabinet d'expertise comptable.

Méthodes de calcul des amortissements

Le mode d'amortissement linéaire est considéré comme le plus proche, dans les conditions techniques actuelles, de l'amortissement économique réel.

Les ensembles immobiliers se répartissent de la manière suivante :

. Structure (dont frais financiers)	20 à 50 ans
. Menuiseries extérieures	8 à 25 ans
. Etanchéité	12 à 15 ans
. Electricité	8 à 25 ans
. Plomberie Sanitaire	8 à 25 ans
. Ascenseurs	20 ans
. Agencements	2 à 12 ans

Les durées d'utilisation normales présentées ci-dessus ont fait l'objet d'ajustements, tenant compte des engagements contractuels spécifiques concernant notamment les conditions générales du bien dans le cadre de la concession concernée.

Pour les autres immobilisations inscrites à l'actif du bilan, les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire et en fonction de la durée d'utilisation normale prévue, soit :

Les principales durées sont les suivantes :

. Matériel et outillage industriels, installations techniques	5 ans
. Mobilier, matériel de bureau informatique	3 à 8 ans
. Installations, agencements, aménagements divers	5 à 8 ans

Dépréciations d'immobilisations

Une provision pour dépréciation est comptabilisée lorsque la valeur d'usage est inférieure à la valeur comptable.

Règles et méthodes comptables

Immobilisations financières

Les immobilisations financières sont comptabilisées à leur coût d'acquisition.
Les avances inter-opérations sont neutralisées dans les comptes annuels de la société. Une information détaillant l'ensemble des mouvements sur l'année 2019 est donnée dans les engagements financiers et autres informations.

Créances - Dettes

Les créances et dettes figurent au bilan pour les montants de liquidité qui seront reçus ou versés lors de leur règlement.

Une provision pour dépréciation des créances est calculée sur la base de l'analyse du caractère recouvrable des créances effectuée à la date d'arrêté des comptes.

Valeur d'exploitation

La société a opté pour l'incorporation des frais financiers à la valeur des actifs prévu à l'article 38 undecies de l'annexe III du CGI. Par conséquent, les frais financiers afférents aux capitaux empruntés pour financer la construction des éléments stockés ou immobilisés sont incorporés au coût de production.

Les règles d'évaluation des valeurs d'exploitation appliquées résultent des dispositions du Plan Comptable Général. Il existe une exception à ce principe général sur les en-cours de conventions d'aménagement qui font l'objet de l'analyse ci-dessous.

Le montant figurant au bilan sous la rubrique en-cours de conventions d'aménagement résulte de la différence entre le cumul des dépenses HT (frais financiers et frais exceptionnels compris) et le montant des coûts de revient des éléments cédés, estimés en fin d'exercice de manière globale, par application au coût de revient prévu par le compte rendu financier de la fraction établie comme suit :

Au numérateur : Le montant des produits réalisés depuis le début de l'opération hors participations reçues ou à recevoir de la collectivité territoriale co-contractante.

Au dénominateur : Le montant global des produits prévus par le compte rendu financier hors participation reçues ou à recevoir de la collectivité territoriale co-contractante.

La comptabilité traduit les conventions d'aménagement sous les rubriques du bilan suivantes :

a- Stocks :

Pour le montant des coûts engagés au cours de l'exercice diminué de celui estimé des éléments cédés.

b- Comptes de régularisation actif ou passif :

Pour la neutralisation du résultat intermédiaire provisoire d'une opération d'aménagement concédée aux risques et profits du concédant.

c- Compte de provisions pour charges :

- Pour le montant des charges non encore comptabilisée mais courues à la fin de l'exercice,
- Pour le montant des participations de la collectivité à reverser sur les opérations excédentaires.

Règles et méthodes comptables

Dans l'hypothèse où le montant du coût de revient des éléments cédés est supérieur au cumul des charges comptabilisées, il sera constitué une provision pour charges égale au montant de l'écart constaté. En conséquence, la valeur du stock relatif à l'opération concernée inscrite dans les comptes annuels sera nulle.

d- Compte de provisions pour risques :

- Pour le montant des risques de pertes à terminaison sur les opérations concédées aux risques du concessionnaire.
- Pour le montant des participations de la collectivité à reverser sur les opérations excédentaires.

Dans l'ensemble des conventions d'aménagement, le résultat est pris en charge par la collectivité cocontractante ou le concessionnaire. Cette disposition fait l'objet d'un article spécifique au sein de chacune des conventions d'aménagement.

Il convient également de noter que l'application du règlement du CRC n° 99-05 du 23 juin 1999 a été réalisée, pour la majorité des opérations, sur la base des Comptes Rendus aux Collectivités Locales (CRACL) transmis et soumis à délibération.

En-cours des conventions publiques d'aménagement

Le tableau en annexe reprend l'ensemble des informations relatives aux en-cours de conventions publiques d'aménagement.

Transfert de charges vers les opérations

La société agit en tant que maître d'ouvrage et, de ce fait, impute une quote-part de ses frais de fonctionnement sur les opérations d'aménagement, selon les modalités définies par les conventions d'aménagement. Par l'intermédiaire du poste de transfert de charges, il a été imputé au titre de l'année 2019 la somme de 2.717.298 euros.

Contrôle de la production stockée

Du fait des schémas comptables retenus, le montant de la production stockée de l'exercice 2019 figurant au compte de résultat est égal à la différence des variations suivantes :

- Compte de production stockée :	63.778 euros
- Variation des comptes de travaux en cours sur concessions n / n-1 :	- 203.631 euros
- Variation des comptes de travaux en cours sur opérations propres n / n-1 :	267.409 euros
- Variation des comptes de travaux des opérations clôturées	Néant

Frais et produits financiers

La société impute sur les opérations des frais et produits financiers selon les modalités définies par les conventions.
Au titre de l'exercice 2019, les frais financiers imputés aux opérations s'élèvent à 319.648 euros.

Règles et méthodes comptables

Provisions pour risques et charges

Provision pour travaux de clôture d'opérations

Concernant les travaux de clôture des opérations, il a été constaté dans les comptes de structure une provision déterminée selon l'estimation des temps nécessaires à la réalisation de ces travaux.
Le montant de la provision pour clôture d'opération s'élève au 31 décembre 2019 à 34.392 euros et représente une variation sur l'exercice de – 5.034 euros.

Autres provisions

La société constate des dotations aux provisions pour charges prévisionnelles dans les comptes des conventions d'aménagement.

Des provisions pour risques relatives au déficit d'opération a été constatée dans les comptes pour les montants suivants :
- l'opération Aménagement Zac du Quartier Ilette pour 152.026 euros, enregistrée durant les exercices 2010 et 2011.
- l'opération de Mandat Salle Multifonction Mouais pour 6.893 euros, enregistrée durant l'exercice 2017.
- l'opération de Mandat ZAC Duranceries Pornic pour 59.435 euros, enregistrée durant l'exercice 2018.

Emprunts

Eu égard au caractère spécifique des opérations de la SEM et aux règles fixées par le législateur, les collectivités concédantes non mandantes peuvent garantir, dans la limite fixée par la loi, les emprunts contractés par les SEM.

Au 31 décembre 2019, le montant des emprunts garantis se décompose comme mentionné dans le tableau en annexe pages ci-après.

Constatation des opérations réalisées en propre

La société applique la méthode de comptabilisation dite à l'achèvement qui consiste à constater le résultat sur ce type d'opération lors de la livraison du bien.

Engagements hors bilan

Les indemnités de fin de carrière font l'objet depuis 2007 d'une gestion externalisée par l'intermédiaire de deux contrats d'assurance souscrits auprès de SURAVENIR et CNP Assurance.

Le montant versé depuis la souscription du contrat s'élève à 232.587 euros.
Par ailleurs, les droits acquis par les salariés à la clôture de l'exercice 2019 sont estimés à 347.642 euros.

Le montant des engagements de retraite a été évalué en tenant compte des critères suivants :

- effectif de la société à la date de calcul et caractéristiques des individus présents : salaire, taux de charges patronales, ancienneté, date de départ à la retraite à 62 ans.
- application de coefficients de probabilité de départ de la société avant l'âge de la retraite : départ pour une autre société, probabilité de décès.
- pondération des engagements calculés à la date de départ théorique de chaque individu afin de déterminer l'engagement à la date de clôture de l'exercice.

Règles et méthodes comptables

Honoraires du Commissaire aux comptes

Les honoraires facturés au titre du contrôle légal des comptes se sont élevés à 30.573 euros.

Autres informations

Loire Atlantique Développement – SELA a participé à la création d'un groupement d'intérêt économique gérant les prestations communes aux trois structures juridiques composant Loire Atlantique Développement, à savoir le CAUE et la SPL Loire Atlantique Développement.

La quote-part de Loire Atlantique Développement – SELA dans les charges du GIE s'élève, au titre de l'année 2019, à 1.348.757 euros.

Evènements postérieurs à la clôture

A la date du 16 mars 2020, le gouvernement Français a édicté des dispositions strictes relatives à l'épidémie de Covid-19 en cours en Europe. La volonté première de la direction de notre société est de préserver la santé de ses collaborateurs et des mesures ont été prises en ce sens et évolueront avec la situation. L'incertitude inhérente à une crise de cette ampleur ne nous permet pas à ce stade de prévoir l'impact de cette situation sur la marche de nos affaires.

Avances inter-opérations

Opérations	Solde 182200 Emprunteur
01.512	1 472 000
01.595	260 000
01.508	324 000
01.595	737 000
01.512	339 000
01.508	86 000
01.595	65 000
01.134	240 000
01.134	52 000
01.597	2 000
01.525	10 000
01.417	611 000
01.494	1 000
01.525	968 000
01.597	928 000
01.615	51 000
01.417	9 000
01.525	260 000
01.615	180 000
01.417	400 000
01.525	55 000
01.417	24 000
01.420	40 000
01.494	4 000
01.597	17 000
01.525	97 000
01.597	84 000
01.615	232 000
01.420	30 000
01.597	669 000
01.615	66 000
01.494	20 000
01.525	403 000
01.615	89 000
01.594	975 000
01.619	798 000
02.348	40 000
02.361	60 000
02.396	200 000
01.534	977 000
01.605	211 000
01.574	58 000
01.141	246 000
	12 390 000

Opérations	Solde 182200 Prêteur
01.134	1 472 000
01.134	260 000
01.512	324 000
01.512	737 000
01.537	339 000
01.537	86 000
01.537	65 000
01.537	240 000
01.595	52 000
01.417	2 000
01.417	10 000
01.420	611 000
01.420	1 000
01.420	968 000
01.420	928 000
01.420	51 000
01.441	9 000
01.441	260 000
01.441	180 000
01.494	400 000
01.494	55 000
01.513	24 000
01.513	40 000
01.513	4 000
01.513	17 000
01.513	97 000
01.513	84 000
01.513	232 000
01.513	30 000
01.525	669 000
01.525	66 000
01.597	20 000
01.597	403 000
01.597	89 000
01.582	975 000
01.582	798 000
01.582	40 000
01.582	60 000
01.582	200 000
01.141	977 000
01.534	211 000
01.534	58 000
01.605	246 000
	12 390 000

N° OP	Nom de l'opération	Collectivité co-contractante	Prise en charge résultat	Résultat prévisionnel hors participation d'équilibre	Participation d'équilibre prévue de la collectivité	Participation d'équilibre de la collectivité comptabilisée HT	Cumul des produits	Cumul des charges	Cumul des coûts de revient estimés des lots vendus	Stocks 31 décembre	Provisions pour charges prévisionnelles	Neutralisation du Résultat Intermédiaire	Participation à recevoir HT
114	ZAC du Pilleux	NANTES	Collectivité	(380 197)	599 783	899 783	5 838 656	5 319 069	5 319 069			(219 586)	
127	ZAC du Poulain Batz s/ Mer	BATZ S/ MER	Collectivité	(340 385)	339 865	339 865	4 121 612	4 122 333	4 122 333			721	
131	ZAC de Kerbiniou Guerande	GUERANDE	Collectivité	(2 174 984)	2 222 663	2 222 663	7 840 921	7 793 243	7 793 243			(47 679)	
134	Habitat Plessis	LA CHAPELLE S/ ERDRE	Collectivité				23 830 974	24 000 420	23 830 974	169 446			239 413
139	ZAC de la Lorie	NANTES METROPOLE	Collectivité	1 557 233	239 413			3 940		3 940			
141	ZAC des Terres Jarries Pornic	PORNIC	Collectivité	861 587			14 485 196	13 914 986	13 711 190	203 806		(774 006)	
156	ZAC du Chêne Vert Le Pellerin	LE PELLERIN	Collectivité	(1 528 226)	1 528 226	1 528 226	5 023 423	5 019 060	5 019 060		4 363		
159	ZAC Blanchette Chapelle Heulin	LA CHAPELLE HEULIN	Collectivité	(81 588)	125 321							(504)	125 321
410	ZI A Chateau Bougon I et II	CCI NANTES	Concessionnaire	1 842 714			23 187 718	20 253 990	20 253 990		1 171 272	(881 229)	
417	ZAC Fontaine au Brun Trignac	TRIGNAC	Collectivité	(43 412)	43 412	158 412	7 249 131	8 184 134	7 127 384	1 056 750		(6 747)	
420	ZAC de Montoir Cadrean	LA CARENE	Collectivité				12 000 056	12 351 891	12 000 056	351 835			
433	ZAC de Savine Trignac	TRIGNAC	Collectivité	423 791			8 039 582	7 614 765	7 614 765		1 026	(303 791)	
435	Parc d'Activité Villejames II	GUERANDE	Collectivité	(214 902)	424 533	424 533	3 317 740	3 108 110	3 108 110			(209 631)	
438	Parc des Forges de Trignac	TRIGNAC	Collectivité	(705 392)	705 392	705 392	3 099 464	3 098 021	3 098 021		532	(511)	
441	ZI des Six Croix	LA CARENE	Collectivité	297 958			3 515 947	3 208 804	3 208 804		9 185	(297 958)	
472	Montagne Plus	NANTES METROPLE	Collectivité	(71 763)	71 763	71 763	3 695 572	5 003 032	3 570 148	1 432 884		(25 424)	
474	ZAC Montplaisir Nantes	NANTES METROPLE	Collectivité	386 965									
483	ZAC du Haugard Pt St Martin	PONT ST MARTIN	Collectivité	16 530	4 477		7 600 229	7 449 792	7 449 792		133 807	(16 930)	
484	Le Quartier Rohan Ancenis	VILLE D'ANCENIS	Collectivité	(3 255 714)	3 250 784	3 250 784	5 188 963	5 194 892	5 194 892		1	5 930	
487	ZAC Mallabry La Chapelle s/Erdre	NANTES METROPLE	Collectivité	167 292	285 856		6 619 109	6 459 912	6 452 053	6 859		(167 057)	
492	ZAC le Bugal Arthon en Retz	ARTHON EN RETZ	Collectivité	(493 760)	493 760	493 760	1 693 295	1 656 861	1 532 231	324 630		(161 063)	
494	ZAC Perdras - St André des Eaux	LA CARENE	Collectivité	(163 000)	163 000	26 000	1 412 896	987 258	987 258		523 761	98 123	137 000
498	Quartier Fontaine Sorinières	LES SORINIERES	Collectivité	6 274			1 498 113	1 491 839	1 491 839			(6 274)	
506	ZAC Pennère Chapelle Heulin	LA CHAPELLE HEULIN	Collectivité	(87 999)	85 813			34		34		2 334	85 813
508	ZAC Coteaux Grantieu Bouaye	NANTES METROPLE	Collectivité	(300 858)	300 858	300 858	4 055 845	4 867 831	3 963 663	904 168		(62 183)	
509	ZH Petit Versailles Nozay	NOZAY	Collectivité	315 427			4 047 564	3 722 591	3 722 591		9 717	(35 256)	
512	ZAC la Minais Ste Luce s/Loire	STE LUCE S/LOIRE	Concessionnaire				20 011 435	36 022 511	20 011 435	16 011 076			
513	ZAE les Ecotais	LA CARENE	Collectivité	(115 900)	115 900	15 900	1 657 603	1 717 558	1 717 558		12 166	72 120	100 000
515	ZAC Richebourg Ste Croix	MACHECOUL	Collectivité	(197 088)	197 100		7 767 426	10 163 669	7 694 581	2 269 088		127 155	197 100
516	Pole Agro-alimentaire Derval	DERVAL	Collectivité	(2 580)			507 308	509 888	509 888			2 580	
518	ZAC Moulin des Landes 2	NANTES METROPLE	Collectivité	(1 132 446)	1 181 037	1 181 037	3 354 618	3 306 028	3 306 028			(48 591)	
520	ZAC de Grandchamps Trignac	LA CARENE	Collectivité	(205 483)	250 000	250 000	12 459 419	12 414 901	12 414 901		1	(44 517)	
525	ZAC de Pornichet Atlantique	LA CARENE	Collectivité	(592 771)	592 771		7 066 014	11 516 456	7 368 883	4 149 563		301 476	592 771
532	ZAC de Promota Mesquer	DE MESQUER	Collectivité	115 000			5 925 832	5 645 066	5 645 066		166 059	(114 706)	
533	ZA Pré Boismain La Bernerie	LA BERNERIE EN RETZ	Collectivité	(124 312)	124 312		721 110	1 411 438	772 848	638 590		51 738	124 312
			Totaux			12 159 109	216 702 771	237 733 343	210 216 674	27 522 669	2 032 390	(2 761 655)	

N° OP	Nom de l'opération	Collectivité co-contractante	Prise en charge résultat	Résultat prévisionnel hors participation d'équilibre	Participation d'équilibre prévue de la collectivité	Participation d'équilibre de la collectivité comptabilisée HT	Cumul des produits	Cumul des charges	Cumul des coûts de revient estimés des lots vendus	Stocks 31 décembre	Provisions pour charges prévisionnelles	Neutralisation du Résultat Intermédiaire	Participation à recevoir HT
534	ZAC de la Blaveldire - Pornic	PORNIC	Collectivité	(566 366)	566 366	566 366	2 896 070	3 238 739	2 192 628	1 046 111		(203 442)	
535	ZAC du Petit Paimboeuf	PAIMBOEUF	Collectivité	(356 918)	356 918	314 218	6 757 451	6 864 844	6 789 260	75 584		31 808	42 700
537	ZAC des Indulgences Ste Luce sLoire	STE LUCE S/LOIRE	Collectivité	(1 574 203)	1 574 203	724 203	7 678 594	7 593 127	7 593 127		1 121 675	836 207	850 000
538	ZAC du Quartier de l'Ilette - Sorinières	LES SORINIERES	Collectivité (*)	(150 774)	165 881		1 842 383	1 976 157	1 976 157		17 000	150 774	165 881
571	Aménagt ZAC Bréhadour Guérande	GUERANDE	Collectivité (*)										
573	ZAC de Collerye Savenay	SAVENAY	Collectivité (*)										
574	ZAC la Chaussée Pornic	PORNIC	Collectivité (*)				9 883 887	8 946 986	8 946 986		936 701		
576	ZAC Butte Savine Trignac	TRIGNAC	Collectivité (*)	82 856			4 806 403	5 322 393	4 743 918	578 475		(82 485)	
577	ZAC les Tanneretes N D des Landes	NOTRE DAME DES LANDES	Collectivité (*)	(188 932)	188 932	188 932	3 927 035	3 683 111	3 683 111		236 414	(7 510)	
578	ZAC Des Essarts	CHALVE	Collectivité (*)				3 829 645	3 625 986	3 625 986		203 679		
581	ZAC Vireloup Treillières	TREILLIERES	Collectivité (*)	23 705	28 000	28 000	4 874 472	4 645 873	4 645 873		176 895	(51 703)	
582	ZAC du Clos bocage Pornic	PORNIC	Collectivité (*)	(126 703)	704 838	729 438	14 250 887	14 091 842	13 602 105	489 737		(648 782)	
583	Lotis le Dell 4 Chateaubriant	CHATEAUBRIANT	Collectivité (*)	864 844			12 536 177	10 684 787	10 684 787		967 726	(863 865)	
584	Haute forêt Maison Neuve	NANTES METROPLE	Collectivité (*)				30 151 200	33 880 502	30 151 200	3 729 302			
585	ZAC de Brehany Guérande	CAP ATLANTIQUE	Collectivité (*)	55 350	295 421	232 421	5 781 950	5 288 173	5 288 173		205 382	(288 396)	63 000
586	ZAC Métairie des Landes Guérande	CAP ATLANTIQUE	Collectivité (*)	(379 251)	379 251	229 751	7 673 839	8 527 426	7 777 126	750 300		103 288	149 500
587	ZAC des Mas St Molf	CAP ATLANTIQUE	Collectivité (*)	(20 000)	20 000	20 000	1 132 977	1 615 949	1 126 454	489 495		(6 523)	
589	Aménagement 5 sites activités	C.C. VALLEE DE CLISSON	Concessionnaire	(1 868 449)	1 868 449	1 698 647	6 718 376	7 582 625	6 042 366	1 540 259		(676 009)	167 802
590	ZAC Multisites St Hilaire Chaléons	ST HILAIRE DE CHALEONS	Concessionnaire	(345 477)	345 477	1 278	2 885 790	3 563 402	3 064 750	498 652		78 860	344 198
591	ZAC Beausoleil	LA CHEVROLIERE	Concessionnaire				6 553 472	6 644 610	6 553 473	91 137			
592	ZAC Centre bourg Ste Pazanne	SAINTE PAZANNE	Concessionnaire	(1 780 000)	1 780 000	1 580 000	2 347 592	3 045 383	1 639 682	1 405 711		(707 910)	200 000
593	ZAC du champ de Foire	CLISSON	Concessionnaire	(4 807 682)	4 807 682	3 042 337	7 333 645	9 058 283	6 662 971	2 395 292		(670 674)	1 765 345
594	ZAC de la Ria	PORNIC	Concessionnaire	(1 725 194)	1 725 194	975 000	24 304 617	28 278 535	24 517 523	3 761 012		212 907	750 194
595	Site du clouet Carquefou	NANTES METROPOLE	Concessionnaire				1 005 239	2 068 156	1 005 238	1 062 918			
596	Abusette Maisdon sur Sevres	MAISDON SUR SEVRES	Concessionnaire	36 020			1 317 922	1 238 457	1 238 457		43 445	(36 020)	
597	Zac Océane Acacias Trignac	CARENE	Concessionnaire				7 571 789	11 802 831	7 571 789	4 231 042			
598	Zac des Prés neufs Machecoul	MACHECOUL	Concessionnaire	(1 000 000)	1 000 000			524 470		524 470			1 000 000
599	Zac Kergestin Pompas	HERBIGNAC	Concessionnaire	(460 000)	460 000	460 000	2 691 733	9 311 939	2 291 306	7 020 633		(400 427)	
600	Zac Carlarie - Galaiserie	VARADES	Concessionnaire	(1 969 694)	1 969 694	108 781	259 926	3 664 176	232 505	3 431 671		(26 421)	1 860 913
601	Zac des Millauds	SAINT MARS DE COUTAIS	Concessionnaire				2 016 737	2 485 765	2 016 736	469 029			
602	Zac de Dornabas	LA TURBALE	Concessionnaire	(560 675)	560 675	250 911	2 470 315	2 390 178	2 390 178		329 875	249 737	309 764
603	Coeur de Bourg	SAINT JULIEN DE CONCELLES	Concessionnaire	(2 686 627)	2 686 627		2 579 169	4 664 421	3 884 210	780 211		1 305 042	2 686 627
604	Zac du Prieuré	SAINT GEREON	Concessionnaire	(1 262 874)	1 262 874	257 780	848 490	1 444 638	841 414	603 274		(5 077)	1 005 094
605	Zac Val Saint Martin	PORNIC	Concessionnaire				4 543 472	7 756 557	4 543 472	3 213 085			
606	Zac du Crélin St Lyphard	CAP ATLANTIQUE	Concessionnaire	(405 000)	405 000	405 000	558 884	1 068 555	186 066	882 469		(372 798)	
				Totaux		11 813 063	193 826 938	226 578 895	187 509 027	39 069 869	4 258 792	(2 969 119)	

N° OP	Nom de l'opération	Collectivité co-contractante	Prise en charge résultat	Résultat prévisionnel hors participation d'équilibre	Participation d'équilibre prévue de la collectivité	Participation d'équilibre de la collectivité comptabilisée HT	Cumul des produits	Cumul des charges	Cumul des coûts de revient estimés des lots vendus	Stocks 31 décembre	Provisions pour charges prévisionnelles	Neutralisation du Résultat Intermédiaire	Participation à recevoir HT
607	Zac de la Fleuriaye II	CARQUEFOU	Concessionnaire				9 861 783	10 850 590	9 861 783	988 807			
608	Zac de Bel Air	C.C REGION DE BLAIN	Concessionnaire	(247 972)	540 000	540 000	1 108 412	814 812	814 812		1 571		
609	Lotissement Les Loges	SOUDAN	Concessionnaire	(416 780)	416 780	158 460	304 249	541 759	269 638	272 121		(34 611)	258 320
610	Pôle tertiaire gare	CHATEAUBRIANT	Concessionnaire	(444 928)	520 000	520 000	1 980 553	1 893 804	1 893 804		11 677	(75 072)	
611	Quartier des Bancs	MACHECOUL	Concessionnaire	(942 176)	942 176	580 907	580 907	816 552		816 552		(580 907)	361 269
612	Zac Eco rempart Maison Neuve	GUERANDE	Concessionnaire				5 670 386	8 715 319	5 670 386	3 044 933			
613	Zac Clos des Fraiches et Gauterie	LE LANDREAU	Concessionnaire				2 637 068	3 159 499	2 637 068	522 431			
614	Zac Multisites Urien Grandchamp	ANCENIS	Concessionnaire	(2 174 119)	2 174 119	1 659 119	2 212 847	2 379 133	2 130 314	248 819		(82 533)	515 000
615	Zac Providence	MONTOIR DE BRETAGNE	Concessionnaire	(1 096 389)	1 096 389		1	613 534	1	613 533			1 096 388
616	Les Coteaux de la Bordelie	CHATEAUBRIAND	Concessionnaire	(140 000)	140 000	140 000	442 652	3 262 005	306 972	2 955 033		(135 680)	
617	Quartier clos du Plessis	CASSON	Concessionnaire	(37 500)	37 500		1 910 522	1 827 860	1 827 860		118 904	36 243	37 500
618	Zac Plessis at Tullelles	C.C LOIRE DIVATTE	Concessionnaire	(3 205 656)	3 205 656	2 492 176	3 977 793	5 398 772	1 826 331	3 562 441		(2 151 462)	713 480
619	Zac de la Corbinière	PORNIC	Collectivité (*)				4 448	3 522 828	4 448	3 518 380			
620	Zac des Pres Blancs	HERBIGNAC	Collectivité (*)	(1 510 100)	1 510 100	1 137 000	1 137 000	1 805 168		1 805 168		(1 137 000)	373 100
621	Zac de l'Oseraye	C.C REGION DE NOZAY	Collectivité (*)	(588 263)	588 263	588 263	1 388 253	2 768 417	833 567	1 934 850		(554 696)	
622	Zac du centre ville	SUCE SUR ERDRE	Collectivité (*)	(2 091 751)	2 091 751	1 190 000	1 516 377	3 623 317	472 030	3 151 287		(1 044 347)	901 751
623	Zac de Coët-Rozic	PONT-CHÂTEAU	Collectivité (*)				1 500	558 173	1 500	556 673			
624	Zac du Clos du Bourg	SAINT GILDAS DES BOIS	Collectivité (*)	(174 344)	174 344	25 000	26 440	814 782	1 643	813 139		(24 797)	149 344
625	Réaménagement du centre-bourg	HAUTE-GOULAINE	Collectivité (*)	(3 566 249)	3 566 249	1 600 972	2 077 332	3 370 620	768 912	2 601 708		(1 308 420)	1 965 277
626	Extension du centre-bourg	LA PLAINE SUR MER	Collectivité (*)					226 689		226 689			
627	Lotissement du Chapeau aux Moines	LA CHAPELLE LAUNAY	Collectivité (*)					465 600		465 600			
					Totaux	10 631 897	35 938 533	57 429 493	29 321 069	28 108 424	132 152	(7 083 282)	
					Totaux Concessions	34 604 068	447 388 242	521 741 732	427 040 770	94 700 962	6 423 334	(11 913 458)	

Emprunts concessions

N° OP	Nom Opération	Banque	Montant du prêt	Capital restant dû au 31/12/2018	Moins 1 an	De 1 à 5 ans	Plus 5 ans	Garantie
512	ZAC DE LA MINAIS ST LUCE	CA	2 000 000	1 035 942	288 421	747 521		80% - Nantes Métropole
515	ZAC RICHEBOURG SAINTE CROIX	CA	2 000 000	1 676 490	327 377	1 349 112		80% - Commune de Machecoul
533	ZA PRE BOISMAIN LA BERNERIE	CM	600 000	108 037	108 037			80% - Commune de la Bernerie en Retz
533	ZA PRE BOISMAIN LA BERNERIE	CA	500 000	419 122	81 844	337 278		80% - CA de Pornic Pays de Retz
535	ZAC DU PETIT PAIMBOEUF	CCOOP	600 000	210 855	104 009	106 846		80% -Ville de Paimboeuf
537	ZAC INDULGENCES ST LUCE SUR LOIRE	ARKEA	2 500 000	2 500 000	2 500 000			80% - Nantes Métropole
574	ZAC DE LA CHAUSSE PORNIC	LBP	800 000	328 445	162 782	165 663		80% - Ville de Pornic
582	ZAC LE CLOS DU BOCAGE PORNIC	LBP	1 000 000	410 556	203 477	207 079		80% - Ville de Pornic
584	HAUTE FORET MAISON NEUVE	CA	2 000 000	620 237	411 508	208 729		80% - Nantes Métropole
584	HAUTE FORET MAISON NEUVE	LBP	4 000 000	1 639 616	813 060	826 556		80% - Nantes Métropole
591	ZAC BEAU SOLEIL LA CHEVROLIERE	CM	750 000	158 577	158 577			80% - La Chevrolière
592	ZAC CENTRE BOURG ST PAZANNE	CM	1 000 000	610 084	199 943	410 141		80% - Commune de Sainte-Pazanne
593	ZAC DU CHAMP DE FOIRE CLISSON	ARKEA	1 000 000	206 316	206 316			80% - Commune de Sainte-Pazanne
594	ZAC DE LA RIA PORNIC	CA	4 000 000	633 582	633 582			Néant
594	ZAC DE LA RIA PORNIC	LBP	1 200 000	492 668	244 173	248 495		80% - Ville de Pornic
594	ZAC DE LA RIA PORNIC	LBP	1 750 000	1 400 000	350 000	1 050 000		80% - Ville de Pornic
599	ZAC KERGESTIN-POMPAS HERBIGNAC	ARKEA	1 700 000	306 892	306 892			80% - Commune d'Herbignac
600	ZAC CARTERIE VARADES	CCOOP	1 000 000	90 232	90 232			80% - Commune de Varades
601	ZAC MILLAUDS ST MARS DE COUTAIS	CM	600 000	126 861	126 861			80% - Commune de Saint Mars de Coutais
601	ZAC DES MILLAUDS ST MARS DE COUTAIS	CM	800 000	645 039	157 441	487 598		Hypothèque Conventionnelle
602	ZAC DORNABAS LA TURBALLE	ARKEA	800 000	275 656	136 673	138 983		80% - Commune de la Turbale

Emprunts concessions (suite)

N° OP	Nom Opération	Banque	Montant du prêt	Capital restant dû au 31/12/2019	Moins 1 an	De 1 à 5 ans	Plus 5 ans	Garantie
613	CLOS DES FRESHES ET GAUTERIE	ARKEA	1 000 000	803 777	198 093	605 684		80% - Commune du Landreau
616	COTEAUX LA BORDERIE CHATEAUBRIAND	CA	1 600 000	1 157 592	225 548	932 044		Hypothèque Conventionnelle
616	COTEAUX LA BORDERIE CHATEAUBRIAND	CA	1 500 000	1 255 893	246 435	1 009 458		Néant
617	LES CLOS DU PLESSIS CASSON	CE	1 000 000	207 918	207 918			80% - Commune de Casson
618	ZAC DU PLESSIS ET DES TUILERIES DIVATTE	LBP	1 200 000	942 857	342 857	600 000		80 % - CC Sèvre et Loire
619	ZAC DE LA CORBINIERE PORNIC	ARKEA	2 000 000	1 179 756	333 294	846 462		80% - Ville de Pornic
619	ZAC DE LA CORBINIERE PORNIC	LBP	1 600 000	1 466 667	266 667	1 066 667	133 333	80% - Ville de Pornic
621	ZAC DE L'OSERAYE CC NOZAY	LBP	800 000	517 778	98 663	419 115		80% - CC Région de Nozay
621	ZAC DE L'OSERAYE CC NOZAY	CA	600 000	545 923	72 786	299 123	174 015	80% - CC Région de Nozay
622	CENTRE VILLE SUCE SUR ERDRE	ARKEA	1 000 000	205 144	205 144			80% - Commune de Sucé sur Erdre
622	CENTRE VILLE SUCE SUR ERDRE	BPA	500 000	302 654	99 992	202 662		80% - Commune de Sucé sur Erdre
622	CENTRE VILLE SUCE SUR ERDRE	ARKEA	1 500 000	1 127 231	499 334	627 898		45% - Commune de Sucé sur Erdre
624	CLOS DU BOURG ST GILDAS	CCOOP	500 000	450 616	99 176	351 440		80 % - Ville de St Gildas des Bois
625	CENTRE BOURG HAUTE GOULAINE	BPA	750 000	750 000	148 092	601 908		50 % - Commune de Haute Goulaine
TOTAL CONCESSIONS			**43 175 900**	**22 746 536**	**8 002 121**	**14 308 810**	**435 605**	

Emprunts opérations propres

N° OP	Nom Opération	Banque	Montant du prêt	Capital restant dû au 31/12/2019	Moins 1 an	De 1 à 5 ans	Plus 5 ans	Garantie
4012	RECONVERSION LYCEE PAYS DE RETZ	CA	700 000	133 325	133 325			Néant
7014	LA GAGNERIE	BPI	1 600 000	1 600 000	320 000	1 280 000		Gage Espèces
8001	POLE SOCIAL NOZAY	CA	1 500 000	1 150 012	69 221	300 116	780 675	Néant
8001	POLE SOCIAL NOZAY	BPI	1 000 000	784 004	50 406	214 318	519 279	Hypothèque Conventionnelle
8002	BUREAUX RUE SCRIBE NANTES	CE	2 000 000	1 830 558	87 015	364 009	1 379 533	Hypothèque Conventionnelle
8004	PHOTOVOLTAIQUE LE CROISIC	CA	550 000	255 821	38 919	170 366	46 537	Néant
8005	PHOTOVOLTAIQUE VARADES	CA	200 000	153 008	19 339	80 579	53 090	Néant
8006	BATIMENT DUQUEINE MALVILLE	CE	800 000	613 300	38 583	170 732	403 986	Hypothèque Conventionnelle
8006	BATIMENT DUQUEINE MALVILLE	BPI	770 000	572 494	41 004	178 042	353 447	Hypothèque Conventionnelle
8006	BATIMENT DUQUEINE MALVILLE	BPI	58 000	43 100	3 151	13 556	26 393	Hypothèque Conventionnelle
8006	BATIMENT DUQUEINE MALVILLE	BPI	352 000	262 416	18 667	81 302	162 447	Hypothèque Conventionnelle
8006	BATIMENT DUQUEINE MALVILLE	BPI	620 000	462 210	32 880	143 202	286 129	50% - CG de Loire Atlantique
8006	BATIMENT DUQUEINE MALVILLE	LBP	1 000 000	866 667	66 667	266 667	533 333	Hypothèque Conventionnelle
8008	PLATEFORME BOIS NOZAY	CM	250 000	136 156	17 098	76 011	43 047	Néant
8008	PLATEFORME BOIS NOZAY	CA	250 000	141 323	18 293	79 354	43 675	Néant
8009	ATELIER DE DECOUPE PUCEUL	CA	345 974	248 230		248 230		25% - Commune de Nozay
8010	ZI BRAIS SAINT NAZAIRE	CCOOP	675 000	554 818	39 554	171 449	343 814	Hypothèque Conventionnelle
8011	HOTEL ENTREPRISE BREHADOUR	CA	400 000	323 698	31 504	131 896	160 297	Néant
8013	PHOTOVOLTAIQUE FLEURIAYE 2	CM	170 000	139 539	10 521	44 014	85 003	Cession Dailly Indemn. Assurance
TOTAL OPERATIONS PROPRES			**13 240 974**	**10 270 677**	**1 036 147**	**4 013 842**	**5 220 687**	
TOTAL			**56 416 874**	**33 017 213**	**9 038 268**	**18 322 652**	**5 656 293**	

Immobilisations

		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2019
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Virt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Autres	174 570				145 963	28 607
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	**174 570**				**145 963**	**28 607**
CORPORELLES	Terrains	791 803					791 803
	Constructions sur sol propre	12 287 449				160 000	12 127 449
	sur sol d'autrui	1 189 979					1 189 979
	instal. agenct aménagement						
	Instal technique, matériel outillage industriels	985 009					985 009
	Instal., agencement, aménagement divers	180 347		723			181 070
	Matériel de transport						
	Matériel de bureau, mobilier	261 377					261 377
	Emballages récupérables et divers						
	Immobilisations corporelles en cours	37 557		16 669			54 226
	Avances et acomptes						
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	**15 733 521**		**17 392**		**160 000**	**15 590 912**
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations	5 142 221		93 434		184 297	5 051 358
	Autres titres immobilisés	725 409		104 906		12 736	817 578
	Prêts et autres immobilisations financières	89 900					89 900
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	**5 957 530**		**198 340**		**197 033**	**5 958 837**
	TOTAL	**21 865 620**		**215 732**		**502 996**	**21 578 356**

Amortissements

		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2019
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Autres	136 254	369	108 068	28 555
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	**136 254**	**369**	**108 068**	**28 555**
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre	2 153 756	467 906	22 480	2 599 182
	sur sol d'autrui	274 488	45 469		319 957
	instal. agencement aménagement				
	Instal technique, matériel outillage industriels	350 626	50 207		400 834
	Autres Instal., agencement, aménagement divers	30 371	15 473		45 844
	Matériel de transport				
	Matériel de bureau, mobilier	250 001	4 813		254 814
	Emballages récupérables et divers				
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	**3 059 242**	**583 868**	**22 480**	**3 620 630**
	TOTAL	**3 195 496**	**584 237**	**130 547**	**3 649 185**

	Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires						
	Dotations			Reprises			Mouvement net des amortissement à la fin de l'exercice
	Différentiel de durée et aut	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée et aut	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement et de développement							
Autres immobilisations incorporelles							
TOTAL IMMOB INCORPORELLES							
Terrains							
Constructions sur sol propre							
sur sol d'autrui							
instal, agencement, aménag.							
Instal. technique matériel outillage industriels							
Instal générales Agenct aménagt divers							
Matériel de transport							
Matériel de bureau, informatique, mobilier							
Emballages récupérables, divers							
TOTAL IMMOB CORPORELLES							
Frais d'acquisition de titres de participation							
TOTAL							
TOTAL GENERAL NON VENTILE							

Provisions

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2019
PROVISIONS REGLEMENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
	PROVISIONS REGLEMENTEES				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges				
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires				
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres	6 548 311	6 407 736	5 398 909	7 557 138
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	**6 548 311**	**6 407 736**	**5 398 909**	**7 557 138**
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations : incorporelles				
	Sur immobilisations : corporelles				
	Sur immobilisations : des titres mis en équivalence				
	Sur immobilisations : titres de participation	47 000		2 000	45 000
	Sur immobilisations : autres immo. financières				
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients	332 371	41 444	83 377	290 438
	Autres				
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION	**379 371**	**41 444**	**85 377**	**335 438**
	TOTAL GENERAL	**6 927 682**	**6 449 180**	**5 484 286**	**7 892 576**
Dont dotations et reprises	- d'exploitation		6 449 180	5 482 286	
	- financières			2 000	
	- exceptionnelles				

Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.

Créances et Dettes

		31/12/2019	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations	3 397 973		3 397 973
	Prêts (1) (2)			
	Autres immobilisations financières	89 900		89 900
	Clients douteux ou litigieux	351 726	351 726	
	Autres créances clients	4 331 134	4 331 134	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés			
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	649	649	
	Impôts sur les bénéfices	180 668	180 668	
	Taxes sur la valeur ajoutée	810 765	810 765	
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers	85 135	85 135	
	Groupe et associés (2)	1 669 930	1 669 930	
	Débiteurs divers	3 594 128	3 594 128	
	Charges constatées d'avances	3 753 554	3 753 554	
	TOTAL DES CREANCES	**18 265 561**	**14 777 688**	**3 487 873**
(1)	Prêts accordés en cours d'exercice			
(1)	Remboursements obtenus en cours d'exercice			
(2)	Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)			

		31/12/2019	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles (1)				
	Autres emprunts obligataires (1)				
	Emp. dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine (1)	19 632 676	19 632 676		
	Emp. dettes ets de crédit à plus 1an à l'origine (1)	33 070 122	9 091 177	18 322 652	5 656 293
	Emprunts et dettes financières divers (1) (2)	30 160 271	8 261 681	11 498 590	10 400 000
	Fournisseurs et comptes rattachés	7 503 017	7 503 017		
	Personnel et comptes rattachés	286 946	286 946		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	296 078	296 078		
	Impôts sur les bénéfices				
	Taxes sur la valeur ajoutée	1 342 723	1 342 723		
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	19 344	19 344		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	1 984 310	1 984 310		
	Groupe et associés (2)				
	Autres dettes	1 310 693	1 310 693		
	Dette représentative de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance	15 742 583	15 742 583		
	TOTAL DES DETTES	**111 348 763**	**65 471 228**	**29 821 242**	**16 056 293**
(1)	Emprunts souscrits en cours d'exercice	11 120 000			
(1)	Emprunts remboursés en cours d'exercice	13 752 079			
(2)	Emprunts dettes associés (personnes physiques)				

Produits à recevoir

	31/12/2019	31/12/2018	Variations	%
Créances rattachées à des participations	191 581	111 082	80 499	*72,47*
Autres immobilisations financières	556		556	
Autres créances clients	81 353	105 448	(24 094)	*-22,85*
Autres créances	99 878	132 514	(32 637)	*-24,63*
TOTAL	**373 367**	**349 044**	**24 323**	*6,97*

Charges à payer

	31/12/2019	31/12/2018	Variation	%
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	109 610	148 370	(38 760)	*-26,12*
Emprunts et dettes financières divers				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	80 515	123 512	(42 997)	*-34,81*
Dettes fiscales et sociales	448 626	470 688	(22 063)	*-4,69*
Dettes fournisseurs d'immobilisation	22 391	34 517	(12 126)	*-35,13*
Autres dettes	190 007	175 060	14 947	*8,54*
TOTAL	**851 148**	**952 148**	**(101 000)**	*-10,61*

Charges constatées d'avance

	31/12/2019	31/12/2018	Variation %
Exploitation	3 753 554	4 820 024	(1 066 470) *-22,13*
Financières			
Exceptionnelles			
TOTAL	**3 753 554**	**4 820 024**	**(1 066 470)** *-22,13*

CCA - Charges d'exploitation	87 586 €	95 104 €
CCA - Neutralisation résultat concession	3 665 968 €	4 724 920 €

Produits constatés d'avance

	31/12/2019	31/12/2018	Variation	%
Exploitation	15 742 583	14 167 359	1 575 224	*11,12*
Financiers				
Exceptionnels				
TOTAL	**15 742 583**	**14 167 359**	**1 575 224**	*11,12*

PCA - Produits d'exploitation	163 039 €	181 721 €
PCA - Neutralisation résultat concessions	15 579 543 €	13 985 638 €

Filiales et participations

31/12/2019	Capital	Capitaux propres	Quote part du capital détenue (en pourcentage)	Valeur comptable des titres détenus	
				Brute	Nette
A. Renseignements détaillés					
1. Filiales (Plus de 50 %)					
OUEST ENERGIE	3 049	19 423	65,00	1 982	1 982
SCI LADIE 1	447 500	496 339	64,00	286 400	286 400
2. Participations (10 à 50 %)					
SAS BOIS DES RENARDIERES	600 000	527 218	49,83	299 000	299 000
SAS LA GAGNERIE	640 000	705 701	42,19	270 000	270 000
SAS ISAC WATT	106 293	2 226 059	19,47	20 692	20 692
SARL SITE A WATT	258 030	(47 151)	17,44	45 000	
SAS EOLA DEVELOPPEMENT	1 390 030	5 535 250	10,79	150 000	150 000

	Prêts et avances consentis	Montant des cautions et avals donnés	Chiffre d'affaires	Résultat du dernier exercice clos	Dividendes encaissés
1. Filiales (Plus de 50 %)					
OUEST ENERGIE				(501)	
SCI LADIE 1	286 400		412 207	43 905	21 102
2. Participations (10 à 50 %)					
SAS BOIS DES RENARDIERES	500 000		236 640	5 501	
SAS LA GAGNERIE	1 682 520		329 037	19 220	
SAS ISAC WATT			1 646 575	251 418	35 177
SARL SITE A WATT				(2 395)	
SAS EOLA DEVELOPPEMENT				(20 773)	

B. Renseignements globaux	Filiales non reprises en A		Participations non reprises en A	
	françaises	étrangères	françaises	étrangères
Capital				
Capitaux propres				
Quote part détenue en pourcentage				
Valeur comptable des titres détenus - Brute				
Valeur comptable des titres détenus - Nette				
Prêts et avances consentis				
Montant des cautions et avals				
Chiffre d'affaires				
Résultat du dernier exercice clos				
Dividendes encaissés				

Effectif moyen

		31/12/2019	Interne	Externe
EFFECTIF MOYEN PAR CATEGORIE	Cadres & professions intellectuelles supérieures		36	
	Professions intermédiaires		12	
	Employés		3	
	Ouvriers			
	TOTAL		**51**	

Capital

Siège social : **2, boulevard de l'Estuaire** **44 200 NANTES**	**Durée : 90 ans** **du 24/10/1959 au 23/10/2049**
Siège administratif : **2, boulevard de l'Estuaire** **44 200 NANTES**	**Registre du Commerce : NANTES** **N° Siret : 860 800 077 000 98** **Code APE : 42.99Z**

Actionnaires	% du capital	Capital souscrit	Nombre d'actions	Sièges d'administrateurs
I - Collectivités locales	**71,00%**			
Département de la Loire-Atlantique	60,64%	8 207 528,24	11 238	5
Nantes Métropole	4,55%	616 404,51	844	1
Ville de Nantes	1,75%	236 629,22	324	1
Ville de Saint Herblain	1,67%	226 404,50	310	1
Région Pays de la Loire	1,31%	177 471,91	243	1
CARENE	1,08%	146 067,42	200	1
II - Autres actionnaires	**29,00%**			
Caisse des Dépôts et Consignations	21,01%	2 843 932,64	3 894	1
CCI de Nantes Saint Nazaire	3,23%	437 471,92	599	1
Caisse d'Epargne Bretagne - Pays de Loire	2,84%	384 887,65	527	1
Crédit Coopératif	0,63%	84 719,10	116	
Crédit Agricole Atlantique Vendée	0,63%	84 719,10	116	
Crédit Mutuel Loire Atlantique	0,63%	84 719,10	116	
3C44 (Association chambres consulaires)	0,02%	2 191,01	3	
Expo Nantes	0,01%	730,34	1	1
Atlantabois	0,01%	730,34	1	
Monsieur Fabien MAILLET	0,01%	730,34	1	1
	100,00%	13 535 337,33	18 533	15

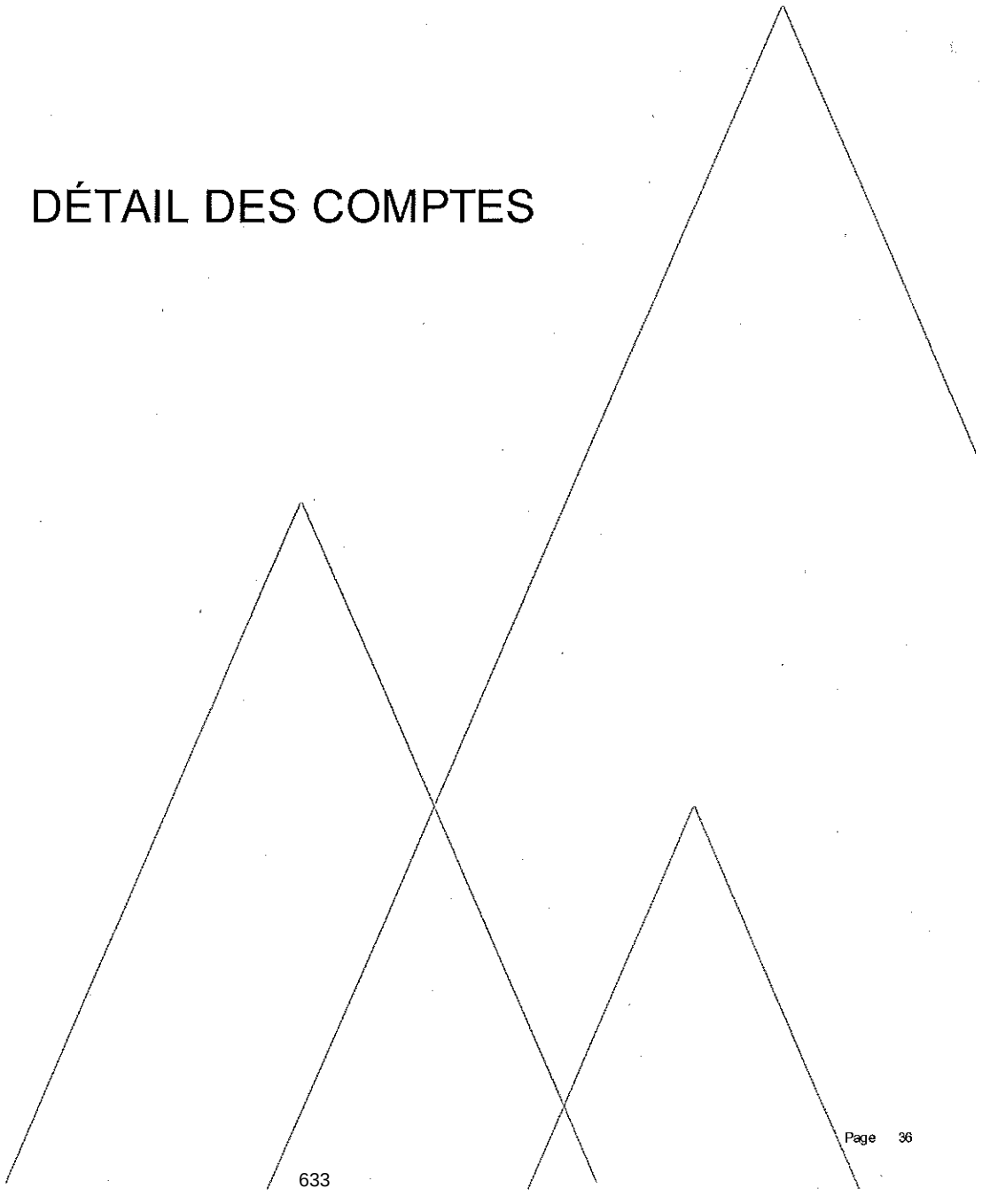
Mandats

Conseil d'administration		Représentant de l'Etat : M. Le Préfet des Pays de la Loire	
Administrateurs	**Représentants permanents**	**Date de désignation**	**Commissaire aux Comptes**
I - Collectivités locales			
Département de la Loire-Atlantique	M. Philippe GROSVALET	20/04/2015	
	M. Bernard GAGNET	20/04/2015	
	M. Michel MENARD	20/04/2015	
	M. Bernard LEBEAU	20/04/2015	
	M. Laurent TURQUOIS	20/04/2015	Titulaire :
Nantes Métropole	M. Pascal PRAS	25/04/2014	**Cabinet DELOITTE et ASSOCIES**
Ville de Nantes	M. Alain ROBERT	14/04/2014	Représenté par
Ville de Saint Herblain	Mme Christine NOBLET	08/10/2018	M. Alexis LEVASSEUR
Région Pays de la Loire	M. Maurice PERRION	08/02/2019	(Renouvelé le 26/06/2018)
CARENE	Mme Michèle LEMAITRE	17/06/2014	Jusqu'à l'exercice 2023 inclus
II - Autres administrateurs			Suppléant :
Caisse des Dépôts et Consignations *	M. Anthony BARBIER	14/09/2017	
CCI de Nantes Saint Nazaire *	M. François-Régis BOUYER	14/09/2017	Pas de suppléant (Art. L.823-1 du Code de commerce)
Caisse d'Epargne Bretagne - Pays de Loire *	Mme Morgane LOUVET	18/11/2016	
Expo Nantes *	M. Tony LESAFFRE	24/05/2011	
Monsieur Fabien MAILLET *	M. Fabien MAILLET	13/11/2012	
** Mandats expirant à l'AGO statuant sur l'exercice 2019*			
III - Censeurs			
Département de la Loire-Atlantique	M. Bernard DOUAUD	20/04/2015	
Assemblée des partenaires	M. Pascal NOEL-RACINE, *Maire d'Herbignac*	23/05/2013	
	M. Jean-Michel BRARD *Maire de Pornic*	23/05/2013	

Président du Conseil d'administration et Directeur Général :	M. Philippe GROSVALET (désigné le 24/05/2011)
Directeur Général Délégué :	M. Olivier BESSIN (désigné le 23/05/2016 à effet 01/09/2016)

Représentants des collectivités locales aux Assemblées Générales	
Département de la Loire-Atlantique	M. Philippe GROSVALET (désigné le 20/04/2015)
Nantes Métropole	M. Pascal PRAS (désigné le 25/04/2014)
Ville de Nantes	M. Alain ROBERT (désigné le 14/04/2014)
Ville de Saint Herblain	Mme Christine NOBLET (désignée le 08/10/2018)
Région Pays de la Loire	M. Maurice PERRION (désigné le 08/02/2019)
CARENE	Mme Michèle LEMAITRE (désignée le 17/06/2014)

DÉTAIL DES COMPTES



Détail de l'actif

	01/01/2019 31/12/2019 12 mois	01/01/2018 31/12/2018 12 mois	Variations	%
Capital souscrit non appelé				
TOTAL II - Actif Immobilisé NET	**17 884 171,15**	**18 623 124,70**	**(738 953,55)**	*-3,97*
Concessions brevets et droits similaires	**51,74**	**38 316,03**	**(38 264,29)**	*-99,86*
CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIR	28 606,94	174 570,12	(145 963,18)	*-83,61*
CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIR	(28 555,20)	(136 254,09)	107 698,89	*79,04*
Terrains	**791 802,71**	**791 802,71**		
TERRAINS	791 802,71	791 802,71		
Constructions	**10 398 289,15**	**11 049 184,47**	**(650 895,32)**	*-5,89*
CONSTRUCTIONS	12 127 448,94	12 287 448,94	(160 000,00)	*-1,30*
CONSTRUCTIONS SUR SOL D'AUTRUI	1 189 979,33	1 189 979,33		
CONSTRUCTIONS	(2 599 182,12)	(2 153 755,97)	(445 426,15)	*-20,68*
CONSTRUCTIONS SUR SOL D'AUTRUI	(319 957,00)	(274 487,83)	(45 469,17)	*-16,57*
Installations techniques, matériel et outillage	**584 175,19**	**634 382,68**	**(50 207,49)**	*-7,91*
INSTALL. TECH. MAT. OUTIL. IND	985 008,69	985 008,69		
INSTALL TECH. MAT. OUTIL. INDU	(400 833,50)	(350 626,01)	(50 207,49)	*-14,32*
Autres immobilisations corporelles	**141 790,03**	**161 352,54**	**(19 562,51)**	*-12,12*
INSTALL. GENE. AGENC. AMENAG.	181 070,26	180 347,48	722,78	*0,40*
MATERIEL DE BUREAU ET INFORMAT	64 915,60	64 915,60		
MOBILIER	196 461,30	196 461,30		
AMORTISS. INSTALL GENERALES	(45 843,50)	(30 370,77)	(15 472,73)	*-50,95*
AMORTISS. MATERIEL BUREAU&INFO	(64 785,30)	(63 221,90)	(1 563,40)	*-2,47*
AMORTISS. MOBILIER	(190 028,33)	(186 779,17)	(3 249,16)	*-1,74*
Immobilisations corporelles en cours	**54 225,59**	**37 556,59**	**16 669,00**	*44,38*
IMMOBILISAT. CORPORELLES EN CO	16 829,00	14 460,00	2 369,00	*16,38*
ETUDES	36 762,50	22 462,50	14 300,00	*63,66*
FRAIS FINANCIERS COURT TERME	634,09	634,09		
Autres participations	**1 608 385,64**	**1 606 385,64**	**2 000,00**	*0,12*
TITRES DE PARTICIPATION	1 653 385,64	1 653 385,64		
TITRES DE PARTICIPATION	(45 000,00)	(47 000,00)	2 000,00	*4,26*
Créances rattachées à des participations	**3 397 972,83**	**3 488 835,41**	**(90 862,58)**	*-2,60*
AUTRES CREANCES RATT. A PART.	3 206 392,27	3 377 753,40	(171 361,13)	*-5,07*
INTERETS COURUS	191 580,56	111 082,01	80 498,55	*72,47*
Autres titres immobilisés	**817 578,27**	**725 408,63**	**92 169,64**	*12,71*
TITRES IMMOBILISES (DROIT PROP	717 022,42	725 408,63	(8 386,21)	*-1,16*
OBLIGATIONS	100 000,00		100 000,00	
SUR TITRES IMMOB. (DROIT CREAN	555,85		555,85	
Autres immobilisations financières	**89 900,00**	**89 900,00**		
DEPOTS ET CAUTIONNEMENTS VERSE	89 900,00	89 900,00		
TOTAL III - Actif Circulant NET	**119 117 962,72**	**121 923 708,97**	**(2 805 746,25)**	*-2,30*
En-cours de production de biens	**97 677 728,29**	**97 613 950,68**	**63 777,61**	*0,07*
PRODUITS EN COURS	2 976 774,42	6 813 408,02	(3 836 633,60)	*-56,31*
STOCKS CONCESSIONS	94 700 953,87	90 800 542,66	3 900 411,21	*4,30*
Avances & acomptes versés sur commandes	**331 611,64**	**420 297,47**	**(88 685,83)**	*-21,10*
FOURNIS. AVANC. & ACOMPT. SUR	331 611,64	420 297,47	(88 685,83)	*-21,10*

Détail de l'actif

	01/01/2019 31/12/2019 12 mois	01/01/2018 31/12/2018 12 mois	Variations	%
Créances clients et comptes rattachés	**4 392 421,12**	**8 672 773,54**	**(4 280 352,42)**	*-49,35*
CLIENTS.VENTES DE BIENS PRESTA	853 197,16	5 608 026,63	(4 754 829,47)	*-84,79*
CLIENTS AUTRES ACTIVITES	1 778 484,37	1 140 073,96	638 410,41	*56,00*
CLIENTS AUTRES ACTIVITES	810,00	810,00		
CLIENTS COLLECTIVITES	1 617 288,70	1 748 929,17	(131 640,47)	*-7,53*
LOCATAIRES DOUTEUX OU LITIGIEU	300 166,51	350 297,91	(50 131,40)	*-14,31*
CLIENTS DOUTEUX OU LITIGIEUX -	51 559,27	51 559,27		
CLIENTS FACTURES A ETABLIR	81 353,43	105 447,65	(24 094,22)	*-22,85*
PROVISIONS POUR DEPR. COMPTES	(290 438,32)	(332 371,05)	41 932,73	*12,62*
Autres créances	**6 341 274,68**	**5 058 932,40**	**1 282 342,28**	*25,35*
FOURN.ACHATS DE BIENS PRESTA S	811 371,16	809 358,88	2 012,28	*0,25*
FOURNISSEURS - HONORAIRES	84 535,20	77 797,77	6 737,43	*8,66*
FOURNISSEURS DE BIENS &SERVICE	16,43		16,43	
FOURNISSEURS AUTRES AVOIRS	4 269,06		4 269,06	
PRODUITS A RECEVOIR	648,71		648,71	
SUBVENTIONS D'EXPLOITATION	83 450,61	9 660,80	73 789,81	*763,81*
ETAT - IMPOT SUR LES BENEFICES	180 668,00	213 702,00	(33 034,00)	*-15,46*
TVA RECUPABLE/B&S -HISTO	27 299,38	122 262,26	(94 962,88)	*-77,67*
CREDIT DE TVA A REPORTER	249 873,09	123 666,10	126 206,99	*102,05*
ACOMPTES REGIME DU FORFAIT	319,80	688,79	(368,99)	*-53,57*
REMBOURSEMENT DE TVA DEMANDE	47 226,00	408 057,00	(360 831,00)	*-88,43*
TVA NON ENC.RECUPABL/B&S	466 364,96	369 190,96	97 174,00	*26,32*
ETAT - TVA SUR FACTURESNON PAR	13 468,61	25 418,03	(11 949,42)	*-47,01*
ETAT - TVA SUR FACTURES@ ETABL	3 461,87		3 461,87	
TVA EN ATTENTE COLLECTEE 2.1%		836,86	(836,86)	*-100,00*
ETAT - TVA EN ATTENTE SUR AVAN	2 751,75	2 751,75		
ETAT - TAXE SUR LES SALAIRES		28 397,00	(28 397,00)	*-100,00*
PRODUITS A RECEVOIR	1 684,00		1 684,00	
ASSOC. OPERAT. EN COMMUN ET EN	646 075,98		646 075,98	
ASSOCIES - AVANCE GIE	1 023 853,94	50 000,00	973 853,94	*N/S*
MANDANT ACTIFS	516 034,67	1 022 858,96	(506 824,29)	*-49,55*
COLLECTIVITE MANDANTE	227 898,86	282 998,93	(55 100,07)	*-19,47*
COLLECTIVITES - AVANCES DE TRE	893 230,29	699 241,29	193 989,00	*27,74*
COLLECTIVITES - SUBVENTIONS	59 386,51	71 149,48	(11 762,97)	*-16,53*
NOTAIRES (AVANCES)	2 590,82	5 110,82	(2 520,00)	*-49,31*
CONSIGNATIONS	750 045,88	227 325,32	522 720,56	*229,94*
DEBITEURS DIVERS	244 499,10	393 261,20	(148 762,10)	*-37,83*
CREDITEURS DIVERS	250,00		250,00	
PRODUITS A RECEVOIR - DIVERS		115 198,20	(115 198,20)	*-100,00*
Valeurs mobilières de placement	**1 378 053,85**	**1 378 053,85**		
BONS TRESOR & BONS CAISSE A CT	1 000 000,00	1 000 000,00		
PLACEMENT CREDIT AGRICOLE	145 632,60	145 632,60		
PLACEMENT CREDIT COOPERATIF	7 355,26	7 355,26		
PLACEMENT CREDIT MUTUEL	225 065,99	225 065,99		
Disponibilités	**5 243 319,20**	**3 959 677,08**	**1 283 642,12**	*32,42*
CREDIT AGRICOLE	10 037,90	2 465,30	7 572,60	*307,17*
Crédit Agricole OP 7005	32 051,38	7 171,14	24 880,24	*346,95*
CAISSE D'EPARGNE04-6525999-46	295 027,05	48 494,54	246 532,51	*508,37*
CREDIT MUTUEL 90445131	32 632,36	4 833,97	27 798,39	*575,06*
ARKEA	714,62	245,49	469,13	*191,10*
CCO CAISSE EPARGNE	4 249,13	2 004,02	2 245,11	*112,03*
CRCA op 04.002		5 069,02	(5 069,02)	*-100,00*
LA BANQUE POSTALE	6 622,03	7 626,38	(1 004,35)	*-13,17*
LA BANQUE POSTALE OP 605	656,57	5 271,69	(4 615,12)	*-87,55*
BANQUE POPULAIRE ATLANTIQUE	1 184,91	588,51	596,40	*101,34*
CCO / CDC	1 740 426,05		1 740 426,05	
CCS / CDC	3 105 112,30	3 867 600,76	(762 488,46)	*-19,71*
INTERETS COURUS A RECEVOIR	11 201,07	5 680,26	5 520,81	*97,19*

Détail de l'actif

	01/01/2019 31/12/2019 12 mois	01/01/2018 31/12/2018 12 mois	Variations	%
PRODUITS FINANCIERSIMPUTES A R	2 893,15	1 975,13	918,02	46,48
CAISSE EN MONNAIE NATIONALE	161,08	143,57	17,51	12,20
TICKETS RESTAURANT	349,60	507,30	(157,70)	-31,09
Charges constatées d'avance	**3 753 553,94**	**4 820 023,95**	**(1 066 470,01)**	-22,13
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	87 586,30	95 103,66	(7 517,36)	-7,90
NEUTRALISATION MALI PROVISOIRE	3 665 967,64	4 724 920,29	(1 058 952,65)	-22,41
TOTAL DU BILAN ACTIF	**137 002 133,87**	**140 546 833,67**	**(3 544 699,80)**	-2,52

Détail du passif

	01/01/2019 31/12/2019 12 mois	01/01/2018 31/12/2018 12 mois	Variations	%
TOTAL I - Capitaux propres	**16 589 412,06**	**16 531 218,86**	**58 193,20**	*0,35*
Capital Social ou individuel	**13 535 337,33**	**13 357 864,71**	**177 472,62**	*1,33*
CAPITAL SOUSCRIT APPELE VERSE	13 535 337,33	13 357 864,71	177 472,62	*1,33*
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	**928 221,87**	**855 694,49**	**72 527,38**	*8,48*
PRIMES LIEES AU CAPITAL SOCIAL	530 212,58	457 685,20	72 527,38	*15,85*
PRIMES DE FUSION	398 009,29	398 009,29		
Réserve légale	**338 526,07**	**329 840,07**	**8 686,00**	*2,63*
RESERVE LEGALE PROPREMENT DITE	338 526,07	329 840,07	8 686,00	*2,63*
Autres réserves	**1 832 778,09**	**1 667 761,94**	**165 016,15**	*9,89*
AUTRES RESERVES	1 832 778,09	1 667 761,94	165 016,15	*9,89*
Résultat de l'exercice	**(182 980,85)**	**173 702,15**	**(356 683,00)**	*-205,34*
Subventions d'investissement	**137 529,55**	**146 355,50**	**(8 825,95)**	*-6,03*
COLLECTIVITES PUBLIQUES	240 791,97	240 791,97		
COLLECTIVITES PUBLIQUES	(103 262,42)	(94 436,47)	(8 825,95)	*-9,35*
TOTAL II - Autres fonds propres				
TOTAL III - Total des Provisions	**7 557 137,68**	**6 548 310,58**	**1 008 827,10**	*15,41*
Provisions pour risques	**1 039 978,77**	**1 045 857,95**	**(5 879,18)**	*-0,56*
AUTRES PROVISIONS POUR RISQUES	158 919,33	158 919,33		
PROV POUR NEUTRAL BONI SUR CON	881 059,44	886 938,62	(5 879,18)	*-0,66*
Provisions pour charges	**6 517 158,91**	**5 502 452,63**	**1 014 706,28**	*18,44*
PROV CHARGES PREVISIONNELLES	6 423 332,38	5 403 592,10	1 019 740,28	*18,87*
AUTRES PROVISIONS POUR CHARGES	34 392,00	39 426,00	(5 034,00)	*-12,77*
AUTRES PROVISIONS pourCHARGES	59 434,53	59 434,53		
TOTAL IV - Total des dettes	**112 855 584,13**	**117 467 304,23**	**(4 611 720,10)**	*-3,93*
Emprunts et dettes auprès des établissements de c	**52 702 798,62**	**60 337 625,60**	**(7 634 826,98)**	*-12,65*
EMPRUNTS AUPRES DES ETABLISSEM	33 017 212,83	35 649 291,70	(2 632 078,87)	*-7,38*
SUR EMPRUNTS AUPRES ETABLI. CR	52 909,56	57 877,90	(4 968,34)	*-8,58*
CREDIT AGRICOLE OP 134	1 244 542,84	2 490 094,88	(1 245 552,04)	*-50,02*
CREDIT COOPERATIF	3 317 410,73	4 980 556,45	(1 663 145,72)	*-33,39*
CREDIT COOPERATIF	1 729 992,66	1 731 497,00	(1 504,34)	*-0,09*
CCO / CDC		2 713 715,80	(2 713 715,80)	*-100,00*
COI OP 599	2 959 650,00	2 950 000,00	9 650,00	*0,33*
INTERETS COURUS A PAYER	23 866,97	40 407,21	(16 540,24)	*-40,93*
FRAIS FINANCIERSIMPUTES A PAYE	32 833,03	50 084,66	(17 251,63)	*-34,44*
CONCOURS BANCAIRES COURANTS	7 324 380,00	5 674 100,00	1 650 280,00	*29,08*
CREDIT MOBIL. CREANC. CCIALES	3 000 000,00	4 000 000,00	(1 000 000,00)	*-25,00*
Emprunts et dettes financières divers	**30 160 270,96**	**28 798 879,24**	**1 361 391,72**	*4,73*
DEPOTS ET CAUTIONNEMENTS RECUS	1 342 397,31	1 203 019,04	139 378,27	*11,59*
AVANCE DES COLLECTIVITES	28 211 205,76	26 728 927,07	1 482 278,69	*5,55*
DETTES CONSECUTIVES MISE EN JE	606 667,89	606 667,89		
ASSOC. OPERAT. EN COMMUN ET EN		260 265,24	(260 265,24)	*-100,00*
Avances et acomptes reçus sur commandes en cou	**1 506 820,87**	**1 395 849,11**	**110 971,76**	*7,95*
ACQUEREURS AVANCE	1 431 537,21	1 319 296,46	112 240,75	*8,51*
CLIENTS AVANCES AUTRES ACTIVIT	75 283,66	76 552,65	(1 268,99)	*-1,66*

Détail du passif

	01/01/2019 31/12/2019 12 mois	01/01/2018 31/12/2018 12 mois	Variations	%
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	**7 503 016,50**	**7 415 067,75**	**87 948,75**	*1,19*
FOURNISSEURS DE BIENS &SERVICE	6 309 525,50	6 099 534,70	209 990,80	*3,44*
FOURNISSEURS - HONORAIRES	474 273,57	467 710,38	6 563,19	*1,40*
FOURNISSEURS - RETENUES DE GAR	571 688,04	525 107,97	46 580,07	*8,87*
FOURNISSEURS DE BIENS &SERVICE	67 014,20	199 202,23	(132 188,03)	*-66,36*
FOURNISSEURS	80 515,19	123 512,47	(42 997,28)	*-34,81*
Dettes fiscales et sociales	**1 945 091,74**	**2 190 836,05**	**(245 744,31)**	*-11,22*
COMITES D'ENTREPRISE, D'ETABLI	253,00	946,60	(693,60)	*-73,27*
PERSONNEL AVANCES ET ACOMPTES	738,27	803,40	(65,13)	*-8,11*
DETTES PROVISIO. POUR CONGES P	272 928,00	239 448,00	33 480,00	*13,98*
AUTRES CHARGES A PAYER	13 027,22	39 894,70	(26 867,48)	*-67,35*
SECURITE SOCIALE	88 668,00	87 822,00	846,00	*0,96*
MUTUELLES	23 830,56	21 175,34	2 655,22	*12,54*
CAISSES DE RETRAITE - CADRES	26 310,23	44 500,72	(18 190,49)	*-40,88*
CAISSES DE RETRAITE - NON CADR		6 016,67	(6 016,67)	*-100,00*
CNRACL	876,00	636,00	240,00	*37,74*
RAFP		412,08	(412,08)	*-100,00*
CHARGES SOCIALES SUR CONGES PA	128 360,56	122 411,00	5 949,56	*4,86*
AUTRES CHARGES A PAYER	28 032,35	57 515,16	(29 482,81)	*-51,26*
PRODUITS A RECEVOIR		4 828,60	(4 828,60)	*-100,00*
ETAT - PRELEVEMENT A LA SOURCE	13 066,70		13 066,70	
TVA A DECAISSER	523 918,77	924 087,61	(400 168,84)	*-43,30*
HISTORIQUE TVA COLL. EXIGIBLE	40 490,61	106 230,45	(65 739,84)	*-61,88*
ACOMPTES DE TVA - REGIME SIMPL	676 777,17	515 315,05	161 462,12	*31,33*
TVA NON ENC.RECUPABL/B&S	100 715,26	8 224,30	92 490,96	*N/S*
TVA EN ATTENTE DEDUCTIBLE 2.1	99,67		99,67	
ETAT - TVA SUR FACTURES@ ETABL		3 977,37	(3 977,37)	*-100,00*
TVA EN ATTENTE COLLECTEE 2.1%	721,83		721,83	
AUTRES CHARGES A PAYER	6 277,54	6 591,00	(313,46)	*-4,76*
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	**1 984 309,80**	**1 994 517,00**	**(10 207,20)**	*-0,51*
VERSEM. A EFFECT. SUR T.I.N.L.	100 000,00	100 000,00		
FOURNISSEURS ACHATS D'IMMOBILI	1 861 918,80	1 860 000,00	1 918,80	*0,10*
FOURNISSEURS D'IMMOBILISATIONS	22 391,00	34 517,00	(12 126,00)	*-35,13*
Autres dettes	**1 310 692,88**	**1 167 170,33**	**143 522,55**	*12,30*
CLIENTS AUTRES ACTIVITES	350,00	350,00		
CLIENTS - AUTRES AVOIRS	20 998,48	3 752,15	17 246,33	*459,64*
COLLECTIVITE MANDANTE	8 150,96	18 073,41	(9 922,45)	*-54,90*
COLLECTIVITES - AVANCES DE TRE	73 440,00	73 440,00		
DEBITEURS DIVERS REPRISE	77 126,70	77 126,70		
MANDANT PASSIF	900 142,05	796 715,87	103 426,18	*12,98*
CREDITEURS DIVERS	30 860,73	307,00	30 553,73	*N/S*
CREDITEURS DIVERS	9 617,00	22 345,00	(12 728,00)	*-56,96*
CHARGES A PAYER - DIVERS	0,01	0,01		
CH.A.PAY REM MANDATAIRE	190 006,95	175 060,19	14 946,76	*8,54*
Produits constatés d'avance	**15 742 582,76**	**14 167 359,15**	**1 575 223,61**	*11,12*
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	163 039,32	181 721,40	(18 682,08)	*-10,28*
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	15 579 543,44	13 985 637,75	1 593 905,69	*11,40*
TOTAL DU BILAN PASSIF	**137 002 133,87**	**140 546 833,67**	**(3 544 699,80)**	*-2,52*

Détail du compte de résultat

	01/01/2019 31/12/2019 12 mois	01/01/2018 31/12/2018 12 mois	Variations	%
Total des produits d'exploitation	**41 975 554,51**	**41 834 199,22**	**141 355,29**	*0,34*
Ventes de marchandises				
Production vendue Biens	**24 310 411,11**	**34 599 890,10**	**(10 289 478,99)**	*-29,74*
Production vendue Biens FRANCE	**24 310 411,11**	**34 599 890,10**	**(10 289 478,99)**	*-29,74*
VENTES DE PRODUITS FINIS		2 888 053,02	(2 888 053,02)	*-100,00*
VENTES D'IMMEUBLES ET DE TERRA		1 650 000,00	(1 650 000,00)	*-100,00*
PRODUITS CONCESSIONS	24 310 411,11	30 061 837,08	(5 751 425,97)	*-19,13*
Production vendue Services + Travaux	**2 664 114,50**	**2 811 399,02**	**(147 284,52)**	*-5,24*
Production vendue Services FRANCE	**2 664 114,50**	**2 811 399,02**	**(147 284,52)**	*-5,24*
PRESTATIONS DE SERVICE	195 413,94	168 027,74	27 386,20	*16,30*
REMUNERATIONS D'ETUDES	165 538,05	172 714,40	(7 176,35)	*-4,16*
LOYERS	1 029 648,48	1 004 779,15	24 869,33	*2,48*
CHARGES RECUPERABLES	229 277,88	393 772,60	(164 494,72)	*-41,77*
COMMISSIONS ET COURTAGES	876 177,00	881 214,67	(5 037,67)	*-0,57*
AUTRES PROD. ACTIV. ANNEXES	168 059,15	190 890,46	(22 831,31)	*-11,96*
Montant net du chiffre d'affaires	**26 974 525,61**	**37 411 289,12**	**(10 436 763,51)**	*-27,90*
Production stockée	**63 777,61**	**(9 357 401,42)**	**9 421 179,03**	*100,68*
VARIATION EN-COURS PRODUC. BIE	267 408,73	(3 635 522,82)	3 902 931,55	*107,36*
VARIATION DES CHARGES SUR CONC	24 112 659,17	24 572 669,47	(460 010,30)	*-1,87*
VARIATION DU COUT DE REVIENT D	(24 316 290,29)	(30 294 548,07)	5 978 257,78	*19,73*
Production immobilisée	**14 300,00**	**399 799,06**	**(385 499,06)**	*-96,42*
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	14 300,00	399 799,06	(385 499,06)	*-96,42*
Subventions d'exploitation	**73 789,81**	**156 702,52**	**(82 912,71)**	*-52,91*
SUBVENTIONS d'EXPLOITATION	73 789,81	156 702,52	(82 912,71)	*-52,91*
Reprises sur amort. & prov., transferts de charges	**14 777 341,92**	**12 989 217,94**	**1 788 123,98**	*13,77*
REPRISE SUR PROVISION POUR CHA	5 393 874,91	4 029 315,06	1 364 559,85	*33,87*
REP. PROV. POUR NEUTRALISATION		239 412,90	(239 412,90)	*-100,00*
REPRISE SUR PROVISION POUR LIQ	5 034,00	12 064,00	(7 030,00)	*-58,27*
CREANCES	83 376,98		83 376,98	
TRANSFERT DE CHARGES EXPLOITAT	29 502,21	121 028,98	(91 526,77)	*-75,62*
REMUNERATIONS CONCESSIONS	2 851 938,63	3 183 804,72	(331 866,09)	*-10,42*
TRANSFERT DE CHARGES POUR PRO	6 413 615,19	5 403 592,28	1 010 022,91	*18,69*
Autres produits d'exploitation	**71 819,56**	**234 592,00**	**(162 772,44)**	*-69,39*
QUOTE PART DE RESULTAT SUR CON	50 000,00		50 000,00	
PRODUITS DIVERS DE GESTION COU	21 819,56	234 592,00	(212 772,44)	*-90,70*
Total des charges d'exploitation	**42 258 346,68**	**41 830 955,12**	**427 391,56**	*1,02*
Autres achats et charges externes	**26 151 358,53**	**28 156 741,02**	**(2 005 382,49)**	*-7,12*
ACHATS ETUDES ET PRESTAT. SERV	23 879,75	38 078,02	(14 198,27)	*-37,29*
ACHAT MAITRISE DES SOLS	1 217,58	362 744,01	(361 526,43)	*-99,66*
ACHAT TRAVAUX VRD	16 349,58	(1 944,07)	18 293,65	*941,00*
ACHATS TRAVAUX BATIMENTS		1 000 654,06	(1 000 654,06)	*-100,00*
ACHAT HONORAIRES SUR TRAVAUX	109 719,37		109 719,37	
ACHAT AUTRES FRAIS	4 049,30		4 049,30	
ACHAT FRAIS FINANCIERS		11 587,51	(11 587,51)	*-100,00*

Détail du compte de résultat

	01/01/2019 31/12/2019 12 mois	01/01/2018 31/12/2018 12 mois	Variations	%
ACHAT REMUNERATION	61 542,60		61 542,60	
DOTATION AUX PROVISIONS	1 019 740,28	1 374 277,22	(354 536,94)	-25,80
ACHATS DE TRAVAUX, HONORAIRES	23 181 749,19	23 198 392,25	(16 643,06)	-0,07
FOURNITURES NON STOCK. EAU, EN	4 139,05	3 730,50	408,55	10,95
CARBURANTS, LUBRIFIANTS	799,44	850,00	(50,56)	-5,95
FOURNIT. ENTRETIEN & PETIT EQU	880,04	465,52	414,52	89,04
FOURNITURES ADMINISTRATIVES	8 278,63	9 620,59	(1 341,96)	-13,95
SOUS-TRAITANCE GENERALE	15 015,31	12 268,43	2 746,88	22,39
SOUS TRAITANCE GIE	1 348 756,87	1 702 981,27	(354 224,40)	-20,80
LOCATIONS IMMOBILIERES	17 437,42	14 268,96	3 168,46	22,21
LOCATIONS MOBILIERES	1 606,00	6 420,00	(4 814,00)	-74,98
CHARGES LOCATIVES ET DE COPROP	38 673,15	37 381,77	1 291,38	3,45
ENTRETIENS ET REPARATIONS	62 490,00	39 153,01	23 336,99	59,60
SUR BIENS MOBILIERS	82,20	436,60	(354,40)	-81,17
MAINTENANCE	15 698,46	18 791,83	(3 093,37)	-16,46
MULTIRISQUES	30 178,69	28 048,33	2 130,36	7,60
ASSUR. OBLIGAT. DOMMAGE-CONSTR	8 618,49	10 566,94	(1 948,45)	-18,44
DOCUMENTATION TECHNIQUE	179,63		179,63	
FRAIS DE COLLOQUES, SEMIN., CO	25,00	206,28	(181,28)	-87,88
REMUNERATION DE GESTION	47 000,00	47 185,00	(185,00)	-0,39
HONORAIRES	76 473,41	169 523,11	(93 049,70)	-54,89
FRAIS D'ACTES ET DE CONTENTIEU	1 926,50	3 043,32	(1 116,82)	-36,70
ANNONCES ET INSERTIONS	1 337,06	1 326,68	10,38	0,78
FOIRES ET EXPOSITIONS	60,27		60,27	
DIVERS (POURBOIRES, DONS COURA	1 661,52	4 127,93	(2 466,41)	-59,75
TRANSPORTS BIENS & COLLECTIFS	114,00	657,00	(543,00)	-82,65
VOYAGES ET DEPLACEMENTS	43,00	1 557,72	(1 514,72)	-97,24
INDEMNITES KILOMETRIQUES	79,52		79,52	
FRAIS DE DEPL. FORMATION	461,70		461,70	
AUTRES FRAIS DEPL.	1 306,62		1 306,62	
MISSIONS	1 067,18	825,52	241,66	29,27
RECEPTIONS	5 651,07	3 653,81	1 997,26	54,66
FRAIS POSTAUX ET DE TELECOMM.	1 553,22	1 390,57	162,65	11,70
FRAIS SUR TITRES (ACHAT, VENTE	456,66	263,32	193,34	73,42
AUTRES FRAIS & COMM. PREST. SE	11 439,77	11 198,51	241,26	2,15
CONCOURS DIVERS (COTISATIONS,.	29 621,00	29 498,00	123,00	0,42
FRAIS DE RECRUTEMENT DU PERSON		13 511,50	(13 511,50)	-100,00
Impôts, taxes et versements assimilés	**239 224,77**	**454 103,65**	**(214 878,88)**	-47,32
VERSEMENT SUR LE TRANSPORT		41 678,24	(41 678,24)	-100,00
PART. EMPLOY. A FORM. PROF. C	29 817,04	42 398,93	(12 581,89)	-29,68
PART. EMPLOY. A EFFORT CONSTRU	10 121,12	9 378,00	743,12	7,92
VERS. LIBERAT. A EXONER. TAXE		14 171,00	(14 171,00)	-100,00
AUTRES	7 791,96	4 773,96	3 018,00	63,22
CONTRIBUTION ECONOMIQUE TERRIT	25 144,00	21 497,00	3 647,00	16,97
TAXES FONCIERES	158 150,35	318 475,36	(160 325,01)	-50,34
AUTRES IMPOTS LOCAUX	6 277,54		6 277,54	
CONTRIB. SOC. SOLID. A CHARGE	1 168,89	925,73	243,16	26,27
TAXES DIVERSES	753,87	805,43	(51,56)	-6,40
Salaires et traitements	**2 302 494,28**	**2 153 389,61**	**149 104,67**	6,92
SALAIRES APPOINTEMENTS	2 256 221,22	2 069 651,51	186 569,71	9,01
CONGES PAYES VERSES	289,52		289,52	
CONGES PAYES PROVISIONNES	33 480,00	20 506,00	12 974,00	63,27
PRIMES PROVISIONNEES	13 023,41	39 894,70	(26 871,29)	-67,36
INDEMNITES & AVANTAGES DIVERS	48 115,37	1 506,78	46 608,59	N/S
INDEMNITES & AVANTAGES DIVERS		8 493,22	(8 493,22)	-100,00
SUPPLEMENT FAMILIAL		15 013,05	(15 013,05)	-100,00
INDEMNITES RECUES S.S.	(48 635,24)	(1 675,65)	(46 959,59)	N/S
Charges sociales du personnel	**1 080 397,48**	**970 993,03**	**109 404,45**	11,27
CHARGES SOCIALES SUR CONGES PA	5 126,00	15 646,60	(10 520,60)	-67,24

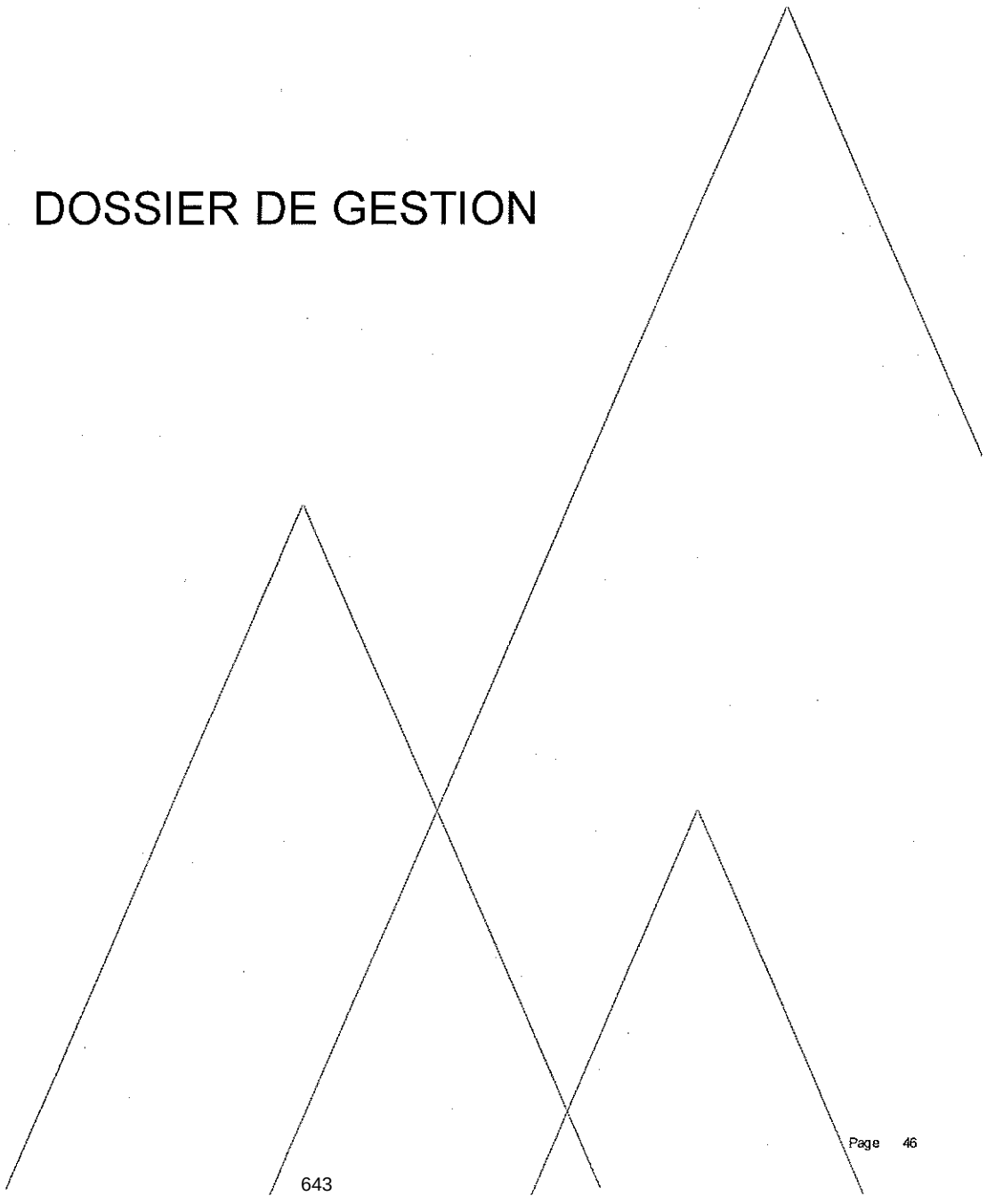
Détail du compte de résultat

	01/01/2019 31/12/2019 12 mois	01/01/2018 31/12/2018 12 mois	Variations	%
CHARGES SOCIALES SUR PRIMES PR	6 104,56	5 281,00	823,56	15,59
COTISATIONS URSSAF	700 492,54	580 968,47	119 524,07	20,57
COTISATIONS AUX MUTUELLES	72 035,83	64 010,81	8 025,02	12,54
COTISATIONS AUX CAISSESDE RETR	189 674,75	164 101,64	25 573,11	15,58
COTISATIONS AUX CAISSESDE RETR		24 832,62	(24 832,62)	-100,00
COTISATIONS AUX ASSEDICS		81 818,75	(81 818,75)	-100,00
COTISATIONS AUX AUTRES ORG. SO	2 910,05	2 585,45	324,60	12,55
PRIME DE TRANSPORT	7 195,29	6 011,34	1 183,95	19,70
PART PATRONALE CANTINE & TICKE	53 121,22	46 276,44	6 844,78	14,79
VERS. AUX COMITES D'ETS & D'ET	25 703,00	23 405,63	2 297,37	9,82
VERSEMENTS AUX OEUVRES SOCIALE		422,08	(422,08)	-100,00
MEDECINE DU TRAVAIL, PHARMACIE	6 242,79	5 948,12	294,67	4,95
AUTRES CHARGES DE PERSONNEL	10 907,97	100,00	10 807,97	N/S
CHARGES/TICKET RESTO	883,48	776,08	107,40	13,84
CREDIT D'IMPOT COMPETITIVITE		(51 192,00)	51 192,00	100,00
Dotation aux amortissements sur immobilisations	**584 236,65**	**610 139,92**	**(25 903,27)**	-4,25
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	368,98	39 936,21	(39 567,23)	-99,08
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	583 867,67	570 203,71	13 663,96	2,40
Dotations aux provisions sur actif circulant	**41 444,25**	**41 660,81**	**(216,56)**	-0,52
CREANCES	41 444,25	41 660,81	(216,56)	-0,52
Dotations aux prov. pour risques et charges	**6 407 736,01**	**5 410 294,19**	**997 441,82**	18,44
DOT. AUX PROVISIONS POUR CHARG	6 413 615,19	5 403 592,28	1 010 022,91	18,69
DOT. PROV. NEUTRALISATION DU B	(5 879,18)	6 701,91	(12 581,09)	-187,72
Autres charges de gestion courante	**5 451 454,71**	**4 033 632,89**	**1 417 821,82**	35,15
REDEVANC. CONCESS. BREV. LICEN	70,88	273,00	(202,12)	-74,04
JETONS DE PRESENCE	7 320,00	3 720,00	3 600,00	96,77
PERTES SUR CREANCES IRRECOUVRA	48 020,20		48 020,20	
TRANSFERT DE PRODUITS POUR REP	5 393 874,91	4 029 315,06	1 364 559,85	33,87
AUTRES CHARGES DIVERSES DE GE	2 168,72	324,83	1 843,89	567,65
Résultat d'exploitation	**(282 792,17)**	**3 244,10**	**(286 036,27)**	N/S
Total des produits financiers	**516 232,95**	**540 643,91**	**(24 410,96)**	-4,52
Produits financiers de participations	**81 159,16**	**15 693,34**	**65 465,82**	417,16
PRODUITS DE PARTICIPATIONS	81 159,16	15 693,34	65 465,82	417,16
Produits autres valeurs mob. & créances actif imm.	**99 890,45**	**103 620,10**	**(3 729,65)**	-3,60
PRODUITS AUTRES IMMOB. FINANC.	99 334,60	103 620,10	(4 285,50)	-4,14
REVENUS DES TITRES IMMOBILISES	555,85		555,85	
Autres intérêts et produits assimilés	**333 183,34**	**414 573,07**	**(81 389,73)**	-19,63
PRODUITS FINANCIERS INTERNES	319 647,94	405 462,79	(85 814,85)	-21,16
AUTRES PRODUITS FINANCIERS	13 535,40	9 110,28	4 425,12	48,57
Reprises sur provisions & transferts de charges	**2 000,00**		**2 000,00**	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	2 000,00		2 000,00	
Produits nets sur cessions de val.mob de placement		**6 757,40**	**(6 757,40)**	-100,00
PROD NETS CESSIONS VAL MOBIL P		6 757,40	(6 757,40)	-100,00
Total des charges financières	**435 000,15**	**495 658,27**	**(60 658,12)**	-12,24

Détail du compte de résultat

	01/01/2019 31/12/2019 12 mois	01/01/2018 31/12/2018 12 mois	Variations	%
Intérêts et charges assimilées	**435 000,15**	**495 658,27**	**(60 658,12)**	*-12,24*
INTERETS DES EMPRUNTS ET DETTE	277 172,27	301 278,67	(24 106,40)	*-8,00*
INTERETS CPTES COUR. & DEP. CR	123 562,32	144 284,87	(20 722,55)	*-14,36*
CHARGES FINANCIERES INTERNES	34 265,56	50 094,73	(15 829,17)	*-31,60*
Résultat financier	**81 232,80**	**44 985,64**	**36 247,16**	*80,57*
Résultat courant avant impôts	**(201 559,37)**	**48 229,74**	**(249 789,11)**	*-517,92*
Total des produits exceptionnels	**203 175,76**	**638 274,04**	**(435 098,28)**	*-68,17*
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	**222,40**	**24 546,09**	**(24 323,69)**	*-99,09*
AUTRES PROD. EXCEPT. SUR OP. G	222,40	24 546,09	(24 323,69)	*-99,09*
Produits exceptionnels sur opérations en capital	**202 953,36**	**483 727,95**	**(280 774,59)**	*-58,04*
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	37 895,31		37 895,31	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	146 000,00	410 000,00	(264 000,00)	*-64,39*
IMMOBILISATIONS FINANCIERES		64 882,00	(64 882,00)	*-100,00*
QUOTE-PART SUBVENTION D'INVEST	8 825,95	8 825,95		
PRODUITS EXCEPTIONNELS DIVERS	10 232,10	20,00	10 212,10	*N/S*
Reprises sur provisions et transferts de charges		**130 000,00**	**(130 000,00)**	*-100,00*
REPRIS. SUR PROV. EXCEPTIONNEL		130 000,00	(130 000,00)	*-100,00*
Total des charges exceptionnelles	**184 597,24**	**528 724,63**	**(344 127,39)**	*-65,09*
Charges exceptionnelles sur opération de gestion	**7 181,50**	**75 000,00**	**(67 818,50)**	*-90,42*
AUT. CHARG. EXCEP. SUR OPER. G	7 181,50	75 000,00	(67 818,50)	*-90,42*
Charges exceptionnelles sur opération en capital	**177 415,74**	**394 290,10**	**(216 874,36)**	*-55,00*
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	37 895,31		37 895,31	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	137 520,43	378 293,10	(240 772,67)	*-63,65*
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	2 000,00	15 997,00	(13 997,00)	*-87,50*
Dotations excep. aux amortissements et aux provisi		**59 434,53**	**(59 434,53)**	*-100,00*
DOTAT. PROV. RISQ. & CHARG. EX		59 434,53	(59 434,53)	*-100,00*
Résultat exceptionnel	**18 578,52**	**109 549,41**	**(90 970,89)**	*-83,04*
Impôts sur les bénéfices		**(15 923,00)**	**15 923,00**	*100,00*
PRODUIT CREDIT D'IMPOT		(15 923,00)	15 923,00	*100,00*
Résultat de l'exercice	**(182 980,85)**	**173 702,15**	**(356 683,00)**	*-205,34*

DOSSIER DE GESTION



Soldes intermédiaires de gestion

	01/01/2019 31/12/2019	12 mois	01/01/2018 31/12/2018	12 mois	01/01/2017 31/12/2017	12 mois
CHIFFRE D'AFFAIRES	**26 974 526**	*100,00*	**37 411 289**	*100,00*	**32 421 991**	*100,00*
Ventes de marchandises						
- Achats de marchandises						
- Variation stocks de marchandises						
MARGE COMMERCIALE (a)						
Production vendue	26 974 526	*100,00*	37 411 289	*100,00*	32 421 991	*100,00*
+ Variation production stockée	63 778	*0,24*	(9 357 401)	*-25,01*	(4 305 438)	*-13,28*
+ Production immobilisée	14 300	*0,05*	399 799	*1,07*	1 360 107	*4,20*
PRODUCTION DE L'EXERCICE	**27 052 603**	*100,29*	**28 453 687**	*76,06*	**29 476 660**	*90,92*
- Achats stockés approvisionnement						
- Variation des stocks et approvisionnement						
- Achats de sous-traitance directe	24 418 248	*90,26*	25 983 789	*91,32*	27 461 676	*93,16*
MARGE BRUTE PRODUCTION (b)	**2 634 356**	*9,74*	**2 469 898**	*8,68*	**2 014 984**	*6,84*
MARGES (Commerciale + Production)	**2 634 356**	*9,77*	**2 469 898**	*6,60*	**2 014 984**	*6,21*
- Achats non stockés (c)	14 097	*0,05*	14 667	*0,04*	33 317	*0,10*
- Autres charges externes (c)	1 719 014	*6,37*	2 158 285	*5,77*	1 924 488	*5,94*
VALEUR AJOUTEE PRODUITE (a+b-c)	**901 245**	*3,34*	**296 946**	*0,79*	**57 179**	*0,18*
+ Subventions d'exploitation	73 790	*0,27*	156 703	*0,42*		
- Impôts, taxes sur rémunérations	47 730	*0,18*	112 400	*0,30*	112 642	*0,35*
- Autres impôts et taxes	191 495	*0,71*	341 704	*0,91*	122 725	*0,38*
- Salaires et traitements	2 302 494	*8,54*	2 153 390	*5,76*	2 087 150	*6,44*
- Charges sociales	1 080 397	*4,01*	970 993	*2,60*	921 370	*2,84*
EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION	**(2 647 082)**	*-9,81*	**(3 124 838)**	*-8,35*	**(3 186 708)**	*-9,83*
+ Reprises sur amortissements et provisions	5 482 286	*20,32*	4 280 792	*11,44*	2 665 898	*8,22*
+ Autres produits d'exploitation	71 820	*0,27*	234 592	*0,63*	42 277	*0,13*
+ Transfert de charges d'exploitation	9 295 056	*34,46*	8 708 426	*23,28*	7 450 186	*22,98*
- Dotations aux amort.,dépréciations et provisions	7 033 417	*26,07*	6 062 095	*16,20*	4 653 264	*14,35*
- Autres charges de gestion courante	5 451 455	*20,21*	4 033 633	*10,78*	2 597 142	*8,01*
RESULTAT EXPLOITATION	**(282 792)**	*-1,05*	**3 244**	*0,01*	**(278 753)**	*-0,86*
Bénéfice-perte sur opérations en commun						
+ Produits financiers	516 233	*1,91*	540 644	*1,45*	793 056	*2,45*
- Charges financières	435 000	*1,61*	495 658	*1,32*	609 819	*1,88*
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	**(201 559)**	*-0,75*	**48 230**	*0,13*	**(95 516)**	*-0,29*
Produits exceptionnels	203 176	*0,75*	638 274	*1,71*	1 319 753	*4,07*
- Charges exceptionnelles	184 597	*0,68*	528 725	*1,41*	950 040	*2,93*
RESULTAT EXCEPTIONNEL	**18 579**	*0,07*	**109 549**	*0,29*	**369 713**	*1,14*
- Participation des salariés						
- Impôts sur les bénéfices			(15 923)	*-0,04*	(14 905)	*-0,05*
RESULTAT DE L'EXERCICE	**(182 981)**	*-0,68*	**173 702**	*0,46*	**289 101**	*0,89*

CONSTRUIRE
ENSEMBLE
LE CADRE DE VIE
DE DEMAIN

LOIRE ATLANTIQUE DEVELOPPEMENT-SELA

Rapport de gestion
Exercice 2019

Loire-Atlantique développement
/aménagement et construction

SOMMAIRE

SOMMAIRE 3

1. Vie de la société 2

1.1. Les modifications statutaires 2

1.2. L'actionnariat - Les administrateurs 2

1.3. Les commissaires aux comptes 3

1.4. Le personnel de la société 3

1.5. Politique contractuelle 6

1.6. Temps de travail 6

1.7. Dialogue social 6

1.8. Absentéisme 7

1.9. Formation 7

1.10. Organigramme Loire-Atlantique développement – SELA 8

1.11. Les locaux de la société 8

1.12. Les contrôles externes 8

1.13. Les conventions d'appui et de partenariats 9

2. L'Activité opérationnelle de l'exercice écoulé 10

2.1. L'aménagement et la construction 10

2.2 Les prestations de services 25

2.3 Les opérations en compte propre 32

2.4 Les exploitations directes 33

2.5 Les prises de participation 35

3. Présentation des comptes annuels 37

3.1 Le compte de résultat (hors concessions et mandats) 37

3.2 Le résultat de l'exercice 48

3.3 Le bilan 48

3.4 Evènements postérieurs à la clôture 51

3.5 Autres informations 52

1. Vie de la société

1.1. Les modifications statutaires

L'Assemblée Générale du 21 juin 2019, statuant en matière extraordinaire, après avoir entendu la lecture du rapport du Conseil d'Administration, a décidé de modifier l'article 6 et le cinquième alinéa de l'article 15 des statuts de la Société, comme suit :

"*Article 6 - CAPITAL SOCIAL*

Le capital social est fixé à TREIZE MILLIONS CINQ CENT TRENTE CINQ MILLE TROIS CENT TRENTE SEPT EUROS ET TRENTE TROIS CENTIMES (13 535 337,33 €), divisé en 18 533 actions d'une valeur nominale de sept cent trente euros et trente-quatre centimes (730,34 €), intégralement libérées et toute de même catégorie, souscrites en numéraire et par incorporation de réserves et dont plus de 50 % et au maximum 85 % doivent appartenir aux Collectivités Territoriales.

Il pourra être augmenté ou réduit dans les conditions prévues ci-dessous."

Article 15 - COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le cinquième alinéa est modifié de la manière suivante :

"*Le nombre des sièges d'administrateurs est fixé à 15, dont 10 pour les Collectivités Territoriales.*"

Le reste de l'article 15 demeure inchangé.

1.2. L'actionnariat - Les administrateurs

SITUATION ADMINISTRATIVE AU 31/12/2019
Capital social de 13 535 337,33 € divisé en 18 533 actions.

ADM	ACTIONNAIRES - ADMINISTRATEURS	%	Nb actions
	I - COLLECTIVITES TERRITORIALES	71,00 %	13 159
5	Département de Loire-Atlantique, représentée au CA par : M. Philippe GROSVALET M. Bernard GAGNET M. Michel MENARD M. Bernard LEBEAU M. Laurent TURQUOIS Représenté aux AG par M. Philippe GROSVALET	60,64 %	11 238
1	Nantes Métropole, représentée au CA et AG par M. Pascal PRAS	4,55 %	844
1	Ville de Nantes, représentée au CA et AG par M. Alain ROBERT	1,75 %	324
1	Ville de Saint-Herblain, représentée au CA et AG par Mme Christine NOBLET	1,67 %	310
1	Région des Pays de la Loire, représentée aux CA et AG par Maurice PERRION	1,31 %	243
1	CARENE, représentée au CA et AG par Mme Michèle LEMAITRE	1,08 %	200
	II - AUTRES ACTIONNAIRES	29,00 %	5 374

1	Caisse des Dépôts et Consignations, représentée au CA et AG par M. Anthony BARBIER	21,01 %	3 894
1	C.C.I. Nantes-St Nazaire, représentée au CA et AG par M. François-Régis BOUYER	3,23 %	599
1	Expo Nantes, représentée au CA et AG par M. Tony LESAFFRE	0,01 %	1
1	Caisse d'Epargne Bretagne - Pays de Loire, représentée au CA et AG par Mme Morgane LOUVET	2,84 %	527
1	Monsieur M. Fabien MAILLET	0,01 %	1
	Crédit Coopératif, représenté à AG par M. Régis de BOISBAUDRY	0,63 %	116
	Crédit Agricole Atlantique Vendée, représenté à AG par M. Christian ROBION	0,63 %	116
	Crédit Mutuel de Loire-Atlantique Centre Ouest, représenté à AG par M. Vincent BIRAUD	0,63 %	116
	3C44 (association chambres consulaires), représentée à AG par Mr le Le Président de la Chambre d'Agriculture	0,02 %	3
	Atlanbois, représenté à AG par M. Nicolas VISIER	0,01 %	1
15		100 %	18 533

La société est composée de 16 actionnaires, 15 administrateurs et 3 censeurs.

L'assemblée générale du 21 juin 2019, statuant en matière extraordinaire, a décidé d'augmenter le capital social d'un montant nominal de 177 472,62 € par la création et l'émission de 243 actions nouvelles. Le prix d'émission de ces 243 nouvelles actions a été de 250 000 € (prime d'émission de 72 527,38 €). Après suppression du droit préférentiel de souscription, l'A.G.E. a décidé de réserver cette souscription au Conseil Régional des Pays de la Loire qui a procédé au paiement intégral de cette souscription d'actions.

La Région des Pays de la Loire a désigné Monsieur Maurice PERRION pour la représenter devant le Conseil d'administration de LAD-SELA.

Aucune autre modification n'est intervenue au cours de l'exercice 2019.

1.3. Les commissaires aux comptes

L'Assemblée générale de LAD-SELA du 26 juin 2018 a désigné le cabinet DELOITTE et ASSOCIES comme Commissaire aux comptes au titre des exercices comptables 2018 à 2023.

1.4. Le personnel de la société

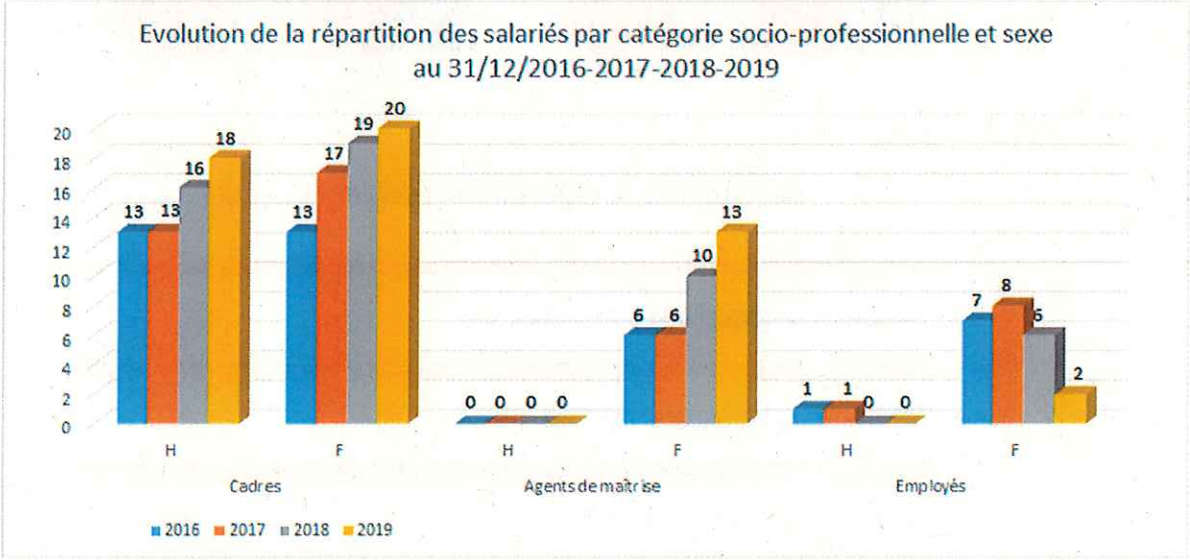
Évolution de l'effectif au cours de l'exercice

L'effectif au 31/12/2019 s'élevait à 53 salariés, 50 CDI et 3 CDD, contre 51 salariés au 31/12/2018 (47 CDI et 4 CDD).

Global et par catégorie socioprofessionnelle au 31/12/19

Exercice	Cadres	Agents de maîtrise	Employés	Total	dont CDD
31/12/2016	26	6	8	40	3
31/12/2017	30 (*)	6	9 (**)	45	3
31/12/2018	35 (*)(**)	10	6	51	4
31/12/2019	38	13	2	53	3

(*) : dont 1 CDD sous CIFRE (fin au 31/03/2018)
(**) dont 1 CDD en contrat de professionnalisation en 2018



Mouvement du personnel

Les personnels suivants ont été recrutés au cours de l'exercice 2019 :

- 3 Responsables d'opérations confirmés
- 2 Responsables d'opérations Juniors dont 1 contrat de professionnalisation transformé en CDI
- 1 assistante commerciale

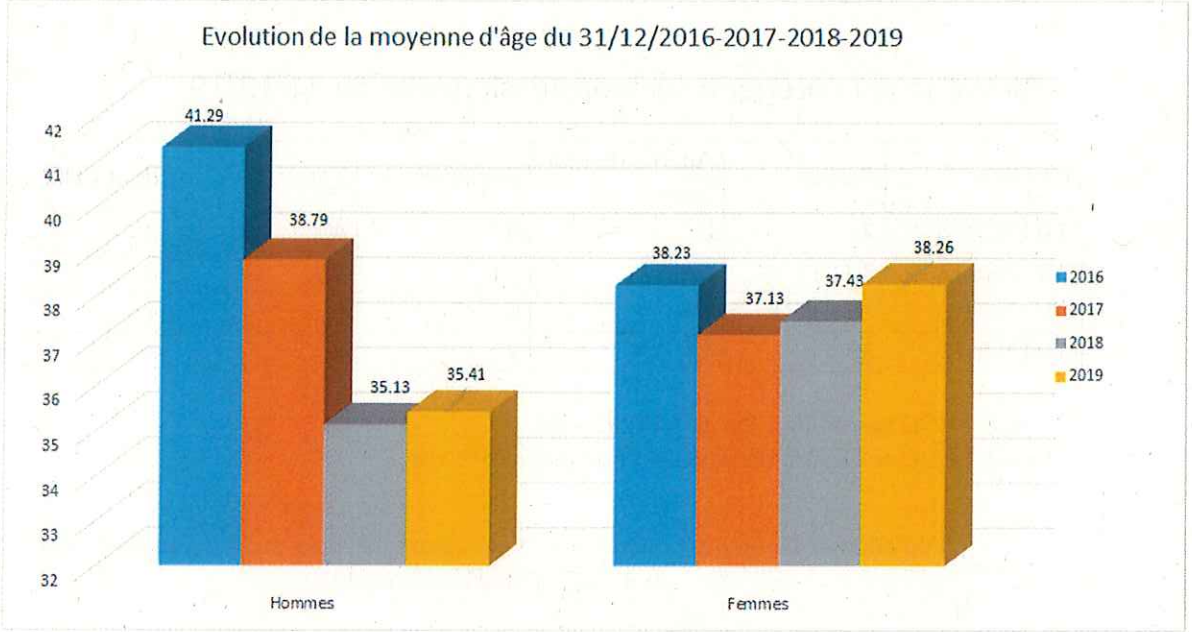
Ont quitté la société en 2019 :

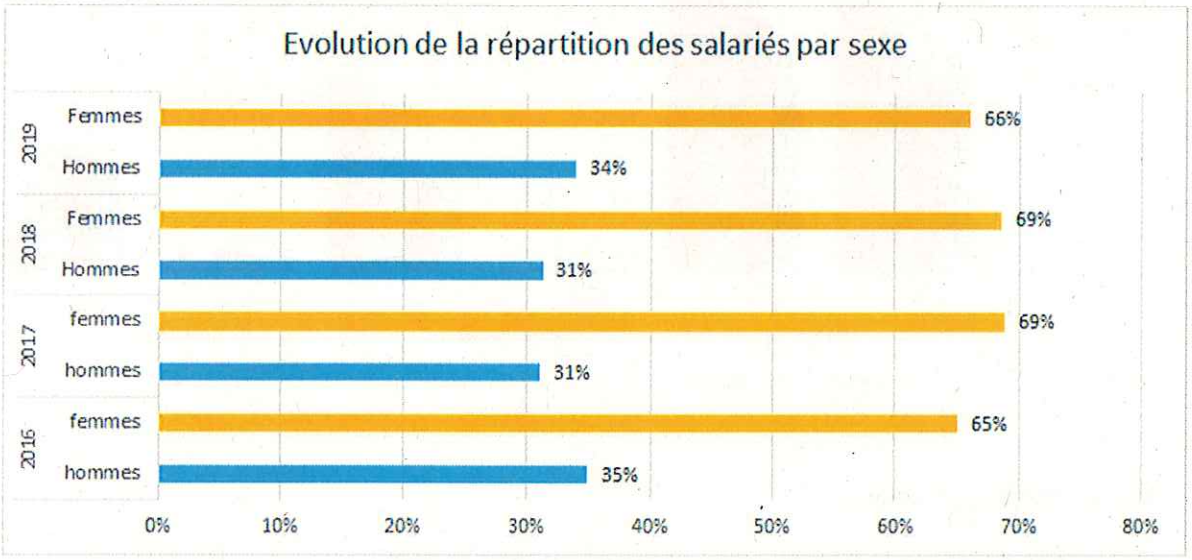
- 2 Cheffes de projet (1 démission et 1 rupture conventionnelle)
- 1 Assistante opérationnelle (démission)

- En 2019, la société a accueilli 2 stagiaires, 2 mois pour l'un dans le cadre d'un DUT et une semaine pour l'autre dans le cadre d'un stage d'observation.

Moyenne d'âge - ancienneté

La moyenne d'âge au 31/12/2019 s'élevait à 37,33 ans, et l'ancienneté moyenne à 6,9 années.





Évolution de la moyenne de l'effectif temps plein (ETP) :

2016	2017	2018	2019
41.62	40.46	42.21	50.98

Évolution de la masse salariale brute versée en 2016, 2017, 2018 et 2019 par catégorie socio-professionnelle

Année	cadres	Agents maîtrise	Employés	stagiaires	Total
2016	1436 518 €	224 749 €	225 613 €	3 148 €	1 890 028 €
2017	1 505 948 €	197 711 €	260 010 €	0	1 963 669 €
2018	1 636 917 €	291 692 €	155 085 €	971 €	2 084 665 €
2019	1743 803 €	407 033 €	98 301 €	1 155 €	2 250 291€

1.5. Politique contractuelle

Depuis la reconnaissance de l'UES, le 19 février 2014, et la mise en place de représentants du personnel, un accord d'harmonisation des conditions de travail a fait l'objet de négociations avec les représentants syndicaux et a été signé le 27 janvier 2015 avec une application au 1er février 2015. Complément de la convention collective Syntec dont la SEM fait application il s'applique à l'ensemble des membres de l'UES Loire-Atlantique développement. Il porte sur :

- l'organisation et l'aménagement du temps de travail
- les différents congés octroyés au personnel
- les composantes de la rémunération du personnel
- les modalités de rupture du contrat de travail du personnel
- d'autres dispositions diverses.

Cet accord d'harmonisation et des conditions de travail a fait l'objet de nouvelles négociations dans le cadre de Négociations Annuelles Obligatoires et d'une mise en conformité avec la réglementation par avenant signé le 22 décembre 2017.

1.6. Temps de travail

L'accord d'harmonisation précise notamment :

- L'organisation du temps de travail des salariés à temps complet et à temps partiel, non soumis à fluctuation d'activité ; basé sur la durée hebdomadaire moyenne du travail de 35 h, l'horaire hebdomadaire de travail est fixé à 37h50 avec l'octroi de 15 jours de repos dit « RTT », pour un temps complet ;

  A l'issue des négociations de l'accord d'harmonisation au cours de l'exercice 2017, il a été décidé, pour les salariés à temps complet et les salariés à temps partiel, en vue d'apporter de la souplesse dans l'organisation du travail, de pouvoir lisser leur durée du travail sur des périodes de 4 semaines. Une année est ainsi « découpée » en 13 périodes de 4 semaines. L'objectif du salarié n'est plus basé sur une moyenne de travail de 37h30 (temps complet) par exemple, mais sur une durée de 150 heures lissées sur 4 semaines.

- L'organisation du temps de travail des salariés à temps complet et à temps partiel, soumis à fluctuation d'activité ; basé sur la durée hebdomadaire moyenne du travail de 35 h, les salariés disposent d'un contrat de travail avec une durée du travail annualisée de 1 607 h.

- L'organisation du temps de travail des salariés soumis à un forfait annuel en jours ; la durée annuelle du travail des salariés concernés est fixée à 208 jours, hors congés supplémentaires conventionnels.

1.7. Dialogue social

Négociation Annuelle Obligatoire

Au cours de l'exercice 2019, les négociations avec les représentants syndicaux ont abouti à la signature :

- Accord d'Intéressement pour la période de 2018 à 2020 signé le 27 juin 2018
- Accord sur le télétravail signé le 29 juin 2019
- Accord sur le fonctionnement du CSE (Comité Social Economique) signé le 19 décembre 2019

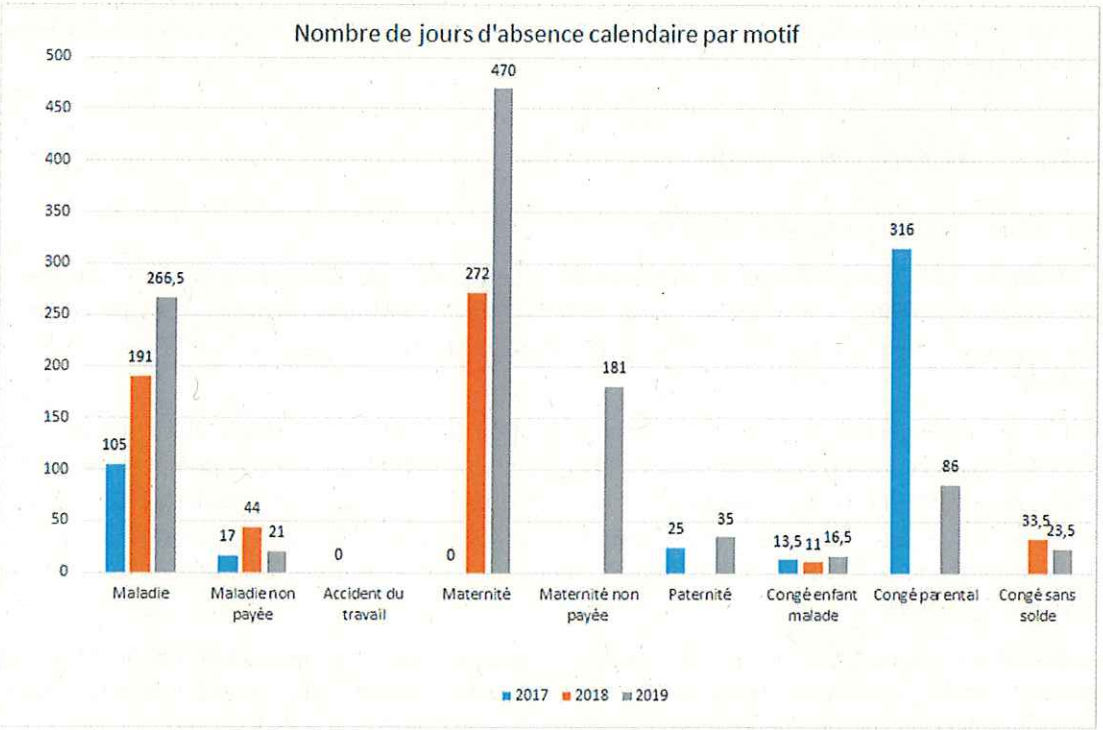
Revalorisation salariale

Les parties conviennent d'une augmentation collective de 1 % de la masse salariale brute prévue au budget annuel de chaque structure.

Comité Social Economique

Conformément aux ordonnances MACRON, le Comité d'entreprise, le Comité d'Hygiène de Sécurité et des Conditions de Travail fusionnent pour créer une nouvelle instance : le COMITE SOCIAL ECONOMIQUE.
Des élections ont été organisées le 5 avril 2018 pour élire les nouveaux représentants du personnel (avec un taux de participation de 93 % de votants).
Le CSE est composé de 12 membres, 6 titulaires et 6 suppléants.
Le CSE s'est réuni six fois en 2019.

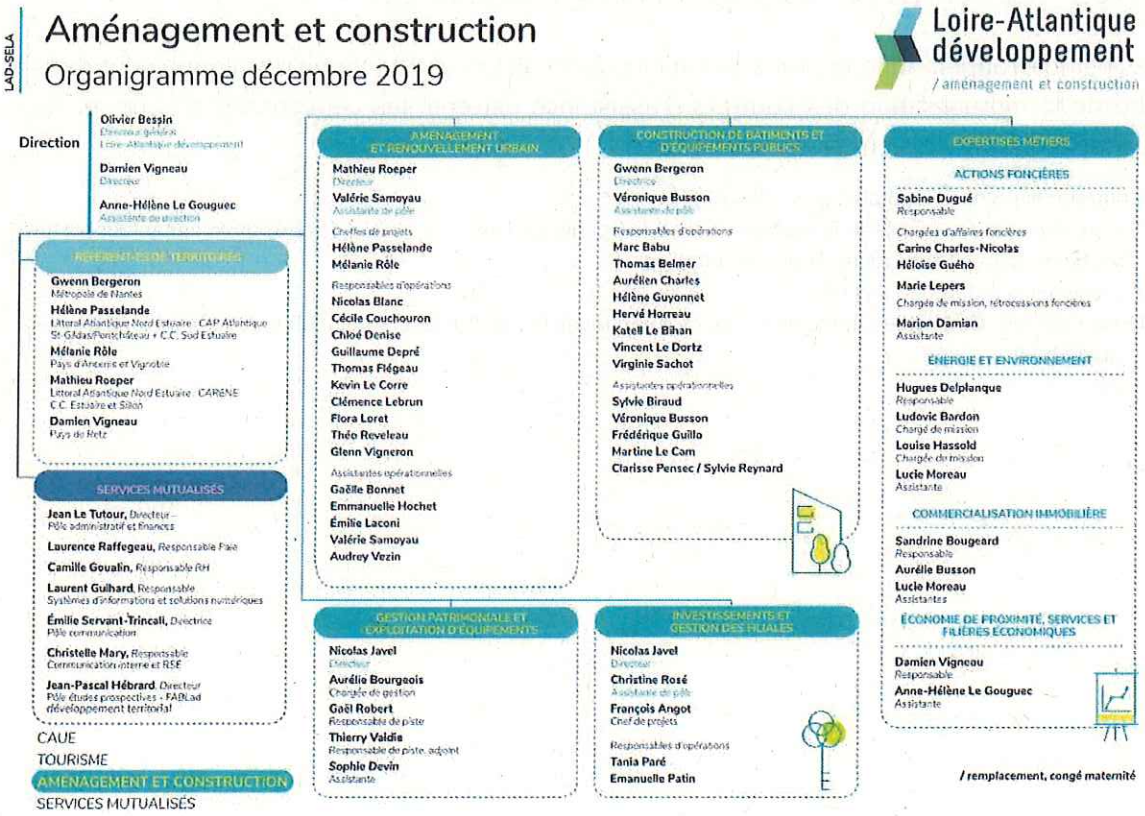
1.8. Absentéisme



1.9. Formation

78 salariés ont bénéficié de formations représentant 253 jours de formation.
Les dépenses allouées à la formation se sont élevées en 2019 à 37 453 € HT pris en charge directement par la structure et 43 696 € H.T. financés par LAD GIE.

1.10. Organigramme Loire-Atlantique développement – SELA



1.11. Les locaux de la société

Le bâtiment comprend 5 étages et regroupe l'ensemble des structures de Loire-Atlantique développement. LAD GIE était, pour le compte de ses membres, locataire du Département de Loire-Atlantique jusqu'au 13 septembre 2019, date à laquelle elle a acquis le bâtiment.

Les salariés de LAD-SELA occupent les 1er et 2ème étages.
Certains des bureaux le justifiant ont bénéficié de travaux acoustiques.

1.12. Les contrôles externes

Aucun contrôle n'est intervenu en 2019.

1.13. Les conventions d'appui et de partenariats

Portées par le Groupement d'Intérêt Économique (GIE) de Loire-Atlantique développement dans le cadre de la mutualisation des contrats d'assistance externe, les conventions d'appui et de partenariats sont principalement les suivantes :

- Contrat d'expertise comptable avec CIFRALEX.
- Sécurisation juridique : missions confiées auprès de 8 cabinets d'avocats spécialisés choisis en commission d'appel d'offres après lancement d'une consultation
- Adhésion à la fédération des EPL.
- Observatoires : CINA (Club Immobilier Nantes Atlantique), OLOMA (Observatoire du logement de la Métropole Atlantique)

2. L'Activité opérationnelle de l'exercice écoulé

L'année 2019 a été marquée par trois principales caractéristiques :

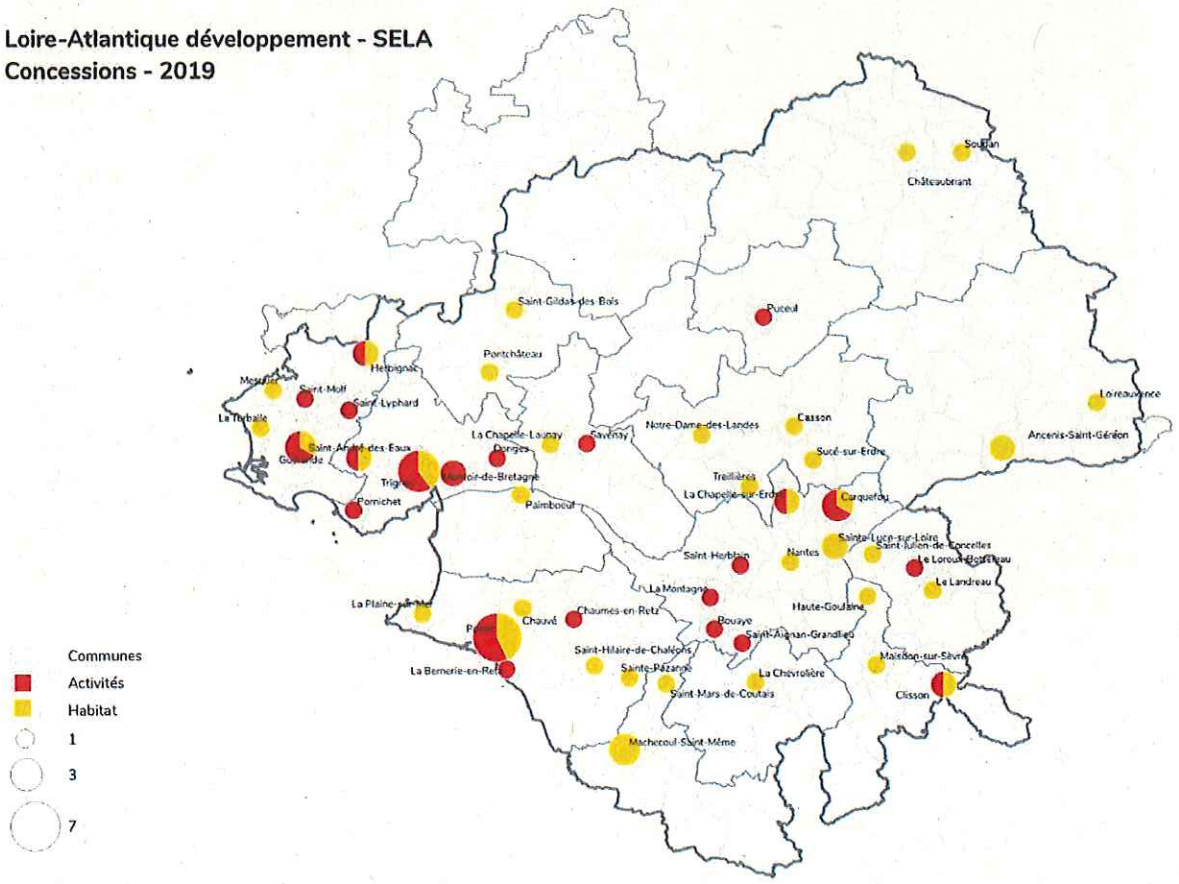
- Un impact fort des nouveaux enjeux environnementaux et de l'engagement de la démarche ZAN "zéro artificialisation nette" sur le déroulé des projets
- Une fin de mandat des élus municipaux ralentissant l'engagement de nouvelles opérations
- Une dynaminque d'investissement en logements collectifs encore très fragile en secteur périurbain

Les perspectives pour l'année 2020, initialement plutôt favorables, risquent de connaître un fort ralentissement en raison de la crise sanitaire.

2.1. L'aménagement et la construction

2.1.1 Les concessions

Le portefeuille de Loire-Atlantique développement-SELA comprend 72 concessions d'aménagement, dont 42 zones d'habitat et 30 zones d'activités économiques.



8 de ces opérations relèvent d'une démarche de renouvellement urbain (7 en habitat et 1 en activité économique).

Sur les 30 zones de développement économique, 2 sont à vocation principale de "commerces", 4 à vocation "tertiaire' et 24 à vocation "d'artisanat, PMI/PME et industrie".

44 zones sont confiées par des communes, pour 33 communes différentes.

28 zones sont confiées à Loire-Atlantique développement-SELA par des EPCI, pour 8 EPCI différentes.

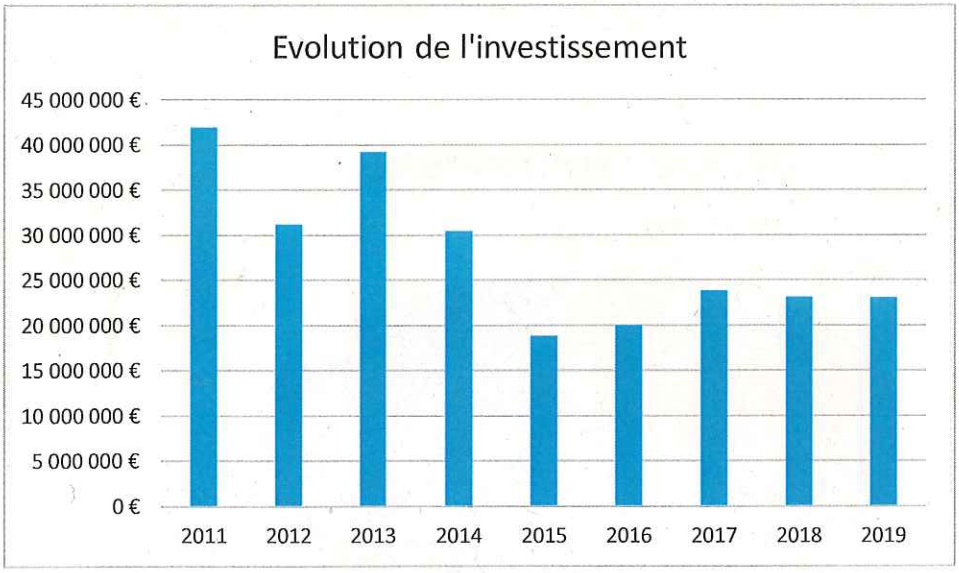
Opération	Commanditaire	Commune	Thématique dominante
01114 ZAC DU PILLEUX	NMET	Nantes	Habitat
01134 HABITAT PLESSIS	NMET	La Chapelle sur Erdre	Habitat
01139 ZAC DE LA LORIE	NMET	Saint-Herblain	Activités
01141 PORNIC-LES TERRES JARRIE	Pornic	Pornic	Activités
01410 ZI A CHAT BOUGON II	CCI	Saint Aignan de Grandlieu	Activités
01417 ZAC FONTAINE AU.BRUN	Trignac	Trignac	Activités
01420 ZAC DE MONTOIR CADREAN	CARENE	Montoir de Bretagne	Activités
01438 PARC DES FORGES	Trignac	Trignac	Activités
01441 Z I DES SIX CROIX	CARENE	Donges	Activités
01472 MONTAGNE PLUS	NMET	La Montagne	Activités
01487 ZAC ERDRE ACT MALABRY	NMET	La Chapelle sur Erdre	Activités
01492 ZAC LE BUTAI	Arthon en Retz	Arthon en Retz	Activités
01494 ZAC PEDRAS	CARENE	Saint André des Eaux	Activités
01508 COTEAUX DE GD LIEU	NMET	Bouaye	Activités
01512 ZAC LA MINAIS	NMET	Sainte Luce sur Loire	Habitat
01513 ZAE LES ECOTAIS	CARENE	Sain andré des Eaux	Habitat
01515 ZAC RICHEBOURG STE CROIX	Machecoul	Machecoul	Habitat
01520 ZAC DE GRANDCHAMPS	CARENE	Trignac	Activités
01525 ZAC de PORNICHET ATLANTIQUE	CARENE	Pornichet	Activités
01532 ZAC DE PROMOTA	Mesquer	Mesquer	Habitat
01533 ZA PRE BOISMAIN	La Bernerie en Retz	La Bernerie en Retz	Activités
01534 ZAC DE LA BLAVETIERE	Pornic	Pornic	Activités
01535 ZAC DU PETIT PAIMBOEUF	Paimboeuf	Paimboeuf	Habitat
01537 ZAC INDULGENCES	NMET	Sainte Luce sur Loire	Habitat
01573 ZAC DE COLLERAYE	CCES	Savenay	Activités
01574 ZAC LA CHAUSSEE	Pornic	Pornic	Activités
01576 ZAC BUTTE SAVINE	Trignac	Trignac	Habitat
01577 ZAC TANNERETTES	Notre Dame des Landes	Notre Dame des Landes	Habitat
01578 ZAC DES ESSARTS	Chauvé	Chauvé	Habitat
01581 ZAC VIRELOUP	Treillères	Treillères	Habitat
01582 CLOS DU BOCAGE C.	Pornic	Pornic	Habitat
01584 HAUTE FORET MAISON NEUVE	NMET	Carquefou	Activités
01585 ZAC BREHANY VILLENEUVE	CAP ATL	Guérande	Activités
01586 ZAC METAIRIE DE LA LANDE	CAP ATL	Guérande	Activités
01587 ZAC DE MES	CAP ATL	Saint Molf	Activités
01589 AMENAGEMENT 3 SITES D'ACT	CSMA	Clisson	Activités
01590 ZAC MULTISITE	Saint Hilaire de Chaléons	Saint Hilaire de Chaléons	Habitat
01591 ZAC DE BEAU SOLEIL	La Chevrolière	La Chevrolière	Habitat
01592 ZAC CENTRE BOURG	Sainte Pazane	Sainte Pazane	Habitat
01593 ZAC CHAMP DE FOIRE	Clisson	Clisson	Habitat
01594 ZAC DE LA RIA	Pornic	Pornic	Habitat
01595 SITE DU CLOUET	NMET	Carquefou	Activités
01596 ZAC DE L'ALOUETTE	Maisdon sur Sèvre	Maisdon sur Sèvre	Habitat
01597 ZAC OCEANE ACACIAS	CARENE	Trignac	Habitat
01598 ZAC DES PRES NEUFS	Machecoul	Machecoul	Habitat
01599 ZAC KERGESTIN POMPAS	Herbignac	Herbignac	Habitat
01600 ZAC CARTERIE GALAISERIE	Varades	Varades	Habitat
01601 ZAC DES MILLAUDS	Saint Mars de Coutais	Saint Mars de Coutais	Habitat
01602 ZAC DE DORNABAS	La Turballe	La Turballe	Habitat
01603 COEUR DE BOURG	Saint Julien de Concelles	Saint Julien de Concelles	Habitat
01604 ZAC DU PRIEURE	Saint Géréon	Saint Géréon	Habitat
01605 ZAC VAL ST MARTIN	Pornic	Pornic	Activités
01606 ZAC DU CRELIN	CARENE	Saint Lyphard	Activités
01607 ZAC DE LA FLEURIAYE II	NMET	Carquefou	Habitat
01609 LOTISSEMENT LES LOGES	Soudan	Soudan	Habitat
01611 AMGT QUARTIER BANCS	Machecoul	Machecoul	Habitat

01612 ZAC ECO MAISON NEUVE	Guérande	Guérande	Habitat
01613 ZAC MULTI-SITE DU CLOS	Le Landreau	Le Landreau	Habitat
01614 ZAC MULTISITES URIEN	Ancenis	Ancenis	Habitat
01615 ZAC PROVIDENCE	CARENE	Montoir de Bretagne	Activités
01616 LES COTEAUX DE LA BORDERIE	Chateaubriant	Chateaubriant	Habitat
01617 QUARTIER CLOS DU PLESSIS	Casson	Casson	Habitat
01618 ZAC PLESSIS ET TUILERIES	CCSL	Le Loroux bottereau	Activités
01619 ZAC DE LA CORBINIERE	Pornic	Pornic	Habitat
01620 ZAC DES PRES BLANCS	Herbignac	Herbignac	Activités
01621 ZAC DE L'OSERAYE	CCRN	Puceul	Activités
01622 CENTRE VILLE	Sucé sur Erdre	Sucé sur Erdre	Habitat
01623 ZAC DE COET-ROZIC	Pontchateau	Pontchateau	Habitat
01624 CLOS DU BOURG	Saint Gildas des Bois	Saint Gildas des Bois	Habitat
01625 CENTRE VILLE	Haute Goulaine	Haute Goulaine	Habitat
01626 ZAC CENTRE BOURG	La Plaine sur Mer	La Plaine sur Mer	Habitat
01627 LOTISSEMENT DU CHAPEAU AUX MOINES	La Chapelle Launay	La Chapelle Launay	Habitat

Aucune nouvelle concession n'a été signée en 2019.

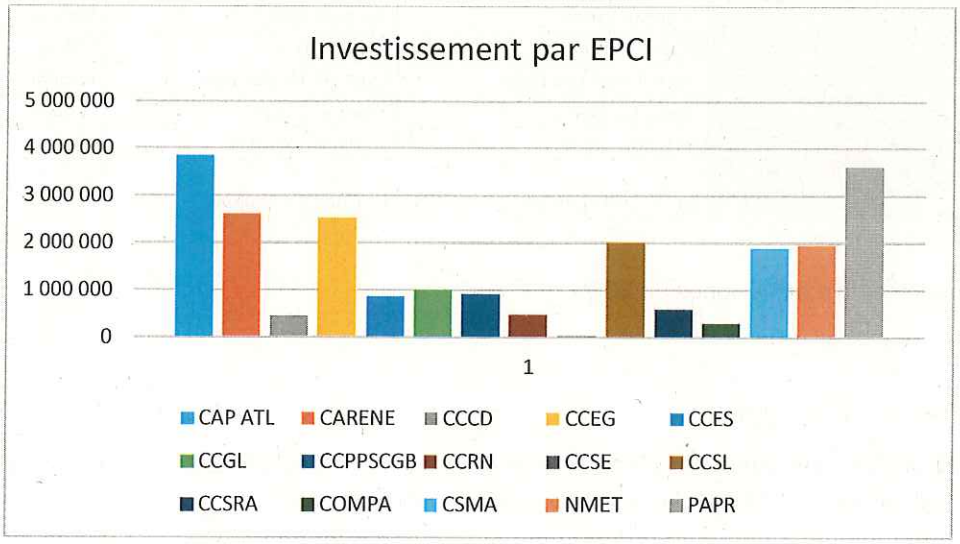
Les dépenses des concessions

Le montant cumulé de l'investissement en 2019 s'établit à 23,09 M€, en stabilité par rapport à l'année précédente, mais toujours très en deçà de la moyenne des 7 dernières années.

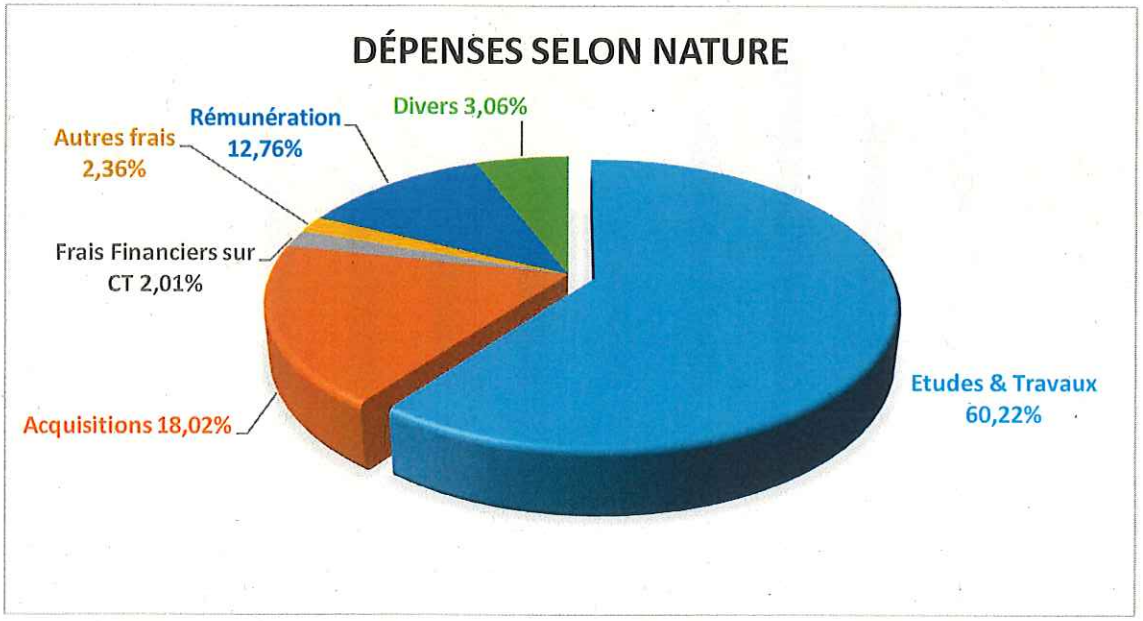


La répartition de cet investissement par territoire reste dans l'épure des scénarii des dernières années avec les trois principaux pôles d'activités que sont CARENE/CAP ATLANTIQUE, Pornic Agglo Pays de Retz (PAPR) et Nantes Métropole, qui représentent 52 % de l'investissement total.

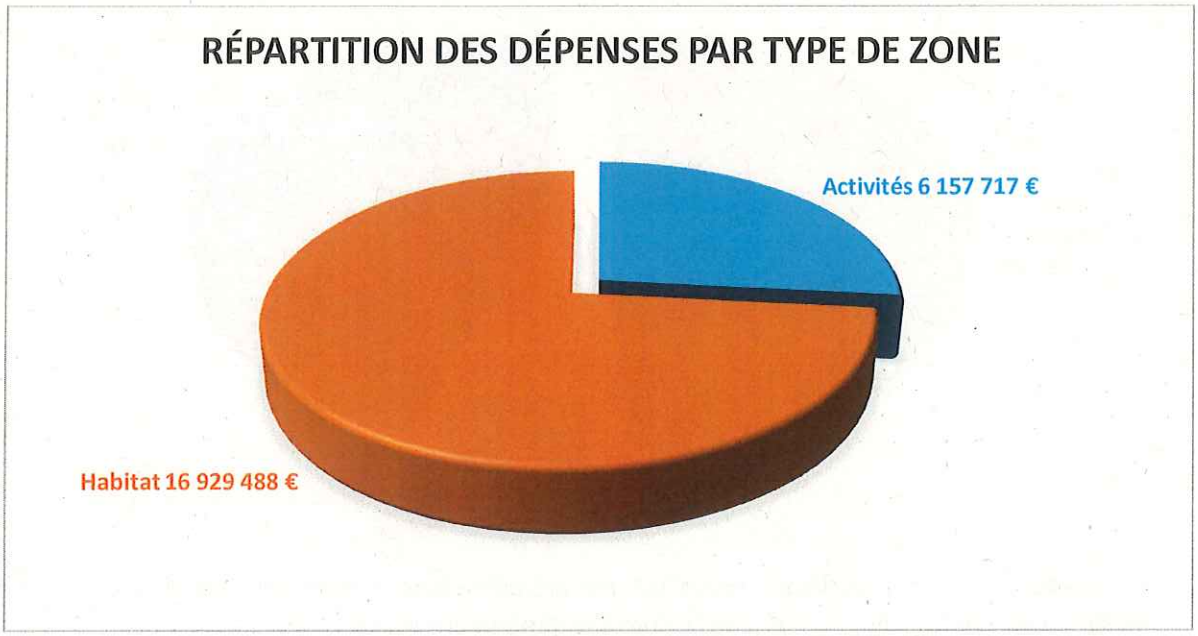
A noter une baisse significative sur le secteur de Nantes Métropole et deux singularités sur la CC Sèvre et Loire (CCSL) et Clisson sèvre et Maine Agglo (CSMA).



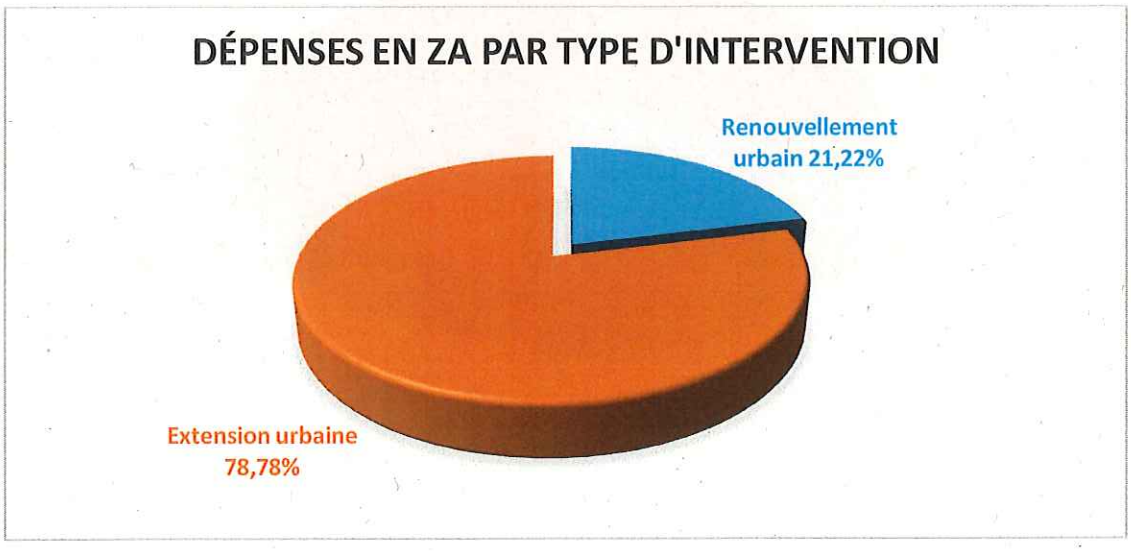
La répartition de l'investissement selon la nature des dépenses est conforme à celle régulièrement observée.



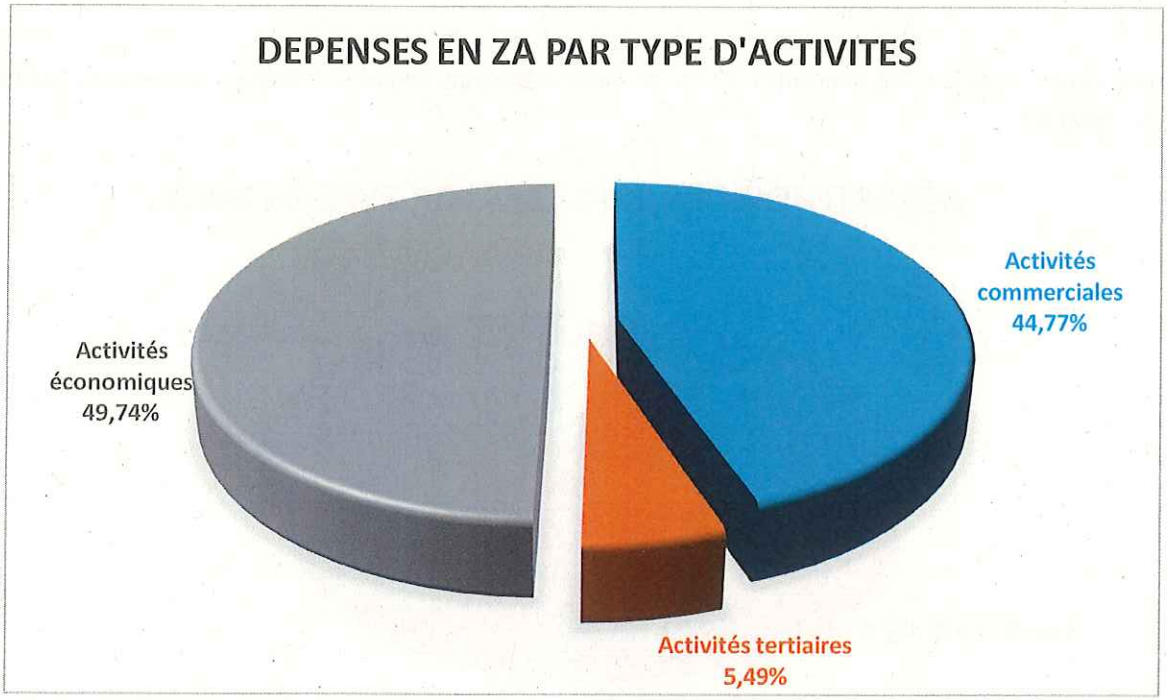
Les zones d'habitat ont concentré 73 % de l'investissement contre 27 % pour les zones d'activités économiques.



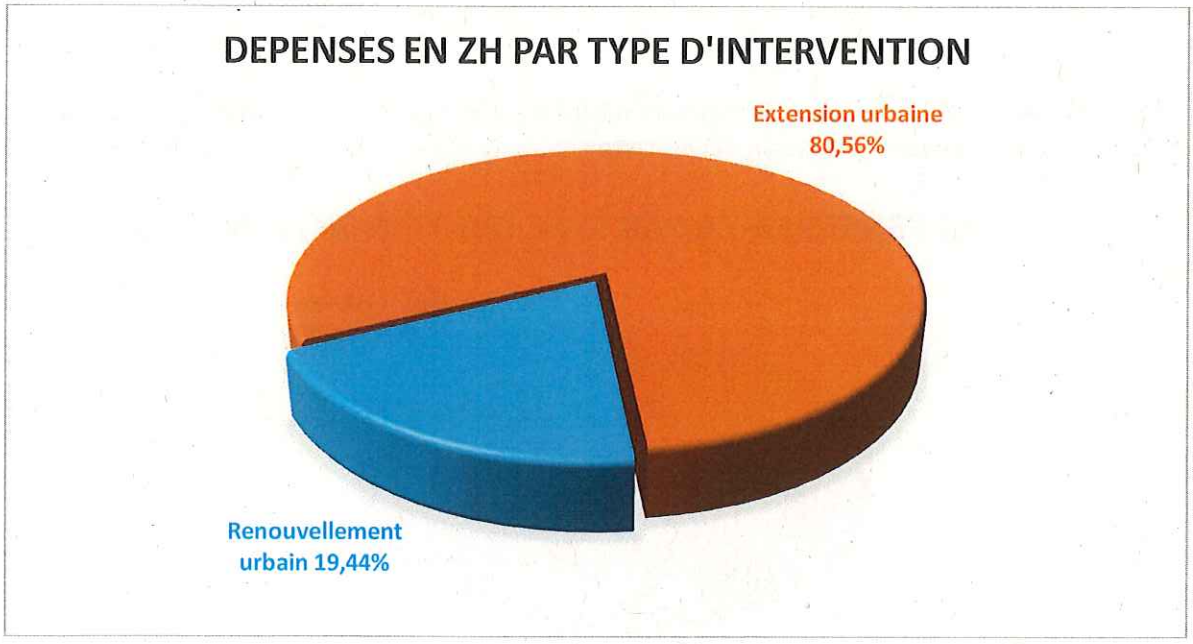
Pour les zones d'activités, malgré le caractère relativement récent et encore restreint du portefeuille des opérations de renouvellement urbain, l'investissement a connu une progression importante.



Toujours en activités économiques, l'investissement a essentiellement concerné les zones artisanales, PMI/PME et industrielles, ainsi que les zones d'activités commerciales.



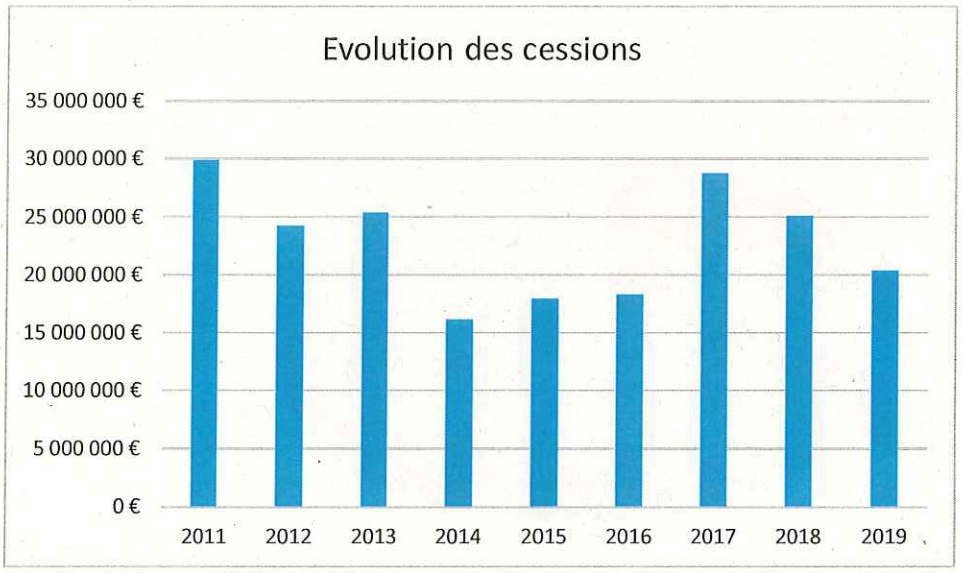
Pour les zones d'habitat, la maturité du portefeuille des opérations en renouvellement urbain a conduit à mobiliser près de 20% de l'investissement, chiffre en progression depuis 4 ans.



Les recettes en concession

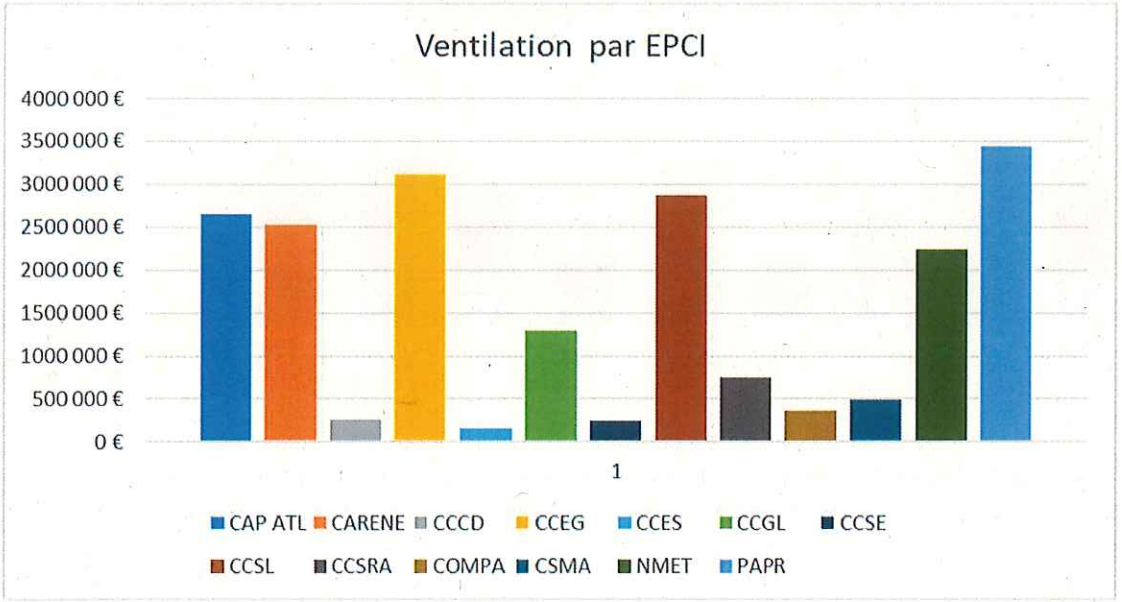
Les recettes de l'année 2019 s'établissent à 26,89M€, dont 20,40 M€ de cessions et 6,49 M€ d'autres recettes.

Les cessions 2019 sont en retrait de près de 5M€ par rapport à l'année passée.

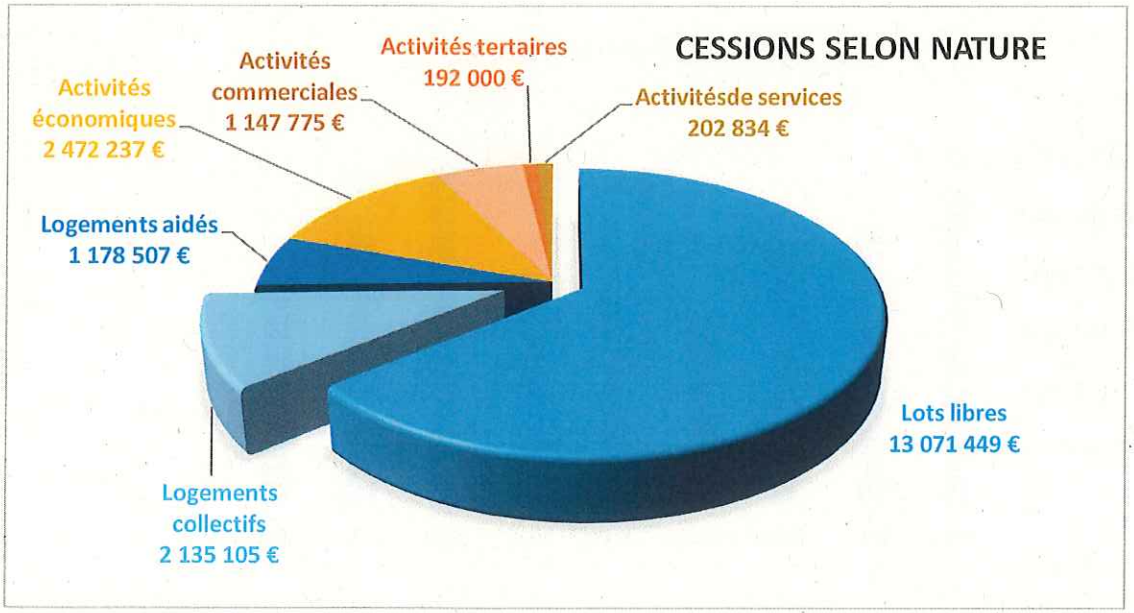


La ventilation par EPCI reste, tout comme les dépenses, conforme aux scénarii des années antérieures, avec trois principaux pôles d'attractivité CAP ATLANTIQUE/CARENE, Nantes Métropole et Pornic Agglo pays de Retz, qui représentent 53% des cessions.

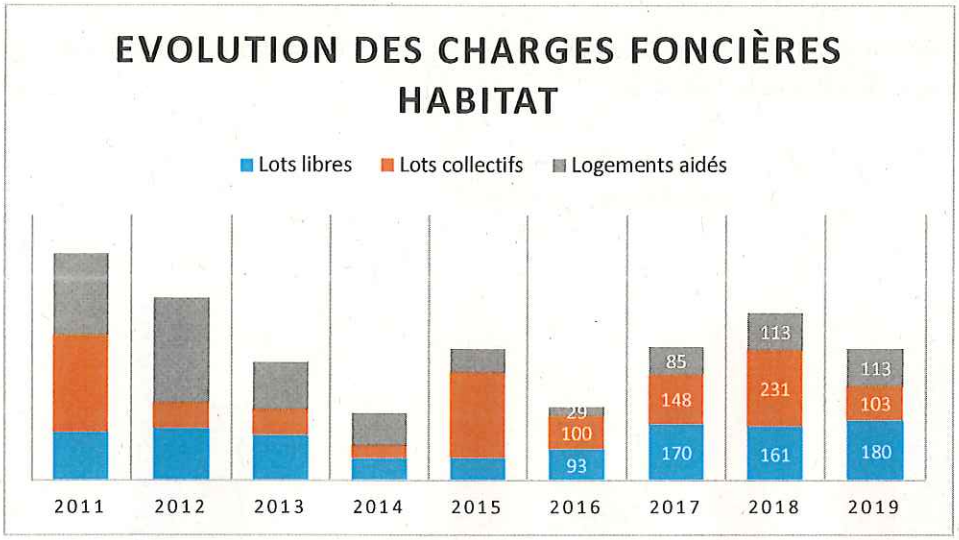
A noter également, des singularité sur la CC Sèvre et Loire (CCSL) et la CCde Grandlieu (CCGL), lié à deux opérations à fort niveau de cession de lots libres.



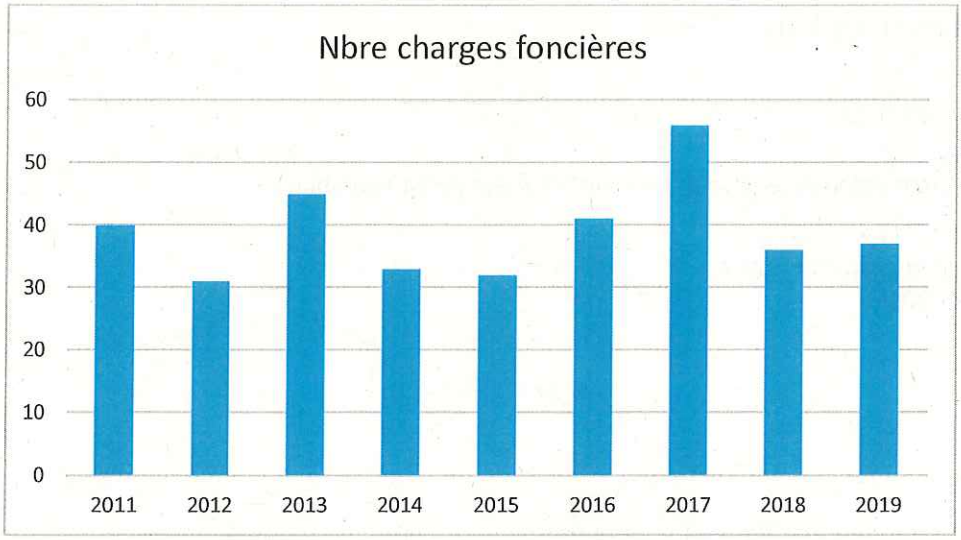
La répartition des ventes selon leur nature montre une prédominance de l'habitat dans les volumes de cessions (80 %) par rapport à l'activité économique (20 %), en conformité avec la répartition du portefeuille.



Les évolutions des charges foncières vendues par nature reflètent ces éléments.



Les ventes de lots libres (180 en 2019) atteignent un nouveau record depuis plus de 10 ans et soutiennent l'activité habitat dont les progressions en cessions de logements collectifs diminuent nettement, alors que les logements aidés sont en stabilisation.

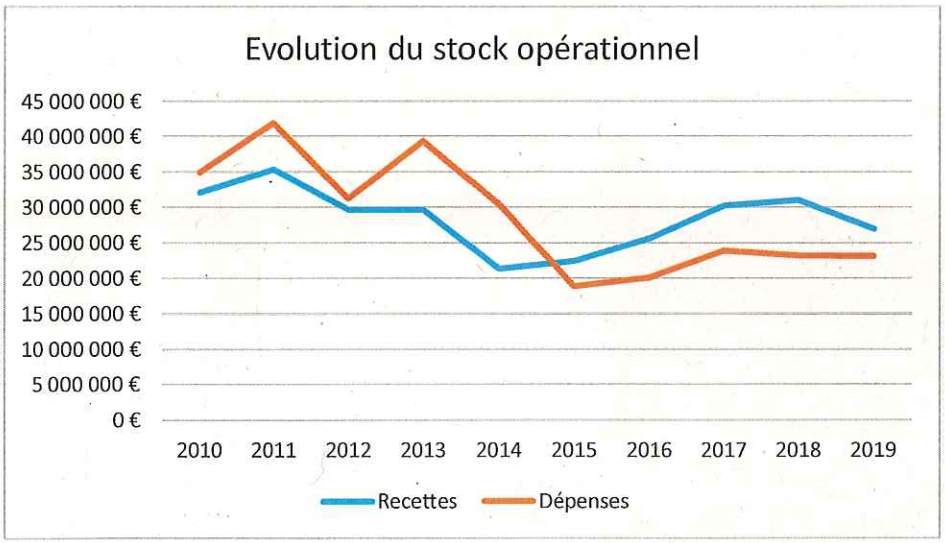


Pour l'activité économique l'année 2019 voit une réalisation de nombre de cessions foncières en conformité avec le rythme des années précédentes, après un exercice 2017 remarquable.

L'évolution du stock en concessions

Après 8 années de hausse continue du stock opérationnel dont +30 M€ entre 2010 et 2014, l'année 2019 s'inscrit dans la tendance portée par la société depuis 2015 avec une diminution de 3,87M€.

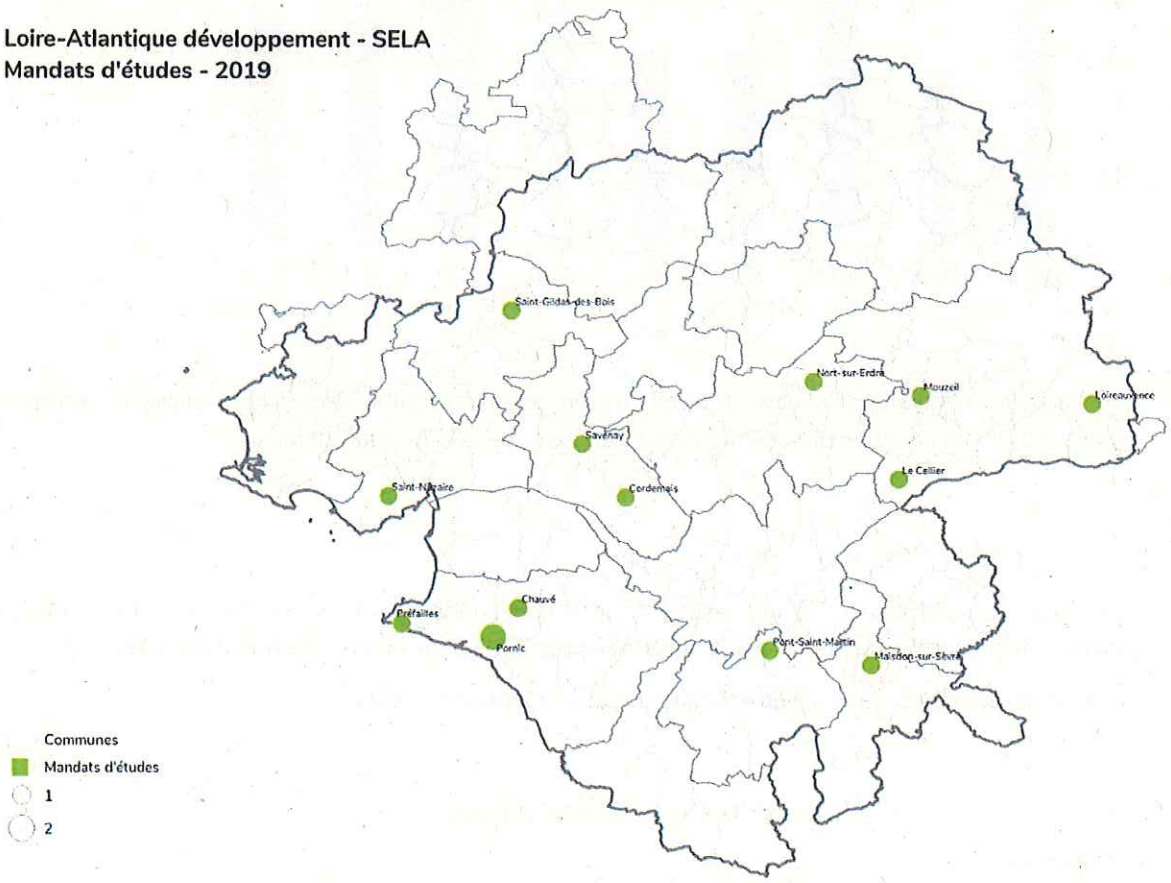
Sur les cinq dernières années, cette diminution atteint ainsi 27,35 M€.



2.1.2 Les mandats

LES MANDATS D'ETUDES

Le portefeuille de Loire-Atlantique développement-SELA est de 14 opérations.



MANDATS ETUDES	commanditaire	Commune	CC
02393 ETUDES ZA MERCERIES ET MESLIERS	COMPA	Mouzeil	COMPA
02395 ETUDES EXTENSION ZAC EUROPE	Pornic	Pornic	PAPR
02396 AMGT ZAC VAL SAINT MARTIN	Pornic	Pornic	PAPR
02402 ETUDES SITES CLOS DU BOURG	Saint Gildas des Bois	Saint Gildas des Bois	CCPPSGB
02406 ETUDES URBANISATION SECTEUR CROIX MARTIN	PAPR	Prefailles	PAPR
02408 AMGT SITE DU PRIEURE	Le Cellier	Le Cellier	COMPA
02409 AMNGT SECTEUR DU PAS	Chauvé	Chauvé	CCSE
02410 ETUDE MATZ JUSTICE	Préfailles	Savenay	CCLS
02411 CENTRE BOURG VARADES ET BELLIGNE	Loire Auxence	Loire Auxence	COMPA
02412 REALISATION D'UN CINEMA	Nort sur Erdre	Nort sur Erdre	CCEG
02413 ETUDDES ZAC CROIX MORZEL	Cordemais	Cordemais	CCLS
02414 ETUDES QUARTIER ALOUETTE	Maisdon sur Sèvre	Maisdon sur Sèvre	CSMA
02415 SIGNAL SUR AVANT PORT DE ST NAZAIRE	**Grand Port Maritime de Nantes Saint-Nazaire**	**Saint Nazaire**	**CARENE**
02416 LA PLANCHE AU BOUIN	**Pont Saint Martin**	**Pont Saint Martin**	**CCGL**

2 nouveaux contrats signés en 2019. Il s'agit de :

ETUDES OPERATION SIGNAL SUR AVANT PORT à SAINT NAZAIRE (02.415)

Le Grand Port Maritime de Nantes Saint-Nazaire a mandaté Loire-Atlantique développement SELA le 24 septembre 2019 afin de réaliser une étude pré-opérationnelle de l'opération "Signal" sur l'avant-Port à Saint-Nazaire. Sur une emprise contrainte, il s'agit de vérifier la faisabilité technique, financière et réglementaire d'un programme immobilier qui se compose de bureaux, d'un parc de stationnements et de différents ateliers.

Nos missions :

- Fixer les conditions du bon déroulement des études
- Préparer, passer et gérer les marchés avec les prestataires
- Définir les modalités opérationnelles et son économie dans la dimension investissement et gestion future

Durée : 2 mois
Montant : 7 400 € HT



Périmètre de l'étude

ETUDES PREALABLES AMENAGEMENT SITE PLANCHE AU BOUIN à PONT SAINT MARTIN (02.415)

En continuité de la définition d' une Orientation d'Aménagement et de Programmation lors de la modification du PLU en 2018, la commune de Pont Saint Martin a confié le 23 septembre 2019 à LAD-SELA des études pré-opérationnelles pour la réalisation d'un quartier d'habitat sur le site de la Planche Au Bouin d'une superfice de 10 hectares,
Cette étude constitue le projet majeur de développement de la commune à long terme et le dernier secteur d'urbanisation en extension.

Enjeux :

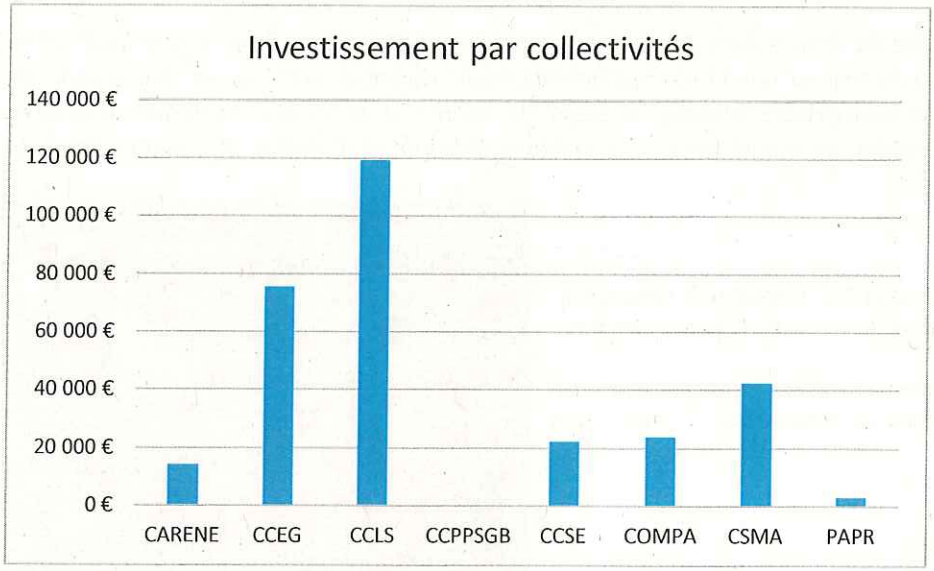
- 140 logements au travers d'une programmation diversifiée et dont 35% logements sociaux et en accession aidée
- Garantir la qualité urbaine, architecturale, paysagère et environnementale de la future opération

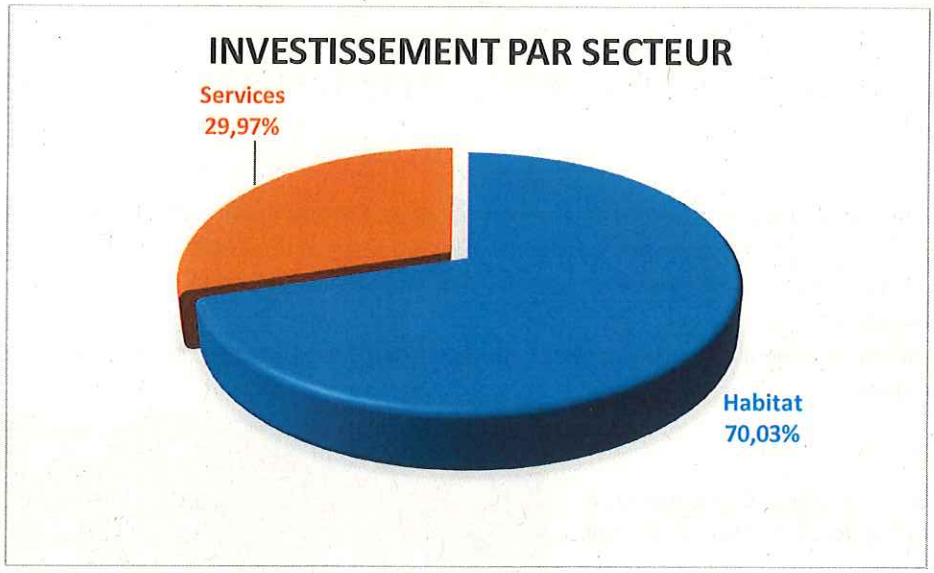
Durée : 16 mois
Montant : 24 800 €HT



L'investissement global des mandats d'études a été de 301 K€.

Les répartitions par collectivité et par type sont données ci-après :

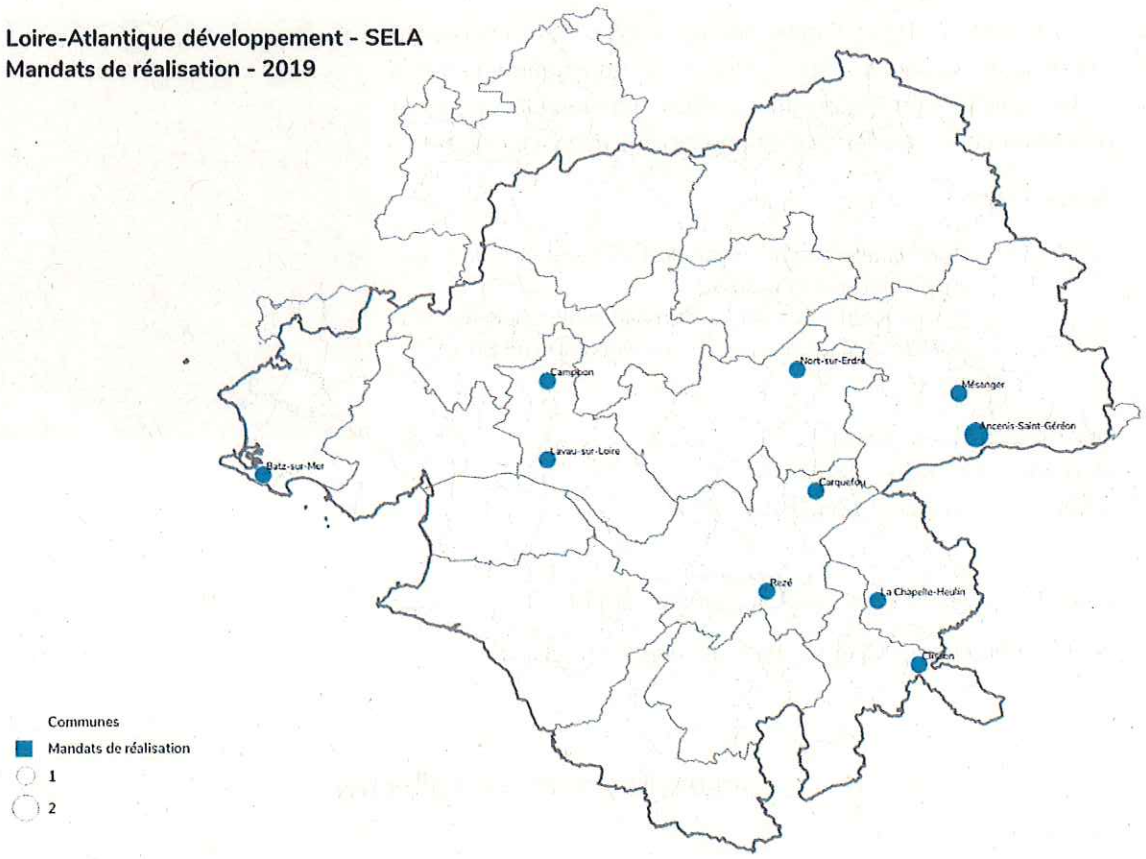




LES MANDATS DE REALISATION

Cette activité connaît un déclin important depuis plusieurs années en raison de la baisse des capacités d'investissement des collectivités, de l'affectation des réalisations des EPCI à la LAD-SPL et une certaine concurrence du marché.

Le portefeuille de Loire-Atlantique développement-SELA s'établit en 2019 à 11 opérations :



MANDATS RÉALISATION	Commanditaire	Commune	CC
02936 SITE CHATEAU ANCENIS	Ancenis	Ancenis	COMPA
02972 PROJET URBAIN CENTRE VILLE	Ancenis	Ancenis	COMPA
02978 CENTRE BOURG CHAPELLE HE	Chapelle Heulin	Chapelle Heulin	CCSL
02980 EQUIPEM. SPORTIF CLISSON	Clisson	Clisson	CSMA
02982 REAL. ET COM .ZAC 2 COUR	Mesanger	Mesanger	COMPA
02984 SITE ACCUEIL TEMPORAIRE	Rezé	Rezé	NMET
02985 AMNGT CENTRE BOURG LAVAU	Lavau sur Loire	Lavau sur Loire	CCES
02986 BAT. ADMIN. BATZ	Batz sur Mer	Batz Sur Mer	CAP ATL
02987 RENOVATION ENSEMBLE IMMO	Campbon	Campbon	CCES
02988 AMGT SITE DU BASSIN DU PORT	Nort sur Erdre	Nort sur Erdre	CCEG
02989 REHABILITATION ATELIER CONSTRUCTION DECORS	EPCC LE GRAND T	Carquefou	NMET

1 nouveau contrat signé en 2019. Il s'agit de :

REHABILITATION ATELIER DE CONSTRUCTION DE DECORS DU GRAND T à CARQUEFOU (02.981)

L'Établissement Public de Coopération Culturelle (EPCC) Le Grand T – Théâtre de Loire Atlantique est propriétaire depuis 2006 d'un atelier de construction de décors au 25 Rue du Nouveau Bêle à Carquefou. D'une surface de 1.600 m² implantée sur une parcelle de 2.800 m², le bâtiment présente une grande vétusté. Sa réhabilitation est donc devenue indispensable pour des raisons d'hygiène et de sécurité.

Le 7 juillet 2019, L'Établissement Public de Coopération Culturelle Le Grand T – Théâtre de Loire Atlantique a confié à Loire-Atlantique développement-SELA un mandat pour la réhabilitation de l'atelier de constructions de décors du Grand T.



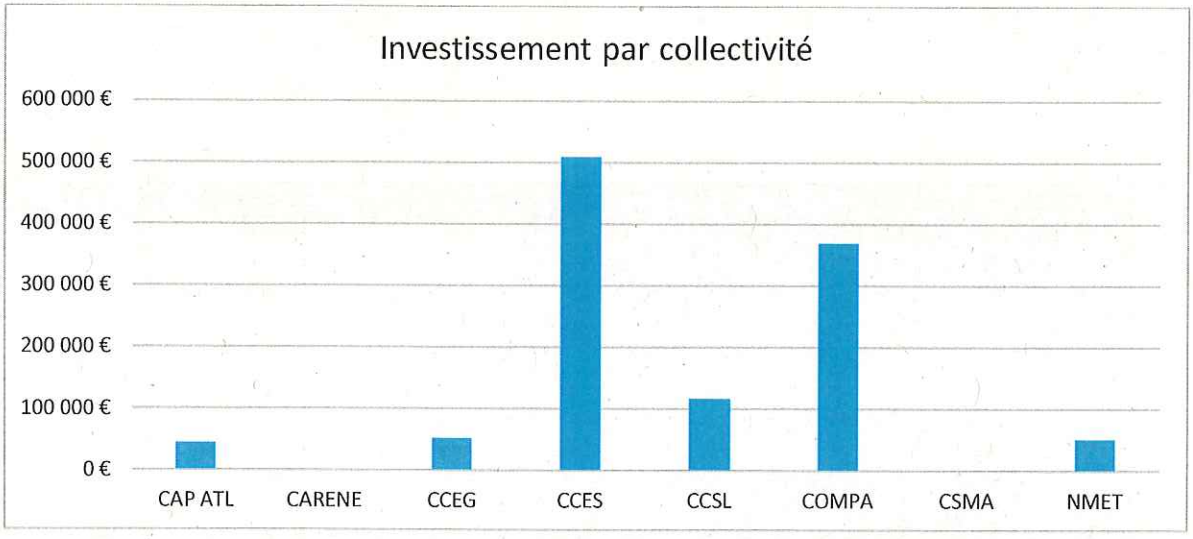
Programme :

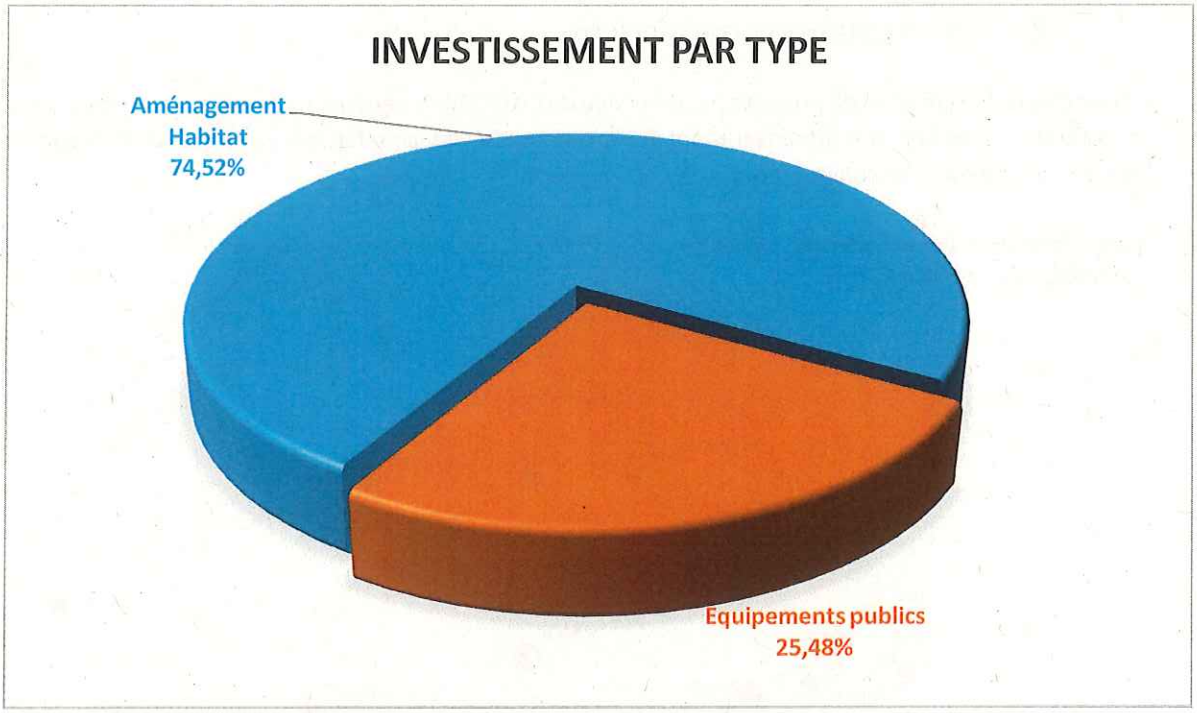
- Réhabilitation du bâtiment existant à vocation de stockage sur environ 800 m² SU
- Démolition/reconstruction d'un bâtiment neuf dédié principalement à la production sur environ 900 m² SU

Durée des travaux : 15 mois
Montant des travaux : 2,4 M€ HT
Rémunération LAD SELA : 132 475 € HT

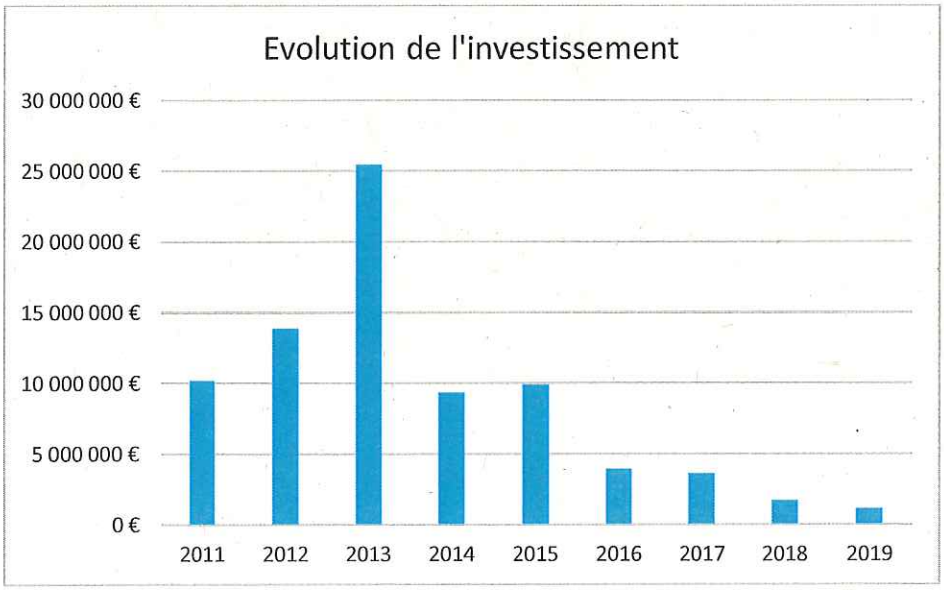
En 2019, l'investissement global a été de 1,14 M€.

La répartition par EPCI et par type est donnée ci-dessous.



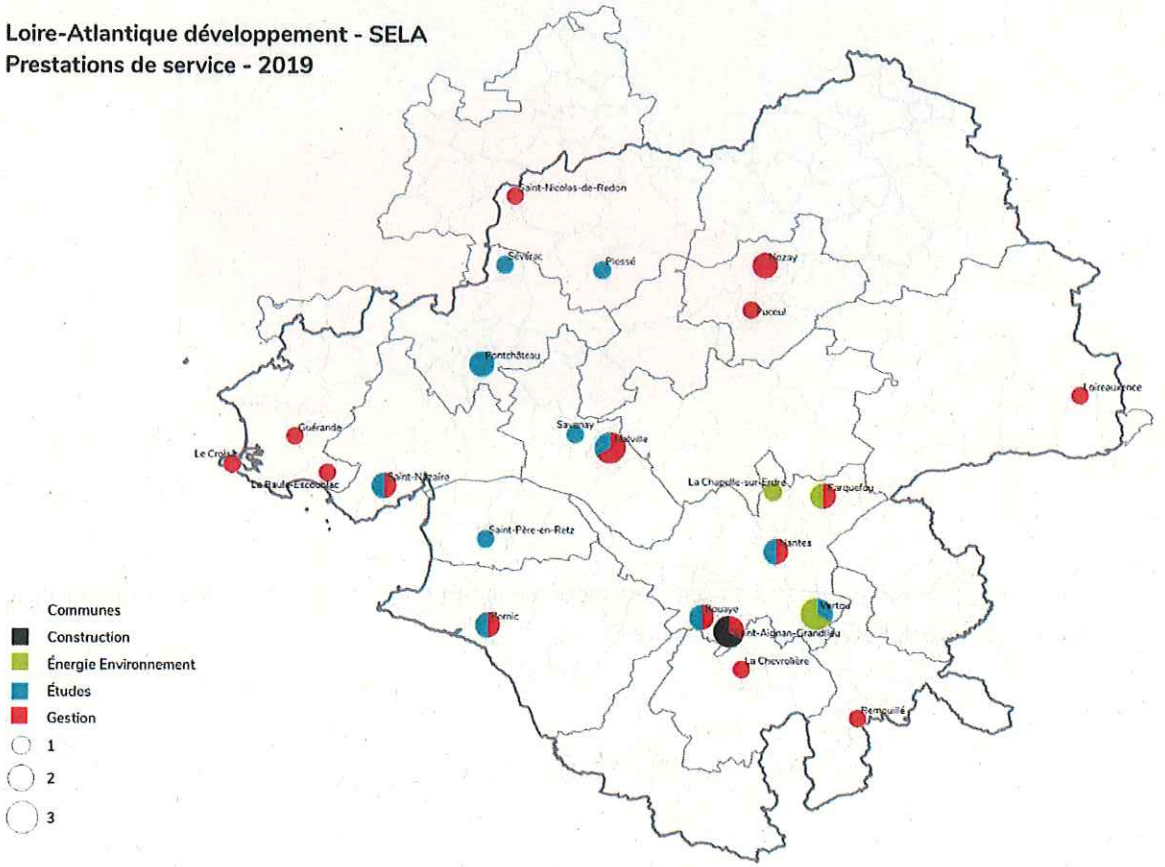


La baisse de l'activité de Loire-Atlantique développement-SELA en mandat de réalisation se formalise par la décrue régulière de l'investissement annuel.



2.2 Les prestations de services

Le portefeuille de contrats de prestations de service de LAD-SELA s'établit à 38 opérations, dont 14 études, 18 contrats de gestion et d'administration, 4 prestations de service relatives aux sujets de l'énergie et de l'environnement et 2 de construction.



PRESTATIONS DE SERVICE	Lieu
ETUDES	
09.006- ETUDE DEV. COM MALVILLE	Malville
09.012- ETUDE ABBAYE BLANCHE COURONNE	Savenay
09.015- PROGRAMMATION COMMUNE PLESSE	Plessé
09.017- AMO ILOT PONCHATEAU	Pontchateau
09.021- AMO CENTRE BOURG ST PÈRE EN RETZ	Saint Père en Retz
09.024- ETUDE PROG URBAINE CENTRE VILLE VERTOU	Vertou
09.025- PONTCHATEAU 2030	Pontchateau
09.028- ETUDE PMNSN	Multi
09.029- ETUDE SDIS	Multi
09.032- ETUDE BATIMENT PORT SAINT NAZAIRE	Saint Nazaire
09.035- PASSATION MARCHE DE MAITRISE D'ŒUVRE	Sévérac
09.036- ATTRACTIVITE CŒUR DE VILLE PORNIC	Pornic
09.039- AMO SAPRENA	Bouaye
09.040- ETUDE PMNSN	Nantes

GESTION	
04.231- DE LA TERRE A L'ASSIETTE	Puceul
NOZAY POLE CG 44	Nozay
DUQUEINE	Malville
PV La BAULE	La Baule
PV le Croisic	Le Croisic
PV Varades	Varades
PV Fleuriaye	Carquefou
BEMA	Nozay
CAP ENTREPRENDRE	Guérande
GESTION DE L'IMMEUBLE SCRIBE	Nantes
ARTIPARC	Boauye
GAD	Saint Nazaire
TPE PORNIC	Pornic
09.027- GESTION LOCATIVE TERRA INNOVA 2	Saint Aignan de Grandlieu
DUQUEINE 2	Malville
CHEVROLIERE	La Chevrolière
09.037 GESTION SAS GAGNERIE (suite)	Remouillé
09.038 GESTION SCI LADIE 1 (suite)	Saint Nicolas de Redon

ENERGIE ENVIRONNEMENT	
09.020 DIVD	Carquefou
09.030 PV CETEX BABINIERE	La Chapelle sur Erdre
09.031 CETEX VERTONE	Vertou
09.033 REALISATION CETEX VERTONNE	Vertou

CONSTRUCTION	
09.009- AMO SAS BOIS DES RENARDIERES	Saint Aignan de Grandlieu
09.034- AMO PARKING TERRA INNOVA	Saint Aignan de Grandlieu

À noter que 8 opérations nouvelles ont été signées avec des commanditaires externes en 2019. Il s'agit de :

ETUDE FAISABILITE IMMOBILIERE AVANT PORT EST SAINT NAZAIRE (09.032)

Nantes Saint Nazaire Port (NSNP) souhaite construire un bâtiment innovant tant d'un point de vue environnemental qu'architectural, sur l'Avant-port Est de Saint-Nazaire regroupant différents occupants : Capitainerie de Saint-Nazaire, Peloton de Sûreté Maritime portuaire de la gendarmerie et des entreprises.

Loire-Atlantique développement-SELA a été missionnée afin de réaliser une étude de faisabilité financière et juridique pour la construction de ce bâtiment.



Sur la base d'un pré-programme et d'une estimation de coût d'investissement global, nos missions sont les suivantes :

- Simulations financières
- Analyses de montages juridiques (scénarii de portage) et conseil, avec la relecture du cabinet d'avocats PARTHEMA.

Cette étude est achévée.

Durée : 2 mois
Montant de la prestation : 6400€ HT

A.M.O ASSISTANCE REALISATION PROJET SOLAIRE CETEX VERTONNE (09.033)

Après la réalisation de l'étude de faisabilité, la SEMITAN a confié le 7 mars 2019 une mission d'Assistance à Maîtrise d'ouvrage à Loire-Atlantique développement-SELA pour la réalisation des installations solaires sur leur CETEX (CEntre Technique d'Exploitation) de la Vertonne.



Enjeux :

Rénover et agrandir le bâtiment en "L" existant en intégrant une toiture solaire photovoltaïque de 100 kWc dans le cadre le futur CETEX provisoire visant à accueillir les E-bus à horizon septembre 2019 (secteur rouge).

Missions :

- Réalisation du dossier de consultation des ensembliers solaires
- Suivi de la conception des centrales
- Suivi des travaux des installations solaires
- PV de réception des installations solaires

Etat d'avancement :

- Consultation de l'ensemblier solaire été 2019 et sélection de l'ensemblier Libre Energie en octobre 2019,
- Conception de la centrale réalisée en novembre/décembre 2019,
- En février / mars 2020 : obtention de l'autorisation d'urbanisme pour l'intégration de la centrale solaire sur la toiture du bâtiment,
- Mise en service attendue en décembre 2020.

Durée : 6 mois
Montant de la prestation : 9 100€ HT.

ETUDE STATIONNEMENTS COMPLEMENTAIRES (09.034)

La S.A.S Bois des Renardières a souhaité l'étude de différentes solutions de stationnements complémentaires sur le parc tertiaire qu'elle développe.

Elle a mandaté Loire-Atlantique développement-SELA afin de réaliser les tableaux d'amortissement sur le premier bâtiment et le stationnement complémentaire.

Nos missions :

- Réalisation d'un cahier des charges
- Analyse des différentes études capacitaires
- Mise en place du scénario retenu.



Montant de la rémunération : 13 600€ HT
Durée : 6 mois

A.M.O PASSATION MARCHE MOE (09.035)

La commune de Séverac a mandaté le 4 avril 2019 Loire-Atlantique développement-SELA pour une mission d'Assistance à maîtrise d'ouvrage pour la passation de marché Maîtrise d'Œuvre.

Nos missions :

- Conseil sur la procédure à mettre en œuvre ;
- Rédaction des pièces administratives (Acte d'Engagement, Règlement de la Consultation et Cahier des Clauses Administratives Particulières) et proposition rédactionnelle de l'avis d'appel public à candidatures
- Conseil sur les modalités d'achèvement de la procédure.

Cette mission a été réalisée dans son intégralité.

Durée : 6 mois
Montant de la prestation : 1200 €HT

AMO CONCEPTION ANIMATION SUIVI DEMARCHE PROSPECTIVE (09.036)

La commune de Pornic, principal pôle urbain de Pornic Agglo Pays de Retz, connait un regain de croissance démographique et économique. Avec un urbanisme longtemps dispersé, articulée autour de 3 bourgs originels (Pornic, le Clion, Sainte-Marie), elle s'est plus récemment développée en périphérie du centre historique à proximité de la route bleue.

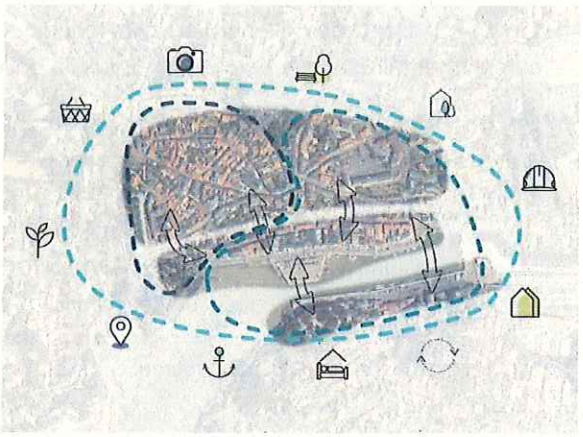
La commune souhaite conforter et développer des usages qui iront dans le sens d'une valorisation d'un « centre-ville habité et animé », centralité rayonnante d'un pôle d'équilibre départemental.

La commune de Pornic a mandaté le 22 mai 2019 Loire-Atlantique développement-SELA pour une mission d'Assistance à maîtrise d'ouvrage portant sur la conception, l'animation et le suivi d'une démarche de prospective-actions destinée à renforcer l'attractivité du centre-ville.

Cette étude a vocation à doter la commune d'une vision cohérente stratégique et pré opérationnelle (Plan Guide) pour renforcer l'attractivité du cœur historique. Elle pourra servir de plateforme à une candidature de la Commune et de l'Agglomération pour solliciter auprès de l'Etat le lancement d'une ORT (opération de Revitalisation de Territoire)

Nos missions :

- Affiner le diagnostic et identifier les enjeux de cadre de vie du centre-ville.
- Préfigurer le programme stratégique d'actions et configurer la gouvernance de projets (élus, services, LAD et CAUE)
-



Une mission complémentaire (SPL) :

- Approfondir l'étude des sites prioritaires de projet et initier un pacte pré-opérationnel avec les principaux partenaires mobilisés (rédaction de fiches actions et rendez-vous trilatéraux)

Afin de mettre en œuvre le projet, il s'agira enfin de :

- Installer la gouvernance de projet ; conventionner l'ORT
- Préparer le lancement du programme stratégique d'actions, notamment sur les secteurs de projets, dans leurs cadres réglementaires, financiers et techniques
- Mise en œuvre du programme stratégique d'actions
- Alimentation de la plateforme d'animation prospective

Durée : 5 mois
Montant de la prestation : 14 650 €HT

MANDAT DE GESTION DE LA LAITERIE à REMOUILLE (09.037)

La SAS de la Gagnerie, propriétaire d'un ensemble immobilier sis au lieu-dit " La Gagnerie" à REMOUILLE, a prorogé la mission de gestion globale à Loire-Atlantique développement-SELA dans le cadre d'un mandat ayant pris effet le 1er aout 2019 pour une durée de 3 ans.

L'ensemble immobilier comprend une laiterie industrielle + bureaux d'une superficie de 2581m² sur une terrain de 44 306m².

La mission porte sur l'ensemble de prestations suivantes, à savoir :

- La gestion locative, comprenant l'émission des loyers et des charges, le contrôle des assurances, et globalement l'ensemble des relations avec le locataire.
- La gestion patrimoniale, comprenant le suivi technique et financier permettant de s'assurer de la pérennité du bien.

MANDAT DE GESTION DE LA SCI LADIE 1 BATIMENT ARA (09.038)

La SCI LADIE 1 , propriétaire d'un ensemble immobilier sis Zone Industrielle des bauches à SAINT NICOLAS DE REDON, a prorogé la mission de gestion globale à Loire-Atlantique développement-SELA dans le cadre d'un mandat ayant pris effet le 31 décembre 2019 pour une durée de 3 ans.

La mission porte sur l'ensemble de prestations suivantes, à savoir :

- La gestion locative, comprenant l'émission des loyers et des charges, le contrôle des assurances, et globalement l'ensemble des relations avec le locataire.
- La gestion patrimoniale, comprenant le suivi technique et financier permettant de s'assurer de la pérennité du bien.

A.M.O. pour la passation d'un contrat de promotion immobilière (09.039)

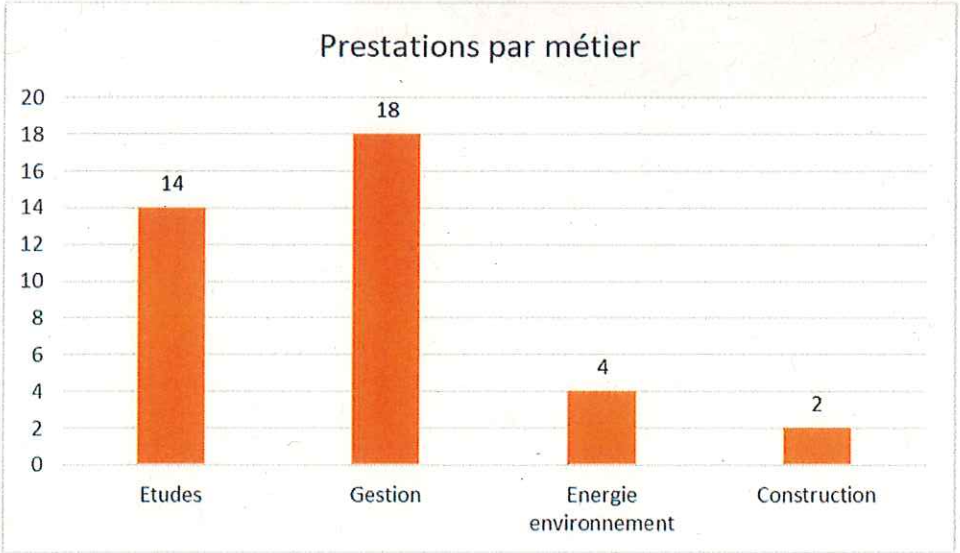
Loire-atlantique développement-SELA a signé le 24 janvier 2020 une prestation de service avec la SAPRENA, pour l'accompagner techniquement dans la négociation et la signature d'un Contrat de Promotion Immobilière (CPI) en vue acquérir un terrain pour la construction de son nouveau siège social et d'une éventuelle extension

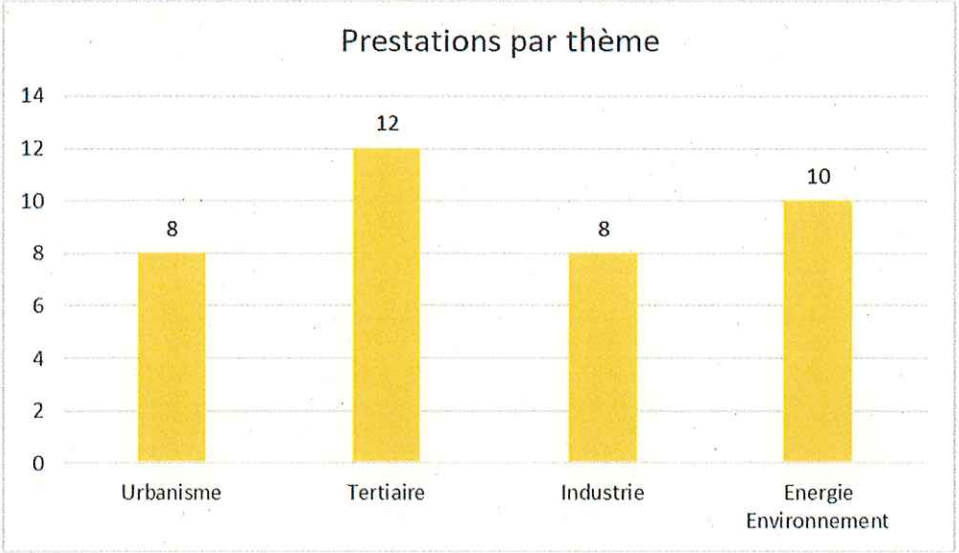
Missions de LAD-SELA :

- Assistance à la rédaction d'une lettre précisant les termes et conditions du CPI avec la SAPRENA et la société REALIZE
- Accompagnement dans la négociation et la signature di CPI avec la société REALIZE

Montant de la rémunération : 2000 € HT
Durée : 1 mois

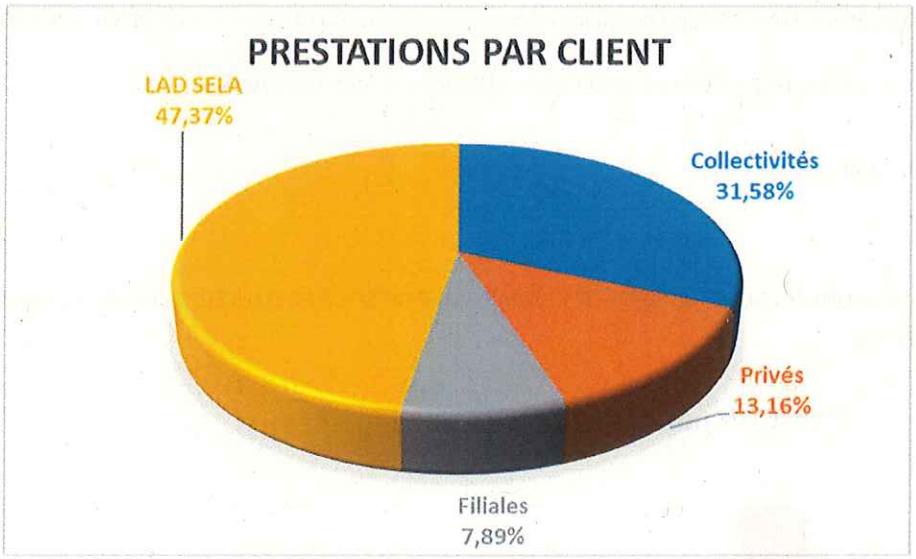
Les thématiques d'intervention sont également variées, répondant à la structuration de la société par pôles professionnels.





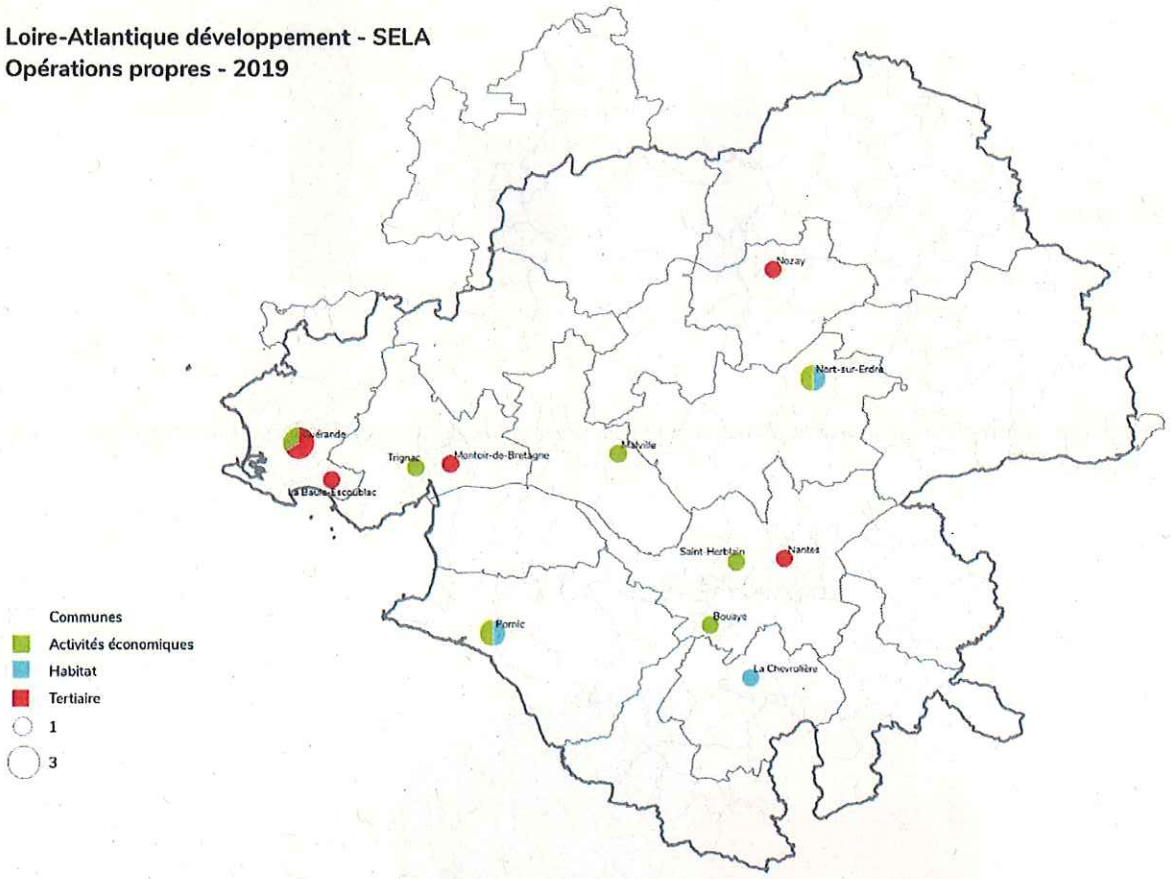
Les clients de Loire-Atlantique développement-SELA relèvent de 4 catégories principales :

- Loire-Atlantique développement-SELA en qualité de concessionnaire d'aménagement
- Les filiales de la société (voire certaines prises de participations)
- Les privés
- Les collectivités.

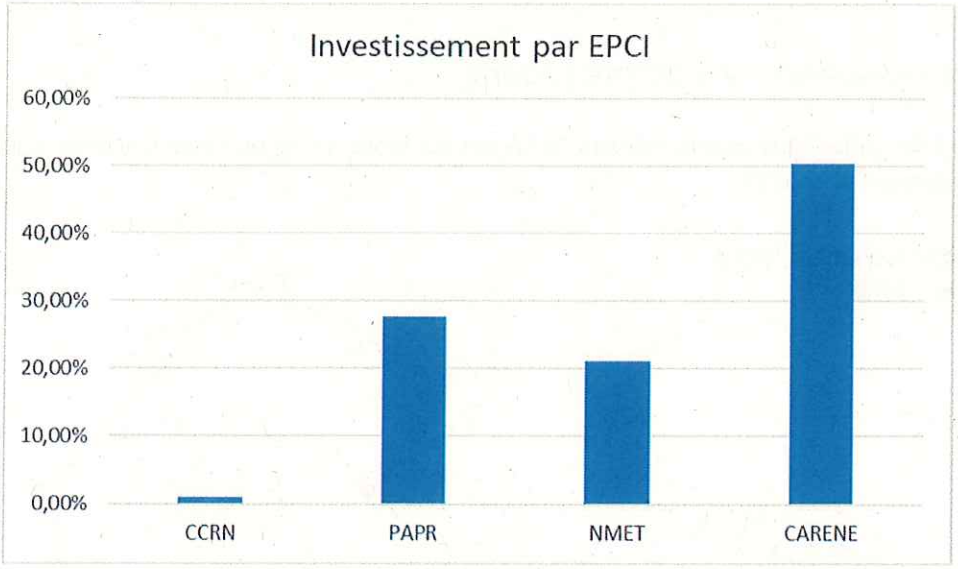


2.3 Les opérations en compte propre

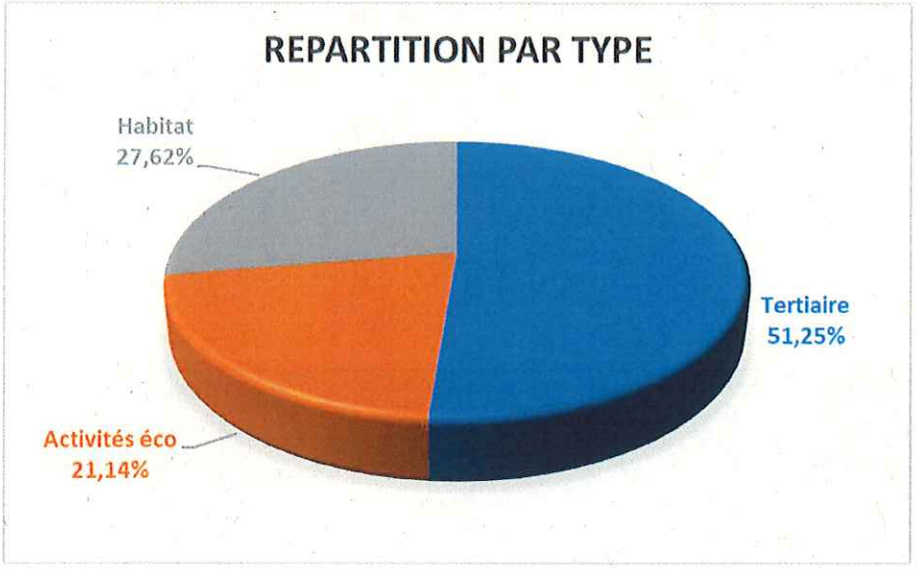
Le portefeuille de Loire-Atlantique développement-SELA est composé de 15 opérations actives, qui ont généré un investissement de 270 K€.



OPERATIONS EN COMPTE PROPRE	lieu	Activités
03.201- CPI GENDARMERIE GUERANDE	Guérande	Tertiaire
04.002- TERRAINS COTEAUX DE GRANDLIEU	Bouaye	Activités économiques
04.006- BATIMENT NOZAY	Nozay	Tertiaire
04.008- HOTEL DES PENSIONS LA BAULE	La Baule	Tertiaire
04.012- SITE LYCEE PORNIC	Pornic	Habitat
04.016- FONCIER POINT P TRIGNAC	Trignac	Activités économiques
04.022- IMMEUBLE MIXTE NANTES METROPOLE	Nantes	Tertiaire
04.024- POLE MEDICAL LA CHEVROLIERE	La chevrolière	Habitat
04.025- HOTEL D'ENTREPRISES BREHADOUR	Guérande	Tertiaire
04.026- PROJET IMMOBILIER FAUBOURG SAINT GEORGES	Nort sur Erdre	Habitat
04.027- AMENAGEMENT BREHADOUR	Guérande	Activités économiques
04.028- LE CLION	Pornic	Activités économiques
04.029- BATIMENT JANVRAIE	Saint Herblain	Activités économiques
04.030- DUQUEINE 2	Malville	Activités économiques
04.031- ICARE 2	Montoir de Bretagne	Tertiaire
04.032- BAR A VINS	Nort sur Erdre	Activités économiques

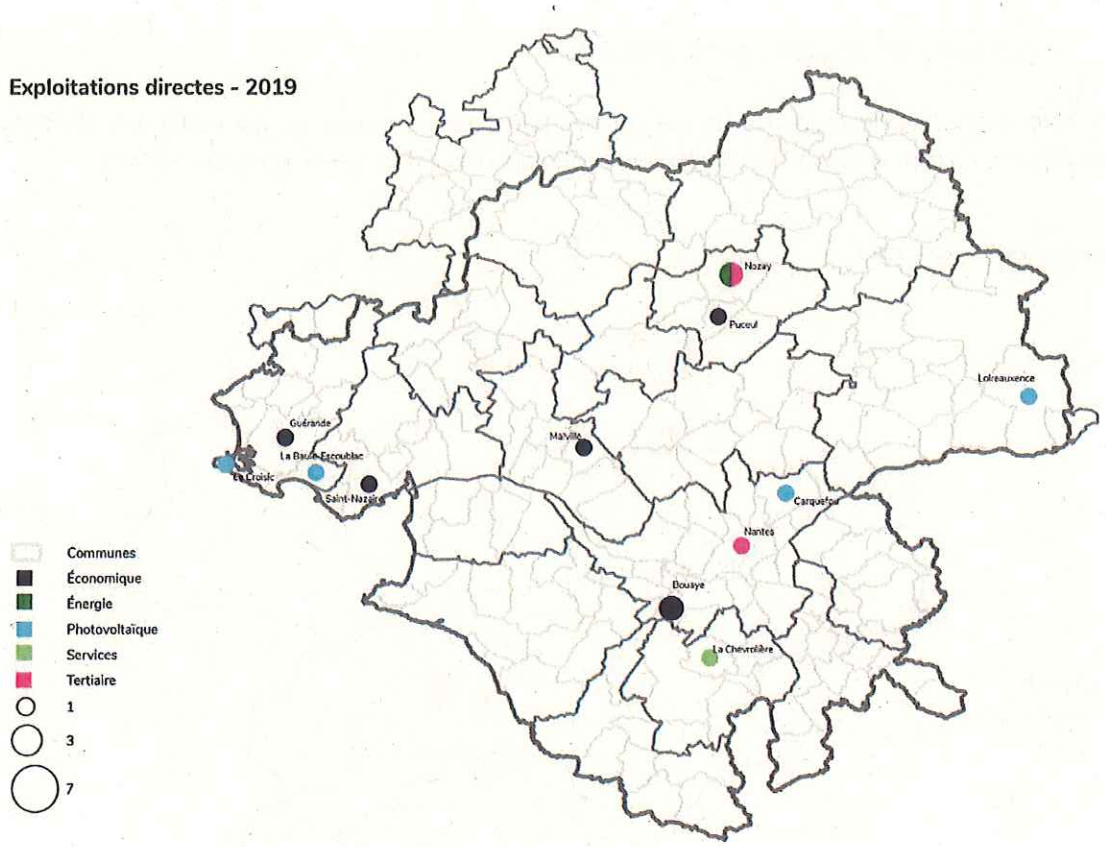


Ces opérations concernent 3 secteurs d'activités principaux dont la répartition d'investissement est la suivante :



2.4 Les exploitations directes

Loire-Atlantique développement-SELA gère 14 opérations patrimoniales qui mobilisaient 4,07 M€ de fonds propres au dernier trimestre 2019.



EXPLOITATIONS DIRECTES	lieu	Activités
08.001- POLE SOCIAL	Nozay	Tertiaire
08.002- Locaux rue Scribe	Nantes	Tertiaire
08.003- PV La Baule	La Baule	Photovoltaïque
08.004- PV Le Croisic Ferme Biomarine	Le Croisic	Photovoltaïque
08.005- PHOTOVOLTAÏQUE	Varades	Photovoltaïque
08.006- BATIMENT DUQUEINE	Malville	Economique
08.007- ARTICPARC	Bouaye	Economique
08.008- BEMA	Nozay	Energie
08.009- ATELIER DE DECOUPE	Puceul	Economique
08.010- GAD BRAIS	Saint nazaire	Economique
08.011- HOTEL D'ENTREPRISES BREHADOUR	Guérande	Economique
08.013- PV FLEURIAYE SAMO	Carquefou	Photovoltaïque
08.014- VILLAGE TPE BOUAYE	Bouaye	Economique
08.015- POLE MEDICAL	la Chevrolière	Services

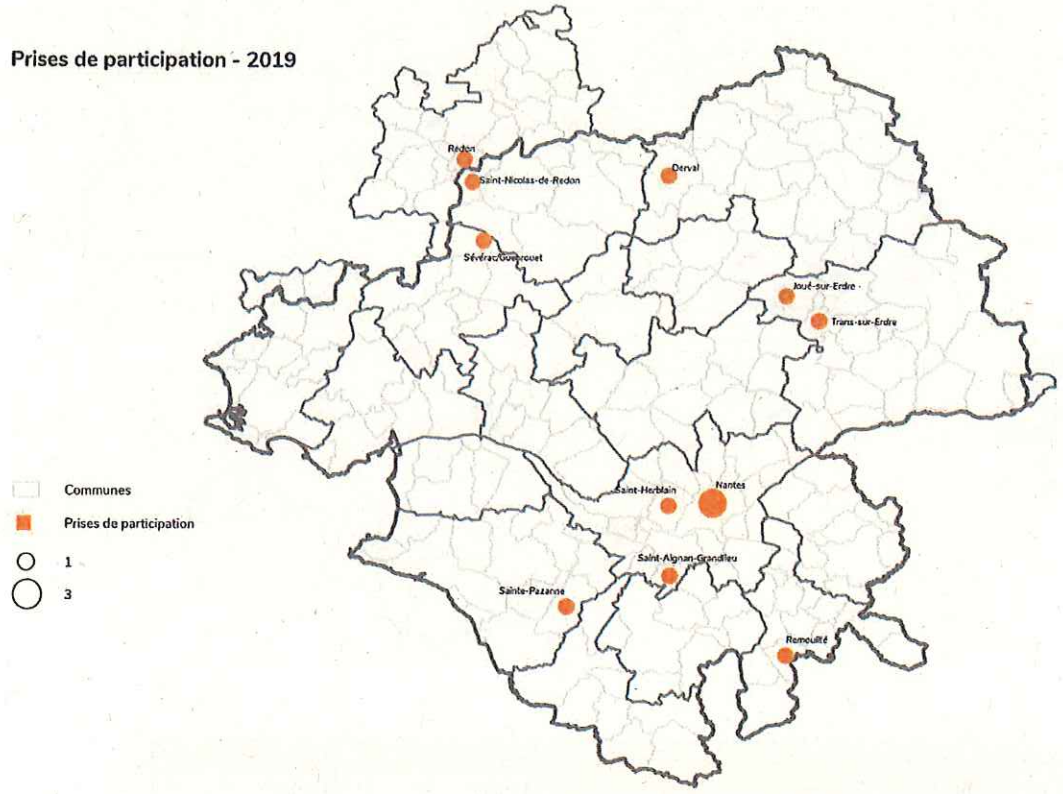
En 2019, aucune opération d'exploitation n'a été créée.

La gestion de ces bâtiments est confiée en interne au Pôle Gestion Patrimoniale et Exploitation des équipements, lequel déploie l'ensemble des actions inhérentes à la gestion patrimoniale, et notamment :

- Gestion comptable : appels des loyers et provisions sur charges, régularisation ou refacturation des charges, indexation et révision des loyers, gestion des impayés
- Gestion administrative et juridique : rédaction et gestion des baux, réalisation des états des lieux, relation avec les locataires, représentation auprès de syndicats de copropriétaires (copropriétés) ou des membres d'ASL (propriétés en volumes)
- Gestion technique : entretien et maintenance à la charge du propriétaire, vérification du respect des obligations réglementaires des locataires, établissement de la stratégie de gestion technique pluriannuelle
- Gestion financière : établissement et suivi du budget annuel et pluriannuel
- Gestion commerciale en lien avec le Pôle investissement : commercialisation à la location et la vente des biens disponibles

2.5 Les prises de participation

Loire-Atlantique développement-SELA détient des parts dans 14 sociétés, qui mobilisent 1,99M€ de fonds propres en capital et 3,32 M€ en comptes courants d'associés au dernier trimstre 2019.



PRISES DE PARTICIPATIONS	Lieu	Activité
07.001- SAS AGRIMETHANE	Derval	Méthane
07.002- SCI LADIE 1	Saint Nicolas de Redon	Activité économique
07.004- EOLA DEVELOPPEMENT	Trans sur Erdre	Eolien
07.005- AIRWATT ENERGIE	Sainte Pazanne	Eolien
07.007- ISAC WATT	Sevérac Guenrouet	Eolien
07.009- SAS BOIS DES RENARDIERES	Saint Aignan de Grandlieu	Activités tertaires
07.010- SAS PATRIMONIALE	Nantes	Activités tertaires
07.011- OUEST ENERGIE	Nantes	Energie
07.012- LOD	Saint Herblain	Autres
07.013- SITE A WATTS	Redon	Eolien
07.014- SAS GAGNERIE	Remouillé	Activités économiques
07.015- SEM SYDELA	Nantes	Energie
07.016- SAS EOLANDES	Joué sur Erdre	Energie
07.018- OMBRIERES PHOTOVOLTAÏQUES	Saint Aignan de Grandlieu	Energie

1 nouvelle prise de participation en 2019. Il s'agit de :

OMBRIERES PHOTOVOLTAÏQUES à SAINT AIGNAN (07.018)

Il s'agit d'accompagner la société de transports BAUDRON à St Aignan de Grandlieu, filiale GCA, dans son choix d'équiper son site de stockage de véhicules et parkings d'ombrières photovoltaïques.

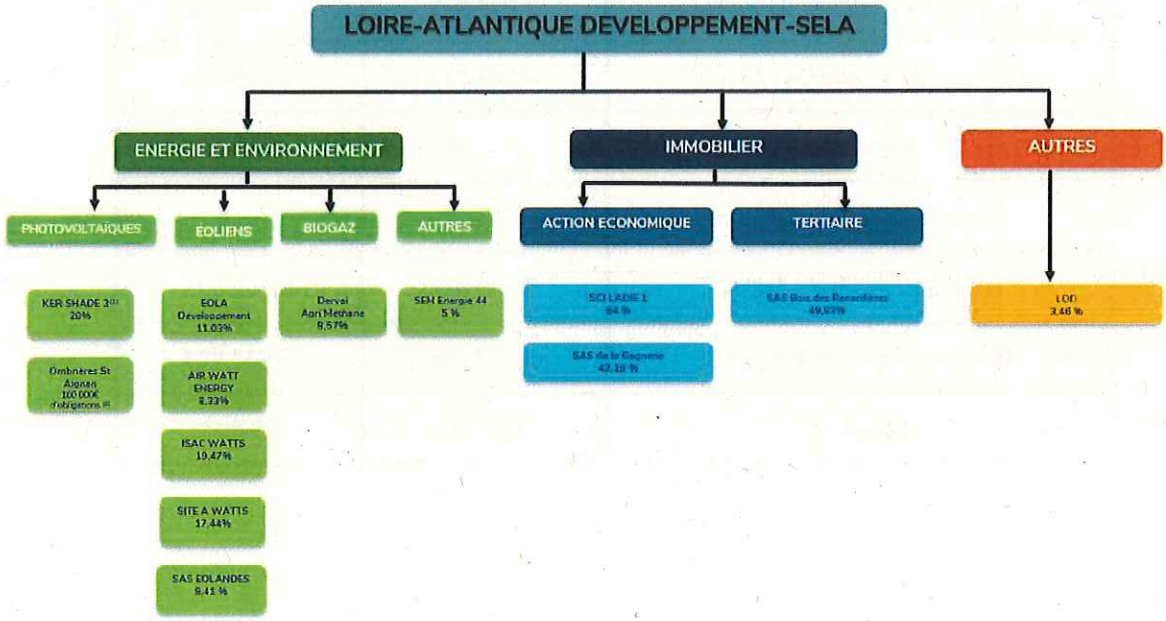


Ce projet permettra à l'entreprise BAUDRON de :

- réduire sa facture énergétique grâce aux LED en sous-face et aux panneaux translucides qui apporteront un confort supplémentaire au personnel ;
- d'équiper également la zone parkings ;
- de mettre en place des bornes de recharge pour les véhicules électriques.

Le site accueillera une centrale solaire d'une puissance de 9,82 MWc, couvrant ainsi 55 000 m² de surfaces de parking.

LAD-SELA investit 100 000 €, par le biais de la plateforme participative ENERFIP, dans ce projet d'ombrières sur le site de stockage de véhicules à St Aignan de Grandlieu.



(1) En cours d'acquisition
(2) Convertissables en actions

3. Présentation des comptes annuels

3.1 Le compte de résultat (hors concessions et mandats)

Tableau de résultat

	Compte de résultat 2018	Compte de résultat 2019
A. Produits d'exploitation	7 951 921	6 061 284
A. Charges d'exploitation	7 878 111	6 344 077
B. Produits financiers	540 644	516 233
B. Charges Financières	495 658	435 000
C. Produits exceptionnels	508 274	203 176
C. Charges Exceptionnelles	469 290	184 597
Sous total des produits A+B+C	9 000 839	6 780 693
Sous total des charges A+B+C	8 843 059	6 963 674
Profit avant impôt	157 780	-182 981
D. Impôts sur les bénéfices	-15 923	
Total des produits A+B+C	9 000 839	6 780 693
Total des charges A+B+C+D	8 827 136	6 963 674
Bénéfice	173 703	-182 981

Analyse des produits

Les produits

Tableau des produits

DESIGNATION	2018	2019
A. Produits d'exploitation		
Rémunération suivi technique et gestion sur concession	1 770 629	1 601 397
Rémunération de commercialisation	965 610	935 900
Ré imputations de charges aux opérations et rém sur acquisition	53 077	14 847
Rémunération sur mandats de réalisation	94 185	102 305
Rémunération sur mandats d'études	68 342	63 233
Reprise provisions	142 064	52 004
Prestations de services	158 340	138 899
Opérations propres (suivi et réalisation)	222 381	90 640
Energie et environnement	69 761	84 390
Gestion	89 000	94 915
Refacturation LAD SPL	875 866	874 919
Liquidation	353 470	225 000
Produits divers	95 090	13 353
Opérations propres (investissements)	2 994 106	1 769 480
TOTAL	7 951 921	6 061 284
B. Produits financiers	540 644	516 233
C. Produits exceptionnels	508 274	203 176
Total des produits	9 000 838	6 780 693

Ce tableau retrace l'évolution des différents postes de recettes au cours des deux derniers exercices.

Il appelle les commentaires suivants quant à l'exercice 2019.

PRODUITS D'EXPLOITATION

Rémunération suivi technique et gestion sur concession

Les rémunérations les plus importantes se répartissent sur les opérations suivantes :

- ZAC de la RIA, PORNIC
- ZAC de la Fleuriaye 2 à Carquefou, NANTES METROPOLE
- ZAC de la Minais à Ste Luce sur Loire, NANTES METROPOLE
- ZAC de Vireloup, TREILLIERES
- Aménagement centre-ville à SUCE-SUR-ERDRE
- ZAC de Maison Neuve, GUÉRANDE
- Réaménagement Centre-Bourg, HAUTE GOULAINE
- ZAC extension Centre-Bourg, LA PLAINE SUR MER
- ZAC Plessis Tuileries, C.C. Sèvre et Loire
- ZAC de Coët-Rozic à PONTCHÂTEAU

Le montant des rémunérations de ces 10 opérations de concession représente 736 K€, soit 46 % de l'ensemble de ce poste.

Ces prestations diminuent de près de 10 % par rapport à l'exercice précédent.

Rémunération de commercialisation

Les rémunérations les plus importantes se répartissent sur les opérations suivantes :

- ZAC des Perrières à La Chapelle sur Erdre, NANTES METROPOLE
- ZAC multi-sites Clos des Fresches et Gauterie, LE LANDREAU
- ZAC Maison Neuve, GUÉRANDE
- ZAC de la RIA à PORNIC
- ZAC de Beausoleil, LA CHEVROLIERE
- ZAC du Clos du Bocage à PORNIC
- ZAC de Vireloup à TREILLIERES
- ZAC de la Butte de Savine, TRIGNAC
- ZAC Fleuriaye 2 à Carquefou, NANTES METROPOLE
- ZAC Métairie de la Lande à Guérande, CAP ATLANTIQUE

Ces 10 opérations de concession citées totalisent un chiffre de rémunération de 659 K€ soit 70 % des produits de commercialisation de la société.

Cette rémunération, si elle reste stable par rapport à 2018, marque un fléchissement de 20 % par rapport au budget initialement prévu.

Ré imputation de charges aux opérations et rémunération sur acquisition

Les produits liés à la Direction technique des travaux sont arrêtés à 15 K€.

Rémunération sur mandats de réalisation

Ces contrats de mandat de réalisation sont désormais confiés le plus souvent à Loire-Atlantique développement - SPL, dans le cadre de son activité aménagement.

Seules 9 opérations étaient en production au sein de Loire-Atlantique développement-SELA au cours de l'exercice 2019. Il s'agit des opérations suivantes :

- Réalisation et commercialisation ZAC Cour des Bois à MESANGER
- Réhabilitation de l'atelier décor du Grand T pour le compte de l'EPCC
- Réalisation aménagement Centre-Bourg à LAVAU-SUR-LOIRE
- Aménagement espace public Bassins du Port à NORT SUR ERDRE
- Réalisation d'un ensemble immobilier à CAMPBON
- Réalisation bâtiment administratif à BATZ SUR MER
- Travaux Place du Millénaire à ANCENIS
- Réalisation pôle social de Nozay
- Réaménagement Logis du Château à ANCENIS

Rémunération sur mandats d'études

La rémunération des études s'élève à 63 K€ répartis sur les 8 contrats suivants :

- Etudes création ZAC Croix Morzel à CORDEMAIS
- Etudes réalisation cinéma à NORT SUR ERDRE
- Etudes d'aménagement zone du PAS à CHAUVÉ
- Etudes aménagement Quartier de l'Alouette à MAISDON-SUR-SEVRE
- Etudes d'aménagement site du Prieuré au CELLIER
- Etudes projet d'aménagement Matz Justice à SAVENAY
- Etudes Centre-Bourg à VARADES et LOIREAUXENCE
- Etudes opération Signal sur l'Avant-Port de Saint-Nazaire

La précision apportée au titre des mandats de réalisation quant à la conclusion des nouveaux contrats se constate également pour les réalisations d'études.

Reprise de provisions

Elle correspond à la reprise totale d'une provision couvrant la totalité d'une créance détenue sur la CIRL BOIS ENERGIE 44 devenue irrécouvrable et à la reprise partielle de la provision pour liquidation d'opérations correspondant aux prestations réalisées en vue de la clôture d'une quinzaine d'opérations.

Prestations de service

Ce poste est composé de missions de conseil et d'assistance en matière d'aménagements et de constructions menées auprès d'une dizaine de donneurs d'ordre, dont les principales sont :

- Une prestation d'accompagnement de la commune de PONTCHÂTEAU dans une réflexion prospective à l'horizon 2030,
- Une assistance apportée dans le cadre d'études en vue du renforcement de l'attractivité du Cœur de Ville de PORNIC,
- Une assistance apportée à la commune de MALVILLE pour réaliser un diagnostic prospectif de son développement,
- Des prestations réalisées pour une assistance à maîtrise d'ouvrage au bénéfice de la S.A.S. du Bois des Renardières,
- Une prestation d'assistance pour la maîtrise foncière et le pilotage d'un projet de renouvellement urbain à SAINT PERE EN RETZ.

Une mission d'assistance à la passation de marchés, réalisée par le service commande publique, a également été conclue avec la commune de Sévérac

Opérations propres (suivi et réalisation)

Le suivi de la réalisation des opérations propres est rémunéré en fonction du temps passé par les salariés chargés de mener à bien chaque opération.

Ces produits concernent principalement en 2019 :

> La reconversion du site d'un ancien lycée à Pornic (29 K€),
> La réalisation d'un bâtiment tertiaire à Montoir-de-Bretagne (39 K€)
> La réalisation d'un bâtiment d'activités artisanales sur le site de la Janvraie (22 K€)

Energie et environnement

Les principales opérations consacrées aux énergies nouvelles et à l'environnement en 2019 sont les suivantes :

> Prestations réalisées au titre de la convention conclue avec la Caisse des Dépôts et Consignations, agissant au nom et pour le compte de l'Etat, relative aux démonstrateurs Industriels pour la Ville Durable, dans le cadre de l'appel à projet « villes de demain ».
> La réalisation d'une étude menée pour le compte de la SEMITAN sur le site du CETEX Vertonne
> Missions énergétiques et environnementales dans le cadre de concessions d'aménagement conclues avec la ville de Haute-Goulaine et celle de La Chapelle-Launay,

Gestion

Les produits de gestion de bâtiments et d'ouvrages de production résultent :

- De contrats de gestion immobilière conclus avec des sociétés dans lesquelles LAD-SELA détient des parts sociales :
  - Avec la SCI LADIE 1 pour la gestion d'un bâtiment de déconstruction industrielle (19 K€),
  - Avec la SAS de La Gagnerie pour la gestion de la laiterie de Remouillé (24 K€),
  - Avec la SAS du Bois des Renardières pour la gestion du bâtiment Terra Innova II sur le site du pôle aéroportuaire de Nantes Atlantique (8 K€).

De la gestion des différents bâtiments dont est propriétaire LAD-SELA, la facturation annuelle de ces prestations s'élevant en 2019 à 44 K€

Refacturation Loire-Atlantique développement- SPL

Depuis la création de Loire-Atlantique développement - SPL, Loire-Atlantique développement-SELA emploie, dans le cadre de contrats de mise à disposition, certains de ses salariés pour réaliser des missions clairement définies dans le domaine de l'aménagement.

Ainsi, l'ensemble des opérations d'aménagement de Loire-Atlantique développement-SPL est assuré par du personnel de Loire-Atlantique développement-SELA. Il en est de même pour la gestion de la D.S.P. du circuit automobile de Loire-Atlantique à Fay-de-Bretagne.

Il convient de préciser que, pour l'exercice 2019, la quote-part de charges communes de LAD GIE, correspondant au temps de ressources humaines mis à disposition par LAD SELA au bénéfice de LAD SPL pour la réalisation des missions d'aménagement, est facturé directement par LAD GIE à LAD SPL.

Le montant total de la refacturation de ces prestations de mise à disposition de salariés à Loire-Atlantique développement-SPL s'élève en 2019 à 805 K€ pour la partie aménagement, 50 K€ pour la gestion de la D.S.P et 20 K€ pour les mises à disposition de moyens matériels engagés pour la réalisation de ces prestations opérationnelles.

Produits de liquidations

Les produits de liquidations émanent du solde des opérations d'aménagement suivantes :

> La ZAC des Six Croix à Donges -CARENE
> La ZAC de Vireloup - TREILLIERES
> Les ZAC Haute Forêt et Maison Neuve 2 – NANTES METROPOLE (la poursuite de cette opération d'aménagement est assurée par LAD SPL)
> La ZAC de Bréhany Villeneuve – CAP ATLANTIQUE
> Le Clos de l'Alouette - MAISDON-SUR-SEVRE

Produits divers

Les produits divers sont principalement constitués de transferts de charges.

Opérations propres (investissements et exploitations)

Ces produits d'exploitation sont issus à la fois du traitement d'opérations réalisées en propre et de la gestion de bâtiments intégrés dans le patrimoine immobilier de LAD SELA.

Les principales productions en propre sont :

- La reconversion site ancien Lycée Pays de Retz à Pornic (75 K€)
- La réalisation du bâtiment artisanal sur la Janvraie (57 K€)
- La réalisation de l'immeuble de bureaux ICARE 2 (136 K€)

Les principales gestions immobilières sont :

- Le pôle social de Nozay (221 K€)
- Les bureaux rue Scribe (236 K€)
- Le bâtiment industriel Duqueine à Malville (466 K€)
- Le bâtiment industriel de Brais à Saint-Nazaire (154 K€)
- Les 4 centrales photovoltaïques (167 K€)

PRODUITS FINANCIERS

Les produits financiers proviennent :

- Du calcul de la différentielle d'intérêts (320 K€), compensée en grande partie par les charges financières,
- De placement de fonds de la structure (18 K€),
- Des intérêts sur compte courants d'associés versés auprès de différentes filiales de Loire-Atlantique Développement – SELA (95 K€) et de dividendes perçus au titre de ces mêmes filiales (81 K€)

PRODUITS EXCEPTIONNELS

Le montant constaté en 2019 résulte principalement :

- Du transfert de logiciels de gestions vers LAD GIE qui regroupe ainsi l'ensemble des moyens informatiques de l'Agence (38 K€)
- De la cession d'1 module artisanal destinés à l'origine à la location, construits sur le site des Coteaux de Grandlieu (146 K€)
- De la reprise de quotes-parts de subventions perçues au titre de la rénovation des bureaux rue Scribe (4 K€) et de la construction de l'atelier de découpe de Puceul (5 K€)
- Les produits (10 K€) issus de la liquidation de l'ancien locataire du bâtiment de Brais (Les Ateliers de l'Atlantique)

Analyse des charges

Les charges

Tableau des charges

DESIGNATION	2018	2019
A. Charges d'exploitation		
Achats de prestations de services	38 078	23 880
Achats et fournitures consommés	10 936	9 841
Prestations G.I.E.	1 702 981	1 348 757
Honoraires	153 553	74 968
Frais de déplacement mission, réception	6 694	8 723
Frais postaux et téléphoniques	1 022	1 553
Autres services extérieurs	96 778	71 939
Impôts et taxes	135 288	74 043
Charges de personnel	3 124 383	3 382 892
Autres charges	4 235	57 580
Dotations aux amortissements	44 531	6 691
Dotations aux provisions	59 435	
Opérations propres	2 500 197	1 283 211
TOTAL	7 878 111	6 344 077
B. Charges financières	495 658	435 000
C. Charges exceptionnelles	469 290	184 597
D. Impôt sur les bénéfices	-15 923	
Total des charges	8 827 136	6 963 674

Nous analysons ci-après les rubriques du tableau des charges.

A. CHARGES D'EXPLOITATION

Achat de prestations de services

Ce poste concerne principalement des études réalisées par des tiers extérieurs dans le cadre de prestations de service conclues avec différents donneurs d'ordres et de missions en devenir.

Achat et fournitures consommées

Ce poste intègre essentiellement la consommation de fournitures de bureau.

Prestations G.I.E.

En préambule, il convient de préciser que, pour l'exercice 2019, la quote-part de charges communes de LAD GIE, correspondant au temps de ressources humaines mis à disposition par LAD SELA au bénéfice de LAD SPL pour la réalisation des missions d'aménagement, est facturé directement par LAD GIE à LAD SPL, à hauteur de 435 497 €, au lieu de transiter par LAD SELA, comme cela était pratiqué les années précédentes. Cela explique principalement la raison de cette forte réduction du coût des prestations GIE

Les charges de LAD GIE sont ventilées entre les structures selon des clés de répartitions. Elles sont détaillées dans le rapport de l'Administrateur 2019 de LAD GIE.

Ce sont :

- Les équivalents temps plein (ETP) de chaque structure
  - Pour LAD SELA, en 2019 il y a 50,98 ETP
  - En 2018, il y avait 42,21 ETP
- Le temps passé par les salariés du GIE sur chaque structure pour les charges de ressources humaines (20,11 % en 2019 contre 24,24 % en 2019 pour la structure LAD SELA)
- La superficie des locaux affectée à chaque structure (21,90 % de la superficie occupée par LAD SELA en 2019 contre 31,49 % en 2018)
- L'affectation des véhicules en fonction de l'utilisation effective des salariés de chaque structure (66,60 % pour LAD SELA en 2019 et 55,29 % en 2018)
- L'affectation des places du parking loué à la SAMOA en fonction des réservations réelles (53,45 % en 2019 pour LAD SELA et 56,92 % en 2018)
- Le nombre de bulletins de paie délivré par structure pour le coût du logiciel de paie (54,13 % en 2019 pour LAD SELA contre 36,70 % en 2018)

L'affectation en fonction de la structure qui a passé commande, pour toute dépense spécifique

Ainsi ventilées, les charges de LAD GIE ont été imputées à hauteur de 1 348 757 € à la structure LAD SELA. En 2018, elles s'élevaient à 1 702 981 €.

Les dépenses du GIE, ventilées par grande masse, sont les suivantes (il convient de se reporter au rapport de l'Administrateur du GIE pour disposer d'une analyse complète de l'évolution des charges) :

- Bâtiment :
  L'acquisition par LAD GIE du bâtiment République permet de réaliser des économies importantes qui seront en progression chaque année. Ainsi, cela permet en 2019 d'absorber l'augmentation liée à l'augmentation de effectifs de la société. Ces dépenses ne progressent que de 1,86 %

- Informatique :
  Accroissement des charges de 6 K€, consécutive à l'évolution des effectifs et donc du besoin en matériels et assistance.

- Déplacements :
  Diminution de 8 K€ principalement due à la baisse du coût des assurances automobiles après mise en concurrence.

- Honoraires :
  Le gain est de 92 K€ entre 2019 et 2018. Cette importante diminution dont les principales raisons sont mentionnées dans le rapport de l'Administrateur de LAD GIE, provient essentiellement, pour LAD SELA, du non renouvellement du contrat de réseau SCET.

- Relations publiques, communications, ...
  Cette catégorie de dépenses supporte une augmentation de 29 K€.

  Elle résulte de la célébration sur 2 journées des 60 ans de LAD SELA (une à destination de l'ensemble des salariés de l'Agence, la seconde plus particulièrement consacrée aux institutionnels accompagnant cette société depuis sa création), frais réimputés totalement à LAD SELA pour un budget global de 43 K€. Cette organisation s'est substituée au voyage d'études organisé les 2 années précédentes.

- Fonctionnement mutualisé :
  Ces dépenses passent de 147 K€ à 191 K€. L'accroissement porte essentiellement sur 3 postes :

  - Les frais de services bancaires intégrant ceux liés à la mise en place des emprunts pour le financement du bâtiment (+ 6 K€)
  - La taxe CVAE du GIE (+ 8 K€)
  - L'amortissement sur les investissements globaux du GIE (+ 33 K€)

Les ressources humaines :

Accroissement de 112 K€ lié :

- À l'évolution sensible du nombre d'ETP de LAD SELA (+ 21 %) ayant pour effet d'augmenter la part des ressources humaines de fonctionnement du GIE
- A la part importante affectée à LAD SELA parmi les nouvelles prestations fournies par LAD GIE (comptabilité, paie, communication externe,) .

Honoraires

Les honoraires 2019 ont été versés pour les missions de tenue et de révision de la comptabilité (44 K€), celles de commissariat aux comptes (30 K€) ainsi que pour des prestations spécifiques (1 K€).

Ce poste diminue sensiblement en raison de l'internalisation de la comptabilité le 1er juillet 2018, conduisant à une réduction très sensible des honoraires versés au cabinet Cifralex,

Frais de déplacement, missions, réceptions

Ces dépenses sont composées des quelques frais de déplacement, frais de missions et de réceptions qui ont été réglés directement par LAD SELA, sachant que la majeure partie des frais de ce type (déplacements en véhicules notamment) est assurée par LAD GIE qui refacture à ses membres.

Frais postaux et téléphoniques

Les Frais postaux et de téléphonie sont désormais gérés par LAD-GIE. De ce fait, ce poste n'intègre désormais que des frais d'abonnement à la boite postale et quelques commandes ponctuelles de timbres.

Autres services extérieurs

Les principaux postes de charges gérés directement par LAD-SELA sont :

- Les frais de maintenance de copieurs pour 11 K€
- Les cotisations professionnelles (Fédération des E.P.L., ...) pour 30 K€
- Les frais bancaires pour 12 K€
- Les frais de gestion des archives de la société pour 12 K€

Impôts et taxes

Cette rubrique est composée principalement des taxes assises sur les salaires que sont :

- Les cotisations obligatoires de formation continue (celles relatives à des formations réalisées sont généralement financées par le GIE) ..... 30 K€
- Les taxes CVAE et CFE pour ..... 25 K€
- La taxe pour l'emploi des personnes handicapées et la participation construction 18K€

Charges de personnel

Le montant des charges de personnel s'élève à 3 382 892 € pour l'exercice 2019, soit une variation de +8,27 % par rapport à l'année 2018.

Cette évolution salariale résulte :

- de l'évolution notable des effectifs passant de 42,21 équivalents temps pleins (ETP) en 2018 à 50,98 ETP en 2019, soit + 20,78 %. Cette croissance du nombre de salariés a été rendue nécessaire en raison de l'évolution en volume du nombre d'opérations d'aménagement à traiter, tant pour LAD SELA que pour LAD SPL sous la forme de mise à disposition de personnel,
- Dans une moindre mesure, de l'application de l'augmentation collective de 1 % par an suite à la signature du procès-verbal d'accord des N.A.O. (négociations annuelles obligatoires).

Autres charges

Ce poste correspond au constat de la perte sur la créance irrécouvrable détenue sur la CIRL BOIS ENERGIE 44 pour 47 K€ (contrepartie dans les produits en reprise sur provisions) et aux jetons de présence versés en 2019 au titre des résultats de l'année 2018 (7 K€).

Dotations aux amortissements

Les logiciels informatiques ayant été transférés dans LAD GIE, seuls restent à amortir dans LAD SELA les biens suivants :

- Le matériel informatique ..... 2K€
- Le mobilier ..... 3K€
- Le matériel destiné aux salons ..... 2 K€

Opérations propres (investissements et exploitations)

Le montant de 1 283 211 € correspond aux dépenses d'investissements et d'exploitation (notamment amortissement) engagées par Loire-Atlantique développement-SELA pour la réalisation des principales opérations suivantes :

Opérations d'Investissements
- Reconversion site ancien Lycée Pays de Retz à Pornic ..... 75K€
- Réalisation bâtiment site de la Janvraie ..... 57 K€
- Immeuble de bureau Icare à Montoir-de-Bretagne ..... 136 K€

Opérations d'Exploitations
- Pôle social à Nozay ..... 140 K€
- Bureaux rue Scribe à Nantes ..... 168 K€
- Centrales photovoltaïques ..... 105 K€
- Bâtiment Duqueine à Malville ..... 255 K€
- Modules Artiparc à Bouaye ..... 26 K€
- Plateforme bois à Nozay ..... 55 K€
- Atelier de découpe à Puceul ..... 67K€
- Bâtiment ZAC de Brais à Saint-Nazaire ..... 113K€
- Bâtiment Cap Entreprendre à Guérande ..... 52 K€
- Village TPE à Pornic ..... 14k€
- Bâtiment médical à La Chevrolière ..... 10K€

La diminution sensible de ces charges par rapport à 2018 résulte du faible montant investi dans les opérations propres en 2019, soit 282 K€ contre 1 361 K€ en 2018.

B. LES CHARGES FINANCIERES

Concernant le fonctionnement (124 K€), elles proviennent des frais financiers résultant de la différentielle d'intérêts. (- 20 K€ par rapport à 2018)

Concernant les opérations de gestion (278 K€), elles correspondent aux intérêts sur emprunts mis en place pour le financement des ouvrages mis en exploitation locative (- 40 K€ par rapport à 2018 car pas de nouveaux emprunts mis en place et base de calcul des intérêts en diminution)

Concernant la gestion des filiales (33 K€), il s'agit des intérêts sur l'emprunt Bpifrance contracté pour financer partiellement l'avance en compte courant versée à la SAS de La Gagnerie.

C. LES CHARGES EXCEPTIONNELLES

Au titre du fonctionnement de Loire-Atlantique développement – SELA (42 K€), les charges exceptionnelles correspondent essentiellement au transfert des logiciels de gestion vers LAD GIE (contrepartie en produits exceptionnels).

Au titre des opérations de gestion (138 K€), il s'agit de la valeur nette comptable du module du bâtiment Artiparc cédé au cours de l'exercice 2019.

D. IMPOTS SUR LES BENEFICES

En raison du résultat 2019, il n'y a pas d'impôt sur les bénéfices à régler.

3.2 Le résultat de l'exercice

Résultat

Le résultat de l'exercice se solde par une perte de -182 980,85 €.

Proposition d'affectation de résultat

Le Conseil d'Administration propose à l'Assemblée Générale l'affectation du résultat déficitaire de l'exercice, de - 182 980,85 € :

- Imputation sur le compte « autres réserves » pour : - 182 980,85 €

3.3 Le bilan

Bilan Actif

		31/12/2019			31/12/2018
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
	Capital souscrit non appelé (I)				
ACTIF IMMOBILISE	**IMMOBILISATIONS INCORPORELLES**				
	Frais d'établissement				
	Frais de développement				
	Concessions brevets droits similaires	28 607	28 555	52	38 316
	Fonds commercial (1)				
	Autres immobilisations incorporelles				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains	791 803		791 803	791 803
	Constructions	13 317 428	2 919 139	10 398 289	11 049 184
	Installations techniques,mat. et outillage indus.	985 009	400 834	584 175	634 383
	Autres immobilisations corporelles	442 447	300 657	141 790	161 353
	Immobilisations en cours	54 226		54 226	37 557
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations	1 653 386	45 000	1 608 386	1 606 386
	Créances rattachées à des participations	3 397 973		3 397 973	3 488 835
	Autres titres immobilisés	817 578		817 578	725 409
	Prêts				
	Autres immobilisations financières	89 900		89 900	89 900
	TOTAL (II)	**21 578 356**	**3 694 185**	**17 884 171**	**18 623 125**
ACTIF CIRCULANT	**STOCKS ET EN-COURS**				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens	97 677 728		97 677 728	97 613 951
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	Avances et Acomptes versés sur commandes	331 612		331 612	420 297
	CREANCES (3)				
	Créances clients et comptes rattachés	4 682 859	290 438	4 392 421	8 672 774
	Autres créances	6 341 275		6 341 275	5 058 932
	Capital souscrit appelé, non versé				
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	1 378 054		1 378 054	1 378 054
	DISPONIBILITES	5 243 319		5 243 319	3 959 677
COMPTES DE REGULARISATION	Charges constatées d'avance	3 753 554		3 753 554	4 820 024
	TOTAL (III)	**119 408 401**	**290 438**	**119 117 963**	**121 923 709**
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)				
	Primes de remboursement des obligations (V)				
	Ecarts de conversion actif (VI)				
	TOTAL ACTIF (I à VI)	**140 986 757**	**3 984 623**	**137 002 134**	**140 546 834**

Bilan Passif

		31/12/2019	31/12/2018
Capitaux Propres	Capital social ou individuel	13 535 337	13 357 865
	Primes d' émission, de fusion, d' apport ...	928 222	855 694
	Ecarts de réévaluation		
	RESERVES		
	Réserve légale	338 526	329 840
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves réglementées		
	Autres réserves	1 832 778	1 667 762
	Report à nouveau		
	Résultat de l'exercice	**(182 981)**	**173 702**
	Subventions d'investissement	137 530	146 356
	Provisions réglementées		
	Total des capitaux propres	**16 589 412**	**16 531 219**
Autres fonds propres	Produits des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
	Total des autres fonds propres		
Provisions	Provisions pour risques	1 039 979	1 045 858
	Provisions pour charges	6 517 159	5 502 453
	Total des provisions	**7 557 138**	**6 548 311**
DETTES (1)	**DETTES FINANCIERES**		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	52 702 799	60 337 626
	Emprunts et dettes financières divers	30 160 271	28 798 879
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	1 506 821	1 395 849
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	7 503 017	7 415 068
	Dettes fiscales et sociales	1 945 092	2 190 836
	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	1 984 310	1 994 517
	Autres dettes	1 310 693	1 167 170
	Produits constatés d'avance (1)	15 742 583	14 167 359
	Total des dettes	**112 855 584**	**117 467 304**
	Ecarts de conversion passif		
	TOTAL PASSIF	**137 002 134**	**140 546 834**

3.4 Evènements postérieurs à la clôture

Une gestion optimale du confinement pour garantir la poursuite d'activités appréciée des salariés de l'UES de LAD.

L'activité opérationnelle du premier trimestre 2020 a été évidemment impactée par la propagation du COVID-19.
Après les deux CSE extraordinaire du 4 et du 13 mars et suite aux annonces du Gouvernement, la Direction générale a décidé par anticipation de « basculer » l'ensemble des salarié.es en télétravail dès le lundi 16 mars afin d'assurer la protection individuelle et collective et éviter la propagation du virus au sein de l'agence.
Durant le confinement, la mise en œuvre du Plan de Continuités d'Activités pour chaque entité de l'UES a été rendue possible tant par la robustesse des infrastructures et la mise à dispositions de solutions numériques adaptées par LAD GIE. L'expérience du télétravail occasionnel ou régulier pour près de la moitié des collaborateurs.trices de l'UES depuis plus de deux ans a été un réel atout pour amortir au mieux la décision de l'État d'imposer un confinement strict.
Du 16 mars au 11 mai, le travail à distance a été la règle via les visio-conférences internes comme avec les commanditaires, partenaires et porteurs de projets.
En parallèle les dispositions ont été prises dès la fin mars en termes d'achats de masques et de gel hydroalcoolique pour anticiper la reprise de l'activité opérationnelle dans les locaux de LAD et sur le terrain, dans le strict respect des mesures sanitaires avec l'utilisation obligatoire des équipements de protection individuels.
Depuis le 11 mai la reprise de l'activité en présentielle s'est progressivement développée au sein des locaux avec une nouvelle étape du 8 juin au 4 juillet prochain pour permettre la poursuite du travail à distance deux jours par semaine voire plus en fonction de situations particulières liées notamment à la scolarisation des enfants.
Sur l'ensemble de la période le dialogue social a été très régulier et constructif pour conjuguer la protection des salariés et la poursuite des activités. Le CSE consulté très régulièrement a validé l'ensemble des mesures proposées par la Direction et tout particulièrement le plan de reprise d'activités progressif et sécurisé et le guide opérationnel détaillant l'ensemble des mesures et gestes barrières à respecter dans l'ensemble des locaux des entités de LAD. Un questionnaire interne a été adressé à tous.tes les salarié.es pour recueillir leur ressenti sur cette période et ainsi en tirer des leçons pour l'avenir. Cette période a été globalement bien vécue par la très grande majorité des salarié.es qui ont apprécié les dispositions annoncées immédiatement comme le maintien des salaires à 100% tout en inscrivant les entités de l'agence et une partie d'entre eux dans les dispositifs annoncés par l'État notamment l'activité partielle soit pour garde d'enfants soit au regard de la baisse réelle de l'activité ou de l'incapacité technique à assumer leurs missions.
Dans le respect des accords d'entreprise et de la charte du management, la direction générale et l'ensemble de l'équipe managériale ont su adapter l'organisation globale avec souplesse, dans une dynamique encore plus collaborative, basée plus encore sur la confiance, avec de nouvelles délégations de responsabilités.
De même des adaptations internes ont permis d'optimiser le suivi et traitement administratif et financier de nos activités pour garantir le paiement dans des délais les plus courts des factures aux prestataires pour les accompagner à supporter au mieux les conséquences immédiates de la crise sanitaire sur leur trésorerie.
Cette période a été propice au développement d'initiatives de salarié.es notamment avec de nouvelles procédures sécurisées pour répondre au mieux avec rigueur et professionnalisme à l'ensemble des missions relevant des champs d'intervention des entités de l'agence et ainsi garantir un travail de qualité dans un mode relativement dégradé. De même conformément au plan de développement des compétences des salariées, cette période a permis la poursuite de formations internes notamment en termes de « management » dont tous les salariés volontaires ont pu bénéficier avec des conseils méthodologiques relatifs au travail à distance et ainsi veiller aux risques psychosociaux dans un contexte professionnel et personnel inédit.
d
Cette période a permis le renforcement du travail transversal interne pour :

- finaliser le travail d'actualisation du projet stratégique de l'agence et de chacune de ses entités,
- engager l'arrêt des comptes et la rédaction des rapports d'activités 2019 pour chaque entité de l'UES
- l'élaboration des CRAC 2020 pour LAD SELA/SPL,
- accompagner en réactivité les professionnels de la filière du secteur du tourisme très impactés par les fermetures liées au confinement avec notamment la prise en charge par LAD Tourisme et le Comité Départemental du Tourisme, de sessions d'informations sur les dispositifs et de formations spécifiques prises en charge par LAD Tourisme et le CDT.

Les orientations stratégiques pour faire de LAD, l'agence des transitions à horizon 2030 et les adaptations en termes de gouvernance interne avec les évolutions de l'organisation de LAD feront l'objet d'une présentation lors du Conseil d'Administration de septembre 2020 pour l'installation des nouveaux membres suite au renouvellement des actionnaires/administrateurs après les échéances électorales du 15 mars et 28 juin 2020.
L'impact économique et social de la crise sanitaire sur l'exercice 2020 et les exercices suivants sera réel plus particulièrement sur Loire-Atlantique développemnt SELA et la partie « aménagement – construction » de LAD SPL.
Il est difficile d'en mesurer à ce jour les conséquences immédiates et futures précises.
Cependant l'arrêt de l'activité opérationnelle et la reprise opérationnelle « ralentie » compte tenu des mesures « barrières », le report du second tour des élections locales du 22 mars au 28 juin 2020 pourraient entrainer des reports de projets, d'opérations ou de cessions foncières qu'il conviendra d'anticiper pour en atténuer au maximum les effets économiques et sociaux sur les résultats de LAD SELA et LAD SPL.

Contrôle de la Chambre régionale des comptes

Par correspondance du 4 juin 2020, la Chambre régionale des comptes a informé Monsieur le Président de Loire-Atlantique Développement - SELA qu'elle avait décidé de procéder au contrôle des comptes et de la gestion de la société pour la période couvrant l'exercice 2015 jusqu'à la période la plus récente.

3.5 Autres informations

Approbation des conventions réglementées

Les conventions réglementées sont listées dans le rapport sur le gouvernement d'entreprise joint au présent dossier.

Le Conseil d'Administration est appelé à approuver ces conventions.

Délais de paiement

En application de l'article L.441-6-1, alinéa 1er du Code de Commerce, les sociétés dont les comptes annuels sont certifiés par un commissaire aux comptes ont l'obligation de communiquer dans le rapport de gestion des informations relatives aux délais de paiement de leurs fournisseurs et de leurs clients.
Aussi, la décomposition des dettes et créances à la clôture des comptes 2019 est la suivante.

Factures reçues et émises non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu

	Article D. 441 I.- 1° : Factures reçues non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu						Article D. 441 I.- 2° : Factures émises non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu					
	0 jour (indicatif)	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)	*0 jour (indicatif)*	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)
(A) Tranches de retard de paiement												
Nombre cumulé de factures concernées	409					284	90					84
Montant cumulé des factures concernées TTC	871 381,12	2 484 609,07	136 463,13	94 794,14	4 162 564,03	6 878 430,37	31 440,77	127 104,84	507 784,02	473 315,15	1 892 604,07	2 990 808,08
Pourcentage du montant total des achats de l'exercice TTC	2,98%	8,51%	0,47%	0,32%	14,25%	23,55%						
Pourcentage du chiffre d'affaires de l'exercice TTC							0,09%	0,37%	1,49%	1,39%	5,51%	8,76%
(B) Factures exclues du (A) relatives à des dettes et créances litigieuses ou non comptabilisées												
Nombre des factures exclues												
Montant total des factures exclues												
(C) Délais de paiement de réfrence utilisés (contractuel ou delai légal - article L. 441-6 ou article L.443-1 du code de commerce)												
Délais de paiement de utilisés pour le calcul des retards de paiement	☐ Délais contractuels : (préciser) ☑ Délais légaux : (préciser)						☐ Délais contractuels : (préciser) ☑ Délais légaux : (préciser)					

Résultats des cinq derniers exercices

Tableau des résultats et autres éléments caractéristiques de la société au cours des cinq derniers exercices

(articles R. 225-102 du Code de commerce)

		31/12/2015	31/12/2016	31/12/2017	31/12/2018	31/12/2019
CAPITAL en Fin d'exercice	Capital social	13 357 865	13 357 865	13 357 865	13 357 865	13 535 337
	Nombre d'actions ordinaires	18 290	18 290	18 290	18 290	18 353
	Nbre d'actions dividende prioritaire sans droit de vote					
	Nombre maximal d'actions à créer :					
	- Par conversion d'obligation					
	- Par droit de souscription					
OPERATIONS et RESULTAT	Chiffre d'affaires (hors taxes)	23 051 691	23 428 207	32 421 991	37 411 289	26 974 526
	Résultat avant impôts, participations dotations aux amorts et prov.	(8 431)	(1 928 937)	2 398 456	1 868 517	1 366 150
	Impôts sur les bénéfices	14 468	(13 820)	(14 905)	(15 923)	
	Participation des salariés					
	Résultat après impôts, participation, dotations aux amorts et provisions	108 014	30 821	289 101	173 702	(182 981)
	Résultat distribué					
RESULTAT PAR ACTION	Résultat après impôts, participation, avant dotations aux amorts et prov.	(1)	(105)	132	103	74
	Résultat après impôts, participation, dotations aux amorts et provisions	6	2	16	10	(10)
	Dividende attribué					
PERSONNEL	Effectif moyen salarié				42	51
	Montant de la masse salariale	2 232 373	2 051 950	2 087 150	2 153 390	2 302 494
	Montant des sommes versées en avantages sociaux	1 028 488	919 381	921 370	970 993	1 080 397

Montant des charges non fiscalement déductibles :

En application de l'article 39-4 du CGI

Quote-part d'amortissements excédentaires des véhicules loués par LAD GIE pour ses membres pour 4 473 €

Dividendes distribués au cours des trois exercices précédents :

Exercice 2018 : 0 €
Exercice 2017 : 0 €
Exercice 2016 : 0 €

Jetons de présence versés au cours de l'exercice 2019 :

Administrateur		Total versé en 2019
M. A. ROBERT	Ville Nantes	161,00 €
M. PRAS	Nantes Métropole	483,00 €
Mme NOBLET	Ville ST Herblain	560,00 €
Mme LEMAITRE	CARENE	840,00 €
M. LESAFFRE	EXPO NANTES	800.00 €
M. BARBIER	C.D.C.	1 200.00 €
M MAILLET		800,00 €
M. BOUYER	CCI Nantes – St-Nazaire	800,00 €
Mme LOUVET	Caisse Epargne	800.00 €
	Total	6 444,00 €

CONSTRUIRE
ENSEMBLE
LE CADRE DE VIE
DE DEMAIN

Loire-Atlantique développement
/aménagement et construction

Loire-Atlantique développement – SELA
2 boulevard de l'Estuaire – CS 66207
44262 Nantes cedex 2
Tél. 02 40 20 20 44
www.loireatlantique-developpement.fr

Nantes Métropole

www.nantesmetropole.fr

EXTRAIT

SAEM LOIRE OCEAN DEVELOPPEMENT



RAPPORT DES ADMINISTRATEURS

DE NANTES METROPOLE AU SEIN DE LA SAEM

2019

SAEM LOIRE OCEAN DEVELOPPEMENT

Rapport au Conseil métropolitain de Nantes Métropole actionnaire, des représentants de Nantes Métropole désignés comme administrateurs au sein de la SAEM, en application de l'article L.1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales

EXERCICE 2019

FICHE SIGNALETIQUE

ETAT CIVIL	
Société Anonyme d'Economie Mixte LOIRE OCEAN DEVELOPPEMENT	
Siège social :	34 rue du Pré Gauchet - CS 93521 - 44035 NANTES CEDEX 01 Tél: 02 40 92 95 30 / Fax: 02 40 92 12 05
Adresse administrative :	Idem siège social
N° SIRET :	Nantes B 865 800 767 000 51 (code NAF : 4299 Z)
Date de création :	9 mars 1965 (St-Herblain Développement, devenu LOD le 21/10/2002)
Secteur d'activité :	Aménagement
Objet social :	Etude et réalisation d'opérations d'aménagement (actions foncières, constructions et acquisitions d'immeubles...), à vocation d'habitat et activité économique. Gestion et entretien des ouvrages et équipements réalisés.
Président :	Pascal PRAS
Directeur Général :	Christian GIBOUREAU
Commissaire aux comptes :	Madame JESTIN (KPMG)
Effectif moyen 2019 :	10,8 ETP (Équivalent Temps Plein)

ACTIONNARIAT			
Capital social de 1 211 420 €			
Actionnaires	Nombre d'actions détenues	Capital	% du capital
COLLECTIVITES LOCALES			**59,93 %**
Nantes Métropole	36 363	618 171 €	51,03 %
Ville de Saint-Herblain	6 343	107 831 €	8,90 %
AUTRES ACTIONNAIRES			**40,07 %**
Caisse des Dépôts et Consignations	10 372	176 324 €	14,56 %
Crédit Mutuel LACO	8 361	142 137 €	11,73 %
Caisse d'Epargne Bretagne et Pays de la Loire	4 583	77 911 €	6,43 %
Crédit Agricole Atlantique Vendée	3 059	52 003 €	4,29 %
Société d'Equipement de la Loire-Atlantique	1 523	25 891 €	2,14 %
Action Logement Immobilier	563	9 571 €	0,79 %
Banque Populaire Bretagne Atlantique	93	1 581 €	0,13 %
TOTAL	**71 260**	**1 211 420,00 €**	**100 %**
Nombre total d'administrateurs :	13		
- dont représentants de Nantes Métropole :	7 (P. Pras, B. Affilé, M. Naël, P. Chiron, M. A. Benatre, H. Hiernard, F. Vouzellaud)		

JURIDIQUE	
Conventions conclues avec Nantes Métropole :	14 conventions publiques d'aménagement +1 concession d'exploitation

FINANCIER		
Financement apporté par Nantes Métropole en 2019 :	3300000 €	*ZAC des 2 Ruisseaux : 3 000 000 €* *Concession Centre Industriel : 300 000 €*
Dernier résultat net comptable connu :	23693 €	Au 31/12/2019
Encours garanties d'emprunt Nantes Métropole	8400000 €	Au 31/12/2019

Loire Océan Développement

Comptes annuels au 31 décembre 2019

Bilan simplifié

ACTIF	€uro	PASSIF	€uro
Immobilisations incorporelles	1 500	Capital social et primes d'émission	1 213 211
Immobilisations corporelles	7 140 358	Réserves	328 662
Immobilisations financières	1 002 952	Report à nouveau	4 948 689
		Résultat de l'exercice	23 693
Total Actif immobilisé (I)	**8 144 810**	Autres subventions d'investissement	556 666
Stocks et en-cours	39 349 421	**Capitaux propres (I)**	**7 070 921**
Créances d'exploitation	1 381 570		
Autres créances	2 018 445	**Autres fonds propres (II)**	**4 079 243**
Total Actif Circulant (II)	**42 749 436**	**Provisions pour risques et charges (III)**	**2 319 211**
Valeurs mobilières de placement		Emprunts et dettes	37 481 236
Disponibilités	8 666 601	Fournisseurs et comptes rattachés	1 290 096
		Dettes fiscales et sociales	514 235
Total Trésorerie (III)	**8 666 601**	Autres dettes	352 772
		Total Dettes (IV)	**39 638 339**
Comptes de régularisation (IV)	**404 001**	**Comptes de régularisation (V)**	**6 857 132**
TOTAL GENERAL (I + II + III+IV)	**59 964 847**	TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	**59 964 847**

Compte de Résultat

POSTES	€uro
Total des produits d'exploitation	17 631 528
Total des charges d'exploitation	18 105 954
dont charges de personnel	937 014
RESULTAT D'EXPLOITATION	**-474 426**
Total des produits financiers	38 425
Total des charges financières	142 385
RESULTAT FINANCIER	**-103 960**
Total des produits exceptionnels	1 953 943
Total des charges exceptionnelles	1 340 836
RESULTAT EXCEPTIONNEL	**613 107**
Participation des salariés aux résultats	0
Impôts sur les bénéfices	11 027
BENEFICE OU PERTE	**23 693**

Important : Les chiffres ci-dessus sont communiqués sous réserve d'être approuvés lors de l'Assemblée Générale de la SAEM

SYNTHESE DES POSITIONS PRISES PAR LES ADMINISTRATEURS AU COURS DE L'ANNEE 2019

Administrateur Nantes Métropole

- M. PRAS
- M. AFFILE
- Mme NAEL
- Mme BENATRE
- Mme CHIRON
- M. HIERNARD
- M. VOUZELLAUD

Décisions marquantes prises durant les Conseils d'Administration s'étant tenus en 2019

- ***Conseil d'Administration du 16 mai 2019***

1. Approbation du procès-verbal du conseil d'administration du 20 décembre 2018
2. Information relative à la désignation de nouveaux représentants
3. Information sur le résultat définitif 2018 du GIE LOIRE OCEAN
4. Arrêté des comptes de l'exercice 2018 et affectation des résultats
5. Approbation du rapport de gestion 2018
6. Présentation des CRACLS 2018
7. Information sur les conventions réglementées de l'article L.225-38 du Code de Commerce et les conventions courantes
8. Présentation du rapport sur le gouvernement de l'entreprise
9. Information relative aux contrats d adhésion
10. Augmentation du capital de la SAS Novapole Immobilier
11. Points divers
12. Convocation et préparation à l'Assemblée Générale
13. Pouvoirs

- ***Conseil d'Administration du 6 novembre 2019***

1. Approbation du procès-verbal du conseil d'administration du 16 mai 2019
2. Approbation du procès-verbal de carence du conseil d'administration du 3 octobre 2019
3. Présentation des CRACLS 2018
4. Création et règlement du fonctionnement de la Commission du groupement de commande GIE / LOD / LOMA / NOVAPOLE
5. Désignation des membres de la SEM au titre de la Commission du groupement de commande GIE / LOD / LOMA / NOVAPOLE
6. Autorisation à lancer l'opération propre de construction Awen à Rezé
7. Pouvoirs

- ***Conseil d'Administration du 19 décembre 2019***

1. Approbation du procès-verbal du conseil d'administration du 6 novembre 2019
2. Résultat probable 2019 - GIE LOIRE OCEAN
3. Résultat probable 2019 - SEM LOD
4. Budget prévisionnel 2020 - GIE LOIRE OCEAN
5. Budget prévisionnel 2020 - SEM LOD
6. Pouvoirs

Taux de participation de l'administrateur mandataire de la collectivité en 2019 : 43 %

Jetons de présence pour 2019 : Néant

SYNTHESE DES CONTROLES EFFECTUES SUR LA SAEM LOIRE OCEAN DEVELOPPEMENT AU COURS DE L'EXERCICE 2019

Contrôles sur exercice 2019 : Néant

RAPPORT ADMINISTRATEURS **SAEM LOIRE OCEAN DEVELOPPEMENT** 2019

ANNEXES

Important : L'ensemble des documents joints en annexe du présent rapport sont fournis sous réserve d'être approuvés par l'Assemblée Générale de la SAEM

Comptes annuels 2019

Rapport de gestion du Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale - exercice 2019

Crowe

Cifralex

LOIRE OCEAN DEVELOPPEMENT

34 rue du Pré Gauchet
CS 93521
44035 NANTES Cedex 01

ÉTATS FINANCIERS
31 décembre 2019

Exercice du 01/01/2019 au 31/12/2019

Laval	Le Mans	Nantes	Paris
laval@crowe-cifralex.fr	lemans@crowe-cifralex.fr	nantes@crowe-cifralex.fr	paris@crowe-cifralex.fr

Cifralex - Société Anonyme au capital de 549 400 € - 392 097 226 RCS Laval - TVA intracommunautaire FR 44 392 097 226
Société inscrite au tableau de l'Ordre des Experts-Comptables de la Région des Pays de Loire - Membre de la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes d'Angers
Siège social : 92, avenue Robert Buron - CS 86112 - 53062 Laval cedex 9

Sommaire

Attestation de présentation des comptes	1
COMPTES ANNUELS	2
Bilan actif	3
Bilan passif	4
Bilan actif par activité	5
Bilan passif par activité	6
Compte de résultat	7
Compte de résultat (suite)	8
Compte de résultat par activité	9
Compte de résultat par activité (suite)	10
Règles et méthodes comptables	11
Tableau des emprunts et lignes de crédits	16
Tableau des emprunts et lignes de crédits (suite)	17
Tableau des en-cours de concessions	18
Immobilisations	19
Amortissements	20
Provisions	21
Créances et dettes	22
Produits à recevoir	23
Charges à payer	24
Charges constatées d'avance	25
Produits constatés d'avance	26
Filiales et participations	27
Capital social	28
Effectif moyen	29
DETAIL DES COMPTES	30
Détail de l'actif	31
Détail du passif	33
Détail du compte de résultat	35
GESTION	39
Soldes intermédiaires de gestion	40

Attestation de présentation des comptes

Dans le cadre de la mission de Présentation des comptes annuels de l'entité :

LOIRE OCEAN DEVELOPPEMENT
Pour l'exercice du 01/01/2019 au 31/12/2019

et conformément à nos accords, nous avons effectué les diligences prévues par les normes de Présentation définies par l'Ordre des Experts Comptables.

A la date de nos travaux qui ne constituent pas un audit et à l'issue de ceux-ci, nous n'avons pas relevé d'éléments remettant en cause la cohérence et la vraisemblance des comptes annuels pris dans leur ensemble.

Les comptes annuels ci-joints, paginés conformément au sommaire figurant en tête du présent document, se caractérisent par les données suivantes :

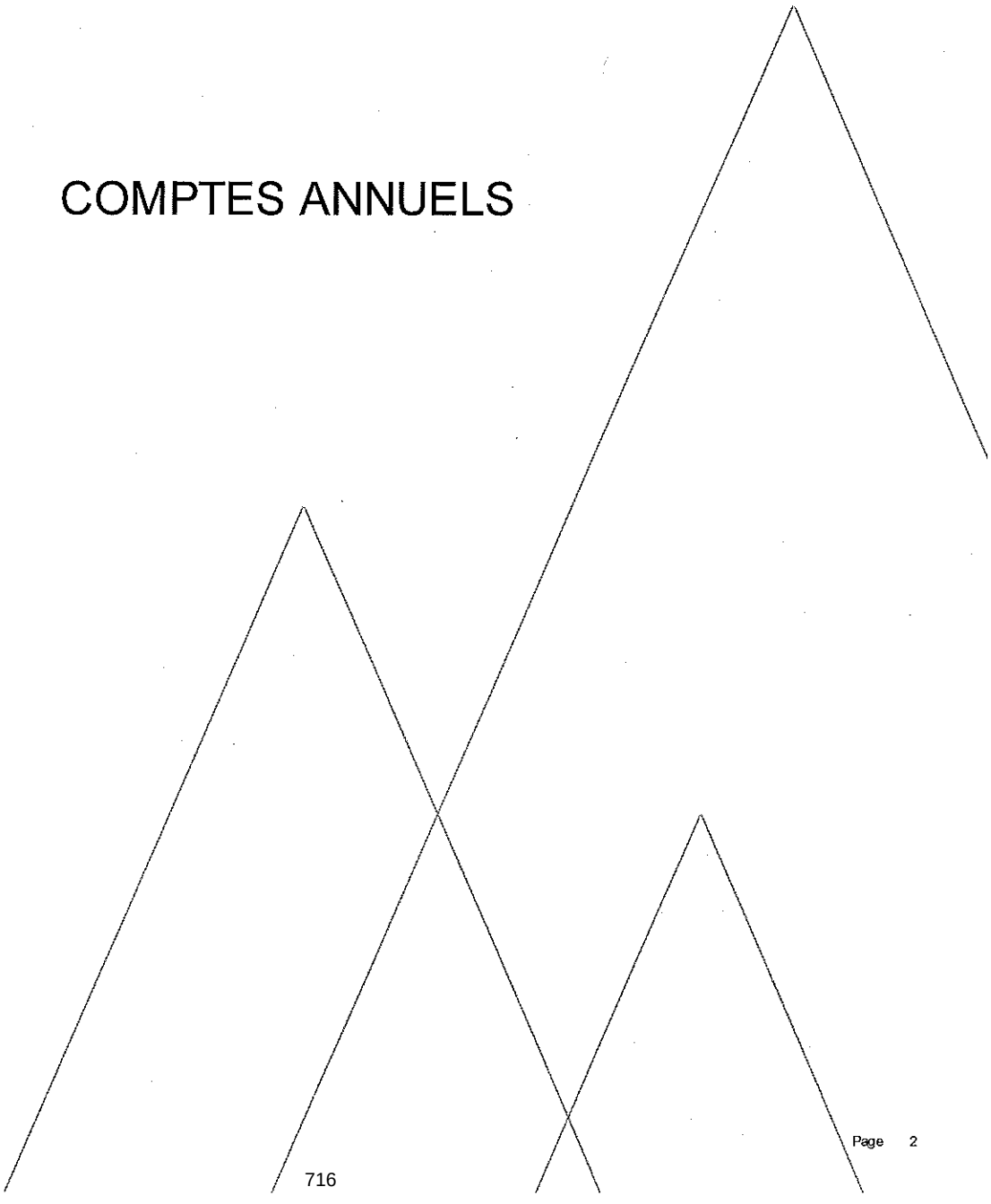
Total du bilan :	**59 964 847 euros**
Chiffre d'affaires :	**20 961 910 euros**
Résultat net comptable :	**23 693 euros**

Fait à REZE, le 22/04/2020

Pour CIFRALEX

Sébastien FRANCHI
Expert Comptable Associé

COMPTES ANNUELS



Bilan Actif

		31/12/2019			31/12/2018
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
	Capital souscrit non appelé (I)				
ACTIF IMMOBILISE	**IMMOBILISATIONS INCORPORELLES**				
	Frais d'établissement				
	Frais de développement				
	Concessions brevets droits similaires	78 736	78 736		
	Fonds commercial (1)	1 500		1 500	1 500
	Autres immobilisations incorporelles				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains	1 142 207	71 454	1 070 753	1 383 365
	Constructions	10 171 727	4 141 918	6 029 809	7 473 270
	Installations techniques,mat. et outillage indus.	10 728	6 455	4 273	6 418
	Autres immobilisations corporelles	180 966	154 028	26 937	33 405
	Immobilisations en cours	8 586		8 586	
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations	935 278	73 166	862 112	29 542
	Créances rattachées à des participations	140 611		140 611	962 360
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Autres immobilisations financières	229		229	229
	TOTAL (II)	**12 670 567**	**4 525 757**	**8 144 810**	**9 890 089**
ACTIF CIRCULANT	**STOCKS ET EN-COURS**				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens	39 355 838	6 416	39 349 421	48 107 028
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	Avances et Acomptes versés sur commandes	81 975		81 975	109 816
	CREANCES (3)				
	Créances clients et comptes rattachés	1 454 748	155 154	1 299 595	1 624 877
	Autres créances	2 018 445		2 018 445	1 295 916
	Capital souscrit appelé, non versé				
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT				
	DISPONIBILITES	8 666 601		8 666 601	6 087 792
COMPTES DE REGULARISATION	Charges constatées d'avance	404 001		404 001	136 062
	TOTAL (III)	**51 981 607**	**161 570**	**51 820 038**	**57 361 492**
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)				
	Primes de remboursement des obligations (V)				
	Ecarts de conversion actif (VI)				
	TOTAL ACTIF (I à VI)	**64 652 174**	**4 687 327**	**59 964 847**	**67 251 581**
	(1) dont droit au bail			1 500	1 500
	(2) dont immobilisations financières à moins d'un an				
	(3) dont créances à plus d'un an				

Bilan Passif

		31/12/2019	31/12/2018
Capitaux Propres	Capital social ou individuel	1 211 420	1 211 420
	Primes d' émission, de fusion, d' apport ...	1 791	1 791
	Ecarts de réévaluation		
	RESERVES		
	Réserve légale	121 142	121 142
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves réglementées		
	Autres réserves	207 520	207 520
	Report à nouveau	4 948 689	3 858 452
	Résultat de l'exercice	**23 693**	**1 090 237**
	Subventions d'investissement	556 666	707 424
	Provisions réglementées		
	Total des capitaux propres	**7 070 921**	**7 197 986**
Autres fonds propres	Produits des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées	4 079 243	879 243
	Total des autres fonds propres	**4 079 243**	**879 243**
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges	2 319 211	1 520 734
	Total des provisions	**2 319 211**	**1 520 734**
DETTES (1)	**DETTES FINANCIERES**		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	28 546 720	41 880 486
	Emprunts et dettes financières divers	2 977 384	2 842 048
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	5 957 132	3 501 409
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 290 096	2 047 412
	Dettes fiscales et sociales	514 235	691 965
	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	231	400 162
	Autres dettes	352 541	734 865
	Produits constatés d'avance (1)	6 857 132	5 555 271
	Total des dettes	**46 495 473**	**57 653 618**
	Ecarts de conversion passif		
	TOTAL PASSIF	**59 964 847**	**67 251 581**

	Résultat de l'exercice exprimé en centimes	23 692,83	1 090 236,55
(1)	Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an	28 262 515	37 012 970
(2)	Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP	8 519 320	12 780 682

Bilan actif par activité

		Exercice clos le 31/12/2019 (12 mois)				
		Fonctionnement	Concessions	Mandats	Opérations propres	Total
	Capital souscrit non appelé (I)					
	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES					
	Frais d'établissement					
	Frais de développement					
	Concessions, brevets, droits similaires					
	Fonds commercial (1)		1 500			1 500
	Autres immobilisations incorporelles					
	Avances et acomptes					
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES					
	Terrains		5 685		1 065 068	1 070 753
	Constructions		1 574 282		4 455 528	6 029 809
	Installations techniques, mat. et outillage indus.				4 273	4 273
	Autres immobilisations corporelles		2 023		24 914	26 937
	Immobilisations en cours				8 586	8 586
	Avances et acomptes					
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)					
	Participations évaluées selon mise en équivalence					
	Autres participations	862 112				862 112
	Créances rattachées à des participations	140 611				140 611
	Autres titres immobilisés					
	Prêts					
	Autres immobilisations financières	229				229
	TOTAL (II)	**1 002 951**	**1 583 490**		**5 558 369**	**8 144 810**
ACTIF CIRCULANT	**STOCKS ET EN-COURS**					
	Matières premières, approvisionnements					
	En-cours de production biens		35 194 870		4 154 551	39 349 421
	En-cours de production services					
	Produits intermédiaires et finis					
	Marchandises					
	Avances et acomptes versés sur commandes		81 975			81 975
	CREANCES (3)					
	Clients et comptes rattachés	239 464	999 999		60 132	1 299 595
	Mandants					
	Autres créances	517 952	1 298 634		201 859	2 018 445
	Capital souscrit appelé, non versé					
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT					
	DISPONIBILITES	8 599 631	66 970			8 666 601
	Charges constatées d'avance	2 573	373 301		28 126	404 001
	TOTAL (III)	**9 359 620**	**38 015 749**		**4 444 669**	**51 820 038**
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)					
	Primes de remboursement des obligations (V)					
	Ecarts de conversion actif (VI)					
	SOUS-TOTAL	**10 362 571**	**39 599 238**		**10 003 038**	**59 964 847**
	Compte de liaison (VII)	15 174 805	14 727 354		270 437	30 172 595
	TOTAL ACTIF (0 à VII)	**25 537 376**	**54 326 592**		**10 273 475**	**90 137 443**
(1) dont droit au bail			1 500			1 500
(2) dont immobilisations financières à moins d'un an						
(3) dont créances à plus d'un an						

Bilan passif par activité

		Exercice clos le 31/12/2019 (12 mois)				
		Fonctionnement	Concessions	Mandats	Opérations propres	Total
Capitaux propres	Capital social ou individuel	1 211 420				1 211 420
	Primes d'émission, de fusion, d'apport...	1 791				1 791
	Ecart de réévaluation					
	RESERVES					
	Réserve légale	121 142				121 142
	Réserves statutaires ou contractuelles					
	Réserves réglementées					
	Autres réserves	207 520				207 520
	Report à nouveau	4 948 689				4 948 689
	Résultat de l'exercice	(283 574)			307 267	23 693
	Subventions d'investissement		556 666			556 666
	Provisions réglementées					
	Total des capitaux propres	**6 206 988**	**556 666**		**307 267**	**7 070 921**
Autres fonds propres	Produits des émissions de titres participatifs					
	Avances conditionnées		4 079 243			4 079 243
	Total des autres fonds propres		**4 079 243**			**4 079 243**
Provisions	Provisions pour risques					
	Provisions pour charges	6 339	2 312 872			2 319 211
	Total des provisions	**6 339**	**2 312 872**			**2 319 211**
DETTES (1)	**DETTES FINANCIERES**					
	Emprunts obligataires convertibles					
	Autres emprunts obligataires					
	Emprunts et dettes auprès des étab. de crédit (2)	8 494 344	14 260 890		5 791 486	28 546 720
	Emprunts et dettes financières diverses	250 702	2 552 024		174 659	2 977 384
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		5 900 178		56 955	5 957 132
	DETTES D'EXPLOITATION					
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	55 270	1 057 459		177 367	1 290 096
	Dettes fiscales et sociales	188 690	297 959		27 586	514 235
	DETTES DIVERSES					
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				231	231
	Autres dettes		352 541			352 541
	Produits constatés d'avance (1)		6 857 132			6 857 132
	Total des dettes	**8 989 006**	**31 278 183**		**6 228 284**	**46 495 473**
	Ecarts de conversion passif					
	SOUS-TOTAL	**15 202 333**	**38 226 964**		**6 535 551**	**59 964 847**
	Compte de liaison (XII)	10 335 042	16 099 629		3 737 924	30 172 595
	TOTAL PASSIF	**25 537 376**	**54 326 592**		**10 273 475**	**90 137 443**
Résultat de l'exercice exprimé en centimes		(283 573,90)			307 266,73	23 692,83
(1) Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an		8 989 006	17 389 646		1 883 863	28 262 515
(2) Dont CBC, et soldes créditeurs de banques et CCP		8 494 344	22 350		2 626	8 519 320

Compte de résultat

		France	Exportation	31/12/2019 12 mois	31/12/2018 12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises				
	Production vendue (Biens)	19 654 605		19 654 605	19 821 250
	Production vendue (Services et Travaux)	1 307 306		1 307 306	1 352 422
	Montant net du chiffre d'affaires	**20 961 910**		**20 961 910**	**21 173 672**
	Production stockée			(8 751 190)	(5 999 580)
	Production immobilisée			11 260	2 035 217
	Subventions d'exploitation			149 174	193 685
	Reprises sur provisions et amortissements, transfert de charges			5 260 362	3 956 624
	Autres produits			12	
	Total des produits d'exploitation (1)			**17 631 528**	**21 359 618**
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises				
	Variation de stock				
	Achats de matières et autres approvisionnements				
	Variation de stock				
	Autres achats et charges externes			12 155 826	17 250 803
	Impôts, taxes et versements assimilés			285 739	276 917
	Salaires et traitements			611 214	567 995
	Charges sociales du personnel			325 801	315 677
	Cotisations personnelles de l'exploitant				
	Dotations aux amortissements :				
	- sur immobilisations			493 080	611 241
	- charges d'exploitation à répartir				
	Dotations aux dépréciations :				
	- sur immobilisations				
	- sur actif circulant			6 416	25 444
	Dotations aux provisions			2 313 278	1 515 652
	Autres charges			1 914 600	1 057 324
	Total des charges d'exploitation (2)			**18 105 954**	**21 621 052**
	RESULTAT D'EXPLOITATION			**(474 426)**	**(261 434)**

Compte de résultat

		31/12/2019	31/12/2018
	RESULTAT D'EXPLOITATION	**(474 426)**	**(261 434)**
Opéra. comm.	Bénéfice attribué ou perte transférée		
	Perte supportée ou bénéfice transféré		
PRODUITS FINANCIERS	De participations (3)	12 251	13 729
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé (3)		
	Autres intérêts et produits assimilés (3)	26 174	24 328
	Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	Total des produits financiers	**38 425**	**38 057**
CHARGES FINANCIERES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	1 430	997
	Intérêts et charges assimilées (4)	140 955	725 300
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	Total des charges financières	**142 385**	**726 297**
	RESULTAT FINANCIER	**(103 961)**	**(688 240)**
	RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	**(578 387)**	**(949 675)**
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion	3 185	2 663 497
	Sur opérations en capital	1 950 758	5 251 169
	Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		
	Total des produits exceptionnels	**1 953 943**	**7 914 666**
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion	5 425	3 768
	Sur opérations en capital	1 335 411	5 464 435
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Total des charges exceptionnelles	**1 340 836**	**5 468 203**
	RESULTAT EXCEPTIONNEL	**613 107**	**2 446 463**
	PARTICIPATION DES SALARIES		
	IMPOTS SUR LES BENEFICES	11 027	406 552
	TOTAL DES PRODUITS	**19 623 895**	**29 312 341**
	TOTAL DES CHARGES	**19 600 202**	**28 222 104**
	RESULTAT DE L'EXERCICE	**23 693**	**1 090 237**

(1) dont produits afférents à des exercices antérieurs		
(2) dont charges afférentes à des exercices antérieurs		
(3) dont produits concernant les entreprises liées		
(4) dont intérêts concernant les entreprises liées		

Compte de résultat par activité

		Exercice clos le 31/12/2019 (12 mois)				
		Fonctionnement	Concessions	Mandats	Opérations propres	Total
PRODUITS D'EXPLOITATION	Vente de marchandises					
	Production vendue (Biens)		19 385 338		269 267	19 654 605
	Production vendue (Services et Travaux)	206 845	312 190		788 271	1 307 306
	Montant net du chiffres d'affaires	**206 845**	**19 697 528**		**1 057 538**	**20 961 910**
	Production stockée		(9 076 951)		325 761	(8 751 190)
	Production immobilisée				11 260	11 260
	Subventions d'exploitation		149 174			149 174
	Reprises sur amort, et prov.,transfert de charges	1 388 338	3 872 024			5 260 362
	Autres produits	12				12
	Total des produits d'exploitation (1)	**1 595 195**	**14 641 774**		**1 394 558**	**17 631 528**
OPERATIONS COMMUNES	Achats de marchandises					
	Variation de stocks					
	Achats de matières premières et autres approvisionnements					
	Variation de stocks					
	Autres achats et charges externes	937 973	10 576 870		640 983	12 155 826
	Impôts, taxes et versements assimilés	17 223	141 044		127 472	285 739
	Salaires et traitements	611 214				611 214
	Charges sociales du personnel	325 801				325 801
	Cotisations personnelles de l'exploitant					
	Dotations aux amortissements :					
	- sur immobilisations		286 147		206 933	493 080
	- charges d'exploitation à répartir					
	Dotations aux dépréciations :					
	- sur immobilisations					
	- sur actif circulant				6 416	6 416
	Dotations aux provisions	406	2 312 872			2 313 278
	Autres charges	2	1 914 598			1 914 600
	Total des charges d'exploitation (2)	**1 892 618**	**15 231 532**		**981 804**	**18 105 954**
	RESULTAT D'EXPLOITATION	**(297 423)**	**(589 757)**		**412 754**	**(474 426)**

Compte de résultat par activité

		Exercice clos le 31/12/2019 (12 mois)				
		Fonctionnement	Concessions	Mandats	Opérations propres	Total
	RESULTAT D'EXPLOITATION	**(297 423)**	**(589 757)**		**412 754**	**(474 426)**
Opéra. Comm.	Bénéfice attribué ou perte transférée Perte supportée ou bénéfice transféré					
PRODUITS FINANCIERS	De participations (3) D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé (3) Autres intérêts et produits assimilés (3) Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges Différences positives de change Produits nets sur cessions de valeurs mobilières placement	12 251 26 099			 75	12 251 26 174
	Total des produits financiers	**38 350**			**75**	**38 425**
CHARGES FINANCIERES	Dotations aux amortissements, aux déprécations et aux provisions Intérêts et charges assimilées (4) Différences négatives de change Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	1 430 9 825	 25 590		 105 540	1 430 140 955
	Total des charges financières	**11 255**	**25 590**		**105 540**	**142 385**
	RESULTAT FINANCIER	**27 094**	**(25 590)**		**(105 465)**	**(103 961)**
	RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	**(270 329)**	**(615 347)**		**307 289**	**(578 387)**
PRODUITS EXCEPTIONNE	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges	3 185	 1 950 758			3 185 1 950 758
	Total des produits exceptionnels	**3 185**	**1 950 758**		**0**	**1 953 943**
CHARGES EXCEPTIONNELL	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Dotations aux amortissements,aux déprécations et aux provisions	5 403	 1 335 411		22	5 425 1 335 411
	Total des charges exceptionnelles	**5 403**	**1 335 411**		**22**	**1 340 836**
	RESULTAT EXCEPTIONNEL	**(2 218)**	**615 347**		**(22)**	**613 107**
	PARTICIPATION DES SALARIES					
	IMPOTS SUR LES BENEFICES	11 027				11 027
	TOTAL DES PRODUITS	**1 636 730**	**16 592 532**		**1 394 633**	**19 623 895**
	TOTAL DES CHARGES	**1 920 304**	**16 592 532**		**1 087 366**	**19 600 202**
	RESULTAT DE L'EXERCICE	**(283 574)**	**0**		**307 267**	**23 693**

Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels de l'exercice ont été établis conformément au règlement de l'ANC n°2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général (PCG), modifié et complété depuis son homologation par des règlements ultérieurs.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La loi comptable du 30 avril 1983 et son décret d'application 83.1020 du 29 novembre 1983 s'appliquent de droit aux Sociétés d'Economie Mixte régies par la loi du 7 juillet 1983.

Les états financiers joints sont établis conformément à l'avis du Conseil National de la Comptabilité du 12 juillet 1984, complété :
- par l'avis 99/05 du 18 mars 1999 pour les conventions publiques d'aménagement,
- par l'avis 93/09 du 8 décembre 1993 pour les autres opérations.

L'ensemble des recommandations énoncées par les guides comptables édités par la FNEPL (guides comptables professionnels des EPL activités immobilières et actions, et opérations d'aménagement) a également été respecté.

L'exercice considéré débute le 01/01/2019 et finit le 31/12/2019. Il a une durée de 12 mois.

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) ou à leur coût de production.

La mise en application de la méthode des amortissements par composants a porté sur les ensembles immobiliers suivants :

En opération patrimoniale :
- un ensemble de cellules commerciales dans le centre commercial ARCADES,
- un immeuble de bureaux LES MOULINETS,
- un bâtiment industriel (EX TNA),
- un bâtiment de bureaux ILOT DE LA POSTE,
- un bâtiment industriel MITI

En opération de concession :

- un ensemble immobilier constitué de bâtiments industriels et de bureaux GOIOT (cédé durant l'exercice 2019),
- un ensemble de bâtiments industriels BIO OUEST accueillant des entreprises de biotechnologie.

Ces ensembles immobiliers ont été scindés en composants sur la base de l'analyse technique réalisée par les services opérationnels en collaboration avec le service comptable de la société et le cabinet d'expertise comptable.

Dorénavant ces ensembles immobiliers se répartissent de la manière suivante :

Composants	Durée d'utilisation*	Mode
Structure	30 à 50 ans	Linéaire
Menuiseries extérieures	15 à 25 ans	Linéaire
Etanchéité	12 à 15 ans	Linéaire

Règles et méthodes comptables

Electricité	20 à 25 ans	Linéaire
Plomberie Sanitaire	20 à 25 ans	Linéaire
Chauffage	5 à 12 ans	Linéaire
Ascenseur	20 à 25 ans	Linéaire
Agencements	10 à 20 ans	Linéaire

** Les durées d'utilisations normales présentées ci-dessus ont fait l'objet pour certaines constructions d'ajustements tenant compte des travaux réalisés sur les exercices antérieurs ainsi que des engagements contractuels spécifiques.*
Ces ajustements concernent les constructions ARCADES (en propre) et BIO OUEST (en concession) et prennent en compte les dispositions contractuelles de location du bien loué, ainsi que les conditions générales de reprise des biens dans le cadre des concessions d'aménagement concernées.

Frais financiers :

La société a opté, depuis sa création, pour l'incorporation des coûts d'emprunt à la valeur des actifs prévue à l'article 38 undicies de l'annexe III du CGI. Par conséquent, les frais financiers afférents aux capitaux empruntés pour financer la fabrication des immobilisations sont incorporés au coût de production.

Pour les autres immobilisations inscrites à l'actif du bilan, les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire et en fonction de la durée d'utilisation normale prévue, soit :

	Durée	**Mode**
Logiciels	1 à 3 ans	Linéaire
Instal. générales, agencts, aménagts	8 à 10 ans	Linéaire
Matériel de bureau et informatique	3 à 4 ans	Linéaire
Mobilier de bureau	2 à 10 ans	Linéaire

IMMOBILISATIONS FINANCIERES

Les prêts et avances internes sont neutralisés afin de ne pas figurer dans les comptes annuels. A la clôture de l'exercice 2019, les avances sont les suivantes :
- de la société au profit des opérations :
  - Opération 7110 : Moulinets exploitation : 157.603 euros,
  - Opération 7130 : Ex TNA : 357.164 euros,
  - Opération 7119 L'Orvasserie : 371 238 euros,
  - Opération 7160 Ilot La Poste : 70.000 euros.

- de l'opération 1001 Concession du Centre Industriel au profit des opérations :
  - Opération 7107 Goiot Gestion : 940.000 euros,
  - Opération 7111 Biotech Gestion : 1.540.615 euros.

CREANCES

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Une provision pour dépréciation de créances douteuses est constatée dans une opération de concession hors procédure (Goiot Gestion) pour un montant de 155.154 euros (50 % de la créance impayée par la société Goiot Systems).

Règles et méthodes comptables

VALEURS D'EXPLOITATION

La société a opté pour l'incorporation des frais financiers à la valeur des actifs prévu à l'article 38 undecies de l'annexe III du CGI. Par conséquent, les frais financiers afférents aux capitaux empruntés pour financer la construction des éléments stockés ou immobilisés sont incorporés au coût de production.

Les règles d'évaluation des valeurs d'exploitation appliquées résultent des dispositions du Plan Comptable Général. Il existe une exception à ce principe général sur les en-cours de concessions qui font l'objet de l'analyse ci-dessous.

Le montant figurant au bilan sous la rubrique en-cours de convention d'aménagement résulte de la différence entre le cumul des dépenses HT (frais financiers et frais exceptionnels compris) et le montant des coûts de revient des éléments cédés, estimés en fin d'exercice de manière globale, par application au coût de revient prévu par le compte rendu financier de la fraction établie comme suit :

Au numérateur : le montant des produits réalisés depuis le début de l'opération hors participations reçues ou à recevoir de la collectivité territoriale concédante.

Au dénominateur : le montant global des produits prévus par le compte rendu financier hors participations reçues ou à recevoir de la collectivité territoriale concédante.

La comptabilité traduit les conventions d'aménagement sous les rubriques du bilan suivantes :

a- Stocks :

Pour le montant des coûts engagés au cours de l'exercice diminué de celui estimé des éléments cédés

b- Comptes de régularisation actif ou passif :

Pour la neutralisation du résultat intermédiaire provisoire d'une opération d'aménagement concédée aux risques et profits du concédant

c- Compte de provisions pour charges :

- Pour le montant des charges non encore comptabilisée mais courues à la fin de l'exercice,
- Pour le montant des participations de la collectivité à reverser sur les opérations excédentaires.

Dans l'hypothèse où le montant du coût de revient des éléments cédés est supérieur au cumul des charges comptabilisées, il sera constitué une provision pour charges égale au montant de l'écart constaté. En conséquence, la valeur du stock relatif à l'opération concernée inscrite dans les comptes annuels sera nulle.

d- Compte de provisions pour risques :

- Pour le montant des risques de pertes à terminaison sur les opérations concédées aux risques du concessionnaire.
- Pour le montant des participations de la collectivité à reverser sur les opérations excédentaires.

Dans l'ensemble des conventions d'aménagement, le résultat est pris en charge par la collectivité cocontractante. Cette disposition fait l'objet d'un article spécifique au sein de chacune des conventions d'aménagement.

Dans ce cadre, des avances sur boni à terminaison, représentant un montant de 800.000 euros, ont été

Règles et méthodes comptables

versées sur l'exercice 2019 à Nantes Métropole, conformément aux avenants aux contrats de concession. Sont concernées les opérations la ZAC de la Métairie et la ZAC Ar Mor pour un montant de 400 000 € chacune. Ces versements ont été enregistrés au débit du compte 46761.

Il convient également de noter que l'application du règlement du CRC n° 99-05 du 23 juin 1999 a été réalisée, pour la majorité des opérations, sur la base des Comptes Rendus aux Collectivités Locales (CRACL) transmis et soumis à délibération.

TRANSFERT DE CHARGES VERS LES OPERATIONS

La Société impute une quote-part de ses frais de fonctionnement sur les opérations d'aménagement selon les modalités définies par les concessions. Par l'intermédiaire du poste de transfert de charges, il a été imputé au titre de l'exercice 2019 la somme de 1.381.636 euros.

CONTROLE DE LA PRODUCTION STOCKEE

Du fait des schémas comptables retenus, le montant de la production stockée de l'exercice 2019 figurant au compte de résultat est égal à la différence des variations suivantes :

- Compte de production stockée :	- 8.751.190 euros
- Var. des comptes de travaux en cours sur concessions n / n-1 :	-9.076.951 euros
- Var. des comptes de travaux en-cours opérations patrimoniales (hors provision) :	325.761 euros

OPERATIONS REALISES EN PROPRE

Les opérations d'aménagement et de construction destinées à la vente sont des opérations qui excèdent généralement la durée d'un exercice.

La méthode utilisée pour la déterminaison du résultat des opérations propres d'aménagement est la méthode préférentielle de l'avancement.
Pour les opérations de promotion immobilière, la méthode mise en œuvre est celle de l'achèvement.

SUBVENTIONS

Les subventions d'équipement sont comptabilisées dès la signature de l'accord (arrêté de subvention), dans la mesure où elles sont octroyées sans conditions suspensives. Elles ont servi à financer une immobilisation amortissable. Elles sont rapportées au compte de résultat de l'exercice au rythme de l'amortissement.

PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Autres provisions
La société constate des dotations aux provisions pour charges prévisionnelles dans les comptes des concessions.

PROVISION POUR MEDAILLE DU TRAVAIL

Conformément à l'avis CNC 2004-05 du 25 mars 2004, les comptes 2019 intègrent une provision pour médaille du travail calculée selon la méthode actuarielle.

Au 31 décembre 2019, la provision pour médaille du travail s'élève à 6.339 euros.

Règles et méthodes comptables

EMPRUNTS

Eu égard au caractère spécifique des opérations de la SEM et aux règles fixées par le législateur, les collectivités concédantes non mandantes peuvent garantir, dans la limite fixées par la loi, les emprunts contractés par les SEM.

Au 31 décembre 2019, le montant des emprunts garantis se décompose comme mentionné dans le tableau annexé ci-après.

HONORAIRES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Selon l'article R123-198 du Code de Commerce, le montant des honoraires du Commissaire aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice, au titre du contrôle légal des comptes, s'élève à 12.349 euros HT.

ENGAGEMENTS HORS BILAN

L'article L 123-13 (al.3) du Code de Commerce et le Plan Comptable Général (art 531-2/9) prescrivent d'indiquer dans l'annexe le montant des engagements de l'entreprise vis-à-vis des membres ou associés de son personnel, ainsi que de ses mandataires sociaux, en ce qui concerne l'ensemble des engagements de retraite : pensions, compléments de retraite, indemnités et allocations en raison du départ à la retraite ou avantages similaires.

Par conséquent, la société a évalué le montant des engagements de retraite en tenant compte des critères suivants :

- effectif et caractéristiques des individus présents : salaire, taux de charges patronales, ancienneté, date de départ à la retraite
- application des coefficients de probabilité de départ de la société avant la retraite : départ vers une autre société, probabilité de décès
- pondération des engagements calculés à la date de départ théorique de chaque individu afin de déterminer l'engagement à la date de clôture.

Au 31 décembre 2019, les indemités de fin de carrière s'élèvent à 207.715 euros. Elles sont couvertes partiellement par un contrat d'assurance souscrit auprès de CNP Assurances pour un montant de 180.859 euros (pas de versement sur 2019).

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

A la date du 16 mars 2020, le gouvernement Français a édicté des dispositions strictes relatives à l'épidémie de Covid-19 en cours en Europe. La volonté première de la direction de notre société est de préserver la santé de ses collaborateurs et des mesures ont été prises en ce sens et évolueront avec la situation. L'incertitude inhérente à une crise de cette ampleur ne nous permet pas à ce stade de prévoir l'impact de cette situation sur la marche de nos affaires.

Emprunts

N° OP	Nom Opération	Banque	Montant du prêt	Montant libéré	Capital restant dû au 31/12/2019	Moins 1 an	De 1 à 5 ans	Plus 5 ans	Garantie
1460	LE VERGER	Crédit Mutuel	1 500 000	1 500 000	0				80% Nantes Métropole
1470	MOULIN CASSE CROIX ROUGE	Banque Postale	7 000 000	7 000 000	5 250 000	1 750 000	3 500 000		80% Nantes Métropole
1490	MAUVES SUR LOIRE	Arkéa	4 100 000	4 100 000	615 000	615 000			Néant
1560	LES DEUX RUISSEAUX	Crédit Mutuel	5 000 000	5 000 000	0				80% Nantes Métropole
1560	LES DEUX RUISSEAUX	Arkéa	3 500 000	3 500 000	250 000	250 000			80% Nantes Métropole
1601	LA METAIRIE	Banque des territoires	2 000 000	2 000 000	0				80% Nantes Métropole
1701	OUEST CENTRE VILLE	Banque des territoires	5 000 000	5 000 000	5 000 000	1 666 667	3 333 333		80% Nantes Métropole
4006	BIOTECH Invest.	Caisse d'Epargne	590 000	590 000	269 623	34 137	150 759	84 727	49,26% SACCEF
7107	GOIOT	DEXIA	1 206 036	1 206 036	346 910	78 288	268 622		Néant
7107	EXTENSION GOIOT	DEXIA	1 757 490	1 757 490	512 676	116 120	396 556		Néant
7111	BIOTECH Invest.	Crédit Agricole	553 000	553 000	252 414	31 641	140 865	79 908	Néant
7111	BIOTECH Invest.	Caisse d'Epargne	90 000	90 000	39 997	6 407	27 920	5 670	Nantissement Sicav
Sous-total emprunts concessions			32 296 526	32 296 526	12 536 620	4 548 260	7 818 055	170 305	
4040	BATIMENT MITI	Banque Populaire Atlantique	4 040 000	4 040 000	3 812 814	185 437	781 839	3 047 181	Néant
7130	EX TNA	Crédit Agricole	950 000	950 000	396 838	72 938	323 900		Néant
7160	ILOT LA POSTE	Caisse d'Epargne	175 000	175 000	141 887	7 339	32 038	102 509	Néant
Sous-total emprunts opérations patrimoniales			5 165 000	5 165 000	4 351 538	265 715	1 137 776	3 149 690	
Total emprunts			37 461 526	37 461 526	16 888 157	4 813 975	8 955 831	3 319 994	

Lignes de crédits autorisées

N° OP	Nom Opération	Banque	Plafond autorisé	Montant mobilisé au 31/12/2019	Moins 1 an	De 1 à 5 ans	Plus 5 ans	Garantie
1220	BAGATELLE	Caisse d'Epargne	2 800 000	1 150 000	1 150 000			Néant
1550	ST JULIEN DE CONCELLES	Caisse d'Epargne	1 700 000	535 000	535 000			Néant
Total concessions			4 500 000	1 685 000	1 685 000			
7140	PLESSIS BOUCHET	Caisse d'Epargne	2 000 000	1 435 000	1 435 000			Néant
Total opérations patrimoniales			2 000 000	1 435 000	1 435 000			
Total lignes de crédits			6 500 000	3 120 000	3 120 000			

N° OP	Nom de l'opération	Collectivité co-contractante	Prise en charge résultat*	Date de signature de la convention	Date expiration de la convention	Résultat prévisionnel hors participation d'équilibre	Participation d'équilibre prévue de la collectivité	Participation d'équilibre de la collectivité comptabilisée HT	Cumul des produits	Cumul des charges	Cumul des coûts de revient estimés des lots vendus	Stocks 31 décembre	Provisions pour charges prévision-nelles	Neutralisation du Résultat Intermédiaire	Participation à recevoir HT
1210	ALLENDE	Saint Herblain	Concessionnaire	31/08/2009	31/12/2020	1 220			7 419 479	6 911 374	7 418 259		506 885	(1 220)	
1220	BAGATELLE	Saint Herblain	Concessionnaire	31/08/2009	31/12/2024				13 111 632	14 460 657	13 111 632	1 349 025			
1230	ZAC PRU QUARTIER BELLEVUE	Nantes Métropole	Concessionnaire	07/07/2010	31/12/2021	(4 911 000)	4 911 000	4 911 000	5 816 960	10 523 193	10 675 829		152 636		247 869
1251	ZAC AR MOR	Nantes Métropole	Collectivité	01/05/2004	31/12/2021	2 139 934			19 205 395	16 542 513	17 244 462	1 298 051		(1 960 932)	
1301	ZAC LA PELOUSIERE	Nantes Métropole	Collectivité	02/10/2003	31/12/2020				18 861 366	17 857 698	18 661 366		803 668		
1351	ZAC DE LA BROSSE	Nantes Métropole	Collectivité	01/12/2004	31/12/2022				35 004 833	37 668 706	35 004 833	2 663 873			
1462	ZAC DE LA JAGUERE	Nantes Métropole	Concessionnaire	28/03/2008	31/12/2020	(788 212)	788 212	788 212	13 071 883	13 167 604	13 624 837		457 233	(235 259)	
1480	ZAC DU VERGER	Nantes Métropole	Concessionnaire	13/04/2011	31/12/2021				3 336 791	3 069 272	3 336 791		267 519		
1470	ZAC MOULIN CASSE / CROIX ROUGE	Nantes Métropole	Concessionnaire	12/02/2009	31/12/2022	(1 000 000)	1 000 000	1 000 000	8 099 149	18 017 923	8 622 104	9 495 819		(577 045)	
1490	ZAC CENTRE BOURG MAUVES	Nantes Métropole	Concessionnaire	22/04/2011	31/12/2026	(106 819)	106 819	106 819	904 676	4 617 950	911 495	3 709 456		(100 199)	
1501	ZAC RIVES DE LOIRE	Nantes Métropole	Collectivité	15/12/2003	31/12/2022	(2 867 219)	2 867 219	2 567 219	24 181	6 024 736	31 454	5 993 282		(2 559 945)	300 000
1550	ZAC SAINT JULIEN DE CONCELLES	St Julien de Concelles	Concessionnaire	10/02/2010	31/12/2025	(653 196)	653 196	585 405	6 317 179	6 442 227	5 553 397	888 830		(329 187)	87 793
1560	ZAC DES 2 RUISSEAUX	Nantes Métropole	Concessionnaire	30/11/2005	31/12/2033	(288 000)	288 000		12 494 869	18 403 635	12 579 067	5 824 568			288 000
1601	ZAC DE LA METAIRIE	Nantes Métropole	Collectivité	21/04/2005	31/12/2022	1 200 000			16 357 585	15 624 259	15 309 638	314 621		(1 047 946)	
1701	ZAC OUEST CENTRE VILLE	Nantes Métropole	Collectivité	24/06/2002	31/12/2022				40 006 592	43 147 573	40 006 592	3 140 981			
1751	ZAC DES HAUTS DE GOUERON 3	Nantes Métropole	Collectivité	04/05/2005	31/12/2021	(568 425)	568 425	568 425	20 598 366	20 987 462	21 112 393		124 931	(45 398)	
1851	ZAC DU TAILLIS 3	Nantes Métropole	Collectivité	04/05/2005	31/12/2020	(240 000)	240 000	183 000	8 087 401	8 831 002	8 311 637	519 365		41 235	57 000
								Totaux	10 390 080	227 508 536	264 297 783	231 415 786	35 194 869	2 312 672	(6 815 896)

Dans la limite de la participation de la collectivité prévue dans la concession d'aménagement

Immobilisations

		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2019
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Virt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Autres	80 236					80 236
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	**80 236**					**80 236**
CORPORELLES	Terrains	1 447 105				304 898	1 142 207
	Constructions sur sol propre	14 130 731		55 181		4 062 164	10 123 749
	sur sol d'autrui						
	instal. agenct aménagement	63 765		2 892		18 679	47 978
	Instal technique, matériel outillage industriels	10 728					10 728
	Instal., agencement, aménagement divers	122 349		5 732			128 081
	Matériel de transport						
	Matériel de bureau, mobilier	52 885					52 885
	Emballages récupérables et divers						
	Immobilisations corporelles en cours			8 586			8 586
	Avances et acomptes						
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	**15 827 563**		**72 391**		**4 385 741**	**11 514 213**
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations	1 063 638		12 251			1 075 889
	Autres titres immobilisés						
	Prêts et autres immobilisations financières	229					229
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	**1 063 867**		**12 251**			**1 076 117**
	TOTAL	**16 971 666**		**84 642**		**4 385 741**	**12 670 567**

Amortissements

		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2019
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Autres	78 736			78 736
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	**78 736**			**78 736**
CORPORELLES	Terrains	63 740	7 714		71 454
	Constructions sur sol propre	6 679 226	467 037	3 034 862	4 111 401
	sur sol d'autrui				
	instal. agencement aménagement	42 000	3 984	15 468	30 517
	Instal technique, matériel outillage industriels	4 310	2 146		6 455
	Autres Instal., agencement, aménagement divers	88 944	12 200		101 143
	Matériel de transport				
	Matériel de bureau, mobilier	52 885			52 885
	Emballages récupérables et divers				
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	**6 931 104**	**493 080**	**3 050 330**	**4 373 855**
	TOTAL	**7 009 840**	**493 080**	**3 050 330**	**4 452 591**

	Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires						
	Dotations			Reprises			Mouvement net des amortissement à la fin de l'exercice
	Différentiel de durée et aut	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée et aut	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement et de développement							
Autres immobilisations incorporelles							
TOTAL IMMOB INCORPORELLES							
Terrains							
Constructions sur sol propre							
sur sol d'autrui							
instal, agencement, aménag.							
Instal. technique matériel outillage industriels							
Instal générales Agenct aménagt divers							
Matériel de transport							
Matériel de bureau, informatique, mobilier							
Emballages récupérables, divers							
TOTAL IMMOB CORPORELLES							
Frais d'acquisition de titres de participation							
TOTAL							
TOTAL GENERAL NON VENTILE							

Provisions

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2019
PROVISIONS REGLEMENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
	PROVISIONS REGLEMENTEES				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges				
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires	5 933	406		6 339
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres	1 514 801	2 312 872	1 514 801	2 312 872
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	**1 520 734**	**2 313 278**	**1 514 801**	**2 319 211**
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations : incorporelles				
	Sur immobilisations : corporelles				
	Sur immobilisations : des titres mis en équivalence				
	Sur immobilisations : titres de participation	71 736	1 430		73 166
	Sur immobilisations : autres immo. financières				
	Sur stocks et en-cours		6 416		6 416
	Sur comptes clients	199 505		44 351	155 154
	Autres				
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION	**271 241**	**7 846**	**44 351**	**234 736**
	TOTAL GENERAL	**1 791 975**	**2 321 124**	**1 559 152**	**2 553 947**

Dont dotations et reprises	- d'exploitation	2 319 694	1 559 152
	- financières	1 430	
	- exceptionnelles		

Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.

Créances et Dettes

		31/12/2019	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations	140 611	140 611	
	Prêts (1) (2)			
	Autres immobilisations financières	229	229	
	Clients douteux ou litigieux	372 369	372 369	
	Autres créances clients	1 082 380	1 082 380	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés			
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
	Impôts sur les bénéfices	428 874	428 874	
	Taxes sur la valeur ajoutée	693 640	693 640	
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers			
	Groupe et associés (2)			
	Débiteurs divers	895 931	895 931	
	Charges constatées d'avances	404 001	404 001	
	TOTAL DES CREANCES	**4 018 034**	**4 018 034**	

(1)	Prêts accordés en cours d'exercice	
(1)	Remboursements obtenus en cours d'exercice	
(2)	Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)	

		31/12/2019	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles (1)				
	Autres emprunts obligataires (1)				
	Emp. dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine (1)	8 519 320	8 519 320		
	Emp. dettes ets de crédit à plus 1an à l'origine (1)	20 027 400	7 751 574	8 955 831	3 319 994
	Emprunts et dettes financières divers (1) (2)	2 726 682	2 726 682		
	Fournisseurs et comptes rattachés	1 290 096	1 290 096		
	Personnel et comptes rattachés	80 065	80 065		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	65 641	65 641		
	Impôts sur les bénéfices				
	Taxes sur la valeur ajoutée	363 126	363 126		
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	5 404	5 404		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	231	231		
	Groupe et associés (2)	250 702	250 702		
	Autres dettes	352 541	352 541		
	Dette représentative de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance	6 857 132	6 857 132		
	TOTAL DES DETTES	**40 538 340**	**28 262 515**	**8 955 831**	**3 319 994**

(1)	Emprunts souscrits en cours d'exercice	
(1)	Emprunts remboursés en cours d'exercice	9 066 846
(2)	Emprunts dettes associés (personnes physiques)	

Produits à recevoir

	31/12/2019	31/12/2018	Variations	%
Créances rattachées à des participations	82 311	70 060	12 251	*17,49*
Autres immobilisations financières				
Autres créances clients	215 632	198 439	17 193	*8,66*
Autres créances	17 836	10 183	7 653	*75,16*
TOTAL	**315 778**	**278 682**	**37 097**	*13,31*

Charges à payer

	31/12/2019	31/12/2018	Variation	%
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	31 500	38 045	(6 545)	*-17,20*
Emprunts et dettes financières divers	3 302	3 682	(380)	*-10,33*
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	127 701	154 043	(26 342)	*-17,10*
Dettes fiscales et sociales	109 650	139 765	(30 114)	*-21,55*
Dettes fournisseurs d'immobilisation	231	400 162	(399 931)	*-99,94*
Autres dettes		30 296	(30 296)	*-100,00*
TOTAL	**272 384**	**765 993**	**(493 610)**	*-64,44*

Charges constatées d'avance

	31/12/2019	31/12/2018	Variation	%
Exploitation	404 001	136 062	267 939	*196,92*
Financières				
Exceptionnelles				
TOTAL	**404 001**	**136 062**	**267 939**	*196,92*

CCA - charges d'exploitation	30 699	34 268
CCA - neutralisation résultat concessions	373 301	101 794

Produits constatés d'avance

	31/12/2019	31/12/2018	Variation	%
Exploitation	6 857 132	5 555 271	1 301 862	*23,43*
Financiers				
Exceptionnels				
TOTAL	**6 857 132**	**5 555 271**	**1 301 862**	*23,43*

PCA - charges d'exploitation	0	7 017
PCA - neutralisation résultat concessions	6 857 132	5 548 253

Filiales et participations

31/12/2019	Capital	Capitaux propres	Quote part du capital détenue (en pourcentage)	Valeur comptable des titres détenus	
				Brute	Nette
A. Renseignements détaillés					
1. Filiales (Plus de 50 %)					
NOVAPOLE	1 400 000	1 692 351	60,00	840 000	840 000
2. Participations (10 à 50 %)					
SILLON TERTIAIRE	800 000	218 336	11,00	88 000	14 834

	Prêts et avances consentis	Montant des cautions et avals donnés	Chiffre d'affaires	Résultat du dernier exercice clos	Dividendes encaissés
1. Filiales (Plus de 50 %)					
NOVAPOLE	58 300		783 362	29 994	
2. Participations (10 à 50 %)					
SILLON TERTIAIRE	59 719		1 887 646	70 482	

B. Renseignements globaux	Filiales non reprises en A		Participations non reprises en A	
	françaises	étrangères	françaises	étrangères
Capital				
Capitaux propres				
Quote part détenue en pourcentage				
Valeur comptable des titres détenus - Brute				
Valeur comptable des titres détenus - Nette				
Prêts et avances consentis				
Montant des cautions et avals				
Chiffre d'affaires				
Résultat du dernier exercice clos				
Dividendes encaissés				

Capital social

	31/12/2019	Nombre	Val. Nominale	Montant
ACTIONS / PARTS SOCIALES	Du capital social début exercice	71 260,00	17,0000	1 211 420,00
	Emises pendant l'exercice		0,0000	
	Remboursées pendant l'exercice		0,0000	
	Du capital social fin d'exercice	**71 260,00**	**17,0000**	**1 211 420,00**

Effectif moyen

		31/12/2019	Interne	Externe
EFFECTIF MOYEN PAR CATEGORIE	Cadres & professions intellectuelles supérieures		12	
	Professions intermédiaires			
	Employés		3	
	Ouvriers			
	TOTAL		**15**	

DÉTAIL DES COMPTES



Détail de l'actif

	01/01/2019 31/12/2019 12 mois	01/01/2018 31/12/2018 12 mois	Variations	%
Capital souscrit non appelé				
TOTAL II - Actif Immobilisé NET	**8 144 809,80**	**9 890 089,15**	**(1 745 279,35)**	*-17,65*
Concessions brevets et droits similaires				
CONCESSIONS, BREVETS, LICENCES	78 736,11	78 736,11		
CONCESSIONS BREVETS LICENCES .	(78 736,11)	(78 736,11)		
Fonds Commercial	**1 500,00**	**1 500,00**		
FRAIS DE BAIL	1 500,00	1 500,00		
Terrains	**1 070 753,12**	**1 383 365,05**	**(312 611,93)**	*-22,60*
TERRAINS	1 065 068,08	1 369 966,11	(304 898,03)	*-22,26*
AGENCEMENTS ET AMENAGEMENTS DE	77 139,00	77 139,00		
AMORTISSEMENT AGENC. ET AMENAG	(71 453,96)	(63 740,06)	(7 713,90)	*-12,10*
Constructions	**6 029 809,42**	**7 473 270,35**	**(1 443 460,93)**	*-19,31*
CONSTRUCTIONS	10 123 748,58	14 130 731,34	(4 006 982,76)	*-28,36*
AGENCEMENTS & AMENAGEMENTS	47 978,35	63 765,00	(15 786,65)	*-24,76*
AMORTISSEMENT DES CONSTRUCTION	(4 111 400,67)	(6 679 226,01)	2 567 825,34	*38,44*
AMORT. AGENCTS CONSTRUCTIONS	(30 516,84)	(41 999,98)	11 483,14	*27,34*
Installations techniques, matériel et outillage	**4 272,83**	**6 418,43**	**(2 145,60)**	*-33,43*
INSTALLATIONS TECHNIQUES MAT E	10 728,00	10 728,00		
AMORT.INSTAL.TECHN, MATERIEL &	(6 455,17)	(4 309,57)	(2 145,60)	*-49,79*
Autres immobilisations corporelles	**26 937,49**	**33 404,63**	**(6 467,14)**	*-19,36*
INSTALLATIONS AGENCEMENT AMENA	128 080,93	122 348,54	5 732,39	*4,69*
MATERIEL DE BUREAU ET INFORMAT	22 406,13	22 406,13		
MOBILIER DE BUREAU	30 478,62	30 478,62		
AMORTISSEMENT DES INSTALLATION	(101 143,44)	(88 943,91)	(12 199,53)	*-13,72*
AMORT. MATERIEL BUREAU INFOR.	(22 406,13)	(22 406,13)		
AMORT. MOBILIER DE BUREAU	(30 478,62)	(30 478,62)		
Immobilisations corporelles en cours	**8 585,52**		**8 585,52**	
IMPUTATION REMUNERATION	8 585,52		8 585,52	
Autres participations	**862 111,94**	**29 541,94**	**832 570,00**	*N/S*
ACT. /TITRES DE PART.	935 278,00	101 278,00	834 000,00	*823,48*
TITRES DE PARTICIPATION	(73 166,06)	(71 736,06)	(1 430,00)	*-1,99*
Créances rattachées à des participations	**140 610,80**	**962 360,07**	**(821 749,27)**	*-85,39*
AUTRES CREANCES RATTACHEES A D	58 300,00	892 300,00	(834 000,00)	*-93,47*
INTERETS COURUS	82 310,80	70 060,07	12 250,73	*17,49*
Autres immobilisations financières	**228,68**	**228,68**		
DEPOTS ET CAUTIONNEMENTS VERSE	228,68	228,68		
TOTAL III - Actif Circulant NET	**51 820 037,60**	**57 361 491,91**	**(5 541 454,31)**	*-9,66*
En-cours de production de biens	**39 349 421,39**	**48 107 027,65**	**(8 757 606,26)**	*-18,20*
STOCK	39 355 837,53	48 107 027,65	(8 751 190,12)	*-18,19*
PROVISION POUR DEPRECIATION DES EN COURS	(6 416,14)		(6 416,14)	
Avances & acomptes versés sur commandes	**81 974,70**	**109 816,46**	**(27 841,76)**	*-25,35*
FOURNISSEURS AVANCES ET ACOMPT	81 974,70	109 816,46	(27 841,76)	*-25,35*
Créances clients et comptes rattachés	**1 299 594,79**	**1 624 877,16**	**(325 282,37)**	*-20,02*

Détail de l'actif

	01/01/2019 31/12/2019 12 mois	01/01/2018 31/12/2018 12 mois	Variations	%
CLIENTS VENTES DE BIENS ET PRE	866 748,01	1 147 131,41	(280 383,40)	-24,44
CLIENTS DOUTEUX OU LITIGIEUX	372 368,55	478 811,50	(106 442,95)	-22,23
CLIENTS FACTURES A ETABLIR	215 631,79	198 439,04	17 192,75	8,66
PROVISION POUR DEP. DES CPTES	(155 153,56)	(199 504,79)	44 351,23	22,23
Autres créances	**2 018 445,08**	**1 295 916,24**	**722 528,84**	55,75
FOURNISSEURS DEBITEURS		49 613,00	(49 613,00)	-100,00
RABAIS REMISES RISTOURNES A OB	14 080,28	1 140,78	12 939,50	N/S
ETAT IMPOTS SUR BENEFICES	428 874,00		428 874,00	
CREDIT DE TVA A REPORTER	276 906,19	547 925,91	(271 019,72)	-49,46
REMBOURSEMENT DE TAXES SUR LE	210 000,00	230 000,00	(20 000,00)	-8,70
TVA NON ENCORE RECUPERABLE	191 276,13	309 431,04	(118 154,91)	-38,18
TVA SUR FACTURES NON PARVENUES	15 458,02	82 302,26	(66 844,24)	-81,22
PRODUITS A RECEVOIR		8 549,00	(8 549,00)	-100,00
DEBITEUR RESULTAT CONCESSION	800 000,00		800 000,00	
NOTAIRES (AVANCES)	49 925,86	22 190,17	27 735,69	124,99
CONSIGNATION	31 924,60	36 137,60	(4 213,00)	-11,66
DEBITEURS DIVERS		7 890,34	(7 890,34)	-100,00
CREDITEURS DIVERS IJSS		736,14	(736,14)	-100,00
Disponibilités	**8 666 600,97**	**6 087 792,32**	**2 578 808,65**	42,36
CE OP 3010 PPP MAIRIE DE THOUA		57 248,71	(57 248,71)	-100,00
CE - COMPTE GARANTIE PRET CE 9	66 934,98	66 934,98		
C.E. SOCIETE	1 865 238,62	1 373 144,14	492 094,48	35,84
CREDIT MUTUEL SOCIETE	480,85	325,62	155,23	47,67
CPTE ARKEA PLACT	24,98	24,95	0,03	0,12
C.E. OP 7140 PLESSIS BOUCHET	23 837,83	7 936,44	15 901,39	200,36
C.E. 7110 LES MOULINETS	26 387,56	42 013,73	(15 626,17)	-37,19
C.E. 7111 BIO OUEST GESTION	1 653 187,54	360 813,60	1 292 373,94	358,18
C.M. 1251 AR MOR	388 120,60	312 600,55	75 520,05	24,16
C.E. ALLENDE	641 184,08	725 067,92	(83 883,84)	-11,57
BANQUE ARCADES	102 876,74	308 877,51	(206 000,77)	-66,69
C.D.C. POLE DE TRESORERIE	1 295 425,31		1 295 425,31	
C.E. BUREAUX AR MOR		1 387 829,78	(1 387 829,78)	-100,00
C.E. BAGATELLE	80 791,10	9 394,80	71 396,30	759,96
CA ZAC LA JAGUERE	931 704,50		931 704,50	
LBP MOULIN CASSE CROIX ROUGE	10 255,06	9 523,06	732,00	7,69
COMPTE BANCAIRE EX TNA	25 781,56	43 042,16	(17 260,60)	-40,10
COMPTE BANCAIRE ST JULIEN DE C	993,82	160 756,51	(159 762,69)	-99,38
CE ILOT CHARLES RIVIERE	65 139,73	67 854,97	(2 715,24)	-4,00
C.M. OP LES DEUX RUISSEAUX	3 507,30	8 353,10	(4 845,80)	-58,01
ARKEA OP 1560 DEUX RUISSEAUX	4 349,69	760,72	3 588,97	471,79
BANQUE LE VERGER	377 440,80	149 476,91	227 963,89	152,51
C.A. OP 1751 HAUTS COUERON 3	420 468,18		420 468,18	
ARKEA OP 1490 MAUVES/LOIRE	2 743,79	5 196,79	(2 453,00)	-47,20
CA OP 4020-4050 LE GALILEE / L	7 085,55	7 215,55	(130,00)	-1,80
BQUE POSTALE 1751 - HAUTS COUE	16 364,44	21 016,58	(4 652,14)	-22,14
CE ILOT LA POSTE	18 180,01	15 043,42	3 136,59	20,85
BANQUE POPULAIRE ATLANTIQUE MI	1 147,52	350 474,78	(349 327,26)	-99,67
ARKEA BAGATELLE	36 479,24		36 479,24	
DAT CREDIT AGRICOLE	500 000,00	500 000,00		
CDC COMPTE SOCIETE	95 139,23	95 139,23		
PRODUITS FINANCIERS A RECEVOIR	3 755,36	492,81	3 262,55	662,03
CHEQUES RESTAURANTS	1 575,00	1 233,00	342,00	27,74
Charges constatées d'avance	**404 000,67**	**136 062,08**	**267 938,59**	196,92
NEUTRALISATION MALI PROVISOIRE	373 301,49	101 793,83	271 507,66	266,72
CHARGES CONSTATEES D'AVANCES	30 699,18	34 268,25	(3 569,07)	-10,42
TOTAL DU BILAN ACTIF	**59 964 847,40**	**67 251 581,06**	**(7 286 733,66)**	-10,84

Détail du passif

	01/01/2019 31/12/2019 12 mois	01/01/2018 31/12/2018 12 mois	Variations	%
TOTAL I - Capitaux propres	**7 070 920,76**	**7 197 985,74**	**(127 064,98)**	*-1,77*
Capital Social ou individuel	**1 211 420,00**	**1 211 420,00**		
CAPITAL SOUSCRIT APPELE, VERSE	1 211 420,00	1 211 420,00		
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	**1 790,95**	**1 790,95**		
PRIMES D'EMISSION	1 790,95	1 790,95		
Réserve légale	**121 142,00**	**121 142,00**		
RESERVE LEGALE	121 142,00	121 142,00		
Autres réserves	**207 520,36**	**207 520,36**		
AUTRES RESERVES	207 520,36	207 520,36		
Report à nouveau	**4 948 688,87**	**3 858 452,32**	**1 090 236,55**	*28,26*
REPORT A NOUVEAU (SOLDE CREDIT	4 948 688,87	3 858 452,32	1 090 236,55	*28,26*
Résultat de l'exercice	**23 692,83**	**1 090 236,55**	**(1 066 543,72)**	*-97,83*
Subventions d'investissement	**556 665,75**	**707 423,56**	**(150 757,81)**	*-21,31*
SUBV EQUIPEMENT NATIONALES	1 542 718,28	2 024 304,73	(481 586,45)	*-23,79*
REPRISE SUBV EQUIPEMENT NATION	(986 052,53)	(1 316 881,17)	330 828,64	*25,12*
TOTAL II - Autres fonds propres	**4 079 243,00**	**879 243,00**	**3 200 000,00**	*363,95*
Avances conditionnées	**4 079 243,00**	**879 243,00**	**3 200 000,00**	*363,95*
AVANCE DE LA COLLECTIVITE	4 079 243,00	879 243,00	3 200 000,00	*363,95*
TOTAL III - Total des Provisions	**2 319 210,92**	**1 520 734,14**	**798 476,78**	*52,51*
Provisions pour charges	**2 319 210,92**	**1 520 734,14**	**798 476,78**	*52,51*
PROVISION POUR RISQUES	6 339,00	5 933,00	406,00	*6,84*
PROVISION POUR CHARGES PREVISI	2 312 871,92	1 514 801,14	798 070,78	*52,68*
TOTAL IV - Total des dettes	**46 495 472,72**	**57 653 618,18**	**(11 158 145,46)**	*-19,35*
Emprunts et dettes auprès des établissements de c	**28 546 720,05**	**41 880 485,77**	**(13 333 765,72)**	*-31,84*
INTERETS COURUS NON ECHUS		24 800,34	(24 800,34)	*-100,00*
EMPRUNTS AUPRES ETS DE CREDIT	13 036 610,29	18 848 010,02	(5 811 399,73)	*-30,83*
EMPRUNT AUPRES C EPARGNE	269 623,08	302 446,98	(32 823,90)	*-10,85*
EMPRUNT CREDIT AGRICOLE	252 413,52	282 741,58	(30 328,06)	*-10,73*
EMPRUNT CE 90 K€	39 996,79	46 190,10	(6 193,31)	*-13,41*
EMPRUNT COURT TERME	6 159 513,78	8 845 614,85	(2 686 101,07)	*-30,37*
EMPRUNT ARKEA 3 500 K€	250 000,00	750 000,00	(500 000,00)	*-66,67*
INTERETS COURUS NON ECHUS	19 242,33		19 242,33	
C.A. 1501B RIVES DE LOIRE	1 061 968,02	1 702 764,60	(640 796,58)	*-37,63*
C.A. 1851 PARC OCEANE SUD	535 018,85	505 052,45	29 966,40	*5,93*
C.D.C. POLE DE TRESORERIE		2 860 308,77	(2 860 308,77)	*-100,00*
C.A. LA PATISSIERE	1 352 819,38	1 302 566,85	50 252,53	*3,86*
CA LA BROSSE	2 272 959,53	1 757 095,93	515 863,60	*29,36*
CA MOULIN CASSE	3 211 600,65	2 299 689,94	911 910,71	*39,65*
CA ZAC LA JAGUERE		453 825,35	(453 825,35)	*-100,00*
BANQUE ANRU BELLEVUE	53 453,81	1 431 708,90	(1 378 255,09)	*-96,27*
C.A. OP 1751 HAUTS COUERON 3		421 965,42	(421 965,42)	*-100,00*
ARKEA BAGATELLE		7 659,02	(7 659,02)	*-100,00*
INTERETS COURUS A PAYER	31 500,02	38 044,67	(6 544,65)	*-17,20*
Emprunts et dettes financières divers	**2 977 383,94**	**2 842 047,58**	**135 336,36**	*4,76*
DEPOTS ET CAUTIONNEMENTS RECUS	2 726 682,44	2 590 965,72	135 716,72	*5,24*

Détail du passif

	01/01/2019 31/12/2019 12 mois	01/01/2018 31/12/2018 12 mois	Variations	%
ASSOCIES - COMPTES COURANTS	247 400,00	247 400,00		
INTERETS COURUS	3 301,50	3 681,86	(380,36)	-10,33
Avances et acomptes reçus sur commandes en cou	**5 957 132,44**	**3 501 409,36**	**2 455 723,08**	70,14
ACQUEREURS - AVANCE CONSTATEE	5 092 000,00	2 692 000,00	2 400 000,00	89,15
ACQUEREURS (AVANCES CONSTATEES	865 132,44	809 409,36	55 723,08	6,88
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	**1 290 096,15**	**2 047 412,41**	**(757 316,26)**	-36,99
FOURNISSEURS ACHATS BIENS ET P	839 691,66	1 368 717,27	(529 025,61)	-38,65
FOURNISSEURS D'HONORAIRES	259 487,71	240 638,47	18 849,24	7,83
FOURNISSEURS DE BIENS ET SERVI	62 765,90	208 638,65	(145 872,75)	-69,92
FOURNISSEURS - AUTRES RETENUES	450,00	75 374,81	(74 924,81)	-99,40
FOURNISSEURS FACT NON PARVENUE	127 700,88	154 043,21	(26 342,33)	-17,10
Dettes fiscales et sociales	**514 235,37**	**691 964,50**	**(177 729,13)**	-25,68
REMUNERATIONS DUES	167,21		167,21	
FRAIS DUS AU PERSONNEL	554,46	345,55	208,91	60,46
PERSONNEL DETTES PROVI. POUR C	53 610,00	49 463,00	4 147,00	8,38
PERSONNEL AUTRES CHARGES A PAY	25 732,98	55 315,45	(29 582,47)	-53,48
SECURITE SOCIALE	19 170,82	8 641,39	10 529,43	121,85
GROUPE MEDERIC PREVOYANCE	2 268,97	2 687,68	(418,71)	-15,58
MUTUELLE SANTE - IPSEC	7 772,72	7 796,77	(24,05)	-0,31
CAISSES DE RETRAITE - CADRES	7 104,93	14 102,34	(6 997,41)	-49,62
CAISSES DE RETRAITES - NON CAD		1 262,27	(1 262,27)	-100,00
AUTRES ORGANISMES SOCIAUX	122,00	112,00	10,00	8,93
PERSONNEL CH. SOCIALE SUR CONG	22 346,00	21 313,00	1 033,00	4,85
AUTRES CHARGES A PAYER	2 354,00	5 168,00	(2 814,00)	-54,45
TAXE D'APPRENTISSAGE A PAYER		3 797,00	(3 797,00)	-100,00
FORMATION CONTINUE	4 501,88	4 126,74	375,14	9,09
PRELEVEMENT A LA SOURCE (IMPOT S/REVENU)	4 152,70		4 152,70	
ETAT IMPOTS SUR BENEFICES		232 098,00	(232 098,00)	-100,00
TVA A DECAISSER	209 135,05	171 434,54	37 700,51	21,99
TVA COLLECTEE NON ENCORE EXIGI	118 051,98	86 041,00	32 010,98	37,20
TAXES SUR LE CA SUR FACTURES A	35 938,67	28 023,77	7 914,90	28,24
COTISAT SUR LA VALEUR AJOUTEE	700,00		700,00	
AUTRES CHARGES A PAYER	551,00	236,00	315,00	133,47
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	**231,02**	**400 162,43**	**(399 931,41)**	-99,94
FOURNISSEURS D'IMMOBILISATION	231,02	400 162,43	(399 931,41)	-99,94
Autres dettes	**352 541,39**	**734 865,38**	**(382 323,99)**	-52,03
CLIENTS CREDITEURS		600 320,78	(600 320,78)	-100,00
RABAIS REMISES RISTOURNES A AC		30 296,38	(30 296,38)	-100,00
CREDITEURS DIVERS LOD CPTE 00	352 541,39	104 248,22	248 293,17	238,17
Produits constatés d'avance	**6 857 132,36**	**5 555 270,75**	**1 301 861,61**	23,43
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE		7 017,43	(7 017,43)	-100,00
NEUTRALISATION BONI PROVISOIRE	6 857 132,36	5 548 253,32	1 308 879,04	23,59
TOTAL DU BILAN PASSIF	**59 964 847,40**	**67 251 581,06**	**(7 286 733,66)**	-10,84

Détail du compte de résultat

	01/01/2019 31/12/2019 12 mois	01/01/2018 31/12/2018 12 mois	Variations	%
Total des produits d'exploitation	**17 631 527,72**	**21 359 617,86**	**(3 728 090,14)**	-17,45
Ventes de marchandises				
Production vendue Biens	**19 654 604,93**	**19 821 250,31**	**(166 645,38)**	-0,84
Production vendue Biens FRANCE	**19 654 604,93**	**19 821 250,31**	**(166 645,38)**	-0,84
VENTES D'IMMEUBLES & TERRAINS	269 266,94	281 828,79	(12 561,85)	-4,46
CESSIONS TERRAINS AMENAGES ET	10 271 043,44	13 421 291,88	(3 150 248,44)	-23,47
CONCESSION TERRAIN AMENAGES 5.		57 600,00	(57 600,00)	-100,00
CESSIONS TERRAINS AMENAG. A 10	3 743 816,92	1 059 485,19	2 684 331,73	253,36
CESSIONS TERRAINS LOTS LIBRES	3 960 716,30	4 693 957,73	(733 241,43)	-15,62
CONCESSION TERRAIN AMENAG EXO	180 000,00		180 000,00	
PARTICIPATION DU CONCEDANT	1 926 061,00	(499 760,00)	2 425 821,00	485,40
PARTICIPATION CONSTRUCTEUR	193 088,93	165 105,00	27 983,93	16,95
CONCESSIONS PARTICIPATIONS	(1 037 371,38)	155 700,24	(1 193 071,62)	-766,26
CONCESSIONS PRODUITS FINANCIER	19,27	279,26	(259,99)	-93,10
CONCESSIONS AUTRES PRODUITS	147 963,51	485 762,22	(337 798,71)	-69,54
Production vendue Services + Travaux	**1 307 305,55**	**1 352 421,70**	**(45 116,15)**	-3,34
Production vendue Services FRANCE	**1 307 305,55**	**1 352 421,70**	**(45 116,15)**	-3,34
LOYERS	810 401,74	927 184,56	(116 782,82)	-12,60
RECUPERATION DE CHARGES 19.6%	290 058,53	219 838,52	70 220,01	31,94
PPP MAIRIE DE THOUARE - CONSTR		4 166,67	(4 166,67)	-100,00
REMUNERATION ADEO	2 462,11	564,46	1 897,65	336,19
ADEO MISSION GESTION COMPTABLE	8 000,00	8 000,00		
ADEO LE GALILEE - GESTION LOCA	23 228,22	22 701,64	526,58	2,32
ADEO - SUIVI TRAVAUX POLE EMPL		58,16	(58,16)	-100,00
AMO CENTRE BOURG BOUVRON	1 330,00	1 330,00		
MANDAT SALLE DE CONVIVIALITE L		1 600,00	(1 600,00)	-100,00
ILOT COLAS	8 200,00		8 200,00	
MANDAT ETUDES ST JEAN DE BOISEAU	2 500,00		2 500,00	
MANDAT CONDUITE OP MSPP NANTES NORD	9 000,00		9 000,00	
AMO NMH LA PAGERIE BOUGUENAIS	1 000,00	4 000,00	(3 000,00)	-75,00
MSPP BELLEVUE ACOMPAGNEMENT COM	746,67		746,67	
MSPP NANTES NORD ACCOMPAGNEMENT COM	1 600,00		1 600,00	
PRODUITS DES SERVICES EXPLOITE	146 801,70	154 371,75	(7 570,05)	-4,90
REFACTURATION DE FRAIS	1 976,58	7 198,55	(5 221,97)	-72,54
PRODUITS ACCESSOIRES		1 407,39	(1 407,39)	-100,00
Montant net du chiffre d'affaires	**20 961 910,48**	**21 173 672,01**	**(211 761,53)**	-1,00
Production stockée	**(8 751 190,12)**	**(5 999 580,03)**	**(2 751 610,09)**	-45,86
STOCK PRESTATIONS	325 760,86	215 855,06	109 905,80	50,92
VARIATION DES CHARGES/CONCESSI	10 308 387,01	13 323 986,43	(3 015 599,42)	-22,63
VARIATION DES COUTS DE REVIENT	(19 385 337,99)	(19 539 421,52)	154 083,53	0,79
Production immobilisée	**11 259,71**	**2 035 217,31**	**(2 023 957,60)**	-99,45
PRODUCTION IMMOBILISEE	11 259,71	2 035 217,31	(2 023 957,60)	-99,45
Subventions d'exploitation	**149 173,61**	**193 684,94**	**(44 511,33)**	-22,98
SUBVENTION D'EXPLOITATION	149 173,61	193 684,94	(44 511,33)	-22,98
Reprises sur amort. & prov., transferts de charges	**5 260 361,84**	**3 956 623,51**	**1 303 738,33**	32,95
REPRISE PROVISION (CHARGES PRE	1 514 801,14	961 880,34	552 920,80	57,48
REPRISE AU PROVISIONS P/CCES DOUTEUSES	44 351,23		44 351,23	
TRANSFERT DE CHARGES	6 702,00	34 915,99	(28 213,99)	-80,81
REMUNERATION SUIVI OPERATIONN	157 374,99	137 459,72	19 915,27	14,49

Détail du compte de résultat

	01/01/2019 31/12/2019 12 mois	01/01/2018 31/12/2018 12 mois	Variations	%
REMUNERATION SUIVI AD MINISTRA	77 463,27	134 203,71	(56 740,44)	-42,28
REMUNERATION COMMERCIALISATIO	689 426,92	643 845,72	45 581,20	7,08
TRANSFERT DE CHARGES (PROV POU	2 312 871,92	1 514 801,14	798 070,78	52,68
REMUNERATION FORFAITAIRE	437 900,00	510 900,00	(73 000,00)	-14,29
REMUNERATION GESTION	19 470,37	17 365,29	2 105,08	12,12
REMUNERATION D'ACQUISITION		1 251,60	(1 251,60)	-100,00
Autres produits d'exploitation	**12,20**	**0,12**	**12,08**	N/S
PRODUITS DIV GESTION COURANTE	12,20	0,12	12,08	N/S
Total des charges d'exploitation	**18 105 953,82**	**21 621 052,13**	**(3 515 098,31)**	-16,26
Autres achats et charges externes	**12 155 826,31**	**17 250 803,20**	**(5 094 976,89)**	-29,53
ACHATS D'ETUDES & PRESTATIONS	50 310,00	15 055,00	35 255,00	234,17
ACHATS DE TERRAIN		1 170,00	(1 170,00)	-100,00
ACHATS DE TRAVAUX	26 911,15	1 867 442,91	(1 840 531,76)	-98,56
ACHATS HONORAIRES	370 372,39	248 896,32	121 476,07	48,81
ACHATS AUTRES FRAIS	19 284,21	119 082,08	(99 797,87)	-83,81
REMUNERATION	121 553,31	125 480,52	(3 927,21)	-3,13
ACHATS TERRAINS	52 740,00	91 932,88	(39 192,88)	-42,63
FRAIS FINANCIERS	18 525,28	71 344,83	(52 819,55)	-74,03
DOTATION AUX PROVISIONS	798 070,78	552 920,80	245 149,98	44,34
FRAIS FINANCIERS	9 018,80	17 388,06	(8 369,26)	-48,13
ACHATS DE TRAVAUX, HONORAIRES	9 510 316,23	12 771 065,63	(3 260 749,40)	-25,53
CARBURANTS ET LUBRIFIANTS	1 512,19	1 462,85	49,34	3,37
FOURNITURES ENTRETIEN ET PETIT	22,26	179,04	(156,78)	-87,57
FOURNITURES DE BUREAU	47,25	462,70	(415,45)	-89,79
PHOTOCOPIES	1 724,50	2 813,59	(1 089,09)	-38,71
PRESTATIONS DE SERVICES	2 643,83	4 481,91	(1 838,08)	-41,01
PRESTATIONS SERVICES GIE	788 591,56	853 904,93	(65 313,37)	-7,65
REMUNERATION DE GESTION LOCATI	86 070,37	21 531,96	64 538,41	299,73
LOCATIONS IMMOBILIERES LOYER B	80 178,02	78 257,16	1 920,86	2,45
LOCATION IMMOBILIERS		200,00	(200,00)	-100,00
LOCATION VEHICULES	7 341,47	5 900,64	1 440,83	24,42
LOCATION MATERIEL DE BUREAU		477,55	(477,55)	-100,00
CHARGES LOCATIVES ET DE COPROP	73 615,17	81 804,88	(8 189,71)	-10,01
ENTRETIEN ET REPARATION SUR BI	14 030,40	16 978,26	(2 947,86)	-17,36
ENTRETIEN VEHICULES	5 031,71	540,82	4 490,89	830,39
MAINTENANCE	672,00	5 925,00	(5 253,00)	-88,66
MAINT INFORMATIQUE		2 564,96	(2 564,96)	-100,00
PRIMES ASSURANCES	38 310,44	34 273,30	4 037,14	11,78
ASSURANCES DO	4 067,65	25 702,04	(21 634,39)	-84,17
INDEMNITE DE FIN DE CARRIERE		156 000,00	(156 000,00)	-100,00
DOCUMENTATION GENERALE ET TECH	310,61	1 035,04	(724,43)	-69,99
FRAIS DE COLLOQUE SEMINAIRE CO	4 155,00	3 886,36	268,64	6,91
PERSONNEL DETACHE OU PRETE A L	6 449,11	7 080,64	(631,53)	-8,92
HONORAIRES	5 988,87	800,00	5 188,87	648,61
HONORAIRES COMPTABLE	23 799,16	19 597,63	4 201,53	21,44
HONORAIRES JURIDIQUES	246,56	3 100,00	(2 853,44)	-92,05
HONORAIRES POUR ISO 9001	3 200,00	1 517,53	1 682,47	110,87
FRAIS D'ACTES ET CONTENTIEUX	840,39	760,32	80,07	10,53
PUBLICITE ANNONCES ET INSERTIO	240,85	2 354,72	(2 113,87)	-89,77
DIVERS (POURBOIRES DONS ...)	25,00		25,00	
TRANSPORT DE BIENS ET TRANSPOR		23,00	(23,00)	-100,00
TRANSPORTS SUR ACHATS		58,20	(58,20)	-100,00
FRAIS DE DEPLACEMENT	4 104,49	4 753,76	(649,27)	-13,66
INDEMNITES KILOMETRIQUES	4 134,10	3 551,48	582,62	16,40
MISSIONS, RECEPTIONS	5 103,91	5 172,39	(68,48)	-1,32
AFFRANCHISSEMENTS		7 810,52	(7 810,52)	-100,00
SERVICES BANCAIRES ET ASSIMILE	3 735,29	2 645,99	1 089,30	41,17
COTISATIONS DIVERSES	12 532,00	11 415,00	1 117,00	9,79

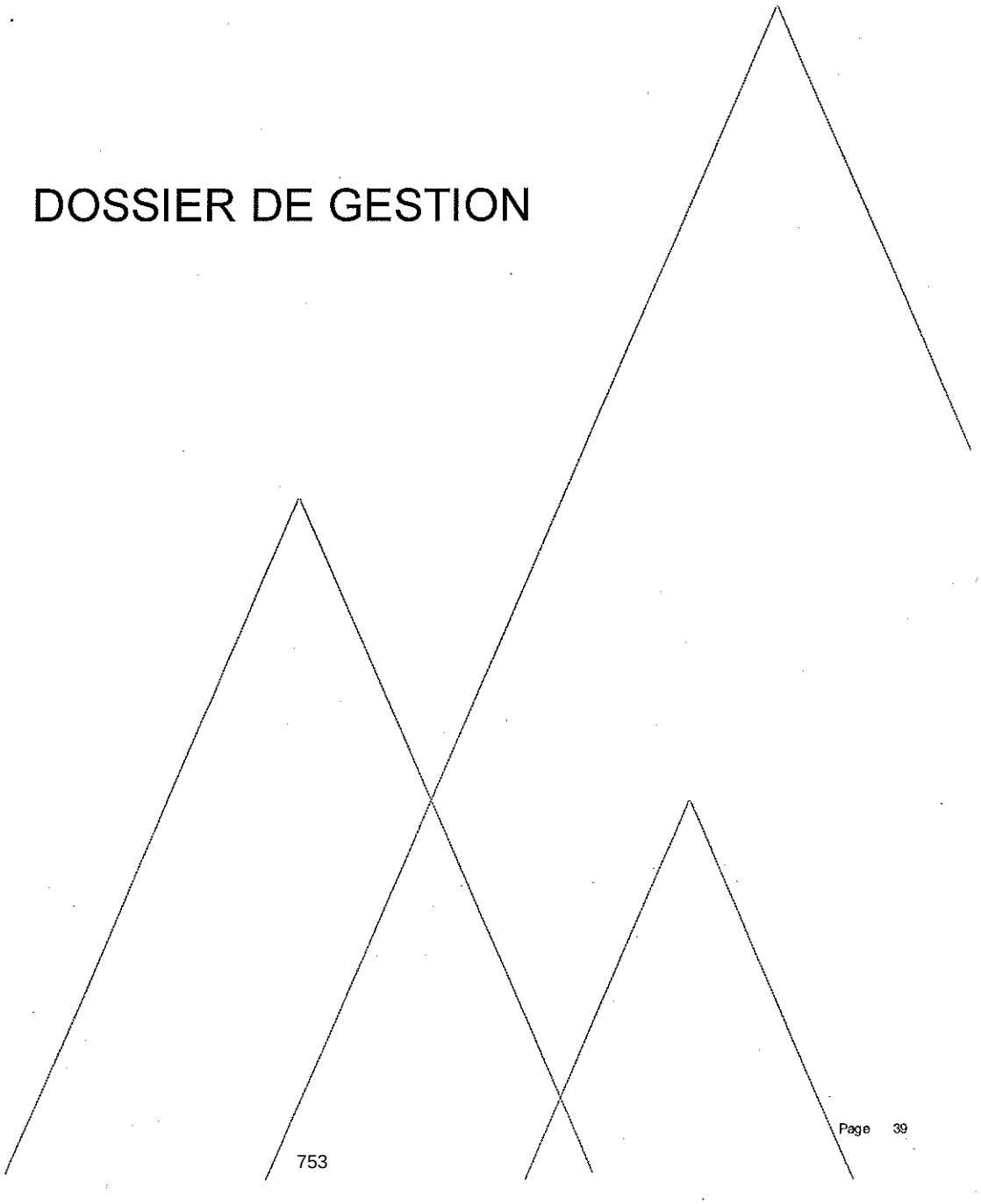
Détail du compte de résultat

	01/01/2019 31/12/2019 12 mois	01/01/2018 31/12/2018 12 mois	Variations	%
Impôts, taxes et versements assimilés	**285 738,57**	**276 916,87**	**8 821,70**	*3,19*
TAXE D'APPRENTISSAGE		3 797,00	(3 797,00)	*-100,00*
PARTICIP. FORMATION PROFESSION	3 751,57	3 438,95	312,62	*9,09*
VERSEMENT DE TRANSPORT		(100,08)	100,08	*100,00*
FORMATION CONTINUE	1 440,00	6 459,00	(5 019,00)	*-77,71*
AUTRES TAXES	122,00	112,00	10,00	*8,93*
TAXES FONCIERES	268 380,00	251 241,00	17 139,00	*6,82*
TAXE SUR LES VEHICULES DE SOCI	551,00	236,00	315,00	*133,47*
COTISATION FONCIERES DES ENTRE	1 883,00	2 116,00	(233,00)	*-11,01*
COTISATION SUR LA VALEUR AJOUT	9 451,00	8 680,00	771,00	*8,88*
CONTRIBUTION SOCIALE DE SOLIDA	160,00	937,00	(777,00)	*-82,92*
Salaires et traitements	**611 213,52**	**567 994,95**	**43 218,57**	*7,61*
SALAIRES APPOINTEMENTS	603 923,58	554 189,42	49 734,16	*8,97*
CONGES PAYES PROVISIONNES	4 147,00	(810,00)	4 957,00	*611,98*
PRIMES ET GRATIFICATIONS	(3 010,04)	6 820,83	(9 830,87)	*-144,13*
PRIMES ET GRATIFICATIONS	250,00	4 500,00	(4 250,00)	*-94,44*
AVANTAGES EN NATURE	5 412,00	3 480,00	1 932,00	*55,52*
INDEMNITES SS & MEDERIC	490,98	(185,30)	676,28	*364,96*
Charges sociales du personnel	**325 800,69**	**315 676,63**	**10 124,06**	*3,21*
CHARGES SOCIALES S/CONGES PAYE	1 033,00	(455,00)	1 488,00	*327,03*
COTISATIONS A L'URSSAF	175 685,76	152 677,60	23 008,16	*15,07*
COTISATIONS PREVOYANCE	8 122,64	7 420,41	702,23	*9,46*
COTISATIONS MUTUELLE SANTE	14 021,93	12 587,41	1 434,52	*11,40*
COTIS. CAISSES RETRAITES CADRE	58 821,47	49 295,53	9 525,94	*19,32*
COTIS. CAISSES RETRAITES NON C		4 950,10	(4 950,10)	*-100,00*
COTISATIONS AUX ASSEDIC		22 039,27	(22 039,27)	*-100,00*
TITRE DE TRANSPORT	1 628,70	1 758,34	(129,64)	*-7,37*
ABONDEMENT PEE	30 079,31	23 937,39	6 141,92	*25,66*
CHEQUES DEJEUNERS	9 956,08	9 334,80	621,28	*6,66*
CHEQUE CADEAU	1 840,20	1 157,90	682,30	*58,93*
MEDECINE DU TRAVAIL, PHARMACIE	1 548,62	1 209,44	339,18	*28,04*
AUTRES CHARGES DU PERSONNEL		(715,00)	715,00	*100,00*
INTERESSEMENT	23 062,98	42 195,44	(19 132,46)	*-45,34*
CICE		(11 717,00)	11 717,00	*100,00*
Dotation aux amortissements sur immobilisations	**493 080,46**	**611 241,06**	**(118 160,60)**	*-19,33*
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	493 080,46	611 241,06	(118 160,60)	*-19,33*
Dotations aux provisions sur actif circulant	**6 416,14**	**25 443,72**	**(19 027,58)**	*-74,78*
DOTATION AUX PROVISIONS P/CCES	6 416,14	25 443,72	(19 027,58)	*-74,78*
Dotations aux prov. pour risques et charges	**2 313 277,92**	**1 515 652,14**	**797 625,78**	*52,63*
DOTATION AUX PROVISIONS P/RISQ	406,00	851,00	(445,00)	*-52,29*
DOTATION AUX PROVISIONS (CHARG	2 312 871,92	1 514 801,14	798 070,78	*52,68*
Autres charges de gestion courante	**1 914 600,21**	**1 057 323,56**	**857 276,65**	*81,08*
TRANSFERT DE PRODUITS POUR REP	1 514 801,14	961 880,34	552 920,80	*57,48*
CHARGES DIVERSES DE GESTION CO	1,91	0,25	1,66	*664,00*
REDEVANCE COLLECTIVITES	399 797,16	95 442,97	304 354,19	*318,89*
Résultat d'exploitation	**(474 426,10)**	**(261 434,27)**	**(212 991,83)**	*-81,47*
Total des produits financiers	**38 424,72**	**38 056,62**	**368,10**	*0,97*
Produits financiers de participations	**12 250,73**	**13 728,87**	**(1 478,14)**	*-10,77*
REVENUS DES CREANCES RATTACHEE	12 250,73	13 728,87	(1 478,14)	*-10,77*

Détail du compte de résultat

	01/01/2019 31/12/2019 12 mois	01/01/2018 31/12/2018 12 mois	Variations	%
Autres intérêts et produits assimilés	**26 173,99**	**24 327,75**	**1 846,24**	*7,59*
PRODUITS FINANCIERS INTERNES	22 813,90	23 749,79	(935,89)	*-3,94*
AUTRES PRODUITS FINANCIERS	74,97	50,54	24,43	*48,34*
AUTRES PRODUITS FINANCIERS	3 285,12	527,42	2 757,70	*522,87*
Total des charges financières	**142 385,29**	**726 297,02**	**(583 911,73)**	*-80,40*
Dotations financières aux amort. et provisions	**1 430,00**	**996,71**	**433,29**	*43,47*
DOT PROV POUR DEPREC DES ELEME	1 430,00	996,71	433,29	*43,47*
Intérêts et charges assimilées	**140 955,29**	**725 300,31**	**(584 345,02)**	*-80,57*
INT. DES EMPRUNTS ET DETTES	131 129,91	717 313,25	(586 183,34)	*-81,72*
INTERETS DES DETTES RATTACHEES	6 523,88	1 481,58	5 042,30	*340,33*
INTERETS DES COMPTES COURANTS	3 301,50	3 681,86	(380,36)	*-10,33*
INTERETS & AGIOS BANCAIRES		2 823,62	(2 823,62)	*-100,00*
Résultat financier	**(103 960,57)**	**(688 240,40)**	**584 279,83**	*84,89*
Résultat courant avant impôts	**(578 386,67)**	**(949 674,67)**	**371 288,00**	*39,10*
Total des produits exceptionnels	**1 953 942,74**	**7 914 666,39**	**(5 960 723,65)**	*-75,31*
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	**3 184,93**	**2 663 497,31**	**(2 660 312,38)**	*-99,88*
AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS	3 184,93	2 663 497,31	(2 660 312,38)	*-99,88*
Produits exceptionnels sur opérations en capital	**1 950 757,81**	**5 251 169,08**	**(3 300 411,27)**	*-62,85*
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 800 000,00	4 573 154,63	(2 773 154,63)	*-60,64*
QUOTE PART SUBVENT INVEST VIRE	150 757,81	678 014,45	(527 256,64)	*-77,76*
Total des charges exceptionnelles	**1 340 836,24**	**5 468 203,17**	**(4 127 366,93)**	*-75,48*
Charges exceptionnelles sur opération de gestion	**5 425,35**	**3 767,68**	**1 657,67**	*44,00*
AUTRES CHARGES EXCEPTIONNELLES	5 425,35	3 767,68	1 657,67	*44,00*
Charges exceptionnelles sur opération en capital	**1 335 410,89**	**5 464 435,49**	**(4 129 024,60)**	*-75,56*
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 335 410,89	5 464 435,49	(4 129 024,60)	*-75,56*
Résultat exceptionnel	**613 106,50**	**2 446 463,22**	**(1 833 356,72)**	*-74,94*
Impôts sur les bénéfices	**11 027,00**	**406 552,00**	**(395 525,00)**	*-97,29*
IMPOTS/BENEFICES	11 027,00	461 275,00	(450 248,00)	*-97,61*
CONTRIBUTION ADDITIONNELLE A L		(45 000,00)	45 000,00	*100,00*
CICE QUOTE PART GIE		(9 723,00)	9 723,00	*100,00*
Résultat de l'exercice	**23 692,83**	**1 090 236,55**	**(1 066 543,72)**	*-97,83*

DOSSIER DE GESTION



Soldes intermédiaires de gestion

	01/01/2019 31/12/2019	12 mois	01/01/2018 31/12/2018	12 mois	01/01/2017 31/12/2017	12 mois
CHIFFRE D'AFFAIRES	**20 961 910**	*100,00*	**21 173 672**	*100,00*	**37 142 904**	*100,00*
Ventes de marchandises						
- Achats de marchandises						
- Variation stocks de marchandises						
MARGE COMMERCIALE (a)						
Production vendue	20 961 910	*100,00*	21 173 672	*100,00*	37 142 904	*100,00*
+ Variation production stockée	(8 751 190)	*-41,75*	(5 999 580)	*-28,34*	(19 783 106)	*-53,26*
+ Production immobilisée	11 260	*0,05*	2 035 217	*9,61*	1 920 066	*5,17*
PRODUCTION DE L'EXERCICE	**12 221 980**	*58,31*	**17 209 309**	*81,28*	**19 279 864**	*51,91*
- Achats stockés approvisionnement						
- Variation des stocks et approvisionnement						
- Achats de sous-traitance directe	10 977 102	*89,81*	15 881 779	*92,29*	17 604 090	*91,31*
MARGE BRUTE PRODUCTION (b)	**1 244 878**	*10,19*	**1 327 530**	*7,71*	**1 675 774**	*8,69*
MARGES (Commerciale + Production)	**1 244 878**	*5,94*	**1 327 530**	*6,27*	**1 675 774**	*4,51*
- Achats non stockés (c)	3 306	*0,02*	4 918	*0,02*	6 748	*0,02*
- Autres charges externes (c)	1 175 418	*5,61*	1 364 106	*6,44*	1 229 822	*3,31*
VALEUR AJOUTEE PRODUITE (a+b-c)	**66 154**	*0,32*	**(41 494)**	*-0,20*	**439 205**	*1,18*
+ Subventions d'exploitation	149 174	*0,71*	193 685	*0,91*	228 245	*0,61*
- Impôts, taxes sur rémunérations	5 314	*0,03*	13 707	*0,06*	25 117	*0,07*
- Autres impôts et taxes	280 425	*1,34*	263 210	*1,24*	272 383	*0,73*
- Salaires et traitements	611 214	*2,92*	567 995	*2,68*	532 018	*1,43*
- Charges sociales	325 801	*1,55*	315 677	*1,49*	306 737	*0,83*
EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION	**(1 007 425)**	*-4,81*	**(1 008 397)**	*-4,76*	**(468 806)**	*-1,26*
+ Reprises sur amortissements et provisions	1 559 152	*7,44*	961 880	*4,54*	284 040	*0,76*
+ Autres produits d'exploitation	12				1	
+ Transfert de charges d'exploitation	3 701 209	*17,66*	2 994 743	*14,14*	2 796 364	*7,53*
- Dotations aux amort.,dépréciations et provisions	2 812 775	*13,42*	2 152 337	*10,17*	1 675 192	*4,51*
- Autres charges de gestion courante	1 914 600	*9,13*	1 057 324	*4,99*	7 030	*0,02*
RESULTAT EXPLOITATION	**(474 426)**	*-2,26*	**(261 434)**	*-1,23*	**929 377**	*2,50*
Bénéfice-perte sur opérations en commun						
+ Produits financiers	38 425	*0,18*	38 057	*0,18*	45 349	*0,12*
- Charges financières	142 385	*0,68*	726 297	*3,43*	306 867	*0,83*
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	**(578 387)**	*-2,76*	**(949 675)**	*-4,49*	**667 859**	*1,80*
Produits exceptionnels	1 953 943	*9,32*	7 914 666	*37,38*	96 934	*0,26*
- Charges exceptionnelles	1 340 836	*6,40*	5 468 203	*25,83*	29 399	*0,08*
RESULTAT EXCEPTIONNEL	**613 107**	*2,92*	**2 446 463**	*11,55*	**67 535**	*0,18*
- Participation des salariés						
- Impôts sur les bénéfices	11 027	*0,05*	406 552	*1,92*	222 300	*0,60*
RESULTAT DE L'EXERCICE	**23 693**	*0,11*	**1 090 237**	*5,15*	**513 094**	*1,38*

Loire Océan Développement

RAPPORT DE GESTION

2019

SOMMAIRE

I. SITUATION FINANCIERE DE L'ENTREPRISE 4

1. Le chiffre d'affaire 4

2. Les Fonds Propres 4

3. Analyse économique et financière 4
   - 3.1. Compte de résultat 4
   - 3.2. Produits d'exploitations 6
   - 3.3. Résultats de la Société 6
   - 3.4. Le chiffre d'opérations 7

4. Délais de paiement 9

5. Risques et incertitudes 10
   - 5.1. Concessions d'aménagement 10
   - 5.2. Opérations propres 10

6. Tableau des Résultats 11

7. Dépenses fiscalement non déductibles 11

8. Endettement et situation financière de la société à fin décembre 2019 12

9. Conjoncture économique sur 2019 13
   - 9.1. Gestion locative des Opérations immobilières patrimoniales 15
   - 9.2. Gestion locative des Opérations immobilières en concession 15
   - 9.3. Opérations propres d'aménagement 16
   - 9.4. Opérations propres de construction 18
   - 9.5. Les Filiales de la SEM Loire Océan Développement 20
   - 9.6. Les concessions d'aménagement à vocation d'habitat 22
   - 9.7. Concession d'aménagement à vocation économique 28

10. Evolution de l'intervention de la société pour 2020 32
    - 10.1. Les opérations patrimoniales 32
    - 10.2. La Concession du Centre Industriel 33
    - 10.3. Les missions opérationnelles confiées par la SAS NOVAPOLE IMMOBILIER à LOD 33
    - 10.4. Les concessions d'aménagement 35
    - 10.5. Perspectives 2020 40

11. Budget prévisionnel 2020 41

II. PROCEDURE CONTROLE INTERNE ET GESTION DES RISQUES 44

1. Rappel des objectifs du contrôle interne 44

2. Organisation du système comptable 44

3. Description des procédures de contrôle interne 45
   - 3.1. Procédures achats 45
   - 3.2. Procédures marchés 45
   - 3.3. Procédure de trésorerie 45
   - 3.4. Budget Société 45
   - 3.5. Immobilisations 45
   - 3.6. Paie 46
   - 3.7. Procédure des recettes 46
   - 3.8. Logiciel gestion locative (GL15) 46
   - 3.9. Gestion de financement 46
   - 3.10. Logiciel e-attestations 46
   - 3.11. Logiciel Foncier 7 46
   - 3.12. Revue de projet RP 07 46

III. VIE DE LA SOCIETE 47

1. Certification ISO 47

2. Liste des marchés 2019 51
   - 2.1. Les Marchés de travaux 51
   - 2.2. Les Marchés de services et de fournitures 51

3. Acquisitions – cessions effectuées sur 2019 52
   - 3.1. Acquisitions 52
   - 3.2. Cessions 53

4. Clause d'insertion dans les opérations Loire Océan Développement 56
   - 4.1. La clause d'insertion et le Public 56
   - 4.2. La clause d'insertion pour LOD / LOMA 56

5. Ressources humaines – L'UES *(Unité Economique & Sociale)* 57
   - 5.1. Intéressement 57
   - 5.2. Règlement de gestion / intérieur / document unique 57
   - 5.3. Règlement de gestion, des données personnelles 58
   - 5.4. CSE (Comité Social Economique) 58
   - 5.5. L'Equipe de Loire Océan Développement au 31 décembre 2019 59
   - 5.6. Les Formations 62

I. SITUATION FINANCIERE DE L'ENTREPRISE

1. LE CHIFFRE D'AFFAIRE

Le chiffre d'affaires hors taxes de la société pour l'année 2018 était de 21 173 672 € HT.

En 2019, la Société a réalisé un chiffre d'affaires de **20 961 910 € HT**.

	2015	2016	2017	2018	2019
Opérations propres	1 101 405 €	1 123 261 €	1 350 809 €	979 019 €	1 057 538 €
Concessions d'aménagement	28 528 870 €	24 685 473 €	35 612 591 €	19 990 662 €	19 697 528 €
Mandats	192 323 €	57 314 €	42 273 €	38 254 €	58 067 €
Autres produits	235 385 €	185 795 €	137 230 €	165 737 €	148 778 €
TOTAL	**30 057 983 €**	**26 051 843 €**	**37 142 904 €**	**21 173 672 €**	**20 961 910 €**

2. LES FONDS PROPRES

Les Fonds Propres de la société au 31 décembre 2019 sont de **11 150 164 €**, soit un montant de capitaux propres de **6 514 255 €** hors subventions d'investissement.

Capital social	1 211 420 €
Prime d'émission	1 791 €
Réserve légale	121 142 €
Réserve réglementée	0 €
Autres réserves	207 520 €
Report à nouveau	4 948 689 €
Résultat de l'exercice	23 693 €
Capitaux propres	**6 514 255 €**
Subventions d'investissement	556 666 €
Avances conditionnées	4 079 243 €
Fonds propres	**11 150 164 €**

3. ANALYSE ECONOMIQUE ET FINANCIERE

3.1. Compte de résultat

L'activité de la société se solde pour le dernier exercice clos au 31 décembre 2019 par un résultat bénéficiaire de 23 693 € après impôts des sociétés. Il était bénéficiaire de 1 090 237 € en 2018, après impôts.

En vue de donner une vue claire et synthétique de l'activité de la société et de son évolution, nous vous présenterons, ci-après, les chiffres les plus significatifs.

	2017	Variation N/N-1 (%)	2018	Variation N/N-1 (%)	2019	Variation N/N-1 (%)
Produits d'exploitation						
Prestations de services diverses	137 230 €		165 737 €		148 778 €	
Mandats	42 273 €		38 254 €		58 067 €	
Concessions	35 612 591 €		19 990 662 €		19 697 528 €	
Opérations Propres	1 350 809 €		979 019 €		1 057 538 €	
Total Chiffre d'affaires	**37 142 904 €**	**42,57%**	**21 173 672 €**	**-42,99%**	**20 961 910 €**	**-1,00%**
Production stockée	-19 783 106 €		-5 999 580 €		-8 751 190 €	
Production immobilisée	1 920 066 €		2 035 217 €		11 260 €	
Subventions d'exploitation	228 245 €		193 685 €		149 174 €	
Reprise DAP, transferts de charges	3 080 404 €		3 956 624 €		5 260 362 €	
Autres Produits	1 €		0 €		12 €	
Total Produits d'exploitation	**22 588 514 €**	**26,07%**	**21 359 618 €**	**-5,44%**	**17 631 528 €**	**-17,45%**
Charges d'exploitation						
Autres Achats & charges externes	18 840 659 €		17 250 803 €		12 155 826 €	
Frais de personnel	838 755 €		883 672 €		937 014 €	
Impôts et taxes	297 500 €		276 917 €		285 739 €	
Amort. Provisions et autres charges	1 675 192 €		2 152 337 €		2 812 775 €	
Autres charges	7 030 €		1 057 324 €		1 914 600 €	
Total Charges d'exploitation	**21 659 137 €**	**25,46%**	**21 621 052 €**	**-0,18%**	**18 105 954 €**	**-16,26%**
Résultat d'exploitation	**929 377 €**	**41,92%**	**-261 434 €**	**-128,13%**	**-474 426 €**	**81,47%**
Produits financiers	45 349 €		38 057 €		38 425 €	
Charges financières	306 867 €		726 297 €		142 385 €	
Résultat financier	**-261 517 €**	**-3,84%**	**-688 240 €**	**163,17%**	**-103 961 €**	**-84,89%**
Résultat courant	**667 859 €**	**74,42%**	**-949 675 €**	**-242,20%**	**-578 387 €**	**-39,10%**
Produits exceptionnels	96 934 €		7 914 666 €		1 953 943 €	
Charges exceptionnelles	29 399 €		5 468 203 €		1 340 836 €	
Résultat exceptionnel	**67 535 €**	**-29,78%**	**2 446 463 €**	**3522,51%**	**613 107 €**	**-74,94%**
Impôt sur les sociétés	222 300 €		406 552 €		11 027 €	
Résultat de l'exercice	**513 094 €**	**78,52%**	**1 090 237 €**	**112,48%**	**23 693 €**	**-97,83%**

3.2. Produits d'exploitations

Au cours de l'exercice 2019, la société a réalisé des produits d'exploitation à hauteur de **17 631 528 € HT**, ils s'élevaient à 21 359 618 € HT en 2018.

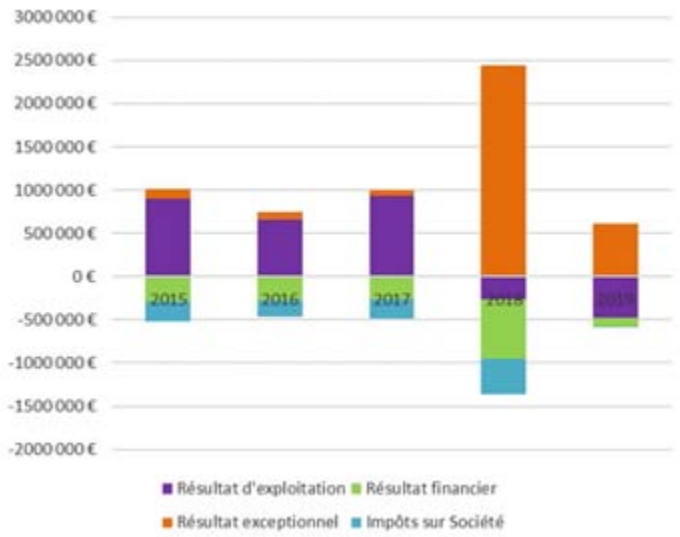
Outre le chiffre d'affaires, le montant des rémunérations des opérations concédées est un indicateur important de l'activité de la société. Sur 2019, il s'élève à **1 381 636 € HT**, en légère baisse par rapport à 2018 (1 444 727 € HT).

	2015	2016	2017	2018	2019
Chiffre d'affaires	30 057 983 €	26 051 843 €	37 142 904 €	21 173 672 €	20 961 910 €
Production stockée	-8 677 866 €	-11 217 039 €	-19 783 106 €	-5 999 580 €	-8 751 190 €
Production immobilisée	5 209 €	43 610 €	1 920 066 €	2 035 217 €	11 260 €
Subventions d'exploitation	651 718 €	300 115 €	228 245 €	193 685 €	149 174 €
Rémunérations	2 023 928 €	1 748 858 €	1 808 843 €	1 444 727 €	1 381 636 €
Autres Produits (Reprise DAP, transfert de charges, etc.)	1 538 445 €	990 625 €	1 271 562 €	2 511 598 €	3 878 738 €
Total	**25 599 417 €**	**17 918 012 €**	**22 588 514 €**	**21 359 318 €**	**17 631 528 €**

3.3. Résultats de la Société

	2015	2016	2017	2018	2019
Résultat d'exploitation	899 510 €	654 853 €	929 377 €	-261 434 €	-474 426 €
Résultat financier	-283 489 €	-271 947 €	-261 517 €	-688 240 €	-103 961 €
Résultat courant	616 021 €	382 906 €	667 859 €	-949 674 €	-578 387 €
Résultat exceptionnel	115 064 €	96 176 €	67 535 €	2 446 463 €	613 107 €
Impôts sur Société	-237 370 €	-191 667 €	-222 300 €	-406 552 €	-11 027 €
Résultat	**493 714 €**	**287 416 €**	**513 094 €**	**1 090 237 €**	**23 693 €**

Evolution des résultats :

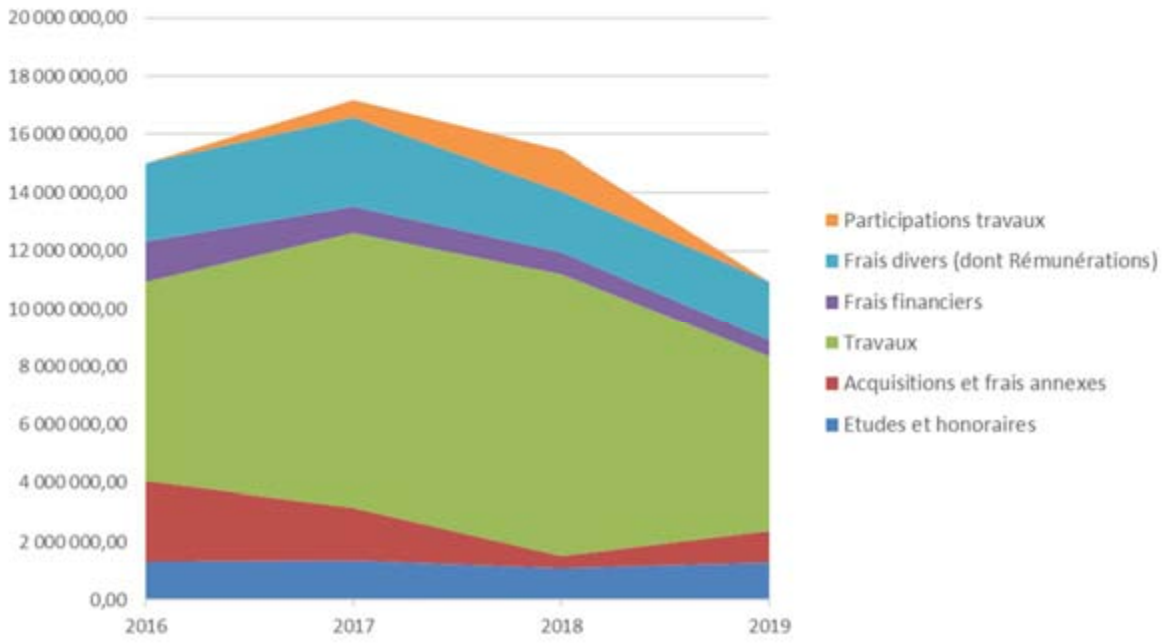


3.4. Le chiffre d'opérations

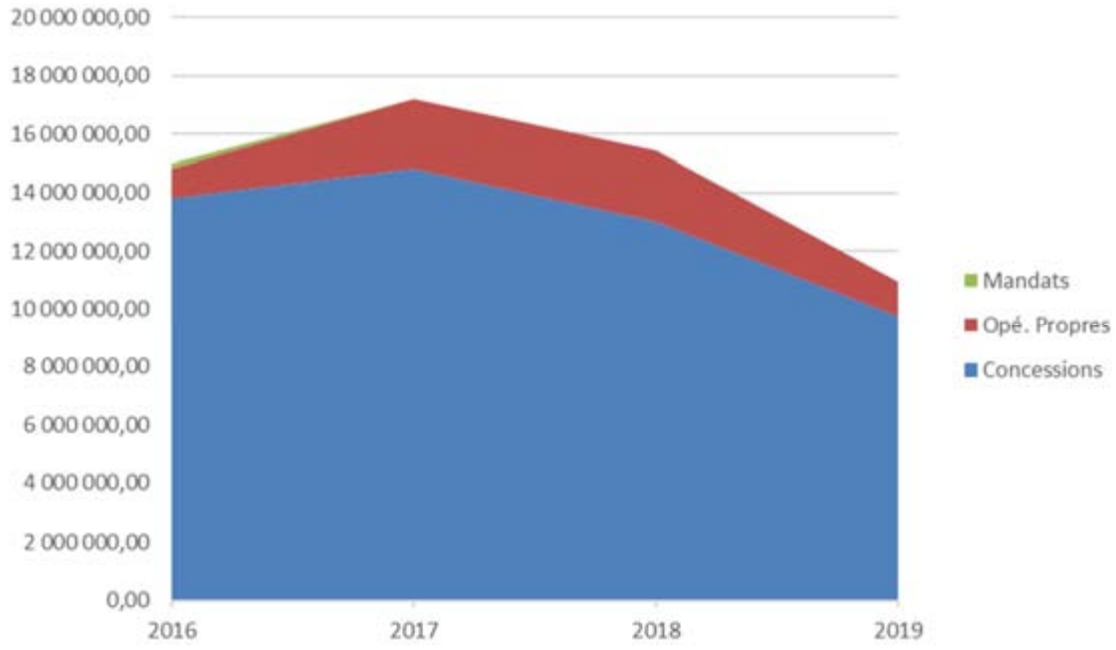
L'activité opérationnelle de la société se mesure à partir des dépenses d'investissement (chiffres d'opérations) enregistrées sur l'exercice sur les opérations de concessions d'aménagements, de mandats et de promotion…

Le chiffre d'opérations de l'exercice 2019 s'élève à **10 931 246 € HT.**

3.4.1. Evolution du chiffre d'opérations par nature de dépenses



3.4.2. Evolution du chiffre d'opérations par type de contrat



3.4.3. Avancement financier sur opérations d'aménagement en cours

Au 31 décembre 2019, le montant total des dépenses constatées sur les 17 opérations de concession d'aménagement s'élève à 351 910 K€, soit un avancement de 75.04 % du montant total des charges prévisionnelles.

N° OP	Nom OP	Montant charges Total (HT)	Constaté à fin 2019 (HT)	Avancement en %	Reste à constater (HT)
Commune de Saint Herblain					
1210	SECTEUR ALLENDE	7 419 K€	6 911 K€	93,15%	508 K€
1220	SECTEUR BAGATELLE	18 685 K€	14 461 K€	77,39%	4 224 K€
Nantes Métropole					
1751	ZAC HAUTS DE COUERON 3	22 123 K€	20 987 K€	94,87%	1 136 K€
1251	ZAC AR MOR	19 747 K€	18 543 K€	93,90%	1 204 K€
1351	ZAC OCEANE NORD	42 807 K€	37 642 K€	87,93%	5 165 K€
1851	ZAC OCEANE SUD	8 909 K€	8 831 K€	99,12%	78 K€
1470	MOULIN CASSE CROIX ROUGE	24 324 K€	18 018 K€	74,07%	6 306 K€
1230	PRU BELLEVUE	10 718 K€	10 513 K€	98,09%	205 K€
1301	ZAC DE LA PELOUSIERE	18 680 K€	17 858 K€	95,60%	822 K€
1701	ZAC OUEST CENTRE VILLE	50 313 K€	43 148 K€	85,76%	7 165 K€
1601	ZAC DE LA METAIRIE	17 626 K€	15 624 K€	88,64%	2 002 K€
1501	ZAC RIVES DE LOIRE	12 399 K€	6 025 K€	48,59%	6 374 K€
1460	LE VERGER	4 698 K€	3 069 K€	65,33%	1 629 K€
1490	MAUVES SUR LOIRE	15 153 K€	4 618 K€	30,48%	10 535 K€
1560	LES DEUX RUISSEAUX	43 084 K€	18 401 K€	42,71%	24 683 K€
1452	ZAC LA JAGUERE	19 483 K€	13 168 K€	67,59%	6 315 K€
Commune de St Julien de Concelles					
1550	ST JULIEN DE CONCELLES	15 742 K€	6 262 K€	39,78%	9 480 K€
TOTAL		**351 910 K€**	**264 079 K€**	**75,04%**	**87 831 K€**

3.4.4. Chiffres clés opérationnels sur 2019

Loire Océan Développement a cédé des droits à construire en matière de logements pour un volume de 619 logements dont 130 de logements locatifs sociaux - 214 logements abordables et 275 logements libres (accédants et investisseurs).

Loire Océan Développement a commercialisé 40 terrains à bâtir auprès de particuliers.

Loire Océan Développement a commercialisé 4 177 m² de surface plancher pour des activités tertiaires et de services.

Loire Océan Développement a commercialisé 98 878 m² de terrains à vocation industriel, artisanal, PME – PMI, agro-alimentaire et aéronautique.

4. DELAIS DE PAIEMENT

Le décret d'application n° 2017-350 du 20 mars 2017 a apporté des précisions sur les informations relatives aux délais de paiement. Ce décret est applicable à compter des exercices ouverts à compter du 1er juillet 2016.
Les sociétés doivent renseigner les informations suivantes, dans leur rapport de gestion :

- *Pour les fournisseurs, le nombre et le montant total des factures reçues non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu ; ce montant est ventilé par tranches de retard et rapporté en pourcentage au montant total des achats de l'exercice ;*

- *Pour les clients, le nombre et le montant total des factures émises non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu ; ce montant est ventilé par tranches de retard et rapporté en pourcentage au chiffre d'affaires de l'exercice.*

Factures reçues et émises non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu

	Article D. 441 I.-1° : Factures reçues non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu						Article D. 441 I.-2° : Factures émises non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu					
	0 jour (indicatif)	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)	*0 jour (indicatif)*	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)
(A) Tranches de retard de paiement												
Nombre cumulé de factures concernées	197					0	71					48
Montant cumulé des factures concernées TTC	1 066 566,64	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	111 691,32	251 638,76	42 153,30	305,10	338 269,35	632 366,51
Pourcentage du montant total TTC des factures reçues dans l'année	8,76%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%						
Pourcentage du montant total TTC des factures émises dans l'année							0,40%	0,91%	0,15%	0,00%	1,22%	2,28%
(B) Factures exclues du (A) relatives à des dettes et créances litigieuses ou non comptabilisées												
Nombre des factures exclues	5						8					
Montant total des factures exclues	34 893,36						483 669,52					
(C) Délais de paiement de réfrence utilisés (contractuel ou delai légal - article L. 441-6 ou article L.443-1 du code de commerce)												
Délais de paiement de utilisés pour le calcul des retards de paiement	☑ Délais contractuels : 45 jours ☐ Délais légaux : (préciser)						☑ Délais contractuels : 30 jours ☐ Délais légaux : (préciser)					

5. RISQUES ET INCERTITUDES

5.1. Concessions d'aménagement

Les comptes annuels de l'exercice clos au 31 décembre 2019 ont été établis conformément aux règles de présentation et aux méthodes d'évaluation prévues par la réglementation en vigueur.

Ainsi, l'application du règlement du CRC n° 99-05 du 23 juin 1999 pour les écritures d'inventaires des concessions a été réalisée sur la base des comptes rendus aux Collectivités Locales arrêtés au 31 décembre 2018 et approuvés par les différents concédants : Nantes Métropole, Ville de Saint Herblain, Commune de Saint Julien de Concelles.

Le contentieux CILAOS sur la ZAC Multisites de Saint Julien de Concelles a été pris en compte pour l'établissement du bilan financier prévisionnel du CRACL 2019 de l'opération. Aucune provision pour risques n'a donc été constitué sur l'exercice 2019.

5.2. Opérations propres

Pour l'arrêté des comptes de l'exercice 2019, Loire Océan Développement n'a relevé aucun risque ou incertitude nécessitant la constitution d'une provision pour risques.

Il faut toutefois noter pour l'opération d'aménagement Plessis Bouchet, l'inconstructibilité de l'ilot 1, suite au périmètre de sécurité imposé par BRENNTAG, société SEVESO. Toutes les incidences financières, notamment la perte d'une recette de cession ont été prises dans le bilan prévisionnel permettant de dégager la marge sur l'exercice 2019.

6. TABLEAU DES RESULTATS

Conformément aux dispositions de l'article 148 du décret du 23 mars 1967, le tableau fait apparaître le résultat de la Société pour ses quatre premiers exercices clos.

	2015 (12 mois)	2016 (12 mois)	2017 (12 mois)	2018 (12 mois)	2019 (12 mois)
CAPITAL EN FIN D'EXERCICE					
Capital social	1 211 420 €	1 211 420 €	1 211 420 €	1 211 420 €	1 211 420 €
Nombre d'actions					
-ordinaires	71 260	71 260	71 260	71 260	71 260
Nombre maximum d'actions à créer					
OPERATIONS ET RESULTATS					
Chiffres d'affaires Hors Taxes	30 057 983 €	26 051 843 €	37 142 904 €	21 173 672 €	20 961 910 €
Résultat avant impôts, participation, dot. amortissements et provisions	1 794 519 €	262 311 €	2 156 934 €	2 688 242 €	1 289 772 €
Impôts sur les bénéfices	237 370 €	191 667 €	222 300 €	406 552 €	11 027 €
Dot. Amortissements et provisions	1 063 435 €	-216 772 €	1 421 540 €	1 191 453 €	1 255 052 €
Résultat net	493 714 €	287 416 €	513 094 €	1 090 237 €	23 693 €
Résultat distribué	12 114 €	1 500 000 €	0 €	0 €	0 €
RESULTAT PAR ACTION					
Résultat après impôt, participation, avant dot. amortissements, provisions	22 €	1 €	27 €	32 €	18 €
Résultat après impôt, participation, dot. Amortissements et provisions	7 €	4 €	7 €	15 €	0 €
Dividende attribué		21 €	0 €	0 €	0 €
PERSONNEL					
Effectif moyen des salariés	13	11	11	11	11
Masse salariale	702 866 €	595 476 €	532 018 €	567 995 €	611 214 €
Sommes versées en avantages sociaux (sécurité sociale, œuvres sociales…)	400 229 €	345 235 €	306 737 €	315 677 €	325 801 €

7. DEPENSES FISCALEMENT NON DEDUCTIBLES

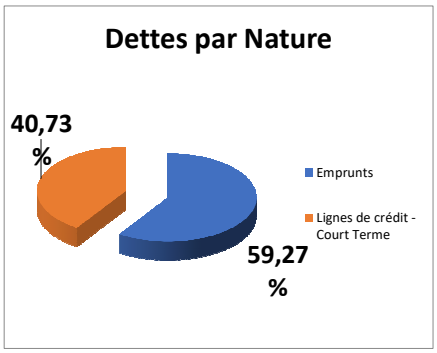
En application des articles 39-4 et 39-5 du code général des impôts, aucune dépense n'a donné lieu à la réintégration dans le bénéfice imposable de la société au titre de dépenses et de charges somptuaires.

8. ENDETTEMENT ET SITUATION FINANCIERE DE LA SOCIETE A FIN DECEMBRE 2019

Synthèse de la dette au 31/12/2019

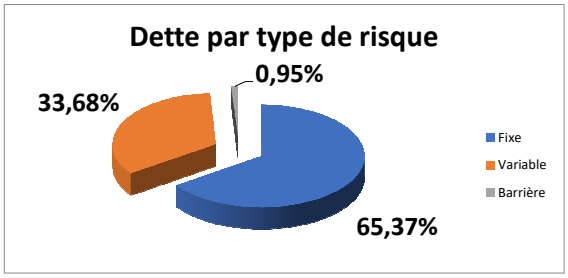
Dette par nature

Type	Nombre de lignes	Capital restant dû (CRD)	Taux moyen (ExEx,Annuel)	Part / Dette
Emprunts	15	16 888 157€	2,16%	59,27%
Lignes de crédit - Court Terme	13	11 607 820€	0,85%	40,73%
Lignes de crédit - Long Terme		0€	0,00%	0,00%
Total dette	**28**	**28 495 978 €**	**1,51%**	**100,00%**
Lignes de crédit - Disponible	14 592 180 €			
Total dette + disponible	**43 088 157 €**			



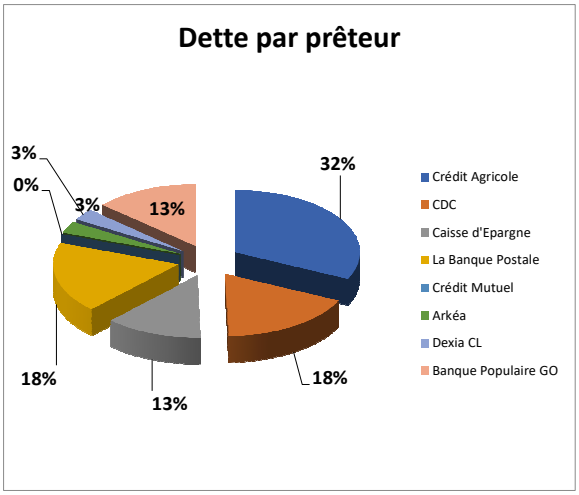
Dette par type de risque

Type	Encours	% d'exposition	Taux moyen (ExEx,Annuel)
Fixe	18 628 948 €	65,37%	2,10%
Variable	9 597 406 €	33,68%	0,83%
Barrière	269 623 €	0,95%	3,99%
Ensemble des risques	**28 495 978 €**	**100,00%**	**2,31%**



Dette par prêteur

Prêteur	CRD	% du CRD	Disponible (Revolving)
Crédit Agricole	9 137 071 €	32,06%	6 312 180 €
CDC	5 000 000 €	17,55%	4 900 000 €
Caisse d'Epargne	3 571 506 €	12,53%	3 380 000 €
La Banque Postale	5 250 000 €	18,42%	0 €
Crédit Mutuel	0 €	0,00%	0 €
Arkéa	865 000 €	3,04%	0 €
Dexia CL	859 586 €	2,10%	0 €
Banque Populaire GO	3 812 814 €	13,38%	0 €
Ensemble des prêteurs	**28 495 978 €**	**100,00%**	**14 592 180 €**



9. CONJONCTURE ECONOMIQUE SUR 2019

LISTE DES OPERATIONS

PATRIMONIALES	N° OPERATION
GESTION PATRIMONIALE	
ARCADES	OP 7103
MOULINETS	OP 7110
EX TNA	OP 7130
LA POSTE THOUARE SUR LOIRE	OP 7160
Bâtiment MITI	OP 4040
OPERATIONS PROPRES D'AMENAGEMENT	
LA PATISSIERE - Habitat	OP 7118
L'ORVASSERIE - Habitat	OP 7119
PLESSIS BOUCHET – Activités économiques	OP 7140
CHARLES RIVIERE – Habitat	OP 7120
LA CLAVELIERE – Habitat	OP 7145
ILOT ARBRES - Habitat	OP 7180
OPERATIONS PROPRES DE CONSTRUCTION	
Construction ensemble Immobilier Plessis Bouchet	OP 4090
Construction bâtiment - Awen	OP 4095

CONCESSIONS D'AMENAGEMENT	*N° OPERATION*
A VOCATION ECONOMIQUE	
Concession du Centre Industriel	OP 1001
▪ *GOÏOT - Exploitation*	*S/OP 7107*
▪ *Locaux industriels « BIO OUEST »*	*S/OP 7111*
Convention Publique d'Aménagement « AR MOR »	OP 1251
Convention Publique d'Aménagement « LA BROSSE »	OP 1351
Convention Publique d'Aménagement « HAUTS DE COUERON 3 »	OP 1751
Convention Publique d'Aménagement « LE TAILLIS 3 »	OP 1851
Concession d'Aménagement « CROIX ROUGE – MOULIN CASSE »	OP 1470
A VOCATION MIXTE	
Concession d'Aménagement « PRU BELLEVUE »	OP 1230
A VOCATION LOGEMENT	
Concession d'Aménagement « LA JAGUERE »	OP 1452
Convention Publique d'Aménagement « PELOUSIERE »	OP 1301
Convention Publique d'Aménagement « RIVES DE LOIRE »	OP 1501
Convention Publique d'Aménagement « METAIRIE »	OP 1601
Convention Publique d'Aménagement « OUEST CENTRE VILLE »	OP 1701
Concession d'Aménagement « ALLENDE »	OP 1210
Concession d'Aménagement « BAGATELLE »	OP 1220
Concession d'Aménagement « St JULIEN DE CONCELLES »	OP 1550
Concession d'Aménagement « LES DEUX RUISSEAUX »	OP 1560
Concession d'Aménagement « LE VERGER »	OP 1460
Concession d'Aménagement « ZAC Centre Bourg – Pontreau Piletière »	OP 1490

9.1. Gestion locative des Opérations immobilières patrimoniales

Opération Centre commercial des Arcades – OP n° 7103

10 cellules commerciales louées (Commerces de proximité), sans vacance au 31/12/2019, soit une rentrée locative annuelle de 134 131 € HT pour un résultat 2019 avant IS de 115 923 € ;

Immeuble de bureaux Saint Herblain – DNRED (Les Douanes) - Les Moulinets – OP n° 7110

Bâtiment de 804 m² de surface locative (Direction Régionale des Enquêtes Douanières) – bail en cours depuis juillet 2001 et reconduit en juillet 2019 pour 9 ans, sans vacance au 31/12/2019, soit une rentrée locative de 111 646 € HT pour un résultat 2019 avant IS de 79 037 €.

Immeuble d'activité EX TNA – Saint Herblain – OP n° 7130

Bâtiment d'une surface locative de 2 345 m², réhabilité et loué en totalité à l'entreprise PLATEFORME PREFERENCE GRAND OUEST, pièces détachées automobile (bail 3 – 6 – 9 ans en date du 14/04/2016) soit une rentrée locative annuelle de 115 549 € HT pour un résultat 2019 avant IS de 56 202 €.

Local de la Poste – Centre-ville de Thouaré Sur Loire – OP n° 7160

Local de 100 m² environ loué en totalité à LA POSTE depuis juillet 2014 (bail 6 ans ferme), soit une recette locative annuelle de 18 059 € HT pour un résultat 2019 avant IS de 3 689 €.

9.2. Gestion locative des Opérations immobilières en concession

Dans le cadre de la concession du centre industriel de Saint Herblain avec Nantes Métropole, Loire Océan Développement assure la gestion de deux bâtiments :

Le Bâtiment Goïot

Bâtiment industriel, réhabilité et étendu, dont le locataire est la Société GOÏOT sur 10 810 m², à travers 3 bâtiments (principal – fonderie et métallerie). Société spécialisée dans l'accastillage et les pièces nautiques.

En 2019, les loyers facturés étaient de 18 620 € HT.

En date du 6/11/2019, le bâtiment et ses terrains ont été cédés au propriétaire de l'entreprise pour un montant de 1 800 000 €, générant une plus-value de 564 751€.

Le résultat 2019 s'est élevé à 399 797 €.

L'Hôtel d'entreprises « Bio Ouest » à Saint Herblain

Livré en Février 2002 et dont à fin 2019, le taux d'occupation est de 47.23 % soit une surface louée de 1 115.32 m² par rapport à la surface totale locative de 2 361.50 m².

En 2019, les loyers facturés s'élèvent à 131 533 €, ils sont faibles compte-tenu de la vacance et le résultat annuel est négatif à hauteur de -149 174 €.

Les résultats de ces deux opérations sont cumulés à travers l'opération du Centre Industriel concédée par Nantes Métropole. Le résultat déficitaire, conformément à la convention, est équilibré par une subvention du concédant Nantes Métropole.

9.3. Opérations propres d'aménagement

9.3.1. A vocation d'habitat – logements

Opération propre La Patissière à Saint Herblain – OP n° 7118

Localisée à l'ouest du bourg sur une surface de 10 hectares en zone 2 AU (urbanisation future) à vocation d'habitat au PLU en vigueur, le secteur de la Patissière a fait l'objet de démarches de prospectives foncières, permettant à la SEM de maîtriser 80 % du foncier et la mise en œuvre d'une première tranche d'aménagement, et ce, depuis 2007 - 2008.

Par délibération du Conseil d'Administration en date du 08 décembre 2016, la SEM a été autorisée à lancer une consultation pour retenir une nouvelle équipe de concepteurs pour établir un schéma d'aménagement partagé et validé par la Ville de Saint Herblain en vue de lancer le dossier de façon opérationnelle (permis d'aménager, …).

Une ligne de trésorerie a été contractualisée avec le Crédit Agricole pour un montant de 1 400 000 € intégrant les coûts d'études sur 2016 – 2017, les taxes foncières, l'entretien des terrains et les frais financiers de portage.

En 2017, les bureaux d'études ont été retenus. Ils ont mené les études pré-opérationnelles pour aboutir début 2018, à un schéma d'aménagement prévisionnel partagé entre la Ville de Saint Herblain et Nantes Métropole.

En 2018, le schéma d'aménagement plan – guide validé par la Ville de Saint Herblain, a permis de mettre en œuvre de façon opérationnelle le dossier :

- Préparation des pièces Marchés en vue de lancer une consultation de Maîtrise d'œuvre Urbaine opérationnelle fin 2018 ;
- Continuité des acquisitions foncières.

Le budget global de l'opération s'établit prévisionnellement à 8 674 K€ HT et permettra de développer 205 logements dont 49 locatifs sociaux, 27 logements abordables et 129 logements à l'accession dont 87 terrains à bâtir.

En 2019, la Maîtrise d'œuvre urbaine a été retenue. Les études ont démarré (étude acoustique, …) pour réajuster le schéma d'intention.

A fin 2019, la trésorerie de l'opération s'élève à – 1 352 819 €, prise en charge par une autorisation de découvert auprès du Crédit Agricole Atlantique Vendée, ligne de trésorerie renégociée en décembre 2018.

Opération propre de l'Orvasserie à Saint Herblain – OP n° 7119

Par délibération du Conseil d'Administration en date du 28 octobre 2008, la Société a été autorisée à engager des négociations foncières sur le secteur de l'Orvasserie (5,5 hectares), classé en 2 AU au PLU en vigueur et à vocation d'habitat – logements.

Au 31/12/2017, Loire Océan Développement est propriétaire d'environ 2,2 hectares.

En date du 04/03/2014, la Société a remboursé sur fonds propres, la ligne de trésorerie ouverte à la Caisse des Dépôts et Consignations à hauteur de 359 635 €.

Ce foncier est valorisé, au 31/12/2019, dans l'actif de la Société pour un montant de 320 999 € HT.

Les dépenses réalisées en 2019 s'élèvent à 0 € HT.

En 2019, Nantes Métropole a acquis un ensemble de parcelles (2 ha) pour un montant de 222 600 €. Ce foncier sera racheté par Loire Océan Développement au démarrage de l'opération.

Opération propre d'aménagement Ilot « Arbres » à Nantes Nord – OP n° 7180

Par délibération du 16 mai 2018, le Conseil d'Administration a autorisé Loire Océan Développement à procéder à l'acquisition, la démolition de bâtiments et la viabilisation d'un espace foncier d'environ 4 300 m² pour le céder à un Opérateur, en vue de réaliser un ensemble immobilier de 60 logements libres et abordables et un rez-de-chaussée actif d'environ 900 m².

Le bilan financier prévisionnel est établi à 1 100 K€ HT.

En juillet 2018, la consultation Promoteur Immobilier a été lancée. L'Opérateur CIF Immobilier a été retenu fin 2018.

Au cours de l'année 2019, le projet d'aménagement a été précisé. La Maîtrise d'œuvre pour les travaux de viabilisation provisoire a été désignée permettant de lancer l'appel d'offres travaux en février 2020.

Le CIF en lien avec Loire Océan Développement, l'Aménageur et les Services, a élaboré le permis de construire, déposé en mars 2020.

Loire Océan Développement, après appel d'offre, a retenu une entreprise de démolition, qui doit démolir les bâtiments vacants existants début 2020.

Opération propre d'aménagement Secteur La Clavelière (Secteur 2AU) à Saint Jean de Boiseau – OP n° 7145

Par délibération du Conseil d'Administration du 22 novembre 2018, LOD a été autorisé à procéder aux négociations foncières en vue de maitriser un secteur d'environ 0,8 ha, dont la moitié urbanisable, permettant en cas de maîtrise foncière totale, la réalisation d'environ 20 logements (15 terrains à bâtir et 5 Maisons individuelles groupées sociales).

En cas de réalisation opérationnelle, sous réserve d'une maîtrise foncière, le budget de cette opération est d'environ 700 K€ HT.

Les négociations foncières lancées en 2018, se sont poursuivies sur l'année 2019. Des accords ont été trouvés. La Commune achètera en direct les fonciers, en attendant une maîtrise amiable totale.

Opération propre Charles Rivière à Rezé – OP n° 7120

Par délibération du Conseil d'Administration en date du 10 décembre 2010, la Société a été autorisée à la signature du compromis de vente avec le propriétaire du site (Citroën).

En 2019, Loire Océan Développement a poursuivi l'instruction des différents dossiers pour la remise d'ouvrages à Nantes Métropole et programmé les différents actes de rétrocessions.

Les dépenses réalisées au titre de l'opération en 2019 s'élèvent à 6 860 € HT.

9.3.2. Opérations propres d'aménagement à vocation économique

Opération propre Lotissement d'activités économiques Plessis Bouchet à Saint Herblain – OP n° 7140

Par délibération du Conseil d'Administration en date du 15 mai 2009, la Société a été autorisée à procéder aux acquisitions foncières pour la mise en œuvre d'un lotissement d'activités économiques à vocation artisanal en lien avec les terrains Ex Ligne Plus Combustibles, sous compromis de vente avec Nantes Métropole. L'ensemble des deux secteurs représentent environ 10 ha.

Par courrier en date du 7 mars 2018, Nantes Métropole nous a confirmé la libération des contraintes administratives dues au classement SEVESO - seuil haut de l'entreprise BRENNTAG. Ainsi par la mise aux normes et les investissements en terme d'extension foncière et d'ordres techniques, les limites de danger se retrouvent contenues dans le futur périmètre de l'entreprise.

Ceci permet la commercialisation du macro lot 4 et le lot 1 gelés jusqu'à alors et l'annulation comptable de perte à terminaison constatée à fin 2016 pour 279 K€.

Les premières entreprises ont commencé à s'installer fin 2017, début 2018.

L'année 2019 a été marquée par une commercialisation dynamique. Ainsi au 31/12/2019 :

- 5 compromis de vente ;
- 3 actes de vente signés ;
- 2 réservations de terrains.

Au 31/12/2019, il reste 3 terrains à commercialiser (Hors foncier dédié à l'opération de promotion immobilière, le PANORAMA).

Les dépenses réalisées en 2019 s'élèvent à 80 570 € HT. La situation de trésorerie déficitaire (– 1 411 162 €) est couverte par une ligne de trésorerie ouverte auprès de la Caisse d'Epargne Bretagne Pays de Loire.

9.4. Opérations propres de construction

Construction d'un bâtiment agro-alimentaire - MITI - Pôle Agro à Rezé – OP n° 4040

Le Conseil d'Administration du 19 juillet 2016 a autorisé sous forme d'opération propre, la construction d'un bâtiment agro-alimentaire de 3 700 m² environ, pour accueillir la Société MITI, unité de production dans les plats cuisinés composés de produits de la mer et actuellement implantée au sein du MIN à Nantes.

L'implantation de l'entreprise MITI est prévue au sein du Macro-lot 2 (du Pôle agro-alimentaire – Parc Océane Nord) à proximité immédiate du foncier dévolu au MIN réimplanté.

Sur un foncier de 14 000 m², le projet de construction a pour objet l'unité de production, livraisons, expéditions, bureaux et stockages.

Loire Océan Développement porte le projet d'investissement, environ 3 900 K€ HT à l'aide d'un emprunt contractualisé auprès de la BPBA (taux fixe sur 20 ans).

En date du 22/11/2016, la Société MITI a contractualisé un BEFA *(bail en état de parfait achèvement)* avec Loire Océan Développement, avec rachat potentiel à compter de la 5ème année. Le bail locatif est d'une durée de 9 ans ferme.

Le positionnement de la SEM Loire Océan Développement sur ce projet vient en accompagnement de l'implantation du MIN de Nantes et du développement du Pôle agro. L'entreprise MITI actuellement locataire dans le MIN disposera des moyens de production induits par sa croissance.

A compter de l'été 2016 et par le délai à respecter par rapport aux échéances de déménagement du MIN fin 2018, une consultation en conception-construction a été mise en œuvre.

Le Groupe THEBAULT INGENIERIE a été retenu en octobre 2016. La livraison du bâtiment au locataire était programmée en juin 2018 pour la réalisation par ses soins de son process industriel et le démarrage de son activité en octobre 2018.

En date du 22 novembre 2016, un avenant au BEFA a été signé entre Loire Océan Développement et MITI, pour l'augmentation du volume à construire, impliquant une revalorisation locative.

En 2017, le permis de construire a été déposé et obtenu. Les travaux de construction ont été engagé pour permettre le démarrage des travaux d'aménagement intérieurs en avril 2018 à la charge de l'Entreprise MITI, selon leurs process et son fonctionnement à compter de fin 2018.

Le montant définitif des dépenses s'élève à 4 054 074 € HT.

A fin 2019, les loyers facturés s'élevaient à 280 864 € HT, pour un résultat annuel de 73 707 €.

Construction d'un ensemble immobilier d'activités artisanales – Locaux Plessis Bouchet à Saint Herblain – OP n° 4090

Le Conseil d'Administration du 16 mai 2018 a autorisé sous forme d'opération propre de construction, la réalisation d'un ensemble immobilier à vocation économique de l'ordre de 5 à 6 000 m² de surface plancher.

L'opération se développera au cœur de notre opération d'aménagement éponyme.

Le budget global de l'opération est fixé à 5 585 K€ HT.

Les locaux réalisés seront commercialisés en VEFA à des acquéreurs (PME – Artisanat).

Fin 2018, nous avons lancé la consultation de Maîtrise d'œuvre, après élaboration du programme.

En 2019, la Maîtrise d'œuvre a été retenue, permettant le lancement opérationnel. Ainsi le permis de construire a été déposé en date du 3 octobre 2019 en Mairie de Saint-Herblain. L'appel d'offre travaux a été lancé début janvier 2020.

Construction d'un bâtiment agro-alimentaire – AWEN – OP n° 4095

Le Comité d'engagement de Loire Océan Développement en date du 10 septembre 2019 et le Conseil d'administration en date du 6 novembre 2019, ont autorisé la réalisation d'un bâtiment d'environ 500 m² pour un locataire identifié (la Société AWEN).

L'implantation se fera au cœur du parc agroalimentaire Agropolia à Rezé.

En date du 6 septembre 2019, le preneur a accepté les conditions locatives avec option d'achat à la cinquième année.

Le budget d'investissement prévisionnel s'élève à 705 102 € HT.

Après consultation, une équipe de Maîtrise d'œuvre a été retenue, permettant d'envisager un dépôt de permis de construire au cours du 1er trimestre 2020.

9.5. Les Filiales de la SEM Loire Océan Développement

La SAS Sillon Tertiaire

Au capital de 800 000 €uros dont 11 % détenus par Loire Océan Développement, soit 88 000 €uros, versés pour moitié à la création en juillet 2009 et l'autre moitié en mai 2011.

La Société Loire Océan Développement avait délibéré favorablement à cette prise de participation lors du Conseil d'Administration du 21 avril 2009.

La SAS Sillon Tertiaire a pour objet la prise en bail emphytéotique de l'ensemble immobilier appartenant à Harmonie Investissement Immobilier pour assurer la gestion et l'exploitation des bureaux existants et transformés suite à la réhabilitation du Sillon de Bretagne, soit un volume global d'environ 17 393 m², dont 5 815 m² de nouveaux bureaux (transformation des logements sur les niveaux 1 à 15) et 11 578 m² pour les anciens bureaux.

A fin 2013, les travaux sont totalement achevés, permettant l'accueil de nouvelles entreprises.

En date du 24/10/2017, le Conseil d'Administration de Loire Océan Développement a délibéré favorablement pour le versement d'une avance remboursable de 58 300 €uros en compte courant d'associés, suivant la part détenue par Loire Océan Développement au capital de la SAS et conformément au plan de redressement voté par les actionnaires de la SAS.

En date du 03/04/2018, Loire Océan Développement a effectué ce versement suivant appel de la SAS Sillon Tertiaire.

A fin 2019, le résultat de la SAS Sillon Tertiaire est bénéficiaire à hauteur de + 70 482 €uros. Il s'élevait à – 9 000 €uros au 31/12/2018.

Une provision de 1 430 €uros pour dépréciation des parts détenus a été passée sur l'exercice 2019. Elle a été déterminée en fonction des derniers éléments en notre possession au moment de l'arrêté des comptes de Loire Océan Développement, à savoir un résultat prévisionnel 2019 négatif d'environ -13 K€. Cette information a été transmise par Harmonie Habitat fin novembre 2019.

La SAS Adeo Bellevue devenue SAS Novapole Immobilier en date du 15 janvier 2019

La SAS Adeo Bellevue a été créée le 24 octobre 2012. Elle a pour objectif d'assurer le portage immobilier et la gestion immobilière de la Cour Artisanale « Galilée » et l'immeuble de bureau « La Station », qui ont été acquis en 2014 en VEFA auprès de la SEM Loire Océan Développement qui en assurait la réalisation.

La SAS Adeo Bellevue, dont le capital est de 10 000 €uros, comporte deux actionnaires :

- La SEM Loire Océan Développement à hauteur de 60 % ;
- Et la Caisse des Dépôts et Consignations à hauteur de 40 %.

La Ville de Saint Herblain et Nantes Métropole ont délibéré favorablement à ce montage le 25 juin 2012 et le 6 juillet 2012.

En octobre 2012, une convention de partenariat entre Loire Océan Développement et la Caisse des Dépôts et Consignations a été signée, ainsi que les statuts et le pacte d'associés de la SAS Adeo Bellevue.

Au cours de l'année 2018, Loire Océan Développement et la Banque des Territoires - Caisse des Dépôts et Consignation ont étudié l'évolution de la SAS ADEO pour accroître sa capacité à porter de l'immobilier.

Suite à l'étude de cette évolution menée en 2018, l'Assemblée Générale de la SAS Adeo Bellevue en date du 15 janvier 2019 a acté la modification de son objet social ainsi que le changement de sa dénomination sociale.

La SAS Adeo Bellevue devient la SAS Novapole Immobilier qui a pour objet la réalisation d'opérations immobilières confiées majoritairement par ses associés, dans un cadre juridique de type concessif ou de tout contrat assimilable à cette forme.

Un nouveau pacte des Associés et règlement intérieur sur le contrôle de la SAS sont mis en place à l'issu de cette Assemblée Générale.

Trois concessions cadre de services, ayant pour objet de confier à la SAS Novapole Immobilier par ses actionnaires (Loire Océan Développement et la Banque des Territoires – Caisse des Dépôts et Consignation), la mission de constitution de parcs immobiliers destinés et de leur gestion sont instaurées :

- Concession cadre de services dédiée aux activités commerciales et économique ;
- Concession cadre de services dédiée aux activités de la santé ;
- Concession cadre de services dédiée aux activités de l'innovation.

En 2019, le capital social de la SAS a été porté à 1 400 000 €. Cette augmentation s'est réalisée par incorporation de la globalité des avances versées en compte courant d'associés, soit 1 390 000 €.

Au 31/12/2019, le résultat après IS est de + 29 994 €uros et le résultat net cumulé de + 292 351 €uros.

Pour l'immeuble « Le Galilée »

- Gestion locative des locaux loués et commercialisation des locaux vacants ;
- Travaux d'entretiens
- DUA pour clôturer le site.

Pour l'immeuble « La Station »

- Gestion locative de l'ensemble immobilier à compter de l'entrée dans les lieux de Pôle Emploi (soit depuis juin 2016)

Pour la SAS Novapole Immobilier

- Assurer la gestion financière, administrative et sociales de la structure.

Les opérations lancées en 2019, pour le compte de la SAS NOVAPOLE IMMOBILIER :

- Acquisition en VEFA de 280 m² de locaux commerciaux auprès d'ESPACIL – Place des Lauriers à Nantes
- Construction de la Maison pluriprofessionnelle de Santé – Grand Bellevue – Nantes Ouest – OP 4060
- Construction de la Cour Artisanale Bout des Landes – Nantes Nord – OP 4080
- Acquisition et réalisation de la Maison de santé pluriprofessionnelle de Nantes Nord – OP 4070

9.6. Les concessions d'aménagement à vocation d'habitat

9.6.1. Opérations concédées par Nantes Métropole

NB : Nantes Métropole a délibéré le 25 juin 2010 sur le principe de transfert des ZAC Habitat à la Communauté Urbaine. Ce transfert de compétence a été acté par un arrêté préfectoral en date du 20 octobre 2010, avec effet en date du 05 novembre 2010.

- ZAC de la Pelousière — *Saint Herblain* — *OP n° 1301*
- ZAC Rives de Loire — *Couëron* — *OP n° 1501*
- ZAC de la Métairie — *Couëron* — *OP n° 1601*
- ZAC Ouest Centre Ville — *Couëron* — *OP n° 1701*
- ZAC de la Jaguère — *Rezé* — *OP n° 1452*
- ZAC du Verger — *Carquefou* — *OP n° 1460*
- ZAC Centre Bourg – Pontereau Piletière — *Mauves/Loire* — *OP n° 1490*
- ZAC des Deux Ruisseaux — *Thouaré/Loire* — *OP n° 1560*

ZAC de la Pelousière (Saint Herblain) – OP 1301 – à vocation d'habitat

Concédant : Nantes Métropole
Date de signature : octobre 2003
Budget global d'opération *(CRACL 2019)* : 18 680 K€ HT

- Interface chantiers constructions ;
- Avancée des remises d'ouvrages et actes de rétrocession des espaces publics ;
- ITV – DOE…

ZAC Rives de Loire (Couëron) – OP 1501 – à vocation d'habitat

Concédant : Nantes Métropole
Date de signature : 15 décembre 2003
Budget global d'opération (CRACL 2019) : 12 399 K€ HT

- Achèvement travaux KME en février 2018 – désaccord sur conditions de remises état du site ;
- Travail avec les Services de Nantes Métropole, les bureaux d'études, la Ville de Couëron, sous forme d'ateliers pour partager le parti d'aménagement et les enjeux du projet ;
- Schéma d'aménagement stabilisé début 2020 ;
- Achat dernier foncier à Nantes Métropole en décembre 2019.

ZAC de la Métairie (Couëron) – OP 1601 – à vocation d'habitat

Concédant : Nantes Métropole

Date de signature : 30 mars 2005

Budget global d'opération (CRACL 2019) : 17 626 K€ HT

Phases 1 - 2 - 3

- DOE – ITV - avancée dans les remises d'ouvrages.

Phase 4

- Interface chantiers de construction ;
- Commercialisation de 13 lots libre de constructeur en 2019.
- Cessions Ilots 9 et 11 : ATLANTIQUE HABITATIONS et MFLA (13 logements locatifs sociaux et 10 maisons individuelles groupées abordables) ;
- Signature compromis de vente – dépôt PC Ilot 12 : HABITAT 44 ;
- Suivi montage financement Résidence autonomie : HABITAT 44 (64 logements locatifs sociaux – 1 salle Tiers Lieu).
- Achèvement des travaux VRD provisoires internes à la phase 4.

ZAC Ouest Centre Ville (Couëron) – OP 1701 – à vocation d'habitat

Concédant : Nantes Métropole

Budget global d'opération (CRACL 2019) : 50 313 K€ HT

Remise d'ouvrages

- Phases 3 et 5 → en attente ;
- Phase 6 - poste de refoulement rue des Carterons : remise d'ouvrage faite ;
- Phase 6 : sollicité mi-2019 ;
- RD 91 Nord : en attente PV remise d'ouvrage.

Cette tâche est très longue et très complexe.

Phase 4

- Cession Ilot 4.6 : GAMBETTA (logement locatif social et logement abordable : 67 logements) ;
- Gestion interface chantiers de construction ;
- Suivi commercialisation programmes immobiliers ;
- Arrêt des consultations et lancement opérationnel sur les Ilots 4.1 – 4.3 et 4.4 (105 logements au total selon la demande de la Ville de Couëron – à reporter fin 2020) ;
- Commercialisation de 6 terrains à bâtir – phases 4 et 7 ;
- Cession Ilot 4.2 : REALITES (38 logements libres – collectifs et maisons individuelles groupées) ;
- Suivi travaux de viabilisation provisoire y compris secteur boulevard de l'Océan aménagé par tronçons.

Phase 7

- Travaux de finition de l'ensemble de la voirie ;
- Interfaces chantiers de construction.

Secteur Bel Air :

- Travaux de viabilisation provisoires achevés en mars 2019 ;
- Opération de renouvellement du site avec 45 logements abordables et 35 logements locatifs sociaux, réalisée par HARMONIE HABITAT : PC obtenu en juillet 2019 ;
- Suivi commercialisation 50 % de ventes logements abordables à fin 2019 ;
- Démarrage travaux de construction partie sud : 4ème trimestre 2019.

ZAC de la Jaguère (Rezé) – OP 1452 – à vocation d'habitat

Concédant : Nantes Métropole
Date de signature : 13 mars 2008
Budget global d'opération (CRACL 2019) : 19 483 K€ HT

Tranche 1

- Commercialisation de 4 terrains à bâtir ;
- Avancée ITV – DOE pour remise d'ouvrages ;
- Définition du projet Jardins familiaux.

Tranche 2

- Finition voirie – continuité des travaux ;
- Cessions :
  - Ilot 6 bis : GHT / LNH (99 logement locatifs sociaux et abordables) ;
  - Ilot 12 bis : GHT (10 maisons individuelles groupées logements abordables) ;
- Interface chantiers de constructions.

ZAC du Verger (Carquefou) – OP 1460 – à vocation d'habitat

Concédant : Nantes Métropole
Date de signature : 12 avril 2011
Budget global d'opération (CRACL 2019) : 4 698 K€ HT

- Achèvement des travaux de viabilisation provisoire.
- Cession ilot 2 : HARMONIE HABITAT (16 logements locatifs sociaux – 7 logements abordables – 150 m² de services) – démarrage chantier de construction ;
- Cessions de 8 terrains à bâtir ;
- Suivi instruction PC Ilot 6.7 – CISN (17 maison individuelles groupées logements abordables)
- Obtention PC Ilot 4 : ADI (1 500 m² tertiaire services) ;
- Interface chantier de construction.

ZAC Centre Bourg et ZAC Pontereau Piletière (Mauves sur Loire) – OP 1490 – à vocation d'habitat

Concédant : Nantes Métropole

Date de signature : 28 mars 2011

Budget global d'opération (CRACL 2019) : 15 153 K€ HT

ZAC Centre Bourg

- Achèvement des travaux de viabilisation provisoire.
- Interface chantiers de construction ;
- Cession Ilot 4 : SOGIMMO (26 logements libres).

ZAC Pontereau Piletière

- Continuité des acquisitions foncières amiables y compris secteur zone humide – zone de recompensation bords de Loire - Mauves
- AVP repris avec les nombreux échanges avec la Métropole ;
- Elaboration dossier DUP et enquêtes publiques en janvier – février 2020.

ZAC Des Deux Ruisseaux (Thouaré sur Loire) – OP 1560 – à vocation d'habitat

Concédant : Nantes Métropole

Date de signature : 4 avril 2006

Budget global d'opération (CRACL 2019) : 43 084 K€ HT

Tranche 1

- Rétrocession des espaces publics et signature des actes correspondants ;
- Interface chantiers constructions Podeliha – LA NANTAISE D'HABITATION (9 maisons individuelles groupées sociales).

Tranche 2

- Interface chantiers de constructions ;
- Réalisation des travaux définitifs partie Nord ;
- Cessions de 4 terrains à bâtir.

Tranches 3 à 8

- Désignation d'une nouvelle équipe de Maîtrise d'œuvre urbaine, AMO performance et énergétique : fin 2019 ;
- Démarrage des études début 2020.

9.6.2. Opérations concédées par la Ville de Saint Herblain

Opération Bagatelle (Saint Herblain) – OP 1220 – à vocation d'habitat

Concédant : Ville de Saint Herblain
Date de signature : 19 août 2009 – prolongée par avenant jusqu'à fin août 2022
Budget global d'opération (CRACL 2019) : 18 685 K€ HT

- Interface chantiers Ilot E : Tolefi Promotion et Ilot G : CIF.
- Travaux viabilisation phase 4 sur toute l'année 2018.
- Suivi dépôt – Instruction Permis de construire Ilots M - N → 137 logements.
- Désignation GALEO – concours PUCA – ADIV BOIS → 49 logements libres (Ilot I).
- Suivi et désignation Equipes Conception – Réalisation :
  - Ilot K : HARMONIE HABITAT → 34 logements locatifs sociaux et abordables ;
  - Ilot J : SAMO → 57 logements locatifs sociaux.

Opération Allende (Saint Herblain) – OP 1210 – à vocation d'habitat

Concédant : Ville de Saint Herblain
Date de signature : 19 août 2009 – prolongée par avenant jusqu'à fin août 2018
Budget global d'opération (CRACL 2019) : 7 419 K€ HT

- Interfaces chantiers macro-lots 5 et 3.
- ITV – DOE en vue de la remise d'ouvrage.

9.6.3. Opérations concédées par la Ville de Saint Julien de Concelles

ZAC Multi sites de Saint Julien de Concelles – OP 1550 – à vocation d'habitat

Concédant : Ville de Saint Julien de Concelles
Durée : 10 ans
Budget global d'opération (CRACL 2019) : 15 742 K€ HT

Secteur Graholière

- Derniers travaux de finition ;
- Acte de rétrocession avec la Ville de Saint Julien de Concelles.

Secteur Petite Courbe

- Acquisition fonciers ESSEAU – CORBET ;
- PRO – appel d'offres travaux ;
- Choix des entreprises travaux : début 2020 ;
- Levée archéologique préventive.

Au 31 décembre 2019, 11 Concessions d'Aménagement sont en cours.

Superficie Totale à aménager : 266 hectares.

Nombre de logements livrés à terme : 7 472

Montant total financier, cumulé des opérations (au 31/12/2019) : 223 282 K€ HT

9.7. *Concession d'aménagement à vocation économique*

Parc tertiaire Ar Mor (Saint Herblain) – OP 1251

Concédant : Nantes Métropole

Budget global d'opération (CRACL 2019) : 19 747 K€ HT

En date du 24 mai 2004, la Communauté Urbaine de Nantes a notifié à Loire Océan Développement par convention publique d'aménagement, la réalisation des espaces publics liés à la construction de l'équipement culturel du Zénith, la viabilisation et la commercialisation de la ZAC à vocation tertiaire et de services (53 ha au total à aménager) – 110 000 m² de SHON à terme.

Au cours de l'année 2019, Loire Océan Développement a procédé à :

- La continuité de la mise en œuvre des remises d'ouvrages et rétrocessions des espaces publics avec la réalisation des ITV notamment ;
- Le suivi commercialisation des programmes tertiaires y compris immeubles vacants ;
- La cession de l'Ilot 3.1 pour 3 000 m² de surface plancher – compte propre : extension EupToYou ;
- Les interfaces chantiers de construction.

Parc d'activité Océane Nord (Rezé – Les Sorinières) – OP 1351

Concédant : Nantes Métropole

Budget global d'opération (CRACL 2019) : 42 807 K€ HT

En date du 1er décembre 2004, la Communauté Urbaine de Nantes a notifié à Loire Océan Développement par convention publique d'aménagement, la réalisation d'une zone à vocation d'activités économiques (avec le MIN de Nantes et le pôle agro-alimentaire Agropolia). La surface de cette opération couvre 165 hectares.

Au cours de l'année 2019, Loire Océan Développement a réalisé :

- La signature par actes authentiques de 3 fonciers soit 2 hectares destinés à l'accueil d'entreprises agro-alimentaires notamment adossées au MIN implanté fin janvier 2019 ;
- La signature de 4 compromis de vente soit 22 451 m² destinés à des entreprises agro-alimentaires ;
- L'attribution du marché de signalétique ;
- La continuité remise d'ouvrage et rétrocession ;
- Le suivi des mesures environnementales ;
- Les interfaces chantiers de construction et élaboration instruction des permis de construire.

ZAC des Hauts de Couëron 3 (Couëron) – OP 1751

Concédant : Nantes Métropole

Surface à aménager : 80 hectares

Surface cessible : 49 hectares

Budget global d'opération (CRACL 2019) : 22 123 K€ HT

En date du 4 mai 2005, Nantes Métropole a confié à Loire Océan Développement par concession d'aménagement, la réalisation d'une zone à vocation d'activités économiques.

Au cours de l'année 2019, Loire Océan Développement a réalisé :

- L'avancement des procédures de remises d'ouvrages, plan de domanialité pour chaque secteur (de 1 à 4) ;
- Le suivi des interfaces chantiers de construction – espace public ;
- L'achèvement des travaux de viabilisation du secteur Nord-ouest ;
- La signature de 4 actes authentiques soit 2 hectares ;
- La signature de 4 compromis de vente soit 2 hectares.

ZAC du Taillis 3 (Les Sorinières) – OP 1851

Concédant : Nantes Métropole
Surface à aménager : 40 hectares
Surface cessible : 31 hectares
Budget global d'opération (CRACL 2019) : 8 909 K€ HT

En date du 4 mai 2005, Nantes Métropole a confié à Loire Océan Développement par concession d'aménagement, la réalisation d'une zone à vocation d'activités économiques.

Au cours de l'année 2019, Loire Océan Développement a réalisé :

- La finalisation des remises d'ouvrages et rétrocession : *longue et fastidieuse* ;
- La pré-commercialisation du dernier foncier sur le Taillis nord 5 pour 1,4 hectares.

ZAC Croix Rouge – Moulin Cassé (Bouguenais – Saint Aignan de Grand Lieu) – OP 1470

Concédant : Nantes Métropole
Surface à aménager : 74 hectares
Surface cessible : 45 hectares
Budget global d'opération (CRACL 2019) : 24 324 K€ HT

Par délibération du Conseil Communautaire en date du 12 décembre 2008, Nantes Métropole a confié à Loire Océan Développement l'aménagement de la ZAC à vocation d'activités économiques sur 64 hectares, dénommée Croix Rouge – Moulin Cassé.

Cette opération située sur les communes de Bouguenais et Saint Aignan de Grand Lieu renforce la présence de Loire Océan Développement sur le sud-Loire.

Au cours de l'année 2019, Loire Océan Développement a réalisé :

- Le suivi des interfaces chantiers de construction ;
- La cession de 3 hectares par actes authentiques, implantation de 3 entreprises ;
- Les expulsions récurrentes - sécurisation coûteuse et chronophage ;
- La remise d'ouvrages et actes de rétrocessions ;
- La mise en place de la signalétique
- La mise en œuvre des actions du plan de gestion sur le secteur de la Grande Vallée ;
- Les travaux de reprises et d'entretien des espaces protégés.

Opération Bellevue – Ilot Central – Dossier ANRU (Saint Herblain) – OP 1230

Opération concédée par Nantes Métropole en date du 09/04/2010

SHON développée : 22 900 m²

Budget global d'opération (CRACL 2019) : 10 718 K€ HT

Au cours de l'année 2019, Loire Océan Développement a effectué :

- Le suivi de construction du programme immobilier de logements du CIF – COP LOGIS.

Concession du Centre Industriel de Saint Herblain – OP 1001

Concession hors procédure avec Nantes Métropole regroupant la gestion de deux bâtiments à vocation économique :

- Opération 7107 – Immeuble Goïot ;
- Opération 7111 – Immeuble Bio Ouest.

Au cours de l'année 2019, Loire Océan Développement a assuré la gestion locative de ces deux immeubles, avec la cession fin 2019, de l'immeuble Goïot à son occupant.

Au 31 décembre 2019, la SEM Loire Océan Développement est titulaire de 7 concessions d'aménagement (dont la concession du Centre Industriel de Saint Herblain), opérations à vocation d'activités économiques représentant :

- **Superficie Totale à aménager : 414 hectares.**
- **Surface cessible totale : 222 hectares et 140 000 m² de surface plancher tertiaires et activés**

Montant total financier, cumulé des opérations (au 31/12/2019) : 128 628 K€ HT
(hors Concession du Centre Industriel)

Au total, au 31/12/2019,

Loire Océan Développement est titulaire de 18 concessions d'aménagement.

Cela représente environ 680 hectares à aménager :

- **à vocation d'habitat : 266 hectares (11 concessions) ;**
- **à vocation économique : 414 hectares (7 concessions).**

10. EVOLUTION DE L'INTERVENTION DE LA SOCIETE POUR 2020

Pour l'année 2020, l'intervention de la société portera essentiellement sur :

10.1. Les opérations patrimoniales

10.1.1. Gestion locative

Opération Centre commercial des Arcades

Opération Les Moulinets

Immeuble EX TNA

Local de la Poste de Thouaré Sur Loire

Immeuble artisanal Le Galilée - immeuble de bureaux La Station et rez-de-chaussée commercial Bel&Co pour le compte de la SAS NOVAPOLE IMMOBILIER

Bâtiment agro-alimentaire MITI

10.1.2. Investissement

⇨ ***Opérations propres à vocation Aménagement***

Opération propre La Pâtissière / Saint Herblain– OP n° 7118

- Elaboration AVP ;
- Réalisation des études règlementaires pour dépôt du permis d'aménager fin 2020 ;
- Concertation avec la population.

Opération propre L'Orvasserie – OP n° 7119

- Continuité du portage foncier ;
- Acquisitions complémentaires, portage en propre ou par NANTES METROPOLE en attendant lancement opérationnel et calendrier ;
- Validation de l'étude urbaine – préfaisabilité par la Ville de Saint Herblain et NANTES METROPOLE.

Opération propre Plessis Bouchet / Saint Herblain– OP n° 7140

- Travaux de finition voirie ;
- Cession de 6 terrains soit 43 375 m² ;
- Signature de 3 compromis de vente pour 6230 m² ;
- La totalité des terrains est réservée à mi-2020 ;
- Mise en place AFUL ;
- Commercialisation du macro-lot 17 (17 485 m²) après acquisition du foncier à NANTES METROPOLE ;
- Travaux de signalétique.

Opération propre Charles Rivière / Rezé – OP n° 7120

- Remise d'ouvrages et rétrocession des espaces publics.

Opération propre d'aménagement La Clavelière / St Jean de Boiseau – OP n° 7145

- Négociations foncières amiables – contractualisation des accords ;
- Si accord foncier 100 % : lancement consultation Maîtrise d'œuvre et géomètre – élaboration permis d'aménager.

Opération propre d'aménagement Ilot Arbres / Nantes Nord – OP n° 7180

- Dépôt du permis de construire par le CIF : compromis de vente et acte de vente (fin 2020) ;
- Choix Maîtrise d'œuvre Architecturale CIF ;
- Appel d'offres travaux – choix des entreprises – viabilisation provisoire.

⇨ ***Opérations propres de construction***

Opération propre de construction locaux d'activités – Le Panorama – Secteur Plessis Bouchet / St Herblain – OP n° 4090

- Obtention permis de construire ;
- Appel d'offres travaux – choix des entreprises ;
- Lancement commercialisation et démarrage travaux de construction à compter de début octobre 2020 *(Impact COVID-19 : décalage de l'opération).*

Opération propre de construction Awen – Locaux agro-alimentaire – OP n° 4095

- Dépôt du permis de construire ;
- Appel d'offres travaux – choix des entreprises ;
- Signature du BEFA ;
- Lancement travaux de construction : 4ème trimestre 2020.

10.2. *La Concession du Centre Industriel*

⇨ ***Gestion locative***

Bâtiment Bio Ouest

- Gestion locative du bâtiment (3 locataires au 31/12/2019).

10.3. *Les missions opérationnelles confiées par la SAS NOVAPOLE IMMOBILIER à LOD*

⇨ ***En matière de construction pour le compte de NOVAPOLE IMMOBILIER***

Opération Bel&Co

- Suivi travaux aménagements intérieurs du 1er locataire ;
- Mise en location du second local.

Maison de santé pluriprofessionnelle Nantes Ouest – OP n° 4060

- Dépôt permis de construire ;
- Association des Praticiens à la définition des aménagements intérieurs ;
- Appel d'offres travaux de construction ;
- Démarrage des travaux de construction.

Cour artisanale Bout des Landes – OP n° 4080

- Choix Lauréat Concours Maîtrise d'œuvre ;
- Elaboration APD – dépôt permis de construire ;
- Elaboration DCE
- Lancement pré-commercialisation.

Maison de santé pluriprofessionnelle Nantes Nord – OP n° 4070

- Validation APD aménagements intérieurs : 4ème trimestre 2020.

10.4. Les concessions d'aménagement

10.4.1. A vocation d'habitat

ZAC Ouest Centre Ville (Couëron)

Phases 1 – 2

- Finalisation acte de rétrocession

Phase 3

- Remise ouvrages assainissement à initier ;
- Ilot 3.3 : suivi dossier HARMONIE HABITAT (Procédure juridique) ;
- Rétrocession coulée verte à la Ville de Couëron.

Phase 5

- Remise d'ouvrages en cours ;
- Acte de rétrocession.

Phase 6

- Remise d'ouvrages en cours ;
- Acte de rétrocession.

Phase 7

- Travaux finitions de voirie sur l'ensemble de la phase 7 ;
- Démarrage chantier Ilot 7.10 – NANTES METROPOLE HABITAT (11 maisons individuelles groupées - logements locatifs sociaux).

Phase 4

- Gestion interface chantiers de construction ;
- Relance consultation promoteurs Ilots 4.1 et 4.3 → 82 logements libres ;
- Relance concours Maîtrise d'œuvre ATLANTIQUE HABITATIONS – Ilot 4.4 → 24 logements sociaux ;
- Poursuite réaménagement boulevard de l'Océan (4ème trimestre 2020) ;
- Poursuite cession de 7 à 8 terrains à bâtir en 2020.

Secteur Bel Air

- Interface chantiers de constructions ;
- Suivi commercialisation.

ZAC de la Métairie (Couëron)

Phases 1 & 2, rue de la Salle

- Rétrocession des espaces publics.

Phase 3

- DOE – ITV - remise d'ouvrages.

Phase 4

- Travaux paysagers et éclairage public ;
- Livraisons Ilot 10 (LAUNAY) – Ilot 9.11 (GHT MFLA) ;
- Actes de vente :
  - 3 derniers lots individuels ;
  - Ilots 6.7 – Aiguillon Construction (35 logements locatifs sociaux et 30 logements abordables) ;
  - Ilot 12 – HABITAT 44 (64 logements).

ZAC Rives de Loire (Couëron)

- Choix Prestataire, consultation Maîtrise d'œuvre urbaine (2nd trimestre 2020) – Impact COVID-19 : décalage éventuel ;
- Concertation Opération Habitants – Riverains → décalé à 2021.

Opération Bagatelle (Saint Herblain)

- Interfaces chantiers de construction :
  - Ilot H : CIF,
  - Ilot G : ESPACIL,
  - Ilot J : SAMO,
  - Ilot M – N : BATI NANTES ;
- Suivi commercialisation ;
- Dépôt PC Ilot E – E/ / MFLA – signature PUV (50 logements abordables, 34 logements locatifs sociaux, 30 logements libres) ;
- Calendrier HARMONIE HABITAT – Ilot K : cession – démarrage travaux ;
- Suivi projet ADI – Ilot H : immeuble en bois (30 logements libres) ;
- Suivi Ilot I : immeuble en bois (49 logements libres) ;
- Continuités piétonnes – CRAPA ;
- Réaménagement ruisseau : fin des travaux ;
- Travail collaboratif sur le devenir de la zone du verger ;
- Lancement consultation Ilot O (57 logements libres, 43 logements abordables, 28 logements locatifs sociaux) fin 2020 – décalage impact COVID-19 ;
- Avancée remises d"ouvrages.

Opération Allende (Saint Herblain)

- Travaux de finition voie pompiers et derniers travaux ;
- Sortie de l'ASL après rétrocession des ouvrages à la Ville et à Nantes METROPOLE ;
- Interface chantiers de construction Macro-lot 2 – Macro-lot 3 ;
- Remise d'ouvrage et rétrocession ;
- Clôture de l'opération.

ZAC de la Pelousière (Saint Herblain)

- Travaux de finition de voirie rue des Marais et venelle rue de la Crête au 2nd trimestre 2020 ;
- Signature des actes de rétrocessions par secteur au fur et à mesure de l'avancée des remises d'ouvrages.

ZAC de la Jaguère (Rezé)

Tranche 1

- Remise d'ouvrages et acte de rétrocession ;
- Transfert coulée verte à la Ville ;
- Réalisation des jardins familiaux après attribution des marchés 1er trimestre 2020.

Tranche 2

- Cession à ICEO : Habitat participatif – logements abordables (10 logements) ;
- Interface des chantiers de construction ;
- Viabilisation définitive : 2nd semestre 2020 – début 2021.

Tranche 3

- Mise à jour de l'avant-projet ;
- PRO et consultation des ilots en attente de validation Ville de Rezé (147 logements).

ZAC du Verger (Carquefou)

- Achèvement des travaux voirie définitive partie nord ;
- Cession début 2020, Ilot 6.7 : CISN → 17 Maisons individuelles groupées logements abordables ;
- Cession des 2 derniers lots individuels ;
- Cession Ilot 4 : ADI → Immeuble tertiaire mi-2020.

ZAC Centre Bourg et Pontereau Piletière (Mauves Sur Loire)

Centre Bourg

- Lancement commercialisation des terrains à bâtir ;
- Cession 2019 : Ilot 2 (40 logements locatifs sociaux collectif) ;
- Démarrage travaux de construction Ilot 2 ;
- Travaux de finition voirie.

Pontereau - Piletière

- Continuité des acquisitions foncières amiables y compris secteur zone humide ;
- Arrêté DUP ;
- Fouilles archéologiques, après appel d'offres ;
- Intégration remarques avant-projet et élaboration PRO ;
- Expropriation et maîtrise foncière fin 2020.

ZAC Des deux Ruisseaux (Thouaré Sur Loire)

Tranche 2

- Etude et réalisation de stationnements complémentaires ;
- Travaux finition partie Sud ;
- DOE – ITV lancement remise d'ouvrages.

Tranche 3 à 8

- Consultation géomètre : attribution au 2nd trimestre 2020 ;
- Entretien du foncier ;
- Archéologie préventive à initier auprès de la DRAC ;
- Etudes environnementales et pré-AVP – reprise études réglementaires.

ZAC Multi-sites (St Julien de Concelles)

Secteur Graholière

- Acte de rétrocession avec la Ville.

Secteur Petite Courbe

- Lancement travaux provisoires ;
- Elaboration CRAUPET pour commercialisation des terrains à bâtir : à lancer au 4ème trimestre 2020 ;
- Choix bailleur social.

10.4.2. A vocation économique

ZAC Ar Mor (Saint Herblain)

- Cession derniers fonciers : Ilot 4.5 → 2 600 m² surface plancher – compte propre ;
- Suivi commercialisation ;
- Interface chantiers de construction ;
- Derniers travaux de viabilisation ;
- Continuité remise d'ouvrages – rétrocessions.

ZAC des Hauts de Couëron 3 (Couëron)

- Remise d'ouvrages et rétrocessions ;
- Commercialisation des terrains sous compromis de vente à fin 2019 + derniers terrains libres – cession de 5 terrains, soit 17 520 m² ;
- Commercialisation du dernier foncier libre (1 ha) ;
- Interface chantiers et sécurisation / Riverains / Entreprises existantes.

ZAC Croix Rouge – Moulin Cassé (Bouguenais – Saint Aignan de Grand Lieu)

- Suivi projets PC ;
- Suivi interfaces chantiers et projets de construction / Riverains / Ville de Bouguenais ;
- Sécurisation anti-intrusion et nettoyage ;
- Mise en place signalétique et RIS ;
- Remise d'ouvrages totale sur Moulin Cassé ;
- Remise d'ouvrages partielle sur Croix Rouge ;
- Suivi mesures compensatoires CNPN ;
- Suivi travaux Grande Vallée ;
- Etablissement du projet d'aménagement du macro-lot destiné à accueillir la Maison Jules Verne.

Parc d'activités Océane Nord - secteur la Brosse (Rezé – Les Sorinières)

- Suivi des espèces protégées avec Bretagne Vivante ;
- Continuité remise d'ouvrages et rétrocession ;
- Continuité de la commercialisation : cession de 7 fonciers.

Parc d'activités Océane Sud - Le Taillis (Les Sorinières)

- Achèvement des remises d'ouvrages et rétrocessions ;
- Cession du dernier foncier secteur nord 1,4 ha ;
- Clôture de l'opération.

Opération Ilot central – ANRU Bellevue (Saint Herblain)

- Interface chantier de construction du CIF – Coop Logis → 56 logements libres ; 74 logements abordables ;
- Préparation de la clôture pour 2021.

10.5. Perspectives 2020

LOIRE OCEAN DEVELOPPEMENT va continuer efficacement les opérations dont elle a la conduite pour le compte des Collectivités Locales.

L'année 2020, annonce une période charnière entre des opérations concédées au volume en baisse et le développement d'opérations de construction soit en propre ou pour le compte de la SAS NOVAPOLE IMMOBILIER.

L'équipe doit donc se réorganiser et évoluer en parallèle mais il demeure essentiel de capter de nouvelles opérations à risques, « propres » d'aménagement hors du champ concessif pour faire perdurer la SEM Métropolitaine LOIRE OCEAN DEVELOPPEMENT sur la période 2020 – 2026.

Le Plan à moyen terme (PMT) sera partagé en terme d'enjeux avec la nouvelle gouvernance issue des élections municipales et métropolitaines de 2020 et l'ensemble des Administrateurs du collège public et du collège privé.

10.5.1. Coronavirus – Covid-19

La crise sanitaire liée au Covid-19 et les mesures de confinement instaurées à compter du 17 mars 2020 ont conduit la société à adapter son fonctionnement afin de poursuivre, dans la mesure du possible, ses activités en utilisant les technologies de l'information et de la communication à sa disposition.

Les conséquences de cette situation sont à ce jour difficilement mesurables et dépendront essentiellement de l'ampleur et de la durée du confinement.

De là découleront l'arrêt plus ou moins prolongé des chantiers ainsi que l'arrêt des commercialisations de logements et de bureaux.

Ces éléments pourraient impacter le montant des rémunérations et honoraires perçus par notre société pour l'exercice 2020, notamment sur les domaines suivants :

- Décalage ou impayés sur les loyers des opérations propres ;
- Décalage de rémunération de commercialisation sur les programmes immobilier dans les concessions d'aménagement ;
- Décalage des calendriers opérationnels.

11. BUDGET PREVISIONNEL 2020

DETAIL DES CHARGES	Résultat Au 31/12/2019	BUDGET 2020
ACHATS APPROVISONNEMENTS		
Etudes préalables	50 310	30 000
Fournitures administratives	47	250
Autres fournitures	1 747	2 250
TOTAL	**52 104**	**32 500**
AUTRES SERVICES EXTERIEURS		
Tenue Comptable	23 799	21 650
Prestations de services diverses	2 644	3 200
Quote part GIE	788 592	710 677
Missons Juridiques	247	7 500
Honoraires (Certification ISO)	1 067	500
Honoraires autres	0	1 000
Locations mobilières	0	0
Contrats de Maintenance	672	672
Entretiens et Réparations	0	0
Primes d'Assurances	13 171	15 103
Frais d'Actes et de Contentieux	825	1 000
Publicité - Communication - Foires	241	1 500
Transports - Missions - Réceptions	10 791	13 450
Frais de colloques et Séminaires	3 560	2 500
Frais Postaux et Telecom	0	0
Divers (Cotisations, Documentation, Services Bancaires)	13 662	14 370
TOTAL	**859 270**	**793 122**
IMPOTS ET TAXES		
Impôts et Taxes (T.F - T.V.T.S…)	11 334	17 000
TOTAL	**11 334**	**17 000**
FRAIS DE PERSONNEL		
Salaires et Traitements	867 616	862 198
Provision Congés Payés	5 180	0
Personnels mis à disposition	6 449	20 099
P.E.E	30 079	27 588
Tickets Restaurants	9 956	9 720
Divers	5 018	6 158
TOTAL	**924 298**	**925 763**
FRAIS DE FORMATION	***1 440***	***12 000***
IFC	***0***	***0***
CHARGES EXCEPTIONNELLES	***5 403***	***0***
CHARGES FINANCIERES	***3 302***	***3 500***
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS	***0***	***0***
PROVISIONS POUR RISQUES	***1 836***	***1 500***
LE MEDLEY (Loyers et Charges)	***0***	***0***
TOTAL DES CHARGES	**1 858 987**	**1 785 385**
TOTAL DES PRODUITS	**1 916 769**	**1 953 116**
RESULTAT (avant INTERESSEMENTS)	**57 783**	**167 731**
INTERESSEMENTS	23 062,98 €	35 310,00 €
CICE	- €	- €
RESULTAT AVANT IMPOTS	**34 720**	**132 421**

DETAIL DES PRODUITS	Résultat Au 31/12/2019	Budget N+1 2020
MANDATS - PRESTATIONS DE SERVICES	***58 067***	***56 840***
Prestations de Services		
Novapole - Mandat de Commercialisation	2 462	1 000
Novapole - Mandat Gestion Comptable	8 000	11 000
Novapole - Mandat Gestion Locative	23 228	23 540
Novapole - Suivi de Travaux	0	2 000
Etudes St Jean de Boiseau	2 500	0
Etudes NMH La Pagerie Bouguenais	1 000	0
MSSP Bellevue accompagnement commercialisation	747	3 700
MSSP Nantes Nord accompagnement commercialisation	1 600	3 300
Mandats		
Mandat Salle de convivialité La jaguère Rezé	0	0
Mandat étude centre bourg Bouvron	1 330	0
Mandat interface technique Bel-Eco	8 200	3 300
Mandat SAS de conduite op MSPP Nantes Nord	9 000	9 000
GESTION C.C INDUSTRIEL (Compte 791450)	***19 470***	***9 448***
Bio Ouest	9 470	9 448
Goiot	10 000	0
CONVENTION PUBLIQUE D'AMENAGEMENT	***1 232 112***	***944 589***
Concession Centre Industriel	66 600	0
Allende	7 000	15 000
Allende - Com	0	0
Bagatelle	40 000	40 000
Bagatelle - Com	93 496	49 820
Bellevue	30 000	30 000
Bellevue - Com	61 221	0
Ar Mor	10 000	20 000
Ar Mor - Com	22 299	11 477
La Pelousière	9 243	8 765
La Pelousière - Com	0	0
La Brosse	60 000	60 000
La Brosse - Com	38 174	93 430
La Jaguère	30 000	30 000
La Jaguère - Com	64 562	15 968
Le Verger	20 000	10 000
Le Verger - Com	39 711	39 709
Moulin Cassé - Croix Rouge	28 000	50 000
Moulin Cassé - Croix Rouge - Com	30 949	53 744
Mauves sur Loire	35 000	20 000
Mauves sur Loire - Com	16 356	16 226
Rives de Loire	15 000	15 000
Rives de Loire -Com	0	0
Saint Julien de Concelles	40 000	27 500
Saint Julien de Concelles - Com	3 005	0
Les Deux Ruisseaux	33 079	40 811
Les Deux Ruisseaux - Com	15 711	0
La Métairie	43 870	43 870
La Métairie - Com	67 556	44 807
Ouest Centre Ville	129 493	100 627
Ouest Centre Ville - Com	123 366	4 921
Les Hauts de Coueron 3	12 000	20 000
Les Hauts de Coueron 3 - Com	46 261	40 050
Parc Océane Sud - Taillis 3	0	20 000
Parc Océane Sud - Taillis 3 -Com	160	22 864

OPERATIONS PROPRES	***437 320***	***917 054***
Les Arcades	115 923	120 400
Les Moulinets	79 037	72 300
Le Medley	-611	0
La Patissière	21 648	50 000
L'Orvasserie	4 713	0
Charles Rivière	4 966	2 000
Mairie - Thouaré	0	0
Ex TNA	56 202	62 800
Plessis Bouchet	7 566	-22 546
Poste - Thouaré	3 689	4 400
PPP Mairie - Thouaré	0	0
Le Galilée	0	0
La Station	0	0
Miti	85 381	83 700
Pôle IRT Jules Verne	0	15 000
Maison de santé Quartier Nantes Nord	0	0
Maison de santé Quartier Grand bellevue	16 814	25 000
Ilot Colas - commerces Pied d'immeuble	0	0
Cour artisanale Bouts des Landes	6 911	35 000
La Clavelière	-2 448	0
Ilot Arbres	16 708	370 000
Ilot GINA - Bureaux abordables	0	15 000
Village artisanal Plessis Bouchet	12 236	64 000
Awen	8 586	20 000
AUTRES PRODUITS	***134 789***	***99 448***
Transferts de Charges	6 702	3 480
Refacturation charges	126 099	95 968
Refacturation Charges SAS ADEO	1 977	0
Produits divers de gestion courante	12	0
PRODUITS FINANCIERS	***31 826***	***25 000***
Revenu des créances rattachées	12 251	5 000
Produits financiers internes	16 290	20 000
Autres produits financiers	3 285	0
PRODUITS EXCEPTIONNELS	***3 185***	***0***
Autres produits exceptionnels	3 185	0
Cessions Immobilisations corporelles	0	0
REPRISES SUR AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	***0***	***737***
Reprise prov risques & charges exploitation	0	737
REPORT DE REMUNERATION POUR ALEAS		***-100 000***
TOTAL DES PRODUITS	**1 916 769**	**1 953 116**
RESULTAT NET COMPTABLE AVANT IS	**34 720**	**132 421**

II. PROCEDURE CONTROLE INTERNE ET GESTION DES RISQUES

1. RAPPEL DES OBJECTIFS DU CONTROLE INTERNE

Le contrôle interne vise :

- A créer et maintenir une organisation qui permette de prévenir et maîtriser les risques, notamment économiques, financiers et juridiques auxquels est exposée la société,
- A s'assurer que la réalisation des objectifs s'effectue en conformité avec les lois et réglementations en vigueur.

2. ORGANISATION DU SYSTEME COMPTABLE

La comptabilité est organisée en interne autour d'une cellule intitulée « administration, comptabilité et finance » au sein du GIE Loire Océan et assistée par le Cabinet CIFRALEX Expert-comptable de LOIRE OCEAN DEVELOPPEMENT, depuis l'exercice 2018 pour une durée de 3 ans.

Le Cabinet KPMG assure la mission de Commissaire aux Comptes de Loire Océan Développement (notification en date du 1er juillet 2014).

La comptabilité et la gestion sont suivies sur un logiciel adapté aux besoins spécifiques à notre société (SEM d'aménagement), installé depuis 2001 : GO7 / NUEVO.

La cellule administrative et financière est organisée autour de cinq personnes au 31/12/2018, regroupées au sein du GIE Loire Océan, intervenant pour le compte de la SEML Loire Océan Développement dans le cadre d'une convention de groupement signée le 09/01/2012 :

- Monsieur Moïse NAUD, Directeur Administratif et Financier du GIE Loire Océan,
- Madame Virginie LAVANANT, Responsable Comptable du GIE Loire Océan,
- Madame Sylvie LEBLANC, Contrôle de Gestion - Adjointe au Directeur Administratif et Financier du GIE Loire Océan,
- Madame Lucie GOUBAUD, Comptable et Assistante de Gestion du GIE Loire Océan,
- Monsieur Paul SAUVETRE, en contrat d'apprentissage depuis le 06 septembre 2018 en tant que Comptable – Contrôle de Gestion au sein du GIE Loire Océan.

En tant que besoin, l'expert-comptable est sollicité pour valider des points spécifiques liés à la vie de la société et au déroulement des opérations.

3. DESCRIPTION DES PROCEDURES DE CONTROLE INTERNE

3.1. Procédures achats

- Vérification du besoin par la Responsable Marché et approbation du Directeur Général si besoin,
- Etablissement d'un bon de commande / contrat ou d'un marché signé par le Directeur Général,
- Réception des services (bon de livraison),
- Chaque facture est validée par :
  - le Chargé d'opérations pour les opérations,
  - le Service Administratif et Financier et comptable pour les frais de la structure.
- Après validation, le comptable enregistre la facture dans le logiciel Gestion et procède au règlement de celle-ci.

3.2. Procédures marchés

- Définition des besoins,
- Définition des procédures,
- Rédaction des pièces marchés à partir des documents types produits par la SCET, etc…
- Organisation des Commissions d'Appels d'Offres et Commissions Achats.

3.3. Procédure de trésorerie

Au stade du règlement, après avoir vérifié que la trésorerie est suffisante, la facture est mise en paiement (inscription comptable préalable). Le Directeur Général signe tous les ordres de virement après la vérification du RIB par le Directeur Administratif et Financier ou par le contrôleur de gestion, ou tous les règlements par chèque.

3.4. Budget Société

Le Direction Administrative et Financière du GIE Loire Océan établit trois fois dans l'année un état financier de l'avancement des dépenses de structure et l'avancement des facturations (rémunérations). Ceci permet d'avoir une lisibilité sur l'évolution du budget présenté au Conseil d'Administration en début d'année et le cas échéant de prendre des mesures significatives.

Une démarche identique est faite sur les dépenses du GIE Loire Océan, afin de maitriser et d'approuver l'ensemble des charges qui sera facturé à Loire Océan Développement.

Par la suite, ces éléments et l'évolution du budget, à la fois sur le point technique et financier, sont présentés au Président.

3.5. Immobilisations

- Autorisation par le Directeur Général.
- Gestion des immobilisations sur un logiciel spécifique « Servantissimo ».

3.6. Paie

- Signature des contrats de travail et le cas échéant des avenants par le Directeur Général.
- Etablissement des bulletins de salaires par notre prestataire payes extérieur – DL Consultant (marché G17 10 008 – début de mission en janvier 2018), avec validation de Monsieur Moïse NAUD, Directeur Administratif et Financier et signature par Monsieur Christian GIBOUREAU, Directeur Général de Loire Océan Développement.
- Règlement des salaires par virement ou chèque signés par le Directeur Général.

3.7. Procédure des recettes

- Les rémunérations sont établies par le pôle administratif et financier en collaboration avec les chargés d'opérations pour que le Directeur Général procède à leur validation.
- L'ensemble des pièces est vérifié par le Directeur Administratif et Financier du GIE Loire Océan et signé par le Directeur Général.

3.8. Logiciel gestion locative (GL15)

Depuis 2006, la société Loire Océan Développement utilise le logiciel « GL15 », développé par PROGISEM, et désormais exploité par le GIE Loire Océan conformément à la convention de groupement entre la SEM Loire Océan Développement, la SPLA Loire Océan Métropole Aménagement et le GIE Loire Océan.

Ce logiciel permet de suivre la gestion locative des biens immobiliers (facturation des loyers et charges locatives).

3.9. Gestion de financement

Ce logiciel « E-Financement » permet de consolider et suivre l'ensemble des emprunts et lignes de trésorerie (Logiciel acquis en date du 15/03/2018 et déployé en avril 2018).

3.10. Logiciel e-attestations

Ce logiciel permet de dématérialiser et rationnaliser le processus de collecte des documents obligatoires dans le cadre de marchés attribués par Loire Océan Développement.

Cet outil a été mis en place début janvier 2014.

3.11. Logiciel Foncier 7

Ce logiciel permet de planifier et gérer la globalité des actions foncières, à savoir les acquisitions, les cessions, les évictions, etc…

Cet outil a été déployé en 2019.

3.12. Revue de projet RP 07

Ce logiciel permet de suivre à temps régulier le suivi opérationnel de chaque dossier. Il est accessible à chaque collaborateur désigné dans l'opération, amenant une traçabilité des actions à mener.

III. VIE DE LA SOCIETE

1. CERTIFICATION ISO

Au terme de 3 années de procédures internes, Loire Océan Développement a obtenu en date du 23 octobre 2007 la certification ISO 9001 – V 2000, sur l'ensemble de ses activités et de ses processus.

La Société d'Economie Mixte Loire Océan Développement, SEM de la Ville de Saint Herblain et de Nantes Métropole, est devenue, la première SEM dans le domaine de l'**aménagement urbain,** à être certifiée en Loire-Atlantique.

Loire Océan Développement s'est développée sur la 1ère couronne de l'agglomération Nantaise, sur les thématiques de logement et de renouvellement urbain, d'activités économiques, de constructions de divers équipements (bureaux, bâtiments industriels, équipements publics), et ce, dans une logique qualitative auprès de ses donneurs d'ordres.

Elle aménage à ce jour, plus de 800 hectares, en réalisant des projets confiés par les Collectivités Locales, dans le cadre d'une approche durable et environnementale de l'urbanisme.

Cette certification est la reconnaissance de l'efficience de notre système de management (équipe jeune et pluridisciplinaire), et de notre mode de gouvernance où les Collectivités Locales sont au cœur des décisions.

La certification ISO 9001 illustre également notre volonté, d'évoluer dans une démarche de progrès vis-à-vis de Nantes Métropole et de la Métropole Nantes – Saint Nazaire, en privilégiant la qualité des relations avec ses clients et partenaires pour fournir des prestations satisfaisantes et conformes aux attentes des Collectivités Locales.

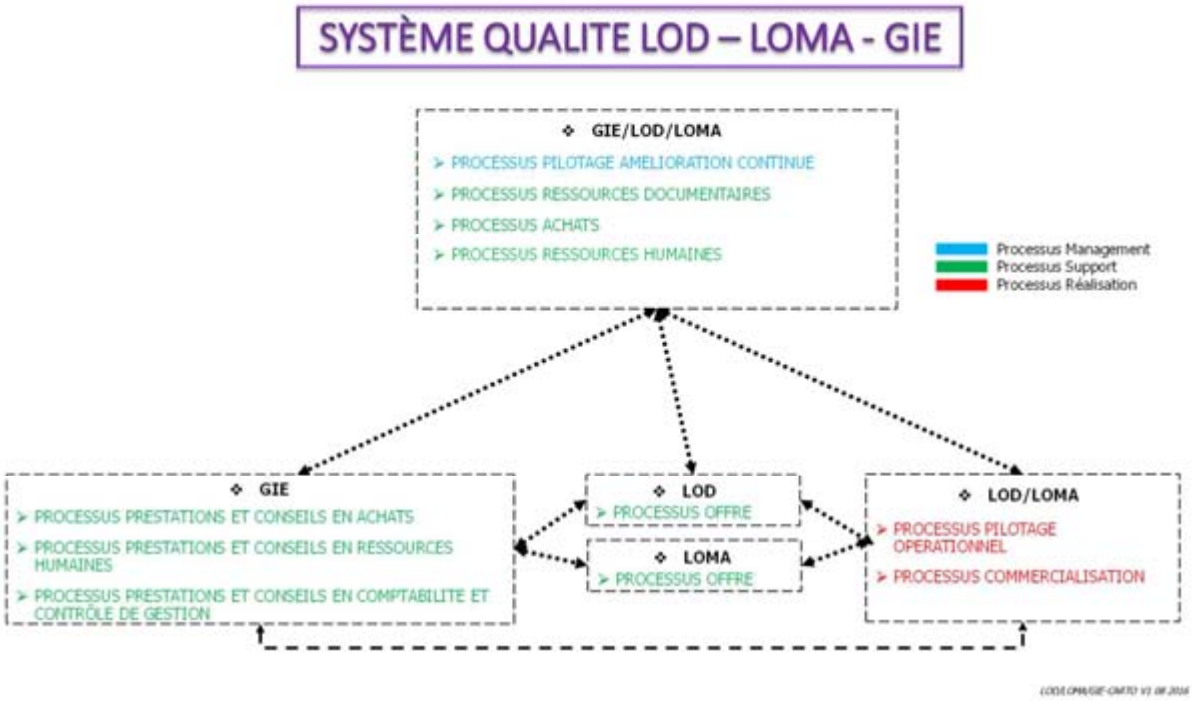
Ce certificat est obtenu pour une durée de 3 ans, avec un audit de vérification annuel, à la date anniversaire de l'obtention de la certification.

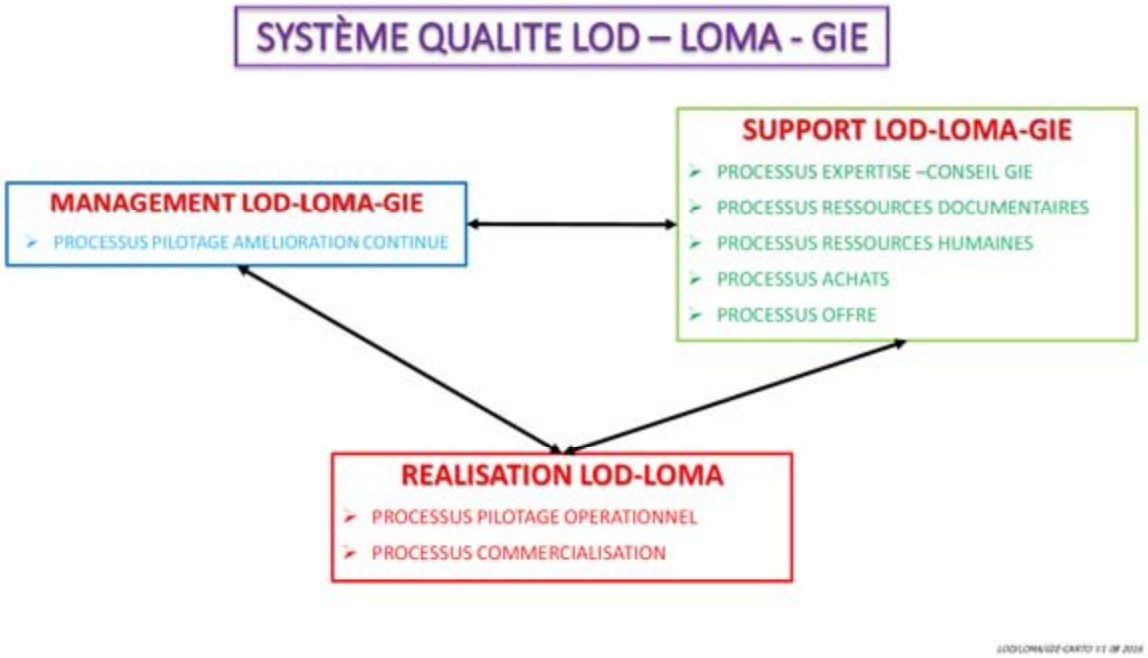
2019 a été l'année de renouvellement du cycle de certification.

L'audit, qui a eu lieu les 24 et 25 septembre 2019, après la levée de 2 non-conformités mineures, a conduit au renouvellement de la certification du Groupe GIE – LOD – LOMA, et ce pour 3 ans.

Ce nouveau certificat est valable jusqu'au 23 novembre 2022.

Le 1er audit de suivi aura lieu fin septembre 2020.


SYSTÈME QUALITE LOD – LOMA - GIE
GIE/LOD/LOMA
PROCESSUS PILOTAGE AMELIORATION CONTINUE
PROCESSUS RESSOURCES DOCUMENTAIRES
PROCESSUS ACHATS
PROCESSUS RESSOURCES HUMAINES
Processus Management
Processus Support
Processus Réalisation
GIE
PROCESSUS PRESTATIONS ET CONSEILS EN ACHATS
PROCESSUS PRESTATIONS ET CONSEILS EN RESSOURCES HUMAINES
PROCESSUS PRESTATIONS ET CONSEILS EN COMPTABILITE ET CONTRÔLE DE GESTION
LOD
PROCESSUS OFFRE
LOMA
PROCESSUS OFFRE
LOD/LOMA
PROCESSUS PILOTAGE OPERATIONNEL
PROCESSUS COMMERCIALISATION


SYSTÈME QUALITE LOD – LOMA - GIE
SUPPORT LOD-LOMA-GIE
PROCESSUS EXPERTISE –CONSEIL GIE
PROCESSUS RESSOURCES DOCUMENTAIRES
PROCESSUS RESSOURCES HUMAINES
PROCESSUS ACHATS
PROCESSUS OFFRE
MANAGEMENT LOD-LOMA-GIE
PROCESSUS PILOTAGE AMELIORATION CONTINUE
REALISATION LOD-LOMA
PROCESSUS PILOTAGE OPERATIONNEL
PROCESSUS COMMERCIALISATION

BUREAU VERITAS
Certification

LOIRE OCEAN METROPOLE AMENAGEMENT

Cet organisme fait partie d'une certification multisite.

34 RUE DU PRE GAUCHET - ILLOT JALLAIS BAT 02
44000 NANTES - FRANCE

Bureau Veritas Certification France certifie que le système de management de l'organisme susmentionné a été audité et jugé conforme aux exigences de la norme :

Standard

ISO 9001:2015

Domaine d'activité

AIDE A LA DECISION, ETUDES DE FAISABILITE, MANDAT D'ETUDES PREALABLES.
AMENAGEMENT A VOCATION HABITAT ET ECONOMIQUE.
MANDAT DE MAITRISE D'OUVRAGE DELEGUEE EN CONSTRUCTION (EQUIPEMENTS PUBLICS ET IMMEUBLES ECONOMIQUES).

Date d'entrée en vigueur : **25 novembre 2019**

Sous réserve du fonctionnement continu et satisfaisant du système de management de l'organisme, ce certificat est valable jusqu'au : **23 novembre 2022**

Certificat n° : **FR054879-1**
Affaire n° : **7273016**

Date: **22 janvier 2020**

Jean-Michel Audrain - Directeur Général

Adresse de l'organisme certificateur : Bureau Veritas Certification France
60, avenue du Général de Gaulle – Immeuble Le Guillaumet - 92046 Paris La Défense

Des informations supplémentaires concernant le périmètre de ce certificat ainsi que l'applicabilité des exigences du système de management peuvent être obtenues en consultant l'organisme.
Pour vérifier la validité de ce certificat, vous pouvez téléphoner au : **+ 33 (0)1 41 97 00 60.**

cofrac
CERTIFICATION DE SYSTEMES DE MANAGEMENT
ACCREDITATION N°4-0002
Liste des sites et portées disponibles sur www.cofrac.fr

BUREAU VERITAS
Certification

ANNEXE

LOIRE OCEAN DEVELOPPEMENT

Standard

ISO 9001:2015

Périmètre de Certification

Site	Adresse	Périmètre
LOIRE OCEAN DEVELOPPEMENT Siège	34 RUE DU PRE GAUCHET ILLOT JALLAIS BAT 02 44035 NANTES CEDEX 01, France	AIDE A LA DECISION POUR TOUT PROJET DE TERRITOIRE AUPRES DES COLLECTIVITES LOCALES OU PARTENAIRES PRIVES. AMENAGEMENT ET COMMERCIALISATION DE ZONES A VOCATION D'HABITAT OU ECONOMIQUE. REHABILITATION, CONTRUCTION ET GESTION DE TOUS TYPES DE BATIMENTS ET EQUIPEMENTS PUBLICS, POUR SON PROPRE COMPTE OU CELUI DE TIERS.
GIE LOIRE OCEAN	34 RUE DU PRE GAUCHET ILLOT JALLAIS BAT 02 44000 NANTES, France	MOYENS GENERAUX ET FONCTIONS SUPPORTS POUR SES MEMBRES.
LOIRE OCEAN METROPOLE AMENAGEMENT	34 RUE DU PRE GAUCHET ILLOT JALLAIS BAT 02 44000 NANTES, France	AIDE A LA DECISION, ETUDES DE FAISABILITE, MANDAT D'ETUDES PREALABLES. AMENAGEMENT A VOCATION HABITAT ET ECONOMIQUE. MANDAT DE MAITRISE D'OUVRAGE DELEGUEE EN CONSTRUCTION (EQUIPEMENTS PUBLICS ET IMMEUBLES ECONOMIQUES).

Certificat n° : **FR054879-1**
Affaire n° : **7273016**

Date: **22 janvier 2020**

Jean-Michel Audrain - Directeur Général

Adresse de l'organisme certificateur : Bureau Veritas Certification France
60, avenue du Général de Gaulle – Immeuble Le Guillaumet - 92046 Paris La Défense

Des informations supplémentaires concernant le périmètre de ce certificat ainsi que l'applicabilité des exigences du système de management peuvent être obtenues en consultant l'organisme.
Pour vérifier la validité de ce certificat, vous pouvez téléphoner au : **+ 33 (0)1 41 97 00 60**.

cofrac
CERTIFICATION DE SYSTEMES DE MANAGEMENT
ACCREDITATION N°4-0002
Liste des sites et portées disponibles sur www.cofrac.fr

BUREAU VERITAS

2. LISTE DES MARCHES 2019

Marchés travaux passés par Loire Océan Développement dans le cadre du décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux Marchés Publics et selon les guides internes des procédures de Loire Océan Développement applicables aux marchés passés pour les opérations de concessions, pour le fonctionnement général de la société et de la gestion immobilière :

2.1. *Les Marchés de travaux*

	Objet du marché	Titulaire	Date de notification
Tranche de 25 001 € à 90 000 € HT			
LA BROSSE	18 10 010 - Signalétique	LACROIX	18/01/2019
LA JAGUERE	D19 01 042 - Evacuation TV et déblais inertes	MABILEAU TP	22/02/2019
LA JAGUERE	CT19 03 075 - Travaux complémentaires assainissement EP	MABILEAU TP	13/03/2019
LA METAIRIE	CT19 07 200 - Reconstruction ouvrage régulation EP	ATP	10/07/2019
LA JAGUERE	D19 08 238 - Pose câbles HTA	ENEDIS	19/08/2019
PELOUSIERE	19 08 016 - Aménagement liaison rue Crête / 16- sept (lot 1 VRD)	MABILEAU TP	24/10/2020
LA JAGUERE	D19 12 371 - Travaux de métallerie Carports II	COYAC	19/12/2019
Tranche de 90 001 € à 5 548 000 € HT			
MCCR	18 12 011 - Restauration et gestion zones humides	DERVENN	25/02/2019
BAGATELLE	19 01 001 - Travaux hydrauliques	GUINTOLI	25/03/2019
ILOT ARBRES	19 04 010 - Démolition/ désamiantage locaux associatifs	KERLEROUX	02/07/2019

2.2. *Les Marchés de services et de fournitures*

	Objet du marché	Titulaire	date de notification
Tranche de 25 001 € à 90 000 € HT			
MAISON DE SANTE-NANTES NORD	19 03 008 - Mission maîtrise d'œuvre Aménagements intérieurs	TITAN	02/05/2019
LA BROSSE	19 07 013- AMO remise ouvrages assainissement	SCE	16/09/2019
LA METAIRIE	19 07 014 - AMO remise ouvrages assainissement	SCE	16/09/2019
AR MOR	19 07 012- AMO remise ouvrages assainissement	ARTELIA	17/09/2019
BATIMENT AWEN	19 09 022 - Mission maîtrise d'œuvre	BUREAU EXE	22/11/2019
Tranche de 90 001 € à 221 000 € HT			
PATISSIERE	AC19 01 002 - Marché subséquent 1	LALU	16/12/2019
SAINT-JULIEN-DE-CONCELLES	AC17 09 020 - Marché subséquent 3	ARCADIS	17/12/2019
MSSP BELLEVUE	18 05 003 - Mission maîtrise d'œuvre	DLW ARCHITECTES	23/01/2019
Tranche supérieure à 221 000 € HT			
LE PANORAMA - PLESSIS BOUCHET	18 07 006 - Mission maîtrise d'œuvre	ROUXEL ARCHITECTURE	29/05/2019
LA PATISSIERE	19 01 002 - Mission maîtrise d'œuvre urbaine et opérationnelle	LALU	02/07/2019

Marchés passés par Loire Océan Développement, au nom et pour le compte du mandant, dans le cadre d'opération de mandat, selon le Code des Marchés Publics.

Aucun marché signé sur l'année 2019.

3. ACQUISITIONS – CESSIONS EFFECTUEES SUR 2019

3.1. Acquisitions

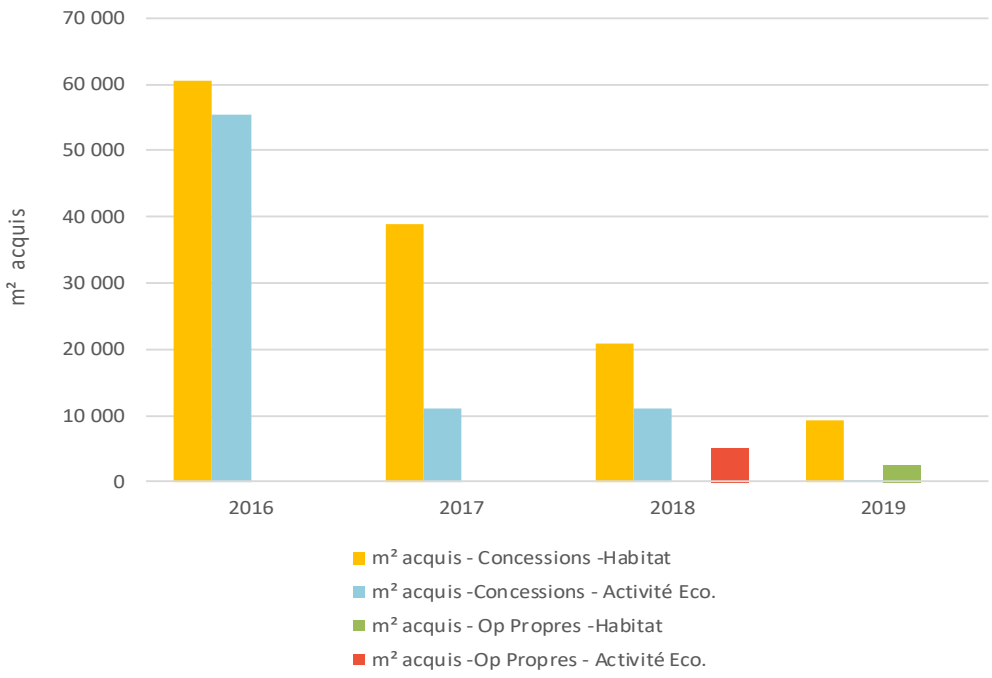
Au cours de l'année 2019, Loire Océan Développement a procédé à travers l'ensemble des opérations concédées, hors opérations propres et concessions du Centre Industriel, à 8 acquisitions pour un montant de 1 079 612 €uros HT.

Répartition par donneur d'ordre

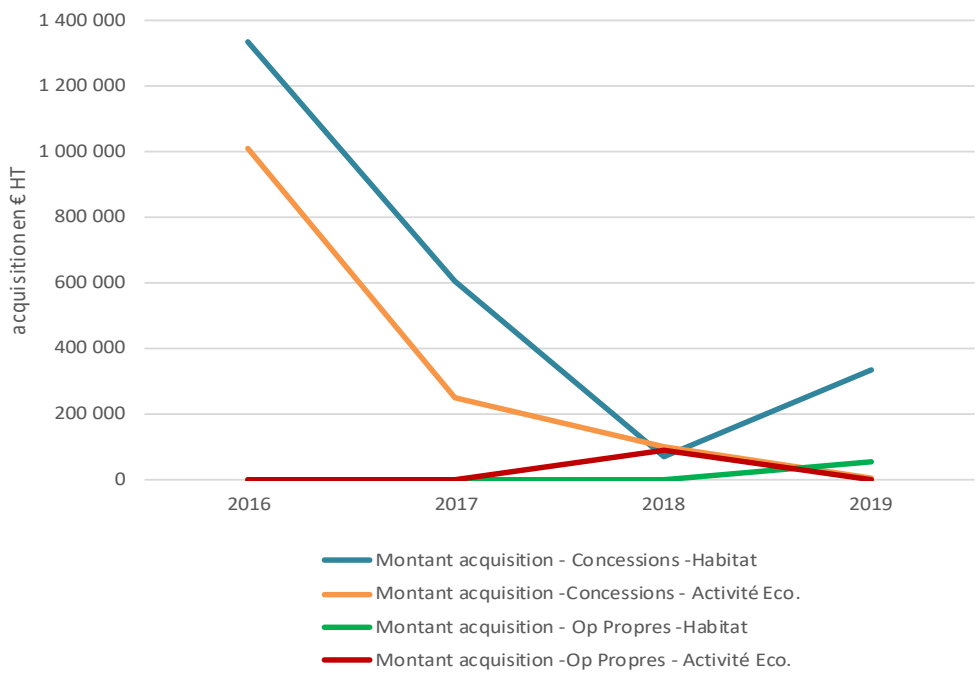
Acquisitions 2019	Nombre d'acqusition	Surface en m²	Montant acquisition en €
CONCESSIONS			
NANTES METROPOLE - Habitat	2	9 314	331 836 €
NANTES METROPOLE - Activité Economique	3	288	2 033 €
SAINT HERBLAIN	-	-	- €
ST JULIEN DE CONCELLES	3	68 040	745 743 €
TOTAL ACQUISITIONS OPERATIONS	**8**	**77 642**	**1 079 612 €**

Acquisitions 2019	Nombre d'acqusition	Surface en m²	Montant acquisition en €
OPERATIONS PROPRES			
NANTES METROPOLE	1	2 637	52 740 €
TOTAL ACQUISITIONS OPERATIONS	**1**	**2 637**	**52 740 €**

Evolution des acquisitions en m² de 2016 à 2019



Evolution des acquisitions en €uros HT de 2016 à 2019



3.2. Cessions

Au cours de l'année 2019, Loire Océan Développement a procédé à travers l'ensemble des opérations sous concessions d'aménagement, opérations propres et concessions du Centre Industriel, à 74 cessions (19 hectares de foncier dont 10 hectares à vocation économique, 67 077 m² de surface plancher dont 44 935 m² de surface plancher logements, soit 659 logements) pour un montant de 12 565 737 €uros HT.

Les 659 logements sont répartis comme suit :

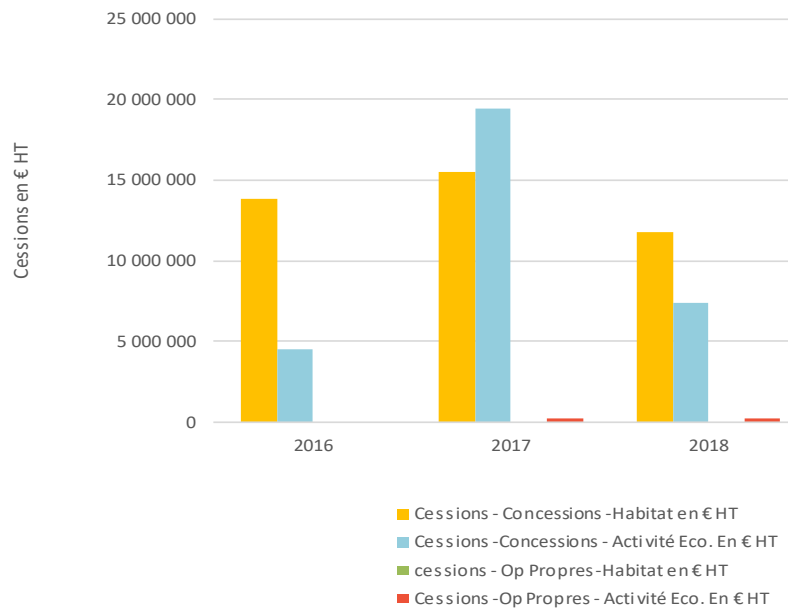
- 275 logements libres ;
- 130 logements locatifs sociaux ;
- 214 logements abordables ;
- 40 terrains à bâtir.

Répartition par donneur d'ordre

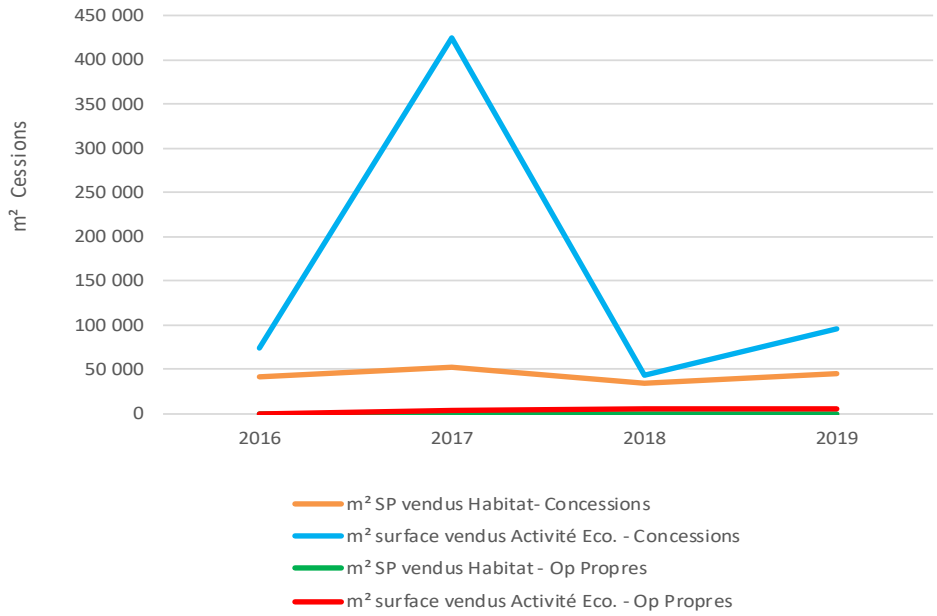
Cessions 2019	Nombre de cession	Surface en m²	Surface plancher m²	Montant cession en € HT
CONCESSIONS				
NANTES METROPOLE - Habitat	51	58 963	37 130	11 503 754 €
NANTES METROPOLE - Activité Economique	16	95 934	20 642	5 859 309 €
SAINT HERBLAIN	2	10 689	7 645	2 337 388 €
ST JULIEN DE CONCELLES	2	20 443	160	255 126 €
TOTAL CESSIONS OPERATIONS	**71**	**186 029**	**65 577**	**19 955 577 €**

Cessions 2019	Nombre de cession	Surface en m²	Surface plancher m²	Montant cession en € HT
OPERATIONS PROPRES				
PLESSIS BOUCHET	3	4 320	1 500	269 267 €
TOTAL CESSIONS OPERATIONS	**3**	**4 320**	**1 500**	**269 267 €**

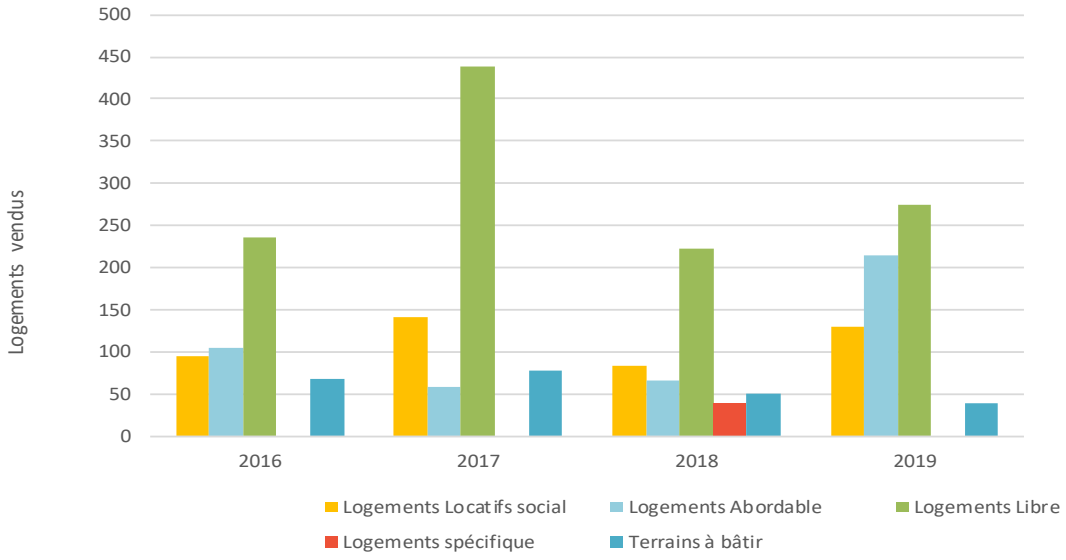
Evolution des cessions en €uros HT de 2016 à 2019



Evolution des cessions en m² de 2016 à 2019



Evolution des cessions en nombre et typologie de logements de 2016 à 2019



4. CLAUSE D'INSERTION DANS LES OPERATIONS LOIRE OCEAN DEVELOPPEMENT



4.1. La clause d'insertion et le Public

Depuis 2008, 295 personnes ont bénéficié d'un contrat de travail dans le cadre de la mise en œuvre de la clause d'insertion sur les opérations réalisées ou en cours de réalisation sur Nantes Métropole et dont 23 % sont issues des quartiers prioritaires de la Politique de la Ville (Zus ou QPV).

28 personnes sur l'année 2019 dont 18 % de publics issus des quartiers prioritaires de la Politique de la Ville.

Typologie du public

- 97 % public masculin et 3 % public féminin ;
- 75 % du public relève d'un niveau inférieur ou égal au niveau V (dernière année de CAP/BEP) ;
- 25 % relève du public jeunes de – 26 ans ayant un faible niveau de qualification ;
- 64 % relève du public demandeurs d'emploi longue durée ou bénéficiaires de minimas sociaux ;

4.2. La clause d'insertion pour LOD / LOMA

	Nombre marchés	Nombre d'heures d'insertion demandées	Nombre d'heures d'insertion réalisées
Année 2007	1	1 343 H	106 H
Année 2008	1	2 330 H	1 526 H
Année 2009			2 497 H
Année 2010			
Année 2011	1	2 455 H	
Année 2012	5	13 405 H	733 H
Année 2013	7	14 775 H	6 684 H
Année 2014	1	2 170 H	6 109 H
Année 2015	2	7 910 H	3 427 H
Année 2016	7	27 142 H	4 863 H
Année 2017	5	15 090 H	25 472 H
Année 2018	6	7 255 H	32 265 H
Année 2019			3 970 H
Total	36	93 875 H	87 652 H

ETAT DES MARCHES	Nombre de marchés	Heures d'insertion demandées	heures d'insertion réalisées	Nombre de personnes	Nombre d'entreprises
EN CONSULTATION/CAO	0	H			
EN COURS	17	32 580 H	20 578 H	295	72
RECEPTIONNE	18	61 295 H	67 074 H		
Total	35	93 875 H	87 652 H		

5. RESSOURCES HUMAINES – L'UES *(UNITE ECONOMIQUE & SOCIALE)*

5.1. Intéressement

Un accord d'intéressement a été renouvelé entre le Président Directeur Général de Loire Océan Développement et l'ensemble du personnel de la société en date du 13 juin 2012, sur la période 2012 à 2014.

Un nouvel accord d'intéressement, pour les exercices 2015 à 2017, a été mis en place au sein de l'UES (qui regroupe le GIE Loire Océan, la SEM Loire Océan Développement et la SPLA Loire Océan Métropole Aménagement), reprenant les dispositions du précédent accord.

Cet accord d'intéressement ayant pris fin au 31 décembre 2017, un nouvel accord d'intéressement a été mis en place pour les exercices 2018 à 2020. Il a été signé par tous les salariés de l'Unité Economique et Social, le Directeur Général de LOD et de LOMA et le Directeur Coadministrateur du GIE. Ce nouvel accord reprend l'ensemble des dispositions des deux précédents accords.

Cette information a été communiquée au Conseil d'administration de la SEM en date du 16 mai 2018.

5.2. Règlement de gestion / intérieur / document unique

Règlement de gestion et Règlement intérieur

Dans le cadre de l'UES, un règlement de gestion et un règlement intérieur sont en vigueur au sein de l'ensemble des Structures.

En 2017, après l'acquisition de véhicules de sociétés, un document a établi les règles de fonctionnement de ces véhicules. Ce document vient donc en complément au règlement de gestion et règlement intérieur

Sur l'année 2019, suite à une décision unilatérale de l'employeur en date du 31 janvier, le règlement de gestion a été amendé pour modification sur les 3 articles suivants :

- Titre V – Rémunération - Article 15 : Eléments de rémunérations
  b) Définition des éléments de rémunération :
  Modification des dates de versement du 13ème mois.
- Titre III – Dispositions individuelles – Article 13 : Indemnité de licenciement
  Spécification du cadre économique et de l'exclusion de la rupture conventionnelle individuelle.
- Titre VI – Congés et arrêts de travail – Article 19 : Autorisations spéciales d'absence
  1) Evènements familiaux :
  Mise à jour du point A conformément à la modification de l'article 9 de la loi n° 2016-1088 du 8 août 2016.

Aucune modification n'a été apporté au règlement intérieur.

Document unique

Suivant l'article R4121-1 du code du travail, l'employeur transcrit et met à jour dans un document unique les résultats de l'évaluation des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs à laquelle il procède en application de l'article L. 4121-3. Cette évaluation comporte un inventaire des risques identifiés dans chaque unité de travail de l'entreprise ou de l'établissement.

Le document unique d'évaluation des risques professionnels a été élaboré en juillet 2017, et a été actualisé en juillet 2018 et juillet 2019.

5.3. Règlement de gestion, des données personnelles

Depuis le 25 mai 2018, toute entreprise qui collecte, gère et stocke des données à caractère personnel est dans l'obligation d'appliquer le règlement européen sur la protection des données (RGDP). Ce règlement vise à renforcer la protection des données personnelles et à responsabiliser d'avantage les entreprises.

La protection des données au sein de l'UES s'articule autour des six points suivants :

- la désignation du délégué à la protection des données ;
- la tenue d'un registre des traitements ;
- le suivi des actions à mener ;
- l'analyse des impacts et la gestion des risques (caractéristiques du traitement – risque et mesures adoptées) ;
- le contrôle vis-à-vis des sous-traitants ;
- la mise à jour pour assurer une protection des données en continu.

Dans ce cadre, les démarches nécessaires auprès de nos prestataires, organismes et salariés ont été menées en 2019 et au 1er trimestre 2020.

5.4. CSE (Comité Social Economique)

Le comité social et économique (CSE) remplace les représentants élus du personnel dans l'entreprise. Il fusionne l'ensemble des instances représentatives du personnel (IRP), délégués du personnel (DP), comité d'entreprise (CE) et comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT).
Le CSE devra être mis en place dans toutes les entreprises concernées le 1er janvier 2020 au plus tard.

Pour rappel, lors des élections des Délégués du personnel en date du 14 novembre 2016, une carence de candidats avait été constatée avec pour effet l'absence de délégués du personnel au sein de l'UES Loire Océan.

Conformément à la nouvelle réglementation, les élections du CSE ont été organisées comme suit :

- 1er tour : le 5 décembre 2019 ;
- 2ème tour : le 19 décembre 2019.

A l'issue de second tour, en date du 19 décembre dernier, il a été constaté la carence de candidature. Il a donc été dressé le procès-verbal de carence de tous les collèges du Comité Sociale et Economique.

De nouvelles élections seront organisées dans 4 ans.

5.5. *L'Equipe de Loire Océan Développement au 31 décembre 2019*

Au 31 décembre 2019, l'Equipe est constituée de 14 personnes, toutes employées en CDI.

Loire Océan Développement compte 11 cadres et 3 employés.

Les fonctions occupées, portant sur le pilotage des opérations sont les suivantes :

- Directeur Opérationnel ;
- Chargé(e)s d'Opérations.

Organigramme au 30 avril 2020

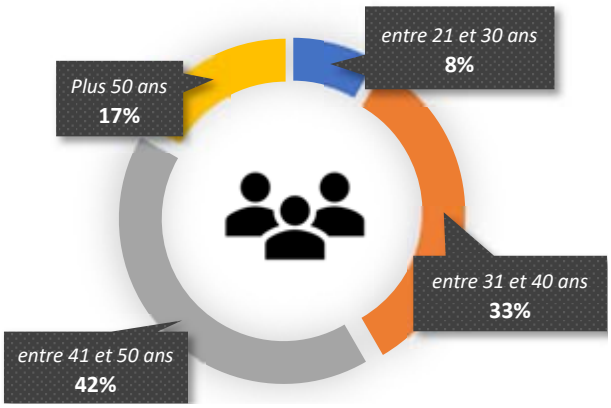


5.5.1. L'équipe en quelques chiffres

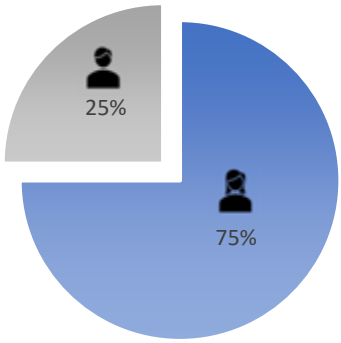
LOD

Par âge

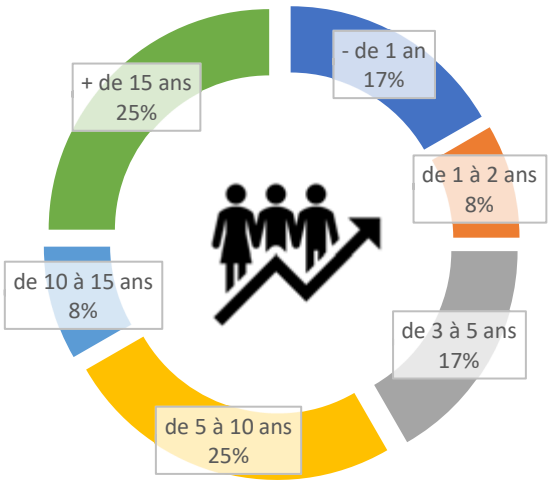
La moyenne d'âge est de 41 ans.



Par genre

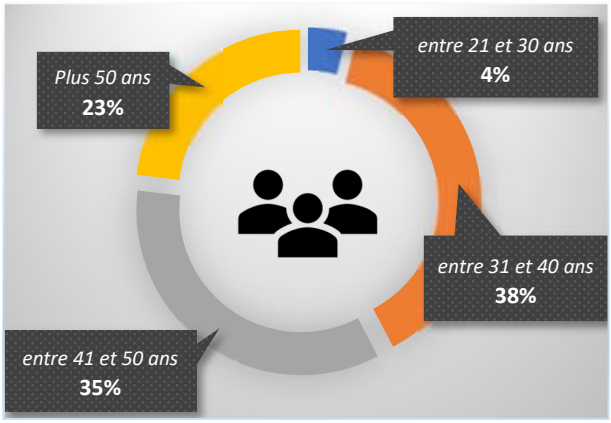


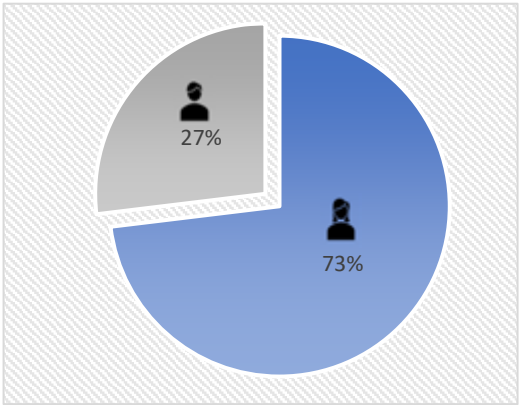
Par ancienneté

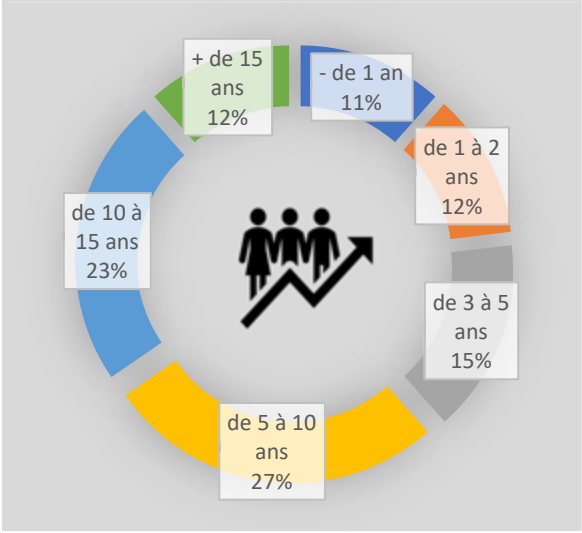


L'UES

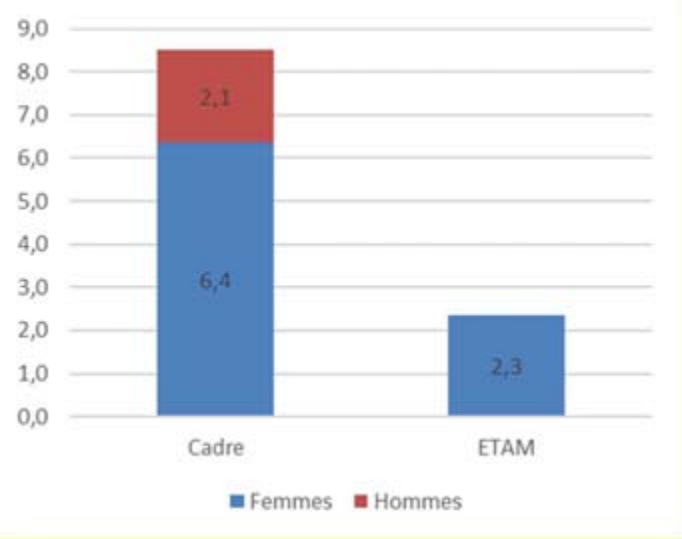
La moyenne d'âge est de 42 ans







Sur l'exercice 2019, l'effectif moyen de la société, en équivalent temps plein, s'établit à 10,8 postes, hors personnel mis à disposition :



5.5.2. Mouvement du personnel sur l'exercice 2019

- Monsieur Sébastien GUIGOT, Chargé d'Opérations & Responsable Management Opérationnel a quitté Loire Océan Développement, libre de tout engagement, le 25 janvier 2019, suite à sa démission en date du 02 octobre 2018 et son préavis de 3 mois.
- Monsieur Florent TURCK a rejoint l'Equipe de Loire Océan Développement, en tant que Directeur Opérationnel en date du 07 janvier 2019.
- Une convention de mise à disposition par Loire Océan Développement à Loire Océan Métropole Aménagement a été signée pour l'année 2019 afin de suivre entre autres le mandat du MIN. Cette convention concerne Madame Stéphanie BOURCIER, Madame LABUSSIERE, Madame OLLIVIER et Monsieur Christian GIBOUREAU. Cela représente 1 ETP sur 2019.
- Du personnel de Loire Océan Métropole Aménagement a fait l'objet d'une mise à disposition de Loire Océan Développement dans le cadre d'une convention afin d'assurer la transition des dossiers avec la mise en place de la nouvelle organisation. Cette convention concerne Madame PATIN et Monsieur MELINAND. Cela représente moins de 0,1 ETP sur 2019.

5.5.3. Absentéisme – accidents du travail

Motifs	Nombre de salariés	Nombre de jours *(calendaires)*
La maladie	8	47,5
La Maternité / Paternité	2	118
Les jours « enfants malade » ou conjoint	6	11
Les accidents de travail	0	0
Congés exceptionnels	0	0

5.6. Les Formations

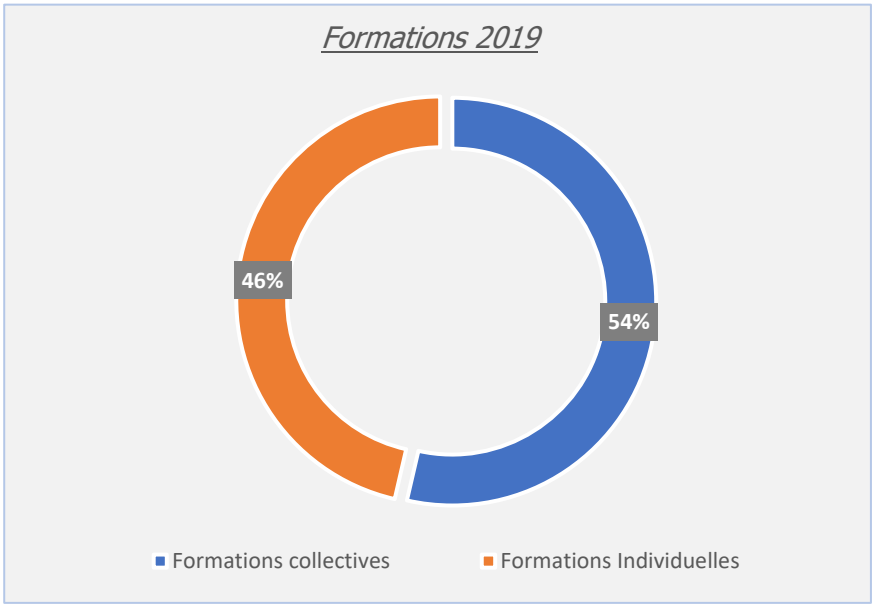
Le budget consacré à la formation continue professionnelle au cours de l'exercice 2019 s'élève, hors frais de déplacement à 1 430 €uros HT pour un total de 2 formations individuelles réalisées sur 4 initialement prévues.

Les 2 autres formations prévues au plan de formation ont été annulées par l'Organisme (la SCET) du fait d'un manque de participants.

1 organisme a été sollicité : la SCET

Le GIE a supporté les frais pédagogiques à hauteur de 1 650 €uros HT pour 2 formations collectives.

Le GIE procède ensuite à la refacturation de ces frais conformément aux clés de répartitions définies à Loire Océan Développement et Loire Océan Métropole Aménagement.



5.6.1. Typologies

2 formations individuelles – 2 jours

- Approfondissement des connaissances opérationnelles
- Certification AIPR

2 formations collectives – 1 jour

- Formation cadre juridique des opérations *(missions et obligations du MO en matière de coordination SPS et risques juridique du MO en phase chantier)*

Le présent rapport est tenu à la disposition des Commissaires aux Comptes un mois au moins avant la convocation de l'Assemblée Générale Ordinaire.

Loire Océan Développement	***A Nantes,*** ***Le 26 mai 2020***	***Le Président du Conseil d'Administration,*** ***Monsieur Pascal PRAS***

Nantes Métropole

www.nantesmetropole.fr

EXTRAIT

SPLA LOIRE OCEAN METROPOLE AMENAGEMENT

loireocéan métropole aménagement

RAPPORT DES ADMINISTRATEURS

DE NANTES METROPOLE AU SEIN DE LA SPLA

2019

SPLA LOIRE OCEAN METROPOLE AMENAGEMENT

Rapport au Conseil métropolitain de Nantes Métropole actionnaire, des représentants de Nantes Métropole désignés comme administrateurs au sein de la SPLA, en application de l'article L.1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales

EXERCICE 2019

FICHE SIGNALETIQUE

ETAT CIVIL	
Société Publique Locale d'Aménagement LOIRE OCEAN METROPOLE AMENAGEMENT	
Siège social (à compter du 10/07/17)	34 Rue du Pré Gauchet - CS 93521 - 44035 NANTES CEDEX 01 Tél: 02 40 92 95 30 / Fax: 02 40 92 12 05
Adresse administrative :	Idem siège social
N° SIRET (à compter du 31/07/17) :	Nantes 535 164 412 00020
Date de création :	22 septembre 2011
Secteur d'activité :	Aménagement
Objet social :	Etude et réalisation d'opérations d'aménagement (actions foncières, constructions et acquisitions d'immeubles…), à vocation d'habitat et activité économique.
Président :	Jocelyn Bureau
Directeur général :	Christian Giboureau
Commissaire aux comptes :	Mme Béatrice JESTIN (Cabinet KPMG)
Nombre de salariés fin 2019 :	6 personnes (ETP 4,5 postes)

ACTIONNARIAT			
Capital social de 225 000 €			
Actionnaires	Nombre d'actions détenues	Capital	% du capital
COLLECTIVITES LOCALES			
Ville de Saint-Herblain	810	81000 €	36 %
Nantes Métropole	1 440	144000 €	64 %
TOTAL	**2 250**	**225000 €**	**100 %**
Nombre total d'administrateurs :	8		
- dont représentants de Nantes Métropole :	*6 (Jocelyn Bureau, Pascal Bolo, Pascal Pras, Gérard Allard, Christian Couturier, François Vouzellaud)*		

JURIDIQUE	
Conventions conclues avec Nantes Métropole à fin 2019 : cf liste jointe	8 conventions publiques d'aménagement 1 mandat de construction 2 mandats d'études de faisabilité et d'AMO

FINANCIER		
Financement apporté par Nantes Métropole en 2019 :	0 €	
Dernier résultat net comptable connu :	64 262 €	Au 31/12/2019
Garanties d'emprunt NM (encours au 31/12/19) :	12 850 731 €	

Loire Océan Métropole Aménagement

Comptes annuels au 31 décembre 2019

Bilan simplifié

ACTIF	€uro	PASSIF	€uro
Immobilisations incorporelles		Capital social et primes d'émission	225 000
Immobilisations corporelles		Réserves	7 297
Immobilisations financières	11 163	Report à nouveau	143 718
		Résultat de l'exercice	64 262
Total Actif immobilisé (I)	**11 163**	Autres subventions d'investissement	
Stocks et en-cours	21 357 753	**Capitaux propres (I)**	**440 277**
Créances d'exploitation	3 198 665		
Autres créances	568 968	**Autres fonds propres (II)**	
Total Actif Circulant (II)	**25 125 386**	**Provisions pour risques et charges (III)**	**2 243**
Valeurs mobilières de placement		Emprunts et dettes	18 665 613
Disponibilités	5 553 135	Fournisseurs et comptes rattachés	7 037 888
		Dettes fiscales et sociales	417 355
Total Trésorerie (III)	**5 553 135**	Autres dettes	3 998 451
		Total Dettes (IV)	**30 119 308**
Comptes de régularisation (IV)	**3 553**	**Comptes de régularisation (V)**	**131 410**
TOTAL GENERAL (I + II + III+IV)	**30 693 238**	TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	**30 693 238**

Compte de Résultat

POSTES	€uro
Total des produits d'exploitation	7 790 488
Total des charges d'exploitation	7 720 679
dont charges de personnel	349 310
RESULTAT D'EXPLOITATION	**69 810**
Total des produits financiers	33 539
Total des charges financières	13 619
RESULTAT FINANCIER	**19 920**
Total des produits exceptionnels	
Total des charges exceptionnelles	442
RESULTAT EXCEPTIONNEL	**-442**
Participation des salariés aux résultats	0
Impôts sur les bénéfices	25 026
BENEFICE OU PERTE	**64 262**

Important : Les chiffres ci-dessus sont communiqués sous réserve d'être approuvés lors de l'Assemblée Générale de la SPLA

SYNTHESE DES POSITIONS PRISES PAR LES ADMINISTRATEURS AU COURS DE L'ANNÉE 2019

Administrateur Nantes Métropole

- M. Jocelyn BUREAU
- M. Pascal BOLO
- M. Pascal PRAS
- M. Gérard ALLARD
- M. Christian COUTURIER
- M. François VOUZELLAUD

Décisions marquantes prises durant les Conseils d'Administration s'étant tenus en 2019

- ***Conseil d'Administration du 22 mai 2019***

1. Approbation du procès-verbal du Conseil d'Administration en date du 17 mai 2018
2. Information sur le résultat définitif 2018 du GIE Loire Océan
3. Arrêté des comptes de l'exercice 2018 et affectation des résultats
4. Approbation du rapport de gestion 2018
5. Présentation des CRACLs 2018
6. Présentation d'un nouveau représentant de Nantes Métropole
7. Approbation du rapport sur le gouvernement d'entreprise 2018
8. Information relative aux contrats d'adhésion
9. Convocation et préparation à l'Assemblée Générale Ordinaire
10. Autorisation donnée au directeur général pour signer la convention pour les projets d'intérêt national de Nantes Métropole retenus par l'ANRU dans le cadre du NPNRU 2018-2025
11. Pouvoirs pour formalités

- ***Conseil d'Administration du 22 octobre 2019***

1. Approbation du procès-verbal du Conseil d'Administration en date du 22 mai 2019
2. Information de la signature de la concession d'aménagement du projet global Nantes Nord
3. Autorisation donnée au directeur général pour signer et mettre en place un financement pour la concession d'aménagement du quartier du Château – Commune de Rezé
4. Création et règlement de fonctionnement de la Commission du groupement de commande GIE / LOD / LOMA / NOVAPOLE
5. Désignation des membres de la SPLA au titre de la Commission du groupement de commande GIE / LOD / LOMA / NOVAPOLE
6. Présentation des CRACLs 2018
7. Points divers
8. Pouvoirs pour formalités

- ***Conseil d'Administration du 17 décembre 2019***

1. Approbation du procès-verbal du Conseil d'Administration en date du 22 octobre 2019
2. Information sur le résultat probable 2019 du GIE Loire Océan
3. Approbation du résultat probable 2019 de la SPLA LOMA
4. Information sur le budget prévisionnel 2020 du GIE Loire Océan
5. Approbation du budget prévisionnel 2020 de la SPLA LOMA
6. Informations sur les acquisitions foncières
7. Divers
8. Pouvoirs pour formalités

Taux de participation des administrateurs mandataires de la collectivité en 2019 : 50 %

Jetons de présence pour 2019 : Néant

SYNTHESE DES CONTROLES EFFECTUES SUR LA SPLA LOIRE OCEAN METROPOLE AMENAGEMENT AU COURS DE L'EXERCICE 2018

Contrôles sur exercice 2019 : Contrôle URSSAF

RAPPORT ADMINISTRATEURS SPLA LOIRE OCEAN METROPOLE AMENAGEMENT 2019

ANNEXES

Comptes annuels 2019

Rapport de gestion du Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale - exercice 2019

Crowe

Cifralex

LOIRE OCEAN METROPOLE AMENAGEMENT

34 rue du Pré Gauchet

44000 NANTES

ÉTATS FINANCIERS
31 décembre 2019

Exercice du 01/01/2019 au 31/12/2019

Laval	Le Mans	Nantes	Paris
laval@crowe-cifralex.fr	lemans@crowe-cifralex.fr	nantes@crowe-cifralex.fr	paris@crowe-cifralex.fr

Cifralex - Société Anonyme au capital de 549 400 € - 392 097 226 RCS Laval - TVA intracommunautaire FR 44 392 097 226
Société inscrite au tableau de l'Ordre des Experts-Comptables de la Région des Pays de Loire - Membre de la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes d'Angers
Siège social : 92, avenue Robert Buron - CS 86112 - 53062 Laval cedex 9

Sommaire

Attestation de présentation des comptes	1
COMPTES ANNUELS	2
Bilan actif	3
Bilan passif	4
Bilan actif par activité	5
Bilan passif par activité	6
Compte de résultat	7
Compte de résultat (suite)	8
Compte de résultat par activité	9
Compte de résultat par activité (suite)	10
Règles et méthodes comptables	11
Tableau des en-cours de concessions	14
Emprunts	15
Immobilisations	16
Provisions	17
Créances et dettes	18
Produits à recevoir	19
Charges à payer	20
Charges constatées d'avance	21
Produits constatés d'avance	22
Capital social	23
Effectif moyen	24
DETAIL DES COMPTES	25
Détail de l'actif	26
Détail du passif	27
Détail du compte de résultat	29
GESTION	32
Soldes intermédiaires de gestion	33

Attestation de présentation des comptes

Dans le cadre de la mission de Présentation des comptes annuels de l'entité :

LOIRE OCEAN METROPOLE AMENAGEMENT
Pour l'exercice du 01/01/2019 au 31/12/2019

et conformément à nos accords, nous avons effectué les diligences prévues par les normes de Présentation définies par l'Ordre des Experts Comptables.

A la date de nos travaux qui ne constituent pas un audit et à l'issue de ceux-ci, nous n'avons pas relevé d'éléments remettant en cause la cohérence et la vraisemblance des comptes annuels pris dans leur ensemble.

Les comptes annuels ci-joints, paginés conformément au sommaire figurant en tête du présent document, se caractérisent par les données suivantes :

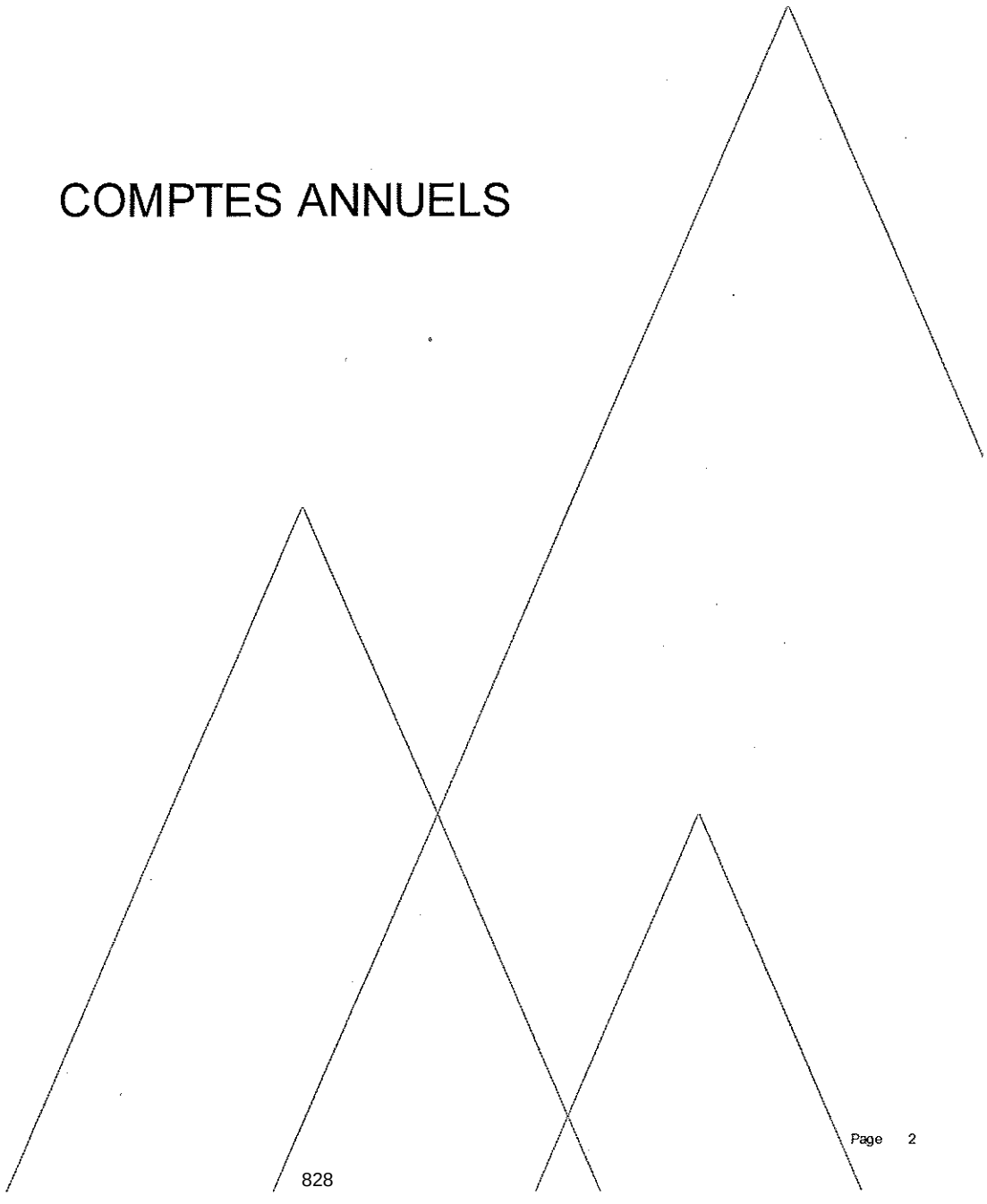
Total du bilan :	**30 693 238 euros**
Chiffre d'affaires :	**1 470 392 euros**
Résultat net comptable :	**64 262 euros**

Fait à REZE, le 09/04/2020

Pour CIFRALEX

Sébastien FRANCHI
Expert Comptable Associé

COMPTES ANNUELS



Bilan Actif

		31/12/2019			31/12/2018
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
	Capital souscrit non appelé (I)				
ACTIF IMMOBILISE	**IMMOBILISATIONS INCORPORELLES**				
	Frais d'établissement				
	Frais de développement				
	Concessions brevets droits similaires				
	Fonds commercial (1)				
	Autres immobilisations incorporelles				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
	Constructions				
	Installations techniques,mat. et outillage indus.				
	Autres immobilisations corporelles				
	Immobilisations en cours				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations	11 163		11 163	11 163
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Autres immobilisations financières				
	TOTAL (II)	**11 163**		**11 163**	**11 163**
ACTIF CIRCULANT	**STOCKS ET EN-COURS**				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens	21 357 753		21 357 753	15 652 334
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	Avances et Acomptes versés sur commandes	248 217		248 217	108 026
	CREANCES (3)				
	Créances clients et comptes rattachés	2 950 448		2 950 448	23 307 687
	Autres créances	568 968		568 968	1 334 301
	Capital souscrit appelé, non versé				
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT				
	DISPONIBILITES	5 553 135		5 553 135	9 781 444
COMPTES DE REGULARISATION	Charges constatées d'avance	3 553		3 553	1 865 079
	TOTAL (III)	**30 682 075**		**30 682 075**	**52 048 871**
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)				
	Primes de remboursement des obligations (V)				
	Ecarts de conversion actif (VI)				
	TOTAL ACTIF (I à VI)	**30 693 238**		**30 693 238**	**52 060 034**

(1) dont droit au bail
(2) dont immobilisations financières à moins d'un an
(3) dont créances à plus d'un an

Bilan Passif

		31/12/2019	31/12/2018
Capitaux Propres	Capital social ou individuel	225 000	225 000
	Primes d' émission, de fusion, d' apport ...		
	Ecarts de réévaluation		
	RESERVES		
	Réserve légale	7 297	5 826
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves réglementées		
	Autres réserves		
	Report à nouveau	143 718	115 759
	Résultat de l'exercice	**64 262**	**29 431**
	Subventions d'investissement		
	Provisions réglementées		
	Total des capitaux propres	**440 277**	**376 015**
Autres fonds propres	Produits des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
	Total des autres fonds propres		
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges	2 243	2 442
	Total des provisions	**2 243**	**2 442**
DETTES (1)	**DETTES FINANCIERES**		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	18 304 890	22 908 058
	Emprunts et dettes financières divers	360 723	157 350
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	5 124 889	2 400 000
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 912 999	9 182 650
	Dettes fiscales et sociales	417 355	587 428
	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	3 998 451	16 256 611
	Produits constatés d'avance (1)	131 410	189 480
	Total des dettes	**30 250 717**	**51 681 577**
	Ecarts de conversion passif		
	TOTAL PASSIF	**30 693 238**	**52 060 034**

	Résultat de l'exercice exprimé en centimes	64 261,85	29 430,51
(1)	Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an	11 760 829	34 408 164
(2)	Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP	1 371 606	2 818 012

Bilan actif par activité

		Exercice clos le 31/12/2019 (12 mois)				
		Fonctionnement	Concessions	Mandats	Opérations propres	Total
	Capital souscrit non appelé (I)					
	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES					
	Frais d'établissement					
	Frais de développement					
	Concessions, brevets, droits similaires					
	Fonds commercial (1)					
	Autres immobilisations incorporelles					
	Avances et acomptes					
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES					
	Terrains					
	Constructions					
	Installations techniques, mat. et outillage indus.					
	Autres immobilisations corporelles					
	Immobilisations en cours					
	Avances et acomptes					
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)					
	Participations évaluées selon mise en équivalence					
	Autres participations		11 163			11 163
	Créances rattachées à des participations					
	Autres titres immobilisés					
	Prêts					
	Autres immobilisations financières					
	TOTAL (II)		**11 163**			**11 163**
ACTIF CIRCULANT	**STOCKS ET EN-COURS**					
	Matières premières, approvisionnements					
	En-cours de production biens		21 357 753			21 357 753
	En-cours de production services					
	Produits intermédiaires et finis					
	Marchandises					
	Avances et acomptes versés sur commandes		225 479	22 738		248 217
	CREANCES (3)					
	Clients et comptes rattachés	75 395	2 741 418	133 635		2 950 448
	Mandants			118 376		118 376
	Autres créances	50 137	400 456			450 593
	Capital souscrit appelé, non versé					
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT					
	DISPONIBILITES	565 802		4 987 333		5 553 135
	Charges constatées d'avance	3 553				3 553
	TOTAL (III)	**694 887**	**24 725 106**	**5 262 081**		**30 682 075**
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)					
	Primes de remboursement des obligations (V)					
	Ecarts de conversion actif (VI)					
	SOUS-TOTAL	**694 887**	**24 736 269**	**5 262 081**		**30 693 238**
	Compte de liaison (VII)	2 720 963	1 312 241	8 880		4 042 084
	TOTAL ACTIF (0 à VII)	**3 415 850**	**26 048 510**	**5 270 961**		**34 735 322**

(1) dont droit au bail
(2) dont immobilisations financières à moins d'un an
(3) dont créances à plus d'un an

Bilan passif par activité

		Exercice clos le 31/12/2019 (12 mois)				
		Fonctionnement	Concessions	Mandats	Opérations propres	Total
Capitaux propres	Capital social ou individuel	225 000				225 000
	Primes d'émission, de fusion, d'apport...					
	Ecart de réévaluation					
	RESERVES					
	Réserve légale	7 297				7 297
	Réserves statutaires ou contractuelles					
	Réserves réglementées					
	Autres réserves					
	Report à nouveau	143 718				143 718
	Résultat de l'exercice	64 262				64 262
	Subventions d'investissement					
	Provisions réglementées					
	Total des capitaux propres	**440 277**				**440 277**
Autres fonds propres	Produits des émissions de titres participatifs					
	Avances conditionnées					
	Total des autres fonds propres					
Provisions	Provisions pour risques					
	Provisions pour charges	2 243				2 243
	Total des provisions	**2 243**				**2 243**
DETTES (1)	**DETTES FINANCIERES**					
	Emprunts obligataires convertibles					
	Autres emprunts obligataires					
	Emprunts et dettes auprès des étab. de crédit (2)	1 369 231	16 935 659			18 304 890
	Emprunts et dettes financières diverses		360 723			360 723
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		5 124 889			5 124 889
	DETTES D'EXPLOITATION					
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	178 325	583 898	1 150 777		1 912 999
	Dettes fiscales et sociales	76 970	340 385			417 355
	DETTES DIVERSES					
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés					
	Autres dettes			3 998 451		3 998 451
	Produits constatés d'avance (1)	36 433	94 977			131 410
	Total des dettes	**1 660 959**	**23 440 531**	**5 149 227**		**30 250 717**
	Ecarts de conversion passif					
	SOUS-TOTAL	**2 103 479**	**23 440 531**	**5 149 227**		**30 693 238**
	Compte de liaison (XII)	1 312 371	2 607 979	121 734		4 042 084
	TOTAL PASSIF	**3 415 850**	**26 048 510**	**5 270 961**		**34 735 322**
Résultat de l'exercice exprimé en centimes		64 261,85				64 261,85
(1) Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an		1 660 959	4 950 642	5 149 227		11 760 829
(2) Dont CBC, et soldes créditeurs de banques et CCP		1 369 231	2 374			1 371 606

Compte de résultat

		France	Exportation	31/12/2019 12 mois	31/12/2018 12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises				
	Production vendue (Biens)	1 201 314		1 201 314	11 929 952
	Production vendue (Services et Travaux)	269 078		269 078	314 350
	Montant net du chiffre d'affaires	**1 470 392**		**1 470 392**	**12 244 302**
	Production stockée			5 705 419	(1 838 992)
	Production immobilisée				
	Subventions d'exploitation				
	Reprises sur provisions et amortissements, transfert de charges			614 677	591 775
	Autres produits				
	Total des produits d'exploitation (1)			**7 790 488**	**10 997 084**
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises				
	Variation de stock				
	Achats de matières et autres approvisionnements				
	Variation de stock				
	Autres achats et charges externes			7 367 815	10 603 018
	Impôts, taxes et versements assimilés			3 552	13 950
	Salaires et traitements			238 088	238 667
	Charges sociales du personnel			111 222	109 123
	Cotisations personnelles de l'exploitant				
	Dotations aux amortissements :				
	- sur immobilisations				
	- charges d'exploitation à répartir				
	Dotations aux dépréciations :				
	- sur immobilisations				
	- sur actif circulant				
	Dotations aux provisions				201
	Autres charges				
	Total des charges d'exploitation (2)			**7 720 679**	**10 964 959**
	RESULTAT D'EXPLOITATION			**69 810**	**32 125**

Compte de résultat

		31/12/2019	31/12/2018
	RESULTAT D'EXPLOITATION	**69 810**	**32 125**
Opéra. comm.	Bénéfice attribué ou perte transférée Perte supportée ou bénéfice transféré		
PRODUITS FINANCIERS	De participations (3) D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé (3) Autres intérêts et produits assimilés (3) Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges Différences positives de change Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	33 539	32 496
	Total des produits financiers	**33 539**	**32 496**
CHARGES FINANCIERES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions Intérêts et charges assimilées (4) Différences négatives de change Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	13 619	28 485
	Total des charges financières	**13 619**	**28 485**
	RESULTAT FINANCIER	**19 920**	**4 010**
	RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	**89 730**	**36 135**
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		
	Total des produits exceptionnels		
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	442	1 541
	Total des charges exceptionnelles	**442**	**1 541**
	RESULTAT EXCEPTIONNEL	**(442)**	**(1 541)**
	PARTICIPATION DES SALARIES IMPOTS SUR LES BENEFICES	25 026	5 164
	TOTAL DES PRODUITS **TOTAL DES CHARGES**	**7 824 027** **7 759 765**	**11 029 580** **11 000 149**
	RESULTAT DE L'EXERCICE	**64 262**	**29 431**

(1) dont produits afférents à des exercices antérieurs
(2) dont charges afférentes à des exercices antérieurs
(3) dont produits concernant les entreprises liées
(4) dont intérêts concernant les entreprises liées

Compte de résultat par activité

		Exercice clos le 31/12/2019 (12 mois)				
		Fonctionnement	Concessions	Mandats	Opérations propres	Total
PRODUITS D'EXPLOITATION	Vente de marchandises					
	Production vendue (Biens)		1 201 314			1 201 314
	Production vendue (Services et Travaux)	269 078				269 078
	Montant net du chiffres d'affaires	**269 078**	**1 201 314**			**1 470 392**
	Production stockée		5 705 419			5 705 419
	Production immobilisée					
	Subventions d'exploitation					
	Reprises sur amort, et prov.,transfert de charges	614 677				614 677
	Autres produits					
	Total des produits d'exploitation (1)	**883 756**	**6 906 733**			**7 790 488**
OPERATIONS COMMUNES	Achats de marchandises					
	Variation de stocks					
	Achats de matières premières et autres approvisionnements					
	Variation de stocks					
	Autres achats et charges externes	461 083	6 906 733			7 367 815
	Impôts, taxes et versements assimilés	3 552				3 552
	Salaires et traitements	238 088				238 088
	Charges sociales du personnel	111 222				111 222
	Cotisations personnelles de l'exploitant					
	Dotations aux amortissements :					
	- sur immobilisations					
	- charges d'exploiation à répartir					
	Dotations aux dépréciations :					
	- sur immobilisations					
	- sur actif circulant					
	Dotations aux provisions					
	Autres charges					
	Total des charges d'exploitation (2)	**813 946**	**6 906 733**			**7 720 679**
	RESULTAT D'EXPLOITATION	**69 810**				**69 810**

Compte de résultat par activité

		Exercice clos le 31/12/2019 (12 mois)				
		Fonctionnement	Concessions	Mandats	Opérations propres	Total
	RESULTAT D'EXPLOITATION	**69 810**				**69 810**
Opéra. Comm.	Bénéfice attribué ou perte transférée Perte supportée ou bénéfice transféré					
PRODUITS FINANCIERS	De participations (3) D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé (3) Autres intérêts et produits assimilés (3) Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges Différences positives de change Produits nets sur cessions de valeurs mobilières placement	33 539				33 539
	Total des produits financiers	**33 539**				**33 539**
CHARGES FINANCIERES	Dotations aux amortissements, aux déprécations et aux provisions Intérêts et charges assimilées (4) Différences négatives de change Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	13 619				13 619
	Total des charges financières	**13 619**				**13 619**
	RESULTAT FINANCIER	**19 920**				**19 920**
	RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	**89 730**				**89 730**
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges					
	Total des produits exceptionnels					
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Dotations aux amortissements,aux déprécations et aux provisions	442				442
	Total des charges exceptionnelles	**442**				**442**
	RESULTAT EXCEPTIONNEL	**(442)**				**(442)**
	PARTICIPATION DES SALARIES					
	IMPOTS SUR LES BENEFICES	25 026				25 026
	TOTAL DES PRODUITS	**917 294**	**6 906 733**			**7 824 027**
	TOTAL DES CHARGES	**853 032**	**6 906 733**			**7 759 765**
	RESULTAT DE L'EXERCICE	**64 262**				**64 262**

Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels de l'exercice ont été établis conformément au règlement de l'ANC n°2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général (PCG), modifié et complété depuis son homologation par des règlements ultérieurs.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

La loi comptable du 30 avril 1983 et son décret d'application 83.1020 du 29 novembre 1983 s'appliquent de droit aux Sociétés d'Economie Mixte régies par la loi du 7 juillet 1983.

Les états financiers joints sont établis conformément à l'avis du Conseil National de la Comptabilité du 12 juillet 1984, complété :
- par l'avis 99/05 du 18 mars 1999 pour les conventions publiques d'aménagement,
- par l'avis 93/09 du 8 décembre 1993 pour les autres opérations.

L'ensemble des recommandations énoncées par les guides comptables édités par la FNEPL (guides comptables professionnels des EPL activités immobilières et actions, et opérations d'aménagement) a également été respecté.

L'exercice considéré débute le 01/01/2019 et finit le 31/12/2019. Il a une durée de 12 mois.

CREANCES

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

VALEURS D'EXPLOITATION

La société a opté pour l'incorporation des frais financiers à la valeur des actifs, prévue à l'article 38 undecies de l'annexe III du CGI. Par conséquent, les frais financiers afférents aux capitaux empruntés pour financer la construction des éléments stockés ou immobilisés sont incorporés au coût de production.

Les règles d'évaluation des valeurs d'exploitation appliquées résultent des dispositions du Plan Comptable Général. Il existe une exception à ce principe général sur les en-cours de concessions qui font l'objet de l'analyse ci-dessous.

Le montant figurant au bilan sous la rubrique en-cours de concession d'aménagement résulte de la différence entre le cumul des dépenses HT (frais financiers et frais exceptionnels compris) et le montant des coûts de revient des éléments cédés, estimés en fin d'exercice de manière globale, par application au coût de revient prévu par le compte rendu financier de la fraction établie comme suit :

Au numérateur : le montant des produits réalisés depuis le début de l'opération hors participations reçues ou à recevoir de la collectivité territoriale co-contractante.

Au dénominateur : le montant global des produits prévus par le compte rendu financier hors participations reçues ou à recevoir de la collectivité territoriale co-contractante.

Règles et méthodes comptables

La comptabilité traduit les conventions d'aménagement sous les rubriques du bilan suivantes :

a- Stocks :

Pour le montant des coûts engagés au cours de l'exercice diminué de celui estimé des éléments cédés.

b- Comptes de régularisation actif ou passif :

Pour la neutralisation du résultat intermédiaire provisoire d'une opération d'aménagement concédée aux risques et profits du concédant.

c- Compte de provisions pour charges :

- Pour le montant des charges non encore comptabilisées mais courues à la fin de l'exercice,
- Pour le montant des coûts de liquidation des opérations achevées.

Dans l'hypothèse où le montant du coût de revient des éléments cédés est supérieur au cumul des charges comptabilisées, il sera constitué une provision pour charges, égale au montant de l'écart constaté. En conséquence, la valeur du stock relatif à l'opération concernée inscrite dans les comptes annuels sera nulle.

d- Compte de provisions pour risques :

- Pour le montant des risques de pertes à terminaison sur les opérations concédées aux risques du concessionnaire.
- Pour le montant des participations de la collectivité à reverser sur les opérations excédentaires.

CONTRÔLE DE LA PRODUCTION STOCKEE

Du fait des schémas comptables retenus, le montant de la production stockée de l'exercice 2019 figurant au compte de résultat est égal à la différence des variations suivantes :

- Compte de production stockée :	5.705.419 euros
- Variation des comptes de travaux en-cours sur concessions n / n-1 :	5.705.419 euros

TRANSFERT DE CHARGES VERS LES OPERATIONS

La société agit en tant que maître d'ouvrage et de ce fait impute une quote-part de ses frais de fonctionnement sur les opérations d'aménagement selon les modalités définies par les concessions d'aménagement. Par l'intermédiaire du poste de transfert de charges, il a été imputé au titre de l'année 2019 la somme de 612.912 euros.

EMPRUNTS

Eu égard au caractère spécifique des opérations de la société et aux règles fixées par le législateur, les collectivités concédantes non mandantes peuvent garantir, dans la limite fixée par la loi, les emprunts contractés par la société. Au 31 décembre 2019, le montant des emprunts garantis se décompose comme mentionné dans le tableau en annexe ci-après.

HONORAIRES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Selon l'article R123-198 du Code de Commerce, le montant des honoraires du Commissaires aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice au titre du contrôle légal des comptes s'élève à 6.150 euros HT.

Règles et méthodes comptables

ENGAGEMENTS HORS BILAN

L'article L 123-13 (al.3) du Code de Commerce et le Plan Comptable Général (art 531-2/9) prescrivent d'indiquer dans l'annexe le montant des engagements de l'entreprise vis-à-vis des membres ou associés de son personnel, ainsi que de ses mandataires sociaux, en ce qui concerne l'ensemble des engagements de retraite : pensions, compléments de retraite, indemnités et allocations en raison du départ à la retraite ou avantages similaires.

Par conséquent, la société a évalué le montant des engagements de retraite en tenant compte des critères suivants :

- effectif et caractéristiques des individus présents : salaire, taux de charges patronales, ancienneté, date de départ à la retraite
- application des coefficients de probabilité de départ de la société avant la retraite : départ vers une autre société, probabilité de décès
- pondération des engagements calculés à la date de départ théorique de chaque individu afin de déterminer l'engagement à la date de clôture.

Au 31 décembre 2019, les indemnités de fin de carrière s'élèvent à 57.848 euros. Elles sont couvertes partiellement par un contrat d'assurance pour un montant de 59.073 euros (dont 7.000 euros versés sur 2019).

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

A la date du 16 mars 2020, le gouvernement Français a édicté des dispositions strictes relatives à l'épidémie de Covid-19 en cours en Europe. La volonté première de la direction de notre société est de préserver la santé de ses collaborateurs et des mesures ont été prises en ce sens et évolueront avec la situation. L'incertitude inhérente à une crise de cette ampleur ne nous permet pas à ce stade de prévoir l'impact de cette situation sur la marche de nos affaires.

Tableau des en cours de concessions

N° OP	Nom de l'opération	Collectivité co-contractante	Prise en charge résultat par le concédant	Date de signature de la convention	Date expiration de la convention	Résultat prévisionnel hors participation d'équilibre	Participation d'équilibre prévue de la collectivité	Participation d'équilibre de la collectivité comptabilisée HT	Cumul des produits	Cumul des charges	Cumul des coûts de revient estimés des lots vendus	Stocks 31 décembre	Provisions pour charges prévision-nelles	Neutralisation du Résultat intermédiaire	Participation à recevoir HT
1110	ZAC BOULEVARD DE LA BAULE	Nantes Métropole	Concessionnaire	05/03/2013	31/12/2024	(1 653 932)	1 653 932	740 751	13 025 313	21 194 726	13 732 330	7 462 395		(33 733)	913 181
1120	ZAC MOULIN BOISSEAU	Nantes Métropole	Concessionnaire	24/12/2013	31/12/2025				2 254 473	11 452 735	2 254 473	9 198 261			
1130	ZAC METAIRIE ROUGE	Nantes Métropole	Concessionnaire	13/12/2013	31/12/2023					794 691		794 691			
1140	ZAC DE VERT PRAUD	Nantes Métropole	Concessionnaire	29/01/2017	31/12/2028					355 366		355 366			
1160	ZAC CŒUR DE VILLE	Nantes Métropole	Concessionnaire	10/02/2015	31/12/2022	(3 466 111)	3 466 111	1 692 111	2 903 277	7 229 354	4 534 143	2 695 111		(61 244)	1 774 000
1170	ZAC GRAND BELLEVUE	Nantes Métropole	Concessionnaire	21/03/2016	31/12/2030	(1 789 500)	1 789 500			756 589		756 589			1 789 500
1180	ZAC QUARTIER CHATEAU REZE	Nantes Métropole	Concessionnaire	04/10/2019	31/12/2030					20 031		20 031			
1190	PROJET GLOBAL NANTES NORD	Nantes Métropole	Concessionnaire	26/06/2019	31/12/2034					75 310		75 310			
								2 432 862	18 183 063	41 878 701	20 520 947	21 357 753		(94 977)	

Dans la limite de la participation de la collectivité prévue dans la concession d'aménagement

Emprunts, lignes de crédits et découverts autorisés

N° OP	Nom Opération	Banque	Montant du prêt	Montant libéré	Capital restant dû au 31/12/2019	Moins 1 an	De 1 à 5 ans	Plus 5 ans	Garantie
1110	BLD DE LA BAULE	La Banque Postale	3 500 000	3 500 000	1 750 000	875 000	875 000	0	80% Nantes Métropole
1110	BLD DE LA BAULE	Crédit Mutuel	2 500 000	2 500 000	1 260 913	1 260 913	0	0	80% Nantes Métropole
1120	MOULIN BOISSEAU	Arkéa	4 500 000	4 500 000	562 500	562 500	0	0	80% Nantes Métropole
1120	MOULIN BOISSEAU	Caisse d'Epargne	4 000 000	4 000 000	4 000 000	0	3 187 967	812 033	80% Nantes Métropole
1120	MOULIN BOISSEAU	Crédit Agricole	4 000 000	3 990 000	3 990 000	0	2 384 470	1 605 530	80% Nantes Métropole
1160	CŒUR DE VILLE	Banque des territoires	5 500 000	5 500 000	4 500 000	0	4 500 000	0	80% Nantes Métropole - 20% Crédit Coopératif
	TOTAL EMPRUNTS		24 000 000	23 990 000	16 063 413	2 698 413	10 947 436	2 417 564	
1130	METAIRIE ROUGE	Caisse d'Epargne		1 000 000	806 215	806 215			Néant
	TOTAL LIGNE DE CREDIT			1 000 000	806 215	806 215			

Immobilisations

		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2019
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Virt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Autres						
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES						
CORPORELLES	Terrains						
	Constructions sur sol propre						
	sur sol d'autrui						
	instal. agenct aménagement						
	Instal technique, matériel outillage industriels						
	Instal., agencement, aménagement divers						
	Matériel de transport						
	Matériel de bureau, mobilier						
	Emballages récupérables et divers						
	Immobilisations corporelles en cours						
	Avances et acomptes						
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES						
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations	11 163					11 163
	Autres titres immobilisés						
	Prêts et autres immobilisations financières						
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	**11 163**					**11 163**
	TOTAL	**11 163**					**11 163**

Provisions

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2019
PROVISIONS REGLEMENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
	PROVISIONS REGLEMENTEES				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges				
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires	2 442		199	2 243
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres				
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	**2 442**		**199**	**2 243**
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations : incorporelles				
	Sur immobilisations : corporelles				
	Sur immobilisations : des titres mis en équivalence				
	Sur immobilisations : titres de participation				
	Sur immobilisations : autres immo. financières				
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients				
	Autres				
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION				
	TOTAL GENERAL	**2 442**		**199**	**2 243**
	Dont dotations et reprises : - d'exploitation			199	
	Dont dotations et reprises : - financières				
	Dont dotations et reprises : - exceptionnelles				

Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.

Créances et Dettes

		31/12/2019	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts (1) (2)			
	Autres immobilisations financières			
	Clients douteux ou litigieux			
	Autres créances clients	2 950 448	2 950 448	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés			
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée	440 813	440 813	
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers			
	Groupe et associés (2)			
	Débiteurs divers	128 156	128 156	
	Charges constatées d'avances	3 553	3 553	
	TOTAL DES CREANCES	**3 522 969**	**3 522 969**	

(1)	Prêts accordés en cours d'exercice	
(1)	Remboursements obtenus en cours d'exercice	
(2)	Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)	

		31/12/2019	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles (1)				
	Autres emprunts obligataires (1)				
	Emp. dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine (1)	1 371 606	1 371 606		
	Emp. dettes ets de crédit à plus 1an à l'origine (1)	16 933 284	3 568 284	10 947 436	2 417 564
	Emprunts et dettes financières divers (1) (2)	360 723	360 723		
	Fournisseurs et comptes rattachés	1 912 999	1 912 999		
	Personnel et comptes rattachés	27 340	27 340		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	20 344	20 344		
	Impôts sur les bénéfices	14 852	14 852		
	Taxes sur la valeur ajoutée	352 951	352 951		
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	1 868	1 868		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Groupe et associés (2)				
	Autres dettes	3 998 451	3 998 451		
	Dette représentative de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance	131 410	131 410		
	TOTAL DES DETTES	**25 125 829**	**11 760 829**	**10 947 436**	**2 417 564**

(1)	Emprunts souscrits en cours d'exercice	2 190 000
(1)	Emprunts remboursés en cours d'exercice	5 364 087
(2)	Emprunts dettes associés (personnes physiques)	

Produits à recevoir

	31/12/2019	31/12/2018	Variations	%
Créances rattachées à des participations				
Autres immobilisations financières				
Autres créances clients	26 939	35 650	(8 711)	*-24,44*
Autres créances		5 961	(5 961)	*-100,00*
TOTAL	**26 939**	**41 612**	**(14 673)**	*-35,26*

Charges à payer

	31/12/2019	31/12/2018	Variation	%
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	16 060	36 092	(20 032)	*-55,50*
Emprunts et dettes financières divers				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	167 427	193 964	(26 537)	*-13,68*
Dettes fiscales et sociales	35 718	50 883	(15 166)	*-29,80*
Dettes fournisseurs d'immobilisation				
Autres dettes				
TOTAL	**219 205**	**280 939**	**(61 734)**	*-21,97*

Charges constatées d'avance

	31/12/2019	31/12/2018	Variation	%
Exploitation	3 553	1 865 079	(1 861 525)	*-99,81*
Financières				
Exceptionnelles				
TOTAL	**3 553**	**1 865 079**	**(1 861 525)**	*-99,81*

CCA - Charges d'exploitation	3 553	2 422
CCA - Neutralisation du résultat concessions		1 862 657

Produits constatés d'avance

	31/12/2019	31/12/2018	Variation	%
Exploitation	131 410	189 480	(58 070)	-30,65
Financiers				
Exceptionnels				
TOTAL	**131 410**	**189 480**	**(58 070)**	*-30,65*

PCA - Produits d'exploitation	36 433	162 910
PCA - Neutralisation du résultat concessions	94 977	26 570

Capital social

	31/12/2019	Nombre	Val. Nominale	Montant
ACTIONS / PARTS SOCIALES	Du capital social début exercice	2 250,00	100,0000	225 000,00
	Emises pendant l'exercice		0,0000	
	Remboursées pendant l'exercice		0,0000	
	Du capital social fin d'exercice	**2 250,00**	**100,0000**	**225 000,00**

Effectif moyen

		31/12/2019	Interne	Externe
EFFECTIF MOYEN PAR CATEGORIE	Cadres & professions intellectuelles supérieures		5	
	Professions intermédiaires			
	Employés		1	
	Ouvriers			
	TOTAL		6	

DÉTAIL DES COMPTES



Détail de l'actif

	01/01/2019 31/12/2019 12 mois	01/01/2018 31/12/2018 12 mois	Variations	%
Capital souscrit non appelé				
TOTAL II - Actif Immobilisé NET	**11 163,00**	**11 163,00**		
Autres participations	**11 163,00**	**11 163,00**		
ACTIONS	11 163,00	11 163,00		
TOTAL III - Actif Circulant NET	**30 682 074,58**	**52 048 871,09**	**(21 366 796,51)**	*-41,05*
En-cours de production de biens	**21 357 753,47**	**15 652 334,32**	**5 705 419,15**	*36,45*
STOCK	21 357 753,47	15 652 334,32	5 705 419,15	*36,45*
Avances & acomptes versés sur commandes	**248 216,65**	**108 025,51**	**140 191,14**	*129,78*
FOURNISSEURS AVANCES ET ACOMPT	248 216,65	108 025,51	140 191,14	*129,78*
Créances clients et comptes rattachés	**2 950 447,50**	**23 307 686,78**	**(20 357 239,28)**	*-87,34*
CLIENTS VENTES BIENS ET PRESTA	2 923 508,57	23 272 036,41	(20 348 527,84)	*-87,44*
CLIENTS FACTURES A ETABLIR	26 938,93	35 650,37	(8 711,44)	*-24,44*
Autres créances	**568 968,34**	**1 334 301,25**	**(765 332,91)**	*-57,36*
IMPOT SUR LES BENEFICES		14 320,00	(14 320,00)	*-100,00*
TVA SUR AUTRES BIENS ET SERVIC	1 050,98	3 524,56	(2 473,58)	*-70,18*
CREDIT DE TVA A REPORTER	70 952,87	94 302,80	(23 349,93)	*-24,76*
REMBT TAXES SUR CA DEMANDE	240 000,00	970 000,00	(730 000,00)	*-75,26*
TVA NON ENCORE RECUPERABLE	100 629,50	118 864,21	(18 234,71)	*-15,34*
TVA S/ FACTURES NON PARVENUES	28 179,40	32 579,34	(4 399,94)	*-13,51*
MANDANT ACTIF	118 375,59	1 937,98	116 437,61	*N/S*
NOTAIRES (AVANCES)	8 700,00	97 548,36	(88 848,36)	*-91,08*
DEBITEURS DIVERS	1 080,00	1 224,00	(144,00)	*-11,76*
Disponibilités	**5 553 135,34**	**9 781 444,48**	**(4 228 309,14)**	*-43,23*
C.E. LOMA	406 716,05	376 049,98	30 666,07	*8,15*
LBP STRUCTURE	372,18	352,18	20,00	*5,68*
CREDIT AGRICOLE MOULIN BOISSEA	98 426,04	10 817,92	87 608,12	*809,84*
BANQUE CDC LOMA	472,70	472,70		
LPB ZAC BLD DE LA BAULE	39 910,07	21 599,57	18 310,50	*84,77*
ARKEA ZAC MOULIN BOISSEAU	2 380,40	24 004,48	(21 624,08)	*-90,08*
CA MANDAT AMENAGEMENT MIN	2 304,45	18 163,47	(15 859,02)	*-87,31*
CE METAIRIE ROUGE	2 974,14	4 910,14	(1 936,00)	*-39,43*
CREDIT MUTUEL ZAC BD DE LA BAU	9 157,20	2 992 582,13	(2 983 424,93)	*-99,69*
CREDIT COOP. COEUR DE VILLE	2 611,79	2 025,79	586,00	*28,93*
CA CPTEXCENT MANDAT MIN REZE	4 987 333,32	6 323 971,15	(1 336 637,83)	*-21,14*
ARKEA CPTE PLACEMENT KEREA CRO		2,58	(2,58)	*-100,00*
INTERETS COURUS A RECEVOIR		5 961,39	(5 961,39)	*-100,00*
CHEQUES RESTAURANTS	477,00	531,00	(54,00)	*-10,17*
Charges constatées d'avance	**3 553,28**	**1 865 078,75**	**(1 861 525,47)**	*-99,81*
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	3 553,28	2 421,35	1 131,93	*46,75*
NEUTRALISATION MALI PROVISOIRE		1 862 657,40	(1 862 657,40)	*-100,00*
TOTAL DU BILAN ACTIF	**30 693 237,58**	**52 060 034,09**	**(21 366 796,51)**	*-41,04*

Détail du passif

	01/01/2019 31/12/2019 12 mois	01/01/2018 31/12/2018 12 mois	Variations	%
TOTAL I - Capitaux propres	**440 277,25**	**376 015,40**	**64 261,85**	*17,09*
Capital Social ou individuel	**225 000,00**	**225 000,00**		
CAPITAL SOUSCRIT APPELE, VERSE	225 000,00	225 000,00		
Réserve légale	**7 297,08**	**5 825,55**	**1 471,53**	*25,26*
RESERVE LEGALE	7 297,08	5 825,55	1 471,53	*25,26*
Report à nouveau	**143 718,32**	**115 759,34**	**27 958,98**	*24,15*
REPORT A NOUVEAU (SOLDE CREDIT	143 718,32	115 759,34	27 958,98	*24,15*
Résultat de l'exercice	**64 261,85**	**29 430,51**	**34 831,34**	*118,35*
TOTAL II - Autres fonds propres				
TOTAL III - Total des Provisions	**2 243,00**	**2 442,00**	**(199,00)**	*-8,15*
Provisions pour charges	**2 243,00**	**2 442,00**	**(199,00)**	*-8,15*
PROVISION POUR RISQUES	2 243,00	2 442,00	(199,00)	*-8,15*
TOTAL IV - Total des dettes	**30 250 717,33**	**51 681 576,69**	**(21 430 859,36)**	*-41,47*
Emprunts et dettes auprès des établissements de c	**18 304 890,27**	**22 908 057,65**	**(4 603 167,38)**	*-20,09*
EMPRUNTS AUPRES ETS DE CREDIT	11 510 913,35	14 625 000,00	(3 114 086,65)	*-21,29*
LIGNE TRESO CAISSE D'EPARGNE	806 214,98	761 214,98	45 000,00	*5,91*
EMPRUNT ARKEA 4 500 KE	562 500,00	2 812 500,00	(2 250 000,00)	*-80,00*
EMPRUNT MOYEN TERME	3 990 000,00	1 800 000,00	2 190 000,00	*121,67*
INTERETS COURUS NON ECHUS	63 656,01	91 330,27	(27 674,26)	*-30,30*
CDC POOL TRESORERIE	1 355 545,68	2 781 920,28	(1 426 374,60)	*-51,27*
INTERETS COURUS A PAYER	16 060,25	36 092,12	(20 031,87)	*-55,50*
Emprunts et dettes financières divers	**360 722,93**	**157 349,50**	**203 373,43**	*129,25*
CAUTIONNEMENTS RECUS	360 722,93	157 349,50	203 373,43	*129,25*
Avances et acomptes reçus sur commandes en cou	**5 124 888,80**	**2 400 000,00**	**2 724 888,80**	*113,54*
ACQUEREURS (AVANCES CONSTATEES	5 124 888,80	2 400 000,00	2 724 888,80	*113,54*
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	**1 912 999,33**	**9 182 650,20**	**(7 269 650,87)**	*-79,17*
FOURNISS ACHATS BIENS ET PREST	450 585,30	7 669 777,94	(7 219 192,64)	*-94,13*
FOURNISSEURS D'HONORAIRES	125 566,50	379 638,27	(254 071,77)	*-66,92*
FOURNISSEURS DE BIENS ET SERVI	818 379,31	656 144,85	162 234,46	*24,73*
FOURNIS. DE BIENS ET SERVICES	351 041,14	283 125,30	67 915,84	*23,99*
FOURNISSEURS	167 427,08	193 963,84	(26 536,76)	*-13,68*
Dettes fiscales et sociales	**417 355,17**	**587 428,20**	**(170 073,03)**	*-28,95*
PERSONNEL - REMUNERATIONS DUES	52,31		52,31	
DETTES PROVIS POUR CONGES PAYE	17 195,37	17 693,00	(497,63)	*-2,81*
AUTRES CHARGES A PAYER	9 932,73	22 097,00	(12 164,27)	*-55,05*
FRAIS DUS AU PERSONNEL	159,28	419,20	(259,92)	*-62,00*
SECURITE SOCIALE	6 043,44	7 795,00	(1 751,56)	*-22,47*
GROUPE MEDERIC	803,64	989,54	(185,90)	*-18,79*
MUTUELLE SANTE - IPSEC	1 661,87	1 903,20	(241,33)	*-12,68*
CAISSE RETRAITE CADRE	3 358,64	7 977,03	(4 618,39)	*-57,90*
CAISSES RETRAITES NON CADRES		1 147,00	(1 147,00)	*-100,00*
AUTRES ORGANISMES SOCIAUX	46,00	44,00	2,00	*4,55*
CHARG SOC. SUR CONGES A PAYER	6 781,00	7 672,00	(891,00)	*-11,61*
TAXE D'APPRENTISSAGE		1 490,00	(1 490,00)	*-100,00*
FORMATION CONTINUE	1 649,26	1 512,15	137,11	*9,07*
PRELEVEMENT A LA SOURCE (IMPOT S/REVENU)	1 611,44		1 611,44	

Détail du passif

	01/01/2019 31/12/2019 (12 mois)	01/01/2018 31/12/2018 (12 mois)	Variations	%
IMPOT SUR LES BENEFICES	14 852,00		14 852,00	
TVA A DECAISSER	339 995,37	471 082,35	(131 086,98)	-27,83
TVA COLLECTEE NON ENCORE EXIGI	8 466,00	38 445,00	(29 979,00)	-77,98
TVA S/ FACTURES A ETABLIR	4 489,82	5 941,73	(1 451,91)	-24,44
COTISAT SUR LA VALEUR AJOUTEE	257,00	1 220,00	(963,00)	-78,93
Autres dettes	**3 998 450,64**	**16 256 611,11**	**(12 258 160,47)**	-75,40
MANDANT PASSIF	3 998 450,64	16 256 611,11	(12 258 160,47)	-75,40
Produits constatés d'avance	**131 410,19**	**189 480,03**	**(58 069,84)**	-30,65
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	94 977,44	26 570,03	68 407,41	257,46
PCA - CONCESSIONS	36 432,75	162 910,00	(126 477,25)	-77,64
TOTAL DU BILAN PASSIF	**30 693 237,58**	**52 060 034,09**	**(21 366 796,51)**	-41,04

Détail du compte de résultat

	01/01/2019 31/12/2019 12 mois	01/01/2018 31/12/2018 12 mois	Variations	%
Total des produits d'exploitation	**7 790 488,35**	**10 997 084,37**	**(3 206 596,02)**	*-29,16*
Ventes de marchandises				
Production vendue Biens	**1 201 313,65**	**11 929 951,97**	**(10 728 638,32)**	*-89,93*
Production vendue Biens FRANCE	**1 201 313,65**	**11 929 951,97**	**(10 728 638,32)**	*-89,93*
PARTICIPATION CONSTRUCTEUR		635 040,00	(635 040,00)	*-100,00*
CONCESSIONS PRODUITS FINANCIER	150,96		150,96	
CONCESSIONS PRODUITS FINANCIER		113,33	(113,33)	*-100,00*
CONCESSIONS AUTRES PRODUITS	37 663,20		37 663,20	
PARTICIPATION ESTIMATIVE	745 129,53		745 129,53	
CONCESSIONS PARTICIPATIONS	(1 931 064,81)	3 052 769,99	(4 983 834,80)	*-163,26*
CESSIONS TERRAINS AMENAGES ET	2 349 434,77	7 858 228,65	(5 508 793,88)	*-70,10*
CESSIONS TERRAINS AMENAG. A 5.		383 800,00	(383 800,00)	*-100,00*
Production vendue Services + Travaux	**269 078,36**	**314 349,64**	**(45 271,28)**	*-14,40*
Production vendue Services FRANCE	**269 078,36**	**314 349,64**	**(45 271,28)**	*-14,40*
MANDAT LA VERTONNE	692,00		692,00	
MANDAT DU MIN	225 577,25	279 961,00	(54 383,75)	*-19,43*
MANDAT C.CIAL BOISSIERE NANTES	900,00	2 160,00	(1 260,00)	*-58,33*
AMO PROJET GLOBAL NANTES NORD		5 250,00	(5 250,00)	*-100,00*
MANDAT ETUDES SECTEUR VERTONNE	900,00	4 050,00	(3 150,00)	*-77,78*
MANDAT PROJET GRAND BELLEVUE		1 008,00	(1 008,00)	*-100,00*
MANDAT VERTONNE P+R / ACCOMPAG	1 560,00	4 840,00	(3 280,00)	*-67,77*
MANDAT NANTES NORD	15 000,00	10 000,00	5 000,00	*50,00*
MANDAT DEMOLITION MAISON MC/CR	18 000,00		18 000,00	
PRODUITS DES SERVICES EXPLOITE	6 449,11	7 080,64	(631,53)	*-8,92*
Montant net du chiffre d'affaires	**1 470 392,01**	**12 244 301,61**	**(10 773 909,60)**	*-87,99*
Production stockée	**5 705 419,15**	**(1 838 992,30)**	**7 544 411,45**	*410,25*
VARIATION DES ACHATS CONCESSIO	6 906 732,80	10 090 959,67	(3 184 226,87)	*-31,56*
VARIATION PRODUITS CONCESSIONS	(1 201 313,65)	(11 929 951,97)	10 728 638,32	*89,93*
Reprises sur amort. & prov., transferts de charges	**614 677,19**	**591 774,96**	**22 902,23**	*3,87*
REPRISE PROV RISQUES & CHARGES D'EXPLOIT	199,00		199,00	
TRANSFERT DE CHARGES	1 566,00	1 536,00	30,00	*1,95*
REMUNERATION COMMERCIALISATION	81 662,19	228 988,96	(147 326,77)	*-64,34*
REM CONTRAT DE CONCESSION	531 250,00	361 250,00	170 000,00	*47,06*
Autres produits d'exploitation		**0,10**	**(0,10)**	*-100,00*
PRODUITS DIVERS DE GESTION COU		0,10	(0,10)	*-100,00*
Total des charges d'exploitation	**7 720 678,50**	**10 964 959,14**	**(3 244 280,64)**	*-29,59*
Autres achats et charges externes	**7 367 815,46**	**10 603 017,72**	**(3 235 202,26)**	*-30,51*
ACHATS D'ETUDES ET DE TRAVAUX	13 280,00	1 020,00	12 260,00	*N/S*
ACHATS DE TRAVAUX, HONORAIRES	6 906 732,80	10 090 959,67	(3 184 226,87)	*-31,56*
FOURNITURES ADMINISTRATIVES		78,70	(78,70)	*-100,00*
PHOTOCOPIES	452,53	721,98	(269,45)	*-37,32*
PRESTATIONS DIVERSES	120,72	1 564,04	(1 443,32)	*-92,28*
PRESTATIONS SERVICES GIE	282 008,98	289 871,84	(7 862,86)	*-2,71*
LOCATIONS MOBILIERES		200,00	(200,00)	*-100,00*
MAINTENANCE	672,00	5 915,60	(5 243,60)	*-88,64*
MULTIRISQUES	3 479,13	2 321,72	1 157,41	*49,85*
RISQUES D'EXPLOITATION	7 000,00	41 000,00	(34 000,00)	*-82,93*

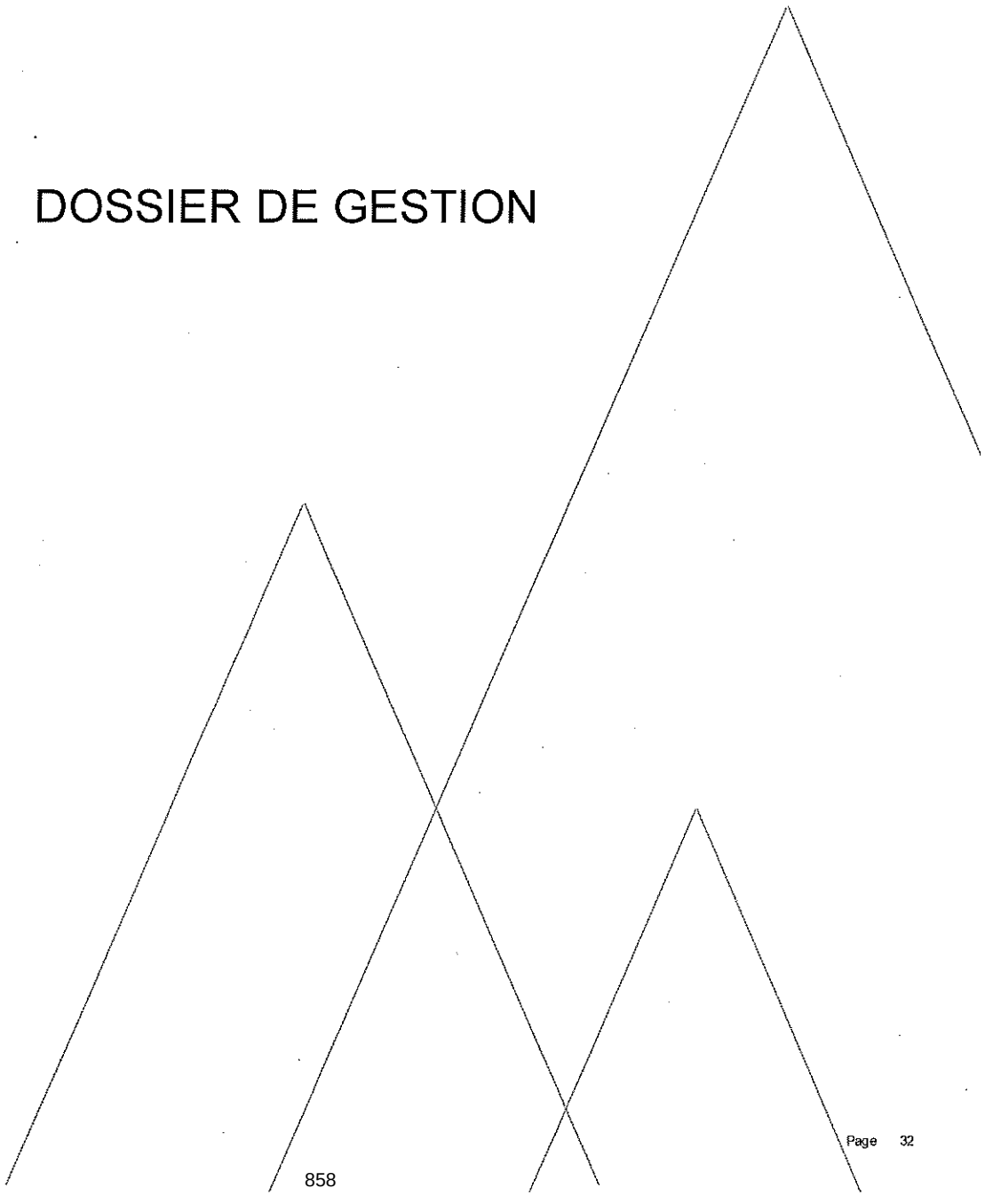
Détail du compte de résultat

	01/01/2019 31/12/2019 12 mois	01/01/2018 31/12/2018 12 mois	Variations	%
FRAIS COLLOQUE SEMINAIRES CONF	995,00	966,36	28,64	2,96
PERSONNEL DETACHE OU PRETE STE	126 098,58	135 404,69	(9 306,11)	-6,87
HONORAIRES COMPTABLES	10 950,46	10 903,44	47,02	0,43
HONORAIRES JURIDIQUES		825,00	(825,00)	-100,00
HONORAIRES CERTIFICATION ISO	1 066,67	505,85	560,82	110,87
FRAIS D'ACTES ET DE CONTENTIEU	359,76	369,07	(9,31)	-2,52
ANNONCES ET INSERTIONS	2 113,76	2 496,64	(382,88)	-15,34
DIVERS (POURBOIRES)		50,00	(50,00)	-100,00
TRANSPORTS SUR ACHATS	7,00	182,20	(175,20)	-96,16
VOYAGES ET DEPLACEMENTS	762,41	2 411,08	(1 648,67)	-68,38
INDEMNITES KILOMETRIQUE	1 722,16	3 217,26	(1 495,10)	-46,47
RECEPTIONS	2 931,92	2 973,09	(41,17)	-1,38
AFFRANCHISSEMENT		2 103,60	(2 103,60)	-100,00
SERVICES BANCAIRES ET ASSIMILE	1 024,26	994,58	29,68	2,98
COTISATIONS	6 037,32	5 961,31	76,01	1,28
Impôts, taxes et versements assimilés	**3 552,38**	**13 950,12**	**(10 397,74)**	-74,54
TAXE D'APPRENTISSAGE		1 490,00	(1 490,00)	-100,00
PARTICIP FORMATION PROFESSIONN	1 374,38	1 260,12	114,26	9,07
PARTICIP FORMATION PROFESSIONN		7 145,00	(7 145,00)	-100,00
AUTRES	46,00	44,00	2,00	4,55
COT. FONCIERE DES ENTREPRISES	1 883,00	1 860,00	23,00	1,24
COT SUR VALEUR AJOUTEE DES ENT	249,00	2 151,00	(1 902,00)	-88,42
Salaires et traitements	**238 088,25**	**238 667,16**	**(578,91)**	-0,24
SALAIRES APPOINTEMENTS COMMISS	229 964,16	217 615,17	12 348,99	5,67
CONGES PAYES	(648,00)	(1 492,00)	844,00	56,57
INTERESSEMENT	8 939,09	16 824,99	(7 885,90)	-46,87
PRIMES ET GRATIFICATIONS	(1 733,00)	2 533,00	(4 266,00)	-168,42
PRIMES ET GRATIFICATIONS NON S		1 650,00	(1 650,00)	-100,00
AVANTAGE EN NATURE	1 566,00	1 536,00	30,00	1,95
Charges sociales du personnel	**111 222,41**	**109 123,14**	**2 099,27**	1,92
CHARGES SOCIALES SUR CONGES PA	(891,00)	(618,00)	(273,00)	-44,17
COTISATIONS A L'URSSAF	64 629,00	63 371,65	1 257,35	1,98
COTISATIONS PREVOYANCE	3 069,46	2 889,26	180,20	6,24
COTIS AUX CAISSES DE RETRAITES	20 887,19		20 887,19	
COTIS. CAISSES RETRAITES CADRE		17 711,83	(17 711,83)	-100,00
MUTUELLE SANTE - IPSEC	3 095,91	3 432,94	(337,03)	-9,82
COTIS. CAISSES RETRAITES NON C		2 592,19	(2 592,19)	-100,00
COTISATION GSC CHOMAGE		8 535,02	(8 535,02)	-100,00
TITRE DE TRANSPORT	1 193,17	886,40	306,77	34,61
ABONDEMENT PEE	13 149,65	12 350,06	799,59	6,47
CHEQUES DEJEUNERS	3 343,18	3 561,01	(217,83)	-6,12
CHEQUES CADEAU	633,00	552,50	80,50	14,57
MEDECINE DU TRAVAIL, PHARMACIE	547,61	548,63	(1,02)	-0,19
GARANTIE SOCIALE GSC	1 565,24	1 534,65	30,59	1,99
AUTRES CHARGES DU PERSONNEL		(715,00)	715,00	100,00
CICE		(7 510,00)	7 510,00	100,00
Dotations aux prov. pour risques et charges		**201,00**	**(201,00)**	-100,00
DOT AUX PROVISIONS P/RISQUES		201,00	(201,00)	-100,00
Résultat d'exploitation	**69 809,85**	**32 125,23**	**37 684,62**	117,31
Total des produits financiers	**33 538,70**	**32 495,59**	**1 043,11**	3,21
Autres intérêts et produits assimilés	**33 538,70**	**32 495,59**	**1 043,11**	3,21
PRODUITS FINANCIERS INTERNES	33 538,70	32 495,59	1 043,11	3,21

Détail du compte de résultat

	01/01/2019 31/12/2019 12 mois	01/01/2018 31/12/2018 12 mois	Variations	%
Total des charges financières	**13 618,81**	**28 485,47**	**(14 866,66)**	*-52,19*
Intérêts et charges assimilées	**13 618,81**	**28 485,47**	**(14 866,66)**	*-52,19*
INTERETS DETTES RATTACHEES A D	13 618,81	28 485,47	(14 866,66)	*-52,19*
Résultat financier	**19 919,89**	**4 010,12**	**15 909,77**	*396,74*
Résultat courant avant impôts	**89 729,74**	**36 135,35**	**53 594,39**	*148,32*
Total des produits exceptionnels				
Total des charges exceptionnelles	**441,89**	**1 540,84**	**(1 098,95)**	*-71,32*
Charges exceptionnelles sur opération de gestion	**441,89**	**1 540,84**	**(1 098,95)**	*-71,32*
CHARGES EXCEP.AMENDES FISCALES		761,38	(761,38)	*-100,00*
AUTRES CHARGES EXCEPTIONNELLES	441,89	779,46	(337,57)	*-43,31*
Résultat exceptionnel	**(441,89)**	**(1 540,84)**	**1 098,95**	*71,32*
Impôts sur les bénéfices	**25 026,00**	**5 164,00**	**19 862,00**	*384,62*
IMPOTS DUS EN FRANCE	25 026,00	7 827,00	17 199,00	*219,74*
QUOTE PART CICE GIE		(2 663,00)	2 663,00	*100,00*
Résultat de l'exercice	**64 261,85**	**29 430,51**	**34 831,34**	*118,35*

DOSSIER DE GESTION



Soldes intermédiaires de gestion

	01/01/2019 31/12/2019 — 12 mois		01/01/2018 31/12/2018 — 12 mois		01/01/2017 31/12/2017 — 12 mois	
CHIFFRE D'AFFAIRES	**1 470 392**	*100,00*	**12 244 302**	*100,00*	**6 199 069**	*100,00*
Ventes de marchandises						
- Achats de marchandises						
- Variation stocks de marchandises						
MARGE COMMERCIALE (a)						
Production vendue	1 470 392	*100,00*	12 244 302	*100,00*	6 199 069	*100,00*
+ Variation production stockée	5 705 419	*388,02*	(1 838 992)	*-15,02*	2 462 897	*39,73*
+ Production immobilisée						
PRODUCTION DE L'EXERCICE	**7 175 811**	*488,02*	**10 405 309**	*84,98*	**8 661 966**	*139,73*
- Achats stockés approvisionnement						
- Variation des stocks et approvisionnement						
- Achats de sous-traitance directe	6 920 013	*96,44*	10 091 980	*96,99*	8 301 108	*95,83*
MARGE BRUTE PRODUCTION (b)	**255 798**	*3,56*	**313 330**	*3,01*	**360 858**	*4,17*
MARGES (Commerciale + Production)	**255 798**	*17,40*	**313 330**	*2,56*	**360 858**	*5,82*
- Achats non stockés (c)	453	*0,03*	801	*0,01*	1 189	*0,02*
- Autres charges externes (c)	447 350	*30,42*	510 237	*4,17*	432 055	*6,97*
VALEUR AJOUTEE PRODUITE (a+b-c)	**(192 004)**	*-13,06*	**(197 708)**	*-1,61*	**(72 387)**	*-1,17*
+ Subventions d'exploitation						
- Impôts, taxes sur rémunérations	1 420	*0,10*	9 939	*0,08*	4 779	*0,08*
- Autres impôts et taxes	2 132	*0,14*	4 011	*0,03*	2 889	*0,05*
- Salaires et traitements	238 088	*16,19*	238 667	*1,95*	241 887	*3,90*
- Charges sociales	111 222	*7,56*	109 123	*0,89*	108 932	*1,76*
EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION	**(544 867)**	*-37,06*	**(559 449)**	*-4,57*	**(430 874)**	*-6,95*
+ Reprises sur amortissements et provisions	199	*0,01*				
+ Autres produits d'exploitation	614 478	*41,79*	591 775	*4,83*	478 267	*7,72*
+ Transfert de charges d'exploitation			201		891	*0,01*
- Dotations aux amort.,dépréciations et provisions						
- Autres charges de gestion courante						
RESULTAT EXPLOITATION	**69 810**	*4,75*	**32 125**	*0,26*	**46 501**	*0,75*
Bénéfice-perte sur opérations en commun						
+ Produits financiers	33 539	*2,28*	32 496	*0,27*	7 041	*0,11*
- Charges financières	13 619	*0,93*	28 485	*0,23*	1 845	*0,03*
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	**89 730**	*6,10*	**36 135**	*0,30*	**51 698**	*0,83*
Produits exceptionnels	442	*0,03*	1 541	*0,01*		
- Charges exceptionnelles						
RESULTAT EXCEPTIONNEL	**(442)**	*-0,03*	**(1 541)**	*-0,01*		
- Participation des salariés						
- Impôts sur les bénéfices	25 026	*1,70*	5 164	*0,04*	11 910	*0,19*
RESULTAT DE L'EXERCICE	**64 262**	*4,37*	**29 431**	*0,24*	**39 788**	*0,64*

RAPPORT DE GESTION 2019

	Date	Etabli par	Validé par
	Avril 2020	Le Directeur Général Christian GIBOUREAU	Le Président Jocelyn BUREAU
	Indice A		

SOCIETE ANONYME PUBLIQUE LOCALE D'AMENAGEMENT AU CAPITAL DE 225 000 €UROS
RCS NANTES 535 164 412 – CODE APE-NAF 4110 D

34, rue du Pré-Gauchet - CS 93521
44035 NANTES CEDEX 1
Tél. 02 40 92 95 30 - Fax 02 40 92 12 05
www.lod-loma.com - spla@splaloma.com

SOMMAIRE

I. SITUATION FINANCIERE DE L'ENTREPRISE ____ *4*

1. LE CHIFFRE D'AFFAIRES ____ 4
2. LES FONDS PROPRES ____ 4
3. ANALYSE ECONOMIQUE ET FINANCIERE ____ 5
   - 3.1 COMPTE DE RESULTAT ____ 5
   - 3.2 PRODUITS D'EXPLOITATION (Structure) ____ 6
   - 3.3 RESULTATS ____ 7
   - 3.4 RECAPITULATIF SUR L'ACTIVITE OPERATIONNELLE ____ 7
   - 3.5 AVANCEMENT FINANCIER DES OPERATIONS DE CONCESSIONS D'AMENAGEMENT ____ 9
4. LES DELAIS DE PAIEMENT ____ 9
5. RISQUES ET INCERTITUDES ____ 11
6. TABLEAU DES RESULTATS ____ 12
7. DEPENSES FISCALEMENT NON DEDUCTIBLES ____ 13
8. ENDETTEMENT ET SITUATION FINANCIERE DE LA SOCIETE A FIN 2019 ____ 14
9. REMUNERATION TOTALE ET AVANTAGES EN NATURE VERSES PAR LA SOCIETE A CHACUN DES MANDATAIRES SOCIAUX ____ 15

II. CONJONCTURE ECONOMIQUE SUR 2019 ____ *16*

1. MANDATS D'ETUDES ET MARCHES DE PRESTATIONS ____ 16
2. MANDAT DE MAITRISE D'OUVRAGE DELEGUEE ____ 17
3. CONCESSIONS D'AMENAGEMENT A VOCATION D'HABITAT / LOGEMENTS / TERTIAIRE ____ 18
4. CONCESSION D'AMENAGEMENT A VOCATION ECONOMIQUE ____ 25

CLAUSE D'INSERTION DANS LES OPERATIONS LOIRE OCEAN METROPOLE AMENAGEMENT ____ 27

- a. La clause d'insertion et le Public ____ 27
- b. La clause d'insertion pour LOD / LOMA ____ 27

III. ACTIVITES DE L'ENTREPRISE AU 31/12/2019 ____ *28*

IV. LISTE DES MARCHES ____ *29*

V. ACQUISITIONS ____ *30*

VI. CESSIONS ____ *31*

VII. EVOLUTION DE L'INTERVENTION DE LA SOCIETE POUR 2020 ____ *33*

1. MANDATS D'ETUDES ET MARCHES DE PRESTATIONS EN COURS ____ 33
2. MANDAT DE MAITRISE D'OUVRAGE DELEGUEE ____ 33
3. CONCESSION D'AMENAGEMENT EN COURS AVEC NANTES METROPOLE ____ 34
4. PERSPECTIVES 2020 ____ 36

4.1 Coronavirus – COVID 19 36

5. BUDGET PREVISIONNEL 2020 37

VIII. PROCEDURES DE CONTROLE INTERNE ET GESTION DES RISQUES 39

1. RAPPEL DES OBJECTIFS DU CONTROLE INTERNE 39

2. A GARANTIR QUE LES INFORMATIONS FINANCIERES ET COMPTABLES DE LA SOCIETE SONT FIABLES ET ORGANISATION DU SYSTEME COMPTABLE 39

3. DESCRIPTION DES PROCEDURES DE CONTROLE INTERNE 40

3.1 PROCEDURES ACHATS 40
3.2 PROCEDURES MARCHES 40
3.3 PROCEDURE DE TRESORERIE 40
3.4 LE BUDGET SOCIETE 40
3.5 IMMOBILISATIONS 40
3.6 PAIES 41
3.7 PROCEDURE DES RECETTES 41
3.8 LOGICIEL GL15 (Gestion locative) 41
3.9 GESTION DE FINANCEMENT 41
3.10 LOGICIEL E-ATTESTATIONS 41
3.11 LOGICIEL FONCIER 7 41
3.12 REVUE DE PROJET RP07 41

IX. VIE DE LA SOCIETE 42

1. L'UES (Union Économique et sociale) 42

1.1 INTERRESSEMENT 42
1.2 REGLEMENT DE GESTION ET REGLEMENT INTERIEUR 42
1.3 DOCUMENT UNIQUE 43
1.4 REGLEMENT DE GESTION DES DONNEES PERSONELLES 43
1.5 cse (ComitÉ Social et Économique) 43

2 LES RESSOURCES HUMAINES 44

2.1 ÉQUIPE ET EVOLUTIONS ORGANISATIONNELLES 44
2.2 REMUNERATION GLOBALE 46
2.3 ABSENTEISME – ACCIDENTS DU TRAVAIL 46
2.4 LA FORMATION 47

3 LA CERTIFICATION ISO 9001 – VERSION 2015 48

I. SITUATION FINANCIERE DE L'ENTREPRISE

1. LE CHIFFRE D'AFFAIRES

Le chiffre d'affaires hors taxes de la société pour l'année 2018 était de 12 244 302 € HT. En 2019, le chiffre d'affaires s'élève à **1 470 392 € HT**.

Décomposition du chiffre d'affaires par activités

CHIFFRES D'AFFAIRES	2015	2016	2017	2018	2019
Structure	156 633 €	395 646 €	367 843 €	314 350 €	269 078 €
Concessions d'aménagement	1 074 €	1 557 382 €	5 831 226 €	11 929 952 €	1 201 314 €
TOTAL	**157 707 €**	**1 953 028 €**	**6 199 069 €**	**12 244 302 €**	**1 470 392 €**

2. LES FONDS PROPRES

Les fonds propres de la société au 31 décembre 2019 sont de **440 277 €**, et se décomposent comme suit :

Capital social	225 000 €
Prime d'émission	0 €
Réserve légale	7 297 €
Réserve réglementée	0 €
Autres réserves	0 €
Report à nouveau	143 718 €
Résultat de l'exercice	64 262 €
Capitaux propres	**440 277 €**

3. ANALYSE ECONOMIQUE ET FINANCIERE

3.1 COMPTE DE RESULTAT

L'activité de la société se solde pour le dernier exercice clos au 31 décembre 2019 par un résultat bénéficiaire de **64 262 €** après impôts des sociétés. Il était bénéficiaire de 29 431 € en 2018, après impôts.

En vue de donner une vue claire et synthétique de l'activité de la société et de son évolution, nous vous présenterons ci-après les chiffres les plus significatifs.

	2 015	2 016	2 017	2 018	2 019
Produits d'exploitation					
Etudes	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Mandats	156 633 €	333 938 €	341 902 €	307 269 €	262 629 €
Concessions	1 074 €	1 557 382 €	5 831 226 €	11 929 952 €	1 201 314 €
Prestations de services diverses	0 €	61 708 €	25 941 €	7 081 €	6 449 €
Total Chiffre d'affaires	**157 707 €**	**1 953 028 €**	**6 199 069 €**	**12 244 302 €**	**1 470 392 €**
Production stockée	3 351 935 €	10 280 087 €	2 462 897 €	-1 838 992 €	5 705 419 €
Production immobilisée	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Subventions d'exploitation	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Reprise DAP, transferts de charges	327 039 €	280 684 €	478 267 €	591 775 €	614 677 €
Autres Produits				0 €	0 €
Total Produits d'exploitation	**3 836 681 €**	**12 513 799 €**	**9 140 232 €**	**10 997 084 €**	**7 790 488 €**
Charges d'exploitation					
Autres Achats & charges externes	3 755 633 €	12 216 126 €	8 734 352 €	10 603 018 €	7 367 815 €
Frais de personnel	21 128 €	245 224 €	350 819 €	347 790 €	349 311 €
Impôts et taxes	756 €	5 809 €	7 668 €	13 950 €	3 552 €
Amort. Provisions et autres charges	0 €	1 350 €	891 €	201 €	0 €
Autres charges		41 €	0 €	0 €	0 €
Total Charges d'exploitation	**3 777 517 €**	**12 468 550 €**	**9 093 731 €**	**10 964 959 €**	**7 720 679 €**
Résultat d'exploitation	**59 165 €**	**45 249 €**	**46 502 €**	**32 125 €**	**69 810 €**
Produits financiers	5 737 €	11 487 €	7 041 €	32 496 €	33 539 €
Charges financières	4 705 €	10 659 €	1 845 €	28 485 €	13 619 €
Résultat financier	**1 032 €**	**828 €**	**5 196 €**	**4 010 €**	**19 920 €**
Résultat courant	**60 196 €**	**46 077 €**	**51 698 €**	**36 135 €**	**89 730 €**
Produits exceptionnels	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Charges exceptionnelles	0 €	0 €	0 €	1 541 €	442 €
Résultat exceptionnel	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**-1 541 €**	**-442 €**
Impôt sur les sociétés	16 953 €	12 601 €	11 910 €	5 164 €	25 026 €
Résultat de l'exercice	**43 243 €**	**33 476 €**	**39 788 €**	**29 431 €**	**64 262 €**

3.2 PRODUITS D'EXPLOITATION (STRUCTURE)

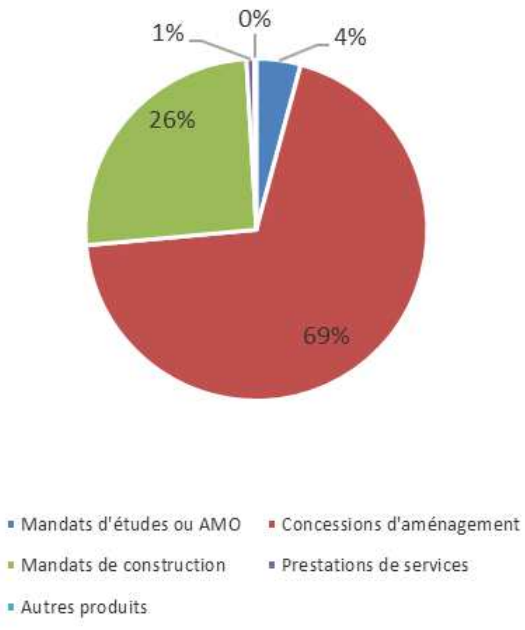
La société a réalisé au cours de l'exercice 2019 des produits d'exploitation à hauteur de **883 756 € HT** au niveau de sa structure à comparer aux 906 125 € HT réalisés au cours de l'exercice précédent.

Ceux-ci se décomposent comme suit :

	2015	2016	2017	2018	2019
Mandats d'études ou AMO	6 633 €	8 038 €	19 773 €	27 308 €	37 052 €
Concessions d'aménagement	326 382 €	280 000 €	477 582 €	590 239 €	612 912 €
Mandats de construction	150 000 €	325 900 €	322 129 €	279 961 €	225 577 €
Prestations de services	0 €	61 708 €	25 941 €	7 081 €	6 449 €
Autres produits	657 €	684 €	684 €	1 536 €	1 765 €
TOTAL	**483 672 €**	**676 330 €**	**846 109 €**	**906 125 €**	**883 756 €**

Après une croissance régulière depuis sa création, les produits d'exploitation stagnent, voire subissent une très légère baisse par rapport à l'exercice précédent (-2,5%). La rémunération du mandat de construction du MIN avec la livraison de l'ouvrage décroit de nouveau (-19,5%), alors que les rémunérations sur les concessions progressent encore (+4%)

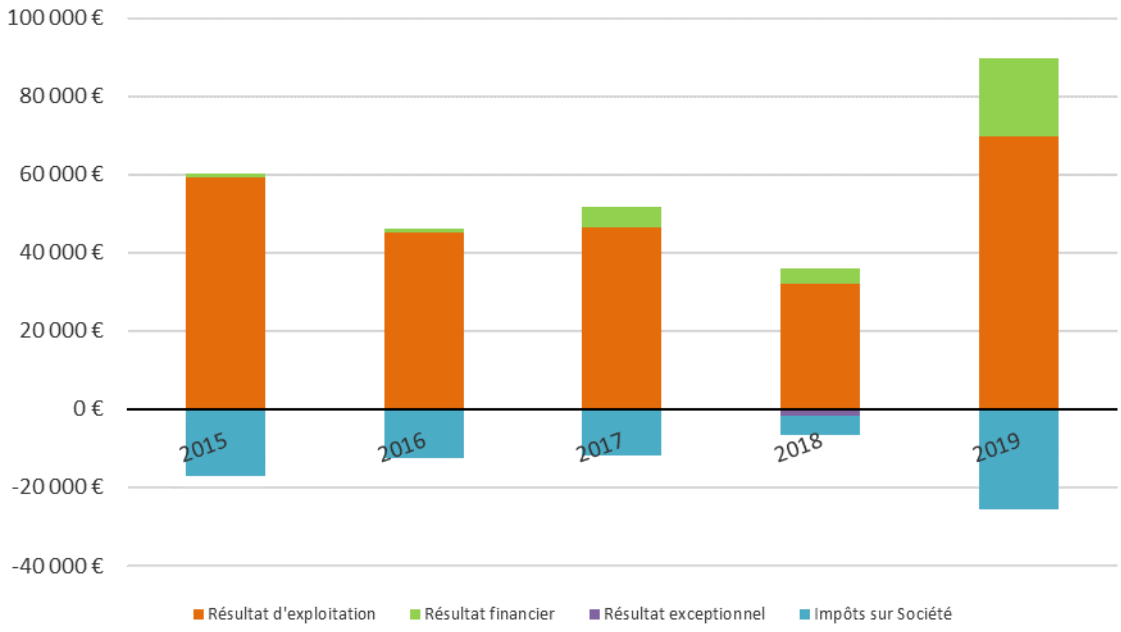
Décomposition des produits d'exploitation 2019



3.3 RESULTATS

	2015	2016	2017	2018	2019
Résultat d'exploitation	59 164 €	45 249 €	46 501 €	32 125 €	69 810 €
Résultat financier	1 032 €	828 €	5 196 €	4 010 €	19 920 €
Résultat courant	60 196 €	46 077 €	51 698 €	36 135 €	89 730 €
Résultat exceptionnel	0 €	0 €	0 €	-1 541 €	-442 €
Impôts sur Société	-16 953 €	-12 601 €	-11 910 €	-5 164 €	-25 026 €
Résultat	**43 243 €**	**33 476 €**	**39 788 €**	**29 431 €**	**64 262 €**

Evolution des résultats



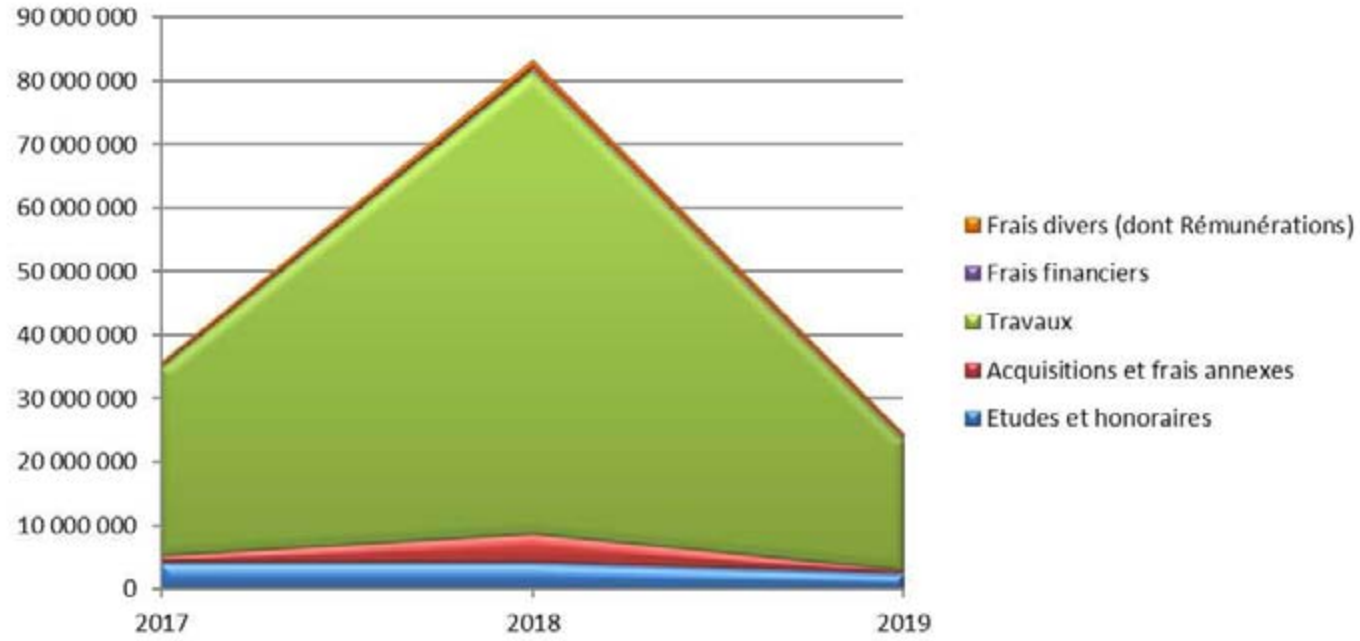
3.4 RECAPITULATIF SUR L'ACTIVITE OPERATIONNELLE

L'activité opérationnelle de la Société se mesure à partir des dépenses d'investissement (chiffre d'opérations) enregistrées sur l'exercice sur les opérations de concessions d'aménagement et de mandats.

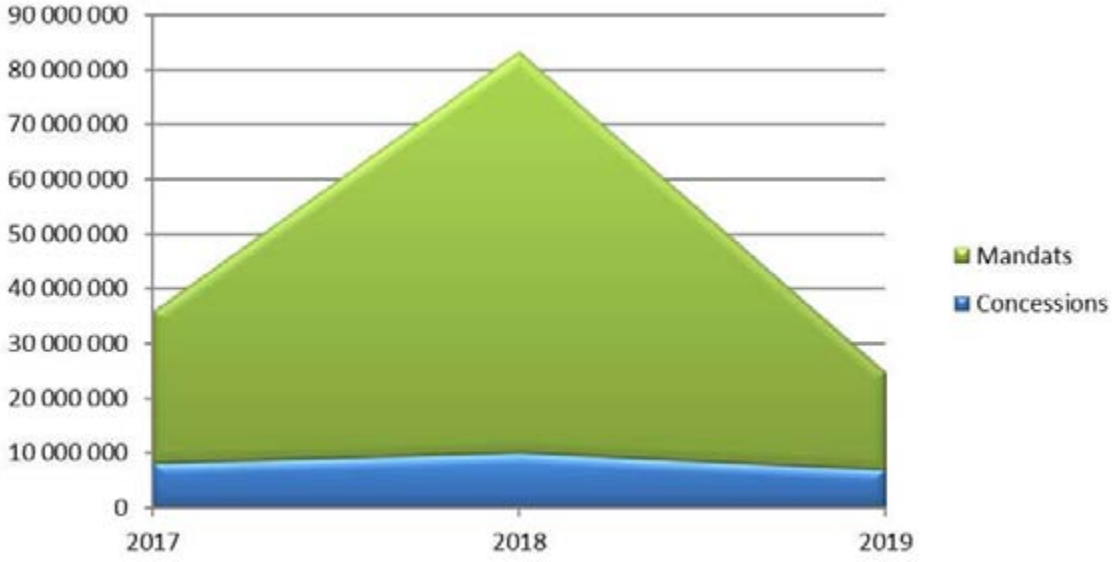
Le chiffre d'opérations de l'exercice 2019 s'élève à **24 743 859 € HT.**

Au cours de l'année 2019, le chiffre d'opérations chute très fortement (-70%). Les travaux de construction du nouveau MIN dans le cadre du mandat se sont achevés début 2019 se qui expliquent principalement cette diminution. L'activité concernant les concessions d'aménagement, subit un fléchissement. Il s'explique par la diminution significative des acquisitions sur 2019, malgré la réalisation soutenue des travaux sur la ZAC boulevard de la Baule - C. Gautier.

Evolution du Chiffre d'Opérations par nature de dépenses



Evolution du Chiffre d'Opérations par type de contrat



3.5 AVANCEMENT FINANCIER DES OPERATIONS DE CONCESSIONS D'AMENAGEMENT

Au 31 décembre 2019, le montant total des charges constatées sur les huit opérations d'aménagement contractées par la SPLA s'élève à 230 264 K€ HT, soit un avancement de 18,20 % du montant total des charges prévisionnelles.

N° OP	Nom OP	Montant total charges (*)	Charges constatées à fin 2019	Avancement en %	Reste à constater
Nantes Métropole					
1120	ZAC MOULIN BOISSEAU	18 120 K€	11 453 K€	63,21%	6 667 K€
1160	CŒUR DE VILLE	9 779 K€	7 229 K€	73,92%	2 550 K€
1110	ZAC BLD DE LA BAULE	32 247 K€	21 225 K€	65,82%	11 022 K€
1140	ZAC VERT PRAUD	13 085 K€	355 K€	2,71%	12 730 K€
1130	METAIRIE ROUGE	9 714 K€	795 K€	8,18%	8 919 K€
1170	GRAND BELLEVUE	64 704 K€	757 K€	1,17%	63 947 K€
1180	QUARTIER CHÂTEAU	15 523 K€	20 K€	0,13%	15 503 K€
1190	QUARTIER NANTES NORD	67 092 K€	75 K€	0,11%	67 017 K€
TOTAL		**230 264 K€**	**41 909 K€**	**18,20%**	**188 355 K€**

(*) Le montant des charges résulte des bilans financiers présentés aux services de Nantes Métropole avant la réunion d'arbitrage. Ils sont susceptibles d'évoluer en fonction des décisions finales prises par le concédant Nantes Métropole pour l'établissement des CRACL.

4 LES DELAIS DE PAIEMENT

Le décret d'application n° 2017-350 du 20 mars 2017 a apporté des précisions sur les informations relatives aux délais de paiement. Ce décret est applicable à compter des exercices ouverts à compter du 1er juillet 2016.

Les sociétés doivent renseigner les informations suivantes, dans leur rapport de gestion :

- *Pour les fournisseurs, le nombre et le montant total des factures reçues non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu ; ce montant est ventilé par tranches de retard et rapporté en pourcentage au montant total des achats de l'exercice ;*

- *Pour les clients, le nombre et le montant total des factures émises non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu ; ce montant est ventilé par tranches de retard et rapporté en pourcentage au chiffre d'affaires de l'exercice.*

Factures reçues et émises non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu

	Article D. 441 I.- 1° : Factures reçues non						Article D. 441 I.- 2° : Factures émises non					
	0 jour (indicatif)	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)	*0 jour (indicatif)*	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)
(A) Tranches de retard de paiement												
Nombre cumulé de factures concernées	55,00					0	4,00					6,00
Montant cumulé des factures concernées TTC	575 141,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	170 834,77	2 610 977,80	139 356,00	0,00	0,00	2 750 333,80
Pourcentage du montant total TTC des factures reçues dans l'année	2,02%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%						
Pourcentage du montant total TTC des factures émises dans l'année							1,10%	16,88%	0,90%	0,00%	0,00%	17,78%
(B) Factures exclues du (A) relatives à des dettes et créances litigieuses ou non comptabilisées												
Nombre des factures exclues	2						1,00					
Montant total des factures exclues	1 010,40						2 340,00					
(C) Délais de paiement de réfrence utilisés (contractuel ou delai légal - article L. 441-6 ou article L.443-1 du code de commerce)												
Délais de paiement de utilisés pour le calcul des retards de paiement	Délais contractuels : 45 jours hormis mandats de travaux 30 jours Délais légaux : (préciser)						Délais contractuels : 30 jours Délais légaux : (préciser)					
Nombre cumulé de factures concernées	831,00					0	41,00					6,00
Montant cumulé des factures TTC	28 539 630,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 471 027,42	2 610 977,80	139 356,00	0,00	0,00	2 750 333,80

5 RISQUES ET INCERTITUDES

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2019 ont été établis conformément aux règles de présentation et aux méthodes d'évaluation prévues par la réglementation en vigueur.

Ainsi, l'application du règlement du CRC n°99-05 du 23 juin 1999 pour les écritures d'inventaires des concessions a été réalisée sur la base des Comptes Rendus aux Collectivités Locales arrêtés au 31 décembre 2018 et approuvés par le concédant Nantes Métropole.

Pour l'arrêté des comptes de l'exercice 2019, Loire Océan Métropole Aménagement n'a relevé aucun risque ou incertitude nécessitant la constitution d'une provision pour risques.

Le contentieux DLE OUEST sur le marché de travaux contracté sur la ZAC du boulevard de la Baule, qui porte sur une demande de rémunération complémentaire conséquente n'a fait l'objet d'aucun traitement, eu égard aux conclusions faites par nos conseils et prestataires après analyse du dossier.

La procédure suit son cours. Au cours de l'exercice 2018, la société DLE a intenté une action en justice en référé auprès du Tribunal de Grande Instance de Nantes. Le jugement a précisé l'incompétence du Tribunal de Grande Instance pour juger cette affaire au profit du Tribunal de Commerce de Nantes, et a répondu à la demande de DLE OUEST pour la nomination d'un expert, en précisant sa mission.

Depuis début 2019, la phase « expertise » a démarré, dans l'attente des conclusions de l'expert missionné.

6 TABLEAU DES RESULTATS

Conformément aux dispositions de l'article 148 du décret du 23 mars 1967, le tableau fait apparaître le résultat de la Société pour ses cinq derniers exercices clos.

	2015 (12 mois)	2016 (12 mois)	2017 (12 mois)	2018 (12 mois)	2019 (12 mois)
CAPITAL EN FIN D'EXERCICE					
Capital social	225 000 €	225 000 €	225 000 €	225 000 €	225 000 €
Nombre d'actions	2 250	2 250	2 250	2 250	2 250
OPERATIONS ET RESULTATS					
Chiffres d'affaires Hors Taxes	157 707 €	1 953 028	6 199 069 €	12 244 302 €	1 470 392 €
Résultat avant impôts, participation, dot. amortissements et provisions	60 196 €	46 077 €	51 698 €	34 595 €	89 288 €
Impôts sur les bénéfices	16 953 €	12 601 €	11 910 €	5 164 €	25 026 €
Dot. Amortissements et provisions	0 €	1 350 €	891 €	0 €	0 €
Résultat net	43 243 €	33 476 €	39 788 €	29 431 €	64 262 €
RESULTAT PAR ACTION					
Résultat avant impôt, participation, avant dot. amortissements, provisions	26,75 €	20,48 €	22,98 €	15,38 €	39,68 €
Résultat après impôt, participation, dot. Amortissements et provisions	19,22 €	14,88 €	17,68 €	13,08 €	28,56 €
PERSONNEL					
Effectif moyen des salariés	0	3,2	4,5	4,5	4,5
Masse salariale	15 057 €	173 223 €	241 887 €	238 667 €	238 088 €
Sommes versées en avantages sociaux (sécurité sociale, œuvres sociales…)	6 072 €	72 001 €	108 932 €	109 123 €	111 222 €

7 DEPENSES FISCALEMENT NON DEDUCTIBLES

En application des articles 39-4 et 39-5 du code général des impôts, aucune dépense n'a donné lieu à la réintégration dans le bénéfice imposable de la société au titre de dépenses et de charges somptuaires.

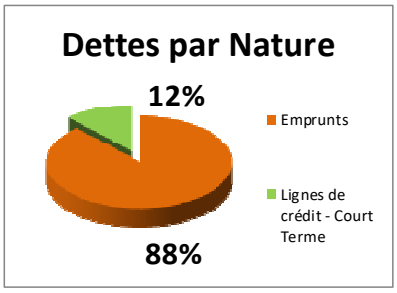
Résultat comptable au 31/12/2019	**89 288 €**
Réintégrations fiscales	**92 €**
Déductions fiscales	**0 €**
Résultat fiscal au 31/12/2019	**89 380 €**

8 ENDETTEMENT ET SITUATION FINANCIERE DE LA SOCIETE A FIN 2019

Synthèse de votre dette au 31/12/2019

Dette par nature

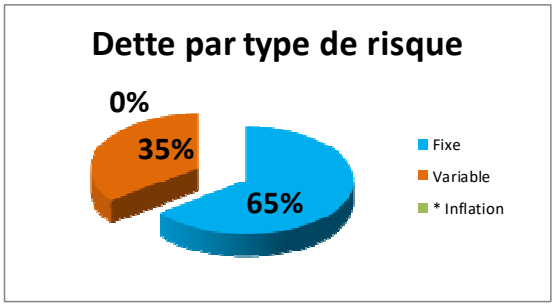
Type	Nombre de lignes	Capital restant dû (CRD)	Taux moyen (ExEx,Annuel)	% par nature
Emprunts	5	16 063 413 €	1,31%	88,14%
Lignes de crédit - Court Terme	2	2 161 761 €	1,00%	11,86%
Total dette	6	18 225 174 €	1,15%	100%
Lignes de crédit + Emprunt-Disponible		3 338 239 €		
Total dette + disponible		21 563 413 €		



Dette par type de risque

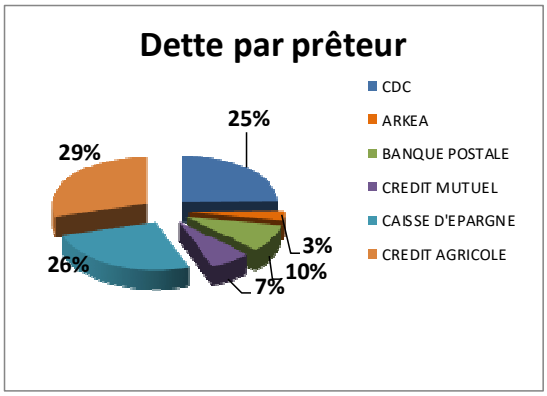
Type	Encours	% d'exposition	Taux moyen en %
Fixe	11 807 128 €	64,78%	1,28%
Variable	6 418 046 €	35,22%	1,19%
* Inflation	0 €	0,00%	0,00%
Ensemble des risques	18 225 174 €	100,00%	1,23%

* passage au taux livret A à partir du 01/08/2018



Dette par prêteur

Prêteur	CRD	% du CRD	Disponible (Revolving)
CDC	4 500 000 €	24,69%	0 €
ARKEA	562 500 €	3,09%	0 €
BANQUE POSTALE	1 750 000 €	9,60%	0 €
CREDIT MUTUEL	1 260 913 €	6,92%	0 €
CAISSE D'EPARGNE	4 806 215 €	26,37%	193 785 €
CREDIT AGRICOLE	5 345 546 €	29,33%	3 144 454 €
Ensemble des prêteurs	18 225 174 €	100,00%	3 338 239 €



9 REMUNERATION TOTALE ET AVANTAGES EN NATURE VERSES PAR LA SOCIETE A CHACUN DES MANDATAIRES SOCIAUX

Le montant de la rémunération du Directeur Général de Loire Océan Métropole Aménagement s'élève, pour l'exercice 2019 à 14 400 € brut, auxquels s'ajoutent des avantages en nature à hauteur de 1 566 €.

II. CONJONCTURE ECONOMIQUE SUR 2019

Les axes forts de l'intervention de Loire Océan Métropole Aménagement sur l'exercice 2019 ont été :

1. MANDATS D'ETUDES ET MARCHES DE PRESTATIONS

- **Mandat de création de la ZAC Nantes Nord - Confié par Nantes Métropole en date du 31/03/18 – OP 2290.**

  Nantes Métropole a confié à Loire Océan Métropole Aménagement un mandat d'études en vue de créer la ZAC pour le renouvellement urbain du Grand Quartier Nantes Nord.

  Loire Océan Métropole Aménagement, après consultation, a missionné un ensemble de bureaux d'études dans les domaines urbanisme, paysage, VRD, environnemental et règlementaire, en vue de constituer le dossier de création de la future ZAC, créée par Nantes Métropole pour le 1er semestre 2021.

- **Mandat de démolition de six maisons - Bouguenais- Confié par Nantes Métropole en date du 05/03/19 – OP 2295**

  Ce contrat a pour objet :

  - De faire réaliser, pour le compte de Nantes Métropole, la démolition de 6 maisons situées pour 5 d'entre elles « Impasse Henri Guillaumet et au 122 Rue de l'aviation » à Bouguenais

  Au 31/12/2019, il restait une seule maison à démolir, dès le début de l'année 2020.

2.MANDAT DE MAITRISE D'OUVRAGE DELEGUEE

Transfert du MIN actuel de Nantes vers Rezé - OP 2250.

Le 28 novembre 2014, le bureau communautaire de Nantes Métropole a délibéré pour confier un mandat de Maitrise d'Ouvrage Déléguée à Loire Océan Métropole Aménagement, en vue de construire le futur MIN, pour son transfert sur la ZAC de la Brosse à Rezé. Le mandat a été signé par Nantes Métropole le 19 mars 2015.

Programme :

Le transfert du MIN sur le site de la Brosse à Rezé a un double objectif : libérer le terrain actuellement occupé pour accueillir le CHU et développer un pôle agroalimentaire en sud Loire de l'agglomération Nantaise.

Ce programme d'environ 71 500 m² de surface de plancher accueillera des entreprises :

- de Fruits et Légumes ;
- de Marée ;
- autres Produits (Alimentation Générale, Fleurs et Plantes)
- d'exploitants (Bureaux – Déchetterie – Gardiennage).

Un parking « clients Fruits et Légumes » couvert, et un parking « employés » sont inclus aussi dans le programme.

Missions du mandataire :

- Préparer l'Approbation des différentes phases du projet (Esquisse, Permis de construire, APS, APD, PRO, DCE, …) par la remise d'un rapport d'analyse (le mandataire initiera le démarrage d'une étape technique après réception de la validation du mandant).
- Définir des conditions administratives et techniques selon lesquelles les études et les travaux seront exécutés.
- Gérer le marché de maîtrise d'œuvre et de ses avenants après approbation par le conseil de Nantes Métropole.
- Préparer (dont le lancement des consultations) le choix de tous les prestataires (travaux, services, prestations intellectuelles) dont l'intervention est nécessaire à l'opération.
- Signer et gérer des marchés des prestataires et leurs avenants après approbation du choix par Nantes Métropole
- Verser la rémunération du maître d'oeuvre et des prestataires.
- Suivre le chantier sur le plan technique, administratif et financier.
- Réceptionner les travaux.
- Suivre la garantie de parfait achèvement.
- Représenter Nantes Métropole en justice dans les conditions définies à l'article 18 de la convention de mandat de maitrise d'ouvrage.

Le 31 janvier 2019,

Il a été procédé à la réception de l'ensemble du MIN pour une prise de possession par Nantes Métropole à suivre.

L'exploitation du site avec l'arrivée des preneurs s'est échelonnée sur l'ensemble du mois de février.

3. CONCESSIONS D'AMENAGEMENT A VOCATION D'HABITAT / LOGEMENTS / TERTIAIRE

- **ZAC Bld de La Baule – Bld Charles Gautier (Saint Herblain/Nantes) – OP 1110**
  Concédant : Nantes Métropole

  Date de signature : 5 mars 2013 (délibération du Conseil communautaire du 25 janvier 2013)
  Durée : 12 ans
  Superficie : 22 hectares
  Budget global de l'opération (traité de concession) : 32 247 K€ HT (CRACL 2019)

  Par délibération du 25 janvier 2013, le Conseil Communautaire de Nantes Métropole a approuvé la création de la ZAC et son programme prévisionnel :
  Celui-ci prévoyait initialement environ 115 000 m² de surface « plancher ». La surface « plancher » actualisée est maintenant de 113 000 m² décomposée comme suit :

  - Logements collectifs et intermédiaires dans la continuité des zones résidentielles existantes dont 25 % seront des logements locatifs sociaux et 25 % des logements abordables : 54 000 m² environ
  - Services à la personne & activités tertiaires : 32 000 m² environ
  - Pôle santé : 26 000 m²

  Soit un total de **112 000 m²** environ de surface plancher

  Une extension ultérieure de pôle santé pourra intervenir.

  <u>Missions du concessionnaire</u> :

  - Acquérir par transfert du concédant la totalité du foncier excepté 2 ilots. Le foncier est totalement maitrisé par la collectivité concédante.
  - Gérer les biens acquis ; procéder aux démolitions.
  - Procéder à toutes les études opérationnelles pour la mise en œuvre du programme.
  - Aménager et réaliser les travaux conformément au schéma d'aménagement.
  - Commercialiser les ilots cessibles.
  - Gérer en globalité l'opération sur les aspects techniques, financiers et comptables.
  - Procéder à la clôture de l'opération.

Au titre de l'année 2019, Loire Océan Métropole Aménagement a réalisé :

- Les signatures des compromis de vente sur :
  - ⇨ L'ilot 1 : Legendre Immobilier (180 places P+R en VEFA pour Nantes Métropole – 5 700 m² de tertiaire) ;
  - ⇨ L'ilot 11 : Atlantique Habitations – MFLA (18 logements locatifs sociaux et 17 logements abordables ; 2 590 m² de tertiaire – futur siège social des deux sociétés) ;
  - ⇨ L'ilot 8.1 : CIF (28 logements locatifs sociaux et 15 logements abordables ; 10 logements libres) ;
  - ⇨ L'ilot 8.2 : COOP LOGIS (30 logements abordables et 30 logements sociaux - -555 m² activités) ;

⇨ L'ilot 10 : Vilogia (24 logements locatifs sociaux et 24 logements abordables – 300 m² activités) ;

⇨L'ilot 7 : Icade - MFLA (80 logements libres et 10 logements abordables – 623 m² de tertiaire et services).

- Choix des Moe pour l'ensemble de ces lots ;
- Fin des travaux d'achèvement de la viabilisation phase Ouest ;
- Interface chantiers de viabilisation - construction et avec les riverains (lettres d'informations, présentation des fiches de lots, cahiers des riverains, présentation des projets de permis de construire, …) ;
- Suivi du projet Autogreen ;
- Suivi du contentieux DLE (expertise, envois pièces, …) ;
- Réception des travaux de viabilisation partie Est.

ZAC Moulin Boisseau (Carquefou) – OP 1120
Concédant : Nantes Métropole

Date de signature : 24 décembre 2013 (délibération du Conseil communautaire du 13 décembre 2013)
Durée : 12 ans
Superficie : 11 hectares
Budget global de l'opération : **18 120 K€ HT (CRACL 2019)**

Par délibération du 13 décembre 2013, le Conseil Communautaire de Nantes Métropole a approuvé la création de la ZAC du Moulin Boisseau à Carquefou.

Le site de Moulin Boisseau à Carquefou est constitué par l'ancienne plateforme logistique du groupe Système U et s'étend sur environ 11 ha. Site désaffecté situé à proximité du centre-ville de Carquefou, identifié comme mutable dans le Projet d'Aménagement et de Développement Durable du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Carquefou, le secteur de Moulin Boisseau présente les atouts nécessaires pour accueillir un quartier mixte habitat / tertiaire / commerces / activités de loisirs dans un objectif de développement urbain durable.

Nantes Métropole a donc engagé par délibération du 6 avril 2012 la concertation préalable à la création d'une Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) sur ce site. Parallèlement, Nantes Métropole a confié à la société LOMA, par mandat d'études, la conduite des études préalables à la création de la ZAC.
Ces études ont permis de définir le programme de l'opération d'aménagement et son périmètre, le parti d'aménagement à mettre en œuvre, ainsi qu'un bilan financier prévisionnel de l'opération.

A l'issue de la période de concertation préalable, Nantes Métropole par délibération en date du 13 décembre 2013 a approuvé la création de la ZAC du Moulin Boisseau, son périmètre et son programme portant sur environ 57 000 m² de surface de plancher dédiés à l'habitat dont 25% de logements locatifs sociaux et 25% de logements abordables, environ 300 m² de surface de plancher dédiés au commerces, environ 6 000 m² dédiés au tertiaire et la réhabilitation de la halle au cœur du site en pôle de loisirs.

Missions du concessionnaire :

- Acquérir auprès de l'Agence Foncière de Loire Atlantique le foncier totalement maîtrisé.
- Gérer les biens acquis ; procéder aux démolitions.
- Procéder à toutes les études opérationnelles pour la mise en œuvre du programme.
- Aménager et réaliser les travaux conformément au schéma d'aménagement.
- Commercialiser les ilots cessibles.
- Gérer en globalité l'opération sur les aspects techniques, financiers et comptables.
- Procéder à la clôture de l'opération.

Au titre de l'année 2019, Loire Océan Métropole Aménagement a :

- Attribué les marchés de travaux de viabilisation pour la partie Sud ;
- Suivi et achevé les travaux provisoires ;
- Cédé l'ilot K de la ZAC au groupement d'opérateurs (Crédit Agricole Immobilier-CIF) pour la réalisation de 38 logements locatifs sociaux, 37 logements abordables et 50 logements libres ;
- Suivi et instruit le permis de construire de l'ilot Pôle Indoor (Pôle de Loisirs - 1 599 m² de commerces, 480 m² SP de restauration, et 5 305 m² SP de tertiaire) ;
- Suivi et instruit le permis de construire de l'ilot J Vilogia (6 logements abordables, 16 logements libres et 157 m²SP de services) ;
- Retenu avec la Commune et le Concédant le bailleur social (Aiguillon Construction) pour développer l'ilot B de la ZAC (12 logements locatifs sociaux et 16 logements abordables) ;
- Lancé la consultation et a auditionné les candidats pour l'ilot A (33 logements abordables et 67 logements libres). Choix reporté après mars 2020 au regard des tensions entre Nantes Métropole et la ville de Carquefou, compte tenu du développement d'un cinéma à la Chapelle/Erdre.

  Dans une conjoncture tendue, en manque de logements, ce constat retarde l'avancée opérationnelle et ainsi amène au décalage de l'opération dans sa globalité (impact 12 mois).

ZAC Vert Praud (Rezé) – OP 1140
Concédant : Nantes Métropole

Date de signature : 3 mars 2017 (délibération du Conseil communautaire du 16 décembre 2016)
Durée : 12 ans
Superficie : 15 hectares
Budget global de l'opération : **13 085 K€ HT (CRACL 2019)**

Par délibération du 26 décembre 2016, le Conseil Communautaire de Nantes Métropole a approuvé la création de la ZAC et son programme permettant la réalisation d'environ 42 000 m² de surface de plancher de logements, soit environ 635 logements et 1 000 m² de surface de plancher d'activités économiques.

Missions du concessionnaire :

- Pilotage stratégique et général de l'opération.

- Maitriser le foncier.
- Réaliser les études.
- Aménager et faire réaliser les travaux de viabilisation.
- Commercialiser les fonciers.
- Assurer la gestion comptable et financière.

Au titre de l'année 2019, Loire Océan Métropole Aménagement a :

- Continué les acquisitions et négociations foncières amiables ;
- Fait réaliser des études géotechniques et un relevé géomètre complémentaire ;
- Stabilisé l'opération pour passer en stade AVP ;
- Suivi et accompagné des projets immobiliers adjacents à la ZAC (Coups partis privés).

ZAC Cœur de Ville (Les Sorinières) – OP 1160
Concédant : Nantes Métropole
Date de signature : 6 février 2015 (délibération du Conseil communautaire du 15 décembre 2014)
Durée : 8 ans
Surface de plancher à développer : 15 500 m²
Budget global de l'opération : 9 779 K€ HT (CRACL 2019)

Le site Cœur de Ville aux Sorinières, situé en face de la mairie, est constitué notamment par une ancienne plateforme logistique.

L'objectif poursuivi pour cette opération est d'enclencher un processus de renouvellement urbain, en développant un programme de logements correspondant aux besoins des ménages, des commerces, des espaces publics et des liaisons douces, s'inscrivant dans une centralité urbaine à développer, conformément au Programme d'Aménagement et de Développement Durable du Plan Local d'Urbanisme de la commune des Sorinières.

Nantes Métropole a donc engagé par délibération en date du 25 janvier 2013, la concertation préalable à la création d'une Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) sur ce site. Parallèlement, Nantes Métropole a confié à la société LOMA, par mandat d'études, la conduite des études préalables à la création de la ZAC.

Ces études ont permis de définir le programme prévisionnel de l'opération d'aménagement, son périmètre, les premières intentions d'aménagement à mettre en œuvre, ainsi qu'un bilan financier prévisionnel de l'opération.

A l'issue de la période de concertation préalable, Nantes Métropole par délibération en date du 15 décembre 2014 a approuvé la création de la ZAC Cœur de ville, son périmètre de 1,96 hectares et un programme prévisionnel des constructions d'environ 15 500 m² de surface de plancher (SP) en vue de développer :

- Une moyenne surface commerciale et des locaux commerciaux et de services : 2 500 m² SP.
- Un programme d'environ 13 000 m² SP de logements dont 30% de logements sociaux.

Au titre de l'année 2019, Loire Océan Métropole Aménagement a :

- Suivi la commercialisation de l'ilot Sud – Atréalis/Atlantique Habitations (71 logements libres, 30 logements locatifs sociaux, 937 m² de commerces) ;
- Choisi la Moe de l'ilot Nord – Ataraxia/Groupe Chessé-VEFA Harmonie Habitat (57 logements libres, 24 logements locatifs sociaux, et 1 870 m² de commerces) ;

  Elaboré le permis de construire et la signature du protocole ;
- Réalisé des acquisitions foncières supplémentaires ;
- Réalisé des négociations foncières (SCI Daktari, propriétaires du CIC et indemnités pour les locataires) ;
- Réalisé les enquêtes avant le lancement des expropriations ;
- Suivi les travaux de viabilisation provisoire.

- **ZAC Grand Bellevue (Nantes-ST HERBLAIN) – OP 1170**
  Concédant : Nantes Métropole
  Date de signature : 20 mars 2018 (délibération du Conseil communautaire du 16 février 2018)
  Durée : 13 ans
  Budget global de l'opération : 64 704 K€ HT (CRACL 2019)

Réalisation d'un programme de renouvellement urbain (NPNRU) conformément à la délibération du 16/02/18 du conseil communautaire de Nantes Métropole, qui a approuvé la création de la ZAC et son programme prévisionnel :

- Création d'environ 1 000 logements.
- Démolition de 480 logements locatifs sociaux.
- Requalification de 807 logements.
- Création d'environ 18 500 m² de surface de plancher de services et activités, 2 500 m² de commerces de proximité, 3 000 m² d'équipements publics.
- Requalification d'espaces publics, création de squares, …, le tout sur 7 secteurs opérationnels.

Au titre de l'année 2019, Loire Océan Métropole Aménagement a :

- Elaboré le plan guide/récit urbain ;
- Elaboré l'AVP-concessionnaires-services des collectivités locales-parties prenantes ;
- Défini les ilots opérationnels/formes urbaines des secteurs à aménager ;
- Réalisé le planning global ;
- Suivi des projets de Nantes Métropole Habitat et des projets publics (réhabilitation des équipements publics existants).

- **Projet Glogal Nantes Nord (PGNN) – OP 1190**
  Concédant : Nantes Métropole
  Date de signature : 7 août 2019 (délibération du Conseil communautaire du 28 juin 2019)
  Durée : 15.5 ans
  Budget global de l'opération : 67 092 K€ HT

  Les enjeux et objectifs de la ZAC

  Le projet urbain propose les objectifs suivants :

  - améliorer la convivialité et l'appropriation du quartier et renforcer son identité en agissant sur les espaces fédérateurs du quartier, le parc de l'Amande, un cœur urbain renforcé mais aussi des espaces collectifs à l'échelle des secteurs co-élaborés avec les habitants ;
  - accompagner la requalification des logements sociaux dans un objectif de redynamisation et de diversification sociale ;
  - ouvrir le quartier sur ses franges et améliorer la connexion du quartier avec les territoires limitrophes ;
  - inscrire le quartier dans la dynamique de développement de la Métropole, créer des emplois, redynamiser le commerce de proximité.

  L'aménagement du périmètre doit permettre, à terme, la réalisation du programme prévisionnel suivant :

  - la création d'environ 815 logements ;
  - la démolition de 348 logements sociaux donnant lieu à une reconstitution pour chaque bailleur concerné dans les opérations de développement urbain d'initiative métropolitaine ;
  - la requalification de 2580 logements ;
  - la création d'environ 5500 m² de surface plancher de services et activités ;
  - la création d'environ 1000 m² de surface plancher de commerces de proximité ;
  - la création d'environ 2500 m² de surface plancher d'équipements publics destinés à la mairie annexe du quartier Nantes Nord aux locaux de l'équipe de quartier, au Pôle de Proximité Erdre et Cens;
  - la requalification d'espaces publics, de cheminements piétons, la création de nouveaux sentiers et de corridors végétalisés et d'espaces verts .

  Au titre de l'année 2019, Loire Océan Métropole Aménagement a :

  - procédé aux premières études opérationnelles en lien avec le développement des projets de Maisons de Santé Pluriprofessionnelles Nantes Nord et au renouvellement du secteur Boissière ;
  - réalisé le lancement de la consultation pour retenir la Moe urbaine ;
  - réalisé le calage juridique pour lancer les négociations amiables d'acquisition des parts des SCI sur le Centre Commercial Boissière et verser les indemnités d'éviction à terme ;
  - participé à l'ensemble des réunions de pilotage et de consultation avec les habitants.

ZAC Quartier du Château - Rezé – OP 1180
Concédant : Nantes Métropole

Date de signature : 4 novembre 2019 (délibération du Conseil communautaire du 4 octobre 2019)

Durée : 11 ans

Budget global de l'opération : 15 523 K€ HT

L'aménagement du périmètre de la ZAC portant sur 13.3 hectares, doit permettre la réalisation d'un programme prévisionnel de l'ordre de 20 000 m² de Surface de Plancher sur une programmation de principe établie au moment de l'établissement du présent traité sur le périmètre de la concession Château :

- Équipements et services : environ 4 000 m² ;
- Habitat : environ 295 logements, 25 logements sociaux, une résidence étudiante d'environ 74 logements, et environ 98 logements en accession abordable et 98 logements en accession libre.

Au titre de l'année 2019, Loire Océan Métropole Aménagement a :

- Mise en œuvre la consultation en vue de retenir la Moe urbaine pour la réalisation de l'opération d'aménagement et du renouvellement du quartier Château à Rezé.

4. CONCESSION D'AMENAGEMENT A VOCATION ECONOMIQUE

ZAC de la Métairie Rouge (La Chapelle Sur Erdre) – OP 1130
Concédant : Nantes Métropole
Date de signature : 28 février 2014 (délibération du Conseil communautaire du 13 décembre 2013)
Durée : 10 ans
Superficie : 18.6 hectares
Budget global de l'opération : 9 714 K€ HT (CRACL 2019)

Par délibération du 13 décembre, le Conseil Communautaire de Nantes Métropole a approuvé la création de la ZAC et son programme prévisionnel de l'ordre de 13 ha cessibles destinés à développer un parc d'activités économiques, intégrant les enjeux de développement durable et destiné à recevoir des entreprises de type PME-PMI, artisanat, de services dédiés, accompagné d'un ilot tertiaire.

Missions du concessionnaire

- Acquérir le foncier par voie amiable ou par expropriation.
- Gérer les biens acquis ; procéder aux démolitions.
- Procéder à toutes les études opérationnelles pour la mise en œuvre du programme.
- Aménager et réaliser les travaux conformément au schéma d'aménagement.
- Commercialiser les ilots cessibles.
- Gérer en globalité l'opération sur les aspects techniques, financiers et comptables.
- Procéder à la clôture de l'opération.

Au titre de l'année 2019, Loire Océan Métropole Aménagement a :

- Continué les négociations foncières amiables ;
- Adapté la plan masse et repris l'avant-projet suivant les remarques des services de l'Etat, pour validation.

Au 31 décembre 2019, la SPLA Loire Océan Métropole Aménagement est titulaire de :

8 Concessions d'Aménagement, (ZAC du Bld de la Baule – Bld Charles Gautier, ZAC Moulin Boisseau, ZAC Vert Praud, ZAC Cœur de Ville, ZAC Grand Bellevue, Projet Global Nantes Nord, ZAC Quartier Château à Rezé et ZAC de la Métairie Rouge,).

- ***Surface totale à aménager : environ 223 ha.***
- ***Surface cessible PME-PMI artisanat : 13 ha.***
- ***Nombre de logements à développer : environ 4 527, dans le respect du PLH.***
- ***Commerces, services, tertiaire : 87 757 m².***
- ***Equipements publics : 5 500 m².***
- ***Pôle santé : environ 26 441 m².***

Et d'un mandat de maitrise d'ouvrage déléguée pour la construction du futur MIN (Environ 71 500 m²).

CLAUSE D'INSERTION DANS LES OPERATIONS LOIRE OCEAN METROPOLE AMENAGEMENT

A. LA CLAUSE D'INSERTION ET LE PUBLIC

Depuis 2008, 295 personnes ont bénéficié d'un contrat de travail dans le cadre de la mise en œuvre de la clause d'insertion sur les opérations réalisées ou en cours de réalisation sur Nantes Métropole et dont 23 % sont issues des quartiers prioritaires de la Politique de la Ville (ZUS ou QPV).

28 personnes sur l'année 2019 dont 18 % de publics issus des quartiers prioritaires de la Politique de la Ville.

Typologie du public

- 97 % public masculin et 3 % public féminin ;
- 75 % du public relève d'un niveau inférieur ou égal au niveau V (dernière année de CAP/BEP) ;
- 25 % relève du public jeunes de – 26 ans ayant un faible niveau de qualification ;
- 64 % relève du public demandeurs d'emploi longue durée ou bénéficiaires de minimas sociaux.

B. LA CLAUSE D'INSERTION POUR LOD / LOMA

	Nombre marchés	Nombre d'heures d'insertion demandées	Nombre d'heures d'insertion réalisées
Année 2007	1	1 343 H	106 H
Année 2008	1	2 330 H	1 526 H
Année 2009			2 497 H
Année 2010			
Année 2011	1	2 455 H	
Année 2012	5	13 405 H	733 H
Année 2013	7	14 775 H	6 684 H
Année 2014	1	2 170 H	6 109 H
Année 2015	2	7 910 H	3 427 H
Année 2016	7	27 142 H	4 863 H
Année 2017	6	15 090 H	26 472 H
Année 2018	6	7 255 H	32 266 H
Année 2019			3 970 H
Total	36	93 875 H	87 652 H

ETAT DES MARCHES	Nombre de marchés	Heures d'insertion demandées	heures d'insertion réalisées	Nombre de personnes	Nombre d'entreprises
EN CONSULTATION/CAO	0	H			
EN COURS	17	32 580 H	20 578 H	295	72
RECEPTIONNE	18	61 295 H	67 074 H		
Total	35	93 875 H	87 652 H		

III. ACTIVITES DE L'ENTREPRISE AU 31/12/2019

Mandats d'Etudes de faisabilité et pré-opérationnelles

- Mandat de création ZAC Nantes Nord — OP 2290

Mandat de démolition

- Maitrise d'ouvrage de démolition de 6 maisons - Bouguenais — OP 2295

Opérations Mandat de construction

- Maitrise d'ouvrage déléguée pour le transfert du MIN — OP 2250

à vocation habitat

- ZAC du Bld de la Baule – Bld Charles Gautier – St Herblain — OP 1110
- ZAC Moulin Boisseau – Carquefou — OP 1120
- ZAC Vert Praud — OP 1140
- ZAC Cœur de Ville – Les Sorinières — OP 1160
- ZAC Grand Bellevue — OP 1170
- ZAC Quartier Château – Rezé — OP 1180
- Projet Global Nantes Nord — OP 1190

Opérations à vocation économique

- ZAC Métairie Rouge – la Chapelle / Erdre — OP 1130

IV. LISTE DES MARCHES

Les marchés passés par Loire Océan Métropole Aménagement dans le cadre du code de la commande publique (applicable à compter du 01/04/2019) et selon les guides des marchés de Loire Océan Métropole Aménagement applicables aux marchés passés pour les opérations de concessions, de mandats et pour le fonctionnement général de la société :

MARCHES TRAVAUX CONCESSION, FONCTIONNEMENT, OPES PROPRES

	Objet du marché	Titulaire	date de notification
Tranche de 25 001 € à 90 000 € HT			
LA BAULE	DL19 01 001 - Détection réseaux	ADRE RESEAUX	03/01/2019
MOULIN BOISSEAU	DL19 02 008 - Convention raccordement	ENEDIS	05/02/2019
MOULIN BOISSEAU	DL19 02 009 - Convention raccordement	ENEDIS	05/02/2019
MOULIN BOISSEAU	L18 12 016 - Travaux aménagement (lot 3: Eau potable)	PRESQUILE EVT	22/02/2019
MANDAT DEMOLITION CROIX ROUGE	L19 06 002 - Démolition 5 maisons	SDIGC	26/09/2019
LA BAULE	CT19 10 058 - Entretien et gestion EV	VALLOIS	08/10/2019
MANDAT DEMOLITION CROIX ROUGE	L19 09 004 - Démolition1 maison	SDIGC	27/11/2019
MANDAT DEMOLITION CROIX ROUGE	L19 12 008 - Démolition infrastructure	SDIGC	20/12/2020
Tranche de 90 001 € à 5 548 000 € HT			
MOULIN BOISSEAU	L18 12 014 - Travaux aménagement (lot 1: Terrassement/ voirie/ assainissement)	COLAS	20/02/2019
MOULIN BOISSEAU	L18 12 015 - Travaux aménagement (lot 2: Réseaux souples)	SPIE	19/02/2019
MOULIN BOISSEAU	L18 12 017 - Travaux aménagement (lot 4: Espaces verts)	ID VERDE	19/02/2019
Tranche supérieure à 5 548 000 € HT			

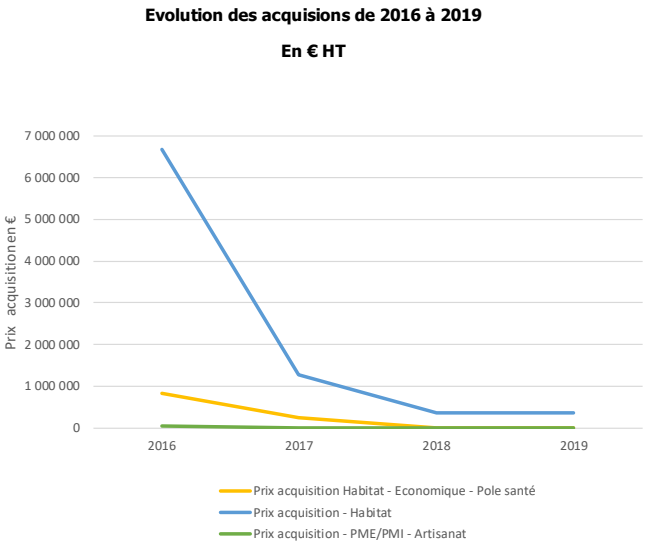
MARCHES DE SERVICES ET DE FOURNITURES

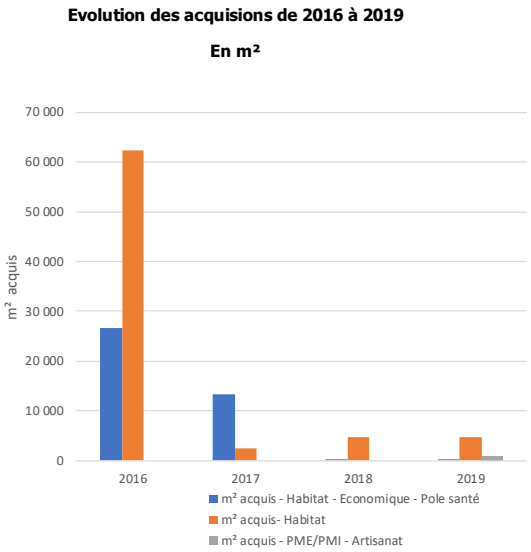
	Objet du marché	Titulaire	date de notification
Tranche de 25 001 € à 90 000 € HT			
VERT PRAUD	DL19 03 017 - Mission géotechnique	ECR ENVIRONNEMENT	19/03/2019
MANDAT DEMOLITION CROIX ROUGE	CPI L19 03 016 - Maîtrise d'œuvre démolition	ABAK	10/05/2019
PGB	DL1910 055 - Prestation hydrogéotechnique	CALLIGEE	03/10/2019
PGNN	CPI L19 12 080 - Mission AMO reconversion CC BOISSIERE	INTENCITE	18/12/2019
Tranche de 90 001 € à 221 000 € HT			
Tranche Supérieure à 221 000 € HT			
PGNN	L18 03 005 - Etudes préalables création ZAC	GERME ET JAM	07/03/2019

V. ACQUISITIONS

Au cours de l'année 2019, nous avons procédé à travers l'ensemble des opérations concédées à Loire Océan Métropole Aménagement, à 8 acquisitions, pour un montant de 376 145 € HT.

Acquisitions 2019	Nombre d'acqusition	Surface en m²	Montant acquisition en €
CONCESSIONS			
NANTES METROPOLE - Habitat - Economique - Pole santé	1	1	19 €
NANTES METROPOLE - Habitat	6	4 704	366 127 €
NANTES METROOPLE - PME/PMI - Artisanat	1	1 000	10 000 €
TOTAL ACQUISITIONS OPERATIONS	**8**	**5 705**	**376 145 €**





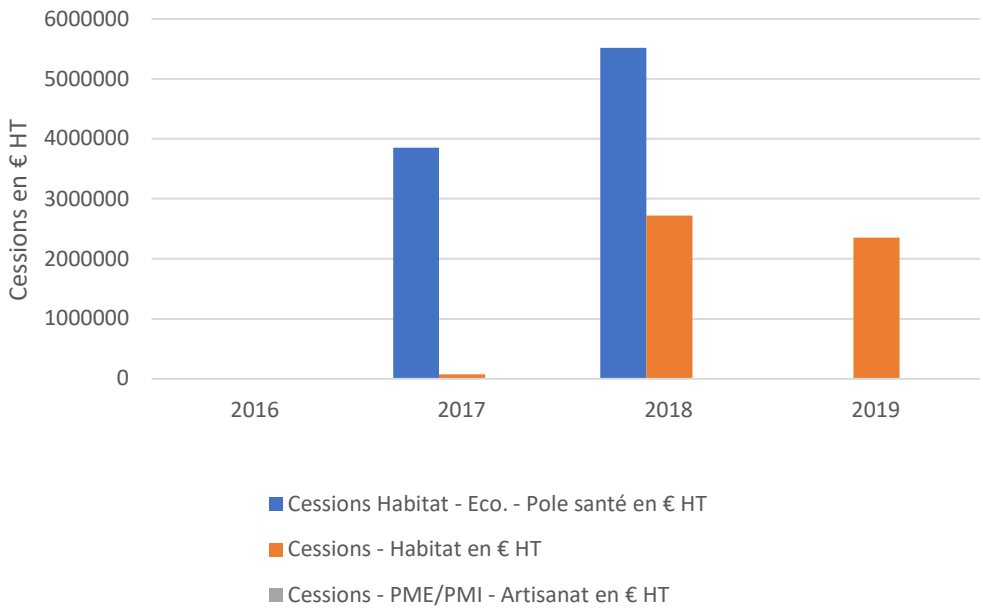
VI. CESSIONS

Au cours de l'année 2019, nous avons procédé à travers l'ensemble des opérations concédées à Loire Océan Métropole Aménagement à 4 cessions, pour un montant de 2 349 435 € HT.

Cessions 2019	Nombre de cession	Surface en m²	Surface plancher m²	Montant cession en € HT
CONCESSIONS				
NANTES METROPOLE - Habitat - Economique - Pole santé	0	0	0	0 €
NANTES METROPOLE - Habitat	4	9 219	8 503	2 349 435 €
NANTES METROPOLE - PME/PMI - Artisanat	-	-	-	- €
TOTAL CESSIONS OPERATIONS	**4**	**9 219**	**8 503**	**2 349 435 €**

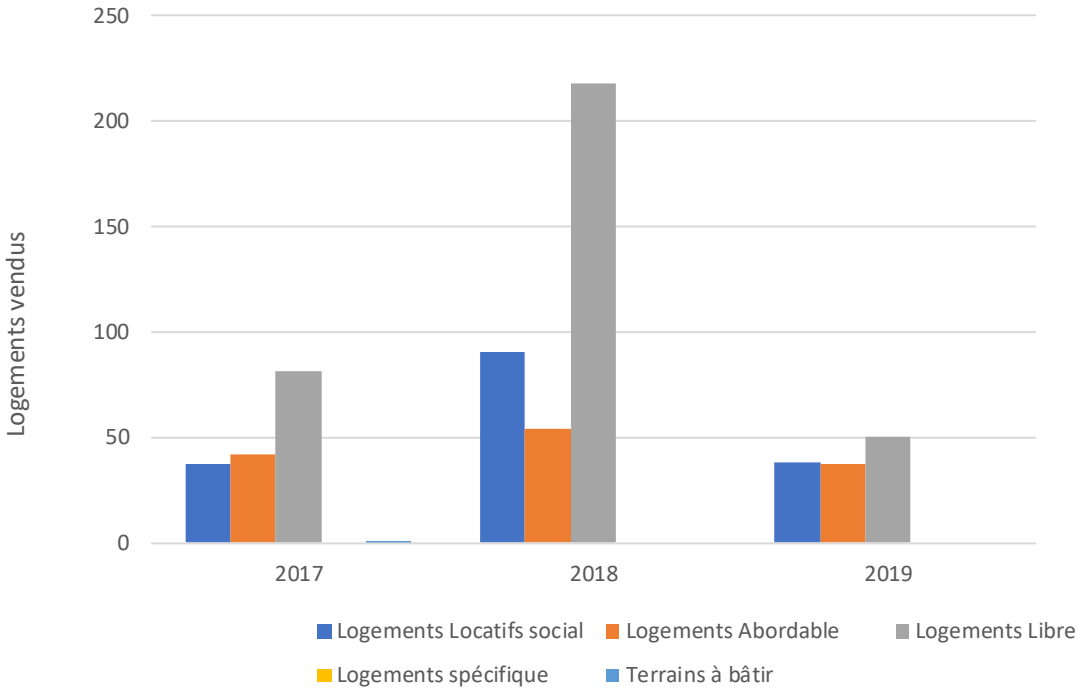
Evolution des cessions de 2016 à 2019

En €uros HT



Au cours de l'année 2019, nous avons cédé des charges foncières pour 125 logements dont 50 logements libres, 37 logements abordables et 38 logements locatifs sociaux.

Evolution des cessions en nombre et typologie de logements de 2017 à 2019



VII. EVOLUTION DE L'INTERVENTION DE LA SOCIETE POUR 2020

1. MANDATS D'ETUDES ET MARCHES DE PRESTATIONS EN COURS

- **Mandat d'études pré-opérationnelles sur le Quartier de Nantes Nord - Confié par Nantes Métropole en date du 21/03/18 – OP 2290.**
  - Durée : 30 mois
  - Montant des dépenses à engager pour les études : 539 K€ HT.
  - Rémunération de LOMA mandataire : 54 K€ HT.
  - Objet du mandat :
    - Création de la ou des ZAC sur le périmètre d'études correspondant au grand quartier de Nantes Nord.
    - Concertation avec la population.
    - Etablissement des coûts de travaux et des bilans financiers opérationnels par secteur.
    - Création de la ZAC en février 2021.

- **Mandat de démolition de maisons individuelles, en frange du Pôle Industriel Jules Verne - Bouguenais. Mandat confié par Nantes Métropole en date du 05/03/19 – OP 2295.**
  - Démolition de la dernière maison ;
  - Rémunération – clôture mandat.

2.MANDAT DE MAITRISE D'OUVRAGE DELEGUEE

- **Mandat de construction du futur MIN de Nantes – OP 2250**
  - Lien avec la SEMMIN exploitant pour interventions dans le cadre de la garantie de parfait achèvement (GPA) et suivi des levées des réserves ;
  - DGD Marchés – Négociations avenants DGD ou précontentieux éventuels ;
  - DOE – DIUO ;
  - Etudes et aménagements des cases vides.

3.CONCESSION D'AMENAGEMENT EN COURS AVEC NANTES METROPOLE

Concessions d'aménagement à vocation d'habitat / logements / tertiaire :

- **ZAC Bld de La Baule – Bld Charles Gautier (Saint Herblain/Nantes) – OP 1110**
  - Interface des chantiers VRD/Constructions ;
  - Suivi et gestion des voies ouvertes à la circulation, non reprises en remise d'ouvrages par Nantes Métropole ;
  - Signature des actes de vente sur :
    - l'ilot 11 avec Atlantique Habitations/MFLA ;
    - l'ilot 8.1 avec le CIF ;
    - l'ilot 8.2 avec COOP LOGIS ;
    - l'ilot 10 avec VILOGIA.
  - Dépôt du permis de construire des ilots 8.1-8.2 et 10 ;
  - Signature du compromis de vente avec Icade Promotion ilot 7 et dépôt du permis de construire ;
  - Ilot 1 (tertiaire et P+R associé) – 5 700 m² de tertiaire environ – 180 places au P+R :
    - Acte de vente;
    - Démarrage chantier ;
    - Dépôt du permis de construire – présentation aux riverains.
  - Suivi du contentieux avec DLE ;
  - Consultations promoteurs ilot tertiaire et dépôt du permis de construire du dossier Autogreen.

- **ZAC du Moulin Boisseau à Carquefou – OP 1120**
  - Suivi chantiers construction – ilot K (Crédit Agricole Immobilier-CIF) ;
  - Suivi de la commercialisation ;
  - Cession de l'ilot J (Vilogia) ;
  - Cession Pôle Indoor de loisirs (tertiaire) ;
  - Préparation du PRO partie Nord ;
  - Lancement de la consultation de la Moe de l'ilot B (Aiguillon Construction – logements locatifs sociaux) ;
  - Choix du lauréat de l'ilot A, puis dépôt du permis de construire ;
  - Lancement de l'appel d'offres travaux de viabilisation sur la partie Nord – 1ère tranche ;
  - Suivi du projet « Cinéma ».

- **ZAC Vert Praud à Rezé – OP 1140**
  - Continuité des négociations foncières amiables ;
  - AVP approuvé ;
  - Engagement du PRO ;

- Enquêtes publiques (DLE-DUP-parcellaire fin 2020 ;
- Suivi des projets périphériques ;
- Etude ENR – démarrage.

ZAC Cœur de Ville aux Sorinières – OP 1160

- Suivi de la commercialisation Atréalis ;
- Fin des enquêtes publiques ;
- Négociation foncière et accord avec le CIC ;
- Négociation foncière avec la SCI Daktari ;
- Négociation foncière avec les propriétaires du CIC ;
- Lancement de l'expropriation si absence d'accords amiables ;
- Dépôt du permis de construire de la Moe pour l'ilot Nord ;
- Cession de l'ilot Nord.

ZAC du Grand Bellevue à Saint Herblain/Nantes – OP 1170

- Elaboration / validation / approbation de l'AVP global à l'échelle de l'opération ;
- Reprise partielle de certains secteurs ;
- Lancement des premières consultations, secteur Mendès France Est et Franges;
- Acquisition du foncier à la Ville de Nantes permettant la cession à la SAS NOVAPOLE Immobilier pour le lancement des travaux de construction de la Maison de Santé Pluriprofessionnelle Bellevue ;
- Accompagnement négociations et indemnités de transfert des commerces Place Mendès France ;
- Suivi des projets de réhabilitation par Nantes Métropole Habitat, Tour du Doubs notamment ;
- AMO concertation en lien avec les services et les habitants.

ZAC Projet Global Nantes Nord – OP 1190

- Création de la ZAC 1er semestre 2021 ;
- Acquisitions pour la partie du Centre Commercial Boissière ;
- Choix de l'équipe de Moe urbaine ;
- AVP par micro-secteur (maison de santé - Boissière) ;
- Concertation – association des habitants ;
- Dépôt du PC par le CIF – Ilot Boissière environ 35 logements abordables et dispositif OFS de Nantes Métropole.

ZAC Quartier Château - Rezé – OP 1180

- Choix de l'équipe de Moe urbaine ;
- Lancement du projet et de l'AVP ;
- Concertation - association des habitants.

Concession d'aménagement à vocation économique :

- **ZAC de la Métairie Rouge à la Chapelle sur Erdre – OP 1130**
  - Continuité des négociations foncières amiables ;
  - Nantes Métropole, échange avec les services de l'Etat sur les procédures réglementaires ; compléments d'études ;
  - Préparation des enquêtes pour 2021.

4.PERSPECTIVES 2020

LOIRE OCEAN METROPOLE AMENAGEMENT va continuer efficacement les opérations dont elle a la conduite pour le compte des Collectivités Locales.

Le Plan à moyen terme (PMT) sera partagé en terme d'enjeux avec la nouvelle gouvernance issue des élections municipales 2020 et l'ensemble des Administrateurs.

4.1 CORONAVIRUS – COVID 19

La crise sanitaire liée au Covid-19 et les mesures de confinement instaurées à compter du 17 mars 2020 ont conduit la société à adapter son fonctionnement afin de poursuivre, dans la mesure du possible, ses activités en utilisant les technologies de l'information et de la communication à sa disposition.

Les conséquences de cette situation sont à ce jour difficilement mesurables et dépendront essentiellement de l'ampleur et de la durée du confinement.

De là découleront l'arrêt plus ou moins prolongé des chantiers de construction et de viabilisation, et le décalage des commercialisations de logements et de bureaux.

Ces éléments pourraient impacter le montant des rémunérations et honoraires perçus par notre société pour l'exercice 2020, notamment sur le :

- Décalage de rémunération de commercialisation sur les programmes immobilier dans les concessions d'aménagement ;
- Décalage des calendriers opérationnels.

5. BUDGET PREVISIONNEL 2020

Nature produits	Résultat 2019	Budget 2020
MANDATS - MARCHES	***262 629***	**71 033**
Mandats d'ETUDES	19 052	18 900
Mandat La Vertonne	692	0
Mandat Vertonne P+R / accompagnement	1 560	0
Mandat étude de faisabilité bât. Vertonne	900	0
Mandat étude faisabilité C. Ccial Boissière	900	0
Mandat nantes Nord	15 000	18 900
Marchés de PRESTATIONS	0	0
AMO Grand Bellevue	0	0
AMO Rezé Château	0	0
AMO Quartier Nantes Nord	0	0
Mandats de TRAVAUX	243 577	52 133
Mandat du MIN	225 577	45 133
Mandat démolition Maisons MC/CR	18 000	7 000
Mandat travaux Jacques Cartier	0	0
CONCESSIONS D'AMENAGEMENT	***612 912***	**934 798**
Zac Boulevard de la Baule	100 000	100 000
Zac Boulevard de la Baule (Com.)	22 210	117 265
Zac Moulin Boisseau	51 250	51 250
Zac Moulin Boisseau (Com.)	56 037	56 283
Zac Metairie Rouge	30 000	20 000
Zac Metairie Rouge (Com.)	0	0
Zac Cœur de Ville	40 000	20 000
Zac Cœur de Ville (Com.)	3 416	0
Zac Vert Praud	40 000	50 000
Zac Vert Praud (Com.)	0	0
Grand Bellevue	180 000	240 000
Grand Bellevue (Com.)	0	0
Zac Rezé Château	20 000	80 000
Zac Rezé Château (Com.)	0	0
Zac Quartier Nantes Nord	70 000	200 000
Zac Quartier Nantes Nord (Com.)	0	0
AUTRES PRODUITS	***8 015***	**21 779**
Transferts de Charges	1 566	1 680
Refacturation Personnel	6 449	20 099
Produits divers de gestion courante	0	0
PRODUITS FINANCIERS	***19 920***	**10 000**
Revenu des créances rattachées	0	0
Produits financiers internes	19 920	10 000
Produits financiers Livret B	0	0
PRODUITS EXCEPTIONNELS	***0***	**0**
Autres produits exceptionnels	0	0
REPRISES SUR AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	***199***	**0**
Reprise provisions p/risques	199	0
REPORT DE REMUNERATION POUR ALEAS	***0***	**-40 000**
TOTAL DES PRODUITS	**903 675**	**997 610**

DETAIL DES CHARGES	Résultat 2019	Budget 2020
ACHATS APPROVISONNEMENTS		
Etudes préalables	13 280	7 500
Fournitures administratives	0	150
Autres fournitures	453	1 000
TOTAL	**13 733**	**8 650**
AUTRES SERVICES EXTERIEURS		
Tenue Comptable	10 950	11 020
Prestations de services diverses	121	150
Quote part GIE	282 009	302 026
Missons Juridiques	0	3 000
Honoraires (Certification ISO)	1 067	485
Honoraires autres	0	0
Locations mobilières	0	500
Contrats de Maintenance	672	672
Entretiens et Réparations	0	0
Primes d'Assurances	3 479	4 711
Frais d'Actes et de Contentieux	360	450
Publicité - Communication - Foires	2 114	2 500
Transports - Missions - Réceptions	5 416	8 300
Frais de colloques et Séminaires	995	2 500
Frais Postaux et Telecom	0	0
Divers (Cotisations, Documentation, Services Bancaires)	7 069	7 450
TOTAL	**314 252**	**343 764**
IMPOTS ET TAXES		
Impôts et Taxes (T.F - T.V.T.S...)	2 178	5 035
TOTAL	**2 178**	**5 035**
FRAIS DE PERSONNEL		
Salaires et Traitements	322 853	443 189
Provision Congés Payés	-1 539	7 700
Personnels mis à disposition	126 099	95 968
P.E.E	13 150	10 533
Tickets Restaurants	3 343	5 152
Divers	3 939	4 895
TOTAL	**467 845**	**567 437**
FRAIS DE FORMATION	**0**	**5 000**
IFC	**7 000**	**0**
CHARGES EXCEPTIONNELLES	**442**	**0**
CHARGES FINANCIERES	**0**	**0**
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS	**0**	**0**
PROVISIONS POUR RISQUES	**0**	**1 470**
LE MEDLEY (Loyers et Charges)	**0**	**0**
TOTAL DES CHARGES	**805 449**	**931 356**
TOTAL DES PRODUITS	**903 675**	**997 610**
RESULTAT (avant INTERESSEMENTS)	**98 226**	**66 253**
INTERESSEMENTS	**8 939**	**19 070**
RESULTAT AVANT IMPOTS	**89 287**	**47 183**

VIII. PROCEDURES DE CONTROLE INTERNE ET GESTION DES RISQUES

1. RAPPEL DES OBJECTIFS DU CONTROLE INTERNE

Le contrôle interne vise :

- A créer et maintenir une organisation qui permette de prévenir et maîtriser les risques, notamment économiques, financiers et juridiques auxquels est exposée la société,
- A s'assurer que la réalisation des objectifs s'effectue en conformité avec les lois et réglementations en vigueur,

2. A GARANTIR QUE LES INFORMATIONS FINANCIERES ET COMPTABLES DE LA SOCIETE SONT FIABLES ET ORGANISATION DU SYSTEME COMPTABLE

La comptabilité est organisée en interne autour d'une cellule intitulée « administration, comptabilité et finance » au sein du GIE Loire Océan, et assistée par le Cabinet Cifralex, expert-comptable de Loire Océan Métropole Aménagement depuis l'exercice 2014, et renouvelé en 2018 jusqu'à l'arrêté des comptes au 31/12/2020.

L'Assemblée Générale Ordinaire du 27 juin 2018, a nommé pour une période de six exercices, à compter de l'exercice 2018 jusqu'à l'exercice 2023 inclus, le mandat du Commissaire aux Comptes titulaire attribué au cabinet KPMG (notification en date du 27/06/18).

La comptabilité et la gestion sont suivies sur un logiciel adapté aux besoins spécifiques à notre société, installé depuis 2001 : GO7/NUEVO.

La cellule administrative et financière est organisée autour de cinq personnes au 31/12/2019, regroupées au sein du GIE Loire Océan, intervenant pour le compte de la SPLA Loire Océan Métropole Aménagement dans le cadre d'une convention de groupement signée le 09/01/2012 :

- Monsieur Moïse NAUD, Directeur Administratif et Financier du GIE Loire Océan,
- Madame Sylvie LEBLANC, Contrôleur de gestion – Adjointe à la Direction Financière, du GIE Loire Océan,
- Madame Lucie GOUBAUD, Assistante de Gestion / Comptable, du GIE Loire Océan,
- Madame Virginie LAVANANT, Responsable Comptable, du GIE Loire Océan,
- Monsieur Paul SAUVETRE, en contrat d'apprentissage depuis le 06 septembre 2018 en tant que Comptable – Contrôle de Gestion au sein du GIE Loire Océan.

En tant que besoin, l'expert-comptable est sollicité pour valider des points spécifiques liés à la vie de la société et au déroulement des opérations.

3. DESCRIPTION DES PROCEDURES DE CONTROLE INTERNE

3.1 PROCEDURES ACHATS

- Vérification du besoin par la Responsable Marchés, et approbation du Directeur Général, si besoin,
- Etablissement d'un bon de commande/contrat ou d'un marché signé par le Directeur Général,
- Réception des services (bons de livraison),
- Chaque facture est validée par :
    - le Chargé d'opérations pour les opérations,
    - le Service Administratif et Financier et comptable pour les frais de la structure.
- Après validation, la comptable enregistre la facture dans le logiciel Gestion et procède au règlement de celle-ci.

3.2 PROCEDURES MARCHES

- Définition des besoins,
- Définition des procédures,
- Rédaction des pièces « marchés » à partir des documents types produits par la SCET, etc…
- Organisation des commissions d'appels d'offres et des commissions d'achats.

3.3 PROCEDURE DE TRESORERIE

Au stade du règlement, après avoir vérifié que la trésorerie est suffisante, la facture est mise en paiement (inscription comptable préalable). Le Directeur Général signe tous les ordres de virement après la vérification des RIB par le Directeur Administratif et Financier ou par le contrôleur de gestion ou tous les règlements par chèque.

3.4 LE BUDGET SOCIETE

Le service administratif et Financier du GIE Loire Océan établit trois fois dans l'année un état financier de l'avancement des dépenses de structure et l'avancement des facturations (rémunérations). Ceci permet d'avoir une lisibilité sur l'évolution du budget présenté au Conseil d'Administration en début d'année et le cas échéant de prendre des mesures significatives.

Une démarche identique est faite sur les dépenses du GIE Loire Océan, afin de maitriser et d'approuver l'ensemble des charges qui sera facturé à Loire Océan Métropole Aménagement.

Par la suite, ces éléments et l'évolution du budget, à la fois sur le point technique et financier, sont présentés au Président.

3.5 IMMOBILISATIONS

- Autorisation par le Directeur Général.
- Gestion des immobilisations sur un logiciel spécifique « Servantissimo ».

3.6 PAIES

- Signature des contrats de travail et le cas échéant des avenants par le Directeur Général.
- Etablissement des bulletins de salaires par notre prestataire payes extérieur – DL Consultant (marché G17 10 008 – début de mission en janvier 18), avec validation de Monsieur Moïse NAUD, Directeur Administratif et Financier du GIE Loire Océan et signature par Monsieur Christian GIBOUREAU, Directeur Général de LOMA.
- Règlement des salaires par virement ou par chèque signés par le Directeur Général.

3.7 PROCEDURE DES RECETTES

- Les rémunérations sont établies par le pôle administratif et financier en collaboration avec les chargés d'opérations pour que le Directeur Général procède à leur validation.
- L'ensemble des pièces est vérifié par le Directeur Administratif et Financier du GIE Loire Océan et signé par le Directeur Général.

3.8 LOGICIEL GL15 (GESTION LOCATIVE)

Depuis 2006, la société Loire Océan Développement utilise le logiciel « GL15», développé par PROGISEM, et désormais exploité par le GIE Loire Océan conformément à la convention de groupement entre la SEM Loire Océan Développement, la SPLA Loire Océan Métropole Aménagement et le GIE Loire Océan. Ce logiciel permet de suivre la gestion locative des biens immobiliers (facturations des loyers et charges locatives).

3.9 GESTION DE FINANCEMENT

Le logiciel « e-financement » permet de consolider et suivre l'ensemble des emprunts et lignes de trésorerie (logiciel acquis en date le 15/03/18 et déployé en avril 2018).

3.10 LOGICIEL E-ATTESTATIONS

Ce logiciel permet de dématérialiser et rationnaliser le processus de collecte des documents obligatoires dans le cadre de marchés attribués par Loire Océan Métropole Aménagement.

Cet outil a été mis en place début janvier 2014.

3.11 LOGICIEL FONCIER 7

Ce logiciel permet de planifier et gérer la globalité des actions foncières, à savoir les acquisitions, les cessions, les évictions, etc…

Cet outil a été déployé en 2019.

3.12 REVUE DE PROJET RP07

Ce logiciel permet de suivre à temps régulier le suivi opérationnel de chaque dossier. Il est accessible à chaque collaborateur désigné dans l'opération, amenant une traçabilité des actions à mener.

IX. VIE DE LA SOCIETE

1. L'UES (UNION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE)

1.1 INTERRESSEMENT

Un accord d'intéressement a été renouvelé entre les 3 structures rattachées à l'UES (qui regroupe le GIE Loire Océan, la SEM Loire Océan Développement et la SPLA Loire Océan Métropole Aménagement) et l'ensemble du personnel de la société en date du 13 juin 2012, sur la période 2012 à 2014.

Un nouvel accord d'intéressement, pour les exercices 2015 à 2017, a été mis en place au sein de l'UES (qui regroupe le GIE Loire Océan, la SEM Loire Océan Développement et la SPLA Loire Océan Métropole Aménagement), reprenant les dispositions du précédent accord.

Cet accord d'intéressement ayant pris fin au 31 décembre 2017, un nouvel accord d'intéressement a été mis en place pour les exercices 2018 à 2020. Il a été signé par tous les salariés de l'Unité Economique et Social, le Directeur Général de LOD et de LOMA et le Directeur Co-administrateur du GIE. Ce nouvel accord reprend l'ensemble des dispositions des deux précédents accords.

Cette information a été communiqué au conseil d'administration de la SPLA LOMA le 17 mai 2018.

1.2 REGLEMENT DE GESTION ET REGLEMENT INTERIEUR

Dans le cadre de l'UES, un règlement de gestion et un règlement intérieur sont en vigueur au sein de l'ensemble des Structures.

En 2017, après l'acquisition de véhicules de sociétés, un document a établi les règles de fonctionnement de ces véhicules. Ce document vient donc en complément au règlement de gestion et règlement intérieur

Sur l'année 2019, suite à une décision unilatérale de l'employeur en date du 31 janvier, le règlement de gestion a été amendé pour modification sur les 3 articles suivants :

- **Titre V – Rémunération - Article 15 : Eléments de rémunérations**
  b) Définition des éléments de rémunération :
  Modification des dates de versement du 13ème mois.
- **Titre III – Dispositions individuelles – Article 13 : Indemnité de licenciement**
  Spécification du cadre économique et de l'exclusion de la rupture conventionnelle individuelle.
- **Titre VI – Congés et arrêts de travail – Article 19 : Autorisations spéciales d'absence**
  1) Evènements familiaux :
  Mise à jour du point A conformément à la modification de l'article 9 de la loi n° 2016-1088 du 8 août 2016.

Aucune modification n'a été apporté au règlement intérieur.

1.3 DOCUMENT UNIQUE

Suivant l'article R4121-1 du code du travail, l'employeur transcrit et met à jour dans un document unique les résultats de l'évaluation des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs à laquelle il procède en application de l'article L. 4121-3. Cette évaluation comporte un inventaire des risques identifiés dans chaque unité de travail de l'entreprise ou de l'établissement.

Le document unique d'évaluation des risques professionnels a été élaboré en juillet 2017, et a été actualisé en juillet 2018 et juillet 2019.

1.4 REGLEMENT DE GESTION DES DONNEES PERSONELLES

Depuis le 25 mai 2018, toute entreprise qui collecte, gère et stocke des données à caractère personnel est dans l'obligation d'appliquer le règlement européen sur la protection des données (RGDP). Ce règlement vise à renforcer la protection des données personnelles et à responsabiliser d'avantage les entreprises.

La protection des données au sein de l'UES s'articule autour des six points suivants :

- la désignation du délégué à la protection des données ;
- la tenue d'un registre des traitements ;
- le suivi des actions à mener ;
- l'analyse des impacts et la gestion des risques (caractéristiques du traitement – risque et mesures adoptées) ;
- le contrôle vis-à-vis des sous-traitants ;
- la mise à jour pour assurer une protection des données en continu.

Dans ce cadre, les démarches nécessaires auprès de nos prestataires, organismes et salariés ont été menées en 2019 et au 1er trimestre 2020.

1.5 CSE (COMITÉ SOCIAL ET ÉCONOMIQUE)

Le comité social et économique (CSE) remplace les représentants élus du personnel dans l'entreprise. Il fusionne l'ensemble des instances représentatives du personnel (IRP), délégués du personnel (DP), comité d'entreprise (CE) et comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT).
Le CSE devra être mis en place dans toutes les entreprises concernées le 1er janvier 2020 au plus tard.

Pour rappel, lors des élections des Délégués du personnel en date du 14 novembre 2016, une carence de candidats avait été constatée avec pour effet l'absence de délégués du personnel au sein de l'UES Loire Océan.

Conformément à la nouvelle réglementation, les élections du CSE ont été organisées comme suit :

- 1er tour : le 5 décembre 2019 ;
- 2ème tour : le 19 décembre 2019.

A l'issue de second tour, en date du 19 décembre dernier, il a été constaté la carence de candidature. Il a été donc dressé le procès-verbal de carence de tous les collèges du Comité Sociale et Economique.

De nouvelles élections seront organisées dans 4 ans.

2 LES RESSOURCES HUMAINES

2.1 ÉQUIPE ET EVOLUTIONS ORGANISATIONNELLES

La SPLA Loire Océan Métropole Aménagement dispose en 2019 d'une équipe opérationnelle composée de 4 Chargés d'Opérations (dont 2 à temps partiel), et 2 Assistantes (dont 1 à temps partiel).

Monsieur Cyril Mélinand prend la fonction de Directeur Opérationnel à compter du 1er janvier 2019, afin d'assurer le pilotage des opérations LOMA, et prinicpalement les opérations NPNRU (PGB/Nantes Nord) et ZAC Quartier Château en mode équipe projet, projets à forts enjeux.

Madame Emmanuelle PATIN, Chargée d'Opérations a quitté Loire Océan Métropole Aménagement, libre de tout engagement, le 20 septembre 2019, suite à sa démission notifiée le 21 juin 2019 et son préavis de 3 mois.

Monsieur François BRESSOL, Chargé d'Opérations, a rejoint l'Equipe de Loire Océan Métropole Aménagement, en tant que Chargé d'Opérations à compter du 25 novembre 2019 en CDD, dans le cadre du remplacement d'Isadora Bailleux, Chargée d'Opérations en congé maternité à compter du 16 décembre 2019.

Par ailleurs, du personnel est mis à disposition par LOD sur 2019 pour suivre le mandat du MIN et la passation des dossiers liés à la réorganisation de l'équipe suite au départ de Madame Emanuelle PATIN. A contrario, une mise à disposition de personnel de LOMA est active sur 2019 pour terminer la transition au niveau de certains dossiers.

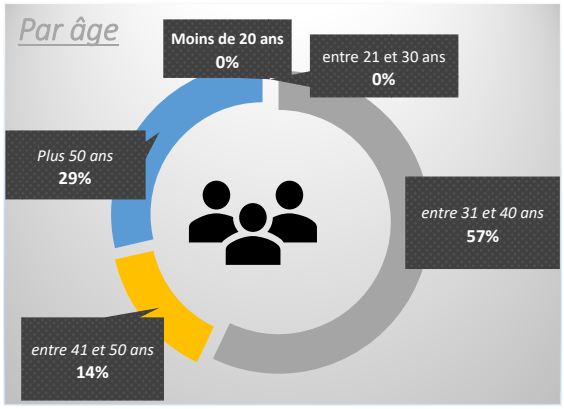
Le personnel mis à disposition de LOD à LOMA, sur l'exercice 2019, représente environ 1 ETP.
Le personnel mis à disposition de LOMA à LOD, sur l'exercice 2019, représente moins de 0,1 ETP.

Organigramme du personnel LOMA Au 31/12/2019

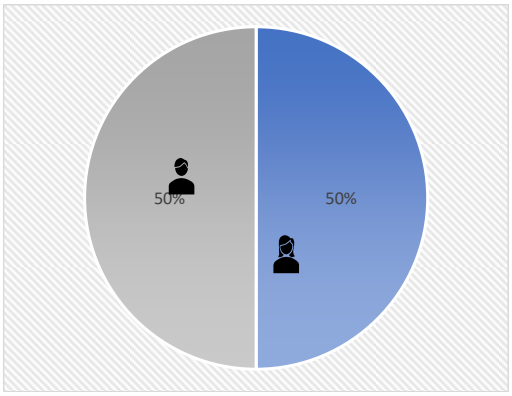


La SPLA LOMA

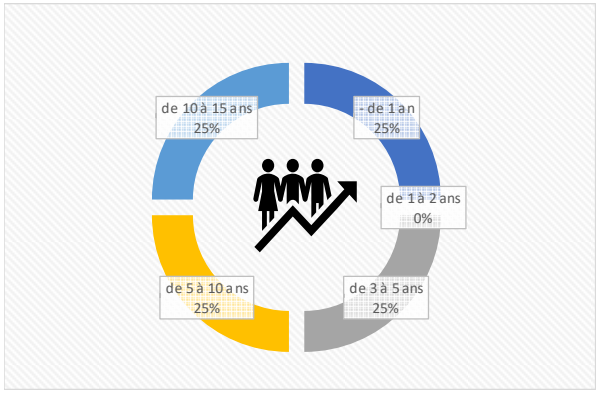
La moyenne d'âge est de 42 ans.



La moyenne par genre.

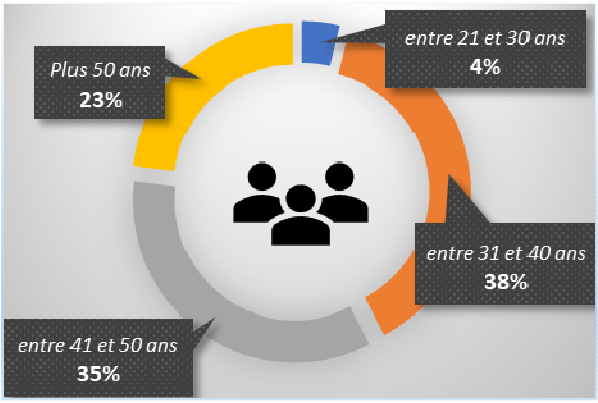


La moyenne par ancienneté.

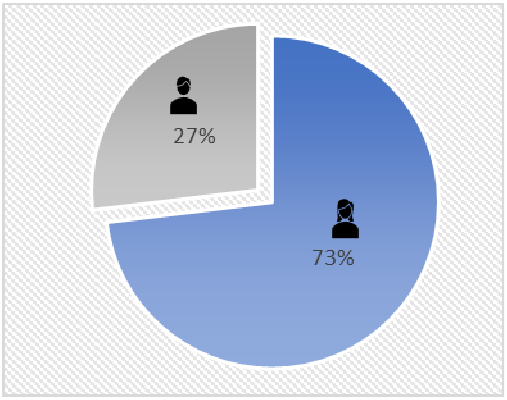


L'UES

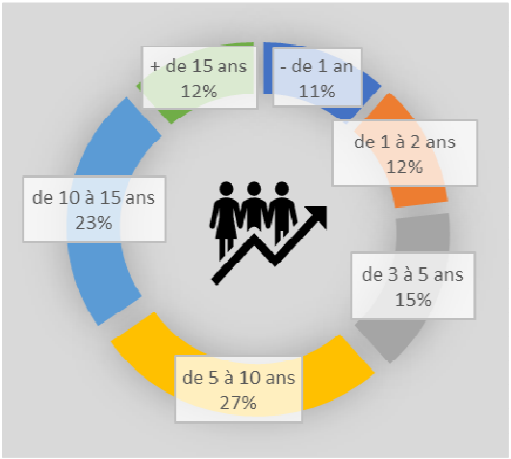
La moyenne d'âge est de 42 ans



La moyenne par genre.



La moyenne par ancienneté



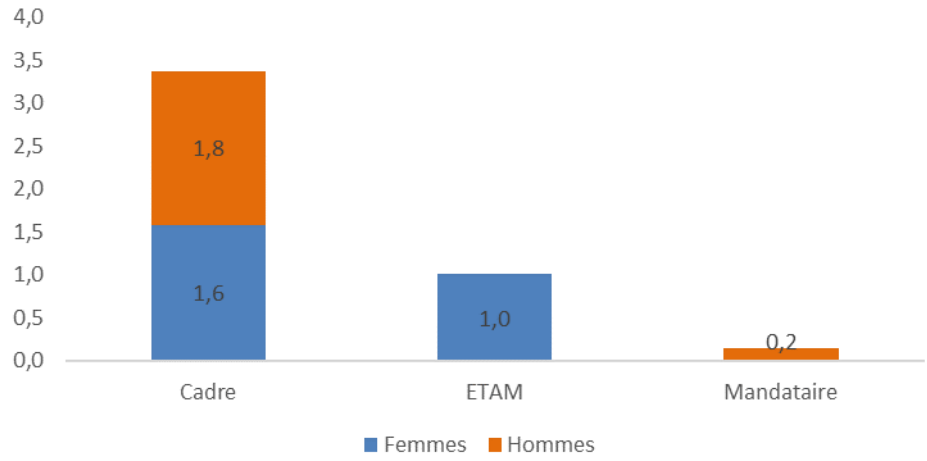
L'évolution globale de l'effectif

	CDI	CDD
Effectif de LOMA	5	1

⇨ *CDD à compter du 25/11/2019*

Sur l'exercice 2019, l'effectif moyen de la société, en équivalent temps plein, s'établit à 4,5 postes, hors personnel mis à disposition.

Décomposition de l'effectif moyen (ETP), hors personnel mis à disposition



2.2 REMUNERATION GLOBALE

La rémunération salariale globale pour l'année 2019, charges patronales incluses, s'élève à 349 311 €.

2.3 ABSENTEISME – ACCIDENTS DU TRAVAIL

Motifs	Nombre de salariés	Nombre de jours (calendaires)
La maladie	3	16,5
La Maternité	1	1
Les jours « enfants malade » ou conjoint	2	2,5
Les accidents de travail	0	0
Congés exceptionnels	0	0

2.4 LA FORMATION

Le budget consacré à la formation professionnelle continue au cours de l'exercice 2019 s'élève hors charges salariales et frais de déplacement, à 0 € HT, cette somme représentant les frais pédagogiques pour un total de 0 formations.

	Frais pédagogiques HT	Nombre formations	Salariés concernés
2015	Néant	Néant	Néant
2016	2 560 €	2	1
2017	1 980 €	5	2
2018	7 145 €	7	3
2019	0 €	**0**	**0**

En 2019, deux formations « métier » étaient initialement prévues au cours de cet exercice. Faute d'inscrits, ces 2 formations ont été annulées.

Cependant, deux formations concernant les 3 structures, ont été réalisées et prises en charge par le plan de formation du GIE Loire Océan, à savoir :

- Mai 2019 : formation de sensibilisation «Missions/obligations du maitre d'ouvrage en matière de coordination SPS », suivie par les Chargés d'Opérations & Responsable marchés.
- Juillet 2019 : formation de sensibilisation «Risques juridiques du maitre d'ouvrage en phase chantier », suivie par les Chargés d'Opérations & Responsable marchés.

3 LA CERTIFICATION ISO 9001 – VERSION 2015

Dans le cadre du suivi de certification de la SEM Loire Océan Développement, et du GIE Loire Océan, la SPLA Loire Océan Métropole Aménagement auditées les 20 et 21 septembre 2016 par la société Bureau Véritas, la SPLA Loire Océan Métropole Aménagement a été auditée à cette même date en vue d'obtenir également la certification.

Cette certification commune aux 3 structures est la reconnaissance de l'efficience de notre système de management, et de notre mode de gouvernance où les Collectivités Locales sont au cœur des décisions.

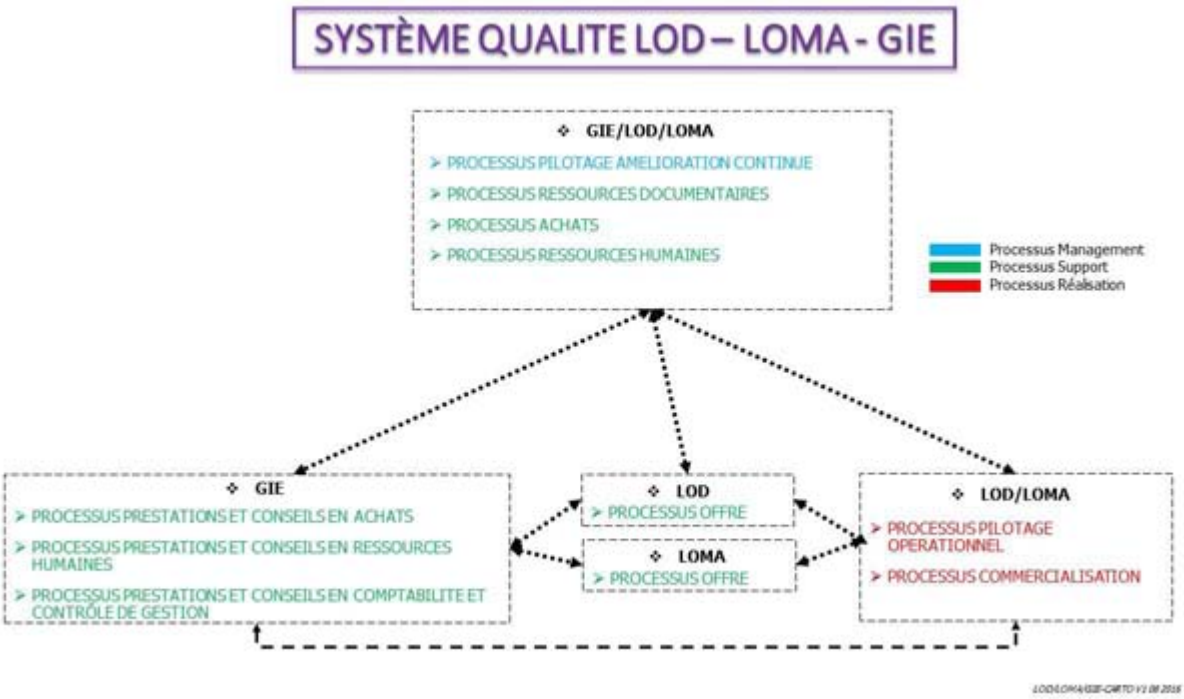
La certification ISO 9001 version 2015 illustre également notre volonté, d'évoluer dans une démarche de progrès vis-à-vis de ses actionnaires Nantes Métropole et la Ville de Saint Herblain, en privilégiant la qualité des relations avec ses clients et partenaires pour fournir des prestations satisfaisantes et conformes aux attentes des Collectivités Locales.

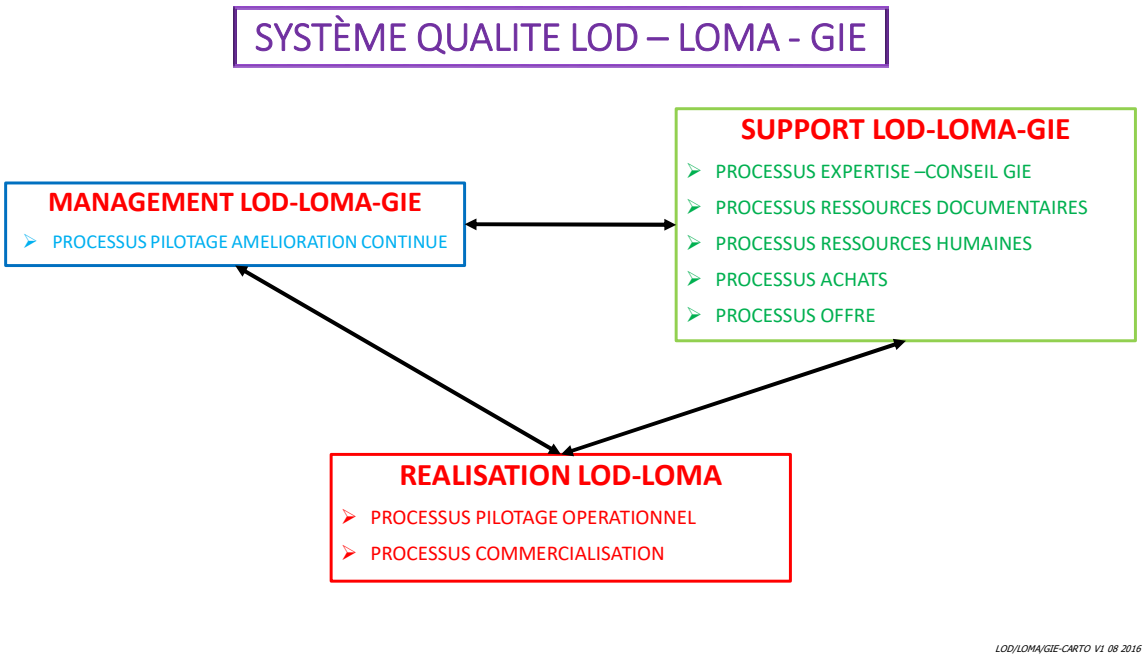
Ce certificat est obtenu pour une durée de 3 ans, avec un audit de vérification annuel, à la date anniversaire de l'obtention de la certification.

La SPLA Loire Océan Métropole Aménagement s'est vu délivrer sa certification de renouvellement ISO 9001 version 2015 en date du 25 novembre 2019 (suite à l'audit qui s'est tenu les 24 et 25 septembre 2019, et après la levée de 2 non-conformités mineures), pour l'ensemble de ses activités et de ses processus.

Ce certificat est valable jusqu'au 23 novembre 2022.

Le prochain audit de suivi aura lieu fin septembre 2020.

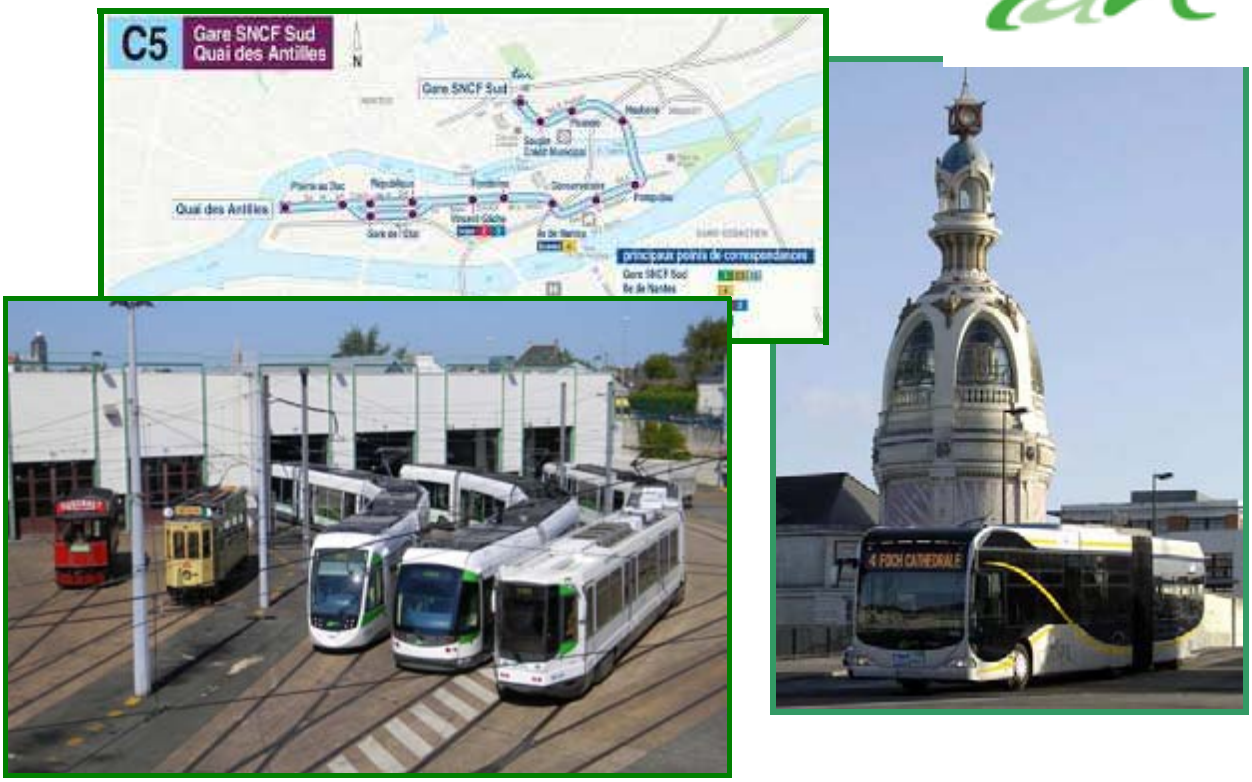

SYSTÈME QUALITE LOD – LOMA - GIE
GIE/LOD/LOMA
PROCESSUS PILOTAGE AMELIORATION CONTINUE
PROCESSUS RESSOURCES DOCUMENTAIRES
PROCESSUS ACHATS
PROCESSUS RESSOURCES HUMAINES
Processus Management
Processus Support
Processus Réalisation
GIE
PROCESSUS PRESTATIONS ET CONSEILS EN ACHATS
PROCESSUS PRESTATIONS ET CONSEILS EN RESSOURCES HUMAINES
PROCESSUS PRESTATIONS ET CONSEILS EN COMPTABILITE ET CONTRÔLE DE GESTION
LOD
PROCESSUS OFFRE
LOMA
PROCESSUS OFFRE
LOD/LOMA
PROCESSUS PILOTAGE OPERATIONNEL
PROCESSUS COMMERCIALISATION


SYSTÈME QUALITE LOD – LOMA - GIE
SUPPORT LOD-LOMA-GIE
PROCESSUS EXPERTISE –CONSEIL GIE
PROCESSUS RESSOURCES DOCUMENTAIRES
PROCESSUS RESSOURCES HUMAINES
PROCESSUS ACHATS
PROCESSUS OFFRE
MANAGEMENT LOD-LOMA-GIE
PROCESSUS PILOTAGE AMELIORATION CONTINUE
REALISATION LOD-LOMA
PROCESSUS PILOTAGE OPERATIONNEL
PROCESSUS COMMERCIALISATION
LOD/LOMA/GIE-CARTO V1 08 2016

Nantes Métropole

www.nantesmetropole.fr

SAEM TRANSPORTS EN COMMUN DE L'AGGLOMERATION NANTAISE (SEMITAN)



RAPPORT DES ADMINISTRATEURS DE NANTES METROPOLE AU SEIN DE LA SAEM

2019

EXTRAIT

SAEM TRANSPORTS EN COMMUN DE L'AGGLOMERATION NANTAISE

Rapport au Conseil métropolitain de Nantes Métropole actionnaire, des représentants de Nantes Métropole désignés comme administrateurs au sein de la SAEM, en application de l'article L.1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales

EXERCICE 2019

FICHE SIGNALETIQUE

ETAT CIVIL	
Société Anonyme d'Economie Mixte des Transports en commun de l'Agglomération Nantaise (SEMITAN)	
Siège social	3, rue Bellier - 44000 Nantes
Adresse administrative	3, rue Bellier - BP 64605 - 44046 Nantes cedex 1
	Tél : 02 51 81 77 00 Fax : 02 51 81 77 70
N° SIRET :	314 684 960
Date de création :	1er janvier 1979
Objet social :	Transports collectifs sur le périmètre de la Communauté Urbaine ou le territoire sur lequel la CU lui permettrait d'intervenir, au moyen de ses salariés et des biens qu'elle possède, qu'elle loue ou qui sont mis à disposition par l'autorité organisatrice, et accessoirement de sous-traitants de prestations de services
Président :	Pascal Bolo (représentant Nantes Métropole)
Vice-présidents :	Bertrand Affilé (1er), Eric Buquen (2è), Pascale Chiron (3è), Monique Maisonneuve (4è)
Directeur Général :	Alain Boeswillwald
Commissaire aux comptes :	Jean-Michel Picaud (SA RSM Secovec), suppléant Gilles Leclair
Nombre de salariés :	1 974 ETP (équivalents temps plein) en moyenne sur 2019

ACTIONNARIAT

Actionnaires	Nombre d'actions détenues	Capital	% du capital
COLLECTIVITES LOCALES			
Nantes Métropole	24 375	390 000 €	65,000%
AUTRES ACTIONNAIRES			
Transdev	5 622	89 952 €	14,992%
CCI de Nantes Saint-Nazaire	3 750	60 000 €	10,000%
Caisse d'Epargne des Pays de la Loire	3 748	59 968 €	9,995%
Association Nantaise Déplacements Environnement (ANDE)	1	16 €	0,003%
Association Consommation, Logement et Cadre de Vie (CLCV)	1	16 €	0,003%
Union Dép. de la Conféd. Syndicale des Familles de LA (UDCSFLA)	1	16 €	0,003%
M. Albert Mahé	1	16 €	0,003%
Mme Christine Brandelet	1	16 €	0,003%
TOTAL	**37 500**	**600 000 €**	**100%**

Nombre total d'administrateurs :	19
- dont représentant de Nantes Métropole	11 (Pascal Bolo, Bertrand Affilé, Pascale Chiron, Monique Maisonneuve, Eric Buquen, Jacques Garreau, Jean-Jacques Moreau, Hugues Hiernard, Marc Reneaume, Myriam Naël, Charlotte Prévot)
Nombre total de censeurs :	21

JURIDIQUE

Contrats conclus avec Nantes Métropole :	- Convention de DSP pour l'exploitation du réseau de transports collectifs de l'agglomération nantaise (2019-2025) - Mandats d'investissement (acquisitions de matériels, travaux...)

FINANCIER

Financement apporté par Nantes Métropole pour 2019 : (hors mandats)	**187 286 837,00 €** (FC DSP: 178 310 792 €, Subvention d'équipement : 8 976 045 €)
Résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2019 :	**474 651 €**
- résultat DSP	422 400 €
- résultat hors DSP de Nantes Métropole	52 251 €
Garanties d'emprunt par Nantes Métropole :	Aucune

Société d'Economie Mixte des Transports en commun de l'Agglomération Nantaise (SEMITAN)

Comptes annuels au 31 décembre 2019

Bilan simplifié

ACTIF	€uro	PASSIF	€uro
Immobilisations incorporelles	590 595	Capital social	600 000
Immobilisations corporelles	5 640 549	Réserves	2 060 369
Immobilisations financières	3 093 230	Report à nouveau	926 759
		Résultat de l'exercice	474 651
Total Actif immobilisé (I)	**9 324 374**	Subventions d'investissement	5 366 994
		Provisions réglementées	
Stocks et en-cours	8 380 838	**Capitaux propres (I)**	**9 428 773**
Créances d'exploitation	1 648 142		
Autres créances	22 666 671	**Autres fonds propres (II)**	**0**
Total Actif Circulant (II)	**32 695 651**	**Provisions pour risques et charges (III)**	**3 853 938**
Valeurs mobilières de placement	5 000 000	Emprunts et dettes (long et court terme)	24 263 954
Disponibilités	29 683 783	Fournisseurs et comptes rattachés	18 718 448
		Dettes fiscales et sociales	12 221 937
Total Trésorerie (III)	**34 683 783**	Autres dettes	9 756 888
		Total Dettes (IV)	**64 961 227**
Comptes de régularisation (IV)	**1 780 660**	**Comptes de régularisation (V)**	**240 531**
TOTAL GENERAL (I + II + III+IV)	**78 484 467**	TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	**78 484 467**

Compte de Résultat

POSTES	€uro
Total des produits d'exploitation	185 573 547
Total des charges d'exploitation	184 297 592
dont charges de personnel	104 436 411
RESULTAT D'EXPLOITATION	**1 275 955**
Total des produits financiers	5 271
Total des charges financières	50
RESULTAT FINANCIER	**5 222**
Total des produits exceptionnels	559 224
Total des charges exceptionnelles	1 365 750
RESULTAT EXCEPTIONNEL	**-806 526**
Bénéfice transféré	0
Participation des salariés aux résultats	0
Impôts sur les bénéfices	
BENEFICE OU PERTE	**474 651**

Important : Les chiffres ci-dessus sont communiqués sous réserve d'être approuvés lors de l'Assemblée Générale de la SAEM

SYNTHESE DES POSITIONS PRISES PAR LES ADMINISTRATEURS AU COURS DE L'ANNEE 2019

Administrateurs de Nantes Métropole en 2019

- M. Pascal BOLO, Président
- M. Bertrand AFFILE, 1er Vice-président
- M. Eric BUQUEN, 2ème Vice-président
- Mme Pascale CHIRON, 3ème Vice-présidente
- Mme Monique MAISONNEUVE, 4ème Vice-présidente
- M. Jacques GARREAU
- M. Jean-Jacques MOREAU
- M. Hugues HIERNARD
- M. Marc RENEAUME
- Mme Myriam NAËL
- Mme Charlotte PREVOT

Décisions et faits marquants des Conseils d'Administration s'étant tenus en 2019

- **Conseil d'Administration du 24 mai 2019 :**

1. Approbation du procès-verbal du Conseil d'Administration du 20 décembre 2018,
2. Activité des comités,
3. Rapport du Directeur Général,
4. Proposition rapport de gestion et comptes annuels 2018,
5. Proposition d'affectation du résultat,
6. Proposition de date, heure, ordre du jour et résolutions de la prochaine Assemblée Générale Mixte,
7. Prévention des difficultés des entreprises au 31 décembre 2018,
8. Autorisations données au Directeur Général pour la signature de conventions,
9. Questions diverses.

- **Conseil d'Administration du 20 décembre 2019 :**

1. Approbation du procès-verbal de la séance du conseil d'administration du 24 mai 2019,
2. Activité des comités,
3. Rapport du Directeur Général,
4. Revue et approbation du budget actualisé (BA)2019 et du budget initial (BI) 2020,
5. Documents liés à la prévention des difficultés des entreprises,
6. Autorisations données au Directeur Général pour la signature de Conventions,
7. Questions diverses.

Taux de participation des administrateurs mandataires de Nantes Métropole en 2019 : 68 %

Jetons de présence relatifs à l'exercice 2019 : 51 942 € distribués aux administrateurs de Nantes Métropole, sur un total de 59 189 €.

SYNTHESE DES CONTROLES EFFECTUES SUR LA SAEM TRANSPORTS EN COMMUN DE L'AGGLOMERATION NANTAISE AU COURS DE L'EXERCICE 2019

Contrôle sur exercice 2019 : Contrôle fiscal

RAPPORT ADMINISTRATEURS **SAEM TRANSPORTS EN COMMUN DE L'AGGLOMERATION NANTAISE** 2019

ANNEXES

Important : L'ensemble des documents joints en annexe du présent rapport sont fournis sous réserve d'être approuvés par l'Assemblée Générale de la SAEM

Comptes annuels 2019

Rapport annuel du délégataire - exercice 2019

Bilan Actif

SEMITAN

Période du 01/01/19 au 31/12/19
Edition du 14/05/20
Devise d'édition EURO

RUBRIQUES	BRUT	Amortissements	Net (N) 31/12/2019	Net (N-1) 31/12/2018
CAPITAL SOUSCRIT NON APPELÉ				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concession, brevets et droits similaires	2 613 734	2 181 655	432 079	6 424
Fonds commercial	230 000	71 485	158 515	184 071
Autres immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
TOTAL immobilisations incorporelles :	**2 843 734**	**2 253 140**	**590 595**	**190 495**
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriel	2 261 082	1 665 131	595 950	519 517
Autres immobilisations corporelles	4 826 905	472 902	4 354 002	148 983
Immobilisations en cours	690 597		690 597	7 425
Avances et acomptes				
TOTAL immobilisations corporelles :	**7 778 583**	**2 138 034**	**5 640 549**	**675 924**
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES				
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts	3 044 746		3 044 746	2 718 666
Autres immobilisations financières	48 483		48 483	52 144
TOTAL immobilisations financières :	**3 093 230**		**3 093 230**	**2 770 810**
ACTIF IMMOBILISÉ	**13 715 547**	**4 391 174**	**9 324 374**	**3 637 229**
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières et approvisionnement	8 322 182	705 131	7 617 050	7 706 947
Stocks d'en-cours de production de biens				
Stocks d'en-cours production de services	763 787		763 787	865 649
Stocks produits intermédiaires et finis				
Stocks de marchandises				
TOTAL stocks et en-cours :	**9 085 969**	**705 131**	**8 380 838**	**8 572 596**
CRÉANCES				
Avances, acomptes versés sur commandes				
Créances clients et comptes rattachés	1 654 761	6 620	1 648 142	5 066 669
Autres créances	22 666 671		22 666 671	26 163 160
Capital souscrit et appelé, non versé				
TOTAL créances :	**24 321 433**	**6 620**	**24 314 813**	**31 229 830**
DISPONIBILITÉS ET DIVERS				
Valeurs mobilières de placement	5 000 000		5 000 000	1 000 000
Disponibilités	29 683 783		29 683 783	9 861 923
Charges constatées d'avance	1 780 660		1 780 660	806 468
TOTAL disponibilités et divers :	**36 464 443**		**36 464 443**	**11 668 392**
ACTIF CIRCULANT	**69 871 844**	**711 751**	**69 160 093**	**51 470 817**
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes remboursement des obligations				
Écarts de conversion actif				2
TOTAL GÉNÉRAL	**83 587 392**	**5 102 925**	**78 484 467**	**55 108 049**

© Sage

Bilan Passif

SEMITAN

Période du 01/01/19 au 31/12/19
Edition du 14/05/20
Devise d'édition EURO

RUBRIQUES			Net (N) 31/12/2019	Net (N-1) 31/12/2018
SITUATION NETTE				
Capital social ou individuel	dont versé	600 000	600 000	600 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...				
Écarts de réévaluation	dont écart d'équivalence			
Réserve légale			60 000	60 000
Réserves statutaires ou contractuelles			2 000 369	2 000 369
Réserves réglementées				
Autres réserves				
Report à nouveau			926 759	1 098 345
Résultat de l'exercice			474 651	(171 586)
		TOTAL situation nette :	**4 061 779**	**3 587 128**
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT			5 366 994	
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES				6 424
		CAPITAUX PROPRES	**9 428 773**	**3 593 553**
Produits des émissions de titres participatifs				
Avances conditionnées				
		AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques			381 826	553 984
Provisions pour charges			3 472 112	1 440 881
		PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	**3 853 938**	**1 994 865**
DETTES FINANCIÈRES				
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			0	13 112
Emprunts et dettes financières divers			24 263 954	9 833 618
		TOTAL dettes financières :	**24 263 954**	**9 846 730**
AVANCES ET ACOMPTES RECUS SUR COMMANDES EN COURS				
DETTES DIVERSES				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés			18 718 448	14 024 579
Dettes fiscales et sociales			12 221 937	15 245 997
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			7 339 486	9 118 356
Autres dettes			2 417 402	842 030
		TOTAL dettes diverses :	**40 697 272**	**39 230 962**
PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE			240 531	441 938
		DETTES	**65 201 757**	**49 519 631**
Ecarts de conversion passif				
		TOTAL GÉNÉRAL	**78 484 467**	**55 108 049**

© Sage

Compte de Résultat (Première Partie)

SEMITAN

Période du 01/01/19 au 31/12/19
Edition du 14/05/20
Devise d'édition EURO

RUBRIQUES	France	Export	Net (N) 31/12/2019	Net (N-1) 31/12/2018
Ventes de marchandises				33
Production vendue de biens				
Production vendue de services	179 705 733		179 705 733	169 894 340
Chiffres d'affaires nets	**179 705 733**		**179 705 733**	**169 894 373**
Production stockée			(101 861)	341 449
Production immobilisée			1 356 775	
Subventions d'exploitation			44 750	24 000
Reprises sur amortissements et provisions, transfert de charges			2 753 361	5 352 787
Autres produits			1 814 790	5 073 376
PRODUITS D'EXPLOITATION			**185 573 547**	**180 685 986**
CHARGES EXTERNES				
Achats de marchandises [et droits de douane]				
Variation de stock de marchandises				
Achats de matières premières et autres approvisionnements			11 498 135	12 174 259
Variation de stock [matières premières et approvisionnements]			(142 819)	167 063
Autres achats et charges externes			58 231 628	55 377 678
TOTAL charges externes :			**69 586 944**	**67 719 000**
IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILÉS			5 211 085	9 495 764
CHARGES DE PERSONNEL				
Salaires et traitements			75 172 123	72 703 091
Charges sociales			29 264 288	28 224 424
TOTAL charges de personnel :			**104 436 411**	**100 927 515**
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Dotations aux amortissements sur immobilisations			371 963	1 189 728
Dotations aux provisions sur immobilisations				
Dotations aux provisions sur actif circulant			705 131	476 027
Dotations aux provisions pour risques et charges			3 491 888	2 030 859
TOTAL dotations d'exploitation :			**4 568 982**	**3 696 615**
AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION			494 170	100 241
CHARGES D'EXPLOITATION			**184 297 592**	**181 939 134**
RÉSULTAT D'EXPLOITATION			**1 275 955**	**(1 253 149)**

© Sage

Compte de Résultat (Seconde Partie)

SEMITAN

Période du 01/01/19 au 31/12/19
Edition du 14/05/20
Devise d'édition EURO

RUBRIQUES	Net (N) 31/12/2019	Net (N-1) 31/12/2018
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	**1 275 955**	**(1 253 149)**
Bénéfice attribué ou perte transférée		
Perte supportée ou bénéfice transféré		
PRODUITS FINANCIERS		
Produits financiers de participation		
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	5 271	7 888
Reprises sur provisions et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	5 271	**7 888**
CHARGES FINANCIÈRES		
Dotations financières aux amortissements et provisions		
Intérêts et charges assimilées	48	149
Différences négatives de change	2	
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	50	**149**
RÉSULTAT FINANCIER	**5 221**	**7 740**
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPOTS	**1 281 176**	**(1 245 409)**
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	311 918	723 028
Produits exceptionnels sur opérations en capital	240 881	5 481 888
Reprises sur provisions et transferts de charges	6 424	11 740
	559 224	**6 216 657**
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	1 365 049	712 169
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	700	4 091
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions		4 429 241
	1 365 750	**5 145 501**
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	**(806 525)**	**1 071 156**
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices		(2 667)
TOTAL DES PRODUITS	**186 138 042**	**186 910 531**
TOTAL DES CHARGES	**185 663 392**	**187 082 117**
BÉNÉFICE OU PERTE	**474 651**	**(171 586)**

© Sage

semitan
Transporter. Progresser. Partager.

Nantes Métropole

Rapport Annuel du Délégataire 2019



Mai 2020 - D.A.F. Contrôle de Gestion

1. Présentation de la SEMITAN P 3

2. Activité Transport en Commun P 13

3. Activité Coordinateur de mobilité P 66

4. Subventions d'équipement P 74

5. Résultats Financiers P 75

6. Qualité de Service P 102

1 - Présentation de la SEMITAN

- Informations relatives à la société délégataire
- Les données essentielles du contrat
- Organisation générale de la Semitan
- Les faits marquants de l'exercice N
- Les perspectives d'activité pour N+1

1 - Informations relatives à la société délégataire (1/3)

- **Forme de la société**

  SEMITAN : Société Anonyme d'Economie Mixte

- **Composition du Conseil d'Administration au 31/12/2019**

1	**Nantes Métropole**	Pascal BOLO
2		Bertrand AFFILÉ
3		Éric BUQUEN
4		Pascale CHIRON
5		Monique MAISONNEUVE
6		Jacques GARREAU
7		Jean-Jacques MOREAU
8		Hugues HIERNARD
9		Marc RENEAUME
10		Charlotte PRÉVOT
11		Myriam NAEL
12	**TRANSDEV**	Brigitte GUICHARD
13	**CEBPL**	Morgane LOUVET
14	**CCI**	Christian DUFOUR
15	**Association**	ANDE - Jérôme DYON
16	**Administrateurs privés**	Albert MAHÉ
17		Christine BRANDELET
18	**Administrateurs salariés**	Sylvie TREGRET
19		Frédéric DALLAIS

1 - Informations relatives à la société délégataire (2/3)

- **Composition du capital de la SEMITAN**

  Le capital social de la SEMITAN est de 600 000 €.

  Il se répartit comme suit :

	Nombre d'actions	Valeur	Part du capital
Nantes Métropole	24 375	390 000 €	65,000%
TRANSDEV	5 622	89 952 €	14,992%
CCI de Nantes Saint-Nazaire	3 750	60 000 €	10,000%
CAISSE D'EPARGNE BRETAGNE - PAYS DE LOIRE	3 748	59 968 €	9,995%
ANDE (Association Nantaise Déplacements Environnement)	1	16 €	0,003%
CLCV (Association Locale de la Consommation et du Cadre de Vie)	1	16 €	0,003%
UDCSFLA (Union dép. de la Confédération Syndicale des Familles de Loire Atl.)	1	16 €	0,003%
Monsieur Albert MAHE	1	16 €	0,003%
Madame Christine BRANDELET	1	16 €	0,003%
	37 500	**600 000 €**	**100%**

1 - Informations relatives à la société délégataire (3/3)

- **Modifications statutaires au cours de l'exercice : néant**

1 - Les données essentielles du contrat

□ **Périmètre des services délégués dans la convention de DSP :**

- ○ Exploitation du réseau de transports publics,
- ○ Entretien et rénovation des biens mis à disposition.
- ○ Coordinateur des mobilités
- ○ Gestion du P+R Beauséjour,

□ **Convention dite à « forfait de charges » :**

- ○ Le Délégataire assume le risque d'exploitation en étant rémunéré sur la base d'un forfait de charges et assume le risque commercial en s'engageant sur un objectif de recettes.
- ○ Les recettes appartiennent à Nantes Métropole et sont reversées.

□ **Durée de 7 ans (01/01/2019 – 31/12/2025)**

□ **Contrat de Co-engagement entre Nantes Métropole et la SEMITAN**

1 - Organisation générale de la Semitan

Le **Comité de Direction** est composé de :

- ✓ Olivier LE GRONTEC, Directeur Général,
- ✓ Stéphane BIS à la direction technique et maîtrise d'ouvrage,
- ✓ Sylvie LAZZARONI à la direction des ressources humaines,
- ✓ Hervé BRUAND à la direction de l'exploitation,
- ✓ Pascale GUILBAUD à la direction commerciale,
- ✓ Olivier LARNICOL à la mission sécurité environnement,
- ✓ Anne PRIOL à la direction administrative et financière,
- ✓ Pascal LEROY à la direction de la performance et de l'innovation,
- ✓ Aurélia JOUSSAUME à la direction des systèmes d'information.

1 - Les faits marquants de l'exercice N (1/3)

- **Mise en œuvre de la nouvelle DSP**

Depuis le 1er janvier, nous avons débuté notre nouvelle délégation de service public. Ce nouveau contrat traduit les ambitions de la Semitan et de Nantes Métropole en matière de la mobilité sur le territoire.

Pour 2019, ce sont près de 50 projets qui ont été engagés dans tous les domaines : nouveaux services, information voyageurs, accessibilité, renouvellement du matériel roulant, innovation, sécurité …

Une gouvernance en mode projet a été mise en place pour assurer la tenue des engagements.

La nouvelle DSP est également marquée par la mise en place de la mission de coordinateur de mobilité confiée à la Semitan. Ainsi, la Semitan a le rôle d'agréger tous les modes de déplacements sur le territoire (TC, P+R, Bicloo, covoiturage, autopartage) afin de faciliter l'accès aux services de mobilité pour l'utilisateur.

- **Lancement du E-Busway**

Mis en service progressivement depuis le 26 septembre, le E-busway a atteint son objectif d'une ligne 100% électrique fin janvier 2020. Au final, ce sont 22 E-Busways qui circulent sur la ligne 4 une fois tous les véhicules réceptionnés.

- **Mobilité Hydrogène H²**

Pour concrétiser sa volonté politique d'expérimenter un véritable dispositif Hydrogène pour la mobilité de ses citoyens, Nantes Métropole appuie deux projets dont elle a confié la réalisation à la Semitan :

✓ Une première française en matière fluvial : un bateau électrique de transport public -Le Jules Verne 2- fonctionnant avec une pile à combustible / hydrogène pour le service Navibus Passeur sur l'Erdre.

✓ Une première dans le grand Ouest : l'installation d'une station de production et de distribution d'hydrogène dans le CETEX de Saint-Herblain.

1 - Les faits marquants de l'exercice N (2/3)

- **Lancement de l'offre de covoiturage**

La nouvelle application Tan et le service Covoit'Tan ont été lancés le 19 novembre.

Conducteurs et passagers sont mis en contact via l'application smartphone « Klaxit », partenaire du projet. Le conducteur est rémunéré 2 € par passager et par trajet (0,10 € du km supplémentaire au-delà de 20 km). Le coût pour le passager est soit intégré dans le prix de son abonnement Libertan en formule illimitée, soit facturé au tarif d'une validation en formule sur mesure. Pour les voyageurs occasionnels, un paiement de 2 € le trajet par carte bancaire est également possible.

Les recettes complémentaires ont été estimées et intégrées dans l'engagement de recettes prévu à la convention DSP 2019-2025.

- **Appel d'offre Affrètement**

L'année 2019 constitue la dernière année d'exécution du contrat sept 2010-août 2019 avec les affrétés. L'appel d'offre pour la période 2019-2029 s'est déroulé entre mars et mai 2019 et a abouti à une hausse des prix de 11,5% par rapport à 2018.

3 éléments viennent expliquer la hausse des prix :

✓ Le renouvellement du matériel roulant avec 42% de véhicules neufs,

✓ L'impact de la transition énergétique, avec des migrations de parc de bus en énergie propre dès 2019 (35% de véhicules au GNV),

✓ La forte inflation du gazole en 2018, qui entraine des prix « spots » d'offre Affrétés plus élevés que l'hypothèse DSP.

1 - Les faits marquants de l'exercice N (3/3)

- **Avenant à la convention DSP 2019-2025**

Un premier avenant à la convention DSP a été présenté au Conseil Métropolitain de décembre visant à intégrer dans le forfait de charges la hausse des coûts d'affrètement bus, la baisse des coûts d'affrètement Navibus et l'évolution de l'offre navette aéroport 2020.

- **Appel d'offre Energie (Electricité et GNV)**

En 2019, les contrats d'achat d'électricité et de GNV arrivaient à leur terme et ont été renouvelés dans le cadre d'un appel d'offre qui s'est achevé en octobre 2019. Il en résulte des prix d'achat d'électricité en hausse de près de 26% contre des hypothèses d'inflation de 2% par an dans l'offre DSP et une hausse des prix d'achat du GNV de +5,2% contre une hausse prévue à +10% dans l'offre DSP en 2020.

- **Dysfonctionnement des Rames CAF**

Suite à la survenance de plusieurs incidents techniques ayant une incidence potentielle sur la sécurité, il avait été décidé d'immobiliser les 12 rames CAF en décembre 2018. Le constructeur avait engagé un travail de modification du logiciel de traction des rames. Après avis favorable d'un expert, les services de l'Etat ont autorisé la Semitan à remettre en exploitation commerciale l'ensemble des rames CAF à compter du 28 février 2019.

Des incidents ont à nouveau été enregistrés en avril, ce qui a conduit le STRMTG à demander à nouveau l'arrêt des rames à compter du mardi 16 avril 2019.

De nouvelles modifications de logiciel ont été apportées par CAF, sous contrôle d'un OQA et du STRMTG, et les rames ont été remises en service le 5 septembre. Un suivi précis continue d'être effectué.

1 - Les perspectives d'activité pour N+1

- **2ème année de la DSP**

La construction budgétaire 2020 est réalisée à partir de l'offre DSP 2019-2025, à laquelle sont ajoutés des éléments nouveaux, à la fois issus de l'avenant 1 présenté en décembre 2019, et de prévisions d'évolutions sur 2020 de certains postes.

- **L'offre de rentrée 2020**

L'année 2020 devrait se traduire par une croissance de l'offre (+589 000 kms par rapport à 2019). Cependant, la crise du coronavirus va avoir une répercussion importante sur l'offre kilométrique.

- **Lancements de nouveaux services**

Le début d'année 2020 sera marqué par la transformation de la ligne C5 en ligne 5 - Busway, le lancement de la 2ème ligne de Navibus Loire entre Bas Chantenay et Quai Wilson, ainsi que le passage de la ligne C3 en bus articulés.

- **Autres projets**

L'année 2020 devrait être impactée par les travaux de Commerce 1, entrainant la coupure de la ligne 1 pendant 9 semaines avec la mise en place de BRT sur la partie ouest, ainsi que la coupure des lignes 2 et 3 pendant 3 semaines. La crise sanitaire entraine un report de ce chantier à l'été 2021.

Il est par ailleurs prévu la mise en œuvre de nombreux projets touchant à l'accessibilité, les conditions de travail, la sûreté, l'évolution des outils...

2 – Activité Transport en Commun

2.1 Le réseau
2.2 L'offre kilométrique
- 2.2.1 Détail de l'offre kilométrique
- 2.2.2 Service Proxitan
- 2.2.3 Circuits scolaires
- 2.2.4 Navettes fluviales

2.3 La fréquentation
- 2.3.1 Analyse de la fréquentation
- 2.3.2 Voyages associés à l'offre
- 2.3.3 Vitesses d'exploitation graphiquées
- 2.3.4 Indicateur de Productivité Externe
- 2.3.5 Nombre de montées et descentes journalières par arrêt
- 2.3.6 Politique de l'entreprise liée à l'Accessibilité

2.4 La politique commerciale & recettes de trafic
- 2.4.1 Grille tarifaire de l'année
- 2.4.2 Les recettes de trafic
- 2.4.3 Liste des relais TAN
- 2.4.4 Campagnes et Etudes

2 – Activité Transport en Commun

2.5 La politique managériale et sociale
- 2.5.1 Les effectifs
- 2.5.2 L'absentéisme
- 2.5.3 Les heures de conduite
- 2.5.4 Politique d'Insertion
- 2.5.5 Politique de bien-être au travail : Baromètre social

2.6 Le parc
- 2.6.1 Le parc en service
- 2.6.2 Consommations d'énergie
- 2.6.3 Interventions & Pannes
- 2.6.4 Accidents

2.7 Taux de contrôle et taux de fraude apparent

2.8 La démarche RSE
- 2.8.1 Achats Responsables
- 2.8.2 Politique environnementale et énergie circulaire

2.1 – Le réseau


Tramway
BusWay
Chronobus
Carquefou
La Chapelle-sur-Erdre
Orvault
Sautron
Thouaré-sur-Loire
Ste-Luce-sur-Loire
St-Herblain
Nantes
Rezé
Bouguenais
St-Sébastien-sur-Loire
Basse-Goulaine
Vertou
Les Sorinières
Chantrerie Grandes Ecoles
Clairais
Trianon
Centre de Thouaré
St-Joseph de Porterie
Orvault Grand Val
Le Cardo
Santos Dumont
Beaujoire
Ranzay
Ste-Luce
Pont du Cens
Ecole Centrale Audencia
Haluchère Batignolles
Marcel Paul
Petit Port
Eraudière
Souillarderie
Beauséjour
Michelet Sciences
Belges Montbazon
Rond-Point de Rennes
Rond-Point de Paris
Armor
Hermeland
Dervallières
Rond-Point de Vannes
Bd de Doulon
François Mitterrand
Poincaré
Foch Cathédrale
Frachon
Châtaigniers
Malakoff
Jamet
Canclaux
Commerce
Gare Sud
Mendès France Bellevue
Egalité
V. Gâche
Pompidou
Savarières
Gare Maritime
Ile de Nantes
Basse-Goulaine
Gare de Chantenay
République
Grenerais
Hangar à Bananes
Bougerie
Gare de Pont Rousseau
Profondine
Pirmil
Chalonges
8 Mai
Trocardière
St-Paul Salengro
Bourdonnières
Neustrie
Porte de Vertou
La Carrée
Porte de Rezé
Les Sorinières
Mairie des Sorinières

2.1- Le réseau

- **Nombre de lignes du réseau**

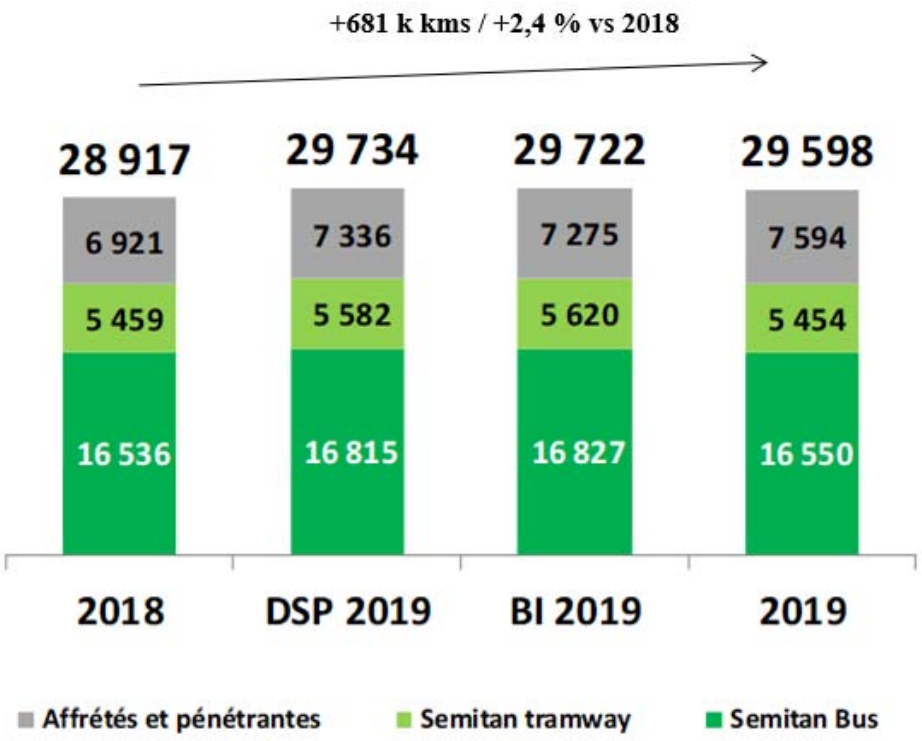
	2019	2020	Ecarts	2021	Ecarts	2022	Ecarts	2023	Ecarts	2024	Ecarts	2025
Nombre de lignes :												
Tramway	3											
Busway	1											
Chronobus	9											
Bus	44											
dont lignes affrétées	32											
Navette aéroport - centre ville	1											
Service de transport à la demande et de PMR Proxitan	1											
Service fluvial navibus (Erdre et Loire)	2											
Service de nuit (tramway - busway - chronobus - bus)	1											
Luciole	4											
Lignes scolaires	40											
Circuits scolaires	285											

Il s'agit des données au 31/12/2019 correspondant à l'année d'exploitation 2019/2020.

2.2 – L’offre kilométrique

2.2.1 Détail de l’offre kilométrique
2.2.2 Service Proxitan
2.2.3 Circuits scolaires
2.2.4 Navettes fluviales

2.2.1 - Détail de l'offre kilométrique

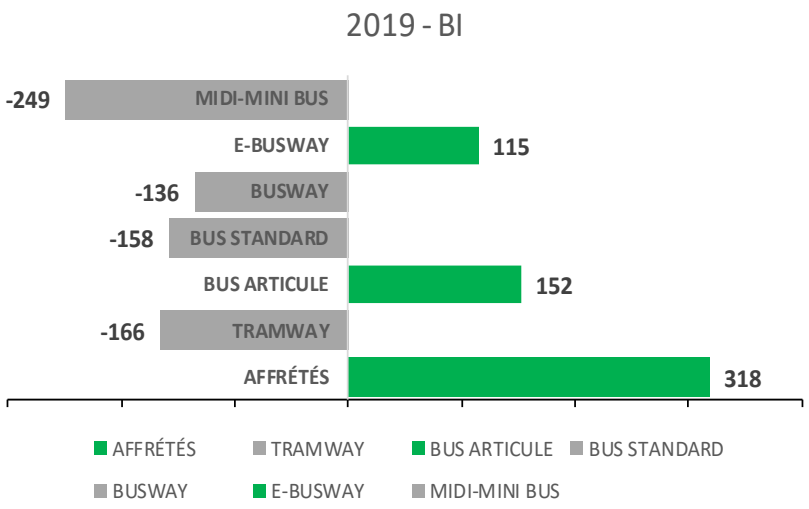


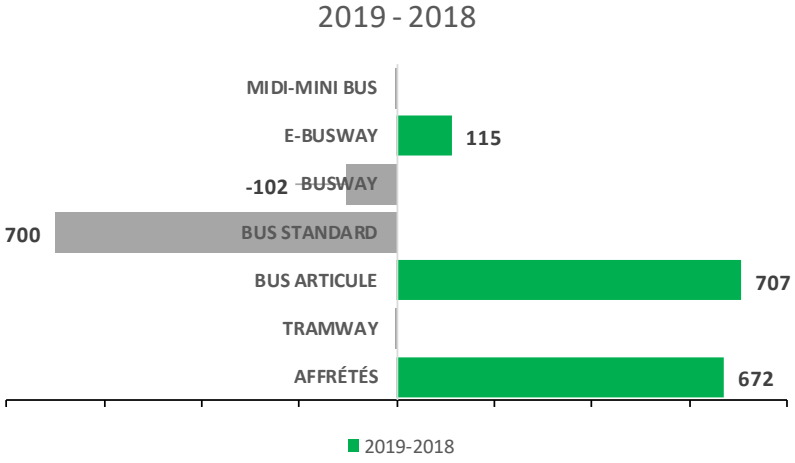
Avec près de **29,6 millions de kms** parcourus en 2019, l'offre kilométrique a augmenté de +2,4% (soit 681 000 kms) par rapport à 2018 avec l'effet année pleine des évolutions de la rentrée 2018, qui comprenaient la création des lignes C9, C20 et 60 en SRO, la création des lignes 108, 162 et 172 en scolaire non prévues au BI ainsi que des aménagements de ligne (tracé et fréquence).

Par type d'offre, la production kilométrique 2019 affiche par rapport à l'année 2018 une offre tramway stable (avec les travaux d'été en 2018 et l'immobilisation des Rames CAF en 2019), une offre Busway / E-Busway Semitan stable à +0,1%/ +14 000 kms et une offre Bus affrétée en progression de +9,7% / + 672 000 kms.

2.2.1 - Détail de l'offre kilométrique

- **Ecarts d'offre kilométrique par rapport au BI 2019 et par rapport à 2018 par type de matériel roulant (en milliers de kms)**





2.2.1 - Détail de l'offre kilométrique

- **Kilomètres totaux par type de matériel et dépôt, réalisés en propre et affrétés**

OFFRE KILOMETRIQUE			2019	2020	Ecarts	2021	Ecarts	2022	Ecarts	2023	Ecarts	2024	Ecarts	2025
DÉPÔTS SEMITAN	TRAMWAY	DALBY	2 474 057											
	TRAMWAY	SAINT-HERBLAIN	1 525 312											
	TRAMWAY	TRENTEMOULT	1 454 598											
	TOTAL TRAMWAY		**5 453 967**											
	BUS STANDARD	DALBY	1 614 946											
	BUS ARTICULE	DALBY	3 261 906											
	MINIBUS	DALBY	1 346 556											
		TOTAL DALBY	**6 223 408**											
	BUS STANDARD	SAINT-HERBLAIN	3 538 044											
	BUS ARTICULE	SAINT-HERBLAIN	1 673 097											
		TOTAL SAINT-HERBLAIN	**5 211 142**											
	BUS STANDARD	TRENTEMOULT	2 412 566											
	BUS ARTICULE	TRENTEMOULT	1 700 256											
	BUSWAY	TRENTEMOULT	888 215											
		TOTAL TRENTEMOULT	**5 001 037**											
	E-BUSWAY		114 571											
		TOTAL VERTONNE	**114 571**											
	BUS STANDARD		**7 565 556**											
	BUS ARTICULE		**6 635 260**											
	E-BUSWAY		**114 571**											
	BUSWAY		**888 215**											
	MINIBUS		**1 346 556**											
	TOTAL BUS		**16 550 158**											
TOTAL SEMITAN			**22 004 125**											
DÉPÔTS AFFRÉTÉS	BUS STANDARD		6 656 437											
	BUS ARTICULE		52 450											
	CARS		885 021											
TOTAL AFFRÉTÉS			**7 593 907**											
OFFRE KILOMETRIQUE TOTALE			**29 598 033**											

Le nouveau CETEX Vertonne, situé à Vertou et abritant les E-Busways a été inauguré en 2019.
L'offre Affrétés représente un peu plus de 25% de l'offre totale en 2019.

2.2.1 - Détail de l'offre kilométrique

- **Offre par type de service**

Milliers kms	2019	2020	Ecarts	2021	Ecarts	2022	Ecarts	2023	Ecarts	2024	Ecarts	2025
Tramway	5 454											
Busway	888											
E-Busway	115											
Chronobus (Semitan + Affrétés)	7 028											
Lignes Express	592											
Autres lignes régulières :	13 015											
En propre	*7 043*											
Affretés	*5 972*											
Lignes scolaires	211											
Circuits Scolaires	497											
Navette aéroport	439											
Luciole	12											
Proxitan	1 347											
Navette fluviale (heure de navigation)	**8 774**											
Passeur Erdre	*3 293*											
Navette Loire	*5 480*											
Autre (à définir)												
TOTAL KMS	**29 598**											

Ce tableau présente l'offre kilométrique de l'année 2019 par type de services sans distinction entre l'offre interne et l'offre affrétée.

2.2.1 - Détail de l'offre kilométrique

- **Kilomètres perdus aux 10 000 kms**

	2019	2020	Ecarts	2021	Ecarts	2022	Ecarts	2023	Ecarts	2024	Ecarts	2025
Pannes	45 946											
Absentéisme	32 712											
Grèves et mouvements internes	125 028											
Accidents	8 980											
Incidents de circulation / Circ difficile	5 246											
Sécurité	3 817											
Autres	10 179											
Total	231 908											
Kms perdus/10000 kms	78											

La majorité des kms perdus sont dus à des grèves : en 2019, on a dénombré 3 jours de grève en interne pour motif national, 1 jour d'arrêt du réseau suite à l'agression d'un conducteur et 2 jours de grève chez les Affrétés.

2.2.2 – Service Proxitan

TRAFIC TPMR

	2019	2020	Ecarts	2021	Ecarts	2022	Ecarts	2023	Ecarts	2024	Ecarts	2025
Nombre de courses	168988											
dont TAD	1353											
dont TPMR	167635											

Trafic par type de service

	2019	2020	Ecarts	2021	Ecarts	2022	Ecarts	2023	Ecarts	2024	Ecarts	2025
Trafic Minibus												
Nombre de courses / an	99835											
Kilomètres /an (hors kms atelier)	1333225											
Temps de transport par course	32mn											
Taux de groupage	60											
Taux de co-voiturage	1,77											
Trafic Affrétés												
Nombre de courses / an	47173											
Kilomètres /an	373303											
Temps de transport par course	31mn											
Taux de groupage	60											
Taux de co-voiturage	1,77											
Trafic ADAPEI												
Nombre de courses / an	21980											

2.2.2 – Service Proxitan

TAD PMR

Caractéristiques	2019	2020	Ecarts	2021	Ecarts	2022	Ecarts	2023	Ecarts	2024	Ecarts	2025
Nombre total d'inscrit	1301											
Nombre d'inscrit actifs	211											
Nombre de réservation par inscrits actifs	7											
Nombre de courses / an	1353											
Nombre de courses / jour	7											
Nombre de courses annulées	92											
Nombre de courses refusées	38											
Taux de groupage	60											
Taux de co-voiturage	1,77											
Nombre de courses annulées	92											
Nombre de courses refusées	38											

Trafic PMR par type de handicaps

Handicap	2019	2020	Ecarts	2021	Ecarts	2022	Ecarts	2023	Ecarts	2024	Ecarts	2025
Déficient intellectuel	57582											
part du nombre total d'inscrits (%)	18											
part du nombre total de voyages (%)	47											
Déficient sensoriel	25486											
part du nombre total d'inscrits (%)	19											
part du nombre total de voyages (%)	18											
Déficient moteur (marche)	32458											
part du nombre total d'inscrits (%)	31											
part du nombre total de voyages (%)	19											
Déficient moteur (fauteuil)	30129											
part du nombre total d'inscrits (%)	32											
part du nombre total de voyages (%)	16											

2.2.3 – Circuits scolaires

	2019	2020	Ecarts	2021	Ecarts	2022	Ecarts	2023	Ecarts	2024	Ecarts	2025
Kms réalisés	**497 337**											
Nb de communes desservies	**18**											
Nb d'arrêts	**1 037**											
Nb de transporteurs	**5**											
Nb de cars utilisés	**92**											
Nb d'inscrits :	**5 897**											
- primaires	2 522											
- secondaires	3 375											
Nb d'établissements desservis :	**96**											
- écoles	70											
- collèges	18											
- lycées	8											
Nb de circuits journaliers	**282**											
Nb de circuits le mercredi	**213**											
Coût annuel en K€	**3 186**											

L'appel d'offre 2019 a apporté peu de modifications sur les prestations de la rentrée concernant l'activité scolaire. Par contre, les modifications du calendrier scolaire ont nécessité des adaptations.

2.2.4 - Navettes fluviales

	2019	2020	Ecarts	2021	Ecarts	2022	Ecarts	2023	Ecarts	2024	Ecarts	2025
Coûts totaux en K€ (affrètement uniquement)												
Navibus Loire	1 409											
Navibus Erdre	126											
Total	1 535											
Heures naviguées												
Navibus Loire	5 480											
Navibus Erdre	3 293											
Total	8 774											
Coût par heure naviguée												
Navibus Loire	257,0											
Navibus Erdre	38,4											
Total	295,4											
Nombre de voyages												
Navibus Loire	693 284											
Navibus Erdre	62 441											
Total	755 725											

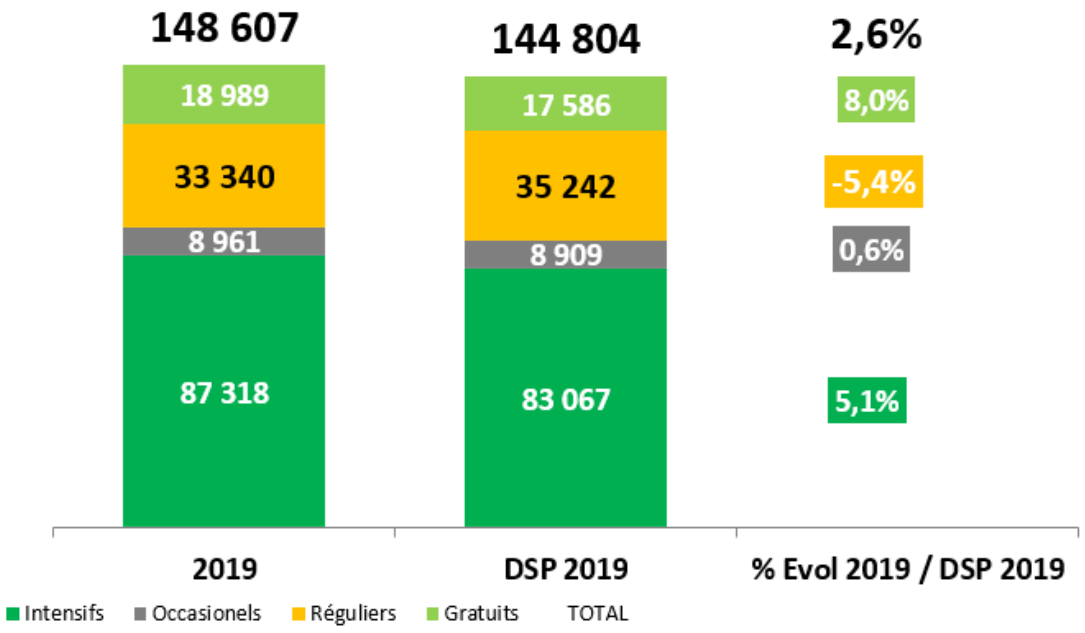
En 2019, sur l'Erdre, malgré quelques arrêts techniques et de nombreux arrêts "météo" liés au vent, la fréquentation s'est maintenue à un bon niveau.
Sur la Loire, avec presque 700 000 passagers atteints, le trafic progresse de 11% par rapport à 2018.

2.3 – La fréquentation

2.3.1 Analyse de la fréquentation
2.3.2 Voyages associés à l'offre
2.3.3 Vitesses d'exploitation graphiquée
2.3.4 Indicateur de Productivité Externe
2.3.5 Nombre de montées et descentes journalières par arrêt
2.3.6 Politique de l'entreprise liée à l'Accessibilité

2.3.1 - Analyse de la fréquentation

Trafic par classes de consommation vs Trafic DSP (en millions de voyages)



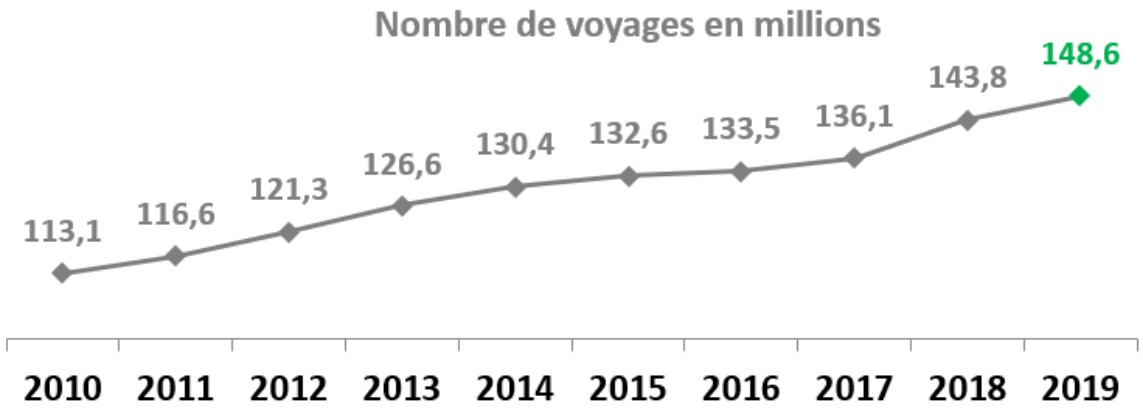
2.3.1 - Analyse de la fréquentation

La **fréquentation 2019 s'élève à 148,6 millions de voyages**, avec 129,6 millions de voyages payants et 19,0 millions de voyages gratuits sur le réseau. La fréquentation 2019 progresse de +3,4% par rapport à 2018 (+4,8 millions voyages) avec :

✓ une hausse du nombre des Ayants Droit à la Gratuité qui a entrainé une hausse de fréquentation de +1,6 millions de voyages soit +9,2% par rapport à 2018,

✓ une augmentation du trafic payant de +3,2 millions de voyages soit +2,5% par rapport à 2018. Cette augmentation se décline à hauteur de +1,7% sur les titres occasionnels, -6% sur les titres réguliers et + 6,3% sur les titres intensifs.

Par rapport à la DSP, la progression est de +2,6% dont +5,1% sur les titres intensifs, +0,6% sur les titres occasionnels, -5,4% sur les titres réguliers et +8% sur les titres gratuits.



2.3.2 - Voyages associés à l'offre

en Nb de voyageurs	2019	2020	Ecarts	2021	Ecarts	2022	Ecarts	2023	Ecarts	2024	Ecarts	2025
Tramway	76 803 451											
Busway	8 279 023											
E-Busway	1 067 912											
Chronobus	31 601 204											
Lignes Express	734 675											
Autres lignes régulières	27 171 280											
En propre	*18 599 823*											
Affretés	*8 571 457*											
Lignes scolaires	Donnée non détaillée, inclus dans "Autres lignes régulières"											
Circuits Scolaires	1 700 275											
Navette aéroport	309 676											
Luciole	14 639											
Proxitan	168 988											
Navette fluviale	**755 725**											
Passeur Erdre	*62 441*											
Navette Loire	*693 284*											
TOTAL	**148 606 848**											

La fréquentation sur le réseau Armature (lignes 1 à 4) représente 58% des voyages totaux en 2019 ; celle des lignes Chronobus 21%.

2.3.2 - Voyages associés à l'offre

- **Ratio Voyages/Kilomètres (V/K)**

V / K	2019	2020	Ecarts	2021	Ecarts	2022	Ecarts	2023	Ecarts	2024	Ecarts	2025
Tramway	14,1											
Busway	9,3											
E-Busway	9,3											
Chronobus	4,5											
Lignes Express	1,2											
Autres lignes régulières	**2,1**											
En propre	*2,6*											
Affretés	*1,4*											
Lignes scolaires	ND											
Circuits Scolaires	3,4											
Navette aéroport	0,7											
Luciole	1,2											
Proxitan	0,1											
TOTAL	**5,0**											

Le ratio V / K s'élève à 5,02 voyages / km en 2019 (4,87 voyages / km prévu au contrat DSP 2019).

2.3.3 - Vitesse d'exploitation graphiquée

en Km/h	2019	2020	Ecarts	2021	Ecarts	2022	Ecarts	2023	Ecarts	2024	Ecarts	2025
Bus	17,8											
Busway	16,9											
E-Busway	16,0											
Chronobus	15,8											
Tramway	16,1											

La vitesse d'exploitation graphiquée par matériel est calculée à partir du graphicage de l'année issu de l'application HASTUS.

L'indicateur est calculé en tenant compte au numérateur, de l'ensemble des kms graphiqués (kms en service, kms HLP, entrées/sorties et battements) et au dénominateur, de l'ensemble des heures correspondantes.

2.3.4 - Indicateur de productivité externe (temps de parcours moyen)

	Année de référence												
	2018	2019	2020	Ecarts	2021	Ecarts	2022	Ecarts	2023	Ecarts	2024	Ecarts	2025
Indicateur Productivité Externe (réalisée) *													
Réseau armature (Tramway + Busway)	8 084	8 130											
Chronobus	6 783	6 833											

** des tronçons ont été définis pour la mesure (échantillonage), indicateur exprimé en minutes*

En 2019 la **productivité externe du réseau** a diminué par rapport à l'année de référence 2018, quelque soit le mode : Tramway, Busway ou Chronobus.
Elle s'est dégradée de 0,57% sur le réseau armature et de 0,74% sur le réseau Chronobus en raison des conditions de circulation difficiles et des fréquentations denses. Les lignes qui ont été les plus pénalisées sont la L4, C2, C3 et C7 pour ces mêmes raisons.

Pour rappel :

Cet indicateur permet de mesurer au cours de la DSP l'évolution des temps nécessaires à la réalisation du service commercial pour les lignes du réseau structurant (les 3 lignes de tramway, le E-Busway et les lignes Chronobus). Il est indiqué en minutes. Les données utilisées sont celles relevées par le SAE.

L'indicateur est calculé à partir des temps de parcours réalisés en heures de pointe du soir, les jours bleus de septembre à décembre, sur des tronçons sans modification d'itinéraires pour els années à venir.
Le temps de parcours calculé est le cumul du temps entre 2 points (soit de terminus à terminus, soit sur un tronçon identifié non immuable) dans les 2 sens.
Les temps de parcours de chaque année sont comparés aux temps de parcours de l'année de référence afin de mesurer l'impact de la productivité externe.

2.3.5 - Nombre de montées et descentes journalières par arrêt en jour bleu sur les lignes régulières (hors navette aéroport)

Le document (fichier Excel) figure en annexe

2.3.6 - Politique de l'entreprise liée à l'Accessibilité

	2019	2020	Ecarts	2021	Ecarts	2022	Ecarts	2023	Ecarts	2024	Ecarts	2025
Taux de quais accessibles	81%											
Taux de véhicules accessibles	97%											
% de clients bénéficiant d'un quai accessible	96%											

En 2019, plus de 96% des voyages sont effectués à partir d'arrêts accessibles. Les aménagements facilitant l'accessibilité sont les suivants : cheminements d'approche avec une pente, largeur et qualité du sol adaptées, bandes d'éveil de vigilance pour signaler la bordure de quai, plaque repère UFR pour indiquer l'emplacement des portes accessibles des bus et de la sortie de la rampe escamotable.

100% des tramways et Busways et 96% des bus du réseau sont accessibles grâce à des véhicules aux planchers bas, rampes d'accès rétractables, portes coulissantes, emplacements réservés à l'intérieur des véhicules, 4 fauteuils par tramway, 2 par Busway et bus articulé, 1 à 2 par bus standard, information visuelle respectant les normes d'accessibilité, valideurs Libertan placés à hauteur adaptée, avec un mode sonore « déficient visuel » à activer dans le coin inférieur droit de l'écran tactile, indiquant au choix la prolongation d'un voyage FSM, bouton de demande d'arrêt à hauteur, signal sonore de fermeture des portes dans le tramway.

2.4 – Politique commerciale & Recettes de trafic

2.4.1 Grille tarifaire de l'année
2.4.2 Les recettes de trafic
2.4.3 Liste des relais TAN
2.4.4 Campagnes et Etudes

2.4.1 - Politique commerciale : grille tarifaire de l'année

Conformément à la délibération du Conseil Métropolitain du 5 avril 2019

Titres		Tarifs 1er juillet 2018 en €	**Tarifs au 1er juillet 2019 en €**
Ticket 1 h	vendu à l'Espace mobilité, les DTT, les Relais Tan et en mTicket sur l'appli	1.70	**1.70**
	vendu à bord des bus	2	**2**
	vendu exclusivement avec la FSM	1.49	**1.51**
	Tarif réduit Formule Sur Mesure	0.92	**0.95**
Carnet de 10 tickets		15.30	**15.60**
Ticket Samedi / 7 pers.		4	**4**
Ticket navette aéroport		9	**9**
Tickets 24 h		5.60	**5.80**
Ticket 24 heures/4 pers.		9.50	**10**
Ticket Groupe Scolaire		9.20	**9.50**
Billet Groupe Scolaire	Réservé aux communes de l'agglomération sous convention. Tarif par enfant	0.92	**0.95**
Ma Carte Invité	1er jour	5.60	**5.80**
	Jour suivant	2.80	**2.90**
Ticket P+R		-	**4.50**
Formule Illimitée	26 ans et +	607	**616**
	- 26 ans	276	**280**
	- 18 ans	261	**263**
	- 12 ans	151	**153**
	60 ans et +	336	**340**
	Pass Entreprise	725	**735**
Abonnement mensuel	26 ans et +	68	**69**
	- 26 ans	40	**41**
	- 18 ans	30	**31**
	- 12 ans	17.50	**18**
	60 ans et +	36	**37**
Titres combinés Tarifs Tan sur l'abonnement combiné Ter+Tan	Tutti + hebdomadaire	18.10	**18.40**
	Tutti + mensuel	54.40	**55.20**
	Tutti + annuel	607	**616**

2.4.2 – Les recettes de trafic

	2019	2020	Ecarts	2021	Ecarts	2022	Ecarts	2023	Ecarts	2024	Ecarts	2025
Formules Illimitées plein tarif												
Voyages	69 898 102											
Recettes (en millier)	31 824											
Nombre de formules vendues	1 180 532											
Recettes au voyage	*0,46*											
Formules Illimitées gratuit												
Voyages	18 988 987											
Recettes (en millier)	0											
Nombre de formules vendues	419 322											
Recettes au voyage	*0,00*											
Formules Illimitées réduit 1 et 2												
Voyages	17 719 452											
Recettes (en millier)	1 721											
Nombre de formules vendues	320 404											
Recettes au voyage	*0,10*											
Abonnements mensuels												
Voyages	6 746 360											
Recettes (en millier)	2 986											
Nombre de formules vendues	79 279											
Recettes au voyage	*0,44*											
Formule Sur Mesure												
Voyages	9 454 744											
Recettes (en millier)	8 793											
Nombre de formules actives	*711 549*											
Recettes au voyage	*0,93*											
Formule Sur Mesure tarif réduit												
Voyages	1 579 916											
Recettes (en millier)	986											
Nombre de formules actives	*13 590*											
Recettes au voyage	*0,62*											
Divers tickets												
Voyages	24 219 287											
Recettes (en millier)	25 475											
Recettes au voyage	*1,05*											
TOTAL												
Voyages	148 606 848											
Recettes (en K€)	71 785											
Recettes au voyage	***0,48***											

2.4.2 - Les recettes de trafic

Le tableau (page précédente) reprend les recettes de trafic du rapport des ventes mensuel.

Les **recettes 2019 de titres** payants s'élèvent à 71,8 millions d'euros, en hausse 2,2 millions d'euros par rapport à 2018 (soit +3,2%).

Cette évolution repose sur un effet prix de +1,6% lié aux hausses tarifaires successives appliquées aux 1er juillet 2018 et 2019. Les recettes brutes de titres payants sont supérieures à l'objectif du budget initial 2019 (+574 K€, soit +0,8%).

Les principales tendances par rapport à 2018 sont les suivantes :

✓ Les recettes des titres intensifs (formules illimitées) sont en augmentation globale de +6,8% avec une croissance de la fréquentation (voyages) de +6,3%. Cette hausse s'explique par le succès de ces titres via les nouvelles souscriptions enregistrées tout au long de l'année. Les titres solidaires ont cependant un impact défavorable sur le « mix produit » (titres à faible ratio recettes/voyages).

✓ Les titres réguliers (billets mensuels et titres en formule sur mesure) enregistrent une baisse des recettes de -1,5% et de la fréquentation (-6%) malgré le succès des formules sur mesure mais le ratio recettes/voyages progresse (+4,6%).

✓ Les recettes des titres occasionnels (tickets) progressent de +4% et la fréquentation de +1,7% tirées par la vente des titres Navette Aéroport. Le ratio recettes/voyages est stable.

A ces recettes brutes, il convient de rajouter les recettes reversées par la SNCF concernant les ventes de titres Métrocéane pour 348 K€, en baisse de 22 K€ par rapport à 2018 et les impayés (-100 K€)

A noter la gratuité des titres accordés sur deux week-ends consécutifs de décembre (14/15 et 21/22 décembre 2019) estimée à 300 000 voyages.

2.4.4 - Politique commerciale : liste des relais TAN

Au 31 Décembre 2019, le réseau comptait 125 relais TAN.

La liste détaillée figure en annexe (fichier Excel).

2.4.4 - Politique commerciale : campagnes de communication, études et enquêtes

- **Campagnes de communication :**

		Nom de l'action	Date de l'action
T1 2019	Campagne # 1	eServices	janvier à mars
	Campagne # 2	Folle Journée	février
	Campagne # 3	Notoriété Libertan/eservices/P+R	mars-avril
T2 2019	Campagne # 1	Montée en gamme FSM > FI	avril-Mai
	Campagne # 2	Renouvellement FI-12-18 pack famille	mai-juin
	Campagne # 3	Débord de Loire	25/26 mai
T3 2019	Campagne # 1	Conquête Formule Illimitée -26	juin-septembre
	Campagne # 2	e-Busway	avril-Juin
	Campagne # 3	RDV Erdre	fin août
	Campagne # 4	Promo T24h	9 au 22 septembre
T4 2019	Campagne # 1	Promo Service de nuit	10 octobre au 2 novembre
	Campagne # 2	Lancement L4 new look	4 au 18 novembre
	Campagne # 3	Lancement covoit	18 novembre au 2 décembre

- **Enquêtes et études :**

	Nom de l'enquête	Date de l'enquête
Enquête # 1	Enquête qualité	20 juin au 7 juillet
Enquête # 2	enquête fraude C5	12 au 23 novembre

2.5 - Politique managériale et sociale

2.5.1 Les effectifs
2.5.2 L’absentéisme
2.5.3 Les heures de conduite
2.5.4 Politique d’Insertion
2.5.5 Politique de bien-être au travail : Baromètre social

2.5.1 - Les effectifs

Le tableau ci-dessous décline les effectifs Paye SEMITAN par activité (hors retraitement du stock de congés, de l'activité mandataire …)

	2019	2020	Ecarts	2021	Ecarts	2022	Ecarts	2023	Ecarts	2024	Ecarts	2025
SEMITAN	**1 973,7**											
Conduite	1171,9											
Hors conduite	801,8											
Direction générale et MSE	**11,5**											
Direction financière	**35,4**											
Direction des Ressources Humaines	**38,9**											
Direction Commerciale	**50,3**											
Direction Perfomance Innovation	**30,9**											
Direction des Systèmes d'information	**13,0**											
Direction Technique et Maîtrise d'Ouv	**321,6**											
Bus	134,2											
Tramway	85,1											
Installations Fixes	48,6											
Support à la maintenance	15,1											
Maîtrise d'ouvrage	27,6											
Autres (direction+pôle assist.+chargé mission+	11,0											
Direction Exploitation hors conduite	**300,2**											
Département sécurisation	188,3											
Agents contrôle	*62,0*											
Agents ex.prévention	*50,0*											
Agents intervention & assistance	*17,7*											
Agents ex.médiation	*2,7*											
Agents de prévention	*6,5*											
Encadrement (REX+RPN+RC+TEX)	*44,7*											
Gestion	*2,8*											
Département ressources métiers	7,6											
REX + RDG	*4,5*											
RGS + RCS + Assist. UP	*3,2*											
Unités d'exploitation	43,1											
RUE	*2,5*											
RDG	*20,0*											
RGS + RCS + Assist. UP	*15,6*											
RDL	*5,0*											
PCC	*32,0*											
Permanence exploitation	*0,8*											
Sécurisation des sites et gardiennage	*1,7*											
Vidéo protection	*1,0*											
Département lignes et affrètement	3,9											
Service administatif Prouitan	*1,1*											
RDL	*1,5*											
Affrètement circuits scolaires	*1,2*											
Technicien suivi réseau	*0,2*											
Département transports affrétés et adaptés	*11,4*											
Service administatif Prouitan	*5,6*											
Affrètement circuits scolaires	*5,8*											
Service central DEX	7,0											

Effectif moyen annuel exprimé en ETP proraté selon le % activité et les entrées/ sorties
Effectif intégrant les contrats en alternance et excluant les contrats suspendus

2.5.1 - Les effectifs

Les effectifs ont globalement évolué à la hausse de +3% par rapport à 2018; la hausse étant de +3,4% à la conduite et de +2,4% chez les personnels non roulants. Ce renforcement de nos effectifs, dans un marché de l'emploi tendu, vise à accompagner l'évolution de l' offre kilométrique, maintenir le niveau de performance opérationnelle et intégrer la nouvelle mission de coordinateur des mobilités.

✓ **Sur le périmètre conduite :**

L'offre kilométrique Semitan produite (hors affrètement) est stable par rapport à 2018

✓ **Sur le périmètre hors conduite,** les principales variations sont les suivantes :

Direction Technique et Maîtrise d'Ouvrage : + 5 ETP soit +1,7%

Les effectifs d'exploitation hors conduite : + 7 ETP soit +2.2%

Les effectifs des fonctions support administratif : + 7 ETP soit + 4.0%

2.5.1 - Les effectifs

- **Répartition H/F au 31 décembre**

	2019	2020	Ecarts	2021	Ecarts	2022	Ecarts	2023	Ecarts	2024	Ecarts	2025
CADRES NR	**82**											
Hommes	56											
Femmes	26											
ETAM	**436**											
Agents maitrise R	**140**											
Hommes	115											
Femmes	25											
Agents maitrise NR	**187**											
Hommes	130											
Femmes	57											
Employés NR	**109**											
Hommes	43											
Femmes	66											
OUVRIERS	**1532**											
R	1344											
NR	188											
TOTAL	**2050**											
R	**1484**											
NR	**566**											

La structure des emplois SEMITAN est marquée par une prédominance des conducteurs qui représentent deux tiers de l'ensemble des agents.
La proportion des femmes sur l'effectif, avec un taux de 24%, est supérieure à celui de la profession (18,6% en 2018, Source Bilan social UTP entreprises de classe 1, agglomérations supérieures à 250 000 habitants).

2.5.2 – L'absentéisme

- **L'absentéisme en chiffres :**

Absentéisme du aux absences maladie, accidents du travail, agressions, accidents de trajet et maladie professionnelle (en nombre de jours) :

	2019	2020	Ecarts	2021	Ecarts	2022	Ecarts	2023	Ecarts	2024	Ecarts	2025
Absence avec arrêt de travail												
maladie	44264,0											
Accident de travail	9914,5											
Accident de trajet	1761,0											
Maladie professionnelle	1499,5											
Nb jours calendaires total	57439,0											
Nb jour (1) / ETP moyen annuel (2)	**29,3**											

(1) nombre de jour calendaire moyen d'absence
(2) ETP moyen annuel 1962,46 (tab 114 bis du bilan social)
(3) pour information le ratio 2018 pour les réseaux classe 1 UTP : 29,64

2.5.2 – L'absentéisme

- **Absentéisme par catégorie de personnel (nombre de journées totales d'absence en jours calendaires)**

(maladie, accident de travail, accident de trajet, maladie professionnelle, maternité, paternité, congés spéciaux, absences non payées, congés sans solde et congé parental d'éducation 100%)

			2019	2020	Ecarts	2021	Ecarts	2022	Ecarts	2023	Ecarts	2024	Ecarts	2025
CADRES		NR	716											
E T A M	Agents Maîtrise	R	1 925											
		NR	3 506											
	Employés	NR	3 815											
OUVRIERS		R	55 828											
		NR	2 987											
TOTAL		R	57 753											
		NR	11 024											
		R + NR	68 777											

R : Roulants – NR : Non Roulants

2.5.2 – L'absentéisme

- **Nombre d'accidents du travail avec arrêt au cours de l'année N par catégorie de personnel**

			2019				2020	Ecarts	2021	Ecarts	2022	Ecarts	2023	Ecarts	2024	Ecarts	2025
			travail	trajet	mal.prof.	total											
CADRES		NR															
E T A M	Agents Maîtrise	R	4			4											
		NR															
	Employés	NR	5	2		7											
OUVRIERS		R	170	17	5	192											
		NR	8	2	2	12											
TOTAL		R	174	17	5	196											
		NR	13	4	2	19											
		R + NR	187	21	7	215											

R : Roulants – NR : Non Roulants

- **Nombre de journées calendaires perdues au cours de l'année N par catégorie de personnel sur les motifs d'accident de travail, trajet et maladie professionnelle**

			2019				2020	Ecarts	2021	Ecarts	2022	Ecarts	2023	Ecarts	2024	Ecarts	2025
			travail	trajet	mal.prof.	total											
CADRES		NR															
E T A M	Agents Maîtrise	R	64	2		66											
		NR	2	1		3											
	Employés	NR	50	425		475											
OUVRIERS		R	9 644	1 311	733	11 687											
		NR	155	23	767	945											
TOTAL		R	9 708	1 313	733	11 753											
		NR	207	449	767	1 423											
		R + NR	9 915	1 761	1 500	13 175											

R : Roulants – NR : Non Roulants

2.5.2 – L'absentéisme

- **Mesures de lutte contre l'absentéisme:**

La Semitan a poursuivi en 2019 ses actions de formation, de prévention, d'accompagnement des salariés et d'amélioration de leurs conditions de travail. Cette politique sociale, élément de lutte contre l'absentéisme, s'est aussi nourrie en 2019 d'un dialogue social au plus près des salariés pour remonter des problématiques locales de terrain et apporter des améliorations dans les conditions de travail, notamment à la conduite.

✓ **Formation**

Les formations en lien direct avec la prévention de risques pouvant portés atteintes à la santé des salariés ont continué d'être déployées, principalement sur les thématiques RPS, addictologie, fatigue et stress, mal de dos….

✓ **Prévention**

Après une première expérimentation en 2018, la Semitan a organisé en 2019, deux journées « Village santé », dans deux Unités de production. Ceci a permis à tous les salariés qui le souhaitaient, sans restriction de métier, de participer aux stands proposés ou de s'inscrire sur des ateliers thématiques animés par des professionnels de la santé ou des intervenants internes sur les thématiques de l'alimentation, du sommeil ou du bien-être physique.

✓ **Accompagnements**

Attentive aux recommandations médicales, La Semitan s'efforce d'apporter des solutions individuelles aux salariés pour leur permettre de poursuivre une activité professionnelle respectueuse de leurs contraintes de santé. En 2019, la Semitan a ainsi organisé pour 50 agents des aménagements provisoires de postes. A la suite d'un événement traumatique, d'une souffrance au travail, l'ensemble des salariés peut aussi bénéficier d'un accompagnement individuel dispensé par l'ADAVI 44 (Association Départementale d'Aide aux Victimes d'Infractions).

2.5.2 – L'absentéisme

Un travail spécifique a été mené sur toute l'année 2019 avec les personnels contrôle du D.S.R (Département Sécurisation Réseau). Des entretiens mensuels, accompagnements collectifs, ont été menés, par équipe sur des analyses de pratiques par une psychologue de l'IPTES (Intervention Prévention Travail et Santé).

✓ **Améliorations des conditions de travail**

Courant 2019, un travail sur les conditions de travail des personnels de conduite a été lancé, articulé autour de collectifs réunissant conducteurs, représentants des Organisations Syndicales et Direction,

Des groupes ainsi constitués dans chaque Unité de Production ont commencé à identifier et à prioriser les aménagements à faire, les règles d'organisation à amender et les principaux points à améliorer par nature de service.

Une première étape de mise en œuvre a été réalisé en septembre 2019 avec :

- la mise en place de relèves avec des véhicules légers,
- la suppression des fins de service à Souillarderie et Beaujoire après 22h,
- la mise en place sur la ligne 4 d'un habillage en nombre de tours avec un maximum de 2 tours avec une pause ou une coupure repas,
- l'installation de 8 sanitaires autonomes sur le réseau et d'un monnayeur par Unité de Production.

Un effort particulier sur les locaux s'est traduit par l'ouverture d'une salle de repos sur les sites de Saint-Herblain et de Dalby, la réfection des vestiaires à Saint-Herblain, et la création d'un local de prise de service Porte de Vertou.

Des travaux de rénovation ont été réalisés sur une partie des bureaux administratifs du site de Dalby.

Deux chartes relatives au travail administratif ont été établies pour mieux appréhender les problématiques liées à la nécessaire déconnexion des outils informatiques et au souhait de favoriser le télétravail.

La mise en place du nouveau CSE, a permis la création en 2019 de représentants de proximité par principaux métiers. Ainsi les échanges et les réflexions s'établiront au plus près des services.

2.5.3 – Les heures de conduite

- **Détail des heures de conduite totales par jour, matériel, UP et type de jours**

Le document (fichier Excel) figure en annexe

2.5.3 - Politique d'insertion

- **Nombre de contrats d'apprentissage et de contrats de professionnalisation conclus au cours de l'année**

	2019	2020	Ecarts	2021	Ecarts	2022	Ecarts	2023	Ecarts	2024	Ecarts	2025
Nombre de contrats d'apprentissage *	8											
Nombre de contrats de Professionnalisation *	27											

** conclus au cours de l'année*

La SEMITAN a poursuivi en 2019 son action pour l'insertion professionnelle en mettant en place sur l'année 8 contrats d'apprentissage (essentiellement à la maintenance) et 27 contrats de professionnalisation dont 23 pour l'obtention d'un titre professionnel de conducteur des transports en commun.

2.5.4 - Politique de bien-être au travail : Baromètre Social

SOCIAL (Eléments du baromètre social)	2019
Formations	Poursuite des formations sur les RPS (conducteurs, managers). Mise en place d'une formation "Bien vivre le changement" pour les cadres et maîtrise.
Conditions de travail	5 groupes de travail pour améliorer les conditions de travail à la conduite Aménagements dans l'organisation du travail : pas de fin de journée à Souillarderie et Beaujoire après 22 heures, Ligne 4 : Habillage en nombre de tours (2 tours maxi), 1 pause ou coupure repas, Mise en place de relèves en voiture Travaux effectués dans les salles de prise de service et locaux administratifs (Cardo, St Herblain administratif et vestiaires, Porte de Vertou local de prise de services, administratif Dalby)
Bien-Etre au travail	2 villages santés aménagement de salles de repos à Pirmil, Dalby, St Herblain

Comme chaque année, nous maintenons notre partenariat avec France Victimes 44 (plus de 77 entretiens individuels avec une psychologue) et l'IPTES (entretiens de retour de pratiques) pour un accompagnement psychologique auprès de nos agents

Encore en 2019, nous avons eu à gérer un nombre conséquent d'aménagements de postes et de reclassements (plus de 50 personnes ont bénéficié d'un aménagement de poste dans l'année).

2.6 – Le parc

2.6.1 Le parc en service
2.6.2 Consommations d’énergie
2.6.3 Interventions & Pannes
2.6.4 Accidents

2.6.1 - Le parc en service

- **Parc moyen en service**

	2019	2020	Ecarts	2021	Ecarts	2022	Ecarts	2023	Ecarts	2024	Ecarts	2025
Tramways	**91**											
E-Busways	**4**											
Autobus articulés :	**197**											
GX 417 Plancher bas	3											
Citaro Plancher bas (G.N.V.)	26											
GX 427 Plancher bas (G.N.V.)	37											
GX 427 Plancher bas (Hybrid)	3											
GX 437 Plancher bas (Hybrid)	3											
Citaro Busway Plancher bas (G.N.V.)	23											
Iveco Urbanway Plancher bas (G.N.V.)	102											
Autobus standards :	**179**											
GX 317 Plancher bas	23											
GX 317 Plancher bas (G.N.V.)	130											
GX 327 Plancher bas (G.N.V.)	26											
Minibus :	**31**											
Minibus Proxitan	31											
Total Autobus	**411**											
dont plancher bas	**380**											
dont traction GNV	**344**											
dont Minibus	**31**											
PARC SEMITAN MOYEN	**502,1**											
Kms par tramway	59 923											
Kms par bus articulés	37 892											
Kms par bus standards	42 542											

Sur l'exercice 2019, le parc moyen est stable par rapport à 2018 avec notamment la réforme progressive des bus GX 317 compensée par l'arrivée des E-Busways et Iveco Urbanways neufs.

Le kilométrage moyen annuel des tramways ne prend pas en compte l'immobilisation des rames CAF en cours d'année (les kms TW 2019 ont été divisés par le nb de rames totales CAF comprises).

2.6.1 – Le parc en service

- **Age moyen en service**

	2019	2020	Ecarts	2021	Ecarts	2022	Ecarts	2023	Ecarts	2024	Ecarts	2025
Tramways	**23**											
Autobus bi-articulés												
HESS Lightram25 plancher bas (Elec.)	0,2											
Autobus articulés												
GX 417 Plancher bas	22,9											
Citaro Plancher bas (G.N.V.)	13,0											
GX 427 Plancher bas (G.N.V.)	9,6											
GX 4x7 Plancher bas (Hybrid)	5,9											
Citaro Busway Plancher bas (G.N.V.)	12,9											
Iveco Urbanway Plancher bas (G.N.V.)	2,1											
Autobus standards												
GX 317 Plancher bas	20,7											
GX 317 Plancher bas (G.N.V.)	16,8											
GX 327 Plancher bas (G.N.V.)	12,6											
Minibus												
Minibus Sprinter	14,3											
Minibus Daily (G.N.V.)	0,0											
Total Autobus	**10,6**											
dont plancher bas	**10,2**											
dont traction GNV	**10,5**											
TOTAL	**12,6**											

2.6.1 – Le parc en service

- **Relevé kilométrique par type de véhicule**

	2019	2020	Ecarts	2021	Ecarts	2022	Ecarts	2023	Ecarts	2024	Ecarts	2025
Tramways	**5 218 206**											
Autobus bi-articulés												
HESS Lightram25 plancher bas (Elec.)	115 234											
Autobus articulés												
GX 417 Plancher bas	62 591											
Citaro Plancher bas (G.N.V.)	1 027 873											
GX 427 Plancher bas (G.N.V.)	1 309 050											
GX 4x7 Plancher bas (Hybrid)	163 265											
Citaro Busway Plancher bas (G.N.V.)	911 334											
Iveco Urbanway Plancher bas (G.N.V.)	4 315 996											
Autobus standards												
GX 317 Plancher bas	596 957											
GX 317 Plancher bas (G.N.V.)	5 922 300											
GX 327 Plancher bas (G.N.V.)	1 115 255											
Minibus												
Minibus Sprinter	1 410 278											
Minibus Daily (G.N.V.)	0											
Total Autobus	**16 950 133**											
dont plancher bas	**15 539 855**											
dont traction GNV	**14 601 808**											
TOTAL	**22 168 339**											

Il s'agit des relevés compteur des véhicules.

2.6.2 - Consommations d'énergie

	2019	2020	Ecarts	2021	Ecarts	2022	Ecarts	2023	Ecarts	2024	Ecarts	2025
Consommation annuelle d'énergies par Matériel Roulant (par km parcouru)												
BUS (Diesel) en l/km	0,6											
BUS (GNV) en kWh/km	7											
E-BUSWAY (Electricité) en KWh/km	Inclus dans BUS (E-Busway non en lecture directe dans nos systèmes pour 2019)											
TRAMWAY (Electricité) en kWh/km	4											
Consommation annuelle d'énergies des Bâtiments (CETEX uniquement), en KWh												
Electricité	2 319 461											
Gaz	4 388 768											

Consommation de l'année 2019 non disponible pour les Ebusways mis en service progressivement depuis le 6 novembre 2019.

2.6.3 - Nombre d'interventions préventives par type de véhicules

En nb de chantiers	2019	2020	Ecarts	2021	Ecarts	2022	Ecarts	2023	Ecarts	2024	Ecarts	2025
Tramway												
Préventif :												
Visites	899											
Charges lourdes	14											
Contrôles réglementaires	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/
E-Busways												
Préventif :												
Visites	0											
Charges lourdes	0											
Contrôles réglementaires	0											
Busways												
Préventif :												
Visites	45											
Charges lourdes	7											
Contrôles réglementaires	48											
Autobus Articulés												
Préventif :												
Visites	424											
Charges lourdes	63											
Contrôles réglementaires	371											
Autobus Standards												
Préventif :												
Visites	355											
Charges lourdes	86											
Contrôles réglementaires	448											

Les données sont indiquées en nombre de chantiers sachant qu'un chantier peut regrouper plusieurs interventions d'opérations similaires sur un même véhicule.

2.6.3 - Pannes par matériel

	2019	2020	Ecarts	2021	Ecarts	2022	Ecarts	2023	Ecarts	2024	Ecarts	2025
Tramway	1104											
Busway	215											
E-Busway	75											
Autobus Articulé	971											
Autobus Standard	1026											
Nbre de pannes / 10 000 kms												
Tramway	2,11											
Busway	2,36											
E-Busway	6,51											
Autobus Articulé	1,41											
Autobus Standard	1,34											

Le taux de pannes élevé sur les E-Busways s'explique par les dysfonctionnements rencontrés les premières semaines d'exploitation.

2.6.4 - Accidents

	2019	2020	Ecarts	2021	Ecarts	2022	Ecarts	2023	Ecarts	2024	Ecarts	2025
Tramway												
Nombre de collisions :	129											
Collisions catégorie 1	118											
Collisions catégorie 2	10											
Collisions catégorie 3	1											
Nombre d'accidents voyageurs :	170											
Accidents VO catégorie 1	150											
Accidents VO catégorie 2	20											
Autres évènements :	7											
Autres événements catégorie 1	7											
Autres événements catégorie 2	0											
Busway												
Nombre de collisions :	41											
Collisions catégorie 1	24											
Collisions catégorie 2	12											
Collisions catégorie 3	5											
Nombre d'accidents voyageurs :	28											
Accidents VO catégorie 1	25											
Accidents VO catégorie 2	3											
Autres évènements :	11											
Autres événements catégorie 1	11											
Autres événements catégorie 2	0											
E-Busway												
Nombre de collisions :	8											
Collisions catégorie 1	5											
Collisions catégorie 2	2											
Collisions catégorie 3	1											
Nombre d'accidents voyageurs :	6											
Accidents VO catégorie 1	6											
Accidents VO catégorie 2	0											
Autres évènements :	4											
Autres événements catégorie 1	4											
Autres événements catégorie 2	0											
Chronobus												
Nombre de collisions :	416											
Collisions catégorie 1	307											
Collisions catégorie 2	96											
Collisions catégorie 3	13											
Nombre d'accidents voyageurs :	131											
Accidents VO catégorie 1	104											
Accidents VO catégorie 2	27											
Autres évènements :	45											
Autres événements catégorie 1	45											
Autres événements catégorie 2	0											
Autobus												
Nombre de collisions :	430											
Collisions catégorie 1	280											
Collisions catégorie 2	115											
Collisions catégorie 3	35											
Nombre d'accidents voyageurs :	86											
Accidents VO catégorie 1	73											
Accidents VO catégorie 2	13											
Autres évènements :	39											
Autres événements catégorie 1	39											
Autres événements catégorie 2	0											
Nombre de collisions aux 10 000 kms												
Tramway	0,56											
BHNS (busway + EBusway + Chronobus	0,91											
Autobus	0,62											

Collisions catégorie 1 : Collisions en ligne avec tiers y compris véhicule Semitan

Collisions catégorie 2 : collisons en ligne sur chose inerte

Collisions catégorie 3 : Autres collisions (collisions sur Cétex,…)

Accidents voyageurs catégorie 1 : Chutes pendant l'échange voyageurs, coincements, entrainements,..

Accidents voyageurs catégorie 2 : malaises, chutes en station/à l'arrêt, …

Autres événements catégorie 1 : événements significatifs (déraillement, feux/fumées, événements fin de voie, …)

Autres événements catégorie 2 : Autres événements divers (vitres étoilées sans connaître la cause, chutes de personnes proche des voies , rame souillée…)

2.7 - Taux de contrôle et taux de fraude apparent

	2019	2020	Ecarts	2021	Ecarts	2022	Ecarts	2023	Ecarts	2024	Ecarts	2025
Nombre de contrôles	1 831 921											
Nombre de procès verbaux dressés valides	42 212											
Heures de contrôle réalisées	63 923											
Indemnités forfaitaires (HT)	1 059 185											
Taux de contrôle	1,6%											
Taux de fraude apparent	2,3%											
Taux de recouvrement	59,0%											

Le taux de contrôle de 2019 est inférieur à l'objectif (1,8%) ; ceci s'explique par une fréquentation en hausse d'année en année, une mobilisation importante des effectifs sur les manifestations gilets jaunes et une légère baisse du nombre de contrôles en 2019.

2.8 - La démarche RSE (Responsabilité Sociétale des Entreprises)

2.8.1 Achats Responsables

2.8.2 Politique environnementale et énergie circulaire

2.8.1 - Achats Responsables

	2019	2020	Ecarts	2021	Ecarts	2022	Ecarts	2023	Ecarts	2024	Ecarts	2025
Part de marché éco-responsable	27,40%											

Le ratio « part de marché éco-responsable » se définit comme suit : sur le nombre total de marchés passés dans l'année (consultations suivies par le Service Achats Marchés), il s'agit du nombre de marchés disposant soit de clauses de sélection, soit de conditions d'exécutions éco-responsables.

2.8.2 - Politique environnementale et économie circulaire

	2019	2020	Ecarts	2021	Ecarts	2022	Ecarts	2023	Ecarts	2024	Ecarts	2025
Consommation d'Eau												
Arrosage et désherbage (m3)	43 114											
Lavage et sanitaire (m3)	17 216											
Emission GES												
Bus (en kgCO2/km)	3,645											
Tramway (en kgCO2/km)	0,16											
Système de Climatisation MR (KgCO2/km)	0,01											
Economie Circulaire												
Suivi plan d'actions lié au Diagnostic Déchets	ND											

Les émissions GES Bus 2019 prennent en compte les bus diesel et GNV. Les E-Busways ayant été mis en service progressivement au troisième trimestre, ils seront intégrés à la donnée 2020.

Les émissions GES climatisation "Matériel Roulant" concernent uniquement la climatisation des tramways. Les émissions Bus seront intégrées en 2020.

Un diagnostic déchets a été réalisé par la société Inddigo de janvier à avril 2019 dans le cadre du dispositif d'accompagnement des entreprises mis en place par l'ADEME. Il a pris en compte l'ensemble des activités et des sites de la Semitan. Le plan d'actions consécutif a été validé par le Comité de Direction en juin 2019; sa mise en œuvre a démarré en juillet 2019 et se poursuivra jusque mi-2020. Les données collectées pour 2019 concernant les déchets n'étant que partielles, il n'y aura pas d'indicateur chiffré pour 2019; ce dernier sera mis en place pour 2020.

3. Activité Coordinateur de mobilité

3.1 Indicateurs du suivi d'activité du coordinateur de mobilité

3.2 PME – Animations – Interventions scolaires

3.3 Outils Internet, centre d'appels et Espace Mobilité

3.4 Open Data

3.5 Le covoiturage

3.1 - Indicateurs du suivi d'activité du coordinateur de mobilité

	2019	2020	Ecarts	2021	Ecarts	2022	Ecarts	2023	Ecarts	2024	Ecarts	2025
Nb de cartes mobilité créées dans l'année	57 693											
TC	57 693											
Autres mobilités	-											
Nb de contrats en cours au 31/12/N	286 488											
Contrats illimités	155 361											
Contrats sur mesure	131 127											

Le nombre de cartes mobilité créées dans l'année concerne uniquement les nouveaux demandeurs ; il n'intègre pas les duplicatas ou les renouvellements de cartes.

La souscription d'abonnement à d'autres services mobilité sur la carte Libertan est suspendue à la mise en œuvre des E-services associés.

3.2 - PME – animations – interventions scolaires

PME - ANIMATIONS / FORUMS	2019	2020	Ecarts	2021	Ecarts	2022	Ecarts	2023	Ecarts	2024	Ecarts	2025
PME												
Nombre de conventions signées	74											
Nombre d'entreprise par Pack	74											
Pack 1	52											
Pack 2	5											
Pack 3	17											
Nombre de service pack consommés pat type	23											
Pack 2	10											
Pack 3	14											
ANIMATIONS / FORUMS												
Nombre d'interventions réalisées auprès des entreprises	36											
Nombre de participants	1091											
Nombre d'interventions réalisées auprès du tout public	4											
Nombre de participants	284											
Communes concernées	agglo nantaise											
Nombre d'animation réalisées par type (forum multimodal, écomobilité, …)	36											
Pack 1	4											
Pack 2	14											
Pack 3	18											

L 'année 2019 a été dense en terme de forums multimodaux (packs 2 & 3), avec une moyenne de 3 forums par mois. Cela a nécessité une grande mobilisation de la part du coordinateur et de l'ensemble des partenaires participants.

Pour la Semaine de la Mobilité organisée en septembre, 3 villages ont été organisés sur 3 zones d'activités différentes : Chantrerie, Mail Picasso et La Bégraisière avec un succès varié selon les zones ; ce qui nous amènera à revoir le concept en 2020.

La 4ème animation est la participation au salon « Social Change » qui a permis de rencontrer des prospects.

3.2 - PME – animations – interventions scolaires

INTERVENTIONS SCOLAIRES	2019	2020	Ecarts	2021	Ecarts	2022	Ecarts	2023	Ecarts	2024	Ecarts	2025
Nombre total d'interventions réalisées auprès des scolaires	198											
Formation CM2												
Communes concernées	15											
Nombre d'établissements scolaires	40											
Nombre de classes	88											
Nombre d'élèves	2237											
Autres (Interventions Collège)												
Communes concernées	3											
Nombre d'établissements scolaires	16											
Nombre de classes	110											
Nombre d'élèves	2825											
Niveaux concernés	6e, 4e											
Visite du centre technique												
Communes concernées	ND											
Nombre d'établissements concernés	ND											
Nombre de classes	ND											
Nombre d'élèves	ND											
Niveaux concernés	ND											

Afin de pouvoir comparer les chiffres chaque année, nous avons choisi de les relever sur une année scolaire et non pas sur une année civile. Les données de 2019 correspondent donc à la période septembre 2018 / août 2019.

3.3 – Outils Internet, centre d'appels et Espace Mobilité

CONSULTATION / FREQUENTATION OUTILS

	2019	2020	Ecarts	2021	Ecarts	2022	Ecarts	2023	Ecarts	2024	Ecarts	2025
Site tan.fr												
Nombre de connexions	9 090 655											
Nombre de pages consultées par visite	3											
Visiteur unique (nb de pers.)	3 933 547											
Durée moyenne de connexion	139											
Taux de rebond / visites non productives	45											
Application sur smartphone												
Nombre d'applications actives (ouvertes au moins 1 fois dans le mois)	ND											
Nombre de visites	ND											
Réseaux sociaux												
Nombre d'abonnés totaux	44 346											
Facebook :												
Nombre d'abonnées aux pages	13 248											
Nombre d'interactions avec les internautes	7 643											
Nombre de publications mensuelles	302											
Nombre d'impressions (nombre de vues)	9 752 300											
Le plus liké	315 290											
Twitter :												
Nombre d'abonnées aux pages	28 711											
Nombre d'interactions avec les internautes	7 655											
Nombre de publications mensuelles	8 305											
Nombre d'impressions (nombre de vues)	31 460 000											
Le plus liké	473 463											
Instagram :												
Nombre d'abonnées aux pages	2 387											
Nombre d'interactions avec les internautes	5											
Nombre de publications mensuelles	120											
Nombre d'impressions (nombre de vues)	436 648											
Le plus liké	25 873											

3.3 - Outils Internet, centre d'appels et Espace Mobilité

CENTRE D'APPELS & ESPACE MOBILITE

	2019	2020	Ecarts	2021	Ecarts	2022	Ecarts	2023	Ecarts	2024	Ecarts	2025
Plateforme téléphonique												
Nombre d'appels	139424											
Temps de traitement moyen	00:02:18											
Espace Mobilité												
Nombre annuel de visiteurs	ND											
Motif de la visite	/											

Faits marquants à l'Espace Mobilité en 2019 :

- ✓ Cellules de comptage du nombre de visiteurs hors service en janvier et février, ainsi qu'en août et septembre. On a dénombré au total 198 538 visites sur les 8 autres mois de l'année,
- ✓ Plusieurs fermetures de l'Espace en raison de manifestations,
- ✓ Travaux devant l'agence de Mars 2019 à Février 2020.

Faits marquants au centre d'appels AlloTan en 2019 :

- ✓ Les différentes manifestations de l'année,
- ✓ Le lancement d'E-Services (+ bugs),
- ✓ Problème technique "Orange" : 3 jours d'interruption de service,
- ✓ La journée de solidarité envers le conducteur agressé et l'arrêt des services le 6 novembre,
- ✓ Problème technique après mise à jour de l'application MTickets en novembre.

3.4 - Open Data

	2019	2020	Ecarts	2021	Ecarts	2022	Ecarts	2023	Ecarts	2024	Ecarts	2025
Taux de disponibilité de la plateforme	99,78%											
Nb d'alertes noires sur la plateforme (site saturé)	11											
Durée d'indisponibilité en cas d'alerte noire (en min)	1140											

Très bonne disponibilité de la plateforme ; le temps d'indisponibilité correspond à 19 heures environ sur l'année complète.
A la fin du premier semestre nous avions déjà enregistré 1035 minutes d'indisponibilité (10 incidents).
Excellent second semestre avec seulement 1 incident et 105 minutes d'indisponibilité.

3.5 – Le covoiturage

	2019	2020	Ecarts	2021	Ecarts	2022	Ecarts	2023	Ecarts	2024	Ecarts	2025
Nombre de conducteurs (Inscrits)	1 416											
Nombre de voyageurs (Inscrits)	3 376											
Nombre d'abonnés illimités ou sur mesure (qui ont utilisé le service = passagers)	228											
Nombre de trajets réalisés :	1 380											
Covoiturage + TC	149											
Covoiturage	1 231											
Kms	15 268											

Le service a été lancé le 19 novembre 2019, certaines fonctionnalités comme le "partir maintenant" n'ont été disponibles que courant décembre.

Le service a "bénéficié" de l'effet grève en décembre qui, s'il a peu généré de covoiturages à l'intérieur de l'agglomération, a contribué à faire le buzz sur la pratique du covoiturage à Nantes.

4. Subventions d'équipement

	Montants en € HT	2019	2020	Ecarts	2021	Ecarts	2022	Ecarts	2023	Ecarts	2024	Ecarts	2025
SE1	**ACQUISITION DE MATERIELS***	**623 794**											
SE1	ACQUISITION DE MATERIELS*	623 794											
F1	Aménagement et Equipements MR tram												
F2	COORD MOB	14 405											
F3	Systèmes d'information /	495 933											
F4	Aménagements et équipements Cetex et Batiments	64 950											
F5	Matériel de bureau	48 506											
F6	Véhicules de services												
SE2	**AUTRES INVESTISSEMENTS SUBVENTIONNES**	**4 984 081**											
SE2A	MOAB	1 245 470											
A1	Aménagements et équipements Cetex et Batiments	421 606											
A2	Mises aux normes	265 475											
A3	Rénovations lourdes et modernisations Bâtiments	558 389											
SE2B	MOAI	1 673 137											
B1	Infrastructure ferroviaire	1 229 293											
B2	Energie : Ss stations, multitubulaire, réseau informatique	117 894											
B3	LAC	7 157											
B4	SIG Ferroviaire	0											
B5	Infrastructures voieries TCSP : BW et CB	279 821											
B6	Etudes et AMO	38 973											
SE2C	BUS	1 371 775											
C2	Rénovation MR Bus	1 356 775											
C1	Aménagements MR	15 000											
SE2D	TRAM	700											
D1	Aménagements et équipements MR	700											
SE2E	Systèmes Infos Coord Mob et Innov	692 999											
E1	Informatique	402 224											
E2	Systèmes	290 775											
E3	Innovation												
E4	Commercial												
total SE :		**5 607 875**											

Principales réalisations 2019 :

- ✓ Pour la subvention d'équipement 1, il s'agit principalement d'achats et d'équipements divers en matériel informatique.
- ✓ Pour la subvention d'équipement 2, il s'agit de rénovations d'infrastructures et de bâtiments très diverses (SE2A et SE2B), ainsi que d'opérations sur bus (SE2C). Pas d'opérations sur tramways réalisés dans l'année (SE2D). Enfin, les cars scolaires ont été équipés de valideurs Libertan et, en terme d'informatique, il s'agit notamment des développements permettant l'évolution du site Internet et la refonte de l'appli mobile TAN qui intègre le covoiturage. (SE2E).

5 – Résultats financiers DSP

5.1 Présentation du compte d'exploitation de la DSP
5.2 Les charges de personnel
5.3 Plan de formation : coût de formation pédagogique
5.4 Les charges d'affrètement et covoiturage
5.5 Les charges de traction
5.6 Les charges de maintenance du matériel roulant
5.7 Les charges d'entretien des infrastructures
5.8 Les charges commerciales
5.9 Les charges administratives
5.10 Les charges fiscales
5.11 Les charges opérationnelles
5.12 Le forfait de charges
5.13 Les recettes accessoires conservées et recettes annexes
5.14 Intéressement aux recettes de trafic
5.15 Le résultat financier et le résultat exceptionnel

5.1 - Présentation du compte d'exploitation de la DSP

- **Modifications de présentation des comptes et méthodes d'évaluation**

Les comptes annuels sont établis conformément aux règles comptables, dans le respect du principe de prudence et de l'indépendance des exercices.

Contrairement à ce qui était pratiqué précédemment (ancienne DSP), l'ensemble des ventes de billetterie a été comptabilisé en produits sur 2018, compte tenu du fait que les recettes ne sont plus propriété de la SEMITAN depuis le 1er janvier 2019.

5.1 - Présentation du compte d'exploitation de la DSP

Exploitation et Activité Coordinateur Mobilité Montant en K€	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Produits	**179 175**						
FORFAIT DE CHARGES	177 414						
RECETTES DE TRAFIC							
AUTRES PRODUITS EXPLOIT	1 006						
PRODUITS COMMERCIAUX	132						
RESULTAT FINANCIER	5						
RESULTAT EXCEPTIONNEL	619						
Charges	**178 753**						
CHARGES DE TRACTION	5 417						
AUTRES CHARGES KILOMETRIQUES							
CHARGES ENTRETIEN INFRA	10 840						
CHARGES MAINTENANCE	8 556						
CHARGES MAINTENANCE LOURDE	2 966						
CHARGES OPERATIONNELLES	2 176						
CHARGES FISCALES	4 530						
CHARGES AFFREMENT	27 099						
PERSONNEL DE PRODUCTION	57 498						
PERSONNEL HORS PRODUCTION	46 886						
CHARGES LIEES AU PERSONNEL	1 592						
CHARGES ADMINISTRATIVES	8 737						
CHARGES COMMERCIALES	2 455						
Résultat avant IS et participation	**422**						

5.1 - Ratios divers

	2019	2020	Ecarts	2021	Ecarts	2022	Ecarts	2023	Ecarts	2024	Ecarts	2025
Nombre d'habitants	646 000											
Voyages/habitants	230											
Voyages/km	5,02											
Km/habitant	45,82											
Dépense/recettes	1,00											
Dépense exploitation hors leasing / km	5,97 €											
Recettes/charges d'exploitation	42,3%											
Recette trafic moyenne (hors contribution AO)/voyage	0,48 €											
Recette trafic moyenne (hors contribution AO)/déplacement	0,64 €											
Recette trafic moyenne (hors contribution AO)/km	2,43 €											
Dépense exploitation hors leasing / km	5,97 €											
Dépense exploitation hors leasing / voyage	1,19 €											

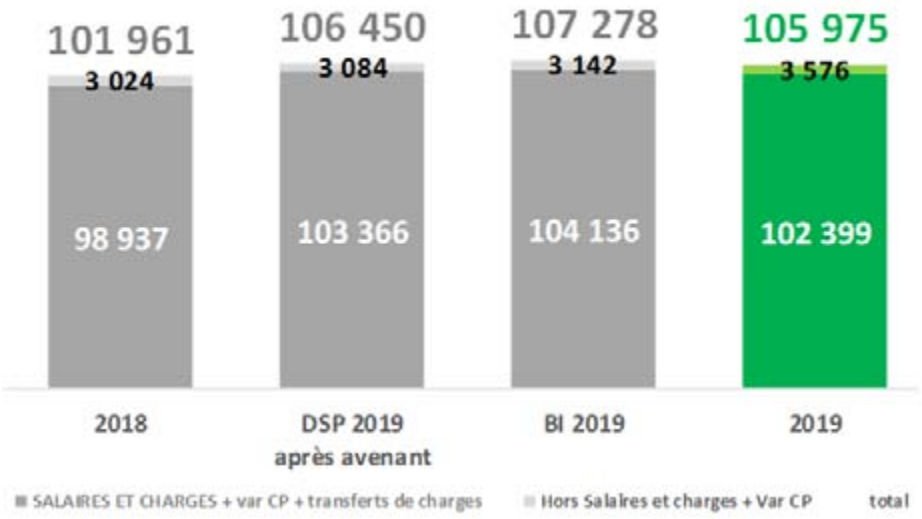
5.2 - Les charges de personnel

- **Les charges de personnel :**

	2018	DSP 2019	BI 2019	2019	Ec 2019 - 2018	% Ec 2019 - 2018	Ec BI 2019	% Ec 2019-BI 2019
CHARGES DE PERSONNEL	**101 961**	**106 450**	**107 279**	**105 976**	**4 014**	**3,9%**	**1 303**	**-1,2%**
Dont salaires et primes	71 577	75 221	74 951	74 408	2 831	4,0%	543	-0,7%
Dont charges patronales	31 660	29 845	29 821	29 006	- 2 655	-8,4%	815	-2,7%
CICE	- 3 453	-	-	-	3 453	-100,0%	-	0,0%
SALAIRES ET CHARGES	**99 784**	**105 066**	**104 772**	**103 414**	**3 630**	**3,6%**	**1 358**	**-1,3%**
Dont Stock CP	1 045	94	150	189	- 857	-81,9%	39	25,8%
Autres Eléments / conditions de travail	515	-	1 500	653	138	26,8%	847	-56,4%
SALAIRES ET CHARGES + var CP	**101 345**	**105 160**	**106 422**	**104 256**	**2 911**	**2,9%**	**2 166**	**-2,0%**
	44,2%	**39,7%**	**39,8%**	**39,0%**	**-5,3%**	**-11,9%**	**0**	**-2,0%**
Dont Intérim	916	590	590	941	25	2,7%	351	59,6%
Dont Recrutement	348	301	275	221	- 127	-36,5%	54	-19,7%
Dont formations	704	956	889	673	- 31	-4,4%	216	-24,4%
Dont habillement	356	378	401	392	36	10,2%	9	-2,2%
Autres	185	859	987	1 604	1 419	767,8%	617	62,5%
TOTAL MASSE SALARIALE	**103 854**	**108 244**	**109 565**	**108 087**	**4 233**	4,1%	1 477	-1,3%
transfert de personnel	- 1 892	- 1 794	- 2 286	- 2 111	- 219	11,6%	175	-7,6%
TOTAL FRAIS DE PERSONNEL	**101 961**	**106 450**	**107 279**	**105 976**	**4 014**	**3,9%**	**1 303**	**-1,2%**
					-	**0,0%**	**-**	**0,0%**
Transferts de personnel	**1 892**	**1 794**	**2 286**	**2 111**	**219**	**11,6%**	**175**	**-7,6%**
dont activité mandataire	1 026	1 253	1 745	1 539	513	50,0%	206	-11,8%
dont charges de maintenance en SE	866	541	541	572	- 294	-33,9%	31	5,8%
					-	**0,0%**	**-**	**0,0%**
Hors Salaires et charges + Var CP	**2 509**	**3 084**	**3 142**	**3 831**	**1 322**	**52,7%**	**688**	**21,9%**
SALAIRES ET CHARGES + var CP + transferts d	**99 452**	**103 366**	**104 136**	**102 145**	**2 692**	**2,7%**	**1 991**	**-1,9%**
total	**101 961**	**106 450**	**107 278**	**105 975**	**4 014**	**3,9%**	**1 303**	**-1,2%**

5.2 - Les charges de personnel

- **Les charges de personnel (suite) :**



Les frais de personnel 2019 s'élèvent à 105,98 M€ et sont en hausse de 4,0 M€ soit +3,9% par rapport à 2018.

Les charges de personnel représentent 59% des charges totales DSP.

Les frais de personnel 2019 sont en retrait de 1,3 M€ par rapport au budget initial -1,2%.

La valorisation de la masse salariale globale intègre les éléments de paie (salaires et charges), auxquels s'ajoutent les données hors paie telles que la rémunération des stagiaires, l'intérim ou encore la variation des congés payés.

La masse salariale inscrite au compte de résultat de l'activité DSP (y compris la coordination de mobilité) se calcule par déduction des transferts de frais de personnel affectés aux activités hors DSP (mandats, Vélo-parcs et Transport solidaire).

5.2 - Les charges de personnel

- **Les charges de personnel (suite) :**

La hausse des charges de personnel de 4014 K€ par rapport à 2018 comprend notamment :

✓ + 3 630 K€ (+3,6%) au titre des salaires et charges (y c CICE) (1)

✓ - 857 K€ liés à la variation de la provision congés payés,

✓ + 138 K€ sur les primes hors y c la prime Macron versée en 2018 et 2019,

✓ + 25 K€ de frais d'intérim,

✓ - 127 K€ sur les frais de recrutement,

✓ - 31 K€ de frais de formation,

✓ + 36 K€ sur l'habillement du personnel,

✓ + 1419 K€ sur les autres charges hors paye dont +1000 K€ de versement au fond de remboursement des IFC (400 k€ ont été versés en 2018 mais figurent au chapitre « exceptionnel sur 2018, soit une variation nette de +600 k€ sur l'ensemble des deux chapitres) et +80 K€ sur la prime Macron 2019 vs 2018,

✓ - 219 K€ d'impact de transferts de charges lié à l'activité mandataire et à la production immobilisée 2019 (en 2018, mandat 46).

La baisse de 1303 K€ des charges de personnel par rapport au budget initial se décline à hauteur :

✓ - 2166 K€ (-2,0%) sur l'ensemble des salaires, charges, variation de la provision CP et incluant la prime Macron 2019 de 497 K€,

✓ + 351 K€ de charges d'intérim,

✓ - 54 K€ de frais de recrutement,

✓ - 216 K€ de frais de formation,

✓ - 9 K€ sur l'habillement du personnel,

✓ + 617 K€ liés aux autres éléments dont +1000 K€ de versement au fond de remboursement des IFC compensé par des baisses de dépenses sur les provisions de fin d'année prévues au BI (litiges, forfait social, médailles du travail et complément taxe d'apprentissage…)

5.2 - Les charges de personnel

- **Les charges de personnel (suite) :**

✓ +175 K€ d'impact de transferts de charges lié au plan de charge de l'activité mandataire plus bas que le BI. La production immobilisée est conforme au BI.

L'ensemble des effectifs de la SEMITAN est, dans un premier temps, affecté à l'activité de la DSP. Ensuite, un transfert de charges en compte de produits de la DSP régularise les frais de personnel correspondants à l'activité de gestion des mandats et aux activités hors DSP.

D'autre part, les charges de personnel affectées au SE de prolongation de vie des matériels roulants font l'objet d'une refacturation par le biais de la production immobilisée.

En 2019, ces transferts s'élèvent à -2111 K€.

- ✓ 1539 K€ pour l'activité mandataire, en hausse de 286 K€ par rapport à 2018.
- ✓ 572 K€ de production immobilisée (Correspond au financement par la Subvention d'Equipement), conformément au BI de 541 K€ et en baisse par rapport au transfert de charge vers le mandat 46 (prolongation de vie du matériel roulant) de 2018 qui s'élevait à 866 K€.

Le solde après transfert constitue donc le total des frais de personnel de l'activité DSP.

5.3 - Plan de formation : coût de formation pédagogique

en heures et en €		2019		2020	Ecarts	2021	Ecarts	2022	Ecarts	2023	Ecarts	2024	Ecarts	2025
		Total H	Total €	Total	Total	Total	Total	Total	Total	Total	Total	Total	Total	Total
Exploitation	Conduite	50 426	130 630											
	PCC	3 200	9 819											
	DSR	15 311	131 167											
Techniques Maintenance	IF	1 002	29 034											
	Bus	4 189	82 576											
	TW	1 304	2 025											
Métiers Tertiaire		2 391	103 426											
Management		3 976	107 815											
Sécurité Biens et des personnes		4 769	41 580											
Développement personnel														
TOTAL		**86 568**	**638 072 €**											

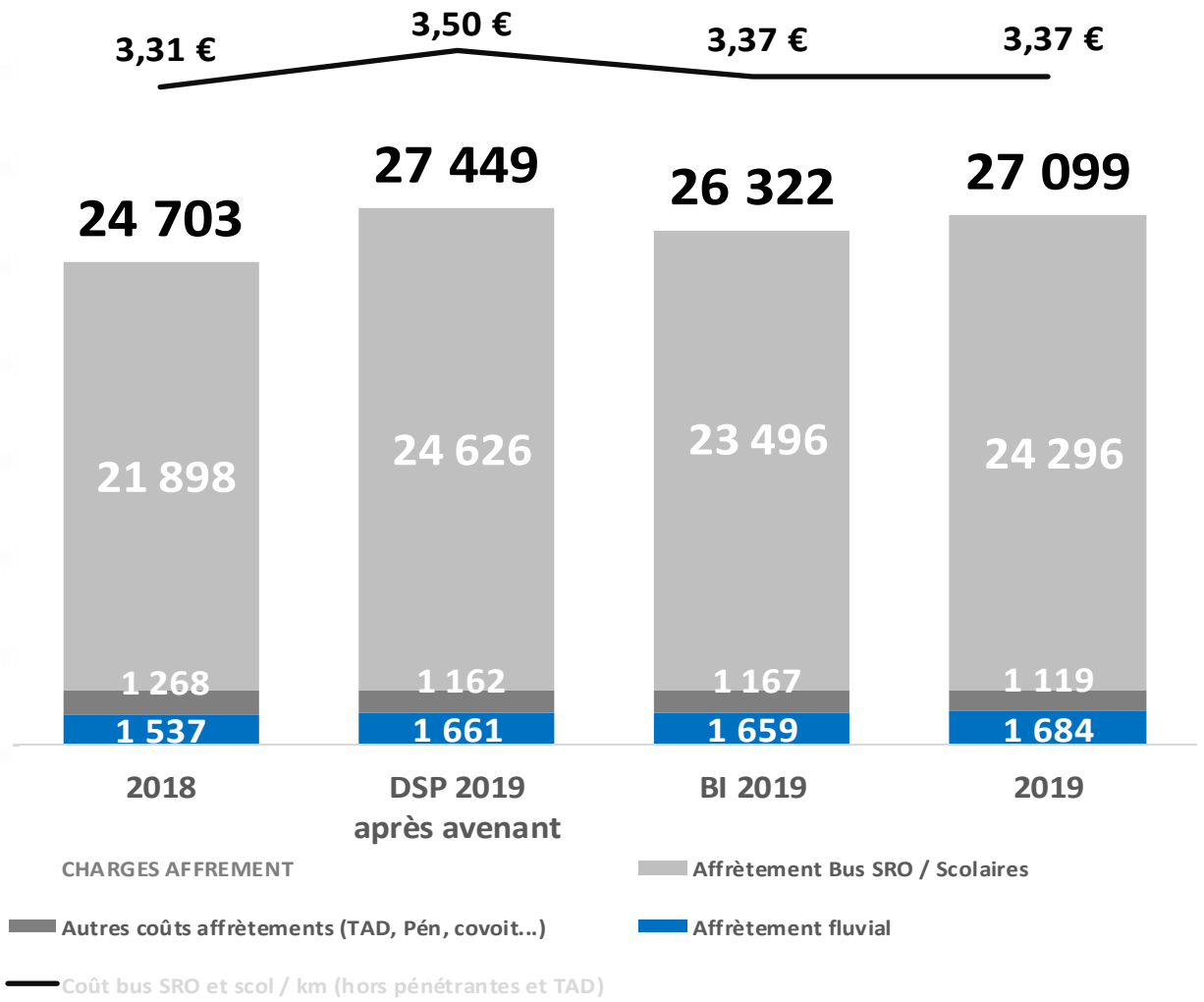
Versements obligatoires 1%	722 430											
Versements obligatoires 0,3%	208 567											
Coûts annexes	40 000											
TOTAL	**1 609 069 €**											

Il s'agit des coûts externes d'achats de formation hors salaires des formateurs et stagiaires.

2019 aura été une importante année de formation malgré le report de certaines formations CAF.

Le plan de formation a été réalisé à 95%. Cependant, ce sont les formations externes, c'est à dire plus spécifiques à certains métiers qui n'ont pu être mises en place faute de trouver le programme adéquate dans des organismes ou bien l'insuffisante disponibilité de certains des salariés concernés.

5.4 - Les charges d'affrètement et covoiturage



5.4 - Les charges d'affrètement et covoiturage

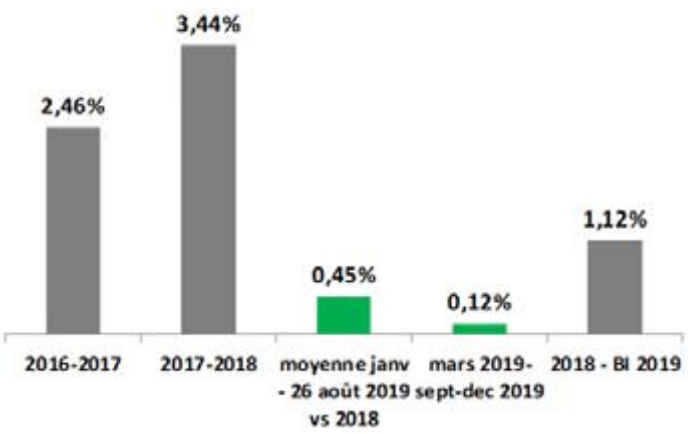
- **Les charges d'affrètement**

Sur 2019, l'offre affrétée représente 7 594 k kms soit une progression de + 673 k kms /+9,7% par rapport à 2018.
Hors pénétrantes, l'offre affrétée progresse de 599 k kms / +9,1% par rapport à 2018.

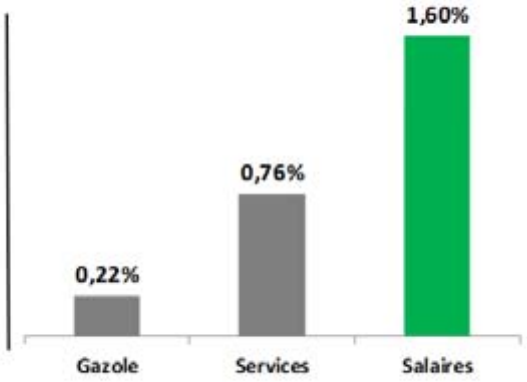
Parallèlement, les dépenses d'affrètement augmentent de +2 396 K€ soit +9,7% par rapport à 2018. (y compris pénétrantes, transport à la demande, fluvial…)

Plus spécifiquement sur l'affrètement bus SRO et scolaires, le coût moyen d'affrètement bus de 3,37 € / km augmente de 1,7% avec l'impact conjugué du nouvel appel d'offre sur les prix de rentrée de septembre 2019 et de l'indexation illustrée dans les graphiques ci-dessous.

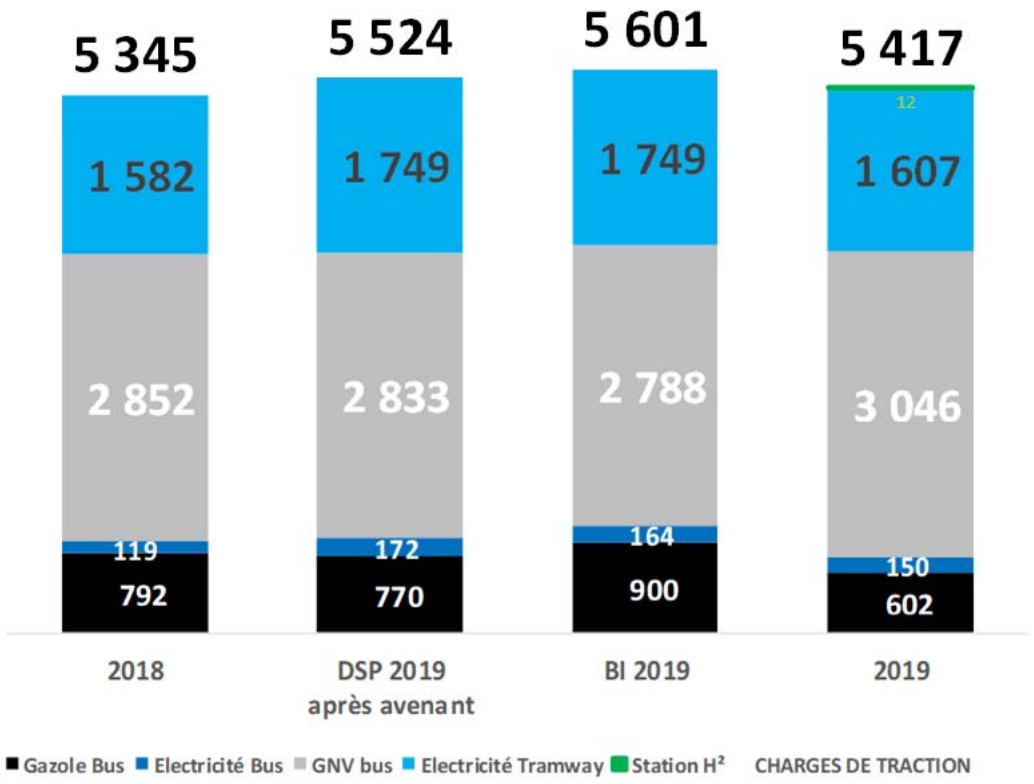
Indexation contractuelle :



Inflation des indices 2018-2019 :



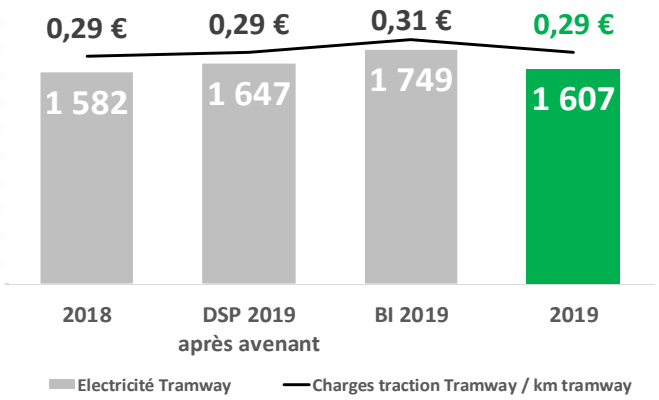
5.5 - Les charges de traction



Les charges de traction s'élèvent à 5417 K€ en 2019, en hausse de 1,4%, soit +73 K€, par rapport à 2018 et en retrait de 3,3%, soit -184 K€ par rapport au BI 2019.

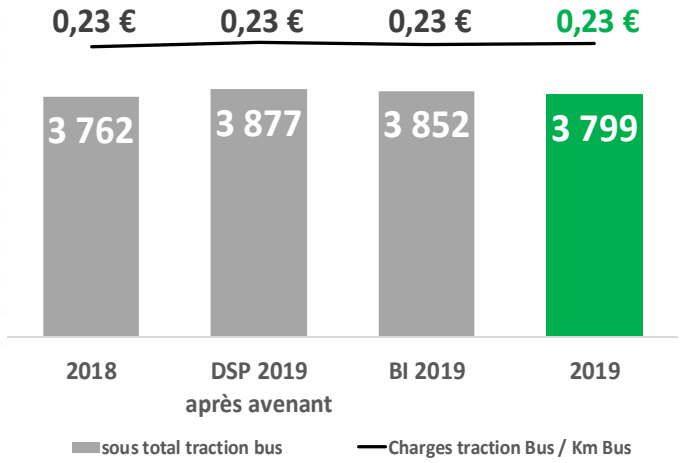
5.5 - Les charges de traction

• Les charges de traction Tramway



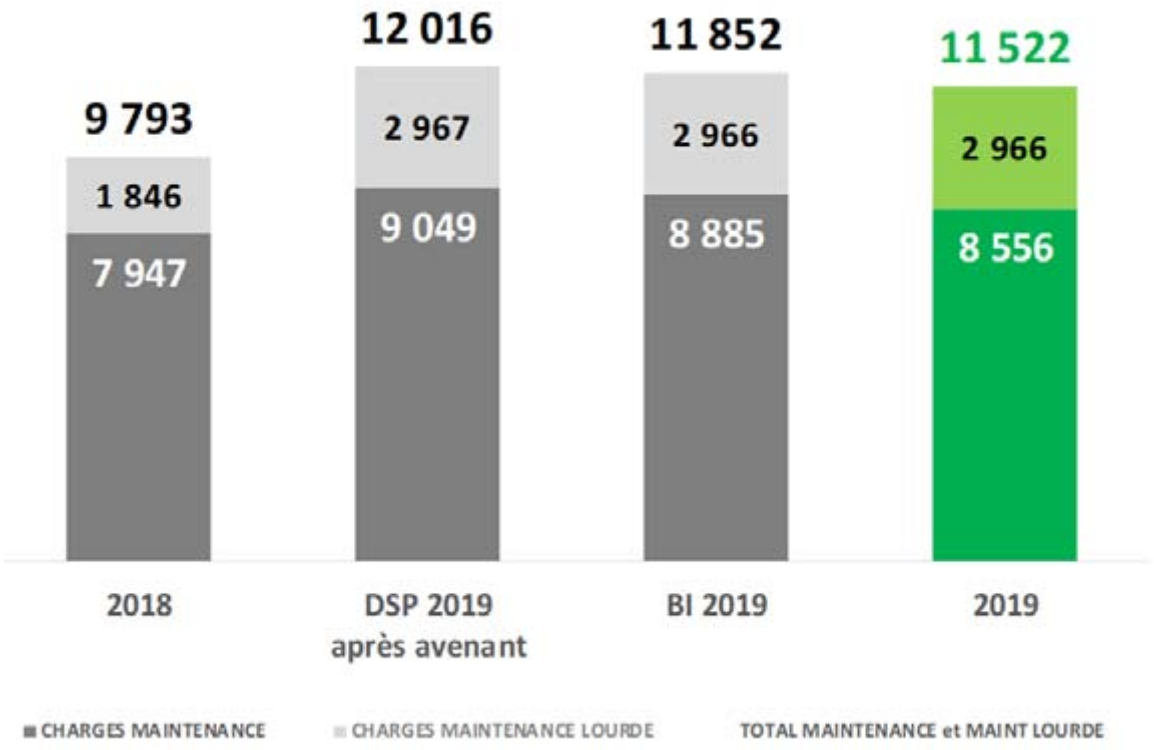
Les charges de traction électriques s'élèvent à 1 607 K€. Elles sont en baisse de 25 K€ par rapport à 2018, avec une offre kilométrique stable entre 2018 et 2019. Elles sont en retrait de 142 K€ par rapport au BI 2019 suite notamment à l'immobilisation des Rames CAF.
Le coût kilométrique des charges de traction tramway est de 0,29 € / km, en hausse de 1,7% par rapport à 2018 et inférieur au BI 2019 de 5,3%.

• Les charges de traction Bus



Les charges de traction Bus s'élèvent à 3 799 K€. Elles sont stables (+37 K€) par rapport à 2018 et conformes au BI (-53 K€).
Le coût kilométrique des charges de traction bus est de 0,23 € / km, stable (+0,9%) par rapport à 2018 et conforme au BI 2019. La forte proportion du parc de bus GNV a permis à la Semitan d'être peu exposée à la volatilité du pétrole et à l'inflation du gazole.

5.6 - Les charges de maintenance du matériel roulant



Au global, les charges 2019 de maintenance (lourde et maintenance préventive et curative) s'élèvent à 11 522 K€, en hausse de 1729 K€ par rapport à 2018 soit +17,7%.
Les charges 2019 de maintenance sont en retrait de 329 K€ par rapport au BI. Les charges lourdes sont conformes au programme et donc au BI par le mécanisme des provisions.

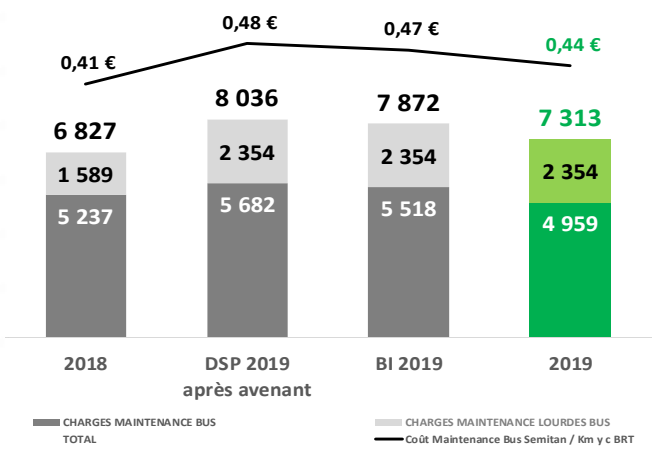
5.6 - Les charges de maintenance du matériel roulant

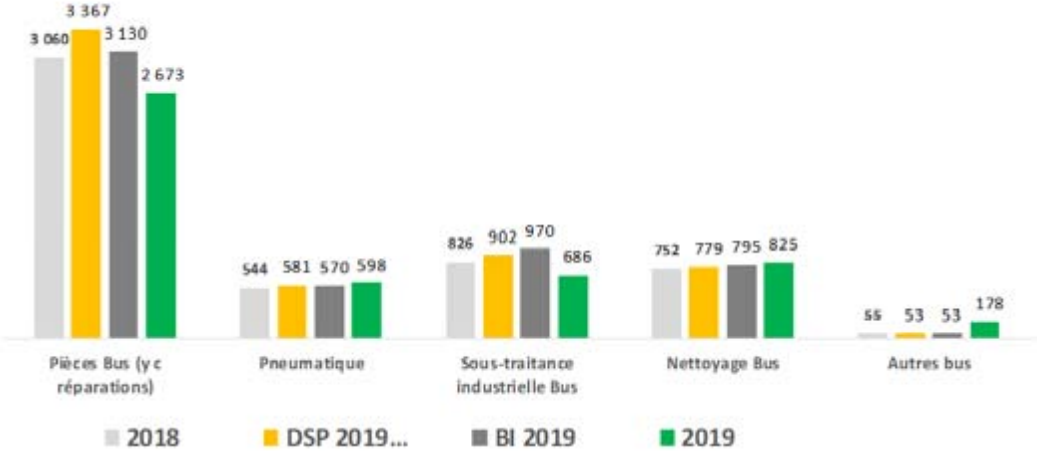
Le tableau ci-dessous décrit en pluriannuel les dépenses en charges de maintenance lourde et l'évolution des provisions passées : le programme pluriannuel 2019-2025 de 20,8M€ de dépenses a été validé dans la convention DSP. A noter que le programme de maintenance lourde tramway n'a pas été démarré en 2019 du fait de l'immobilisation des rames CAF. Il sera donc réalisé sur les 6 prochaines années.

	R 2010-2018	2019	2019-2025
Programme de dépenses	**21 300**	2 966	**20 763**
dont bus	16 294	2 354	16 480
dont tramway	5 007	612	4 283
Dépenses réelle	**21 300**	**1 350**	**20 763**
dont bus	16 294	1 350	16 480
dont tramway	5 007	-	4 283
Fond de provision		**1 616**	-
dont bus		1 004	-
dont tramway		612	-

5.6 - Les charges de maintenance du matériel roulant

- **Détail des charges de maintenance et maintenance lourde sur le bus**





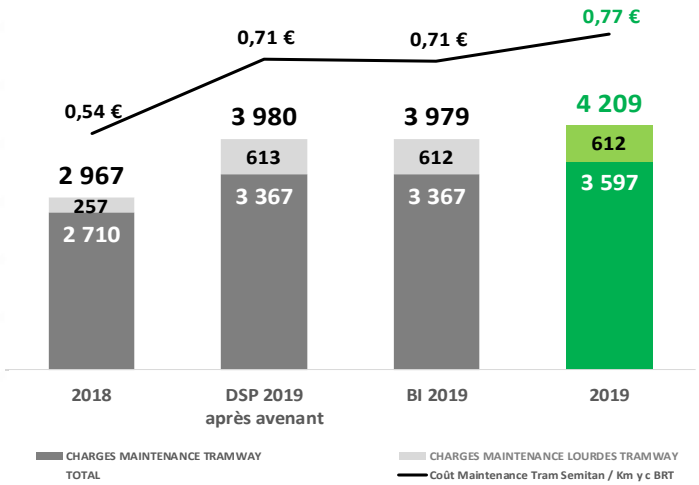
Au global, les charges 2019 de maintenance Bus (maintenance lourde et maintenance préventive et curative) s'élèvent à 7313 K€, en hausse de 487 K€ par rapport à 2018 et en retrait de 559 K€ par rapport au BI.

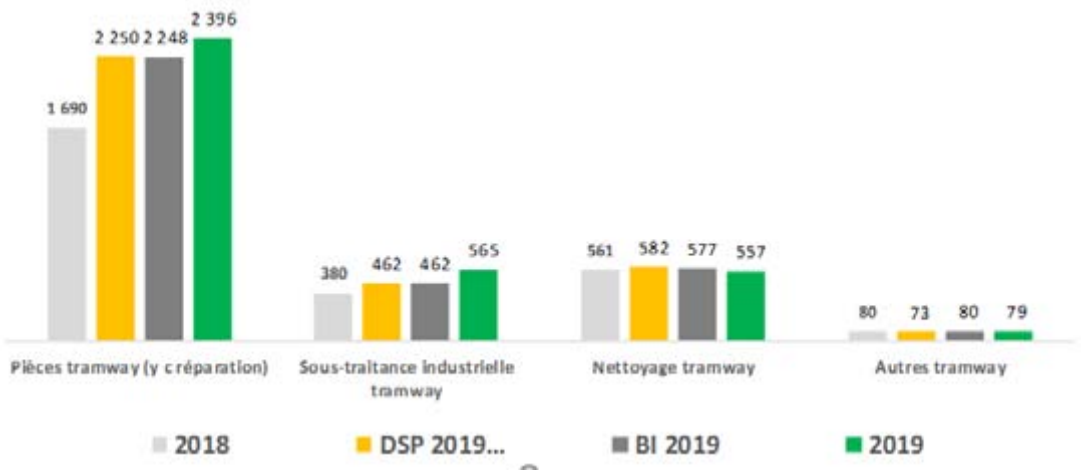
Les charges lourdes, conformes au BI 2019 et au programme 2019-2025, augmentent de 765 K€ par rapport à 2018 (impact du programme 2010-2018 revu à la baisse en fin de DSP 2018). Les charges de maintenance Bus sont en baisse de 279 K€ par rapport à 2018 et en retrait de 559 K€ par rapport au BI, avec un taux de panne inférieur aux hypothèses budgétaires et meilleur qu'en 2018. (taux moyen mensuel de panne au 10 0000 km, bus articulé, de 1.91 à 1.38, et bus standard, de 1.47 à 1.43 entre 2018 et 2019)

Le graphique de droite décline par typologie de dépenses le détail des charges de maintenance bus.

5.6 - Les charges de maintenance du matériel roulant

- **Détail des charges de maintenance et maintenance lourde sur le tramway**

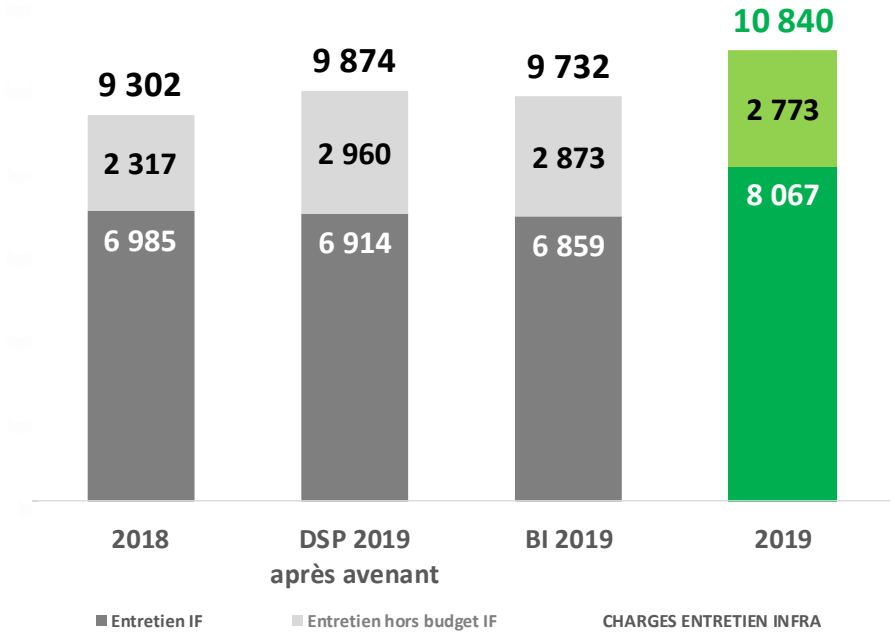




Au global, les charges 2019 de maintenance tramway (maintenance lourde et maintenance préventive et curative) s'élèvent à 4 209 K€, en hausse de 1242 K€ par rapport à 2018 et supérieures au BI 2019 de 230 K€. Les charges lourdes, conformes au BI 2019 et au programme 2019-2025, augmentent de 355 K€ par rapport à 2018 (impact du programme 2010-2018 revu à la baisse en fin de DSP 2018). Les charges de maintenance sont en hausse de 887 K€ par rapport à 2018 du fait notamment des pas de maintenance préventive supérieurs à 2018. Elles sont supérieures de 230 K€ au BI, ce qui s'explique essentiellement par la dépréciation des stocks de pièces Alstom supérieure au BI de 224 K€. Le taux de panne moyen mensuel aux 10 000 km est en hausse par rapport à 2018, de 1.97 à 2.07.

Le graphique de droite décline par typologie de dépenses le détail des charges de maintenance tramway.

5.7 - Les charges d'entretien des infrastructures



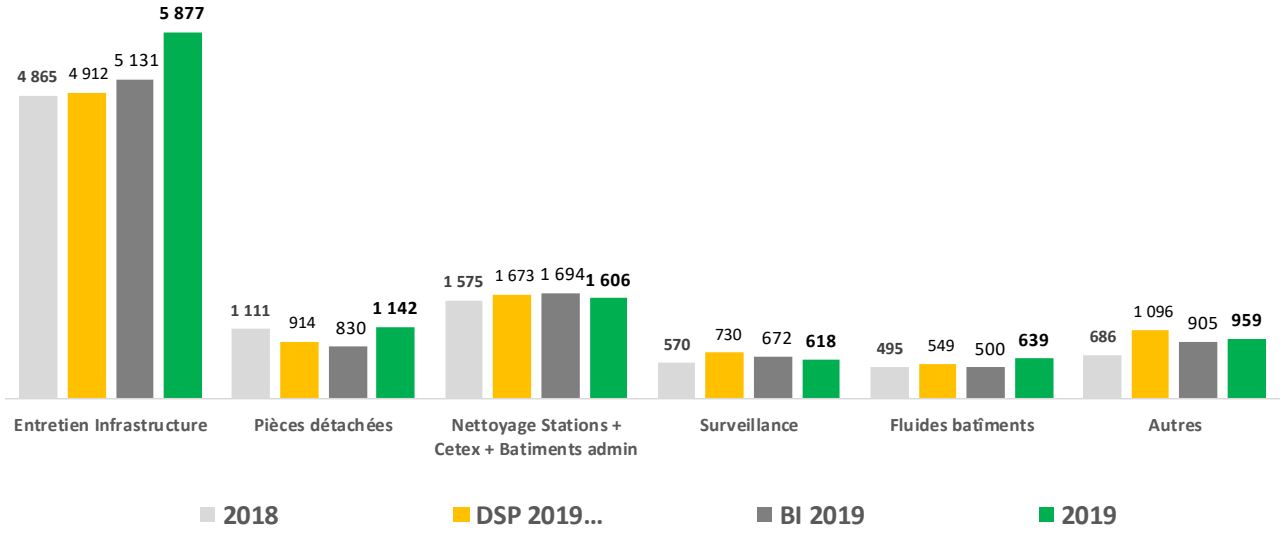
A 10 840 K€ en 2019, les charges d'infrastructures affichent une hausse de 1539K€ (+16.5%) par rapport à 2018 et sont supérieures de 1109 K€ au BI.

Cette hausse de dépenses s'explique essentiellement par des travaux de fin d'année non prévus initialement au BI, et s'ajoutant à l'entretien préventif « récurrent » des infrastructures. Ces travaux comprennent notamment la remise en état des voies de circulation Bus (travaux de reprise d'enrobés) sur les abords des CETEX, le nettoyage des bardages des bâtiments en fin d'année ou encore la rénovation de l'éclairage des fosses des ateliers (LEDS). A ces travaux s'ajoutent la provision pour rénovation des boucles isolantes et des Kevlars de LAC pour 333 K€, non prévus au BI.

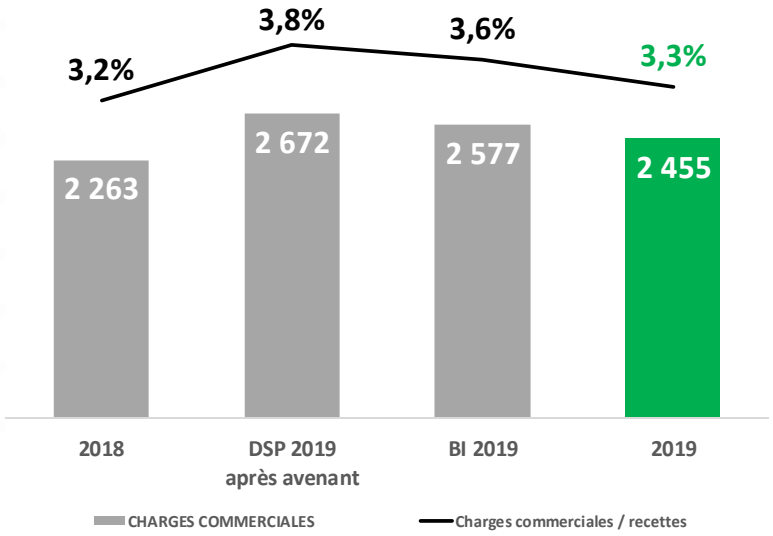
A noter également dans les charges hors « IF » 2019, contrairement à 2018, la redevance P+R de 368 K€ conformément au budget.

5.7 - Les charges d'entretien des infrastructures

Le graphique ci-dessous décline par typologie de dépenses le détail des charges de maintenance des infrastructures :

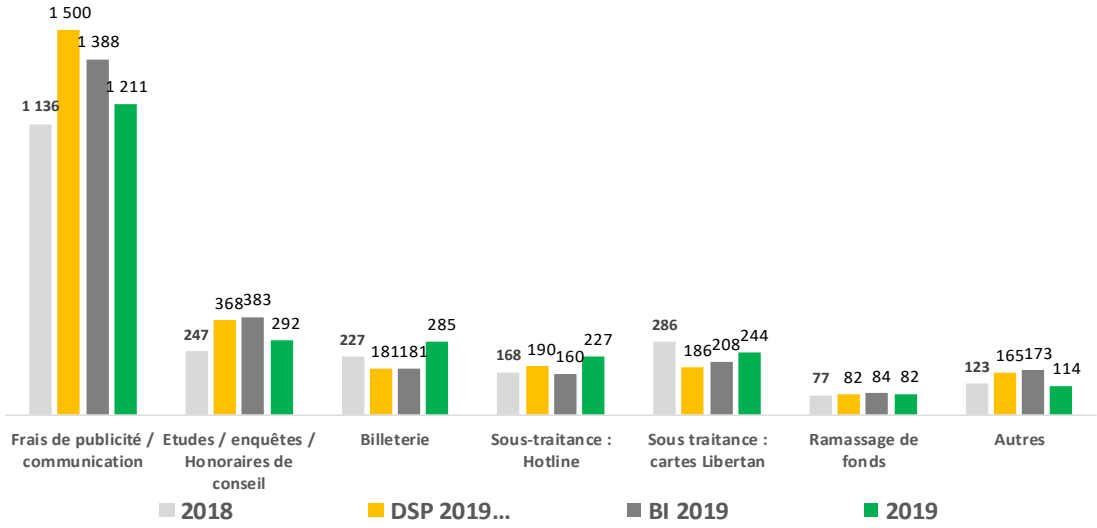


5.8 - Les charges commerciales

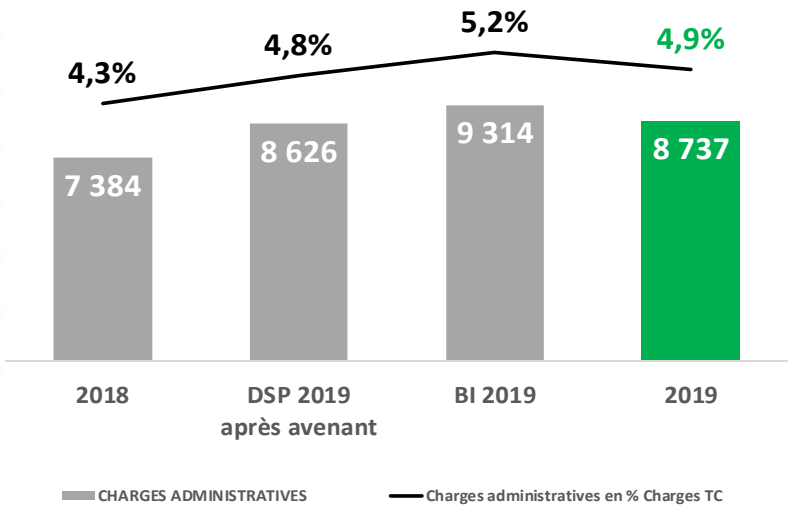


Les charges commerciales s'élèvent à 2 455 K€ et progressent de 192 K€ par rapport à 2018 (+8,5%). Les charges commerciales sont en retrait de 122 K€ par rapport au budget (-4,8%). Le ratio charges commerciales / CA est en hausse de 0,1 point par rapport à 2018, à 3,3%.

Les charges commerciales se déclinent ainsi :



5.9 - Les charges administratives

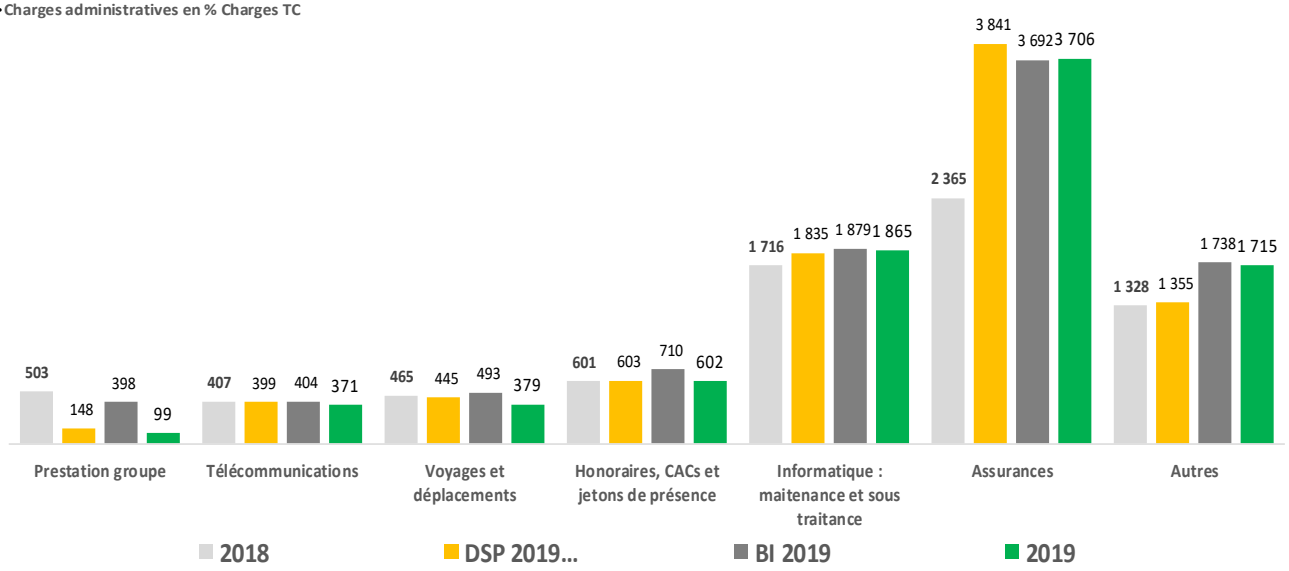


Les charges administratives s'élèvent à 8 737 K€ en 2019, et progressent de 1354 K€ par rapport à 2018. Elles sont en retrait de 576 K€ par rapport au budget initial soit -6,2%. La principale économie par rapport au BI se situe sur le contrat d'assistance technique (-300 K€) et les frais de déplacement (-114 K€).

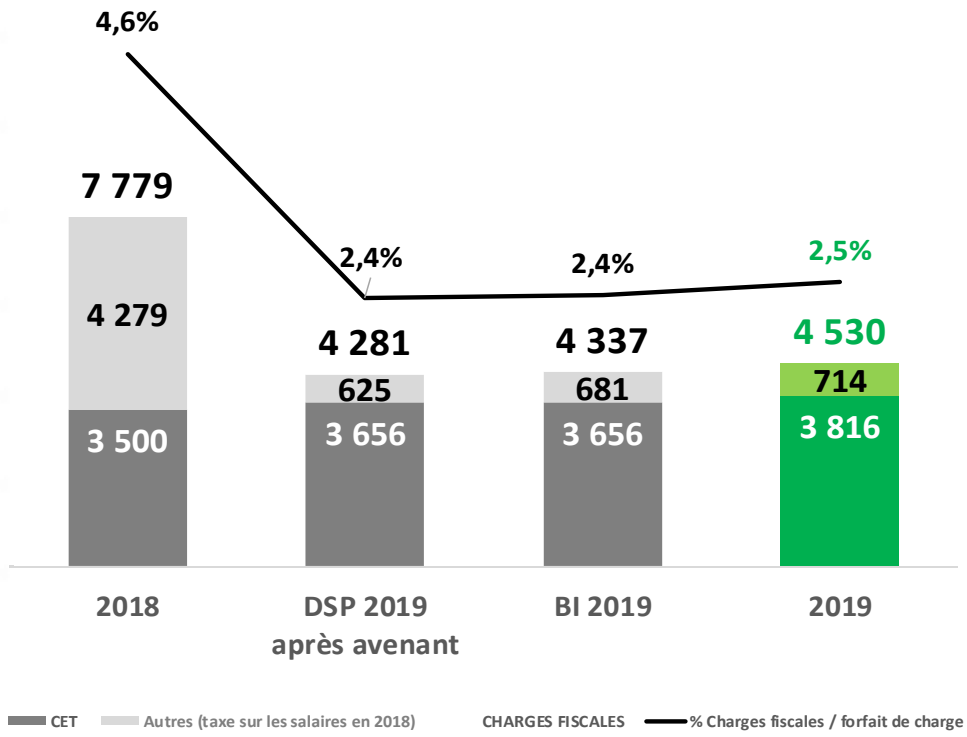
La hausse des couts administratifs par rapport à 2018 relève essentiellement de la hausse des couts d'assurances, de +1341 K€, et notamment de la prime tramway, conformément au budget.

Les assurances et la maintenance informatique représentent 64% des dépenses administratives.

Les charges administratives se déclinent ainsi :



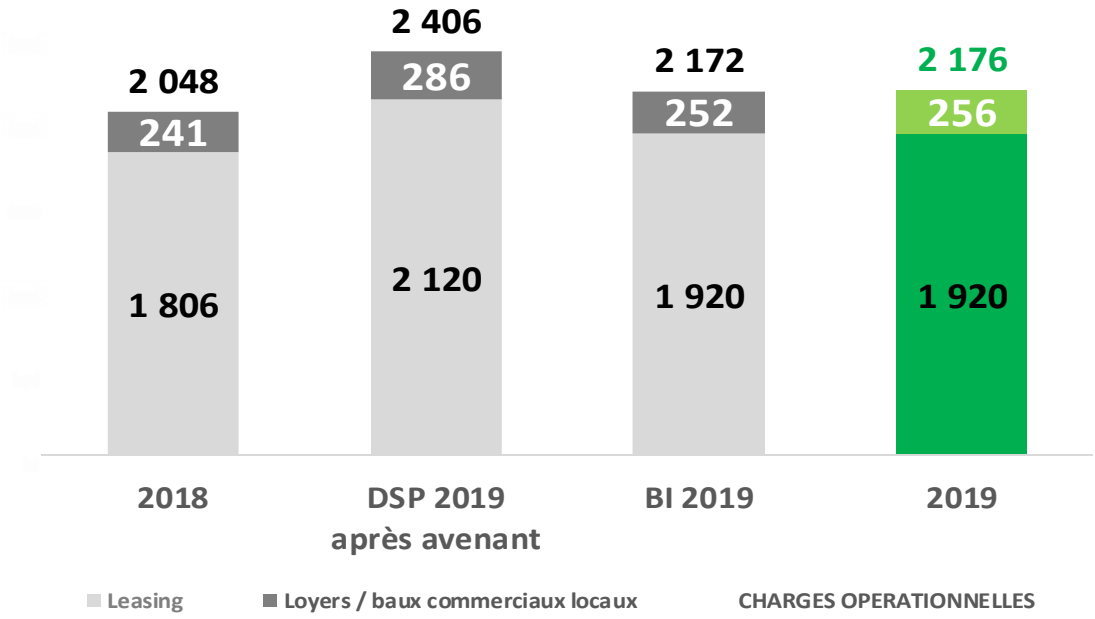
5.10 - Les charges fiscales



A 4 530 K€ en 2019, les charges fiscales sont en baisse par rapport à 2018 (-3248 K€), conformément au BI. Cette évolution résulte essentiellement de la suppression de la taxe sur les salaires du fait du nouveau statut fiscal de la Semitan. A noter le transfert des dépenses de maintenance SAE entre 2018 et 2019 qui sont désormais remplacées par une redevance comprise dans le montant 2019 des charges fiscales (+180 K€ par rapport à 2018 conformément au Budget).

Avec la suppression de la CE, les charges fiscales pèsent 2,5% du total des produits contre 4,6% en 2018.

5.11 - Les charges opérationnelles



Les charges opérationnelles sont essentiellement constituées des charges de leasing de matériel roulant et des locations immobilières liées aux différents baux commerciaux des locaux administratifs autres que le siège situé à Dalby.

Sur 2019, les charges opérationnelles de 2176 K€ sont en hausse de 128 K€ conformément au budget initial. Cette hausse résulte essentiellement des frais de leasing de matériel roulant conformément au contrat et au budget.

5.12 - Le forfait de charges

A partir de 2019, dans le cadre de la convention DSP 2019-2025, la rémunération du délégataire se fait sous la forme d'un forfait de charges. L'intégralité des recettes de ventes de titres, amendes et contrats commerciaux est reversée à Nantes Métropole. Les charges d'exploitation sont couvertes par le forfait de charges, ce qui change la structure économique du compte d'exploitation.
Le forfait de charges prévu au contrat DSP 2019 s'élève à 177 511 K€ HT. Le montant inscrit au budget 2019 est de 178 168 K€, soit un surplus de 651 K€ par rapport au montant contractuel.

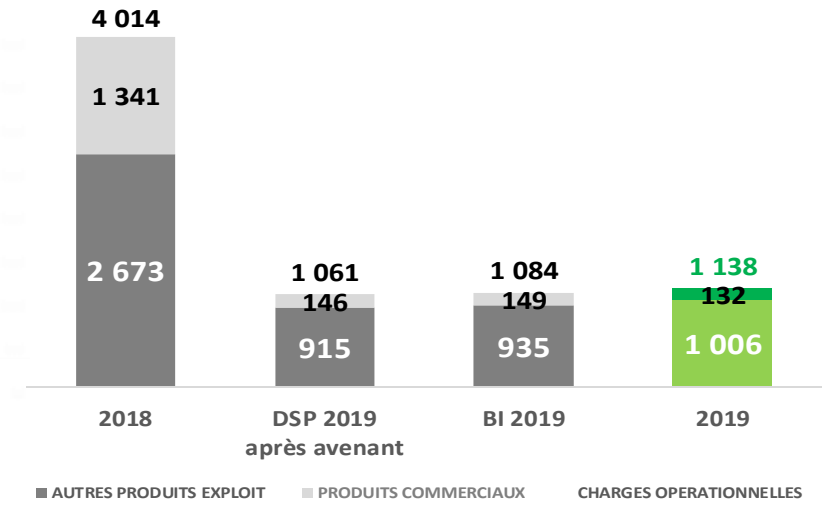
Le forfait de charges 2019 s'élève 178 313 K€ avant réfaction.
Après réfaction de -994 K€, suite aux économies de charges et à l'application de l'article 42.2 du contrat, le forfait de charges net s'élève à 177 319 K€.

Le montant du forfait de charges 2019 se décline comme suit :

Forfait de charge contractuel offre Initiale DSP :		177 511
Avenant 1 forfait de charge :		800
TICPE gérée en transparence :		19
CET gérée en transparence :		160
Offre KM, Consistance de l'offre (art 13.2) :	-	260
Intéressement aux recettes trafic (art 44,1) :		82
Forfait de charge avant réfaction		**178 313**
Refaction forfait de charge (70%) (art 42,2) :	-	994
Forfait de charge après réfaction		**177 319**

5.13 - Les recettes accessoires conservées et recettes annexes

A 1138 K€ en 2019, les recettes accessoires conservées sont conformes au budget (+54 K€). Les recettes accessoires qui sont diminuées des amendes et des produits publicitaires reversés à Nantes Métropole (recettes annexes), baissent de 2 876 K€ par rapport à 2018.
Les recettes accessoires sont majoritairement composées de subventions (OPCA…), de refacturations d'interventions sous Garantie constructeur (Iveco) ou de pneumatiques dans le cadre de cession de bus, ou encore de la refacturation des heures de délégation syndicale et enfin de remboursements d'assurance pour les sinistres ayant été subis sur l'année 2019.



Les recettes annexes s'élèvent à 2476 K€ pour 2019 et se composent principalement de recettes publicitaires (1100 K€) et des indemnités forfaitaires perçues lors des contrôles sur le réseau (1153 K€ dont 94 k€ de frais de dossier).

5.14 – Intéressement aux recettes de trafic

	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Ventes annuelles	72 058 724						
Engagement DSP	71 235 460						
Intéressement 10% de l'écart	82 326						

Le contrat de DSP précise à l'article 44.1 que, « pour chaque exercice annuel, si les recettes de trafic reversées sont, au titre de l'année N, supérieures à leur montant prévisionnel, le Délégataire reverse l'intégralité des recettes de trafic perçues à l'Autorité Délégante et cette dernière lui verse un intéressement correspondant à 10% de l'écart entre le montant prévisionnel de l'année N et le montant réel de l'année N. »

Pour 2019, l'intéressement s'élève à 82 K€.

5.15 - Le résultat financier et le résultat exceptionnel

- **Le résultat financier**

Le résultat financier est de 5 K€, en baisse de 2 K€ par rapport à 2018 et conforme au BI (+5K€).

- **Le résultat exceptionnel**



Le résultat exceptionnel d'un montant de 619 K€ en 2019 progresse de 293 K€ par rapport à 2018 et est supérieur au BI de 116 K€.
Il se compose notamment des produits de remboursements assurance pour des sinistres survenus sur les années antérieures. (582 K€ en 2018 et 633 K€ en 2019), de la provision sur CET sur exercices antérieurs (331 K€) ou de reprises sur provisions d'exercices antérieurs (dont dettes prescrites..).

6 – La qualité de service

6.1 Engagements de Service
6.2 Respect des intérêts des clients et consommateurs
6.3 Réclamations clients

6.1 - Engagements de Service

- **Les points marquants de l'année N**

Les principaux évènements qui ont impacté la qualité de service en 2019 sont les suivants :

✓ Régularité/ponctualité = gilets jaunes tous les samedis pendant 5 mois et plus.

✓ Retrait des rames CAF

✓ Services garantis lors des grèves = les 19/03, 27/05 (débrayage), 24/09, 05/12, 16/12 (Affrètement)

✓ La journée de solidarité envers le conducteur agressé le 6/11

✓ Travaux d'été (ligne 1)

✓ Problèmes e-services en septembre

✓ Travaux ligne 3 avec coupure fin octobre

✓ Dysfonctionnements MTickets suite mise à jour de l'application le 19/11

6.1 - Engagements de Service

	2019		2020		2021		2022		2023		2024		2025	
Engagements Qualité de Service	**Cible**	**Réel**	**Cible**	**Réel**	**Cible**	**Réel**	**Cible**	**Réel**	**Cible**	**Réel**	**Cible**	**Réel**	**Cible**	**Réel**
Des lignes attractives		93,9%												
Des stations et arrêts permettant la mobilité		95,9%												
Une information dynamique		91,5%												
Une commercialisation adaptée		97,4%												
Une coordination efficace		81,9%												
GLOBAL	**88,0%**	**93,0%**												

Nos engagements qualité de service ont été tenus en 2019 sur les 5 thèmes identifiés.

Nous pouvons relever des points d'excellence :
- ✓ L'attitude conducteur et confort de conduite
- ✓ La disponibilité des valideurs, oblitérateurs et distributeurs de titres
- ✓ La netteté et propreté des véhicules et stations
- ✓ La commercialisation des titres

Et aussi quelques points de vigilance, qui font l'objet d'une surveillance et d'actions ciblées :
- ✓ La régularité des lignes affrétées
- ✓ La rapidité de prise en charge des clients au centre d'appels Allo Tan

A noter également la construction progressive des indicateurs relatifs à l'activité de coordinateur des mobilités.

6.2 - Respect des intérêts des clients et consommateurs

	2019	2020	Ecarts	2021	Ecarts	2022	Ecarts	2023	Ecarts	2024	Ecarts	2025
Satisfaction offre												
Tram et BW	6,8											
Chronobus	6,9											
Bus	6,8											
Nombre passagers à bord												
Tram et BW	5,6											
Chronobus	6,1											
Bus	6,6											
Note sur le Personnel	**7,7**											
Information	**6,5**											
Tan.fr	**6,8**											
Vente et SAV	**7,0**											

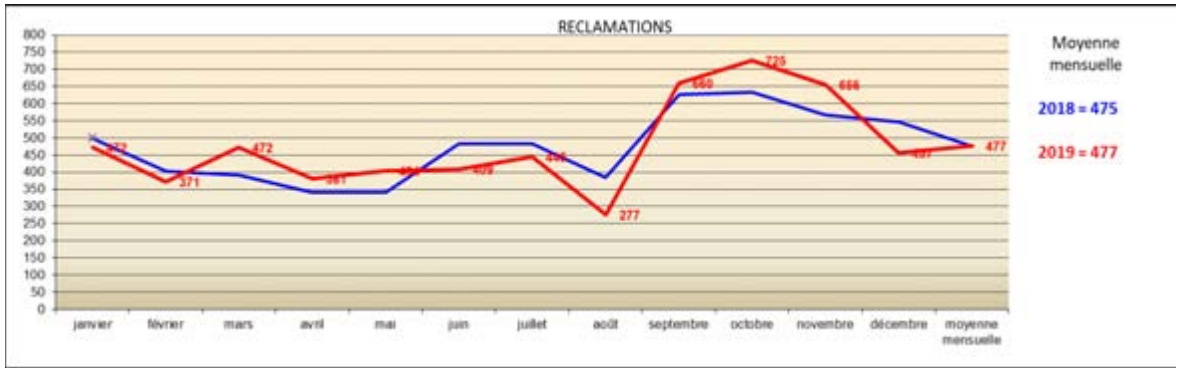
Des enquêtes de satisfaction clients sont organisées tous les ans. Celle de 2019 a été menée tardivement par rapport aux années précédentes en raison de l'appel d'offres. La période d'enquête (du 19 juin au 8 juillet) déjà impactée par les travaux préparatoires de l'été, a pu induire des niveaux de satisfaction plus bas qu'à l'accoutumée.

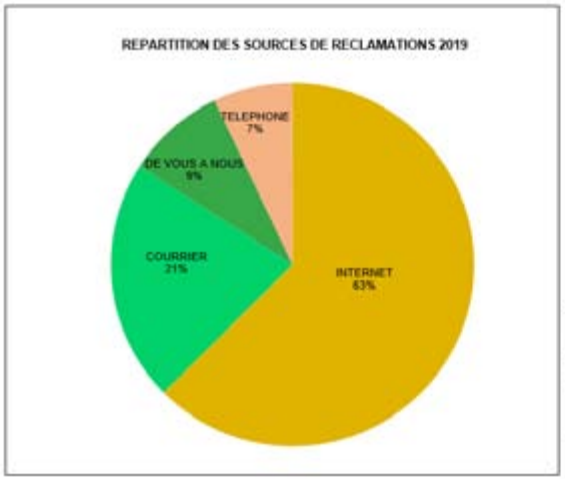
Pour 2019, il en ressort que les modes tram et busway sont victimes de leur forte fréquentation, et de l'augmentation des perturbations subies depuis plusieurs années encore amplifiées en 2019 (coupures liées aux travaux, aux incivilités, multiplication des manifestations).

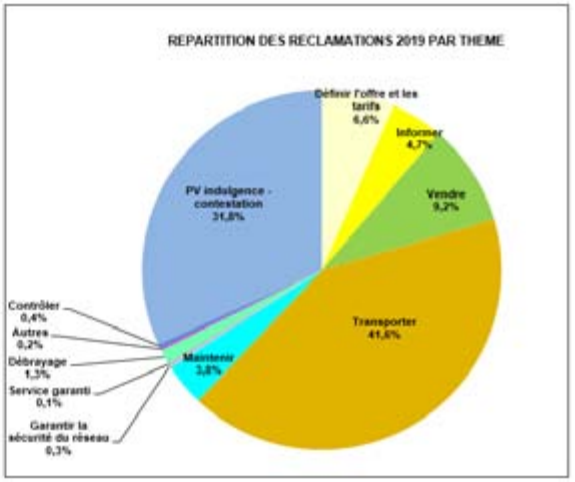
L'appréciation sur l'information est pénalisée essentiellement par les critères d'information liée aux perturbations gilets jaunes, au décalage de mise en place des abris voyageurs et aux panneaux d'information temps réel qui leur sont associés. L'information "de base" à bord, comme à l'arrêt recueille des notes supérieures à 7/10 .

Enfin, la relation aux personnel est jugée bonne, y compris la qualité de conduite (7,3)

6.3 - Réclamations clients







Comme chaque année, environ 30% des réclamations sont consécutives à l'émission des indemnités forfaitaires (contestations, demandes de remise gracieuse ou de facilité de paiement).

Les autres motifs majeurs de réclamations concernent les relations clients-conducteurs et les retards perçus au niveau des lignes. Les clients déposent leur réclamation principalement via internet.

6.3 - Réclamations clients

- **Réclamations par catégorie et taux de conformité des réponses aux réclamations**

	2019	2020	Ecarts	2021	Ecarts	2022	Ecarts	2023	Ecarts	2024	Ecarts	2025
Définir l'offre et les tarifs	377											
Informer	268											
Vendre	526											
Transporter	2386											
Contrôler (attitude)	22											
Service garanti / débrayages	84											
Garantir la sécurité du réseau	16											
Maintenir	217											
Autres	13											
Sous total	3909											
PV contestations / demandes d'indulgences	1820											
TOTAL	5729											
Traitement												
Taux de conformité délai	83%											
Taux de conformité contenu	100%											
Taux de conformité critères réponses aux réclamations	89%											

On observe un volume des réclamations similaire à l'année 2018 malgré une fréquentation en constante évolution. 5729 réclamations reçues en 2019 contre 5700 réclamations traitées en 2018 soit + 0,51% d'écart. Les demandes d'indulgence/contestations suite à des procès-verbaux ont légèrement augmenté de 7,7%. A contrario, les réclamations liées à l'activité du réseau ont diminué de 2,5%.

Conformément à notre engagement Qualité de Service, nous traitons les réclamations qui nous parviennent sous 14 jours, et nous transmettons une réponse claire, personnalisée et circonstanciée à nos clients.

En 2019, 89% de nos réponses aux réclamations ont été conformes à nos engagements.


FIN

Nantes Métropole

www.nantesmetropole.fr

EXTRAIT

SAEM MARCHE D'INTERET NATIONAL DE NANTES



RAPPORT DES ADMINISTRATEURS

DE NANTES METROPOLE AU SEIN DE LA SAEM

2019

SAEM MARCHE D'INTERET NATIONAL DE NANTES

Rapport au Conseil métropolitain de Nantes Métropole actionnaire, des représentants de Nantes Métropole désignés comme administrateurs au sein de la SAEM, en application de l'article L.1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales

EXERCICE 2019

FICHE SIGNALETIQUE

ETAT CIVIL

Société Anonyme d'Economie Mixte pour la Construction et la Gestion du Marché d'Intérêt National de Nantes (SEMMINN

Siège social :	71 Boulevard Alfred Nobel - 44400 Rezé
	Tél: 02 51 72 90 50
Adresse administrative :	Idem siège social
N° RCS :	Nantes B 860 800 168 (code NAF : 703 D)
Date de création :	24 octobre 1959, durée 99 ans
Objet social :	Construction et exploitation du marché d'intérêt national. Construction de tous les édifices et installations considérées comme accessoire du MIN. Plus généralement, accomplissement de toutes opérations financières, commerciales, industrielles, mobilière
Président Directeur Général :	Pascal Bolo
Commissaire aux comptes :	Cabinet Deloitte & Associé
Nombre de salariés fin 2019 :	19

ACTIONNARIAT

Capital social de 160 000 €

Actionnaires	Nombre d'actions détenues	Capital	% du capital
COLLECTIVITES LOCALES			**56%**
Nantes Métropole	2 800	44800 €	28,00%
Conseil Départemental de Loire Atlantique	2 800	44800 €	28,00%
AUTRES ACTIONNAIRES			**44%**
Caisse des Dépôts et Consignations	2 787	44592 €	27,87%
Chambre d'Agriculture de Loire-Atlantique	800	12800 €	8,00%
Chambre de Commerce et d'Industrie Nantes	800	12800 €	8,00%
Caisse Locale du Crédit Agricole	4	64 €	0,04%
Association des concessionnaires du MIN	4	64 €	0,04%
Madame DERYDE	1	16 €	0,01%
Madame GRAULIER	4	64 €	0,04%
TOTAL	**10 000**	**160000 €**	**100%**

Nombre total d'administrateurs :	12
- dont représentants de Nantes Métropole :	*3 (Jean-Claude Lemasson, Eric Buquen, Mahel Coppey)*
Nombre total de censeurs :	1
- dont censeur Nantes Métropole :	*1 (Joël Guerriau)*

JURIDIQUE

Convention conclue avec Nantes Métropole :	Convention pour la construction et la gestion du MIN de Nantes Métropole (1969-2020) complétée par 9 avenants

FINANCIER

Financement apporté par Nantes Métropole en 2019 :	- €	
Dernier résultat net comptable connu :	24 626 €	*Au 31/12/2019*
Garanties d'emprunt (encours au 31/12/19)	- €	

SEMMINN

Comptes annuels au 31 décembre 2019

Bilan simplifié

ACTIF	€uro	PASSIF	€uro
Immobilisations incorporelles	2 916	Capital social	160 000
Immobilisations corporelles	302 202	Réserves	990 777
Immobilisations financières	2 299	**Report à nouveau**	-831 265
		Résultat de l'exercice	24 626
Total Actif immobilisé (I)	**307 417**	Autres subventions d'investissement	
Stocks et en-cours	0	**Capitaux propres (I)**	**344 138**
Créances d'exploitation	1 480 004		
Autres créances	1 204 725	**Autres fonds propres (II)**	**0**
Total Actif Circulant (II)	**2 684 729**	**Provisions pour risques et charges (III)**	**1 605 933**
Valeurs mobilières de placement		Emprunts et dettes	645 563
Disponibilités	1 156 923	Fournisseurs et comptes rattachés	1 136 406
		Dettes fiscales et sociales	385 481
Total Trésorerie (III)	**1 156 923**	Autres dettes	41 366
		Total Dettes (IV)	**2 208 816**
Comptes de régularisation (IV)	**9 818**	**Comptes de régularisation (V)**	
TOTAL GENERAL (I + II + III+IV)	**4 158 887**	**TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)**	**4 158 887**

Compte de Résultat

POSTES	€uro
Total des produits d'exploitation	5 189 060
Total des charges d'exploitation	5 719 849
dont charges de personnel	890 379
RESULTAT D'EXPLOITATION	**-530 789**
Total des produits financiers	4 570
Total des charges financières	20 765
RESULTAT FINANCIER	**-16 195**
Total des produits exceptionnels	28 362 246
Total des charges exceptionnelles	27 772 435
RESULTAT EXCEPTIONNEL	**589 811**
Participation des salariés aux résulta	0
Impôts sur les bénéfices	18 201
BENEFICE OU PERTE	**24 626**

Important : Les chiffres ci-dessus sont communiqués sous réserve d'être approuvés par l'Assemblée Générale de la SAEM

SYNTHESE DES POSITIONS PRISES PAR LES ADMINISTRATEURS AU COURS DE L'ANNEE 2019

Administrateurs Nantes Métropole

- M. LEMASSON
- M. BUQUEN
- Mme. COPPEY

Décisions marquantes prises durant les Conseils d'Administration s'étant tenu en 2019

- ***Conseil d'Administration du 5 juin 2019 :***

  - Accueil d'un nouvel administrateur représentants de l'ACMMINN
  - Approbation du procès-verbal du conseil d'administration du 20 décembre 2018
  - Présentation de l'arrêté définitif du bilan et des comptes de l'exercice 2018
  - Fixation de l'ordre du jour et de la date de la prochaine assemblée générale ordinaire
  - Fixation de l'ordre du jour (transfert du siège social) et de la date de la prochaine assemblée générale extraordinaire
  - Approbation de la convention réglementée auprès de la SPL Le Voyage à Nantes conclue en 2018 dans le cadre de l'édition 2018 du Nantes Food Forum, et, réexamen des conventions réglementées conclues au cours d'exercices antérieurs et qui se sont poursuivies en 2018
  - Tour d'horizon sur le démarrage de l'exploitation du nouveau MIN Nantes Métropole
  - Questions diverses.

- ***Conseil d'Administration du 19 décembre 2019 :***

  - Accueils du nouveau responsable marketing et communication et du nouveau directeur technique et du nouveau MIN Nantes Métropole
  - Approbation du procès-verbal du conseil d'administration du 5 juin 2019
  - Présentation de la situation financière de la société : Résultat probable de l'exercice 2019
  - Approbation du budget prévisionnel 2020
  - Répartition des jetons de présence 2019
  - Tour d'horizon sur l'exploitation du nouveau MIN Nantes Métropole
  - Questions diverses

Taux de participation des administrateurs mandataires de la collectivité en 2019 : 66%

Jetons de présence payés en 2019 au titre des CA 2018 : 1.237€

SYNTHESE DES CONTROLES EFFECTUES SUR LA SAEM SEMMINN AU COURS DE L'EXERCICE 2019

Contrôle sur exercice 2019 : Conclusion du contrôle fiscal initié en 2018

RAPPORT ADMINISTRATEURS **SAEM MARCHE D'INTERET NATIONAL DE NANTES** 2019

ANNEXES

Important : L'ensemble des documents joints en annexe du présent rapport sont fournis sous réserve d'être approuvés par l'Assemblée Générale de la SAEM

Comptes annuels 2019

Annexe aux comptes annuels / Vie de la société - exercice 2019

MiN Nantes Métropole

SEMMINN
Société d'Économie Mixte du MIN Nantes Métropole

S.E.M.M.I.N.N.

COMPTES ANNUELS 2019

MIN • Tél : (33 (0)2 51 72 90 50 • E.mail : info-minnantes@orange.fr • web : www.minnantes.com
SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE MIXTE POUR LA CONSTRUCTION ET LA GESTION DU MARCHÉ D'INTERÊT NATIONAL DE NANTES
S.E.M.M.I.N.N. 71 Boulevard Alfred Nobel - 44400 Rezé • FRANCE
SOCIÉTÉ ANONYME D'ÉCONOMIE MIXTE AU CAPITAL DE 160 000 € - R.C.S. NANTES : B 860 800 168 - SIRET : 860 800 168 00020 - N.A.F. : 6832A

COMPTES ANNUELS AU 31 DÉCEMBRE 2019

	Page
I - BILAN	2
II - COMPTE DE RÉSULTAT DE L'EXERCICE	3
III - ANNEXE	
- Présentation de la Société	5
- Principes, règles et méthodes comptables	7
- Notes sur l'actif du bilan	9
- Notes sur le passif du bilan	23
- Notes sur le compte de résultat	51
- Autres informations	55

Bilan Actif

S.E.M.M.I.N.N.

Période du 01/01/19 au 31/12/19
Edition du 07/05/20

RUBRIQUES	BRUT	Amortissements	Net (N) 31/12/2019	Net (N-1) 31/12/2018
CAPITAL SOUSCRIT NON APPELÉ				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	16 812	13 897	2 916	4 787
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
TOTAL Immobilisations incorporelles :	**16 812**	**13 897**	**2 916**	**4 787**
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains	21 420	1 633	19 786	1 605 641
Constructions	32 686	1 651	31 035	25 871 830
Installations techniques, matériel et outillage industriel	209 123	93 504	115 619	215 424
Autres immobilisations corporelles	219 907	84 146	135 761	64 658
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
TOTAL Immobilisations corporelles :	**483 137**	**180 934**	**302 202**	**27 757 553**
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES				
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés	1 524		1 524	1 524
Prêts				1 386
Autres immobilisations financières	775		775	775
TOTAL Immobilisations financières :	**2 299**		**2 299**	**3 685**
ACTIF IMMOBILISÉ	502 249	194 831	307 417	27 766 024
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières et approvisionnement				
Stocks d'en-cours de production de biens				
Stocks d'en-cours production de services				
Stocks produits intermédiaires et finis				
Stocks de marchandises				
TOTAL stocks et en-cours :				
CRÉANCES				
Avances, acomptes versés sur commandes				
Créances clients et comptes rattachés	1 553 047	73 043	1 480 004	663 824
Autres créances	1 204 725		1 204 725	480 127
Capital souscrit et appelé, non versé				
TOTAL créances :	**2 757 772**	**73 043**	**2 684 729**	**643 951**
DISPONIBILITÉS ET DIVERS				
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	1 156 923		1 156 923	2 846 050
Charges constatées d'avance	9 818		9 818	10 911
TOTAL disponibilités et divers :	**1 166 741**		**1 166 741**	**2 856 961**
ACTIF CIRCULANT	3 924 513	73 043	3 851 470	3 500 912
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes remboursement des obligations				
Écarts de conversion actif				
TOTAL GÉNÉRAL	**4 426 761**	**267 874**	**4 158 887**	**31 266 917**

Bilan Passif

S.E.M.M.I.N.N.

Période du 01/01/19 au 31/12/19
Edition du 07/05/20

RUBRIQUES		Net (N) 31/12/2019	Net (N-1) 31/12/2018
SITUATION NETTE			
Capital social ou individuel	dont versé	160 000	160 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ..			
Écarts de réévaluation	dont écart d'équivalence		
Réserve légale		16 000	16 000
Réserves statutaires ou contractuelles			
Réserves réglementées			
Autres réserves		974 777	974 777
Report à nouveau		(831 265)	829 065
Résultat de l'exercice		24 626	(1 660 330)
	TOTAL situation nette :	**344 138**	**319 512**
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT			5 665 017
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES			
CAPITAUX PROPRES		344 138	5 984 529
Produits des émissions de titres participatifs			
Avances conditionnées			565 570
AUTRES FONDS PROPRES			565 570
Provisions pour risques		1 055 933	1 145 241
Provisions pour charges		550 000	22 056 513
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		1 605 933	23 201 754
DETTES FINANCIÈRES			
Emprunts obligataires convertibles			
Autres emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		333 203	584 972
Emprunts et dettes financières divers		312 360	379 580
	TOTAL dettes financières :	**645 563**	**964 552**
AVANCES ET ACOMPTES REÇUS SUR COMMANDES EN COURS			
DETTES DIVERSES			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		1 136 408	280 779
Dettes fiscales et sociales		385 481	259 657
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		30 287	8 840
Autres dettes		2 079	1 237
	TOTAL dettes diverses :	**1 553 253**	**550 513**
PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE			
DETTES		2 205 816	1 515 065
Écarts de conversion passif			
TOTAL GÉNÉRAL		4 158 887	31 266 917

Compte de Résultat (Première Partie)

S.E.M.M.I.N.N.

Période du 01/01/19 au 31/12/19
Edition du 07/05/20

RUBRIQUES	France	Export	Net (N) 31/12/2019	Net (N-1) 31/12/2018
Ventes de marchandises	132		132	30 752
Production vendue de biens	928		928	24 495
Production vendue de services	3 923 837		3 923 837	3 541 787
Chiffres d'affaires nets	**3 924 898**		**3 924 898**	**3 597 034**
Production stockée				
Production immobilisée			2 197	
Subventions d'exploitation			6 000	6 000
Reprises sur amortissements et provisions, transfert de charges			1 255 987	28 399
Autres produits			8	16
PRODUITS D'EXPLOITATION				
CHARGES EXTERNES				
Achats de marchandises [et droits de douane]			138	29 399
Variation de stock de marchandises				
Achats de matières premières et autres approvisionnements				
Variation de stock [matières premières et approvisionnement]				
Autres achats et charges externes			3 958 246	2 180 073
TOTAL charges externes :			**3 958 384**	**2 209 472**
IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILÉS			33 675	62 487
CHARGES DE PERSONNEL				
Salaires et traitements			602 737	736 259
Charges sociales			287 642	300 510
TOTAL charges de personnel :			**890 378**	**1 036 769**
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Dotations aux amortissements sur immobilisations			52 554	51 809
Dotations aux provisions sur immobilisations				
Dotations aux provisions sur actif circulant			73 043	
Dotations aux provisions pour risques et charges			674 935	2 058 584
TOTAL dotations d'exploitation :			**800 532**	**2 110 393**
AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION			36 680	4 029
CHARGES D'EXPLOITATION				
RÉSULTAT D'EXPLOITATION				

Compte de Résultat (Seconde Partie)

S.E.M.M.I.N.N.

Période du 01/01/19 au 31/12/19
Edition du 07/05/20

RUBRIQUES	Net (N) 31/12/2019	Net (N-1) 31/12/2018
RÉSULTAT D'EXPLOITATION		
Bénéfice attribué ou perte transférée		
Perte supportée ou bénéfice transféré		
PRODUITS FINANCIERS		
Produits financiers de participation		
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	26	26
Autres intérêts et produits assimilés	4 544	7 365
Reprises sur provisions et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	4 570	**7 391**
CHARGES FINANCIÈRES		
Dotations financières aux amortissements et provisions		
Intérêts et charges assimilées	20 765	33 743
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	20 765	**33 743**
RÉSULTAT FINANCIER		
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPOTS		
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	214 262	42 147
Produits exceptionnels sur opérations en capital	6 377 228	1 500
Reprises sur provisions et transferts de charges	21 770 756	
	28 362 246	**43 647**
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		5 642
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	23 326	556
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	27 749 109	90 847
	27 772 435	**97 046**
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL		
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices	18 201	(204 920)
TOTAL DES PRODUITS		
TOTAL DES CHARGES		
BÉNÉFICE OU PERTE		

ANNEXE

FAITS CARACTÉRISTIQUES DE L'EXERCICE

VIE DE LA SOCIÉTÉ

L'exercice 2019 – 60ème exercice social - de la SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE MIXTE POUR LA CONSTRUCTION ET LA GESTION DU MARCHÉ D'INTÉRÊT NATIONAL DE NANTES, correspond également à la 51ème année d'exploitation.

Dans le cadre de la convention du 24 juin 1975 modifiée, Nantes Métropole met à disposition de la S.E.M. une partie des terrains nécessaires à l'installation du Marché d'Intérêt National situé Ile de Nantes. Par avenant du 03 janvier 2006, les parties, d'un commun accord, ont décidé la prorogation de ladite convention pour une durée de cinq années supplémentaires. La date de fin de concession est alors fixée au 31 décembre 2030.

Par avenant n° 8 du 21 janvier 2015, Nantes Métropole et la SEMMINN ont défini leurs rôles respectifs dans la conduite du processus global de l'opération de transfert du MIN. Ont notamment été fixées les modalités de résiliation des titres d'occupation liant la SEMMINN aux opérateurs du MIN actuel. Nantes Métropole s'est engagée à prendre en charge le versement des indemnisations dues aux opérateurs du marché.

Nantes Métropole s'est engagée par courrier en date du 18 mai 2015, à assumer les conséquences financières de la résiliation anticipée de la convention du 24 juin 1975 modifiée, au titre de la valeur nette comptable des actifs résiduels et non transférables de la SEMMINN à la date du transfert effectif du marché.

Le 07 décembre 2015, SNCF Réseau a réalisé la vente du terrain, assiette foncière de 7 hectares de l'emprise du MIN Ile de Nantes, au profit de Nantes Métropole.

Par avenant n° 9 du 07 novembre 2017, Nantes Métropole et la SEMMINN ont convenu :

- de la prise en compte du changement de localisation du futur MIN début février 2019 et de ses conditions d'exploitation des deux sites en phase de déménagement,
- de la prise en compte des caractéristiques du nouveau MIN au regard des missions de la SEMMINN,
- de la réduction de la délégation de service public actuel au 30 juin 2020,
- de la réévaluation de la redevance sur le MIN actuel sur la totalité de l'assiette foncière.

Le 1er février 2019, le MIN de Nantes Métropole a débuté son activité sur le site d'Océane Nord à Rezé. L'ensemble des opérateurs a déménagé à compter de cette date pour s'implanter sur le nouveau MIN. Ce transfert avait été autorisé par l'Etat par arrêté préfectoral du 16 décembre 2016.

Le 03 mars 2019, le MIN situé Boulevard Gustave Roch à Nantes, ouvert en 1969, a fermé définitivement. A cette date, la SEMMINN a remis à Nantes Métropole l'ensemble des biens construits ou acquis par la SEMMINN. La totalité de ses biens constituant des biens de retour n'ont fait l'objet d'aucune indemnisation tel que prévu au cahier des charges annexé à la convention du 24 juin 1975.

Par avenant n° 10 du 04 novembre 2019, Nantes Métropole et la SEMMINN ont convenu :

- de la fixation des missions et engagements réciproques de la SEMMINN et de Nantes Métropole,
- de la détermination du régime des biens sur le nouveau site,
- de la prolongation de la délégation de service public jusqu'au 31 décembre 2021,
- de la détermination du régime financier.

La détermination du régime des biens prévue à l'avenant est la suivante :

- Biens de retour : il s'agit des biens mobiliers et immobiliers confiés à la SEMMINN, qui en fin de contrat seront remis à Nantes Métropole sans versement d'une quelconque indemnité au profit du délégataire.

- Biens de reprise : il s'agit des biens acquis ou réalisés par la SEMMINN qui sont nécessaires à l'exploitation.

- Biens propres : il s'agit des biens que le délégataire acquiert en sus des biens définis comme biens de retour ou biens de reprise.

L'avenant exonère la SEMMINN de toute obligation de plan pluriannuel de grosses réparations ou de gros renouvellements.

Le régime financier précise les points suivants :

- La SEMMMINN assure la gestion et l'exploitation du service public du MIN Nantes Métropole à ses risques et périls.
- Nantes Métropole exonère le délégataire du versement de la redevance d'occupation annuelle du domaine public jusqu'au 31 décembre 2021.

Dans le cadre du transfert du MIN, la SEMMINN a réalisé différentes prestations notamment la mise en place d'un dispositif de sécurité et d'accueil des acheteurs et fournisseurs sur le nouveau MIN, l'accompagnement des occupants lors de la réalisation de leurs travaux d'installation, et l'établissement des états des lieux d'entrée. La SEMMINN a également financé des équipements nécessaires au démarrage du MIN (cf paragraphe « Investissements » ci-dessous).

Le gestionnaire a sollicité Nantes Métropole aux fins d'obtenir une indemnisation des dépenses engagées en 2019 dans le cadre de son transfert et de la mise en exploitation du nouveau site. L'indemnisation demandée se répartit de la façon suivante :

- Les frais d'assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO) pour la préparation des marchés de maintenance, d'exploitation et de service du nouveau MIN, d'accueil des occupants et des clients, de sécurité renforcée en phase de démarrage pour un montant de 414 926,05 €.

- Les frais engagés pour l'inauguration du MIN Nantes Métropole pour un montant de 125 087,26 €.

- Des équipements nécessaires au démarrage du MIN pour un montant de 124 982,62 €.

Le 09 mars 2020, a été conclu un protocole d'accord entre Nantes Métropole et la SEMMINN fixant le préjudice subi par le gestionnaire à hauteur des montants sus mentionnés, soit un total de 664 995,93 €. Ce montant a un caractère définitif.

INVESTISSEMENTS

Les acquisitions de l'exercice portent principalement sur les immobilisations suivantes :

- Renouvellement du matériel informatique (23 385 €),
- Réalisation de signalisation et de marquage au sol complémentaires (21 420 €),
- Installation de boîtes aux lettres (12 700 €),
- Réalisation d'installations électriques complémentaires (16 607 €),
- Acquisition de pièces détachées pour l'installation de froid industriel (57 172 €),
- Développement complémentaire du logiciel de contrôle d'accès (7 664 €),
- Mise en place d'un système d'horloges (30 000 €),
- Mise en place d'un réseau LAN (52 042 €),
- Installation d'équipements électriques dans le cadre de manifestations festives (12 472 €).

Les diminutions de l'exercice concernent le transfert de l'ensemble des biens de retour au concédant à la date de fermeture de l'ancien site situé 58 Bd Gustave Roch à Nantes, à savoir au 28 février 2019. L'ensemble des biens transférés s'est effectué à titre gratuit.

ÉVÈNEMENTS POSTÉRIEURS A LA CLÔTURE DE L'EXERCICE

Les comptes de l'exercice 2019 n'ont pas lieu d'être ajustés des impacts de l'épidémie de Covid-19. En effet, l'évaluation des actifs, des passifs, des charges et des produits, reflètent les conditions qui existaient à la date de clôture, soit le 31 décembre 2019.

Il est à noter que certains secteurs d'activité représentés sur le MiN de Nantes Métropole ont vu leur exploitation impactée par l'épidémie : marée, fleurs plantes et décorations, cash et spécialités, restauration bar/caviste. Dans ce contexte, la SEMMINN en accord avec Nantes Métropole et le Conseil Départemental, a suspendu à titre conservatoire la perception des redevances et charges du 1er avril au 30 juin 2020.

PRINCIPES, RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Remarques :

1. L'avis n° 2002-07 du 27 juin 2002 du C.N.C., exclut du champ d'application du règlement n° 2002-10 du 12 décembre 2002 du C.R.C., relatif à l'amortissement et à la dépréciation des actifs, les amortissements spécifiques des entreprises concessionnaires.

2. L'avis n° 2004-15 du 23 juin 2004 du C.N.C., exclut du champ d'application du règlement n° 2004-06 du 23 novembre 2004 du C.R.C., relatif à la définition, la comptabilisation et l'évaluation des actifs, les contrats de délégation de services publics dont notamment les contrats de concession.

Toutefois, les dispositions prévues par le règlement précité concernant la suppression des charges différées et à étaler sont applicables aux concessions.

3. Le C.N.C. a précisé dans une lettre datée du 4 janvier 2006 que « pour les immobilisations qui font l'objet de contrats de concession, et qui sont remises au concédant en fin de concession, qu'elles aient été remises au concessionnaire par le concédant ou acquises par le concessionnaire, ce dernier peut ne pas procéder à la détermination des composants. Le concessionnaire continue dans ce cas à appliquer les dispositions comptables spécifiques relatives aux méthodes d'amortissements (dont l'amortissement de caducité) ».

NOTES SUR L'ACTIF DU BILAN

BILAN - ACTIF

Postes et rubriques	Montant au bilan du 31/12/2018		Augmentations		Diminutions		Montant au bilan du 31/12/2019	
			Acquisitions	Virements de poste à poste	Virements de poste à poste	Cessions à des tiers Mises hors service		
	€	%					€	%
Immobilisations incorporelles	16 972	0,05%	2 800			2 960	16 812	0,38%
Immobilisations corporelles	28 547 632	88,92%	245 291			28 309 786	483 137	10,91%
Immobilisations financières	3 685	0,01%				1 386	2 299	0,05%
Actif immobilisé	**28 568 289**	**88,99%**	**248 091**			**28 314 132**	**502 248**	**11,35%**
			Augmentations			**Diminutions**		
Stocks								
Clients et comptes rattachés	198 721	0,62%	1 354 326				1 553 047	35,08%
Autres créances	480 127	1,50%	724 597				1 204 724	27,21%
Valeurs mobilières de placement								
Disponibilités	2 846 050	8,87%				1 689 126	1 156 924	26,13%
Charges constatées d'avance	10 911	0,03%				1 093	9 818	0,22%
Actif circulant	**3 535 809**	**11,01%**	**2 078 923**			**1 690 219**	**3 924 513**	**88,65%**
ACTIF BRUT	**32 104 098**	**100,00%**	**2 327 014**			**30 004 351**	**4 426 761**	**100,00%**
			Augmentations		**Diminutions**			
			Dotations	**Virements de poste à poste**	**Virements de poste à poste**	**Cessions à des tiers Mises hors service Reprises**		
Amortissements immobilisations incorporelles	12 205	1,46%	4 652			2 960	13 897	5,19%
Amortissements immobilisations corporelles	790 079	94,37%	27 797 010			28 406 155	180 934	67,54%
Amortissements de l'actif immobilisé	**802 284**	**95,83%**	**27 801 662**			**28 409 115**	**194 831**	**72,73%**
Dépréciations des comptes de clients	34 897	4,17%	73 043			34 897	73 043	27,27%
Dépréciations des valeurs mobilières placement								
Dépréciations de l'actif circulant	**34 897**	**4,17%**	**73 043**			**34 897**	**73 043**	**27,27%**
AMORTISSEMENTS & DÉPRÉCIATIONS	**837 181**	**100,00%**	**27 874 705**			**28 444 012**	**267 874**	**100,00%**
ACTIF NET	**31 266 917**		**-25 547 691**			**1 560 339**	**4 158 887**	

ACTIF IMMOBILISÉ

Postes et rubriques	Valeur brute au début de l'exercice	Augmentations		Diminutions		Valeur brute à la fin de l'exercice
		Acquisitions	Virements de poste à poste	Virements de poste à poste	Cessions à des tiers Mises hors service	
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES						
Concessions, brevets et droits similaires (domaine privé)	13 563	2 800				16 363
Concessions, brevets et droits similaires	3 409				2 960	449
Concessions, brevets et droits similaires	**16 972**	**2 800**			**2 960**	**16 812**
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	**16 972**	**2 800**			**2 960**	**16 812**

Principes comptables

La durée d'amortissement retenue pour la dépréciation des immobilisations incorporelles est de 3 ans.

Note explicative

Les immobilisations incorporelles comprennent :

I - Immobilisations du domaine privé

Logiciels de gestion commerciale, comptabilité, paie, bureautique.

II - Immobilisations du domaine concédé

Licence de débit de boissons de 4ème catégorie.

ACTIF IMMOBILISÉ

Postes et rubriques	Valeur brute au début de l'exercice	Augmentations		Diminutions		Valeur brute à la fin de l'exercice
		Acquisitions	Virements de poste à poste	Virements de poste à poste	Cessions à des tiers Mises hors service	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES						
Voirie, parkings et clôtures	1 605 641	21 420			1 605 641	21 420
Terrains	**1 605 641**	**21 420**			**1 605 641**	**21 420**
Bâtiment Frigomin (domaine privé)	331 680				331 680	
Constructions	25 865 597	32 686			25 865 597	32 686
Constructions	**26 197 277**	**32 686**			**26 197 277**	**32 686**
Installations techniques (domaine privé)	74 841				74 841	
Installations techniques, matériel et outillage industriels	400 004	70 304			261 184	209 124
Installations techniques, matériel et outillage industriels	**474 845**	**70 304**			**336 025**	**209 124**
Installations générales, agencements, aménagements divers (domaine privé)	91 278				91 278	
Matériel de transport (domaine privé)	30 567				30 567	
Installations générales, agencements, aménagements divers		94 514				94 514
Matériel de transport	37 384	2 404			6 664	33 124
Matériel de bureau et matériel informatique, mobilier (domaine privé)	110 640	23 963			42 334	92 269
Autres immobilisations corporelles	**269 869**	**120 881**			**170 843**	**219 907**
Immobilisations en cours						
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	**28 547 632**	**245 291**			**28 309 786**	**483 137**

ACTIF IMMOBILISÉ

Postes et rubriques	Cumulés au début de l'exercice	Augmentations				Diminutions			Cumulés à la fin de l'exercice
		Dotations			Virements de poste à poste	Virements de poste à poste	Reprises de l'exercice devenues sans objet	Cessions à tiers Mises hors service Destructions	
		Exploitation	Exceptionnelles	Destructions					
AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS									
Concessions, brevets et droits similaires (domaine privé)	12 205	1 692							13 897
Concessions, brevets et droits similaires				2 960				2 960	
Concessions, brevets et droits similaires	**12 205**	**1 692**		**2 960**				**2 960**	**13 897**
AMORTISSEMENTS IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	**12 205**	**1 692**		**2 960**				**2 960**	**13 897**
Voirie, parkings et clôtures		1 633		1 605 641				1 605 641	1 633
Terrains		**1 633**		**1 605 641**				**1 605 641**	**1 633**
Bâtiment Frigomin (domaine privé)	325 446	546		5 688				331 680	
Constructions		1 651		25 865 596				25 865 596	1 651
Constructions	**325 446**	**2 197**		**25 871 284**				**26 197 276**	**1 651**
Installations techniques (domaine privé)	72 702	193		1 946				74 841	
Installations techniques, matériel et outillage industriels	186 719	23 486		261 184				377 885	93 504
Installations techniques, matériel et outillage industriels	**259 421**	**23 679**		**263 130**				**452 726**	**93 504**
Installations générales, agencements, aménagements divers (domaine privé)	91 277							91 277	
Installations générales, agencements, aménagements divers		4 872							4 872
Matériel de transport (domaine privé)	8 084	1 104						9 188	
Matériel de transport	14 381	8 634		4 479				9 659	17 835
Matériel de bureau et matériel informatique, mobilier (domaine privé)	91 470	8 743		1 614				40 388	61 439
Autres immobilisations corporelles	**205 212**	**23 353**		**6 093**				**150 512**	**84 146**
AMORTISSEMENTS IMMOBILISATIONS CORPORELLES	**790 079**	**50 862**		**27 746 148**				**28 406 155**	**180 934**
AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS	**802 284**	**52 554**		**27 749 108**				**28 409 115**	**194 831**

Principes comptables

I - Immobilisations du domaine privé

Il s'agit de biens propres acquis par le concessionnaire sans lien direct avec le contrat de concession.

L'amortissement a été calculé sur la durée normale d'utilisation des biens suivant le mode linéaire.

Les durées retenues sont respectivement de :

Matériel de bureau et matériel informatique, mobilier : 3, 5 et 10 ans.

ACTIF IMMOBILISÉ

II - Immobilisations du domaine concédé

Il s'agit de biens qui n'ont pas été remis au concessionnaire par l'autorité concédante de droit public. Ils sont mis en concession et financés par le concessionnaire.
Ils sont la propriété du concessionnaire jusqu'à l'exercice du droit de reprise par l'autorité concédante à leur valeur nette comptable au terme de la concession.

Elles font l'objet d'un amortissement technique calculé sur la durée normale d'utilisation des biens suivant le mode linéaire.

Les durées retenues sont respectivement de :

Équipements incorporés aux bâtiments : 15 ans,
Installations techniques, matériel et outillage industriels : 3 (froid industriel), 5, 7 et 10 ans,
Matériel de transport : 5 ans.

Note explicative

Les acquisitions de l'exercice portent principalement sur les immobilisations suivantes :

Renouvellement du matériel informatique (23 385 €),
Réalisation de signalisation et de marquage au sol complémentaires (21 420 €),
Installation de boîtes aux lettres (12 700 €),
Réalisation d'installations électriques complémentaires (16 607 €),
Acquisition de pièces détachées pour l'installation de froid industriel (57 172 €),
Développement complémentaire du logiciel de contrôle d'accès (7 664 €),
Mise en place d'un système d'horloges (30 000 €),
Mise en place d'un réseau LAN (52 042 €),
Installation d'équipements électriques dans le cadre de manifestations festives (12 472 €).

Les diminutions de l'exercice concernent le transfert de l'ensemble des biens de retour au concédant à la date de fermeture de l'ancien site situé 58 Bd Gustave Roch à Nantes, à savoir au 28 février 2019.
L'ensemble des biens transférés s'est effectué à titre gratuit.

ACTIF IMMOBILISÉ

Postes et rubriques	Valeur brute au début de l'exercice	Augmentations	Réductions	Valeur brute à la fin de l'exercice	Nombre de titres	Évaluation dernier cours connu	Dépréciation
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES							
Parts sociales C.R.C.A.M.	1 524			1 524			
Autres titres immobilisés	**1 524**			**1 524**			
Prêts APAVE Nord-Ouest	1 386		1 386				
Prêts	**1 386**		**1 386**				
Dépôts et cautionnements versés	775			775			
Autres immobilisations financières	**775**			**775**			
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES	**3 685**		**1 386**	**2 299**			

Principes comptables

Les titres ont été évalués au prix pour lequel ils ont été acquis. Ceux pour lesquels la valeur globale de négociation est inférieure à la valeur d'acquisition ont donné lieu à la constitution d'une dépréciation. Les autres éléments ont été évalués à leur valeur nominale.

ACTIF CIRCULANT

Postes et rubriques	Valeur brute au début de l'exercice	Variation	Valeur brute à la fin de l'exercice
STOCKS			
Carburants (Super sans plomb 95)			
Marchandises			
STOCKS			
CRÉANCES			
Clients	156 549	52 326	208 875
Clients douteux ou litigieux	42 172	23 196	65 368
Clients - Produits non encore facturés		1 278 804	1 278 804
Clients et comptes rattachés	**198 721**	**1 354 326**	**1 553 047**
Fournisseurs d'exploitation débiteurs	28	420	448
Fournisseurs d'exploitation - Avoirs à recevoir	462	210	672
Personnel – Avances et acomptes			
Personnel – Produits à recevoir	383		383
Organismes sociaux			
Organismes sociaux - Indemnités à recevoir	1 340	11	1 351
État - T.V.A. déductible sur autres biens et services	23 038	43 157	66 195
État - Crédit de T.V.A. à reporter	6 221	163 722	169 943
État - T.V.A. collectée à déduire		8 813	8 813
État - T.V.A. sur autres biens et services à régulariser ou en attente	9 527	12 869	22 396
État - Contribution économique territoriale	5 618	-5 618	
État – Produits à recevoir		540 013	540 013
Débiteurs divers			
SoNantes monnaie complémentaire	14 494	15 124	29 618
Indemnités de sinistre à recevoir			
Créances d'exploitation	*61 111*	*778 721*	*839 832*
Fournisseurs d'immobilisations débiteurs			
Fournisseurs d'immobilisations - Avoirs à recevoir			
Subventions d'investissement à recevoir			
État - Impôts sur les bénéfices	180 747	-180 747	
État - Impôts sur les bénéfices - Créances fiscales reportables non restituables (réductions d'impôt au titre du mécénat)	3 006		3 006
État - Impôts sur les bénéfices - Créances fiscales reportables restituables (dont report en arrière des déficits)	230 676		230 676
État - T.V.A. déductible sur immobilisations	1 142	1 546	2 688
État - Crédit de T.V.A. à reporter	3 445	-3 445	
État - T.V.A. sur immobilisations à régulariser ou en attente		3 539	3 539

ACTIF CIRCULANT

Postes et rubriques	Valeur brute au début de l'exercice	Variation	Valeur brute à la fin de l'exercice
État - Produits à recevoir		124 983	124 983
Débiteurs divers			
Débiteurs divers - Produits à recevoir			
Indemnités de sinistre à recevoir			
Créances diverses	*419 016*	*-54 124*	*364 892*
Autres créances	**480 127**	**724 597**	**1 204 724**
CRÉANCES	**678 848**	**2 078 923**	**2 757 771**

Postes et rubriques	Valeur à la fin de l'exercice 2018	Variation	Valeur à la fin de l'exercice 2019
Délais de rotation des composantes des BFR : clients			
Créances clients hors créances douteuses ou litigieuses	*156 549*	*1 331 130*	*1 487 679*
Chiffre d'affaires toutes taxes comprises facturé du 01/10 au 31/10	695 419	93 880	789 299
Chiffre d'affaires toutes taxes comprises facturé du 01/11 au 30/11	124 176	-25 058	99 118
Chiffre d'affaires toutes taxes comprises facturé du 01/12 au 31/12	145 932	-87 489	58 443
Chiffre d'affaires toutes taxes comprises facturé du 01/10 au 31/12	*966 527*	*-18 667*	*946 860*
Délai de règlement FIFO des clients	**34**	**58**	**92**

Principes comptables

Les stocks de carburants ont été évalués selon la méthode "premier entré / premier sorti" (FIFO). Ils ne font l'objet d'aucune dépréciation.
Les créances ont été évaluées pour leur valeur nominale. Elles ont, le cas échéant, été dépréciées pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles sont susceptibles de donner lieu.

Note explicative

Les autres créances sont classées en :

- créances provenant des opérations d'exploitation (créances d'exploitation),
- créances provenant des activités d'investissement ou hors exploitation (créances diverses).

Le poste Clients - Produits non encore facturés enregistre le montant des charges locatives dues par les opérateurs pour la période courant du 1er mars au 31 décembre 2019. Les charges locatives contractuellement dues regroupent :

- les consommations d'eau froide,
- les consommations de froid et climatisation, ventilation, chauffage,
- la provision pour renouvellement du système de production et de distribution du froid/chaud.

Le poste **Etat - Produits à recevoir** prend en compte l'indemnisation par Nantes Métropole de l'exploitant du MIN dans le cadre de son transfert et de la mise en exploitation du nouveau site. L'indemnité d'un montant de 664 996 € concerne l'indemnisation de charges d'exploitation à hauteur de 540 013 € et d'équipements nécessaires au démarrage du MIN soit 124 983 €.

ACTIF CIRCULANT

Postes et rubriques	Valeur brute au début de l'exercice	Acquisitions	Variation	Cessions (coût d'achat)	Valeur brute à la fin de l'exercice	Nombre de titres	Évaluation dernier cours connu	Dépré-ciation	Plus-value latente
DISPONIBILITÉS ET DIVERS									
SICAV CA SEQUIN									
Actions									
Parts									
C.A. S.A. 4,70% 2003									
Obligations									
Intérêts courus sur obligations									
Valeurs mobilières de placement									

Principes comptables

Les valeurs mobilières de placement sont enregistrées au prix pour lequel elles ont été acquises. Les titres pour lesquels la valeur globale de négociation est inférieure à la valeur d'acquisition ont donné lieu à la constitution d'une dépréciation.

ACTIF CIRCULANT

Postes et rubriques	Valeur brute au début de l'exercice	Variation	Valeur brute à la fin de l'exercice
DISPONIBILITÉS ET DIVERS (suite)			
Valeurs à l'encaissement	173	-173	
Soldes débiteurs de banques	172 082	-92 822	79 260
Dépôts à terme en banque et comptes rémunérés	2 669 234	-1 596 469	1 072 765
Intérêts courus à recevoir	2 376	1 014	3 390
Caisse	2 185	-676	1 509
Disponibilités	**2 846 050**	**-1 689 126**	**1 156 924**
Charges constatées d'avance d'exploitation	10 911	-1 093	9 818
Charges constatées d'avance diverses			
Charges constatées d'avance	**10 911**	**-1 093**	**9 818**
DISPONIBILITÉS ET DIVERS	**2 856 961**	**-1 690 219**	**1 166 742**

Principes comptables

Les charges constatées d'avance sont des charges engagées ou facturées au cours de l'exercice mais qui se rapportent à l'exercice suivant.

Note explicative

Les charges constatées d'avance concernent principalement des :

Prestations diverses (3 860 €),
Fournitures non stockés (5 415 €).

DÉPRÉCIATIONS D'ACTIFS

Postes et rubriques	Montant au début de l'exercice	Augmentations Dotations de l'exercice	Diminutions Reprises de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Immobilisations financières				
Stocks				
Comptes de clients	34 897	73 043	34 897	73 043
Valeurs mobilières de placement				
DÉPRÉCIATIONS D'ACTIFS	**34 897**	**73 043**	**34 897**	**73 043**
Dont dotations et reprises d'exploitation		*73 043*	*34 897*	
Dont dotations et reprises financières				
Dont dotations et reprises exceptionnelles				

PRODUITS À RECEVOIR

Postes et rubriques	Valeur brute au début de l'exercice	Variation	Valeur brute à la fin de l'exercice
Clients - Produits non encore facturés		1 278 804	1 278 804
Clients et comptes rattachés		**1 278 804**	**1 278 804**
Fournisseurs d'exploitation - Avoirs à recevoir	462	210	672
Fournisseurs d'immobilisations - Avoirs à recevoir			
Personnel – Produits à recevoir	383		383
Organismes sociaux - Indemnités à recevoir	1 340	11	1 351
État – Produits à recevoir		664 996	664 996
Indemnités de sinistre à recevoir			
Débiteurs divers - Produits à recevoir			
Autres créances	**2 185**	**665 217**	**667 402**
Intérêts courus sur obligations			
Valeurs mobilières de placement			
Intérêts courus à recevoir	2 376	1 014	3 390
Disponibilités	**2 376**	**1 014**	**3 390**
PRODUITS À RECEVOIR	**4 561**	**1 945 035**	**1 949 596**

NOTES SUR LE PASSIF DU BILAN

BILAN - PASSIF avant répartition

Postes et rubriques	Montant au bilan du 31/12/2018		Augmentations		Diminutions	Montant au bilan du 31/12/2019	
	€	%				€	%
Capital social	160 000	0,51%				160 000	3,85%
Réserves, report à nouveau et résultat de l'exercice	159 511	0,51%	24 627			184 138	4,43%
Subventions d'investissement	5 665 017	18,12%			5 665 017		
Capitaux propres	**5 984 528**	**19,14%**	**24 627**		**5 665 017**	**344 138**	**8,27%**
Droits du concédant	565 570	1,81%			565 570		
Autres fonds propres	**565 570**	**1,81%**			**565 570**		
			Augmentations Dotations de l'exercice	**Diminutions Reprises de l'exercice**			
				Utilisations	**Devenues sans objet**		
Provisions pour risques	1 145 241	3,66%		18 201	71 107	1 055 933	25,39%
Provisions pour charges	22 056 513	70,54%	674 935	22 181 448		550 000	13,22%
Provisions	**23 201 754**	**74,21%**	**674 935**	**22 199 649**	**71 107**	**1 605 933**	**38,61%**
			Augmentations		**Diminutions**		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	584 973	1,87%			251 770	333 203	8,01%
Emprunts et dettes financières divers	379 579	1,21%	164 269		231 488	312 360	7,51%
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	280 779	0,90%	855 627			1 136 406	27,32%
Dettes fiscales et sociales	259 657	0,83%	125 824			385 481	9,27%
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	8 840	0,03%	30 447			39 287	0,94%
Autres dettes	1 237	0,00%	842			2 079	0,05%
Produits constatés d'avance							
Dettes	**1 515 065**	**4,85%**	**1 177 009**		**483 258**	**2 208 816**	**53,11%**
PASSIF avant répartition	**31 286 917**	**100,00%**	**1 876 571**	**22 199 649**	**6 784 952**	**4 158 887**	**100,00%**

CAPITAUX PROPRES

Postes et rubriques	Valeur au début de l'exercice	Variation	Valeur à la fin de l'exercice
SITUATION NETTE			
Capital social	160 000		160 000
Réserve légale	16 000		16 000
Réserve facultative	974 777		974 777
Report à nouveau	829 065	-1 660 330	-831 265
Résultat de l'exercice	-1 660 331	1 684 957	24 626
SITUATION NETTE	**319 511**	**24 627**	**344 138**

Capital social

Actionnaires	Capital social actuel	Pourcentage capital actuel	Capital souscrit libéré à l'origine	Nombre d'actions				Nombre sièges administrateur	Nombre sièges censeur
				A*		B			
				initiales	distribuées	initiales	distribuées		
Département de Loire-Atlantique	44 800,00	28,00%	10 671,43	638	1 914	62	186	3	
Communauté urbaine de Nantes	44 800,00	28,00%	10 671,43	637	1 911	63	189	3	1
Collectivités locales	89 600,00	56,00%	21 342,86	1 275	3 825	125	375	6	1
Caisse des Dépôts	44 592,00	27,87%	10 625,69			697	2 090	1	
Chambre d'Agriculture de Loire-Atlantique	12 800,00	8,00%	3 048,99			200	600	1	
Chambre de Commerce et d'Industrie de Nantes St-Nazaire	12 800,00	8,00%	3 048,99			200	600	1	
Autres actionnaires publics	70 192,00	43,87%	16 723,67			1 097	3 290	3	
Actionnaires publics	**159 792,00**	**99,87%**	**38 066,53**	**1 275**	**3 825**	**1 222**	**3 665**	**9**	**1**
Caisse locale de Crédit Agricole	64,00	0,04%	15,24			1	3		
Association des concessionnaires du M.I.N.	64,00	0,04%	15,24			1	3	1	
Madame Patricia Graulier	64,00	0,04%	15,24			1	3	1	
Madame Nadège Deryde	16,00	0,01%					1	1	
Actionnaires privés	**208,00**	**0,13%**	**45,72**			**3**	**10**	**3**	
Total	**160 000,00**	**100,00%**	**38 112,25**	**1 275**	**3 825**	**1 225**	**3 675**	**12**	**1**
				5 100		**4 900**			

Note explicative

* Actions ne pouvant appartenir qu'à des personnes de droit public.

Société anonyme d'économie mixte
Capital social : 160 000 € divisé en 10 000 actions de 16 € chacune
Date de constitution : 24 octobre 1959
Durée : 99 ans
Siège social et bureaux : 71, bd Alfred Nobel - 44400 Rezé

RCS : NANTES B 860 800 168
SIRET : 860 800 168 000 20
NAF : 6832A
N° TVA intracommunautaire : FR 71 860 800 168

Téléphone : +33.(0)251.729.050 - Télécopie : +33.(0)970.327.174
Site : www.minnantes.com - E-mail : info-mindenantes@orange.fr

S.E.M.M.I.N.N.

Société d'Économie Mixte pour la Construction et la Gestion du Marché d'Intérêt National de Nantes

Date de constitution : 24 octobre 1959, durée 99 ans
Siège social & bureaux : 71 Boulevard Alfred Nobel - 44400 Rezé

Registre du Commerce : Nantes B 860 800 168
N° SIRET : 860 800 168 000 20

PRESIDENT DIRECTEUR GENERAL : Monsieur Pascal BOLO

VICE-PRÉSIDENT : Monsieur Jean-Luc CADIO (désigné le 25/05/2011)
Monsieur Jean-Claude LEMASSON (désigné le 21/05/2014)

ACTIONNAIRES	% du capital	Capital souscrit en €	Capital libéré en €	Nombre actions A	Nombre actions B
I - Actionnaires publics					
a - Collectivités locales					
Département de Loire-Atlantique	28,00%	44 800	44 800	2 552	248
Nantes Métropole	28,00%	44 800	44 800	2 548	252
b - Autres actionnaires publics					
Caisse des Dépôts	27,87%	44 592	44 592		2 787
Chambre d'Agriculture de Loire-Atlantique	08,00%	12 800	12 800		800
Chambre de Commerce et d'Industrie de Nantes St-Nazaire	08,00%	12 800	12 800		800
II - Actionnaires privés					
Association des concessionnaires du M.I.N.	0,04%	64	64		4
Mme GRAULIER	0,04%	64	64		4
Mme DERYDE	0,01%	16	16		1
Caisse Locale de Crédit Agricole	0,04%	64	64		4
TOTAL	100%	160 000	160 000	5 100	4 900

REPRÉSENTANTS DES COLLECTIVITÉS LOCALES AUX ASSEMBLÉES GÉNÉRALES :

- Le Conseil Départemental a désigné M. Pascal BOLO le 20 avril 2015
- Nantes Métropole a désigné M. Jean-Claude LEMASSON le 25 avril 2014

ADMINISTRATEURS	Nbre de sièges	Nommé par CA jusqu'à l'AGO	Titulaires	Désigné par organisme d'origine en :
I - Administrateurs publics				
a - Collectivités locales				
Département de Loire-Atlantique	3	2018	Messieurs BOLO, LANDIER, Madame TARARBIT	2015
Nantes Métropole	3	2018	Messieurs LEMASSON, BUQUEN, Madame COPPEY	2014
b - Autres Administrateurs publics				
Caisse des Dépôts	1	2018	Madame BACCARI	2018
Chambre d'Agriculture	1	2018	Monsieur CHARRON	2013
C.C.I. de Nantes St-Nazaire	1	2018	Monsieur CADIO	2007
II - Administrateurs privés				
ACMINN	1	2018	Monsieur CHARTIER	2019
Mme Patricia GRAULIER	1	2018	Madame GRAULIER	2007
Mme Nadège DERYDE	1	2018	Madame DERYDE	2007
CENSEURS				
Nantes Metropole	1		Monsieur GUERRIAU	

Autorités assistant aux CA & AG

Représentant de l'État

- Monsieur le Préfet de la Région des Pays de Loire

Commissaire aux comptes

- Titulaire : Cabinet Deloitte & Associés représenté par M. Alexis LEVASSEUR
- Suppléant : Cabinet BEAS

désignés le 27/06/2018 jusqu'à l'exercice 2023 inclus.

1060

CAPITAUX PROPRES

Postes et rubriques	Valeur au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur à la fin de l'exercice
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT				
État	644 777		644 777	
Région des Pays de la Loire	131 658		131 658	
Département de Loire-Atlantique	1 571 633		1 571 633	
Ville de Nantes	1 242 459		1 242 459	
Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (F.E.O.G.A.)	431 675		431 675	
Fonds européen de développement régional (F.E.D.E.R.)	1 383 639		1 383 639	
Instrument financier et d'orientation de la pêche (I.F.O.P.)	210 868		210 868	
District de l'agglomération nantaise	48 308		48 308	
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	**5 665 017**		**5 665 017**	

Principes comptables

Conformément aux dispositions légales en vigueur, les subventions d'investissement sont maintenues au passif du bilan.

Note explicative

Dans le cadre du transfert de l'ensemble des biens de retour au concédant à la date de fermeture de l'ancien site situé 58 Bd Gustave Roch à Nantes, la totalité des subventions d'investissement reçues a été virée au résultat de l'exercice.

AUTRES FONDS PROPRES

Postes et rubriques	Valeur au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur à la fin de l'exercice
DROITS DU CONCÉDANT				
Droits du concédant exigibles en nature au titre des immobilisations non renouvelables	364 721		364 721	
Droits du concédant exigibles en nature au titre des immobilisations renouvelées	200 849		200 849	
DROITS DU CONCÉDANT	**565 570**		**565 570**	

Principes comptables

Les provisions pour renouvellement utilisées lors du remplacement d'immobilisations renouvelables doivent être maintenues au passif du bilan afin d'éviter que le concessionnaire ne s'appauvrisse.

Note explicative

La rubrique "Droits du concédant exigibles en nature au titre des immobilisations non renouvelables" enregistre notamment le montant de l'indemnité d'assurance utilisée à la reconstruction du restaurant « Le Nantua ».

La rubrique "Droits du concédant exigibles en nature au titre des immobilisations renouvelées" correspond aux provisions pour renouvellement utilisées lors du remplacement d'immobilisations renouvelables.

Dans le cadre du transfert de l'ensemble des biens de retour au concédant à la date de fermeture de l'ancien site situé 58 Bd Gustave Roch à Nantes, la totalité des droits du concédant exigibles en nature a été virée au résultat de l'exercice,

PROVISIONS

Postes et rubriques	Montant au début de l'exercice	Augmentations Dotations de l'exercice	Diminutions Reprises de l'exercice		Montant à la fin de l'exercice
			Utilisations	Devenues sans objet	
PROVISIONS					
Provisions pour litiges	1 145 241		18 201	71 107	1 055 933
Provisions pour risque de non-récupération de créances fiscales reportables non restituables					
Provisions pour risques	**1 145 241**		**18 201**	**71 107**	**1 055 933**
Provisions pour pensions et obligations similaires					
Prov. au fonds spécial pour renouvellement système de production et distribution froid/chaud		550 000			550 000
Provisions pour grosses réparations					
Provisions pour amortissement de caducité des emprunts	17 835 509	44 950	17 880 459		
Provisions pour amortissement de caducité des fonds propres	3 359 668	79 985	3 439 653		
Provisions pour amortissement de caducité des avances remboursables	361 336		361 336		
Provisions pour remise en état	500 000		500 000		
Provisions pour charges	**22 056 513**	**674 935**	**22 181 448**		**550 000**
PROVISIONS	**23 201 754**	**674 935**	**22 199 649**	**71 107**	**1 605 933**
Dont dotations et reprises d'exploitation		*674 935*	*500 000*		
Dont dotations et reprises financières					
Dont dotations et reprises exceptionnelles			*21 699 649*	*71 107*	

Principes comptables

Le règlement n° 2000-06 sur les passifs prévoit que la constitution de provisions doit remplir les conditions suivantes :

- existence d'un engagement au regard d'un tiers antérieur à la date de clôture,
- devant se traduire par une sortie de ressources probable sans contrepartie.

Note explicative

1) Provisions pour litiges

Litige SEMMINN / M. Crimé

Le conseil d'administration du 07 décembre 2011 élit Monsieur Alain ROBERT aux fonctions de Président directeur général de la SEMMINN à compter du 17 janvier 2012.
L'examen de la situation juridique de M. Crimé conduit le Président directeur général à mettre fin à sa présence au sein de la société par courrier du 09 mars 2012.

Le 05 avril 2012, M. Crimé assigne en référé devant le Conseil des Prud'hommes de Rennes la SEMMINN, pour demander sa réintégration à son poste de Directeur au sein de la société.

PROVISIONS

Le 24 avril 2012, le Conseil de Prud'hommes de Rennes rejette sa demande au motif que la formation de référé n'a pas compétence pour juger un litige qui relève du juge du fond.
Le 11 mai 2012, M. Crimé interjette appel de la décision rendue le 24 avril 2012 par le Conseil de Prud'hommes de Rennes.
Le 13 juin 2012, M. Crimé saisit le Conseil des Prud'hommes de Rennes aux fins d'obtention de diverses indemnités au titre de son départ.

Le 16 août 2012, la SEMMINN porte plainte contre X pour abus de biens sociaux.

Le 10 septembre 2012, la demande au fond de M. Crimé est reportée pour examen en novembre 2013.

Par arrêt du 20 mars 2013, la Cour d'appel de Rennes condamne la SEMMINN a réintégrer M. Crimé et fixe la provision sur l'indemnisation de la perte salariale à 80 000 € dont 62 223 € au titre de 2012. La SEMMINN décide de se pourvoir en cassation contre cette décision.

Le 07 août 2013, M. Crimé assigne la SEMMINN en référé prud'homal aux fins d'obtenir le versement du complément d'indemnisation de la perte salariale sur 2012 et 2013.

Par décision en date du 08 août 2013, l'autorisation de procéder au licenciement de M. Crimé est accordée par l'Inspection du Travail.
Le 17 août 2013 lui est notifié son licenciement pour faute grave.

Le 17 septembre 2013, M. Crimé présente une requête en référé auprès du Tribunal Administratif de Nantes aux fins d'obtenir la suspension provisoire de la décision de l'Inspection du Travail du 08 août 2013 portant autorisation de son licenciement.
Le 17 septembre 2013, M. Crimé présente une requête en annulation auprès du Tribunal Administratif de Nantes aux fins d'obtenir l'annulation de la décision de l'Inspection du Travail du 08 août 2013 portant autorisation de son licenciement.
Par ordonnance du 08 octobre 2013, le juge des référés du Tribunal Administratif de Nantes rejette la requête en annulation déposée par M. Crimé le 17 septembre 2013.

Le Ministère Public poursuit M. Crimé pour abus de biens sociaux devant le Tribunal Correctionnel de Nantes à l'audience du 14 novembre 2013. Par jugement en date du 23 janvier 2014, M. Crimé est relaxé des fins des poursuites qui étaient engagées contre lui. Suite à ce jugement, le Ministère Public fait appel de cette décision auprès de la Cour d'Appel de Rennes.
Le 27 janvier 2014, le Conseil de Prud'hommes de Rennes statue sur la demande de M. Crimé en date du 13 juin 2012, et juge qu'il y a lieu de surseoir à statuer tant sur la demande de rappel de salaire que sur les demandes indemnitaires liées au licenciement formulées par M. Crimé.

Le 21 mai 2014, la Cour de Cassation rejette le pourvoi formé par la SEMMINN contre la décision de la Cour d'appel de Rennes rendue le 20 mars 2013.
En septembre 2014, M. Crimé réintroduit son action, suite au jugement de sursis à statuer rendu par le Conseil de Prud'hommes de Rennes le 27 janvier 2014, pour solliciter le versement de rappel de salaires portant sur les années 2012 et 2013.
En vu de l'audience d'évocation du 26 janvier 2015, le conseil de la SEMMINN a évalué en décembre 2014, le montant des indemnisations devant être versées à M. Crimé et s'élevant à 26 293 €. Cette somme lui a été payée le 20 janvier 2015.

Le 13 mai 2015, le Conseil de Prud'hommes de Rennes, par mesure d'administration judiciaire, a ordonné la radiation de l'affaire introduite par M. Crimé en septembre 2014.

Le 25 août 2015, le Tribunal Administratif de Nantes a rejeté la demande de M. Crimé aux fins d'obtenir l'annulation de la décision de Madame l'inspectrice du travail du 08 août 2013 autorisant son licenciement.
Le 08 octobre 2015, la Cour administrative d'appel a été saisie d'une requête tendant à l'annulation du jugement rendu par le Tribunal Administratif de Nantes le 25 août 2015.

PROVISIONS

Le 05 novembre 2015, la 11ème chambre correctionnelle de la Cour d'appel de Rennes, a déclaré M. Crimé coupable d'abus de biens sociaux, et l'a condamné à payer à la SEMMINN la somme de 12 294 € en réparation des préjudices matériel et moral. Aucun pourvoi en cassation contre cette décision n'ayant été engagé par M. Crimé, la SEMMINN a demandé l'exécution de cette décision pour en obtenir le paiement. Cette somme a été payée en novembre 2017.

Le 20 octobre 2017, la Cour administrative d'appel de Nantes a rejeté la requête de M. Crimé aux fins d'obtenir l'annulation du jugement du 25 août 2015 du tribunal administratif de Nantes.
Le 20 décembre 2017, M. Crimé se pourvoit en cassation devant le Conseil d'Etat pour obtenir l'annulation de l'arrêt rendu le 20 octobre 2017 par la Cour administrative d'appel de Nantes. Le 19 décembre 2018, le Conseil d'Etat a rejeté le pourvoi.

En mai 2019, M. Crimé a réintroduit l'instance par devant le Conseil de prud'hommes de Rennes en maintenant ses demandes initiales d'indemnisation.

Le montant de la provision constituée au 31 décembre 2019 (1 005 933 €) s'élève à 27 236 € au titre du complément d'indemnisation de la perte salariale sur les exercices 2012 et 2013, et 978 697 € au titre de diverses indemnisations. Cette provision couvre les risques estimés sur ce litige à ce stade de la procédure.

Litige SEMMINN / Direction générale des finances publiques

En février 2018, la Direction générale des finances publiques a avisé la SEMMINN d'une vérification de comptabilité portant sur la période du 1er janvier 2015 au 31 décembre 2016. Fin octobre 2018, la SEMMINN est informée d'une proposition de rectification des bases de calcul de l'impôt sur les sociétés. Cette proposition porte :
- sur le maintien d'une dette prescrite au passif de la société,
- sur la comptabilisation de certaines dépenses en charges alors qu'elles auraient en contrepartie une inscription d'une nouvelle valeur d'actif, et qu'elles ne peuvent être fiscalement admises en déduction. Ces différentes rectifications étaient sujettes à discussion.

En décembre 2018, la SEMMINN a informé la Direction générale des finances publiques de l'ensemble de ses raisons motivant son refus du redressement.
A la suite du recours hiérarchique exercé en mai 2019, le rehaussement proposé au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2016 a été abandonné. Le montant maintenu de 18 201 € a été payé par la SEMMINN en juillet 2019.

La provision pour litige fiscal constituée au 31 décembre 2018 à hauteur de 89 308 € a été rapportée au compte de résultat en produits exceptionnels.

Litige SEMMINN / PALEOSS

Le 28 décembre 2016, la SEMMINN a signé avec la société PALEOSS un contrat portant sur une prestation de collecte, valorisation et traitement des déchets industriels du Marché d'Intérêt National de Nantes. Le contrat devait s'exécuter du 1er janvier 2017 au 31 décembre 2019.
Le 12 novembre 2018, la SEMMINN a informé la société PALEOSS de la résiliation dudit contrat à compter du 28 février 2019 dans le cadre du déménagement du MIN de Nantes sur le site de Rezé à compter du 1er mars 2019.
La société PALEOSS considère cette résiliation brutale, et le transfert du MIN au sein de la même communauté urbaine non assimilable à une modification substantielle de l'objet ou de l'équilibre économique du contrat.
Le 26 juin 2019, PALEOSS a décidé d'assigner la SEMMINN devant le Tribunal de Grande Instance de Nantes afin d'obtenir le paiement du préjudice subi du fait de la rupture.

Le montant de la provision constituée au 31 décembre 2019 s'élève à 50 000 € au titre de la compensation du préjudice subi. Cette provision couvre les risques estimés sur ce litige à ce stade du contentieux.

PROVISIONS

2) Provisions au fonds spécial pour renouvellement du système de production et de distribution du froid/chaud

Le MiN Nantes Métropole comporte neuf bâtiments dont trois ne sont pas équipés en froid dans la mesure où les activités qui y sont exercées ne le nécessitent pas.
Le système de production et de distribution du froid/chaud retenu dans le cadre de la construction du MiN est celui d'une production centralisée dont la gestion est assurée par le gestionnaire. Le froid/chaud distribué chez les opérateurs fait l'objet d'un comptage individuel. Chaque opérateur est tenu contractuellement de s'acquitter d'une provision de remplacement rapporté sur la durée pour renouvellement de l'installation collective. Le montant annuel de la provision, soit 550 000 €, correspond à la répartition linéaire du coût prévisionnel de remplacement de l'installation rapporté à sa durée d'utilisation de vingt ans.

3) Provisions pour grosses réparations

Sans objet.

4) Provisions pour amortissement de caducité

Elles sont exclues du champ d'application du règlement n° 2000-06 sur les passifs dans la mesure où elles se rattachent aux provisions spécifiques des sociétés concessionnaires :

- les provisions pour amortissement de caducité des emprunts et des avances remboursables correspondent au montant des remboursements effectués,
- les provisions pour amortissement de caducité des fonds propres correspondent à l'étalement, sur la durée de la concession restant à courir, de l'insuffisance des moyens de financement comparativement aux investissements réalisés.

Compte tenu de la fin d'exploitation économique de l'ancien site au 31 janvier 2019, la durée résiduelle retenue pour le calcul de ces dotation annuelles est de un mois.

5) Provisions pour remise en état

En 2017, des investigations ont été menées par la société Inovadia sur d'éventuelles pollutions aux hydrocarbures dans le périmètre des stations-service exploitées par la SEMMINN et la société AS24. Le diagnostic révèle une pollution des sols. Afin de rétablir leur intégrité, des travaux de dépollution et de démantèlement des stations-service doivent être engagés. Ils consistent en l'excavation de la zone de pollution concentrée aux hydrocarbures, et à son transport vers un centre de traitement biologique. Il en résulte pour la SEMMINN, la prise en compte d'une quote-part de ces travaux de remise en état, sous forme d'une provision d'un montant de 500 000 € correspondant à l'estimation effectuée par la société Inovadia.

Par protocole d'accord tripartite en date du 05 décembre 2019, entre Nantes Métropole, SEMMINN et AS24, relatif aux opérations de démantèlement et de remise en état de la plateforme de distribution de carburant de l'ancien site, il a été convenu que SEMMINN indemnise AS24 à hauteur de 80 % des travaux de remise en état, soit une quote-part de 587 333,58 €.

La provision initialement constituée au 31 décembre 2018, d'un montant de 500 000 € a été intégralement rapportée au compte de résultat.

Provisions pour amortissement de caducité des emprunts

Prêteur (1)	Numéro prêt (2)	Montant principal (3)	Durée (4)	Première échéance (5)	Dotations antérieures (principal) (6)	Dotations de l'exercice (principal) (7)	Total (6 + 7) (8)	T.V.A. financée par emprunts (9)	Total réduction T.V.A. dotations antérieures au 31/12/1993 (10)
C.R.C.A.M.	120	589 215,45	15	25/07/1968	589 215,45		589 215,45	74 672,14	74 672,14
C.R.C.A.M.	1799	192 085,76	15	05/07/1970	192 085,76		192 085,76	24 326,99	24 326,99
C.R.C.A.M.	1119	39 636,74	15	15/03/1973	39 636,74		39 636,74	5 030,18	5 030,18
C.R.C.A.M.	803	343 010,29	15	05/08/1982	343 010,29		343 010,29		
C.R.C.A.M.	5806	381 122,54	15	31/12/1989	381 122,54		381 122,54		
C.R.C.A.M.	5805	457 347,05	15	16/05/1990	457 347,05		457 347,05		
C.R.C.A.M.	5807	1 524 490,17	15	16/09/1995	1 524 490,28		1 524 490,28		
C.R.C.A.M.	5809	564 061,36	15	05/06/1996	564 061,30		564 061,30		
C.R.C.A.M.	599A	762 245,09	15	05/03/2000	762 245,09		762 245,09		
C.R.C.A.M.	1642217	2 000 000,00	15	10/06/2003	2 000 000,00		2 000 000,00		
C.R.C.A.M.	2819706	1 000 000,00	15	10/06/2004	998 246,06	1 753,94	1 000 000,00		
		7 853 214,45			**7 851 460,56**	**1 753,94**	**7 853 214,50**	**104 029,31**	**104 029,31**
C.D.C.	3300	914 694,10	30	25/08/1968	914 694,10		914 694,10	115 954,31	100 493,73
C.D.C.	3913	715 748,14	30	25/08/1969	715 748,14		715 748,14	90 760,05	75 633,37
C.D.C.	4055	137 204,12	10	25/11/1969	137 204,12		137 204,12	17 388,81	17 388,81
C.D.C.	4367	18 293,88	10	25/05/1970	18 293,88		18 293,88	2 327,07	2 327,07
C.D.C.	4368	557 963,40	30	25/05/1970	557 963,40		557 963,40	70 726,06	56 580,84
C.D.C.	5730	274 408,23	20	25/11/1972	274 408,23		274 408,23	34 777,62	34 777,62
C.D.C.	37310	701 265,48	15	25/08/1986	701 265,48		701 265,48		
		3 319 577,35			**3 319 577,35**		**3 319 577,35**	**331 933,92**	**287 201,44**
C.A.E.C.L.	12444	38 112,25	8	25/05/1979	38 112,25		38 112,25		
C.A.E.C.L.	17819	83 846,96	7	25/11/1981	83 846,96		83 846,96		
C.A.E.C.L.	21376	53 357,16	9	25/02/1982	53 357,16		53 357,16		
		175 316,37			**175 316,37**		**175 316,37**		
C.C.C.C.	595282	457 347,05	15	30/09/1986	457 347,05		457 347,05		
		457 347,05			**457 347,05**		**457 347,05**		
C.R.C.M.M.	36847	91 469,41	12	25/03/1989	91 469,41		91 469,41		
C.R.C.M.M.	36859	76 224,51	10	25/03/1989	76 224,51		76 224,51		
C.R.C.M.M.	36860	91 469,41	15	25/03/1989	91 469,41		91 469,41		
		259 163,33			**259 163,33**		**259 163,33**		
C.E.	86/930168	1 524 490,17	15	25/06/1993	1 524 490,17		1 524 490,17		
C.E.	85/940008	762 245,09	15	15/07/1994	762 245,09		762 245,09		
C.E.	850108684	762 245,09	15	25/03/2002	762 245,09		762 245,09		

Provisions pour amortissement de caducité des emprunts

Prêteur (1)	Numéro prêt (2)	Montant principal (3)	Durée (4)	Première échéance (5)	Dotations antérieures (principal) (6)	Dotations de l'exercice (principal) (7)	Total (6 + 7) (8)	T.V.A. financée par emprunts (9)	Total réduction T.V.A. dotations antérieures au 31/12/1993 (10)
C.E.	7191200	1 500 000,00	15	25/03/2008	1 469 230,77	30 769,23	1 500 000,00		
		4 548 980,35			**4 518 211,12**	**30 769,23**	**4 548 980,35**		
C.L.F.	11051718	762 245,09	15	01/11/2000	762 245,08		762 245,08		
		762 245,09			**762 245,08**		**762 245,08**		
S.G.	15687	1 500 000,00	15	22/06/2005	1 487 573,10	12 426,90	1 500 000,00		
		1 500 000,00			**1 487 573,10**	**12 426,90**	**1 500 000,00**		
Total		**18 875 843,99**			**18 830 893,96**	**44 950,07**	**18 875 844,03**	**435 963,23**	**391 230,75**

Provisions pour amortissement de caducité des emprunts

Prêteur	Numéro prêt	Annulation réduction T.V.A. financée par emprunts		Total (11 + 12)	Total dotations de l'exercice (7 + 12)	Montant à la fin de l'exercice (6 - 10 + 11 + 14)	Taux d'amortissement à la fin de l'exercice (15 / 3)
		Dotations antérieures	Dotations de l'exercice				
(1)	(2)	(11)	(12)	(13)	(14)	(15)	(16)
C.R.C.A.M.	120	74 672,14		74 672,14		589 215,45	100,00%
C.R.C.A.M.	1799	24 326,99		24 326,99		192 085,76	100,00%
C.R.C.A.M.	1119	5 030,18		5 030,18		39 636,74	100,00%
C.R.C.A.M.	803					343 010,29	100,00%
C.R.C.A.M.	5806					381 122,54	100,00%
C.R.C.A.M.	5805					457 347,05	100,00%
C.R.C.A.M.	5807					1 524 490,28	100,00%
C.R.C.A.M.	5809					564 061,30	100,00%
C.R.C.A.M.	599A					762 245,09	100,00%
C.R.C.A.M.	1642217					2 000 000,00	100,00%
C.R.C.A.M.	2819706				1 753,94	1 000 000,00	100,00%
		104 029,31		**104 029,31**	**1 753,94**	**7 853 214,50**	**100,00%**
C.D.C.	3300	100 493,73		100 493,73		914 694,10	100,00%
C.D.C.	3913	75 633,37		75 633,37		715 748,14	100,00%
C.D.C.	4055	17 388,81		17 388,81		137 204,12	100,00%
C.D.C.	4367	2 327,07		2 327,07		18 293,88	100,00%
C.D.C.	4368	56 580,84		56 580,84		557 983,40	100,00%
C.D.C.	5730	34 777,62		34 777,62		274 408,23	100,00%
C.D.C.	37310					701 265,48	100,00%
		287 201,44		**287 201,44**		**3 319 577,35**	**100,00%**
C.A.E.C.L.	12444					38 112,25	100,00%
C.A.E.C.L.	17819					83 846,96	100,00%
C.A.E.C.L.	21376					53 357,16	100,00%
						175 316,37	**100,00%**
C.C.C.C.	595282					457 347,05	100,00%
						457 347,05	**100,00%**
C.R.C.M.M.	36847					91 469,41	100,00%
C.R.C.M.M.	36859					76 224,51	100,00%
C.R.C.M.M.	36860					91 469,41	100,00%
						259 163,33	**100,00%**
C.E.	86/930168					1 524 490,17	100,00%
C.E.	85/940008					762 245,09	100,00%
C.E.	850108684					762 245,09	100,00%

Provisions pour amortissement de caducité des emprunts

Prêteur	Numéro prêt	Annulation réduction T.V.A. financée par emprunts		Total (11 + 12)	Total dotations de l'exercice (7 + 12)	Montant à la fin de l'exercice (6 - 10 + 11 + 14)	Taux d'amortissement à la fin de l'exercice (15 / 3)
		Dotations antérieures	Dotations de l'exercice				
(1)	(2)	(11)	(12)	(13)	(14)	(15)	(16)
C.E.	7191200				30 769,23	1 500 000,00	100,00%
					30 769,23	**4 548 980,35**	**100,00%**
C.L.F.	11051718					762 245,08	100,00%
						762 245,08	**100,00%**
S.G.	15687				12 426,90	1 500 000,00	100,00%
					12 426,90	**1 500 000,00**	**100,00%**
Total		**391 230,75**		**391 230,75**	**44 950,07**	**18 875 844,03**	**100,00%**

Provisions pour amortissement de caducité des emprunts

Note explicative

	Destructions	Cessions à tiers
Restaurant "Le Nantua"	60 813,26	
Équipements frigorifiques entrepôt frigorifique	29 754,52	
Aménagements guichets de banque	8 439,28	
Aménagements kiosque à journaux	4 873,16	
Pylônes d'éclairage	30 917,17	
Bâtiment mûrisserie "La Frutera"		8 125,69
Équipement de quai et couverture parking central	6 299,62	
Clôtures et portails, embranchement et voie ferrés zone d'extension	48 402,52	
Aménagements immobiliers au 31/12/1999	9 119,91	
Aménagements immobiliers bâtiment sud, passage à niveau voie ferrée et entrée quai Wilson zone d'extension	77 664,23	
Aménagements immobiliers au 31/12/2000	10 169,06	
Bureaux en surélévation halle à marée	46 153,92	
Aménagements immobiliers bâtiment nord et marché aux fleurs zone d'extension	106 667,42	
Aménagements immobiliers au 31/12/2001	7 663,84	
Aménagements immobiliers au 31/12/2002	8 023,46	
Aménagements immobiliers au 31/12/2003	26 885,46	
Bâtiment plate-forme "Auchan"		223 353,38
Aménagements immobiliers au 31/12/2007	40 305,83	
Aménagements immobiliers au 31/12/2008	22 228,62	
Aménagements immobiliers au 31/12/2009	6 487,87	
Aménagements immobiliers au 31/12/2011	139 792,09	
Aménagements immobiliers au 31/12/2013	10 590,58	
Aménagements immobiliers au 31/12/2017	62 653,96	
Transfert de l'ensemble des biens de retour au concédant à la date de fermeture de l'ancien site situé 58 Bd Gustave Roch à Nantes au 28/02/2019	17 880 459,18	
	18 644 364,96	**231 479,07**
Montant net à la fin de l'exercice	**0,00**	

Provisions pour amortissement de caducité des fonds propres

Postes et rubriques	Montant au bilan du 31/12/2018	Montant au 31/01/2019	Variation	Montant au bilan du 31/12/2019
FINANCEMENT				
Subventions d'investissement	5 665 017	5 665 017	-5 665 017	
Droits du concédant	565 570	565 570	-565 570	
Provisions pour amortissement de caducité des emprunts	17 296 111	17 296 111	-17 296 111	
Provisions pour amortissement de caducité des fonds propres	3 359 668	3 359 668	-3 359 668	
Provisions pour amortissement de caducité des avances remboursables	361 336	361 336	-361 336	
Emprunts auprès des établissements de crédit	584 348	584 348	-251 398	332 950
Avances remboursables Région des Pays de la Loire				
FINANCEMENT	**27 832 050**	**27 832 050**	**-27 499 100**	**332 950**
IMMOBILISATIONS MISES EN CONCESSION				
Immobilisations incorporelles	3 409	3 409	-2 960	449
Immobilisations corporelles	27 908 626	27 908 626	-27 612 272	296 354
IMMOBILISATIONS MISES EN CONCESSION	**27 912 035**	**27 912 035**	**-27 615 232**	**296 803**
SOUS-FINANCEMENT si < 0 / SURFINANCEMENT si > 0	**-79 985**	**-79 985**	**79 985**	
AMORTISSEMENT DE CADUCITÉ DES FONDS PROPRES				
Date de fin de concession	30/06/2020	30/06/2020		31/12/2021
Date de fin d'activité économique (MIN Ile de Nantes)	31/01/2019	31/01/2019		31/01/2019
Durée résiduelle de la concession	1,0833	0,0833		2
AMORTISSEMENT DE CADUCITÉ DES FONDS PROPRES	**959 822**	**79 985**	**-959 822**	

DETTES

Postes et rubriques	Valeur au début de l'exercice	Augmen-tations	Variation	Diminu-tions	Valeur à la fin de l'exercice
DETTES FINANCIÈRES					
Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel (C.R.C.A.M.)	22 798			22 798	
Caisse d'Épargne et de Prévoyance (C.E.P.)	400 000			100 000	300 000
Dexia C.L.F.					
Société Générale	161 550			128 600	32 950
Intérêts courus non échus sur emprunts	499		-246		253
Soldes créditeurs de banques	126		-126		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	**584 973**		**-372**	**251 398**	**333 203**
Dépôts et cautionnements reçus	379 579	164 269		231 488	312 360
Avances remboursables Région des Pays de la Loire					
Crédit BMW Finance					
Emprunts et dettes financières divers	**379 579**	**164 269**		**231 488**	**312 360**
DETTES FINANCIÈRES	**964 552**	**164 269**	**-372**	**482 886**	**645 563**
Dont emprunts souscrits en cours d'exercice					
Dont emprunts remboursés en cours d'exercice				*251 398*	

Principes comptables

Les intérêts courus et non payés au 31 décembre 2019 sont rattachés aux dettes dont ils proviennent, le règlement des intérêts intervenant à terme échu.

Note explicative

La diminution des dettes auprès des établissements de crédit correspond aux échéances normales d'emprunt.

Emprunts auprès des établissements de crédit

Prêteur	Numéro prêt	Date de souscription	Montant	Durée	Taux	Première échéance	Dernière échéance	Remboursements effectués	Capital restant dû à la fin de l'exercice	Annuités à moins d'un an
C.R.C.A.M.	120	31/07/1967	589 215,45	15 ans	5,00%	25/07/1968	25/07/1982	589 215,45		
C.R.C.A.M.	1799	04/07/1969	192 085,76	15 ans	6,00%	05/07/1970	05/07/1984	192 085,76		
C.R.C.A.M.	1119	23/06/1971	39 636,74	15 ans	7,00%	05/03/1972	26/12/1974	39 636,74		
C.R.C.A.M.	803	31/08/1981	343 010,29	15 ans	10,25%	05/08/1982	05/08/1996	343 010,29		
C.R.C.A.M.	5805	16/12/1988	457 347,05	15 ans	Taux révisable	16/05/1990	20/06/2004	457 347,05		
C.R.C.A.M.	5806	16/12/1988	381 122,54	15 ans	Taux révisable	31/12/1989	31/12/2003	381 122,54		
C.R.C.A.M.	5807	16/06/1995	1 524 490,17	15 ans	5,85%	16/09/1995	16/06/2010	1 524 490,17		
C.R.C.A.M.	5809	19/03/1996	564 061,36	15 ans	Taux révisable	05/06/1996	05/03/2011	564 061,36		
C.R.C.A.M.	5 99A	24/12/1999	762 245,09	15 ans	Taux révisable	05/03/2000	05/12/2014	762 245,09		
C.R.C.A.M.	1642217	11/03/2003	2 000 000,00	15 ans	4,52%	10/06/2003	10/03/2018	2 000 000,00		
C.R.C.A.M.	2819706	17/03/2004	1 000 000,00	15 ans	4,53%	10/06/2004	10/03/2019	1 000 000,00		
			7 853 214,45					**7 853 214,45**		
C.D.C.	3300	08/1967	914 694,10	30 ans	5,25%	25/08/1968	25/08/1997	914 694,10		
C.D.C.	3913	20/09/1968	715 748,14	30 ans	5,25%	25/08/1969	25/08/1998	715 748,14		
C.D.C.	4055	16/12/1968	137 204,12	10 ans	5,00%	25/11/1969	20/12/1973	137 204,12		
C.D.C.	4367	28/07/1969	18 293,88	10 ans	5,25%	25/05/1970	25/05/1979	18 293,88		
C.D.C.	4368	28/07/1969	557 963,40	30 ans	5,75%	25/05/1970	25/05/1999	557 963,40		
C.D.C.	5730	08/12/1971	274 408,23	20 ans	7,00%	25/12/1972	25/11/1991	274 408,23		
C.D.C.	37310	28/08/1985	701 265,48	15 ans	Taux révisable	25/08/1986	20/08/2000	701 265,48		
			3 319 577,35					**3 319 577,35**		
C.A.E.C.L.	12444	05/09/1978	38 112,25	8 ans	8,75%	25/05/1979	25/05/1986	38 112,25		
C.A.E.C.L.	17819	05/12/1980	83 846,96	7 ans	9,75%	25/11/1981	25/11/1987	83 846,96		
C.A.E.C.L.	21376	16/04/1981	53 357,16	9 ans	9,75%	25/02/1982	25/02/1990	53 357,16		
			175 316,37					**175 316,37**		
C.C.C.C.	595282	01/07/1986	457 347,05	15 ans	9,25%	30/09/1986	30/06/2001	457 347,05		
			457 347,05					**457 347,05**		
C.R.C.M.M.	36847	21/12/1988	91 469,41	12 ans	TAM + 0,25%	25/03/1989	25/12/2000	91 469,41		
C.R.C.M.M.	36859	21/12/1988	76 224,51	10 ans	8,50%	25/03/1989	25/12/1998	76 224,51		
C.R.C.M.M.	36860	21/12/1988	91 469,41	15 ans	9,25%	25/03/1989	25/12/2003	91 469,41		
			259 163,33					**259 163,33**		
C.E.	86/930168	04/06/1993	1 524 490,17	15 ans	Pibor 3 mois + 0,40%	25/06/1994	25/06/2008	1 524 490,17		
C.E.	85/9929046	15/04/1994	762 245,09	15 ans	Taux révisable	15/07/1994	15/04/2009	762 245,09		
C.E.	850108684	25/12/2001	762 245,09	15 ans	Taux révisable	25/03/2002	25/12/2016	762 245,09		
C.E.	7191200	25/12/2007	1 500 000,00	15 ans	4,48%	25/03/2008	25/12/2022	1 200 000,00	300 000,00	100 000,00
			4 548 980,35					**4 248 980,35**	**300 000,00**	**100 000,00**

Emprunts auprès des établissements de crédit

Prêteur	Numéro prêt	Date de souscription	Montant	Durée	Taux	Première échéance	Dernière échéance	Remboursements effectués	Capital restant dû à la fin de l'exercice	Annuités à moins d'un an
C.L.F.	11.051718	20/07/2000	762 245,09	15 ans	Taux révisable	01/11/2000	01/08/2015	762 245,09		
			762 245,09					**762 245,09**		
S.G.	15687	17/03/2005	1 500 000,00	15 ans	3,96%	22/06/2005	22/03/2020	1 467 050,15	32 949,85	32 949,85
			1 500 000,00					**1 467 050,15**	**32 949,85**	**32 949,85**
Total			**18 875 843,99**					**18 542 894,14**	**332 949,85**	**132 949,85**

Emprunts auprès des établissements de crédit

Prêteur	Numéro prêt	Annuités entre un et cinq ans	Annuités à plus de cinq ans	Garanties collectivités		Total garanties collectivités		Annuité garanties collectivités	
				Communauté urbaine de Nantes	Département de Loire-Atlantique	Communauté urbaine de Nantes	Département de Loire-Atlantique	Communauté urbaine de Nantes	Département de Loire-Atlantique
C.R.C.A.M.	120								
C.R.C.A.M.	1799								
C.R.C.A.M.	1119								
C.R.C.A.M.	803								
C.R.C.A.M.	5805								
C.R.C.A.M.	5806								
C.R.C.A.M.	5807			25%	25%				
C.R.C.A.M.	5809			40%	25%				
C.R.C.A.M.	5 99A			25%	25%				
C.R.C.A.M.	1642217			Délégation redevances Génédis					
C.R.C.A.M.	2819706			Délégation redevances Delanchy					
C.D.C.	3300								
C.D.C.	3913								
C.D.C.	4055								
C.D.C.	4367								
C.D.C.	4368								
C.D.C.	5730								
C.D.C.	37310								
C.A.E.C.L.	12444								
C.A.E.C.L.	17819								
C.A.E.C.L.	21376								
C.C.C.C.	595282								
C.R.C.M.M.	36847								
C.R.C.M.M.	36859								
C.R.C.M.M.	36860								
C.E.	86/930168			40%	40%				
C.E.	85/9929046			Délégation redevances Scofel					
C.E.	850108684			Délégation redev. Pêcheries Océanes					
C.E.	7191200	200 000,00		Délégation redev. Cryolog & Méchinaud					
		200 000,00							

Emprunts auprès des établissements de crédit

Prêteur	Numéro prêt	Annuités entre un et cinq ans	Annuités à plus de cinq ans	Garanties collectivités		Total garanties collectivités		Annuité garanties collectivités	
				Communauté urbaine de Nantes	Département de Loire-Atlantique	Communauté urbaine de Nantes	Département de Loire-Atlantique	Communauté urbaine de Nantes	Département de Loire-Atlantique
C.L.F.	11.051718			25%	25%				
S.G.	15687			Délégation redevances Unapa					
Total		**200 000,00**							

Avances remboursables Région des Pays de la Loire

Objet	Numéro d'arrêté	Date d'arrêté	Montant	Durée	Première échéance	Dernière échéance	Rembourse-ments effectués	Capital restant dû à la fin de l'exercice	Annuités à moins d'un an	Annuités entre un et cinq ans	Annuités à plus de cinq ans
Halle à marée	92/07339	09/11/1992	45 734,71	5 ans	28/11/1998	28/11/2002	45 734,71				
Mûrisserie N°1 (Fruidor)	93/02129	08/02/1993	45 734,71	5 ans	28/02/1999	28/02/2003	45 734,71				
Mûrisserie N°2 (Unapa)	93/06990	13/09/1993	41 775,60	5 ans	28/09/1999	28/09/2003	41 775,60				
Mûrisserie N°3 (Frutera)	93/06991	13/09/1993	45 734,71	5 ans	28/09/1999	28/09/2003	45 734,71				
Quai central	95/09327	13/11/1995	45 734,71	5 ans	28/11/2001	28/11/2005	45 734,71				
Quai Maillerie-Échalié	98/02786	12/01/1998	39 737,36	8 ans	28/01/2001	28/01/2008	39 737,36				
Lailerie du Grand Clos	98/02787	12/01/1998	29 733,35	8 ans	28/01/2001	28/01/2008	29 733,35				
Grand quai nord	98/02784	12/01/1998	45 734,71	8 ans	28/01/2001	28/01/2008	45 734,71				
Quai CFE/Cedispak	98/02785	12/01/1998	21 416,04	8 ans	28/01/2001	28/01/2008	21 416,04				
Total			**361 335,90**				**361 335,90**				

DETTES

Postes et rubriques	Valeur au début de l'exercice	Variation	Valeur à la fin de l'exercice
DETTES DIVERSES			
Fournisseurs de biens et services ne constituant pas des immobilisations	223 034	268 599	491 633
Fournisseurs de biens et services ne constituant pas des immobilisations - Factures non parvenues	57 745	587 028	644 773
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	**280 779**	**855 627**	**1 136 406**
État - Prélèvements à la source (impôt sur le revenu)		3 292	3 292
État - T.V.A. à décaisser			
État - T.V.A. collectée	98	-98	
État - T.V.A. à régulariser ou en attente		213 134	213 134
État - Contribution économique territoriale		3 070	3 070
État - Autres charges à payer	1 159	80	1 239
Dettes fiscales	*1 257*	*219 478*	*220 735*
Personnel - Rémunérations dues	59	224	283
Personnel - Oppositions	1 219	-49	1 170
Personnel - Dettes provisionnées pour congés à payer	56 008	-3 597	52 411
Personnel - Autres charges à payer	47 833	-46 482	1 351
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	104 872	-21 000	83 872
Organismes sociaux - Charges sociales sur congés à payer	21 320	1 944	23 264
Organismes sociaux - Autres charges à payer	27 089	-24 694	2 395
Dettes sociales	*258 400*	*-93 654*	*164 746*
Dettes d'exploitation	*259 657*	*125 824*	*385 481*
État - Impôts sur les bénéfices			
État - T.V.A. à régulariser ou en attente			
État - Taxes d'urbanisme			
Dettes fiscales			
Dettes diverses			
Dettes fiscales et sociales	**259 657**	**125 824**	**385 481**
Fournisseurs d'immobilisations	8 840	9 211	18 051
Fournisseurs d'immobilisations - Factures non parvenues		21 236	21 236
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	**8 840**	**30 447**	**39 287**
Clients - Autres avoirs		100	100
Clients - Ristournes à accorder			
Associés - Comptes courants	1 237	742	1 979
Dettes d'exploitation	*1 237*	*842*	*2 079*
État - Subventions d'investissement F.E.D.E.R.			
Créditeurs divers			
Créditeurs divers - Charges à payer			

DETTES

Postes et rubriques	Valeur à la fin de l'exercice 2018	Variation	Valeur à la fin de l'exercice 2019
Dettes diverses			
Autres dettes	**1 237**	**842**	**2 079**
DETTES DIVERSES	**550 513**	**1 012 740**	**1 563 253**
Délais de rotation des composantes des BFR : fournisseurs			
Dettes fournisseurs de biens et services ne constituant pas des immobilisations	*223 034*	*268 599*	*491 633*
Achats T.T.C. de biens et services ne constituant pas des immobilisations du 01/10 au 31/10	175 881	303 608	479 489
Achats T.T.C. de biens et services ne constituant pas des immobilisations du 01/11 au 30/11	126 774	156 888	283 662
Achats T.T.C. de biens et services ne constituant pas des immobilisations du 01/12 au 31/12	176 848	295 709	472 557
Achats T.T.C. de biens et services ne constituant pas des immobilisations du 01/10 au 31/12	*479 503*	*756 205*	*1 235 708*
Délai de règlement FIFO des fournisseurs	**42**	**-9**	**33**
Dettes fournisseurs d'immobilisations	*8 840*	*9 211*	*18 051*
Achats T.T.C. d'immobilisations du 01/10 au 31/10		1 390	1 390
Achats T.T.C. d'immobilisations du 01/11 au 30/11	20 670	-18 132	2 538
Achats T.T.C. d'immobilisations du 01/12 au 31/12	6 920	9 211	16 131
Achats T.T.C. d'immobilisations du 01/10 au 31/12	*27 590*	*-7 531*	*20 059*
Délai de règlement FIFO des fournisseurs d'immobilisations	**34**	**20**	**54**
Solde des dettes à l'égard des fournisseurs par date d'échéance			
Échéances bloquées		*25*	*25*
Échéances dépassées	*3 521*	*2 897*	*6 418*
Échéances antérieures ou égales au 31/12	*59 349*	*-14 974*	*44 375*
Échéance au 31/01	*108 756*	*119 243*	*227 999*
Échéance au 28/02	*8 324*	*204 492*	*212 816*
Non échu	*43 084*	*-43 084*	
Dettes fournisseurs de biens et services ne constituant pas des immobilisations	**223 034**	**268 599**	**491 633**
Échéances bloquées	*1 920*		*1 920*
Échéances dépassées			
Échéances antérieures ou égales au 31/12		*1 185*	*1 185*
Échéance au 31/01	*3 215*	*1 188*	*4 403*
Échéance au 28/02	*3 705*	*6 838*	*10 543*
Non échu			
Dettes fournisseurs d'immobilisations	**8 840**	**9 211**	**18 051**

DETTES

Principes comptables

Les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Note explicative

Les dettes sont classées en :

- dettes provenant des opérations d'exploitation :
  dettes fournisseurs et comptes rattachés,
  dettes fiscales et sociales d'exploitation,
  autres dettes d'exploitation.

- dettes provenant des activités d'investissement ou hors exploitation :
  dettes fiscales diverses,
  dettes sur immobilisations et comptes rattachés,
  autres dettes diverses.

PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE

Postes et rubriques	Valeur au début de l'exercice	Variation	Valeur à la fin de l'exercice
Produits sur charges récupérables (électricité) Locations diverses Locations d'emplacements publicitaires			
PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE			

Principes comptables

Il s'agit de produits se rapportant à l'exercice à venir puisque les prestations les justifiant ne sont pas effectuées à la fin de l'exercice.

CHARGES À PAYER

Postes et rubriques	Valeur au début de l'exercice	Variation	Valeur à la fin de l'exercice
Intérêts courus non échus sur emprunts	499	-246	253
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	**499**	**-246**	**253**
Fournisseurs de biens et services ne constituant pas des immobilisations - Factures non parvenues	57 745	587 028	644 773
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	**57 745**	**587 028**	**644 773**
Personnel - Dettes provisionnées pour congés à payer	56 008	-3 597	52 411
Personnel - Autres charges à payer	47 833	-46 482	1 351
Organismes sociaux - Charges sociales sur congés à payer	21 320	1 944	23 264
Organismes sociaux - Autres charges à payer	27 089	-24 694	2 395
État - Autres charges à payer	1 159	80	1 239
Dettes fiscales et sociales	**153 409**	**-72 749**	**80 660**
Fournisseurs d'immobilisations - Factures non parvenues		21 236	21 236
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		**21 236**	**21 236**
Clients - Ristournes à accorder			
Créditeurs divers - Charges à payer			
Autres dettes			
CHARGES À PAYER	**211 653**	**535 269**	**746 922**

NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

ANALYSE ACTIVITÉ CLIENTS

Postes et rubriques	2019		Variation		2018	
	CA HT	%	CA HT	%	CA HT	%
Ventes de carburants	132	0,00	-30 620	-99,57	30 752	0,85
Production vendue de biens	929	0,02	-23 566	-96,21	24 495	0,68
Péages à la demande	10 559	0,26	-32 250	-75,33	42 809	1,19
Droits de stationnement	7 682	0,19				
Droits d'entrée abonnements			-35 330	-100,00	35 330	0,98
Supports	313	0,01				
Redevances d'occupation	2 795 410	67,54	-238 807	-7,87	3 034 217	84,35
Produits sur services concédés	27 283	0,66	-255 368	-90,35	282 651	7,86
Produits sur charges récupérables	1 020 630	24,66	941 845	1 195,46	78 785	2,19
Produits divers	550	0,01	-13 311	-96,03	13 861	0,39
Produits des activités annexes	61 410	1,48	7 276	13,44	54 134	1,50
Chiffres d'affaires nets	**3 924 898**	**94,83**	**319 869**	**8,89**	**3 597 034**	**100,00**
Droits de première accession	213 849	5,17	213 849			
TOTAL ACTIVITÉ CLIENTS	**4 138 747**	**100,00**	**533 718**	**14,84**	**3 597 034**	**100,00**

HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Montant total des honoraires des commissaires aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice 2019 :

Honoraires comptabilisés au titre du contrôle légal des comptes : 16 915 €.
Honoraires comptabilisés au titre des conseils et prestations de services entrant dans les diligences directement liées à la mission de contrôle légal des comptes : néant.

RÉSULTAT EXCEPTIONNEL

Postes et rubriques	Montant à la fin de l'exercice
PRODUITS EXCEPTIONNELS	
Trop-perçu remboursement cotisation de financement APAVE	413
Rentrées sur créances amorties	
Droits de première accession	213 849
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	**214 262**
Produits des cessions d'éléments d'actif	19 385
Quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice	5 667 290
Indemnité dans le cadre du transfert et de la mise en exploitation du nouveau site	124 983
Droits du concédant virés au compte de résultat	565 570
Produits exceptionnels sur opérations en capital	**6 377 228**
Reprises sur provisions pour litiges	89 308
Reprises sur provisions pour risque de non-récupération de créances fiscales reportables non restituables	
Reprises sur provisions pour amortissement de caducité des emprunts	17 880 459
Reprises sur provisions pour amortissement de caducité des fonds propres	3 439 653
Reprises sur provisions pour amortissement de caducité des avances remboursables	361 336
Transferts de charges	
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges	**21 770 756**
PRODUITS EXCEPTIONNELS	**28 362 246**
CHARGES EXCEPTIONNELLES	
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	
Valeurs comptables des éléments d'actif cédés	23 326
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	**23 326**
Dotations except. amortissements immobilisations incorporelles domaine concédé (destructions et mises au rebut)	2 960

RÉSULTAT EXCEPTIONNEL

Postes et rubriques	Montant à la fin de l'exercice
Dotations except. amortissements immobilisations corporelles domaine privé (destructions et mises au rebut)	9 249
Dotations except. amortissements immobilisations corporelles domaine privé (révisions plans d'amortissement)	
Dotations except. amortissements immobilisations corporelles domaine concédé (destructions et mises au rebut)	27 736 900
Dotations except. amortissements immobilisations corporelles domaine concédé (révisions plans d'amortissement)	
Dotations aux provisions pour litiges	
Dotations aux provisions pour risque de non-récupération de créances fiscales reportables non restituables	
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions	**27 749 109**
CHARGES EXCEPTIONNELLES	**27 772 435**
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	**569 811**

AUTRES INFORMATIONS

VENTILATION DE L'EFFECTIF MOYEN

Nature des indications	2019	Variation	2018
Ingénieurs et cadres	4,00	0,58	3,42
Agents de maîtrise et techniciens	2,00		2,00
Employés	1,25	-0,75	2,00
Ouvriers	8,25	-4,67	12,92
Personnel salarié	**15,50**	**-4,84**	**20,34**
Personnel intérimaire	1,28	-0,72	2,00
Personnel mis à disposition	**1,28**	**-0,72**	**2,00**
EFFECTIF MOYEN	**16,78**	**-5,56**	**22,34**

ENGAGEMENTS HORS BILAN

1) Engagements en matière d'indemnités de départ à la retraite

Les engagements sont calculés à partir des conditions contractuelles de la SEMMINN qui prévoient lors du départ à la retraite d'un salarié de la société, une indemnité calculée sur la base de un dixième du montant du dernier traitement mensuel par année de présence, sans que celle-ci puisse être inférieure à l'indemnité légale de licenciement en vigueur au moment du départ.
L'indemnité est ainsi calculée sur la base de l'indemnité légale de licenciement tel qu'il résulte de l'article R1234-2 du Code du travail.
Cet article stipule que l'indemnité légale de licenciement ne peut être inférieure à un quart de mois de salaire par année d'ancienneté, auquel s'ajoute un tiers de mois par année au-delà de dix ans d'ancienneté.

En décembre 2010, la SEMMINN a confié la gestion de ces indemnités à un assureur. L'engagement initial avait été calculé sur la base de un dixième de mois de salaire par année d'ancienneté plus un quinzième de mois par année d'ancienneté au-delà de dix ans.
Afin de permettre la couverture immédiate du nouvel engagement résultant des nouvelles dispositions légales, la SEMMINN a procédé au versement d'une prime globale de 167 560 € en 2013. En 2016, la SEMMINN a procédé à un versement d'ajustement de 70 000 €.
Les engagements calculés à partir des données connues au 31 décembre 2017, ont été évalués à 349 260 €. Le fonds collectif de la société est estimé au 31/12/2019 à 281 252 €.

L'engagement de retraite de la société a été calculé en utilisant la méthode rétrospective des unités de crédit projetées avec salaires de fin de carrière, conformément à la norme internationale IAS 19 et la norme FAS 87 :

- Age de départ à la retraite retenu : 62 ans,
- Taux d'actualisation : 1 % (inflation comprise),
- Taux d'augmentation des salaires : 1,00 %,
- Taux de turn-over : 2,00 % jusqu'à 50 ans, 0% au-delà,
- Taux de mortalité : TF 00-02,
- Taux de charges sociales : 45 % pour collège cadre et 45% pour collège non-cadre.

2) Engagements reçus

Cautions d'établissements de crédit remises par les concessionnaires, en exécution de leur obligation de garantir le paiement des sommes dues à quelque titre que ce soit.
Montant des cautions détenues au 31/12/2019 : 178 383,22 €.

3) Engagements réciproques

Ouverture de crédit de 150 000 € accordée par la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Atlantique Vendée le 25 avril 2014.
Encours au 31/12/2019 : néant.

4) Autres engagements

Un protocole d'accord cadre tripartite a été signé le 26 février 2013, entre Nantes Métropole, l'association MIN AVENIR et la SEMMINN, pour la réalisation du transfert des activités du MIN de NANTES sur le site d'Océane Nord à Rezé.
A ce jour, l'état d'avancement du projet de transfert n'a pas entraîné de conséquence quant aux conventions qui lient la SEMMINN et Nantes Métropole d'une part, et la SEMMINN et les concessionnaires du MIN, d'autre part.

Par avenant n° 8 du 21 janvier 2015, Nantes Métropole et la SEMMINN ont défini leurs rôles respectifs dans la conduite du processus global de l'opération de transfert du MIN.
Ont notamment été fixées les modalités de résiliation des titres d'occupation liant la SEMMINN aux opérateurs du MIN actuel. Nantes Métropole s'est engagée à prendre en charge le versement des indemnisations dues aux opérateurs du marché.

Nantes Métropole s'est engagée par courrier en date du 18 mai 2015, à assumer les conséquences financières de la résiliation anticipée de la convention du 24 juin 1975 modifiée, au titre de la valeur nette comptable des actifs résiduels et non transférables de la SEMMINN à la date du transfert effectif du marché.

RÉSULTATS FINANCIERS DE LA SOCIÉTÉ AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES 2015 - 2019

Nature des indications	2015	2016	2017	2018	2019
I - Situation financière en fin d'exercice					
a) Capital social	160 000,00	160 000,00	160 000,00	160 000,00	160 000,00
b) Nombre d'actions émises	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000
c) Nombre d'obligations convertibles en action					
II - Résultat global des opérations effectives					
a) Chiffre d'affaires hors taxes	4 130 094,21	4 096 608,70	4 053 012,63	3 597 034,14	3 924 897,56
b) Résultat avant impôts, amortissements, dépréciations et provisions	1 219 756,15	1 267 628,65	953 733,43	316 198,74	6 167 119,89
c) Impôts sur les bénéfices	90 523,00	504 607,00	240 095,00	-204 920,00	18 201,00
d) Résultat après impôts, amortissements, dépréciations et provisions	292 982,83	1 037 816,76	529 065,14	-1 660 330,41	24 626,41
e) Montant des bénéfices distribués					
III - Résultat des opérations réduit à une seule action					
a) Résultat après impôts, mais avant amortissements, dépréciations et provisions	112,92	76,30	71,36	52,11	614,89
b) Résultat après impôts, amortissements, dépréciations et provisions	29,30	103,78	52,91		2,46
c) Dividende versé à chaque action					
IV - Personnel					
a) Nombre de salariés	19,07	18,00	20,00	20,00	15,50
b) Montant de la masse salariale	609 116,63	590 800,17	682 130,45	738 258,77	602 736,59
c) Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (Sécurité sociale, oeuvres sociales)	241 309,54	238 174,71	270 870,61	300 509,96	287 641,78

FONDS DE ROULEMENT NET GLOBAL

Postes et rubriques	2019	Variation	2018
FONDS DE ROULEMENT NET GLOBAL			
Capital social, réserves, report à nouveau et résultat de l'exercice	344 138	24 627	319 511
Subventions d'investissement		-5 665 017	5 665 017
Droits du concédant		-565 570	565 570
Provisions pour risques	1 055 933	-89 308	1 145 241
Provisions pour charges	550 000	-21 506 513	22 056 513
Amortissements des immobilisations	194 831	-607 453	802 284
Dépréciations d'actifs	73 043	38 146	34 897
Emprunts auprès des établissements de crédit	332 950	-251 398	584 348
Dépôts et cautionnements reçus	312 360	-67 219	379 579
Avances remboursables Région des Pays de la Loire			
Crédit BMW Finance			
Ressources durables	**2 863 255**	**-28 689 705**	**31 552 960**
Immobilisations incorporelles	16 812	-160	16 972
Immobilisations corporelles	483 137	-28 064 495	28 547 632
Immobilisations financières	2 299	-1 386	3 685
Emplois stables	**502 248**	**-28 066 041**	**28 568 289**
FONDS DE ROULEMENT NET GLOBAL	**2 361 007**	**-623 664**	**2 984 671**
BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT			
Stocks			
Clients et comptes rattachés	1 553 047	1 354 326	198 721
Autres créances d'exploitation	839 832	778 721	61 111
Charges constatées d'avance d'exploitation	9 818	-1 093	10 911
Actifs d'exploitation	**2 402 697**	**2 131 954**	**270 743**
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 136 406	855 627	280 779
Dettes fiscales d'exploitation	220 735	219 478	1 257
Dettes sociales d'exploitation	164 746	-93 654	258 400
Autres dettes d'exploitation	2 079	842	1 237
Produits constatés d'avance d'exploitation			
Dettes d'exploitation	**1 523 966**	**982 293**	**541 673**
Besoin en fonds de roulement pour l'exploitation	**-878 731**	**-1 149 661**	**270 930**
Créances diverses	368 282	-53 110	421 392
Charges constatées d'avance diverses			
Autres débiteurs	**368 282**	**-53 110**	**421 392**
Intérêts courus non échus sur emprunts	253	-246	499
Dettes fiscales diverses			
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	39 287	30 447	8 840
Autres dettes diverses			

FONDS DE ROULEMENT NET GLOBAL

Postes et rubriques	2019	Variation	2018
Autres créditeurs	**39 540**	**30 201**	**9 339**
Besoin en fonds de roulement hors exploitation	**-328 742**	**83 311**	**-412 053**
BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	**-1 207 473**	**-1 066 350**	**-141 123**
TRÉSORERIE			
Valeurs mobilières de placement Disponibilités Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques	1 153 534	-1 690 140 -126	2 843 674 -126
TRÉSORERIE	**1 153 534**	**-1 690 014**	**2 843 548**

CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT

Postes et rubriques	2019	Variation	2018
CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT COURANTE			
Excédent brut d'exploitation	-348 178	-657 293	309 115
Transferts de charges d'exploitation non affectables			
Autres produits d'exploitation	8	-8	16
Autres charges d'exploitation	-36 679	32 650	-4 029
Produits financiers (1)	4 570	-2 821	7 391
Charges financières (2)	-20 765	-12 979	-33 744
CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT COURANTE	**-401 044**	**-679 793**	**278 749**
CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT EXCEPTIONNELLE			
Produits exceptionnels (3)	341 519	299 372	42 147
Charges exceptionnelles (4)		-5 642	-5 642
Impôts sur les bénéfices	-18 202	223 122	204 920
CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT EXCEPTIONNELLE	**323 317**	**81 892**	**241 425**
CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT	**-77 727**	**-597 901**	**520 174**

Note explicative

(1) Sauf reprises sur dépréciations et provisions.
(2) Sauf dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions financiers.
(3) Sauf :
- produits des cessions d'immobilisations,
- quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice,
- reprises sur dépréciations et provisions exceptionnelles.

(4) Sauf :
- valeur comptable des immobilisations cédées,
- dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions exceptionnels.

TABLEAU DE FINANCEMENT (partie I)
TABLEAU DES EMPLOIS ET DES RESSOURCES DE L'EXERCICE

Postes et rubriques	2019	2018
RESSOURCES		
Capacité d'autofinancement de l'exercice	-77 727	520 174
Cessions ou réductions d'éléments de l'actif immobilisé :		
Cessions d'immobilisations :		
- incorporelles		
- corporelles	19 385	1 500
Cessions ou réductions d'immobilisations financières	1 386	
Augmentation des capitaux propres :		
Augmentation de capital ou apports		
Augmentation des autres capitaux propres		
Augmentation des dettes financières	164 269	12 680
RESSOURCES	**107 313**	**534 354**
EMPLOIS		
Distributions mises en paiement au cours de l'exercice		
Acquisitions d'éléments de l'actif immobilisé :		
Immobilisations incorporelles	2 800	
Immobilisations corporelles	245 291	31 683
Immobilisations financières		775
Charges à répartir sur plusieurs exercices		
Réduction des capitaux propres (réduction de capital, retraits)		
Remboursements de dettes financières	482 886	386 020
EMPLOIS	**730 977**	**418 478**
VARIATION DU FONDS DE ROULEMENT NET GLOBAL		
Ressource nette ou augmentation		**115 876**
Emploi net ou diminution	**-623 664**	

Note explicative

Le tableau de financement est établi de façon à permettre l'analyse des mouvements comptables affectant le patrimoine de l'entreprise. Il est détaillé à partir des mouvements débiteurs et créditeurs qui ont affecté les comptes au cours de l'exercice.

Il décrit notamment :

- le financement des investissements et les variations du fonds de roulement,
- les moyens de trésorerie et l'emploi qui en a été fait.

TABLEAU DE FINANCEMENT (partie I)
TABLEAU DES EMPLOIS ET DES RESSOURCES DE L'EXERCICE

Le regroupement des flux de l'exercice s'opère dans un tableau de financement qui assure la liaison financière entre le bilan d'ouverture et le bilan de clôture à partir de la capacité d'autofinancement de l'exercice. Le tableau ne fait apparaître que des flux financiers.
Il s'agit d'une analyse fonctionnelle par rapport aux divers types de flux : les créances et les dettes ne sont pas distinguées selon leur terme (plus ou moins d'un an) mais en fonction de leur relation (ou non-relation) avec le cycle d'exploitation.

Ce tableau comporte deux parties :

I - Tableau des emplois et des ressources

Ce tableau fait apparaître :

1) Les ressources de l'exercice :

- la capacité d'autofinancement, représentant ce qui reste à l'entreprise, une fois rémunérés ses partenaires (Personnel, État et Prêteurs), compte non tenu cependant de la rémunération des actionnaires. Le montant d'autofinancement dégagé pendant l'exercice doit être en mesure de couvrir la consommation de l'outil de production (amortissements) et les risques réels de pertes et charges (dépréciations et provisions),
- le produit des désinvestissements correspondant aux prix de cession,
- l'augmentation des fonds propres (subventions d'investissement accordées),
- le recours à l'extérieur (emprunts contractés, avances remboursables consenties).

2) Les emplois de l'exercice :

- pour l'acquisition des investissements physiques,
- pour le remboursement d'emprunts antérieurs,
- pour le financement du fonds de roulement (besoins nouveaux liés au développement de l'activité).

3) L'incidence finale de l'ensemble des opérations sur le fonds de roulement.

TABLEAU DE FINANCEMENT (partie II)

TABLEAU DES VARIATIONS DU FONDS DE ROULEMENT NET GLOBAL

Postes et rubriques	2019			2018
	Besoins (1)	Dégagement (2)	Solde (2-1)	Solde
VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT				
Variations des actifs d'exploitation :				
Stocks et en-cours				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances clients, comptes rattachés et autres créances d'exploitation	2 131 954		-2 131 954	65 608
Variations des dettes d'exploitation :				
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours				
Dettes fournisseurs, comptes rattachés et autres dettes d'exploitation		982 293	982 293	47 084
Variation nette "Exploitation"	**2 131 954**	**982 293**	**-1 149 661**	**112 692**
Variation des autres débiteurs		53 110	53 110	-111 767
Variation des autres créditeurs		30 201	30 201	-13 423
Variation nette "Hors exploitation"		**83 311**	**83 311**	**-125 190**
VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT				
Besoins de l'exercice en fonds de roulement			**-1 066 350**	**-12 498**
VARIATION DE LA TRÉSORERIE				
Variations des valeurs mobilières de placement		1 690 140	1 690 140	-103 504
Variations des disponibilités	126		-126	126
Variations des concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques				
VARIATION DE LA TRÉSORERIE	**126**	**1 690 140**	**1 690 014**	**-103 378**
VARIATION DU FONDS DE ROULEMENT NET GLOBAL				
Emploi net				**-115 876**
Ressource nette			**623 664**	

Note explicative

II - Tableau des variations du fonds de roulement net global

L'intérêt de ce tableau réside dans la ventilation de la variation du fonds de roulement net global entre :

- variations « exploitation »,

TABLEAU DE FINANCEMENT (partie II)
TABLEAU DES VARIATIONS DU FONDS DE ROULEMENT NET GLOBAL

- variations « hors exploitation »,
- variations « trésorerie ».

Cette analyse permet notamment :

- d'isoler la formation du besoin en fonds de roulement d'exploitation qui, se renouvelant sans cesse, prend ainsi le caractère d'un véritable investissement, alors que les variations hors exploitation présentent habituellement un caractère exceptionnel,
- de mettre en évidence les variations de la trésorerie.

La variation nette du fonds de roulement est égale et de sens contraire au solde entre les ressources et les emplois (analysés dans la première partie).

ÉVOLUTION DE LA TRÉSORERIE

Postes et rubriques	2019	Variation	2018
TRÉSORERIE			
Valeurs mobilières de placement			
Disponibilités	1 153 534	-1 690 140	2 843 674
Soldes créditeurs de banques		-126	-126
TRÉSORERIE	**1 153 534**	**-1 690 014**	**2 843 548**
VARIATION DE LA TRÉSORERIE			
Capacité d'autofinancement de l'exercice	-77 727	-597 901	520 174
Emprunts souscrits en cours d'exercice			
Emprunts remboursés en cours d'exercice	-251 398	-106 466	-357 864
Variation des dépôts et cautionnements reçus	-67 219	-51 743	-15 476
Investissements de l'exercice	-227 320	196 362	-30 958
Variation du besoin en fonds de roulement de l'exercice	-1 066 350	1 053 852	-12 498
VARIATION DE LA TRÉSORERIE	**-1 690 014**	**-1 793 392**	**103 378**

TABLEAU PLURIANNUEL DES FLUX DE TRÉSORERIE

Postes et rubriques	2019	2018	2017	2016	2015
FLUX DE TRESORERIE LIES A L'ACTIVITE					
Ventes de carburants	132	30 752	31 806	42 537	81 082
Achats de carburants	-136	-29 399	-30 251	-40 228	-75 766
Variation de stocks de carburants					
Marge brute sur ventes	*-4*	*1 353*	*1 555*	*2 309*	*5 316*
Taux de marge sur ventes de carburants	-3,03%	4,40%	4,89%	5,43%	6,56%
Production vendue de biens	929	24 495	57 598	68 789	55 822
Production vendue de services	3 923 837	3 541 787	3 963 609	3 985 283	3 993 190
Droits de première accession	213 849			166 722	
Production vendue	*4 138 615*	*3 566 282*	*4 021 207*	*4 220 794*	*4 049 012*
Autres produits d'exploitation	*8*	*16*	*1 918*	*9*	*9*
Produits d'exploitation	**4 138 619**	**3 567 651**	**4 024 680**	**4 223 112**	**4 054 337**
Achats d'approvisionnements					
Variation de stocks d'approvisionnements					
Autres achats	-9 009				
Achats non stockés de fournitures	-418 125	-249 392	-250 160	-246 852	-256 880
Autres charges externes hors grosses réparations sur biens immobiliers	-3 531 114	-1 930 681	-1 757 690	-1 485 817	-1 407 915
Grosses réparations sur biens immobiliers			-40 769	-135 535	-128 000
+ Personnel extérieur à l'entreprise	60 495	102 870	103 026	81 560	6 788
+ Subventions d'exploitation (hors aides à l'emploi)	6 000	6 000			
+ Production immobilisée	2 187				
+ Transferts de charges affectables	540 013		6 755	4 325	4 878
Impôts, taxes et versements assimilés	-33 876	-52 487	-48 698	-50 350	-48 582
Autres charges d'exploitation	-36 679	-4 029	-24 387	-1 413	-92 447
Consommations intermédiaires	**-3 420 108**	**-2 127 719**	**-2 011 923**	**-1 834 082**	**-1 922 156**
Valeur ajoutée vendue	**718 511**	**1 439 932**	**2 012 757**	**2 389 030**	**2 132 179**
Salaires et traitements	-602 736	-738 259	-682 131	-590 800	-609 117
Charges sociales	-287 642	-300 510	-270 870	-238 175	-241 309
Charges exceptionnelles liées à l'activité		-5 642			
Personnel extérieur à l'entreprise	-60 495	-102 870	-103 026	-81 560	-6 788
+ Subventions d'exploitation (aides à l'emploi)					
+ Transferts de charges de personnel	61 362	6 809	33 583	6 324	
Charges de personnel	**-889 511**	**-1 140 472**	**-1 022 444**	**-904 211**	**-857 214**
Excédent brut d'exploitation	**-171 000**	**299 460**	**990 313**	**1 484 819**	**1 274 965**
- Variation totale des stocks					
Excédent brut d'exploitation (hors variations de stocks)	**-171 000**	**299 460**	**990 313**	**1 484 819**	**1 274 965**
Créances clients et comptes rattachés	-1 354 326	92 493	13 847	-114 634	94 247
Autres créances d'exploitation	-778 721	-22 558	-5 852	32 370	40 021

TABLEAU PLURIANNUEL DES FLUX DE TRÉSORERIE

Postes et rubriques	2019	2018	2017	2016	2015
Charges constatées d'avance d'exploitation	1 093	-4 327	691	-2 226	76 582
Variations des créances liées à l'exploitation	*-2 131 954*	*65 608*	*8 686*	*-84 490*	*210 850*
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	855 627	17 057	-110 383	107 354	-333 185
Dettes fiscales d'exploitation	219 478	-6 884	-299	780	-6 178
Dettes sociales d'exploitation	-93 654	45 914	27 224	-3 096	-38 602
Autres dettes d'exploitation	842	-83	1 320	-19	-6 262
Produits constatés d'avance d'exploitation		-8 920	108	-38	-27
Variations des dettes liées à l'exploitation	*982 293*	*47 084*	*-82 030*	*104 981*	*-384 254*
Incidence de la variation des décalages de trésorerie sur opérations d'exploitation	**-1 149 661**	**112 692**	**-73 344**	**20 491**	**-173 404**
Flux net de trésorerie provenant de l'exploitation	**-1 320 661**	**412 152**	**916 969**	**1 505 310**	**1 101 561**
Flux net de trésorerie provenant de l'exploitation / chiffre d'affaires	*-31,91%*	*11,46%*	*22,62%*	*35,31%*	*26,67%*
Charges financières hors intérêts des emprunts	-8		-114	-370	-709
Produits financiers	4 570	7 391	12 132	22 283	25 486
Charges exceptionnelles liées à l'activité				-160 000	
Produits exceptionnels liés à l'activité	413	42 145			12 294
Impôts sur les bénéfices	-18 202	204 920	-240 095	-504 607	-90 523
Autres encaissements et décaissements liés à l'activité	**-13 227**	**254 456**	**-226 077**	**-642 694**	**-53 452**
Créances d'impôts sur les bénéfices	180 747	-110 603	-303 826		3 720
Intérêts courus à recevoir	-1 014	862	1 055	-3 777	-514
Débiteurs divers			13 308	-1 014	-12 294
Charges constatées d'avance diverses				358	708
Variations des créances diverses liées à l'activité	*179 733*	*-109 741*	*-289 463*	*-4 433*	*-8 380*
Dettes d'impôts sur les bénéfices			-389 507	331 406	58 101
Créditeurs divers					
Variations des dettes diverses liées à l'activité			*-389 507*	*331 406*	*58 101*
Incidence de la variation des décalages de trésorerie sur autres encaissements et décaissements liés à l'activité	**179 733**	**-109 741**	**-676 970**	**326 973**	**49 721**
Flux net de trésorerie provenant des opérations hors exploitation liées à l'activité	**166 506**	**144 715**	**-907 047**	**-315 721**	**-3 731**
FLUX NET DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉ PAR L'ACTIVITÉ	**-1 154 155**	**556 867**	**9 922**	**1 189 589**	**1 097 830**
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT					
Immobilisations incorporelles	-2 800		-1 600	-1 796	-10 167
Immobilisations corporelles	-245 291	-31 683	-86 688	-225 265	-183 657
Immobilisations financières		-775			
Acquisitions d'immobilisations	**-248 091**	**-32 458**	**-88 288**	**-227 061**	**-193 824**
Immobilisations incorporelles					
Immobilisations corporelles	19 385	1 500	4 572	24 500	2 501
Cessions ou réductions d'immobilisations financières	1 386				

TABLEAU PLURIANNUEL DES FLUX DE TRÉSORERIE

Postes et rubriques	2019	2018	2017	2016	2015
Cessions d'immobilisations	**20 771**	**1 500**	**4 572**	**24 500**	**2 501**
Charges exceptionnelles liées aux opérations d'investissement				-350	
Produits exceptionnels liés aux opérations d'investissement	127 256				
Autres encaissements et décaissements liés aux opérations d'investissement	**127 256**			**-350**	
Fournisseurs d'immobilisations débiteurs					
Fournisseurs d'immobilisations - Avoirs à recevoir					
Créances de T.V.A. sur immobilisations	-1 640	-2 024	14 281	-12 995	9 452
État – Produits à recevoir	-124 983				
Indemnités de sinistre à recevoir					
Variations des créances diverses liées aux opérations d'investissement	*-126 623*	*-2 024*	*14 281*	*-12 995*	*9 452*
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	30 447	-12 903	-10 311	6 443	-56 508
Dettes de T.V.A. sur Immobilisations					
État - Taxes d'urbanisme					
Créditeurs divers - Charges à payer					
Variations des dettes diverses liées aux opérations d'investissement	*30 447*	*-12 903*	*-10 311*	*6 443*	*-56 508*
Incidence de la variation des décalages de trésorerie sur opérations d'investissement	**-96 176**	**-14 927**	**3 970**	**-6 552**	**-47 056**
FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT	**-196 240**	**-45 865**	**-79 748**	**-209 463**	**-238 379**
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT					
Dividendes versés					
Augmentations de capital en numéraire					
Subventions d'investissement reçues	164 269	12 680	39 242	66 837	41 842
Augmentations des dettes financières					
Remboursements de subventions d'investissement	-462 886	-386 020	-484 494	-550 743	-595 062
Remboursements des dettes financières	-20 756	-33 744	-53 169	-73 888	-94 209
Intérêts sur emprunts					
Encaissements et décaissements liés aux opérations de financement	**-339 373**	**-407 084**	**-498 421**	**-557 794**	**-647 429**
Subventions d'investissement à recevoir					
Variations des créances diverses liées aux opérations de financement					
Intérêts courus non échus sur emprunts	-246	-520	-838	-807	-1 096
État - Subventions d'investissement F.E.D.E.R.					
Créditeurs divers - Charges à payer					
Variations des dettes diverses liées aux opérations de financement	*-246*	*-520*	*-838*	*-807*	*-1 096*
Incidence de la variation des décalages de trésorerie sur opérations de financement	**-246**	**-520**	**-838**	**-807**	**-1 096**
FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT	**-339 619**	**-407 604**	**-499 259**	**-558 601**	**-648 525**
VARIATION DE TRÉSORERIE	**-1 690 014**	**103 378**	**-569 063**	**421 525**	**210 926**
TRÉSORERIE D'OUVERTURE					
Valeurs mobilières de placement				2 597 354	2 637 504

TABLEAU PLURIANNUEL DES FLUX DE TRÉSORERIE

Postes et rubriques	2019	2018	2017	2016	2015
Disponibilités	2 843 674	2 740 170	3 309 253	290 374	39 298
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques	-126				
TRÉSORERIE D'OUVERTURE	**2 843 548**	**2 740 170**	**3 309 253**	**2 887 728**	**2 676 802**
TRÉSORERIE DE CLÔTURE					
Valeurs mobilières de placement					2 597 354
Disponibilités	1 153 534	2 843 674	2 740 170	3 309 253	290 374
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		-126			
TRÉSORERIE DE CLÔTURE	**1 153 534**	**2 843 548**	**2 740 170**	**3 309 253**	**2 887 728**

TABLEAU PLURIANNUEL DES FLUX DE TRÉSORERIE

Note explicative

Détail des charges et produits exceptionnels

Postes et rubriques	2019	2018	2017	2016	2015
Subvention de soutien forfaitaire versée à l'Agence d'études urbaines et rurales de la région nantaise (AURAN)				90 000	
Versement exceptionnel effectué dans le régime d'assurance des indemnités de départ à la retraite pour rattraper les droits acquis par les salariés au 31/12/2016.				70 000	
Rappel de cotisations et contributions de sécurité sociale suite à vérification URSSAF		5 642			
Charges exceptionnelles liées à l'activité		*5 642*		*160 000*	
Rentrées sur créances amorties		5 765			
Extinction de dettes fournisseurs d'exploitation prescrites		36 380			
Condamnation définitive en réparation des préjudices matériel et moral (A. Crimé)					12 294
Trop-perçu remboursement cotisation de financement APAVE	413				
Produits exceptionnels liés à l'activité	*413*	*42 145*			*12 294*
Frais de cession matériel de conditionnement de déchets recyclables				350	
Charges exceptionnelles liées aux opérations d'investissement				*350*	
Participation AGEFIPH financement adaptation poste de travail	2 274				
Indemnité dans le cadre du transfert et de la mise en exploitation du nouveau site	124 982				
Produits exceptionnels liés aux opérations d'investissement	*127 256*				

TABLEAU PLURIANNUEL DES FLUX FINANCIERS

Postes et rubriques	2019	2018	2017	2016	2015
Valeur ajoutée vendue	718 511	1 439 932	2 012 757	2 389 030	2 132 179
Excédent brut d'exploitation	-171 000	299 460	990 313	1 484 819	1 274 965
TAUX DE MARGE (EBE/VA) (%)	**-23,80**	**20,80**	**49,20**	**62,15**	**59,80**
EXCÉDENT DE TRÉSORERIE D'EXPLOITATION					
Excédent brut d'exploitation (hors variations de stocks)	-171 000	299 460	990 313	1 484 819	1 274 965
Incidence de la variation des décalages de trésorerie sur opérations d'exploitation	-1 149 661	112 692	-73 344	20 491	-173 404
EXCÉDENT DE TRÉSORERIE D'EXPLOITATION	**-1 320 661**	**412 152**	**916 969**	**1 505 310**	**1 101 561**
TRÉSORERIE APRÈS FINANCEMENT INTERNE					
Acquisitions d'immobilisations (hors immobilisations financières)	-248 091	-31 683	-88 288	-227 061	-193 824
Incidence de la variation des décalages de trésorerie sur opérations d'investissement	-96 176	-14 927	3 970	-6 552	-47 056
Produits exceptionnels liés aux opérations d'investissement	127 256				
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	*-217 011*	*-46 610*	*-84 318*	*-233 613*	*-240 880*
TRÉSORERIE APRÈS FINANCEMENT INTERNE	**-1 537 672**	**365 542**	**832 651**	**1 271 697**	**860 681**
SOLDE FINANCIER					
Variation des placements de trésorerie	1 596 469	-6 715	592 602	-407 767	-209 850
Produits financiers des placements de trésorerie	4 544	7 365	12 111	22 261	25 458
Charges financières des placements de trésorerie				-707	-708
Encaissements et décaissements liés aux opérations de placements de trésorerie	*1 601 013*	*650*	*604 713*	*-386 213*	*-185 100*
Charges constatées d'avance diverses				358	708
Intérêts courus à recevoir sur dépôts à terme en banque	-1 014	862	1 055	-3 777	-514
Incidence de la variation des décalages de trésorerie sur opérations de placements de trésorerie	*-1 014*	*862*	*1 055*	*-3 419*	*194*
Revenus financiers des placements de trésorerie	**1 599 999**	**1 512**	**605 768**	**-389 632**	**-184 906**
Variation des emprunts et dettes financières	-318 617	-373 340	-445 252	-483 906	-553 220
Variation des concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques	-126	126			
Frais financiers	-20 764	-33 744	-53 283	-73 551	-94 210
Encaissements et décaissements liés aux opérations de financement	*-339 507*	*-406 958*	*-498 535*	*-557 457*	*-647 430*
Intérêts courus non échus sur emprunts	-246	-520	-838	-807	-1 096
Créditeurs divers - Charges à payer					
Incidence de la variation des décalages de trésorerie sur opérations de financement	*-246*	*-520*	*-838*	*-807*	*-1 096*
Solde bancaire	**-339 753**	**-407 478**	**-499 373**	**-558 264**	**-648 526**
Impôts sur les bénéfices	-18 202	204 920	-240 095	-504 607	-90 523
Créances d'impôts sur les bénéfices	180 747	-110 603	-303 828		3 720
Dettes d'impôts sur les bénéfices			-389 507	331 406	58 101
Incidence de la variation des décalages de trésorerie sur impôts sur les bénéfices	*180 747*	*-110 603*	*-693 333*	*331 406*	*61 821*
Impôts sur les bénéfices	**162 545**	**94 317**	**-933 428**	**-173 201**	**-28 702**
SOLDE FINANCIER	**1 422 791**	**-311 649**	**-827 033**	**-1 121 097**	**-862 134**
SOLDE DE GESTION	**-114 881**	**53 893**	**5 618**	**150 600**	**-1 453**

TABLEAU PLURIANNUEL DES FLUX FINANCIERS

Postes et rubriques	2019	2018	2017	2016	2015
Dividendes versés					
SOLDE DE GESTION après distribution	**-114 881**	**53 893**	**5 618**	**150 600**	**-1 453**
AUTRES FLUX DE TRESORERIE (OPERATIONS HORS ACTIVITE)					
Augmentations de capital en numéraire					
Subventions d'investissement reçues					
Remboursements de subventions d'investissement					
Encaissements et décaissements liés aux capitaux propres hors exploitation					
Subventions d'investissement à recevoir					
Etat - Subventions d'Investissement F.E.D.E.R.					
Incidence de la variation des décalages de trésorerie sur capitaux propres hors exploitation					
Encaissements et décaissements liés aux capitaux propres hors exploitation					
Acquisitions d'immobilisations financières		-775			
Cessions ou réductions d'immobilisations financières	1 386				
Produits financiers des actifs financiers	26	26	21	22	28
Encaissements et décaissements liés aux immobilisations financières	**1 412**	**-749**	**21**	**22**	**28**
Charges exceptionnelles liées à l'activité				-160 000	
Produits exceptionnels liés à l'activité	413	42 145			12 294
Encaissements et décaissements liés aux charges et produits exceptionnels sur opérations de gestion	*413*	*42 145*		*-160 000*	*12 294*
Cessions d'immobilisations incorporelles					
Cessions d'immobilisations corporelles	19 385	1 500	4 572	24 500	2 501
Charges exceptionnelles liées aux opérations d'investissement				-350	
Autres charges exceptionnelles sur opérations en capital					
Produits exceptionnels liés aux opérations d'investissement					
Encaissements et décaissements liés aux charges et produits exceptionnels sur opérations en capital	*19 385*	*1 500*	*4 572*	*24 150*	*2 501*
Créditeurs divers - Charges à payer					
Incidence de la variation des décalages de trésorerie sur charges et produits exceptionnels sur opérations en capital					
Encaissements et décaissements liés aux charges et produits exceptionnels	**19 798**	**43 645**	**4 572**	**-135 850**	**14 795**
Débiteurs divers			13 308	-1 014	-12 294
Créditeurs divers					
Incidence de la variation des décalages de trésorerie sur autres encaissements et décaissements hors activité			**13 308**	**-1 014**	**-12 294**
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS HORS ACTIVITE	**21 210**	**42 896**	**17 901**	**-136 842**	**2 529**
VARIATION DES LIQUIDITES	**-93 671**	**96 789**	**23 519**	**13 758**	**1 076**
Valeurs à l'encaissement	173	16	121	664	605
Soldes débiteurs de banques	172 082	74 801	51 952	38 922	37 683

TABLEAU PLURIANNUEL DES FLUX FINANCIERS

Postes et rubriques	2019	2018	2017	2016	2015
Caisse	2 185	2 834	2 059	788	1 010
LIQUIDITÉS D'OUVERTURE	**174 440**	**77 651**	**54 132**	**40 374**	**39 298**
Valeurs à l'encaissement		173	16	121	664
Soldes débiteurs de banques	79 260	172 082	74 801	51 952	38 922
Caisse	1 509	2 185	2 834	2 059	788
LIQUIDITÉS DE CLÔTURE	**80 769**	**174 440**	**77 651**	**54 132**	**40 374**

TABLEAU PLURIANNUEL DES FLUX FINANCIERS

Postes et rubriques	Flux 2015 - 2019	Moyenne (% VA)
Valeur ajoutée vendue	8 692 409	100,00
Excédent brut d'exploitation	3 878 557	44,62
TAUX DE MARGE (EBE/VA) (%)	**44,62**	**44,62**
EXCÉDENT DE TRÉSORERIE D'EXPLOITATION		
Excédent brut d'exploitation (hors variations de stocks)	3 878 557	44,62
Incidence de la variation des décalages de trésorerie sur opérations d'exploitation	-1 263 226	-14,53
EXCÉDENT DE TRÉSORERIE D'EXPLOITATION	**2 615 331**	**30,09**
TRÉSORERIE APRÈS FINANCEMENT INTERNE		
Acquisitions d'immobilisations (hors immobilisations financières)	-788 947	-9,08
Incidence de la variation des décalages de trésorerie sur opérations d'investissement	-160 741	-1,85
Produits exceptionnels liés aux opérations d'investissement	127 256	1,46
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	*-822 432*	*-9,46*
TRÉSORERIE APRÈS FINANCEMENT INTERNE	**1 792 899**	**20,63**
SOLDE FINANCIER		
Variation des placements de trésorerie	1 564 739	18,00
Produits financiers des placements de trésorerie	71 739	0,83
Charges financières des placements de trésorerie	-1 415	-0,02
Encaissements et décaissements liés aux opérations de placements de trésorerie	*1 635 063*	*18,81*
Charges constatées d'avance diverses	1 066	0,01
Intérêts courus à recevoir sur dépôts à terme en banque	-3 388	-0,04
Incidence de la variation des décalages de trésorerie sur opérations de placements de trésorerie	*-2 322*	*-0,03*
Revenus financiers des placements de trésorerie	**1 632 741**	**18,78**
Variation des emprunts et dettes financières	-2 174 335	-25,01
Variation des concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		
Frais financiers	-275 552	-3,17
Encaissements et décaissements liés aux opérations de financement	*-2 449 887*	*-28,18*
Intérêts courus non échus sur emprunts	-3 507	-0,04
Créditeurs divers - Charges à payer		
Incidence de la variation des décalages de trésorerie sur opérations de financement	*-3 507*	*-0,04*
Solde bancaire	**-2 453 394**	**-28,22**
Impôts sur les bénéfices	-648 507	-7,46
Créances d'impôts sur les bénéfices	-229 962	-2,65
Dettes d'impôts sur les bénéfices		
Incidence de la variation des décalages de trésorerie sur impôts sur les bénéfices	*-229 962*	*-2,65*
Impôts sur les bénéfices	**-878 469**	**-10,11**
SOLDE FINANCIER	**-1 699 122**	**-19,55**
SOLDE DE GESTION	**93 777**	**1,08**

TABLEAU PLURIANNUEL DES FLUX FINANCIERS

Postes et rubriques	Flux 2015 - 2019	Moyenne (% VA)
Dividendes versés		
SOLDE DE GESTION après distribution	**93 777**	**1,08**
AUTRES FLUX DE TRESORERIE (OPERATIONS HORS ACTIVITE)		
Augmentations de capital en numéraire		
Subventions d'investissement reçues		
Remboursements de subventions d'investissement		
Encaissements et décaissements liés aux capitaux propres hors exploitation		
Subventions d'investissement à recevoir		
État - Subventions d'investissement F.E.D.E.R.		
Incidence de la variation des décalages de trésorerie sur capitaux propres hors exploitation		
Encaissements et décaissements liés aux capitaux propres hors exploitation		
Acquisitions d'immobilisations financières	-775	-0,01
Cessions ou réductions d'immobilisations financières	1 386	0,02
Produits financiers des actifs financiers	123	0,00
Encaissements et décaissements liés aux immobilisations financières	**734**	**0,01**
Charges exceptionnelles liées à l'activité	-160 000	-1,84
Produits exceptionnels liés à l'activité	54 852	0,63
Encaissements et décaissements liés aux charges et produits exceptionnels sur opérations de gestion	*-105 148*	*-1,21*
Cessions d'immobilisations incorporelles	52 458	0,60
Cessions d'immobilisations corporelles	-350	0,00
Charges exceptionnelles liées aux opérations d'investissement		
Autres charges exceptionnelles sur opérations en capital		
Produits exceptionnels liés aux opérations d'investissement		
Encaissements et décaissements liés aux charges et produits exceptionnels sur opérations en capital	*52 108*	*0,60*
Créditeurs divers - Charges à payer		
Incidence de la variation des décalages de trésorerie sur charges et produits exceptionnels sur opérations en capital		
Encaissements et décaissements liés aux charges et produits exceptionnels	**-53 040**	**-0,61**
Débiteurs divers		
Créditeurs divers		
Incidence de la variation des décalages de trésorerie sur autres encaissements et décaissements hors activité		
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS HORS ACTIVITE	**-52 306**	**-0,60**
VARIATION DES LIQUIDITES	**41 471**	**0,48**
Valeurs à l'encaissement	605	

TABLEAU PLURIANNUEL DES FLUX FINANCIERS

Postes et rubriques	Flux 2015 - 2019	Moyenne (% VA)
Soldes débiteurs de banques	37 683	
Caisse	1 010	
LIQUIDITÉS D'OUVERTURE AU 01/01/2015	**39 298**	
Valeurs à l'encaissement		
Soldes débiteurs de banques	79 260	
Caisse	1 509	
LIQUIDITÉS DE CLÔTURE AU 31/12/209	**80 769**	

Nantes Métropole

www.nantesmetropole.fr

EXTRAIT

SPL
RÉGIONALE DES PAYS DE LA LOIRE

RAPPORT DES ADMINISTRATEURS

DE NANTES METROPOLE AU SEIN DE LA SPL

2019

SPL REGIONALE DES PAYS DE LA LOIRE

Rapport au Conseil métropolitain de Nantes Métropole actionnaire, des représentants de Nantes Métropole désignés comme administrateurs au sein de la SPL, en application de l'article L.1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales

EXERCICE 2019

FICHE SIGNALETIQUE

ETAT CIVIL

Société Publique Locale Régionale des Pays de la Loire

Siège social et adresse administrative :	7, rue du Général de Bollardière - CS 80221 - 44202 Nantes Cedex 2
	Tél : 02 40 89 89 89 Fax : 02 40 89 89 85
N° RCS :	513 682 591
Date de création :	2009
Objet social :	Réaliser pour le compte de ses collectivités actionnaires et dans le périmètre géographique de celles-ci, des actions ou opérations d'aménagement
Président :	Mme Christelle Morançais
Directeur Général :	M. Dominique Mariani
Commissaire aux comptes :	KPMG (titulaire), RSM Ouest(suppléant)
Nombre de salariés à fin 2019 :	93

ACTIONNARIAT

Actionnaires	Nombre d'actions détenues	Capital	% du capital
COLLECTIVITES LOCALES			
La Région des Pays de la Loire	1 447	1447000 €	96,47%
Conseils Départementaux	5	5000 €	0,33%
Angers Loire Métropole	8	8000 €	0,53%
Laval Agglomération	8	8000 €	0,53%
La Ville de la Roche-sur-Yon	8	8000 €	0,53%
La Mans Métropole	8	8000 €	0,53%
La CARENE	8	8000 €	0,53%
Nantes Métropole	8	8000 €	0,53%
TOTAL	**1 500**	**1500000 €**	**100%**

Nombre total d'administrateurs :	18
- dont représentant de Nantes Métropole	*1 (Pascal Pras)*
Nombre total de censeurs :	5
- dont représentant de Nantes Métropole	*0*

JURIDIQUE

Contrats conclus avec Nantes Métropole :	Néant

FINANCIER

Financement apporté par Nantes Métropole pour 2019 :	Néant
Résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2019 :	159687 €
Garanties d'emprunt avec Nantes Métropole :	Néant

SPL Régionale des Pays de la Loire

Comptes annuels au 31 décembre 2019

Bilan simplifié

ACTIF	€uro	PASSIF	€uro
Immobilisations incorporelles	87 637	Capital social	1 500 000
Immobilisations corporelles	308 815	Réserves	14 599
Immobilisations financières	38 564	Report à nouveau	247 243
		Résultat de l'exercice	159 688
Total Actif immobilisé (I)	**435 016**	Autres subventions d'investissement	368 708
		Capitaux propres (I)	**2 290 238**
Stocks et en-cours			
Créances d'exploitation	5 623 703		
Autres créances	2 360 118	**Autres fonds propres (II)**	**0**
Total Actif Circulant (II)	**7 983 821**	**Provisions pour risques et charges(III)**	**810 524**
Valeurs mobilières de placement	0	Emprunts et dettes	7 368
Disponibilités	8 218 504	Fournisseurs et comptes rattachés	6 096 981
		Dettes fiscales et sociales	3 010 442
Total Trésorerie (III)	**8 218 504**	Autres dettes	4 390 118
		Total Dettes (IV)	**13 504 909**
Comptes de régularisation (IV)	**28 984**	**Comptes de régularisation (V)**	**60 654**
TOTAL GENERAL (I + II + III+IV)	**16 666 325**	**TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)**	**16 666 325**

Compte de résultat

POSTES	€uro
Total des produits d'exploitation	16 772 598
Total des charges d'exploitation	16 691 013
dont charges de personnel	6 723 863
RESULTAT D'EXPLOITATION	**81 586**
Total des produits financiers	
Total des charges financières	3 874
RESULTAT FINANCIER	**-3 874**
Total des produits exceptionnels	142 838
Total des charges exceptionnelles	
RESULTAT EXCEPTIONNEL	**142 838**
Participation des salariés aux résultats	0
Impôts sur les bénéfices	60 861
BENEFICE OU PERTE	**159 688**

Important : Les chiffres ci-dessus sont communiqués sous réserve d'être approuvés lors de l'Assemblée Générale de la SPL

SYNTHESE DES POSITIONS PRISES PAR LES ADMINISTRATEURS AU COURS DE L'ANNEE 2019

Administrateur Nantes Métropole

- M. PRAS

Décisions marquantes prises durant les Conseils d'Administration s'étant tenus en 2019

- ***Conseil d'Administration du 21 janvier 2019***
  - Approbation du procès-verbal de la séance du 3 décembre 2018
  - Nomination d'un nouveau controleur de gestion pour le GIE
  - Plan d'actions 2019 et adoption du budget prévisionnel
  - Appel d'offres : fourniture d'un accès à un environnement professionnel d'échanges
  - Changement de nom et convocation d'une Assemblée Générale Extraordinaire

- ***Conseil d'Administration du 5 avril 2019 :***
  - Approbation du procès-verbal de la séance du 21 janvier 2019
  - Nomination du directeur général et rémunération du mandat social associé à ses fonctions
  - Point sur l'activité du GIE des EPL des Pays de la Loire et de la SPR
  - Comparaison des budgets 2018 prévisionnels et réalisés du GIE des EPL des Pays de la Loire et de la SPR
  - Adoption du rapport de gestion du Conseil d'Administration pour la SPR et arrêté des comptes 2018
  - Convocation de l'assemblée générale ordinaire d'arrêté des comptes
  - Avenants aux Conventions :
    - Avenant en moins value dans le cadre d'une convention de mandat de maitrise d'ouvrage dans le cadre de l'opération relative à la création du centre d'interprétation et de valorisation de l'estuaire et de la Loire dans l'ancienne usine élévatoire à St Nazaire
    - Avenant à la convention de maitrise d'ouvrage relative à la création d'un musée de France dans la fannerie de l'Abbaye de Fontevraud
  - Convention de prestations de services « Dynamique de filière et promotion économique » à passer avec la Région Pays de la Loire
  - Reprise des activités GIP Technocampus
  - Adhésion Réseau Enterprise European Network
  - Immatriculation Atout France

- ***Conseil d'Administration du 12 juillet 2019 :***
  - En l'absence de quorum, le Conseil d'Administration n'a pu délibérer sur l'ordre du jour

- ***Conseil d'Administration du 27 septembre 2019 :***
  - Approbation du procès-verbal de la séance du 5 avril 2019
  - Changement d'un représentant de la Région des Pays de la Loire
  - Conventions de prestations de services « Appui au déploiement du projet Smile (Smart Ideas to Link Energies) »
  - Avenant N°1 à la convention de prestations de services « Dynamique de filières et promotion économique » 2019
  - Technocampus

- ***Conseil d'Administration du 15 novembre'2019 :***
  - Approbation du procès-verbal de la séance du 27 septembre 2019
  - Réexamen annuel des conventions conclues et autorisées au cours des exercices antérieurs
  - Convention de prestations de services fixant les conditions d'intervention de la SPR pour la mise en place de l'Académie des Jeunes Chercheurs en Pays de la Loire (PULSAR)
  - PROXINNOV

Taux de participation de l'administrateur mandataire de la collectivité en 2019 : 60%

Jetons de présence versés au représentant de la collectivité pour 2019 : 315€ (montant net)

SYNTHESE DES CONTROLES EFFECTUES SUR LA SPL REGION AU COURS DE L'EXERCICE 2019

Contrôles sur exercice 2019 : Néant

RAPPORT ADMINISTRATEURS SPL RÉGIONALE DES PAYS DE LA LOIRE 2019

ANNEXES

Important : L'ensemble des documents joints en annexe du présent rapport sont fournis sous réserve d'être approuvés par l'Assemblée Générale de la SPR

Rapport de gestion du Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale - exercice 2019

Comptes annuels 2019

Annexe 3

DOCUMENTS PREPARATOIRES
A L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE
DE LA SPR

Vendredi 5 juin 2020

ORDRE DU JOUR DE L'ASSEMBLEE GENERALE

1. Rapport de gestion du GIE des EPL pour l'exercice clos le 31 décembre 2019
2. Rapport de gestion du Conseil d'administration sur l'activité de la Société publique régionale pendant l'exercice clos le 31 décembre 2019
3. Rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes de cet exercice
4. Approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2019
5. Affectation du résultat de l'exercice
6. Approbation des conventions visées par les articles L 225-38 et suivants du Code de Commerce
7. Pouvoirs pour les formalités

1. Rapport de gestion du GIE des EPL **pour l'exercice clos le 31 décembre 2019**

RAPPORT DE GESTION DU GIE

Mesdames, Messieurs,

Nous vous avons réunis en Assemblée Générale à l'effet de vous présenter notre rapport de gestion et vous inviter à statuer sur ce rapport et sur les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2019.

M. Cyprien SCHNEIDER, Commissaire aux Comptes, vous donnera par ailleurs lecture de son rapport.

RAPPORT DE GESTION

ANNEE 2019

GIE DES EPL DES PAYS DE LA LOIRE

SOMMAIRE

RAPPORT DE GESTION 2019

PREMIERE PARTIE :
LA VIE DU GROUPEMENT ET LA PRESENTATION DES COMPTES DU GIE DES EPL DES PAYS DE LA LOIRE 8

LA VIE DU GROUPEMENT 8
LA PRESENTATION DU GROUPEMENT 8
LE PERSONNEL DU GROUPEMENT 9
LES LOCAUX 10
LES CONTROLES EXTERNES 10

LA PRESENTATION DES COMPTES ANNUELS 11
LE COMPTE DE RESULTAT 11
LE BILAN 11

DEUXIEME PARTIE :
L'ACTIVITE OPERATIONELLE DE L'EXERCICE ECOULE 13

TROISIEME PARTIE :
AUTRES **INFORMATIONS SUR L'**ACTIVITE DU GIE 16

PREMIERE PARTIE : LA VIE DU GROUPEMENT ET LA PRESENTATION DES COMPTES DU GIE DES EPL DES PAYS DE LA LOIRE

LA VIE DU GROUPEMENT

LA PRESENTATION DU GROUPEMENT

Le GIE des EPL des Pays de la Loire a été créé le 17 décembre 2010.

Les membres du GIE des EPL des Pays de la Loire sont la Société publique régionale des Pays de la Loire représentée par le Président et la SEM régionale des Pays de la Loire représentée par le Directeur Général.

La SEM représentée par M. Dominique Mariani (Directeur Général) a été nommée en qualité d'administrateur du GIE des EPL des Pays de la Loire.

L'administrateur est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom du groupement, mais seulement dans la limite de son objet.

Toutefois, il ne pourra pas sans l'accord préalable des membres du groupement :

- Acquérir ou céder des biens immobiliers du groupement
- Consentir toutes hypothèques et antichrèses, tous nantissements et tous cautionnements sur les biens du groupement.
- Souscrire tous emprunts pour le compte du groupement

Le GIE des EPL des Pays de Loire dont la forme juridique est celle d'un Groupement d'intérêt économique a pour objet la mise en commun des moyens et compétences, et notamment :

- mettre à la disposition de ses membres des moyens communs, matériels et humains ;
- contracter au moyen des procédures appropriées avec toute personne physique ou morale pour apporter des moyens à ses membres ;
- effectuer des mises à disposition réciproques de moyens opérationnels.

Le groupement a été constitué sans capital.

Le commissaire aux comptes titulaire est le Cabinet KPMG AUDIT OUEST représenté par Monsieur Cyprien SCHNEIDER.

Le commissaire aux comptes suppléant est le Cabinet RSM Ouest.

LE PERSONNEL DU GROUPEMENT

Evolution globale des effectifs :

Au 31/12/2019, 12 personnes travaillent au GIE (soit 11,60 personnes à temps plein), dont :

- 12 CDI

  dont :

  - 10 cadres
  - 2 employés

Au cours de l'exercice, il faut noter aucune arrivée et départ

Moyenne d'âge par sexe :

Pour les femmes : 50 ans
Pour les hommes : 52 ans

La rémunération

La masse salariale globale est de 582 259 euros.

Dialogue social :

8 réunions ont été organisées avec le Comité Economique et Sociale,

4 réunions ont été organisées avec la commission CSST

Les thèmes de travail avec le Comité social et économique ont été les suivants en 2019 : le fonctionnement du CSE, l'agenda social des réunions et des commissions, les consultations obligatoires pour l'année 2019, la définition des actions et du budget pour les œuvres sociales, le plan de développement des compétences, la charte télétravail

Les thèmes de travail avec la CSSCT ont été les suivants en 2019 : la révision du document unique (qui se poursuivra en 2020), la gestion et l'aménagement des locaux, la désignation d'un référent unique, la protection des salariés isolés, les statistiques relatives aux accidents et aux maladies.

Absentéisme – accidents de travail

Celui-ci est motivé par :

	Nombre de salariés	Nombre de jours
la maladie	7	47 jours
la maternité/paternité – adoption	1	11 jours
les jours « enfants malades »	1	3 jours
les accidents de travail		
Autres :		

Formation : dépenses et nombres de stagiaires

Le budget consacré à la formation continue professionnelle au cours de l'exercice 2019 s'élève, hors charges salariales et frais de déplacement à 9 286 € HT.

Cette somme représente les frais pédagogiques pour un total de 9 formations.

Stagiaires - étudiants

Le GIE des EPL n'a pas accueilli de stagiaire en 2019.

LES LOCAUX

Depuis le 1er juillet 2013, le GIE des EPL des Pays de la Loire loue des bureaux 7 rue du Général de Bollardière à Nantes, pour une partie des locaux dont la SEM régionale est propriétaire.

LES CONTROLES EXTERNES

Néant

LA PRESENTATION DES COMPTES ANNUELS

L'exercice comptable a une durée de 12 mois recouvrant la période du 1er janvier 2019 au 31 décembre 2019.

Analyse économico-financière

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2019 ont été établis conformément aux règles de présentation et aux méthodes d'évaluation prévues par la réglementation en vigueur.

L'activité du groupement se solde pour l'exercice clos au 31 décembre 2019 par un résultat de 0.

En vue de donner une vue claire et synthétique de l'activité de la société, nous vous présenterons ci-après les chiffres les plus significatifs. Une présentation détaillée est jointe à ce rapport.

LE COMPTE DE RESULTAT

Une présentation détaillée est jointe au rapport

1-	Résultat d'exploitation	- 75 €
2-	Résultat financier	0 €
3-	Résultat courant avant impôt	- 75 €
4-	Résultat exceptionnel	75 €
5-	Résultat net	0 €

LE BILAN

Une présentation détaillée est jointe au rapport

Au bilan avant répartition du résultat, le total est de 1 222 826,41 euros.

- Actif immobilisé

Dans les immobilisations figure la reprise des éléments corporels et incorporels de la SEM et les immobilisations incorporelles et corporelles acquises depuis la création de la société.

- Actif circulant

L'actif circulant est constitué des opérations réalisées en commun GIE/SPR/SEM, des disponibilités et des charges constatées d'avance.

- Capital, situation nette, capitaux (ou fonds) propres

Le groupement a été constitué sans capital.

- Provisions

Les engagements de retraite au 31/12/19 représentent un montant de 300 435 euros. Un contrat d'assurance a été souscrit auprès de Gan Eurocourtage Vie. Des versements ont été réalisés pour un montant de 20 435 euros.

Une provision pour les engagements en matière de pension, de compléments de retraire, d'indemnité et d'allocations a été constatée pour un montant de 280 000 euros au 31/12/19.

- Dettes

Les autres dettes sont les dettes liées aux fournisseurs, aux organismes sociaux et au Trésor Public (TVA).

LE COMPARATIF BUDGET PREVISIONNEL / REALISE

CHARGES (Montants HT)	BUDGET GIE ANNEE 2019 Montant HT	Réalisé au 31 déc 2019 Montant HT	ECART entre le Réalisé et le Budget 2019 Montant HT
"Mission Diriger" répartie suivant le Chiffre d'affaires	112 575	116 368	-3 793
"Mission Gestion Finances Juridique" répartie suivant le temps passé	410 078	415 854	-5 776
"Mission Ressources Humaines" répartie suivant l'effectif	216 696	243 579	-26 883
"Gestion Système d'info" répartie suivant l'effectif	583 594	529 041	54 553
"Gestion des locaux" répartie suivant la superficie	171 610	168 806	2 804
"Autres Activités" réparties suivant l'effectif	343 967	367 535	-23 568
TOTAL CHARGES	1 838 520	1 841 184	-2 664

** Explications des écarts*
Les dépenses réalisées sont légèrement supérieures aux dépenses prévues. Cependant les dépenses liées à Gestion Système d'information sont en forte évolution étant donné d'une hausse des frais de télécommunication et des licences d'exploitation logiciels.

PRODUITS (Montants HT)	BUDGET GIE ANNEE 2019 Montant HT	Réalisé au 31 déc 2019 Montant HT	ECART entre le Réalisé et le Budget 2019 Montant HT
Refacturation des charges à la SPR	1 733 931	1 721 560	12 371
Refacturation des charges à la SEM	39 589	52 344	-12 755
Autres produits (transferts de charges, refacturation charges locatives…)	65 000	67 280	-2 280
TOTAL PRODUITS	1 838 520	1 841 184	-2 664

** Explications des écarts*
Les produits réalisés sont légèrement supérieurs aux produits prévus.

DEUXIEME PARTIE : L'ACTIVITE OPERATIONNELLE DE L'EXERCICE ECOULE

Organisation des équipes au 31/12/2019

Directrice Administrative et Financière :	Hélène Perraud
Chargée des Ressources humaines :	Hélène Thai Thuc
Chef de projet Ressources humaines :	Odile Brin
Comptable :	Nathalie Géadas
Chargée d'Etudes Finances :	Armel Rucet
Chargée de mission Programmes Européens :	Véronique Legrand
Aide – Comptable :	Gaëlle Julien
Responsable informatique :	Thies Nowoitnick
Chef de projet informatique :	Morgan Perchec
Chef de projet informatique :	Pascale Etchebes
Accueil – standard :	Christine Pichard
Accueil – standard :	Pascal Jade
Mission juridique – Vie Sociale :	Emilie Agro

GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

Le GIE porte, pour le compte des entités qui composent Solutions&co (Société publique régionale, SEM et le GIE lui-même), la gestion opérationnelle de l'ensemble des ressources humaines des trois structures.

L'année 2019 a été marquée par des changements importants concernant l'organisation structurelle de Solutions&co, avec notamment :

- L'intégration à l'agence Solutions&co de l'équipe du Technocampus Océan (en juillet),
- L'accueil de la mission régionale « Pulsar » (décembre).
- Le département du RDI (Réseau de Développement de l'Innovation) a rejoint le département « Mutations économiques » qui devient département « Innovation et Mutations Economiques ».

Sur le plan de la gestion des ressources humaines, l'année 2019 a comptabilisé 14 départs et 17 embauches, dont 11 CDI.
Afin de faciliter la prise de fonction des nouveaux arrivants, Solutions&co a mis en place en 2019 des « Parcours d'intégration ». 7 salariés ont bénéficié de ce parcours en 2019.

Parallèlement, le Plan de développement des compétences continue à se structurer avec le déploiement de Parcours management en 2019 et la préparation de Parcours performances pour les ETAM. L'année 2019 a également été marquée par la mise en œuvre des nouveaux dispositifs de la loi « Avenir professionnel » et la sensibilisation des salariés à la gestion de leur Compte personnel d'activité.

La formation professionnelle

Le Plan de développement des compétences de Solutions&co s'inscrit dans les prérogatives de la nouvelle loi sur la formation professionnelle dans le sens où les actions de formation collectives privilégient des parcours professionnels opérationnels et intègrent la formation en situation de travail (c'est le cas des parcours d'intégration).

Formation : dépenses et nombres de stagiaires

Pour Solutions&co, le budget net consacré à la formation continue professionnelle au cours de l'exercice 2019 s'élève, hors charges salariales et frais de déplacement à 117 698 € HT.

Cette somme représente les frais pédagogiques pour un total de 155 stagiaires cumulés.

Organisé autour de 5 axes, le plan de développement des compétences est conçu pour accompagner les salariés et favoriser le développement de leurs compétences aussi bien en matière de savoir-être que de savoir-faire. Les 5 axes du Plan de formation :

Axe 1 : Développer les savoir-être et la culture d'entreprise
Axe 2 : Innover, créer de la valeur pour les clients de l'Agence et les aider à augmenter leurs performances économiques
Axe 3 : Développer ses savoir-faire et anticiper les mutations de son métier
Axe 4 : S'ouvrir, acquérir d'autres compétences professionnelles
Axe 5 : Formations règlementaires et de sécurité

Dans ce cadre, et financées à ce titre via les versements volontaires dédiés à la formation des trois structures, ont été réalisées :

- 31 formations individuelles,
- 13 formations collectives organisées en intra dont 2 Parcours management pour les directeurs et les managers, 6 formations aux réseaux sociaux (LinkedIn, Sales navigator, Facebook), 1 formation à la prospection des grands comptes, 1 formation pitch
- 71 salariés ont suivi au moins une formation en 2019, soit 68% de l'effectif.
- La durée moyenne de formation par salarié est de 15 heures.

D'autres dispositifs de financement ont été activés, qui viennent abonder la contribution financière de Solutions&co :

- en particulier via les droits « CPF » des salariés pour réaliser des formations certifiantes en langues (Anglais, allemand, italien et néerlandais), ou pour co-financer des formations diplômantes dans le cadre des Parcours management des directeurs.
- En 2019 ont été réalisées 10 formations diplômantes ou certifiantes, 31 stagiaires concernés pour une durée de 43 heures de formation en moyenne et un montant de 8 530 € de CPF engagé et 80 459 € pour l'entreprise
- des contrats de professionnalisation :
- 2 contrats démarrés en 2018 sont en cours et se termineront à l'été 2020 ; 1 nouveau contrat, démarré en 2019, se poursuivra jusqu'à la fin de l'été 2020 ; au 31 décembre 2019, Solutions&co comptait 3 Contrats de professionnalisation. L'ensemble des abondements octroyés par l'OPCO en 2019 s'élève à 23 534 € HT hors contrats de professionnalisation.

Le **nombre total d'heures de formation** hors Contrats de professionnalisation et formations longue durée sur l'année 2019 est de 3 488 heures.

- La gestion du personnel

En 2019, les effectifs cumulés (Société publique régionale/SEM/GIE) ont légèrement augmenté.
Outre les changements structurels présentés au début de ce chapitre, et les nombreuses entrées et sorties, l'année 2019 se termine avec 3 salarié-e-s supplémentaires par rapport à décembre 2018 : 2 postes ETAM et 1 poste de Chef de projet. .

Sur le plan de l'établissement de la paie, la collaboration s'est poursuivie avec le prestataire attributaire du marché depuis janvier 2016. En collaboration avec celui-ci, une information sur l'entrée en vigueur du prélèvement à source a été faite auprès de l'ensemble des salarié-e-s dès la fin août 2018, avec une préfiguration/simulation du prélèvement calculée sur les bulletins d'octobre à décembre 2018.

- Les instances de représentation du personnel

Depuis la création de la Société publique régionale et du GIE aux côtés de la SEM, une Unité Economique et Sociale (UES) a été mise en place, rassemblant l'ensemble des personnels des trois employeurs, depuis janvier 2011.

Solutions&co a anticipé la constitution du CSE (Comité Social et Economique, obligatoire d'ici le 1er janvier 2020), venant se substituer aux délégués du personnel, au comité d'entreprise et au CHSCT de l'UES)

Le CSE a été constitué toute fin 2018 avec 13 représentant-e-s : 4 pour le collège ETAM et 9 pour le collège CADRES ; 10 femmes et 3 hommes, élus pour 4 ans Au 31/12/2019, suite au départ de Solutions&co de deux salariées élues (une CADRE et une ETAM, le CSE se compose de 11 représentant-e-s.

Conformément à l'accord d'entreprise du 20/09/2018 qui a fixé la mise en place du CSE, une Commission Santé Sécurité et Conditions de Travail a été constituée début 2019 (4 membres). Des travaux ont débuté durant l'année en collaboration avec la Commission pour établir/mettre à jour les différents documents obligatoires de Solutions&co : DUERP, fiches entreprises, etc, travaux qui ont été l'occasion de renforcer le lien avec le Service de Santé au Travail de la Région Nantaise auquel sont affiliés la SPR, la SEM et le GIE, et qui seront finalisés en 2020.

- Les accords d'entreprise « Seniors » et « Egalité Femmes Hommes »

Avec la mise en place du CSE, les commissions paritaires Représentants du personnel/Direction chargées du suivi des deux accords d'entreprise qui ont été renouvelés et signés pour 3 ans (2018-2019-2020) ont été recomposées début 2019 :

- La commission « Seniors »

Depuis 2013, plus d'un tiers des salarié-e-s de l'UES est concerné par le plan Seniors.
Cette commission a pour objectif de proposer et définir des pistes d'actions concrètes en faveur des salarié-e-s concerné-e-s.

- La commission « Egalité professionnelle Femmes Hommes »

Les domaines d'action qui font l'objet des travaux de cette commission touchent notamment à la promotion professionnelle, la formation, la rémunération, l'articulation entre l'activité professionnelle et l'exercice de la responsabilité familiale.
A compter du 1er mars 2020, Solutions&co devra chaque année calculer et publier son index de l'égalité femmes-hommes et également le communiquer, avec le détail des différents indicateurs, au CSE ainsi qu'à l'inspection du travail (Direccte).
Pour préparer la publication de l'index, la commission a été impliquée fin 2019 pour définir les catégories et la période de référence permettant le calcul des différents indicateurs imposés par le cadre légal et les soumettre à l'accord et avis du CSE.

- La charte Télétravail

En 2019, Solutions&co a décidé de s'engager en faveur du télétravail au bénéfice de ses collaborateurs.

En mai, un groupe de travail associant la direction, des membres du CSE et des salarié-e-s des différentes catégories a été constitué, avec pour objectif de réfléchir à la structuration des usages du télétravail et de donner un cadre à ce mode d'organisation.

Les travaux ont abouti en fin d'année à une charte du télétravail, dans la perspective de mettre en place un groupe pilote de salarié-e-s volontaires pour tester le dispositif durant le premier semestre 2020 selon le cadre donné par la charte.

A l'issue, le groupe de travail sera amené à tirer un bilan sur la base de l'expérience des 18 personnes testeuses, de leurs responsables et de l'ensemble des salarié-e-s quant à la pratique du télétravail telle que mise en place par la charte. Le but est de faire évoluer celle-ci en accord d'entreprise à l'été 2020.

SOLUTION COMPTABLE, GESTION DES AFFAIRES, SUIVI DE L'ACTIVITE ET DES FRAIS DE DEPLACEMENT,

Pour la mise en place d'une solution comptable, Gestion des affaires, le suivi des activités et des frais de déplacement, l'Agence régionale a eu recours à une assistance à maîtrise d'ouvrage.

Cette assistance à maîtrise d'ouvrage a permis d' :
- analyser et formaliser le besoin
- rédiger le cahier des charges
- sélectionner le prestataire

Un cahier des charges pour l'acquisition, la mise en œuvre et l'exploitation d'une solution comptable, gestion des affaires et le suivi de l'activité et des frais de déplacement a été rédigé et publié.

Une seule candidature a été reçue dont celle de Mismo a été retenue. Ce prestataire devrait commencer sa prestation au mois de janvier 2020 et s'effectue au cours de l'année 2020.

MISSION EUROPE

La mise en œuvre des orientations stratégiques de l'agence en matière de projets européens, en cohérence avec le Conseil régional, a été confiée à la chargée de mission programmes européens, au sein de la Direction Administrative et Financière, depuis le 1er juillet 2017. Cette mission intervient en activité support aux équipes opérationnelles au sein des départements des deux grands piliers : ATTRACTIVITE et COMPETITIVITE. Cette organisation a bien sûr pour objectif, d'assurer et de faciliter la mise en place de nouveaux projets au sein de l'agence et de renforcer les opportunités de financements européens.

Elle assure le pilotage de l'ensemble des opérations engagées au sein de l'Agence qui se compose des actions suivantes :

- Ingénierie administrative et financière des projets en cours de réalisation
- Montage de projets
- Actions en faveur de l'émergence de projets européens
- Participation à l'animation régionale européenne
- Communication – sensibilisation

LA MISSION JURIDIQUE

La mission juridique au sein de l'Agence poursuit plusieurs objectifs :

- Apporter un soutien juridique dans tous les domaines du droit aux collaborateurs de l'agence régionale et notamment en matière de relations contractuelles avec différents partenaires
- Assurer la sécurité juridique des achats en veillant à l'application rigoureuse du code de la commande publique. En 2019, 21 marchés ont été lancés par le GIE (1 pour le compte de la SEM, 9 pour les besoins du GIE et 11 pour le compte de la SPR)
- Assurer la vie sociale des entités composant l'Agence régionale (GIE/SPL/SEM) à travers la préparation des conseils d'administration et assemblées générales
- Apporter un appui aux montages juridiques divers et lors des prises de participation de la SEM dans des sociétés de portage immobilier

En 2019, l'activité a été fortement impactée par la reprise des activités du GIP technocampus par la SPR ainsi que la montée en puissance des investissements réalisés par la SEM.

La mission juridique est fortement impactée puisqu'elle nécessite de s'adapter à de nouvelles problématiques juridiques qui touchent au droit des sociétés, droit civil, droit commercial, et toujours, la commande publique, la propriété intellectuelle.

TROISIEME PARTIE : AUTRES INFORMATIONS SUR **L'ACTIVITE** DU GROUPEMENT

Informations sur les factures reçues et émises à la date de clôture de l'exercice dans le terme est échu :

Factures reçues et émises à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu

	Article D. 441 I.-1° : Factures reçues non réglées à la date de clôture dont le terme est échu						Article D. 441 I.-2° : Factures émises non réglées à la date de clôture dont le terme est échu					
	0 jour	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)	0 jour	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)
(A) Tranches de retard de paiement												
Nombre de factures concernées	72						2					
Montant total des factures concernées TTC	130 077,25 €					- €	622 685,20 €					- €
Pourcentage du montant des achats de l'exercice TTC	12,82%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%						
Pourcentage du chiffre d'affaires de l'exercice TTC							28,39%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
(B) Factures exclues du (A) relatives à des dettes et créances litigieuses on non comptabilisées												
Nombre de factures exclues												
Montant total des factures exclues TTC												
(C) Délais de paiement de référence utilisés (contractuel ou délai légal - article L441-6 ou article L443-1 du code de commerce)												
Délais de paiement utilisés pour le calcul des retards de	- Délais contractuels : 30 jours à réception de facture						- Délais légaux : 30 jours					

montants des achats de l'exercice	
HT	845 782,87 €
TTC	1 014 939,44 €

montants du CA de l'exercice	
HT	1 827 986,43 €
TTC	2 193 583,72 €

Faits **marquants sur l'année 2019** : RAS

Evènements postérieurs à la clôture : Impact COVID 19

Le 30 janvier 2020, l'Organisation Mondiale de la Santé a qualifié l'épidémie de COVID-19 d'urgence sanitaire publique mondiale. Il s'agit d'un événement postérieur à la clôture n'ayant pas de lien direct et prépondérant avec une situation existant à la date de clôture, le 31 décembre 2019.

La direction estime que cet événement n'a pas d'impact significatif sur les valeurs au bilan de l'exercice clos le 31 décembre 2019, ni la capacité du GIE à poursuivre son exploitation au cours des 12 prochains mois.

2. Rapport de gestion du Conseil d'administration sur l'activité de la Société publique régionale pendant l'exercice clos le 31 décembre 2019

SOCIETE PUBLIQUE REGIONALE DES PAYS DE LA LOIRE
Société publique locale au capital de 1 500 000 euros
Siège social : 1, rue de la Loire - 44966 NANTES CEDEX 9
RCS de NANTES 513 682 591

RAPPORT DE GESTION
A L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE STATUANT SUR L'EXERCICE CLOS AU 31 DECEMBRE 2019

Mesdames, Messieurs,

Nous vous avons réunis en Assemblée Générale à l'effet de vous présenter notre rapport de gestion et vous inviter à statuer sur ce rapport et sur les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2019.

M. Cyprien SCHNEIDER, Commissaire aux Comptes, vous donnera par ailleurs lecture de ses rapports.

RAPPORT DE GESTION DE LA SOCIETE PUBLIQUE REGIONALE

1 LA VIE DE LA SOCIETE ET PRESENTATION DES COMPTES DE L'EXERCICE 7

1.1 LA VIE DE LA SOCIETE 7
1.1.1 L'ACTIONNARIAT 7
1.1.2 LES DIRIGEANTS 8
1.1.3 LE PERSONNEL DE LA SOCIETE 10
1.1.4 LES LOCAUX DE L'ENTREPRISE 11
1.1.5 LES CONTROLES EXTERNES 11

1.2 LA PRESENTATION DES COMPTES ANNUELS 11
1.2.1 ANALYSE ECONOMICO-FINANCIERE 11
1.2.2 LE COMPTE DE RESULTAT 11
1.2.3 LE BILAN 12

2 **L'ACTIVITE OPERATIONNELLE DE L'EXERCICE** ECOULE 15

3 COMPTES ANNUELS 2019 23

4 RAPPORT SUR LE GOUVE**RNEMENT D'ENTREPRISE** 24

4.1 LISTE DES MANDATS ET FONCTIONS EXERCES DANS TOUTE SOCIETE PAR CHAQUE MANDATAIRE SOCIAL DURANT L'EXERCICE 24

4.2 CONVENTIONS REGLEMENTEES 25

4.3 TABLEAU RECAPITULATIF DES DELEGATIONS EN COURS DE VALIDITE ACCORDEES PAR L'AG DES ACTIONNAIRES DANS LE DOMAINE DES AUGMENTATIONS DE CAPITAL 25

4.4 CHOIX DU MODE D'EXERCICE DE LA DIRECTION GENERALE 25

5 RESOLUTIONS PROPOSEES AUX ACTIONNAIRES 26

1 LA VIE DE LA SOCIETE ET PRESENTATION DES COMPTES DE L'EXERCICE

1.1 LA VIE DE LA SOCIETE

1.1.1 L'ACTIONNARIAT

Le tableau ci-dessous récapitule l'actionnariat et la répartition des postes d'administrateurs à la clôture de l'exercice écoulé.

SPR DES PAYS DE LA LOIRE
SITUATION ADMINISTRATIVE AU 31/12/2019
Capital social de 1 500 000 euros (un million cinq cent mille euros)
divisé en 1 500 (mille cinq cents) actions de 1 000 (mille) euros chacune

ACTIONNAIRES	REPRESENTANTS AUX AG
Conseil Régional des Pays de la Loire	**Christelle MORANÇAIS**
ASSEMBLEE SPECIALE DES CT AUTRES QUE LA REGION PAYS DE LA LOIRE	
CARENE (Communauté d'agglomération de la région nazairienne et de l'estuaire)	**David SAMZUN**
Nantes Métropole	**Pascal PRAS**
Angers Loire Métropole	**Jean-Pierre BERNHEIM**
Laval Agglomération	**Denis MOUCHEL**
La Roche-sur-Yon Agglomération	**Françoise RAYNAUD**
Le Mans Métropole	**Patrick DELPECH**
Conseil Départemental de Loire-Atlantique	**Bernard GAGNET**
Conseil Départemental de Maine-et-Loire	**Gilles GRIMAUD**
Conseil Départemental de la Mayenne	**Norbert BOUVET**
Conseil Départemental de la Sarthe	**Véronique RIVRON**
Conseil Départemental de la Vendée	**Wilfrid MONTASSIER**

La société est composée de :

- 12 actionnaires, 18 administrateurs, 5 censeurs.

COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION				
ACTIONNAIRES	**ADMINISTRATEURS**	**DATE DE DESIGNATION**	**DATE D'EXPIRATION**	**NB ADMINISTRATEURS**
Conseil Régional des Pays de la Loire	**Frédéric BEATSE**	25/02/2016	mandat électoral	**12**
	Christophe CLERGEAU	25/02/2016	mandat électoral	
	Delphine COAT-PROU	25/02/2016	mandat électoral	
	Laurent GERAULT	25/02/2016	mandat électoral	
	Philippe HENRY	25/02/2016	mandat électoral	
	Stéphanie HOUEL	25/02/2016	mandat électoral	
	Paul JEANNETEAU	25/02/2016	mandat électoral	
	Laurent CAILLAUD	15/11/2019	mandat électoral	
	Laurent DEJOIE	17/11/2017	mandat électoral	
	Samuel POTIER	25/02/2016	mandat électoral	
	Christelle MORANÇAIS	17/11/2017	mandat électoral	
	Didier REVEAU	25/02/2016	mandat électoral	
REPRESENTANTS DE L'ASSEMBLEE SPECIALE ADMINISTRATEURS				
CARENE	**David SAMZUN**	06/06/2014	mandat électoral	**1**
Nantes Métropole	**Pascal PRAS**	06/06/2014	mandat électoral	**1**
Angers Loire Métropole	**Véronique MAILLET**	06/06/2014	mandat électoral	**1**
Laval Agglomération	**Denis MOUCHEL**	20/10/2014	mandat électoral	**1**
La Roche-sur-Yon Agglomération	**Françoise RAYNAUD**	25/02/2016	mandat électoral	**1**
Conseil Départemental de la Sarthe	**Véronique RIVRON**	15/12/2014	mandat électoral	**1**
CENSEURS			**TOTAL**	**18**
Le Mans Métropole	Patrick DELPECH	28/09/2018	mandat électoral	
Conseil Départemental de Loire-Atlantique	Bernard GAGNET	20/04/2014	mandat électoral	
Conseil Départemental de Maine-et-Loire	Gilles GRIMAUD	20/04/2014	mandat électoral	
Conseil Départemental de la Mayenne	Norbert BOUVET	19/06/2015	mandat électoral	
Conseil Départemental de la Vendée	Wilfrid MONTASSIER	29/04/2015	mandat électoral	

1.1.2 LES DIRIGEANTS

Mme Christelle MORANÇAIS est présidente du conseil d'administration.
M. Dominique MARIANI est Directeur général.

1 changement est intervenu au co**urs de l'ex**ercice 2019:

Laurent CAILLAUD a remplacé Sébastien PILARD (acté lors du CA du 15/11/2019).

Les représentants de la Région des Pays de la Loire sont :

1. Frédéric BEATSE
2. Christophe CLERGEAU
3. Delphine COAT-PROU
4. Laurent GERAULT
5. Philippe HENRY
6. Stéphanie HOUEL
7. Paul JEANNETEAU
8. Laurent CAILLAUD
9. Laurent DEJOIE
10. Samuel POTIER
11. Christelle MORANÇAIS
12. Didier REVEAU

Représentants de l'assemblée spéciale, depuis le 5/12/2016

REPRESENTANTS DE L'ASSEMBLEE SPECIALE				
ADMINISTRATEURS				
CARENE	David SAMZUN	06/06/2014	mandat électoral	1
Nantes Métropole	Pascal PRAS	06/06/2014	mandat électoral	1
Angers Loire Métropole	Véronique MAILLET	06/06/2014	mandat électoral	1
Laval Agglomération	Denis MOUCHEL	20/10/2014	mandat électoral	1
La Roche-sur-Yon Agglomération	Françoise RAYNAUD	25/02/2016	mandat électoral	1
Conseil Départemental de la Sarthe	Véronique RIVRON	15/12/2014	mandat électoral	1
CENSEURS			TOTAL	18
Le Mans Métropole	Patrick DELPECH	28/09/2018	mandat électoral	
Conseil Départemental de Loire-Atlantique	Bernard GAGNET	20/04/2014	mandat électoral	
Conseil Départemental de Maine-et-Loire	Gilles GRIMAUD	20/04/2014	mandat électoral	
Conseil Départemental de la Mayenne	Norbert BOUVET	19/06/2015	mandat électoral	
Conseil Départemental de la Vendée	Wilfrid MONTASSIER	29/04/2015	mandat électoral	

Le tableau ci-dessous récapitule les mandats des administrateurs et commissaires aux comptes au 31 décembre 2019:

ADMINISTRATEURS - DESIGNATION - RENOUVELLEMENT - MANDAT - DUREE - DATE AGO

NOMS DES ADMINISTRATEURS	DUREE - MANDAT	DATE DE RENOUVELLEMENT				
	STATUTS	AGO	AGO	AGO	AGO	AGO
Représentants de la Région des Pays de la Loire						
Frédéric BEATSE	Egale à la durée de leur mandat de Conseiller Régional, et jusqu'à la désignation de ses représentants par la nouvelle Assemblée Régionale					
Christophe CLERGEAU						
Delphine COAT-PROU						
Laurent GERAULT						
Philippe HENRY						
Stéphanie HOUEL						
Paul JEANNETEAU						
Laurent CAILLAUD						
Laurent DEJOIE						
Samuel POTIER						
Christelle MORANÇAIS						
Didier REVEAU						
***Représentants de l'a**ssemblée spéciale*						
David SAMZUN	Egale à la durée de leur mandat électif					
Pascal PRAS						
Véronique MAILLET						
Denis MOUCHEL						
Françoise RAYNAUD						
Véronique RIVRON						

NOMS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	DUREE - MANDAT	DATE DE RENOUVELLEMENT				
	STATUTS	AGO	AGO	AGO	AGO	AGO
Titulaire : KPMG AUDIT OUEST, représenté par M. Alain BERTHOUD	6 ans	s/exercice 2021				
Suppléant : RSM Ouest	6 ans	s/exercice 2021				

1.1.3 LE PERSONNEL DE LA SOCIETE

- **l'évolution globale des effectifs :**

Au 31/12/2019, l'effectif de la société se composait de 93 salariés (soit 90 personnes en équivalent temps plein), dont :

- 89 CDI,
- 4 CDD,

dont :

- 72 cadres,
- 21 employés.

Au cours de l'exercice, il faut noter :

- 18 arrivées
- 14 départs

- **la moyenne d'âge par sexe**

Pour les femmes : 44 ans.
Pour les hommes : 47 ans.

- la rémunération

La masse salariale globale est de 4 586 710 euros.

- dialogue social :

8 réunions ont été organisées avec le Comité Economique et Sociale,
4 réunions ont été organisées avec la commission CSST

Les thèmes de travail avec le Comité d'Entreprise ont été les suivants en 2019 : le fonctionnement du CSE, l'agence social des réunions et des commissions, les consultations obligatoires pour l'année 2019, la définition des actions et du budget pour les œuvres sociales, le plan de développement des compétences, la charte télétravail.

Les thèmes de travail avec le CHSCT ont été les suivants en 2019 : la révision du document unique, la gestion et l'aménagement des locaux, la désignation d'un référent unique, la protection des salariés isolés, les statistiques relatives aux accidents et aux maladies..

- absentéisme – accidents de travail

Celui-ci est motivé par :

	Nombre de salariés	Nombre de jours
la maladie	39	845
la maternité/paternité	3	143
les jours « enfants malades »	17	36
les accidents de travail	4	52
Autres : congé parental		

- la formation : dépenses et nombres de stagiaires

Le budget consacré à la formation professionnelle continue au cours de l'exercice 2019 s'élève, hors charges salariales et frais de déplacements à 117 698 euros HT hors formations financées dans le cadre du CPF et autres dispositifs de financement.
Cette somme représente les frais pédagogiques pour un total de 44 formations.

- stagiaires - étudiants

La Société publique régionale a accueilli 3 stagiaires en 2019.

1.1.4 LES LOCAUX DE L'ENTREPRISE

Depuis le 1er juillet 2013, la Société Publique Régionale loue des bureaux 7 rue du Général de Bollardière à Nantes, pour une partie de locaux dont la SEM régionale est propriétaire.

1.1.5 LES CONTROLES EXTERNES

Néant.

1.2 LA PRESENTATION DES COMPTES ANNUELS

1.2.1 ANALYSE ECONOMICO-FINANCIERE

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2019 ont été établis conformément aux règles de présentation et aux méthodes d'évaluation prévues par la réglementation en vigueur. L'exercice comptable a une durée de 12 mois recouvrant la période du 1er janvier 2019 au 31 décembre 2019.

L'activité de la société se solde pour le dernier exercice clos au 31 décembre 2019 par un résultat bénéficiaire de 159 688,22 Euros. Il était bénéficiaire de 20 792,69 Euros en 2018.

En vue de donner une vue claire et synthétique de l'activité de la société et de son évolution, nous vous présenterons ci-après les chiffres les plus significatifs.

1.2.2 LE COMPTE DE RESULTAT

Une présentation détaillée est jointe au rapport.

1) Analyse du compte de résultat synthétique

1- Résultat d'exploitation	81 585,65	euros
2- Résultat financier	-3 874,05	euros
3- Résultat courant avant impôt	77 711,60	euros
4- Résultat exceptionnel	142 837,62	euros
5- Impôt sur les sociétés	-60 861,00	euros
6- Résultat net	159 688,22	euros

2) Compte de résultat ventilé par activité

Administration	22 660	euros
Marketing Communication	-369 555	euros
Criep	167 562	euros
International	25 988	euros
Tourisme	52 284	euros
Mutations économiques – RDI …	177 765	euros
Territoires	268 177	euros
Projets immobiliers	-215 247	euros
Technocampus	30 053	euros
Résultat	159 687	euros

1.2.3 LE BILAN

Au bilan avant répartition du résultat, le total est de 16 666 325,46 euros

- Actif immobilisé
  Les dépenses engagées dans le cadre du projet relatif à la mise en œuvre de la stratégie e-tourisme et à la reprise du matériel et du mobilier des Technocampus s'élèvent à 435 017 euros.

- Actif circulant

L'actif circulant est constitué essentiellement des disponibilités et des créances sur les mandats.

- Capital, situation nette, capitaux (ou fonds) propres

Le capital est de 1 500 000 euros.

- Provisions

Les engagements de retraite au 31/12/19 représentent un montant de 1 051 803 euros.
Un contrat d'assurance a été souscrit auprès de Gan Eurocourtage Vie. Les versements effectués s'élèvent à 308 933 euros.
Une provision pour les engagements en matière de pension, de compléments de retraite, d'indemnité et d'allocations a été constatée pour un montant de 742 870 euros au 31/12/2019.

- Dettes

Les autres dettes sont les dettes liées à l'activité Maîtrise d'ouvrage déléguée.

Proposition d'affectation du résultat net annuel

Compte tenu du résultat comptable s'élevant à 159 688,22 euros, le Cons**eil d'Admi**nistration propose **l'aff**ectation du résultat

- à la réserve légale pour un montant de 7 984,41 euros (5% du résultat),
- en report à nouveau pour un montant de 151 703,81 euros.

Montants exprimés en Euros	Exercice 2 014	Exercice 2 015	Exercice 2 016	Exercice 2 017	Exercice 2 018	Exercice 2 019
Capital en fin d'exercice						
Capital social	1 500 000	1 500 000	1 500 000	1 500 000	1 500 000	1 500 000
Nombre des actions ordinaires existantes	1 500	1 500	1 500	1 500	1 500	1 500
Nombre des actions à dividende prioritaire existantes (sans droit de vote)						
Nombre maximal d'actions futures à créer						
Par conversion d'obligations						
Par exercice de fdroit de souscription						
Opérations et résultalts de l'exercice						
Chiffre d'affaires hors taxes	10 338 640	10 622 876	9 806 470	12 324 067	12 044 937	16 109 599
Résultat avant impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	275 964	118 010	105 961	237 265	-22 126	522 383
Impôts sur les bénéfices	58 506	-7 057	-4 887	15 765	-7 681	60 861
Participation des salariés due au titre de l'exercice						
Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	-6 454	58 811	14 452	68 304	20 793	159 688
Résultat distribué						
Résultat par action						
Résultat après impôts, participation des salariés mais avant dotations aux amortissements et aux provisions	145	83	74	148	-10	308
Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	-4	39	10	46	14	106
Dividende attibué à chaque action						
Personnel						
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	74	74	70	91	89	99
Montant de la masse salariale de l'exercice	3 382 620	3 614 056	3 555 949	4 398 935	4 561 941	4 586 710
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice (Sécurité Sociale, œuvres sociales , etc)	1 670 294	1 694 840	1 648 835	2 189 875	2 113 439	2 137 153

Informations sur les factures reçues et émises à la date de clôture **de l'exe**rcice dans le terme est échu :

Factures reçues et émises à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu

	Article D. 441 I.-1° : Factures reçues non réglées à la date de clôture dont le terme est échu						Article D. 441 I.-2° : Factures émises non réglées à la date de clôture dont le terme est échu					
	0 jour	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)	0 jour	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)
(A) Tranches de retard de paiement												
Nombre de factures concernées	427						106					
Montant total des factures concernées TTC	- 692 916,66 €	- 991 085,50 €	- 4 573,99 €			- 995 659,49 €	5 293 348,54 €	151 470,86 €				151 470,86 €
Pourcentage du montant des achats de l'exercice TTC	-6,32%	-9,05%	-0,04%	0,00%	0,00%	-9,09%						
Pourcentage du chiffre d'affaires de l'exercice TTC							27,38%	0,78%	0,00%	0,00%	0,00%	0,78%
(B) Factures exclues du (A) relatives à des dettes et créances litigieuses on non comptabilisées												
Nombre de factures exclues												
Montant total des factures exclues TTC												
(C) Délais de paiement de référence utilisés (contractuel ou délai légal - article L441-6 ou article L443-1 du code de commerce)												
Délais de paiement utilisés pour le calcul des retards de	- Délais contractuels : 30 jours à réception de facture						- Délais légaux : 30 jours					

montants des achats de l'exercice		montants du CA de l'exercice	
HT	9 130 909,50 €	HT	16 109 599,26 €
TTC	10 957 091,40 €	TTC	19 331 519,11 €

Faits marquants :

Au 01/01/2019, l'activité de la Société Publique Régionale a été fortement impactée par la reprise des activités du GIP technocampus par la Société Publique Régionale.
Le Conseil Régional a confié à la Société Publique Régionale la gestion, l'animation et la promotion des 4 bâtiments des Technocampus.

Evènements postérieurs à la clôture : Impact du COVID 19 :

Le 30 janvier 2020, l'Organisation Mondiale de la Santé a qualifié l'épidémie de COVID-19 d'urgence sanitaire publique mondiale. Il s'agit d'un événement postérieur à la clôture n'ayant pas de lien direct et prépondérant avec une situation existant à la date de clôture, le 31 décembre 2019.

Compte tenu des incertitudes quant aux modalités de déconfinement, et des conséquences de l'actuelle crise sanitaire sur l'environnement économique, les impacts pour la SPR ne sont pas quantifiables précisément à ce jour . Pour autant la direction estime que ces incertitudes ne sont pas de nature à remettre en cause les principales valeurs au bilan de l'exercice clos le 31 décembre 2019, ni la capacité de la société à poursuivre son exploitation au cours des 12 prochains mois.

2 L'ACTIVITE OPERATIONNELLE DE L'EXERCICE ECOULE

I. DEVELOPPER L'ATTRACTIVITE DES TERRITOIRES

L'ATTRACTIVITE INTERNATIONALE

Les actions de prospection sur les zones prioritaires (Europe occidentale, Amérique du Nord et Chine) ont été nombreuses en 2019 dans la continuité de 2018. Les indicateurs d'activités (offres/projets) sont en ligne, ceux qui concernent la prospection directe de l'agence sont encore en croissance. L'approche "prescripteurs" et le process de traitement des dossiers ont été améliorés. La nouvelle stratégie de communication de l'agence (notamment digitale) a été déclinée, le site Business Solutions Atlantic France ainsi que la page LinkedIn sont opérationnels.
Le département international a obtenu un résultat de 141 projets traités et diffusés aux EPCI et agglomérations. Les projets d'investissements financiers (acquisitions) ne sont traités que sur la thématique tourisme. 36 projets ont été générés par le travail de prospection de l'équipe (missions de prospection). Soit un total de 177 nouveaux projets suivis en 2019.
22 missions de prospection ont été réalisées au cours de l'année 2019.
Allemagne : 5, Belgique : 1, Chine : 1, Italie : 3, Japon : 2, Pays-Bas : 1, Royaume-Uni : 7, USA/Canada : 2.

Bilan des investissements directs étrangers 2019
En 2019, la démarche ECE (Entreprises à Capitaux Etrangers) a été officiellement lancée et la charte nationale des IDE a été régionalisée. Le plan d'actions et la feuille de route pour l'accueil et l'accompagnement des ECE sont désormais opérationnels.
La Région des Pays de Loire a été la 1° Région Française à signer la Charte nationale des investissements étrangers créateurs d'emplois en France, afin de les accueillir et les accompagner dans une démarche d'efficacité et de facilitation. Solutions&co assure l'animation de ces dispositifs
Concernant sa stratégie et ses outils de communication, début 2019, le département international s'est doté de nouveaux outils : Invest in Western France est devenu Business solutions Atlantic France avec notamment:

- un dossier d'offre : document Powerpoint type, avec des rubriques prédéfinies afin d'industrialiser et d'optimiser la réalisation des dossiers de réponse aux investisseurs. Existe en version française et anglaise.
- une présentation régionale : Existe en 6 langues : français, anglais, allemand, italien, chinois, japonais.
- une plaquette Business solutions : Existe en 6 langues : français, anglais, allemand, italien, chinois, japonais.
- des vidéos témoignages des ECE : https://www.youtube.com/playlist?list=PL3n1q4hewEjf8S9tzyXR9cEMOfmHY-u8C
- un site internet www.business-solutions-atlantic-france.com : en ligne depuis le 01/07/19.
- réseaux sociaux : page vitrine BSAF LinkedIn et Twitter

L'attractivité des territoires passe aussi par la représentation lors de salons professionnels
Au total, en 2019, plus de 40 évènements ont été gérés par Solutions&co:

- Des pavillons régionaux sur des grands salons internationaux, comme Global Industrie, JEC World Hanovre, Seanergy, Le Bourget … Ces temps forts sont aussi un des outils d'attractivité pour des prospects internationaux : ex Side event, Start up Airbus sur le Bourget, 24 H du Mans…
- Des évènements sur le territoire, comme le Printemps de l'innovation, Connect, Concours Villes et Villages fleuris, En mode Senior, Bilan Résolutions, Lancement Techocampus…
- Des candidatures pour l'accueil d'évènements majeurs en région dont 2 ont abouti: l'accueil de Rendez-vous en France en mars 2020, et Seanergy en juin 2020

LE TOURISME

Solutions&co a mis l'accent, en 2019, sur la reconquête de la clientèle internationale, en s'appuyant sur les 2 axes structurants que sont la Loire et la Côte atlantique, et en privilégiant la mutualisation des moyens avec d'autres acteurs du tourisme et en cohérence avec le programme d'action sur l'international (invest et export).

Priorité est donnée aux marchés prioritaires européens: UK; Pays-Bas; Allemagne; Belgique; Espagne…

- Des éductours, évènements et salons BtoB organisés en France et en région: Salons des Vins d'Angers, Rendez-vous en France à Marseille, depuis mai 2019 : pilotage du projet Rendez-vous en France 2020 par Solutions&co et le Voyage à Nantes, en étroit partenariat avec Atout France…
- De nombreux évènements-salons B2B internationaux organisés sur les marchés européens et lointains:
  Pays Bas, Grande Bretagne, Allemagne, Belgique, Espagne, Italie, Canada, Chine… (Eductours, Workshop, Salons, accueil de journalistes étrangers etc...)

- Solutions&co a accompagné des territoires, avec le développement d'une offre bleue verte et urbaine avec notamment le tourisme littoral et sa promotion à l'international : UK, Allemagne, Pays Bas (à noter que Destination Côte Atlantique » a été retenue officiellement comme nouveau « contrat de destination » pour figurer parmi les grandes destinations touristiques françaises afin de promouvoir la France à l'international

Autres actions d'accompagnement touristique des territoires:
- l'Accueil des clientèles étrangères,
- Cyclisme littoral: développement l'attractivité des itinéraires cyclables
- le Nautisme (Vogue&Vague; Programme européen CAPITEN etc…,
- l' Agritourisme et l'œnotourisme : développement de l'offre et structuration de la filière avec de nombreux évènements, la création de formations innovantes, des campagnes de promotion, la création d'un Guide Vert Michelin etc… accueils presse, campagne d'Appel à projets Agritourisme/Œnotourisme…

Autre axe prioritaire majeur de développement touristique pour notre Région, Le renforcement de notre position de leader français du vélo particulièrement à l'international: La Loire à vélo, la Vélofrancette, la Vélodyssée; la Vallée du loir à vélo…autant de formidables opportunités de développement touristique que Solutions&co accompagne, valorise et promeut au national comme à l'international.

Solutions&co assure un soutien aux professionnels du tourisme en animant et développant les dispositifs suivants:
- le déploiement de la communauté des accueillants et de l'accueil d'excellence pour les clientèles internationales
- la gestion d'un système d'information touristique régional (20000 professionnels, 10 millions d'internautes, 80 sites @)
- la place de marché eRESA, solution régionale de réservation en ligne proposée aux professionnels régionaux
- l'Académie eTourisme : des formations web pour les professionnels (275 formés, 12 partenariats)

Solutions&co pour le tourisme, c'est aussi l'innovation avec RESOLUTIONS tourisme #2, le Comité régional du tourisme plus connecté à ces acteurs et des mutualisations renforcées, un observatoire du tourisme extrêmement performant (3 baromètres de conjoncture, Chiffres clé 2019, analyse & marketing des données Hôtels et campings, étude "poids économique du tourisme" co-réalisée avec l'INSEE, bilan de saison 2019…)

Dernier axe prioritaire et non des moindres: le Bureau d'Accueil des Tournages qui participe pleinement de l'animation de la filière cinéma / audiovisuel. Mise en place de "Solutions tournages" site web dédié aux pro accueil de plus de 110 tournages dont plusieurs longs métrages, participation à de nombreux salons professionnels en France et en Europe, gestion de la base des lieux de tournage en région (450 lieux référencés), communication à destination des territoires et éditions d'outils de communication pour la promotion de l'accueil des tournages…

II. BOOSTER LA COMPETITIVITE ECONOMIQUE REGIONALE

Premier levier pour favoriser cette compétitivité: **L'INNOVATION**

L'objectif majeur du département Innovation de Solutions&co est la contribution à l'élaboration et à la mise en œuvre du plan régional pour l'innovation. En cela, le département s'est engagé dans plusieurs démarches et ce, d'une manière très volontariste.
Et cela s'est traduit par :

La consolidation du succès et **l'impact du programme RESOLU**TIONS

L'Agence régionale, pour le compte de la Région des Pays de la Loire, est l'opérateur de ce dispositif et s'occupe de l'ensemble du processus (de la proposition des thématiques annuelles au suivi individuel des projets en passant le sourcing des projets, la présentation des appels à solutions innovantes, l'organisation des jurys…).
Au 01/10/19, 16 concours RESOLUTIONS ont été initiés (le 17ème RESOLUTIONS Agriculture et Agroalimentaire du Futur #3 a été lancé le 11/12/2019). Entre 3 et 5 collaborations Entrepreneur - Solutionneur, ainsi note-t-on 68 binômes constitués au 01/10/19.
Trois nouveaux concours ont été lancés au cours du 2° semestre: Croissance bleue #2 et Aquaculture & transformation aquacole ainsi qu'Agriculture et agroalimentaire du futur #3.

L'innovation, c'est aussi l'animation du Réseau de Développement de l'innovation et la naissance du dispositif RESOLUTIONS
Pays de la Loire Initiative innovation, l'organisation du Printemps de l'innovation avec 71 évènements, 2148 entreprises participantes…une marque qui s'installe durablement sur le territoire régional et de belles perspectives pour 2020.
Cette année 2019 aura aussi vu la mise en œuvre opérationnelle du plan "Ensemble pour innover", la participation à RUN INNOV (ex Trophées Territoires d'innovation), l'accompagnement des développeurs économiques de Solutions&co pour créer une véritable pandémie de l'innovation.

Deuxième levier pour favoriser cette compétitivité: L'APPUI AUX FILIERES

L'aide à la structuration de la filière des Energies Marines Renouvelables (EMR). Pour ce faire, Solutions&co a mis l'accent sur 5 grandes priorités:

1. Favoriser le positionnement des entreprises ligériennes sur les marchés nationaux et internationaux

Cela s'est traduit par 6 domaines d'actions prioritaires:

- l'élaboration et promotion d'une base de compétences EMR,
- la mise en œuvre, en collaboration avec Neopolia, des partenariats industriels et technologiques entre les PME régionales et des entreprises d'Europe du Nord dans une double perspective Invest et export,
- un accord de coopération avec la Région Réunion,
- l'organisation d'une présence ligérienne sur Seanergy Dunkerque, juin 2019,
- un rapprochement de FWP et de FOWT pour valoriser la « filière » éolien flottant régionale et
- la préparation l'accueil de SEANERGY 2020

2. **Favoriser l'Innovatio**n en optimisant le levier européen en termes de financements de projets et de réseaux de coopération.

Cela s'est traduit par 5 domaines d'actions prioritaires :

- l'appel à projets Ocean ERA NET Cofund (2017-2022),
- une Nouvelle candidature ERA NET,
- la participation de Solutions&co au projet FORESEA,
- la participation comme associated partner aux projets Marine Energy Alliance et Blue Gift et
- la participation à l'Advisory Group du projet européen AFLOWT avec l'implication prévue sur le sujet de la sous-traitance de l'éolien flottant aux côtés de SAIPEM.

3. **Favoriser l'implantation d'investisseurs étrangers qui se traduit par le plan d'action**s suivant:

La construction d'une offre de services à destination des entreprises étrangères fournisseuses pour le parc de Guérande (action sur 2 ans): réalisation d'une nouvelle plaquette de présentation des EMR en Pays de la Loire en anglais; campagne de webmarketing à destination des investisseurs étrangers; organisation d'un workshop avec les Pays-Bas sur Seanergy Dunkerque; réalisation d'un Book « Bienvenue en Pays de la Loire » à destination des fournisseurs de rangs 1, présentant l'offre de services régionale en terme d'accompagnement à l'implantation.

4. **Favoriser l'acceptabilité d**es projets EMR

En accompagnant le tourisme industriel

5. Favoriser une gouvernance et une communication au service de la filière

- participation aux groupes de travail du Syndicat des Energies Renouvelables (SER) pour accélérer le développement de la filière ?
- contribution aux travaux de l'Assemblée Régionale Mer et Littoral pour la concertation en vue de futurs projets EMR,
- animation du site EMR (mise en ligne de l'annuaire EMR, 2 campagnes de webmarketing, 10 articles publiés…),
- accroissement de la présence sur les réseaux sociaux (animation Linkedin, formation aux réseaux sociaux…).

La conduite d'actions de développement du numérique en région. Pour ce faire, Solutions&co a mis l'accent sur 3 grandes priorités:

- Animer les écosystèmes numériques des Pays de la Loire
  - en s'appuyant notamment sur le label French Tech Capital et la synergie avec l'Industrie,
  - en améliorant l'attractivité internationale des Pays de la Loire en matière de numérique (exploration au Web Summit, présence sur le Web2day…,
  - en élaborant et animant le stand régional au Laval Virtual,
  - en contribuant aux actions de communication de l'écosystème numérique régional.

- Contribuer à la transformation numérique des entreprises traditionnelles
  - en faisant émerger les besoins numériques à venir pour des entreprises traditionnelles,
  - en développent une action dans le cadre de Digital Change,
  - en pilotant une Délégation sur le salon de la Data,
  - en évaluant des besoins des industriels des Pays de la Loire en matière d'Intelligence Artificielle,
  - en pilotant l'organisation du salon Connect au MMA du Mans.

- **Améliorer l'attractivité interna**tionale des Pays de la Loire en matière de numérique

Préparation à la participation au CES 2020 (mission abandonnée par suite d'une décision de la Région en septembre 2019),

La Contribution au développement de la thématique Industrie du Futur.
Pour ce faire, Solutions&co a mis en œuvre 5 axes prioritaires :

- Animer et déployer la French Fab et sa dynamique

- contribution aux animations du French Fab Tour.
- création d'une offre Solutions&co à destination du réseau French Fab.
- impliquée dans la mise en œuvre du French Fab Challenge.
- poursuite en 2020 de la régionalisation : ENSIM, IMT Atlantique, Polytech'Nantes.
- partie prenante dans l'organisation et l'animation des événements Tech&Fab de juin 2019.
- démarche nationale « Territoires d'Industrie ».

- Sensibiliser et accompagner le Collectif industrie du futur

- organisation d'un séminaire sur l'Intelligence artificielle.
- RESOLUTIONS industrie du Futur#3 avec la sélection du projet Plug-in.
- accompagnement de la MRO Maintenance Repair and Overhall avec Nantes-St Nazaire.

- Mettre en action opérationnelle le Collectif Industrie du Futur

- édition du recueil "éléments remarquables" industrie du Futur Pays de la Loire mettant en lumière entreprises, projets, réalisations, structures, actions collectives et territoires, qui se distinguent par leur démarche vers une industrie du futur.
- document de référence dont l'objectif est de faire de chaque acteur du territoire un ambassadeur de l'Industrie du Futur en Pays de la Loire.

- Communiquer et valoriser

- réflexion sur la stratégie communication Industrie du futur et à la définition d'un positionnement de communication: "Be industrious, be industry!" & "en Pays de la Loire, nous développons l'esprit d'industrie !"
- dossier de presse générique sur l'industrie du futur et des actions presse avec interviews d'industriels.
- organisation d'une Table ronde « L'industrie, votre nouveau terrain de jeu ? » sur le Web2Day avec pour objectif d'attirer les talents numériques dans l'industrie.
- contribution à l'analyse des salons Industrie, au positionnement et aux angles d'attaque à privilégier, au recrutement d'entreprises, à la préparation des contenus des animations et à la constitution des éléments pour la presse et les dossiers destinés aux élus.
- accompagnement de l'entreprise DAHER dans sa demande de soutien lors de l'événement SAMPE France.

- Travaux pour le développement de la filière

Apport d'expertise sur différents champs :

- réflexion sur la stratégie de communication Industrie du futur,
- apport d'informations pour Solutions Business,
- consolidation de la base de données Industrie du futur sur Athénéo,
- appui aux développeurs sur l'écosystème et les actions Industrie du futur.

Accompagnement à la structuration du marché de la Silver économie en région.
Pour ce faire, Solutions&co s'est investie dans les chantiers suivants:

- une offre concertée d'accompagnement des entreprises "Pays de la Loire Silver Eco", en partenariat avec la Région, la CCIR et le Gérontopole régional.
- mise en œuvre d'une Boite à outils régionale (aides techniques)des principales filières impactées, tant en direction des entreprises qu'en direction des territoires (EPCI).
- activation d'un volet veille : identification / qualification de plusieurs appels à projets européens sur la Silver économie sur lesquels appuyer la construction de projets ligériens fédérateurs (Horizon 2020).
- contributions thématiques au support commun Gérontopole-CCIR diffusé aux adhérents (format newsletter – 6 numéros par an).
- activation du volet innovation afin préparer le lancement pour 2020 ou 2021 d'un appel à projets Résolutions et mobiliser les pôles et clusters, ainsi que les partenaires, sur cette thématique. Le RDI a été étroitement associé à la démarche.
- suivi d'un volet territorial avec plusieurs rencontres afin de sensibiliser / former les développeurs économiques à la Silver économie afin qu'ils identifient les souhaits des filières et mobilisent les entreprises sur ce marché au plus près des territoires, en lien étroit avec les intercommunalités.
- Solutions&co a été très impliquée dans l'organisation de la 1° édition de l'évènement « En mode senior » afin de mettre en avant la dimension régionale de cet évènement.

Innovation dans le domaine agroalimentaire.
Pour ce faire, Solutions&co s'est investie sur les chantiers suivants:

- forte contribution à la conception & au lancement de l'événement FOODSIGHT en 13 Juin 2019 au Village By CA.
- événement FOOD PACK 4 KID, pour Novembre 2019.
- opération chercheurs en entreprise, prospection d'entreprises volontaires pour une future rencontre Chercheurs en Entreprise.
- plusieurs rencontres ont eu lieu, l'Institut de Cancérologie de l'Ouest, une délégation néerlandaise en Mai 2019 et les Partenaires européens du projet REGIONS4FOOD.
- l'équipe Agro de Solutions&Co a poursuivi dans cette séquence de transformation de l'Association CAP Aliment.

SOLUTIONS&CO ACCOMPAGNE AUSSI CERTAINS POLES ET CLUSTERS PAR :

La mise en œuvre du plan d'actions de Proxinnov (apport technique aux industriels, adhésions, actions de promotion, aide à la structuration…) :

- 35 études en 2019
- 135 adhérents représentant 95000 salariés et 15 Mds de CA
- 4 journées techniques (mobilité comotique, digitalisation, supervision, full robotics)
- organisation de SEPEM à Angers en octobre
- lancement de l'Appel A Projets sur les démonstrateurs innovants (réseau DIH Europe)
- structuration du réseau national (convention cadre avec SYMOP, APAVE CTCPA sur la formation professionnelle)
- leadership national sur le salon SEPEM robotique par accord avec la Fédération Française des clusters de robotique
- à l'échelon régional, mise en œuvre de la filière « machines intelligentes »
- toujours à l'échelon régional, mise en place d'une plateforme « d'accélération industrie du futur » et du dossier de financement PIA3.

L**a mise en œuvre du plan d'actions sur le design** avec :

- un nouveau modèle économique pour l'association Design'in,
- la refonte du site internet de design'in,
- l'accompagnement des technopôles régionales à l'innovation…),
- une action de prospection afin d'établir de nouveaux partenariats et adhésions,
- des actions de sensibilisation de la communauté design,
- l'accompagnement d'entreprises régionales via la « promotion es »,
- animation de plusieurs ateliers en direction d'entreprises et des technopôles régionales.

LE DEPARTEMENT ANALYSE ET PROSPECTIVE (EX CRIEP)

De nombreux chantiers ont été menés en 2019 par ce département :

- Le volet site internet avec la mise à jour des thèmes suivants : conjoncture, chiffres clé, société (chômage, démographie apprentissage), économie (indicateurs économiques et financiers, commerce extérieur, innovation recherche).

- le volet études très conséquent :
  - les retombées économiques du nautisme en région.
  - plaquettes et chiffres clé sur les domaines économique et social.
  - rapport annuel sur l'égalité femmes/hommes.
  - panorama de l'économie régionale.
  - Pays de la Loire / investissement numérique.
  - retombées économiques du nautisme.
  - la vélodyssée en 44 & 85, la filière aéronautique, le commerce extérieur entre la région et 22 pays.

- le volet publications avec notamment 3 notes de conjoncture annuelles.

- le volet très important « veille et intelligence économique » de Solutions&co
Les actions d'intelligence économique et de suivi de l'activité économique ont porté sur des sujets majeurs en 2019 tels que recensement des IDE, identification et qualification des prospects français ou étrangers, l'analyse de marchés comme celui des EMR ou encore l'identification de sources riches relatives à l'actualité du Bénélux ou de l'Allemagne. Mais aussi sur 70 thèmes de différente nature (filières, thématiques, territoires etc…

Concernant les actions de veille spécifique, les principales ont porté sur :

- l'identification des investissements étrangers en faveur des IDE,
- le suivi des mouvements capitalistiques et la surveillance des activités des ECE,
- les porteurs de projets accompagnés par le RDI,
- le suivi des actualités presse et des réseaux sociaux.

Pour ce qui relève de la prospective, le travail du département a permis de maîtriser les approches et méthodes afin de réaliser des analyses stratégiques comme ce fut le cas pour « Technocampus 2040 »

LA MISSION EUROPE de Solutions&o

Cette mission intervient en activité support aux équipes opérationnelles sur les deux grands piliers « Attractivité et compétitivité ». Elle a pour objectifs d'assurer et faciliter la mise en œuvre de nouveaux projets menés par l'Agence ainsi que de renforcer les opportunités de financements Européens.
En 2019, la mission Europe de l'Agence a pu accompagner et/ou piloter les actions suivantes :

- Ingénierie financière du programme Oceanera-net Cofund pour les acteurs ligériens.
- coordination du futur projet ERA-NET sur le thème des EMR.
- mise en œuvre de FORESEA (interreg Nord-Ouest).
- financement FEDER POI Loire pour le nouveau site La Loire à Vélo.
- suivi de la mise en œuvre du dossier Capiten 2020.
- plusieurs projets déposés et en montage ou en attente de validation (SELECTREFIC, CEATECH, Candidature au réseau EEN-Entreprise Europe Network au titre du consortium EEN Ouest, Technocampus Acoustique, Adhésion à EURADA asso des Agences de dév éco en Europe.
- Bilan SRI/SI.
- Veille portant sur plusieurs thématiques (tourisme, transition énergétiques, Silver économie, EMR, Industrie du futur, Economie circulaire).
- Participation active au Hub Europe Région Pays de la Loire, rédaction de la newsletter INFO Europe au rythme moyen de 4 par an.

LE DEPARTEMENT TERRITOIRE ET ENTREPRISES

L'implantation et l'efficience des développeurs **économiques de l'Agence sont** désormais reconnues par tous les acteurs **institutionnels et économiques. Cela fait désormais partie de l'ADN de Solutions&co**. **Leurs capacités d'actions se dotent d'une méthodologie et d'un plan d'actions** particulièrement performants :

Industrie du futur :
Les éléments de contexte : la conjoncture économique est restée favorable depuis le début de l'année 2019 dans le prolongement des années précédentes. Les investissements se poursuivent à un rythme soutenu.
Depuis le début de l'année, les développeurs ont ainsi été amenés à promouvoir le dispositif AMI Industrie du Futur qui est un axe prioritaire de leur action sur le terrain. Cette mobilisation s'est traduite ainsi : 187 entreprises ont été approchées sur cette thématique.
La promotion de l'offre régionale des Technocampus, des centres de technologies et des pôles de compétitivité a été poursuivie.

Les dispositifs WEB :

- SOLUTIONS OUEST IMPLANTATION

Ouest Implantation a pour vocation d'informer les chefs d'entreprise sur l'attractivité des Pays de la Loire et l'accompagnement personnalisé des projets que proposent les équipes de Solutions&co. La ligne éditoriale de ce nouveau site se veut centrée sur l'utilisateur, et spécifiquement le chef d'entreprise.
Fin 2019, le site Solutions Ouest Implantation totalise :

- 14 519 visites – 27 006 pages vues
- Origine géographique : France : 12 957 – Etats-Unis : 450 – Chine : 131

Les chiffres Etats-Unis-Chine sont peu significatifs, les contacts étrangers étant captés par le site dédié à l'international https://www.business-solutions-atlantic-france.com/

- SOLUTIONS EMPLOI

Solutions Emploi est un nouveau site de Solutions&co dédié à l'emploi. Il a été créé dans le cadre du plan de bataille de l'emploi de la Région. C'est un site destiné à aider les entreprises en phase de recrutement à trouver les collaborateurs dont elles ont besoin avec des conditions financières sont par ailleurs très attractives et adaptées.
Par ailleurs, une formule découverte a été mise en place à l'attention des toutes petites entreprises pour les amener à tester ce nouvel outil soit : 3 annonces gratuites pour les entreprises de 0 à 10 salariés et une annonce gratuite pour celles allant de 11 à 20 salariés (à noter que suite à la fermeture de la société Arjowiggins en Sarthe, il a été proposé aux entreprises sarthoises de pouvoir diffuser gracieusement leurs annonces)
Pour promouvoir et faire connaitre ce nouvel outil d'aide au recrutement, plusieurs opérations ont été réalisées en 2019

- Campagne d'emailing par notre service communication auprès de toutes les entreprises de la base interne Atheneo
- Présentation du dispositif devant les différents RDE départementaux et autres réseaux d'entreprises…
- Opération de prospection téléphonique auprès d'entreprises sarthoises qui avaient été identifiées comme ayant des projets de recrutement
- Opération de phoning en mai avec l'appui d'un centre d'appels auprès de 1 500 entreprises des 5 départements avec l'objectif d'avoir au moins 300 contacts dits argumentés
- Opération de communication et d'information par le service tourisme de l'Agence auprès des professionnels du secteur.

Parallèlement, les développeurs économiques informent en permanence les entreprises qu'ils rencontrent sur les différents territoires. Au début décembre 2019, 1 613 annonces diffusée et qui se répartissent comme suit : CDI : 1 021, CDD : 391, Intérim : 164 Alternance :50, Stage : 20, Autres : 4

- SOLUTIONS DEVELOPPEMENT

Contrat de croissance entreprise
Sur l'année 2019, 90 entreprises ayant obtenu un soutien régional supérieur à 50 K€, ont été sollicitées. 18 d'entre elles ont manifesté leur intérêt pour la démarche « Faites le lien » issue du Contrat de croissance. Accompagnées notamment par l'Agence régionale.
Dossiers industriels et tertiaires ouverts sur l'année :
En 2019, +les développeurs économiques ont suivi 891 nouveaux projets d'entreprises.
Projets exogènes détectés et nombre de création d**'emplois** :
Après deux années de forte reprise de l'investissement, le dynamisme des entreprises se confirme même si on peut constater une plus grande prudence depuis l'été dans les décisions d'investissement des chefs d'entreprise.
Dans ce contexte, l'équipe des développeurs a accompagné 891 nouveaux projets de développement et d'implantations nouvelles. Le nombre de projets est légèrement supérieur à celui de 2018 (842 en 2018).

Activités du Réseau des développeurs économiques (RDI)

- Réunions départementales :

En 2019, 15 réunions départementales ont été organisées sur l'ensemble du territoire ligérien en et ce pour un total cumulé de 319 participants et sur des sujets aussi nombreux et variés que :

- Présentation des Dispositifs Régionaux d'aide à l'Internationalisation des Entreprises - Team France Export
- Présentation du dispositif CIFRE - l'Agence Régionale des Pays de la Loire
- Stratégie Foncière et Immobilière - Le Mans Développement
- Présentation du site Solutions Emploi et recrutement des entreprises
- Présentation du site Solutions Ouest Implantation
- Présentation de l'offre d'ADN Ouest
- Tour de table sur l'actualité des EPCI
- Agro-alimentaire / transformation à la ferme / vente en circuits courts
- Projets collaboratifs alimentation/agroalimentaires -Valorial et Technocampus-alimentation / Technopole et Aides régionales aux entreprises agro-alimentaires
- mesures de la Région pour accompagner les communes dans le cadre du développement économique et territorial
- Prospection exogène nationale : présentation du nouveau dispositif Solutions Ouest Implantation
- Plan d'actions économie circulaire : appel à projets et aide aux acteurs économiques
- Points d'informations diverses de l'Agence (Printemps de l'innovation, Résolutions, ESS Tour…)
- intervention des Déléguées Territoriales Orientation et Emploi 49 – Région Pays de la Loire sur leurs missions : Orientation/Emploi/Formation
- Echanges autour de l'Economie circulaire : quelles actions sur vos territoires auprès des entreprises ?
- Evolution du dispositif Prime Création

- Banque de France : présentation par son directeur de son rôle et de ses services auprès des entreprises et des collectivités territoriales
- Le recrutement en entreprises (nouveaux outils mobilisables et retours d'expériences : parcours TPME, approche compétences…)
- La formation professionnelle (réforme en cours)

- Réunion régionale :

En octobre 2019, Solutions&co organisait la 2ème édition du rendez-vous régional des développeurs économiques des Pays de la Loire. Cet évènement s'inscrit dans la mission de l'Agence régionale d'animer la communauté des professionnels du développement économique au premier rang desquels les animateurs des intercommunalités.
L'édition 2019 zoomait sur les enjeux et défis des zones d'activité. Quelque 150 professionnels sur les 200 conviés ont répondu présents à l'invitation, réunissant aux côtés des professionnels des collectivités locales, les chambres consulaires, technopoles, réseaux d'accompagnement, sociétés publiques d'aménagement...
Interventions d'experts, témoignages de collectivités des Pays de la Loire et d'ailleurs, ateliers de créativité se sont succédé tout au long de cette journée pour comprendre, réfléchir, partager des idées pour rendre les « zones d'activités encore plus belles ! ».

- Atelier thématique

Dans la continuité de la rencontre régionale des développeurs économiques du 5 octobre 2018 sur l'attractivité, Solutions&co a organisé le 4 juillet dernier un 1er atelier thématique régional, organisé en partenariat avec le CNER et le CNFPT sur :
« E-réputation économique de mon territoire, comment performer avec les réseaux sociaux ? ».

3 COMPTES ANNUELS 2019

SEMAPHORES
Groupe ALPHA

ETATS FINANCIERS 2019

Période du 01/01/2019 au 31/12/2019

SPR DES PAYS DE LA LOIRE

7 rue DU GENERAL DE LA BOLLARDIERE
44200 NANTES



Sommaire

1. Etats de synthèse des comptes **1**

Rapport de présentation des comptes 2

Bilan actif 4

Bilan passif 5

Compte de résultat 6

Compte de résultat (suite) 7

Annexe 8

Annexe *9*

Règles et méthodes comptables *10*

Notes sur le bilan *13*

Notes sur le compte de résultat *20*

Autres informations *21*

2. Détail des comptes **23**

Bilan détaillé 24

Compte de résultat détaillé 30

Etats de synthèse des comptes



Rapport de présentation des comptes

COMPTE-RENDU DES TRAVAUX DU PROFESSIONNEL DE L'EXPERTISE COMPTABLE

Dans le cadre de la mission de présentation des comptes annuels de la société SA SPR DES PAYS DE LA LOIRE relatifs à l'exercice du 01/01/2019 au 31/12/2019 et conformément aux termes de notre lettre de mission en date du 06/10/2015, nous avons effectué les diligences prévues par les normes de présentation définies par l'Ordre des Experts-Comptables.

Ces comptes annuels sont joints au présent compte-rendu ; ils se caractérisent par les données suivantes :

	Montants en euros
Total bilan	16 666 325
Chiffre d'affaires	16 109 599
Résultat net comptable (Bénéfice)	**159 688**

Ces comptes étant soumis au contrôle légal d'un commissaire aux comptes, ils ne donnent pas lieu à l'émission d'une attestation dans les termes prévus par nos normes professionnelles.

Le lecteur pourra se référer, pour obtenir une opinion sur ces comptes, au rapport émis par le commissaire aux comptes.

Fait à REZE
Le 16 Avril 2020.



Pour SEMAPHORES Expertise
Arnaud LARGIER
Expert-comptable

Bilan actif

	Brut	Amortissement Dépréciations	Net 31/12/2019	Net 31/12/2018
Capital souscrit non appelé				
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Concessions, brvts, licences, logiciels, drts & val.similaires	336 632	248 997	87 635	165 343
Fonds commercial (1)				
Autres immobilisations incorporelles	7	5	2	55 507
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Autres immobilisations corporelles	367 589	58 774	308 815	2 366
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations financières (2)				
Participations (mise en équivalence)				
Autres participations				
Créances rattachées aux participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	38 564		38 564	27 012
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	**742 793**	**307 776**	**435 017**	**250 228**
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Matières premières et autres approvisionnements				
En-cours de production (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				**23 377**
Créances (3)				
Clients et comptes rattachés	5 623 703		5 623 703	4 853 470
Autres créances	2 360 118		2 360 118	1 613 936
Capital souscrit et appelé, non versé				
Divers				
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	8 218 504		8 218 504	3 219 613
Charges constatées d'avance (3)	28 984		28 984	39 440
TOTAL ACTIF CIRCULANT	**16 231 309**		**16 231 309**	**9 749 837**
Frais d'émission d'emprunt à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecarts de conversion actif				
TOTAL GENERAL	**16 974 101**	**307 776**	**16 666 325**	**10 000 065**
(1) Dont droit au bail				
(2) Dont à moins d'un an (brut)				
(3) Dont à plus d'un an (brut)				

Bilan passif

	31/12/2019	31/12/2018
CAPITAUX PROPRES		
Capital	1 500 000	1 500 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...		
Ecart de réévaluation		
Réserve légale	14 599	13 559
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves		
Report à nouveau	247 243	227 490
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	**159 688**	**20 793**
Subventions d'investissement	368 708	220 648
Provisions réglementées		
TOTAL CAPITAUX PROPRES	**2 290 237**	**1 982 490**
AUTRES FONDS PROPRES		
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques	67 654	15 633
Provisions pour charges	742 870	635 683
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	**810 524**	**651 316**
DETTES (1)		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)	530	604
Emprunts et dettes financières diverses (3)	6 838	6 838
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	223 419	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	5 873 562	2 497 878
Dettes fiscales et sociales	3 010 442	2 068 381
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	4 390 118	2 741 363
Produits constatés d'avance (1)	60 654	51 195
TOTAL DETTES	**13 565 564**	**7 366 258**
Ecarts de conversion passif		
TOTAL GENERAL	**16 666 325**	**10 000 065**
(1) Dont à plus d'un an (a)		6 838
(1) Dont à moins d'un an (a)	13 342 145	7 359 420
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque	530	604
(3) Dont emprunts participatifs		
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours		

Compte de résultat

	France	Exportations	31/12/2019	31/12/2018
Produits d'exploitation (1)				
Ventes de marchandises				
Production vendue (biens)				
Production vendue (services)	16 109 599		16 109 599	12 044 937
Chiffre d'affaires net	**16 109 599**		**16 109 599**	**12 044 937**
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				34 213
Reprises sur provisions (et amortissements), transferts de charges			646 244	760 110
Autres produits			16 755	5 259
Total produits d'exploitation (I)			**16 772 598**	**12 844 518**
Charges d'exploitation (2)				
Achats de marchandises				
Variations de stock				
Achats de matières premières et autres approvisionnements			4 468	373
Variations de stock				
Autres achats et charges externes (a)			9 130 910	5 697 442
Impôts, taxes et versements assimilés			444 185	367 790
Salaires et traitements			4 586 710	4 561 941
Charges sociales			2 137 153	2 113 439
Dotations aux amortissements et dépréciations :				
- Sur immobilisations : dotations aux amortissements			142 626	82 572
- Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
- Sur actif circulant : dotations aux dépréciations				
- Pour risques et charges : dotations aux provisions			159 208	1 263
Autres charges			85 753	86 090
Total charges d'exploitation (II)			**16 691 013**	**12 910 910**
RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)			**81 586**	**-66 391**
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun				
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)				
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)				
Produits financiers				
De participation (3)				
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3)				
Autres intérêts et produits assimilés (3)				
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total produits financiers (V)				
Charges financières				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées (4)			3 874	3 069
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total charges financières (VI)			**3 874**	**3 069**
RESULTAT FINANCIER (V-VI)			**-3 874**	**-3 069**
RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV+V-VI)			**77 712**	**-69 460**

Compte de résultat (suite)

	31/12/2019	31/12/2018
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital	142 838	82 572
Reprises sur provisions et dépréciation et transferts de charges		
Total produits exceptionnels (VII)	**142 838**	**82 572**
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Total charges exceptionnelles (VIII)		
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)	**142 838**	**82 572**
Participation des salariés aux résultats (IX)		
Impôts sur les bénéfices (X)	60 861	-7 681
Total des produits (I+III+V+VII)	**16 915 436**	**12 927 090**
Total des charges (II+IV+VI+VIII+IX+X)	**16 755 748**	**12 906 298**
BENEFICE OU PERTE	**159 688**	**20 793**

(a) Y compris :
- Redevances de crédit-bail mobilier
- Redevances de crédit-bail immobilier
(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs
(3) Dont produits concernant les entités liées
(4) Dont intérêts concernant les entités liées

Annexe



Annexe

Désignation de la société : SA SPR DES PAYS DE LA LOIRE

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2019, dont le total est de 16 666 325 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un bénéfice de 159 688 euros après impôt.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2019 au 31/12/2019.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels qui comprennent, conformément à l'article L. 123-12 du Code de commerce, le bilan, le compte de résultat et une annexe.

Règles et méthodes comptables

Règles générales

Les comptes annuels sont établis en conformité avec les règles et méthodes comptables découlant des textes légaux et règlementaires applicables en France. Ils respectent en particulier les dispositions du Règlement ANC 2014-03 de l'Autorité des Normes Comptables relatif au plan comptable général et ses règlements modificatifs.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation ;
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits est la méthode des coûts historiques.

La loi comptable du 30 avril 1983 et son décret d'application 83.1020 du 29 novembre 1983 s'appliquent de droit aux Sociétés d'Economie Mixte régies par la loi du 7 juillet 1983.

Les états financiers ci-joints sont établis conformément aux avis du Conseil National de la Comptabilité des 12 juillet 1984, complété :

- par l'avis 99/05 du 18 mars 1999 pour les concessions d'aménagement,
- par l'avis 93/09 du 8 décembre 1993 pour les autres opérations.

L'ensemble des recommandations énoncées par les guides comptables édités par la FNEPL (guides comptables professionnels des SEML et EPL activités immobilières et actions, et opérations d'aménagement) a également été respecté.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

Immobilisations incorporelles et corporelles

A compter du 1er janvier 2005, sont entrés en vigueur le règlement CRC n°2002-10 relatif à l'amortissement et la dépréciation des actifs ainsi que le règlement CRC n°2004-06 relatif à la définition, l'évaluation et la comptabilisation des actifs.

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) ou à leur coût de production.
Par exception à ce principe, les immobilisations incorporelles cédées par la SEM au profit de la SPL ont été valorisées à l'euro symbolique.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire et en fonction de la durée de vie prévue.

- Concessions, logiciels et brevets : 4 ans
- Installations et agencements : 3 à 12 ans
- Matériel de bureau : 3 à 7 ans
- Mobilier : 3 à 10 ans

Subventions d'investissement

Dans le cadre du projet relatif à la mise en œuvre de la stratégie e-tourisme, conformément à l'avenant du 31 août 2011, la Région accompagne le projet par le versement d'une subvention d'investissement. La subvention constatée dans les comptes s'élève à 165 144 euros équivalente aux coûts engagés pour ce projet.

Cette subvention est étalée sur plusieurs exercices, au rythme de l'amortissement pour dépréciation de l'actif immobilisé.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est comptabilisée en cas de risque de non-recouvrement.

Règles et méthodes comptables

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Provision pour engagements sociaux

Selon l'article L 123-13 (al.3) du Code de commerce le montant des engagements de l'entreprise en matière de pension, de compléments de retraite, d'indemnités et d'allocations en raison du départ à la retraite ou avantages similaires des membres ou associés de son personnel et de ses mandataires sociaux est indiqué dans l'annexe. La constatation de provisions pour la totalité des engagements à l'égard des membres du personnel est considérée comme une méthode préférentielle selon l'article 335-1 du Plan Comptable Général.

Par conséquent, la société a évalué le montant des engagements de retraite au 31 décembre 2019 en tenant compte des critères suivants :
. Effectif au 31 décembre 2019 et caractéristiques des individus présents : salaires, taux de charges patronales (48,0 %), ancienneté comprenant celle dans l'association d'origine, date de départ prévue à la retraite à 65 ans,
. Application de coefficients de probabilité de départ de la société avant la retraite : départ vers une autre société, probabilité de décès,
. Pondération des engagements calculés à la date de départ théorique de chaque individu afin de déterminer l'engagement au 31 décembre 2019,
. Application des modalités de la convention Syntec ainsi qu'un taux d'actualisation de 0,77 %, et un taux d'augmentation générale des salaires de 2 % par an.

Au 31 décembre 2019, les engagements de retraite représentent un montant total de 1 051 803 Euros. Un contrat d'assurance a été souscrit auprès de Gan Assurance dont le montant total des versements réalisés s'élève à 308 926 Euros.

Par conséquent, la provision pour engagement de fin de carrière s'élève à 742 876 Euros au 31 décembre 2019 dans les comptes de la SPL.

AUTRES INFORMATIONS

Chiffre d'affaires

La Société Publique Régionale conclut des conventions de prestations avec la Région aux termes desquelles les produits lui sont acquis lors de l'engagement des actions prévues par ces conventions. Comptablement les produits qui en résultent sont intégralement comptabilisés sur l'exercice au cours duquel l'engagement des actions est validé par la Région, les charges afférentes à l'achèvement total des actions étant, le cas échéant, provisionnées sous la forme d'une facture non parvenue.

Groupement d'intérêt économique

Le GIE des EPL des Pays de la Loire a été créé par inscription au Registre du Commerce et des Sociétés de Nantes le 27 décembre 2010.

Selon l'article 2 du contrat constitutif, le GIE a pour objet la mise en commun des moyens et compétences pour permettre à ses membres de mener, dans le cadre législatif et réglementaire en vigueur, toute action d'aménagement et de développement local à la demande des collectivités territoriales.

La SPL Régionale des Pays de la Loire et la SEM Régionale des Pays de la Loire sont représentées par des parts sans valeur nominale. En représentation de ces droits, il est créé 100 parts, attribuées aux membres du groupement répartis comme suit :

- SPL Régionale des Pays de la Loire : 50 parts portant les n° 1 à 50
- SEM Régionale des Pays de la Loire : 50 parts portant les n° 51 à 100

Le montant de la quote-part des charges engagées par le GIE et imputées à la SPL s'élève au 31 décembre 2019 à 1 721 560 Euros, inscrit dans la rubrique du compte de résultat *"Autres achats et charges externes"*.

Présentation du cadre contractuel et engagements hors bilan

La SPL Régionale intervient principalement pour le compte de la Région dans le cadre de conventions fixant les conditions d'intervention de la SPL pour la Région, maître d'ouvrage déléguée.

La situation des opérations concernées est la suivante au 31 décembre 2019 :

Nom de l'opération	Mandant Bilan Actif	Mandant Bilan Passif
Gymnase Clisson		98 036
Lycée de Clisson	61 301	
Institut format multifilière trav		217 823
Trvx liés ouv format maint Eolienne	94	
Travx génie civil moyens Technocamp		3374
Bât recherche énergie thermique,mat		77 161
Université du Maine-Estension UFR	649	
Icam rénovation bat 1-2-3		166 885
PRI Proxinnov		12 450
Beautour La Roche s/Yon	593	
Extension Istia Angers		2 154
IUT Angers GEII		227
Réhab IRESTE		31 765
Réalité Virtuelle Assistance		12 755
Fontevault		204 691
Réalité virtuelle	141 024	
PRI Création Urgences Equines		4 494
Pôle Régional Formation Laval		122 427
Maison J Cracq		0
Extension ESGT		55 794
Agro Campus		107 101
IRIS 2		14 381
PRI MODE Cholet		7 439
Technocampus Océan		28 128
Atlanstic		30 001
IRT 2		90 060
PRI Capaliment	21 452	
Cité réalité virtuelle		536 223
Maison Longévité		9 694
IUT Le Mans		77 832
Usine Elévatoire		216 926
PRI Légumerie		2 448
Littoralis		52 081
Extension Lycée Aimé Césaire Clisso		33 833
Saumur Pôle régional mutualise form		248 034
Extention pôle régional format Lava		68 625
Restructuration Bat A-B IUT Angers		98 763
Construction Hall Techno ENSAM		139 854
Musée de Fontevraud		1 388 900
Extension Proxinnov	40 127	
LMAC	26 101	
Etude faisabilité prog Maison Mode		4673
Restructuration IUT du Mans		5 210
Total des situations de mandat	**291 340**	**4 170 243**

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	385 999	6 144	55 504	336 639
Immobilisations incorporelles	**385 999**	**6 144**	**55 504**	**336 639**
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				
- Installations générales, agencements aménagements divers	2 366	144 794		147 160
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier		220 429		220 429
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	**2 366**	**365 223**		**367 589**
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations				
- Autres titres immobilisés				
- Prêts et autres immobilisations financières	27 012	11 552		38 564
Immobilisations financières	**27 012**	**11 552**		**38 564**
ACTIF IMMOBILISE	**415 378**	**382 920**	**55 504**	**742 793**

Notes sur le bilan

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	165 150	83 852		249 002
Immobilisations incorporelles	**165 150**	**83 852**		**249 002**
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				
- Installations générales, agencements aménagements divers		7 556		7 556
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier		51 219		51 219
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles		**58 774**		**58 774**
ACTIF IMMOBILISE	**165 150**	**142 626**		**307 776**

Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 8 051 370 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres	38 564		38 564
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	5 623 703	5 623 703	
Autres	2 360 118	2 360 118	
Capital souscrit - appelé, non versé			
Charges constatées d'avance	28 984	28 984	
Total	**8 051 370**	**8 012 805**	**38 564**
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Produits à recevoir

	Montant
Clients - factures à établir	172 815
R.R.R. à obtenir et avoirs non parv	6 127
Divers - produits à recevoir	34 213
Total	**213 154**

Notes sur le bilan

Capitaux propres

Composition du capital social

Capital social d'un montant de 1 500 000,00 euros décomposé en 1 500 titres d'une valeur nominale de 1 000,00 euros.

Affectation du résultat

Décision de l'assemblée générale du 24/05/2019.

	Montant
Report à Nouveau de l'exercice précédent	227 490
Résultat de l'exercice précédent	20 793
Prélèvements sur les réserves	
Total des origines	**248 282**
Affectations aux réserves	1 040
Distributions	
Autres répartitions	
Report à Nouveau	247 243
Total des affectations	**248 282**

Notes sur le bilan

Tableau de variation des capitaux propres

	Solde au 01/01/2019	Affectation des résultats	Augmentations	Diminutions	Solde au 31/12/2019
Capital	1 500 000				1 500 000
Réserve légale	13 559	1 040	1 040		14 599
Report à Nouveau	227 490	19 753	19 753		247 243
Résultat de l'exercice	20 793	-20 793	159 688	20 793	159 688
Subvention d'investissement	220 648		290 093	142 034	368 708
Total Capitaux Propres	**1 982 490**		**470 574**	**162 827**	**2 290 237**

Provisions

Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges					
Garanties données aux clients					
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Pertes de change					
Pensions et obligations similaires	635 683	107 187			742 870
Pour impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions					
Charges sociales et fiscales sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges	15 633	52 021			67 654
Total	**651 316**	**159 208**			**810 524**
Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :					
Exploitation		159 208			
Financières					
Exceptionnelles					

Notes sur le bilan

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 13 342 145 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine	530	530		
- à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)	6 838	6 838		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	5 873 562	5 873 562		
Dettes fiscales et sociales	3 010 442	3 010 442		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)	4 390 118	4 390 118		
Produits constatés d'avance	60 654	60 654		
Total	**13 342 145**	**13 342 145**		

(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice
(**) Dont envers les associés

Notes sur le bilan

Charges à payer

	Montant
Fournisseurs -fres non parvenues	2 701 627
Intérets courus à payer	530
Dettes provis. pr congés à payer	489 436
RTT à payer	3 141
Prime précarité à payer	3 891
Prime exceptionnelle	12 580
Indemnité rupture conventionnelle	33 292
Compte épargne temps	62 665
Charges sociales s/congés à payer	243 248
Charges sociales sur RTT	1 268
Charges sociales sur prime précarit	1 945
Charges sociales Compte Epargne Tps	31 333
Charges fiscales s/congés à payer	9 512
Etat - autres charges à payer	44 420
Charges fiscales sur prime précarit	77
Charges fiscales Compte Epargne Tps	1 253
Divers - charges à payer	68 143
Total	**3 708 361**

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
Charges constatées d avance	28 984		
Total	**28 984**		

Produits constatés d'avance

	Produits d'exploitation	Produits Financiers	Produits Exceptionnels
Produits constatés d avance	60 654		
Total	**60 654**		

Les produits constatés d'avance dont le total est de 60 654 € au 31/12/19 sont constitués d'avance de rémunérations de mandats calculés en fonction de l'avancement des projets.

Notes sur le compte de résultat

Chiffre d'affaires

Répartition par secteur d'activité

Secteur d'activité	31/12/2019
Prestations de services	13 440 011
Loyers	1 554 315
Provisions opérations courantes	1 114 448
Produits des activités annexes	826
TOTAL	**16 109 599**

Charges et produits d'exploitation et financiers

Rémunération des commissaires aux comptes

Commissaire aux comptes Titulaire
Honoraire de certification des comptes : 17 388 euros
Honoraire des autres services : 2 560 euros

Transferts de charges d'exploitation et financières

Nature	Exploitation	Financier
Transfert de charges d'exploitation		
791000 - Transfert de charges d'exploitation	20 214	
791010 - Part. Salons et Frais (avec TVA)	562 865	
791020 - Part. Salons et Frais UE (sans TVA)	14 759	
791030 - Location de salles	2 948	
791050 - Avantages en Nature - Net	45 458	
	646 244	
Total	**646 244**	

Autres informations

Evènements postérieurs à la clôture

Le 30 janvier 2020, l'Organisation Mondiale de la Santé a qualifié l'épidémie de COVID-19 d'urgence sanitaire publique mondiale. Il s'agit d'un événement postérieur à la clôture n'ayant pas de lien direct et prépondérant avec une situation existant à la date de clôture, le 31 décembre 2019.

Compte tenu des incertitudes quant aux modalités de déconfinement, et des conséquences de l'actuelle crise sanitaire sur l'environnement économique, les impacts pour la SPR ne sont pas quantifiables précisément à ce jour . Pour autant la direction estime que ces incertitudes ne sont pas de nature à remettre en cause les principales valeurs au bilan de l'exercice clos le 31 décembre 2019, ni la capacité de la société à poursuivre son exploitation au cours des 12 prochains mois.

Effectif

Effectif moyen du personnel : 99 personnes.

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition
Cadres	80	1
Agents de maîtrise et techniciens		
Employés	19	
Ouvriers		
Total	**99**	**1**

Détail des comptes



Bilan détaillé

ACTIF

	Brut	Amortissement Dépréciations	Net 31/12/2019	Net 31/12/2018
Capital souscrit non appelé				
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Concessions, brvts, licences, logiciels, drts & val.similaires				
205000 - Licences - noms domaine	200,00		200,00	200,00
205100 - Licences - noms domaine Cyvel	336 431,94		336 431,94	330 287,58
280500 - Amortis. concess. & droits simil.		248 996,51	-248 996,51	-165 144,79
	336 631,94	248 996,51	87 635,43	165 342,79
Fonds commercial (1)				
Autres immobilisations incorporelles				
208000 - Logiciels informatiques	2,00		2,00	2,00
208800 - Dév Informatique	4,00		4,00	4,00
208810 - Dév informatique Cyvel Gestion	1,00		1,00	1,00
232000 - Immobilisat. incorporelles en cours				55 504,69
280800 - Amortissement Logiciels - Dvt Infor		1,00	-1,00	-1,00
280880 - Amortissement Dévpt Informatique		4,00	-4,00	-4,00
	7,00	5,00	2,00	55 506,69
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Autres immobilisations corporelles				
218110 - Installations générales	147 160,24		147 160,24	2 366,17
218300 - Matériel de bureau	82 411,81		82 411,81	
218400 - Mobilier	138 017,22		138 017,22	
281810 - Amortis. instal. gales, agenct. div		7 555,56	-7 555,56	
281830 - Amortis. matér.bureau et informat.		38 752,70	-38 752,70	
281840 - Amortis. mobilier		12 466,06	-12 466,06	
	367 589,27	58 774,32	308 814,95	2 366,17
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations financières (2)				
Participations (mise en équivalence)				
Autres participations				
Créances rattachées aux participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières				
275100 - Dépots	38 564,45		38 564,45	27 012,20
	38 564,45		38 564,45	27 012,20
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	**742 792,66**	**307 775,83**	**435 016,83**	**250 227,85**
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Matières premières et autres approvisionnements				
En-cours de production (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				

Bilan détaillé

	Brut	Amortissement Dépréciations	Net 31/12/2019	Net 31/12/2018
Avances et acomptes versés sur commandes				
409100 - Fournisseurs - avances et acptes				23 376,83
				23 376,83
Créances (3)				
Clients et comptes rattachés				
411000 - Clients - soumis à tva	851,00		851,00	4 440,00
411200 - Clients - soumis à TVA	5 444 819,40		5 444 819,40	4 730 833,99
412000 - Clients-Mandats	5 217,19		5 217,19	
418100 - Clients - factures à établir	172 815,01		172 815,01	118 196,16
	5 623 702,60		5 623 702,60	4 853 470,15
Autres créances				
401100 - Collectif fournisseurs	119 005,00		119 005,00	115 068,54
404100 - Fournisseurs d'immobilisations	0,01		0,01	
409700 - Fournisseurs - autres avoirs				4 993,64
409800 - R.R.R. à obtenir et avoirs non parv	6 126,55		6 126,55	5 900,26
437600 - Chèque Déjeuner	2 928,60		2 928,60	971,10
438660 - Taxe Ecofolio	0,06		0,06	0,06
444000 - Etat - impôts sur les Sociétés	252 390,30		252 390,30	422 190,30
445260 - TVA Intracommunautaire déductible	143,63		143,63	
445270 - TVA Intracommunautaire collectée				41 905,47
445510 - TVA à décaisser				1,26
445600 - TVA déductible charges TEC	51 356,88		51 356,88	
445620 - TVA déductible s/immobilisations	41 264,94		41 264,94	473,24
445660 - TVA déductible 20% sur Décaissts	226 741,22		226 741,22	164 418,03
445661 - TVA déductible à 5,5% sur Décaissts	893,74		893,74	27,74
445663 - TVA déductible 2,10% sur Décaissts	10,49		10,49	0,50
445664 - TVA déductible 10% sur Décaissement	2 183,07		2 183,07	975,85
445670 - Crédit de TVA à reporter				36 996,13
445700 - TVA collectée produits TEC	19 941,35		19 941,35	
445860 - TVA sur fres non parvenues	436 785,51		436 785,51	164 529,74
445870 - TVA collect s/avance percues Client	37 459,46		37 459,46	24,54
458000 - Associés - opérations en commun/GIE	270 606,72		270 606,72	270 606,72
467005 - Compte Cabinet Moison	559 846,38		559 846,38	
467681 - Mandants actif	291 340,36		291 340,36	343 759,48
468700 - Divers - produits à recevoir	34 212,54		34 212,54	34 212,54
468800 - Région - Produits à recevoir	6 881,32		6 881,32	6 881,32
	2 360 118,13		2 360 118,13	1 613 936,46
Capital souscrit et appelé, non versé				
Divers				
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités				
512070 - CDC OPERATIONS SPR	5 243 256,59		5 243 256,59	2 474 902,37
512080 - CDC REMUNERATIONS SPR	1 464 495,05		1 464 495,05	686 656,07
512120 - CAISSE EPARGNE	10 389,75		10 389,75	58 054,67
514000 - Chèques postaux	1 500 362,17		1 500 362,17	
	8 218 503,56		8 218 503,56	3 219 613,11
Charges constatées d'avance (3)				
486000 - Charges constatées d'avance	28 984,34		28 984,34	39 440,11
	28 984,34		28 984,34	39 440,11
TOTAL ACTIF CIRCULANT	**16 231 308,63**		**16 231 308,63**	**9 749 836,66**
Frais d'émission d'emprunt à étaler				
Primes de remboursement des obligations				

Bilan détaillé

	Brut	Amortissement Dépréciations	Net 31/12/2019	Net 31/12/2018
Ecarts de conversion actif				
TOTAL GENERAL	**16 974 101,29**	**307 775,83**	**16 666 325,46**	**10 000 064,51**
(1) Dont droit au bail				
(2) Dont à moins d'un an (brut)				
(3) Dont à plus d'un an (brut)				

Bilan détaillé

PASSIF

	31/12/2019	31/12/2018
CAPITAUX PROPRES		
Capital		
101300 - Capital souscrit-appelé, versé	1 500 000,00	1 500 000,00
	1 500 000,00	1 500 000,00
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...		
Ecart de réévaluation		
Réserve légale		
106100 - Réserve légale	14 599,08	13 559,45
	14 599,08	13 559,45
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves		
Report à nouveau		
110000 - Report à nouveau (solde créditeur)	247 242,59	227 489,53
	247 242,59	227 489,53
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	**159 688,22**	**20 792,69**
Subventions d'investissement		
131000 - Subventions d'équipement	675 885,58	385 792,27
139100 - Subvention d'équipement	-307 178,02	-165 143,79
	368 707,56	220 648,48
Provisions réglementées		
TOTAL CAPITAUX PROPRES	**2 290 237,45**	**1 982 490,15**
AUTRES FONDS PROPRES		
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques		
151000 - Provisions pour risques	67 654,00	15 633,00
	67 654,00	15 633,00
Provisions pour charges		
153000 - Provisions pensions & obligat.simil	742 870,00	635 683,00
	742 870,00	635 683,00
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	**810 524,00**	**651 316,00**
DETTES (1)		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)		
518600 - Intérets courus à payer	530,35	603,90
	530,35	603,90
Emprunts et dettes financières diverses (3)		
165100 - Dépôts reçus	6 837,87	6 837,87
	6 837,87	6 837,87
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
419100 - Clients - acomptes sur commandes	221 000,00	
419200 - Clients collectifs - acomptes per‡u	2 419,38	
	223 419,38	

Bilan détaillé

	31/12/2019	31/12/2018
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		
401000 - Fournisseurs	1 807 581,19	1 170 927,69
402000 - Fournisseurs -Mandats	1 269 572,47	20 596,54
402700 - Retenues garanties Fourn mandats	94 781,48	107 898,39
408100 - Fournisseurs -fres non parvenues	2 701 627,08	1 198 455,26
	5 873 562,22	2 497 877,88
Dettes fiscales et sociales		
421000 - Personnel - rémunérations dues	5 201,49	7 121,15
421100 - Personnel - rémunérations dues	2 315,56	4,19
425000 - Personnel - avances et acomptes	2 371,93	
428200 - Dettes provis. pr congés à payer	489 435,99	421 980,00
428630 - RTT à payer	3 140,80	
428640 - Prime précarité à payer	3 891,00	4 603,00
428650 - Prime exceptionnelle	12 580,00	
428660 - Indemnité rupture conventionnelle	33 291,60	65 900,00
428670 - Compte épargne temps	62 665,00	40 929,00
431000 - Sécurité sociale	223 191,70	224 316,00
437000 - Autres organismes sociaux	19 689,08	20 458,84
437200 - Mutuelle	179 260,89	41 533,47
437300 - Retraite & Prévoyance Médéric	84 445,66	75 371,19
437700 - Formation professionnelle	54 810,54	56 180,49
438200 - Charges sociales s/congés à payer	243 247,99	198 330,00
438600 - Charges sur salaires à payer		3 559,07
438630 - Charges sociales sur RTT	1 267,53	
438640 - Charges sociales sur prime précarit	1 945,00	2 249,00
438670 - Charges sociales Compte Epargne Tps	31 333,00	19 725,00
438720 - Indemnité journalière à recevoir	69 878,57	4 950,60
442000 - Etat - impôts et taxes recouv.s/tie	32 555,42	
445260 - TVA Intracommunautaire déductible		41 905,47
445270 - TVA Intracommunautaire collectée	143,63	
445510 - TVA à décaisser	460 426,80	
445810 - TVA Collectée non exigible	937 179,79	799 599,43
447120 - Taxe d'apprentissage	911,04	30 360,93
448200 - Charges fiscales s/congés à payer	9 512,00	8 440,00
448600 - Etat - autres charges à payer	44 420,00	
448640 - Charges fiscales sur prime précarit	77,00	46,00
448670 - Charges fiscales Compte Epargne Tps	1 253,00	818,00
	3 010 442,01	2 068 380,83
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
419700 - Clients - autres avoirs	124 438,22	
419800 - R.R.R. à accorder et avoirs à établ		5 260,00
467000 - Autres comptes débiteurs/créditeurs	2 156,20	2 156,20
467001 - Compte SEM Régionale Pays	25 137,60	24 861,60
467781 - Mandants passif	4 170 243,00	2 690 166,87
468600 - Divers - charges à payer	68 143,16	18 918,16
471000 - Compte d'attente		0,05
	4 390 118,18	2 741 362,88
Produits constatés d'avance (1)		
487000 - Produits constatés d'avance	60 654,00	51 195,00
	60 654,00	51 195,00
TOTAL DETTES	**13 565 564,01**	**7 366 258,36**
Ecarts de conversion passif		
TOTAL GENERAL	**16 666 325,46**	**10 000 064,51**

Bilan détaillé

	31/12/2019	31/12/2018
(1) Dont à plus d'un an (a)		6 837,87
(1) Dont à moins d'un an (a)	13 342 144,63	7 359 420,49
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque	530,35	603,90
(3) Dont emprunts participatifs		
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours		

Compte de résultat détaillé

	France	Exportations	31/12/2019	31/12/2018
Produits d'exploitation (1)				
Ventes de marchandises				
Production vendue (biens)				
Production vendue (services)				
702000 - Loyers Assujettis	1 554 314,53		1 554 314,53	54 915,91
706000 - Prestations de services	13 440 010,81		13 440 010,81	11 975 521,51
706001 - Charges locatives	7 842,56		7 842,56	10 000,00
708000 - Produits des activités annexe	826,26		826,26	
708100 - Provisions opérat.courantes	1 106 605,10		1 106 605,10	
708300 - Locations				4 500,00
	16 109 599,26		16 109 599,26	12 044 937,42
Chiffre d'affaires net	**16 109 599,26**		**16 109 599,26**	**12 044 937,42**

	31/12/2019	31/12/2018
Production stockée		
Production immobilisée		
Subventions d'exploitation		
740030 - Subventions à recevoir		34 212,54
		34 212,54
Reprises sur provisions (et amortissements), transferts de charges		
781500 - Repris.s/provis.risques & charges		119 072,00
791000 - Transfert de charges d'exploitation	20 213,93	21 958,47
791010 - Part. Salons et Frais (avec TVA)	562 865,46	562 828,89
791020 - Part. Salons et Frais UE (sans TVA)	14 759,00	16 965,00
791030 - Location de salles	2 947,50	
791050 - Avantages en Nature - Net	45 458,03	39 285,47
	646 243,92	760 109,83
Autres produits		
758000 - Produits divers gestion courante	16 755,14	5 258,56
	16 755,14	5 258,56
Total produits d'exploitation (I)	**16 772 598,32**	**12 844 518,35**
Charges d'exploitation (2)		
Achats de marchandises		
Variations de stock		
Achats de matières premières et autres approvisionnements		
601100 - Achats matières (ou groupe) A	4 206,00	373,25
602250 - Achats fournitures de bureau	262,43	
	4 468,43	373,25
Variations de stock		
Autres achats et charges externes (a)		
605000 - Achats matériel et travaux	8 497,41	
606100 - Achats n/stock. eau, énergie 20%	396 918,55	5 037,79
606105 - Achats fourn n/stock taux 5,5%	105,77	393,78
606110 - Carburants	2 806,40	4 295,97
606300 - Achats fourn. n/stock. entret/equip	272,08	1 443,46
606400 - Achats fournitures admin 20%	1 775,64	
606401 - Achats fournitures admin N Assujett	2 255,53	9 422,12
606500 - Achat fournitures cafétaria 20%	2 730,35	551,51
608500 - Frais accessoires s/matériel	228,67	
611000 - Sous-traitance générale	1 721 560,13	1 790 569,90
613000 - Locations matériel Tva 20%	3 442,13	8 282,63
613001 - Location matériel Non Assujet	-515,00	127,80
613200 - Locations immoblières Tva 20%	1 997 358,72	439 827,65

Compte de résultat détaillé

	31/12/2019	31/12/2018
613201 - Locations immobilières non assujett	59,63	11 709,88
613202 - Location immobilièresTva 10%		83,64
613500 - Locations mobilières Tva 20%	323,68	266,98
613501 - Locations mobilières Non Assujet	10 536,00	16 289,33
614000 - Charges locatives & copropriété	261 593,50	183 503,21
615000 - Entretien et réparations	283 535,55	31 805,53
615500 - Entretien sur biens mobiliers	2 591,41	
615600 - Maintenance Tva 20%	631 167,95	252 113,68
615601 - Maintenance non assujettie	8 256,04	6 500,36
616000 - Primes d'assurance	7 563,28	3 378,89
616001 - Prime d'assurance non assujetti	2 906,00	2 436,00
617000 - Etudes et recherches	10 195,00	25,00
618300 - Documentation technique Tva 20%	1 961,24	2 352,31
618301 - Documentation technique Non Assujet	69,00	894,10
618302 - Documentation technique Tva 5,5%	9,48	1 697,31
618303 - Documentation technique Tva 2,1%	16 661,09	13 265,21
621100 - Personnel intérimaire	19 118,91	10 358,46
621400 - Personnel mis à disposition	252 143,28	253 998,98
622600 - Honoraires Tva 20%	275 646,68	132 553,59
622601 - Honoraires Non Assujettis	14 494,78	103 344,51
622603 - Honoraires Tva 10%	25 496,60	37 311,50
622610 - Honoraires traducteurs Tva 20%	11 375,75	12 655,61
622611 - Honoraires traducteurs Non Assujett	5 982,30	9 651,59
622620 - Honoraires Etudes	16 095,00	13 662,02
622700 - Frais d'actes et contentieux	169,10	313,88
622800 - Rémun. & Honoraires divers		1 200,00
623100 - Annonces et insertions Tva 20%	2 079,04	1 797,90
623200 - Publicité actions promot Tva 20%	940 530,84	706 776,20
623201 - Publicité actions promot Non Assuje	386 616,36	336 354,65
623202 - Publicité actions de promo TVA 5.5%	9 165,97	2 202,72
623300 - Foires et expositions Tva 20%	1 093 896,29	805 872,57
623301 - Foires et expositions Non Assujetti	7 781,78	34 423,68
623302 - Foires et exposition Tva 5,5%	2 790,14	170,62
623303 - Foires et expositions Tva 10%	648,69	2 521,06
623400 - Cadeaux à la clientèle Tva 20%	1 487,04	2 625,38
623401 - Cadeaux à la clientèle non assu	133,30	
623402 - Cadeaux à la clientèle Tva 5.5%	2 659,82	1 357,63
623500 - Photothèque		11 126,85
623501 - Photothèque Non Assujettie	-406,00	4 090,00
623600 - Catalogues et imprimés Tva 20%	75 234,32	38 909,69
623601 - Catalogues-imprimés Non Assujettis	-9,20	
623602 - Catalogues-imprimés Tva 5.5%	12 034,20	1 080,57
623603 - Catalogues-imprimés Tva 10%		3 740,00
623800 - Cadeaux, oeuvres sociales...	150,00	53,50
624800 - Transports - Ports	22 906,86	15 681,39
624801 - Transports-Ports Non Assujettis	2 779,80	461,05
625100 - Voyages-déplacements Non Assujettis	177 598,87	168 052,40
625101 - Voyages-déplacements Tva 20%	66 342,51	14 666,88
625102 - Voyages-déplacements Tva 5.5%	230,08	31,28
625103 - Voyages-déplacements Tva 10%	38 635,47	36 870,17
625400 - Colloques - Séminaires Tva 20%	1 810,49	7 072,78
625401 - Colloques-Séminaires Non Assujettis	1 209,20	2 228,15
625700 - Réceptions Tva 5,5%	9 956,24	3 137,15
625701 - Réceptions Non Assujetties	13 866,73	18 930,76

Compte de résultat détaillé

	31/12/2019	31/12/2018
625702 - Réceptions Tva 20%	35 550,94	17 889,09
625703 - Réceptions Tva 10%	72 380,06	67 415,42
626000 - Frais postaux	8 010,35	1 730,89
626100 - Frais télécommunication TVA 20%	42 725,29	9 646,17
626101 - Frais télécommunication TVA Non Ass		43,40
627000 - Services bancaires et assimilés	8 865,51	9 251,39
627800 - Frais gestion		3 783,40
628100 - Concours divers (cotisations...)	2 715,00	1 700,00
628200 - Gardiennage - Sécurité	95 145,88	4 422,57
	9 130 909,50	5 697 441,54
Impôts, taxes et versements assimilés		
631200 - Taxe d'apprentissage		28 785,32
631820 - Charges fiscales sur CP	1 072,00	241,00
631822 - Charges fiscales sur prime précarit	31,00	-80,00
633300 - Formation Professionnelle non assju	179 950,57	90 646,82
633301 - Formation Professionnell 20%	66 657,07	80 390,63
633400 - Effort construction	19 682,24	20 091,84
633800 - Autres impôts et taxes	-5 503,07	3 556,80
635110 - Taxe professionnelle	169 525,00	130 311,00
635120 - Taxes foncières	12 335,10	12 150,09
637800 - Taxe Ecofolio		1 470,25
638825 - Charges fiscales Compte Epargne Tps	435,00	226,00
	444 184,91	367 789,75
Salaires et traitements		
641100 - Rémunération personnel	4 135 515,89	4 115 880,39
641200 - Provision Congés payés	53 631,00	12 022,00
641222 - Prime précarité à payer	-712,00	-6 806,00
641300 - Primes & Part variable	244 983,32	232 053,35
641310 - Prime exceptionnelle	12 580,00	
641400 - Indemnités de stage	4 668,00	10 505,78
641410 - Indemnités de licenciement		32 193,54
641420 - Indemnités de départ en retraite		37 217,78
641440 - Avantages en nature	43 384,28	38 821,47
641450 - Indemnités rupture conventionnelle	26 248,70	62 763,10
641470 - Provision Compte Epargne Tps	21 736,00	11 315,00
641480 - Avantages divers non soumis à cotis	14 012,52	15 974,84
641910 - Ijss	30 662,03	
	4 586 709,74	4 561 941,25
Charges sociales		
645020 - Charges sociales sur prov CP	39 476,00	-2 549,00
645022 - Charges sociales sur prime précarit	-304,00	-3 433,00
645024 - Charges sociales Compte Epargne Tps	11 608,00	5 318,00
645100 - Cotisations à l'URSSAF	1 177 847,09	1 305 676,53
645200 - Cotisations aux mutuelles	159 597,78	152 912,02
645300 - Cotisations Retraite + Prévoyance C	367 233,45	384 751,59
645310 - Cotisations Retraite+Prévoyance NC	36 664,47	41 319,52
645400 - Cotisations Pole emploi	183 369,50	187 270,45
645800 - Cotisations autres organism. AGESSA	-296,94	513,26
647200 - Versement au Comité d'Entreprise	53 811,20	46 570,00
647500 - Cotisations Médecine du travail	13 060,91	12 839,58
647600 - Chèque Déjeuner Non Assujetti	73 895,24	73 182,44
647601 - Chèque Déjeuner TVA 20%	242,59	1 014,89
648110 - Autres ch.personnel transférées	20 948,00	20 718,00
649000 - Crédit d'impôt		-112 665,24

Compte de résultat détaillé

	31/12/2019	31/12/2018
	2 137 153,29	2 113 439,04
Dotations aux amortissements et dépréciations :		
- Sur immobilisations : dotations aux amortissements		
681100 - Dot. amort. s/immobilisations	82 571,90	82 571,90
681110 - Dot. amort. s/immobil. incorporel.	1 279,82	
681120 - Dot. amort. s/immobil. corporel.	58 774,32	
	142 626,04	82 571,90
- Sur immobilisations : dotations aux dépréciations		
- Sur actif circulant : dotations aux dépréciations		
- Pour risques et charges : dotations aux provisions		
681500 - Dot. prov. risques & ch. exploit.	159 208,00	1 263,00
	159 208,00	1 263,00
Autres charges		
651600 - Droit d'auteurs Tva 20%		250,00
651601 - Droits d'auteurs Non Assujettis		4 543,66
651602 - Droits d'auteurs Tva 10%	200,00	550,29
653000 - Jetons de présence	9 690,00	5 700,00
654000 - Pertes s/créances irrécouvrables	3 262,50	15 901,64
658000 - Charges diverses gestion 20%	1 983,03	45,72
658001 - Charges diverses de gestion c N Ass	1 042,00	1,99
658600 - Cotisations - adhésions Tva 20%	18 033,33	18 002,00
658601 - Cotisations-adhésions Non Assujetti	51 541,90	41 094,63
	85 752,76	86 089,93
Total charges d'exploitation (II)	**16 691 012,67**	**12 910 909,66**
RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	**81 585,65**	**-66 391,31**
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun		
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)		
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)		
Produits financiers		
De participation (3)		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3)		
Autres intérêts et produits assimilés (3)		
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total produits financiers (V)		
Charges financières		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées (4)		
661000 - Charges d'intérêts	3 874,05	3 068,90
	3 874,05	3 068,90
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total charges financières (VI)	**3 874,05**	**3 068,90**
RESULTAT FINANCIER (V-VI)	**-3 874,05**	**-3 068,90**
RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV+V-VI)	**77 711,60**	**-69 460,21**

	31/12/2019	31/12/2018
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
777000 - Quote-part des subventions	142 034,23	82 571,90

Compte de résultat détaillé

	31/12/2019	31/12/2018
778000 - Produits exceptionnels divers	803,39	
	142 837,62	82 571,90
Reprises sur provisions et dépréciation et transferts de charges		
Total produits exceptionnels (VII)	**142 837,62**	**82 571,90**
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Total charges exceptionnelles (VIII)		
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)	**142 837,62**	**82 571,90**
Participation des salariés aux résultats (IX)		
Impôts sur les bénéfices (X)		
695000 - Impôts sur les bénéfices	60 861,00	-7 681,00
	60 861,00	-7 681,00
Total des produits (I+III+V+VII)	**16 915 435,94**	**12 927 090,25**
Total des charges (II+IV+VI+VIII+IX+X)	**16 755 747,72**	**12 906 297,56**
BENEFICE OU PERTE	**159 688,22**	**20 792,69**

(a) Y compris :
- Redevances de crédit-bail mobilier
- Redevances de crédit-bail immobilier
(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs
(3) Dont produits concernant les entités liées
(4) Dont intérêts concernant les entités liées

4 RAPPORT SUR LE GOUVE**RNEMENT D'ENTREPRISE**

4.1 Liste des mandats et fonctions exercés dans toute société par chaque mandataire social durant **l'exercice**

Le tableau récapitule les différents mandats ou fonctions exercées par les différents mandataires sociaux.

NOM DU MANDATAIRE	QUALITE OU FONCTIONS	NOM DE LA SOCIETE
ADMINISTRATEURS REGION		
Frédéric BEATSE	Administrateur	SEM SOCLOVA
	Administrateur	SEM régionale des Pays de la Loire
Laurent CAILLAUD	Membre du Conseil de Surveillance	Groupe HERIGE
	Administrateur	SEM régionale des Pays de la Loire
Christophe CLERGEAU	Président Directeur Général	C2 STRATEGIES
	Administrateur	SAS Pays de la Loire Participations (PLP)
	Administrateur	SEM régionale des Pays de la Loire
Delphine COAT-PROU	Administratrice	SEM régionale des Pays de la Loire
Laurent DEJOIE	Gérant	SCP Dejoie Fay Gicquel
	Président	Association du Notariat Francophone
	Président	Association CSN International
	Gérant	SCI des Archives
	Administrateur	SEM régionale des Pays de la Loire
Laurent GERAULT	non communiqué	non communiqué
Philippe HENRY	Administrateur	SEM Régionale des Pays de la Loire
	Administrateur	Coop Logis de la Mayenne
	Membre du conseil de surveillance	Centre Hospitalier du Haut Anjou
	Président	SAEM du Parc Saint Fiacre
	Président	Syndicat Mixte GIGALIS
	Vice-Président	Société Publique HLM Mayenne Habitat
	Administrateur	Société Publique HLM Méduane Habitat
Stéphanie HOUEL	Administratrice	SEM Régionale des Pays de la Loire
	Membre du Conseil de surveillance	Anaxagore Investissements
Paul JEANNETEAU	Administrateur	ALTER ECO
	Administrateur	SEM Régionale des Pays de la Loire
Christelle MORANÇAIS	Administratrice et Présidente du CA	SEM Régionale des Pays de la Loire
Sébastien PILARD	Admininistrateur (démission en 2019)	SEM Régionale des Pays de la Loire
Samuel POTIER	Président	SAS ASY GROUP INVEST
	Président	SASU SP FINANCES
	Administrateur	SEM Régionale des Pays de la Loire
Didier REVEAU	Administrateur	SEM LA FERTOISE
	Administrateur	SEM Régionale des Pays de la Loire
AUTRES ADMINISTRATEURS		
Véronique MAILLET	Administratrice	SEM Terra Botanica
	Présidente	SEM Angers Loire Tourisme
	Vice-présidente	Pôle Métropolitain Loire Angers
	Vice-présidente	SPL Destination Angers
Denis MOUCHEL	Administrateur	SPL Laval Aménagement
Pascal PRAS	Président du Conseil d'Administration et Administrateur	Loire Océan Développement (LOD)
	Administrateur	SA HLM Atlantique habitations
	Administrateur	SPLA Loire Océan Métrople Aménagement (LOMA)
	Administrateur	SAEM d'équipement de la Loire-Atlantique (SELA)
	Administrateur	SPL d'aménagement de la métropole ouest Atlantique (SAMOA)
	Administrateur	Nantes Métrople Habitat (NMH)
	Administrateur	SPL Nantes Métropole Aménagement (NMA)
Françoise RAYNAUD	Présidente	SEM ORYON
Véronique RIVRON	Membre du Conseil d'Administration	ATTM
	Membre du Conseil d'Administration	Collèges du Mans
	Membre du Conseil d'Administration	Ephad la Reposance et la Souvenance
	Membre	Agence des Territoires de la Sarthe (ATSARTHE) et SPL
	Membre du Conseil d'Administration	Quinconces Espal
	Membre du Conseil d'Administration	CAPRA (centre Allonnais de prospectives et recherches archéologiques)
	Membre du Conseil d'Administration	Cénovia
	Membre du Conseil d'Administration	ITTEM
David SAMZUM	Administrateur	SAMOA
	Administrateur	SNAT
	Administrateur	SONAREV

4.2 Conventions réglementées

CONVENTIONS CONCLUES ET AUTORISEES AU COURS DES EXERCICES ANTERIEURS

- Bail de location relatif aux nouveaux locaux conclu avec la SEM Régionale des Pays de la Loire ;
- Bail de location relatif aux locaux de la PRI Design (rue Arthur III) conclu avec la Région ;
- Avenant N°1 au bail de location de la PRI Design (rue Arthur III) conclu avec la Région
- Exploitation et gestion de la Cité Marion Cahour à Rezé (contrat de prestations de services)
- Convention de prestations de services fixant les conditions d'intervention de l'Agence régionale Pays de la Loire Territoires d'innovation : Appui au déploiement du projet SMILE « Smart Ideas to Link Energies »
- Convention de prestation de services fixant les conditions d'intervention de l'Agence régionale Pays de la Loire Territoires d'innovation dans le cadre du programme de coopération transnational INTERREG VI B – projet CAPITEN

CONVENTIONS CONCLUES PRINCIPALEMENT AVEC LE CONSEIL REGIONAL DES PAYS DE LA LOIRE

Conseil d'Administration du 05 avril 2019

- Convention de prestations de services fixant les conditions d'intervention de l'Agence régionale Pays de la Loire Territoires d'innovation « DYNAMIQUE DE FILIERES et PROMOTION ECONOMIQUE » pour l'année 2019
- Convention cadre de prestations de services et marchés subséquents pour la gestion, l'animation et la promotion des quatre plateformes technocampus
- Convention de successeur ayant pour objet la reprise des activités du GIP Technocampus

Conseil d'Administration du 27 septembre 2019

- Convention de prestation de services fixant les conditions d'intervention de l'Agence régionale Pays de la Loire Territoires d'innovation « Appui au déploiement du projet SMILE « Smart Ideas to Link Energies »
- Avenant n° 1 à la convention de prestations de services « Dynamique de filières et promotion économique » 2019

Conseil d'Administration du 15 novembre 2019

- Convention de prestations de services fixant les conditions d'intervention de la SPR pour la mise en place de l'académie des jeunes chercheurs en Pays de la Loire (Pulsar).

4.3 Tableau récapitulatif des délégations en cours de validité accordées par l'AG des actionnaires dans le domaine des augmentations de capital

Sans objet

4.4 Choix du mode d'exercice de la direction générale

Le conseil d'administration du 19 septembre 2016 a opté pour la dissociation des fonctions de Président(e) du Conseil d'Administration et de Directeur Général, conformément à l'article 21 des statuts.

5 RESOLUTIONS PROPOSEES AUX ACTIONNAIRES

Première résolution

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du Conseil d'administration et entendu lecture du rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes annuels, approuve les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2019 tels qu'ils ont été présentés et la gestion de la Société telle qu'elle ressort de l'examen desdits comptes et desdits rapports.

En conséquence, elle donne aux administrateurs quitus entier et sans réserve de l'exécution de leur mandat pour ledit exercice.

Deuxième résolution

L'Assemblée Générale, sur proposition du Conseil d'administration, décide que le résultat de l'exercice de 159 688,22 Euros (cent cinquante-neuf mille six cent quatre-vingt-huit euros vingt-deux centimes) soit affecté :

- à la réserve légale pour un montant de 7 984,41 euros (5% du résultat),
- en report à nouveau pour un montant de 151 703,81 euros.

.

Troisième résolution

L'Assemblée Générale, après avoir entendu le rapport spécial du Commissaire aux comptes sur les conventions visées par les articles L 225-38 du Code de Commerce approuve et ratifie les autorisations données par le Conseil d'Administration à l'effet de passer ces conventions.

Quatrième résolution

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'un exemplaire ou d'un extrait des présentes pour accomplir toutes les formalités légales.

www.nantesmetropole.fr

EXTRAIT

SAS Min à Watt

Mon Investissement Nantais

Une communauté de : Cowatt

RAPPORT DES ADMINISTRATEURS DE NANTES METROPOLE AU SEIN DE LA SAS SAS MIN A WATT

**Rapport au Conseil métropolitain de Nantes Métropole actionnaire,
des représentants de Nantes Métropole désignés comme administrateurs au sein de la SAS,
en application de l'article L.1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales**

EXERCICE 2019

FICHE SIGNALETIQUE

ETAT CIVIL

Société Par Actions Simplifiées MIN A WATT

Siège social et adresse administrative :	MINàWatt
	121 boulevard Alfred Nobel
	44400 REZE
N° RCS :	825656454 RCS de Nantes
Date de création :	05/02/2018
Objet social :	La Société a pour objet, sur le territoire de la Métropole de Nantes : - L'exploitation, la gestion technique et administrative et la location d'une centrale photovoltaïque de 499,8 kWc sur la toiture du MIN de Nantes Métropole, à vocation d'autoconsommation, - Et plus généralement, participation directe ou indirecte de la société dans toutes opérations, financières ou mobilières, de nature à permettre la mise en oeuvre de son activité telle que décrite au précédent alinéa.
Président :	CoWatt
Directeur Général :	
Commissaire aux comptes :	RSM Ouest
Nombre de salariés à fin 2019 :	0

ACTIONNARIAT

Actionnaires	Nombre d'actions détenues	Capital	% du capital
COLLECTIVITES LOCALES			
Nantes Métropole	183	1830 €	5,00%
AUTRES			
CoWATT	2 379	23790 €	65,00%
Energie partagée Investissement	1 098	10980 €	30,00%
TOTAL	**3 660**	**36600 €**	**100%**
Nombre total d'administrateurs :	3		
- dont représentant de Nantes Métropole	*1 (Julie Laernos), suppléant Pascal Bolo*		
Nombre total de censeurs :	0		
- dont représentant de Nantes Métropole	*0*		

JURIDIQUE

Contrats conclus avec Nantes Métropole :	-Convention de compte-courant d'associé signé le 22/04/2019 pour 7 320 € - Location de panneaux solaires photovoltaïques et de la centrale associée sur le Marché d'Intérêt National implantés sur la commune de Rezé (M.I.N.). - Bail Emphytéotique Administratif relatif à la mise à disposition de la toiture du Marché d'Intérêt National implantés sur la commune de Rezé (M.I.N.) pour l'installation d'un centrale photovoltaique en autoconsommation

FINANCIER

Financement apporté par Nantes Métropole pour 2019 :	0 €
Résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2019 :	-512 €
Garanties d'emprunt avec Nantes Métropole :	Néant

Min à Watt

Comptes annuels au 31 décembre 2019 (provisoires avant approbation du CA)

Bilan simplifié

ACTIF	€uro	PASSIF	€uro
Immobilisations incorporelles	*0*	Capital social	*36 600*
Immobilisations corporelles	*658 511*	Réserves	
Immobilisations financières	*1 833*	Report à nouveau	*-15 749*
		Résultat de l'exercice	*-512*
Total Actif immobilisé (I)	***660 344***	Autres subventions d'investissement	
Stocks et en-cours		**Capitaux propres (I)**	***20 339***
Créances d'exploitation	*30 879*		
Autres créances	*7 057*	**Autres fonds propres (II)**	***0***
Total Actif Circulant (II)	***37 936***	**Provisions pour risques et charges (III)**	
Valeurs mobilières de placement		Emprunts et dettes	*852 855*
Disponibilités	*198 302*	Fournisseurs et comptes rattachés	*18 965*
		Dettes fiscales et sociales	*4 288*
Total Trésorerie (III)	***198 302***	Autres dettes	*134*
Charges à répartir sur plusieurs exercices		**Total Dettes (IV)**	***876 242***
Charges constatées d'avance			
Comptes de régularisation (IV)	***0***	**Comptes de régularisation (V)**	***0***
TOTAL GENERAL (I + II + III+IV)	***896 582***	**TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)**	***896 582***

Compte de Résultat

POSTES	€uro
Total des produits d'exploitation	*34 711*
Total des charges d'exploitation	*37 111*
dont charges de personnel	*0*
RESULTAT D'EXPLOITATION	***-2 400***
Total des produits financiers	*16 018*
Total des charges financières	*14 129*
RESULTAT FINANCIER	***1 889***
Total des produits exceptionnels	*0*
Total des charges exceptionnelles	*0*
RESULTAT EXCEPTIONNEL	***0***
Participation des salariés aux résultats	*0*
Impôts sur les bénéfices	*0*
BENEFICE OU PERTE	***-512***

Important : Les chiffres ci-dessus sont communiqués sous réserve d'être approuvés lors de l'Assemblée Générale de la SAS

SYNTHESE DES POSITIONS PRISES PAR LES ADMINISTRATEURS AU COURS DE L'ANNEE 2019

ADMINISTRATEUR NANTES METROPOLE

- Mme Julie LAERNOS

Suppléant M. Pascal BOLO

Décisions marquantes prises lors des Conseils d'Administration de 2019

Il n'y a pas eu de COGEPIL en 2019

Taux de participation de l'administrateur mandataire de la collectivité en 2019 : 0

Jetons de présence pour 2019 : pas de jetons de présence prévus.

SYNTHESE DES CONTROLES EFFECTUES SUR LA SAS Min A WATT AU COURS DE L'EXERCICE 2019

Contrôles sur exercice 2019 : Néant

ANNEXES

Important : L'ensemble des documents joints en annexe du présent rapport sont fournis sous réserve d'être approuvés par l'Assemblée Générale de la SAS

Comptes annuels 2019

Rapport de gestion du Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale - exercice 2019

bakertilly
STREGO

SAS MINàWatt

Production d'électricité

121 Boulevard Alfred Nobel

44400 REZE

Siret : 82535645400017

Etats Financiers

Exercice du 01/01/2019 au 31/12/2019

Sommaire

Rapport de Présentation	1
1. Etats Financiers	2
Bilan Actif	3
Bilan Passif	4
Compte de Résultat	5
Compte de Résultat (suite)	6
2. Annexe	7
Faits caractéristiques	8
Règles et méthodes comptables	9
Notes sur le bilan	11
Notes sur le compte de résultat	14
3. Détail du Bilan	15
Détail Bilan Actif	16
Détail Bilan Passif	17
4. Détail du Compte de Résultat	18
Détail du Compte de Résultat	19
Soldes Intermédiaires de Gestion	20
5. Documents Fiscaux	21

Siège social : 4 rue Papiau de la Verrie - BP 70948 - 49009 Angers Cedex 01
SAS au capital de 7.315.035 euros - R.C.S. Angers 063 200 885.

RAPPORT DE PRESENTATION DES COMPTES ANNUELS

Dans le cadre de la mission de Présentation des comptes annuels arrêtés par la SAS MINàWatt pour l'exercice du 01 janvier 2019 au 31 décembre 2019 et conformément aux termes de notre lettre de mission, nous avons effectué les diligences prévues par les normes de présentation définies par l'Ordre des Experts-Comptables.

Les comptes annuels ci-joints se caractérisent par les données suivantes :

	Montant en euros
Total bilan	896 582
Chiffre d'affaires	34 711
Résultat net comptable (Perte)	**-512**

A Nantes
Le 18 février 2020

Pour STREGO

Eléonore BOHUON
Expert-comptable

Etats Financiers

Bilan Actif

	Brut	Amortissements Dépréciations	Net 31/12/2019	Net 31/12/2018
Capital souscrit non appelé				
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Concessions, brvts, licences, logiciels, drts & val.similaires				
Fonds commercial (1)				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels	680 497	21 986	658 511	
Autres immobilisations corporelles				
Immobilisations corporelles en cours				82 372
Avances et acomptes				
Immobilisations financières (2)				
Participations (mise en équivalence)				
Autres participations				5 000
Créances rattachées aux participations				
Autres titres immobilisés	1 833		1 833	153
Prêts				
Autres immobilisations financières				14 994
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	**682 330**	**21 986**	**660 344**	**102 519**
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Matières premières et autres approvisionnements				
En-cours de production (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes	**5 150**		**5 150**	
Créances (3)				
Clients et comptes rattachés	25 729		25 729	
Autres créances	7 057		7 057	670 100
Capital souscrit et appelé, non versé				
Divers				
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	198 302		198 302	145 746
Charges constatées d'avance (3)				
TOTAL ACTIF CIRCULANT	**236 238**		**236 238**	**815 846**
Frais d'émission d'emprunt à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecarts de conversion actif				
TOTAL GENERAL	**918 568**	**21 986**	**896 582**	**918 364**
(1) Dont droit au bail				
(2) Dont à moins d'un an (brut)				
(3) Dont à plus d'un an (brut)				

Bilan Passif

	31/12/2019	31/12/2018
CAPITAUX PROPRES		
Capital	36 600	34 770
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...		
Ecart de réévaluation		
Réserve légale		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves		
Report à nouveau	-15 749	
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	**-512**	**-15 749**
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
Total I	**20 339**	**19 021**
AUTRES FONDS PROPRES		
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
Total II		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
Total III		
DETTES (1)		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)		
Emprunts et dettes diverses (3)	852 855	831 406
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	18 965	37 826
Dettes fiscales et sociales	4 288	
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		29 475
Autres dettes	134	636
Produits constatés d'avance (1)		
Total IV	**876 243**	**899 344**
Ecarts de conversion passif (V)		
TOTAL GENERAL (I à V)	**896 582**	**918 364**
(1) Dont à plus d'un an (a)	139 447	43 940
(1) Dont à moins d'un an (a)	736 796	855 404
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque		
(3) Dont emprunts participatifs		
(a) Al'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours		

Compte de Résultat

	31/12/2019	31/12/2018
Produits d'exploitation (1)		
Ventes de marchandises		
Production vendue (biens)		
Production vendue (services)	34 711	
Chiffre d'affaires net	**34 711**	
Dont à l'exportation		
Production stockée		
Production immobilisée		
Subventions d'exploitation		
Reprises sur provisions (et amortissements), transferts de charges		
Autres produits		
Total I	**34 711**	
Charges d'exploitation (2)		
Achats de marchandises		
Variations de stock		
Achats de matières premières et autres approvisionnements		
Variations de stock		
Autres achats et charges externes (a)	21 981	14 582
Impôts, taxes et versements assimilés	1 986	451
Salaires et traitements		
Charges sociales		
Dotations aux amortissements et dépréciations :		
- Sur immobilisations : dotations aux amortissements	12 996	
- Sur immobilisations : dotations aux dépréciations		
- Sur actif circulant : dotations aux dépréciations		
- Pour risques et charges : dotations aux provisions		
Autres charges	148	1
Total II	**37 111**	**15 033**
RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	**-2 400**	**-15 033**
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun		
Bénéfice attribué ou perte transférée III		
Perte supportée ou bénéfice transféré IV		
Produits financiers		
De participation (3)	15 897	
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3)		
Autres intérêts et produits assimilés (3)	121	
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilièrers de placement		
Total V	**16 018**	
Charges financières		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées (4)	14 129	716
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total VI	**14 129**	**716**
RESULTAT FINANCIER (V-VI)	**1 889**	**-716**
RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV+V-VI)	**-512**	**-15 749**

Compte de Résultat (suite)

	31/12/2019	31/12/2018
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Reprises sur provisions et dépréciation et transferts de charges		
Total produits exceptionnels (VII)		
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Total charges exceptionnelles (VIII)		
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)		
Participation des salariés aux résultats (IX)		
Impôts sur les bénéfices (X)		
Total des produits (I+III+V+VII)	**50 729**	
Total des charges (II+IV+VI+VIII+IX+X)	**51 240**	**15 749**
BENEFICE OU PERTE	**-512**	**-15 749**
(a) Y compris :		
- Redevances de crédit-bail mobilier		
- Redevances de crédit-bail immobilier		
(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs		
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs		
(3) Dont produits concernant les entités liées	15 897	
(4) Dont intérêts concernant les entités liées	14 129	716

Annexe

Faits caractéristiques

Faits essentiels de l'exercice ayant une incidence comptable

La société Sun Storage 1 a été fusionné au 05/08/2019 dans le cadre d'une transmission universelle de patrimoine. Le boni de fusion de 15 896.76 € résultant de cette opération a été comptabilisé en produit financier.

Autres éléments significatifs

- Prêts bancaires NEF :
Les actes concernant l'attribution à MINàWatt de deux prêts bancaires par la NEF pour un montant total de 549 150 € ont été signés le 30 décembre 2019. Le déblocage de ces prêts ayant eu lieu le 3 janvier 2020, ils n'ont pas été pris en compte dans les comptes de l'exercice. Les droits et émoluments liés ont eux été provisionnés.

- Mention relative à la pandémie de Coronavirus :
Les comptes ont été arrêtés par les dirigeants sur la base des éléments disponibles dans le contexte de la crise sanitaire liée au Covid-19. L'ensemble des éléments connus à la date d'arrêté des comptes ont été appréciés, mais dans un contexte évolutif de crise sanitaire.
S'agissant d'évènements survenus postérieurement à la date de clôture du 31 décembre 2019, aucun impact sur les comptes annuels n'a été anticipé conformément à la réglementation comptable en vigueur. Par ailleurs, il a été considéré que les conséquences de cette crise ne remettaient pas en question la continuité de l'exploitation, la société disposant de la trésorerie suffisante.

Règles et méthodes comptables

Désignation de la société : SAS MINàWatt

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2019, dont le total est de 896 582 euros
et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant une perte de 512 euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2019 au 31/12/2019.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2019 ont été établis conformément au règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2014-03 du 5 juin 2014 à jour des différents règlements complémentaires à la date de l'établissement des dits comptes annuels.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :
- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Règles et méthodes comptables

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

* Installations techniques : 10 à 25 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Les valeurs résiduelles des immobilisations sont considérées comme nulles car non significatives ou non mesurables.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Valeurs brutes				
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles	82 372	598 125		680 497
Immobilisations financières	20 147	1 680	19 994	1 833
Total	**102 519**	**599 805**	**19 994**	**682 330**
Amortissements & provisions :				
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles		21 986		21 986
Immobilisations financières				
Total		**21 986**		**21 986**
ACTIF NET				**660 344**

Immobilisations corporelles

L'augmentation des immobilisations correspond à hauteur de 594 935.92 € à la reprise des immobilisations de la société Sun Storage 1 lors de la T.U.P.

Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 32 786 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres			
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	25 729	25 729	
Autres	7 057	7 057	
Capital souscrit - appelé, non versé			
Charges constatées d'avance			
Total	**32 786**	**32 786**	
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			
Prêts et avances consentis aux associés			

Capitaux propres

Composition du capital social

Capital social d'un montant de 36 600 euros décomposé en 3 660 titres d'une valeur nominale de 10,00 euros.

	Nombre	Valeur nominale
Titres composant le capital social au début de l'exercice	3 477	10,00
Titres émis pendant l'exercice	183	10,00
Titres remboursés pendant l'exercice		
Titres composant le capital social à la fin de l'exercice	3 660	10,00

Notes sur le bilan

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 876 243 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	18 965	18 965		
Dettes fiscales et sociales	4 288	4 288		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)	852 989	713 542	139 447	
Produits constatés d'avance				
Total	**876 243**	**736 796**	**139 447**	

(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice
(**) Dont envers les associés

Charges à payer

	Montant
Fournisseurs - fact. non parvenues	15 156
Associés - intérêts courus	14 129
Total	**29 285**

Notes sur le compte de résultat

Charges et produits d'exploitation et financiers

Rémunération des commissaires aux comptes

Commissaire aux comptes Titulaire
Honoraire de certification des comptes : 2 271 euros
Honoraire des autres services : 500 euros

Détail du Bilan

Détail Bilan Actif

	du 01/01/19 au 31/12/19 12 mois	du 13/01/17 au 31/12/18 24 mois
Installations à caractère spécifiq.	*680 497,13*	
Immobilisat. corporelles en cours		*82 372,00*
Amort. installations techniques	*-21 986,05*	
Immobilisations corporelles	658 511,08	82 372,00
Titres de participation SS1		*5 000,00*
Titres immobilisés	*1 832,50*	*152,50*
Dépôts et cautionnements		*14 994,00*
Immobilisations financières	1 832,50	20 146,50
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	**660 343,58**	**102 518,50**
Fournisseurs - acomptes s/commandes	*5 150,00*	
Avances et acomptes versés	5 150,00	
Clients (collectif)	*25 729,21*	
Clients	25 729,21	
TVA déductible s/immobilisations		*4 912,80*
TVA déductible s/aut.biens et sces	*635,48*	
Crédit de TVA à reporter		*11 035,00*
Remboursement de TVA demandé	*4 663,00*	
TVA sur factures non parvenues	*1 758,74*	*6 304,40*
C/c SS1		*647 847,40*
Autres créances	7 057,22	670 099,60
Crédit Coopératif	*76 703,98*	*145 746,21*
Banque La Nef	*121 597,63*	
Disponibilités	198 301,61	145 746,21
TOTAL ACTIF CIRCULANT	**236 238,04**	**815 845,81**
TOTAL ACTIF	**896 581,62**	**918 364,31**

Détail Bilan Passif

	du 01/01/19 au 31/12/19 12 mois	du 13/01/17 au 31/12/18 24 mois
Capital	*36 600,00*	*34 770,00*
Capital	36 600,00	34 770,00
Report à nouveau (solde débiteur)	*-15 749,30*	
Réserves	-15 749,30	
Résultat de l'exercice	-511,68	-15 749,30
TOTAL RESSOURCES PROPRES	**20 339,02**	**19 020,70**
DETTES		
C/c COWATT	*95 507,30*	*95 190,00*
C/c Energie Partagée	*735 898,56*	*735 500,00*
C/C Nantes Métropole	*7 320,00*	
Associés - intérêts courus	*14 129,22*	*715,86*
Emprunts et dettes financières diverses	852 855,08	831 405,86
Fournisseurs (collectif)	*3 809,14*	
Fournisseurs - fact. non parvenues	*15 155,84*	*37 826,40*
Fournisseurs	18 964,98	37 826,40
TVA collectée	*4 288,47*	
Dettes fiscales & sociales	4 288,47	
Fournisseurs d'immobilisations		*29 475,28*
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		29 475,28
Autres comptes débiteurs/créditeurs	*134,07*	*636,07*
Autres dettes	134,07	636,07
TOTAL DETTES	**876 242,60**	**899 343,61**
TOTAL PASSIF	**896 581,62**	**918 364,31**

Détail du Compte de Résultat

Détail du Compte de Résultat

	du 01/01/19 au 31/12/19 12 mois	du 13/01/17 au 31/12/18 24 mois	Variation absolue (montant)	Var. abs. (%)
PRODUITS				
Prestations de services	*34 710,67*		*34 710,67*	
Production vendue	34 710,67		34 710,67	
Total	**34 710,67**		**34 710,67**	
CONSOMMATION M/SES & MAT				
Ss traitance Gale frais de person.	*2 333,33*		*2 333,33*	
Locations immobilières	*150,00*		*150,00*	
Entretien du matériel technique	*1 392,00*		*1 392,00*	
Assurances multirisques	*1 191,80*		*1 191,80*	
Documentation technique		*55,00*	*-55,00*	*-100,00*
Honoraires Expert-Comptable	*3 200,00*	*1 800,00*	*1 400,00*	*77,78*
Honoraires juridiques	*2 500,00*	*9 900,00*	*-7 400,00*	*-74,75*
Honoraires CAC	*2 771,40*	*1 600,00*	*1 171,40*	*73,21*
Honoraires Autres	*4 431,69*		*4 431,69*	
Frais d'actes et contentieux	*716,88*	*743,82*	*-26,94*	*-3,62*
Réceptions	*1 000,00*		*1 000,00*	
Services bancaires	*2 294,29*	*483,05*	*1 811,24*	*374,96*
Autres achats & charges externes	21 981,39	14 581,87	7 399,52	50,74
Total	**21 981,39**	**14 581,87**	**7 399,52**	**50,74**
MARGE SUR M/SES & MAT	**12 729,28**	**-14 581,87**	**27 311,15**	**-187,30**
CHARGES				
Contribut. Foncière des Entreprises		*76,00*	*-76,00*	*-100,00*
Droits d'enregistrements		*375,00*	*-375,00*	*-100,00*
Autres droits	*1 986,00*		*1 986,00*	
Impôts, taxes et vers. assim.	1 986,00	451,00	1 535,00	340,35
Dot. amort. s/immobil. corporel.	*12 995,67*		*12 995,67*	
Amortissements et provisions	12 995,67		12 995,67	
Autres droits et valeurs similaires	*147,89*		*147,89*	
Charges diverses gestion courante	*0,09*	*0,57*	*-0,48*	*-84,21*
Autres charges	147,98	0,57	147,41	NS
Total	**15 129,65**	**451,57**	**14 678,08**	**NS**
RESULTAT D'EXPLOITATION	**-2 400,37**	**-15 033,44**	**12 633,07**	**-84,03**
Produits de participations	*15 896,76*		*15 896,76*	
Revenus des autres créances	*119,61*		*119,61*	
Autres produits financiers	*1,54*		*1,54*	
Produits financiers	16 017,91		16 017,91	
Intérêts comptes courants	*14 129,22*	*715,86*	*13 413,36*	*NS*
Charges financières	14 129,22	715,86	13 413,36	NS
Résultat financier	**1 888,69**	**-715,86**	**2 604,55**	**-363,84**
RESULTAT COURANT	**-511,68**	**-15 749,30**	**15 237,62**	**-96,75**
Résultat exceptionnel				
RESULTAT DE L'EXERCICE	**-511,68**	**-15 749,30**	**15 237,62**	**-96,75**

Soldes Intermédiaires de Gestion

	du 01/01/19 au 31/12/19 12 mois	%	du 13/01/17 au 31/12/18 24 mois	%	Variation absolue (montant)	Var. abs. (%)
ACTIVITE	**34 711**	**100,00**			**34 711**	
VENTES DE MARCHANDISES						
Coût d'achats marchandises vendues						
MARGE COMMERCIALE						
Production vendue	34 711	100,00			34 711	
Production stockée						
Production immobilisée						
PRODUCTION DE L'EXERCICE	**34 711**	**100,00**			**34 711**	
Consommation de matières et sous-traitance						
MARGE DE PRODUCTION	**34 711**	**100,00**			**34 711**	
CHIFFRE D'AFFAIRES H.T	**34 711**				**34 711**	
MARGE BRUTE GLOBALE	**34 711**	**100,00**			**34 711**	
Autres achats et charges externes	21 981	63,33	14 582		7 400	50,74
VALEUR AJOUTEE	**12 729**	**36,67**	**-14 582**		**27 311**	**-187,30**
Subventions d'exploitation						
Impôts, taxes et verst assimilés	1 986	5,72	451		1 535	340,35
Charges de personnel						
EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION	**10 743**	**30,95**	**-15 033**		**25 776**	**-171,47**
Reprises s/ charges et Transferts						
Autres produits						
Dot. amortissements et provisions	12 996	37,44			12 996	
Autres charges	148	0,43	1		147	NS
RESULTAT D'EXPLOITATION	**-2 400**	**-6,92**	**-15 033**		**12 633**	**-84,03**
Quote part résultat en commun						
Produits financiers	16 018	46,15			16 018	
Charges financières	14 129	40,71	716		13 413	NS
RESULTAT COURANT AVANT IMPÔTS	**-512**	**-1,47**	**-15 749**		**15 238**	**-96,75**
Produits exceptionnels						
Charges exceptionnelles						
Résultat exceptionnel						
RESULTAT AVANT PARTICIPATION & IMPÔTS	**-512**	**-1,47**	**-15 749**		**15 238**	**-96,75**
Participation des salariés						
Impôts sur les bénéfices						
RESULTAT DE L'EXERCICE	**-512**	**-1,47**	**-15 749**		**15 238**	**-96,75**

Documents Fiscaux

(1) **BILAN SIMPLIFIÉ** **DGFiP N° 2033-A 2020**

Formulaire obligatoire (article 302 septies A bis du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise SAS MINàWatt — Néant ☐ *

Adresse de l'entreprise 121 Boulevard Alfred Nobel 44400 REZE

Numéro SIRET* 8 2 5 3 5 6 4 5 4 0 0 0 1 7

Durée de l'exercice en nombre de mois* 12 — Durée de l'exercice précédent* 24

ACTIF

			Brut 1		Amortissements-Provisions 2	Exercice N clos le 31/12/2019 Net 3
ACTIF IMMOBILISÉ	Immobilisations incorporelles	Fonds commercial*	010		012	
		Autres*	014		016	
	Immobilisations corporelles*		028	680 497	030 21 986	658 511
	Immobilisations financières* (1)		040	1 832	042	1 832
	Total I (5)		044	682 329	048 21 986	660 343
ACTIF CIRCULANT	STOCKS	Matières premières, approvisionnements, en cours de production*	050		052	
		Marchandises *	060		062	
	Avances et acomptes versés sur commandes		064	5 150	066	5 150
	Créances (2)	Clients et comptes rattachés*	068	25 729	070	25 729
		Autres* (3)	072	7 057	074	7 057
	Valeurs mobilières de placement		080		082	
	Disponibilités		084	198 301	086	198 301
	Charges constatées d'avance *		092		094	
	Total II		096	236 238	098	236 238
	Total général (I + II)		110	918 567	112 21 986	896 581

PASSIF

			Exercice N NET 1
CAPITAUX PROPRES	Capital social ou individuel*	120	36 600
	Écarts de réévaluation	124	
	Réserve légale	126	
	Réserves réglementées*	130	
	Autres réserves (dont réserve relative à l'achat d'oeuvres originales d'artistes vivants* 131)	132	
	Report à nouveau	134	(15 749)
	Résultat de l'exercice	136	(511)
	Provisions réglementées	140	
	Total I	142	20 339
Provisions pour risques et charges	Total II	154	
DETTES (4)	Emprunts et dettes assimilées	156	
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	164	
	Fournisseurs et comptes rattachés*	166	18 964
	Autres dettes (dont comptes courants d'associés de l'exercice N :..... 169 852 855)	172	857 277
	Produits constatés d'avance	174	
	Total III	176	876 242
	Total général (I + II + III)	180	896 581

RENVOIS						
(1)	Dont immobilisations financières à moins d'un an	193		(4)	Dont dettes à plus d'un an	195 139 447
(2)	Dont créances à plus d'un an	197		(5)	Coût de revient des immobilisations acquises ou créées au cours de l'exercice*	182 682 177
(3)	Dont comptes courants d'associés débiteurs	199			Prix de vente hors T.V.A. des immobilisations cédées au cours de l'exercice*	184 20 896

* Des explications concernant cette rubrique figurent dans la notice n° 2033–NOT

Cegid Group

(2) **COMPTE DE RÉSULTAT SIMPLIFIÉ DE L'EXERCICE (en liste)** **DGFiP N° 2033-B 2020**

Formulaire obligatoire (article 302 septies A-bis du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise SAS MINàWatt

Néant ☐ *

Exercice N clos le 31/12/2019 (1)

A - RÉSULTAT COMPTABLE

PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises*	dont export	209		210	
	Production vendue { biens / services* }	dont export et livraisons intracommunautaires	215 217		214 218	34 710
	Production stockée*	(Variation du stock en produits intermédiaires,			222	
	Production immobilisée*	produits finis et en cours de production)			224	
	Subventions d'exploitation reçues				226	
	Autres produits				230	
		Total des produits d'exploitation hors T.V.A. **(I)**			232	34 710
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises* (y compris droits de douane)				234	
	Variation de stocks (marchandises)*				236	
	Achats de matières premières et autres approvisionnements* (y compris droits de douane)				238	
	Variation de stocks (matières premières et approvisionnements)*				240	
	Autres charges externes* :	(dont crédit bail : – mobilier : ..... – immobilier : .....)			242	21 981
	Impôts, taxes et versements assimilés	(dont taxe professionnelle CFE et CVAE *	243		244	1 986
	Rémunérations du personnel*				250	
	Charges sociales (cf. renvoi 380)				252	
	Dotations aux amortissements*				254	12 995
	Dotations aux provisions				256	
	Autres charges { dont provisions fiscales pour implantations commerciales à l'étranger* / dont cotisations versées aux organisations syndicales et professionnelles }		259 260		262	147
		Total des charges d'exploitation (II)			264	37 111
1 – RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I – II)					270	(2 400)
PRODUITS ET CHARGES DIVERS	Produits financiers	(III)			280	16 017
	Produits exceptionnels	(IV)			290	
	Charges financières	(V)			294	14 129
	Charges exceptionnelles { dont amortissements des souscriptions dans des PME innovantes (art 217 octies) / dont amortissements exceptionnels de 25% des constructions nouvelles (art 39 quinquies D) }	(VI)	347 348		300	
	Impôts sur les bénéfices*	(VII)			306	
2 – BÉNÉFICE OU PERTE : Produits (I + III + IV) – Charges (II + V + VI + VII)					310	(511)

B - RÉSULTAT FISCAL

	Reporter le bénéfice comptable col.1, le déficit comptable col. 2		312		314	511
Réintégrations	Rémunérations et avantages personnels non déductibles*		316			
	Amortissements excédentaires (art. 39–4 C.G.I.) et autres amortissements non déductibles		318			
	Provisions non déductibles*		322			
	Impôts et taxes non déductibles* (cf page 7 de la notice 2033.not)		324			
	Divers*, dont intérêts excédentaires des cptes–cts d'associés	247 5 322	écarts de valeurs liquidatives sur OPCVM	248	330	26 072
	Fraction des loyers à réintégrer dans le cadre d'un crédit bail immobilier et levée d'option	(Part des loyers dispensée de réintégration (art.239 sexies D)	249	)	251	
	Charges afférentes à l'activité relevant du régime optionnel de taxation au tonnage des entreprises de transport maritime				998	
	Résultat fiscal afférent à l'activité relevant du régime optionnel de taxation au tonnage des entreprises de transport maritime				999	
Déductions	Produits afférents à l'activité relevant du régime optionnel de taxation au tonnage des entreprises de transport maritime				997	
	Entreprises nouvelles (44. *sexies*)	986	ZFU–TE (44. *octies* et *octies* A)	987	342	
	Reprise d'entreprises en difficulté (44. *septies*)	981	JEI (44. *sexies* A)	989		
	ZRD (44. *terdecies)*	127	ZRR *(44.quindecies)*	138		
	Bassins d'emploi à redynamiser *(art 44 duodecies)*	991	Pôles de compétitivité hors CICE (art 44 undecies)	990		
	ZFANG *(44 quaterdecies)*	345	Investissements outre–mer	344		
	Bassins urbains à dynamiser – BUD (art. 44 *sexdecies*)	992	Zone de développement prioritaire (44 *sepdecies*)	993		
Dont divers	Créance due au report en arrière du déficit			346	350	18 032
	Déduction exceptionnelle (art 39 decies)			655		
	Déduction exceptionnelle (art 39 decies A)			643		
	Déduction exceptionnelle (art 39 decies B)			645		
	Déduction exceptionnelle (art 39 decies C)			647		
	Déduction exceptionnelle (art 39 decies D)			648		
	Déduction exceptionnelle simulateur de conduite			641		
RÉSULTAT FISCAL AVANT IMPUTATION DES DÉFICITS ANTÉRIEURS		Bénéfice col. 1 Déficit col. 2		352	7 527	354	
Déficits	Déficit de l'exercice reporté en arrière :			356			
	Déficits antérieurs reportables :* 15 749 dont imputés sur le résultat :					360	7 527
RÉSULTAT FISCAL APRES IMPUTATION DES DÉFICITS		Bénéfice col. 1	Déficit col. 2	370		372	

Cegid Group

ETAT ANNEXE à : 2 - COMPTE DE RESULTAT SIMPLIFIE DE L'EXERCICE (en liste)

SAS MINàWatt
121 Boulevard Alfred Nobel

44400 REZE

B - RESULTAT FISCAL

Divers à réintégrer

Libellé	Montant
TUP de la société Sun Storage 1 avec effet rétroactif au 01/01/2019 : résultat de l'exercice	20 750
Intérêts excédentaires des comptes courants d'associés	5 322

Cegid Group

ETAT ANNEXE à : 2 - COMPTE DE RESULTAT SIMPLIFIE DE L'EXERCICE (en liste)

N° 2033-B

SAS MINàWatt
121 Boulevard Alfred Nobel

44400 REZE

B - RESULTAT FISCAL

Divers à déduire

Libellé	Montant
Reprise déficit au 31/12/2019 Sun Storage 1 suite TUP	2 136
Boni de fusion suite TUP SS1 : application du régime de faveur	15 896

Cegid Group

Formulaire obligatoire (article 302 Septies A-bis du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise : SAS MINàWatt

Néant ☐ *

I IMMOBILISATIONS

ACTIF IMMOBILISÉ		Valeur brute des immobilisations au début de l'exercice		Augmentations		Diminutions		Valeur brute des immobilisations à la fin de l'exercice		Réévaluation légale * : Valeur d'origine des immobilisations en fin d'exercice
Immobilisations incorporelles	Fonds commercial	400		402		404		406		
	Autres	410		412		414		416		
Immobilisations corporelles	Terrains	420		422		424		426		
	Constructions	430		432		434		436		
	Installations techniques matériel et outillage industriels	440		442	680 497	444		446	680 497	
	Installations générales agencements divers	450		452		454		456		
	Matériel de transport	460		462		464		466		
	Autres immobilisations corporelles	470	82 372	472		474	82 372	476		
Immobilisations financières		480	20 146	482	1 680	484	19 994	486	1 832	
TOTAL		490	102 518	492	682 177	494	102 366	496	682 329	

II AMORTISSEMENTS

IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES		Montant des amortissements au début de l'exercice		Augmentations : dotations de l'exercice		Diminutions : amortissements afférents aux éléments sortis de l'actif et reprises		Montant des amortissements à la fin de l'exercice	
Immobilisations incorporelles		500		502		504		506	
Immobilisations corporelles	Terrains	510		512		514		516	
	Constructions	520		522		524		526	
	Installations techniques matériel et outillage industriels	530		532	21 986	534		536	21 986
	Installations générales, agencements, aménagements divers	540		542		544		546	
	Matériel de transport	550		552		554		556	
	Autres immobilisations corporelles	560		562		564		566	
TOTAL		570		572	21 986	574		576	21 986

III PLUS-VALUES, MOINS-VALUES

(19%, 15 % et 0% pour les entreprises à l'IS, 12,8 % pour les entreprises à l'IR)
(Si ce cadre est insuffisant, joindre un état du même modèle)

Nature des immobilisations cédées virées de poste à poste, mises hors service ou réintégrées dans le patrimoine privé y compris les produits de la propriété industrielle.

1	2	3	4	5
TUP de la société Su				
6	7	8	9	10

Immobilisations	Valeur d'actif * ①	Amortissements * ②	Valeur résiduelle ③	Prix de cession * ④	Plus ou moins-values : Court terme * ⑤	Long terme : 19 % ⑥	Long terme : 15 % ou 12,8 % ⑦	Long terme : 0 % ⑧
1	5 000		5 000	20 896	15 896			
2								
3								
4								
5								
6								
7								
8								
9								
10								
TOTAL	578 5 000	580	582 5 000	584 20 896	586 15 896	581	587	589
Plus–values taxables à 19 % (1)		579	Régularisations		590	583	594	595
TOTAL					596 15 896	585	597	599

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice 2033–NOT

(1) Ces plus–values sont imposables au taux de 19 % en application des articles 238 *bis* JA, 210F et 208C du CGI. Joindre un état établi selon le même modèle, indiquant les modalités de calcul de ces plus–values.

Cegid Group

4 **RELEVÉ DES PROVISIONS - AMORTISSEMENTS DÉROGATOIRES - DÉFICITS REPORTABLES - DIVERS**

Formulaire obligatoire (article 302 Septies A-bis du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise : SAS MINàWatt

Néant ☐ *

I RELEVÉ DES PROVISIONS - AMORTISSEMENTS DÉROGATOIRES

A NATURE DES PROVISIONS		Montant au début de l'exercice		Augmentations : dotations de l'exercice		Diminutions reprises de l'exercice		Montant à la fin de l'exercice	
Provisions réglementées	Amortissements dérogatoires	600		602		604		606	
	Dont majorations exceptionnelles de 30 %	601		603		605		607	
	Autres provisions réglementées	610		612		614		616	
Provisions pour risques et charges		620		622		624		626	
Provisions pour dépréciation	Sur immobilisations	630		632		634		636	
	Sur stocks et en cours	640		642		644		646	
	Sur clients et comptes rattachés	650		652		654		656	
	Autres provisions pour dépréciation	660		662		664		666	
TOTAL		680		682		684		686	

B MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DÉROGATOIRES

	Dotations		Reprises	
Immob. incorporelles	700		705	
Terrains	710		715	
Constructions	720		725	
Inst. techniques mat. et outillage	730		735	
Inst. générales, agen–cements amén. div.	740		745	
Matériel de transport	750		755	
Autres immobilisations corporelles	760		765	
TOTAL	770		775	

C VENTILATION DES DOTATIONS AUX PROVISIONS ET CHARGES À PAYER NON DÉDUCTIBLES POUR L'ASSIETTE DE L'IMPÔT

(Si ce cadre C est insuffisant, joindre un état du même modèle)

1	Indemnités pour congés à payer, charges sociales et fiscales correspondantes	
2		
3		
4		
5		
6		
7		
	Total à reporter ligne 322 du tableau n° 2033–B — 780	

II DÉFICITS REPORTABLES

Déficits restant à reporter au titre de l'exercice précédent(1)	982	15 749
Déficits imputés	983	7 527
Déficits reportables	984	8 221
Déficits de l'exercice	860	
Total des déficits restant à reporter	870	8 221

III DÉFICITS PROVENANTS DE L'APPLICATION DU 209C

Résultat déficitaire relevant de l'article 209C du CGI	995	
Déficits étrangers des PME antérieurement déduits (article 209C du CGI)	996	

IV DIVERS

Primes et cotisations complémentaires facultatives	381	
dont montant déductible des cotisations facultatives versées en application du I de l'article 154 bis du CGI	325	
dont cotisations facultatives aux nouveaux plans d'épargne retraite	327	
Cotisations personnelles obligatoire de l'exploitant*	380	
dont montant déductible des cotisations sociales obligatoires hors CSG–CRDS	326	
N° du centre de gestion agréé	388	
Montant de la TVA collectée	374	6 942
Montant de la TVA déductible sur biens et services (sauf immobilisations)	378	2 098
Montant des prélèvements personnels de l'exploitant	399	
Aides perçues ayant donné droit à la réduction d'impôt prévue au 4 de l'article 238 bis du CGI pour l'entreprise donatrice	398	
Montant de l'investissement reçu qui a donné lieu à amortissement exceptionnel chez l'entreprise investisseur dans le cadre de l'article 217 octies du CGI	397	

(1) Cette case correspond au montant porté sur la ligne 870 du tableau 2033D déposé au titre de l'exercice précédent.

* Des explications concernant cette rubrique figurent dans la notice n° 2033–NOT

Cegid Group

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

5

DETERMINATION DES EFFECTIFS ET DE LA VALEUR AJOUTEE

DGFiP **N° 2033-E 2020**

Désignation de l'entreprise : SAS MINàWatt — Néant [X] *

Exercice ouvert le : 01/01/2019 et clos le : 31/12/2019 Durée en nombre de mois : 12

DECLARATION DES EFFECTIFS

Effectifs moyens du personnel	376	
Dont apprentis	657	
Dont handicapés	651	
Effectifs affectés à l'activité artisanale	861	

CALCUL DE LA VALEUR AJOUTEE

I Chiffre d'affaires de référence CVAE

Ventes de produits fabriqués, prestations de services et marchandises	108	
Redevances pour concessions, brevets, licences et assimilés	118	
Plus–values de cession d'éléments d'immobilisations corporelles et incorporelles, si rattachées à une activité normale et courante	119	
Refacturations de frais inscrites au compte de transfert de charges	105	
TOTAL 1	106	

II Autres produits à retenir pour le calcul de la valeur ajoutée

Autres produits de gestion courante (hors quote–parts de résultat sur opérations faites en commun)	115	
Production immobilisée à hauteur des seules charges déductibles ayant concouru à sa formation	143	
Subventions d'exploitation reçues	113	
Variation positive des stocks	111	
Transferts de charges déductibles de la valeur ajoutée	116	
Rentrées sur créances amorties lorsqu'elles se rapportent au résultat d'exploitation	153	
TOTAL 2	144	

III Charges à retenir pour le calcul de la valeur ajoutée

Achats	121	
Variation négative des stocks	145	
Services extérieurs, à l'exception des loyers et redevances	125	
Loyers et redevances, à l'exception de ceux afférents à des immobilisations corporelles mises à disposition dans le cadre d'une convention de location–gérance ou de crédit–bail ou encore d'une convention de location de plus de 6 mois.	146	
Taxes déductibles de la valeur ajoutée	133	
Autres charges de gestion courante (hors quote–parts de résultat sur opérations faites en commun)	148	
Charges déductibles de la valeur ajoutée afférente à la production immobilisée déclarée	128	
Fraction déductible de la valeur ajoutée des dotations aux amortissements afférentes à des immobilisations corporelles mises à disposition dans le cadre d'une convention de location–gérance ou de crédit–bail ou encore d'une convention de location de plus de 6 mois	135	
Moins–values de cession d'éléments d'immobilisations corporelles et incorporelles si attachées à une activité normale et courante	150	
TOTAL 3	152	

IV Valeur ajoutée produite

Calcul de la Valeur Ajoutée TOTAL 1 + TOTAL 2 - TOTAL 3	137	

V Cotisation sur la valeur ajoutée des Entreprises

Valeur Ajoutée assujettie à la CVAE (à reporter sur les formulaires n°s 1330–CVAE–SD pour les multi–établissements et sur les formulaires n°s 1329–AC et 1329–DEF. Si la VA calculée est négative, il convient de reporter un montant égal à 0 au cadre C des formulaires n°s 1329–AC et 1329–DEF).	117	

Cadre réservé au mono établissement au sens de la CVAE

Si vous êtes assujettis à la CVAE et un mono–établissement au sens de la CVAE (cf. notice de la déclaration n° 1330–CVAE–SD), veuillez compléter le cadre ci–dessous et la case 117, vous serez alors dispensé du dépôt de la déclaration n° 1330–CVAE–SD.

MONO ÉTABLISSEMENT au sens de la CVAE	020																						
Chiffre d'affaires de référence CVAE (report de la ligne 106, le cas échéant ajusté à 12 mois)																					022		
Effectifs au sens de la CVAE																					023		
Chiffre d'affaires du groupe économique (art. 223 A du CGI)																					026		
Période de référence	024			/			/					160			/			/					
Date de cessation												186			/			/					

Attention, il ne doit pas être tenu compte dans les lignes 121 à 148 des charges déductibles de la valeur ajoutée, afférente à la production immobilisée déclarée ligne 143, portées en ligne 128.

* Des explications concernant ces cases sont données dans la notice n° 1330–CVAE–SD

Cegid Group

6 **COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL** **DGFiP N° 2033-F 2020**

Formulaire obligatoire
(art. 38 de l'annexe III au C.G.I.)

N° de dépôt

(liste des personnes ou groupements de personnes de droit ou de fait détenant directement au moins 10 % du capital de la société)

1 / 1 **(1)**

Néant *

EXERCICE CLOS LE 31/12/2019 N° SIRET 8 2 5 3 5 6 4 5 4 0 0 0 1 7

DÉNOMINATION DE L'ENTREPRISE SAS MINàWatt

ADRESSE (voie) 121 Boulevard Alfred Nobel

CODE POSTAL 44400 VILLE REZE

NOMBRE TOTAL D'ASSOCIÉS OU ACTIONNAIRES PERSONNES MORALES DE L'ENTREPRISE	**901**	3	NOMBRE TOTAL DE PARTS OU D' ACTIONS CORRESPONDANTES	**902**	3 660
NOMBRE TOTAL D'ASSOCIÉS OU ACTIONNAIRES PERSONNES PHYSIQUES DE L'ENTREPRISE	**903**		NOMBRE TOTAL DE PARTS OU D'ACTIONS CORRESPONDANTES	**904**	

I – CAPITAL DÉTENU PAR LES PERSONNES MORALES :

Forme juridique SAS Dénomination CoWatt

N° SIREN (si société établie en France) 830985651 % de détention 65.00 Nb de parts ou actions 2 379

Adresse : N° 1 Voie Rue Jean Baptiste Vigier

Code Postal 44400 Commune REZE Pays FRANCE

Forme juridique Dénomination ENERGIE PARTAGEE INVESTISSEMENT

N° SIREN (si société établie en France) 509533527 % de détention 30.00 Nb de parts ou actions 1 098

Adresse : N° 10 Voie Avenue des Canuts

Code Postal 69120 Commune VAULX EN VELIN Pays FRANCE

Forme juridique Dénomination

N° SIREN (si société établie en France) % de détention Nb de parts ou actions

Adresse : N° Voie

Code Postal Commune Pays

Forme juridique Dénomination

N° SIREN (si société établie en France) % de détention Nb de parts ou actions

Adresse : N° Voie

Code Postal Commune Pays

II – CAPITAL DÉTENU PAR LES PERSONNES PHYSIQUES :

Titre **(2)** Nom patronymique Prénom(s)

Nom marital % de détention Nb de parts ou actions

Naissance : Date N° Département Commune Pays

Adresse : N° Voie

Code Postal Commune Pays

Titre **(2)** Nom patronymique Prénom(s)

Nom marital % de détention Nb de parts ou actions

Naissance : Date N° Département Commune Pays

Adresse : N° Voie

Code Postal Commune Pays

(1) Lorsque le nombre d'associés excède le nombre de lignes de l'imprimé, utiliser un ou plusieurs tableaux supplémentaires. Dans ce cas, il convient de numéroter chaque tableau en haut et à gauche de la case prévue à cet effet et de porter le nombre total de tableaux souscrits en bas à droite de cette même case.

(2) Indiquer : M pour Monsieur, MME pour Madame ou MLE pour Mademoiselle.

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032–NOT.

Cegid Group

MINàWatt SAS
Société par action simplifiée au capital de 36 600 euros
Siège social : MIN de Nantes 121 Boulevard Alfred Nobel, 44400 Rezé
Adresse administrative : 10 du Président Herriot 44000 Nantes
RCS Nantes 825 356 454

RAPPORT DE GESTION

PRESENTATION DES COMPTES ANNUELS

Les règles de présentation et les méthodes d'évaluation comptables sont conformes à la réglementation en vigueur.
L'exercice considéré a débuté le 1er janvier 2019 et s'est terminé le 31 décembre 2019.

Le montant total du bilan s'établit, au 31 décembre 2019, à 896 582 euros.
L'exercice clos le 31 décembre 2019 fait apparaître un résultat comptable négatif d'un montant de – 512 euros.

SITUATION DE LA SOCIETE

Activité de la société au cours de l'exercice écoulé

Nantes Métropole est rentré au capital de la Société en date du 06/06/2019, avec une prise de participation de 183 actions soit un montant de 1 830 euros. Suite à cette souscription, le capital de la société est passé de 34 770 euros à 36 600 euros.

Par ailleurs, une convention de compte-courant d'associé a été signée le 22/04/2019 avec Nantes Métropole, pour un montant de 7 320 euros.

La Société a fusionné avec la filiale qu'elle détient à 100 % (SUN STORAGE 1) en date du 05/08/2019. Les comptes annuels 2019 de la Société MINàWatt SAS comprennent les comptes de SUN STORAGE 1 et de MINàWatt SAS.

L'installation photovoltaïque en toiture sur un bâtiment du MIN (Marché d'Intérêt National) de Nantes, détenu par Nantes Métropole, a été mise en service le 01/04/2019. SS1 a réalisé un chiffre d'affaire de 28 636,67 euros jusqu'à la TUP et MINàWatt a réalisé un chiffre d'affaire de 34 710, 67 euros à la suite de la TUP.

Activité de la société en matière de recherche et développement

Non concernée

Evènements importants survenus postérieurement à la clôture de l'exercice

La Société a souscrit deux prêts bancaire auprès de la Société Financière de la Nef le 30/12/2020 pour un montant de 549 150 euros pour refinancer l'opération d'acquisition de l'installation PV. Ce prêt à été débloqué le 03/01/2020. Suite à cela, la Société a procédé à un remboursement partiel des comptes courants détenus par ses associés.

Les comptes ont été arrêtés par les dirigeants sur la base des éléments disponibles dans le contexte de la crise sanitaire

liée au Covid-19. L'ensemble des éléments connus à la date d'arrêté des comptes ont été appréciés, mais dans un contexte évolutif de crise sanitaire.
S'agissant d'évènements survenus postérieurement à la date de clôture du 31 décembre 2019, aucun impact sur les comptes annuels n'a été anticipé conformément à la réglementation comptable en vigueur. Par ailleurs, il a été considéré que les conséquences de cette crise ne remettaient pas en question la continuité de l'exploitation, la société disposant de la trésorerie suffisante.

Evolution prévisible et perspectives d'avenir

Rien à signaler

AFFECTATION DU RESULTAT DE **L'EXERCICE**

Nous vous proposons d'affecter la totalité du déficit de l'exercice clos le 31 décembre 2019, s'élevant à la somme de – 512 euros, au compte « report à nouveau » qui sera porté de – 15 749 euros à – 16 261 euros.

DIVIDENDES DISTRIBUES AU COURS DES TROIS DERNIERS EXERCICES

Conformément à l'article 243 bis du Code Général des Impôts, nous vous précisons que la société n'a procédé au titre des trois exercices précédents à la distribution d'aucun dividende.

DEPENSES ET CHARGES NON FISCALEMENT DEDUCTIBLES

Nous vous demandons de constater, en application de l'article 223 quater du Code Général des Impôts, qu'il n'existe aucune dépense ni charge visée à l'article 39-4 de ce code.

INFORMATIONS RELATIVES AUX DELAIS DE PAIEMENT DES FOURNISSEURS ET DES CLIENTS

Conformément aux dispositions de l'article D.441-4 du code de commerce.

Exercice clos au 31 décembre 2019 :

	Factures reçues non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu			Factures émises non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu		
	1 à 30 jours	31 à 60 jours	Total	1 à 30 jours	31 à 60 jours	Total
	(A) Tranches de retard de paiement					
Nombre de factures concernées			1			0
Montant HT des factures concernées		2 500	2 500	0		0
% du montant total des achats HT de l'exercice			5 ,8 %			

% du montant HT de chiffre d'affaires de l'exercice				0 %
	(B) Dettes et créances litigieuses ou non comptabilisées			
	(C) Délais de paiement de référence utilisés			
	o Délais contractuels o Délais légaux		o Délais contractuels o Délais légaux	

PRISES DE PARTICIPATIONS SIGNIFICATIVES OU PRISES DE CONTROLE, FILIALES ET SOCIETES CONTROLEES, PARTICIPATIONS CROISEES

Non concerné

OPERATIONS D'ATTRIBUTION D'ACTIONS OU D'OPTIONS D'ACHATS OU DE SOUSCRIPTIONS D'ACTIONS RESERVEES AU PERSONNEL SALARIE DE LA SOCIETE

Non concerné

ETAT DE LA PARTICIPATION DES SALARIES AU CAPITAL SOCIAL A LA CLOTURE DE L'EXERCICE

Non concerné

CONVENTIONS REGLEMENTEES

Les conventions réglementées sont les suivantes :

- Convention de compte-courant d'associé avec Energie Partagée Investissement, actionnaire, membre du Comité de gestion et de pilotage, signée le 01/12/2018, pour un montant de 735 490 euros au 31 décembre 2019
- Convention de compte-courant d'associé avec CoWatt, actionnaire et président, signée le 01/12/2018, pour un montant de de 95 190 euros au 31 décembre 2019
- Convention de compte-courant d'associé avec Nantes Métropole, actionnaire, membre du Comité de gestion et de pilotage, signée le 22/04/2019, pour un montant de 7 320 euros au 31 décembre 2019
- Convention de gestion administrative avec Energie Partagée Investissement, signée le 29/05/2019, pour un montant de 2 333 euros HT, facturé sur l'exercice.

Ces conventions ont été décidées préalablement à cet exercice et se sont poursuivies sur l'exercice 2019. Elles relèvent d'un fonctionnement normal de la société et ont été conclues dans des conditions normales.

Fait à Nantes, le 07 avril 2020,

La Présidence, Cowatt
Représentée par M. Eric BUREAU

Nantes Métropole

www.nantesmetropole.fr

EXTRAIT

Société Coopérative d'Intérêt Collectif à but non lucratif Atlantique Accession Solidaire

ATLANTIQUE ACCESSION SOLIDAIRE

RAPPORT DES ADMINISTRATEURS DE NANTES METROPOLE AU SEIN DE LA SCIC

2019

SCIC ATLANTIQUE ACCESSION SOLIDAIRE

Rapport au Conseil métropolitain de Nantes Métropole actionnaire, des représentants de Nantes Métropole désignés comme administrateurs au sein de la SCIC, en application de l'article L.1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales

EXERCICE 2019

FICHE SIGNALETIQUE

ETAT CIVIL

Société Coopérative d'Intérêt Collectif à but non lucratif Atlantique Accession Solidaire

Siège social et adresse administrative :	Maison de l'habitant 12 rue du Président Herriot 44000 Nantes
N° RCS :	879 906 824
Date de création :	4 septembre 2020 (AG constitutive)
Objet social :	Acquérir et gérer des terrains, bâtis ou non, en vue de réaliser des logements et des équipements collectifs conformément aux objectifs de l'article L.301-1 du code de la construction et de l'habitation.
Président :	Nantes Métropole représentée par Pascal Pras
Directeur Général :	Jean-Noël Freixinos
Commissaire aux comptes :	KPMG SA
Nombre de salariés à fin 2019 :	0

ACTIONNARIAT

Actionnaires	Nombre d'actions détenues	Capital	% du capital
COLLECTIVITES LOCALES			
Nantes Métropole	10 000	**100 000,00 €**	13,89%
Département de Loire-Atlantique	15 000	150 000,00 €	20,83%
CARENE	5 000	50 000,00 €	6,94%
Aiguillon Résidences	3 000	30 000,00 €	4,17%
CDC Habitat social	3 000	30 000,00 €	4,17%
CIF Coopérative	3 000	30 000,00 €	4,17%
Coop Logis	3 000	30 000,00 €	4,17%
Gambetta	3 000	30 000,00 €	4,17%
Habitat 44	3 000	30 000,00 €	4,17%
Harmonie Habitat	3 000	30 000,00 €	4,17%
PODELIHA	3 000	30 000,00 €	4,17%
L'Abri Familial	3 000	30 000,00 €	4,17%
Logi Ouest	3 000	30 000,00 €	4,17%
Maison Familiale de Loire-Atlantique	3 000	30 000,00 €	4,17%
Nantes Métropole Habitat	3 000	30 000,00 €	4,17%
Silène	3 000	30 000,00 €	4,17%
Vilogia	3 000	30 000,00 €	4,17%
TOTAL	**72 000**	**720 000,00 €**	**100%**
Nombre total d'administrateurs :			
- dont représentant de Nantes Métropole	*3 (Pascal Pras, Alain Robert, Rodolphe Amailland)*		
Nombre total de censeurs :	0		
- dont représentant de Nantes Métropole	*0*		

JURIDIQUE

Contrats conclus avec Nantes Métropole :	Néant

FINANCIER

Financement apporté par Nantes Métropole pour 2019 :	100 000 € d'apport en capital
Résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2019 :	Le 1er exercice clos sera au 31/12/2020
Garanties d'emprunt avec Nantes Métropole :	Néant

Min à Watt

Comptes annuels au 31 décembre 2019 (provisoires avant approbation du CA)

Bilan simplifié

ACTIF	€uro	PASSIF	€uro
Immobilisations incorporelles	0	Capital social	36 600
Immobilisations corporelles	658 511	Réserves	
Immobilisations financières	1 833	Report à nouveau	-15 749
		Résultat de l'exercice	-512
Total Actif immobilisé (I)	**660 344**	Autres subventions d'investissement	
Stocks et en-cours		**Capitaux propres (I)**	**20 339**
Créances d'exploitation	30 879		
Autres créances	7 057	**Autres fonds propres (II)**	**0**
Total Actif Circulant (II)	**37 936**	**Provisions pour risques et charges (III)**	
Valeurs mobilières de placement		Emprunts et dettes	852 855
Disponibilités	198 302	Fournisseurs et comptes rattachés	18 965
		Dettes fiscales et sociales	4 288
Total Trésorerie (III)	**198 302**	Autres dettes	134
Charges à répartir sur plusieurs exercices		**Total Dettes (IV)**	**876 242**
Charges constatées d'avance			
Comptes de régularisation (IV)	**0**	**Comptes de régularisation (V)**	**0**
TOTAL GENERAL (I + II + III+IV)	**896 582**	**TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)**	**896 582**

Compte de Résultat

POSTES	€uro
Total des produits d'exploitation	34 711
Total des charges d'exploitation	37 111
dont charges de personnel	0
RESULTAT D'EXPLOITATION	**-2 400**
Total des produits financiers	16 018
Total des charges financières	14 129
RESULTAT FINANCIER	**1 889**
Total des produits exceptionnels	0
Total des charges exceptionnelles	0
RESULTAT EXCEPTIONNEL	**0**
Participation des salariés aux résultats	0
Impôts sur les bénéfices	0
BENEFICE OU PERTE	**-512**

Important : Les chiffres ci-dessus sont communiqués sous réserve d'être approuvés lors de l'Assemblée Générale de la SCIC en 2021

SYNTHESE DES POSITIONS PRISES PAR LES ADMINISTRATEURS AU COURS DE L'ANNEE 2019

ADMINISTRATEUR NANTES METROPOLE

- M. Pascal Pras (Président)
- M. Alain Robert
- M. Rodolphe Amailland

Décisions marquantes prises lors des Conseils d'Administration de 2019

Conseil d'Administration du 04/09/2019 :

- Désignation du président
- Désignation du mandataire chargé des démarches

Conseil d'Administration du 15/10/2019 :

- Désignation des autres membres du bureau
- Nomination du directeur général
- Validation d'une mise à disposition de personnel
- Adoption du règlement de fonctionnement
- Avis sur le dossier de demande d'agrément.

Conseil d'Administration du 20/12/2019 :

- Approbation du compte-rendu du conseil d'administration du 15/10/2019
- Résultat de la consultation de l'assemblée générale extraordinaire sur la modification des statuts
- Admission de nouveaux associés
- Programmation prévisionnelle des opérations en BRS pour 2020 et 2021
- Budget prévisionnel 2020
- Agrément de l'opération « Loire en Scène » à Nantes
- Adhésion au réseau national des OFS

Taux de participation des administrateurs mandataires de la collectivité en 2019 : 78%

Jetons de présence pour 2019 : pas de jetons de présence prévus.

SYNTHESE DES CONTROLES EFFECTUES SUR LA SCIC ATLANTIQUE ACCESSION SOLIDAIRE AU COURS DE L'EXERCICE 2019

Contrôles sur exercice 2019 : néant

RAPPORT ADMINISTRATEURS **SCIC ATLANTIQUE ACCESSION SOLIDAIRE** 2019

ANNEXES

Important : L'ensemble des documents joints en annexe du présent rapport seront fournis en 2021 à la clôture du 1er exercice comptable au 31/12/2020

Pas de comptes annuels 2019

Pas de rapport de gestion du Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale pour l'année 2019